



**HAL**  
open science

# Le syndicalisme de Brescia de 1980 à 1993 : une anomalie italienne entre restructurations industrielles, austérité et déclin de la "centralité ouvrière"

Marco Giovanessi

## ► To cite this version:

Marco Giovanessi. Le syndicalisme de Brescia de 1980 à 1993 : une anomalie italienne entre restructurations industrielles, austérité et déclin de la "centralité ouvrière". Histoire. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2020. Français. NNT : 2020PA01H069 . tel-03241053

**HAL Id: tel-03241053**

**<https://theses.hal.science/tel-03241053>**

Submitted on 28 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**UNIVERSITE PARIS I PANTHÉON SORBONNE**  
**École doctorale d'histoire ED 113**  
Centre d'histoire sociale des mondes contemporains  
(UMR 8058)

THÈSE  
Pour l'obtention du titre de Docteur D'Histoire  
Présentée et soutenue publiquement  
le 26 novembre 2020 par  
**Marco GIOVANESSI**

**Le syndicalisme de Brescia de 1980 à  
1993. Une anomalie italienne entre  
restructurations industrielles, austérité  
et déclin de la « centralité ouvrière »**

Volume I

**Sous la direction de M. Michel PIGENET**

Professeur émérite d'histoire contemporaine, Université Paris 1 –  
Panthéon Sorbonne.

**Jury**

**M. Frank Georgi**, Professeur d'histoire contemporaine, Université  
d'Evry Paris Saclay (rapporteur).

**Mme Isabelle Lespinet-Moret**, Professeure d'histoire  
contemporaine, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne.

**M. Ferruccio Ricciardi**, Historien, chargé de recherche au CNRS.

**M. Xavier Vigna**, Professeur d'histoire contemporaine, Université  
Paris Nanterre (rapporteur).



# Résumé

La thèse traite d'une expérience syndicale originale, conduite en Italie dans un contexte général européen de renversement du rapport des forces sociales hérité des années 1968, sur fond de crise économique et de désindustrialisation. Elle s'intéresse à la trajectoire du syndicalisme de la métallurgie du département de Brescia au cours des années 1980, plus particulièrement à celle de la FIOM locale, en difficulté face à la contre-offensive des entrepreneurs, mais ce chef de file de la contestation des orientations de la direction nationale de la CGIL.

À Brescia, les délégués métallurgiques de la CGIL et une partie de la FIM CISL donnent ainsi naissance en 1984 au mouvement des « Autoconvoqués » ; phénomène d'auto-organisation de grèves et de manifestations par la base ouvrière, qui s'étend à toute la péninsule en réaction au décret de la Saint Valentin du gouvernement Craxi remettant en cause l'échelle mobile des salaires. Ces syndicalistes jouent également un rôle fondamental dans l'opposition aux politiques d'austérité des gouvernements Amato et Ciampi et aux accords inter-confédéraux de 1992 - 1993 qui ratifient la fin définitive de l'échelle mobile et la suspension des négociations d'entreprise. La thèse se propose d'étudier cette anomalie syndicale au moyen d'une analyse serrée du fonctionnement de la FIOM locale, notamment caractérisé par la place attribuée, au côté du secrétariat départemental, aux délégués des plus importantes usines syndicalisées sans lesquelles le premier ne pouvait pas prendre des décisions. A partir de là, la thèse examine la manière dont la FIOM de Brescia participe à la construction d'une gauche syndicale capable, en 1991, de présenter, un document alternatif, à celui de la direction.

## Mots-clés

Mouvement ouvrier – FIOM-CGIL – Brescia - syndicalisme – Lombardie

# Summary

This thesis focuses on the analysis of the specific trajectory of metalworkers' unionism in the province of Brescia during the 1980s, and especially that of the local FIOM, the metal branch of the Italian trade union confederation (CGIL). Against a background of economic crisis and deindustrialization of the most industrialized regions of Italy – including the provinces of Genoa, Milan and Turin –, and with the FIOM local unions on the defensive against the counter-offensive developed by the entrepreneurs in the early 1980s, the FIOM of Brescia led a national protest movement against the plan of bargaining set up by the national leadership of the CGIL, which agreed to take part in the centralized negotiations.

In Brescia, the metalworkers' representatives of the CGIL and part of the FIM CISL initiated in 1984 the so-called "autoconvocati" (self-summoned) group, a movement of self-organization of strikes and demonstrations by the working-class base which spread to the whole country against the Craxi government's "Valentine's Day decree," intended to reduce the sliding wage scale. They also played a fundamental role in the opposition to the austerity policies carried out by the Amato and Ciampi governments, and to the interconfederal agreements of 1992 and 1993.

To understand the reasons for this anomaly, this thesis starts by analysing the case of a local branch of the FIOM with a specific character as to the constitution of its leadership and its internal functioning, characterized by a dual power between the provincial secretariat and union representatives of the main unionized factories, without which the former could not take decisions. It focuses then on the study of the central role played by the FIOM of Brescia in the construction of the trade-union left, especially through the presentation, during the CGIL's congress of 1991, of an alternative document to that of the leadership led by Bruno Trentin, a first in the history of the confederation. The CGIL local branch of Brescia will be the only one in the whole country where the trade-union left will win with its motion "Essere sindacato," first signed by Fausto Bertinotti and Giorgio Cremaschi, former secretary of the FIOM of Brescia.

## Keywords

Labour movement – FIOM-CGIL – Brescia - Trade unionism – Lombardy

# Remerciements

Je veux remercier d'abord mon directeur de thèse, M. Michel Pigenet, qui à toujours été disponible pour répondre à mes questions et à m'aider au fil des années à développer une réflexion approfondie et large autour des thèmes centraux de ma thématique. C'est grâce à nos échanges et à ses remarques enrichissantes et circonstanciés que j'ai pu avancer dans ma recherche et la rédaction.

Je dois aussi le remercier pour sa patience au moment de relire et corriger les différents chapitres dont le style et la grammaire laissaient à désirer.

Je veux également remercier Céline, dont les connaissances historiques et la familiarité avec la langue et la culture italienne furent décisives à l'heure de corriger la thèse et de résoudre les délicats problèmes soulevés par la transposition dans une thèse d'histoire menée en France de questions appliquées à une situation italienne. Son ouverture à l'échange presque quotidien fut une aide majeure.

Je veux encore remercier aussi les responsables et les documentalistes des archives de Brescia qui, au milieu de difficultés financières permanentes et en l'absence de classements des fonds m'ont aidé à repérer les documents dont j'avais besoin. Merci en particulier aux responsables et employés des deux dépôts d'archives où j'ai pu consulter les documents fondamentaux pour ma recherche. Merci à Lorena Pasquini, en charge des archives « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani » de la CGIL de Brescia et Alessandro Adami, employé de cette institution. Merci à Daniele Mor, employé dévoué des archives de la Fondation « Luigi Micheletti ».

Merci, plus largement, aux salariés, délégués et responsables syndicaux et politiques qui ont accepté d'être interviewés. Leur contribution fut essentielle à la compréhension profonde des dynamiques internes au monde politique et syndical local. Je leur sais gré de m'avoir raconté des expériences de vie et militantes peu banales dans une période et un contexte qui ne l'étaient pas moins, de m'avoir donné accès à leurs papiers personnels, puis d'avoir prolongé nos échanges à l'occasion d'entretiens informels où leurs avis, interprétations et conseils ont concouru à enrichir ma réflexion.

réalité locale avec une trajectoire tout à fait atypique dans le panorama syndical des années 1980 en Italie. Merci en particulier à ceux qui m'ont donné l'accès à leurs archives personnels et qu'ont accepté de continuer l'échange au cours de ma recherche pour me donner des conseils ou pour ajouter des autres éléments de réflexion.

Merci à Mme Isabelle Lespinet – Moret et M. Frank Georgie, membres du comité de suivi de ma thèse et à Mmes Barbara Bonazzi et Rossana Vaccaro, responsables de la bibliothèque du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains. Tous m'ont donné des précieux conseils, qu'il s'agisse de la traduction ou de la structuration de la thèse. De la même façon, ma gratitude va à tous les chercheurs et doctorants avec lesquels j'ai échangé au cours de toutes ces années.

Merci à Giuseppe et Marianna, mes parents et à Elena pour leur soutien indéfectible d'un bout à l'autre de ma recherche. Merci, enfin, à Alberto, pour son amitié et son appui moral qui, par-delà la distance et les expériences de vie différentes a suivi pas à pas mon parcours professionnel et humain.

# Table des matières

## *VOLUME 1*

Résumé en français et anglais.....3

Remerciements.....5

Table des matières.....7

INTRODUCTION GENERALE.....25

**PROLOGUE : Les spécificités économiques et politiques de la ville de Brescia dans les années 1960-1970**

1. Le secteur industriel de Brescia : un développement original.....45



*1.1 Les caractéristiques structurelles et le développement spécifique du secteur industriel à Brescia.....45*

Les années du « Miracle économique » italien.....45

Brescia historique et géographique.....46

Brescia : Les secteurs clés.....50

Le rôle du secteur mécanique dans la première période de développement économique (1946-1958).....51

La Vallée Trompia : un modèle de la petite entreprise familiale dans le département de Brescia.....54

Le secteur métallurgique en Vallée Sabbia (Commune de Nave).....55

Les différents modèles de développement de la petite industrie à Brescia.....58

Lumezzane : un district industriel « ante litteram ».....61

Le secteur des armes dans le département de Brescia.....64

*1.2 L'industrie locale pendant les années 1970 et 1980.....66*

Les mutations et les faiblesses du système productif du département de Brescia pendant les années 1970.....66

La crise de la grande industrie en Italie et à Brescia pendant la seconde moitié des années 1970.....68

Le développement extraordinaire de la petite industrie à Brescia pendant les années 1970-1980.....70

Le secteur tertiaire à Brescia.....	72
<i>1.3 L'impact de la crise de la sidérurgie à Brescia entre 1970 et 1980 : Les stratégies et les enjeux de restructuration d'un secteur-clé.....</i>	<i>75</i>
Crise mondiale de la sidérurgie en 1973.....	75
Les investissements et la diversification productive dans le secteur de la métallurgie pendant les années 1970.....	77
L'électrosidérurgie échappe à la crise des années 1970.....	79
L'impact des mesures de la CEE : le Plan Simonet et le Plan Davignon.....	80
Crise et restructuration de la sidérurgie pendant la première moitié des années 1980.....	84
<b>2. Un modèle socio-politique entre la Vénétie démocrate-chrétienne et le triangle industriel rouge.....</b>	<b>87</b>
<b>2.1 Les dynamiques politiques d'un département au carrefour des sous-cultures blanche et rouge : l'hégémonie démocrate-chrétienne à Brescia.....</b>	<b>87</b>
Brescia au sein des « zones blanches ».....	87
Les origines de l'hégémonie démocrate-chrétienne à Brescia.....	89
Le contrôle de la société bresciane par le monde catholique pendant le deuxième après-guerre.....	91

Le rôle du secteur éducatif dans la construction de l'hégémonie catholique.....	93
La première phase de l'hégémonie démocrate-chrétienne (1945-1970).....	97
Le modèle économique créé par la DC de Brescia entre clientélisme et création d'une petite industrie diffuse.....	97
Brescia : zone blanche syndicale.....	101
La victoire des courants de gauche dans la DC départementale.....	104
Un bilan de la gestion municipale du maire Cesare Trebeschi.....	106
<i>2.2 Un Parti communiste local collaboratif avec le pouvoir démocrate-chrétien : Le PCI de Brescia vu par les militants syndicaux de la CGIL.....</i>	<i>114</i>
L'élection d'Adelio Terraroli au secrétariat général du PCI de Brescia.....	115
Les tensions entre FIOM et PCI dans les années 1950.....	116
Les origines de la gauche du PCI à Brescia.....	119
L'isolement du courant de gauche dans le PCI local.....	123
Les rapports du PCI de Brescia avec la DC locale.....	124
La droite interne au PCI : développement et protagonistes.....	127
La question des rapports entre DC-PCI départementales dans les années 1970.....	129
Le maire Cesare Trebeschi et la saison des « Larghe intese ».....	131
Le pan-syndicalisme : stratégie de la gauche du PCI.....	132
Le congrès du PCI de Brescia en 1977.....	134
Le Congrès du PCI de 1979.....	135
Droite et gauche interne au PCI et les luttes syndicales.....	137

Le deuxième Berlinguer : le changement de ligne au début des années 1980.....	139
La droite du PCI contre Berlinguer.....	140
1979-1981 : une période de transition.....	142
L'ouvrier Pierluigi Guizzi au parlement.....	142
Les élections municipales de 1980.....	143
L'élection de Claudio Bragaglio au secrétariat départemental du PCI.....	146
La stratégie de la gauche interne dans le PCI de Brescia.....	148

---

## **PREMIERE PARTIE : La FIOM Brescia : une anomalie syndicale italienne**

1 Les origines du contexte syndical particulier de Brescia.....	155
1.1. Le syndicalisme bresciane pendant les années 1950-1960.....	155
Le syndicalisme italien pendant le deuxième après-guerre.....	155
Le tournant de 1955 dans le département de Brescia.....	156
La lutte contre la « Prime antigrevé » à l'usine FIAT de Brescia.....	158
L'Election de Franco Castrezzati à la tête de la FIM de Brescia en 1958.....	162
Le revirement progressif de la FIM de Brescia vers l'unité d'action .....	165

Laboratoire syndical brescian : La négociation d'usine comme vecteur de l'unité syndicale.....167

*1.2 Brescia en contre-tendance au reflux nationale des mobilisations : De l'« Autunno caldo » retardé aux retombées de l'attentat de la « Piazza Loggia »(1974) sur le mouvement ouvrier.....170*

Les mobilisations ouvrières et estudiantines à Brescia en 1968.....170

La lutte dans les ateliers « Sala Prova motori » de l'usine FIAT.....175

Les mobilisations d'usine pendant la seconde moitié des années 1960 : les données de la négociation dans le secteur mécanique-métallurgique.....177

L'« automne chaud » 1969 en Italie.....179

L'automne chaud dans le département de Brescia.....180

La négociation d'usine à Brescia en 1969.....184

La poussée des mobilisations au début des années 1970.....186

*1.3 L'Associazione industriale bresciana et Luigi Lucchini : un patronat de combat.....196*

La crise du leadership dans l'Association des industriels.....196

Le dualisme de pouvoir dans l'Association des industriels.....199

Les débuts entrepreneuriaux de Luigi Lucchini.....204

Luigi Lucchini : un self-made man des vallées industrielles du département.....206

L'ascension de Luigi Lucchini à la Présidence de l'Association des industriels.....208

La « philosophie » de Lucchini appliquée pendant la présidence de l'AIB.....	211
Le conflit syndical à l'usine Bisider en 1980.....	214
L'affrontement entre Lucchini et la FIOM de Brescia.....	219
Focus sur les actions antisyndicales dans le Groupe Lucchini.....	220
Un bilan de la situation à la Bisider au milieu des années 1980.....	223
Luigi Lucchini inspirateur du conflit syndical dans le Groupe FIAT en 1980 ?.....	225

*1.4 Les relations industrielles à Brescia au début des années 1980 : Rapport de forces et négociations d'usine.....*227

L'affrontement entre la nouvelle direction de l'AIB et la FLM: la négociation d'usine et la gestion des restructurations industrielles entre 1980 et 1982.....	227
La négociation dans le textile au début des années 1980.....	229
L'affrontement entre AIB et syndicats sur les restructurations industrielles.....	231
Le débat autour du Plan départemental pour le secteur industriel présenté par les syndicats confédéraux de Brescia.....	235

**2 Les principaux acteurs syndicaux de la contestation des orientations confédérales au début des années 1980.....**245

*2.1 La radicalité de la FIM-CISL de Brescia : de la lutte contre la « Prime antigrevé » à la FIAT jusqu' à la normalisation au début des années 1980.....*245

La FIM de Brescia et les débats sur l'incompatibilité et l'autonomie de la CISL et de la DC.....	245
Focus sur le processus d'unité syndicale à Brescia pendant les années 1960-1970.....	247
La FIM conflictuelle de Brescia pendant les années 1970.....	249
La conjuration des « Canossiani ».....	251
La nouvelle direction de la CISL locale (1980).....	254
<i>2.2 La FIOM de Brescia dirigée et influencée par Claudio Sabattini : Profils, discours et rapport des avant-gardes avec la direction départementale.....</i>	<i>256</i>
La formation de Sabattini dans le PCI et la CGIL de Bologne.....	256
Les conceptions syndicales de Claudio Sabattini.....	259
Claudio Sabattini au secrétariat général de la FIOM de Brescia.....	265
Claudio Sabattini théoricien d'une forme de pan-syndicalisme ?.....	275

---

## **DEUXIEME PARTIE : La construction d'un pôle d'opposition locale au sein de la Fédération Métallurgie de la CGIL**

1 L'émergence d'une contestation interne dans la FIOM de Brescia à l'aube de la négociation sur le coût du travail jusqu'au « Lodo Scotti » de 1983.....	279
La fracture de la « Federazione Lavoratori Metalmeccanici » locale.....	282
La plateforme syndicale pour la négociation sur le coût du travail.....	283
Antonio Pizzinato contesté dans le courant communiste de la CGIL de Brescia.....	284
L'adoption de la plateforme des dix points.....	286
La Convention nationale de la métallurgie de 1982.....	288
La FIOM de Brescia dans le débat sur la plateforme pour la convention collective de 1982-1983.....	289
La consultation dans les entreprises.....	292
La mobilisation départementale pour la convention collective.....	293
La deuxième consultation pour la négociation sur le coût du travail.....	295
La signature de l'Accord Scotti (22 janvier 1983).....	298
Organiser l'opposition dans les structures de la CGIL ?.....	300
La négociation de la convention collective de la mécanique-métallurgie.....	301
La signature de la convention nationale de la métallurgie en 1983.....	304
Un cas d'étude : Le conseil d'usine de la FIAT de Brescia.....	305
2 Brescia berceau du mouvement contre le Décret de la Saint Valentin en 1984.....	309



*2.1 Les avant-gardes d'usine de Brescia à l'origine du mouvement des « autoconvoqués » en 1984.....309*

Avant la signature de l'accord de la Saint Valentin.....309

La naissance du mouvement des conseils d'usine autoconvoqués.....312

La première assemblée publique des conseils d'usine autoconvoqués.....315

L'écho national du mouvement des conseils d'usine de Brescia.....319

Le 14 février 1984 : le Décret de la Saint Valentin.....320

La réaction des conseils d'usine de Brescia.....323

Spontanéisme ou « spintaneismo » ?.....327

L'assemblée des autoconvoqués du 5 mars 1984 et la question de la démocratie syndicale.....337

Le choix d'agir dans les cadres confédéraux.....340

Le document sur la « Démocratie syndicale » des conseils d'usine de Brescia.....346

La manifestation nationale du 24 mars 1984 et le rôle de la CGIL nationale.....347

*2.2 Démocrates-chrétiens et syndicalistes radicalisés : La gauche DC ouvriériste de Brescia et ses objectifs politiques.....360*

Les trois tendances internes au syndicalisme catholique.....362

La naissance du courant ouvriériste catholique.....364

Un engagement syndical et politique.....366

Le courant catholique radical de Brescia et la "Lega democratica" .....373

Les courants « autonomiste » et « ouvrieriste » se déchirent après le congrès de la CISL de Brescia en 1980.....	376
Le rôle des ACLI.....	379
Les ACLI comme lieu de recrutement pour la gauche interne à la DC.....	381
La nouvelle direction du courant catholique « ouvrieriste » après la mort de Michel Capra.....	384
Le courant ouvrieriste catholique dans le mouvement des autoconvoqués de 1984.....	387
L'affrontement dans la CISL départementale.....	390
La démocratie syndicale : antidote à la bureaucratisation de la CISL.....	393
Les enjeux politiques de l'alliance entre la FIOM et le courant catholique radicale.....	396
Les contradictions politiques de l'alliance FIM de la FIAT et FIOM locale.....	398

### 3. Les nouveaux horizons stratégiques de la FIOM de Brescia et l'émergence de pratiques originales (1985-1987).....400

#### 3.1 *La dissolution de la « Federazione lavoratori metalmeccanici ».....400*

Les causes de l'éclatement de la FLM.....	400
La longue agonie de la FLM à Brescia.....	402
LA UILM opte pour des représentations syndicales autonomes.....	405
La bataille de la UILM de Brescia pour les « quotas 33% » .....	408

Les répercussions de la fin de la FLM dans les rapports de force internes aux Confédérations syndicales .....	411
Les nouveaux équilibres internes à la CGIL après le retour de la FIOM.....	412
L'opposition à l'élection du socialiste Gianni Panella au secrétariat général de la CGIL de Brescia (1986-1987).....	415
Les relations difficiles entre la CISL et la FIM de Brescia (1984 -1987).....	417
Le rude affrontement entre les sociaux-démocrates et les socialistes dans l'UIL.....	418
<i>3.2 La FIOM de Brescia isolée ? la recherche d'une nouvelle stratégie après le mouvement de 1984.....</i>	<i>421</i>
La FIOM de Brescia : relancer les négociations d'usine.....	421
La relance de la mobilisation pour la négociation d'usine .....	425
La base militante de la CGIL de Brescia conteste Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL.....	427
L'accord sur les niveaux de productivité entre la FIOM à l'usine FIAT .....	431
L'isolement politique et syndical de la FIOM de Brescia.....	433
Le débat autour des résultats du referendum sur le décret de la Saint Valentin.....	435
Le congrès de la FIOM de Brescia en décembre 1985.....	441
La proposition nationale de la FIOM sur la négociation d'usine.....	444
L'échec de la tentative de dialogue de la FIOM locale avec ses homologues de la FIM, de l'UILM et avec l'association des industriels.....	445
La négociation d'usine dans le textile.....	448
La Convention collective de la métallurgie de 1985-1986.....	454

Le Congrès de la CGIL de 1986.....	457
<i>3.3 1985-1987 : la transition vers la construction d'une nouvelle gauche syndicale.....</i>	<i>462</i>
La naissance de « Democrazia consiliare » en 1984.....	462
Une deuxième base d'opposition : Les structures départementales dans la FIOM.....	467
Les différences entre « Democrazia consiliare » et l'opposition interne à la FIOM.....	469
Le secrétariat de Sergio Garavini : les années de transition.....	473
L'élection de Sergio Garavini à la tête de la FIOM.....	475
Les prémises du congrès de la FIOM nationale de 1986.....	477
Les contradictions du secrétariat de Sergio Garavini.....	479
L'ouverture du débat sur la démocratie syndicale dans la FIOM .....	485
Les contributions de la FIOM bresciane à la structuration idéologique d'une opposition syndicale.....	490

---

**TROISIEME PARTIE : Le rôle de la FIOM de Brescia dans la structuration d'une gauche syndicale nationale à l'aube des années 1990**

## 1. L'émergence d'une gauche syndicale dans les groupes dirigeants de la CGIL et de la FIOM nationale (1988 -1990).....503

Le secrétariat d'Airoldi et l'entrée de Giorgio Cremaschi au secrétariat national de la FIOM en 1988.....503

Le débat et le conflit sur le « salaire variable » à la fin des années 1980.....506

Le conflit syndical pour le contrat d'usine dans le groupe FIAT (1988-1989).....510

Le Contrat d'entreprise de la FIAT s'invite au Congrès de la FIOM de 1988.....512

Le débat sur la convention collective nationale de la métallurgie de 1989-1990.....515

La contestation de la Convention collective de la métallurgie.....519

La nouvelle négociation sur le coût du travail et l'unification des oppositions dans la FIOM.....522

## 2. Le Congrès de la CGIL de 1991 : La cristallisation de l'opposition autour du document alternatif « Essere sindacato ».....524

La dissolution du courant communiste de la CGIL.....524

La victoire de la gauche syndicale à Brescia à l'occasion du congrès de 1991 de la CGIL.....525

Le congrès de la FIOM de 1991 et la fracture de la gauche syndicale historique.....530

Le Congrès de la FIOM de Brescia.....534

La CGIL de Brescia et les accords sur le coût du travail de 1992-1993.....535

L'action en justice des salariés de l'usine Palazzoli.....537

L'accord inter confédéral du 31 juillet 1992.....	538
L'accord inter confédéral du 23 juillet 1993.....	545
La réforme de la CGIL et de la FIOM de Brescia pendant la première moitié des années 1990.....	548
La rupture entre la FIOM de Brescia et la direction nationale d' « Essere sindacato ».....	552

### 3. L'émergence du « Sindacato autonomo lombardo » : symptôme de la crise d'identité du monde du travail en Lombardie ?.....557

La naissance du Syndicat autonome lombard.....	557
L'irruption de la « Lega lombarda » .....	559
L'affrontement entre FIOM de Brescia et Syndicat autonome lombard.....	561
La mutation des métallurgistes lombards au cours des années 1990.....	563

## CONCLUSION.....568

Bibliographie générale.....	586
-----------------------------	-----

Sources.....	631
--------------	-----

Table des signes.....	658
-----------------------	-----



## *VOLUME II – ANNEXES*

Table des illustrations.....	3
Table des interviews.....	73
Extraits des Interviews 1984 – 1990.....	76





# ***Introduction générale***

## ***Les axes de la recherche***

La thèse, dont on développe ici le projet, se concentre sur la situation syndicale dans le département de Brescia, situé dans la Lombardie orientale. Les raisons qui justifient de consacrer un travail étendu sur une ville comme Brescia résident d'abord dans des motivations d'ordre économique. Le département, le deuxième le plus peuplé de Lombardie malgré sa taille moyenne, se caractérise par sa concentration industrielle importante. Brescia était en effet à la troisième place dans le classement des départements les plus industrialisés d'Italie, avec sa spécialisation historique dans la métallurgie et la mécanique et le développement plus récent de l'industrie des armements, du textile (vêtements) et de la chimie. La forte présence du secteur mécanique-métallurgique dans le département, protagoniste absolu des mobilisations ouvrières italiennes depuis le deuxième après-guerre, explique l'importance syndicale qu'il joue depuis les années 1960 au niveau national, en tant que laboratoire syndical de premier plan. En ce qui concerne les relations industrielles, Brescia constitue un centre crucial d'affrontement et de débat : plusieurs réponses syndicales conçues à l'échelle locale ont été rapidement diffusées à un niveau national.

C'est en effet à partir des années 1950 - 1960 que les trois structures confédérales de la ville suivent des trajectoires originales qui marqueront leurs évolutions pendant toute la seconde moitié du XXe siècle, et les conduiront à avoir un rôle important dans les débats nationaux. Le syndicalisme de Brescia, en particulier son aile communiste, vécut en effet à partir des années 1970 des dynamiques atypiques que l'on pourrait définir à contre-courant aux évolutions économiques, syndicales et politiques de l'Italie, voire de l'Europe occidentale des

années 1980-1990. La période est caractérisée, en effet, par une crise des adhésions, le déclin des capacités de mobilisation et d'influence du syndicalisme. Si l'on reste à une analyse superficielle, on a l'impression que le niveau de syndicalisation italienne a traversé sans trop de mal les décennies 1980-1990, en affichant 10 millions de salariés syndiqués au début des années 2000. Ces données vont toutefois de pair avec une diminution importante de l'implantation dans le secteur privé et un fort recul du nombre des syndiqués parmi les actifs. En effet, entre 1980 et 1996, la CGIL perd un tiers de ses adhérents actifs et la CISL perd un quart. Déjà dans les années 1990, les retraités représentaient la moitié des effectifs. Cette évolution s'explique par la force d'attraction des unions des retraités qui ont commencé à proposer des services fiscaux, de santé ou de protection sociale.

De plus, de nombreux facteurs économiques ont précipité la crise du syndicalisme industriel européen. La baisse de l'emploi industriel, la montée des petites entreprises peu propices à la syndicalisation, mais soumises à une forte autorité patronale, le développement des emplois précaires, de la flexibilité du travail et d'un chômage de masse qui fait surface pendant la décennie 1980 dans la plupart des pays occidentaux.

Ce sont surtout les bastions de la classe ouvrière de la grande industrie, située principalement dans le nord-ouest de l'Italie, qui furent le plus lourdement affectés par la crise économique, avec d'importantes pertes d'emploi et de longues périodes de chômage technique. Cela fut un facteur déterminant de la crise de syndicalisation et de capacité de mobilisation, surtout de la CGIL qui était l'organisation la plus importante dans les grands groupes industriels. On constate le même processus économique et syndical en France. L'industrie française perdit 800000 emplois entre 1982 et 1990 ; et si les salariés de l'industrie représentaient presque 40% de la population active en 1975, ils ne constituent plus que 28,5% en 1993. Des secteurs phares de l'industrie française comme l'automobile, la construction mécanique et électrique, le bâtiment et

l'aéronautique sont lourdement atteints par la crise. Leurs reculs affectent en premier lieu la CGT<sup>1</sup>.

Mais la crise du syndicalisme fut aussi d'ordre politique. La période est en effet celle d'une contre-offensive patronale dans les entreprises qui relaie celle politique et culturelle plus large partie des Etats-Unis de Ronald Reagan et du Royaume-Uni de Margaret Thatcher. L'objectif était de tourner la page avec les politiques keynésiennes expansives typiques de la période des « Trente Glorieuses » et d'imposer des politiques néolibérales d'austérité salariale et de rétrécissement de l'Etat providence considéré comme hypertrophique.

Il s'agit donc de voir en quoi l'anomalie de la FIOM de Brescia lui a permis d'émerger sur la scène nationale marquée par de profonds bouleversements économiques, politiques et syndicaux, et de s'imposer en tant que pôle d'opposition au tournant modéré des syndicats confédéraux.

Ainsi, nous étudierons dans un premier temps la trajectoire anormale du syndicalisme de la métallurgie du département de Brescia pendant les années 1980, notamment à travers l'analyse du cas de la FIOM locale, de son fonctionnement et de son rôle en tant que chef de file d'un mouvement de contestation nationale.

Celle-ci s'oppose, en effet, à la ligne de concertation choisie par la direction nationale de la CGIL qui, au cours des années 1980, accepte de participer à des négociations centralisées avec le gouvernement et la *Confindustria*. L'objectif de ces tractations était la mise en place de politiques économiques intégrant la nécessité de diminuer le coût du travail, notamment à travers le blocage des négociations d'entreprise et l'affaiblissement de l'échelle mobile des salaires. A l'époque, ce dernier mécanisme était considéré par les associations des entrepreneurs, avec à leur tête la *Confindustria*, comme la principale cause de l'inflation et de la perte de compétitivité des entreprises italiennes. C'est dans ce cadre que la FIOM de Brescia lança le mouvement de contestation dit des conseils d'usine « autoconvoqués » en 1984. Cette expérience est née à Brescia, où l'appel à la grève de la plus grande aciérie de la ville recueillit le soutien enthousiaste de

---

<sup>1</sup> DREYFUS Michel, *Histoire de la CGT, Editions Complexe, Bruxelles, 1995, P.301.* BEROUD Sophie,

centaines de conseils d'usine.

L'objectif du mouvement était de s'opposer, par des grèves spontanées dans les entreprises, au Décret de la Saint Valentin, proposé par le Gouvernement Craxi destiné à affaiblir le mécanisme de réévaluation automatique du salaire selon l'inflation. Ce mouvement prit une ampleur nationale et aboutit à l'organisation de la manifestation des conseils d'usine du 24 mars 1984 à Rome, considérée comme l'une des manifestations les plus importantes de l'histoire républicaine jusqu'alors.

Pour comprendre les causes de cette anomalie, il convenait d'analyser les structures locales de la FIOM qui, à la suite des réformes internes menées par son secrétaire général, Claudio Sabattini, avaient débouché, entre 1974 et 1975, sur un renouvellement organisationnel et politique profond.

Elles s'étaient traduites par la promotion de jeunes ouvriers issus de la production et protagonistes des mobilisations intenses de la première moitié des années 1970. La FIOM de Brescia se distinguait également par la relation originale établie entre le secrétariat départemental et les délégués syndicaux des plus importantes usines, tandis qu'une série d'expérimentation visaient à élargir la participation des syndiqués aux prises de décision.

Il existait toutefois une autre anomalie : le radicalisme persistant, au début des années 1980, d'une partie de la FIM de Brescia (métallurgistes CISL) demeurait intacte au début des années 1980, malgré la normalisation de la plupart des structures FIM et CISL locales radicalisées pendant les années 1970. En effet, en 1984, une partie de la FIM de Brescia s'était ainsi opposée au décret de Craxi et certains de ses délégués, tenus pour les « idéologues » du mouvement des « *Autoconvoqués* » continuaient à prôner le maintien de l'alliance avec la FIOM de Brescia en vue d'une mobilisation nationale des conseils d'usine. Il en était résulté un affrontement très sérieux entre ces syndicalistes et les directions de la CISL et de la FIM locale et nationale. Cette poche de résistance locale était donc, en 1984, une exception dans le panorama de la CISL nationale. Le changement coïncida avec la « svolta dell'Eur », le virage modéré officialisé à la Conférence nationale des conseils généraux et des cadres de CGIL, CISL et UIL réunie les 12-13 février 1978 dans le quartier EUR de Rome. On sait que la CFDT, issue du

syndicalisme chrétien avait également connu une phase de renouvellement, teintée de radicalisation de la seconde moitié des années 1960 à la fin de la décennie suivante, quand un « recentrage » la conduisit vers un syndicalisme moins conflictuel et plus ouvert au compromis<sup>2</sup>.

Les pratiques des syndicats locaux de la CFDT restèrent néanmoins assez hétérogènes, et parfois en opposition avec la direction confédérale, pendant quelques années, avant la victoire durable de majorités modérées dans la plupart des unions locales et des fédérations de branche<sup>3</sup>.

L'autre objectif poursuivi par ce travail est l'analyse du rôle joué par la FIOM de Brescia dans la construction d'une gauche syndicale au sein de la CGIL. Cette opposition interne, multiforme à l'origine, réussit à s'enraciner dans la base de la CGIL de manière assez rapide. La FIOM de Brescia, sa principale structure locale contrôlée par la gauche syndicale, apparaissait déjà comme le pôle le plus visible des oppositions internes de la FIOM. Sa contribution dans la construction de l'opposition fut reconnue officiellement en 1988, quand Giorgio Cremaschi fut élu au secrétariat général de la FIOM nationale en sa qualité de représentant de la gauche syndicale interne.

Pour la première fois dans l'histoire de la CGIL, l'opposition unifiée présenta, en 1991, un document alternatif - « Essere sindacato » avec, comme premiers signataires, Fausto Bertinotti et Giorgio Cremaschi, ancien secrétaire de la FIOM de Brescia - à celui de la direction incarnée par Bruno Trentin. De fait, ce texte, qui obtint 17 % des voix au niveau national, n'emporta la majorité qu'à Brescia.

## ***En continuité avec le master 2***

---

<sup>2</sup> Cfr GEORGI Frank, *L'identité en questions. Regards sur un demi-siècle (1964-2014)*, Arbre bleu Editions, Nancy, 2014.

<sup>3</sup> PERNOT Jean-Marie, *Syndicats : Lendemain de crise ?*, Editions Gallimard, Paris, 2005, P. 97.

Ce travail s'inscrit dans la continuité de notre Mémoire de Master 2 préparé à l'Università degli studi di Milano - La Statale. Le sujet traitait en particulier des mobilisations syndicales à Brescia entre 1968 et les premiers mois de 1970, notamment pendant la période dite de l'« automne chaud » 1969, à l'occasion du renouvellement des grandes conventions collectives nationales de industrie.

Dans ce cadre, nous avons vu comment le département de Brescia avait vécu des mobilisations à deux vitesses. D'un côté, celles, intenses, destinées à conquérir des augmentations de salaire significatives et des espaces de contrôle de la production propres à améliorer la qualité de vie à l'usine. Elles concernaient les grands établissements de la Ville de Brescia et des communes limitrophes. D'un autre côté, celles engagées dans les petites et moyennes entreprises sidérurgiques peu syndicalisées des vallées au nord du chef-lieu, où il s'agissait d'abord de conquérir des droits syndicaux élémentaires et un salaire horaire minimum face à un patronat autoritaire et paternaliste, qui n'hésita pas à recourir aux services de fascistes pour briser les grèves et attaquer les piquets. Ces luttes furent au fondement de la construction d'un syndicalisme conflictuel désormais implanté dans l'ensemble du département. L'enracinement du syndicat dans le 60% des petites et moyennes entreprises s'appuya, à la fin des années 1960, sur les conseils intersyndicaux de zone créé afin de coordonner les interventions dans le système productif local.

### ***Méthodes et sources***

Les méthodes employées pour la réalisation de ce projet sont variées. Il a d'abord fallu remonter aux sources primaires. J'ai pu travailler dans plusieurs dépôts d'archives de la région Lombardie, en particulier dans celui de la CGIL de Brescia intitulé à « Bigio Savoldi et Livia Bottardi Milani », de la Fondation Luigi Micheletti de Brescia et de la Fondation Civiltà bresciana, ainsi que dans plusieurs fonds des archives municipales de Brescia et les papiers personnels de dirigeants de la CISL et de la Démocratie - chrétienne locale et régionale.

L'*Archive historique «Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani»* a revêtu une importance fondamentale en ce qu'elle rassemble tous les documents du syndicat CGIL du département de Brescia et de la Région Lombardie et beaucoup de ceux des autres confédérations locales. Il s'agit de fonds essentiels en l'absence d'archives locales de la CISL et de la UIL. Nous avons également pu consulter les périodiques, mensuels et bimestriels, de la CGIL, de la CISL et de l'UIL, les bulletins internes (presse et directives), les feuilles éditées par les "conseils d'usine" et les collections de tracts des nombreuses sections syndicales d'entreprise de la FIOM-CGIL, les accords d'entreprise signés et les collections de lettres, de notes et des interventions aux congrès de certains dirigeants syndicaux de Brescia et des cadres ouvriers<sup>4</sup>. Cet ensemble documentaire a permis de reconstituer les débats entre les principales branches locales des fédérations (FIOM, Fonction Publique et Textile CGIL) et, surtout, entre ces dernières et la direction de la CGIL de Brescia. Issu de structures officielles, il est important de les recouper et de les confronter aux témoignages de différents protagonistes.

La *Fondation Luigi Micheletti* est un centre de recherche d'histoire contemporaine spécialisée dans le recueil de documents concernant les idéologies du XXème siècle, les guerres, le progrès technique, l'industrialisation, le monde du travail, la société de consommation et la crise environnementale. Elle est l'initiatrice du projet MUSIL, qui a pour objectif l'ouverture de musées

---

<sup>4</sup> Cfr. le site des Archives historiques "Bigio Salvoldi – Livia Bottardi Milani" de la CGIL de Brescia : <http://www.archiviocgilbrescia.it/public/>



dédiés à l'histoire de l'industrie et du travail, notamment par la réhabilitation d'anciennes installations industrielles<sup>5</sup>. La Fondation est propriétaire d'une partie des ressources archivistiques de l'Association industrielle de Brescia et de la totalité des anciennes archives du Parti communiste et du Parti socialiste de Brescia, ainsi que de pièces produites par le courant socialiste dans la CGIL. On y trouve également des documents de la DC et d'autres partis modérés du département (PRI, PSDI, PLI), souvent inaccessibles ou mal classés, donc partiellement inutilisables.

*La Fondazione Civiltà Bresciana*, qui recueille la mémoire du mouvement catholique départemental à travers les archives personnelles de figures du catholicisme local, détient une partie importante des fonds dédiés à l'histoire économique et sociale de Brescia. Son existence a partiellement pallié l'absence d'archives d'Etat locales ouvertes au public<sup>6</sup>. En effet, *l'Archivio di Stato di Brescia* possède les documents publics jusqu'au début des années 1960<sup>7</sup>. Les documents plus récents sont conservés dans les différents services de l'Etat et ne sont, dans la plupart des cas, ni classés ni accessibles au public.

Le travail dans les fonds d'archives fut d'abord complété par une vingtaine d'entretiens centrés sur les années 1986-1993 et les trois questions majeures de la période : la bataille pour le contrôle de la CGIL de Brescia entre les partisans de Bruno Trentin et ceux de Fausto Bertinotti lors du Congrès de 1991 ; la mobilisation contre les politiques économiques du Gouvernement Amato en 1992 et les nouvelles pratiques démocratiques et organisationnelles mises en place par la direction de la CGIL de Brescia entre 1991 et 1993. En 2013, une première phase d'entretiens avait déjà été menée à l'occasion d'un stage de formation aux archives historiques " Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani". J'ai recueilli ainsi plus de 40 interviews de syndicalistes et de travailleurs sur la question du décret de la Saint Valentin et du rôle de Brescia dans la lutte pour la défense, en 1984, de

---

<sup>5</sup> Voir le site de la Fondazione « Luigi Micheletti ». <https://www.fondazionemicheletti.eu/italiano/home/>

<sup>6</sup> Voir la liste des sources d'archive de la Fondazione civiltà bresciana sur le site de cette institution culturelle : <https://www.civiltabresciana.it/archivi.htm>

<sup>7</sup> Cfr. le site de l'Archivio di Stato di Brescia – Ministero per i beni e le attività culturali e per il turismo : <http://www.archiviodistatobrescia.beniculturali.it/index.php?it/165/storia-e-sede>

l'échelle mobile des salaires. La CGIL souhaitait alors créer un grand fonds de sources historiques orales sur l'histoire du mouvement ouvrier et social local.

Outre le décryptage de sources écrites souvent arides, allusives ou synthétiques, les entretiens ont permis de faire émerger, au-delà des déclarations des fonctionnaires et dirigeants syndicaux, le point de vue des travailleurs et des délégués, acteurs majeurs des phénomènes étudiés, de saisir les motivations invoquées pour expliquer la résistance de la FIOM de Brescia aux directions des structures confédérales dans un contexte de normalisation syndicale et de rapport de forces favorable aux employeurs.

### ***La fin de la centralité ouvrière***

Le manque d'intérêt politique et historiographique envers les questions abordées dans notre thèse renvoie à la perte d'influence politique de la classe ouvrière, consécutive au reflux des mobilisations de la fin des années 1970, mais aussi au recul des questions posées par le monde ouvrier et le travail industriel dans le débat public depuis les années 1980-1990.

La contre-offensive politique des entrepreneurs a réussi à imposer dans le débat public l'impératif de réformes profondes érigées en condition de redressement économique entravé par un coût du travail trop élevé et les « rigidités » créées par les conquêtes syndicales des années 1970.

Un autre facteur qui contribua à cette perte de centralité de la classe ouvrière fut l'évolution de la formation sociale italienne par la diminution du poids numérique de la classe ouvrière industrielle, au cœur des mobilisations puissantes de la décennie précédente. Entre 1979 et 1986, au sein du seul groupe FIAT, le nombre des ouvriers chuta de 220000 à 130000, celui des employés de 65000 à 50000. Il en alla de même dans la plupart des autres groupes

industriels<sup>8</sup>. Cette évolution a suscité des débats autour de la question de l'évanouissement supposé des clivages de classes et des conflits qui leur étaient liés.

Les questions de la fin de la centralité politique de la classe ouvrière et du salariat au sens large et l'ouverture d'une nouvelle époque caractérisée par l'absence d'une division claire entre les classes sociales et l'affaiblissement du conflit social comme l'avait connu le monde jusqu'au alors furent les débats publics parmi les plus importants des décennies 1980-1990.

En 1974, déjà, Paolo Sylos Labini écrivait « *Saggio sulle classi sociali* » que redoubla, en 1985, « *Le classi sociali negli anni '80* » ; censé démontrer la fragmentation accrue des classes sociales et la disparition consécutive du vieux conflit entre bourgeoisie et prolétariat<sup>9</sup>.

Sylos Labini fut parmi les premiers sociologues italiens à avancer ces analyses au moment où de lourdes restructurations industrielles renforçaient la part des petites et moyennes entreprises, mieux à même de comprimer les prix de revient, notamment le coût du travail, et de s'adapter aux fluctuations du marché, à la diversification de produits et aux innovations techniques.

La montée du chômage accompagna le mouvement, également marqué par la diminution de l'emploi peu qualifié et l'augmentation relative de la qualification et de la polyvalence. Selon Sylos Labini, ce changement d'époque accentuait la fragmentation des classes, classe ouvrière comprise. Sylos Labini théorisa l'expansion d'un groupe hétérogène et central, la « classe moyenne » qui, englobant progressivement la majorité écrasante de la société, se caractérisait par l'individualisme fondamental d'acteurs n'ayant plus beaucoup de choses en commun et, par suite, peu réceptifs aux revendications et actions collectives<sup>10</sup>.

L'analyse de Labini, attentive à la poussée des employés, négligeait le processus de prolétarisation de larges fractions de ces derniers.

---

<sup>8</sup> MUSSO Stefano, *Storia del lavoro in Italia. Dall'Unità a oggi*, Marsilio Editore, Venezia, P.256.

<sup>9</sup> Cfr. SYLOS LABINI Paolo, *Le classi sociali negli anni '80*, Laterza, Roma-Bari, 1986.

<sup>10</sup> TOSINI Franco, *Dove è finita la classe operaia ?* in "Città & dintorni. Le ragioni e le cose della politica", N.19/20, janvier - avril 1990, Brescia.

Sa redéfinition des contours de la classe moyenne eut pour effet de restreindre la classe ouvrière aux couches minoritaires, les plus basses et exploités du travail salarial. Pendant les années 1990, cette définition très large de classe moyenne s'est imposée dans le débat public. On le constate premièrement dans les médias où la classe moyenne est désormais un concept utilisé pour définir la majorité de la population, excluant les très riches et les très pauvres<sup>11</sup>.

Du point de vue politique, le phénomène le plus relevant avait été la diminution du nombre des salariés de l'industrie et du secteur agricole qui avait engendré une contraction du poids de la classe ouvrière, malgré l'augmentation des salariés des services. Si en 1971 la classe ouvrière était de 58,4%, en 1988, elle représentait moins de 50% du total de la population, perdant ainsi sa place quantitativement prédominante dans la société. En son sein, les salariés de l'industrie représentaient 65% du total, sachant que pendant les années 1970 ils représentaient 80% du total. La diminution plus importante eut lieu donc dans le sous-secteur des salariés de la grande industrie.

Ce phénomène eut un rôle politique majeur. La grande industrie avait été tête de file des mobilisations pendant la décennie précédente. Son déclin avait joué un rôle déterminant dans la diminution de la force de frappe globale de la classe ouvrière italienne, qui se trouvait dépourvue de sa couche la plus combative et la plus efficace pour des motivations objectives : la facilité de mobilisation grâce à la concentration d'un grand nombre d'ouvriers dans le même lieu et sa concentration dans des secteurs centraux de l'économie nationale. En 1989, le nombre des salariés des entreprises de plus de 500 salariés avait diminué de presque 30% en comparaison à 1980<sup>12</sup>.

Les salariés de la grande entreprise avaient donc vécu les changements les plus profonds au niveau quantitatif et qualitatif. Leur nombre avait diminué à cause des restructurations industrielles qui avaient engendré des licenciements et le transfert d'une partie du cycle productif vers la petite entreprise où le

---

<sup>11</sup> VANETTI Mauro, *La sinistra di destra. Dove si mostra che liberisti, sovranisti e populistici ci portano dall'altra parte*, Edizioni Allegre, Roma, 2019, P. 28-30.

<sup>12</sup> MUSSO Stefano, *Storia del lavoro in Italia. Dall'Unità a oggi*, Op.cit , P.267.

syndicat était faible. Au niveau qualitatif, un nombre croissant d'ouvriers était substitué par des techniciens, plus proches des employés et des cadres intermédiaires.

Cette classe ouvrière fragmentée et balkanisée serait devenue incapable d'avancer des revendications unitaires sur la base d'intérêts communs. Telle est la thèse développée entre autres, par Gad Lerner, célèbre journaliste et écrivain italien qui décrit la mutation de l'ouvrier FIAT à Turin dans le livre « *Operai* » paru en 1988 et qui marqua les esprits car il photographiait une classe ouvrière qui n'existait plus. Il s'agissait d'une enquête de terrain qui donnait la parole à la classe ouvrière d'une ville-symbole du développement extraordinaire du miracle économique. L'analyse dessinait en creux les contours d'une nouvelle identité ouvrière définie par sa fluidité, sans cesse recomposée et difficile à cerner dans le mouvement désordonné de ses milliers d'électrons individuels<sup>13</sup>.

Selon Stefano Musso le reflux général des mobilisations syndicales et pour la transformation sociale survenu dans les années 1980 avaient engendré deux phénomènes : d'un côté le retour au privé d'une partie importante des militants et de la base syndicale, et d'une autre le passage à de nouvelles activités associatives utiles dans les domaines sociaux, culturels ou sportifs.

L'essoufflement de la centralité de la classe ouvrière a aussi déplacé le centre d'intérêt des mobilisations sociales des questions professionnelles et de classe vers des problèmes tels que le genre, la race, la culture, l'orientation sexuelle, l'âge ou la communauté territoriale, sources de fragmentation supplémentaire des mobilisations collectives<sup>14</sup>.

La diminution numérique de la classe ouvrière industrielle, associée au changement des rapports de force entre capital et travail, eut des conséquences à caractère politique. Les organisations politiques modérées et les associations des entrepreneurs mirent en cause le rôle de la classe ouvrière comme sujet révolutionnaire privilégié et avant-garde des processus de transformation sociale. L'objectif était de stériliser la classe ouvrière qui, dans les années 1970,

---

<sup>13</sup> SANGIOVANNI Andrea, *Tute blu. La parabola operaia nell'Italia repubblicana*, Donzelli Editore, Roma, 2006, P. 295.

<sup>14</sup> MUSSO Stefano, *Storia del lavoro in Italia. Dall'Unità a oggi*, Op. cit, P.276.

avait été le sujet capable de représenter et d'unifier des secteurs sociaux et politiques différents, en jouant un rôle déterminant dans une période d'avancement non seulement des droits des salariés mais aussi des libertés politiques et des droits civiques.

Dans ces conditions, l'interprétation marxiste de la société et de ses contradictions antagonistes n'était plus de mise, quand bien même Karl Marx s'était gardé, en son temps, d'une lecture binaire<sup>15</sup>.

Si l'on s'en tient au critère marxiste décisif de la détention des moyens de production, on retiendra que dans l'Italie de 2015, 2,8% des familles vivaient des profits, rentes et intérêts, 44,7% des revenus d'un travail salarié, 39,6% de pensions et d'aides de l'Etat, 13% des revenus du travail indépendant. La classe ouvrière, à savoir ceux qui vivent directement et indirectement d'un travail salarié, représenterait dès lors la majorité écrasante de la population<sup>16</sup>.

La crise idéologique qui frappa les partis communistes occidentaux dans les années 1980 résultait largement de leur incapacité à élaborer une perspective de changement de la société en mesure de réévaluer le rôle du monde du travail dans un contexte de reflux des mobilisations et d'effondrement du modèle socialiste soviétique. Cela joua un rôle déterminant dans la paralysie et l'incapacité de réponse du mouvement ouvrier face à l'offensive généralisée de ses adversaires. Aussi à l'intérieur du PCI, des forces prônaient un tournant social-démocrate et l'abandon de l'horizon socialiste et soutenaient l'idée de la fin de la centralité de la classe ouvrière et de la lutte entre salariat et capital.

---

<sup>15</sup> MARX Karl, ENGELS Friedrich, *Manifesto del partito comunista*, AC editore, Milano, 2010, PP. 29-30.

<sup>16</sup> ISTAT, *Indagine sulle condizioni di vita*, cit. in Eurostat, *Statistics on income and living conditions*, 2015.

## ***L'historiographie du monde du travail à Brescia***

Le constat vaut pour l'historiographie de Brescia, pénalisée par l'absence d'un secteur culturel capable de proposer des initiatives diversifiées. De fait, l'essentiel de la recherche historique locale a privilégié, jusque dans les années 2010, l'étude du monde catholique, mêlant micro-histoire des lieux de culte, des sanctuaires, des pratiques ou des prêtres. Cette situation traduit l'hégémonie de l'Eglise catholique et de ses organisations culturelles et politiques. La seule université présente à Brescia dans les années 1980 était « L'Università cattolica del sacro cuore », tandis que la plupart des associations et des fondations à but culturel (histoire, musique, arts, etc.), des maisons d'édition, des revues et journaux locaux étaient d'inspiration catholique. Les travaux dédiés à l'histoire du catholicisme politique après la Seconde Guerre mondiale sont restées rares, en revanche, notamment pour ce qui touche le syndicalisme chrétien et la partie la plus progressiste du mouvement catholique.

Le prêtre et intellectuel Antonio Fappani, fondateur de la Fondazione civiltà bresciana fut un pionnier en la matière. Dès le début des années 1970, il a commencé à s'intéresser aux organisations associatives, politiques et syndicales catholiques, leurs évolutions dans la période de radicalisation des années 1960-1980<sup>17</sup>. Il faudra toutefois attendre la moitié des années 2000 pour constater une accélération de l'historiographie consacrée à la deuxième partie du XXème siècle et à des questions telles que les mouvements politiques catholiques, notamment la Démocratie-chrétienne. Cela a débuté par des biographies des protagonistes de la vie politique locale comme les maires de Brescia Bruno Boni<sup>18</sup> et Cesare Trebeschi ou le député et ministre démocrate-chrétien Mario Pedini<sup>19</sup>. Parallèlement, on a assisté aux premières recherches sur l'associationnisme

---

<sup>17</sup> TACCOLINI Mario, GREGORINI Giovanni, *La ricerca storica bresciana sull'età contemporanea, Brescia nella storiografia degli ultimi quarant'anni*, sous la direction de Sergio Onger, Morcelliana, Brescia, 2013, P. 386.

<sup>18</sup> CORSINI Paolo, ZANE Marcello, *Carisma democristiano. Bruno Boni, sindaco e politico (1918-1998)*, La Scuola, Brescia, 2018.

<sup>19</sup> FONTANA Sandro, *Mario Pedini 1918-2003*, Fondazione civiltà bresciana, Brescia, 2010.

catholique. L'histoire du syndicalisme catholique local (CISL et ses branches) et des associations des travailleurs catholiques (ACLI - Associazioni cristiane lavoratori italiani) s'affirme récemment, ainsi qu'en témoigne le livre « *Memorie in tuta blu. Gli anni caldi dei metalmeccanici bresciani* » de Costantino Corbari, publié par Edizioni Lavoro en 2005<sup>20</sup>, et « *La Fim di Brescia. Per una storia dei metalmeccanici bresciani, Milano, Bibliolavoro, 2008* »<sup>21</sup>.

Mais le secteur d'étude qui a connu le développement le plus important depuis la fin des années 1970 concerne l'évolution économique et sociale du département, avec mention particulière pour la sidérurgie et la mécanique, deux branches clés de la région. Sur l'histoire de la sidérurgie, l'ouvrage de Giorgio Pedrocchi (2000) analyse la montée en puissance des petits entrepreneurs des années 1950 aux années 1990<sup>22</sup>. Il manque toutefois des travaux de synthèse sur l'ensemble de l'économie et des entreprises de Brescia<sup>23</sup> ainsi que sur l'Association industrielle bresciane ou sur quelques-unes des principales personnalités du monde entrepreneurial, à l'exemple de Luigi Lucchini ou de la famille Gnutti et Beretta.

En général, les études d'histoire politique contemporaine s'intéressent à la première phase de la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale, à l'attentat de la Place de la Loggia et au néo-fascisme entre 1945 et 1980. A l'exception de la Démocratie-chrétienne, l'histoire des organisations politiques depuis 1945 était quasiment ignorée jusqu'en 2010, quand des militants locaux ont entrepris un travail conduit sur un mode autobiographique. C'est le cas de « *Gli occhi su Brescia. La città trent'anni alla ribalta tra concilio e la fine dei partiti* » d'Alberto Panighetti, conseiller municipal du PCI de 1970 à 1985<sup>24</sup> et de « *PCI, lotte operaie, trasformazioni sociali : Brescia negli anni sessanta e settanta* »

---

<sup>20</sup> CORBARI Constantino, *Memorie in tuta blu. Gli anni caldi di metalmeccanici bresciani*, Edizioni Lavoro, Roma, 2005.

<sup>21</sup> AA.VV, *La Fim di Brescia. Per una storia dei metalmeccanici bresciani*, Bibliolavoro, Milano, 2008.

<sup>22</sup> PEDROCCO Giorgio, *Bresciani. Dal rottame al tondino. Mezzo secolo di siderurgia (1945-2000)*, Jaca Book, Milano, 2000.

<sup>23</sup> TACCOLINI Mario, GREGORINI Giovanni, *La ricerca storica bresciana sull'età contemporanea, Brescia nella storiografia degli ultimi quarant'anni, Op cit, P. 396-397.*

<sup>24</sup> PANIGHETTI Alberto, *Gli occhi su Brescia. La città trent'anni alla ribalta tra concilio e la fine dei partiti*, Liberedizioni, Brescia, 2016.



d'Adelio Terraroli, dirigeant du PCI et député entre 1968 et 1979<sup>25</sup>. L'œuvre la plus accomplie est « *Storia di Brescia. Politica, economia, società 1861-1992* », de Marcello Zane et Paolo Corsini, qui fut plusieurs fois maire de Brescia (de 1992 à 1994, de 1998 à 2008)<sup>26</sup>.

L'histoire du syndicalisme local a d'abord été impulsée par la CGIL et la FIOM du département qui, à compter des années 1980, ont consacré des ressources non-négligeables à la formation historique des dirigeants et des délégués syndicaux et à la création de fonds s'archives. Elles ont lancé des enquêtes et des études sur différents thèmes d'actualité, mais aussi en vue de la publication d'ouvrages sur l'organisation syndicale et de certains de ses dirigeants. La FIOM de Brescia commence à commanditer des travaux sur son histoire après la Seconde Guerre mondiale, mais aussi sur son rôle comme pôle contestataire des orientations de la CGIL nationale.

Les deux publications les plus significatives sont « *Desiderio di libertà. La FIOM de Brescia et l'autunno caldo del 1969* » d'Elio Montanari<sup>27</sup> et « *Liberare il lavoro. La FIOM di Brescia negli anni '70* », de Massimo Tedeschi et Elio Montanari<sup>28</sup>. Ces publications ont servi de manuels pour la formation des militants et accompagné la célébration d'événements, mais comportent une partie destinée à la présentation des archives « Bigio Savoldi- Livia Bottardi Milani », ouvertes au public dans la seconde moitié des années 1980. La fin de la spécificité syndicale locale dans la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle a entraîné un affaiblissement de l'investissement syndical sur le terrain historique.

En effet, la FIOM de Brescia a perdu le rôle qui était le sien, au niveau national, pour la gauche syndicale, à la suite de sa rupture avec « *Essere sindacato* », groupe né du rassemblement opéré en 1991 au congrès de la CGIL. De plus, si la nouvelle direction locale de la CGIL, contrôlée par la gauche

---

<sup>25</sup> TERRAROLI Adelio, *PCI, lotte operaie, trasformazioni sociali*, Grafo, Brescia, 2004.

<sup>26</sup> CORSINI Paolo, ZANE Marcello, *Storia di Brescia. Politica, economica, società 1861-1992*, Laterza, Roma-Bari, 2014.

<sup>27</sup> MONTANARI Elio, *Desiderio di libertà. La FIOM di Brescia e l'autunno caldo del 1969*, Brescia, Fiom-Cgil, 1999.

<sup>28</sup> TEDESCHI Massimo, MONTANARI Elio, *Liberare il lavoro. La FIOM di Brescia negli anni '70*, Fiom-Cgil, Brescia, 2001.

syndicale avait intensifié la production de matériel de formation (historique, sociologique et économique) dans le cadre d'un mouvement de rénovation des méthodes de travail syndical, l'élan ne s'est pas prolongé la décennie suivante, où le fonctionnement de l'organisation est devenu plus routinier.

L'historiographie du syndicalisme, en particulier celle du courant socialo-communiste à Brescia est très lacunaire pour les années 1980-1990. Deux travaux font exception. Tout d'abord l'ouvrage de Nicola Rocchi « *La Fiom di Brescia : le lotte, il dibattito, i progetti dal 1988 al 1996* »<sup>29</sup>, un recueil assez riche de documents syndicaux, dont des textes d'accords d'entreprise, des documents et des tracts syndicaux commentés par l'auteur. Leur publication visait à la formation des délégués. Le deuxième ouvrage « *Il movimento sindacale a Brescia, Silvio Danesi, Brescia, Provincia di Brescia, 1999* » est le seul qui, s'appuyant sur la reproduction d'articles parus dans le « Giornale di Brescia », tente de reconstituer l'histoire syndicale locale sur une longue période, comprise entre 1960 et 1990<sup>30</sup>. Tel quel, ce livre, écrit dans une optique critique de la CGIL et de la FIOM locales, privilégie un récit linéaire des événements sans proposer d'analyse d'ensemble.

Les organisations syndicales ont commandité, par ailleurs, des publications à l'occasion de dates anniversaires. Il s'agit, dans la plupart des cas, de recueils de témoignages ou des documents d'époque que les protagonistes commentent avec l'aide de journalistes ou d'historiens locaux. A titre d'exemple, on peut citer « *Gli anni difficili. Un'inchiesta tra i delegati Fiom di Brescia* », Gianfranco Porta, Carlo Simoni, Franco Angeli, Milano, 1991, « *Cento anni con i lavoratori : La FIOM di Brescia dal 1901 al 2001* », sous la direction de Gianfranco Porta, 2001 » et « *Profondo nord : la Camera del lavoro di Brescia 1892-1982* », sous la direction de Gianfranco Petrillo, Ediesse, 1985.

Au total, aucun travail, à ce jour, n'a entrepris de reconstruire d'une façon exhaustive la vie syndicale locale entre 1980 et 1995, et encore moins de s'intéresser au rôle joué par la FIOM de Brescia tant au niveau départemental que national. Il ne faut pas oublier aussi la totale absence d'analyse concernant le rôle

---

<sup>29</sup> ROCCHI Nicola, *La Fiom di Brescia. Le lotte, il dibattito, i progetti dal 1988 al 1996*, Fiom-Cgil Brescia, 1996.

<sup>30</sup> DANESI Silvio, *Il movimento sindacale a Brescia*, Edizione Provincia di Brescia, 1999.

de la FIOM de Brescia dans la genèse idéale et organisationnelle de la gauche syndicale nationale et l'influence qu'elle aura pendant toute la période étudiée sur ce milieu militant et en général sur le débat interne à la CGIL italienne. L'absence d'une telle analyse a contribué à l'effacement de l'anomalie syndicale bresciane jusque dans les ouvrages généraux traitant du syndicalisme italien. On le constate par l'effacement dans les études les plus importantes d'histoire syndicale du rôle prédominant joué par la FIOM de Brescia dans le lancement des mouvements des conseils d'usine autoconvoqués en 1984 et de la CGIL de Brescia sous la direction de la gauche syndicale en 1992 dans le lancement et la codirection du mouvement contre les coupes budgétaires du gouvernement Amato et les accords inter confédéraux entre 1992 et 1993. Lacune étonnante si l'on se reporte à l'ouvrage le plus célèbre sur le sujet : « *La storia del sindacalismo in Italia* » de Sergio Turone<sup>31</sup> ou encore à trois autres ouvrages pourtant écrits par d'importants historiens de la CGIL et éditées par Ediesse, maison d'édition de la CGIL nationale. On fait référence à « *Storia dei sindacati nella società italiana* » de Carlo Vallauri<sup>32</sup>, à « *Il sindacato nella società industriale* » de Lorenzo Bertucelli, Adolfo Pepe et Maria Luisa Righi<sup>33</sup>, à « *Il sindacato nella società industriale* » de Adolfo Pepe<sup>34</sup> et à la « *Breve storia del sindacato in Italia* » de Roberto Bruno<sup>35</sup>.

Il en va de même dans « *Storia della CGIL. Dalle origini ad oggi* » de Fabrizio Loreto<sup>36</sup> ou, encore plus surprenant, dans un ouvrage dédié à l'histoire de la FIOM comme « *FIOM : 100 anni di un sindacato industriale* » de Piero Boni<sup>37</sup>.

Les lacunes de l'historiographie se vérifient sur tous ces aspects. Ainsi en va-t-il pour les biographies consacrées aux trois secrétaires généraux de la FIOM

---

<sup>31</sup> TURONE Sergio, *Storia del sindacalismo in Italia. Dal 1943 al crollo del comunismo*, Laterza, Roma-Bari, 1992.

<sup>32</sup> VALLAURI Carlo, *Storia dei sindacati nella società italiana*, Ediesse, Roma, 2008.

<sup>33</sup> BERTUCCELLI Lorenzo, PEPE Adolfo, RIGHI Maria Luisa, *Il sindacato nella società industriale*, Ediesse, Roma, 2008.

<sup>34</sup> PEPE Adolfo, *Il sindacato nella società industriale*, Ediesse, Roma, 2008.

<sup>35</sup> BRUNO Roberto, *Breve storia del sindacato in Italia. Lavoro, conflitto ed emancipazione*, Ediesse, Roma, 2012.

<sup>36</sup> LORETO Fabrizio, *Storia della CGIL. Dalle origini ad oggi. Manuale per la formazione di delegati, lavoratori, dirigenti*, Ediesse, Roma, 2009.

<sup>37</sup> BONI Piero, *FIOM : 100 anni di un sindacato industriale*, Ediesse, Roma, 1993.

nationale de la période : Sergio Garavini (1985-1987)<sup>38</sup>, Angelo Airoidi (1988-1991)<sup>39</sup> et Fausto Vigevani (1991-1994), toutes éditées par Ediesse, maison éditoriale de la CGIL nationale<sup>40</sup>. Elles affectent les deux ouvrages les plus importants dédiés à la gauche syndicale. « *L'anima bella del sindacato. Storia della sinistra sindacale (1960-1980)* », de Fabrizio Loreto<sup>41</sup>, ne comporte aucune référence au syndicalisme de Brescia, cependant que « *Spine rosse. Breve storia della minoranza congressuale della CGIL (1978-2006)* », de Paolo Andruccioli, n'évoque le rôle de Giorgio Cremaschi qu'après au secrétariat général de la FIOM au Congrès de Vérone de 1988<sup>42</sup>

---

<sup>38</sup> BALLONE Adriano, LORETO Fabrizio, *Sergio Garavini. Il sindacalista "politico"*, Ediesse, Roma, 2010.

<sup>39</sup> GHEZZI Carlo, *Angelo Airoidi. Il sindacalista « gentile »*, Ediesse, Roma, 2010.

<sup>40</sup> CASCELLA Pasquale, LAUZI Giorgio, NEGRI Sergio, *Fausto Vigevani. La passione, il coraggio di un socialista scomodo*, Ediesse, Roma, 2004.

<sup>41</sup> LORETO Fabrizio, *L'anima bella del sindacato. Storia della sinistra sindacale (1960-1980)*, Ediesse, Roma, 2005.

<sup>42</sup> ANDRUCCIOLI Paolo, *Spine rosse, Breve storia della minoranza congressuale della CGIL (1978-2006)*, Ediesse, Roma, 2008.

PROLOGUE :

***Les spécificités économiques et politiques de la  
ville de Brescia dans les années 1960-1970***

# *1. Le secteur industriel de Brescia : un développement original*

## *1.1 Les caractéristiques structurelles et le développement spécifique du secteur industriel à Brescia*

### *Les années du « Miracle économique » italien*

Les années 1950-1970 sont caractérisées par un développement très rapide de l'économie italienne. Cette période est appelée « miracolo economico ». On peut la diviser en deux phases. Dans une première phase, de 1951 à 1958, la croissance est fondée sur les investissements dans le bâtiment, les travaux publics et l'agriculture. Le commerce international n'est pas encore le pilier de l'économie, mais la situation change très vite.

Les compétences des entrepreneurs propriétaires des nouvelles usines, leur capacité à s'autofinancer pendant les premières années de la décennie 1950, leur ténacité dans l'utilisation des nouvelles technologies et dans le renouvellement continu des installations industrielles associées au faible coût du travail, à la productivité élevée et à l'absence jusqu'à la fin des années 1960 d'une organisation syndicale significative furent les facteurs qui encouragèrent la croissance économique. Cela se produisit dans un contexte général de développement productif et d'amélioration des conditions de vie que connaissaient alors la grande majorité des pays occidentaux.

En effet, pendant la seconde partie de la période, entre 1958 et 1970, les investissements en machines et nouvelles installations industrielles augmentèrent de 14% par an, contre 6% des six années précédentes. La production industrielle, si l'on considère seulement la période 1958-1963, doubla avec le développement de l'industrie mécanique, métallurgique et pétrochimique. C'est également lié à la politique économique et fiscale de l'Etat italien : une situation de stabilité monétaire, l'absence de contrôles fiscaux sur le monde des affaires et le maintien d'un taux d'escompte favorable de la part de la Banque d'Italie. Cela crée une situation optimale pour l'accumulation du capital et son réinvestissement dans l'industrie.

Dès le début des années 1960, les salariés de l'industrie représentent 38% de l'ensemble des salariés italiens. C'est alors surtout l'exportation qui a favorisé la croissance du secteur industriel. Pendant la décennie, le secteur secondaire connut une augmentation annuelle moyenne de 14,5%, principalement grâce aux secteurs qui produisaient les biens les plus demandés dans les pays plus industrialisés : les réfrigérateurs, les machines à laver, les automobiles, les téléviseurs, les machines à écrire et les produits en plastique<sup>43</sup>.

### ***Brescia historique et géographique***

Brescia et son département comptent parmi les pionniers de la croissance économique italienne des années du « Miracle économique ». Dès la fin des années cinquante, ce département était le quatrième plus industrialisé du pays et devint le troisième pendant les années 1970.

---

<sup>43</sup> «Le miracle économique n'aurait pas eu lieu sans le faible coût de la main-d'œuvre qui prévalait en Italie. Les taux de chômage élevés dans les années 1950 ont permis à la demande de travail de dépasser largement l'offre, avec des conséquences prévisibles en termes d'évolution des salaires». GINSBOURG Paul, *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi. Società e politica 1943-1988*, Einaudi, Torino, 1989.

Entre 1950 et 1980 eurent lieu les plus grands changements de la structure économique locale qui donnèrent la primauté au secteur secondaire. Pendant cette période, l'industrie et le secteur des services augmentèrent leur importance au détriment de l'agriculture. En 1951, l'agriculture représentait encore 33% du nombre total des salariés du département de Brescia. L'industrie représentait 44% et les services 23%. Au début des années 1980, les rapports s'inversèrent. L'agriculture est réduite à 7% ; alors que la part de l'industrie s'éleva à 51% et celle des services à 42%<sup>44</sup>. Brescia connut un dynamisme supérieur à la moyenne de la Lombardie pendant la période 1950-1980. Par exemple, dans les années 1950, l'augmentation des actifs de l'industrie est comparable à celle de la Lombardie (+52,2%), qui était alors l'une des régions les plus développées d'Italie. Mais cette dynamique de l'emploi industriel se prolongea par la suite, alors qu'elle fléchit dans la région. Le nombre des travailleurs de l'industrie augmenta dans le département entre 1960 et 1970 de 34,9%. Le phénomène fut encore plus marqué dans les années 1970-1980, quand les grandes villes du nord-ouest du pays entamèrent une phase de désindustrialisation et de tertiarisation, tandis qu'à Brescia, à côté des bonnes performances du secteur tertiaire, on constate la tenue globale d'un secteur industriel malgré les profondes restructurations industrielles. Il n'y eut pas un redimensionnement important du nombre de salariés et de puissance productive<sup>45</sup>.

La prédisposition à l'industrie de ce département a des racines anciennes. Les premières exploitations des mines et les ateliers rudimentaires du travail du fer remontent au premier siècle avant notre ère, à l'époque de la conquête romaine de la Vallée Camonica (Vallée au nord du chef-lieu de Brescia), mais elles pourraient être plus anciennes au vu des nombreux dessins d'armes et d'outils métalliques découverts dans les gravures rupestres de cette Vallée. Pendant la domination de la République de Venise (1426-1797), le travail du fer et la construction des armes prennent de l'importance dans les vallées de Brescia qui

---

<sup>44</sup> CORSINI Paolo, ZANE Marcello, *Storia di Brescia. Politica, economia, società 1861-1992*, Edizioni Laterza, Roma-Bari, 2014, P.363.

<sup>45</sup> MONTANARI Elio, *Desiderio di libertà. La FIOM di Brescia e l'autunno caldo del 1969*, FIOM-CGIL Brescia, 1999, P.91.



commencent à vendre leurs produits dans toute l'Europe occidentale et jouissent successivement d'un prestige international<sup>46</sup>.

Pour expliquer le développement de ce type d'industrie pendant le XX<sup>ème</sup> siècle, il faut tenir compte des données géographiques. Le département profite en effet d'une position géographique avantageuse, qui permet un accès facile aux matières premières en provenance de l'Europe continentale et orientale comme par exemple les débris de fer et d'acier, utiles notamment pour l'industrie métallurgique.

En effet, Brescia se trouve sur les axes de communication avec l'Europe centrale et les grands pôles industriels du continent, qui deviennent des partenaires essentiels. Le développement très rapide de certaines branches de la mécanique et de la métallurgie capte la nouvelle demande des pays développés du centre et du nord de l'Europe. Le département joue, de plus en plus, un rôle important dans la fourniture des pièces pour le marché de l'automobile, la construction des machines industrielles pour le textile et la mécanique et en général des produits finis et semi-finis de fer et d'acier.

A cela s'ajoute la proximité des marchés de l'Italie septentrionale et le rôle charnière qu'a ce département entre le triangle industriel du nord-ouest de l'Italie et la Vénétie et l'Emilie-Romagne. La Vénétie, caractérisée jusqu'aux années 1970 par une prédominance agricole, est peu industrialisée; l'Emilie-Romagne avec une présence très importante de la petite et très petite industrie souvent organisée avec un système coopératif avec prééminence de l'agro-alimentaire, comme la Barilla (vitivinicole, laitier et fromager, sucrier, fabriques de charcuterie), de la chimie et les entreprises de taille moyenne de l'automobile de luxe (Ferrari, Maserati, Lamborghini, Dallara) et des motocycles (Ducati, Malaguti). Il s'agit de deux réalités complémentaires à celle du nord ouest Italien

---

<sup>46</sup> « A cette époque, le travail était très fervent dans toutes les vallées du département. La Vallée Camonica exportait des ustensiles en fer depuis le XIII<sup>e</sup> siècle. Cette vallée avec les autres exportait 338800 poids de fer. On fabriquait à Edolo, Angolo et ailleurs des « celate », des « corsaletti et des « gambali ». Dans la vallée de Bienno, casseroles, pelles, bûches, « vomeri » et « tintinnaboli, etc. vomeri, tintinnaboli, ecc. Dans un cadastre de 1609 résulterait que l'industrie sidérurgique que, à cette époque se considérait en état de décadence, donnait travail à 10000 personnes». BELLICINI Andrea, *La siderurgia bresciana. Storia, aspetti geografici, problemi economici*, ASTRA, Milano-Pavia, 1987, P.4-5.

au niveau des secteurs présents, de la taille des entreprises, de l'organisation managériale et du travail<sup>47</sup>.

On peut également constater une disponibilité très importante de main-d'œuvre. En effet, pendant toute la période des années 1950-1970, on observe un phénomène d'immigration interne massive vers les centres industriels, d'abord de la commune de Brescia et des villages limitrophes, et puis des vallées Trompia et Vallées Sabbia.

Cette immigration a ses origines dans les parties plus pauvres et agricoles du département, en particulier de la « Pianura Padana » et certaines zones de montagne sous-développées comme la haute Vallée Camonica. Ces zones étaient caractérisées par une agriculture de quasi-subsistance et une industrie résiduelle incapable de couvrir toute la demande d'emplois<sup>48</sup>.

---

<sup>47</sup> CORSINI Paolo, ZANE Marcello, *Storia di Brescia. Politica, economia, società 1861-1992*, Op. cit., P.363.

<sup>48</sup> « La Vallée Camonica, située au nord du département à la frontière avec la Suisse, est la zone qui a été la plus touchée par le phénomène migratoire. Elle a vécu une forte désindustrialisation, accompagnée d'un dépeuplement important causé par une forte migration vers les centres industriels du département (Brescia, Val Trompia, Val Gobbio), les centres industriels de la vallée même situés au sud de la zone et moins touchés par la crise de production (Darfo, Pian Camuno, Esine) et vers la Suisse. La première raison est que, depuis le début des années 1950, quand la diffusion de l'industrie a commencé à grande échelle, les entrepreneurs locaux ont décidé de déplacer les industries et d'en ouvrir de nouvelles dans des zones plus accessibles et plus proches du chef-lieu. La deuxième raison est l'incapacité de la part de l'Etat italien et de la Lombardie à lancer un plan de programmation économique et de construction des infrastructures pour encourager l'implantation de formes alternatives d'activité économique. Pour résoudre les limites structurelles de la zone et pour contrer le départ des industries des secteurs classiques comme la sidérurgie, une intervention globale des structures publiques était nécessaire pour renouveler les usines locales structurellement à faible contenu technologique et pour encourager des investissements productifs. Ce phénomène de dépeuplement et de désindustrialisation s'estompe partiellement pendant les années 1970 avec la saturation industrielle de la ville de Brescia et des vallées limitrophes. Le rapport habitants/postes de travail commence à s'aligner sur la moyenne du département grâce à l'implantation dans la partie basse de la vallée de plusieurs activités productives dans les secteurs de l'industrie lourde, du textile et en particulier dans le sous-secteur de l'habillement. Malgré cela en 1980, la gravité de la situation pousse les syndicats locaux CGIL, CISL et UIL à proposer une plateforme revendicative pour ouvrir une négociation avec les pouvoirs publics et les entrepreneurs et relancer le développement économique et social de la vallée ». *Sindacato e territorio. Informazione, formazione, ricerca, cultura. Bollettino a cura del consiglio di zona CGIL-CISL-UIL Vallecamonica, Periferia. Materiali per conoscere il territorio camuno. Revue trimestrielle, N.10-11, anno III, Novembre 1980, Fondazione Luigi Micheletti, 1982.*

## ***Brescia : Les secteurs clés***

Le secteur manufacturier de Brescia se développe pendant la période 1950-1970 autour de quatre industries majeures : la mécanique, la métallurgie, l'armement et le textile. Ces industries occupent plus des  $\frac{3}{4}$  du total des salariés du secteur secondaire avec une moyenne de 77% sur les 30 années concernées et représentent 65 à 70% de l'ensemble des entreprises du département entre 1951 et 1981. Le poids de ces quatre branches industrielles est plus important que dans le reste de la Lombardie, où elles comptent 65% des salariés du secteur industriel<sup>49</sup>.

Dans le département de Brescia, la mécanique est l'activité la plus importante depuis le début des années 1950. Si en 1951 elle réunissait 29,7% des salariés manufacturiers, en 1981 ce taux atteint 41,9%. Les principales productions au niveau local se répartissent en trois sous-groupes. Le premier englobe le traitement des métaux (seconde transformation, traitement et revêtement des métaux, construction et installation de la charpenterie métallique, construction d'outils et articles finis en métal). Le deuxième est la construction des machines industrielles (machines pour le textile, pour l'agriculture et pour travailler les métaux) et le dernier l'automobile (construction des véhicules, moteurs et pièces détachées des véhicules).

---

<sup>49</sup> *BRESCIA 2000 : L'industria bresciana tra presente e futuro*, Editrice La Scuola, Associazione Industriale Bresciana, 1985, p.17.

## ***Le rôle du secteur mécanique dans la première période de développement économique (1946-1965)***

Le pilier de l'industrialisation pendant la première décennie de l'après guerre était la commune de Brescia. Le chef-lieu et, dans un deuxième temps, les villages limitrophes regroupaient la majorité écrasante des moyennes et grandes industries du département. La ville fit preuve d'une capacité de diversification importante. Le chef-lieu comptait aussi des branches comme la céramique et la chimie. Pour en citer deux : la Caffaro S.P.A., seule grande industrie chimique de Brescia, productrice de centaines de produits pour l'industrie chimique, l'agriculture et le bâtiment, employait environ 900 salariés, et l'usine Ideal Standard, filiale locale d'un des leaders mondiaux du secteur de la céramique sanitaire, occupait 1600 travailleurs au début des années 1960<sup>50</sup>.

En effet, le nombre de travailleurs de l'industrie a augmenté, dans la commune de Brescia, jusqu'au début des années 1970 pour atteindre 52% du total des actifs. Dans la seule ville de Brescia en 1961 on signale la présence de 2660 entreprises ; leur nombre avait augmenté de 40% par rapport à la décennie précédente. Ces entreprises occupaient alors 37700 salariés : 4500 dans l'industrie métallurgique lourde et 17300 dans les 1100 ateliers mécaniques.

La commune de Brescia est caractérisée par un phénomène de concentration de grands complexes industriels qui faisaient souvent partie de groupes industriels italiens privés ou publics. A la fin des années 1950, ces groupes s'imposaient dans le panorama de l'industrie du département, pour leur nombre des salariés, pour leur capacité à générer des filières sous-traitantes et pour la vitesse de leur croissance. Certaines de ces grandes entreprises étaient

---

<sup>50</sup> CORSINI Paolo, ZANE Marcello, *Storia di Brescia. Politica, economia, società 1861-1992*, Edizioni Laterza, *Op. cit.*, P.382.

déjà présentes au début du XX siècle, mais pendant cette période elles montrent une capacité de développement inédite<sup>51</sup>.

Il faut noter que, jusqu'à la fin des années 1950, le développement du département s'identifie avec celui de la commune de Brescia. Il s'agit d'un modèle semblable à celui du nord-ouest italien, entraîné par les grands groupes industriels qui parfois devenaient des symboles même de la ville. C'est le cas de la FIAT à Turin, de l'Ansaldo et de l'Ilva à Gênes et d'Olivetti à Ivrea (Piémont).

Ces grands groupes industriels étaient aussi importants pour ces villes car ils y avaient plusieurs usines auxquelles s'ajoutaient celles de leurs sous-traitants, comme ce fut le cas de la FIAT à Turin au moins jusqu'à la fin des années 1970. A Brescia, deux usines jouent un tel rôle, surtout pendant la première phase du boom économique : la FIAT et l'ATB.

Prenons le cas de la première, représentée par les « OM -FIAT », dans le secteur mécanique local depuis l'après-guerre, la plus grande usine de la ville, située à côté du centre historique de Brescia produisait des camions de taille moyenne destinés à l'usage des petites entreprises. Les « OM-Officine Meccaniche » de Brescia faisaient partie du groupe Fiat depuis 1933 et gardèrent l'autonomie décisionnelle sur les méthodes de production, la construction des nouveaux modèles et la commercialisation jusqu'au milieu des années 1960 quand l'usine rejoint la division des Véhicules industriels FIAT. A partir de là, les bureaux centraux de la Fiat de Turin se chargèrent de la conception des nouveaux produits. Le régime semi-autonome cessa définitivement en 1975, quand est créé le groupe IVECO-FIAT qui unifie toutes les branches qui s'occupaient de la construction des véhicules industriels.( FIAT V.I., Lancia V.I., UNIC-FIAT et Magirus-Deutz<sup>52</sup>. L'usine de Brescia eut aussi une croissance très importante grâce à la rationalisation du processus productif, qui engendra une croissance de 30 % de son chiffre d'affaire entre 1955 et 1975. Cette réorganisation commença suite à l'intégration de plus en plus forte de l'ancienne usine locale OM- Officine

---

<sup>51</sup> Mezzo secolo di sviluppo dell'economia bresciana. Dinamiche settoriali e mutamenti territoriali nei dati dei censimenti del 1951 al 1996, *I quaderni di Brescia&Impresa*, Centro studi AIB, n.2/2001, P.9.

<sup>52</sup> TEDESCHI Massimo, Dossier OM, Ristrutturazione come rivoluzione, *Atlante bresciano*, Automne 1991.

meccaniche dans le groupe industriel FIAT où fut mené un travail général de restructuration et de modernisation des implantations industrielles et une différente redistribution de ses productions entre toutes les usines et les différentes marques de sa branche de véhicules industriels. Suite aux restructurations intervenues, l'établissement OM-IVECO de Brescia acquiert une place centrale dans l'organigramme FIAT, ce qui entraîne une croissance du nombre des travailleurs employés, passant de 3300 en 1957 à 3600 en 1967, avec son apogée dans la première moitié des années 1970 avec plus de 4000 salariés.

La deuxième plus grande usine est la ATB- Acciaieria e tubificio Brescia. En 1952 déjà, elle s'étendait sur 140000 m<sup>2</sup> à l'ouest du centre ville de Brescia avec environ 2000 travailleurs et son contrôle relevait, depuis 1949, de la Falck et de la Finsider - une holding publique du Groupe IRI spécialisée dans le domaine sidérurgique. Il s'agit d'une grande usine sidérurgique à cycle intégré, contrôlée par un groupe national spécialisé dans la production des soupapes et des batardeaux de grande taille. Celle-ci est éloignée du modèle de la sidérurgie typique du département de Brescia, qui se développe énormément depuis la fin des années 1950, en s'appuyant sur la mini-acierie et la production de laminés longs<sup>53</sup>.

Déjà au milieu des années 1950, la structure productive, initialement concentrée surtout dans le chef-lieu et les villages limitrophes, gagne d'autres territoires, notamment ceux des vallées au nord de la ville de Brescia comme la Vallée Trompia et la Vallée Sabbia, à travers des milliers de petites et moyennes industries spécialisées principalement dans la métallurgie et à caractère essentiellement familial.

La métallurgie représente 13,5% du total des salariés de l'industrie du département en 1961 et est marquée par une spécialisation supérieure à la moyenne italienne et même de la Lombardie, surtout dans certains sous-secteurs de cette branche comme la fabrication des tuyaux d'acier, le tréfilage, le laminage et le profilage à froid de l'acier, la production et la première transformation des métaux non ferreux et la sidérurgie.

---

<sup>53</sup> CORSINI Paolo, ZANE Marcello, *Storia di Brescia. Politica, economia, società 1861-1992*, Edizioni Laterza, *Op. cit.*, P.382.

## ***La Vallée Trompia : un modèle de la petite entreprise familiale dans le département de Brescia***

Ces derniers sont des sous-secteurs qui deviennent de symboles même des vallées limitrophes à la commune de Brescia comme la Vallée Trompia, la Vallée Sabbia (Nave), la vallée Gobbia (Lumezzane) et la partie méridionale de la Vallée Camonica où les dynamiques industrielles furent assez semblables aux autres vallées sans toutefois avoir la même intensité. L'Italie, sortie détruite de la Seconde Guerre mondiale, avait en effet besoin d'une rapide reconstruction du secteur du bâtiment, et était marquée par une forte demande des produits sidérurgiques. C'est à ce moment que beaucoup d'artisans propriétaires des forges, surtout en Val Trompia, s'engagèrent dans le secteur en transformant leurs ateliers en petits laminoirs. La première période du « boom économique » est caractérisée au sein de ce secteur par une production plus artisanale qu'industrielle. Il s'agissait d'une sidérurgie secondaire, qui trouvait ses matières premières uniquement dans les copeaux et tournures de fer et acier et dans les débris d'importation grâce à l'énorme quantité de ce matériel engendrée par les destructions de la Seconde Guerre mondiale<sup>54</sup>. Il s'agit d'un secteur symbolique du département parce que c'est ici que naît le mythe des capitaines d'industrie issus des vallées de Brescia qui seront appelés ensuite « Bresciani » dans les milieux de la CECA - *Communauté européenne du charbon et de l'acier*. C'est ici que les petites forges se transformèrent en moyennes entreprises de l'électro-sidérurgie, qui firent la notoriété de ce département dans les années 1980 pour leur niveau de productivité et pour leurs réussites commerciales. Là réside le

---

<sup>54</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 353, étagère A IX, 515, « Seminari, corsi di formazione », Bollettino aziendale: Incontri di storia bresciana, Gruppo aziendale dei dipendenti delle aziende del gruppo CAB-Credito Agrario Bresciano. Années 1980.

point de départ de la réputation des entrepreneurs montagnards décrits comme des *self-made men*, travaillant dur, ingénieux et au caractère trempé.

La production de Brescia, destinée au bâtiment, était quasi-exclusivement celle des ronds à bétons armés. La situation commence à changer dans les années 1960, avec les premières tentatives de diversification et d'industrialisation d'une production restée artisanale sur fond de concurrence internationale sur les prix et la qualité. Les usines se dotèrent alors d'un nouveau four électrique, qui permit la naissance de « mini-aciéries » typiques du système productif régional, et recoururent à la coulée continue, qui augmente la productivité<sup>55</sup>.

Au début des années 1960, les 2/3 de la production nationale de ronds à bétons sont produits par 61 unités de production de 53 entreprises du département. Ce taux atteint 75% une décennie plus tard<sup>56</sup>.

### ***Le secteur métallurgique en Vallée Sabbia (Commune de Nave)***

La Vallée Sabbia participa aussi à cette réussite. Il s'agit d'une vallée située au nord du chef-lieu où la production sidérurgique était organisée autour du pôle constitué par les villages de Nave et de Odolo.

Les motivations qui amenèrent beaucoup d'entrepreneurs à industrialiser cette zone au nord de la ville de Brescia sont plus ou moins les mêmes que dans la

---

<sup>55</sup> "La coulée continue est donc une innovation décisive. Elle permettait de réaliser des économies substantielles par rapport à la coulée en lingotière traditionnelle, ce qui permet d'éliminer les rendements des laminoirs d'ébauche. Avec l'utilisation de la coulée continue, les entreprises locales s'affirment non seulement au niveau national : avec le nouveau système d'augmentation de la production, elles garantissent une qualité constante élevée du produit, elles réduisent les coûts et introduisent de nouvelles technologies à caractère incrémentiel, de la meilleure préparation des minéraux en charge à l'automatisation des technologies de laminage et de finition". CORSINI Paolo, ZANE Marcello, *Storia di Brescia. Politica, economia, società 1861-1992*, Op. cit, P.391.

<sup>56</sup> BELLICINI Andrea, *La siderurgia bresciana. Storia, aspetti geografici, problemi economici*, ASTRA, Milano-Pavia, 1987, P.24-28.



Vallée Trompia ou à Lumezzane. Outre la relative proximité d'une vaste zone d'offre de débris de fer (Italie du nord, France et Allemagne du sud), la vallée disposait de capitaux et de débouchés dans le bâtiment et les entreprises mécaniques, sans compter la relative absence d'obstacles technologiques et financiers et l'abondance d'énergie électrique. Ce développement a bénéficié de l'appui des municipalités de Nave et de Odolo, contrôlées jusqu'au début des années 1970 par les familles des industriels les plus importants. La complaisance des administrations locales facilita l'accès aux ressources naturelles, le contournement des normes sanitaires par des entreprises polluantes concentrées sur un périmètre très étroit à proximité des agglomérations<sup>57</sup>.

Les mutations techniques, remplacement des petits trains de laminage des débris par des mini-mills<sup>58</sup>, puissants fours électriques capables de fondre tous les types des ferrailles, laminoirs modernes pour la fabrication de longs laminés, et surtout la production de ronds à bétons ont favorisé cette croissance, par laquelle les petites aciéries se sont substituée à l'ancienne industrie du papier de Nave.

L'expansion n'a guère eu, toutefois, de retombées salariales durant les années 1950. Même pendant les années 1960, les rémunérations restèrent inférieures aux minimas fixés par les CCNL de la métallurgie. La principale composante du salaire était une prime à la productivité qui faisait retomber sur les travailleurs les risques liés à la production. Ainsi, les arrêts assez fréquents de la production, indépendants de la volonté des travailleurs, diminuaient leur salaire. Dans ces zones, les entrepreneurs ne payaient pas les cotisations sociales de la majorité de la main d'œuvre. Les ouvriers qui restaient sans emploi à cause

---

<sup>57</sup> CUCCHINI Roberto, Nel regno del tondino: operai e sindacato a Nave (1960-1972), *Profondo nord. La camera del lavoro di Brescia 1892-1982*, Gianfranco Petrillo, Ediesse, Brescia, 1985, pp. 193-248.

<sup>58</sup> Le mini-mill est un établissement sidérurgique qui utilise la technologie des fours à arc électrique et des déchets ferreux comme matière première pour la production d'acier en coulée continue. Il présente l'avantage par rapport à une usine standard avec haut fourneau d'être beaucoup plus flexible, en particulier en période de surproduction ou de crise du marché. Les principaux producteurs et installateurs de cette technologie dans le monde sont Danieli, Siemens VAI et Techint.

de la fermeture d'entreprises ou de la fluctuation saisonnière de la production n'avaient pas droit à des formes d'aide économique ni aux services essentiels pendant la période de chômage.

De plus, les sidérurgistes de Nave ont profité, à l'instar des autres industriels italiens, de la nouvelle législation relative à l'apprentissage, en particulier de la loi n.25 du 19 janvier 1955 et du Décret du Président de la République n.547 du 27 avril 1955, qui facilitait l'embauche, sans beaucoup de charges et d'obligations, de très jeunes apprentis employés aux travaux les plus répétitifs et les moins qualifiés, susceptibles d'être licenciés à la fin de leur période d'essai. Tous ces facteurs associés à un faible niveau de syndicalisation à cause de l'absence de traditions syndicales permettaient de maintenir très bas le coût du travail.

La situation était très difficile aussi au niveau des conditions de vie. Les ouvriers travaillaient dix heures par jour, sept jours sur sept en continu avec une charge du travail très lourde, spécificité de la métallurgie de l'après-guerre, dans un environnement caractérisé par des bruits et des odeurs en l'absence d'installations contre la pollution des fours sidérurgiques<sup>59</sup>.

Pendant les décennies 1950-1960, les efforts des syndicats en vue d'obtenir le respect des normes élémentaires du droit de travail ne furent pas couronnés de succès, faute d'implantation durable dans les usines. Les syndicats ont tenté de se développer et de construire des plateformes revendicatives globales. Les entrepreneurs parvinrent à écarter les syndicats au moyen de concessions salariales unilatérales et discrétionnaires, que complétait une efficace répression antisyndicale. Ces pratiques entretenaient un mélange de peur, de résignation et d'individualisme, typique du paternalisme auquel

---

<sup>59</sup> *“La pollution provenait principalement de fours électriques, de six fours de 30 tonnes et un de 80 tonnes: la fusion de déchets hétérogènes et non sélectionnés, avec des résidus de peinture et la présence de métaux plus volatils tels que le plomb, produisait un mélange de gaz qui se dispersait dans le milieu environnant; une pollution supplémentaire provenant d'électrodes de graphite émettant de grandes quantités d'oxyde de carbone”.* PEDROCCO Giorgio, *Bresciani. Dal rottame al tondino. Mezzo secolo di siderurgia. (1945-2000)*, Fondazione Luigi Micheletti, Jaca Book, Milano, 2000. P.89.

contribuait le fait que beaucoup d'industriels avaient eux-mêmes travaillé à la forge autrefois.

Jusqu'au début des années 1960, la main d'œuvre de Nave était fidèle aux entrepreneurs avec lesquels elle avait un rapport cordial, malgré les mauvaises conditions de travail parce que peu de temps auparavant, les propriétaires travaillaient encore à la forge avec eux ; donc pour les industriels, il était assez simple de maintenir des rapports pacifiques basés sur le paternalisme et de demander à la main d'œuvre, si nécessaire, de prolonger le temps de travail au-delà des 8-10 heures normales<sup>60</sup>.

La première mobilisation importante se produisit en 1967, après la signature du CCNL Métallurgie de 1966, quand les travailleurs de plusieurs usines, telles que la Stefana F.lli et l' Afim présentèrent des plateformes revendicatives sur des objectifs élémentaires comme les augmentations de salaire, la reconnaissance des droits syndicaux en usine et l'amélioration des conditions et du cadre de travail. Les patrons opposèrent une résistance acharnée à ces revendications, notamment sur le point des droits syndicaux, préférant accorder une forte augmentation de salaire afin de convaincre les travailleurs de renoncer à élire une Commission interne du syndicat. La capacité des syndicats à organiser des mobilisations deviendra importante suite à la vague de mobilisations qui caractérisa les deux années 1968 et l' « Autunno caldo » de 1969.

### ***Les différents modèles de développement de la petite industrie à Brescia***

---

<sup>60</sup> PEDROCCO Giorgio, *Bresciani. Dal rottame al tondino. Mezzo secolo di siderurgia. (1945-2000)*, Fondazione Luigi Micheletti, *Op. cit*, P.85.

La forte croissance de la grande industrie avec à côté le déploiement d'importantes filières de sous-traitance, a stimulé la petite industrie, spécialisée dans les activités les plus flexibles et les moins rentables pour la grande industrie, orientée vers les productions à grande échelle, en réduisant ainsi les coûts structurels au niveau minimum et fluidifiant la production.

Un second phénomène, parallèle et complémentaire au précédent, entamé au début des années 1950, a concerné la métallurgie des vallées au nord de Brescia : l'émergence d'une petite industrie à gestion familiale et spécialisée dans un sous-secteur spécifique sur un territoire bien délimité. Les petites entreprises ont développé une structure de division et de coordination informelle du travail, débouchant sur un archipel de mini-acières à technologie avancée capables de concurrencer le reste de la métallurgie italienne, mais aussi étrangère, tout en gardant des formes archaïques d'un management centré autour du chef de famille. Il s'agit dans la plupart des cas d'anciens ouvriers ou artisans, attachés à ce que leur famille conserve le contrôle de l'entreprise, sans le concours de cadres salariés formés à la gestion et au marketing. Dans les années 1970, dans un contexte d'ouverture à un marché international complexe et très compétitif, cela n'ira pas sans poser de problèmes<sup>61</sup>.

Malgré l'énorme développement industriel intervenu depuis l'après-guerre, la distribution territoriale des activités a peu changé. C'est le cas des productions mécaniques et du travail des métaux situés principalement en Vallée Sabbia et en Vallée Trompia, laquelle était aussi spécialisée aussi dans l'industrie des armes. La Vallée Gobbio (Commune de Lumezzane) produisait plutôt des articles ménagers et de la robinetterie, la Bassa Bresciana des vêtements et la zone de Palazzolo sull'Olio des textiles.

Le principal point fort de ce modèle était la possibilité de changer rapidement de production au gré des exigences de la clientèle et des besoins insatisfaits de l'offre, gage d'efficacité, de flexibilité et d'amélioration de la compétitivité. Le système a pu ainsi résister aux crises conjoncturelles des années

---

<sup>61</sup> PORTIERI Antonio, L'industria bresciana e le sfide del cambiamento. Ricerca promossa dall'Associazione Industrialie Bresciana in collaborazione con la Facoltà di Economia dell'Università di Brescia, coordinatore, Editore SIPI, Roma, 1997, P.15.

1950-1970. Ces conditions, combinées avec la flexibilité de l'emploi, lui-même en hausse constante, aboutirent dans les années 1970 à une situation de plein emploi propre à dédramatiser les licenciements et les passages des ouvriers d'une industrie à l'autre<sup>62</sup>.

La présence considérable de la petite industrie à Brescia n'est pas anodine. Elle était déjà importante de la période comprise entre les années 1950 et 1960, quand se vérifie en Italie le développement spectaculaire de l'industrie de grande taille. Parallèlement, on constate la croissance importante des sites productifs entre 11 et 50 travailleurs, surtout dans certaines zones limitrophes au développement du «triangle industriel» qui semblent représenter des réalités avec des dynamiques propres<sup>63</sup>.

En effet, pendant les années 1950 existaient déjà en Italie des systèmes territoriaux de petites entreprises spécialisées dans certains secteurs productifs : Valdagno et Biella pour le textile, Prato pour le secteur de l'habillement ou Omegna et Lumezzane pour le secteur des produits ménagers.

Ainsi le département représente un cas intéressant de développement bien antérieur aux « Distretti industriali », modèle qui s'imposa dans la péninsule au cours des années 1980-1990, surtout au sein des zones de nouvelle industrialisation de la Vénétie (Padoue, Venise, Vicenza), locomotives de l'industrialisation italienne. Le « district industriel » est une entité socio-territoriale, une zone limitée, naturellement ou historiquement, dans laquelle interagissent des petites entreprises, la plupart du temps autour d'entreprises familiales actives dans la même branche ou dans des productions complémentaires sans liens technico-productifs directs<sup>64</sup> qui tendent à créer des

---

<sup>62</sup> CORSINI Paolo, ZANE Marcello, *Storia di Brescia. Politica, economia, società 1861-1992*, Op. cit., P.385.

<sup>63</sup> TALLONE Oria, VALLARDI Elena, *I distretti industriali in provincia di Brescia. Teoria e realtà*, Notiziario economico della Banca San Paolo di Brescia, 1995.

<sup>64</sup> « Sans doute, il y a ceux qui coordonnent de temps en temps certaines activités, ainsi que ceux qui ont introduit certaines innovations en premier, ou ceux qui sont réputés - parmi les autres - comme "entreprises directrices", mais cela ne se produit pas par un processus de gouvernance de type hiérarchique, mais sur la base d'un processus "d'auto-organisation", c'est-à-dire basé sur la capacité de l'entreprise à travailler de manière coordonnée avec d'autres entreprises, non pas parce que cela est planifié par une autorité centrale et non pas parce que la convenance du marché poussait à se comporter d'une certaine manière, mais parce que le système a en soi une capacité d'autofinancement et d'autopropulsion ». PORTIERI Antonio, *L'industria bresciana e le*

réseaux et à se compénétrer<sup>65</sup>. C'est grâce à ces caractéristiques que les entreprises de Brescia surtout dans les années 1970 et 1980 développèrent leur présence dans les marchés de niche avec des produits d'excellence, en exploitant les capacités accumulées de personnalisation du produit où la flexibilité, la capacité de changement, d'adaptation rapides de la façon de produire et des caractéristiques de la marchandise<sup>66</sup>.

### ***Lumezzane : un district industriel « ante litteram »***

La Commune de Lumezzane est un cas typique de district industriel. Dans les années 1950, il s'agissait d'une zone-système déjà formée, quand les autres zones mono-productives du département étaient encore en cours de construction, elles-mêmes en avance sur le développement massif de ce modèle dans la Vénétie des années 1980-1990. Elle était située dans une petite vallée transversale à la Val Trompia qu'on appelle Val Gobbia pour la proximité le ruisseau homonyme qui, déjà à l'époque romaine, avait permis le développement de l'activité du travail des métaux.

Ce village était l'emblème de l'impétueuse croissance industrielle survenue pendant le boom économique, dorénavant l'un des communes

---

sfide del cambiamento. Ricerca promossa dall'Associazione Industrialie Bresciana in collaborazione con la Facoltà di Economia dell'Università di Brescia, Editore SIPI, Roma, 1997, P.15.

<sup>65</sup> TALLONE Oria, VALLARDI Elena, *I distretti industriali in provincia di Brescia. Teoria e realtà*, Op. cit, 1995.

<sup>66</sup> « En effet, dans des secteurs tels que l'habillement, le textile, les chaussures, les meubles, les produits métalliques (radiateurs, chaudières, ustensiles de cuisine, ustensiles de cuisine, ustensiles, etc.) de machines et appareils mécaniques (moteurs, pompes, compresseurs, robinets de vannes, machines-outils, etc.), de nombreuses entreprises peuvent rivaliser sur le marché en se concentrant non pas sur les économies de taille, mais sur la capacité d'innover systématiquement le produit, sur la qualité, sur la capacité de capturer les segments de marché émergents, sur la créativité, sur l'établissement de relations fiduciaires avec les clients, etc. » PORTIERI Antonio, *L'industria bresciana e le sfide del cambiamento*. Op. cit, P.15.

italiennes avec la concentration industrielle plus élevée. Pendant la première partie du XX<sup>e</sup> siècle elle acquiert ses caractéristiques productives : le secteur des métaux non ferreux, de l'acier inoxydable - coutellerie, casseroles et robinetterie<sup>67</sup>.

La Val Gobbia produisait environ 80% des articles ménagers en acier inoxydable sur le total de la production italienne. Le journaliste Egidio Bonomi, sur le « Giornale di Brescia » la qualifie de « Mecque » de l'acier inoxydable et des articles ménagers<sup>68</sup>.

Le village se trouvait sur une petite surface où la densité industrielle allait de pair avec la densité de population. Celle-ci passe de 11774 habitants en 1951, à 17213 dix ans plus tard, pour arriver à 22765 habitants en 1971. En 20 ans, elle a doublé. Plus de la moitié des actifs travaillaient dans l'industrie mécanique et métallurgique. En 1966, on comptait 6000 ouvriers, 400 apprentis, 1100 artisans et 150 entrepreneurs. 850-900 entreprises employaient moins de 50 salariés, 30 entre 51 et 250 employés et seulement 2 entre 250 et 500. Voici les données impressionnantes d'une réalité dominée par quelques grandes usines soutenues par un vaste réseau de petites entreprises et de centaines des travailleurs à domicile et artisans. Il s'agissait véritablement d'une ville-usine.

Il s'agit d'un des premiers cas au niveau national déjà dans les années 1930-1940, d'un cadre territoriale restreint qui, à travers l'homogénéité de la structure productive, arrive à atteindre un niveau élevé de spécialisation productive, d'innovation technologique et de professionnalisme des travailleurs. En effet, Lumezzane se présente comme une zone usinière, à l'intérieur de laquelle se réalise un cycle intégré de production, qui allait de la fusion des débris

---

<sup>67</sup> « Coltellerie e posaterie inossidabili, in alpacca e cromate, stoviglie e pentolame, vasellame, caffettiere, pentole a pressioni, articoli casalinghi, rubinetterie, per vari usi (civili, industriali, enologici), valvolame per acqua, gas, metano ; accessori igienico sanitari, plilette, sifoni, cassette per il wc, cuscinetti a rulli, maniglie, serrature, lucchetti, piccoli accessori per mobili in metallo, armi per schermo, fucili da caccia e parti di armi, forni per fusione, articoli artistici come candelabri, cornici ; minutiere metalliche, ganci inossidabili, parti d'auto, moto, cicli, fusione sotto pressione di pezzi metallici, in diverse leghe, profilati, trafilati, nastri, tubi, stampi di ogni tipo, tubi capillari, articoli di plastica, guarnizioni, macchine utensili, scatolame in cartone e astucci di legno. Con questi prodotti l'antico sistema del forgiare le armi ha trovato uno sviluppo moderno nell'industria leggera ». DELLA PERGOLA Giuliano, *Sistema sociale e partecipazione operaia a Lumezzane*, Editrice "Impegno sindacale", Brescia, 1969. P.26.

<sup>68</sup> BONOMI Egidio, Lumezzane, capitale dei casalinghi, *Giornale di Brescia*, 22 giugno 1972.

d'acier au produit final. Cette « verticalisation » se décomposait en un large ensemble de sous-spécialisations identifiables : fusion, traitement thermique, nettoyage des métaux, etc. Le système productif a procédé à une évolution continue en accentuant, avec l'expansion d'une demande spécifique du marché, la spécialisation des entreprises, pour minimiser à travers l'expulsion des fonctions ou des phases productives plus déséquilibrées, pour lesquelles naissaient de nouvelles entreprises ad hoc. Cela a permis aux entreprises de réaliser des économies d'échelles optimales, dont l'effet synergique s'est traduit dans une réduction des coûts unitaires du travail de tout le système productif local<sup>69</sup>.

Le processus de concentration et d'expansion de la grande usine caractéristique du développement dans l'Italie du Nord-Ouest n'a pas atteint ce système, témoin d'un processus inverse de parcellisation des unités productives. L'atelier classique à Lumezzane avait entre 10 et 20 salariés.<sup>70</sup>

Dans cette réalité, les rapports entre salariés et industriels étaient aussi particuliers à cause de la présence d'un nombre important d'entrepreneurs issus des rangs de la classe ouvrière.

L'employeur n'était pas un riche détaché de la production qui ne connaissait pas le travail d'usine, mais il avait gravi toutes les échelons, de l'apprentissage au travail ouvrier, puis à la direction. Une fois devenu entrepreneur, son origine ouvrière lui permettait de connaître chaque aspect de l'organisation du travail et de la psychologie des ouvriers, autant que à l'intérieur de ces petites usines régnait une rhétorique de « grande famille » et de « communauté d'entreprise » où tous avaient les mêmes problèmes et les mêmes intérêts<sup>71</sup>. Cette rhétorique cachait une réalité bien différente faite d'horaires de

---

<sup>69</sup> CONSOLATI Luciano, Lumezzane, una politica locale di sostegno al sistema delle imprese, *Citta & dintorni. Rivista bresciana di riflessione politica e culturale*, janvier - février 1987.

<sup>70</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 238, étagère A VIII D16, « Consigli di fabbrica », GHEZZA Franco, SCLAVI Marianella, *Storia di un consiglio di fabbrica: Lumezzane*, Brescia, 1971.

<sup>71</sup> « L'entrepreneur-ouvrier devint "le contrôleur, le syndicaliste, le maître des apprentis, le superviseur, le dispensateur d'éloges et d'autorité personnelle : et surtout la présence implacable dans chaque petite situation d'entreprise. Rien ne lui échappe dans les choix économiques (ou politiques) de l'entreprise qui sont, en somme, facilement réglés par les mécanismes économiques stricts, mais rien n'échappe surtout à la psychologie de ses salariés, à leurs pensées, à leurs



travail très longs, de bas salaires et de lieux de travail très dangereux et insalubres. Ici aussi, le paternalisme écartait l'application des timides améliorations apportées par le CCNL Métallurgie de 1966 et tolérait un mode illégal de rémunération, notamment en matière de primes et d'heures supplémentaires<sup>72</sup>.

### ***Le secteur des armes dans le département de Brescia***

Le secteur des armes légères, civiles et militaires mérite une mention spéciale. Il a développé des dynamiques propres en raison de la particularité même du secteur des armements. C'est sans doute le secteur productif local le plus ancien et prestigieux, tourné vers la production des armes légères. Si la crise de la première partie des années 1970 entraîna un processus de restructuration, elle s'accompagna du développement de l'industrie des armes lourdes, des mines et d'autres modalités de défense terrestre. Les quinze ans qui vont de la seconde moitié des années 1950 à la fin des années 1960 correspondent à la période de croissance majeure du marché des armes civiles et militaires.

La branche suit le modèle classique des grandes entreprises d'armement, certaines étant connues au niveau international comme la Beretta, la Breda, la

---

*aspirations, à leurs inclinations; sentiments et conditions qu'il a déjà vécu et surmonté*». DELLA PERGOLA Giuliano, *Sistema sociale e partecipazione operaia a Lumezzane*, Op. cit.

<sup>72</sup>« À Lumezzane, le temps de travail hebdomadaire moyen était supérieur à la moyenne nationale de 8 à 10 heures. Un déclassement et la non-reconnaissance des qualifications étaient appliqués systématiquement. Le travail débutait à l'âge du pré-emploi, quelque chose de normal dans les années 1950, occasionnel dans les années 1960, mais toujours présent. Les paiements des heures supplémentaires, des salaires et des traitements étaient normaux, et ils n'étaient pas supérieurs à la moyenne de la catégorie ou du secteur, compte tenu du fait que le coût de la vie à Lumezzane était supérieur à celui de Brescia. Les pensions plus basses constituaient la majorité, même après 40 ans de travail car, avec les paiements hors fiche de paie, une partie du travail effectué n'apparaissait pas». *Ibid*, P.35.

Franchi et la Bernardelli, avec un poids très important de la sous-traitance. Les petites entreprises opéraient sur les créneaux délaissés par les plus puissantes : fusils de chasse artisanaux, répliques anciennes des armes courtes et longues à chargement par la bouche. Par ailleurs, l'essor du marché civil et militaire des armements légers est allé de pair avec la décentralisation des activités secondaires à travers l'externalisation des parties de production à bas contenu technologique<sup>73</sup>. En 1961, les 15 grandes entreprises locales du secteur (5 à Brescia, 7 à Gardone V.T. et 3 à Lumezzane) employaient 3100 travailleurs. On recense 399 entreprises artisanales, dont 330 sont localisées dans 9 villages de la Val Trompia. La plupart fabriquaient des pièces pour les grandes entreprises. A cette date, 149 des 185 entreprises autorisées à produire des armes finies en Italie sont installées dans le département, alors qu'une partie des 36 autres se fournissaient auprès d'établissements de la Val Trompia ; ainsi seulement environ 2500 armes, sur un total de plus de 400000 produites en 1965 étaient fabriquées en dehors du département<sup>74</sup>.

---

<sup>73</sup> DEL BARBA Massimiliano, *Storia del distretto armiero gardonese: Il caso della Vincenzo Bernadelli (1865-1997)*, *Studi bresciani. Quaderni della Fondazione Micheletti*, N.18, 2008, Brescia, 2008.

<sup>74</sup> MOR Renato, *L'industria armiera nell'economia bresciana*, Thèse : histoire, Prof. F.Feroldi, Università degli studi di Parma, Facoltà di Economia e Commercio, 1964

## ***1.2 L'industrie locale pendant les années 1970 et 1980***

### ***Les mutations et les faiblesses du système productif du département de Brescia pendant les années 1970***

Depuis la fin des années 1970 émergent d'une manière évidente deux points de faiblesse principaux de la structure productive locale. Premièrement le recul du secteur de l'agro-alimentaire. Le département avait un taux de production agricole double comparé à celui des quatre départements lombards les plus développés. Durant la période 1960-1980, l'agriculture pesait encore entre 6 et 7% de l'économie locale. Par contre l'absence de spécialisation dans le secteur agro-alimentaire empêchait la valorisation sur place d'une production agricole riche et développée dans des produits à forte valeur ajoutée, avec l'utilisation de technologies sophistiquées comme avait fait dans la même période la région Emilie-Romagne.

Le deuxième point de faiblesse est la quasi-inexistence des secteurs avancés comme la pétrochimie et la haute technologie, à l'exemple des télécommunications et de l'informatique. Cette lacune est flagrante dans les années 1980-1990 et réduira les opportunités pour l'industrie de Brescia de participer aux activités productives caractérisées par une croissance rapide et élevée, une forte valeur ajoutée et qui pouvaient permettre des retombées technologiques sur plusieurs autres branches industrielles.

En dernière instance, le point de faiblesse le plus important de l'économie du département était l'incapacité de s'ouvrir vers des nouvelles spécialisations ou secteurs plus avancés<sup>75</sup>.

Au niveau de la structure productive déjà existante, le seul changement notable sera la diminution de l'importance de l'industrie textile et le changement des sous-secteurs de spécialisations entre les années 1950 et les années 1980.

Du côté des branches traditionnelles, le textile, branche principale de l'économie locale en 1951 par le nombre de salariés employés - 31,2% du total des actifs de l'industrie - passe à la quatrième position en 1981 - 10,1% des effectifs du secteur manufacturier.

On observe une tendance contraire dans les branches du vêtement et des chaussures. Résiduelles en 1951, soit 6,2% des travailleurs industriels, elles en occupent 11,9% en 1981<sup>76</sup>.

La filature du coton et la bonneterie caractérisées par une production standardisée très exposée à la concurrence des pays en développement, représentaient les activités textiles traditionnelles à Brescia, notamment sur les collines de la ville, la moyenne Vallée Camonica et la plaine padane bresciane<sup>77</sup>.

L'industrie du vêtement - confection, tricotage et accessoires - commencera à occuper un rôle significatif au niveau national. Depuis la fin des années 1960, la branche vêtements - chaussures du département a été aux premières places nationales. Il s'agit d'une production éloignée des grands groupes italiens - Benetton, Marzotto, Max Mara, etc. L'industrie bresciane intéresse des petites ou très petites entreprises tournées vers la gamme moyenne-inferieure du marché, avec des points forts dans les produits à bas coût et une flexibilité élevée. Les entreprises de vêtements étaient principalement

---

<sup>75</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 14, étagère VIII S2, "Congressi 1981-1991", Documenti congressuali, Relazione dell'osservatorio sull'industria metalmeccanica, 3 Congresso territoriale FIOM-CGIL Brescia, 11-13 mai 1988.

<sup>76</sup> MONTANARI Elio, *Aspetti della ristrutturazione industriale a Brescia (1981-1986)*, Camera del lavoro territoriale di Brescia p.96-113.

<sup>77</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 362, étagère A IX S16, "Pubblicazioni", BRESCIA 2000 : L'industria bresciana tra presente e futuro, Editrice La Scuola, Associazione Industriale Bresciana, 1985, p.27-29.

concentrées dans les villages de la Bassa Bresciana à côté du département de Cremona. Les entrepreneurs ont bénéficié d'aides publiques alloués pour aider les zones défavorisées. Cela a favori l'implantation de nouvelles activités dans le sud du département, ainsi que des « effets de système » liés à l'implantation parallèle de la plupart des nouvelles industries métallurgiques et mécaniques suite à la saturation de la commune de Brescia et des vallées limitrophes. La branche vêtements et chaussures devient à la fin du XX<sup>e</sup> siècle un district industriel à part entière<sup>78</sup>.

### ***La crise de la grande industrie en Italie et à Brescia pendant la seconde moitié des années 1970***

Les restructurations de la deuxième moitié des années 1970 n'entraînent pas, dans le département, une désindustrialisation comparable à ce que l'on observe dans les plus grandes villes du nord-ouest. Même à Milan s'estompe la dynamique ascendante de croissance industrielle et on constate une réorientation du système productif dans le secteur tertiaire et la spécialisation dans les secteurs de la haute technologie. Déjà à la fin de la décennie 1970, Milan était devenue un pôle très important au niveau italien et régional du secteur des services avancés comme le crédit, l'assurance et les services aux entreprises.

Il en résulte un déplacement de l'axe territorial central de l'économie lombarde, des zones plus anciennes -Varese, Milan et Come- vers la ligne Milan-Bergame-Brescia. Ce déplacement vers la Lombardie orientale laisse présager la

---

<sup>78</sup> MARELLI Enrico, SPINELLI Franco, SPINELLI Franco, TORREGGIANI Michele, *Rapporto sull'internazionalizzazione delle imprese bresciane*, Centro studi Associazione industriale bresciana, 1992.

naissance d'un nouveau pôle industriel italien dans le nord-est italien où Brescia jouera un rôle important<sup>79</sup>.

En effet, pendant la décennie 1970, par rapport à une croissance de l'emploi dans l'industrie de 11,13% au niveau italien et de seulement 0,96% en Lombardie, Brescia a enregistré une augmentation de 25,52%. La croissance de Brescia était même plus importante de celle du département de Varese qu'avait été le plus dynamique parmi les départements lombardes pendant les années 1960. A Brescia, le rapport entre salariés de l'industrie et le total de la population déjà à 18% en 1971 arrive à franchir le 21% au début des années 1980. Si l'on constate effectivement la perte de vitesse de la grande industrie à travers la crise de plusieurs importantes usines de Brescia, d'un autre côté, on doit constater aussi un phénomène de croissance extraordinaire de la petite et moyenne industrie qui deviendra le moteur et le symbole du développement du département depuis la fin des années 1970. Déjà, entre 1971 et 1981, les unités locales dédiées aux activités industrielles augmentent de 16750 à 27533, soit un bond de 90%, que seul Bergame dépasse en Lombardie. Pendant la même période l'augmentation a été de 32,95% au niveau italien et de 54,12% en Lombardie.

Le nombre des travailleurs de l'industrie a aussi progressé, en passant de 170357 à 213836, soit un gain de 25%. On constate simultanément une baisse du nombre moyen des travailleurs par unité de production, qui recule 12 à 8 employés entre 1971 et 1981, conséquence de la poussée des petites entreprises, protagonistes de l'essor industriel local<sup>80</sup>.

---

<sup>79</sup> GARIO Giuseppe, Società, economia istituzioni in Lombardia. Dinamica di una regione sviluppata alla svolta degli anni novanta, IRER-Istituto Regionale di Ricerca della Lombardia, Franco Angeli, 1994, p.70-74.

<sup>80</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Documenti congressuali, Relazione dell'osservatorio sull'industria metalmeccanica, 3 Congresso territoriale FIOM-CGIL Brescia, 11-13 mai 1988.

## ***Le développement extraordinaire de la petite industrie à Brescia pendant les années 1970-1980***

La petite industrie à Brescia se développe selon deux modèles différents. D'un côté on voit un type de développement lié à la crise de la grande industrie au milieu des années 1970. Dans les secteurs à forte intensité de travail se pose surtout le problème d'affronter la pression revendicative croissante de syndicats par la réorganisation et l'externalisation. Ce processus, visant à accroître la productivité et réduire l'impact du coût de travail se traduit aussi en investissements labour-saving et le déplacement à l'extérieur de toutes les ouvraisons qui pouvaient être détachées sans inconvénients pour le cycle productif. La décentralisation affecte le textile, où les actifs des grandes entreprises chutent de 11% entre 1974 et 1978 ; la chimie et l'alimentation - 8% -, la mécanique et la sidérurgie - 3 %<sup>81</sup>.

Pendant cette période aussi la petite industrie brescienne prend le dessus sur les grands complexes à travers la fragmentation de l'appareil productif et la diffusion des nouvelles initiatives entrepreneuriales à un rythme soutenu.

Des milliers d'entreprises de ce type deviennent sous-traitantes des grands entreprises nationales et parfois internationales, surtout dans le secteur de l'automobile, de la mécanique, de la production des pièces détachées des appareils électroménagers ou du secteur de l'ameublement, devenant toujours plus dépendantes d'une conjoncture internationale volatile qu'elles ne maîtrisent pas.

Si le rond à béton, jadis phare de l'industrie métallurgique locale, subit la concurrence accrue des pays en voie de développement, vont s'esquisser d'autres spécialisations territoriales ( secteur du cuivre et des métaux non ferreux, coutellerie, robinetterie, soupapes, outillage, machines pour la production des

---

<sup>81</sup> CASTRONOVO Valerio, *L'industria italiana dall'ottocento a oggi*, Arnoldo Mondadori, Milano, 1999.

chaussures, armes sportives et filets de pêche). Il s'agit d'un moment de passage d'une situation caractérisée par la présence d'usines avec des productions similaires où les entreprises bénéficient des avantages d'un tissu productif organisé autour de certaines productions spécifiques à un système territorial de plus en plus intégré et basé sur des formes de coopération entre les différents acteurs. L'objectif des années 1980-1990 sera de construire ce système productif intégré avec une délimitation territoriale bien précise qu'on appelle « district industriel »<sup>82</sup>.

Pour arriver à cet objectif, les entreprises de Brescia doivent surmonter les difficultés liées à certaines caractéristiques antérieures de la petite et moyenne industrie locale. D'abord, il faut surmonter l'individualisme des entrepreneurs, peu enclins aux alliances stratégiques, dans le but de former des filières productives intégrées capables de générer des économies d'échelle. La structure familiale des entreprises avait tendance à employer des ressources économiques internes au noyau familial. La capacité qu'elles avaient de s'autofinancer dans un contexte de quasi-absence de crédit pour les entreprises avait été l'un de leurs points forts dans les années 1950. A la fin des années 1970, certains entrepreneurs continuent à refuser de recourir au crédit ou à d'autres formes liées au marché des capitaux.

L'innovation est également l'un des problèmes majeurs. Investissements et recherche sont, en effet, plus faciles pour les entreprises avec des capacités financières considérables et avec des chiffres d'affaires suffisants pour amortir d'éventuels succès. Les grandes entreprises peuvent être fournisseurs de culture technologique à travers deux mécanismes fondamentaux : induction de travail qualifié à l'extérieur et mobilité des techniciens formés qui peuvent déménager dans des petites entreprises dans les alentours. Les petites entreprises hésitent devant le choix de l'intégration ou de l'élargissement de la gamme des produits offerts, même quand ces choix sont induits par le marché.

---

<sup>82</sup> Cfr. BELFANTI Carlo Marco, MACCABELLI Terenzio, *Un paradigma per i distretti industriali. Radici storiche, attualità e sfide future*, Centro di studi e ricerca "Brescia industriale tra passato e presente", Grafo, Brescia, 1997.



Le système local des petites-moyennes entreprises de Brescia réussit cependant à passer rapidement, au cours des années 1980, d'une organisation fondée sur le faible coût et la flexibilité du travail à une configuration alliant l'usage de technologies très avancées, la capacité d'améliorer la qualité des investissements et l'adossement à des centres de services aux entreprises. Ce résultat est rendu possible par le processus continu de rationalisation et de restructuration à l'œuvre dans les années 1980. Il s'agit, de plus en plus, d'une industrie capable de capter les nouveautés technologiques présentes sur le marché pour réaliser des innovations fondamentales des processus productifs qui ont ultérieurement augmenté la capacité de concurrence globale du système productif de Brescia, à travers la diminution du coût du travail, l'obtention d'une qualité constante et de rendements plus élevés avec une augmentation de la qualité des produits<sup>83</sup>.

### ***Le secteur tertiaire à Brescia***

Les carences des petites et moyennes industries étaient aggravées par la faiblesse du secteur tertiaire avancé à Brescia. Malgré la croissance intervenue au chef-lieu au début des années 1980, les résultats s'avèrent insuffisants<sup>84</sup>. La

---

<sup>83</sup> RUZZENENTI Marino, Cosa succede nell'azienda Brescia ?, *Punto e virgola. Periodico bresciano di informazione e dibattito*, année 1, numero 4-5, septembre - octobre 1982.

<sup>84</sup> « En ce qui concerne le sous-secteur des services au système de production, son développement dans le département de Brescia, au début des années 1980, semble être insuffisante par rapport aux valeurs régionales. Les activités de service au système de production occupaient 19,64% des travailleurs tertiaires lombards en 1981, soit environ 310000 unités. Dans la province de Brescia, le nombre total de travailleurs dans le secteur des services au système de production était de 15,78%, ce qui correspond à environ 24 500 unités. Dans le département, la plus forte concentration d'employés du secteur tertiaire était concentrée dans la municipalité de Brescia et dans les villages limitrophes, où étaient concentrés le 56,22% du total des salariés du troisième secteur ». Archives historiques « Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani », Enveloppe 365, étagère A IX S17, « Pubblicazioni », MONTANARI Elio, *Il terziario bresciano*, Studio commissionato dalla Fiom-Cgil Brescia, Roma, 1992, p.54.

dépendance historique vis-à-vis du pôle tertiaire milanais diminue, mais subsiste pour les services de haut niveau<sup>85</sup>.

La progression de l'emploi tertiaire dans le département entre 1971 et 1981, repose à 62,3% sur le secteur commercial, à 14,5% sur les « transports et communications » et à 23,3% sur le « crédit et l'assurance ». En Lombardie, ces parts sont, respectivement, de 51,6% pour le commerce, de 18,2% pour les « transports et communications » et de 30,2% pour le crédit. Brescia, en comparaison avec la moyenne de la Lombardie, vivait un phénomène de sous-tertiarisation dans les secteurs plus dynamiques et innovants, en gardant une surreprésentation dans le sous-secteur commercial<sup>86</sup>.

On observe une dichotomie du tertiaire à Brescia en 1980. D'un côté la qualité des services y est jugée similaire aux standards de Milan dans les activités traditionnelles comme celles des avocats et du négoce. D'un autre côté il y a une faiblesse structurelle du côté des services aux entreprises - publicité, études de marché, formations professionnelles, consulting-, services à l'exportation, innovation, engineering, software et informatique.

Pour autant, les emplois dans le tertiaire passent de 40,1% en 1981 à 42,4% en 1983, quand ils régressent dans la même proportion dans le secondaire - de 52,6% à 50,8%. Ce recul est inférieur à celui noté en Lombardie. En Lombardie la situation est en baisse constante au début de la décennie avec une diminution globale du deuxième secteur de 7% entre les deux années 1982-1983<sup>87</sup>.

Le fort développement du secteur industriel qui avait caractérisé le département de Brescia dans les années 1970 semblait s'estomper, laissant place à une diminution relative de l'industrie au cours des années 1980. Le taux de variation du nombre des emplois dans le secteur industriel de Brescia entre 1981

---

<sup>85</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 365, étagère A IX S17, « Pubblicazioni », MONTANARI Elio, *Il terziario bresciano*, Studio commissionato dalla Fiom-Cgil Brescia, Roma, 1992, p.45.

<sup>86</sup> PILOTTI Luciano, BENASSI Mario, Terziarizzazione e tecnologie in Lombardia. La provincia di Brescia: un caso di sottoterziarizzazione, *Appunti di cultura e politica. Rivista mensile della Lega democratica*, Année IV, n.10, octobre 1981, Roma.

<sup>87</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 362, étagère A IX S16, "Pubblicazioni", BRESCIA 2000 : L'industria bresciana tra presente e futuro, Editrice La Scuola, Associazione Industriale Bresciana, 1985, p.31-32.

et 1984 était négatif, mais la décroissance était moins forte par rapport à la moyenne régionale.

Malgré ces faiblesses, le système industriel de Brescia sera capable de passer rapidement, au cours des années 1980, d'un système où les profits dépendaient presque exclusivement du bas coût du travail et d'une extrême flexibilité productive, à un système de petites entreprises avec des technologies très avancées dont le développement est lié à la capacité d'augmenter et améliorer la qualité des investissements et à la structuration d'un système intégré axé sur la création des pôles de culture technologique appuyés par des centres de services modernes externes aux entreprises. Ce résultat sera possible à travers un processus continu de rationalisation et de restructuration au long des années 1980<sup>88</sup>.

---

<sup>88</sup> RUZZENENTI Marino, Cosa succede nell'azienda Brescia ?, *Punto e virgola. Periodico bresciano di informazione e dibattito*, Op. cit.

### ***1.3 L'impact de la crise de la sidérurgie à Brescia entre 1970 et 1980 : Les stratégies et les enjeux de restructuration d'un secteur-clé***

#### ***Crise mondiale de la sidérurgie en 1973***

En 1974, la demande des produits sidérurgiques s'écroule au niveau mondial, notamment en Europe occidentale. La crise générale se développe en 1975, avec un an de retard dans la mesure où le secteur était alors dans un moment de forte expansion. La cause première de ce retournement est la soudaine augmentation du prix du pétrole - *l'Oil shock* de la fin du 1973 -, qui entraîne l'augmentation du coût de la main d'oeuvre, des matières premières et de l'énergie. Au même moment les prix de l'acier sont à un niveau historiquement bas.

Les problèmes de la sidérurgie sont structurels. Ils renvoient au ralentissement des secteurs qui consommaient le plus d'acier - infrastructures, travaux publics et bâtiment - et à la modification progressive de l'économie dont le centre de gravité se déplace vers les services et l'électronique, peu consommateurs d'acier. La contraction de la demande se reflète lourdement sur l'industrie sidérurgique des pays industrialisés. Ces pays rencontrent en effet des difficultés à trouver des débouchés extérieurs pour compenser le déclin de la consommation interne. La situation s'aggrave du fait des politiques protectionnistes de certains pays, comme les États-Unis, et de l'augmentation de la production d'acier dans les pays émergents. En outre, la dynamique des coûts

de production favorise les concurrents coréens, japonais et brésiliens des sidérurgies européennes et nord-américaines<sup>89</sup>.

Il faut encore prendre en compte le remplacement de l'acier par des matériaux plus légers, plus résistants à l'usure et offrant de meilleures prestations mécaniques (aluminium, produits en plastique dur, etc.). La deuxième raison de la diminution des consommations des produits d'acier était liée aux répercussions sur le secteur mécanique des efforts déployés pour faire des économies d'énergie qui avaient commencé au début des années 1970 et qui s'étaient accélérés au moment de la crise énergétique, en ayant ainsi un impact sur tous les biens de consommations durables majeurs. À cela s'ajoutent les économies considérables obtenues dans la rationalisation du processus, à l'exemple de la coulée continue dans le processus sidérurgique, qui réduit de 10% les déchets industriels et l'emploi d'aciers spéciaux plus durables que les aciers classiques. Dans l'automobile, la consommation de carburant est inversement proportionnelle à la quantité d'acier présent dans la voiture<sup>90</sup>.

Au début des années 1970, la sidérurgie de Brescia présente un système de mini-aciéries très modernes et très compétitives qui, s'est construit grâce à une modernisation continue fondée sur l'augmentation de la productivité et l'amélioration qualitative des produits. La première étape date des années 1960 avec l'introduction d'un nouveau type de four électrique. Cette innovation, conçue par la société américaine Northeastern & Wire Co., permettait d'accroître la puissance des fours et d'améliorer la productivité par le biais du développement de la technologie U.H.P. (Ultra High Power)<sup>91</sup>.

Un second seuil est franchi à la fin de la décennie avec l'introduction de la coulée continue. Les renouvellements technologiques, ainsi que la croissance du

---

<sup>89</sup> BATTILANI Patrizia, *L'economia italiana dal 1945 ad oggi*, Il Mulino, Bologna, 2014.

<sup>90</sup> PEDROCCO Giorgio, *Bresciani. Dal rottame al tondino. Mezzo secolo di siderurgia. (1945-2000)*, Fondazione Luigi Micheletti, Jaca Book, Milano, 2000. P.108.

<sup>91</sup> CASTRONOVO Valerio, *L'Italia della piccola industria. Dal dopoguerra a oggi*, Roma-Bari, Laterza, 2013.

marché du bâtiment et la construction des infrastructures routières stimulent la croissance et conduisent au record historique de production en 1974<sup>92</sup>.

Le déclin de la rentabilité de la sidérurgie dans les pays plus industrialisés et surtout dans les pays de la CEE conduit à l'élaboration de plans de restructuration, au terme desquels la chute de la production va de pair avec d'amples vagues de licenciements<sup>93</sup>.

Il n'en va pas de même en Italie, où les petites entreprises de Brescia réussissent à demeurer compétitives, tandis que les entreprises publiques du secteur préfèrent recourir au chômage technique et partiel plutôt qu'au renvoi des travailleurs.

Mais, à la différence de l'industrie bresciane, la grande sidérurgie italienne, essentiellement publique, présentait cependant des faiblesses, à commencer par un endettement élevé. A la différence de ses homologues allemands, français ou britanniques, elle avait peu fait appel aux financements de la CEE prévues par l'ex article 56, 1b et 2a du traité de la CECA sur les reconversions industrielles<sup>94</sup>.

Cette situation va augmenter le phénomène d'érosion de la partie de production relative à la sidérurgie primaire ou intégrée - typique des grands complexes industriels propriétés des groupes nationaux - par rapport à la partie de la sidérurgie du four électrique, localisée dans la plupart des cas en Lombardie avec une concentration particulière sur la ligne Milano-Brescia.

### ***Les investissements et la diversification productive dans le secteur de la métallurgie pendant les années 1970***

---

<sup>92</sup> BELLICINI Andrea, *La siderurgia bresciana. Storia, aspetti geografici, problemi economici*, ASTRA, Milano-Pavia, 1987, P. 32.

<sup>93</sup> BERTA Giuseppe, *L'Italia delle fabbriche. La parabola dell'industrialismo nel Novecento*, Il Mulino, Bologna, 2009.

<sup>94</sup> PEDROCCO Giorgio, *Bresciani. Dal rottame al tondino. Mezzo secolo di siderurgia. (1945-2000)*, *Op. cit.* P.202.

Au début des années 1970, la métallurgie de Brescia est encore concentrée à 85% dans la production du rond à béton armé et de différents types des barres nervurées, en s'exposant aux risques de la monoculture industrielle en cas de chute du marché d'un seul produit. De plus, l'acier produit dans le département de Brescia était utilisé surtout pour produire des biens durables, qui subissaient des oscillations majeures du marché par rapport aux biens non durables. En effet la demande des produits sidérurgiques était moins stable que celle des produits finis et plus influencée par le niveau d'activité de tous les secteurs qui utilisaient l'acier comme produit de base<sup>95</sup>.

Aussi bien les entrepreneurs n'ont-ils pas seulement cherché à moderniser les installations existantes, mais encore à diversifier les productions. Dès la moitié des années 1970, ces efforts se traduisent par l'élargissement des gammes des produits proposés, à l'exemple de la « vergella », des « laminés marchands » et des profilés lourdes-poutres.

La « vergella - fil machine » - est le produit issu d'aciers spéciaux, longtemps importé, sur lequel les industriels de Brescia ont d'autant plus misé que la moitié de la demande nationale venait de Lombardie. Il s'agissait d'un produit utilisé dans plusieurs secteurs - l'industrie mécanique, le bâtiment, l'agriculture et les transports ; donc le niveau de la demande était moins influencé par la crise éventuelle d'un des secteurs d'emploi de ce produit. Les industriels de Brescia ont vu en cela un marché intéressant, parce que l'Italie importait la plupart de la « vergella », qui était produite surtout avec des aciers spéciaux. Au milieu des années 1980, la région de Brescia alimente 47% de ce marché au niveau national. On retrouve la même dynamique dans le secteur des « laminés marchands » - barres rondes, carrées, hexagonales, plates, angulaires et profilés à T, à U et à Z. Dans les années 1980, la région réalise le tiers de la production nationale de « laminés marchands ».

---

<sup>95</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 353, étagère A IX, 515, Bollettino aziendale : Incontri di storia bresciana, Gruppo aziendale dei dipendenti delle aziende del gruppo CAB-Credito Agrario Bresciano.

Dernier cas de diversification, les profilés lourds – poutres -, dont 30 % de la production vient de la région bresciane. Ici, quatre entreprises dominent - Sidercamuna, Stefana, Lucchini et Bisider – en raison de l'importance des investissements nécessaires et des problèmes de stockage. En fait, il s'agit de produits d'acier pour structures portantes de grande taille. Le marché italien est spécialisé dans les constructions métalliques pour le secteur industriel<sup>96</sup>.

### ***L'électro-sidérurgie échappe à la crise des années 1970***

Malgré les difficultés engendrées par la crise générale, dans la deuxième moitié des années 1970, la production sidérurgique de Brescia continue à augmenter, portée par de nouveaux débouchés.

Les exportations ont une importance centrale au regard de la forte contraction de l'activité du bâtiment, qui recule de moitié en 1974, et de la stagnation des dépenses de travaux publics<sup>97</sup>. La petite industrie sidérurgique bresciane s'oriente délibérément vers les marchés extérieurs, d'abord ceux, classiques, des pays industrialisés, puis ceux des pays producteurs de pétrole (Algérie, Libye, Iraq, Iran, Arabie saoudite, Emirats) résolus à s'équiper et consommateurs à cette fin de laminés longs, surtout les ronds à béton<sup>98</sup>.

Entre 1976 et 1978, la capacité productive franchit les 9 millions de tonnes pour les laminés longs et 5 millions des tonnes pour l'acier. Les taux de croissance dépassent ceux de la sidérurgie italienne. En 1980, l'indice de productivité des entreprises brescianes est supérieur à celui des grands groupes publics et privés, ainsi qu'à celui du reste de la petite sidérurgie italienne. Le

---

<sup>96</sup> BELLICINI Andrea, *La siderurgia bresciana. Storia, aspetti geografici, problemi economici*, Op. cit, P.166.

<sup>97</sup> PEDROCCO Giorgio, *Bresciani. Dal rottame al tondino. Mezzo secolo di siderurgia. (1945-2000)*, Fondazione Luigi Micheletti, Op. cit, P.205.

<sup>98</sup> *Ibid*, P.121.



chiffre d'affaire par salarié est de 106,8 millions pour les producteurs de Brescia, 52 millions dans les usines de Finsider (pôle public), de Falck ou de Fiat. L'écart était important aussi avec les mini-acières situées au dehors de Brescia, où le ratio s'établit à 78 millions.

En 1979, la région de Brescia compte encore 80 entreprises sidérurgiques, dont 27 mini-acières, 11 aciéries et 42 laminoirs qui totalisent 14000 travailleurs. La mise en place de diversification productive commençait elle aussi à donner des résultats. Sur le 4,5 millions de tonnes de laminés produits, 67,2% étaient des ronds à béton, 10,5% des « vergella », 8% des profilés plats, 8,5% des profilés marchands, 4,5% des poutres et 1,3% des aciers spéciaux.

### ***L'impact des mesures de la CEE : le Plan Simonet et le Plan Davignon***

La crise structurelle qui frappe la sidérurgie a poussé la CEE à intervenir. En 1976, le « plan Simonet » évite les mesures contraignantes, qui n'auraient pas été acceptées par tous les pays, pour prôner l'autodiscipline des entreprises et l'ouverture d'un dialogue avec les pays hors CEE en vue d'arriver à un équilibre mondial de la demande et de l'offre. Mais la seule obligation imposée aux industriels - déclarer les ventes mensuelles - n'est pas respectée par les producteurs plus compétitifs. L'aggravation de la crise amène la Commission à élaborer un plan anticrise dit « Plan Davignon », qui entre en vigueur en janvier 1977. Il prévoit des méthodes d'action indirecte - engagement volontaire des entreprises à contenir la production aux niveaux fixés par la CEE -; l'imposition de prix plancher pour les ronds à béton armé et pour les laminés longs. Plus généralement, il garantit des prix planchers et oblige les producteurs à déclarer les volumes et les cotations des exportations et à délivrer des certificats de concordance entre les prix facturés et les prix planchers.

Au début des années 1980, toutefois, la crise n'épargne plus les entreprises brescienes, alors que la demande des pays émergents ralentit et que la politique américaine renchérit le coût du crédit. La situation du marché de l'acier s'aggrave. La crise entraîne une diminution encore plus importante de la demande en particulier des profilés légers et du ronds à béton armé. L'augmentation du cours des coûts de production, qui entraîne une diminution des exportations de la CEE, se développe : la consommation d'acier dans les pays en développement ralentit et passe de 101,2 millions de tonnes en 1980 à 95 millions de tonnes en 1983<sup>99</sup>.

Les mesures prises par la Commission s'avèrent inadéquates dès lors que les prix de vente s'alignent sur les prix plancher imposés ; plusieurs producteurs de Brescia étaient même dépassés avec une diminution des prix entre 15 et 20% par rapport à l'année précédente. La CEE déclare l'« état de crise manifeste » et introduit des quotas de production, valables pour toute la sidérurgie communautaire. Il en résulte une accélération des restructurations, y compris dans la sidérurgie brescienne.

Le Conseil des ministres de la CEE, en application de l'article 58 du Traité de la CECA, décide ainsi la réduction des productions d'acier en billettes et de produits finis, avec une prévision de diminution annuelle moyenne comprise entre 17 et 19% selon les références. Les entreprises sont tenues de communiquer à la Commission les taux de réduction et doivent se soumettre à des vérifications. Les contrôles sur les importations sont renforcés.

Ces orientations défavorisent les entreprises de Brescia, efficaces et flexibles, en les contraignant à des planifications artificielles et à la constitution de stocks pour garantir leurs commandes dans les périodes d'inactivité imposée. Il s'ensuit une réduction sensible de la rentabilité des entreprises.

D'autres facteurs participent cependant à la détérioration de la sidérurgie régionale. Ainsi en va-t-il de la dépréciation de la monnaie, qui empêche de profiter de la réduction du prix des matières premières importées. Il faut aussi

---

<sup>99</sup> *Ibid*, P.211.

considérer l'augmentation du coût de l'argent, une politique des tarifs publics défavorables à l'industrie et les dysfonctionnements des infrastructures.

Les difficultés commençaient à émerger aussi au niveau des exportations en Europe et au Moyen Orient. En France et en Allemagne, il était de plus en plus difficile de vendre du rond à béton à cause de la stagnation de secteur du bâtiment et des dépenses de transport à charge des sidérurgistes de Brescia qui favorisaient les producteurs locaux. Au Moyen Orient et en la Méditerranée, la présence des produits de Brescia diminue du fait de la stagnation des consommations et de la concurrence des sidérurgies turque, espagnole, japonaise et coréenne. Les tensions politiques et militaires entre l'Iran et l'Irak et la guerre civile au Liban détournent les investissements de plusieurs pays arabes vers le secteur des armements<sup>100</sup>.

Il faut enfin tenir compte de la montée de la conflictualité sociale pendant toutes les années 1970. Dans la sidérurgie régionale, l'organisation syndicale se renforce considérablement face à un patronat rétrograde et du fait de conditions de travail et de rémunération très dégradées. Les syndicats entendent par ailleurs intervenir dans le processus productif, notamment sur les terrains de la sécurité et des cadences. Ces revendications compromettent la flexibilité de la main d'œuvre et rigidifient les horaires de travail. Auparavant, ceux-ci s'alignaient sur les commandes. Dans les années 1950-1960, les salariés subissaient ainsi l'alternance de moments de travail très intenses et de chômage, pendant lesquelles ils ne jouissaient d'aucune protection sociale.

Les organisations syndicales, en particulier la FIOM et la FIM, s'opposèrent à ce mode d'organisation du travail, qu'elles estimaient arbitraire et conquièrent,

---

<sup>100</sup> « *Etait en train de disparaître le potentiel des producteurs de Brescia, issu de la stratégie d'expansion et de restructuration des entreprises pendant les périodes de conjoncture économique défavorable, exploitant les bénéfices des périodes d'expansion, pour pouvoir alors entrer massivement sur le marché au cours de la période économique favorable qui suit. Dans cette phase de contraction de la production, les économies réalisées étaient minimales car les coûts fixes (frais généraux, amortissements, charges financières...) restaient inchangés, tandis que les coûts variables (main-d'œuvre, électricité, réfractaires...) augmentaient comme l'électricité ou n'étaient plus aussi compressibles et flexibles comme les coûts de la main-d'œuvre. La seule possibilité était d'augmenter le prix du produit, mais cette mesure aurait automatiquement exclu les producteurs de Brescia du marché international* ». Ibid, P. 214.

vers la fin des années 1960, par la signature d'accords dans des PME, des garanties salariales pour les travailleurs au chômage pendant les mois de baisse productive.

Le dernier facteur de crise est lié à l'augmentation du coût de l'électricité et des débris d'acier, dont l'achat représente plus de 80% des frais de matières premières. Ressources précaires, ces débris subissent des oscillations de prix difficiles à maîtriser pour les entrepreneurs brescians, peu familiarisés avec le marketing et la gestion prévisionnelle. La crise de 1973 accentue l'instabilité du marché des débris<sup>101</sup>.

Le coût de l'énergie était fondamental pour la sidérurgie électrique de Brescia. Les tarifs de l'énergie électrique italienne ne sont pas compétitifs avec ceux dont jouissent les concurrents étrangers. Les entreprises brescienes arguent de ce handicap pour proposer d'étendre le travail de nuit et du dimanche, moments pendant lesquels l'ENEL (Agence nationale pour l'énergie électrique) offre des tarifs plus avantageux, et pour promouvoir la construction de petites centrales électriques destinées à alimenter leurs usines.

---

<sup>101</sup> Une minorité d'entre eux, surtout ceux des plus grands et structurés - Falck, groupe Lucchini et Feralpi – disposaient de sociétés dédiées à la commercialisation du débris de fer. Les autres producteurs déléguaient à des entreprises externes la fourniture de cette matière première. "la fonction de collecte des débris de fer a toujours été déléguée à l'extérieur des sociétés sidérurgiques. Il y a également des cas spéciaux tels que la Falk qu'a sa propre organisation, Lucchini a sa propre organisation mais ce n'est pas une organisation interne à l'entreprise, mais une société distincte traitée comme si elle était un fournisseur : elle fournit directement et elle est au service de la société mère qui est le consommateur, mais il est également projeté sur le troisième marché en vendant à sa guise. Toutes ces entreprises de commerce de ferraille opèrent de cette façon. Par exemple, la société Falck vend à l'extérieur, maintenant que Falck a réduit sa production, elle vend davantage dehors. Parmi les grandes organisations, il y en a trois ou quatre : Beltrame, je pense, a créé récemment une organisation, Lucchini, Falck, Feralpi, qui n'opère qu'en Allemagne, puis il y a des accords non écrits, mais pratiquement coutumiers et habituels; il y a des ferrailleurs qui, automatiquement et continuellement, et je dirais avec satisfaction mutuelle, vont toujours livrer dans la même aciérie" (Costante Guerrini). *Ibid.* P.109.

## ***Crise et restructuration de la sidérurgie pendant la première moitié des années 1980***

La sidérurgie de Brescia traverse une crise assez importante entre 1980 et 1983. Alors que la production d'acier, pour toute l'Italie, recule de 6,5% entre 1980 et 1981, la chute est de 9,4 % dans les mini-aciéries électriques brescienes. On retrouve la même tendance pour la production des ronds à béton : - 16,5% dans la péninsule contre - 27,6 % dans la région de Brescia. La diversification en cours a sa part, certes, dans la régression des produits phares.

Les mini-aciéries de Brescia doivent à leur flexibilité de tenir bon dans la crise. Dotées de solides réserves financières, elles peuvent d'autre part lancer un vaste mouvement de restructuration et d'innovation. Au prix de la fermeture de plusieurs usines, l'électro-sidérurgie brescienne franchit l'épreuve avec succès. Ainsi l'automation s'étend-elle à toutes les entreprises à la faveur de l'introduction des techniques informatiques, qui révolutionnent également la gestion. Cette révolution redouble les effets du renforcement de la capacité de fusion et la réduction des temps de coulées des aciéries, l'augmentation de la vitesse de laminage, la spécialisation des installations et, simultanément, l'intégration des aciéries et des laminoirs, gages d'économies d'échelle, de réduction des stocks et de substantiels gains de productivité.

On constate des changements substantiels du système productif sur deux niveaux. Premièrement, il y a un changement assez important du mélange des productions. On note une nouvelle régression de la production de ronds à béton, dont la part dans le total des laminés à chaud baisse de 57% à 47% entre 1981 et 1984 - 85 % en 1974 -, même s'ils continuent à occuper une place importante dans la région, où il intéresse près de la moitié des entreprises du secteur. L'évolution s'effectue au profit des « laminés marchands » et de la « vergella », qui représente jusqu'à 15% de la production brescienne.

Les changements accélèrent la redistribution territoriale des entreprises, déjà engagée au début des années 1970, suite à la saturation industrielle et à l'émergence d'une conflictualité sociale inédite au chef-lieu, dans la Bassa-media Vallée Trompia et la Vallée Sabbia. Les transferts s'effectuent vers le sud du département, en direction de la Pianura Padana. Ils sont encouragés par des mesures fiscales et l'assurance d'y disposer de grands espaces et des réserves de main-d'oeuvre. Le mouvement participe aussi de l'externalisation de certaines activités<sup>102</sup> et du souci de se rapprocher des marchés de consommation et des réseaux de communication.

De plus, les vallées brescienes souffrent, en effet, d'une faiblesse structurelle des infrastructures. À la fin des années 1970, le département est encore mal desservi en voies de communication élémentaires. Les transports de matériaux et de produits empruntent des routes départementales, parfois municipales. Il en résulte des temps de transports excessifs, qui en alourdissent le coût et les désagréments, y compris pour les autres usagers. Dans les années 1980, ces coûts augmentent, au point de compenser les avantages d'une main d'œuvre bon marché. De 1976 à 1985, 17 des 20 fermetures d'établissements constatées interviennent dans les vallées : 7 en vallée Camonica, 6 en Vallée Sabbia et 4 en Vallée Trompia. Au terme de cette restructuration, 70% des capacités de fusion sont localisées le long de l'axe Brescia-Milan. Les vallées ne conservent plus que les activités de laminage simple, les moins sensibles aux coûts de transport.

Au cours de la décennie 1975-1985, la réduction des capacités productives consécutive au plan Davignon touche l'ensemble de la sidérurgie bresciane. Le nombre des entreprises passe de 72 à 52 entre 1976 et 1985 , tandis que la capacité productive globale est réduite de 26 à 30%, davantage pour les laminoirs (- 37,5 %) que pour les aciéries (- 13,8 %). A Brescia même, où la concentration

---

<sup>102</sup> Sur la situation de la Bassa Bresciana dans les années 1950: "l'exploitation des ressources agricoles de la plaine, a atteint depuis deux décennies une limite telle que, compte tenu également de l'amélioration des techniques de culture, elle n'était plus en mesure d'absorber de manière spontanée et économique. De la nouvelle main d'œuvre. Bien qu'un nombre plus important et exceptionnel de travailleurs (environ 9 500) soit actuellement travaille dans des entreprises agricoles, cela représentait en réalité chômage latent". CAFFARO Pietro, DE LUCA Giuseppe, *La storia economica come impegno. Saggi in onore di Angelo Moioli*, Franco Angeli, Milano, 2015.

des aciéries est importante, la contraction est de l'ordre de 10 %, inférieure à la moyenne départementale. Elle frappe sévèrement, en revanche, les vallées, avec une pointe dans la Vallée Trompia (- 62%).

Les quotas de la CEE et la mise en œuvre de l'article 20 de la loi 46 de 1982 n'ont pas eu tous les effets souhaités, surtout à Brescia. Certaines des installations sacrifiées étaient déjà à l'arrêt. Et les gains de productivité obtenus grâce à la rationalisation ont souvent abouti, par ailleurs, à une augmentation de la production.

La compression drastique des effectifs ouvriers est la principale et lourde conséquence de la crise de la sidérurgie italienne<sup>103</sup>. De 1974 à 1984, le nombre des travailleurs du secteur tombe de 792000 à 446000. A Brescia, de 1977 à 1983, il passe de 12330 à 8881, soit une baisse de 15%. On remarque enfin que, l'action conjointe du plan Davignon et des lois italiennes de rationalisation a laminé l'emploi et précipité la fermeture des installations les moins rentables. Elle a accompagné la diversification des produits sans réduire le volume global de production. 1985 marque la fin de la difficile période de restructuration internationale, nationale et locale. Dès janvier 1986, le contingentement des productions est partiellement supprimé, à l'exclusion des ronds à béton, dont Brescia reste l'un des grands producteurs<sup>104</sup>.

---

<sup>103</sup> PUGLIESE Enrico, REBEGGIANI Enrico, *Occupazione e disoccupazione in Italia (1945-1995)*, Edizione Lavoro, Roma, 1997.

<sup>104</sup> PEDROCCO Giorgio, *Bresciani. Dal rottame al tondino. Mezzo secolo di siderurgia (1945-2000)*, *Op. cit.*

## *2. Un modèle socio-politique entre la Vénétie démocrate-chrétienne et le triangle industriel rouge*

### *2.1 Les dynamiques politiques d'un département au carrefour des sous-cultures blanche et rouge : l'hégémonie démocrate-chrétienne à Brescia*

#### *Brescia au sein des « zones blanches »*

Brescia est un département caractérisé par des dynamiques électorales particulières. Sa spécificité réside dans les rapports de force entre les principales forces politiques présentes dans le panorama politique national. Entre 1946 et la fin de la première République, le parti catholique a toujours eu des résultats électoraux plus élevés que la moyenne nationale d'au minimum 10 à 15%. Lors des élections de l'assemblée constituante du 2 juin 1946, les forces de gauche, principalement PCI et PSIUP eurent plus de voix que la Démocratie-chrétienne au niveau national, mais elles n'arrivèrent pas à doubler la DC dans le département. A cette occasion, la DC obtient à Brescia 44,79% des voix, le PSIUP 24,66% et le PCI 17,50%. Cette dynamique locale est confirmée lors des élections législatives suivantes du 18 avril 1948. Si au niveau national on constate l'affirmation de la DC et le début de son contrôle ininterrompu du pouvoir, avec 48,51% des votes contre 30,98% pour la liste « Fronte democratico popolare » union du parti socialiste et communiste, à Brescia cette victoire a une ampleur majeure avec



l'obtention de 61,40% des suffrages pour le parti catholique et marque le début d'une hégémonie électorale très marquée<sup>105</sup>.

En effet, la DC et le mouvement catholique avaient dans ce département un ancrage très fort parmi les masses et aussi les travailleurs syndiqués. Au niveau électoral, après la chute de 4 points, entre 1972 et 1975, la DC revient au 49,4% en 1976 (42,36% à Brescia et 51,43% au niveau du département) démontrant une stabilité très importante dans le vote populaire même pendant les années de basculement électoral plus fort vers les partis de gauche, en particulier envers le PCI. Par exemple dans les vingt-et-un villages à plus forte concentration ouvrière dans le département, la DC chute seulement de 3% entre 1968 et 1976 et se maintient à 48,8% des suffrages exprimés<sup>106</sup>.

Le deuxième facteur de différence avec la dynamique nationale est le rapport de forces entre les partis historiques de la gauche dans le département : en effet, jusqu'en 1968 le Parti socialiste avait plus de voix que le Parti communiste dans les élections législatives, quand au niveau national, depuis les élections du 7 juin 1953, le PCI avec le 22,60% devançait le PSI qui avait obtenu seulement 12,70%<sup>107</sup>.

Ce sont les deux caractéristiques principales qui font de Brescia une « zone blanche ». Les départements « blancs » sont tous situés au nord d'Italie : la Lombardie (Lecco, Bergame, Como, Crema, Sondrio), le Trentin Haut-Adige (Bolzano, Trento), le Frioul-Vénétie julienne (Pordenone, Udine) et la Vénétie (Vicenza, Padoue, Vérone, Trévise, Belluno)<sup>108</sup>.

Le centre de gravité de cette zone était le nord-est, là où il se situait la majeure partie des départements affectés par ce phénomène. La Vénétie en

---

<sup>105</sup> Site du Ministère de l'intérieur italien, Archives historiques des élections politiques, Résultats élection de l'assemblée constituante du 2 juin 1946, voir en particulier Circonscription Bergame - Brescia.

<https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=A&dtel=02/06/1946&tpa=I&tpe=A&lev0=0&levsut0=0&es0=S&ms=S>

<sup>106</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, " Il voto dei partiti di sinistra nei centri urbani e a concentrazione industriale nella provincia di Brescia", FIOM-CGIL, 1980.

<sup>107</sup> Archives historiques Fondazione "Luigi Micheletti", Fond PCI, Enveloppe PCI nazionale 1982-1989.

<sup>108</sup> DIAMANTI Ilvo, *La Lega. Geografia, storia e sociologia di un nuovo soggetto politico*, Donzelli, Roma, 1995.

particulier était le symbole des zones à sous-culture blanche où l'hégémonie catholique s'exprimait non seulement au niveau électoral et avec une présence très forte des structures locales du parti catholique, mais aussi par un contrôle très fort du territoire exercé par les différentes composantes du monde catholique (l'Eglise, la CISL, les associations catholiques, etc.) qui enregistraient des niveaux d'adhésion parmi les plus élevés d'Italie. Les départements qui faisaient partie de la zone blanche avaient aussi des caractères économiques typiques. Ils s'étendaient sur des zones rurales où la petite propriété paysanne était majoritaire et où depuis le début des années 1960 commençait à se développer petit à petit une industrie à gestion familiale qui deviendra le moteur du système productif italien suite à la crise du modèle du triangle industriel (Gênes, Turin, Milan) axé sur les grandes entreprises. En général, dans cette deuxième période de développement du secteur industriel, les zones blanches étaient également caractérisées par un faible niveau de conflictualité, du fait de l'hégémonie qu'exerçait un syndicat catholique très modéré même dans les branches industrielles, et au rôle majoritaire de la petite industrie à gestion familiale où ne seront jamais brisés les rapports paternalistes entre patrons et salariés<sup>109</sup>.

### ***Les origines de l'hégémonie démocrate-chrétienne à Brescia***

Les raisons de l'hégémonie démocrate-chrétienne dans le département sont liées au très fort développement du mouvement catholique dès le XIX<sup>ème</sup> siècle. Ce phénomène a ses origines dans le refus intransigeant des catholiques de participer à la politique de l'Etat italien à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec la célèbre encyclique « *Non expedit* » promulguée par Pie IX en 1874. Les catholiques de Brescia refusèrent de participer à la vie politique d'un état qu'ils ne

---

<sup>109</sup> DIAMANTI Ilvo, RICCAMBONI Gianni, *La parabola del voto bianco. Elezioni e società in Veneto (1946-1992)*, Neri Pozza Editore, Vicenza, 1992.

reconnaissaient pas, mais ils démontrèrent un grand pragmatisme en s'engageant dans la construction d'un « contrepouvoir » contre l'administration italienne naissante. Ils furent très actifs dans la fondation et le développement de plusieurs activités dans tous les domaines de la vie civile et économique du département avec le but de développer une hégémonie qui était dans les faits aussi politique. Ils furent très actifs dans le secteur économique avec la fondation de la plupart des banques locales et la création d'un immense réseau de coopératives. A travers l'église, ils furent protagonistes du développement des oeuvres catholiques dans le domaine de la culture, de l'assistance médicale et sociale pour les couches les plus démunies de la société, sans compter la forte impulsion donnée à la création et le développement des sociétés ouvrières vouées à organiser la vie des classes populaires du point de vue syndical, récréatif et mutualiste.

Avec la fin de l'interdiction à participer à la vie politique qui commença graduellement à disparaître pendant la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, ces activités furent réorientées pour être productives sur le plan politique et soutenir le Parti populaire italien dans sa bataille politique contre les libéraux et les socialistes. C'est à ce moment que l'on constate la réussite de leur projet hégémonique dans le département à travers les faibles résultats électoraux du PSI et la rare présence des sociétés ouvrières et des coopératives socialistes.

Pendant le fascisme, ces structures ne furent pas dissoutes du fait de leur caractère apolitique et pour la coexistence qui s'était créée entre le pouvoir politique fasciste et les autorités religieuses au niveau national. Le mouvement catholique de Brescia joua un rôle important d'opposition au régime fasciste dans le département. L'Azione cattolica, le FUCI (Fédération des universitaires catholiques italiens) et plusieurs paroisses devinrent des centres d'opposition importants où s'était développé un antifascisme catholique qui avait d'abord le caractère d'une opposition morale et qui devint vers la fin de la guerre le point d'appui de la résistance à l'occupation allemande et à la « Repubblica sociale Italiana » de Mussolini basée à Salò, commune située dans le département sur les côtes du Lac de Garde. La forte présence de ce catholicisme d'opposition fit en sorte que la résistance à Brescia fut contrôlée par les formations partisans blanches dans la quasi-totalité du territoire du département. La plupart de ces

chefs étaient les jeunes étudiants et travailleurs formés dans les structures associatives catholiques qui avaient mené ce travail d'éducation et de formation d'une classe dirigeante alternative à celle du fascisme, et prête à gérer la phase successive de la fin de la guerre et la chute du fascisme.

C'est pour cela qu'à la chute du régime fasciste, le monde catholique fut l'unique réalité suffisamment organisée et avec une autorité politique pour gérer la naissance des nouvelles institutions de la République Italienne au niveau du département<sup>110</sup>.

Pour le PCI et le PSI locaux la situation avait été très différente. Le fascisme avait brisé ses organisations de masses et le petit noyau des militants qui avait décidé de continuer la lutte avait soit dû fuir les persécutions du fascisme en émigrant à l'étranger, soit avait vécu l'expérience de la prison ou de la clandestinité. La formation de ses cadres dirigeants avait également été fortement endommagée, à cause de la faiblesse des organisations de résistance socialo-communistes dans le département, situation qui n'avait pas permis la formation d'une vaste couche dirigeante et n'avait pas permis aux partis de la gauche d'avoir un fort pouvoir contractuel dans le Comité de Libération Nationale et des places dans les différentes parties de l'administration qu'était en voie de reconstruction depuis 1945.

### ***Le contrôle de la société bresciane par le monde catholique pendant la deuxième après-guerre***

Après l'après-guerre, la DC de Brescia, qui contrôlait le pouvoir politique, a travaillé dans le but de minimiser le rôle de l'intervention publique en bloquant les investissements pour le développement des services sociaux au niveau du

---

<sup>110</sup> GIANNARINI Marina, *Alle origini dell'egemonia democristiana a Brescia*, Fondazione civiltà bresciana, Brescia, 1998.

département. L'objectif était de déléguer quasi-complètement l'organisation de la société aux organisations confessionnelles actives dans les domaines de l'école, de l'éducation, de l'assistance, des activités culturelles et récréatives conformément à la « subsidiarité » du catholicisme social. À la fin des années 1960, 80% des écoles maternelles dans le département étaient encore la propriété d'organismes privés religieux. La quasi-totalité des maisons de retraite, des associations d'assistance à la personne, les centres de loisirs et les structures sportives étaient sous contrôle des organisations catholiques. Autour du monopole politique de la DC s'était développé un système solide et complexe dans la société civile capable de contrôler d'influencer les orientations des masses, non seulement au niveau électoral, mais aussi ce qui concernait leurs styles de vie et leurs choix moraux<sup>111</sup>.

la Coopérative « La Famiglia » est un exemple important du niveau de contrôle que exerçaient les associations catholiques et de la place que lui laissait l'administration d'Etat contrôlée par la démocratie-chrétienne de Brescia. Elle fut fondée par le Père Ottorino Marcolini au début des années 1950. Son objectif était construire des appartements pour les travailleurs à revenus modestes, ce qui aboutit finalement à la construction de plusieurs immenses villages ouvriers organisés autour de l'Eglise et de l'« oratorio », qui deviendront ensuite des quartiers de la ville de Brescia et des communes limitrophes.<sup>112</sup>

---

<sup>111</sup> *“Le processus d'implantation sociale du monde catholique est soutenu par une “culture du privé” spécifique qui opère au sein des structures du monde catholique. Dans les différentes phases historiques, du “non-expedit” rigide à la “preparazione nell’astensione” du Pacte Gentiloni, le mouvement catholique avait maintenu, sous des formes plus ou moins accentuées, un caractère anti-étatiste et avait donné une forte impulsion à un instrumentation sociale et institutionnelle alternative à l’Etat libéral, dans le sillage d’une autonomie accentué. Les sphères du privé dans la société civile restent des champs d’activité privilégiés pour le monde catholique et dans cette histoire les racines des événements et des processus sont proches de nous, notamment dans le deuxième après-guerre”.* Archives historiques Fondazione “Luigi Micheletti”, Fond PCI, Enveloppe PCI regionale. Atti di convegni e seminari. Seminario “Democrazia cristiana e mondo cattolico a Brescia”. Intervento di Claudio Bragaglio, Democrazia cristiana e mondo cattolico. Partito, movimento e istituzioni, 7,8,9 settembre 1978, P.15.

<sup>112</sup> Le Père Ottorino Marcolini, avec l'intention d'améliorer les conditions de vie précaires des familles notamment au niveau de logement, a fondé la « Cooperativa La Famiglia » en 1953, qui visait à construire des appartements, à donner une propriété individuelle aux salariés. Le projet ne se limitait pas à construire un ou plusieurs immeubles. Le Père Ottorino voulait absolument éviter de construire des habitations en ruches. Au lieu de cela, il a fait construire des maisons

Un des points fondamentaux de médiation de consensus au niveau des masses resta l'église de Brescia, l'une des mieux organisées, avec un clergé nombreux et son propre réseau d'organisations d'assistance sociale et religieuse très étendu. Le rôle des paroisses était central dans la mesure où, sur 205 communes qui composaient le département il y avait 500 paroisses. Depuis le début des années 1970, elles ont cherché de s'ouvrir aux nouveautés de la société et à la participation des masses et surtout des jeunes générations. A partir de la Commune de Brescia et des grands centres du département, les paroisses se sont restructurées en créant des activités de loisirs pour répondre à l'absence d'espaces de socialisation publique. Les liens avec la jeunesse sont créés dans ces espaces d'agrégation où le message catholique est un point d'arrivée, pas de départ, comme c'était le cas des anciennes paroisses. La nouvelle structure est capable de capter l'intérêt de centaines de jeunes et de travailleurs dans les villages privés de structures alternatives et donc d'orienter le consensus électoral vers des listes et aussi des candidats spécifiques et influencer les modèles culturels.

### ***Le rôle du secteur éducatif dans la construction de l'hégémonie catholique***

L'éducation est un domaine où l'église de Brescia a toujours investi beaucoup d'énergie. Pour elle, l'école est le levier pour mettre en pratique une

---

économiques pour des familles dans le cadre de la construction de petits villages. Dans ces villages il y avait donc des églises, des oratoires, des sections ACLI, des jardins d'enfants et d'autres services. Selon les critiques, le type de logement visait à encourager la solidarité entre les travailleurs, à travers la préservation des traditions rurales où tout était construit autour des institutions liées à l'église catholique et en général du monde catholique. Voir BUSI Roberto, *Padre Marcolini, Dalla casa per la famiglia, alla costruzione della città*, Gangemi Editore, Roma, 2000

visée hégémonique de société. La présence du monde catholique dans les écoles était de première importance. Le monde catholique exerçait un contrôle direct sur une partie importante du secteur éducatif à travers l'organisation des écoles privées confessionnelles qui dans le département avaient un poids plus important par rapport à la moyenne nationale. Le contrôle du pouvoir politique à tous les niveaux permettait à la démocratie-chrétienne d'intervenir dans l'éducation nationale grâce à la possibilité de placer des membres du parti à la direction des rectorats et donc d'avoir la possibilité de sélectionner le personnel enseignant. Il faut constater que le monde catholique local, à travers le diocèse, avait même maintenu partiellement le contrôle du système éducatif pendant le « ventennio » fasciste, où le pouvoir avait laissé fonctionner les écoles confessionnelles et avait laissé au monde catholique la possibilité d'intervenir dans le système éducatif avec des tâches d'enseignement confiées aux prêtres et avec la présence des associations d'éducation religieuse et culturelle pour les jeunes et pour les professeurs. En effet on constate un rapport très fort entre le corps enseignant et le monde catholique à Brescia déjà dans l'après-guerre. En 1947, 1500 enseignants étaient organisés dans l'AIMC (Association des enseignants d'école élémentaire) et de plus le syndicalisme d'inspiration catholique était largement majoritaire dans l'enseignement secondaire.

La situation évoluera seulement partiellement dans les décennies successives si l'on regarde les rapports de force entre les organisations syndicales dans l'éducation nationale. Les élections professionnelles de 1975 ont donné une majorité de 70% au Sinaseel, syndicat catholique de l'Ecole primaire contre 20% à la CGIL. Dans l'enseignement secondaire les forces d'inspiration catholique étaient la première force dépassant les 40%, suivaient les syndicats autonomes avec 30% et la CGIL avec 20-25%. Pendant la même période, dans l'enseignement primaire et secondaire du département, la CGIL obtint l'adhésion de 2000 professeurs, et la CISL et la Sinaseel avaient 6000 adhérents. Il faut savoir que, depuis la fin des années 1960, la CGIL avait commencé à pénétrer d'une façon importante dans l'éducation nationale et avait commencé à implanter ses structures sous la vague de la radicalisation de la jeunesse universitaire qui allait en suite intégrer l'éducation nationale italienne, mais on constate un maintien de l'hégémonie des forces catholiques malgré les progrès en nombre d'adhésions et

des voix aux élections professionnelles pour le syndicalisme socialo-communiste<sup>113</sup>.

Pour terminer, il faut constater que, jusqu'aux années 1980, la seule université active dans le département était l'université catholique. Au début, elle était surtout destinée à la formation de nouveaux professeurs à tous les niveaux avec le développement d'un cours universitaire de sciences de l'éducation<sup>114</sup>.

Dn plus, le système éditorial à Brescia était complètement contrôlé par les différentes mouvances du mouvement catholique. Plusieurs maisons d'édition catholiques étaient présentes, dont la plus importante, « Editrice La Scuola » qui a pris une importance nationale dans le secteur de la didactique. On constate aussi la présence de trois maisons éditoriales moyennes (Queriniana, Morcelliana, Paideia) et trois de petites dimensions (Pavoniana, San Gallo, San Marco).

De la même manière que dans l'édition, il y avait une situation de monopole de l'information. Il faudra attendre le milieu des années 1970 pour voir la rupture partielle de ce monopole avec la naissance d'un deuxième journal quotidien : le « Bresciaoggi ». Le seul quotidien existant du département auparavant était en effet le « Giornale di Brescia » qui avait une ligne modérée et conservatrice, surtout depuis le début des années 1950, quand avec une opération de pouvoir, la droite interne à la DC liée à une partie importante du grand entrepreneuriat historique de Brescia avait pris le contrôle du journal en changeant la ligne éditoriale vers un durcissement de son hostilité aux luttes ouvrières et aux partis de gauche. La fondation du « Bresciaoggi », en 1974,

---

<sup>113</sup> BORTOLETTO Mauro, Aspetti della riorganizzazione dell'egemonia moderata nella scuola a Brescia tra il 1945 e il 1948, *Studi bresciani. Storia, cultura, società*, n.4, janvier - avril 1981.

<sup>114</sup> «*Depuis plus d'un siècle, le mouvement catholique de Brescia a engagé des ressources considérables rassemblées par l'intermédiaire de la Banque San Paolo et d'autres centres économiques pour intervenir dans le domaine de l'éducation avec de nombreux projets visant tous les âges : de l'enfance à l'âge adulte avec la création d'une université catholique. En fait, il y a un aspect très typique de l'Université Catholique de Brescia, qui a créé un département des sciences de l'éducation et a mis en place récemment de nouveaux programmes universitaires, pour ainsi couvrir toute la formation des enseignements de l'école. L'importance politique en termes de formation de consensus dans les écoles obligatoires est évidente*». Archives historiques Fondazione "Luigi Micheletti", Fond PCI, Enveloppe PCI regionale. Atti di convegni e seminari. Seminario "Democrazia cristiana e mondo cattolico a Brescia". Intervento di Claudio Bragaglio, Democrazia cristiana e mondo cattolico. Partito, movimento e istituzioni, 7,8,9 settembre 1978, P.28.



correspond à la tentative de donner un espace autonome dans l'information à une partie de la culture catholique moins conservatrice et plus libérale en face du conservatisme catholique intégral dominant. La création de « Bresciaoggi » fut une opération politique menée par Bruno Boni, maire démocrate-chrétien de la Commune de Brescia et Luigi Lucchini, important industriel actif dans le secteur de la sidérurgie et représentant de la nouvelle couche des petits entrepreneurs self-made men qui avaient émergée pendant les années 1960, surtout dans les vallées limitrophes à la commune de Brescia. L'objectif du maire Boni était de créer un espace pour donner la parole aux secteurs de « centre-gauche » de la DC locale pour rééquilibrer la puissance de la droite DC dans un secteur important comme l'information. La création du « Bresciaoggi » ne représente pas vraiment une rupture du monopole du monde catholique sur les médias, mais il faut constater que, surtout au début, le journal sera ouvert aussi aux secteurs plus radicaux du monde catholique et aura une ligne éditoriale ouverte envers les partis et les organisations syndicales de la gauche.

En général, le but politique était d'endiguer sur la gauche les processus de crise interne au blocus dominant local et de reconduire les signaux de mutation de la société en faisant retourner les votes de la partie de la société la plus progressiste en affichant dans l'information une Démocratie-chrétienne plus ouverte aux idées de modernisation des institutions, du système économique et des instances des jeunes générations. L'objectif était de bloquer un processus politique général de déplacement du corps électoral vers la gauche. A Brescia ce déplacement avait été moins important qu'au niveau national. Les partis de gauche avaient augmenté leur consensus électoral de 6,5% points en passant de 33% (PCI+PSIUP+PSI) en 1970 à 39,5% en 1975. Alors que pendant la même période la DC était passée de 50,4% à 46,5%<sup>115</sup>.

Luigi Lucchini soutiendra cette opération éditoriale, dans le cadre de la bataille que menaient ces nouveaux entrepreneurs pour se substituer au monopole de la gestion de l'Association locale des entrepreneurs et des différents

---

<sup>115</sup> Archives historiques Fondazione "Luigi Micheletti", Fond PCI, Enveloppe PCI regionale. Atti di convegni e seminari. Seminario "Democrazia cristiana e mondo cattolico a Brescia". Intervento di Claudio Bragaglio, Democrazia cristiana e mondo cattolico. Partito, movimento e istituzioni, 7,8,9 settembre 1978, P.5.

centres de pouvoir (entre lesquelles il y avait l'information) de la part des grands familles entrepreneuriales historiques qui étaient d'ailleurs liées à la droite démocrate-chrétienne<sup>116</sup>.

### ***La première phase de l'hégémonie démocrate-chrétienne (1945-1970)***

La première phase de l'hégémonie démocrate-chrétienne à Brescia commence avec l'élection de Bruno Boni à la mairie de la Ville de Brescia en 1948 et termine en 1975, avec l'élection à la mairie de Cesare Trebeschi comme représentant de la gauche DC. Pendant cette période de 30 ans, dans le contexte d'une suprématie incontestable du parti catholique, Bruno Boni devint la figure politique et sociale centrale à la recherche continue de l'équilibre entre les différentes instances des partis politiques, des courants internes à la DC et des intérêts divergents d'une société civile et politique qui au fil de cette période devient de plus en plus forte et structurée.

### ***Le modèle économique créé par la DC de Brescia entre clientélisme et création d'une petite industrie diffuse***

La DC de Brescia a dû gérer les rapides changements de la structure économique du département entre l'après-guerre et les années 1970. L'objectif

---

<sup>116</sup> CORSINI Paolo, ZANE Marcello, Così Bruno Boni fece nascere il Bresciaoggi, *Bresciaoggi*, 03 février 2018.

était de maintenir le monopole de la représentativité des différents secteurs de la société malgré le changement tumultueux de la structure économique et sociale.

Le modèle politique de Brescia à gestion démocrate-chrétienne n'est pas la transposition mécanique de celui proposé par le parti catholique au niveau national. Les forces modérées et catholiques locales ont en effet opéré dans une logique de soutien à la grande industrie et avec une politique sectorielle de protectionnisme corporatif, pour acquérir le soutien de certains secteurs de la classe moyenne, comme les cultivateurs directs, les boutiquiers et les artisans ; mais ils ne se sont pas limités à ces formes d'assistanat. La DC de Bruno Boni est intervenue dans une logique directe pour promouvoir et orienter le développement de la petite industrie, qui était déjà historiquement présente surtout dans le secteur sidérurgique et de la production des armes localisés dans les trois vallées principales (Vallée Trompia, Vallée Gobbia, Vallée Sabbia).

La DC a promu la petite propriété dans l'industrie, non seulement par le biais de son intervention politique, mais dans une logique hégémonique globale en s'appuyant sur les banques catholiques de Brescia, instruments historiques de la stratégie politique d'abord du Parti populaire italien avant le fascisme et dans l'après-guerre de la Démocratie-chrétienne. Cette politique traditionnelle des banques « catholiques » avait été amplifiée à travers la médiation politique de la DC. Le parti renforçait la capacité d'intervention de ces banques dans tous les domaines économiques du département à travers le contrôle politique des instituts spéciaux de crédit au niveau national comme Mediocredito, IMI et Artigiancasse<sup>117</sup>.

---

<sup>117</sup> « Les banques « catholiques » de Brescia, comme ailleurs (zones blanches) se sont constituées non seulement comme une opération économique et financière pure et simple, mais surtout comme des instruments d'une stratégie politique bien définie «...» Bien au-delà du contexte historique dans lequel elle s'enregistrent, ces banques ont déterminé la subordination de la logique propre de l'institution bancaire aux objectifs généraux d'une ligne politique qui, dans son développement effectif, trouve un de ses soutiens les plus fonctionnels et efficaces précisément dans l'incidence réelle des banques « catholiques » sur l'économie et sur les relations sociales et, plus généralement, sur leur rôle dans l'évolution du système de crédit financier italien ». Archives historiques Fondazione "Luigi Micheletti", Fond PCI, Enveloppe PCI regionale. Atti di convegni e seminari. Seminario "Democrazia cristiana e mondo cattolico a Brescia". Adelio Terraroli, Economia, sistema delle banche e movimento cattolico, 7,8,9 settembre 1978.

La DC cherchait une nouvelle base électorale, en prévoyant l'effondrement de la petite paysannerie dans la nouvelle société qui était en train de naître avec la croissance industrielle du « Miracle économique ». Elle la cherchait dans la diffusion d'une large couche de petits industriels, pour assurer toutes les conditions de réagrégation du blocus social sur lequel était fondé son hégémonie sur la société de Brescia dans un moment de passage d'une société à prévalence agraire à une société majoritairement industrielle.

Encore plus qu'au niveau national, l'hégémonie politique et sociale écrasante du monde catholique rendait nécessaire la présence d'un système complexe de médiation entre le Parti catholique et les différentes forces sociales qu'il devait représenter.

Déjà pendant les élections de 1946, on constate la liquidation politique du Parti libéral italien et des autres forces intermédiaires qui représentaient historiquement des intérêts des différentes couches productives de la bourgeoisie (grande et petite industrie, petits commerçants et cultivateurs directs). Par exemple en 1948 le PLI obtient 1,6% dans le département de Brescia contre 5,5% au niveau national et le Parti républicain italien 0,6% contre 2,7% au niveau italien.

En effet, déjà en 1945, la DC de Brescia était devenue immédiatement la force sur laquelle avait convergé l'appui des couches plus importantes de la bourgeoisie locale. Les grands entrepreneurs qui, juste après la crise du régime fasciste avaient tout suite compris le rôle politique hégémonique de la DC dans le département sans partage avec les autres forces modérées, avaient tout suite donné leur soutien au parti catholique.

En général la DC de Brescia avait des rapports très étroits avec les différents secteurs de la moyenne bourgeoisie à travers leurs associations les plus représentatives, toutes d'inspiration catholique comme la Coldiretti, association des cultivateurs directs, et les associations représentatives majoritaires des artisans, des commerçants et des associations représentatives des professions libérales (avocats, notaires, médecins, etc.).

La moyenne bourgeoisie urbaine et paysanne faisaient historiquement partie faisant parti du bloc des forces modérées. Dans ce département, déjà pendant l'époque libérale et le fascisme, le lien entre ces couches sociales et les banques catholiques était très fort. Cela grâce au rôle qu'elles avaient joué dans le financement pour le développement qui avait concerné particulièrement la petite paysannerie, les artisans, les commerçants et depuis les années 1960 la petite industrie à gestion familiale.

A l'intérieur de la DC locale il y avait une mouvance de centre-droite qui voulait représenter les instances de la petite et moyenne entreprise et beaucoup de ces représentants étaient issus de différentes couches de la bourgeoisie moyenne de la Ville de Brescia.

Leurs intérêts et leur positionnement idéologique étaient à l'opposé du syndicalisme et d'une partie de l'associationnisme catholique qui devient tout suite après la fin de la guerre le point de rencontre et d'action politique de la partie plus progressiste du monde catholique local, en exprimant des positions radicales et la volonté très précoce de mettre fin à l'hégémonie de ce centre-droite qui gérait la DC de Brescia avec un système de médiation à la limite du clientélisme.

Cela se reflète dans la gestion politique de Bruno Boni en tant que Maire de Brescia et maître incontesté de la structure politique démocrate-chrétienne départementale pour toutes les années 1950-1960. Sa gestion fut caractérisée par la médiation entre les instances des petits et grands entrepreneurs et des classes populaires en particulier de la classe ouvrière industrielle qui connaissait depuis la fin des années 1940 un développement très important. On le constate dans son rôle de médiateur en ultime instance dans les conflits qui éclataient dans les usines entre les entrepreneurs et les syndicats, avec à la tête un syndicalisme catholique très combatif déjà pendant les années 1950. Son attitude de médiation et d'écoute émergea aussi pendant les moments d'affrontement plus forts entre la DC et les forces de la gauche comme par exemple à la fin des gouvernements d'unité nationale issus de la Libération en 1947 et pendant la longue phase d'anticommunisme et de guerre froide qui s'ouvrit juste après. M. Bruno Boni maintiendra une attitude de dialogue avec les oppositions et de collégialité dans

la prise de décisions dans le conseil municipal, à l'intérieur d'un parti et au sein d'un plus large mouvement catholique fracturé par des positions idéologiques très différentes qui allaient de la droite plus conservatrice au syndicat des métallurgistes très combatif et ouvert au syndicalisme socialo-communiste<sup>118</sup>.

### ***Brescia : zone blanche syndicale***

Si l'on compare Brescia à toutes les autres zones blanches, il faut constater des différences importantes qui font de ce cas une véritable anomalie, surtout du point de vue syndical. Si d'un côté il y avait une prépondérance électorale de la démocratie-chrétienne et des structures associatives du monde catholique avec une faible présence du PCI tout à fait parallèle avec les dynamiques des autres zones blanches, il y avait des dynamiques syndicales anormales qui commencèrent à être visibles déjà au début des années 1950.

La première anomalie était la présence d'un fort syndicat communiste en particulier de la FIOM-CGIL. Celle-ci était très présente dans les entreprises syndicalisées du département et elle était majoritaire dans la plupart des moyennes et grandes entreprises du chef-lieu. Elle exerça un rôle de plus en plus important au fil de la décennie 1960 pour devenir définitivement majoritaire dans le mouvement syndical local dans la décennie suivante. L'une des causes de cette anomalie peut résider dans le développement même du système industriel de Brescia qui était caractérisé par un double phénomène. D'un côté, surtout pendant les années 1950-1970, on constate le développement de la moyenne-grande industrie typique du système industriel du nord-ouest que avait permis l'implantation d'un puissant syndicalisme communiste et de l'autre côté la présence historique de la petite entreprise familiale typique du système

---

<sup>118</sup> CORSINI Paolo, ZANE Marcello, *Carisma democristiano. Bruno Boni sindaco e politico (1918-1998)*, Editrice La Scuola, Brescia, 2018.

industriel que se développa dans la Vénétie au cours des années 1970, où, au contraire du cas de Brescia, il était caractérisé par une faible conflictualité. En effet, la deuxième anomalie était la trajectoire particulière du mouvement syndical catholique local, en particulier de ses branches industrielles qui développèrent une position autonome par rapport à la structure syndicale CISL nationale déjà dès les années 1950.

La CISL était l'organisation syndicale majoritaire dans toutes les zones blanches et elle le fut aussi pendant les années 1970 durant la période plus intense des mobilisations ouvrières et sociales. En Vénétie, la structure syndicale catholique était caractérisée, par une ligne syndicale modérée axée sur la collaboration avec les entrepreneurs dans le but de faire barrage au syndicat communiste et d'organiser les travailleurs dans une organisation syndicale collaborative et non conflictuelle. Les motivations principales étaient doubles. La première était la faiblesse des structures FIM locales dans des zones où l'implantation du secteur mécanique et sidérurgique était peu importante, sachant que la FIM était la structure qui avait historiquement la majeure combativité.

La deuxième motivation était que, dans la plupart des zones blanches, la Démocratie-chrétienne locale avait un contrôle direct du syndicat catholique et de ses différents branches grâce à la cooptation des dirigeants syndicaux par choix politique de la direction du parti.

Dans la CISL de Brescia la dynamique fut tout à fait différente. La présence historique d'un fort secteur mécanique et sidérurgique avait développé une FIM très puissante capable d'influencer la ligne de la structure CISL départementale.

Les jeunes délégués de la FIM de Brescia commencèrent, déjà au début des années 1950, à critiquer le rôle de subalternité aux instances patronales et la fermeture à l'unité d'action avec les structures d'usine de la CGIL qui était imposée par la CISL et la FIM au niveau national. Ils commencèrent à pratiquer un syndicalisme combatif en partant des structures syndicales d'usine pour se battre contre le paternalisme patronal avec la proposition systématique d'une collaboration avec les structures FIOM d'usine pour donner force aux

revendications ouvrières. Il faut en effet considérer que pendant la décennie 1950-1960 la FIM de Brescia avait un nombre élevé de délégués du personnel dans des importantes usines de la ville de Brescia comme l'usine FIAT où le syndicat catholique avait environ 50% des voix entre 1955 et la fin des années 1960 et exerçait une hégémonie écrasante dans les petites industries de la Vallée Trompia, de la Vallées Sabbia et à Lumezzane (Vallée Gobbia).

L'élection de Franco Castrezzati à la tête de la FIM-CISL de Brescia en 1958 marqua son passage à l'opposition dans la structure nationale et le début d'un affrontement interne qui amena un changement de majorité dans la FIM nationale avec l'élection de Luigi Macario au secrétariat général en 1963. La FIM de Brescia joua un rôle central dans cette bataille pour le changement de ligne syndicale des métallurgistes catholiques en étant l'un des pôles locaux les plus avancés dans l'élaboration d'une ligne alternative. Elle fut la première FIM locale italienne à se libérer du contrôle politique de la DC et à mettre en pratique une unité d'action à grande échelle avec la FIOM en imposant le débat sur l'unité syndical dans la FIM nationale. Cette structure locale joua un rôle pionnier dans le changement global de la ligne syndicale de la branche métallurgique de la CISL. En effet, on verra les résultats de changement de ligne de la FIM nationale pendant les années 1970 ; elle sera alors protagoniste du processus d'unité syndicale avec la FIOM et la UILM qui aboutira à la formation de la FLM, syndicat unitaire des métallurgistes qui conduira la vague de mobilisation ouvrière pour toute la décennie<sup>119</sup>.

---

<sup>119</sup> BREZZI Camillo, CAMERINI Ivo, *La CISL 1950-1960*, Centro studi nazionale CISL – Centro di studi sociali e sindacali, Edizioni Lavoro, Roma, 1980.



## ***La victoire des courants de gauche dans la DC départementale***

La radicalisation historique de certaines structures syndicales et associatives en particulier la FIM-CISL et les ACLI de Brescia (Associations catholiques des travailleurs italiens) s'était soudée avec la saison de « dissidence catholique » menée par les jeunes générations influencées par la vague de mobilisations estudiantines et ouvrières des années 1968-1969.

Il s'agissait d'un mouvement articulé, mais avec des traits communs comme la contestation du conservatisme des structures politiques et religieuses locales. Leur activisme basculait entre la volonté de mettre fin à la représentativité politique exclusive du monde catholique par la Démocratie-chrétienne et la nécessité de changer de l'intérieur la DC au vu des politiques mises en place et de son fonctionnement démocratique interne entre la structure politique et les associations.

Il s'agissait d'un bouleversement profond qui se traduit premièrement dans un déplacement électoral, surtout vers le PCI qui au milieu des années 1970 remporta une grande victoire électorale également dans le département de Brescia. De même « Democrazia proletaria<sup>120</sup> » cartel électoral de l'extrême gauche, malgré son score électorale en dessous du 2% des votes, était capable de capter 6% du vote de la jeunesse dans un contexte d'effervescence de la jeunesse.

Le besoin de transformation du monde catholique et en général de la société civile de Brescia se reflète aussi dans le Parti catholique. Le changement de phase dans la DC de Brescia est acté avec la fin du secrétariat de Bruno Boni au congrès de Sirmione du 1973. Cette ancienne majorité était basée sur une alliance

---

<sup>120</sup> *Démocratie prolétarienne a d'abord été une coalition électorale, réunissant le Parti d'unité prolétarienne pour le communisme et divers autres partis d'extrême gauche, Avanguardia Operaia, le Movimento Lavoratori per il Socialismo, ainsi que plusieurs autres groupes de moindre importance, notamment trotskistes. La coalition, rejointe en 1976 par Lotta continua, avec pour ambition de représenter, lors des élections générales de 1976, la part de l'échiquier politique située à gauche du Parti communiste italien. Cfr. GAMBETTA William, Democrazia proletaria. La nuova sinistra tra piazze e palazzi, Edizione Punto Rosso, Roma, 2011.*

entre les courants « fanfaniana » et « dorotea », un accord inédit entre une partie de la gauche interne plus modérée et la droite du parti, rendue possible grâce à la présence de Bruno Boni comme médiateur et chef suprême du parti départemental.

En 1973 commence une période caractérisée par un secrétariat unitaire de transition à cause de l'impossibilité d'exprimer une nouvelle majorité claire. Le changement des rapports de force se cristallise autour d'un nouvel équilibre politique favorable à la gauche interne en 1975.

Le signal le plus important avait été la candidature au poste de Maire de la Ville de Brescia de Cesare Trebeschi en 1975. Il s'agit d'un représentant de la gauche du monde catholique, très connu et actif dans les associations d'inspiration catholique et l'église locale. Il n'était pas adhérent de la Démocratie-chrétienne, et fut candidat à la mairie comme indépendant en tant que représentant, à juste titre, de la société civile catholique bresciane.

L'élection d'un indépendant est déjà symptomatique de la difficulté de parvenir à un consensus à l'intérieur de la nouvelle majorité du parti formée par les différentes mouvances de la gauche DC qui n'arrivaient pas à exprimer un leadership unitaire issu des structures politiques DC et capable de répondre à des perspectives politiques à long terme.

La partielle stabilisation de cette alliance sera évidente avec l'élection au secrétariat de Ciso Gitti en 1977, qui avait réussi à former une majorité avec l'union des tous les courants internes de gauche (basisti, forzanuovisti, et le petit courant local Conti - De Zan) avec l'opposition de la droite de Prandini et Pedini<sup>121</sup>.

Malgré les difficultés à trouver un point d'équilibre, il s'agit d'une victoire de la gauche DC donc de ceux qui prônaient un dialogue plus ouvert avec le PCI au niveau local et national et étaient plus sensibles aux exigences de renforcement des services sociaux et de réforme de l'administration pour la rendre plus

---

<sup>121</sup> Archives historiques Fondazione "Luigi Micheletti", Fond PCI, Enveloppe PCI regionale. Atti di convegni e seminari. Seminario "Democrazia cristiana e mondo cattolico a Brescia". Intervento di Claudio Bragaglio, Democrazia cristiana e mondo cattolico. Partito, movimento e istituzioni, 7,8,9 settembre 1978, P.42.

transparente et en général des nouvelles instances civiles et politiques émergées pendant le cycle de mobilisation 1968-1974 aussi dans le mouvement catholique. Ce tournant politique a cristallisé et endurci l'affrontement avec l'axe droite de la DC qui travaillait plutôt pour la stabilisation et conversion du vieux système de pouvoir local basé sur le contrôle politique et moral de la société à travers les organisations catholiques et sur la défense du système de redistribution clientéliste de la DC aux catégories historiquement liées au bloc de forces modérées<sup>122</sup>.

### ***Un bilan de la gestion municipale du maire Cesare Trebeschi***

La gestion municipale de Cesare Trebeschi (1975-1985) se présentait, surtout pendant les premières années, comme une expérimentation de la collaboration avec le PCI que l'on appelait « Giunte aperte ». Dans le passé, la DC locale s'était mesurée aux problèmes du développement industriel en étant dans l'incapacité de développer un plan local global. La cause en était l'impossibilité de mettre d'accord le bloc social et politique hétérogène dominant. La croissance économique qui avait caractérisé l'Italie pendant les trente glorieuses avait permis à la DC locale de gérer la situation politique et sociale sans provoquer de heurts considérables. La faiblesse de la gauche interne, incapable, jusqu'au début des années 1970, de se proposer comme direction politique alternative, avait permis à Bruno Boni de représenter un corps central du parti qui tentait de maintenir l'équilibre et de neutraliser les contradictions entre les différents acteurs sociaux et les différentes factions du parti<sup>123</sup>.

---

<sup>122</sup> CORSINI Paolo, ZANE Marcello, *Storia di Brescia. Politica, economia, società 1861-1992*, Laterza, Roma-Bari, 2014, P.278.

<sup>123</sup> TEDESCHI Massimo, *Il palazzo e la città. Storia del Consiglio comunale di Brescia (1946-2006)*, Grafo, Brescia, 2008.

Les prémices de la crise économique, avec le début de la crise pétrolière en 1973 et le changement des rapports de force internes à la DC, avaient rendu la gestion de l'ancien système de pouvoir de plus en plus compliquée à cause des effets prévisibles d'instabilité et des difficultés de synthèse idéologique. La fin de la courroie de transmission entre la DC locale et la plupart des associations catholiques avait rendu la situation encore plus difficile, à cause du fait que la DC avait perdu, en partie, son rôle de structure de synthèse en ultime instance. Il faut constater que le départ de Bruno Boni de la place centrale de maire de la ville de Brescia et de secrétaire général du parti départemental, suite au changement de majorité, avait engendré une fragmentation accrue des lieux décisionnels, puisque les différents courants contrôlaient différentes parties des territoires et places de pouvoir local.

En effet, depuis la deuxième moitié des années 1970, le pouvoir politique des courants démocrate-chrétiens se divisait en quatre postes : le secrétariat du parti (Ciso Gitti), la Mairie de Brescia (Cesare Trebeschi), le Conseil départemental (Bruno Boni) et la droite interne qui pour ses liens avec le monde entrepreneurial et avec les associations professionnelles catholiques était capable de jouer un rôle autonome sans contrôler aucune des administrations les plus importantes. Il est à noter que dans le conseil départemental, place moins importante que les deux autres à cause de ses pouvoirs limités, une alliance entre le centre et la droite du parti était majoritaire. Le conseil départemental était contrôlé par une majorité modérée grâce au rôle que la droite interne avait dans les zones agricoles et de montagne du département, historiquement conservatrices, plus que les gros centres industriels. En plus, Bruno Boni, après avoir été évincé de son rôle de *deus ex machina* du pouvoir DC local, était devenu président du conseil départemental où il avait proposé à nouveau une majorité de centre droit pour mener une bataille d'opposition à la nouvelle majorité de gauche<sup>124</sup>.

De toute manière, l'administration de Cesare Trebeschi, grâce au prestige et aux prérogatives importantes au niveau administratif qu'avait le maire du chef-lieu, était le point plus avancé et plus stable pour la gauche DC, depuis lequel elle

---

<sup>124</sup> CORSINI Paolo, *Dalla Loggia. Tra cronaca e storia*, Grafo, Brescia, 2005.

voulait lancer un message de changement de la politique locale et de renouvellement du parti.

Le point plus important était la nécessité d'en finir avec le système de médiation clientéliste géré par la Démocrate-chrétienne. Celle-ci avait présenté un programme de renouveau avec le soutien du PCI. Son projet était axé surtout sur le développement d'un plan cohérent pour l'économie locale, la transparence des institutions publiques avec la création des comités de quartier pour permettre la participation des citoyens à la décision des institutions et un ensemble de règles rigides pour endiguer le développement chaotique des quartiers de la ville. Le tout dans le cadre des prérogatives de l'administration municipale qui avait des pouvoirs limités. L'objectif de ce gouvernement appuyé par le parti communiste avec l'abstention au vote de confiance eut un écho national. La gauche interne voulait participer à la vague de création des gouvernements locaux caractérisés par la coprésence du PCI et de la DC qui s'était créé dans plusieurs moyens et grands centres villes italiens et qui sera préalable à la tentative de former un gouvernement national avec la participation des deux grands partis de masse italiens.

L'expérience, qui dura de 1975 à 1978, ne donnera pas les résultats espérés à cause de multiples facteurs à la fois locaux et nationaux. La présentation du programme ne sera pas suivie par une véritable application à cause de la paralysie de plus en plus importante de la capacité décisionnelle sur les grands thèmes, causé par la stratification multipolaire des centres décisionnels démocrate-chrétiens départementaux. Cela à cause de deux types des facteurs : l'opposition farouche de la droite interne à la mise en place d'un gouvernement issu d'une négociation avec le parti communiste, et la division de la gauche DC en plusieurs courants locaux qui avaient des difficultés importantes à mettre d'accord les différentes fractions de la gauche interne<sup>125</sup>. Au niveau

---

<sup>125</sup> "Dans certaines situations, il a été constaté que les décisions politiques n'obéissaient pas à une logique générale de parti, mais surtout à des positions locales de pouvoir et de liens externes médiatisés par des courants différents. Cela rend le cadre des relations politiques encore plus complexe et articulé. Derrière le discours de «l'autonomie» entre les différentes instances territoriales du parti DC, en réalité, se masquent des organismes de pouvoir qui obéissent aussi à des logiques différentes (municipales, pas de courant)». Archives historiques Fondazione "Luigi Micheletti", Fond PCI, Enveloppe PCI regionale. Atti di convegni e seminari. Seminario

national, la fin des gouvernements de « Solidarietà nazionale » avec le virage de Berlinguer vers la ligne de l'opposition démocratique et la division de la gauche DC entre favorables et opposés à la poursuite du dialogue avec le PCI au niveau national pendant le congrès DC de 1980 ne permettra pas la continuation de l'expérience au niveau local<sup>126</sup>.

---

“Democrazia cristiana e mondo cattolico a Brescia”. Intervento di Claudio Bragaglio, *Democrazia cristiana e mondo cattolico. Partito, movimento e istituzioni*, 7,8,9 settembre 1978, P.6.

<sup>126</sup> Pour avoir un aperçu de l'évolution de la pensée de Berlinguer concernant les rapports entre les PCI et la DC, lire BERLINGUER Enrico, *La passione non è finita. Scritti, discorsi, interviste (1973-1983)*, sous la direction de Miguel Gotor, Einaudi, Torino, 2015.

## Tableau des tendances politiques internes à la DC entre 1945-1989

<p><b>La période De Gasperi</b></p> <p><b>(1945-1952)</b></p>	<p>Pendant la période de De Gasperi, on ne peut parler de véritables courants organisés. Les « Degasperiani » ont été, depuis la naissance du DC jusqu'à la mort d'Alcide De Gasperi, la référence centrale, largement majoritaire, du parti. Les quatre premiers Congrès nationaux de la DC (1946, 1947, 1949, 1952) ont vu les « Degasperiani » conduire fermement le DC. C'est dirigeants plus importants étaient Attilio Piccioni, Giuseppe Spataro, Mario Scelba et Giulio Andreotti.</p> <p>Les « Degasperiani » peuvent être considérés un courant à partir du moment où le courant politique des « Dossettiani » s'est manifesté clairement, du nom de son principal représentant, Giuseppe Dossetti. Les « Dossettiani » plus importants étaient Amintore Fanfani, Giuseppe Lazzati et Giorgio La Pira. Ils exprimaient des positions politiques de gauche, fortement marquées par une conception chrétienne intégrale de la société, plus attentives aux besoins des classes les plus pauvres du pays.</p> <p>Le moment de majeur succès des « Dossettiani » est le III<sup>o</sup> Congrès National de la DC en 1949, dans lequel ils recueillent environ 30% des voix et le 5ème Congrès du Mouvement des Jeunes de la DC en 1951, qu'ils ont gagné. La troisième force née entre 1952 et 1953 est Forze sociali, un courant liée au syndicalisme catholique, avec des positions plus orientées à gauche et au monde du travail. Son leader est Giulio Pastore et il est formé principalement par des syndicalistes de la CISL.</p>
<p><b>« Iniziativa democratica » et la DC des années 1950</b></p> <p><b>(1952-1959)</b></p>	<p>Le premier vrai courant dans la DC fut Iniziativa democratica, le courant majoritaire au Congrès de Naples de 1954, dirigé par Amintore Fanfani, qui succéda à Alcide De Gasperi au secrétariat politique de DC après la mort de l'homme d'État. Dans Iniziativa democratica est concentré le bloc central du parti, avec la partie la plus politiquement puissante du groupe dissous des « Dossettiani ». On trouve une grande partie de la future classe dirigeante DC : en plus d'Amintore Fanfani, Aldo Moro, Mariano Rumor, Benigno Zaccagnini, Luigi Gui, Emilio Colombo.</p> <p>Le courant de Iniziativa democratica, a géré la période complexe du centrisme post-dégaspérien, et devient protagoniste du débat sur l'ouverture à gauche vers le Parti Socialiste, dans la dernière partie des années cinquante. Il y avait d'autres courants mineurs: le courant appelé Primavera, liée à Giulio Andreotti, avec des positions plus à droite; le courant du centrisme populaire dirigé par Mario Scelba, qui était en continuité avec l'expérience de De Gasperi; le nouveau courant Base, fondée par Giovanni Marcora en 1953 et très ancrée à gauche.</p> <p>Pendant la gestion d'Amintore fanfani de la DC, le courant Base est de plus en plus structuré, reçoit le soutien du président de l'ENI Enrico Mattei, et il est rejoint par Ciriaco De Mita, Luigi Granelli, Nicola Pistelli.</p>

<p><b>Les « Dorotei » et la DC des années 1960</b></p> <p><b>(1959- 1968)</b></p>	<p>L'ouverture à gauche vers le PSI et la concentration des principales charges institutionnelles dans les mains d'Amintore Fanfani, génère en 1959 une scission dans le courant majoritaire de Iniziativa democratica.</p> <p>En cette même année se forme le courant des « Dorotei » (dont le nom dérive du couvent de Santa Dorotea dans lequel se réunissent certains leaders d' Iniziativa democratica pour destituer Amintore Fanfani). Les Dorotei seront beaucoup plus prudents dans l'approche vers le centre-gauche, et plus attentifs aux raisons des hiérarchies ecclésiastiques et des associations industrielles. Aldo Moro, Mariano Rumor, Antonio Segni et Paolo Emilio Taviani avaient rejoint les « Dorotei ».</p> <p>L'autre partie du courant Iniziativa democratica, à savoir les soutiens d' Amintore Fanfani, sont organisés dans le nouveau courant Nuove cronache . Arnaldo Forlani, Ettore Bernabei, Franco Maria Malfatti, Giovanni Gioia faisaient partie de ce courant.</p> <p>De plus, c'est au cours de ces années que le courant des syndicalistes prend le nom de "Rinnovamento democratico", puis "Forze nuove". En plus de Giulio Pastore, en faisaient partie Carlo Donat Cattin et Bruno Storti.</p> <p>Le septième congrès de la DC voit prévaloir le bloc plus modéré de la DC (les "dorotei" di Moro et Segni, le courant "Primavera" de Andreotti, le courant "Centrismo Popolare" de Scelba) sur le regroupement plus à gauche (le courant "nuove cronache", le courant "Base" et "Rinnovamento democratico").</p> <p>Pendant les années soixante, le secrétariat politique de la DC est exprimé par les "Dorotei", Aldo Moro d'abord, puis Mariano Rumor une fois que Moro va diriger les gouvernements de centre-gauche, et Flaminio Piccoli pour une courte période.</p>
<p><b>La division des « Dorotei » et le retour de « Nuove cronache »</b></p> <p><b>(1969- 1975)</b></p>	<p>À la fin des années 1960, la vie interne de la démocratie chrétienne a vu la rupture progressive du courant "Dorotea".</p> <p>En 1967 était né le courant des "Pontieri", une partie du courant "Dorotea" dirigé par Paolo Emilio Taviani, qui visait à créer un pont entre la majorité du parti et ses courants de gauche.</p> <p>En 1968 naquit le courant des "Morotei", les soutiens d'Aldo Moro qui se séparèrent des "Dorotei" en assumant une position indépendante dans le parti, avec une ligne politique de plus en plus orientée vers la gauche. Benigno Zaccagnini et Luigi Gui appartiennent à ce courant.</p> <p>Enfin, en 1969, ce qui restait du courant "Dorotea" est divisé en deux composantes différentes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- "Iniziativa popolare" : composée par Mariano Rumor et Flaminio Piccoli;</li> <li>- "Impegno democratico" : composé d'Emilio Colombo, auquel adhère</li> </ul>



	<p>également le courant "Primavera" de Giulio Andreotti.</p> <p>Mise à part la de déchirement du courant "Dorotea", ces différentes subdivisions expriment néanmoins une continuité dans la gestion ordinaire du parti. Une grande partie des "Pontieri" retourneront dans les files des "Dorotei" au Congrès DC de 1973, et au cours des années soixante-dix, les deux composantes "Iniziativa popolare" et "Impegno democratico" retrouvent l'unité. Il faut constater que de 1969 à 1975 c'est le courant de "Nuove cronache" que dirige la DC, avec Arnaldo Forlani d'abord, puis Amintore Fanfani.</p>
<p><b><i>Le courant de Zaccagnini et le courant dit du « preambolo »</i></b></p> <p><b><i>(1976-1981)</i></b></p>	<p>La défaite lors du référendum sur le divorce en 1974 et la forte avancée communiste aux élections régionales et administratives de 1975, ont conduit Fanfani à démissionner du secrétariat politique du parti, et à l'élection de Benigno Zaccagnini, un homme lié à Aldo Moro.</p> <p>Le Secrétariat de Zaccagnini est lié à un effort de renouvellement au sein de la DC, et à la politique de dialogue avec le PCI, qui aboutit à des gouvernements de solidarité nationale. Au congrès national de 1976, l'alliance des courants de gauche de la DC prévaut sur l'alliance des courants modérés ("Dorotei", "Fanfaniani", "Andreottiani"), et Benigno Zaccagnini remporte l'élection au poste de secrétaire politique contre Arnaldo Forlani.</p> <p>Ainsi naquit le courant "AreaZac", qui voit les courants de gauche des "Morotei", de la "Base", et une partie de "Forze nuove" (dirigée par Guido Bodrato) se regrouper autour de la ligne politique de Zaccagnini.</p> <p>L'assassinat d'Aldo Moro épuise l'expérience du Secrétariat Zaccagnini et la nouvelle politique d'opposition du PCI conduit à l'épuisement des gouvernements de solidarité nationale.</p> <p>Dans ce contexte, le Congrès national de la DC de 1980 modifiera la ligne politique du parti, le ramenant à une collaboration avec le PSI. La majorité du parti est formée autour d'un "Preambolo" commun, auquel adhèrent (les "Dorotei" de Flaminio Piccoli et Antonio Bisaglia, le courant "Nuove cronache" d'Amintore Fanfani et Arnaldo Forlani, et la moitié du courant de "Forze nuove" que faisait référence à Carlo Donat Cattin) . La partie restante du courant "area Zac" et les « Andreottiani » restent à l'opposition.</p>

<p><b><i>Le secrétariat de Ciriaco De Mita</i></b></p> <p><b><i>(1982- 1989)</i></b></p>	<p>Au Congrès National de 1982, les courants traditionnels démocrates-chrétiens sont partiellement décomposés, à cause de la candidature de Ciriaco De Mita au secrétariat du parti. Ciriaco De Mita en fait, expression du courant "Base" regroupé dans le courant "Area Zac", est élu par une partie des "Dorotei" (Flaminio Piccoli), une partie de "Nuove Cronache" (Amintore Fanfani) et du courant de Giulio Andreotti. L'autre partie des "Dorotei" (Antonio Bisaglia) et l'autre partie de "Nuove Cronache" (Arnaldo Forlani), ainsi que "Forze nuove" de Carlo Donat Cattin, soutient la candidature d'Arnaldo Forlani, qui sort perdant.</p> <p>La ligne politique du début du secrétariat de Ciriaco de Mita à la tête de la DC est caractérisée par la concurrence avec le PSI malgré ils étaient les deux partis majeurs d'une coalition dénommé "Pentapartito". Après les élections Législatives de 1983, il y avait une gestion substantiellement unitaire de la DC de la part de Ciriaco De Mita, qui s'efforce d'abolir les courants.</p>
--	--

## ***2.2 Un Parti communiste local collaboratif avec le pouvoir démocrate-chrétien : Le PCI de Brescia vu par les militants de la CGIL***

Des années 1950 jusqu'à sa dissolution en 1991, la fédération du PCI fut traversée par une division interne qui deviendra de plus en plus visible pour se cristalliser dans trois courants au cours des années 1960-1970.

Entre 1945 et 1959, le PCI de Brescia avait eu un groupe dirigeant assez homogène. Il s'agissait des militants les plus actifs pendant les années de la lutte clandestine et de la résistance. Cette direction était formée par des figures importantes du parti comme Italo Nicoletto, premier secrétaire départemental en 1945, donc réorganisateur du PCI de Brescia dans la transition du parti clandestin au parti de masse et figure légendaire de la lutte partisane au nord d'Italie et par des autres permanents comme Giulio Dalola, Giulio Toni Bazza et Gino Torri, députés à plusieurs reprises dans la circonscription de Brescia et conseillers départementaux<sup>127</sup>. Dans les années 1940-1950, ils ont pu gouverner le parti grâce à l'autorité politique et le prestige de leur engagement dans les années sombres de la lutte contre le fascisme. Ils étaient interprètes de la ligne de la direction nationale du secrétaire Palmiro Togliatti. A ce stade, il n'y avait à aucun niveau dans les organismes dirigeants des oppositions structurelles. Il s'agissait d'un parti caractérisé par une discipline interne rigide et où même le droit de se constituer en faction était interdit.

Les choses commencent à changer à la fin des années 1950. A l'intérieur du PCI national et local commencent à émerger des différenciations de ligne politique qui contribuent à la formation successive d'une aile gauche et une aile droite. C'est à ce moment que ce « corps central » du parti devient dans les faits le courant centriste.

---

<sup>127</sup> Archives historiques Fondazione « Luigi Micheletti », Fond PCI, BALZANI Roberto, PCI, un partito bilingue, *Punto e virgola*, Dicembre 1982.

Ce courant perdra la place de secrétaire départemental en 1960, mais il continuera à jouer un rôle central dans le parti communiste à Brescia. D'un côté parce qu'il était majoritaire parmi les militants et de l'autre côté pour le contrôle qu'il continuera à exercer sur plusieurs places importantes dans la direction du parti, en étant en alliance avec la droite interne. En plus il était le représentant direct au niveau local de la majorité nationale. Ces méthodes de recrutement sont deux principalement : d'abord ce courant contrôlait la majorité des responsables politiques de section et des permanents de la Fédération à travers lesquels il pouvait maintenir un recrutement très important de militants. De plus il contrôlait les directions des associations culturelles, politiques, sportives et récréatives liées au PCI comme l'ANPI, l'ARCI, UISP, ARCI Caccia<sup>128</sup>. C'était un moyen de recrutement et d'influence parmi la base du PCI et la couche de sympathisants plus larges qu'il y avait autour de l'organisation politique, notamment pour diriger les préférences aux candidats lors des différentes élections.

### ***L'élection d'Adelio Terraroli au secrétariat général du PCI de Brescia***

L'élection comme secrétaire départemental d' Adelio Terraroli représentera un moment de passage très important pour le PCI de Brescia. C'était un jeune permanent de 29 ans, actif en Vallée Camonica, qui avait été intégré à l'appareil du parti deux mois après sa licence en droit à l'université de Milan au milieu des années 1950. Son élection avait pour but de tenter de réconcilier les deux factions du PCI local, apparues après l'insurrection de Budapest de 1956, à savoir celle qui condamnait et celle qui soutenait l'intervention militaire soviétique. La fracture avait été très forte dans la fédération locale, au point qu'il était impossible d'élire un secrétaire fédéral. Le PCI national avait envoyé

---

<sup>128</sup> ANPI : Association nationale des partisans d'Italie. UISP : Union italienne sport pour tous. ARCI : Association récréative et culturelle italienne. ARCI CACCIA : Association des chasseurs . Les deux ARCI avaient à Brescia 43 sections et 5773 adhérents en 1973 .

Salvatore Caccapuoti pour trouver une solution. Après plusieurs consultations, il décida de proposer Terraroli comme secrétaire pour son jeune âge et pour sa position d'équidistance entre les deux factions<sup>129</sup>.

Dès le début de son secrétariat, Terraroli donna à la fédération une ligne politique modérée. Une fois réduite la fracture provoquée par le débat autour de l'insurrection de Budapest, la ligne de division dans la fédération réapparaît sur d'autres thèmes. C'est à ce moment que le secrétariat de Terraroli, au début soutenu par tout le monde même s'il avait été imposé par la direction nationale, sera appuyé par une alliance entre le corps central du parti local qui, en tout cas, restait majoritaire parmi la base et le courant de droite naissant, duquel Terraroli deviendra le plus éminent représentant.

L'objectif de cette alliance était de donner au PCI local une nouvelle ligne politique capable de le faire sortir de l'isolement extrême où il était resté durant les années 1950. La nouvelle ligne devait s'axer sur trois piliers : l'ouverture du parti aux autres classes sociales, la mise en discussion du rôle de direction politique de la classe ouvrière et l'ouverture du dialogue avec le monde politique catholique.

C'est autour de ces trois axes que se développe l'affrontement interne entre la direction départementale et une aile gauche naissante que s'organise autour des cadres ouvriers de la FIOM-CGIL locale.

### ***Les tensions entre FIOM et PCI dans les années 1950***

Au début, c'est directement la FIOM locale qui a joué un rôle central dans le débat au PCI de Brescia pour devenir protagoniste ensuite de la formation

---

<sup>129</sup> TEDESCHI Massimo, TERRAROLI Adelio, La mia vita di battaglie, *Bresciaoggi*, 24 juillet 2011, Brescia.

graduelle d'une gauche interne. Son rôle, on le constate déjà en 1960 ; elle est alors la première à s'opposer à la ligne politique proposée par la droite interne. En effet, la FIOM locale engagea plusieurs polémiques avec le nouveau secrétaire départemental Adelio Terraroli, représentant de l'aile droite du PCI. Ce courant était aussi dit « migliorista » et au niveau national faisait référence à cette époque-là à Giorgio Amendola et ensuite à Giorgio Napolitano dans les années 1970.

Le premier affrontement eut lieu autour de l'autonomie syndicale. Au début des années 1960, il y eut une polémique à l'intérieur du monde communiste de Brescia. La FIOM de Brescia théorisa publiquement son autonomie décisionnelle de la structure Confédérale de la CGIL et du PCI local. Son objectif était d'abord de contester l'ingérence et la subalternité politique que le PCI avait imposée au syndicat pendant les années 1940-1950 avec la politique de la « courroie de transmission ». Il s'agissait surtout de défendre sa ligne syndicale plus radicale qui était attaquée par les membres plus modérés du parti qui, à ce moment là, avaient conquis la direction politique de la Fédération départementale et ils voulaient imposer leur ligne syndicale à la FIOM locale. Il faut constater que la FIOM voulait conquérir aussi son autonomie de la CGIL de Brescia qui suivait la ligne proposée par le PCI local<sup>130</sup>.

Le deuxième point du débat était le rôle de direction de la classe ouvrière. Pour le secrétaire départemental Terraroli, les années 1960 devaient être un moment de changement des paradigmes idéologiques du parti. Il faisait abandonner les positions classistes du PCI et le paradigme marxiste selon lequel la classe ouvrière devait avoir la direction de la bataille politique et un rôle central dans le développement du parti communiste.

Il faisait passer à une position plus ouverte envers les nouveaux acteurs sociaux dont le nombre croissait, comme les couches intermédiaires qui avaient un programme de transformation de la société basé sur des réformes plus graduelles et donc plus modérées dans les contenus capables ainsi de capter leur attention.

---

<sup>130</sup> TERRAROLI Adelio, PCI, lotte operaie, trasformazioni sociali. Brescia negli anni sessanta e settanta, Grafo Edizioni, Brescia, 2004.

Selon lui, ce choix devait être fait pour élargir les bases du parti, qui avait besoin d'influencer des couches plus importantes de la société. Il s'agissait de la seule stratégie viable pour faire sortir le PCI de l'isolement et mettre en pratique le projet de changer la société avec un objectif d'hégémonie culturelle et politique dans le pays. Il s'agissait de pousser plus loin la théorie de la « démocratie progressive » proposée par Palmiro Togliatti, premier secrétaire du PCI après la guerre<sup>131</sup>.

Pour l'aile droite du parti, il était nécessaire d'en finir avec le modèle et l'image du parti des années 1940-1950, idéologiquement bâti dans la période de la clandestinité et de la résistance et qui voyait sa priorité dans l'enracinement organisationnel parmi les couches pauvres de la campagne et de la classe ouvrière urbaine. Ce changement avait pour but de tenter de sortir de la marginalisation politique induite par l'exclusion des partis de gauche du gouvernement en 1947 et par le renforcement de la ligne anticommuniste avec la montée des tensions internationales entre les deux blocs dans le cadre de la guerre froide.

La FIOM locale, où déjà au milieu des années 1960 l'aile gauche naissante du PCI était majoritaire, pensait au contraire que ni le rôle de direction, ni la centralité de la classe ouvrière dans le débat public et dans la direction du parti ne pouvaient pas être mis en discussion dans le contexte des années 1960-1970. Cette période était caractérisée par des phénomènes qui prouvaient plutôt l'importance de la classe ouvrière et la consolidation de son rôle d'avant-garde dans la bataille politique. D'abord la classe ouvrière, en particulier industrielle, avait augmenté son poids numérique depuis l'après-guerre en termes absolus et par rapport à la force de travail globale : de 3410000 de 1951, on est passé à 4190000 en 1961 et à 4800000 en 1971. Dans la même période augmentent aussi les travailleurs du bâtiment de 500000 unités et des transports de 280000. Les

---

<sup>131</sup> Archives historiques Fondazione « Luigi Micheletti », Fond PCI, Enveloppe PCI Federazione bresciana, Relazione del compagno Gino Torri, al XVI congresso della Federazione bresciana del PCI, 1974-1975.

ouvriers de l'industrie et du bâtiment constituaient 22,9% de la force de travail en 1951, 29% en 1961 et 33% en 1971<sup>132</sup>.

Ensuite, depuis la fin des années 1960, elle jouait un rôle politique central par le biais des syndicats de la métallurgie FIM-FIOM-UILM au niveau national et encore plus fortement dans un département industriel par excellence comme Brescia. Ce constat était encore plus vrai au début des années 1970, avec la formation du syndicat unitaire des métallurgistes. La FLM avait acquis une hégémonie politique dans les faits aussi en dehors des usines, où elle était capable d'imposer l'agenda de discussion politique nationale et était impliquée dans à la direction de la plupart des mouvements de lutte qui traverseront le pays avec d'intenses mobilisations sur plusieurs sujets comme les droits civiles, l'égalité femme-homme, la lutte pour le redressement social et économique du sud d'Italie dont faisait parti la lutte contre le Mafia<sup>133</sup>.

### ***Les origines de la gauche du PCI à Brescia***

On a constaté que l'embryon de la gauche du PCI à Brescia, à la fin des années 1950, était formée par certains dirigeants et leaders d'usine de la FIOM locale qui menaient une opposition ponctuelle et non structurée dans le parti sans même se considérer un courant informel puis qu'ils n'étaient pas coordonnés entre eux, mais qu'ils se limitaient à défendre les positions de la FIOM face à une direction départementale hostile

Pendant les années 1960, les choses changent. Cette tendance informelle commence à se structurer et à avoir une audience plus large dans le parti en étant protagoniste d'un conflit continu avec la direction locale. Le développement des

---

<sup>132</sup> GINSBOURG Paul, *Storia d'Italia dal dopoguerra ad oggi. Società e politica 1943-1988*, Einaudi, Torino, 1989.

<sup>133</sup> LANARO Silvio, *Storia dell'Italia repubblicana. L'economia, la politica, la cultura, la società dal dopoguerra agli anni '90*, Marsilio, Venezia, 1997.



débats autour de la position classiste du PCI et du rapport avec le monde catholique et notamment son organisation politique clarifia la fracture entre la gauche et la droite du parti. C'est à ce moment que ce courant vit un développement numérique important avec le ralliement progressif de plusieurs délégués FIOM parmi les plus politiquement conscients. En effet, les sections du PCI dans les usines pendant cette première phase, furent la source principale de recrutement des militants. Celles-ci étaient présentes dans toutes les entreprises plus importantes, avec un fort développement au cours des années 1970. Le maximum est atteint à la fin de la décennie. En 1979, le PCI avait ainsi presque vingt-neuf mille adhérents dans le département. Il y avait trente-six sections d'entreprise pour un total de 3519 adhérents, soit 12% du total des adhérents du département de Brescia.

Ces sections étaient dirigées, dans la plupart des cas, par des cadres ouvriers et syndicaux de la FIOM avec des positions critiques envers la direction du parti, surtout dans les sections des grandes usines syndicalisées qui avaient maintenu le rôle de direction politique de l'opposition interne dans les années 1970<sup>134</sup>.

Les ouvriers entraient en contact avec la gauche du PCI passant par la CGIL et surtout la FIOM locale, qui avaient une zone d'attraction plus large que le parti. En effet, la majorité des communistes actifs dans le syndicat socialo-communiste à Brescia dans les conseils d'usine, mais aussi dans les groupes dirigeants (dans une moindre mesure) avaient des positions critiques et conduisaient une double bataille politique contre les positions modérées dans le syndicat et dans le parti, donc ils recrutaient directement parmi les ouvriers syndicalisés. Leur cible principale était la large couche de jeunes ouvriers qui avaient intégré massivement les usines entre 1960 et 1975 et qui avaient été protagonistes des intenses mobilisations ouvrières des années 1960-1970.

---

<sup>134</sup> Les sections d'usine les plus importantes étaient l'ATB avec 341 adhérents, la O.M. avec 358, l'Ideal Standard avec 280, la Pietra avec 214, l'Idra avec 119, la Caffaro avec 114, la Beretta avec 170, la TRW avec 106 et la LMI avec 137. Archives historiques « Fondazione Luigi Micheletti », Fond PCI, Enveloppe PCI Federazione bresciana, Seminario « caratteristiche della politica finanziaria del partito e autofinanziamento, a cura della Commissione di amministrazione del PCI di Brescia, 13-10-1979.

La radicalité de la FIOM de Brescia et la proposition que les délégués faisaient ouvertement aux jeunes salariés combatifs de rejoindre la bataille dans le parti communiste local dans la faction de gauche, peut être une explication de la faiblesse historique de l'extrême gauche au niveau d'organisations politiques et d'intervention dans les usines avec des propositions alternatives aux syndicats confédéraux. Les organisations d'extrême gauche avaient du mal à formuler une critique à gauche de la FIOM locale qui avait en plus une conséquence politique directe dans la bataille à l'intérieur du PCI local<sup>135</sup>

La gauche interne au PCI était également présente dans toutes les sections des quartiers populaires de la ville des Brescia où elle contrôlait le directif de certaines sections qui étaient d'ailleurs les plus nombreuses. Elle était aussi présente en force dans les sections des grands centres industriels des vallées Trompia, Sabbia et Gobbia et de la plaine située au sud du chef lieu (Bassa bresciana). Dans ces grandes municipalités étaient concentrées des grandes sections du parti avec une moyenne de 200 à 300 adhérents, (Chiari, Palazzolo, Sarezzo, Nave, Rovato, Gardone Val Trompia) avec des cas où il y avait jusqu'à 3 ou 4 sections par municipalité qui pouvaient avoir un nombre d'adhérents total proche de 800 personnes. (Bagnolo Mella, Lumezzane, etc.). et même s'ils étaient pas majoritaires, ils étaient capables de jouer un rôle et au moins d'avoir une présence visible.

Au contraire, le courant de gauche était faiblement présent en Vallée Camonica, à cause d'une réalité caractérisée par des petits villages et un phénomène de sous-industrialisation qui rendait la présence ouvrière dans les sections du PCI globalement faible. En général, la gauche du PCI était moins forte dans les sections des petits villages de tout le département où le nombre des ouvriers était moindre (il y avait plus de retraités et d'artisans) et où les permanents du parti avaient dans la plupart des cas une capacité de contrôle

---

<sup>135</sup> Voir l'interview de Claudio Bosio, délégué FIOM à l'usine Beretta et militant de "Democrazia proletaria".

majeur sur les positions politiques de la majorité parce qu'ils étaient à cause de la faiblesse organisationnelle, dans les faits les secrétaires de section<sup>136</sup>.

Malgré son implantation diversifiée et pas seulement concentrée dans les sections d'usine, les porte-paroles les plus importants de la gauche étaient les leaders syndicaux des grandes usines : Pier Luigi Guizzi, responsable de la section PCI d'usine de la OM-FIAT, Giuseppe Paderno, leader ouvrier à l'aciérie ATB, Bruno Campovecchi, plusieurs fois conseiller à la Commune de Brescia et responsable de la section PCI à l'usine chimique Caffaro S.P.A et Piero Modiano, responsable du syndicat d'usine à l'usine Idra. Cela à cause d'un mécanisme interne de sélection des dirigeants très sélectif et basé sur trois critères principaux : la provenance d'un milieu ouvrier, l'appartenance au syndicat, prioritairement à la FIOM locale et la formation dans des grandes batailles syndicales qui emmaillaient forcément l'histoire des grands complexes industriels<sup>137</sup>.

Il y avait aussi des dirigeants du courant gauche qui n'étaient pas issus du mouvement ouvrier voire du monde ouvrier. Ils étaient le fruit d'une division du courant centriste du parti survenue depuis 1960, une fois que ce dernier avait fait alliance avec la droite du PCI local. Les exemples majeurs sont Dolores Abbiati, sénatrice et cadre historique dans la Fédération communiste, puis Alberto Panighetti. La première, cadre du parti pendant la résistance et représentante parfaite de la direction issue du PCI clandestin, avait abandonné le corps central du parti une fois que celui-ci avait accepté de donner le secrétariat général de la Fédération à Terraroli, en se déplaçant soi-même vers la droite. Le second, devenu permanent du parti après sa carrière universitaire, était le représentant de cette couche d'étudiants universitaires que le parti avait embauché comme permanents pour les former à la direction politique. Panighetti, après avoir assumé la responsabilité de secrétaire du PCI de la ville de Brescia entre 1970 et 1975, devient critique envers la politique d'ouverture à la DC locale et finit par

---

<sup>136</sup> Archives historiques Fondazione « Luigi Micheletti », Fond PCI, Enveloppe PCI Federazione bresciana, Seminario « caratteristiche della politica finanziaria del partito e autofinanziamento, a cura della Commissione di amministrazione del PCI di Brescia, 13-10-1979.

<sup>137</sup> Interview à Giorgio Zubani. Responsable de la commission des usines du PCI de Brescia entre 1970 et 1972.

rallier la gauche du parti sur des positions autonomes<sup>138</sup>. Ces deux cas échappent au mécanisme de sélection classique, parce qu'ils sont intégrés dans le courant grâce à leur notoriété et leurs capacités politiques. Il faut constater qu'ils exprimeront toujours des positions autonomes de la gauche « ouvriériste » interne de laquelle on doit les considérer plutôt comme des alliés.

### ***L'isolement du courant de gauche dans le PCI local***

Malgré sa force numérique autour de 25%-30% au milieu des années 1970 et le poids politique grandissant de ses représentants, ce courant a toujours été très minoritaire dans les instances dirigeantes du parti local. La direction départementale, monopolisée par la droite, avait empêché l'accès aux places les plus importantes dans la structure du PCI aux membres de la gauche interne. Cela s'est vérifié pendant toute la période, si l'on excepte des tentatives éphémères de gestion unitaire de certaines commissions comme la commission des usines où des autres organismes secondaires du parti.

Au milieu des années 1970, la direction du PCI fut contrainte de donner la direction de la « commission usines » à un représentant de la gauche interne, parce que son poids dans le CGIL et son rôle de direction du mouvement syndical local ne permettaient pas de la laisser de côté. L'expérience de Giorgio Zubani à sa direction sera néanmoins très courte. Les affrontements furent continus à cause de la volonté de la direction du PCI départemental de contrôler le travail de la commission sans ne donner aucune autonomie à ses composantes et sans permettre le développement d'une réflexion et d'un travail politique, engendrant même la paralysie de la commission. Concrètement, la direction fédérale bloquait la mise en place des initiatives proposées par la commission des usines et

---

<sup>138</sup> Archives historiques Fondazione "Luigi Micheletti", Fond PCI, PAVANELLI Rosa, Alla ricerca di un PCI bresciano, *Punto e virgola*, février 1982.

empêchait ses représentants de prendre la parole aux initiatives politiques du PCI en changeant les orateurs. De plus, elle refusait de diffuser aux sections les documents d'analyse politique élaborés par la commission. Après un peu plus d'un an, Giorgio Zubani fut remplacé à la tête de la commission par Osvaldo Papetti, rangé aux positions de la direction fédérale du parti.

Nonobstant la faiblesse dans les couches dirigeants, ce courant était capable de lancer des batailles politiques d'une façon autonome, dans la plupart des cas, en opposition avec les directives de la direction locale ou nationale du parti. Cela était possible grâce à l'hégémonie que les ouvriers radicaux exerçaient dans la FIOM locale et par extension aussi en partie sur le secrétariat de la CGIL, qui devait tenir compte de la puissante branche de la métallurgie<sup>139</sup>. En plus, le poids que la FIOM locale avait dans le mouvement syndical était utilisé par les membres de la gauche du PCI pour pousser la direction locale du parti vers des positions plus radicales, vu sa réticence même à appuyer certaines mobilisations ouvrières au niveau local ou national. Aussi à la fin des années 1970, comme au début de la formation de la gauche du PCI à Brescia, on constate que la FIOM joue un rôle direct dans le parti, car les réflexions de ce courant étaient faites depuis les structures syndicales départementales plutôt que dans celles du PCI.

### ***Les rapports du PCI de Brescia avec la DC locale***

Il y a une question qui pour son importance, mérite d'être analysée séparément. Il s'agit des rapports du parti communiste avec la DC locale et son attitude envers l'administration du chef-lieu. Ce point devient l'axe central de l'affrontement entre les courants internes au PCI de Brescia pendant toute la période 1960-1980.

---

<sup>139</sup> TERRAROLI Adelio, *PCI, lotte operaie, trasformazioni sociali. Brescia negli anni sessanta e settanta, Op. cit.*

Pendant toutes les années 1950, le parti communiste était marginalisé dans un département où la DC avait une hégémonie non seulement au niveau électoral, mais aussi au niveau social et économique. Cela était possible grâce à la présence de l'église et des associations culturelles et d'assistance de tendance catholique bien enracinées dans tout le département et grâce à la présence catholique dans l'économie de Brescia à travers le contrôle de la plupart des coopératives et des banques locales, sans compter le contrôle exercé sur le secteur culturel (journaux, maisons éditoriales, etc.). Cette domination se manifestait dans la capacité de ce parti, à capter largement aussi les votes des quartiers populaires. Le maire de Brescia Bruno Boni : fut l'un des artisans de cette hégémonie : maire adjoint de 1946 à 1948 et puis maire de la ville de 1948 à 1975, Boni fut capable de stériliser l'opposition du PCI également sur le plan administratif en créant une collaboration officieuse avec les membres du parti dans le conseil de la ville et en atténuant les dynamiques contestataires grâce à la propension au compromis de la direction locale du PCI et à l'ouverture de la DC locale aux instances de la gauche et des classes moins aisées. En effet la DC de Brescia, grâce à l'action de son maire dans les moments les plus forts de la guerre froide et de l'affrontement social et politique au niveau national, maintint une ligne ouverte envers les classes populaires et ses organisations représentatives basée sur trois axes : le dialogue avec les partis de la gauche et l'ouverture envers leurs propositions (PCI-PSI), l'intervention en tant que médiateur de Boni dans les conflits du travail avec une position de neutralité entre les syndicats et les entrepreneurs et l'organisation d'œuvres sociales importantes (sanitaire, logement, récréative, etc.) dédiées aux salariés développées sous l'égide des associations collatérales à la DC ou de l'église catholique. Il faut aussi constater que depuis le début des années 1960, la DC locale se structure en courants visibles. Un courant de gauche monte en puissance dans les structures du parti catholique mais la présence forte de Bruno Boni avait été la garantie de l'unité d'un parti toujours plus déchiré au niveau national et locale entre une gauche et une droite interne. La politique d'ouverture vers les classes populaires et le parti communiste appliquée par le maire était le reflet de la présence forte d'une gauche interne au parti catholique. Cette situation dura jusqu'en 1975, quand à la fin du mandat de Boni à la mairie de Brescia, la gauche interne imposa la

candidature de Cesare Trebeschi, avocat proche de la mouvance de la gauche DC comme aboutissement d'un processus de conquête de la majorité dans la structure DC départementale<sup>140</sup>.

La nomination à la tête de la Fédération départementale d'Adelio Terraroli, en mars 1960, avait accéléré la dynamique de collaboration entre la DC et la Commune de Brescia, malgré le fait qu'officiellement le PCI local devait rester dans l'opposition. La dynamique politique nationale ne permettait ni ouvertures visibles ni collaborations programmées entre ces deux partis idéologiquement adversaires. M. Adelio Terraroli écrit dans sa petite biographie :

*« Déjà dans les quinze dernières années (1960-1975), les politiques de la Mairie de Brescia s'étaient développées dans un climat de plus mûre dialectique entre la majorité de centre-gauche et l'opposition communiste. Le groupe communiste au conseil municipal avait participé, malgré la répartition des rôles et des identités et avec des comportements au cas par cas critiques ou de convergence, aux choix et aux décisions de l'administration : des programmes de l'entreprise municipale ASM pour doter la ville d'un réseau de chauffage urbain et pour la modernisation du système de transport, à la mise en place d'un plan d'aménagement du territoire pour le développement des services sur le territoire et des zones vertes, pour rappeler les plus importantes »<sup>141</sup>.*

Ce débat concernant l'attitude envers le gouvernement DC du chef-lieu fut un facteur de cristallisation des positions politiques et surtout de différenciation en courants internes organisés. Au début des années 1970 la division devient évidente même au sein du groupe communiste dans le conseil municipal. Le groupe était divisé en deux factions. La première, majoritaire, était ouvertement dans une dimension gestionnaire d'inspiration social-démocratique qui mettait au centre la médiation institutionnelle et les rapports entre les directions

---

<sup>140</sup> Archives hémérothèque Queriniana, CORSINI Paolo, Il PCI e la questione cattolica : dal 1921 al partito democratico della sinistra, *Città & dintorni*, n.28-29, Brescia, juillet-octobre 1991.

<sup>141</sup> TERRAROLI Adelio, *PCI, lotte operaie, trasformazioni sociali. Brescia negli anni sessanta e settanta*, Op. cit, P.137.

politiques des partis majeurs. La seconde, formée par les représentants des puissantes sections d'usine et de certains quartiers populaires du PCI, proposait une politique d'opposition frontale avec le gouvernement démocrate-chrétien de la ville où le syndicat et les masses populaires devaient en tant que protagonistes des mobilisations, arriver à un gouvernement du PCI basé sur un programme de progrès sociaux substantiels<sup>142</sup>.

### ***La droite interne au PCI : développement et protagonistes***

Dans ce contexte, le centre du parti joue un rôle secondaire derrière le courant de droite que à partir du contrôle du secrétariat départemental en 1960 s'était renforcé après une bataille pour l'hégémonie dans les structures du parti au détriment des membres historiques du centre qui avaient eu difficultés à se différencier et avoir une ligne politique autonome.

La droite se renforçait aussi par l'afflux des nouveaux membres issus des classes moyennes salariées et des professions libérales. En effet, depuis la fin des années 1950, commencent à arriver dans les sections des enseignants, des techniciens, des indépendants et des artisans. Cela entraîne un changement des rapports de force des classes parmi la base et le groupe dirigeant du PCI, qui était formé précédemment par une majorité écrasante de personnes issues de la classe ouvrière. Ce phénomène explosa en 1968 avec la vague de mobilisation qui fit augmenter de quelque centaine de milliers le nombre des adhésions au PCI au niveau national pendant la première partie des années 1970<sup>143</sup>.

Mais seulement une partie de ces nouveaux membres adhèrent au courant de droite et certains eurent accès à la direction du parti local et national

---

<sup>142</sup> TEDESCHI Massimo, *Il palazzo e la città. Storia del consiglio comunale di Brescia (1946-2006)*, Grafo Editore, 2008.

<sup>143</sup> CORSINI Paolo, ZANE Marcello *Storia di Brescia. Politica, economia, società 1861-1992*, Editori Laterza, Roma-Bari, 2014.



pendant les années 1970. Les exemples locaux plus célèbres sont les frères Gianfranco et Gianpietro Borghini, issus d'une famille de la moyenne bourgeoisie de la ville de Brescia. Le premier fut responsable nationale de la Fédération de la jeunesse communiste entre 1969 et 1972 et puis responsable du secteur industrie du PCI national. Le deuxième, correspondant londonien de la revue du parti « Rinascita » entre 1968 et 1970, vice-directeur de « l'Unità », journal officiel du parti. Il devint ensuite secrétaire départemental du PCI de Brescia entre 1976 et 1981 et une fois abandonné le PCI, fut élu maire de Milan entre 1992 et 1993 avec le PSI de Bettino Craxi<sup>144</sup>. On constate pendant les interviews que les délégués syndicaux et les ouvriers du parti communiste appellent la direction du PCI de Brescia, « le parti des avocats et des notaires ». Il le font avant tout parce que les parlementaires et les membres de la direction de la droite du parti étaient tous issus des classes aisées comme les mêmes frères Borghini, l'avocat Francesco Loda, élu parlementaire du PCI dans la circonscription de Brescia et le notaire Franco Barzellotti.

Globalement, la droite était faible dans les sections et parmi les militantes de base, mais elle était particulièrement importante dans la direction du PCI. Cela est explicable en partie à cause de la structure même du courant et de ses mécanismes de promotion. Ils étaient basés sur trois filières : la cooptation des jeunes militants issus des universités et sélectionnés directement dans les sections par les anciens membres de ce courant dans l'appareil des permanents, la candidature aux élections des indépendants avec l'argument qu'ils étaient des professionnels dans un domaine (avocats, notaires, ingénieurs, etc.), donc pour la plupart issus des classes supérieures et qui ne partageaient pas l'approche du PCI comme parti d'opposition au système. Enfin la droite du PCI à Brescia recrutait aussi dans trois organisations professionnelles liées au PCI : la Ligue des coopératives, la Confédération nationale de l'artisanat et de la petite et moyenne industrie et l'association des cultivateurs directs. Ils rentraient dans l'appareil politique du PCI ou dans les institutions en tant que représentants de leur association et d'une couche spécifique de la classe moyenne, la plus progressiste.

---

<sup>144</sup> Archives historiques Fondazione « Luigi Micheletti », Fond PCI, La scommessa del dopo-patriarchi, *Punto e virgola*, Brescia, Mars 1983.

Ils voyaient cette stratégie comme une façon d'infléchir les positions de l'aile droite et la seule façon de lui imposer des choix politiques et des prises de position publiques. Ils n'exprimaient pas une forme locale d'ouvrierisme vu qu'ils ne pronaient pas une forme de separation de la classe ouvriere des organisations politiques et syndicales traditionnelles au nom de sa superiorité politique et culturelle.

En général, la plupart des dirigeants les plus importants de ce courant étaient rentrés par cooptation dans les équipes de direction du parti, sans faire une formation politique à travers le militantisme dans les sections et dans les organismes de direction moins importants, ou en tant que permanents politiques.

### ***La question des rapports entre DC-PCI départementales dans les années 1970***

La difficulté du corps central du parti à se différencier de la position de la droite interne réside dans la stratégie politique nationale du PCI qui avait validé politiquement les perspectives de la direction départementale. L'ouverture de Berlinguer au dialogue avec le monde catholique après les mobilisations de la fin des années 1960 et le lancement de l'idée du « compromis historique » en 1973 avaient poussé encore plus loin la tentative de collaboration avec la DC au niveau local. Berlinguer croyait que, pour mettre en place le projet des « réformes de structure », la stratégie du PCI devait consister à unir les forces de gauche dans le cadre d'une convergence avec les forces gouvernementales. Pour la direction départementale de PCI, c'était encore plus vrai dans le contexte de Brescia où il existait un catholicisme démocratique de haut niveau intellectuel, ouvert au

dialogue avec les oppositions, socialement engagé envers les classes populaires et avec une tradition de bonne administration<sup>145</sup>.

Au contraire, la gauche du parti pensait que ce n'était surtout pas le moment de penser à des alliances avec les partis modérés. L'Italie était dans un contexte de mobilisations massives qui étaient le reflet d'une demande généralisée d'un changement profond du système politique et de gouvernement que la DC avait représentée pendant trente ans de gestion ininterrompue. Les couches intermédiaires commençaient à voter massivement pour le PCI et à militer dans ses structures politiques. On constate ce phénomène aussi au niveau local, malgré la faiblesse historique du parti dans cette zone d'Italie où la sous-culture blanche était très forte. En effet, entre 1968 et 1975 le PCI s'enracine sur le territoire : il ouvre plusieurs sections, d'autres deviennent plus grandes et en général, il augmente le nombre de ses adhérents qui dépasse le 35000. Dans des nombreuses localités s'ouvrent des sièges du parti, des cercles ARCI et des « Case de popolo » ; grandes structures où, à côté des meetings politiques, sont organisées des événements culturels, récréatifs et de soutien aux classes populaires et au parti communiste. Le PCI vit également une ascension extraordinaire au niveau électoral en parallèle avec les résultats nationaux. En

---

<sup>145</sup> « Au sein du PCI nous avons mené de vraies batailles ; en tant qu'aile gauche nous arrivions à peser même si le PCI avait toujours été entre les mains d'avocats. Le PCI local était un parti très modéré, même si sur le Directif de la fédération il y avait des gens comme Modiano de l'Idra, Paderno de l'ATB et moi de l'OM. A l'occasion du compromis historique à Brescia il y a eu une assemblée générale parce que les usines n'étaient pas d'accord et avant cette réunion nous avons fait des réunions des sections du PCI pour protester, même dans ce cas nous nous sommes "autoconvoqués". Ainsi le PCI a envoyé le camarade Gianni Cervetti du secrétariat national (un stalinien). Avec quatre autres représentants des conseils d'usine, nous avons parlé dans le débat, exprimant notre opposition et Cervetti a répondu : «Vous avez peut-être raison, mais dans le parti il y a eu plein de cadavres qui ont eu raison. Il vaut mieux avoir tort avec le parti que raison contre lui ". J'ai eu des frissons. Il y avait Gianni Pedò, qui, à cette époque, était le secrétaire de la FIOM de Brescia, qui nous a dit de nous taire et de ne plus parler parce que nous risquions d'être expulsés du parti. Même quand il y a eu la fameuse assemblée au Teatro Lirico pour protester contre la politique de l'Eur, j'ai reçu l'ordre impératif du PCI provincial de ne pas y aller. Les délégués pouvaient partir. Selon eux, moi je ne pouvais pas parce que j'étais secrétaire de section. Je les ai tous envoyés se faire foutre et je suis allé à l'assemblée ». Interview à Pier Luigi Guizzi. Délégué syndical FIOM-CGIL et Secrétaire de la section PCI à l'usine OM-FIAT.

effet dans les élections administratives de 1975 au niveau italien le PCI passe de 27,1% de 1972 à 33,4%, à seulement 2 points de la DC qui était à 35,3%<sup>146</sup>.

Dans le département, le PCI eut une progression électorale importante. Il passa de 10 à 14 conseillers au conseil municipal de Brescia, de 6 à 10 dans le conseil départemental et il conquiert, en alliance avec le PSI, plusieurs mairies importantes comme Desenzano del Garda, Lonato, Castenedolo, Nave, Pisogne et dans les élections politiques de 1976 il passe de 2 à 3 députés (Dolores Abbiati, Adelio Terraroli, Gino Torri)<sup>147</sup>.

### ***Le maire Cesare Trebeschi et la saison des « Larghe intese »***

Malgré la forte opposition d'une partie de la base militante du parti, surtout celle liée à la FIOM, la direction locale du PCI profite de la politique d'ouverture à la DC du secrétaire national Berlinguer pour proposer un pacte de gouvernement au parti catholique local. En effet, Brescia fut l'une des premières villes à mettre en pratique la politique des « Larghe intese ». Le nouveau Maire Cesare Trebeschi, après quelques mois de gouvernement avec le soutien de la DC forma en septembre 1975 un cabinet soutenu par une coalition DC-PSI-PSDI-PRI avec la signature d'un accord de programme avec le PCI en échange de son abstention. Le parti eut, suite à cette décision, un débat rude dans les sections et dans le conseil municipal même. Les conseillers de la gauche interne s'opposèrent publiquement, désobéissant ouvertement aux règles du centralisme démocratique qui imposait de ne pas sortir publiquement avec des prises de position contre la ligne du groupe dirigeant. Cette période dura trois ans, entre 1976 et 1979. Il s'agit du modèle du « gouvernement des abstentions » qui

---

<sup>146</sup> Sur la percée électorale du PCI au niveau national en 1975 voir VITTORIA Albertina, *Storia del PCI 1921-1991*, Carocci, Roma, 2006.

<sup>147</sup> TERRAROLI Adelio, *PCI, lotte operaie, trasformazioni sociali. Brescia negli anni sessanta e settanta*, Op. cit, P.125.

s'étendit dans plusieurs villes et zones périphériques, en concomitance avec la tentative de former un gouvernement de la DC avec l'abstention du PCI, grâce à un programme de réformes issu d'une négociation<sup>148</sup>.

### ***Le pan-syndicalisme : stratégie de la gauche du PCI***

Dans ce contexte d'isolement prolongé, la stratégie de la gauche du PCI de Brescia était développée autour d'un axe central. Elle voulait, à travers le contrôle de la FIOM locale et en ayant la majorité dans la Fédération unitaire de la métallurgie, réussir à transférer dans les faits la direction de la lutte politique au syndicat avec l'objectif de stériliser la direction départementale du PCI surtout sur les thèmes syndicaux et sur celui du travail.

Cette stratégie à la limite du pansyndicalisme n'était pas faite par des militants de petits groupes extraparlimentaires de l'extrême gauche avec le but de nuire à un parti « adversaire », mais par des dirigeants ouvriers qui, dans l'écrasante majorité des cas, étaient adhérents ou sympathisants du parti communiste et menaient une bataille quotidienne dans ses organismes contre la direction modérée<sup>149</sup>. Ils voyaient cette stratégie comme une façon d'infléchir les positions de l'aile droite et la seule façon de lui imposer des choix politiques et des prises de position publiques.

---

<sup>148</sup> Sur les gouvernements de « Solidarietà nazionale » voir COLARIZI Simona, *Storia politica della Repubblica 1943-2006*, Laterza, Roma-Bari, P. 139-147.

<sup>149</sup> « A Brescia, à gauche du PCI, il y avait quelque chose mais il n'y a jamais eu grande chose. L'aile ouvrière du PCI a joué le rôle d'organiser les travailleurs dans les usines. Le rôle qui a joué Lotta continua à Mirafiori. A Brescia il y avait de petits partis d'extrême gauche mais ils étaient insignifiants. Dans le département, ce rôle central et incontesté a été joué par les délégués FIOM au sein du syndicat et par les sections du PCI des usines. La gauche à l'intérieur du PCI avait mené de vraies batailles, comme la gauche nous pouvions peser même si le PCI avait toujours été entre les mains d'avocats ». Interview de Pier Luigi Guizzi, secrétaire de la section du PCI à la OM-FIAT et délégué syndical FIOM-CGIL.

En général, elle donnait une importance majeure à l'activité dans le syndicat et un rôle prééminent au syndicat dans la bataille politique locale par rapport au parti qui était toujours mis au second plan. Au contraire, la force immense qu'elle avait à travers la FIOM dans les moyennes et grandes usines de la mécanique-métallurgie permettait à ces syndicalistes radicalisés de jouer un rôle politique direct, sans la médiation d'un parti qui avait des positions politiques modérées sinon clairement hostiles à la ligne politique exprimée par la FIOM locale.

Giuseppe Benedini, dirigeant syndical de la FIOM-CGIL est l'un des plus importants représentants de la gauche du PCI à l'usine FIAT et dans la fédération communiste, explique la vision de la gauche ouvriériste du rôle du PCI, du syndicat et de son intervention à l'intérieur de ses structures politiques:

*« Nous n'avons jamais eu l'objectif de prendre la tête du parti, car en tant que FIOM de Brescia, nous avons maintenu le travail syndical à l'écart de celui du parti et en tant qu'aile gauche du PCI, nous ne voulions pas vraiment prendre le pouvoir parce qu'on considérait le parti un peu comme une entité étrangère à nos conditions et nos besoins que nous pourrions exprimer et parfois résoudre avec le syndicat. Bien sûr, nous avons toujours gardé un pied dans le parti parce que nous comprenions l'importance d'avoir une représentation politique pour affirmer les motivations des travailleurs, mais nous avons une idée tellement forte de l'autonomie syndicale et du rôle du syndicat que le parti était toujours en arrière-plan. Nous étions un peu « pan-syndicaux » où « ultra-syndicaux », nous n'avons jamais eu l'idée de partir à la charge pour gagner la direction du parti »<sup>150</sup>.*

---

<sup>150</sup> Interview de Giuseppe Benedini. Membre de l'exécutif du Conseil d'usine à la OM-FIAT.

## ***Le congrès du PCI de Brescia en 1977***

La seule fois que les ouvriers de la gauche du PCI mènèrent une bataille ouverte en présentant une candidature alternative fut pendant les congrès du parti de 1977, en proposant Giorgio Zubani comme candidat à la place de secrétaire départemental sortant. Même dans ce cas, ils ne voulaient pas prendre le contrôle du parti, mais chercher de tempérer leur isolement politique local et national, sans même penser pouvoir gagner le congrès et gérer la Fédération communiste de Brescia. Ils tentèrent cette stratégie pour profiter du poids important qu'ils avaient acquis dans le syndicat communiste et des doutes importants qui circulaient parmi la base sur la politique du compromis historique.

Les témoignages des ouvriers et délégués syndicaux membres de la gauche semblent pencher en faveur de cette interprétation des faits. Ces militants pensaient qu'il était impossible de pouvoir gagner le congrès et après gérer la fédération communiste, non seulement à cause du contrôle que l'appareil avait sur la vie interne et sur les sections, mais aussi à cause d'une forme de « centralisme démocratique » particulièrement rigide, qui, selon les membres de la gauche syndicale, était décliné dans une forme de contrôle bureaucratique sur le débat interne, l'élection des groupes dirigeants locaux et l'embauche des permanents<sup>151</sup>.

Cela émerge de l'interview de Luciano Betella, permanent de la FIOM-CGIL et militant du PCI de Brescia :

*« Le PCI de Brescia a été influencé par l'aile droite des deux frères Borghini. C'est pour cette raison que les grandes mobilisations des années 1970 de cette ville ouvrière ne se sont pas traduites par un vote pour le parti. Beaucoup de travailleurs*

---

<sup>151</sup> Voir par exemple l'interview de Giuseppe Benedini. Membre de l'exécutif du Conseil d'usine à la OM-FIAT.

*ne voyaient pas beaucoup de différence entre la direction locale du PCI et la gauche chrétienne-démocrate. Au niveau départemental, en tant que gauche du PCI, nous ne comptons pour rien ; au fil des ans, nous avons été évincés de tous les groupes dirigeants, des diverses commissions et instances organisationnelles et politiques du parti. Beaucoup de camarades d'usine pensaient que cela ne valait pas la peine de se mélanger. Quand il y avait une liste de candidats à présenter par exemple au conseil municipal, on disait qu'il était inutile de mener une bataille, parce que de toute manière ne pouvait rien changer et on n'aurait élu personne. Nous avons mené une bataille forte seulement une fois. Au cours d'un congrès, une bataille a eu lieu contre la droite interne. Nous voulions élire, Giorgio Zubani secrétaire départemental, à la fin des années 1970, mais il est devenu secrétaire Borghini. Nous avons été vaincus et l'appareil a gagné »<sup>152</sup>.*

En effet, tout l'appareil local était sur des positions modérées comme d'ailleurs le parti au niveau régional (le secrétaire régional était Cervetti, membre de l'aile droite) et national où il y avait une majorité du centre représenté par le secrétaire Berlinguer et de la droite de Giorgio Napolitano, Gerardo Chiaromonte et Emanuele Macaluso rassemblés autour de la proposition du compromis historique<sup>153</sup>.

### ***Le Congrès du PCI de 1979***

La situation commence à changer à la fin des années 1970. Le congrès du PCI de Brescia de 1979, en préparation du XV<sup>e</sup> Congrès national de Rome, fut le

---

<sup>152</sup> Interview de Luciano Betella, permanent de la FIOM-CGIL et militant du PCI de Brescia.

<sup>153</sup> Archive historiques Fondazione « Luigi Micheletti », PAVANELLI Rosa, Il PCI che amministra la gente. Come si sono mossi e che idee hanno i comunisti che agiscono nelle istituzioni locali. Il rapporto con il partito, idee per gestire la cosa pubblica, *Punto e virgola*, 1982.



théâtre d'une bataille très forte au sujet du bilan du compromis historique au niveau national, mais surtout de sa déclinaison au niveau local avec le soutien au maire Cesare Trebeschi, expression de la gauche du monde catholique et personnalité indépendante à la structure du parti catholique qui était le cheval de bataille de l'aile modérée majoritaire du PCI. Le débat devient très fort, parce qu'au niveau national aussi des secteurs proches du secrétaire Berlinguer et lui-même avaient commencé à mettre en doute les résultats de cette alliance avec les partis modérés. Au niveau local, on constate la même situation, avec une partie importante du courant du centre qui commence à critiquer les résultats de cette politique et à mettre sur la table d'une façon évidente la possibilité de changer de stratégie et passer à l'opposition aussi dans le conseil municipal<sup>154</sup>.

De son côté l'aile gauche proposait ouvertement d'abandonner la ligne de compromis avec la DC. Si depuis le début ils étaient contre cette idée, en 1979 ils proposèrent un bilan des résultats de cette expérience. Pour eux cette idée d'alliance entre les deux plus gros partis populaires avait failli d'abord au niveau local (mairies, départements, régions) à cause des résultats très limités que le PCI avait obtenu dans les villes où il avait soutenu le gouvernement démocrate-chrétien sur un programme convenu. De même au niveau national, le PCI, de leur point de vue, avait été utilisé par le parti de majorité pour récupérer de la crédibilité aux yeux des électeurs. De son côté le PCI n'avait pas été capable de déclencher, avec sa présence dans les institutions, ni un renouvellement démocratique cohérent, ni de développer des méthodes de gouvernance. Pour la gauche interne, la présence dans les institutions sans avoir la possibilité d'implanter des réformes structurelle de l'Etat et des changements visibles de la façon d'administrer les villes, avec le temps, était en train d'éroder la nouvelle base électorale que le PCI avait acquis surtout parmi les jeunes et la petite bourgeoisie urbaine<sup>155</sup>.

La ligne contraire à la continuation du rapprochement avec la DC sortit battue du Congrès local et national du PCI, mais devint la ligne officielle du parti quelque temps après. Plusieurs facteurs avaient amené à un changement de

---

<sup>154</sup> MAGRI Lucio, *Il sarto di Ulm. Una possibile storia del PCI*, il Saggiatore, Milano, 2011.

<sup>155</sup> PANIGHETTI Alberto, *Gli occhi su Brescia. La città trent'anni alla ribalta tra Concilio e la fine dei Partiti*, Libereedizioni, Brescia, 2016, P. 293-294.

situation. D'abord l'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades rouges avait affaibli cette option politique à l'intérieur du parti catholique, même si après son assassinat un gouvernement d'unité nationale dirigé par Giulio Andreotti avait été formé pour répondre à la menace terroriste. Aldo Moro était le garant du compromis historique auprès des différents courants internes du parti, qui étaient très fragmentés, et ils l'étaient encore plus sur ce sujet. En effet, après sa mort, la DC avait pris un tournant modéré avec la formation d'une nouvelle majorité à l'intérieur du parti favorable à l'abandon de la perspective d'ouverture aux communistes. De plus, au cours de l'année 1979, dans le PCI, le débat était devenu plus intense et une partie de plus en plus grande des dirigeants croyait nécessaire un changement de stratégie politique. En effet, suite à l'incapacité du gouvernement dans la gestion du tremblement de terre dans la zone de l'Irpinia en 1980 et plus généralement suite à un bilan global fait par la direction nationale du PCI et en particulier de son secrétaire Enrico Berlinguer, fut lancée la perspective de l' « alternative démocratique »<sup>156</sup>.

### ***Droite et gauche interne au PCI et les luttes syndicales***

Dans la Fédération de Brescia les positions de la droite interne étaient ouvertement contre l'idée de relancer une politique d'opposition sociale en s'appuyant sur les mobilisations ouvrières. En effet, la critique plus forte que faisait la gauche interne à la direction du parti visait le manque de soutien aux grands luttes nationales et le tiède appui donné aux mobilisations locales contre les restructurations industrielles, les fermetures d'usine et le renouvellement toujours plus difficile des accords d'usine dans le contexte de l'éclatement de la deuxième crise pétrolière. Le sujet devint d'autant plus important en 1980, quand commença une contre-offensive de la Confindustria, qui voulait profiter de la

---

<sup>156</sup> BARBAGALLO Franco, *Enrico Berlinguer*, Carocci, Roma, 2006.

faiblesse des syndicats pour proposer au gouvernement une politique économique d'aide aux entrepreneurs et d'austérité salariale, à côté d'une mobilisation générale pour affaiblir le pouvoir du syndicat dans les usines syndicalisées.

Les positions de condamnation exprimées par Gianpietro Borghini, secrétaire départemental du PCI envers la résistance des salariés aux restructurations industrielles comme on le constate lors de la mobilisation contre le plan social massif à la FIAT de Turin en 1980 qui prévoyait 23000 licenciements étaient un exemple de cette ambiguïté.

Borghini et la droite du parti à Brescia étaient totalement contre cette mobilisation. Ils se déclaraient d'accord avec cette restructuration profonde du groupe FIAT et ils pensaient qu'une restructuration générale pour redresser l'appareil productif national et pour donner aux entrepreneurs une marge plus importante de profits. De plus, ils s'opposèrent publiquement aux formes de luttes radicales utilisées par les syndicats à Turin comme le blocus des entrées de l'usine et des magasins de stockage des matériaux et des produits finis. Au contraire, les militants FIOM de Brescia, surtout de l'usine OM-FIAT étaient engagés en première ligne en participant aux blocus des entrées à Turin et à une longue grève de solidarité dans le site productif de Brescia. Ces prises de position du secrétaire départemental du PCI se déployaient au moment même où Enrico Berlinguer, secrétaire national du PCI, exprimait pendant un meeting géant en face de l'usine FIAT Mirafiori sa solidarité et la disponibilité du PCI pour soutenir toutes les luttes décidées démocratiquement par les assemblées des délégués et des travailleurs. En effet, Berlinguer pensait qu'il s'agissait d'une lutte défensive centrale pour faire barrage à la volonté de revanche du patronat italien. Dans cette entreprise, symbolique pour le fait d'être la plus grande usine FIAT d'Italie et pour le nombre des travailleurs impliqués, la famille Agnelli voulait démarrer une offensive générale au niveau italien pour briser le contrôle des rythmes de travail et la force immense de négociation du syndicat, en expulsant les militants politiques et les cadres syndicaux des lieux de production<sup>157</sup>.

---

<sup>157</sup> Sur la position du secrétaire départemental Piero Borghini concernant les restructurations industrielles et les luttes défensives contre les fermetures d'usines voir Archives historiques

## ***Le deuxième Berlinguer : le changement de ligne au début des années 1980***

La lutte à la FIAT est un évènement symbolique aussi pour le changement de phase dans le PCI. Depuis 1980 les choses commencent à changer au niveau national avec le tournant d'opposition sociale et politique du « deuxième » Berlinguer<sup>158</sup>. Le changement de phase impacte aussi le département de Brescia. L'alliance substantielle entre le centre et la droite du parti qui avait tenu de 1960 à 1979 commence à se fissurer.

En effet, ensuite à ce changement de ligne nationale, à Brescia, les ambiguïtés deviennent encore plus importantes, quand la droite interne décide d'appuyer, sans beaucoup d'enthousiasme, la ligne de l'alternative démocratique, pour maintenir ses positions de pouvoir dans le parti et les institutions locales. Avec cette manœuvre, la droite espérait pouvoir garder sa ligne de compromis avec la DC locale sans subir des critiques de la part de la direction nationale du parti. En effet, comme nous l'avons vu, la ligne d'opposition était selon eux moins valable pour le contexte local où la DC avait des positions plus à « gauche ». A la fin des années 1970, le courant de droite occupait encore des positions clés dans l'organigramme du parti, avec Piero Borghini, secrétaire départemental, Adelio Terraroli, député national et Francesco Loda, porte parole au conseil communal<sup>159</sup>. Cette situation d'ambiguïté flagrante fut résolue en 1981 avec un changement de majorité dans la direction du parti local. En effet, le retard dans la

---

Fondazione "Luigi Micheletti", Relazione del segretario provinciale Piero Borghini, XVIII congresso della federazione bresciana del PCI, 1-4 mars 1979.

<sup>158</sup> Certains historiens et journalistes italiens distinguent deux périodes du secrétariat du PCI de Enrico Berlinguer. La première période avec comme fait central la proposition du compromis historique et les gouvernements de « *solidarietà nazionale* » qui se déroulèrent pendant les années 1970. La seconde période, entre 1980 et 1984, est caractérisée par le virage du PCI sur la politique de « *l'alternativa democratica* », donc la fin de l'alliance avec la DC et le redémarrage d'une ligne d'opposition politique et syndicale très forte. Le deuxième Berlinguer est celui de la seconde période. BARBAGALLO Franco, Enrico *Berlinguer, Op. cit.*

<sup>159</sup> Archives historiques Fondazione « Luigi Micheletti », Fond PCI, AA.VV., *Quanti occhi sui comunisti bresciani, Rivista Punto e virgola*, Février 1983.

mise en pratique au niveau local de la nouvelle ligne nationale d'opposition à la DC était insoutenable à long terme donc c'est à ce moment que le courant centriste qui défendait les positions du secrétaire Berlinguer revint dans les jeux<sup>160</sup>.

### ***La droite du PCI contre Berlinguer***

Le secrétaire général proposait le passage à l'opposition du PCI et donc, pour le courant centriste du parti, émerge alors la nécessité de se différencier des positions des « miglioristi<sup>161</sup> » qui commençaient à devenir fermement anti-Berlinguer et évoquaient ouvertement l'idée de la liquidation idéologique du parti pour la construction d'une force plus large avec le PSI et les autres forces laïques. En effet, le courant de Giorgio Napolitano était toujours plus loin des positions qui commençaient à émerger au niveau national avec le virage d'Enrico Berlinguer vers l'opposition à la DC.

Ils avaient commencé à contester ouvertement les choix du secrétaire général, également en ce qui concerne la dure attaque que Berlinguer avait porté contre la corruption du système politique en dénonçant l'existence d'une « question morale » qui endommageait en profondeur les institutions et le système productif du pays. Le PCI, ayant tenté une alliance avec les partis de gouvernement pendant la période 1976-1979, avait finalement compris que, non seulement la DC, mais tout le système politique italien était corrompu et incapable de s'auto-réformer, donc qu'un changement radicale des rapports de

---

<sup>160</sup> <sup>160</sup> Archives historiques Fondazione « Luigi Micheletti », Fond Pci, Enveloppe PCI Federazione bresciana, ABBIATI Dolores, Permangono ambiguità nel rapporto con la DC, Tribuna congressuale, Supplemento a "Bresciadomani" n.20, fascicolo n.1, dicembre 1982.

<sup>161</sup> Le "migliorismo" est un terme créé par le philosophe Salvatore Veca pour définir un courant politique développé dans le PCI. Cette mouvance soutenait la possibilité d'améliorer (migliorare) de l'intérieur, sinon d'accepter le capitalisme, à travers des réformes graduelles dans le cadre d'une politique social-démocrate qui abandonnait la posture conflictuelle envers le système.

force politiques envers le PCI était nécessaire; premièrement parce que les communistes n'étaient pas affectés par un vaste phénomène de corruption qui semblait investir surtout les partis de gouvernement à tous les niveaux. Pour expliquer ceci, Berlinguer parlait en janvier 1981 dans une interview sur le 60<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance du PCI de « la diversité des communistes ». Une diversité qui était à la fois politique, et s'expliquait surtout par l'élaboration récente du communisme italien par rapport à celui de l'Union soviétique, et morale pour le refus de l'individualisme de la société capitaliste et donc des ses réflexes de corruption dans la gestion de la chose publique. En effet, à part quelque cas isolés au niveau local, le PCI semblait être immunisé contre ce type de phénomènes. L'aile droite voyait en général dans la nouvelle ligne d'opposition proposée par Berlinguer et en particulier dans les débats sur la corruption un élément de sectarisme dangereux, qui pouvait avoir des retombées négatives immédiates, et éloigner le PCI de toutes les options réalistes pour accéder au gouvernement comme une alliance avec la DC ou avec le PSI. De plus, la nouvelle radicalité de Berlinguer et sa défense fière de l'actualité de la « voie italienne au socialisme » bloquait, dans les faits, la transformation du PCI en un parti social-démocrate aussi capable de dialoguer avec des secteurs sociaux plus amples comme les travailleurs indépendants et les entrepreneurs dans le but de proposer une nouvelle alliance au PSI sur un programme des réformes graduelles, ancrées sur la modernisation des institutions et du système productif italien<sup>162</sup>.

---

<sup>162</sup> MAGRI Lucio, *Il sarto di Ulm. Una possibile storia del PCI*, *Op. cit.*

## ***1979-1981 : une période de transition***

C'est dans ce contexte que la gauche interne cherche à changer les rapports de force dans les groupes dirigeants. Elle mène une bataille de pouvoir dans le parti à travers la tentative de diminuer les places contrôlées par la droite dans les institutions. Elle partait pour cela de trois constats : premièrement que la droite était majoritaire dans la direction et entre les élus, mais était très faible parmi la base militante. Deuxièmement, que c'était le moment d'agir vu le tournant d'opposition pris par le secrétaire général Berlinguer en 1980, qui favorisait dans les faits un changement de majorité locale et l'exclusion de la droite de la position de direction de la fédération départementale. Troisièmement, que la reprise de vigueur de leurs positions dans les institutions ainsi qu'affaiblir la droite aurait renforcé leur position aussi à l'intérieur du parti. Ensuite la gauche du PCI aurait pu négocier avec la nouvelle majorité centriste que semblait s'envisager, toujours dans une optique de faire pression dans le parti pour le pousser la direction à prendre des positions plus proches de l'action de la FIOM de Brescia. Il y a deux événements qui marquent cette période de passage et de changement des rapports de force à l'intérieur de la Fédération de Brescia entre 1979 et 1981.

### ***L'ouvrier Pierluigi Guizzi au parlement***

Le premier événement se déroule pendant les élections politiques du 1979. Une bataille de préférence<sup>163</sup> est organisée par la gauche interne avec

---

<sup>163</sup> En Italie, le mode de scrutin est différent de celui de la France. D'abord il y a un bulletin de vote unique où sont présentés tous les logos des partis et le vote s'exprime en faisant une croix sur l'un des symboles. En outre, dans plusieurs élections, comme c'est le cas dans les deux exemples cités dans le texte, il est possible d'exprimer une ou plusieurs "préférences". L'électeur peut choisir, en écrivant le nom sur le bulletin, de donner une "préférence" à un ou plusieurs candidats issus d'une liste présentée par chaque parti. Il paraît évident que cela engendrait une bataille entre les

l'objectif d'élire député Pier Luigi Guizzi, ouvrier OM-FIAT et représentant du courant de gauche dans le parti. Cette bataille de préférences aboutit à un résultat extraordinaire. Pier Luigi Guizzi fut élu député avec une énorme quantité des préférences exprimées dans les isolements, mais la direction locale empêcha son élection au parlement, en le laissant dans le rôle de premier des « non élus », à travers les manoeuvres possibles par le mécanisme de démission des chefs de listes élus dans différentes circonscriptions. La pratique courante était de présenter les dirigeants majeurs du parti dans plusieurs circonscriptions pour une question de prestige et pour contrôler l'accès au parlement avec le mécanisme des élections et démissions. Dans ce cas, la direction locale du parti avec l'appui de l'aile droite nationale avait utilisé en sa faveur les méthodes bureaucratiques pour empêcher l'élection d'un ouvrier de la FIOM-CGIL locale connu pour ses positions contestataires<sup>164</sup>.

### ***Les élections municipales de 1980***

La deuxième tentative importante de changer les rapports de force eut lieu pendant les élections municipales de 1980. Après les élections politiques de 1979, le PCI avait élu député Francesco Loda ; il était donc nécessaire de trouver un remplaçant à la direction du groupe dans le conseil de la Ville de Brescia. L'aile gauche réussit à imposer l'élection de Panighetti, opposé au compromis historique et aux « larghe intese » au niveau municipal, mais jugé plus acceptable

---

différents courants d'un même parti, pour faire élire des candidats qui les représentent. C'est dans ce sens que l'on utilise la formule "bataille de préférences".

<sup>164</sup> « Je voudrais raconter une anecdote. J'ai été candidat au Parlement pour le PCI en 1979. Grâce à l'excellent travail de préférences que nous avons fait, j'ai été élu député, mais le parti départemental n'était pas d'accord. J'avais dépassé celui qui selon la décision du parti devait être élu et la direction du PCI de Brescia ne voulait pas au parlement d'un comme moi, représentant des positions radicales de la FIOM au sein du PCI. Finalement ils m'ont fait retirer grâce à un jeu de démissions de dirigeants dans diverses circonscriptions. J'ai été un parlementaire 15 jours ». Interview de Pier Luigi Guizzi, secrétaire de la section du PCI à la OM-FIAT et délégué syndical FIOM-CGIL.



par la direction du parti parce qu'il n'était pas issu du courant syndical et pour la capacité de gestion équilibrée qu'il avait démontrée lors de son expérience en tant que secrétaire du PCI de la ville de Brescia. Suite à la conquête de cette position, la gauche commence à réfléchir à l'idée de former une majorité dans le groupe des conseillers. L'objectif était de lancer une vraie politique d'opposition et d'avoir un point d'appui institutionnel pour soutenir politiquement les mobilisations et les rendez-vous organisés par les sections « dissidentes » du parti dans les usines et dans les quartiers. Cela était nécessaire à cause de la difficulté causée par le monopole exercé par la droite interne sur toutes les charges institutionnelles, droite qui appliquait un boycott plus ou moins évident des initiatives en dehors de la ligne officielle. Les élections municipales de 1980 à Brescia furent caractérisées par une bataille de préférences entre les deux factions du parti avec le but de conquérir la majorité des conseillers municipaux élus.

Avant les élections, la direction avait confirmé le représentant de la gauche interne Alberto Panighetti en tant que chef du groupe des conseillers. En contrepartie, selon un accord tacite, toutes les sections « dissidentes » devaient respecter l'ordre de préférence choisi par la direction. L'ordre des noms était fait pour garantir l'élection de 8 représentants sur 14, le nombre d'élus communistes estimé par la direction, pour le courant modéré. La direction voulait avoir la majorité pour contrôler Panighetti qui voulait abandonner tout de suite la politique d'ouverture envers le gouvernement DC de la ville. Encore une fois, la minorité de gauche avait organisé une bataille des préférences pour faire élire le plus des représentants possible parmi les ouvriers et les militants sur des positions plus radicales dans la liste des candidats<sup>165</sup>. L'aile gauche avait fait

---

<sup>165</sup> « J'ai été candidat au conseil municipal au début des années 1980. J'avais obtenu plus de voix que Moro qui était architecte. Nous savions que le PCI l'aurait choisi comme candidat et qu'il était déjà impliqué dans le scandale de « Poggio dei mandorli » (affaire de portée locale), comme gauche du Parti communiste on a fait en sorte que certains de nos candidats pour les élections municipales obtiennent plus des préférences. Il y a eu une agitation de nombreux camarades pour canaliser les préférences vers certains candidats. Selon l'idée de la direction du parti, je devais être le premier des « non élu », mais les choses ne se sont pas passées comme ça, et ils ont commencé la guerre stalinienne contre nous avec les pressions de Borghini, Boretti, des personnages pas clairs qui « naviguaient » au sein de la fédération, pour me faire démissionner. J'ai résisté pendant 4 mois, puis ne voyant pas de solution, j'ai terminé le discours avec le PCI et je me suis consacré au syndicat et peu après je n'ai plus fait la carte du parti. Après le PCI, je n'ai plus pris ma carte d'un parti politique. On peut dire que je suis mort avec Berlinguer. Je n'ai jamais

croire que son objectif politique était de faire obtenir plus de préférences pour Alberto Panighetti, chef de groupe et numéro deux dans la liste des candidats contre le numéro un, Piero Borghini, secrétaire départemental et symbole-même de la droite du PCI à Brescia. En vérité, les membres de la gauche indiquèrent aux électeurs de voter pour les candidats plus proches des idées plus à gauche plutôt que pour le chef de groupe qui était, de toute manière, destiné à être élu sans problèmes<sup>166</sup>.

En fait, les prévisions du parti furent bouleversées et Emma Polati et Luciano Mattia furent élus. Ils étaient en dehors de la liste des quatorze élus préétablis et des représentants de la gauche interne. Les résultats avaient donné six conseillers à la droite et huit à la gauche. Par la suite un vrai procès fut ouvert, conduit par le nouveau secrétaire général du PCI de la Lombardie Gianni Cervetti, représentant éminent de la droite interne. Il se conduisit par un vote des organes directeurs départementaux qui demandaient la démission de Franco Mattia pour donner la place à Lucio Moro, membre de l'aile droite, référent de la puissante « Lega delle cooperative » et ex-président de la commission urbanisme de la Commune de Brescia. En outre, la direction du groupe communiste à la mairie fut donnée pro tempore au secrétaire Piero Borghini avant de revenir à Panighetti.<sup>167</sup> Au final, l'ouvrier de l'ATB Franco Mattia démissionnera de la charge de

---

rejoint le PDS ou le Parti Démocrate par la suite». Interview de Franco Mattia, Délégué syndical FIOM-CGIL à l'usine ATB de Brescia et militant du PCI local.

<sup>166</sup> PANIGHETTI Alberto, *Gli occhi su Brescia. La città trent'anni alla ribalta tra Concilio e la fine dei Partiti*, Op. cit, P. 309.

<sup>167</sup> « Au PCI de Brescia, la lutte pour obtenir une forte représentation des ouvriers au sein du conseil municipal a été très difficile. Je me souviens qu'à l'occasion des élections de 1980, nous avons réussi à obtenir un nombre supérieur de représentants des travailleurs, y compris Franco Mattia, excluant évidemment les candidats officiels du parti. Cela a été possible grâce à un grand travail de préférences. Le secrétaire départemental Gianfranco Borghini nous a fait le procès. J'ai été appelé par les « probiviri » de la fédération provinciale (Giulio Dalola, Bregoli, Luzzardi) qui m'ont dit que j'avais organisé une bataille anti-parti dans l'usine, seulement parce que les candidats nommés par le parti au niveau central n'avaient pas été élus. Nous n'avons rien volé à qui que ce soit, nous avons travaillé dans la campagne électorale pour faire élire les représentants des ouvriers». Interview de Giuseppe Benedini. Membre de l'exécutif du Conseil d'usine à la OM-FIAT.

conseiller communal et la gauche interne aura obtenu seulement un conseiller en plus en donnant un rapport de sept contre sept<sup>168</sup>.

### ***L'élection de Claudio Bragaglio au secrétariat départemental du PCI***

L'ensemble de ces dynamiques locales et nationales avaient amené à l'élection à la charge de secrétaire de Claudio Bragaglio en 1981, reconfirmé au congrès de 1983 avec le soutien d'une partie de la gauche interne<sup>169</sup>. Cette alliance n'était pas basée sur un programme de gestion du parti et de lancement d'une nouvelle ligne politique, mais il s'agissait seulement d'un front unique éphémère pour faire barrage à l'élection dans les organismes internes des membres de la droite et soutenir la ligne berlingueriane. Claudio Bragaglio était représentant d'une nouvelle génération des militants qu'avait émergé dans le groupe dirigeant sous l'aile protectrice des membres historiques du parti, en premier lieu d' Italo Nicoletto, premier secrétaire de la Fédération en 1945, député entre 1948 et 1968 et sénateur entre 1983 et 1987. On a vu que ce courant, malgré le fait qu'il avait lâché la direction de la fédération pendant les

---

<sup>168</sup> Archives historiques Fondazione « Luigi Micheletti », PAVANELLI Rosa, Il PCI che amministra la gente. Come si sono mossi e che idee hanno i comunisti che agiscono nelle istituzioni locali. Il rapporto con il partito, idee per gestire la cosa pubblica, *Punto e virgola*, 1982.

<sup>169</sup> Une partie de la gauche interne, celle plus liée à la FIOM CGIL ne soutient pas officiellement la candidature de Bragaglio au congrès du PCI local de 1981. « Claudio Bragaglio a toujours été assez autonome. Il ne faisait clairement partie d'aucun des courants, mais pour être élu il avait besoin des votes de ces courants et donc il était dans ce « corps central » qui avait géré le parti à Brescia pendant plusieurs années d'une manière ou d'une autre. Il est considéré comme le centre parce qu'il avait certaines qualités pour garder tout le monde ensemble. Nous avons eu aussi des confrontations incroyables avec lui comme syndicat et comme aile gauche du PCI. Nous n'avons pas soutenu sa candidature quand il a été élu parce qu'il avait une ligne critique envers la FIOM et nous avons une fidélité de structure très forte donc on défendait le syndicat contre toutes les attaques. Nous ne pouvions même pas le considérer comme un « berlingueriano », même s'il était officiellement placé dans cette ligne après le tournant de l'alternative démocratique au début des années 1980, mais il l'a toujours fait de manière ambiguë ». Interview de Giuseppe Benedini. Membre de l'exécutif du Conseil d'usine à la OM-FIAT.

décennies 1960-1970, avait continué à contrôler plusieurs places de direction dans les institutions, le parti et ses associations collatérales à but culturel, sportif et récréatif. Leur position au carrefour de tous les lieux politiques du pouvoir et le prestige de ces représentants historiques qui avaient un poids personnel énorme au sein du PCI de Brescia avaient permis de former des jeunes qui étaient allés s'intégrer dans l'appareil des permanents et la classe dirigeante du parti. Une fois le changement de majorité devenu nécessaire, ils avaient pu prendre les places de responsabilité majeures occupées jusqu'à ce moment par la droite interne sans solution de continuité. Il n'y eut pas de ruptures visibles, parce que le centre avait soutenu précédemment l'élection des secrétaires issus de la droite du parti et qu'il avait été partie intégrante de cette direction politique pendant 20 ans. Le centre de gravité de la Fédération avait été donc déplacé vers la gauche, mais le corps central du parti restait toujours le pilier de la direction politique du parti, avec cette différence qu'il retournait occuper les places plus importantes en partie perdues au cours des années 1960.

La trajectoire politique de Claudio Bragaglio est paradigmatique du changement de positionnement de son courant. Au milieu des années 1970, il était sur les positions de la direction nationale, pour un compromis historique avec la DC et au niveau local pour la participation du PCI au gouvernement municipal. A la fin des années 1970, il avait exprimé une position autonome et critique envers la direction de Gianpietro Borghini, considéré trop conciliant avec le pouvoir démocrate-chrétien local et pas assez à l'écoute des instances des syndicalistes communistes de la FIOM et de la CGIL.

Le changement de ligne eut lieu aussi à l'intérieur de la CGIL de Brescia. Bragaglio était politiquement proche d'Aldo Rebecchi, secrétaire de la Chambre du travail de Brescia entre 1983 et 1987 qui, sans adhérer aux positions de la FIOM locale, l'avait soutenu prudemment aussi pendant le mouvement contre le décret de la Saint-Valentin présenté par le Gouvernement de Bettino Craxi que les conseils d'usine de Brescia à majorité FIOM avaient lancé au niveau national. En effet, l'élection d'Aldo Rebecchi comme député en 1987, à la fin de son mandat de secrétaire général de la chambre de travail, avait scellé le changement des rapports des forces de la droite interne vers le corps central du parti en donnant la

place à un protagoniste du courant communiste qui à l'intérieur du syndicat avait défendu les positions de Berlinguer pendant la période 1983-1985 jusqu'au référendum d'abrogation du décret de la Saint-Valentin<sup>170</sup>.

### ***La stratégie de la gauche interne dans le PCI de Brescia***

Le changement de majorité avait donné de l'espace à la gauche du parti communiste. La fin du secrétariat de Borghini avait ouvert des espaces de débat grâce au changement de ligne politique, plus ouverte aux instances de la FIOM de Brescia, et avait mis terme au veto de la droite interne sur l'assignation de responsabilités politiques aux représentants de l'opposition interne.

L'attitude de ce courant pendant cette période mérite une analyse plus minutieuse. Ils pouvaient envisager de devenir centre de gravité d'une majorité pour gouverner le parti local sur d'autres bases politiques ou au moins imposer à la gestion centriste du parti une pression majeure pour changer la ligne politique globale de la fédération<sup>171</sup>.

Cela aurait été possible à travers un travail d'hégémonie à l'intérieur des sections du parti et un travail d'opposition systématique aux décisions de la direction pour faire émerger les contradictions de ses prises de décision. En effet, dans un contexte d'affrontement toujours plus fort dans le mouvement communiste même entre 1981 et 1985, la nouvelle majorité centriste fut caractérisée par une médiation continue et basculement entre les deux ailes et comme l'on a constaté, par un soutien prudent des mobilisations syndicales.

Les affrontements portèrent sur l'attitude à tenir envers la négociation sur le coût de travail et l'opposition à la signature de la part de la CGIL des

---

<sup>170</sup> Voir interview de Aldo Rebecchi, secrétaire général de la CGIL de Brescia.

<sup>171</sup> PANIGHETTI Alberto, *Gli occhi su Brescia. La città trent'anni alla ribalta tra Concilio e la fine dei Partiti*, Op. cit.

différents accords inter-confédéraux (Lodo Scotti 1983, Négociation de 1984 avant le décret de Saint Valentin) qui prévoyaient la stérilisation progressive de l'échelle mobile des salaires et le blocage de la négociation d'usine.

Le débat syndical se reflétait dans le PCI où la droite interne prônait l'acceptation des politiques économiques anti-inflation mises en pratique par le gouvernements de Giovanni Spadolini (1981-1982), Amintore Fanfani (1982) et puis du socialiste Bettino Craxi (1983-1987). La gauche interne appuyait l'opposition à ces politiques qui étaient défendus par une partie de la FIOM et des structures syndicales de base qui se sont mobilisées à plusieurs reprises contre l'avis de la CGIL nationale pour la pousser vers l'organisation d'une opposition sociale contre les gouvernements qui adoptaient les politiques d'austérité<sup>172</sup>.

Du point de vue politique, les membres de la gauche interne, comme on l'a constaté, ne semblaient pas avoir l'objectif de prendre le contrôle de la fédération communiste départementale. Une explication peut être que, de leur point de vue, le changement de majorité à l'intérieur du parti local avait donné plus d'espace de manœuvre pour leur bataille dans le syndicat et pour l'organisation de leurs initiatives politiques liées à la bataille syndicale dans le parti, chose qui était très difficile avec le secrétaire départemental Borghini. Globalement, ils estimaient que, malgré les hésitations, la direction centriste locale et la direction de la CGIL, avaient une position globale de soutien de la bataille que la gauche du PCI menait à l'intérieur de la CGIL de Brescia contre la partie plus modérée du courant communiste et de celle socialiste qui étaient pour l'acceptation des politiques d'austérité salariale proposées pendant la première partie des années 1980.

En plus, ils prenaient en compte des enjeux à caractère national. L'affrontement des différents courants du monde communiste dans le PCI et dans la CGIL était devenu tellement évident qu'il se manifesta dans la fracture entre le secrétaire du PCI Enrico Berlinguer et Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL nationale qui défendait une position d'ouverture envers les politiques économiques proposées par les gouvernements et la Confindustria, donc plus proches de la droite interne au parti. La gauche du PCI de Brescia appuyait

---

<sup>172</sup> Borghini : Mercato e profitto ? d'accordo ma..., *Giornale di Brescia*, vendredi 8 janvier 1982.

Berlinguer dans sa bataille à l'intérieur de la direction nationale du parti et dans l'affrontement entre la direction du parti et celle de la CGIL. Faisant ce constat il est évident que la gauche du PCI local ne voulait pas mener une bataille contre la majorité locale berlinguerienne. D'un côté, ils ne voulaient pas affaiblir les partisans de Berlinguer dans une fédération communiste symboliquement importante pour la force de son mouvement syndical comme celle de Brescia et ils ne voulaient pas non plus créer une fracture au niveau national avec Berlinguer, qui était déjà attaqué de plusieurs côtés et qui sera jusqu'à sa mort en 1984 le porte-parole de positions syndicales combattives dans la direction du PCI.

Une autre motivation, déjà partiellement évoquée et qui émerge de la réflexion précédente, est imputable à la centralité qu'ils donnaient à la bataille syndicale par rapport à la bataille politique et en général leur façon d'intervenir politiquement directement à travers les structures syndicales en cherchant uniquement le soutien du PCI.

Manuela Bertoglio, jeune secrétaire de la Section Dell'Angelo-Lottieri entre 1976 et 1981 et militante du PCI jusqu'au 1987, explique ses impressions sur l'attitude de la gauche interne dans le comité fédéral du PCI de Brescia :

*« Dans le comité politique fédéral, il y avait une opposition structurée qui provenait principalement des sections des usines, mais pas exclusivement de là. Je me souviens que Panighetti, qui était un intellectuel, faisait partie de cette opposition plus ouvriériste, si nous voulons l'appeler ainsi. C'était une opposition organisée, mais pas systématique. Je ne me souviens pas de grands affrontements au sein du comité fédéral, sauf lors d'événements majeurs liés aux questions syndicales où il y avait des profondes divisions aussi au niveau national. Je me souviens qu'il y a eu un débat qui a continué à émerger au sein du comité fédéral et qui a été au cœur des discussions entre les leaders départementaux et cette opposition interne. C'était la question de l'indépendance du parti vis-à-vis du syndicat et vice-versa, car il y avait un mélange très fort à ce moment-là »<sup>173</sup>.*

---

<sup>173</sup> Interview de Manuela Bertoglio, secrétaire de la section PCI Dell'Angelo - Lottieri entre 1976 et 1981.

Elle explique la façon de voir le débat interne du point de vue d'un membre du Comité fédéral du parti pas encarté dans les courants et les caractéristiques de l'opposition de gauche contrôlée par les membres du syndicat. Le schéma qui émerge de son récit semble confirmer l'analyse de Giuseppe Benedini, l'un des chefs du courant de gauche, quand il expliquait que leur opposition était centrée sur les questions syndicales et en général sur les problématiques liées à la vie d'usine. Ils voyaient le parti comme un instrument nécessaire pour avoir un lien avec la politique, mais que malgré cela, le syndicat restait l'instrument le plus important et à leurs yeux le plus efficace pour la place qu'il avait acquis dans l'espace public et pour les rapports de force internes déjà établis en faveur de la gauche dans la « Camera del lavoro » locale. Manuela Bertoglio explique clairement l'attitude de la gauche du PCI et son fonctionnement :

*« La chose était organisée dans des compartiments étanches. N'étant pas un militant d'usine, je n'avais pas beaucoup d'accès aux informations et je dois dire qu'eux aussi étaient assez sectaires de ce point de vue. J'étais contre ce genre d'ouvriérisme, selon lequel tout se passait dans les usines. Il y avait une réalité à l'extérieur sur laquelle il était nécessaire de travailler, en faisant une analyse pour arriver à intervenir concrètement. Les dirigeants de la gauche interne avaient tendance à se sentir comme une élite, ils étaient les dirigeants syndicaux de très grandes usines où la force syndicale était immense, donc ils avaient aussi des raisons, mais cette approche a conduit à un peu d'auto-isolement. Celle-ci était une élite ouvrière. Je parle de ces 10-12 personnages qui étaient reconnus dans leurs usines en tant que leaders et aimaient être reconnu comme tels. Ils avaient un pouvoir considérable dans le parti grâce au fait qu'ils faisaient beaucoup de cartes d'adhésion au PCI, sans oublier l'immense rôle syndical qu'ils ont joué. Je pense qu'ils ne voulaient pas faire une bataille systématique dans le PCI parce qu'ils étaient très concentrés sur les thématiques et les problèmes du travail en usine. Ce qui était gênant pour les autres travailleurs du PCI, c'est qu'ils ont oublié les autres catégories, qui étaient exploitées autant que les travailleurs des secteurs industriels*



*classiques. Eux non plus, ils n'étaient pas des privilégiés, ils étaient ouvriers et exploités comme les salariés de l'industrie. À mon avis, cette opposition ouvriériste n'avait même pas la volonté de créer une opposition systématiquement dans le PCI, mais elle voulait plus se battre pour ses problèmes spécifiques. Il est clair qu'ils n'ont jamais fait une vraie bataille pour prendre les rênes du PCI de Brescia »<sup>174</sup>.*

Les résultats du Congrès local du PCI de 1986 semblent faire émerger l'existence d'une couche de militants et cadres intermédiaires qui ne sont ni satisfaits par les propositions des « miglioristi », et ni de celles du « centre » qui dirigeait le PCI au niveau départemental depuis 1981. Les résultats des élections internes font émerger aussi le dépaysement des militants qui ne trouvaient pas une alternative à la direction en place.

En effet, les délégués du congrès n'élurent pas dans le comité fédéral les dirigeants plus importants du parti, sanctionnant ainsi surtout les membres de l'aile droite, y compris ces trois majeurs représentants, l'ancien député Adelio Terraroli, Osvaldo Papetti, ancien responsable de la commission usines du PCI et le député Francesco Loda. Même le secrétaire sortant Claudio Bragaglio fut réélu dans le Comité Fédéral à la 38<sup>e</sup> place au fond de la liste. Cette situation fut possible grâce au mécanisme d'élection du comité fédéral. Les délégués devaient choisir 75% candidats à élire sur une liste majorée de 15% sur le total des places disponibles. Le résultat fut que le maire de Montirone, un petit village à 30 km du chef-lieu obtint le plus de préférences. Il fut choisi comme secrétaire de la Fédération, rôle qu'il couvrira jusqu'à 1988 avant de donner la place à Franco Torri, ancien secrétaire de la CGIL de Brescia et de la Lombardie. Ce résultat semble démontrer de manière assez évidente que, dans le corps du parti, l'aile droite était minoritaire malgré l'importance qu'elle avait eu dans les groupes dirigeants de la structure du parti. De plus, on constate que les membres du comité fédéral voulaient exprimer aussi une critique et une insatisfaction envers le courant de centre qui avait géré le parti local entre 1981 et 1986<sup>175</sup>.

---

<sup>174</sup> *Ibid.*

<sup>175</sup> PANIGHETTI Alberto, *Gli occhi su Brescia. La città trent'anni alla ribalta tra Concilio e la fine dei Partiti*, *Op. cit.*

Les explications de ce résultat étrange peuvent résider dans l'influence qu'un syndicalisme communiste tout à fait anormal a eu sur les militants et les petits dirigeants du parti communiste local. En effet, le syndicalisme communiste de Brescia, caractérisé par une forte radicalisation des avant-gardes mais aussi de la base syndicale, a fait devenir le département, au début des années 1980, un pôle territorial important de l'opposition syndicale aux politiques modérées et centralistes des syndicats confédéraux nationaux. Cela a pu se refléter dans les équilibres internes au parti communiste où le débat était cristallisé sur les sujets liés au monde du travail et aux politiques économiques proposées par les gouvernements. Les militants furent influencés par la radicalisation du syndicat communiste véhiculée dans les débats internes au parti par les leaders d'usines et les délégués de la FIOM, pour lesquels, la bataille était à 360 degrés dans le PCI et dans la CGIL sans solution de continuité.

Il est possible que cela ait eu une représentation spontanée et pas organisée au niveau du congrès où les petits cadres ont voulu exprimer leur désarroi envers un parti local incapable d'incarner la ligne d'opposition lancée par le secrétaire Berlinguer et de donner un issue politique à la bataille syndical pour défendre les acquis des années 1970.

La protestation se manifesta d'abord dans le refus de voter pour les représentants de la droite, mais aussi du centre considéré comme trop timides dans les prises de positions politiques et incapables de proposer une ligne vraiment de rupture avec l'ancienne gestion fédérale.

PREMIERE PARTIE :

**La FIOM Brescia : une anomalie syndicale  
italienne**

# *1. Les origines du contexte syndical particulier de Brescia*

## ***1.1 Le syndicalisme bresciane pendant les années 1950-1960***

### ***Le syndicalisme italien pendant le deuxième après-guerre***

La fin de la Seconde Guerre mondiale coïncide avec une période de mobilisation politique et syndicale très intense dans tout le pays. Le mouvement ouvrier, protagoniste de la résistance aux forces allemandes, se mobilise pour imprimer à la République italienne naissante un contenu progressiste et pour donner force aux revendications des deux partis ouvriers : le PCI et le PSI. Les ouvriers avaient acquis dans plusieurs grandes usines un contrôle de l'appareil productif à travers la constitution de conseils provisoires de gestion, notamment dans le groupe FIAT. En 1948, le président de la FIAT Vittorio Valletta, profita de la faiblesse de la CGIL après la scission de la partie catholique pour mettre en route un plan ayant pour objectif de redimensionner le pouvoir du syndicat dans les usines et évincer les militants syndicaux et politiques plus engagés<sup>176</sup>.

L'événement symbolique de la reprise en main complète de l'appareil productif et de l'initiative politique par les entrepreneurs au niveau italien s'était produit à la FIAT de Turin. En mars 1955 il y avait eu des élections professionnelles où, grâce à l'appui de la direction d'entreprise, la FIM-CISL était arrivée à 41% des voix, dans un contexte où, pendant la décennie précédente, la

---

<sup>176</sup> CASTRONOVO Valerio, *Cento anni di imprese. Storia di Confindustria. 1910-2010*, Laterza, Roma-Bari, 2010.

FIOM-CGIL avait eu la majorité absolue. On constate une poussée des syndicats modérés avec un résultat important aussi pour la UIL avec 23%. La FIOM avait perdu presque 30% obtenant ainsi 36%. L'événement eut un effet très fort au niveau national pour le rôle que jouait le groupe FIAT dans le panorama syndical et politique en étant le plus grand groupe industriel du pays<sup>177</sup>.

Les autres industriels suivirent l'exemple de Vittorio Valletta et engagèrent une bataille intransigeante contre la présence de la CGIL, en poursuivant les militants syndicaux et politiques et en cherchant à imposer leur conception de la négociation syndicale dans la plupart des cas, grâce à la connivence des membres des commissions internes de la CISL et de la UIL. D'abord, ils appuyèrent les listes présentées par les syndicats modérés qui réussirent à conquérir la majorité des sièges dans les commissions internes de plusieurs moyennes et grandes usines auparavant contrôlées par le syndicat communiste. C'est ainsi que débuta une période d'isolement pour la CGIL, qui mit fin seulement dans les années 1960 avec une lente reprise des mobilisations, qui débouchera dans la vague des mobilisations de « l'automne chaude » 1969<sup>178</sup>.

### ***Le tournant de 1955 dans le département de Brescia***

Dans le département de Brescia, l'année 1955 fut également un moment de changement des rapports de forces entre les syndicats et en général de changement de climat politique : puisque la vague de mobilisation qui avait caractérisé la phase précédente s'arrêta définitivement. Le 31 mai 1955 ont eu lieu les élections pour la commission interne à la OM-FIAT de Brescia et les syndicats de tendance modérée obtinrent la majorité absolue, renversant la

---

<sup>177</sup> BRUNO Roberto, *Breve storia del sindacato in Italia. Lavoro, conflitto ed emancipazione*, Ediesse, Roma, 2012.

<sup>178</sup> TURONE Sergio, *Storia del sindacato in Italia. Dal 1943 al crollo del comunismo*, Laterza, Roma – Bari, 1992.

situation précédente de domination de la FIOM-CGIL. Elle passa de 7 à 4 sièges et FIM-CISL et UILM-UIL passèrent de 4 à 7 sièges.

Cet événement déclencha une dynamique générale de recul du syndicat communiste, à l'image de ce que se passait au niveau national. En effet, déjà en 1955, sur un total de 176 entreprises dans lesquelles furent organisées des élections professionnelles dans le département, la CISL avait obtenu 294 sièges (avec 53,26% des voix et une augmentation de 51 sièges en comparaison à l'année précédente) contre 236 pour la CGIL (42,75%, 9 sièges en moins en comparaison à 1954) et 22 sièges pour la UIL (3,99% des voix avec une augmentation de 13 sièges). Ce bouleversement des rapports de force avait changé une situation de substantielle parité entre la CGIL et les syndicats plus collaboratifs. En 1954, la CGIL de Brescia avait 245 sièges contre 243 pour la CISL et 9 pour la UIL<sup>179</sup>.

Il s'agissait d'un recul substantiel et global pour la CGIL de Brescia, mais le syndicat communiste réussit à garder une présence importante surtout dans les grandes usines du centre ville où il avait ses bastions historiques, mais il aggrava sa situation de difficulté dans les petites et moyennes industries surtout des vallées au nord du chef-lieu où il avait déjà une faible présence et où il était difficile d'implanter des sections syndicales stables. Dans la plupart de ces petites et moyennes industries, les entrepreneurs conduisaient une politique clairement antisyndicale. Ils n'acceptaient pas la présence du syndicat, en empêchant l'élection des commissions internes et en licenciant directement les activistes syndicaux. Dans certains cas, ils acceptaient la présence des syndicats modérés à condition que ce fût dans le but de la collaboration avec les entrepreneurs et de médiation des conflits personnels que pouvaient surgir. Dans le cas de la présence de ces syndicats non conflictuels, les entrepreneurs privilégiaient aussi un rapport direct avec les travailleurs, où voire la concession unilatérale de petites augmentations de salaire non négociables. Dans la plupart des cas, ils refusaient catégoriquement de négocier avec les syndicats internes et

---

<sup>179</sup> DANESI Silvano, *Le forme della rappresentanza sindacale. Il movimento sindacale a Brescia*, Materiale per il convegno, Brescia, 14 dicembre 1988, organisé par Provincia di Brescia - Assessorato all'economia e al lavoro, P.51.

départementaux les requêtes normatives et salariales et ils empêchaient la tenue des réunions syndicales aussi à l'extérieur de l'usine<sup>180</sup>.

### ***La lutte contre la « Prime antigrève » à l'usine FIAT de Brescia***

L'établissement du groupe FIAT à Brescia fut l'un des lieux centraux de la reprise du conflit syndical dans le département et du processus de création de l'unité syndicale entre FIOM et FIM. L'étincelle fut la lutte contre la « Prime FIAT ». En 1952, la direction de la FIAT à Turin décida d'instituer une prime de collaboration en faveur de ceux qui n'étaient jamais absents de la production. D'ailleurs, cette prime était versée aux travailleurs qui n'étaient pas présents à cause des accidents du travail ou de maladie ; il était donc évident que son but était de « convaincre » les salariés de ne pas adhérer aux grèves proclamées par les organisations syndicales. En effet, cette prime de collaboration fut tout suite rebaptisée par les travailleurs « Prime antigrève ». Au niveau local, cette décision touchait directement l'une des plus grandes usines de la ville : les OM-Officine Meccaniche (ancien nom de l'usine FIAT de Brescia) où la prime fut établie quelques mois plus tard.

Les premiers à s'opposer furent les membres de la section FIM d'usine. Les métallurgistes catholiques de l'usine FIAT de Brescia étaient dirigés depuis l'après-guerre par Michele Capra, ancien résistant et figure importante du monde catholique, dirigeant de la Démocratie-chrétienne et des ACLI départementales. Il promouvait un syndicalisme indépendant et s'opposa à la connivence de la CISL locale et nationale à la ligne politique de Vittorio Valletta. Déjà en 1955, la FIM d'usine dénonça les interférences de la direction d'entreprise sur l'élection de la commission interne. En effet, la direction faisait pression sur les salariés pour

---

<sup>180</sup> MONTANARI Elio, *Desiderio di libertà. La FIOM di Brescia e l'autunno caldo del 1969*, FIOM-CGIL Brescia, 1999, P. 99-101.

qu'ils ne votent pas pour la liste de la FIOM-CGIL. Durant les élections du 5 mai 1955, Michele Capra annota sur son carnet :

*« A la OM (FIAT de Brescia) ont lieu les élections d'usine les moins libres et les plus sophistiquées de l'après-guerre. Salariés envoyés en mission, sans aucune raison plausible, menaces aux employés, intimidations et pressions aux ouvriers. Les bureaux de vote sont portés de 4 à 16 pour mieux contrôler les voix »<sup>181</sup>.*

En défiant la « prime antigreve » et les menaces de la direction FIAT, notamment de délocaliser l'entreprise, la FIM de la FIAT de Brescia décida d'adhérer à la grève départementale du 2 décembre 1958 proclamée par les confédérations syndicales. La situation ne fut pas facile pour la FIM, vu que la FIOM et la UILM d'usine avaient exempté leurs adhérents de la participation à grève. Sur 3500 salariés de l'usine, seulement 21 firent grève : 18 étaient de la FIM et 3 de la FIOM. Malgré le résultat décevant de la mobilisation et l'opposition de la majorité du monde catholique local et de la CISL départementale, la FIM de la FIAT décida de continuer la mobilisation, appuyée par la nouvelle direction de la FIM départementale dirigée par Franco Castrezzati.

La CISL et la FIM nationales prirent tout de suite position contre cette mobilisation. Elles étaient encore sur la ligne de collaboration avec les directions d'entreprises contre l'avancée de l'influence des communistes dans les usines. Leurs directions nationales et la plupart des structures locales étaient contrôlées directement par la Démocratie-chrétienne qui était engagée dans un affrontement contre le PCI dans le contexte de montée de la tension entre les blocs occidental et soviétique. On est dans la phase politique successive à l'exclusion de PCI et PSI du gouvernement d'unité nationale en mai 1947 et de la scission en 1948 de la partie catholique de la CGIL unitaire pour fonder un

---

<sup>181</sup> GHEZA Franco, CAPRA Giovanni, *Michele Capra. Un partigiano intransigente*, Fondazione Civiltà Bresciana, Brescia, 2012.



syndicat indépendant avec une ligne de collaboration de la politique gouvernementale<sup>182</sup>.

Malgré cela, la FIM de l'usine FIAT avait décidé de transformer cette mobilisation syndicale une bataille politique générale contre les actions antisyndicales menées dans les usines. En effet ces syndicalistes considéraient cette prime comme un instrument majeur pour empêcher les travailleurs d'exercer leur droit à faire grève et en général pour empêcher dans les faits l'exercice d'une vraie liberté syndicale dans les usines du groupe FIAT. L'objectif prioritaire de cette bataille longue, qui se développa jusqu'en 1962, fut la transformation de la prime-antigrève, en une prime normale de production sans lien avec la participation aux initiatives syndicales<sup>183</sup>.

Ils organisèrent plusieurs initiatives, d'abord pour sensibiliser l'opinion publique et ouvrir un débat dans le monde catholique qui avait une attitude contraire à la lutte contre la « prime antigrève », mais en général contre un syndicalisme revendicatif, et se montraient complaisants avec la ligne dure proposée par les directions des entreprises dans les relations industrielles. Entre 1960 et 1961, la FIM de l'usine FIAT avait envoyé au Président du conseil Amintore Fanfani et au Ministre du travail Fiorentino Sullo une dénonciation détaillée de la limitation des droits syndicaux dans l'établissement FIAT de Brescia ; et quelque mois plus tard, le 28 avril 1961, elle avait adressé une lettre à

---

<sup>182</sup> *Ibid.*

<sup>183</sup> Sur le rôle de Franco Castrezzati, secrétaire général de la FIM de Brescia dans la construction de la mobilisation contre la "prime antigrève" à la FIAT de Brescia et sur la réaction de l'église de Brescia: « J'ai convoqué la section syndicale de la OM-FIAT dans le siège départemental de la FIM. A minuit on était encore réunis. Il y avait deux membres du directif de la section syndicale de l'entreprise et les autres 12-13 étaient favorables. Expliquer aux métallos de Brescia que tous les travailleurs de l'industrie faisaient grève et ceux de la FIAT étaient exonérés aurait créé des réactions d'incompréhension. Qu'ils auraient dit les ouvriers des autres usines ? A un moment donné je reçois un appel de Père Ottorino Marcolini : « Je suis ici chez l'évêque et il est très préoccupé. Parce que la FIAT a menacé de transférer la OM à Turin. Moi j'ai répondu : « Ecoutez, je suis ici avec la Commission interne et la section syndicale de la FIM. On discute depuis plusieurs heures, la situation n'est pas facile, mais notre position est de faire participer aussi la OM à la grève. Au moins pour le respect du principe de solidarité. En tout cas, je transmettrai votre appel ». Le Père Marcolini réplique : « Oui, mais tu dois dire que l'évêque est très préoccupé ». Bien sûr, l'évêque inspirait le respect, mais ma formation me poussait à agir selon ma conscience ». BAGLIONI Guido, CORBARI Costantino, *Autonomia e contratti. Storia di sindacalisti CISL in Lombardia*, Edizioni Lavoro, Roma, 2006.

tous les députés pour demander l'approbation d'une loi pour interdire aux entreprises d'instituer des primes antigrève plus ou moins cachées ou dissimulées<sup>184</sup>.

Suite à cette première phase, à partir de l'automne 1961, on constate une intensification des initiatives de grève dans l'usine, de plus en plus suivies par les travailleurs et de plusieurs initiatives de protestation. L'une des plus remarquables fut la décision des plus importants représentants de la FIM d'usine – Mario Borgognoni, Michele Capra, Giuseppe Gregorelli, Alessandro Guindani, e Giovanni Landi, de refuser le versement de la prime antigrève accordée par la direction aux grévistes de la FIM en signe d'apaisement.

La mobilisation des militants de la FIM de la FIAT de Brescia, aussi dans les structures du syndicat catholique, commença à influencer la branche métallurgique au niveau national et certaines importantes structures départementales de la FIM. En 1961, au VI<sup>e</sup> congrès national de la FIM italienne, le document de conclusion traita le thème de la ligne antisyndicale de la direction FIAT et on constate que la ligne commence à changer:

*« Face à la politique persistante de la direction du groupe FIAT, faite de méconnaissance du syndicat, d'intimidation, de chantage et de corruption des salariés, en contradiction avec les principes humains, moraux et sociaux les plus élémentaires, le secrétariat national s'est engagé à traduire en termes contractuels les exigences des travailleurs pour la défense de la liberté et pour le respect de la dignité humaine qui s'identifie en ce moment dans la nécessité d'éliminer la prime antigrève »<sup>185</sup>.*

Dans le même temps, les rapports de forces internes aux métallurgistes FIM commencèrent à changer, avec l'élection de Pierre Carniti à la tête de la FIM de Milan et de Renato Davigo à celle de Turin. Ils étaient représentants de la

---

<sup>184</sup> Archives personnelles de Lorenzo Paletti, Lettera aperta al Presidente del consiglio Amintore Fanfani e al Ministro dei trasporti Fiorentino Sullo, FIM de l'usine FIAT de Brescia, avril 1961.

<sup>185</sup> GHEZA Franco, CAPRA Giovanni, *Michele Capra. Un partigiano intransigente*, Op. cit, P.98.

gauche interne et très proches des positions de la FIM de la FIAT de Brescia et du secrétaire de la FIM Franco Castrezzati, avec laquelle ils avaient des forts liens en ayant entamé depuis plusieurs années une discussion syndicale informelle concernant le besoin d'un changement de ligne politique<sup>186</sup>.

Poussé en interne, le Comité exécutif national de la FIM, décide, le 5 mars 1962, de lancer une mobilisation syndicale dans tout le groupe FIAT contre cette prime, avec l'organisation de grèves au niveau de chaque département qu'eurent lieu pendant les mois de mars et avril 1962. En juin les mobilisations contre cette prime se soudèrent avec celles pour la convention nationale de la mécanique-métallurgie. Il s'agissait de la première mobilisation nationale réussie depuis les années 1950. Le 19 juin, 6000 salariés de la FIAT de Turin étaient en grève ; le 23 ils furent 60000. Après presque dix ans recommença la mobilisation massive des travailleurs du groupe industriel le plus grand d'Italie. Les mobilisations durèrent pendant tout le mois de juillet et le 4 août, l'ampleur de la mobilisation contraignit la direction de la FIAT à négocier avec les syndicats la fin de la prime antigrève. C'était la première fois depuis 1949 que la FIAT acceptait d'avoir des négociations directes et visibles avec les syndicats. Le 13 octobre fut signée la convention nationale de la mécanique-métallurgie où la prime de collaboration est transformée en une prime versée à tous les travailleurs, indépendamment de l'adhésion aux grèves<sup>187</sup>.

### ***L'Election de Franco Castrezzati à la tête de la FIM de Brescia en 1958***

La question de la lutte contre la prime antigrève menée par la FIM de la FIAT de Brescia doit être contextualisée dans les rapports de forces internes à la FIM départementale.

---

<sup>186</sup> Archives personnelles de Lorenzo Paletti, Cronologia della lotta contro il premio "antisciopero", Fim de l'usine FIAT de Brescia, 1975.

<sup>187</sup> CORTELLA Giorgio, *Storia della CISL di Brescia*, Edizioni lavoro, Roma, 1990, P.172-173.

Déjà au milieu des années 1950, dans la FIM de Brescia s'était formée une couche des jeunes militants, influencés par le catholicisme antifasciste local issu du mouvement de résistance, qui voulait changer la façon de faire du syndicat qui avait caractérisé la Confédération catholique à tous les niveaux depuis le deuxième après-guerre.

L'insatisfaction d'une partie importante des adhérents envers le syndicat catholique est évidente si l'on analyse les données d'adhésion au milieu des années 1950. Entre la moitié et la fin des années 1950, le nombre des adhérents baissa de quasiment le 30%, en comparaison avec la période précédente. L'attitude toujours plus intransigeante de l'association patronale détériorait à la base la FIM qui avait axé pour toutes les années 1950 son action syndicale sur la médiation bienveillante avec les directions d'entreprises et sur la collaboration harmonieuse entre travailleurs et directions d'usine.

La demande de changement s'était cristallisée d'abord dans la FIM locale pendant le congrès de 1958. Avant le congrès, des membres de la FIM et des ACLI avaient recolté des témoignages concernant les difficultés de relations entre les syndicats d'usine, les commissaires internes FIM et le secrétaire général de la FIM Bruno Lucchese qui représentait la ligne officielle de la CISL. Après avoir collecté les données, ils avaient formulé des accusations contre le secrétaire général jugé responsable des mauvais résultats aux élections des commissions internes dans certaines usines et d'avoir voulu imposer ses choix aux membres des syndicats d'usine, ce qui avait éloigné une partie des militants syndicaux. Le secrétaire Lucchese était accusé d'avoir bloqué les initiatives de certaines FIM d'usine qui voulaient lancer des mobilisations internes, créant ainsi une fracture entre syndicat interne et celui départemental et le départ d'une partie des adhérents. On constate que déjà à ce stade la critique majeure au secrétaire de la FIM Lucchese était de suivre les directives données par la DC départementale. Les résultats du congrès donnèrent raison aux « rénovateurs » de la FIM qui obtinrent 13 sur 17 places dans le directif départemental. Le nouveau directif avait nommé comme secrétaire général Franco Castrezzati, avec Mario Battisti et Luigi Compagnoni, membre du secrétariat départemental.

Franco Castrezzati, était un ancien résistant, combattant dans les « Fiamme verdi », formations partisanses de tendance catholique. Il avait été le premier permanent embauché par la CISL de Brescia lors de la scission avec la CGIL unitaire à la fin des années 1940 avec le but de bâtir la nouvelle structure syndicale dans le département. Depuis son adolescence, il avait été en contact avec les secteurs plus à gauche du monde catholique local présents dans le milieu syndical, l'Église et les associations catholiques surtout grâce à sa participation précoce à la lutte de résistance. Une fois commencée son expérience syndicale, il s'était tout suite montré critique envers les attitudes collaboratives de la CISL nationale, en devenant un point de ralliement de tous les sujets et des structures FIM d'usine qui réfléchissaient déjà à cette époque à un changement des paradigmes organisationnels et syndicaux au moins dans la structure départementale<sup>188</sup>.

La tentative de changement ne s'arrêta pas à la structure FIM locale. Parallèlement au congrès FIM de Brescia de 1958, il y avait eu une situation similaire dans la FISBA, une catégorie très importante pour le nombre des adhérents, qui représentait les travailleurs du secteur agricole. Les rénovateurs de la FIM et des ACLI avaient tenté de remplacer le secrétaire sortant Pietro Apostoli, par Domenico Rivali, qui avait des positions très proches aux jeunes rénovateurs de la FIM. Avec cette possibilité de gagner aussi cette catégorie, les rénovateurs ne pouvaient pas tenter de faire élire Guido Baglioni au secrétariat général de la CISL de Brescia à la place de Ciso Gitti pour manque des voix dans le directif de l'Union départementale, mais il s'agit juste d'un moment de rodage dans la bataille d'idée de la gauche interne du syndicat catholique de Brescia.

Depuis la direction de la FIM, Franco Castrezzati avait commencé une bataille ouverte contre la ligne dictée par la direction départementale de la CISL aussi avec la mise en place d'une autre façon de faire du syndicat, d'abord en

---

<sup>188</sup> Voir l'interview de Franco Castrezzati dans l'œuvre BAGLIONI Guido, CORBARI Costantino, *Autonomi e contratti. Storia di sindacalisti della CISL in Lombardia*, Edizioni lavoro, Roma, 2006.

commençant par le lancement d'un plan agressif de négociation d'usine en cherchant tout suite des alliances avec les structures FIOM-CGIL dans les usines<sup>189</sup>.

### ***Le revirement progressif de la FIM de Brescia vers l'unité d'action***

La CISL de Brescia, suivant les indications de la structure CISL nationale, refusait la politique d'ouverture que la CGIL menait depuis la seconde moitié des années 1950 en proposant la présentation de listes communes aux élections des commissions internes. La CISL nationale en général avait cherché à limiter au minimum indispensable les convergences avec la Confédération socialo-communiste. Aussi les piquets de grève pendant des mobilisations syndicales comme les conventions collectives devaient être faits séparément à une certaine distance les uns des autres.

Cependant, la nouvelle direction de la FIM dirigée par Franco Castrezzati décida de ne pas respecter cette interdiction formelle. La cause principale était l'intransigeance de l'AIB, Association des industriels de Brescia, qui s'opposait à la négociation d'usine ; et donc, la nécessité de rendre plus efficace les luttes pour l'amélioration de la qualité de vie et de travail avait convaincu Castrezzati de la nécessité d'une lutte unitaire plus conséquente.

En effet, au début surtout dans certains grandes usines s'étaient réalisées des convergences significatives au niveau des Commissions Internes entre les représentants des différentes organisations syndicales, qui étaient unis contre les prévarications et le paternalisme des entrepreneurs. Cette situation s'accéléra pendant la mobilisation contre la « Prime FIAT » qui devint un moment

---

<sup>189</sup> COSTA Guido, BELLOMETTI Gigi, *A viso aperto. I sessant'anni della Cisl di Brescia nel segno dell'autonomia e della partecipazione*, Bibliolavoro, Sesto San Giovanni, Milano 2010.

symbolique de démarrage de cette politique d'unité syndicale. Il s'agissait du premier cas en Italie d'unité d'action au niveau local<sup>190</sup>.

La FIM de la FIAT de Brescia, avec l'appui de la FIM départementale, avait ouvert un dialogue avec la structure FIOM interne. L'objectif était d'organiser des initiatives syndicales communes, pas seulement contre la Prime antigrève, mais aussi contre les pratiques antisyndicales de la FIAT caractérisées par l'isolement des travailleurs syndicalisés, en particulier de la FIOM-CGIL, transférés dans des ateliers détachés éloignés de la majorité des travailleurs et où étaient appliqués des traitements humiliants, sans compter les licenciements injustifiés des militants politiques plus engagés<sup>191</sup>.

Parallèlement, les directions départementales de la FIOM et FIM locales avaient commencé à organiser des rendez-vous secrets pour discuter des mobilisations communes et des stratégies à mettre en place pour obtenir des accords dans plusieurs usines, défiant ainsi les interdictions formelles des confédérations nationales.

Paolo Nardini, expert technique de la négociation d'usine et membre du Centre étude national CISL pendant les années 1950, était à Brescia à cette époque. Il raconte dans ses mémoires la naissance de l'unité d'action dans le département et les techniques utilisées au début pour braver l'interdiction de mener des initiatives unitaires :

*« Pendant les mobilisations dans les usines ils utilisaient des astuces pour maintenir une distance formelle et pratiquer une unité d'action substantielle. Par exemple, tout le monde distribuait ses propres tracts qui disaient néanmoins les mêmes choses, ou, lorsque les rassemblements étaient tenus, on demandait des permis séparés pour la même place avec des horaires espacés d'une demi-heure.*

---

<sup>190</sup> CORTELLA Giorgio, *Storia della CISL di Brescia*, Edizioni lavoro, *Op.cit*, P.178.

<sup>191</sup> COSTA Guido, BELLOMETTI Gigi, *A viso aperto. I sessant'anni della Cisl di Brescia nel segno dell'autonomia e della partecipazione*, *Op. cit.*

*Donc, dès qu'un syndicat avait fini de parler, l'autre commençait immédiatement sur la même scène et avec le même micro »<sup>192</sup>.*

Une fois que cette unité d'action cachée avec la FIOM-CGIL s'était généralisée dans beaucoup d'usines du département, la direction de la FIM-CISL de Brescia avait soutint cette nouvelle ligne officiellement pendant le 4<sup>eme</sup> congrès départemental de la CISL en 1960 où il fut dit avec des formules assez souples et mesurées que le recours à l'unité d'action était souhaitable, avec une volonté de défense des intérêts des travailleurs. Cette orientation était jugée nécessaire pour défendre les prérogatives de l'action syndicale dans les usines. La direction pouvait faire cette proposition parce qu'elle jugeait être dans le cadre d'une intransigeance patronale tellement forte qui attentait aux principes-mêmes de l'Etat démocratique, à savoir le droit de liberté de choix associatif des travailleurs et d'action des groupes sociaux organisés<sup>193</sup>.

### ***Laboratoire syndical brescien : La négociation d'usine comme vecteur de l'unité syndicale***

Brescia fut un laboratoire syndical de deux points de vue. Premièrement, parce que les syndicats de la métallurgie de Brescia furent les premiers à organiser des mobilisations unitaires au niveau local et furent à l'avant-garde dans la bataille interne aux syndicats respectifs pour arriver à un projet unitaire

---

<sup>192</sup> NARDINI Paolo, *Il sindacato dentro. Azione sindacale e responsabilità sociale nei territori della Lombardia*, Bibliolavoro, Sesto San Giovanni (MI), 2010, P.37.

<sup>193</sup> CORTELLA Giorgio, *Storia della CISL di Brescia*, Op. cit, P.178.



global qui déboucha dans la construction de la FLM, Fédération des travailleurs de la mécanique et de la métallurgie au début des années 1970.

Deuxièmement, cette unité d'action avait permis le développement de la négociation d'usine dans un grand nombre d'usines dans tout le département et Brescia devint un point avancé de cette négociation, qui jusqu'à la moitié des années 1960 fut la prérogative seulement de certaines réalités locales isolées. Il faut tenir compte du fait que, jusqu'à la signature de la convention collective de la mécanique-métallurgie de 1962-1963, la négociation d'usine était formellement interdite<sup>194</sup>. La FIM nationale impulsa dans les départements ce type de négociation seulement à partir de ce moment<sup>195</sup>.

A Brescia, la négociation d'usine était déjà une réalité en 1959. On peut le constater grâce à une circulaire réservée que l'AIB même avait envoyé à la secrétairerie générale de la CISL de Brescia pour dénoncer les rapports difficiles avec la FIM territoriale qui avait à son avis une approche conflictuelle des rapports syndicaux ; Elle remarquait aussi que, dans les usines, les sections syndicales commençaient à signer les tracts et les affiches unitairement contre les directives nationales qui prévoyaient une distinction stricte avec la CGIL.

En général, l'Association des industriels voulait dénoncer la conflictualité croissante de la FIM de Brescia qui impliquait les structures syndicales d'usine, mais aussi les dirigeants syndicaux territoriales, et demandait explicitement l'intervention de l'Union locale pour rétablir les pratiques contractuelles « normales » caractérisées par la non conflictualité de la négociation et le versement paternaliste des primes et des augmentations salariales<sup>196</sup>.

Parmi les structures territoriales de la FIM, celle de Brescia fut la première à avoir une majorité de la gauche interne. Cet événement et le travail successif mené par la nouvelle direction pour changer les rapports de force dans la branche de la métallurgie impulsa la conquête de la part des « rénovateurs » des FIM de Milan et Turin et ensuite l'élection de Luigi Macario au secrétariat général

---

<sup>194</sup> TURONE Sergio, *Storia del sindacato in Italia. Dal 1943 al crollo del comunismo*, Op. cit.

<sup>195</sup> NARDINI Paolo, *Il sindacato dentro. Azione sindacale e responsabilità sociali nei territori lombardi*, Op. cit.

<sup>196</sup> COSTA Guido, BELLOMETTI Gigi, *A viso aperto. I sessant'anni della Cisl di Brescia nel segno dell'autonomia e della partecipazione*, Op. cit, P.33.

de la FIM nationale, événement qui marqua le virage graduel de la structure vers un syndicalisme plus conflictuel<sup>197</sup>.

---

<sup>197</sup> Au congrès de la FIM nationale de 1962 fut reconfirmé secrétaire général Franco Volonté et seulement un représentant de la gauche interne rentre dans le secrétariat, Giambattista Cavazzuti. Quelque mois après le congrès, dans le Comité directif du 23-24 novembre 1962, Volonté démissionne et, pour sceller le changement, est élu secrétaire général Luigi Macario. Cavazzuti et Zanzi sont confirmés au secrétariat. Dans un autre comité directif, le 23 février 1963 sont ajoutés au secrétariat Nino Pagani et Raoul Valbonesi, représentants de la gauche interne. Le renouvellement du groupe dirigeant fut total. Cfr. BAGLIONI Guido, *La lunga marcia della CISL (1950-2010)*, Il Mulino, Bologna, 2011.

## ***1.2 Brescia en contre-tendance au reflux nationale des mobilisations ? De l' « Autunno caldo » retardé aux retombées de l'attentat de la « Piazza Loggia » (1974) sur le mouvement ouvrier***

### ***Les mobilisations ouvrières et estudiantines à Brescia en 1968***

L'année 1968 au niveau national fut caractérisée par la mobilisation puissante des étudiants dans presque toutes les villes où étaient présents des pôles universitaires. Les mobilisations furent d'abord organisées pour bloquer la réforme de l'université proposée par le Ministre Gui, puis la contestation s'étendit contre un enseignement universitaire considéré classiste et autoritaire. On constate aussi la présence de mobilisations lycéennes surtout dans les moyennes et grandes villes à la traine de la mobilisation des grands pôles universitaires qui ont dirigé le mouvement estudiantin pour une bonne partie de l'année 1968. Déjà pendant l'année 1967, auront lieu des manifestations et des occupations de plusieurs universités, en particulier à Milan, Pise, Turin et Trente. Les étudiants exercèrent aussi une hégémonie partielle sur le mouvement ouvrier qui, entre la fin de 1967 et le début de 1968, n'avait pas encore mis en place des mobilisations générales malgré les importants signaux de reprise de la combativité ouvrière. Le mouvement ouvrier commença aussi à se mobiliser, seulement au milieu du 1968, sous l'impulsion de la mobilisation continue des universités

En effet, à côté de ces mobilisations, on voit en crescendo, dans tous les départements du pays, une mobilisation pour obtenir la signature des accords d'entreprises, phénomène qui prit de l'ampleur pour se généraliser dans toutes

les branches pendant l'année 1969 sous l'impulsion de la lutte des mécano-métallurgistes pour la convention collective du 1969. Cet événement qui grâce à son ampleur fut qualifié d'« automne chaud » signa la prise en main définitive de la mobilisation générale par le mouvement ouvrier, en particulier des secteurs industriels qui étaient affiliés à la FIM-CISL, FIOM-CGIL et UIL-UILM et la mise en second plan des mobilisations étudiantes qui commencèrent à être à la traîne de l'agenda de la mobilisation syndicale pour toute la première partie des années 1970<sup>198</sup>.

A Brescia la dynamique de la mobilisation fut différente si on la compare avec la situation au niveau national, premièrement à cause de l'absence d'une puissante mobilisation dans les universités. Les acteurs plus importants de la mobilisation en 1968 à Brescia furent les ouvriers de la grande industrie de la Commune de Brescia et en partie des vallées au nord du chef-lieu (Vallée Trompia, Vallée Sabbia). Les étudiants eurent un rôle secondaire à cause de l'absence d'un pôle universitaire public et du monopole de l'enseignement universitaire de la part de l'Université catholique où les ferments de contestation étaient assez faibles et fragmentaires.

Une autre différence avec le niveau national, réside dans le fait que la mobilisation estudiantine à Brescia fut plus puissante dans les lycées qui seront en première ligne dans les mobilisations lancées par les universités des grandes villes. Ce sont eux qui entraînent une partie des étudiants des universités de Brescia dans le mouvement de lutte. Malgré la puissance de leur mobilisation, ils ne jouèrent jamais un rôle indépendant dans le panorama politique de la ville et ils furent encore moins capables d'influencer et de lancer les mobilisations de la classe ouvrière, au contraire de ce qui s'était passé au niveau national. Leur mobilisation commencera assez tard, pendant la seconde moitié de l'année 1968 et pas en 1967 comme au niveau national, et leur mobilisation faisait suite à l'impulsion des luttes importantes qui commençaient à se développer dans les plus grands usines du département, donc sous l'influence de la mobilisation ouvrière. En effet, les syndicats FIOM, FIM et UILM avaient mis en place deux mobilisations d'ampleur nationale. D'abord la lutte contre les « gabbie salariali »,

---

<sup>198</sup> LORETO Fabrizio, *Storia della CGIL. Dalle origini ad oggi*, Ediesse, Roma, 2009.

les différences de salaire entre d'un côté le nord de l'Italie et de l'autre le sud et les zones moins industrialisées. Cette lutte avait eu une force extraordinaire de mobilisation aussi dans le sud d'Italie où le niveau de syndicalisation et la présence de structures syndicales d'usine était historiquement faible. Ensuite, une puissante mobilisation contre un projet de réforme des retraites. Ce projet, dans un premier temps, avait été validé par les organisations syndicales nationales avec la signature d'un accord en février 1968, mais sous la pression d'une puissante contestation des bases syndicales elles avaient du retirer la signature et organiser la mobilisation. Cela aboutit à une première grève unitaire le 14 novembre 1968 et à un conflit syndical qui dura jusqu'à février 1969 avec la signature d'un accord avec le gouvernement de Marino Rumor et la présentation de la loi 153 du 30 avril 1969 qui décréta la naissance d'un système des retraités universel (application du système contributif, l'institution de la retraite sociale, l'extension de l'échelle mobile des salaires et l'augmentation des retraites plus basses)<sup>199</sup>.

Dans le département de Brescia donc, ce fut les ouvriers qui influencèrent et impulsèrent la mobilisation des lycéens et des étudiants. La dynamique de développement du dialogue entre les ouvriers et les étudiants dans le département est un symptôme important de cette situation inversée. Si dans les grandes villes comme Milan, Turin et Rome ce furent les étudiants qui sont allés chercher un contact avec les ouvriers en se présentant devant les usines pour les convaincre de descendre dans la rue et donner naissance à un mouvement général de lutte contre le gouvernement démocrate-chrétien, à Brescia ce furent plutôt les ouvriers de certaines grandes industries qui sont allés voir les étudiants et surtout les lycéens pour demander solidarité et appui à leurs mobilisations d'usine pour obtenir les droits syndicaux ou la signature d'un accord d'augmentation salariale. En effet, pendant l'année 1968, on ne constate pas de mobilisations généralisées dans les usines de Brescia, mais de signes

---

<sup>199</sup> *Ibid*, P.126-127.

importants de la reprise de la mobilisation notamment dans les deux entreprises numériquement plus importantes<sup>200</sup>.

En effet, les luttes qui lancèrent la mobilisation généralisée de 1969 à Brescia eurent lieu dans les deux usines plus importantes du chef-lieu du département. Grâce à l'importance que ces deux établissements avaient dans le panorama productif et politique à Brescia, leurs mobilisations fut au centre du débat public local pour toute l'année 1968. D'abord eut lieu l'occupation de la ATB, puis des luttes dans des différents ateliers des « OM-Officine meccaniche ».

On constate une autre différence importante entre la mobilisation ouvrière à Brescia et dans les autres départements. A Brescia, se mobilisèrent seulement les bastions historiques de la classe ouvrière et les conflits furent encadrés par les syndicats de la mécanique-métallurgie sans avoir le développement de noyaux de jeunes salariés en contestation permanente des syndicats confédéraux. Au contraire, les premières luttes d'usine qui explosèrent au niveau national au milieu de l'année 1968 eurent lieu dans des établissements qui auparavant n'avaient pas connu une importante présence des syndicats. Les luttes qui eurent lieu dans les usines les plus grandes et les plus syndicalisées virent le développement d'une couche de jeunes contestataires qui donnèrent naissance aux premiers CUB, « Comitati unitari di base ». Il s'agissait des nouvelles structures syndicales d'usine parallèles et en contestation avec la ligne concentrative des syndicats confédéraux représentée par les Commissions internes. L'un des CUB – Comité unitaire de base fut créé à l'usine Pirelli Bicocca de Milan.

Elles eurent un caractère explosif et désorganisé parce qu'elles étaient menées, dans la plupart des cas, par des jeunes travailleurs en contestation avec la ligne qu'ils jugeaient modérée proposée par les représentants des syndicats confédéraux qui siégeaient dans les commissions internes, les organismes représentatifs d'usine des salariés. C'est le cas des luttes emblématiques de l'usine textile Marzotto dans la Vénétie. Il s'agissait d'une usine à faible syndicalisation, où la direction avait exercé pendant les années 1950-1960 un

---

<sup>200</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 30, étagère VIII S5, "Materiale vario", Volantino solidarietà con gli studenti medi, FIOM Brescia, mars 1968.

contrôle strict sur les salariés avec une politique antisyndicale très dure et un paternalisme catholique. Pendant le mois d'avril 1968, suite à l'augmentation unilatérale des rythmes de production de la part de la direction d'entreprise, les ouvriers occupèrent les bureaux et organisèrent ensuite une manifestation pendant laquelle la statue dédiée au fondateur de l'usine, le Comte Marzotto, qui se trouvait dans le centre historique de la municipalité de Valdagno fut abattue par les ouvriers<sup>201</sup>.

Pour revenir au département de Brescia, la première lutte importante de 1968 eut lieu à l'usine ATB – Acciaierie tubifici bresciani. La FIOM de la ATB, largement majoritaire dans l'usine avec 90% des voix aux élections professionnelles, ouvrit un conflit pour obtenir le renouvellement de la prime de production. Ce conflit débuta avec des formes de luttes radicales comme des grèves « a singhiozzo » (perlée) et « a scacchiera »<sup>202</sup>. A la fin de juillet la direction d'entreprise, en réponse aux grèves continues, décida de mettre en congé anticipé 120 salariés pour tenter de bloquer la mobilisation. L'espoir de la direction était que, avec des longues vacances, la mobilisation se serait estompée voire beaucoup affaiblie.

Pour donner une réponse politique forte et démontrer sa motivation inébranlable, la section syndicale interne de la FIOM, appuyée par la structure départementale, décida d'occuper l'usine. L'occupation de l'entreprise se prolonga 22 jours et termina avec la signature d'un accord syndical qui prévoyait une augmentation conséquente de la prime de production. Ce fut donc une victoire évidente des organisations syndicales<sup>203</sup>.

La lutte de l'ATB impliqua la ville entière à cause de l'importance qu'avait cette entreprise dans le chef-lieu : d'abord il s'agissait de la deuxième plus grande

---

<sup>201</sup> Pour connaître l'histoire de la mobilisation à l'usine Marzotto de Valdagno voir MENEGHELLI Leopoldo, La collera che abbatte le statue. Marzotto: la rivolta nel feudo, *Rassegna sindacale*, n.136, 1-5 mai 1968, p.9.

<sup>202</sup> La greve "a singhiozzo" est une forme de lutte caractérisée par des brèves abstentions du travail de la part du même salarié d'une façon imprévisible. La greve "a scacchiera" est l'abstention du travail de façon alternée de groupes ou ateliers entiers d'une façon coordonnée pour bloquer la continuité de la production et perdre moins de salaire, vu que tout le monde n'est pas en grève en même temps.

<sup>203</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 323, étagère AIX S11, "Vertenze fabbriche", Raccolta volantini, Ciclostilato Due fabbriche occupate : le ragioni dei lavoratori.

entreprise du département, localisée dans le centre-ville de Brescia et depuis l'après-guerre il y s'agissait d'un symbole-même du syndicalisme radical et communiste dans le département. L'importance de cette lutte était évident pour tout le mouvement syndical local. C'est pour cela que plusieurs actes de solidarité furent organisés, notamment l'organisation d'une grève générale de solidarité de tout le secteur mécanique le 2 août 1968. Pour le mouvement syndical, gagner cette lutte était un moment clef pour briser l'intransigeance des entrepreneurs de Brescia et donner l'élan à des mobilisations similaires dans beaucoup d'autres entreprises où depuis la moitié des années 1950 le niveau de mobilisation faible et la répression et le contrôle des entrepreneurs sur les salariés était presque total. Cette lutte eut également un impact au niveau national avec l'engagement des structures nationales de FIM, FIOM et UILM et d'une partie du monde de la culture liée au Parti communiste italien, comme le prouve l'organisation dans l'usine occupée d'une représentation théâtrale jouée par l'intellectuel de gauche et Prix Nobel de la littérature Dario Fo et Franca Rame le 15 août 1968<sup>204</sup>. Les lycéens et les étudiants furent aussi engagés dans le soutien à cette mobilisation avec l'organisation de discussions avec les ouvriers, des actes de solidarité en face des usines et la participation aux piquets de grève<sup>205</sup>.

### ***La lutte dans les ateliers « Sala Prova motori » de l'usine FIAT***

L'autre conflit important fut la mobilisation dans les ateliers de la « Sala prova motori » à la OM-FIAT de Brescia. Cette lutte se solda également par la victoire des grévistes. Au début, cinquante salariés ouvrirent un conflit pour dénoncer les problèmes liés à l'augmentation de la productivité, de la salubrité à

---

<sup>204</sup> Il punto di vista dei sindacati sulla vertenza dell'ATB, *Giornale di Brescia*, 15 août 1968.

<sup>205</sup> Pour de plus amples informations sur le rôle des lycéens et des étudiants dans l'appui de l'occupation de l'usine ATB et des autres luttes d'usine de la fin des années 1960 voir CUCCHINI Roberto, RUZZENENTI Marino, *Gastone Sclavi e la stagione dei consigli*, Grafo editore, Brescia, 2000.



l'environnement de travail, du passage de catégorie professionnelle et pour l'augmentation des certaines primes<sup>206</sup>.

Il s'agit d'un événement symbolique et d'une lutte qui avait en commun certaines caractéristiques avec celles qui avaient lieu au même moment dans d'autres entreprises en Italie. Une groupe de jeunes salariés inscrits aux syndicats organisèrent cette lutte sans prévenir les membres de la Commission interne, vu qu'ils s'opposaient à la logique de déléguer la négociation des rythmes de production et de la partie variable du salaire à la commission interne, qui selon eux agissait pour trouver un point de médiation et pour résoudre le conflit sans recourir à la grève. Cette contestation ne créa pas une fracture entre ces jeunes syndicalisés et les structures syndicales départementales, parce que les directions départementales de FIM, FIOM et UILM appuyèrent ouvertement leur lutte et convainquirent les anciens délégués membres de la commission interne de soutenir officiellement les grèves spontanées qu'ils avaient organisés. La motivation de ce choix est à trouver dans le travail de renouvellement et de reconstruction d'une présence syndicale combative qui depuis la fin des années 1950, en particulier les directions de la FIOM et de la FIM locale, étaient en train de mener<sup>207</sup>. Ce choix permit, non seulement d'éviter un affrontement entre les différentes structures départementales des branches métallurgiques, mais aussi, pendant les années 1970, d'intégrer ces jeunes salariés combattifs dans un travail de renouvellement générationnel du syndicalisme dans le usines. Certains parmi eux deviendront dirigeants syndicaux de la FIOM et aussi de la CGIL, comme ce sera le cas du chef de cette lutte à l'atelier « sala prova motori », Gianni Pedò, qui deviendra pendant les années 1970 secrétaire général de la FIOM de Brescia et en 1991 secrétaire général de la CGIL de Brescia.

---

<sup>206</sup> SCLAVI Marianella, *Lotta di classe e organizzazione operaia, Pirelli Bicocca ('60-'69), OM-Fiat ('54-'72)*, G.Mazzotta Editore, Milano, 1974.

<sup>207</sup> La "commissione interna" est un forme de représentante des salariés à l'intérieur de l'usine. Née en 1906, elle fut supprimée pendant la période fasciste et reconstituée avec le pacte du 2 septembre 1943, souscrit entre la Confindustria et la CGIL unitaire. Suite à ce pacte, la « Commissione interna » obtint la fonction de gestion des contacts et de négociation syndicale au niveau d'entreprise. Au début des années 1970, elle fut substituée par les « Consigli di fabbrica », structures syndicales unitaires de FIOM, FIM et UILM. Cfr.: TREU Tiziano, *Glossario italiano del lavoro e delle relazioni industriali*, Milano, FrancoAngeli, 1992.

## ***Les mobilisations d'usine pendant la seconde moitié des années 1960 : les données de la négociation dans le secteur mécanique-métallurgique***

Entre la fin de 1967 et le début de 1968 la mobilisation dans les usines était dans une phase contradictoire ; si d'un côté on constatait une augmentation progressive des adhésions syndicales et des créations des commissions internes au long de la décennie, de l'autre côté la présence des structures syndicales à l'intérieur des usines restait globalement faible, surtout dans la moyenne et petite industrie située dans les vallées limitrophes à Brescia. Le département de Brescia avait aussi été touché par les conséquences de la défaite aux élections professionnelles à la FIAT Mirafiori de Turin en 1955, évènement qui avait engendré une vague puissante de restauration du pouvoir entrepreneurial dans les usines de tout le pays où le changement des rapports de forces fut rapide et évident, en comparaison avec la période de l'après-guerre où avait eu lieu un important cycle de mobilisation ouvrière. Déjà à la fin des années 1950, les directions de FIM et FIOM avaient commencé un travail lent et déterminé de construction de sections syndicales et de syndicalisation surtout dans les vallées limitrophes du chef-lieu où les droits syndicaux basiques étaient totalement ignorés par des entrepreneurs tout-puissants grâce aussi à l'appui de la Démocratie-chrétienne locale qui exerçait une hégémonie politique écrasante et qui jouait un rôle de médiation entre salariat et patronat, toujours favorable à ce dernier. Ce travail presque aboutit déjà pendant l'année 1968 à une première explosion de la conflictualité d'usine dans une partie des moyennes et grandes entreprises situées dans les vallées considérées comme syndicalement difficiles. La lutte qui ouvrit la voie à toutes les autres et qui donc devient emblématique de la volonté des salariés de changer les rapports de force dans les usines des zones à faible implantation syndicale eut lieu à la Eredi Gnutti Metalli. Il s'agit d'une entreprise moyenne située dans le village de Lumezzane. Elle était spécialisée dans la production des barres de laiton et des bandes de cuivre. C'est dans cette

usine que démarrèrent les premières luttes pour obtenir des augmentations de salaire et pour demander des passages de catégorie professionnelle qui aboutirent à l'acceptation des revendications des syndicats de la part de la direction d'entreprise après une intense mobilisation des salariés. Grâce à cette victoire, qui donna du courage à tous les salariés des vallées au nord du chef-lieu, les syndicats pendant la première partie des années 1970 purent généraliser la mobilisation contre un schéma de relations syndicales paternalistes et autoritaires consolidé depuis des décennies dans cette partie du département avec l'objectif d'imposer aux entrepreneurs le respect des droits syndicaux basiques<sup>208</sup>.

Ces trois luttes emblématiques ( ATB, Fiat et Eredi Gnutti) eurent un impact sur le niveau de mobilisation globale du département déjà pendant l'année 1968. On peut le constater dans le bilan des accords d'entreprise signés pendant cette période. En effet, dans tout le département, en 1968 furent signés 87 accords concernant 51 entreprises. Il s'agit d'un vrai changement et une accélération quantitative importante en comparaison avec les années 1966-1967 où le nombre d'accords dans les entreprises mécaniques-métallurgiques n'avait pas franchi la barre de 50 accords signés. L'intervention des nouvelles générations de salariés jouera un rôle déterminant dans cette dynamique de croissance d'abord dans les structures syndicales d'entreprise avec l'objectif de convaincre les membres de la commission interne à lancer des mobilisations internes pour obtenir la signature des accords d'entreprise et dans l'organisation même de ces mobilisations. Le rôle de médiation du secrétariat de la FIOM de Brescia entre les jeunes salariés combattifs et les commissaires internes, représentants d'une génération plus ancienne, permit d'éviter la rupture entre les deux « instances ». Pendant le développement des mobilisations d'usine en 1968, la FIOM de Brescia donna un espace d'autonomie assez grand aux commissions internes dans le choix des formes de luttes et sur des plateformes revendicatives, en comparaison avec une pratique consolidée de contrôle centralisé par les syndicats départementaux des mobilisations d'entreprise<sup>209</sup>. En plus, elle travailla à ouvrir

---

<sup>208</sup> CUCCHINI Roberto, RUZZENENTI Marino, *Gastone Sclavi e la stagione dei consigli*, Grafo Edizioni, Brescia, 2000, P.31.

<sup>209</sup> SECONDI Fabio, *Foppoli Giovanni : Uomo della CGIL*, Gam Editrice, Brescia, 2005, P.272.

des espaces décisionnels aux jeunes travailleurs mobilisés d'abord en donnant la possibilité de discuter les contenus des revendications et l'expérimentation de nouvelles formes de grève avec l'organisation de réunions des comités des adhérents à la présence des commissions internes. En outre, la direction de la FIOM de Brescia prit position pour un changement des formes de représentativité du syndicat dans les usines qui aboutit dans les années 1970 à la création des conseils d'usine. Cela avait poussé une partie importante des jeunes travailleurs à s'engager en première ligne pour la réussite des luttes intégratives et surtout à le faire à côté des organisations syndicales<sup>210</sup>.

### ***L' « automne chaud » 1969 en Italie***

Les mobilisations de 1968 et de la première partie du 1969 contre la réforme des retraites, les « gabbie salariali » et la conflictualité locale qui se développèrent progressivement dans les usines de tout le pays, furent prodromiques à l'explosion d'une mobilisation généralisée pendant l'automne 1969 qui passa à l'histoire avec la dénomination d' « automne chaud ».

A ce moment, 36 conventions collectives de travail concernant les plus importants secteurs productifs étaient sur le point d'expirer. Ces conventions collectives concernaient plus de 4500000 salariés italiens. Parmi ces contrats, les plus importants étaient ceux de la mécanique et de la métallurgie (1200000 travailleurs), du bâtiment (880000 travailleurs) et de la chimie (200000 travailleurs)<sup>211</sup>.

---

<sup>210</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani, Fond FIOM, Enveloppe 20, étagère AVIII, S3, dossier 4, *Piano di attività della camera confederale del lavoro di Brescia per il rafforzamento e lo sviluppo dell'azione articolata a livello aziendale, settoriale e categoriale, 1970-1973.*

<sup>211</sup> *Trentasei contratti di lavoro saranno rinnovati in autunno, Giornale di Brescia*, 28 août 1969.

Dans une situation de contestation généralisée dans les usines au niveau italien, les conventions collectives eurent un rôle de canalisateur et d'unification des revendications de toutes les branches. Les confédérations syndicales nationales proposèrent 5 points revendicatifs généraux pour toutes les branches professionnelles pour lancer une mobilisation unitaire. Voici la liste des 5 revendications :

- Une augmentation consistante du salaire horaire supérieure à 15%.
- La réduction d'horaire à 40 heures par semaine pour tous les secteurs, à appliquer graduellement et en concertation avec les représentants de branche des entrepreneurs.
- Le paiement des heures supplémentaires à partir de la 40<sup>ème</sup> heure de travail et la fixation d'un barème maximum des heures supplémentaires.
- Le nivellement normatif et salarial graduel entre ouvriers et employés.
- L'établissement de normes pour développer des droits syndicaux et démocratiques dans les usines notamment concernant la liberté d'assemblée et la tutelle des militants syndicaux et politiques dans les entreprises<sup>212</sup>.

### ***L'automne chaud dans le département de Brescia***

La classe ouvrière de Brescia participera puissamment à la mobilisation nationale pour les conventions collectives de 1969. En effet pour la première fois, tout le département fut touché par une vague de mobilisation, capable d'impacter aussi des centaines de petites et moyennes industries localisées surtout dans les zones où le syndicalisme avait jusqu'alors été très faible au niveau des adhésions et de la présence de sections syndicales d'entreprise. Les mobilisations de la fin 1969, eurent dans ces entreprises un caractère explosif et spontané à cause de l'absence d'une présence structurée des organisations syndicales.

---

<sup>212</sup> *Le federazioni sindacali dei metalmeccanici presentano la nuova piattaforma contrattuale, Giornale di Brescia, 4 mai 1969.*

En effet, c'est depuis l'automne 1969 que les syndicats de Brescia commencèrent à avoir des vrais résultats dans la tentative de s'implanter dans des zones à basse syndicalisation (Vallée Trompia, Vallée Gobbia et Vallée Sabbia). Auparavant le travail avait été lent et difficile malgré l'engagement unitaire de la FIOM et de la FIM de Brescia, qui depuis la fin des années 1950 avaient développé un programme ambitieux d'enracinement axé sur la tentative de rentrer en contact avec les salariés aux entrées des entreprises et avec l'ouverture des sièges unitaires des organisations syndicales de la métallurgie dans les centres-ville plus importants de ces vallées pendant la seconde moitié des années 1960. Le projet pilote eut lieu dans la Commune de Nave située dans la Vallée Sabbia. Déjà pendant l'année 1969, la FIOM et la FIM de Brescia décidèrent d'ouvrir une lutte syndicale dans les plus importantes usines de la zone, basée sur 3 piliers : augmentation de la prime de production, respect des règles syndicales et salariales minimales exprimées dans le CCNL Métallurgie de 1966 et l'obtention de droits syndicaux. La création d'une plateforme revendicative unique pour toutes les entreprises fut possible parce que les travailleurs de cette vallée avaient plus ou moins les mêmes problèmes et les mêmes revendications :

*« Le cas de la AFIM, une usine de la sidérurgie de Nave est emblématique de la situation dans laquelle se trouvaient les travailleurs de beaucoup de petites entreprises. Le conflit syndical qui s'ouvrit en janvier 1969 comprenait plusieurs revendications – en grande partie des requêtes destinées à obtenir le respect des conventions collectives sur le salaire, les horaires, les qualifications professionnelles, les congés payés – aussi l'élection de la Commission interne. L'efficacité de l'action promue unitairement par FIM et FIOM conduit à un premier accord d'entreprise sur certains points, laissant les problèmes des incitations salariales liées à la productivité et de l'élection de la commission interne non résolus ; cela encore en mai 1969, en violation de l'accord confédéral qui prévoyait leur institution. Pour*

*gagner le droit d'élire un organisme de représentation, les travailleurs ont dû faire grève toute la journée du 25 mai 1969»<sup>213</sup>.*

Malgré les pas en avant faits dans ces vallées et l'importance symbolique d'avoir réussi à démarrer la mobilisation syndicale dans des réalités territoriales considérées auparavant comme des zones de non droit syndical, il ne faut pas exagérer leur rôle dans la dynamique de mobilisation générale. En effet, pendant l' « Autunno caldo » à Brescia, les mobilisations plus importantes et la tête politique du syndicat étaient encore dans les grandes usines. (OM-FIAT, Idra, S.Eustacchio, Smi, Atb, Breda e Pietra, etc.) Cela principalement pour le poids numérique qu'elles avaient encore dans l'appareil productif de la ville en 1969 et pour la force de syndicalisation qu'elles représentaient. A la fin des années 1960, les ouvriers de la grande industrie représentaient encore la majorité absolue des adhérents aux syndicats FIOM, FIM et UILM.

C'est dans les années 1970, qu'il y eut une perte de vitesse relative de la grande industrie dans le département au niveau de son poids dans l'appareil productif et du poids syndical. D'abord à cause de la diminution du nombre des salariés employés dans les grands établissements et aussi à cause de la difficulté pour les syndicats FIOM, FIM et UILM d'organiser une activité syndicale dans des usines en crise ou en restructuration profonde.

Pour en revenir à la fin des années 1960, la tendance positive au niveau de l'enracinement du syndicalisme dans les usines en particulier de la FIOM est confirmée par les données concernant les résultats des élections professionnelles et surtout le nombre d'adhérents. Si dans les grandes usines l'enracinement du syndicat était déjà important avant 1968, les deux années 1968-1969 confirment et donnent de l'ampleur à cette dynamique. En effet, en 1969 eut lieu la votation des représentants syndicaux dans les quatre-vingt plus grandes usines de Brescia, dans lesquelles travaillaient 25 000 employés de l'industrie et, où plus du 90% des ouvriers participèrent au vote. La FIOM améliora ces résultats en devenant le

---

<sup>213</sup> MONTANARI Elio, *Desiderio di libertà. La FIOM di Brescia e l'autunno caldo del 1969*, FIOM-CGIL Brescia, 1999, P.133.

syndicat de majorité relative avec 47,4% des voix. Elle avait perdu la majorité dans le département en 1955, après la défaite aux élections professionnelles de la FIAT de Turin et le début de la controffensive des entrepreneurs dans les entreprises italiennes. En 1969, la FIOM obtint au niveau du département, 51,3% des voix des ouvriers et 12,7%, ayant donc la majorité relative des voix exprimées en faisant la moyenne des deux. Les résultats des élections professionnelles favorables à la FIOM démontrent l'augmentation du niveau de combativité des salariés vu qu'ils donnèrent la majorité au syndicat de la branche mécanique considéré comme le plus revendicatif. Cette dynamique est confirmée aussi par l'augmentation du nombre d'adhérents de la FIOM de Brescia. Elle passa de 14 896 adhérents en 1968 à 17 000 en 1969. En trois années, entre 1966 et 1969, les adhérents à l'organisation avaient augmenté de plus de 5000 unités avec une augmentation de 38,4% du total des effectifs<sup>214</sup>.

C'est pour cela que les luttes les plus intenses en 1969 eurent lieu dans les usines du centre ville où étaient concentrés la plupart des grands complexes industriels historiques du département. Le centre de l'affrontement fut sans doute la OM-FIAT, vu le rôle politique stratégique que jouait cette entreprise dans le département grâce au fait qu'elle était propriété du groupe industriel le plus grand d'Italie et donc influente sur le débat public local et sur les organisations syndicales départementales. En effet, dans cette usine, eurent lieu les événements les plus importants de l'automne 1969 à Brescia. Par exemple, le 10 octobre les secrétaires départementaux de CGIL et CISL furent accompagnés d'une foule immense d'ouvriers de toutes les usines de Brescia à l'intérieur de l'usine FIAT pour tenir une assemblée syndicale. L'objectif était de pratiquer le droit d'assemblée qu'était nié par les entrepreneurs dans les entreprises. Faire rentrer le syndicat dans l'usine en la personne des dirigeants départementaux de FIOM, FIM et UILM était une façon de défier la direction FIAT connue pour sa conduite antisyndicale et de réaffirmer la volonté de conquérir les droits démocratiques et d'assemblée dans l'enceinte des entreprises. Cette expérience se généralisa les jours suivants dans les autres grandes usines de la Commune de Brescia. Avec ces initiatives les travailleurs de Brescia ont conquis les droits

---

<sup>214</sup> *Ibid.*



d'assemblée et les libertés syndicales bien avant la promulgation de la Loi 300 du 20 mai 1970 dit « Statut des travailleurs » qui collectait une ensemble des tutelles pour le travailleurs en face de l'entrepreneur et les plus importants principes des droits salariaux et démocratiques<sup>215</sup>.

En général, les luttes à la FIAT jouèrent un rôle central et furent suivies de près par tous les acteurs sociaux de Brescia à cause du niveau d'affrontement entre les syndicats internes et la direction d'entreprise. Pendant les mobilisations pour la Convection collective de la mécanique-métallurgie de 1969, la situation à l'usine FIAT de Brescia fut la plus âpre au niveau départemental. En effet, si d'un côté la direction d'entreprise organisa des groupes d'ouvriers briseurs de grève, de l'autre côté les syndicats organisèrent de piquets de grévistes pour empêcher toute entrée dans le site productif. Cela engendra des situations de tensions et un affrontement judiciaire qui se poursuivit toute l'année 1970. Une fois terminée la mobilisation pour les conventions collectives, fin décembre 1969, avec la signature d'un accord qui acceptait globalement toutes les revendications de la plateforme présentée par les syndicats confédéraux, la direction FIAT de Brescia dénonça 139 de ces ouvriers qui avaient participé aux piquetages de l'usine. 159 ouvriers furent dénoncés dans le département, un nombre très élevé si on le compare avec les 154 de Turin et les 151 de Milan). Force est de constater que presque 90% des dénonciations à la justice du département eurent lieu dans l'usine du groupe industriel FIAT, fait qui en soit démontre le niveau de conflictualité atteint pendant l'automne 1969<sup>216</sup>.

### ***La négociation d'usine à Brescia en 1969***

---

<sup>215</sup> GALLI Pio, Assemblea in fabbrica a Brescia, *Sindacato moderno*, octobre 1969, pp. 5-6.

<sup>216</sup> TEDESCHI Massimo, MONTANARI Elio, *Liberare il lavoro: La Fiom di Brescia negli anni'70*, FIOM CGIL Brescia, 2001, P.24.

L'automne 1969 fut un moment de négociation d'usine très riche qui permit la signature de plus de 130 accords dans 93 usines du département. Il s'agit évidemment d'un saut quantitatif important dans le nombre d'accords signés.

Un autre aspect central dans la négociation des accords internes aux entreprises de Brescia mérite d'être analysé. L'émergence précoce, à côté des revendications sur le salaire et en général sur les aspects liés à la paie, de revendications liées aux problèmes de l'environnement du travail (salubrité, pollution danger d'accidents de travail) est due à la présence d'un important secteur sidérurgique dans le département où ces problématiques étaient très importantes

On en a un exemple clair dans la mobilisation des salariés de l'atelier sidérurgique de l'usine ATB en septembre 1969 contre le manque d'un appareil pour le captage des fumées d'aciérie. Cette mobilisation démontre que, comme dans les bastions syndicaux, la mobilisation commençait à passer de simples revendications salariales à une volonté de contrôle du processus productif et des différents aspects de l'environnement de travail avec le refus de l'ancienne politique de monétisation du risque environnemental pour les travailleurs. Ce thème devient aussi central en 1970-1971 dans les vallées au nord du département où étaient localisés des dizaines de petits ateliers de la sidérurgie électrique, en devenant l'un des points centraux de la mobilisation des salariés. Cette structuration des plateformes revendicatives larges et pas seulement axées sur l'augmentation du salaire même dans les zones à faible implantation du syndicalisme est due aussi au rôle que jouaient les structures départementales des syndicats FIOM, FIM et UILM dans l'élaboration des plateformes revendicatives pour les usines de ces vallées<sup>217</sup>.

---

<sup>217</sup> *Ibid.*

## ***La poussée des mobilisations au début des années 1970***

Après l'« Autunno caldo », on constate une intensification de la syndicalisation et de la capacité d'intervention du syndicalisme industriel dans un nombre significatif d'entreprises de toutes les tailles et de toutes les zones du département. On peut le constater en regardant le nombre d'accords d'entreprise signés par les syndicats de la métallurgie. Le nombre passe à 145 en 1970, avec une augmentation en comparaison avec l'année précédente.

En 1971, le nombre d'accords augmenta encore. Les accords furent 153 dans 135 entreprises différents. Si 82% des accords prévoyaient des augmentations de salaire, d'autres points moins liés à la rémunération commencèrent à prendre de l'importance dans les négociations. En effet on constate que 32% des accords établissent la reconnaissance des conseils d'usine, 37% parlaient des passages de catégorie et 26% prévoyaient des améliorations de l'environnement de travail (pollution, accidents de travail).

Si jusqu'à la fin de 1969 les revendications étaient centrées dans la plupart des cas sur des requêtes salariales, déjà au cours de l'année 1970 des arguments comme l'environnement du travail, l'abolition des catégories plus basses, les pauses, l'opposition à la réduction des effectifs et à l'augmentation de la productivité horaire deviennent centraux dans beaucoup de négociations d'usine<sup>218</sup>.

Cette diversification revendicative concernait surtout les grands complexes industriels où un la présence de puissants conseils d'usines et de la FLM : syndicat unitaire des travailleurs de la métallurgie avait désormais pris le chemin de l'extension des revendications pour arriver à un contrôle plus serré de l'organisation du travail et de la production. L'objectif était contrer l'impact que

---

<sup>218</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 20, étagère AVIII, S3, dossier 4, *Piano di attività della camera confederale del lavoro di Brescia per il rafforzamento e lo sviluppo dell'azione articolata a livello aziendale, settoriale e categoriale- 1970-1973.*

ces éléments avaient sur la qualité de vie des travailleurs dans l'entreprise, sans compter la nécessité d'intervenir sur les questions liées à l'environnement surtout dans les gros établissements de la sidérurgie et de la mécanique lourde. L'objectif des syndicats était d'imposer aux entrepreneurs la négociation systématique sur toutes les décisions centrales de la vie à l'usine :

*« Un mouvement ouvrier désormais solidaire dans la défense de ces droits dans l'usine : l'application effective de l'horaire contractuel à travers l'opposition aux heures supplémentaires imposées, la négociation sur le nombre d'effectifs pour chaque équipe, la longueur des horaires de travail et sur la productivité des installations industrielles avec le but de réduire les rythmes à la chaîne de montage à travers la négociation des cadences et le nombre des effectifs.*

*L'abolition des incitations salariales pour augmenter la productivité individuelle dans les ateliers plus difficiles à travers l'élévation de la partie de salaire fixe et la réduction des courbes incitatives étaient d'autres terrains d'affrontement. La négociation devait porter sur tous les aspects : les nocivités liées à la production, les innovations technologiques, les pauses, l'assainissement»<sup>219</sup>.*

La nouvelle capacité de contrôle du syndicalisme dans les grandes usines est démontrée aussi par la mise en place de formes de grève diversifiées. En effet, dans cette réalité furent mises en pratique pendant les années 1970 différentes formes de luttes pour rendre plus efficace la grève au niveau de la fermeture productive et de l'impact sur l'opinion publique comme l'occupation symbolique des entreprises, la baisse programmée de la productivité, la prolongation de la pause déjeuner, les manifestations avec blocage des grands axes routiers et les grèves internes organisées par atelier ou groupe de travail. De l'autre côté il y avait les conflits, dans la plupart des cas ouverts pendant les années 1969-1970, où le syndicat cherchait à obtenir le respect des règles minimums de la Convention collective et des droits syndicaux dans les petites et moyennes usines

---

<sup>219</sup> TEDESCHI Massimo, MONTANARI Elio, *Liberare il lavoro: La Fiom di Brescia negli anni'70*, Op.cit, P.35.

surtout des vallées limitrophes à Brescia où se concentrait un nouveau type d'industrialisation basé sur les petits ateliers artisanaux depuis la fin des années 1950. En octobre 1970, les syndicats FIOM et FIM décidèrent de créer les « Consigli di zona » dans des réalités territoriales avec des problématiques semblables et ils en créèrent quatre : Rovato, Gardone Val Trompia, Lumezzane et Nave-Odolo. L'objectif était de fédérer les différentes usines avec des plateformes revendicatives communes vu qu'elles partageaient des problématiques salariales et syndicales communes comme cela est expliqué dans le communiqué unitaire des confédérations syndicales pour annoncer l'ouverture des sièges à Nave :

*« Ces structures syndicales unitaires à l'extérieur des usines devaient être l'expression territoriale des conseils d'usine, elles devaient établir un lien entre les batailles revendicatives des grandes et petites entreprises présentes sur un territoire. En plus elles devaient travailler pour améliorer la conditions des ouvriers en dehors des usines »<sup>220</sup>.*

La zone de Nave était emblématique de cette situation de faiblesse syndicale. Après 1969, on constate le développement d'une situation de conflictualité permanente qui continua une bonne partie des années 1970. En effet, le syndicat, suite à une première mobilisation en 1969, avait lancé une deuxième plateforme de revendications syndicales communes pour toutes les entreprises sidérurgiques de la zone, vu l'homogénéité des réalités productives présentes. Il s'agissait d'industries électro-sidérurgiques de petite et moyenne taille (Fratelli Stefana, Fenotti e Comini, Afim, Profilati Nave, Busseni, Stefana Antonio).

Les employeurs de Nave répondirent violemment à cette tentative de la part des syndicats d'imposer leurs revendications que dans cette zone où n'étaient pas respectés les droits syndicaux basiques. Ces entrepreneurs de l'électro-siderurgie avaient basé leur succès principalement sur la flexibilité de la main-d'œuvre et de la production et sur le faible coût du travail, donc ils ne pouvaient pas se

---

<sup>220</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani », Fond FLM, Enveloppe 13, étagère AVII S2, Comunicato di apertura della sede sindacale nel Comune di Nave.

permettre de perdre ces avantages. La présence à l'intérieur de l'usine d'un syndicalisme revendicatif qui demandait le respect des conventions collectives aurait introduit des éléments de rigidité dans la production et dans l'organisation du travail que ces entrepreneurs estimaient être une violation de leurs droits inaliénables de gestion de l'entreprise<sup>221</sup>.

Malgré la dure réaction des entrepreneurs des vallées, la force de mobilisation que le mouvement syndical exprima entre 1970 et 1973 obligea la plupart d'entre eux à signer des accords pour éviter le blocus total de la production à cause de grèves prolongées dans un moment, le début des années 1970, où l'industrie locale était encore dans une dynamique de croissance et de développement productif puissant.

L'AIB (Association industrielle de Brescia) était le porte drapeau de cette politique intransigeante. Si dans les usines les entrepreneurs signaient des accords sous la pression de la mobilisation ouvrière, l'AIB refusait de contresigner ces accords comme on le constate dans certains grands complexes (ATB, Beretta, Pietra et Glisenti). Malgré son opposition, entre 1971 et 1972 furent signés plus de 200 accords d'usine. Seulement 20 accords furent souscrits par l'association des entrepreneurs de Brescia qui ne voulait pas cautionner symboliquement la position conciliatrice des directions d'entreprise pour des questions de principe.

La poussée du mouvement syndical à Brescia était encore très forte en 1973. On le constate pendant la mobilisation pour la Convention collective de la mécanique-métallurgie en 1973, quand grâce à la présence accrue du mouvement syndical dans les entreprises, les mobilisations furent organisées dans chaque zone du département avec des articulations des initiatives de luttes usine par usine sous la gestion des structures syndicales d'entreprise et des conseils de zone. Les objectifs de la mobilisation pour la convention collective de 1973 étaient qualitativement significatifs et les syndicats FIM et FIOM nationaux arrivèrent à obtenir satisfaction sur presque tous les points. Ils obtinrent

---

<sup>221</sup> CUCCHINI Roberto, *Nel regno del tondino : operai e sindacato a Nave (1960-1972)*, *Profondo nord. La camera del lavoro di Brescia 1892-1982* sous la direction de Gianfranco Porta, Ediesse, Brescia, 1985.

l'homogénéisation des droits syndicaux des ouvriers et des employés, 150 heures de droit à l'éducation, quatre semaines de vacances pour tous, la diminution à 39 heures par semaine pour les ouvriers de la sidérurgie, 16 000 liras d'augmentation des salaires, 120 h de permis non rémunérés pour les étudiants-travailleurs, la limitation des heures supplémentaires et l'abolition des différences salariales entre majeurs et mineurs<sup>222</sup>.

1974 fut une année de changement très important pour le mouvement syndical italien et en particulier pour celui de Brescia. On constate l'émergence des premiers éléments de la crise mondiale liés au choc pétrolier de l'année 1973. Dans le département de Brescia, on voit l'émergence des premiers éléments de crise dans certaines grandes entreprises. Il s'agit d'un phénomène encore peu visible et important, car en effet Brescia ne fut pas touchée tout de suite par la crise et cela permit la continuation de la mobilisation dans tout le département. En effet, la mobilisation dans les moyennes et grandes usines du chef-lieu pour conquérir des éléments de contrôle de la production de la part des puissants syndicats internes continua toute l'année. Parallèlement, l'affrontement à Nave, Odolo et en Vallée Trompia pour faire accepter aux entrepreneurs le cadre normatif concernant les droits salariaux et syndicaux de base continua également. C'est pendant les années 1973 et 1974 que l'on vit se développer une deuxième vague de conflit syndical dans ces vallées avec comme épiscentre la commune de Nave.

Après trois ans de mobilisation permanente dans la zone de Nave, l'année 1973 s'ouvrit avec la présentation d'une nouvelle plateforme revendicative avec des requêtes assez homogènes pour les 6 entreprises sidérurgiques les plus importantes présentes sur ce territoire. Le but, encore une fois, était d'améliorer les conditions de vie globale à travers une augmentation des salaires, la diminution des heures supplémentaires imposées, le respect des congés payés pendant les fêtes nationales, la création d'une cantine d'entreprise de qualité et l'amélioration de la salubrité de l'environnement de travail. De plus FIM et FIOM ont avancé des revendications liées à la qualité de vie à l'extérieur de l'usine. Les

---

<sup>222</sup> PORTA Gianfranco, Cento anni con i lavoratori. La FIOM di Brescia dal 1901 al 2001, Grafo editore, Brescia, 2001.

syndicats demanderont, par exemple, aux entreprises d'accepter la mise en place d'une contribution monétaire extraordinaire pour faire face aux urgences causées par la pollution due à l'importante concentration des industries sidérurgiques dans la Commune de Nave.

Les syndicats gagnèrent cette bataille et obtinrent la signature des accords dans la plupart des entreprises concernées. En septembre 1974 fut signé le premier accord à l'usine Stefana Antonio et les derniers furent signés à la Afim en février 1975 et en mars à la Fenotti e Comini, après 300 heures de grève<sup>223</sup>.

En Val Trompia aussi l'affrontement entre entrepreneurs et organisations syndicales de la métallurgie battait son plein. L'usine Lucchini de Sarezzo fut le centre de la bataille des syndicats pour la reconnaissance des droits syndicaux fondamentaux contre l'intransigeance de l'entrepreneur Luigi Lucchini, futur président de l'Association des industriels de Brescia et haut représentant de la ligne la plus intransigeante dans l'association des entrepreneurs locaux.

Dans cette usine, les syndicats demandèrent une organisation concordée des équipes de travail au laminoir et la diminution des heures supplémentaires imposées par les exigences productives. La direction, après avoir signé un accord et ne pas l'avoir respecté, appliqua un lockout du site productif et licencia un délégué syndical en réponse à une heure de grève. L'accord définitif fut signé après quatre mois d'âpres affrontements et des grèves. La victoire des salariés de l'usine Lucchini de Sarezzo prouve que les rapports de forces étaient encore favorables aux travailleurs puisque même Luigi Lucchini, qui était en train de devenir le symbole même de l'intransigeance des entrepreneurs, dut se plier et signer un accord avec les organisations syndicales ou il dut accepter la plupart des requêtes avancées<sup>224</sup>.

L'événement plus important et marquant pour le mouvement ouvrier de Brescia fut l'éclatement d'une bombe en Piazza Loggia, le 28 mai 1974, pendant un cortège des syndicats confédéraux et des organisations politiques des gauches, qui fit huit morts et plus de cent blessés. La manifestation avait été organisée par

---

<sup>223</sup> TEDESCHI Massimo, MONTANARI Elio, *Liberare il lavoro : La Fiom di Brescia negli anni'70*, Op. cit, P.59.

<sup>224</sup> Ibid, P.61-66.



le Comité unitaire antifasciste de la ville pour dénoncer les violences et les attentats fascistes qui, depuis le début des années 1970, s'étaient intensifiés dans le département. L'année 1973, en particulier, avait été caractérisée par plusieurs attentats fascistes avec des bombes. (au siège du PSI local, contre un supermarché lié à la Ligue des coopératives rouges et une autre tentative d'attentat pas abouti contre le siège de la CISL à Brescia). Le mouvement syndical avait été particulièrement visé par les violences des fascistes avec des attaques pendant les piquets de grève, des agressions de militants isolés ou avec des provocations de la part de fascistes embauchés par certains entrepreneurs des vallées pour intimider les militants syndicaux et les délégués actifs lors des mobilisations ouvrières pour les accords d'entreprise<sup>225</sup>. Après l'attentat, la

---

<sup>225</sup> «Le domaine privilégié des initiatives des forces néo-fascistes était représenté par l'école et l'usine : des tracts, mais aussi de l'intimidation et des affrontements physiques, dans la logique de s'opposer aux manifestations des étudiants et des travailleurs. Des passages à tabac ont eu lieu le 12 mai 1971 à l'Institut « Veronica Gambarà »; le 26 janvier 1972 au Lycée scientifique « A. Calini » et au « ITIS B. Castelli »; le 2 mars à nouveau à l'Institut « Gambarà »; le 24 mai au "Lycée classique « Arnaldo »; entre le 13 novembre et le 24 décembre à l'Institut technique agricole « G. Pastori » et à nouveau au Lycée classique "Arnaldo". Le 3 décembre 1971, une bombe a été jetée dans la cour de l'Institut des Comptables « Marino Ballini ». Le 5 octobre, des attaques auront lieu contre des ouvriers de la Commune de Nave et le 23 février 1972 contre des ouvriers dans une manifestation contre les morts au travail. Le 2 mars, des heurts ont eu lieu avec des travailleurs en grève de l'usine OM-Fiat. Le 24 avril et le 25 mai, il y aura les attaques contre le siège du parti socialiste de Darfo. Le 24 octobre la dévastation du siège départemental de l' ANPI (Association nationale des partisans italiens). Le 27 mai 1972, l'agression de deux jeunes du PRI - Parti Républicain italien. Le 28 octobre, Le passage à tabac d'un ancien partisan qui refusa de faire le salut romain. Le 22 janvier 1973, contre le domicile d'un dirigeant démocrate-chrétien. Les groupes d'extrême droite: "Avanguardia Nazionale", "Ordine Nuovo", "Fronte nazionale", "MAR", "La Fenice" multiplient les actes de violence , notamment par des actions commando sur des sujets ciblés. Le signe tangible d'un danger accru, de l'inauguration d'un nouveau cours qui aurait pu avoir des conséquences plus tragiques, était identifiable dans la succession d'attaques contre des écoles et des syndicats. Le moment de transition de la micro-violence à la violence terroriste s'est produit avec l'attentat à la bombe contre le siège du PSI de Brescia dans les premiers mois de 1973, suivi de six arrestations de membres d' « Avanguardia nazionale », jusqu'aux premiers mois de 1974, quand une série de violences et d'attaques ont secoué Brescia. La violence semblait avoir atteint son point culminant pendant la nuit entre 18 et 19 mai lorsque, en Piazza del Mercato, le jeune néofasciste Silvio Ferrari fut tué par l'explosion accidentelle d'une bombe qu'il portait sur son scooter. Ce nouveau cours avec des attentats n'apparaît pas comme le choix individuel de quelque fou isolé, mais comme des actions entreprises par des forces opérant dans une organisation qui visait à accélérer le rythme de ses plans et qui, dans le département de Brescia, avait une ramification solide . La taille du réseau clandestin et le poids de ses activités ont été révélés en mars 1974 avec l'arrestation de Kim Borromeo et de Giorgio Spedini dans une voiture chargée d'explosif à Sonico, en Vallée Camonica ». Cfr. MAIOCCHI L.V. *Rapporto sulla violenza fascista in Lombardia, testo integrale della relazione della Commissione d'inchiesta nominata dalla*

réaction du mouvement syndical fut immédiate et solide avec la déclaration de la grève illimitée et l'occupation des plus importantes usines. De plus les conseils d'usine prirent le contrôle de Piazza Loggia et du quartier environnant pour une semaine entière en se substituant à la police dans la gestion de l'ordre public dans tout le centre ville.

Ils le firent aussi pendant les funérailles d'Etat qui furent organisées et qui rassemblèrent 500 000 personnes venues de toute l'Italie. Dans un contexte national où la mobilisation et l'unité entre syndicat catholique et socialo-communiste commençait à céder après 6 ans d'intenses mobilisations, cet événement donnera au contraire un nouveau élan au mouvement ouvrier de Brescia. Les effets de la « bombe en Piazza Loggia » sur le mouvement syndical de Brescia furent énormes. Le syndicalisme local considérait une partie des entrepreneurs complices des actions terroristes de l'extrême-droite<sup>226</sup>.

Le fait que la bombe avait éclaté dans cette place symbole des manifestations syndicales et pendant un cortège majoritairement syndical avait été considéré comme un avertissement donné au très puissant mouvement ouvrier local qui ne semblait pas vouloir arrêter les mobilisations et les grèves revendicatives. C'est pour cela que cet événement relança d'une façon très forte la mobilisation contre le fascisme, mais aussi la lutte syndicale dans tout le département et retardera l'apparition des signes de fracture entre les organisations FIM et FIOM qui dans les autres départements commençaient à émerger visiblement.

---

*giunta della Regione Lombardia e presieduta dall'assessore Sandro Fontana, Roma, Cooperativa scrittori, 1975.*

<sup>226</sup> *“La "maggioranza silenziosa" de Brescia dans laquelle les spectres de la subversion s'agitent, médite sûrement la vengeance, exerce des pressions, mais n'organise pas, comme ailleurs, des manifestations de protestation, ni se dote de formes de représentation autonomes. Les seuls qui semblent sérieusement vouloir intervenir directement avec des modalités plus rudes et des outils plus efficaces contre la mobilisation ouvrière sont certains secteurs de l'entrepreneuriat rampant qui, au début des années 1960, ont brûlés les étapes de leur montée économique et financière, en particulier dans les secteurs de l'acier et de l'ingénierie, grâce à un esprit d'entreprise audacieux et à une gestion agressive des relations industrielles. Tout en luttant pour identifier des interlocuteurs confiants sur lesquels s'appuyer, le néo-fascisme tente de faire monter les rancunes et les souffrances découlant de la contestation sociale pour raviver sa propre présence”. CORSINI Paolo, Il neofascismo bresciano tra “doppiopetto” e “alternativa rivoluzionaria” (1969-1974), Studi bresciani, n.13, 1984, année V, p.18-19.*

En effet, par rapport au reste de l'Italie, la mobilisation ouvrière ne faiblit pas pendant la période 1975-1978. Il faut constater que derrière cette tenue du mouvement syndical local, il y avait aussi des motivations d'ordre économique. Si le département de Brescia vivait la crise qui avait affecté l'industrie italienne depuis la moitié des années 1970, il n'y eut pas dans cette réalité locale un phénomène très lourd de désindustrialisation comme on le constate dans l'ancien « triangolo industriale » de Gênes, Turin et Milan. Ces trois villes étaient depuis la fin des années 1970 le symbole même d'une désindustrialisation massive et de la reconversion productive vers le secteur tertiaire. Le département de Brescia vécut un profond phénomène de reconversion industrielle avec la montée en puissance des petites et moyennes industries, surtout de la métallurgie, mais en général la présence numériquement importante et historique de ce type d'industrie permit à cette réalité territoriale de s'aligner sur le nouveau modèle de développement industriel incarné par le nord-est d'Italie et caractérisé par la présence massive d'entreprises de petite taille organisées dans une logique de district industriel.

Malgré cela le département de Brescia vécut, tout de même, les difficultés liées aux difficultés financières et productives de nombreuses industries locales.

En effet, pendant l'année 1975, l'économie de Brescia fut investie pleinement par une phase de récession, mais on peut déjà en trouver les signes en 1974 quand les heures de « CIG - Cassa integrazione guadagni » furent plus d'un million et 200 000 pour arriver en 1975 avec 35 000 salariés en « chômage technique » et 3 millions et 200 000 heures de travail perdues<sup>227</sup>. Cette situation de crise commune à toute l'Italie mit sur la défensive tout le mouvement syndical. La plupart des organisations syndicales locales commencèrent à reculer dans les revendications internes et au fil de la deuxième moitié des années 1970 bloquèrent totalement la négociation d'usine. En même temps avec l'ouverture des processus de restructurations, les syndicats confédéraux nationaux n'arrivèrent pas à proposer une stratégie globale alternative au moins pour

---

<sup>227</sup> Cfr. TEDESCHI Massimo, MONTANARI Elio, *Liberare il lavoro. La FIOM di Brescia negli anni '70*, *Op. cit.*, p. 185-227.

imposer des règles aux entrepreneurs et abandonnèrent progressivement l'idée même de défendre les emplois à travers la mobilisation des travailleurs.

A Brescia la situation fut différente. Face au chômage technique de masse avec le renvoi des usines de la plupart des travailleurs, les syndicats de la métallurgie mobilisèrent fortement les salariés pour défendre les acquis de la phase précédente. Ils proposèrent un programme minimum pour la gestion de la phase de crise économique et de restructuration, avec une liste de revendications claires : rotation des salariés en chômage technique et sauvegarde des droits contractuels (congés, primes, négociations d'usine précédents) mis en cause par les entrepreneurs pendant la crise et la garantie du retour à l'usine de tous les salariés. L'unité entre la FIOM et la FIM départementales concernant la défense intransigeante des emplois dans les usines en crise dura jusqu'à la fin des années 1970.

### ***1.3 L'Associazione industriale bresciana et Luigi Lucchini : un patronat de combat***

#### ***La crise du leadership dans l'Association des industriels***

La seconde moitié des années 1970 fut un moment d'importants changements des rapports de force à l'intérieur de l'Association des industriels de Brescia. Jusqu'en 1975, le leadership incontesté de l'association des entrepreneurs locaux avait été dans les mains des représentants de la grande industrie du département, grâce au rôle hégémonique qu'elle avait dans le système productif national et local. Elle était formée d'un côté par les grands groupes industriels nationaux présents dans le département, en particulier le groupe FIAT et FALCK, et par les dynasties industrielles traditionnelles qui étaient actives historiquement sur tout le territoire national, mais avaient leur centre directionnel dans le département de Brescia. (Folonari, Wuhrer, Marzoli, Beretta, Pasotti, etc).

Le premier groupe (FIAT, Falck, etc) était peu engagé dans la structure locale de la Confindustria et pas trop intéressé aux enjeux économiques locaux, à cause du fait que la plupart des décisions étaient prises par la direction centrale de ces grands groupes industriels. Ils laissaient la gestion de la Confindustria locale aux dynasties industrielles traditionnelles de Brescia, qui en échange donnaient leur appui à la politique de la direction nationale de la Confindustria qui était contrôlé par les groupes industriels nationaux plus importants.

La direction de l'AIB par cette couche locale de grands entrepreneurs avait été caractérisée par une certaine stabilité au long des années 1950 et 1960. En effet, pendant cette période, ils avaient réussi à maîtriser globalement le développement de l'activité syndicale dans le département et ils avaient imposé

dans les faits une hégémonie sur toute la vie économique du territoire, en étant le cœur du développement industriel local grâce à la puissance de leurs activités industrielles désormais présentes au niveau national. Cela avait des répercussions au niveau politique. La DC de Brescia était au centre d'un système complexe de médiation entre les intérêts de cette « aristocratie industrielle » avec laquelle avait des liens politiques directs et les instances des masses travailleuses. L'intervention de la DC et de ses structures collatérales dans tous les conflits du travail pendant les années 1950-1960 avait permis la maîtrise de la conflictualité sociale avec des décisions plutôt favorables au front entrepreneurial, en garantissant un climat d'harmonie sociale globale.

La leadership de la grande industrie commença à décliner au début des années 1970 à cause de trois facteurs principaux :

1. La vague de mobilisation ouvrière commencée à la fin des années 1960 au niveau italien avait impacté aussi le département de Brescia où s'était formé un puissant syndicat unitaire de la mécanique-métallurgie (FLM). Cela avait engendré une situation difficile pour la grande industrie locale qui ne pouvait plus gérer d'une façon arbitraire les rapports avec les salariés et voyait se fermer les espaces pour une gestion flexible de la main-d'œuvre et des choix productifs.

2. La montée de la mobilisation ouvrière dans le département avait eu comme prémices une majeure conflictualité du syndicalisme catholique de l'industrie depuis les débuts des années 1960. Les syndicats de l'industrie de la CISL de Brescia avaient commencé à contester le rôle de médiation des conflits syndicaux du parti politique catholique et à mettre en pratique des formes de conflictualité très dures en créant un front commun avec le syndicalisme communiste. Cela, accompagné de la perte de puissance électorale de la DC dans le département avait contribué à affaiblir fortement le système de médiation a-conflictuel mis en place par le pouvoir politique local qui avait privilégié la direction de la Confindustria locale. En plus, la radicalisation du mouvement catholique de Brescia avait changé les rapports de force à l'intérieur de la DC départementale où, depuis les débuts des années 1970, la gauche interne jouait

désormais un rôle prédominant. Si elle n'était pas opposée par principe aux revendications des entrepreneurs, elle n'était néanmoins pas disponible à jouer un rôle d'interlocuteur favorable aux industriels dans les conflits syndicaux où de terminal de leurs revendications auprès du gouvernement DC national comme cela avait été auparavant le cas avec la gestion du maire et secrétaire départemental de la DC, Bruno Boni. Il faut ajouter à cela que les secteurs de la gauche interne à la DC plus liés au monde entrepreneurial étaient plutôt interlocuteurs de la petite et moyenne industrie locale qui se préoccupait davantage des enjeux de développement de l'économie locale. Ils estimaient que la grande industrie était plus intéressée par la question des politiques économiques nationales et donc réticente à participer à la mise en place d'un plan d'action pour donner une réponse locale à la crise économique en concertation avec les institutions politiques.

3. Parallèlement on assiste, au milieu des années 1970, la montée quantitative et qualitative d'une petite et moyenne industrie située surtout dans le secteur de la sidérurgie. Cette dernière avait été capable de résister aux sursauts de la crise économique et d'acquérir un rôle de plus en plus important à l'intérieur de la structure productive locale grâce à un considérable phénomène d'externalisation d'une partie des ateliers des grandes usines qui apparaissent pendant les années 1970. Cette montée avait coïncidé avec la prise d'importance de cette couche d'entrepreneurs dans les structures de l'association des entrepreneurs locale<sup>228</sup>. D'abord, au long des années 1960-1970, le nombre et le poids de ces entrepreneurs avait augmenté dans les assemblées et par conséquence, certains parmi eux, avaient commencé à être intégrés à la direction exécutive de l'AIB. Depuis ces places de responsabilité, ils avaient multiplié leurs interventions publiques et dans la presse interne de l'association en mettant l'accent sur la nécessité d'un changement de stratégie envers le syndicat et les pouvoirs publics et la nécessité de sortir de l'immobilisme de l'association. Il s'agissait d'une analyse qui sonnait plutôt comme une critique vis-à-vis de la direction de l'association et faisait émerger une fracture toujours plus importante entre les deux fractions. Au milieu des années 1970, le débat était tellement

---

<sup>228</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe22, étagère AVIII S4, "Comitato direttivo", Relazione del segretario generale della CGIL Aldo Rebecchi, 1° Congresso della Camera del lavoro territoriale di Brescia, 25-26-27 giugno 1981.

évident qu'on peut le voir émerger à travers la lecture du bulletin interne de l'AIB de Brescia<sup>229</sup>.

### ***Le dualisme de pouvoir dans l'Association des industriels***

A cause de ces facteurs, entre 1975 et 1977, le leadership de l'Association des industriels de Brescia était dans un état de paralysie. Cela était évident dans la mesure où on constate son incapacité à mettre en place une stratégie pour la construction d'une mobilisation commune entre tous les entrepreneurs du département capable de faire barrage à la vague des mobilisations des syndicats industriels.

C'est à ce moment que s'installa un véritable dualisme de pouvoir interne à l'AIB entre la direction des grands industriels et les secteurs entrepreneuriaux émergents de la sidérurgie électrique privée, et que commença l'ascension politique extraordinaire des « tondinari », les producteurs d'acier des vallées au nord du chef-lieu de Brescia vers la leadership de l'Association des industriels locaux. Les représentants de la petite et moyenne industrie commencèrent à développer une critique forte et visible face à l'immobilisme de la direction de l'AIB, incapable d'affronter les enjeux de la montée en puissance du syndicalisme dans les usines et d'être un interlocuteur fort des institutions locales capable de donner une perspective aux enjeux de l'économie locale.

Leurs critiques avaient un fort ancrage aussi dans la dimension des valeurs morales et d'habitude entrepreneuriale qu'exprimaient ces deux formes différentes d'entrepreneuriat.

---

<sup>229</sup> Archives historiques Fondazione « Luigi Micheletti », Fond « Associazione industriale bresciana », Enveloppe « Associazione industriale bresciana – Bollettini e comunicati », AIB Notizie. Quindicennale dell' AIB. 1964-1978.



En effet, les « tondinari » se considéraient comme les représentants d'un nouvel esprit entrepreneurial gagnant, qui avait été pendant les années 1950-1960 l'étoile montante dans le système productif du département et qui donc avait le droit de prendre la place de la grande entreprise dans la gestion de l'Association des industriels locaux. Ils se considéraient les représentants d'une nouvelle classe entrepreneuriale qui, issue d'un contexte social modeste et en partant des petits ateliers artisanaux, avait su construire des industries modernes et efficaces grâce à leur dévouement au travail et à leur volonté acharnée d'affirmation entrepreneuriale sans l'aide financière et logistique de l'Etat italien qui les avait ignorés pour deux décennies, privilégiant un rapport clientéliste avec les plus grands groupes industriels.

Ils s'opposaient directement au modèle épuisé du « grand industriel », qui, de leur point de vue, représentait des valeurs opposées aux leurs puisque celui-ci avait perdu au long des années 1960-1970 l'esprit des pionniers de l'industrie dans l'après-guerre et qui se traduisait alors par de courageux investissements et des idées innovatrices. Ils accusaient ces entrepreneurs qui dirigeaient politiquement la Confindustria d'utiliser leur influence politique très importante et leur rapport privilégié avec la sphère politique pour obtenir des aides législatives et financières de l'Etat au détriment de la construction d'une politique générale pour tous les secteurs industriels et capable de donner une perspective de développement au département et au pays. Ils ne cachaient pas une critique morale ; en effet, ils considéraient leurs valeurs à l'opposé de ceux des grands entrepreneurs qui habitaient la ville ou même loin du département et menaient une vie mondaine loin de leurs sites productifs en préférant les palais du pouvoir de la politique et de la grande finance aux bureaux et ateliers des entreprises.

Luigi Lucchini, le plus important de ces entrepreneurs de l'électro-sidérurgie, devint le champion de cette critique destinée à substituer l'ancienne classe dirigeant de l'Association des industriels de Brescia. Il considérait que la seule façon de démarrer une attaque de grande ampleur contre le syndicalisme départemental et en particulier contre la Fédération des travailleurs de la métallurgie était la présence d'un nouveau et fort leadership dans l'AIB capable

de souder le front patronal sur une ligne d'affrontement direct avec les forces organisées du syndicat local après une décennie de désorientation.

Cette stratégie fut gagnante. Lucchini fut en effet élu président de l'AIB en 1978 et décréta la victoire de la petite et moyenne industrie locale dans le contrôle de l'Association des industriels de Brescia, avec un programme axé sur trois piliers qui représentaient un changement radical de l'attitude de l'organisation des industriels locaux envers le syndicalisme et le pouvoir local :

1. Il décréta le blocus de la négociation d'usine dans le département. Il s'agissait de créer un affrontement généralisé avec les syndicats départementaux très actifs avec leurs structures d'usine dans la négociation de tous les aspects de la vie d'usine. L'objectif était de récupérer le pouvoir des entrepreneurs sur l'organisation du travail et de la production en affaiblissant le pouvoir du syndicat dans les structures productives. A ses yeux, c'était la seule façon de récupérer de la productivité, de la compétitivité et donc des profits pour les entreprises, fragilisées par les conquêtes salariales et syndicales acquises au long de la décennie précédente. Malgré les divergences précédentes, même les représentants de la grande industrie commencèrent à appuyer cette ligne intransigeante. En particulier le groupe FIAT, où le PDG Cesare Romiti, depuis son élection à la tête du groupe en 1976, réfléchissait à la façon de redimensionner le pouvoir de la FLM dans ces usines pour lancer une offensive au niveau national contre le syndicalisme industriel et suivait de près l'action de Lucchini contre les organisations syndicales, d'abord dans ces usines, et après en tant que président de l'AIB de Brescia. En effet, c'est vers la fin de 1978 que les contacts entre Luigi Lucchini et Gianni Agnelli devinrent réguliers. Leur conversation concernait notamment l'organisation d'une vaste offensive contre les syndicats dans les usines de Turin que déboucha le 9 octobre 1979 sur le licenciement de 61 ouvriers et militants syndicaux accusés de « terrorisme », ce que la FLM de Turin considérait comme un acte de représaille antisyndicale contre des militants et délégués syndicaux combattifs<sup>230</sup>.

---

<sup>230</sup> CASTRONOVO Valerio, *Cento anni di imprese. Storia della Confindustria 1910-2010*, Laterza, Roma-Bari, 2010.

2. A travers cette nouvelle ligne agressive de l'Association des industriels de Brescia, il voulait donner un signal fort à la Confindustria nationale, qui devait lancer une offensive contre le pouvoir de veto des syndicats nationaux sur les décisions gouvernementales.

3. Le nouveau président de l'AIB changea radicalement le rapport de l'AIB avec la sphère politique. En effet, il voyait les partis et les institutions politiques comme des superstructures destinées à organiser le consensus, mais totalement subordonnées à la sphère économique, qui était la source réelle du pouvoir et un facteur central pour la santé d'une société moderne. Il voulait donc créer un rapport de force plus favorable aux entrepreneurs, en demandant à la classe politique de mettre au centre cet acteur social dans la construction des politiques économiques publiques<sup>231</sup>. Malgré le fait qu'il continuait à faire référence au bloc de pouvoir modéré qui gérait la ville depuis l'après guerre, il engagea un rapport conflictuel avec les pouvoirs politiques locaux et nationaux avec l'objectif de détruire définitivement le système de médiation par lequel les entrepreneurs devaient demander aux pouvoirs publics des interventions législatives et fiscales et en échange donner leur appui inconditionnel à la majorité gouvernementale, se plaçant dans un horizon de subordination. Dans un contexte de crise du système hégémonique de la DC au niveau local et de paralysie de l'action gouvernementale nationale caractérisée par l'incapable structurelle de développer des politiques publiques cohérentes, il engagea une critique parfois virulente contre les pouvoirs publics. L'objectif était d'accréditer les entrepreneurs comme le seul espoir pour le redressement du pays, car ils étaient porteurs des valeurs de modernité, de dynamisme productif et ouvert à l'innovation technologique nécessaire pour faire sortir le pays de l'impasse de l'hyper inflation et de la stagnation économique<sup>232</sup>.

Un exemple important et assez symptomatique de la montée de la conflictualité entre pouvoirs publics et entrepreneurs locaux est la bataille sur la

---

<sup>231</sup> Questi sono i punti salienti d'un programma innovativo, *Giornale di Brescia*, 21 avril 1984.

<sup>232</sup> Cfr. CALZONI Ugo, LOCATELLI Franco, *Imperi senza destini. La straordinaria avventura imprenditoriale di Luigi Lucchini e dell'industria bresciana dell'acciaio*, La compagnia della stampa, Brescia, 2014. Dans ce livre, Ugo Calzoni, numéro 2 du groupe Lucchini explique la genèse et le développement de la pensée de Luigi Lucchini concernant les rapports entre entrepreneurs et pouvoir publics depuis les années 1960. Plus précisément, Ugo Calzoni cherche à expliquer les motivations de l'attitude de Luigi Lucchini une fois devenu président de l'AIB de Brescia envers les pouvoirs publics et la Démocratie chrétienne locale.

question des tarifs électriques engagée par l'ISA, la section qui regroupe les sidérurgistes de l'Association des industriels de Brescia, avec l'Etat italien et la compagnie publique de fourniture de l'électricité (ENEL). En 1981, le Parlement avait voté une loi qui accordait aux entreprises sidérurgiques la défiscalisation (dans la pratique le paiement de la part de l'Etat) d'une partie des factures électriques pour la période septembre 1981- juin 1983. Un an après le vote, les sidérurgistes italiens n'avaient pas encore reçu l'argent du ministère du trésor et l'ISA de Brescia décida de protester en ne payant pas la facture électrique. Le but était de critiquer le gouvernement et de le pousser à affronter le problème des prix de l'énergie pour l'industrie de l'acier. En réaction à cette décision, le Lundi 16 août 1982, l'ENEL, société nationale italienne d'électricité, suspendit la fourniture électrique à quatre aciéries de Brescia (Feralpi di Lonato, Sisva di Calvisano, ProfilatiNave et à la San Zeno) en menaçant d'étendre la décision à des dizaines d'autres, et ouvrit ainsi une crise politique majeure<sup>233</sup>.

La situation fut résolue avec une médiation entre la Confindustria nationale et le gouvernement italien. Le Président de l'AIB de Brescia, Luigi Lucchini, qui pour sa part n'avait pas participé aux actions organisées par les sidérurgistes de Brescia, ne condamna pas l'initiative, mais la jugea insuffisante. La solution qu'il proposait était d'ouvrir un conflit politique national avec la participation de tous les électro-sidérurgistes italiens pour contraindre le gouvernement à prendre ses responsabilités et obtenir des mesures d'aide pour la sidérurgie électrique qui payait l'énergie deux ou trois fois plus cher que ses concurrents français et allemands<sup>234</sup>.

---

<sup>233</sup> BERTOLI Gianfranco, Siderurgia bresciana nei guai. L'ENEL ha "tagliato i fili", *Giornale di Brescia*, jeudi 19 août 1982.

<sup>234</sup> CHEULA Alessandro, Lucchini: "L'arroganza del Tesoro non si vince col ricorso al pretore", *Giornale di Brescia*, mercredi 25 août 1982.

## ***Les débuts entrepreneuriaux de Luigi Lucchini***

Luigi Lucchini fut le plus célèbre entrepreneur du département au niveau national entre les années 1970 et 2000. Il était à la fois singulier et représentatif du milieu des sidérurgistes de Brescia. Au départ, sa trajectoire personnelle est l'histoire typique d'un entrepreneur de la sidérurgie provenant des vallées au nord du département. Il était issu d'une humble famille propriétaire d'une petite forge qui, jusqu'aux années 1940, travaillait le fer et commercialisait des petits outils agricoles. Ils avaient une petite unité productive, située le long de la rivière Vrenda, à Casto, un petit village d'un millier d'habitants situé au croisement de la Vallée Sabbia et de la Vallée Trompia. Ces petites rivières, qui ont fait la richesse de ces vallées avant le XX<sup>e</sup> siècle, étaient l'emplacement obligatoire pour tous ces petits ateliers qui nécessitaient de l'énergie hydraulique pour produire le fer. Aussi la famille Lucchini développa son activité suivant la même évolution technologique qui fera la fortune de plusieurs familles de petits entrepreneurs de la zone. C'est une trajectoire qui part du maillet à commande hydraulique, passe par le petit laminoir, le four électrique et la coulée continue entre les années 1950 et 1970, pour arriver dans les années 1980 à l'électro-sidérurgie à système intégré<sup>235</sup>.

Le saut qualitatif pour cette entreprise, qui employait en 1946 seulement trois salariés tous membres de la famille, est sa prise en main par le jeune Luigi Lucchini, qui après une courte expérience comme instituteur dans l'école primaire décide de prendre la direction de l'affaire de famille.

Le secret de l'immense succès de cette entreprise demeure évidemment dans la situation générale favorable pour cette sidérurgie alpine de Brescia, mais

---

<sup>235</sup> Dans une interview, Luigi Lucchini lui-même explique la production du petit atelier de sa famille : « *Mon père était propriétaire d'un maillet avec mon oncle Antonio, le frère plus vieux des cinq frères. Ils travaillaient sur un maillet très ancien. Sur les grandes pierres qui le formaient il y avait gravé l'année 1617. De 1617 à 1919, date de ma naissance, le maillet avait été toujours le même. Ils achetaient du fer pour le transformer en « ferrarezze », la plupart de fois des outils agricoles, mais aussi des ronds à béton. Ils produisaient entre trente et quarante kilos par jour. Aujourd'hui on peut en produire des milliers de kilogrammes par seconde* ». Falco e colomba. Lucchini si racconta. Intervista a cura di Roberto Chiarini, Marsilio Editori, Padova, 2009, p.25.

aussi par les choix pionniers de la direction de Luigi Lucchini. En effet, déjà au début des années 1950 on constate des différences dans les choix d'entreprises des industries Lucchini en comparaison avec la plupart des autres entreprises familiales locales. Il s'agit d'éléments qui permettront au Groupe « Lucchini » de devenir l'un des groupes nationaux plus importants aussi au niveau international. Les facteurs structurels de cette différence sont divisibles en deux catégories principales :

1. Dans l'après-guerre, les sidérurgistes de Brescia choisirent le produit plus simple à produire, le rond à béton, qui avait un marché dans les régions voisines. Lucchini fit le même choix, mais déjà au début des années 1950, il décida que dans sa production le rond à béton devait avoir moins d'importance en prévoyant à terme une saturation du marché et il commença à réfléchir à une diversification productive qui l'amena à choisir des produits avec une forte valeur ajoutée, les laminés marchands. Les marchés pour ce type de produits étaient les pays plus industriellement développés comme la France et l'Allemagne, donc cela permit à cette entreprise de se lancer très tôt sur le marché international, dans un moment où les autres entreprises de la zone étaient encore dans la mono production du rond à béton ; de plus, il travaillait pour le marché national, en particulier du nord d'Italie. L'expérience précoce sur des marchés internationaux très exigeants au niveau des normes, de qualité des produits et de la concurrence entraîna un phénomène de spécialisation de ce groupe industriel dans le marketing international et dans la compréhension des dynamiques globales du marché. Cela joua un rôle central dans le développement successif du groupe Lucchini qui fut entre 1950 et 1980 le groupe industriel local le plus dynamique et le plus rapide dans la mise en place des innovations technologiques et d'une politique commerciale souple et agressive avec une ouverture géographique majeure.

2. Lucchini décida tout de suite d'acheter des établissements dans différents lieux d'Italie. Au contraire de la plupart des sidérurgistes de Brescia qui investissaient dans les villages où leur activité était née et cela malgré les

difficultés liées à l'ouverture des nouveaux sites en zone de montagne (Nave-Odolo, Val Trompia, Val Camonica), loin des autoroutes et des infrastructures ferroviaires. D'abord il acheta la « Metallurgica settimese » à Settimo Torinese en 1965, les « Acciaierie e Ferriere Bosio » en 1968 et la « Siderpotenza » de Potenza en 1979. L'achat d'unités productives diversement localisées avait pour but de régionaliser l'approvisionnement des débris d'acier et d'être plus proche des marchés de vente en contenant les coûts de transport. En général, le groupe Lucchini eut toujours un espace d'action plus large que la moyenne des entrepreneurs du département. En effet, pendant les années 1980, il participa au chantier de la privatisation de la grande sidérurgie publique nationale et avec la chute de l'URSS à la restructuration profonde du secteur industriel dans les pays de l'Europe de l'Est<sup>236</sup>.

### ***Luigi Lucchini: un self-made man des vallées industrielles du département***

Luigi Lucchini devint le symbole même de la vitalité et de la détermination des entrepreneurs locaux qui avaient fait fortune avec le boum économique pendant l'après-guerre. Il s'agissait d'un nouveau vivier de jeunes entrepreneurs de la sidérurgie alpine de Brescia qui ont su émerger à côté des grands complexes publics et privés italiens de la sidérurgie intégrée installés dans les grands centres industriels du pays. Autour des ces entrepreneurs se développa une image très connotée et spécifique, grâce entre autres à l'émergence dans le panorama national de la figure controversée de Luigi Lucchini pendant les années 1970, qui semblait incarner à la perfection leurs caractéristiques et leurs prérogatives.

---

<sup>236</sup> CALZONI Ugo, LOCATELLI Franco, *Imperi senza destini. La straordinaria avventura imprenditoriale di Luigi Lucchini e dell'industria bresciana dell'acciaio*, Op. cit.

Leurs caractéristiques étaient basées, selon eux mêmes, sur le concept de « brescianità », qui devient célèbre pendant l'ascension de cette nouvelle forme d'entrepreneuriat en incarnant des valeurs opposées à celles incarnées par les chefs d'entreprise de la grande industrie nationale. Les zones montagneuses du département de Brescia, où il y avait une tradition millénaire du travail du fer et de l'acier, étaient identifiées comme des endroits habités par une population avec un caractère rude, et peu encline à la conversation, un sens extrême des choses pratiques et un dévouement quasi-religieux au travail. Selon Luigi Lucchini, de ces caractéristiques historiques découle le développement de ces entrepreneurs avec une physionomie typique. Il s'agissait d'hommes, dans la plupart des cas des anciens ouvriers ou petits artisans, qui consacraient toute leur vie à l'entreprise et à leur travail d'entrepreneur, et qui basaient leur succès sur le goût du risque et en même temps sur la probité de l'ancienne culture de montagne des vallées de Brescia caractérisée par l'épargne et une vie éloignée des vices de la grande ville.

Lucchini construisit un personnage public sur ces stéréotypes un personnage public. L'objectif était d'utiliser ses origines humbles, son histoire de self-made man ancré dans la réalité du travail industriel pour se créditer en tant que modèle aux yeux de l'opinion publique et de ses collègues entrepreneurs locaux<sup>237</sup>. En utilisant ses qualités d'excellent communicant et l'ancrage à ces valeurs, il a travaillé à la construction d'un personnage par le biais d'abord de la presse locale pour s'accréditer comme le meilleur représentant de cette nouvelle couche de petits et moyens entrepreneurs à succès qui commençaient, dès années 1970, à jouer un rôle économique central au niveau national dans le contexte de diminution de la place occupée par la grande industrie. Cette stratégie lui ouvrit d'abord les portes de la présidence de l'Association des industriels de Brescia à la fin des années 1970<sup>238</sup>.

---

<sup>237</sup> Falco e colomba. Lucchini si racconta. Intervista a cura di Roberto Chiarini, *Op. cit.*

<sup>238</sup> Gregorelli, una lezione di concretezza. Lucchini? Noi l'abbiamo fatto grande, *Giornale di Brescia*, dimanche 10 janvier 1982.



## ***L'ascension de Luigi Lucchini à la Présidence de l'Association des industriels***

Il faut constater que la construction de ce personnage public, prototype et résumé parfait d'une entière couche entrepreneuriale locale était l'un des éléments qui permirent à Lucchini de devenir président de l'Association des industriels de Brescia. Les autres entrepreneurs locaux virent en lui un modèle à suivre et à écouter, principalement pour deux motivations. D'abord pour la montée spectaculaire de son groupe industriel grâce à ses capacités entrepreneuriales enviables et ensuite pour l'énergie et la détermination qu'il démontrait dans la guerre contre l'activité syndicale dans ses usines, dans une période de fortes mobilisations comme la première partie des années 1970. Les mobilisations avaient mis sur la défensive aussi ses entrepreneurs de la sidérurgie alpine qui avaient auparavant réussi, avec des bons résultats, à limiter la diffusion des organisations syndicales dans leurs sites productifs. A cause de cela, ils vivaient un sentiment d'impuissance et de spoliation de leurs droits de décision dans l'entreprise et cherchaient une nouvelle stratégie pour affaiblir le syndicalisme industriel.

La conception des relations industrielles de Luigi Lucchini était d'imposer sa prérogative exclusive et sa décision unilatérale et indiscutable sur toutes les décisions concernant ses usines avec une intense activité antisyndicale. En effet, le rapport entre Lucchini et les organisations syndicales avait déjà été difficile pendant les années 1960, et éclata définitivement dans la décennie successive. Sa ténacité pendant les longs affrontements avec le syndicat dans ses usines de Sarezzo en 1975 et à la Eredi Gnutti Metalli en 1977-1978 contribuèrent à forger sa réputation d'entrepreneur antisyndical et à lui ouvrir l'accès aux hautes sphères de l'association des industriels de Brescia auparavant contrôlées par les entrepreneurs de la grande industrie majoritairement située dans le chef-lieu.

Si l'affaire des deux délégués de l'usine Lucchini de Sarezzo en 1975, licenciés et réintégrés par voie judiciaire, avait déjà contribué à accréditer Lucchini comme un entrepreneur antisyndical, le véritable conflit entre la FLM et Lucchini commença quand ce dernier devint directeur général de l'usine Eredi Gnutti, propriété des Gnutti, une famille historique et célèbre de la métallurgie de Lumezzane. Quand Lucchini prit les rênes de l'entreprise en février 1977, les relations syndicales subirent tout de suite un durcissement.

Déjà pendant le mois de mars commencèrent les négociations pour la signature d'un accord d'entreprise qui ouvrirent un conflit syndical caractérisé par une longue série d'affrontements où furent aussi impliqués les institutions publiques, les partis politiques et les autorités judiciaires.

En effet, depuis le début, la virulence du conflit syndical avait poussé la justice à intervenir en entraînant des longues querelles judiciaires. Après trois mois de mobilisation syndicale, en juin 1979, un lockout patronal est sanctionné par le juge du travail et en juillet, l'entreprise est fermée par la justice à cause du manque de mesures légales minimums de tutelle des accidents du travail et sera rouverte neuf jours plus tard. Après les vacances d'été, en septembre, un délégué et un ouvrier furent licenciés ensuite à une bagarre qui avait éclatée pendant un piquet de grève. Le 19 décembre, la direction d'entreprise dénonça trente et un salariés et syndicalistes externes pour avoir mis en place une conflictualité « aux limites du code pénal »<sup>239</sup>.

Après cette première phase très intense, à la fin de l'année, Lucchini ne semblait pas vouloir trouver un accord, malgré plus de cent heures de grève et la perte de plusieurs jours de production. Il donna des interviews où il expliqua être prêt à perdre encore des jours de production, parce qu'il s'agissait pour lui de l'investissement plus important, d'un « investissement pour briser le syndicat »<sup>240</sup>. L'objectif était éminemment politique. Lucchini voulait démontrer sa détermination à continuer l'affrontement jusqu'à la « reconquête » de son pouvoir total dans l'usine. La direction ne voulait négocier aucun des points

---

<sup>239</sup> MONTANARI Elio - TEDESCHI Massimo, *Liberare il lavoro. La FIOM di Brescia negli anni 1970*, FIOM-CGIL Brescia, 2001.

<sup>240</sup> Vertenza aziendale e crisi del sindacato: nostra intervista al consigliere d'amministrazione della Bisider. Il martello di Calzoni sulla FIOM, *Giornale di Brescia*, mercredi 12 février 1986.

proposés par les syndicats à savoir l'augmentation des salaires, la diminution des rythmes productifs, la réduction des horaires en fonderie, les fermetures annuelles, les pauses et la péréquation salariale entre ouvriers et employés. A la fin de l'année 1977, la FLM présenta un document sur la situation des relations syndicales dans cette usine pour dénoncer la gestion managériale de Luigi Lucchini. Ce document devient le premier acte d'accusation publique contre cet entrepreneur déjà auréolé par les institutions et la presse locales comme le champion d'un savoir faire d'entreprise moderne et efficace. Le bilan que dressait le syndicat était impitoyable : neuf cent trente accidents du travail entre 1975 et 1977, la fermeture immédiate d'une section de l'usine décidée par la justice à cause de la dangerosité de l'environnement du travail, trois licenciements, cent vingt jours de suspension sans salaire imposés aux travailleurs, onze jours de lockout, quatre-vingt deux dénonciations des salariés et syndicalistes à la justice et trois cent deux travailleurs suspendus<sup>241</sup>.

La situation se débloqua le 17 février 1978, quand une plateforme de médiation élaborée par le maire de la ville de Brescia Cesare Trebeschi fut présentée en assemblée aux travailleurs. Les salariés votèrent. Les partisans du « oui » obtinrent trois-cent cinquante neuf voix contre cent-seize voix pour les partisans du «no» et vingt abstentions. La FIM et UILM départementales avaient soutenu cette proposition, malgré le fait qu'elle n'était pas trop favorable pour les salariés de la Eredi Gnutti. Les deux organisations syndicales estimaient que la lutte n'était pas assez préparée et trop coûteuse pour les salariés. La FIOM s'opposa, pour elle la question était d'abord politique. Elle ne voulait pas permettre à Lucchini de passer en force dans la négociation d'usine sur des thèmes centraux pour le contrôle du processus productif et des rythmes de production, encore plus si cela se passait dans une usine historique où le syndicat avait une implantation traditionnelle.

Les métallurgistes de la CGIL de Brescia s'opposaient aussi parce qu'ils voyaient déjà se profiler le vrai objectif de l'intransigeance de Luigi Lucchini. Il voulait faire du conflit à la Eredi Gnutti un exemple à imiter par tous les autres

---

<sup>241</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Un caso limite ? Intervento di Giorgio Cremaschi del 18 novembre 1986 sulla situazione nel gruppo Lucchini negli anni'80.

entrepreneurs de Brescia pour entamer une grande offensive contre le pouvoir que la puissante FLM de Brescia avait conquis dans les usines du département. Malgré l'opposition de la FIOM, le 21 février 1978, la « Camera del lavoro » de Brescia (CGIL) présenta une déclaration publique où elle accepta la volonté des salariés de la Eredi Gnutti, mais donna un jugement négatif sur le contenu de l'accord. Le conflit à la Eredi Gnutti prit fin en février 1978, mais il s'agit seulement d'une suspension temporaire. En effet, ce fut seulement l'une des plus importantes batailles de la vaste et longue guerre entre la FLM de Brescia et Lucchini qui s'étendit tout au long des années 1970 et 1980. Ce conflit est central dans cette première phase parce que l'intransigeance de Luigi Lucchini avec le syndicalisme convainquit les entrepreneurs membres de l'AIB à l'élire, juste après la signature de l'accord à la Eredi Gnutti, président de l'association des industriels de Brescia<sup>242</sup>.

### ***La « philosophie » de Lucchini appliquée pendant la présidence de l'AIB***

C'est pendant la présidence de l'association des industriels qu'il commença à mener une bataille pour imposer dans tout le département ce que lui-même définissait comme sa « philosophie » des relations industrielles, d'abord en travaillant à souder une classe entrepreneuriale locale combative, désorientée par la décennie précédente de mobilisations ouvrières et incapable jusqu' alors d'exprimer une politique unitaire pour combattre l'influence du syndicat, et également divisée par l' individualisme historique de la plupart des entrepreneurs de Brescia<sup>243</sup>.

---

<sup>242</sup> MONTANARI Elio - TEDESCHI Massimo, *Liberare il lavoro. La FIOM di Brescia negli anni 1970*, *Op. cit.*, p.104.

<sup>243</sup> BALZANI Roberto, Lucchini-DC: Anima e core, *Punto e virgola. Periodico bresciano di informazione e dibattito*, anno 1, numero 7, Brescia, décembre 1982.

En effet, Luigi Lucchini fut capable d'ajouter à la fermeture antisyndicale typique de l'association pendant les années 1970, un leadership fort capable de ranger les entrepreneurs derrière une bataille commune et une capacité à transformer chaque affrontement avec le syndicat en une bataille rangée. Il voulait d'abord détruire le syndicat dans l'unité productive, affaiblir et diviser les syndicats départementaux de la métallurgie avec des longs conflits exténuants.

Luigi Lucchini, partant du constat que la classe ouvrière avait dans le débat public et dans l'agenda de l'action politique une position centrale, entama une offensive médiatique à grande échelle au niveau local et ensuite national pour présenter les organisations des travailleurs comme des instances irresponsables et dangereuses pour la survie-même de l'appareil industriel dans le contexte de difficulté économique dans laquelle se trouvait l'Italie depuis la seconde moitié des années 1970. Avec la montée en puissance d'un vaste phénomène de restructurations industrielles au début des années 1980, il n'avait pas hésité à attribuer la responsabilité de la fermeture des usines en difficulté au syndicalisme combatif à cause de ses revendications intransigeantes et de son pouvoir de veto sur toutes les décisions principales des entreprises et de la politique économique du gouvernement italien. Selon lui, cela entraînait le blocage de la modernisation de l'appareil industriel et de la flexibilisation de l'organisation du travail dans les entreprises, nécessaires pour les rendre de nouveau compétitives. Selon lui, la motivation principale était le refus d'une partie importante du syndicalisme, notamment de la FIOM et d'une partie de la CGIL, d'accepter le principe de la compatibilité entre revendications salariales et rentabilité de l'entreprise (salaire comme variable indépendante) pour son incapacité à faire des réflexions pragmatiques et loin des préconcepts idéologiques d'une culture collectiviste et au fond anticapitaliste<sup>244</sup>.

Sa célèbre définition du « sindacato delle macerie<sup>245</sup> » fut le point culminant d'une bataille idéologique, surtout basée sur une communication

---

<sup>244</sup> Ugo Calzoni, braccio destro del presidente della Confindustria, spara a zero su Giorgio Cremaschi, *Bresciaoggi*, 8 janvier 1986.

<sup>245</sup> On pourrait traduire l'expression "Sindacato delle macerie" en français par "Syndicat des décombres". L'image veut exprimer l'idée que l'intervention du syndicalisme dans une entreprise est dans la plupart des cas négative au point que, après son passage il ne laisse derrière lui que des débris.

médiatique bien organisée et systématique, qu'il avait pu mettre en place à travers la notoriété nationale qu'il avait rejoint au début des années 1980. Cela grâce à l'importance croissante de son groupe industriel et à sa participation directe ou indirecte à plusieurs conflits syndicaux au niveau local et national en tant qu'acteur (entrepreneur, président de l'AIB) ou commentateur, lui qui était devenu l'une des personnalités nationales les plus sollicitées par la presse et la télévision pour commenter les événements politiques et syndicaux.

Un autre de ces objectifs était de substituer la centralité de la classe ouvrière dans le débat public à la centralité de la figure de l'entrepreneur. En plus que de vouloir devenir un point de référence au niveau national pour les entrepreneurs qui, dans une situation de crise économique accrue, voulaient réagir pour bloquer les revendications des syndicats dans les entreprises, il voulait aussi être le porte-parole du malaise surtout des petits et moyens entrepreneurs envers la classe politique. Lucchini devint un des fustigateurs plus célèbres de la classe politique italienne, incapable de proposer des réformes économiques et sociales cohérentes pour moderniser les institutions et l'économie italiennes. Dans le contexte de crise à la fois économique et institutionnelle, il proposait de donner une nouvelle centralité à l'entrepreneuriat. En effet, selon lui, les entrepreneurs étaient les seuls acteurs sociaux capables de mener la restructuration générale de l'appareil productif dont avait besoin le pays et de répondre aux grands défis que posait une économie de plus en plus internationalisée, malgré l'immobilisme de la politique et l'irresponsabilité du syndicalisme<sup>246</sup>.

---

<sup>246</sup> Cfr. Falco e colomba. Lucchini si racconta. Intervista a cura di Roberto Chiarini, *Op. cit.* Dans cette interview de Roberto Chiarini à Luigi Lucchini, ce dernier explique sa vision de la politique, de l'économie et des rapports entre entrepreneurs et syndicats.

## ***Le conflit syndical à l'usine Bisider en 1980***

Les années 1980 à Brescia s'ouvrirent avec un rude affrontement entre la FLM (Federazione Lavoratori Metalmeccanici) en particulier la FIOM-CGIL et Luigi Lucchini : président de l'AIB (Associazione industriali bresciani). Cela fut l'évènement qui consacra à sa notoriété nationale.

L'étincelle de l'affrontement fut l'acquisition de la part de Luigi Lucchini de l'atelier sidérurgique de l'usine « ATB-Acciaieria e tubificio di Brescia » en 1979, à laquelle il donna le nouveau nom de Bisider.

L'ATB était l'une des grandes usines historiques, située à côté du centre historique du chef-lieu. Ouverte en 1934 avec l'objectif de produire des conduites forcées, en 1954 sa propriété était divisée entre le groupe privé Falk et la FINSIDER, société publique active dans la sidérurgie. Depuis les années 1950, la production évolua avec une vaste gamme de produits : corps à pression de grandes dimensions, réacteurs et tours pour installations chimiques et pétrochimiques. En 1977, la division sidérurgique de l'ATB avait montré les premiers signes de difficulté suite à la crise conjoncturelle du secteur au niveau mondial et aux deux chocs pétroliers. C'est dans ce contexte que l'atelier est vendu à Luigi Lucchini.

Il s'agit d'un moment important pour l'histoire syndicale de Brescia et en partie aussi italienne. La notoriété du personnage qui fut aussi président de l'association des industriels locaux, entre 1978 et 1983, donna à ce conflit syndical une valeur générale bien au-delà de ses contenus spécifiques internes à l'usine. Il s'agissait d'une entreprise où la majorité absolue des salariés étaient syndicalisées et ils adhéraient à la FIOM-CGIL. Elle était donc considérée comme l'un des bastions les plus importants des communistes dans les usines de Brescia et Luigi Lucchini voulait donner l'exemple à tous les autres entrepreneurs italiens en brisant le syndicat où il était plus fort et organisé à savoir dans une grande

usine du troisième département le plus industrialisé d'Italie où était présent un syndicalisme très enraciné et combatif.

Le conflit dans l'usine Bisider éclata soudainement. Le 10 mai 1979, la vente de l'atelier Sider à une société du Groupe Lucchini fut communiquée au conseil d'usine de l' A.T.B. avec un télégramme. Cinq cent cinquante six salariés, deux fours électriques, une implantation de coulée continue, un laminoir pour un total de 56000 m<sup>2</sup> avaient été vendus pour un prix *politique* de 100 millions de lires<sup>247</sup>. Le Conseil d'usine convoqua les assemblées où furent décidée la grève illimitée et le piquetage des portes et des bureaux de l'administration. La grève dura 19 jours, jusqu'au 29 mai quand, après une négociation avec la FINSIDER, l'assemblée des travailleurs de l'ATB approuva, l'accord qui prévoyait le respect de la part de la nouvelle propriété des anciens accords d'usine. Le conseil d'usine de l'ATB, quasi-totalement contrôlé par la FIOM, avait accepté des signer cet accord. Il fut approuvé malgré le vote contraire de la quasi totalité des travailleurs et des délégués de l'atelier Sider, qui étaient directement concernés par l'externalisation. Ils étaient contre parce que l'accord prévoyait une détérioration des conditions du travail : l'augmentation unilatérale des services de travail en aciérie de 15 à 20 par semaine et en même temps une réduction des services de travail au laminoir de 15 à 10 et la fermeture du rayon fonderie avec un lourd plan social. En outre, depuis les premiers mois, la nouvelle direction représentée par Ugo Calzoni, bras droit de Luigi Lucchini, avait mis en place des changements détériorant les conditions de travail acquises grâce aux accords syndicaux précédents, qui n'étaient systématiquement pas respectés. Certaines décisions portaient même atteinte aux droits fondamentaux des salariés comme le déplacement des salariés handicapés en production avec des taches lourdes, la fermeture de la cantine sans mettre en place un lieu pour consommer la nourriture et la fermeture définitive de l'infirmerie.

---

<sup>247</sup> Le groupe public FINSIDER avait vendu l'atelier Sider de l'ATB à Luigi Lucchini, pour un prix de 100 millions de lires. Il s'agissait d'un cinquième de sa valeur réelle. Du côté de la direction de l'AIB, la motivation d'un prix si bas était la volonté de la FINSIDER de se séparer d'un atelier qui n'était plus rentable et qui causait des problèmes continus à cause d'un niveau de conflictualité syndicale très important. Du côté syndical, il y avait le doute qu'il s'agissait d'un favoritisme de l'Etat vers Lucchini.



Le conflit éclata de nouveau juste après la validation de l'accord par l'assemblée des travailleurs et concernait la restructuration profonde qui fut annoncée par la nouvelle direction d'entreprise. En effet, entre 1980 et 1984 furent utilisés d'importants investissements pour moderniser les installations industrielles de la nouvelle Bisider avec les technologies plus avancées des mini-mills, surtout concernant l'augmentation de la capacité de fusion du four électrique et l'automatisant du laminoir <sup>248</sup>. L'objectif affiché de ces investissements était de rendre cette usine rentable dans l'espace de 1 à 2 ans, pour démontrer à l'opinion publique la supériorité de l'initiative privée sur l'ancienne gestion à moitié publique. Pour la nouvelle direction, la raison principale de l'échec de l'administration précédente était une méthode de relations syndicales trop souple envers l'organisation syndicale et les revendications des travailleurs. Cela avait permis aux syndicats de devenir trop puissants en endommageant en partie leur capacité décisionnelle. Par conséquent, le premier point de son programme pour redresser cette usine était la réaffirmation du contrôle de l'entrepreneur sur l'organisation du travail, qui était venu à manquer, pendant les années 1970<sup>249</sup>.

L'objectif de la restructuration productive était aussi d'augmenter la productivité de l'usine pour pouvoir diminuer drastiquement le nombre de salariés occupés dans l'entreprise. Cela fut fait à travers des licenciements mais aussi avec une politique visant à convaincre le plus grand nombre des travailleurs de démissionner. En effet, plusieurs dizaines des travailleurs décidèrent de quitter l'entreprise au cours des années 1979-1980, soit pour échapper à un environnement de travail dégradé à cause des facteurs évoqués précédemment, soit pour échapper au climat répressif créé par la direction : une mobilité interne sauvage et pas négociée, la marginalisation dans les ateliers d'« isolement » et un nombre très important des mesures disciplinaires, surtout infligées aux militants de gauche et aux syndicalistes FIOM-CGIL pour les convaincre de démissionner de leur poste de travail.

---

<sup>248</sup> PEDROCCO Giorgio, Bresciani. Dal rottame al tondino. Mezzo secolo di siderurgia (1945-2000), Fondazione Luigi Micheletti, Jaca Book, Milano, 2000.

<sup>249</sup> *Ibid*, p.268.

La baisse rapide du nombre des travailleurs provoqua une augmentation de la charge de travail très importante pour les 350 salariés qui restaient dans l'usine à la fin de 1980. La situation pérenne de sous-effectif ne permettait pas de bénéficier des repos. Dans cette situation, les heures supplémentaires étaient en moyenne de 20-30 par semaine par personne et ceux qui ne voulaient pas en faire étaient menacés des mesures disciplinaires (amendes, suspension du travail, etc.)<sup>250</sup>.

Après 6 mois de conflit et des vaines négociations, la FLM de Brescia décida de voter la grève générale du département pour le 31 janvier 1980. Pio Galli, secrétaire général national de la FIOM-CGIL, annonça cette décision pendant une manifestation le 18 janvier à Brescia sous le siège de l'AIB. Entre temps, les usines du Groupe Lucchini étaient en état d'agitation permanente avec des grèves et le refus des heures supplémentaires<sup>251</sup>.

La situation était encore plus difficile parce que l'ancien maire Bruno Boni était passé de la mairie au conseil départemental et donc, après 30 ans, il avait perdu son rôle historique de médiation dans les conflits du travail plus difficiles, en laissant plus d'espace à une confrontation directe des partenaires sociaux, vu que ni le nouveau maire de la ville Cesare Trebeschi, ni les autres protagonistes de la vie politique locale n'avaient l'autorité suffisante pour s'imposer comme médiateurs d'une négociation si délicate. De l'autre côté, Ugo Calzoni, en qualité d'administrateur unique de la Bisider, utilisait la difficulté dans la négociation institutionnelle pour continuer à décaler la vraie négociation et fatiguer les travailleurs toujours mobilisés. Le dernier coup de théâtre eut lieu à la fin de février 1980, quand la direction d'entreprise posa un problème de principe : « la préjudicielle antigrève<sup>252</sup> » : le refus d'ouvrir des négociations avec des grèves en cours. La direction de l'AIB directement mise en cause, après une réunion très difficile décida de prendre position contre la préjudicielle antigrève. Ugo Calzoni, pour éviter la réouverture de la négociation décida de faire sortir la Bisider de

---

<sup>250</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FLM, Documento sulla situazione alla Bisider. Del Cdf della FLM e della Federazione CGIL-CISL-UIL di Brescia, novembre 1982.

<sup>251</sup> DANESI Silvano, *Il movimento sindacale a Brescia. Le forme della rappresentanza*, Materiali per il convegno, 4 dicembre 1998, Brescia, provincia di Brescia. Assessorato all'economia e al lavoro.

<sup>252</sup> La "pregiudiziale antiscopero" est le refus des entrepreneurs de négocier avec les syndicats s'il y a encore en cours des grèves ou autre initiatives de lutte en usine.

l'AIB et de démissionner de la charge qu'il assumait de Président de la branche sidérurgie de l'AIB, en arrivant au paradoxe de la sortie de l'Association des industriels de Brescia d'une industrie propriété du président de la même association. La solution de la situation arriva en mars 1980, quand Luigi Lucchini proposa de confier la solution du conflit à l'Assesseur régional du travail, le socialiste Sergio Moroni, à travers une sentence arbitrale (Lodo Moroni) qui serait acceptée par les deux adversaires. La solution formelle au conflit avait été trouvée en clôturant cette première phase du conflit entre Lucchini et la FLM de la Bisider, mais en vérité le conflit continua pendant toutes les années 1980<sup>253</sup>.

La politique de Ugo Calzoni était d'informer les syndicats des choix d'entreprises une fois que la décision était déjà prise. La direction avait aussi commencé à mettre en pratique une politique de discrimination salariale qui faisait parti à plein titre de la stratégie antisyndicale de Ugo Calzoni. Cette stratégie prévoyait aussi des augmentations importantes aux chefs et contremaitres, le passage de catégorie et la distribution des primes aux non grévistes où à qui décidait de sauter le repos obligatoire. Pour la majorité des salariés les rétributions restèrent bloquées pour des années à cause du refus de la direction d'ouvrir des négociations d'usine<sup>254</sup>.

Dans ce contexte difficile, le conseil d'usine commença une longue bataille défensive pour imposer à la direction de respecter les anciens accords d'usine et plus généralement obtenir le droit des organisations syndicales à la négociation qui dura au long des années 1980<sup>255</sup>.

---

<sup>253</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FLM, Documento sulla situazione alla Bisider. Del Cdf della FLM e della Federazione CGIL-CISL-UIL di Brescia, novembre 1982.

<sup>254</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Comunicato della segreteria CGIL e FIOM di Brescia, 6 février 1987.

<sup>255</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FLM, Documento sulla situazione alla Bisider. Del Cdf della FLM e della Federazione CGIL-CISL-UIL di Brescia, novembre 1982.

## ***L'affrontement entre Lucchini et la FIOM de Brescia***

Depuis l'acquisition de l'atelier sidérurgique de l'ATB en 1979, la nouvelle usine renommée Bisider devint le siège d'une activité antisyndicale constante. La gestion des rapports industriels dans cette réalité était centrée sur un concept classique d'autoritarisme couvert derrière la rhétorique de l'innovation. Les mesures antisyndicales ont été soutenues, dans le cadre de la « bataille » médiatique de Luigi Lucchini, avec des campagnes d'image externe qui les présentaient comme des aspects nécessaires de la modernité et pour empêcher à la FIOM de bloquer le redressement productif et financier de l'usine. L'utilisation audacieuse des médias de masse a été la ressource centrale pour ses batailles contre les organisations syndicales. L'objectif était de présenter Lucchini comme un industriel un peu rude, mais pas pire que les autres entrepreneurs, sinon comme l'homme fort capable de redresser une usine auparavant destinée à la fermeture. Pour la FIOM, sa conception des relations industrielles était simple. A coté du refus catégorique du dialogue social d'entreprise, il était disponible à donner unilatéralement des modestes augmentations de salaires seulement aux salariés « méritants ». C'était la seule concession qu'il pouvait faire. Pour lui, la question de l'organisation du travail, de l'environnement et de la productivité dans l'entreprise ne devait pas être l'objet de discussion avec le syndicat, parce que ces aspects représentaient son pouvoir dans l'usine, qu'il ne voulait pas mettre en discussion. C'est dans ce cadre qu'on constate la tentative de la direction de créer des nouveaux syndicats, ou pendant des rudes conflits syndicaux l'utilisation des syndicats minoritaires plus ouverts à la médiation, pour qu'ils souscrivent aux choix de la direction sans s'opposer<sup>256</sup>.

---

<sup>256</sup> Bisider, due "verità" a confronto, *Giornale di Brescia*, mardi 4 novembre 1986.

## ***Focus sur les actions antisyndicales dans le Groupe Lucchini***

La Bisider avait été l'exemple le plus abouti et concentré des comportements antisyndicaux envers les salariés de Luigi Lucchini. On pourrait diviser en quatre catégories principales les comportements antisyndicaux :

1) La Bisider a reçu plusieurs condamnations sur la base de l'article 28 du Statut des droits des travailleurs pour la tentative d'empêcher la tenue des assemblées rémunérées prévues par la loi, avec l'argument de l'impossibilité de suspendre l'activité sidérurgique pour tenir les assemblées. L'entreprise a licencié deux délégués qui avaient appelé les travailleurs à participer à l'assemblée syndicale en les accusant d'avoir obligé les travailleurs à abandonner leur poste de travail.

2) A la Bisider, comme en général dans toutes les entreprises de Lucchini, la direction refusait de signer des accords avec la FIOM-CGIL, mais aussi de rencontrer le syndicat surtout dans des situations officielles et sur sa demande. La direction refusait aussi de rencontrer les délégués du personnel en utilisant des prétextes comme des vices de forme dans la demande écrite. Elle acceptait de rencontrer les délégués quand elle voulait faire des opérations de propagande publique ou des provocations envers les représentants syndicaux, comme quand la direction avait convoqué les délégués syndicaux pour demander la signature d'un texte où ils reconnaissaient plus ou moins clairement d'avoir endommagé l'entreprise à cause des grèves répétées.

3) La diffusion des communiqués et l'affichage sur les panneaux de la part de la direction de textes insultants envers les délégués et dirigeants syndicaux départementaux. Il s'agit d'une méthode utilisée pendant toutes les phases les plus importantes d'affrontement avec le syndicat, en particulier pendant les mouvements de grève. La plus importante campagne d'affichage contre la FIOM de Brescia eut lieu entre 1981 et 1982 quand la restructuration de l'appareil productif était en cours, parallèlement à la mobilisation syndicale, pour obliger l'entreprise à négocier la mise en place de ces changements. A cette

occasion, furent affichées à plusieurs reprises des déclarations de la direction où elle désignait Giorgio Cremaschi, secrétaire de la FIOM de Brescia et Osvaldo Squassina, responsable du secteur sidérurgique de la FIOM de Brescia comme les responsables du blocage du dialogue social dans l'entreprise et comme les porteurs d'un projet d'intransigeance syndicale qui pouvait causer la fermeture de l'usine.

4) Aussi après la phase d'affrontement la plus lourde entre 1979 et 1981, les intimidations individuelles envers les travailleurs ont continué. Ces actes sont documentés dans l'action en justice intentée par FIM, FIOM et UILM et gagnée en mai-juin 1986. La direction a conduit une campagne collective avec l'exposition d'affiches qui invitaient à annuler l'adhésion au syndicat et dans certains cas aussi avec des rendez-vous individuels pour convaincre les travailleurs, à l'aide de pressions et chantages de ne pas renouveler la carte syndicale. Si les travailleurs n'acceptaient pas, ils commençaient à subir toutes sortes de harcèlement sous forme des sanctions disciplinaires sans fondement, de travail pendant les fêtes quand l'usine était fermée, de changement continu du poste de travail et d'attribution systématique des tâches les plus rudes. Dans ces derniers cas, le juge du travail avait estimé qu'il y avait aussi les marges pour une condamnation pénale pour violence privée et successivement a renvoyé la sentence au procureur de la République qui ouvrit une procédure pénale contre Ugo Calzoni et les autres dirigeants de la Bisider<sup>257</sup>, qui aboutit en 1987 à la condamnation du PDG à 6 mois de prison avec sursis.

La question de l'environnement de travail était l'autre point central de l'activité antisyndicale dans le Groupe Lucchini. En général, dans les deux principales usines du groupe dans le département ; la Bisider et la « Lucchini » de Sarezzo, le syndicat s'engagea pour toutes les années 1980 aussi à modifier des conditions du travail fortement dégradées et difficilement comparables à la situation des autres usines de la sidérurgie, secteur d'activité en soi déjà dangereux.

La situation à l'usine Bisider était très difficile au niveau des conditions de travail depuis l'arrivée de la nouvelle gestion de l'entreprise. Au point que les

---

<sup>257</sup> CREMASCHI Giorgio, Lucchini & Calzoni. *Uniti nella lotta, Meta. Mensuel de la FIOM-CGIL Nazionale*, n.7-8, juillet-août 1986, p.7-10.

syndicats firent appel au juge du travail qui, le 5 juin 1980, constate la dégradation de la situation et imposa après des expertises techniques, la suspension de l'activité et la réalisation de plusieurs interventions urgentes. La couverture du parc à ferraille, l'installation d'un nouveau four électrique avec un système de captage des fumées, et imposa le respect des normes pour la protection de la santé des salariés sur le lieu de travail en constatant le non respect des règles élémentaires.

Un des éléments qui reflète la situation difficile au niveau de l'environnement de travail est aussi le domaine de la sécurité. Dans les usines «Lucchini », on constate un accroissement exceptionnel des accidents de travail graves. Dans ces deux usines, entre 1981 et 1985, il y a eu sept cent quatre-vingt trois accidents du travail graves avec vingt mille cent soixante-cinq journées d'arrêt maladie. On constate que, sur le total des six cent salariés, il y a eu une moyenne de trente journées d'arrêt maladie par personne, chose qui semble faire émerger la présence d'une dangerosité systémique. En outre, en 1984, une inspection a la Lucchini de Sarezzo de la part de l'USL (Union sanitaire locale) à découvert soixante non-conformités des normes en matière d'hygiène au travail et de prévention des accidents. Les autorités sanitaires ont d'abord constaté l'absence de lieux propres où prendre les repas, suite à la fermeture de la cantine de l'usine, en violation des précédents accords syndicaux. Il y avait un manque structurel de toilettes, qui étaient par ailleurs dans des conditions dégradées, et les travailleurs devaient demander un permis écrit pour pouvoir y aller. Malgré le nombre élevé d'accidents du travail graves, il n'existait pas d'infirmerie comme cela avait déjà été constaté auparavant à la Bisider sous prétexte que cela coûtait trop cher. On pourrait ajouter ces exemples parmi les innombrables comportements antisyndicaux, d'autant plus graves, du fait qu'il s'agit de choix conscients de la direction pour plier la combativité des salariés et les convaincre d'abandonner le syndicat ou de démissionner de l'usine<sup>258</sup>.

---

<sup>258</sup> *Ibid*, p.10.

## ***Un bilan de la situation à la Bisider au milieu des années 1980***

Malgré les pressions de la direction de la Bisider et le fort turn-over parmi les salariés, au milieu des années 1980, le syndicat avait réussi à maintenir une présence importante avec une plateforme revendicative axée sur la reconquête des acquis prévus dans les accords signés avec l'ancienne direction pendant les années 1960-1970, au contraire des autres usines du groupe Lucchini où les organisations syndicales n'avaient jamais vraiment réussi à construire une présence forte parmi les salariés. Il faut constater que, si le Groupe Lucchini n'avait pas réussi à détruire le syndicat à la Bisider, ce dernier se trouva pour toutes les années 1980 dans une position défensive.

Au cours de l'année 1985, la FIOM fut capable d'ouvrir un nouveau conflit avec la revendication d'une augmentation salariale de 14%. Dans l'espace de quelque mois, il y eut une intense mobilisation avec des grèves très suivies. La direction était contre ces revendications. Elle continuait à baser son refus de négocier avec les métallurgistes de la CGIL sur l'argument que la FIOM ne voulait pas collaborer à la tentative de sauver la Bisider de la fermeture et proposait une plateforme revendicative impraticable, malgré le fait que l'usine n'était plus en situation de crise depuis la fin de 1982. Parallèlement, le syndicat avait réussi à gagner plusieurs batailles légales contre la conduite antisyndicale de la direction de la Bisider, et avait aussi réussi à faire intervenir Mario Varianti, ouvrier de la Bisider, dans une émission télévisée de la RAI suivie par plusieurs millions de téléspectateurs, « Domenica In » présentée par la célèbre animatrice télé Raffaella Carrà, où il avait pu exposer les conditions de travail dans les entreprises du président de la Confindustria. Suite à ce fait, l'opinion publique avait pu découvrir, non seulement les conditions de travail difficiles et la conduite antisyndicale de la direction du Groupe Lucchini, considéré dans le passé comme un entrepreneur moderne, mais aussi le refus de la direction de l'entreprise de résoudre les problématiques plus élémentaires comme l'absence d'infirmière, le manque de toilettes et la pression continue envers les travailleurs pour abandonner le



syndicat et faire des heures supplémentaires. Malgré l'effet médiatique de cette intervention, une fois retombé l'intérêt de la presse nationale pour les conditions de travail dans le groupe Lucchini, il n'y eut pas de réels changements de situation et la direction réussit finalement, l'année suivante, à changer les rapports de force interne avec la FIOM. En effet en 1987, la direction d'entreprise signa des accords séparés avec l'UILM qui avaient comme objectif premier d'exclure la FIOM de la négociation.

La signature de ces accords avait été possible à cause de la fatigue des travailleurs après des années de mobilisation permanente et de chantage. L'UILM, qui voulait être une organisation syndicale qui centrait son attention sur les thématiques de la productivité, de l'innovation et donnait la priorité à la rentabilité des usines, avait décidé de signer un accord séparé en acceptant tacitement la politique antisyndicale de la Bisider et en provoquant une grave fracture du front syndical. La FIOM dénonçait la manœuvre de la direction de la Bisider, qui signait un accord interne avec un syndicat minoritaire dans un moment où les adhérents de la FIOM avaient été éloignés de l'usine. En effet, pendant la période de la signature de cet accord interne, il y avait un groupe nombreux de salariés au chômage technique, tous adhérents de la FIOM-CGIL et à côté il y avait des équipes qui travaillaient 13 jours consécutifs pour couvrir les ouvriers qui manquaient. Cela engendra un énième conflit entre la direction de l'usine et la FIOM qui continua la mobilisation dans la période suivante pour obtenir l'annulation de cet accord<sup>259</sup>.

---

<sup>259</sup> PEDROCCO Giorgio, *Bresciani. Dal rottame al tondino. Mezzo secolo di siderurgia (1945-2000)*, Op. cit, P. 277-278.

## ***Luigi Lucchini inspirateur du conflit syndical dans le Groupe FIAT en 1980 ?***

Ces démarches à la Bisider, semblables à celles utilisées par le PDG du groupe FIAT Cesare Romiti lors du conflit dans les usines de la marche de Turin en 1980, lui ouvrirent définitivement les portes de la notoriété nationale et le respect de nombreux entrepreneurs qui voyait en lui un modèle à suivre dans leurs entreprises, un personnage déterminé qui pouvait jouer un rôle important dans la bataille nationale pour briser la force des syndicats confédéraux. Selon le secrétaire général de la FIOM de Brescia de l'époque, Giorgio Cremaschi, la direction de la FIAT s'est clairement inspirée des méthodes de Lucchini lors du conflit syndical à la Bisider pour préparer l'affrontement avec la puissante FLM de Turin lors du conflit syndical de 1980, qui est jugé unanimement comme le début symbolique de la controffensive des entrepreneurs des années 1980<sup>260</sup>. Cette affirmation peut sembler valide si on la compare aux déclarations du PDG du groupe FIAT Cesare Romiti lors de son interview fleuve avec le journaliste Gianpaolo Pansa, qui est devenu un livre. Il déclara que, à la fin des années 1970, la direction de la FIAT était désorientée par les intenses mobilisations des années précédentes et ne se sentait pas prête à ouvrir un affrontement lourd avec un syndicat interne tout puissant. Romiti confirme que, dans cette phase, la présence de Luigi Lucchini avait servi de conseil et de modèle pour décider l'ouverture d'un large conflit pour redimensionner la FLM dans les usines du groupe et pour lancer une restructuration profonde caractérisée aussi par un lourd plan social qui prévoyait le licenciement de plus de 20000 travailleurs.<sup>261</sup>

En tout état de cause, l'attitude de l'entrepreneur de Brescia lui a valu aussi le respect de Gianni Agnelli, propriétaire du groupe FIAT et son appui ouvert lors de l'élection, en mars 1984, à la présidence de la Confindustria. Ce parrainage important, associé à la confiance acquise parmi les entrepreneurs

---

<sup>260</sup> Interview de Giorgio Cremaschi, secrétaire général de la FIOM de Brescia entre 1981 et 1988.

<sup>261</sup> ROMITI Cesare – PANSA Gianpaolo, *Questi anni alla FIAT*, Rizzoli, Milano, 1988.

grâce aux conflits répétés avec les organisations syndicales dans ces usines, donnèrent de la crédibilité à sa candidature et permirent son élection à la tête de l'association des industriels italiens. Néanmoins, il faut pas oublier que Luigi Lucchini fut élu aussi grâce à la montée d'importance politique des petits et moyens entrepreneurs qui pendant les années 1980 avaient de plus en plus un rôle central dans le système productif italien avec la crise productive, financière, mais aussi de perspective stratégique de la grande industrie.

## ***1.4 Les relations industrielles à Brescia au début des années 1980 : rapport de forces et négociations d'usine***

### ***L'affrontement entre la nouvelle direction de l'AIB et la FLM: la négociation d'usine et la gestion des restructurations industrielles entre 1980 et 1982***

Au cours de l'année 1980, la FLM s'engagea dans une forte mobilisation dans les entreprises du département. Elle avait choisi de se lancer dans la négociation d'usine pour obtenir des avancées salariales et normatives dans les entreprises où la crise n'avait pas eu d'impact, et qui au contraire avaient vécu un développement productif et financier. L'objectif premier était politique, à savoir briser dans les entreprises le front d'intransigeance antisyndicale dirigé par Luigi Lucchini qui avait imposé le blocus de la négociation dans toutes les usines du département et parallèlement avait intensifié l'activité antisyndicale dans les usines de son groupe industriel, notamment à la Bisider de Brescia, dernière acquisition de l'année 1978 et bastion du syndicalisme communiste dans le chef-lieu de Brescia.

La mobilisation de la FLM eut d'excellents résultats. Déjà à la fin de 1980, les syndicats avaient obtenu dans la majorité des entreprises où ils avaient créé des plateformes revendicatives, la signature d'un ou plusieurs accords d'entreprise, sauf dans certaines usines de la Vallée Trompia, surtout dans le secteur des armes (Beretta, etc.) et dans les entreprises de Lucchini, où la bataille était sortie des usines intéressées pour avoir un valeur plus générale.

Au niveau de département furent signés 185 accords au cours de la seule année 1980, toutes catégories confondues, avec une prévalence du secteur

métalo-mécanique et du textile avec respectivement 90 accords pour le premier et 70 pour le deuxième<sup>262</sup>.

En plus, il faut constater que la plupart des accords ne se limitaient pas à obtenir des augmentations salariales ou des reclassements catégoriels, mais la négociation avait touché des points plus avancés comme la question des investissements et de l'organisation du travail. Le syndicat avait réussi à signer des accords qui prévoyaient une augmentation de la productivité par le biais des innovations technologiques sans augmenter la charge de travail pour les salariés. C'est ainsi que les syndicats avaient pu réaffirmer leur rôle de contrôle sur l'organisation du travail et de la production. Cette question était centrale au début des années 1980, un période caractérisée aussi dans les entreprises saines par des restructurations massives, basées sur des profonds processus d'automatisation et de changement d'organisation du travail.

La question de la salubrité des ateliers figurait dans plusieurs accords. Elle était présente dans les 2/3 des accords dans les usines entre 100 et 1000 salariés et dans tous les accords signés dans les usines avec plus des 1000 employés. Les améliorations environnementales obtenues dans les accords étaient, d'un côté, le résultat d'un travail démarré par les conseils d'usine depuis le début des années 1970, et de l'autre côté la démonstration de la force qu' avait encore le syndicat, en étant capable d'obtenir des avancées sur un large éventail de thèmes.

Les résultats des négociations des accords d'entreprise avaient démontré que les entrepreneurs de Brescia étaient disposés à avoir une attitude verbale intransigeante contre le syndicat et à exprimer leur solidarité envers Lucchini, quand il ouvrait des conflits dans ses usines contre les organisations des travailleurs, mais il était plus difficile de le mettre en pratique dans leurs entreprises, surtout lors des négociations d'usines. La plupart des entreprises où furent signés les accords entre 1980 et 1981 étaient des établissements où la crise n'avait pas eu un impact considérable. Les entrepreneurs, en ayant en face un syndicalisme très puissant et bien organisé, n'étaient pas disponibles à

---

<sup>262</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 223, étagère AVIII D14, "Accordi", La contrattazione aziendale in provincia di Brescia, a cura dell'Ufficio programmazione e studi della Camera del lavoro di Brescia, 1981.

engager des longues batailles qui comportaient des coûts importants et décidaient de signer des accords pour éviter le blocus total de l'entreprise à cause de la mobilisation des travailleurs, malgré les directives de l'Association industrielle de Brescia qui prônait la résistance à outrance<sup>263</sup>.

### ***La négociation dans le textile au début des années 1980***

Il y a une dynamique similaire dans le secteur textile avec la signature de 70 accords seulement au cours de l'année 1980. Au début de la décennie, une partie importante du secteur était en profonde restructuration industrielle avec l'introduction des nouvelles technologies et des formes innovatrices d'organisation du travail. La direction de l'Association des industriels de Brescia proposait aussi dans ce secteur de refuser la négociation des restructurations industrielles avec les syndicats et l'ouverture d'un affrontement général dans toutes les usines du textile en refusant de renouveler les accords d'entreprises. Les entrepreneurs du textile, après avoir promis fidélité à l'Association des industriels, une fois commencées les mobilisations syndicales, ont commencé à signer très rapidement des accords. L'important enracinement des syndicats dans les usines et la longue tradition de négociation capillaire ont rendu la voie de l'intransigeance impraticable dans le secteur textile<sup>264</sup>.

Une fois que les accords commencèrent être signés en grand nombre, l'Association des industriels de Brescia, dans un premier temps, refusa de les contresigner en se dissociant des entrepreneurs qui avaient accepté de négocier, ouvrant ainsi une crise majeure entre les deux entités. Dans un second temps, vu

---

<sup>263</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 224, étagère AVIII D14, « Accordi », Analisi accordi 1980, Ufficio studi della Federazione lavoratori metalmeccanici di Brescia, 1981.

<sup>264</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 325, AIX S11, « Vertenze fabbriche », Tessili : Conseguiti importanti risultati nelle contrattazioni aziendali, *Sindacato oggi. Periodico della camera del lavoro di Brescia*, numero 1, gennaio 1982.

l'ampleur du phénomène, Luigi Lucchini ne put pas aller plus loin dans les sanctions parce qu'il aurait pu engendrer le départ d'un nombre élevé des entrepreneurs de l'association donc il opta pour une attitude conciliante et dénonça encore une fois le chantage des syndicats de la métallurgie envers les entreprises.

L'affrontement avait aussi une valeur nationale parce que la direction de l'Association industrielle de Brescia avait décidé, cas unique en Italie, de bloquer la négociation d'usine qu'il la considérait comme contradictoire avec l'objectif de contenir les augmentations salariales sous le seuil de 16% pour les années 1981 et 1982, comme l'avait établi un accord national de maîtrise de l'inflation signé par les confédérations syndicales, le gouvernement Spadolini et la Confindustria<sup>265</sup>. La direction de l'AIB refusait la négociation parce qu'elle accusait le syndicat de Brescia de vouloir faire sauter dans la négociation d'usine la proposition de la Fédération nationale de CGIL, CISL et UIL sur la compatibilité entre requêtes syndicales et l'objectif de baisser l'inflation<sup>266</sup>. En effet, la FIOM de Brescia critiquait la décision des syndicats confédéraux nationaux de signer un accord qui prévoyait, dans les faits, un gel partiel des salaires sans obtenir en échange du gouvernement une vraie perspective pour redémarrer l'économie<sup>267</sup>.

Pour revenir au niveau local, avec le développement de ce phénomène de signatures généralisées des accords d'entreprise avait été battu l'objectif de Lucchini d'étendre à l'ensemble du patronat local son modèle des relations industrielles fondé sur la négation du rôle contractuel du syndicat. Les résultats démontrent que la FLM de Brescia et surtout les structures syndicales d'entreprise (conseils d'usine) maintenaient un pouvoir contractuel important dans les entreprises<sup>268</sup>.

---

<sup>265</sup> *Ibid.*

<sup>266</sup> Archives hémérothèque Queriniana, Dino Greco, *Ideologia della crisi a uso padronale, Punto e virgola. Periodico di informazione e dibattito*, année 1, numero 0, 1982.

<sup>267</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 325, AIX S11, « Vertenze fabbriche », Tessili : Conseguiti importanti risultati nelle contrattazioni aziendali, *Sindacato oggi. Periodico della camera del lavoro di Brescia*, numero 1, janvier 1982.

<sup>268</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 30, étagère AVIII S5, "Materiale vario", X Congresso FIM-CISL, Comprensorio di Brescia, Relazione di Marino Gamba, segretario generale FIM Brescia, 10-11-12 juin 1981.

La plupart des industriels des secteurs de pointe (mécanique, textile, métallurgie) n'avaient pas suivi la direction de l'AIB dans sa stratégie d'affrontement avec les syndicats, et c'est pour cela que Luigi Lucchini dut reculer de ses positions initiales de fermeture totale aux revendications syndicales, où du moins reculer temporairement en déplaçant le terrain d'affrontement dans d'autres domaines, notamment celui des industries à risque de fermeture. On constata aussi partiellement cela dans la bataille engagée contre le syndicalisme dans ses entreprises comme à l'usine Eredi Gnutti en 1981. En effet, les syndicats d'usine, après 28 mois de lutte, arrivèrent à signer un accord où ils obtinrent certaines de leurs revendications. D'abord la reconnaissance du conseil d'usine comme sujet contractuel reconnu, le droit de grève à la coulée continue et le refus de la prime de présence que Lucchini voulait imposer contre l'absentéisme et pour dissuader les ouvriers à faire grève. Il faut constater que, si la signature de cet accord était un recul pour la direction du groupe Lucchini, les syndicats avaient gagné une bataille purement défensive ; donc la stratégie de Luigi Lucchini avait réussi à faire reculer partiellement les syndicats locaux de la métallurgie après presque dix ans de conquêtes obtenues par une négociation d'entreprise très revendicative<sup>269</sup>

### ***L'affrontement entre AIB et syndicats sur les restructurations industrielles***

Un autre terrain d'affrontement entre la direction de l'Association industrielle de Brescia et les syndicats départementaux furent les usines en crise. En effet, la situation de crise économique et productive, qui touchait l'Italie depuis la seconde moitié des années 1970, commença à frapper lourdement le

---

<sup>269</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 10, étagère AVII S2, "Congressi 1981-1991", Relazione del segretario generale della CGIL Aldo Rebecchi, 1° Congresso della Camera del lavoro territoriale di Brescia, 25-26-27 giugno 1981.



département de Brescia au début de la décennie successive. Si Brescia avait été partiellement épargnée, depuis 1981, on constate une situation comparable à celle des départements industriels plus touchés par la crise. C'est pendant l'année 1982 que la situation devint très difficile. A côté d'une baisse continue des niveaux d'emploi causée par les fermetures d'usines que se multipliaient et les licenciements collectifs, il y a eut un substantiel blocus des embauches et l'explosion du phénomène de la « cassa integrazione guadagni »<sup>270</sup>.

L'analyse des données de la « cassa integrazione » fait comprendre l'ampleur de la crise. Le secteur de la mécanique et de la métallurgie est le plus touché avec treize millions et cent-sept d'heures de C.I. à côté de 18 millions d'heures de travail à Brescia au cours de l'année 1982. L'analyse des données relatives à la « Cassa integrazione straordinaria <sup>271</sup> » est encore plus importante. En 1982, on constate un doublement de la C.I. extraordinaire par rapport à 1981, avec 8 millions d'heures, égal à 4000 salariés à zéro heures travaillées d'une façon permanente. Dans le secteur métalo-mécanique, 85% de la C.I. était extraordinaire. En général, tous les secteurs centraux de l'industrie métalo-mécanique de Brescia étaient dans une phase de crise profonde, en particulier la sidérurgie, les métaux non ferreux, les fonderies, le mécano-textile et le secteur des machines-outils. En effet, on assiste à l'entrée en crise d'une partie importante des moyennes et grandes industries historiques du département (Innse, ATB, Beretta, Pietra), où les syndicats ouvrent des conflits pour la défense des emplois et des accords intégratifs d'usine signés auparavant et parallèlement

---

<sup>270</sup> La «Cassa integrazione guadagni» est une institution italienne dont le but est de soutenir financièrement des salariés mis au chômage technique. Elle fut créée par décret peu après la fin de la seconde guerre mondiale et elle eut un rôle central après la fin des «Trente Glorieuses» et la crise pétrolière de la moitié des années 1970. Elle intègre ou remplace la rémunération des travailleurs qui se trouvent dans une situation économique précaire en raison de la suspension ou de la réduction temporaire de l'activité professionnelle.

<sup>271</sup> La «Cassa integrazione straordinaria» est accordée en cas de restructuration, de réorganisation ou de conversion d'entreprise; de crise d'entreprise de grande importance sociale; faillite ou autre procédure d'insolvabilité. Contrairement au CIGO, la mesure peut être adoptée pour des situations de crise à long terme, mais aussi dans les cas où la contraction de l'activité dépend de la décision de l'employeur de réorganiser ou de restructurer son activité.

la tenue de la petite et moyenne industrie qui joue un rôle de plus en plus important dans le secteur secondaire du département<sup>272</sup>.

La FLM de Brescia, dominée par la FIOM départementale, se donna une ligne de conduite construite autour d'un objectif politique principal, à savoir réussir à négocier des accords de restructuration industrielle avec les entrepreneurs des usines en crise pour éviter les fermetures d'usine et les licenciements collectifs et accompagner les licenciements individuels où de petits groupes avec la collocation des salariés dans d'autres entreprises du secteur privé ou public.

Le syndicat poussa son objectif jusqu'à l'utilisation de toutes les formes de luttes, même les plus radicales comme les manifestations sauvages, le blocage des routes, le présidium et l'occupation des sites productifs dans presque toutes les usines concernés par des crises productives.

Cela provoqua un affrontement généralisé à cause de l'intransigeance de l'association des industriels locaux qui appuyait les entrepreneurs des usines en crise dans une démarche de fermeture totale aux organisations syndicales. Sa ligne était basée sur l'impossibilité de négocier en amont les restructurations industrielles avec les syndicats et la seule possibilité de négocier les modalités de départ des salariés licenciés.

Au contraire, la FLM proposait une négociation basée sur l'objectif prioritaire de défendre les emplois en danger surtout en bloquant les fermetures des sites productifs. Elle réussit à jouer un rôle important dans la mise en place des restructurations industrielles pour en infléchir les conséquences négatives au niveau de l'environnement de travail et de l'impact de la réorganisation de la production sur la vie des salariés. Pour la direction de la FIOM, il s'agissait d'une question principalement politique. Si les entrepreneurs étaient arrivés à imposer les licenciements dans les usines et la mise en place unilatérale des restructurations industrielles, les syndicats départementaux et les conseils d'usine auraient perdu leur rôle de négociation et d'intervention dans les choix

---

<sup>272</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 181, étagère AVIII D8, "Stampa e comunicati", , Così negli ultimi 3 anni la cassa integrazione ordinaria e speciale, *Sindacato oggi. Periodico della Camera del lavoro di Brescia*, octobre 1983.

productifs des entreprises, en perdant leur pouvoir contractuel réel. De la même manière, les licenciements collectifs unilatéraux étaient la façon, pour les entrepreneurs, d'éliminer de la production les délégués syndicaux et les militants politiques des organisations de gauche, en mettant aussi les salariés encore en poste dans une situation de chantage à l'emploi en sachant que l'entrepreneur pouvait licencier sans que les syndicats de la métallurgie ne puissent s'y opposer. Le vrai enjeu était la présence même des syndicats dans les usines en crise.

Les mobilisations syndicales réussirent à empêcher la fermeture de la plupart des usines en difficulté. En effet, dans la plupart des ces entreprises des restructurations productives profondes furent engagées et les syndicats furent contraints de négocier des plans sociaux quantitativement assez importants, mais ils réussirent à obtenir la collocation de la plupart des salariés licenciés grâce à l'intervention des pouvoirs publics. En plus ils furent contraints d'accepter l'utilisation du chômage technique pour les salariés pas licenciés parfois pour des longues périodes. C'est sur ce point que commença une nouvelle mobilisation syndicale. Les syndicats s'opposèrent à l'utilisation instrumentale de la « Cassa integrazione » de la part d'une partie des entrepreneurs. En particulier, ils étaient contre le phénomène de la « Cassa integrazione a zero ore » qui était utilisé, encore une fois, pour laisser en dehors de l'usine, d'une manière permanente, les délégués, les salariés syndicalisés et les travailleurs avec des problèmes physiques et psychiques. L'objectif du syndicat était de garantir à tous les salariés en chômage technique de pouvoir rentrer à l'usine grâce à la négociation de la rotation des travailleurs en production avec la redistribution des heures de travail disponibles. Seulement ainsi, les syndicats pouvaient empêcher que le salarié ne devienne un potentiel licencié en attente de l'expulsion définitive, situation qui les jetait dans une condition de frustration psychologique et d'inutilité sociale ou les poussaient à la recherche d'un emploi au noir dans des petits ateliers dans une situation de sous-payé, de dangerosité du travail et sans aucune tutelle syndicale et de sécurité sociale. En général, le syndicat chercha de négocier avec les entreprises les termes de l'application de la « Cassa integrazione » et demanda à l'Etat de veiller sur la gestion de l'argent public que les entreprises obtenaient par le biais de la « Cassa integrazione ». Les syndicats locaux demandèrent que l'obtention des aides d'Etat soit

accompagnée par la présentation de plans de redressement de l'entreprise précis et détaillés, avec une attention particulière au renouvellement technologique des implantations et des productions, au redressement de la situation financière, au renforcement des bureaux techniques et de la recherche des nouveaux marchés et sur engagements précis sur le maintien des niveaux d'emploi. En général, la FLM de Brescia sera plus vigilante sur ces points lors de la négociation des restructurations industrielles<sup>273</sup>.

### ***Le débat autour du Plan départemental pour le secteur industriel présenté par les syndicats confédéraux de Brescia***

La situation de crise économique prolongée poussa les confédérations syndicales de Brescia à présenter un plan avec des propositions pour le redressement de l'économie et du système productif local au début de 1983. Lors du débat public apparu suite à la présentation de ces propositions, on constate l'impossibilité des syndicats départementaux et de l'Association des industriels de Brescia d'entamer des relations industrielles normales à cause de positions trop éloignées.

La CGIL-CISL-UIL de Brescia, après avoir dénoncé la gravité et le caractère structurel de la crise (pendant la Conférence pour l'emploi et le développement de 1981 et le Conseil municipal ouvert de 1982) et sans trouver une écoute adéquate de la part des institutions publiques et des entrepreneurs, décida de présenter un plan unitaire contre la crise, pour relancer le développement dans le département. L'objectif de ce plan était de rouvrir la discussion avec les associations des entrepreneurs et de pousser les institutions à se coordonner

---

<sup>273</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 224, étagère AVIII D14, « Accordi », Si apre una nouva stagione di iniziative e di lotte per occupazione e sviluppo. Quali interventi per Brescia ? Le proposte della Federazione Cgil-Cisl.Uil, *Sindacato Oggi. Periodico della Camera del lavoro di Brescia*, N.20, septembre 1983.

dans la réalisation des objectifs de programmation économique territoriale et de pousser au passage le gouvernement à bâtir une politique économique globale et cohérente<sup>274</sup>. Le plan des syndicats était axé sur quatre propositions fortes :

1) La création d'un centre unique de récolte et d'organisation des données économiques du département, pour permettre aux institutions et aux acteurs sociaux d'avoir une idée claire et rapide de l'évolution de l'économie locale.

2) L'institution d'une structure permanente au service des entreprises, tant pour l'application des nouvelles technologies dans les processus productifs, que pour la promotion et la diffusion des connaissances avec le but de former une nouvelle couche des managers et pour la formation continue des salariés impliqués dans l'innovation. Il devait s'agir d'un centre d'étude et d'assistance formé par les institutions publiques, la chambre de commerce, l'université et les entrepreneurs privés associés à différents projets. Les syndicats estimaient qu'à Brescia, mis à part les grands groupes industriels et une partie minoritaire de la petite et moyenne industrie, il y avait un déficit global de diffusion des nouvelles technologies dans le tissu productif, du fait de la présence insuffisante d'un secteur tertiaire dédié aux services avancés aux entreprises et à cause de la structure industrielle particulière du département, de plus en plus fragmentée et dispersée en unités productives de très petites dimensions incapables de procéder rapidement sur le terrain de l'innovation sans des formes de coordination et coopération.

3) Les syndicats proposaient la mise en place d'une nouvelle politique énergétique au niveau national, et au niveau local la mise en place d'un plan énergétique capable d'intervenir avec des modifications profondes des installations industrielles à travers l'utilisation de technologies nouvelles en matière d'« energy saving » et pour des initiatives coordonnées entre les installations industrielles et civiles pour la récupération et la distribution de la chaleur ou de production d'énergie électrique. En effet, le coût élevé de l'énergie en Italie était un facteur qui avait un impact spécifique au niveau local à cause de

---

<sup>274</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 362, etagere AIX S16, « Pubblicazioni », Occupazione e sviluppo: una strada senza alternative, *Sindacato Oggi. Periodico della Camera del lavoro di Brescia*, N.1, janvier 1982.

l'importante présence du secteur de l'électro-sidérurgie. Les syndicats proposaient la mise en place d'une nouvelle politique énergétique, parce qu'ils estimaient injustes et inefficaces les décisions prises auparavant par les institutions publiques et les entrepreneurs pour baisser le coût de l'énergie. Cela avait été fait de deux façons : d'abord l'Etat avait concédé des remises conséquentes sur les tarifs électriques qui allaient directement à charge de la fiscalité générale et indirectement sur le budget de l'Etat ; puis les entrepreneurs avaient décidé de centrer la production de leurs installations industrielles dans les heures de nuit, le samedi et le dimanche. Il s'agit d'une mesure qu'avait un coût très fort pour les travailleurs, surtout dans le cas où l'entreprise décidait de produire seulement pendant ces périodes pour épargner sur les tarifs de l'énergie isolant ainsi les salariés de leur famille pendant la fin de semaine.

4) La Fédération CGIL-CISL-UIL proposa la constitution d'une société financière à capital mixte avec la participation des institutions et des banques locales, capable d'intervenir pour promouvoir le développement de l'industrie locale et dans des cas exceptionnels, avoir des participations dans des entreprises en crise.<sup>275</sup>

Les syndicalistes pensaient que, à part la rhétorique du Président de l'AIB Lucchini sur l'efficacité et la capacité de modernisation des entrepreneurs de Brescia, la situation du système industriel local était globalement différente. Selon eux, une partie importante des petites et moyennes entreprises du département souffraient de l'incapacité de sortir des dynamiques de l'entreprise à gestion familiale qui, si elles avaient fait auparavant le succès de ce modèle industriel nécessitaient une révision profonde, dans un contexte de crise planétaire de l'industrie lourde et de concurrence internationale accrue. Tout d'abord, une modernisation des directions d'entreprise était nécessaire ; en effet, la plupart des ces entreprises de Brescia n'avaient pas un groupe dirigeant avec des vraies compétences managériales, parce qu'avait été privilégiée la création de directions construites autour des membres de la famille élargie qui dans la plupart des cas n'avaient aucune formation et expérience dans le secteur.

---

<sup>275</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 362, étagère AIX S16, « Pubblicazioni », Proposte per contrastare la crisi e rilanciare lo sviluppo a Brescia, *Sindacato Oggi. Periodico della camera del lavoro di Brescia*, n.20, septembre 1983.

Si ces méthodes de gestion semi-professionnelles avaient pu fonctionner dans les années 1950-1960 avec une industrie en expansion, elles avaient atteint leurs limites pendant les années 1970. En particulier, la persistance sur des productions à bas contenu technologique comme le rond à béton en sidérurgie n'était plus tenable, et il était nécessaire de mettre en place une diversification des productions et des investissements importants dans des secteurs fondamentaux comme la recherche technologique et de marché avec la création des formes de coopération entre les petites et moyennes industries du même secteur<sup>276</sup>.

Les syndicats départementaux voulaient par ce biais réussir à infléchir la ligne de fermeture syndicale de l'AIB et arriver à ouvrir un espace de cogestion des restructurations industrielles en conquérant un rôle avec l'ouverture d'une table permanente de négociation triangulaire (pouvoirs publics, entrepreneurs et syndicats) au niveau départemental.

Les propositions des syndicats avaient aussi comme objectif de critiquer l'attitude d'une partie importante des industriels de Brescia qui, à l'aube de la crise, avaient décidé de sortir de l'impasse en proposant des lourds plans sociaux et en augmentant l'exploitation des travailleurs à travers une politique de bas salaires, de promotion du travail à la pièce, d'introduction des primes de présence ou primes antigrève, d'augmentation des charges de travail et des heures de travail par semaine. Cette stratégie avait l'appui du Président de l'AIB Luigi Lucchini qui voyait les restructurations industrielles comme une façon de faire reculer les acquis salariaux et normatifs et le pouvoir de contrôle et de codécision que les syndicaux d'usine avaient conquis avec une décennie de négociation d'usine d'intense et généralisée dans le département<sup>277</sup>.

Le président de l'AIB refusa catégoriquement de discuter les propositions avancées par les syndicats départementaux. La motivation de ce refus était premièrement d'ordre politique ; en effet, ouvrir un débat de fond avec les

---

<sup>276</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 362, etagere AIX S16, « Pubblicazioni », Iniziative della Federazione Cgil-Cisl-Uil per l'occupazione e lo sviluppo, verso l'AIB, *Sindacato Oggi. Periodico della Camera del lavoro di Brescia*, N.2, juin 1983.

<sup>277</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 209, étagère AVIII D12, "Documenti sindacali", Relazione di Umberto Duina al Consiglio generale unitario della FLM di Brescia del 22 mars 1983.

syndicats sur ces points aurait donné aux organisations des travailleurs une légitimité à négocier sur des choix de politique économique locale, fait d'autant plus grave, de son point de vue, parce qu'il s'agissait d'une mise en cause des choix et des prérogatives des entrepreneurs.

Son analyse de la situation du système productif du département était aussi différente de celle avancée par les syndicats. Il estimait qu'une « sélection darwinienne » était en cours<sup>278</sup>. Il s'agissait d'un mécanisme physiologique de réorganisation de l'économie de marché qui aurait, à terme, renforcé le tissu productif du département en éliminant les entreprises faibles et en renforçant celles compétitives. Dans ce cadre, le syndicat devait accepter la fermeture de certaines usines, les licenciements, et accompagner les restructurations des sites productifs et de l'organisation du travail sans vouloir exercer un pouvoir de veto sur les décisions prises par les entrepreneurs. Cela au nom des « droits inaliénables de décision » des entrepreneurs dans leur usine qui étaient les seuls à avoir les compétences techniques et managérielles pour prendre de telles décisions<sup>279</sup>. Au contraire, la politique intransigeante de défense des emplois mise en place par les syndicats départementaux aurait des issues négatives, à savoir la défense des usines qui n'étaient plus rentables et compétitives sur le marché international et le blocage des restructurations industrielles.

Dans le même registre, il refusait de négocier avec les institutions la création d'un plan d'intervention pour le redressement de l'économie locale. Luigi Lucchini estimait que les institutions devaient avoir un rôle d'accompagnement de la mise en place des restructurations industrielles décidées par les entrepreneurs, en respectant les mécanismes d'autoréglementation du marché. Elles devaient intervenir seulement en deuxième instance avec la mise en place des aides financières et techniques pour accompagner l'évolution du système productif et les dégâts sociaux causés par les plans sociaux<sup>280</sup>.

---

<sup>278</sup> Ci sono le condizioni a Brescia per riassorbire 1500 lavoratori, *Giornale di Brescia*, jeudi 13 février 1986.

<sup>279</sup> Lucchini: Sto con Davignon contro l'assistenzialismo, *Giornale di Brescia*, jeudi 21 juillet 1983.

<sup>280</sup> Bisider: Calzoni muove e dà scacco al sindacato?, *Giornale di Brescia*, jeudi 6 janvier 1983.



La CGIL de Brescia était très engagée dans la négociation concernant la situation économique départementale. Elle avait appuyé la proposition de la FIOM locale mais elle avait mis l'accent plutôt sur la question de la crise économique et de l'emploi qui touchait de plein fouet le département depuis la fin de l'année 1982. Pour elle, il était nécessaire d'intervenir rapidement en redonnant un nouveau élan à une négociation à 360° degrés (d'usine et au niveau départemental) avec l'objectif de sortir du manque de dialogue qui avait caractérisé les rapports entre les syndicats et les entrepreneurs dans la période précédente. Depuis la fin des années 1970, l'accent avait été mis sur les questions syndicales nationales et cela avait engendré un affrontement si fort qu'il avait empêché la mise en place d'une réponse locale coordonnée entre les différents partenaires sociaux.

La situation du département de Brescia fut expliquée par Aldo Rebecchi, secrétaire général de la confédération syndicale communiste dans l'éditorial écrit pour le périodique de la CGIL de Brescia du mai-juin 1984 en préalable à l'explication de la mise en place d'une plateforme locale pour la négociation d'usine :

*« Dans notre département en avril 1984 sont occupés 410000 personnes, 5000 en moins qu'en avril 1983. Dans l'espace d'un an, dans le seul secteur industriel il y a eu une baisse de 18000 salariés, en passant de 221000 occupés à 193000. C'est en particulier dans l'industrie de transformation qu'il y a eu la baisse plus significative avec 9,8% des travailleurs en moins tant que la croissance du troisième secteur n'a pas suffi pour égaliser le solde global des salariés. Toujours au mois d'avril on enregistre 29000 personnes en recherche d'emploi avec une augmentation de 2000 en comparaison avec avril 1983 »<sup>281</sup>.*

---

<sup>281</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 362, étagère AIX S16, « Pubblicazioni », Aldo Rebecchi, La situazione dopo il periodo feriale: La ripresa vera a Brescia non c'è ancora. Urge aprire una nuova stagione rivendicativa, *Sindacato oggi. Periodico della Camera del lavoro di Brescia*, Août-septembre 1984.

En effet, Aldo Rebecchi voulait mettre l'accent sur le thème de l'attitude syndicale face aux restructurations des installations productives. La CGIL de Brescia avait l'objectif de faire des propositions globales pour pouvoir intervenir d'une façon plus organisée dans une situation de restructuration profonde du secteur mécanique et sidérurgique local, qui avait caractérisée la période entre 1980 et 1984 et qui s'était accélérée depuis 1983.

La CGIL de Brescia avait aussi l'objectif indirect d'avancer une critique à la CGIL nationale qui, depuis le début de la crise productive, n'était pas capable d'exprimer une ligne globale de réponse aux restructurations industrielles, laissant la décision concernant la ligne syndicale à tenir aux différents branches locales et aux structures CGIL départementales. Il s'agissait d'une critique plus méthodologique, qui ne cachait pas l'impression, partagée avec la FIOM de Brescia, que la structure nationale penchait vers l'objectif d'accepter des baisses de salaire et de renonciation d'intervention des syndicats sur les restructurations industrielles en échange de vagues promesses de ne pas licencier ou d'embaucher davantage de salariés.

Globalement, le secrétariat de la CGIL de Brescia partagea et appuya aussi les propositions de la FIOM locale concernant l'intervention syndicale dans les usines en crise. En effet la FIOM de Brescia formula six propositions pour l'action syndicale concernant les restructurations industrielles qui étaient à la fois un résumé de sa ligne d'intervention dans les usines de Brescia et une contribution qui avait l'objectif de lancer un vaste débat dans la CGIL nationale sur ce thème :

1. L'opposition à la fermeture des entreprises et à l'application des plans sociaux de licenciement sans négociation sur le futur professionnel des travailleurs.

2. Le refus du chômage technique à zéro heure, instrument utilisé par les entrepreneurs pour garder en dehors de l'usine les militants politiques et syndicaux.

3. La mise en place d'une négociation généralisée pour signer des « contratti di solidarietà ». Il s'agit d'un type d'accord transitoire, pour faire sortir

une usine d'un état de crise, qui prévoyait une réduction d'horaire pour tous les salariés avec une réduction partielle du salaire mais qui permettait à tout le monde de travailler à mi-temps, sans laisser une partie des salariés totalement isolés de la production.

4. L'utilisation des nouvelles installations devait être négociée dans toutes ses phases et être accompagnée par l'expérimentation des réductions d'horaire avec des augmentations des embauches.

5. La réduction de l'horaire, décidée dans les conventions collectives et au niveau de l'usine, devait être effective donc liée à un moindre nombre d'heures travaillées et pas à la monétisation des heures.

6. Le salaire ne doit être lié à la productivité individuelle, à la présence ou au rétablissement des rythmes de travail encouragés<sup>282</sup>.

La FIOM de Brescia réussit à mettre en pratique ce plan d'une façon assez efficace grâce à la tenue globale du taux d'adhésion et du militantisme syndical qui était dû à plusieurs facteurs d'ordre économique et syndical en partie endogènes à l'organisation même. En effet, à Brescia, au fil des années 1980, on ne constate pas une forte crise d'adhésion et de militantisme.

Premièrement pour des motivations économiques : si aussi ce département avait vécu la crise de plusieurs grandes entreprises, cela n'avait pas pris la forme d'un phénomène de fermetures d'usines et de plans sociaux massifs. La présence historique d'un large tissu de petites et moyennes entreprises organisées parfois dans des districts industriels, avait permis de limiter la diminution globale d'emploi, vu que l'externalisation des productions vers des petites réalités productives avait lieu à l'intérieur des frontières du département.

Deuxièmement, la présence d'une structure syndicale locale comme la FIOM de Brescia avait joué un rôle déterminant dans la façon de répondre au phénomène des restructurations industrielles. Elle avait refusé de rester dans la passivité et, malgré les difficultés, elle avait choisi de résister à outrance aux fermetures d'entreprises et aussi aux restructurations arbitraires, caractérisés par des plans sociaux massifs et non négociés. Cela avait été fait à travers une

---

<sup>282</sup> Documento unitario tra socialisti e comunisti. Compromesso in CGIL, *Giornale di Brescia*, 4 juillet 1984.

mobilisation massive des travailleurs, mais aussi à la concentration d'une part importante des ressources humaines et matérielles du syndicat dans l'organisation de manifestations, présidium et piques de grévés permanents en face des usines en crise ou dans des places publiques des municipalités brescianas. Le fait que, depuis dix ans, cette FIOM locale travaillait sur l'enracinement du syndicat dans les entreprises en se concentrant sur l'implication de la base militante et ouvrière dans les décisions et l'action avait joué un rôle dans la capacité de mise en place de cette résistance, dans une période compliquée ou parallèlement avait lieu l'affrontement national sur l'échelle mobile des salaires.

La base militante et ouvrière de Brescia avaient vécu une situation économique et syndicale partiellement différente comparée à celle de la plupart des zones industrielles de Lombardie et du Piémont. La plupart des FIOM départementales des régions du nord d'Italie, donc des zones les plus industrialisées du pays et qui avaient été le moteur des mobilisations ouvrières, vivaient, depuis la fin des années 1970, une crise d'adhésion et de militantisme évidente. Cela était dû à plusieurs facteurs. La crise économique avait provoqué la fermeture ou des vastes plans de restructurations industrielles dans beaucoup de moyennes et grandes entreprises. Ces plans étaient axés sur la restructuration des lignes de production, de l'organisation de la production et sur des licenciements massifs. Les licenciements avaient ciblé premièrement les militants syndicaux les plus engagés et après les militants de base, en détruisant ou affaiblissant fortement les équipes syndicales d'usine. En général ces plans avaient entraîné une diminution de l'emploi dans certains secteurs industriels et donc du nombre global d'adhérents syndicaux. De plus, la restructuration avait permis d'exclure les syndicats d'usine du contrôle de certains points de la production qu'ils avaient conquis pendant la décennie précédente. Cela avait entraîné un affaiblissement du rôle, de gestion et donc de l'utilité factuelle du syndicat aux yeux de la base travailleuse. La politique défensive et passive de la FIOM et de la CGIL nationales en face à cette ligne agressive des entrepreneurs, appliquée dans beaucoup de FIOM locales désorientées par la situation économique et politique difficile, avait poussé beaucoup de travailleurs à se mettre en retraite de l'activité syndicale, mais aussi à voir les structures

supérieures des syndicats confédéraux avec une forte méfiance, accrue par les reculs salariaux et syndicaux des années 1980.

## *2. Les principaux acteurs de la contestation des orientations confédérales au début des années 1980*

### *2.1 La radicalité de la FIM-CISL de Brescia : de la lutte contre la « Prime antigrevé » à la Fiat jusqu' à la normalisation des années 1980*

#### *La FIM de Brescia et les débats sur l'incompatibilité et l'autonomie de la CISL et de la DC*

La FIM de Brescia joua un rôle important aussi pendant la phase successive à l'élection de Luigi Macario au secrétariat général de la FIM. Elle fut parmi les premières structures départementales au niveau national à placer au centre de son débat interne deux points cruciaux : la pleine autonomie syndicale des partis politiques et la réorganisation de la structure CISL pour aller vers une « confédération des catégories » pour éviter l'ingérence de la CISL sur les décisions de la FIM. Il faut constater que ces deux points devinrent le cheval de bataille de la FIM nationale pendant la deuxième moitié des années 1960, aussi grâce à l'intervention de la FIM de Brescia qui mena un travail d'avant-garde dans les structures nationales, pour réussir à imposer la discussion et les prises de décision sur certains thèmes qui auparavant avaient été au centre des élaborations faites au niveau local.

En effet, à Brescia, ce débat avait connu une forte accélération en 1960, quand la discussion interne concernant l'autonomie du syndicat et

l'incompatibilité entre les charges électives, politiques et syndicales mena à une rénovation profonde de la direction de la CISL départementale. Le secrétaire général de l'Union locale était la cible directe des critiques des rénovateurs. Ciso Gitti était député de la Démocratie-chrétienne et il était présent à Brescia pour le travail syndical seulement pendant la fin de semaine. La direction de la FIM lui reprochait d'être l'émissaire de la ligne DC dans le syndicat catholique et son impossibilité à être en même temps député à Rome et secrétaire général de la CISL de Brescia. Suite à cette polémique, pendant le congrès CISL qui eut lieu en mars 1962, Carmelo Pillitteri fut élu nouveau secrétaire général et un nouvel exécutif où étaient présents aussi Castrezzati et Compagnoni, les représentants de la FIM qui demandaient de plus un changement de ligne de la Confédération et qui avaient acquis un poids toujours plus important dans la structure, fut mis en place. L'élection de Pillitteri était une solution de compromis entre l'aile modérée et celle plus radicale car il représentait une ligne plus conflictuelle mais pas sur les mêmes positions de la FIM locale<sup>283</sup>.

Aussi le 5<sup>ème</sup> Congrès de la CISL de Brescia célébré en février 1965, fut important pour la poursuite du débat concernant les rapports entre politiques et syndicat. Les « rénovateurs » voulaient obtenir la pleine autonomie de la CISL envers la DC et l'ouverture de la structure syndicale envers toutes les forces politiques qui voulaient travailler pour améliorer la vie des travailleurs et pour les réformes sociales. Cela signifiait briser définitivement la courroie de transmission avec la DC, donc la reconnaissance implicite au syndicat d'un rôle de sujet central et autonome dans le débat politique général. Cela permit d'accélérer le processus d'unité qui était en cours entre les branches mécaniques<sup>284</sup>.

---

<sup>283</sup> <http://www.fim-cisl.it/storia/gli-anni-della-fim/gli-anni-60-della-fim/>

<sup>284</sup> COSTA Guido, BELLOMETTI Gigi, *A viso aperto. I sessant'anni della Cisl di Brescia nel segno dell'autonomia e della partecipazione*, Bibliolavoro, Sesto San Giovanni, Milano 2010, P.18-32.

## ***Focus sur le processus d'unité syndicale à Brescia pendant les années 1960-1970***

En effet, pendant la deuxième moitié des années 1960, le processus d'unité des syndicats de la métallurgie avait eu la réalité syndicale de Brescia comme point avancé. Avec la convention collective de la mécanique-métallurgie de 1966, les syndicats nationaux avaient obtenus le droit au versement de la cotisation syndicale sur la fiche de paye et les FIOM et FIM de Brescia avaient fait un accord au niveau départemental pour pousser plus loin l'unité syndicale qui prévoyait que dans les entreprises de nouvelle syndicalisation, ils auraient procédé à une syndicalisation unitaire.

L'accord fut signé en 1968 aussi par la UILM locale, malgré les divisions internes qui lacéraient l'organisation, au point d'avoir la coexistence, au début des années 1970 de deux UILM locales : la première officielle appuyé par l'Union départementale UIL à majorité social-démocrate et une autre qui poussait pour donner un élan fort au processus unitaire et qui était en ligne avec le secrétariat général de la UILM nationale, le socialiste Giorgio Benvenuto qui travaillait pour l'unité organique<sup>285</sup>.

Le long travail précédent pour construire l'unité d'action à Brescia avait poussé à la construction accélérée et à une vraie dissolution des structures des trois syndicats confédéraux de la métallurgie au début des années 1970. Les structures FIM-FIOM-UILM départementales avaient tout de suite abandonné les sièges respectifs de leurs confédérations pour construire un leur siège unitaire. Il s'agissait d'un acte symbolique très important qui était accompagné par la précoce décision de garder des liens financiers minimums avec les structures départementales de CGIL, CISL et UIL, avec le but d'avoir une autonomie politique et organisationnelle très large. Pour rejoindre tout suite l'autonomie des

---

<sup>285</sup> DANESI Silvano, *La UIL di Brescia dall'Italia del Dopoguerra all'Europa del 2000*, Camera sindacale UIL di Brescia, 1997, P.79-105.



confédérations départementales, les trois syndicats locaux de la métallurgie avaient prévu la répartition conjointe des cotisations des adhérents où 49,8% était pour la FIOM, 42,8% pour la FIM et 7,4% pour la UILM et les 5% restants aux conseils d'usines pour garantir leur autonomie financière et donc politique.

Ces conseils d'usine étaient les structures sur lesquelles les métallurgistes de Brescia voulaient baser la nouvelle unité syndicale pour s'affranchir des divisions des groupes dirigeants qui restaient sous-jacentes aussi au niveau départemental. Ces nouvelles structures avaient permis d'élargir le nombre des gens qui rentraient dans les groupes dirigeants d'usine et permettaient, dans le contexte des nouveaux droits syndicaux conquis avec le statut des travailleurs de 1970, d'avoir un rapport direct et constant avec la base ouvrière au sens large.

Dans un département à prévalence du secteur mécanique et sidérurgique et grâce à la force organisationnelle venue de la création d'un syndicat unitaire, la FLM gagna en importance jusqu'à mettre en doute le rôle des confédérations départementales qui, sans leur branches plus grandes et importantes, virent s'affaiblir leur rôle de directions syndicales. En effet, la création de la structure unitaire avait engendré, pendant les années 1970, une vague de syndicalisation qui avait permis au syndicat unitaire de s'enraciner dans des dizaines d'usines où auparavant les syndicats n'étaient pas présents. Encore en 1980, la FLM de Brescia organisait 39475 salariés sur 56250 occupés dans le secteur mécanique-métallurgique dans la zone syndicale de Brescia (Chef-lieu, Vallée Trompia, Vallée Sabbia) avec 2300 délégués d'usine. Il s'agissait d'un taux de syndicalisation de 69,64% et d'une présence organisée du syndicat dans 602 entreprises sur un total d'environ 900<sup>286</sup>.

Dans le département de Brescia, la FLM fut protagoniste, aussi grâce à un conjoncture économique positive jusqu'à la fin des années 1970, des mobilisations importants, caractérisée par de longues grèves qui impactèrent même les petites entreprises des vallées limitrophes et la plaine au sud du chef-lieu.

---

<sup>286</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FLM, Enveloppe 23, étagère AVII S4, "Atti della segreteria", Relazione di Livio Melgari, membro della segreteria della FIOM-CGIL di Brescia al Direttivo del 30 giugno 1987. FIOM-CGIL Brescia.

## ***La FIM conflictuelle de Brescia pendant les années 1970***

A la fin des années 1970, une partie de la CISL de Brescia eut tendance à utiliser de plus en plus une rhétorique de collaboration des travailleurs aux requêtes des entrepreneurs concernant l'augmentation de la productivité sans augmentation de salaire et d'une politique d'austérité salariale en échange du blocus des plans de licenciement.

La FIM, qui était la catégorie CISL davantage orientée vers une ligne conflictuelle, commençait à rentrer dans une période de difficulté évidente au niveau organisationnel et politique. La crise qui battait son plein dans le secteur mécanique et sidérurgique à la fin de la décennie avec la diffusion du chômage technique et des plans sociaux massifs, avait eu comme corollaire une diminution des adhérents de la FIM de Brescia. D'une part elle était en difficulté dans les usines et elle l'était aussi dans la confédération catholique, où elle perdait du poids relativement aux autres catégories qui restaient stables. Sa ligne syndicale était mise à dure épreuve surtout de la part de l'aile plus modérée du syndicat local, qui commençait à soulever le niveau de l'affrontement interne à l'approche de la fin des années 1970, galvanisé aussi par le tournant de l'Eur, nouvelle politique syndicale proposée par les syndicats confédéraux nationaux en 1978. Cette politique était caractérisée par l'assouplissement de leur ligne revendicative en échange d'une politique d'investissements de la part du gouvernement pour bloquer l'hémorragie d'emplois<sup>287</sup>.

Le 8<sup>e</sup> Congrès départemental de la CISL de Brescia d'avril 1977 où recommencent à émerger les contradictions entre une ligne radicale et une

---

<sup>287</sup> Les trois confédérations CGIL-CISL-UIL nationales, sur initiative de Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL, avaient décidé au Palais des congrès du quartier Eur de Rome, à la conclusion de la Conférence nationale des conseils généraux et des cadres de CGIL-CISL-UIL, un changement de ligne syndicale. Ils proposèrent une modération revendicative en échange d'une politique économique en défense de l'emploi et de soutien aux investissements. MANFELLOTTI Bruno, Tutto cominciò con Luciano Lama, *L'Espresso*, 26 novembre 2014.

modérée, est un exemple significatif des mutations survenues. La relation du secrétaire sortant Melino Pilliteri, élu à deux reprises avec les voix de la gauche interne à la tête de la confédération catholique est la démonstration plastique de la nécessité d'arriver à une médiation entre les deux fractions. Dans sa relation introductive, il confirma que le syndicat avait la « *physionomie d'une organisation de classe parce que les travailleurs, au delà des situations très diverses, avaient des intérêts et des objectifs économiques et de pouvoir essentiellement homogènes* ». En même temps, l'introduction parlait des profonds changements sociaux et économiques qui étaient en cours et elle indiquait comme nouvelle tâche du syndicat d'être le promoteur d'un modèle de développement basé sur la coopération des différents acteurs sociaux avec l'administration publique, et donc laissait de côté l'idée-même de la centralité des organisations des travailleurs et de la priorité des instances des salariés sur la programmation globale qui concernait ceux qui participaient à la production. L'objectif de la défense de l'emploi existante devait être mené non avec des actions conflictuelles comme l'occupation ou le piquetage permanent des usines qui risquaient la fermeture ou des plans sociaux, mais par une nouvelle politique syndicale capable de mener à une action coordonnée de tous les acteurs sociaux, avec le but d'un côté d'arriver à un système des relations industrielles locales harmonieuses et de l'autre de mettre en place des programmes organiques pour l'économie locale<sup>288</sup>.

Malgré cela, à la fin des années 1970, la CISL continua à soutenir ses branches qui engageaient des grèves et des mobilisations pour défendre les emplois et pour maintenir les conquêtes syndicales et salariales des années précédentes. C'est évident que la FIM-CISL était encore un des acteurs majeurs de cette politique de défense des postes de travail et de dénonciation de l'utilisation de la crise par les entrepreneurs. Elle était encore capable d'imposer des rapports de force favorables à l'intérieur de la Confédération départementale, aussi grâce à la place importante qu'elle occupait à l'intérieur de la structure unitaire FLM de Brescia. Le rôle des métallurgistes était encore tellement important qu'il permit à Franco Castrezzati d'être élu secrétaire général de la CISL de Brescia en 1977 lors

---

<sup>288</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FLM, Enveloppe 8, étagère AVII S2, Relazione del segretario generale Melino Pilliteri al 8 Congresso provinciale della CISL bresciana, 1977.

du congrès de la CISL départementale, en déplaçant ainsi encore plus à gauche la ligne de la confédération locale.

L'année suivante, Castrezzati eut l'occasion d'exprimer aux Conseils généraux unitaires CGIL, CISL et UIL une réflexion générale sur la capacité d'action et les limites du syndicat dans la situation de crise prolongée, qui se basait sur 3 points principaux, qui relançaient globalement les positions syndicales exprimées par les secteurs plus à gauche de la FIM. Le premier était la dénonciation de la politique du gouvernement, incapable de garantir une équitable redistribution des coûts de la crise, à travers le redimensionnement de certains privilèges et la construction d'une véritable politique économique, et spécifiquement de l'emploi, capable de planifier le développement économique. Le deuxième était l'urgence de coordonner toutes les forces syndicales pour rééquilibrer les rapports de force, pour permettre au syndicat de sortir d'une situation de subalternité en face d'une puissante offensive néolibérale qui voulait restaurer une liberté de décision des directions d'entreprise illimitée et incontrôlée. En plus, il dénonçait la tendance des industriels à utiliser le chômage technique, l'administration judiciaire et la fermeture des usines comme des instruments de restructuration avec le but ultime de faire payer les coûts économiques à l'Etat et aux travailleurs, sans compter la détérioration des conditions de travail dans les entreprises restructurées à travers une nouvelle organisation du travail basée sur des rythmes stressants<sup>289</sup>.

### ***La conjuration des « Canossiani »***

Le contrôle de la CISL départementale de la part des représentants d'une ligne syndicale plus conflictuelle ne dura pas longtemps. En juin 1980 s'ouvrit le congrès départemental de la CISL de Brescia, gérée depuis un peu plus de deux

---

<sup>289</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FLM, Enveloppe 8, étagère AVII S2, Relazione del segretario generale Franco Castrezzati al Consiglio generale unitario CGIL-CISL-UIL di Brescia, 1978.

ans par Franco Castrezzati : ancien responsable de la FIM locale et symbole-même de la radicalisation du syndicalisme catholique.

Déjà quelques jours avant le congrès, une opposition s'était organisée dans plusieurs catégories avec le but affiché de modérer la ligne proposée par le secrétaire sortant, mais sans mettre en doute sa réélection. Cette opposition avait l'objectif de réduire le poids des métallurgistes dans la confédération en donnant plus d'espace aux autres catégories qui étaient marginalisées depuis quelques années par l'hégémonie politique et numérique que la FIM exerçait suivant une dynamique très semblable à celle instaurée dans la structure nationale<sup>290</sup>.

Pendant une réunion à huis-clos au couvent des religieuses Canossiane à Mompiano, le soir précédent l'ouverture du Congrès, certains délégués avec à leur tête Emanuele Braghini et Aldo Gregorelli, firent une alliance avec l'objectif de réduire le pouvoir de Franco Castrezzati. En plus des motivations déjà expliquées, il était jugé trop centralisateur des décisions et donc incapable de faire des vrais compromis avec les représentants d'une ligne moins radicale, qui avaient un poids très fort dans beaucoup des branches de la Confédération au niveau local (Fonction publique, retraités, etc.). Ces délégués voulaient que Castrezzati soit réélu avec une faible pourcentage, pour lui faire comprendre qu'il devait écouter leurs instances, sans mettre pourtant en discussion sa réélection et donc provoquer un changement de majorité, qui était jugée encore prématurée pour les rapports de force internes à la confédération. Cette alliance fut appelée « Congiura dei Canossiani » et fut très efficace parce qu'à la fin du congrès, Castrezzati obtint moins de 50% des voix dans le nouvel directif et plutôt de chercher un compromis, il décida de retirer sa candidature de la place de secrétaire général de la CISL et déclara n'être pas intéressé à assumer des rôles dirigeants et se retira de la vie syndicale. Une nouvelle perspective fut ouverte et il s'agit d'une rupture très forte avec le passé. Emanuele Braghini fut élu secrétaire général, avec Aldo Gregorelli comme vice-secrétaire, et il dut gérer la

---

<sup>290</sup> GREGORELLI Aldo, *Ombre lunghe*, Edizioni Lavoro, Roma, 1986.

CISL locale dans une phase très difficile avec la FIM, la plus importante des catégories qui passa à l'opposition interne<sup>291</sup>.

Ce changement n'advint pas dans un contexte isolé des dynamiques extra-locales, mais est justement le fruit de la maturation à l'intérieur de l'organisation nationale catholique d'un virage modéré, qui voulait tourner la page avec la saison de la conflictualité permanente des années 1970 et la création de la FLM - Fédération travailleurs métallurgistes-. La structure unitaire était le symbole-même de l'unité organique des organisations des métallurgistes avec un programme de revendications très avancé et capable d'exprimer non seulement une ligne autonome, mais d'imposer pour presque une décennie les débats et les mobilisations aux syndicats confédéraux et à la classe politique nationale, tant qu'elle était appelée la 4<sup>ème</sup> confédération syndicale. Depuis le début des années 1980, les fractures entre la FLM nationale et les structures confédérales CGIL, CISL et UIL et entre les différentes composantes de la FLM s'étaient multipliés, avec à la tête deux événements principaux : le premier fut la division sur le Fonds de solidarité proposé par le Gouvernement Spadolini et accepté par la CISL et la FIM nationales qui provoqua un affrontement très lourd avec la CGIL et entre les organisations des métallos. Il s'agissait d'une première mesure d'austérité sous la forme d'un prélèvement de 0,50% à la source de chaque salarié pour soutenir le développement économique et l'emploi<sup>292</sup>.

Le deuxième et plus important est la division survenue pendant la lutte à la FIAT de Turin en 1980. Les syndicats confédéraux avaient décidé de signer un accord qui donnait le feu vert à la restructuration de la FIAT, à partir de son noyau d'usines situées à Turin en passant par le licenciement de 23000 travailleurs sur l'ensemble du groupe industriel. Cet événement fut le moment symbolique où commença la controffensive patronale des années 1980, où les syndicats confédéraux décidèrent de mettre en avant les nécessités de compétitivité des usines et de restructuration du secteur industriel plutôt que la défense inconditionnelle des droits des travailleurs, en institutionnalisant une

---

<sup>291</sup> DANESI Silvano, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, Ente Economico, Brescia, 1993, P.20-21.

<sup>292</sup> CASTREZZATI Franco, *Le cose non sono così semplici. Un articolo del segretario della CISL di Brescia, Battaglie sindacali. Mensile delle ACLI bresciane*, septembre 1980.

ligne de compatibilité qui sera caractéristique surtout de la CISL et UIL nationales dans la phase successive du débat sur le coût du travail. Ils signèrent un accord syndical avec la direction de la FIAT contre l'avis de la majorité du conseil d'usine de la FIAT de Turin et des assemblées des salariés, mettant fin à 35 jours de grève et piquetages des entrées de l'usine Mirafiori<sup>293</sup>.

### ***La nouvelle direction de la CISL locale (1980)***

L'un des premiers actes de la nouvelle direction de la CISL locale fut d'assouplir la ligne de collaboration avec la CGIL et surtout la FIOM qui avait caractérisé la phase précédente. Ils pensaient que la CGIL et le PCI de Brescia étaient subordonnés à la ligne de la fraction plus radicale de la CGIL, qui avait son bastion dans le FIOM. Selon eux, même la FLM de Brescia était contrôlée par la FIOM, qui grâce à la majorité dans ses organismes imposait la ligne à la FIM et à la UILM. Or, selon eux, la nouvelle CISL ne devait plus accepter politiquement la subordination de la FIM de Brescia à la structure unitaire des métallurgistes. Aussi, à coup de batailles internes farouches, ils voulaient imposer le détachement de la FIM de la FLM avec l'objectif politique affiché de casser le pouvoir politique de la structure unitaire et réussir à récupérer la FIM à la cause de la Confédération catholique<sup>294</sup>.

La nouvelle ligne du secrétaire Braghini fut exprimée au Conseil général de la Fédération CGIL-CISL-UIL de Brescia qui s'était tenu au début 1982, où était en discussion la ligne à tenir envers les propositions anti-inflation du gouvernement Spadolini et la vérification de l'état des rapports entre les confédérations à Brescia. Dans son intervention, le secrétaire de la CISL soulignait que la crise et

---

<sup>293</sup> POLO Gabriele Polo, SABATTINI Claudio, *Restaurazione italiana. I "35 giorni alla Fiat del 1980: passato e presente*, L'Ancora s.r.l., Napoli-Roma, 2010.

<sup>294</sup> DANESI Silvano, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, Op. cit, P.22.

les restructurations industrielles n'étaient pas une manœuvre antisyndicale mise en place par la Confindustria et que si l'on n'acceptait pas que l'appareil productif italien soit complètement renouvelé, les perspectives allaient être encore plus graves. Il proposait, à côté du renouvellement du système productif, des nouvelles relations industrielles aussi au niveau local, basées sur des mécanismes de limitation des conflits mis en pratique par les deux parties. La CISL voulait jouer un rôle à travers un nouveau rapprochement avec la DC pour influencer ces choix de politique économique et sociale. Il s'agissait du retour de la courrière de transmission entre parti et syndicat<sup>295</sup>.

---

<sup>295</sup> COSTA Guido, BELLOMETTI Gigi, *A viso aperto. I sessant'anni della Cisl di Brescia nel segno dell'autonomia e della partecipazione*, Op. cit, P. 50.



## ***2.2 La FIOM de Brescia dirigée et influencée par Claudio Sabattini : Profils, discours et rapport des avant-gardes avec la direction départementale***

### ***La formation de Sabattini dans le PCI et la CGIL de Bologne***

Claudio Sabattini est nommé secrétaire général de la FIOM de Brescia en avril 1974, une fois que l'ancien secrétaire Gastone Sclavi accepta d'intégrer le secrétariat national de la CGIL Chimie. Brescia était incapable, depuis les années 1950, d'élire un secrétaire général issu du département. Il s'agissait désormais du cinquième secrétaire général extérieur (Morchio, Galli, Sacerdoti, Sclavi, Sabattini). Il y avait des cadres et des responsables syndicaux prestigieux issus de la résistance dans les entreprises, mais ils n'avaient jamais accepté de sortir de l'usine pour devenir des dirigeants syndicaux, soit par une modestie extrême, soit par la conviction que l'épicentre du mouvement ouvrier et syndical était dans les usines. Pour ces dirigeants ouvriers, le secrétariat général de la FIOM locale devait avoir un rôle concernant les décisions départementales et des niveaux supérieurs dont eux n'avaient rien à dire, par contre ils voulaient gérer exclusivement la politique syndicale dans leurs usines comme s'ils étaient des pôles autonomes et ils n'acceptaient même pas de discuter avec la FIOM départementale. C'est pour cela que, pendant les années 1950 et 1960, la FIOM nationale avait dû envoyer des secrétaires généraux venus de l'extérieur, qui avaient déjà une prestigieuse carrière syndicale. C'était la seule façon d'exercer une autorité sur les leaders ouvriers locaux. A ce stade, aucun permanent ou dirigeant syndical du département n'avait l'autorité nécessaire pour diriger l'organisation dans cette situation de désorganisation. D'ailleurs, la fragilité de la

structure locale de la FIOM se manifestait aussi dans l'incapacité de former un cadre dirigeant au niveau d'un département industriellement avancé<sup>296</sup>.

Les objectifs de la nomination de Claudio Sabattini à la direction de la FIOM de Brescia étaient intérieurs et extérieurs à l'organisation.

D'abord, il devait créer un groupe dirigeant et une structure forte au niveau départemental en cherchant à résoudre cette anomalie de rapport entre les leaders ouvriers des grandes usines et la structure centrale. La croissance de l'organisation était liée à la capacité d'atteindre ces objectifs en formant une couche de jeunes dirigeants syndicaux d'usine et d'appareil. Ils devaient être combattifs, vouloir suivre une préparation syndicale et politique approfondie et vouloir refonder la structure FIOM locale. Cela aurait permis à terme l'élection d'un secrétaire général de la FIOM de Brescia provenant du département.

Ensuite, cette nouvelle FIOM locale devait se poser l'objectif de devenir hégémonique dans les usines au niveau du nombre d'adhérents et des voix aux élections professionnelles, dans un département où il y avait une des FIM-CISL parmi les plus fortes et combattives d'Italie<sup>297</sup>.

Sabattini était auparavant le secrétaire général de la FIOM de Bologne et il avait une déjà longue histoire politique et syndicale, pas tout à fait dans la ligne officielle de la CGIL et du PCI, si bien qu'il était considéré comme un dirigeant autonome, libre et respecté pour sa capacité d'élaboration politique.

Cela était vrai depuis sa jeunesse. En 1959, il fut élu secrétaire de la FGCI de Bologne (qui à cette époque organisait 20000 jeunes surtout ouvriers) et de la région Emilie-Romagne. Il faisait partie du groupe dirigeant de la FGCI situé sur une ligne autonome du PCI, anti staliniste et à la recherche d'innovations politiques et soutien aux congrès du PCI, Pietro Ingrao représentant le plus important de l'aile gauche du parti au niveau national. En 1967, il passa au

---

<sup>296</sup> BERTUCCELLI L., *La cultura di un gruppo operaio: i metalmeccanici di Brescia (1954-1963), Cento anni con i lavoratori. La FIOM di Brescia dal 1901 al 2001* sous la direction de Gianfranco Porta, Grafo editore, Brescia, 2001.

<sup>297</sup> Pour comprendre les objectifs de la nomination de Claudio Sabattini à la direction de la FIOM de Brescia voir l'interview de Aldo Gregorelli, secrétaire général de la CISL de Brescia pendant les années 1980 et à Osvaldo Squassina, jeune ouvrier formé politiquement par Claudio Sabattini et membre du secrétariat de la FIOM de Brescia pendant les années 1980.

syndicat, devenant permanent de la « Camera de lavoro » de Bologne, parallèlement il construisit l'expérience fondamentale de la Section universitaire communiste (S.U.C.) qui se caractérisait par la réflexion, la recherche et la critique du système de l'Union soviétique et la théorie léniniste. En 1968, suite au « printemps de Prague », le SUC vota un document où il définissait comme non réformable le système des pays à socialisme réel. En plus, dans le sillage des intérêts culturels et politiques de Claudio Sabattini, cette cellule culturelle universitaire du PCI travailla pour récupérer et valoriser l'élaboration théorique de Rosa Luxembourg, Karl Korsch et les « Quaderni Rossi » di Raniero Panzieri<sup>298</sup>. Le rôle que le SUC joua entre 1967 et 1969 est reconnu par tout le mouvement étudiant de la ville. Bologne fut l'une des rares villes où la FGCI, la structure des jeunes du PCI, participa au mouvement des étudiants avec un rôle central dans l'organisation et dans la réflexion théorique, notamment la FGCI de Claudio Sabattini qui travailla pour organiser le rencontre et l'unité d'action entre étudiants et ouvriers<sup>299</sup>.

La nomination de Claudio Sabattini à Brescia fut voulue par Bruno Trentin, secrétaire général de la FIOM entre 1962 et 1977, mais le PCI de la Lombardie s'y opposait à cause de ses positions considérées trop à gauche dans le parti. Sa nomination fut possible seulement après une négociation entre Bruno Trentin et Giorgio Napolitano, membre de la droite du parti et responsable national du « lavoro di massa », le département national du PCI qui s'occupait du syndicalisme. Bruno Trentin considérait Sabattini comme un dirigeant syndical capable de réorganiser et rénover une structure locale FIOM numériquement et politiquement très importante au niveau national, et aussi pour le rôle que le département de Brescia jouait dans le secteur industriel.

Les deux ans que Sabattini passa à Brescia, furent un tournant important pour la constitution des caractéristiques typiques de la FIOM de Brescia: radicalité des formes de lutte et des revendications, rôle important des cadres

---

<sup>298</sup> [www.fondazionesabattini.it](http://www.fondazionesabattini.it) Bibliographie et témoignages concernant Claudio Sabattini avant de devenir dirigeant syndical.

<sup>299</sup> BALDISSARA Luca, PEPE Adolfo, Operai e sindacato a Bologna. L'esperienza di Claudio Sabattini (1968-1974), Ediesse, Roma, 2010.

syndicaux d'usine dans les prises de décision de la structure départementale FIOM et rapport direct de la FIOM avec la base ouvrière dans les usines<sup>300</sup>.

### ***Les conceptions syndicales de Claudio Sabattini***

Pour Sabattini la démocratie syndicale vivait principalement dans le rapport entre la direction du syndicat, les salariés et les militants syndicaux. Il cherchait à faire vivre sa conception de la démocratie syndicale dans les structures syndicales où il intervenait. D'abord il s'agissait d'une attitude personnelle qui deviendra une méthode de travail, ce que l'on constata aussi pendant les deux ans de direction de la FIOM de Brescia. Gianni Pedò, membre de son secrétariat et successivement secrétaire général de la « Camera del lavoro » de Brescia en 1991 déclara à ce propos :

*« Claudio parlait avec toutes les personnes – voici une chose qui m'a surprise de lui -, qui pouvaient aider à obtenir un résultat : le secrétariat de la FIOM, les camarades de l'appareil, ceux de la « Camera del lavoro ». Il parlait avec les camarades du parti, plus ou moins importants, des institutions et avec les délégués. Il donnait à chacun un rôle, il réussissait à faire participer tout le monde. On était un morceau de son dessin. Et aussi avec les salaires : Chaque modification de la situation pendant les conflits syndicaux était discutée avec le conseil d'usine et les assemblées. Voilà la vraie démocratie. On pouvait rester aussi des mois sans assemblées, mais quand il y avait un mouvement, des nouveautés il y avait un mécanisme démocratique automatique : tout le monde devait être informé et participer à la décision »<sup>301</sup>.*

---

<sup>300</sup> Pour analyser les rapports entre CGIL et PCI de Brescia voir TERRROLI Adelio, *PCI, lotte operaie, trasformazioni sociali*, Grafo Editore, Brescia, 2004.

<sup>301</sup> 1974-2004. *Trent'anni della Fiom di Brescia riletti attraverso la figura di Claudio Sabattini. La vicenda sindacale, la pratica democratica, l'autonomia e l'indipendenza raccontati da coloro che hanno guidato l'esperienza della FIOM*, FIOM-CGIL Brescia, 2004, p. 22.

Il s'agit de l'un des piliers de son action syndicale pendant toute sa vie. De même à la fin de sa carrière, quand il fut élu entre 1995 et 2002 secrétaire général de la FIOM-CGIL nationale, il plaça au centre de son action la décision démocratique des travailleurs et l'écoute directe de leurs instances par la direction. Nous en avons un exemple pendant le conflit syndical à l'usine FIAT de Termoli en 1994. En effet, quelque mois après son élection, en décembre 1994, les salariés de la FIAT de Termoli avaient refusé avec un référendum un accord qui prévoyait l'augmentation des créneaux horaires jusqu'au 18 par semaine. Ainsi la FIAT imposait les horaires nocturnes et l'obligation de travailler le samedi en échange de la promesse d'embaucher un millier des jeunes et avec la menace, dans le cas du refus de l'accord, de fermer l'installation industrielle. Les directions nationales des trois syndicats des métallurgistes avaient accepté, mais les travailleurs avaient refusé, votant contre l'accord. Cela malgré les énormes pressions qui venaient de tous les côtés, premièrement des syndicats confédéraux, mais aussi de l'Église et des autorités politiques locales qui avaient soutenu l'accord en espérant pouvoir aider un territoire du sud de l'Italie avec des niveaux de chômage historiquement importants.

Claudio Sabattini, même s'il n'avait pas suivi lui-même la négociation de l'accord et n'avait pas pris la décision de sa signature, puisqu'il fut élu secrétaire général juste après décida d'intervenir en personne en allant discuter avec les salariés dans les assemblées syndicales. Sabattini raconte cette expérience, qui le marquera profondément :

*« On est allé à Termoli, on a affronté les assemblées : le mot le plus gentil était « traîtres ». Pour la FIAT, l'accord était validé malgré le fait que les travailleurs avaient répondu « non » au référendum. Nous avons rouvert la négociation et on a obtenu quelque amélioration. Mais les 18 services sont restés dans l'accord et les assemblées ont été très rudes. A la fin, l'accord est passé. Si les travailleurs le refusaient, j'aurais retiré la signature de la FIOM, aussi au risque de rompre l'unité syndicale. Pour moi ce fut une situation paradigmatique. En quittant Termoli, je me suis dit plus jamais, plus jamais d'accords sans faire voter les*

*travailleurs, jamais plus de négociations qui ne posent pas au centre le rapport avec les travailleurs »<sup>302</sup>.*

Un des piliers de l'action syndicale de Sabattini était d'exprimer le point de vue des salariés, donc pour lui le vote des plateformes et des résultats des accords étaient des moments nécessaires. Un accord devait être expliqué réellement aux salariés au risque qu'il soit rejeté et aussi que le point de vue des dirigeants syndicaux soit mis en minorité dans les assemblées. Les jeunes dirigeants syndicaux de la FIOM et certains de la CGIL de Brescia furent formés à cette école depuis le passage de Claudio Sabattini à la direction de la FIOM locale. La force de cet approche pourrait être résumée dans cette déclaration de Dino Greco, dirigeant de la branche textile de la CGIL pendant les années 1980 et ensuite secrétaire général de la Camera del lavoro pendant les années 2000 :

*« Ensemble on peut gagner ou perdre, mais aussi dans un résultat négatif, si tu construis avec les travailleurs le terrain de travail, de barrage à l'offensive des patrons, aussi en termes défensifs, alors tu n'es pas battu, même si tu as perdu une bataille, parce qu'après, grâce à la confiance que les travailleurs ont en toi, tu pourras créer les conditions dans lesquelles il sera possible de reprendre l'initiative »<sup>303</sup>.*

La question de la démocratie syndicale, eut un rôle central dans la réflexion de Claudio Sabattini, surtout depuis le début des années 1980, quand le rapport de confiance entre le syndicat et les salariés commença à se dégrader on parla alors ouvertement de crise du syndicalisme industriel.

Les années 1970 avaient été le moment le plus haut du développement de la démocratie syndicale. Le symbole de cette période était la diffusion très rapide d'une nouvelle forme de représentation des salariés : les conseils d'usines. L'élection d'un nombre élevé de délégués d'usine donnait à ses organismes une représentativité très large. L'élection des délégués par groupe de travail et non

---

<sup>302</sup> ROMANIELLO Luca, TERZI Riccardo, Claudio Sabattini, *Autonomia sociale, conflitto, democrazia*, Edizioni Libreria, Roma, 2014, pp.197-198.

<sup>303</sup> 1974-2004. *Trent'anni della Fiom di Brescia riletti attraverso la figura di Claudio Sabattini. La vicenda sindacale, la pratica democratica, l'autonomia e l'indipendenza raccontati da coloro che hanno guidato l'esperienza della FIOM*, Op. cit, p.37.

selon l'appartenance à une organisation syndicale avait contribué à bâtir un rapport de confiance direct entre salariés et délégués. Le conseil d'usine reflétait dans l'organisme représentatif l'articulation réelle du lieu de travail.

Cela avait signé la fin des commissions internes. Les organismes de représentation dans les usines des syndicats de la métallurgie qui avaient caractérisé le syndicalisme depuis le début du XX siècle n'étaient plus considérés comme adaptés, principalement parce qu'avait émergé la nécessité d'avoir des organismes de représentation élus directement par les travailleurs et pas nommés par les syndicats départementaux qui d'ailleurs géraient aussi la politique contractuelle interne à l'usine.

Au début des années 1970, ce changement de la structure syndicale et les bouleversements causés dans les syndicats confédéraux et en particulier dans les organisations des métallurgistes par la vague extraordinaire de mobilisation ouvrière de la période 1969-1972, avait ouvert un profond débat concernant le rapport entre les structures nationales des syndicats et les conseils d'usine. Il y avait ceux qui pensaient que le syndicat devait être l'expression du mouvement de lutte, donc des conseils d'usine, et ceux qui pensaient que le syndicat devait trouver une médiation dans ses structures à tous les niveaux entre les exigences de la spontanéité des conseils d'usine et celles de la direction politique centrale qui devait avoir ses droits notamment dans la prise de décision à tous les niveaux (entreprises, branches, politiques économiques nationales) et l'élaboration de la ligne syndicale.

Dans les années 1970, le syndicat avait trouvé un équilibre de pouvoir interne fondé sur une division des lieux décisionnels. Les groupes dirigeants des usines avaient la légitimité pour négocier sur le salaire et les conditions de vie à l'usine à travers la négociation d'entreprise et en partie les conventions nationales. Les structures confédérales avaient pleine souveraineté dans la gestion des rapports avec le pouvoir politique. Ce compromis avait pu fonctionner dans le cadre d'une période de conquêtes extraordinaires qui avait caractérisé les années 1969-1974, où donc il n'y avait pas eu des motifs d'affrontement entre les structures syndicales d'usine et la structure nationale.

Malgré cela, un point d'importance primordiale restait sans solution et le problème émergea une fois que les directions nationales des syndicats

confédéraux commencèrent à prendre des décisions qui suscitèrent des contestations dans les entreprises, notamment à partir de l'ouverture des structures confédérales vers une politique d'austérité salariale avec le tournant de l'Eur de 1977-1978.

Le vrai problème était de décider si seuls les groupes dirigeants des syndicats pouvaient choisir la ligne syndicale, ou si les conseils d'usine et les structures locales des syndicats pouvaient avoir des instruments réels soit pour participer aux décisions ou avoir un pouvoir de veto. Les délégués et les militants syndicaux craignaient que soit réservé à la base syndicale un rôle d'application des orientations du groupe dirigeant national et un rôle d'exécution d'un projet politique élaboré à l'extérieur, sans pouvoir jouer un rôle décisionnel.

Claudio Sabattini, responsable dans le secrétariat national de la FIOM du groupe industriel FIAT et du secteur de l'automobile fut l'un des premiers dirigeants à donner de la voix aux craintes des conseils d'usine et à critiquer la direction nationale de la Fédération CGIL-CISL-UIL pour le virage modéré de la ligne syndicale.

Pendant la deuxième moitié des années 1970, sa réflexion fut centrée sur l'objectif d'une réforme du syndicalisme capable de donner des canaux décisionnels aux conseils d'usine et à la base syndicale. Ensuite, au début des années 1980, il devint le fustigateur plus important des négociations centralisées menées par les syndicats confédéraux sur le coût du travail<sup>304</sup>.

Selon son analyse la crise économique et industrielle qui affaiblit le pouvoir du syndicat à l'usine et le début de la controffensive des organisations des entrepreneurs firent sauter la division entre les initiatives revendicatives d'usine et l'action de politique générale du syndicat. En substance, l'action confédérale centralisée avait exproprié les pouvoirs contractuels des syndicats de branche et des conseils d'usine jusqu'à faire devenir la négociation du niveau local au niveau d'entreprise quasi-inexistante.

---

<sup>304</sup> Pour connaître l'analyse de Claudio Sabattini sur la crise du syndicalisme et la nécessité d'une réforme démocratique du syndicat lire les chapitres « Schema per un progetto di democrazia e sindacalizzazione » et « Nuove forme di organizzazione del lavoro e ruolo del sindacato, ROMANIELLO Luca, TERZI Riccardo, *Claudio Sabattini, Autonomia sociale, conflitto, democrazia*, Edizioni Liberetà, *Op. cit.*



Les premières années de la décennie 1980 furent pour Claudio Sabattini un moment d'engagement très fort dans la réflexion concernant l'évolution des relations industrielles depuis la défaite à la FIAT Mirafiori di Torino en 1980. Sabattini avait géré le conflit syndical à la FIAT dans la phase 1977-1980 en tant que responsable du groupe FIAT et du secteur auto dans le secrétariat national de la FIOM. A cause de sa contrariété à arrêter la mobilisation et à signer un accord qui en substance acceptait le principe de la suppression de milliers de postes à la FIAT de Turin, il vécut une forme d'isolement des structures nationales de la CGIL jusqu'à la moitié des années 1980<sup>305</sup>.

Entre 1981 et 1984 il s'engagea d'abord dans une collaboration avec l'IRES -Istituto ricerca economica e sociali- et après dans le Bureau « industrie » de la FIOM où il joua un rôle central dans la réalisation du « Protocollo IRI ». Il s'agissait d'un accord signé entre les syndicats confédéraux et les industries publiques pour donner aux rapports syndicaux un cadre règlementaire fixe capable d'éviter la dégénérescence dans des affrontements syndicaux lourds.

L'objectif de Sabattini était de donner aux conseils d'usine et en général aux salariés dans les entreprises des instruments concrets pour intervenir dans les décisions concernant la stratégie de la CGIL, même sur les accords nationaux avec les organisations des entrepreneurs et les négociations de politiques économiques et sociales avec le gouvernement italien. Pendant cette période qui précéda le mouvement des autoconvoqués de 1984, Claudio Sabattini reste l'un des référents les plus importants de la FIOM de Brescia avec laquelle il continua à mener une réflexion et une critique à la direction nationale de la CGIL concernant la question de la démocratie syndicale. C'est aussi grâce à la présence régulière à Brescia de ce dirigeant syndical de premier plan que la FIOM put développer des théorisations autonomes et une maturité politique qui lui permit de lancer et

---

<sup>305</sup> Pour connaître le travail de Claudio Sabattini dans le secrétariat de la FIOM nationale en tant que responsable du groupe FIAT voir *L'assalto al cielo*. VECCHI Simone, *Claudio Sabattini, i lavoratori della FIAT e le loro lotte nella seconda metà degli anni settanta*, Meta, Roma, 2008.

aussi en partie de conduire le mouvement contre le décret de la Saint Valentin du 14 février 1984<sup>306</sup>.

### ***Claudio Sabattini au secrétariat général de la FIOM de Brescia***

Sabattini commença tout de suite un travail qui changea radicalement la FIOM de Brescia du point de vue politique et organisationnel. Il démarre un renouvellement radical du groupe dirigeant de la FIOM de Brescia (secrétariat et directif départemental) et des conseils d'usines. En effet, une fois Sabattini arrivé à Brescia, les cadres plus importants de la FIOM des années 1950-1960 furent envoyés faire les permanents dans d'autres catégories de la CGIL ou dans leurs lieux de travail d'origine et un nouveau groupe dirigeant fut formé. Le critère pour la formation de ce nouveau groupe dirigeant était la sélection des meilleurs jeunes militants dans les usines, en particulier ceux qui avaient été protagonistes des mobilisations internes et qui avaient un rapport très étroit avec la base syndicale et les salariés. Sabattini mit en place un projet très ambitieux de formation de ces jeunes cadres, puisqu'il estimait que la formation politique et syndicale ne pouvait jamais être dissociée de la pratique militante. C'est pour cela que Sabattini appela Giorgio Cremaschi à Brescia pour animer le projet de formation des ouvriers dit « des 150 heures » et les formations locales pour les dirigeants et les délégués syndicaux. C'était un jeune étudiant de Bologne, que Sabattini avait connu lors qu'il était secrétaire de la section universitaire du PCI bolognaise. Ensuite Cremaschi devint par la suite un des piliers de la FIOM de Brescia des années 1980. Déjà en 1979 il fut coordinateur du secrétariat et entre 1981 et 1988, secrétaire général de la FIOM de Brescia.

---

<sup>306</sup> Pour comprendre le rôle de Claudio Sabattini et l'influence qu'il aura sur la FIOM de Brescia aussi après son départ en 1977 lire l'interview de Giuseppe Benedini, délégué FIOM-CGIL à l'usine FIAT de Brescia.

Sabattini parvint progressivement aussi à substituer les anciens leaders ouvriers d'usine, qu'avaient été protagonistes de la résistance aux forces d'occupations nazies puis des luttes ouvrières de l'après-guerre avec des jeunes militants syndicaux qui avaient joué un rôle déterminant pendant les mobilisations de l'automne chaud de 1969 et des premières années de la décennie 1970. Les anciens représentants syndicaux étaient devenus un bouchon pour le développement d'une forte structure FIOM locale et aussi des nouvelles structures de représentation interne aux entreprises : les conseils d'usine. Ces anciens leaders ouvriers prestigieux avaient refondé pendant l'après-guerre les Commissions internes et n'étaient pas prêts à les substituer aux conseils d'usine, des organismes représentatifs choisis par tous les salariés sur la base d'un vote de préférence libre. Il faut tenir compte du fait que ces leaders ouvriers communistes avaient vécu la défaite des mobilisations ouvrières intenses des années 1945-1955 et la période suivante de répression syndicale, donc à part des raisons d'âge, ils avaient du mal à gérer une nouvelle phase d'offensive syndicale et à accepter la volonté des jeunes militants syndicaux de renouveler les structures et le rôle du syndicat dans les entreprises.

Sabattini ouvra pour intensifier le travail commun avec les autres syndicats de la métallurgie, en particulier avec la FIM-CISL. Son objectif était d'aller plus loin dans le processus unitaire qu'il avait commencé avec la formation de la FLM entre 1972 et 1973 en construisant des liens entre les sections FIOM et FIM présentes dans les usines. Il le fit en proposant un programme ambitieux de négociation d'entreprise, surtout dans les usines où la FIM-CISL était majoritaire. C'était une façon d'impulser le conflit syndical dans des entreprises où le syndicalisme avait été auparavant plus modéré et en même temps c'était une façon de présenter aux salariés de ces usines la FIOM comme le syndicat le plus combatif et à l'avant-garde dans les requêtes, donc de faire concurrence à la FIM.

Il donna une impulsion décisive à la construction de la FLM sur la base d'une politique unitaire franche où la compétition entre les sigles et un rude débat sur les lignes syndicales à adopter eurent également leur place.

Il transforma profondément la façon d'engager la négociation d'usine de la FIOM de Brescia. Il s'agit d'un changement profond de la ligne syndicale, qui marquera pour des décennies la structure locale de la FIOM. Sabattini

abandonnera la stratégie de négociation précédente basée quasi-exclusivement sur les augmentations salariales en ciblant les augmentations de la prime de production, les « superminimi » (prime fixe intégrée) et les passages collectifs de catégorie.

Sabattini parvint à bâtir une nouvelle stratégie de négociation partant des problématiques concrètes vécues à l'usine, en écoutant les exigences des travailleurs et en analysant les conditions de vie et de travail à travers le point de vue des délégués syndicaux, avec lesquels Sabattini avait un rapport très étroit. Il proposa une nouvelle façon de construire les plateformes revendicatives pour la négociation d'usine sur deux axes : Premièrement les délégués et tous les salariés devaient participer au processus de construction de la plateforme, à travers l'organisation d'assemblées, référendums, consultations et avec le rôle déterminant des délégués qui devaient être un terminal des humeurs et du point de vue des salariés.

Deuxièmement, il voulait arriver à une approche globale de la négociation. L'objectif dernier de cette approche était de conquérir dans les usines un contrôle toujours plus large de tous les éléments de la production et de la vie ouvrière<sup>307</sup>.

De ce travail émergent des plateformes revendicatives d'usine totalement restructurées et personnalisées, plus adaptées aux différentes situations des réalités productives. Auparavant, les plateformes pour la négociation d'usine avaient des revendications homogènes et étaient appliquées dans toutes les usines avec quelque différence marginale à cause du fait que même dans les grandes usines les FIOM internes ne construisaient pas un parcours d'élaboration des plateformes basé sur l'analyse de la situation productive de l'entreprise et des requêtes des salariés.

Malgré leurs différences, les nouvelles plateformes avaient des points communs. Elles s'étaient centrées sur les problèmes liés à la productivité, les horaires de travail, les repos compensateurs surtout pour qui travaillait la nuit, l'abolition du travail à la pièce « Cottimo », l'environnement du travail et la création des cantines d'entreprise aussi dans les petites installations productives.

---

<sup>307</sup> Claudio Sabattini pendant la réunion du comité central de la FIOM du 13 mai 2002 déclara comme bilan de son expérience : « *J'ai connu les usines de la mécanique fine de Bologne, comme j'ai connu les sidérurgies à Brescia. Si on n'est pas capable de s'identifier avec les conditions des travailleurs et des travailleuses, si on ne les aime pas, on ne peut pas faire le syndicaliste, c'est impossible* ». *Ibid*, p.13.

Sabattini utilisa la négociation d'usine pour créer, dans un moment de force du syndicat au niveau national et local, une capacité de contrôle et de veto du conseil d'usine concernant tous les aspects de la vie de l'entreprise : la production, le rythme de travail, les choix d'investissement et en général les choix de l'entreprise concernant la force de travail. Son objectif était de peser sur les rapports de force dans les usines pour bâtir une organisation syndicale forte et capable d'exercer réellement un « pouvoir ouvrier » à travers la négociation sur tous les aspects de la vie d'usine et à travers le contrôle de facto d'une partie du pouvoir. Dans ce projet la construction de puissants conseils d'usine était centrale. Sabattini voulait construire une forte organisation syndicale d'usine, basée sur des cadres syndicaux rompus à la négociation sur tous les aspects et en lien décisionnel direct et continu avec les salariés, pour créer un rapport de confiance en donnant la décision aussi aux salariés avec l'intermédiation des cadres syndicaux d'usine. Cette démarche avait contribué à maintenir dans presque toutes les moyennes et grandes usines des rapports de force favorables aux syndicats aussi pendant la deuxième moitié des années 1970.

Au milieu des années 1970, Giorgio Cremaschi, , jeune permanent syndical sans rôles dirigeants dans la structure FIOM de Brescia explique :

*« Dans les négociations d'usine le principe fondamental de la bataille des métallurgistes de cette époque, que aujourd'hui semble être devenu imprononçable trouvait application : la rigidité de la force de travail. L'usine devait s'adapter au travailleur et non vice-versa. Les luttes sur les turnations, les horaires, les temps et les conditions de travail, les conflits pour abolir le travail à la pièce, le contrôle sur la décentralisation productive, sur la flexibilité externe à l'usine, allaient en cette direction »<sup>308</sup>.*

Claudio Sabattini avait posé les bases pour donner un nouveau rôle au syndicat interne aux entreprises. En effet, si auparavant les chefs de la commission interne à prenaient les décisions concernant les actions syndicales que devaient mener les structures internes aux entreprises, avec la « réforme » de

---

<sup>308</sup> TEDESCHI Massimo, MONTANARI Elio, *Liberare il lavoro. La FIOM di Brescia negli anni'70*, FIOM-CGIL Brescia, 2001.

Sabattini, les sections syndicales FIOM internes et les conseils d'usine devinrent les acteurs les plus importants de l'élaboration des propositions et des analyses syndicales concernant les problèmes et les actions syndicales internes à l'usine et devinrent aussi les décideurs en dernière instance des plateformes revendicatives et des accords d'entreprise. Cela engendra un processus d'autonomisation des structures syndicales d'usine de la FIOM qui commenceront à jouer un rôle aussi dans l'élaboration de la ligne syndicale de la structure départementale, sans être subalternes et passifs aux lignes exprimées par le secrétariat départemental.

C'est pour cela que, à la fin des années 1970, on constate dans beaucoup d'usine la formation d'une large couche de délégués et militants syndicaux qui élaborèrent leur réflexion syndicale et revendiquèrent le droit de discuter et même de contrôler l'action de la direction départementale de la FIOM et de la CGIL de Brescia.

Cette dynamique expliquée par Giorgio Cremaschi, à cette époque membre du secrétariat de la FIOM de Brescia :

*« Jusqu'aux années 1990, le groupe dirigeant de la FIOM était composé de grands dirigeants ouvriers reconnus, qui faisaient de la politique eux-mêmes et qui faisaient de la politique indépendante depuis les grandes usines. L'usine Innocenti-Sant Eustacchio avait Roversi, l'Atb avait Roversi (jumeau de l'autre) et Paderno, les OM avait Guizzi, Benedini et avant Beltrami. Il y avait l'usine Franchi, la Beretta avec Saleri et Gitti, la Lmi, la Marzoli, puis les entreprises de la sidérurgie, notamment à Nave où il y avait Antonino Zocca. Il y avait de grandes usines sidérurgiques aussi au chef-lieu : la Pietra, les aciers Alfa, puis les usines du sud du département. Chaque usine avait de grands leaders. Trois ou quatre usines, la Beretta, l'OM et l'ATB constituaient la véritable équipe de direction de la FIOM, évidemment liées à l'appareil de permanents. C'étaient eux qui décidaient les secrétaires. Si bien que Sclavi et Sabattini ont été envoyés par la FIOM nationale parce que la FIOM de Brescia n'était pas capable de choisir des dirigeants capables de résister à la structure locale. Ils voulaient constituer une équipe de direction en se renouvelant et en évitant l'excès de contrôle des 3-4 usines sur la FIOM. Il y avait*

*aussi un problème de génération d'une certaine manière. Les dirigeants des autoconvoqués étaient les successeurs de la génération historique qui a résisté. C'est ainsi que la génération des années 1970 s'est manifestée. L'équipe de gestion de la FIOM n'était pas formée par un appareil et les fidèles de l'appareil. Après Sabbatini, à la fin des années 70, Gianni Pedò est devenu secrétaire général de la FIOM de Brescia, j'étais au secrétariat avec lui et j'ai suivi les grandes usines»<sup>309</sup>.*

En même temps, la création de la part de Sabbatini d'un nouveau secrétariat formé par des très jeunes militants syndicaux issus des usines avait créé une situation dans les faits osmotiques entre ces pôles syndicaux d'usine et la direction de la FIOM pour un effet de compénétration. Il n'y eut donc pas de phénomène d'affrontement systématique entre les syndicats d'usine et la direction départementale de la FIOM, sinon dans des cas spécifiques. En tout cas, il faut constater que la dialectique entre les deux instances fut toujours très vive et fut la caractéristique première des rapports entre ces deux structures grâce à la présence d'un débat continu sur les décisions à prendre. En découle que la prise décisionnelle de la FIOM de Brescia était dans la plupart de cas le fruit d'une synthèse qui découlait de cette dialectique perpétuelle.

Une autre motivation pour laquelle la période de gestion de la FIOM locale de la part de Claudio Sabbatini est vue comme le berceau de la FIOM radicale de Brescia reside dans le fait qu'entre 1974 et 1977 commencèrent les affrontements rudes et spectaculaires entre les entrepreneurs et le syndicat de la métallurgie de Brescia. En effet, à partir de l'analyse des conditions de travail dans les vallées limitrophes de Brescia, la FIOM de Sabbatini décida de démarrer une bataille unifiant toutes les usines sidérurgiques pour passer de 21 à 20 services, avec l'abolition des services du dimanche après-midi. C'était indispensable pour permettre aux salariés de passer une dimanche sur quatre chez eux, abandonner les 42 heures par semaine pour passer définitivement aux 40 heures. Les affrontements plus lourds eurent lieu dans la commune de Nave et à l'usine Lucchini de Sarezzo. Dans cette entreprise, la direction avait appliqué un lock-out suite à une heure de grève décidée par les organisations syndicales

---

<sup>309</sup> Interview de Giorgio Cremaschi, secrétaire général de la FIOM-CGIL de Brescia entre 1981 et 1988.

pour obtenir l'égalité salariale entre employés et ouvriers et pour protester contre les pressions de la direction des ressources humaines qui voulait imposer les heures supplémentaires. Il s'agit de l'événement à l'origine des conflits successifs entre Lucchini et les Syndicats qui dureront jusqu'aux années 1990<sup>310</sup>.

Pendant cette période, la grande industrie lourde de Brescia commença aussi à être affectée par la crise. Elle n'eut pas l'impact que l'on peut constater dans la plupart des départements industriels les plus importants où on voit le début d'un phénomène de désindustrialisation massive (Milan, Turin, Gênes en sont les symboles). Malgré cela, aussi à Brescia, certaines grandes industries commencèrent à être touchées par le risque de fermeture comme l'Idra, l'ATB, la Pietra ou la Samo qui fut occupée pour un an entre 1975 et 1976. Déjà en 1976, les négociations devinrent plus difficiles et donc les conflits plus âpres à cause de l'augmentation progressive du phénomène de la « Cassa integrazione » qui devint très important à la fin des années 1978.

La FIOM de Sabbatini se forgea dans ce contexte binaire, caractérisé par, d'un côté des luttes pour bloquer les fermetures ou les licenciements massifs dans certaines usines et de l'autre des conflits pour améliorer les conditions de travail dans les usines pas affectées par la crise, surtout dans les petites et moyennes entreprises des vallées au nord du département<sup>311</sup>.

Si dans la plupart des départements la FIOM mena des conflits défensifs, à Brescia il y eut une approche offensive et jusqu'à la fin de 1978 le syndicat arriva à obtenir des avancées importantes dans la plupart des entreprises. Cela fut possible grâce à trois facteurs d'ordre différent : La crise qui impacte d'une façon moins forte le département de Brescia, la force organisationnelle que Sabbatini donna à la FIOM de Brescia avec un lien très fort avec la base travailleuse et la bombe en « Piazza Loggia », qui déclencha un phénomène que certains appelleront un « 1968 retardé », donc une période de radicalisation et de

---

<sup>310</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 292, etagere A IX S6, « Rappresentanze sindacali aziende Brescia 1970-1985 », Bilancio vertenze del biennio 1975-1976.

<sup>311</sup> 1974-2004. *Trent'anni della Fiom di Brescia riletti attraverso la figura di Claudio Sabbatini. La vicenda sindacale, la pratica democratica, l'autonomia e l'indipendenza raccontati da coloro che hanno guidato l'esperienza della FIOM, Op. cit.*



bouillonnement culturel et politique<sup>312</sup>. Ce processus de radicalisation démarré en 1974 continua jusqu'à la fin des années 1970.

Après le départ de Claudio Sabattini, le processus aboutit à la nomination comme secrétaire général de Gianni Pedò, ancien jeune ouvrier FIAT et membre du secrétariat de Sabattini. Il s'agit d'un premier aboutissement de son travail de formation des cadres syndicaux locaux issus des entreprises.

La politique de renouvellement de Sabattini dans la FIOM de Brescia eut aussi un impact sur d'autres branches de la CGIL de Brescia, en particulier dans les textiles que devinrent des alliés historiques de la FIOM combative de Brescia pendant les années 1980 comme nous l'explique Dino Greco, secrétaire adjoint des Textiles de la CGIL de Brescia à l'époque où Claudio Sabattini dirigeait la FIOM locale :

*« À Brescia, il y avait deux grands centres de pouvoir dans la CGIL, les métallurgistes et les textiles. Les premiers étaient certainement plus forts, même si les textiles comptaient alors 12 000 membres. Une force considérable dans le département de Brescia. Ce pouvoir syndical influençait le parti communiste et la CGIL locale. Aujourd'hui, il est difficile de comprendre la force de pénétration que ce pouvoir dans les usines avait sur la société. Pour donner un exemple, le débat qui avait lieu à l'usine OM-Iveco avait une influence non seulement sur le mouvement syndical, mais aussi sur le débat dans toute la ville. C'était un débat qui était syndical et immédiatement politique. Que se passe-t-il dans les textiles CGIL? Formellement, pour une partie des années 1970, le secrétaire général des textiles était Sergio Consolini, mais, dans les faits, la composante communiste contrôlait le syndicat de branche. En 1978, l'ensemble du groupe dirigeant des textiles a changé en même temps. Le secrétaire sortant Franco Lusardi a changé, Itala Andreoli, Giuseppe Bignotti, Maria Agosti sont partis. C'était une vraie révolution, ils sont*

---

<sup>312</sup> "Si je peux le dire avec une blague: dans la période successive à l'hécatombe de "Piazza Loggia" a eu lieu un 1968 retardé par rapport au reste du pays, c'est-à-dire une période politique et culturelle de grand bouillonnement, de grandes élaborations. Quand déjà les esprits d'innovations de 1968 dans le reste de l'Italie étaient dans une phase descendante, à Brescia on constate une phase de croissance, avec le rapport entre le mouvement des étudiants, les luttes ouvrières, intellectuelles et politiques. Il y a eu, en gros, un processus profondes de renouvellement de la société de Brescia et moi je crois que dans ce processus la FIOM conduit par Claudio Sabattini était le noyau moteur des beaucoup de décisions". Ibid, P.28.

*tous sortis et les ouvriers sont venus directement de la production : Fausto Filippini, Domenico Ghirardi, Donatella Alberti sont entrés. J'étais le seule de formation non ouvrière, je venais de l'expérience du mouvement étudiant comme c'était le cas de Giorgio Cremaschi dans la FIOM. C'étaient tous des jeunes âgés de 22-23-24 ans. Cela a transformé la culture d'un syndicat du textile traditionnellement modéré à Brescia et qui, en collaboration avec le FIOM, avait mené une bataille pour le renouveau et le rôle direct des travailleurs en se basant sur l'idée que la classe ouvrière pouvait être, et elle le fut pendant cette période, directement productrice de politique, sans médiation, dans une relation naturellement dialectique et même rude avec la CGIL et le PCI. Le PCI à Brescia était un parti qui avait tendance à être modéré mais influencé par cette forte poussée des travailleurs»<sup>313</sup>.*

Une autre explication pour laquelle Brescia fut tout de suite vue comme un épice de la contestation est à chercher dans le rôle précoce qu'elle joua dans la contestation des directions syndicales confédérales et aussi du PCI. En fait, la FIOM de Brescia et Claudio Sabattini eurent un rôle dans l'opposition au compromis historique et à la politique de modération salariale mis en place par les syndicats avec le « tournant de l'EUR » en 1977-1978.

En 1977, quelques mois avant que Claudio Sabattini fut nommé dans le secrétariat national de la FIOM comme responsable du secteur automobile, fut organisée à Brescia une assemblée générale des délégués syndicaux contre le tournant de l'Eur avec la présence de Marianetti, secrétaire adjoint de la CGIL. Il était venu à Brescia pour expliquer aux militants syndicaux que, concernant la politique d'austérité proposée par le syndicat, ils devaient accepter de modérer leur ligne revendicative dans un période de crise économique et de reflux de la mobilisation ouvrière. Marianetti n'a pas pu conclure l'assemblée à cause des sifflements et de la révolte de la base syndicale, qui repoussa aussi le document d'approbation de la relation introductive. Après cette assemblée, Claudio Sabattini et Pio Galli, secrétaires généraux de la FIOM nationale, décidèrent d'organiser, le 2 décembre 1977, une manifestation de la FIOM et de la FLM contre le gouvernement de solidarité nationale (PCI-DC) et en général contre

---

<sup>313</sup> Interview de Dino greco, secrétaire adjoint des textiles CGIL de Brescia et secrétaire general de la CGIL de Brescia pendant les années 2000.

l'ouverture de la CGIL et du PCI à l'idée des sacrifices pour les travailleurs<sup>314</sup>. Malgré le fait que la manifestation n'eut pas de suite, ce fut un événement important et fondateur : pour la première fois la FIOM s'opposait ouvertement au PCI et à la CGIL<sup>315</sup>.

La FIOM de Brescia, déjà à la fin des années 1970 était considérée comme le bastion d'un syndicalisme communiste très combatif et contestataire de la ligne de la direction nationale de la CGIL. Un élément qui émerge très souvent dans les interviews et dans les prises de positions des dirigeants syndicaux locaux et nationaux de tous les syndicats et même aussi de la CGIL est que le virage radical de la FIOM de Brescia était dû au renouvellement de la structure, des méthodes d'action et de formation du groupe dirigeant mise en place par Claudio Sabattini depuis la moitié des années 1970. Une anecdote explique un peu la vision qu'avait la direction nationale de la FIOM de Brescia et l'autoreprésentation qu'elle avait d'elle-même au début des années 1980. Encore une fois c'est Dino Greco, secrétaire adjoint des textiles de la CGIL qui raconte un événement survécu pendant un comité directif de la CGIL de Brescia en 1982 :

*« Au début de la négociation sur le coût du travail en 1982, Bruno Trentin, éminent représentant de la gauche syndicale des années 1970 et à l'époque membre du secrétariat de la CGIL nationale, était venu à Brescia pour présenter et défendre la plate-forme en 10 points que les syndicats confédéraux avaient élaborée pour la négociation qui devait s'ouvrir avec le gouvernement et les organisations des entrepreneurs. Le charisme de l'homme était extraordinaire. Il est allé présenter la plate-forme à l'usine ATB et l'a perdu d'une manière spectaculaire avec deux mille ouvriers qui ont voté contre et quelques dizaines qui l'ont soutenu. Immédiatement après, il y a eu un comité directif de la CGIL de Brescia et Bruno Trentin était présent pour commenter la défaite. En parlant de la FIOM de Brescia, il déclara : "Vous êtes une armée prussienne". Claudio Sabattini était présent et il intervint pour répondre à Bruno Trentin. Il dira : "Nous sommes seulement un syndicat*

---

<sup>314</sup> Trent'anni della Fiom di Brescia riletti attraverso la figura di Claudio Sabattini. La vicenda sindacale, la pratica democratica, l'autonomia e l'indipendenza raccontati da coloro che hanno guidato l'esperienza della FIOM, Op. cit, P.29.

<sup>315</sup> LORETO Fabrizio, *L' anima bella del sindacato. Storia della sinistra sindacale (1960-1980)*, Ediesse, Roma, 2005.

*démocratique, mais si vous voulez vraiment donner un exemple, ne parlez pas de l'armée prussienne, mais de l'armée napoléonienne, car dans cette dernière, Napoléon a fait deux choses: il a chassé les nobles et les prêtres et il a établi que chaque soldat pourrait devenir général »<sup>316</sup>.*

### ***Claudio Sabattini théoricien d'une forme de pan-syndicalisme ?***

La question d'une autonomie politique intégrale du syndicalisme, qui ne jouerait plus le rôle de courroie de transmission des partis politiques de gauche est posée par Sabattini déjà au début des années 1970. Il chercha d'appliquer ce principe lors de son secrétariat de la FIOM de Brescia à moitié de la décennie où il travailla pour construire l'autonomie de la structure du PCI local et sa capacité à produire directement des élaborations théoriques et politiques indépendantes des lignes syndicales et politiques nationale données par la CGIL et le PCI.

Selon lui, les mobilisations massives de la classe ouvrière, depuis l'automne chaud, avaient conquis au syndicalisme industriel un espace autonome d'élaboration et d'intervention directement politique d'où devait découler un nouveau rapport entre lutte économique et lutte politique. Selon Sabattini, ce phénomène se manifesta d'abord dans la sortie des syndicats de la métallurgie des entreprises pour avancer avant tout des propositions plus générales de politique économique, et au cours des années 1970, aussi en général des propositions de réforme du système politique. Les organisations syndicales devaient bâtir un programme autonome, qui ne devait pas se limiter aux revendications économiques basiques, mais être politique, pour être capable de

---

<sup>316</sup> Interview de Dino greco, secrétaire adjoint des textiles CGIL de Brescia et secrétaire générale de la CGIL de Brescia pendant les années 2000.

faire une proposition de réforme globale de la société qui touchait tous les aspects.

Dans une situation de stagnation du système politique due principalement à l'impossible alternance entre Démocratie chrétienne et Parti communiste italien, le syndicat devait prendre les devants avec le but d'être un moyen de pression, de critique et de défi conceptuelle envers le système politique. Cela était possible seulement en coupant les rapports privilégiés avec les partis politiques de gauche avec lesquels il y avait parfois une forme de suivisme plus ou moins automatique. Pour Sabattini, le syndicat devait devenir « sujet politique », non pour se substituer aux partis, mais pour conquérir un espace autonome d'action politique pour donner expression démocratique à l'action des masses qui s'exprimaient à travers le syndicat, que d'ailleurs organise bien plus largement des partis politiques. Il faut constater que son discours autour de l'autonomie de la CGIL envers le PCI deviendra encore plus fort après le lancement de la part du secrétaire général Enrico Berlinguer de la politique dite de « compromesso storico » avec les partis de la majorité modérée élaborée en 1975-1976. Cette politique avait été farouchement critiquée par la gauche interne au parti conduite par Pietro Ingrao, à laquelle Sabattini faisait référence<sup>317</sup>.

Pour Sabattini, il existe une subjectivité originelle de la classe travailleuse. Dans sa pensée, l'approche léniniste classique est bouleversée, notamment le rapport entre conscience et organisation. Ce n'est pas l'organisation qui produit la conscience, mais il y a un processus à l'intérieur de la classe ouvrière de maturation de plus en plus élaboré. L'organisation est seulement le résultat de ce processus, et n'est pas la cause de la conscience de classe. S'il ne s'agit pas d'un refus total du rôle du parti politique, c'est le refus du paradigme léniniste, centré sur la conquête du pouvoir politique comme condition nécessaire pour une avancée substantielle des travailleurs et sur le rôle déterminant du Parti communiste dans la gestion de la bataille politique. L'action sociale du syndicat ne devait pas se faire en fonction de la politique, mais plutôt ouvrir des espaces de liberté et autonomie pour les travailleurs même dans une situation politique hostile. La tentative d'ouvrir des espaces de liberté devait partir de la possibilité

---

<sup>317</sup> La democrazia e l'indipendenza del sindacato, sous la direction de la Fondazione Claudio Sabattini, Meta Edizioni, Roma, 2006. <http://www.fondazionesabattini.it/pages/democrazia-e-indipendenza-del-sindacato>

concrète de maîtriser la propre condition de travail et pouvait être réalisée seulement à travers le conflit syndical. Ce concept d'autonomie est le point central de l'action syndicale, qui s'occupe du travail dans le pragmatisme des conditions réelles, comme lieu où est décidée la qualité de la vie des personnes. Il ne s'agit pas de négocier le salaire, mais de mettre au centre la personne qui travaille, ses exigences de réalisation, de croissance professionnelle, de gestion des temps et des espaces de vie. Le syndicat doit être le moyen d'intervenir rapidement et radicalement sur les conditions concrètes, sur les rapports de force et de pouvoir entre capital et travail sans attendre les solutions générales de la politique, qui dans le contexte de l'Italie des années 1970-1980 tardaient à arriver.

Pendant le XXI congrès de la FIOM nationale du 1996, Claudio Sabattini devenu désormais secrétaire général de la FIOM-CGIL proposa le passage du concept d'autonomie du syndicat des partis politiques à celui d'Indépendance. Pour lui, le syndicat ne devait pas seulement être autonome concernant les revendications proprement syndicales par rapport aux partis de gauche, mais il devait être capable d'élaborer une stratégie à réaliser avec ses forces, bâti avec ses ressources d'analyse et de confrontation, fondée sur les intérêts qu'il représente, partant des forces intellectuels de ceux qui forment le syndicat jusqu'au bas de l'échelle. Cela ne signifie pas théoriser l'autosuffisance du syndicat. L'interdépendance entre les différents sujets institutionnels, politiques et sociaux qui opèrent dans la société est acceptée<sup>318</sup>.

---

<sup>318</sup> Pour analyser la situation interne à la FIOM que mena à la substitution au secrétariat général de Fausto Vigevani avec Claudio Sabattini voir CASCELLA Pasquale, LAUZZI Giorgio, NEGRI Sergio, *Fausto Vigevani. La passione, il coraggio di un socialista scomodo*, Ediesse, Roma, 2004, P 197-209.

## DEUXIEME PARTIE :

# **La construction d'un pôle d'opposition locale au sein de la Fédération Métallurgie de la CGIL**

## ***1 L'émergence d'une contestation interne dans la FIOM de Brescia à l'aube de la négociation sur le coût du travail jusqu'au « Lodo Scotti » de 1983***

La défaite syndicale à la Fiat de Turin en 1980 avait aussi eu un impact sur les relations syndicales. Les 35 jours de blocage des entrées à la FIAT mis en place par les syndicats de la métallurgie s'étaient conclus par la signature d'un accord de médiation par les directions nationales des syndicats confédéraux, contre la volonté du conseil d'usine et des salariés de l'usine Mirafiori de Turin qui voulaient continuer la mobilisation, considérant la signature d'un tel accord comme une capitulation de la part des directions confédérales.

Cette intervention directe des syndicats confédéraux fut un symptôme important du processus de centralisation de la négociation. Le centre de gravité des relations industrielles se déplaçait de l'usine à la triangulation syndicats-entreprises-gouvernement ; le rôle central, pour le côté syndicats, était assuré par la Fédération CGIL-CISL-UIL. On constata aussi un phénomène de diminution importante du poids des catégories industrielles, notamment de la FIOM, dans les négociations nationales<sup>319</sup>.

Cela était aussi possible à cause de la crise de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FLM). La situation de difficulté économique et d'essoufflement des puissantes mobilisations des années précédentes avait rouvert d'anciennes fractures à l'intérieur même de la Fédération unitaire des travailleurs de la métallurgie, qui était l'organisme le plus avancé dans le processus unitaire des syndicats confédéraux et qui était devenue dans les faits la direction politique du syndicat revendicatif des années 1970. La FIOM et la FIM, partenaires majoritaires formant la FLM italienne, commençaient à avoir une approche différente concernant la plupart des thèmes syndicaux et politiques.

---

<sup>319</sup> POLO Gabriele, SABATTINI Claudio, *La restaurazione italiana. Fiat, autunno '80 : alle origini della svolta liberista*, Manifestolibri, Roma, 2000.



(Requêtes salariales, négociation convention collective, ligne syndicale sur les politiques économiques gouvernementales).

La prémisse fut la querelle sur le Fonds de solidarité en juillet 1980. Pendant une négociation entre le Gouvernement Cossiga et les syndicats confédéraux avait été proposée l'institution d'un fonds public pour promouvoir l'industrialisation du sud de l'Italie, qui était censé être géré par les syndicats. Il s'agissait d'un prélèvement de 0,50% sur le salaire mensuel. La proposition avait été faite par la CISL, approuvée par la UIL et aussi par la CGIL de Luciano Lama, qui considérait son acceptation comme une contrepartie satisfaisante pour convaincre le gouvernement de ne pas toucher l'échelle mobile des salaires. La proposition avait été abandonnée à cause des protestations qui avaient surgi dans les usines du nord d'Italie, animées surtout par les délégués de la FIOM-CGIL et une partie de ceux de la FIM. Cela avait engendré un vif débat dans la FLM, où la composante catholique avait exprimé des positions d'ouverture vers cette proposition, qui était au contraire perçue par la FIOM comme un prélèvement injustifié sur les revenus des salariés, caché derrière la rhétorique de la solidarité<sup>320</sup>. Mais ce n'était qu'un timide début des fractures successives dans la FLM. En effet, une fois surmontée la question du Fonds de solidarité, en 1981 s'ouvrit la discussion sur le coût du travail, qui caractérisa toutes les années 1980. Pendant ce débat, l'échelle mobile des salaires fut considérée comme la principale responsable de la crise économique et la cause première de l'augmentation de l'inflation qui avoisinait 20% au début de la décennie<sup>321</sup>. En particulier, la Confindustria, qui bénéficiait de rapports de force favorables, travaillait pour un changement net des politiques économiques jugées trop favorables aux salaires en insistant sur le coût du travail comme un facteur central de blocage de la reprise économique. De leur côté, les syndicats étaient divisés et ils n'avaient pas une réponse claire et univoque à donner lors des négociations triangulaires (Confindustria, syndicats confédéraux, gouvernement) qui ont survécu en 1982 et devinrent de plus en plus les lieux privilégiés de la négociation.

---

<sup>320</sup> DE AMICIS Nino, *La difficile utopia del possibile. La Federazione lavoratori metalmeccanici nel "decennio operaio" (1968-1984)*, Ediesse, Roma, 2010.

<sup>321</sup> <https://www.istat.it/it/archivio/inflazione>

La FIOM avait tout de suite affiché sa contrariété et la volonté de mobiliser les salariés dans le cas d'une attaque contre les revenus de salariés. Pendant son XVII<sup>e</sup> congrès national de 1981, elle réaffirma son opposition à toucher le mécanisme d'ajustement automatique des salaires et son refus de négocier un projet global d'austérité avec le but de redresser les index de l'économie, que proposait le Gouvernement en place, dirigé par le Républicain Giovanni Spadolini<sup>322</sup>.

Le congrès de la FIOM s'était opposé aux propositions du gouvernement sous la pression d'une base militante qui dans les usines s'organisait pour protester contre les politiques d'austérité salariale. En même temps, on commence à constater, même à l'intérieur de la direction de la FIOM nationale, des différences sur le sujet du coût du travail. La direction nationale de la FIOM représentée par le secrétaire général Pio Galli, semblait subtilement s'ouvrir à l'idée d'accepter une politique de compression salariale en échange de réformes économiques et fiscales équitables. L'aile plus dure de la FIOM pensait que cette organisation devait être un contre-pouvoir capable d'inverser les tendances modérées prises par les syndicats confédéraux, mais surtout de mener une bataille dans la CGIL pour la pousser vers une opposition claire envers les politiques économiques proposées par les gouvernements DC.

En 1981, cette opposition n'était pas encore structurée, mais elle commençait à s'organiser autour de Claudio Sabbatini, leader historique de la gauche interne à l'organisation. Selon son analyse, un processus d'institutionnalisation très avancé des organisations des salariés qui avait impacté aussi la FIOM était en cours. La tendance à la centralisation des décisions et de la direction politique dans la CGIL et de la direction nationale de la CGIL dans les négociations nationales était destinée pour liquider la « dialectique du conflit », et proposer une nouvelle ligne syndicale avec un ordre des priorités inversé : la productivité et le coût du travail, plutôt que l'occupation et les conditions de travail. Il condamnait aussi l'attitude des directions syndicales qui acceptaient de compenser, avec le nouveau rôle institutionnel et politique offert

---

<sup>322</sup> Cfr. DE AMICIS Nino, *Storia della FLM. I metalmeccanici italiani e l'unità sindacale*, Ediesse, Roma, 2010.

par les gouvernements DC, la perte de rôle social et du pouvoir à l'intérieur des usines. Selon lui, la route à suivre était plutôt de travailler pour reconstruire les rapports de force dans les usines avec d'abord un travail d'enracinement du syndicat dans les lieux de travail et le renforcement de ces structures syndicales locales et d'usine<sup>323</sup>.

### ***La fracture de la « Federazione Lavoratori Metalmeccanici » locale***

En même temps, la situation à Brescia commença également à devenir particulièrement tendue entre les organisations syndicales locales. La destitution de Franco Castrezzati du secrétariat général de la CISL locale et sa substitution par Emanuele Braghini, représentant de l'aile modérée, avaient forcément imprimé un virage stratégique à la Confédération catholique. En effet, on constate qu'au Conseil général des confédérations locales qui se réunit le 4 janvier 1982 pour discuter des propositions anti-inflation du gouvernement Spadolini, le nouveau secrétaire CISL Emanuele Braghini, chargé d'introduire les travaux expliqua la nouvelle ligne de la confédération catholique. Dans son introduction, celui-ci défendit l'idée que l'état de crise de l'économie rendait nécessaires des restructurations profondes de l'appareil productif ; le syndicat ne devait donc pas s'opposer aux décisions prises par les entrepreneurs en tentant une posture idéologique d'opposition. Il attaquait les directions de certains syndicats locaux des métallurgistes en Lombardie qui attribuaient cette situation à la méchanceté des entrepreneurs et qui ne comprenaient pas que l'Italie était en route vers une société post-industrielle dominée par le secteur tertiaire où il était nécessaire d'être compétitif face aux géants japonais et américains pour conserver la place que le pays avait entre les plus grandes puissances du monde. La FIOM était

---

<sup>323</sup> BALZANI Roberto, Nella FIOM forti tendenze al sindacato-istituzione, *Bresciaoggi*, 11 novembre 1981.

profondément en désaccord avec son discours qu'elle voyait comme une façon de laisser les mains libres aux entrepreneurs pour la gestion des restructurations et de la reconversion professionnelle en abdiquant au rôle de négociation et de défense des droits des salariés des organisations syndicales<sup>324</sup>.

### ***La plateforme syndicale pour la négociation sur le coût du travail***

Dans la même réunion furent présentés les 10 points de la plateforme proposée par CGIL, CISL et UIL pour la négociation qui devait s'ouvrir avec le gouvernement sur le coût du travail dans la période successive. Ce document devait être discuté dans les assemblées d'usine et être voté par les salariés avant d'être adopté comme plateforme revendicative de la Fédération CGIL, CISL et UIL. La FIOM locale était profondément en désaccord avec certaines des propositions contenues dans ce document. Selon elle, cette plateforme proposait d'échanger l'affaiblissement de l'échelle mobile des salaires avec des politiques sociales partielles et insuffisantes (aide aux familles en difficultés, investissements pour l'industrialisation du sud de l'Italie, réforme partielle de la fiscalité) qui globalement auraient représenté un recul du niveau de vie des salariés. Autour de ces 10 propositions s'engagea un affrontement très dur entre les directions des syndicats locaux de la métallurgie de Brescia.

Le conflit commença quand Antonio Fiorino, secrétaire de la UIL de Brescia, proposa de mettre en votation un document où étaient approuvées explicitement les orientations données par la relation d'Emanuele Braghini sur la situation de Brescia et de Antonio Pizzinato, secrétaire de la CGIL Lombardie, qui était venu pour présenter la plateforme des 10 points. La FIOM s'opposa fermement à l'idée de voter en faveur de ce document. Ils préféraient avoir la

---

<sup>324</sup> GREGORELLI Aldo, *Ombre lunghe*, sous la direction de G. Bellometti, Edizioni Lavoro, Milano, 1986.

liberté d'exprimer leur point de vue dans les consultations d'usine et ne pas prendre tout de suite une position contraignante sur une affaire qui méritait une clarification préalable entre groupes dirigeants locaux et ceux des niveaux supérieurs à l'intérieur de la CGIL<sup>325</sup>.

Antonio Fiorino insista pour voter en faveur de ce document d'orientation et au moment du vote la fracture devint encore plus visible avec 17 voix contraires, des abstentions et plusieurs personnes qui ne participèrent pas au vote, parmi eux, dont le secrétaire de la FIOM de Brescia, Giorgio Cremaschi et Umberto Duina<sup>326</sup>. C'est à ce moment que la fracture entre les syndicaux locaux devint évidente et que l'unité syndicale commença à être mise fortement en doute. La division toucha aussi la CGIL de Brescia ; et il ne s'agit pas seulement de la division historique entre composante socialiste et communiste, à l'intérieur même du courant communiste existaient des différences qui commencèrent à émerger de manière visible concernant l'attitude à tenir envers cette plateforme.

### ***Antonio Pizzinato contesté dans le courant communiste de la CGIL de Brescia***

En effet, quelques heures après ce conseil général de CGIL, CISL et UIL, l'affrontement éclata dans le courant communiste de la CGIL de Brescia. Antonio Pizzinato, secrétaire régional de la CGIL Lombardie participa à une réunion du courant communiste à la « Casa del popolo » di Urago Mella pour expliquer les motivations de son appui à la plateforme des dix points aux dirigeants communistes d'usine et aux militants de la FIOM de Brescia, qui étaient majoritairement contre. Pizzinato défendit la plateforme proposée par les syndicats nationaux en prônant une approche de discussion plus ouverte avec les

---

<sup>325</sup> DANESI Silvano, *L'anomalia bresciana. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, Ente economico, Brescia, 1993.

<sup>326</sup> Pour lire le document voté pendant les Conseils généraux unitaires de Ome: Il documento di Ome. Rebecchi ha votato "si", *Giornale di Brescia*, mercredi 6 janvier 1982.

industriels et le gouvernement. De plus, il critiqua l'attitude de la FIOM de Brescia qui demandait de laisser libres les salariés de voter la plateforme sans avoir une indication d'orientation des dirigeants locaux. Selon lui, derrière cette attitude se cachait l'opposition des dirigeants locaux à la plateforme confédérale ; il demanda donc explicitement à ces dirigeants de soutenir dans les assemblées d'entreprise la ligne de la CGIL nationale<sup>327</sup>. Pour lui, il s'agissait d'une attitude inacceptable de la part de la direction locale qui, plutôt que de prendre une position claire et publique, préférait se cacher derrière les décisions de la base syndicale que de toute façon elle contrôlait à travers le rapport étroit que la FIOM avait avec les délégués d'usine<sup>328</sup>. La FIOM de Brescia refusait cette interprétation des faits. Son objectif était de donner la parole aux salariés sur un argument central de la vie syndicale comme acte politique pour mettre au centre du débat la question de la démocratie dans les organisations des salariés. Depuis la moitié des années 1970, cette structure locale s'était basée sur une méthode collégiale de prise de décision. Les décisions étaient prises après une négociation entre le secrétariat général, les délégués syndicaux des plus importantes usines avec la consultation très fréquente des salariés dans les entreprises, à travers des assemblées informatives, la votation des plateformes et la signature d'accords d'usine. Parfois la dialectique entre le secrétariat et les sections syndicales FIOM était rude. Les délégués et les militants syndicaux intervenaient aussi dans le débat interne à l'organisation avec des méthodes pas totalement intégrées dans la praxis normale de la démocratie, comme l'expression du mécontentement à travers des grèves spontanées ou des protestations contre les décisions de la structure départementale à travers la prise de parole publique des leaders ouvriers d'usine. Dans ce cas spécifique, la FIOM était prise en tenaille entre la pression de la CGIL nationale et l'opposition des sections d'usine FIOM dans les grandes usines. Elle ne pouvait pas prendre position dans un sens ou dans l'autre, sans générer un affrontement conséquent, soit avec la direction nationale, affrontement qu'elle ne pensait pas pouvoir tenir à ce stade du développement de l'opposition interne à l'organisation ; et de l'autre côté, elle devait tenir compte des positions des sections syndicales FIOM des grandes usines qui étaient farouchement opposées

---

<sup>327</sup> Pizzinato tira le orecchie agli "anti-Lama", *Giornale di Brescia*, mercredi 6 gennaio 1982.

<sup>328</sup> Sindacalisti PCI: si comincia a parlare di teste da tagliare, *Bresciaoggi*, mercredi 6 janvier 1982.

à la plateforme des organisations syndicales et qui dans les faits contrôlaient la ligne politique de l'organisation<sup>329</sup>.

### ***L'adoption de la plateforme des dix points***

Juste après commencèrent les assemblés d'usine où les salariés devaient discuter et voter la plateforme syndicale pour la négociation sur le coût du travail. Les résultats furent positifs pour la plateforme au niveau italien où 2/3 des salariés votèrent en sa faveur et en Lombardie aussi, le « oui » remporta la préférence de 104066 salariés, le « no » de 27957 et 9737 s'abstinrent<sup>330</sup>. On constate aussi une victoire écrasante du « oui » dans la région Lombardie où est situé le département de Brescia, où au contraire les résultats étaient beaucoup plus nuancés. En effet, la proposition des syndicats nationaux recueillit dans le département 53,48% des voix, l'opposition arriva à 39,87% et les abstentions à 6,65%. Il est à noter que dans la catégorie des banques, du commerce et des industries mécaniques les « no » l'ont emporté, surtout dans la dernière, la plus importante numériquement où les rapports de force étaient de 13227 voix pour le rejet de la plateforme et 11411 pour la validation. Il y avait un seul point commun entre la situation nationale et celle de Brescia. A la consultation avaient participé seulement 45% des salariés, situation qui fait émerger les difficultés de la part des syndicats confédéraux d'impliquer les travailleurs dans un période où plusieurs usines étaient affectées par le chômage technique, et de convaincre les

---

<sup>329</sup> Cremaschi déclara au sujet de la consultation sur la plateforme des dix points : "si nous demandons un vote de confiance vierge aux travailleurs, nous l'aurons sans doute, mais à quoi ça sert? Voici l'idée du secrétariat de la FIOM de Brescia. Nous devons plutôt aller collecter des contributions, non pas pour faire semblant de consulter démocratiquement, mais parce que nous avons vraiment besoin de l'avis des travailleurs. À ce stade, des modifications peuvent être apportées, le document peut ne pas être entièrement accepté et peut être démantelé sur certains points. Mais c'est le prix si nous voulons vraiment récupérer le dialogue". Sulla proposta anti-inflazione la mano passa ai lavoratori, *Giornale di Brescia*, mardi 5 janvier 1982.

<sup>330</sup> In Lombardia i "Si" prevalgono di netto, *Giornale di Brescia*, Mercredi 20 janvier 1982.

salariés de la positivité de cette plateforme. En général, les résultats très négatifs de la plateforme à Brescia étaient dûs à la fois au manque d'engagement voire le boycottage ouvert de la direction de la FIOM et de certains dirigeants de la CGIL, mais surtout à la présence dans les usines d'une couche très large des délégués radicalisés qui décidèrent de s'opposer avec le vote contraire ou l'abstention. Le résultat de la votation est assez étonnant si l'on tient compte du fait que la direction locale de la FIOM, sous la pression de la direction nationale et régionale, avait décidé de ne pas inviter publiquement les salariés à voter contre<sup>331</sup>.

Pendant les consultations de base, l'affrontement fut si fort qu'il ouvrit une crise à la OM-FIAT entre la FIOM et la FIM d'usine. Cette crise était importante pour deux raisons. Premièrement, parce que la fracture eut lieu dans l'entreprise où était symboliquement née l'unité d'action FIOM-FIM à la fin des années 1950, avec la lutte contre la prime antigrève conduite par le secrétaire départemental de la FIOM Paolo Morchio et celui de la FIM Franco Castrezzati<sup>332</sup>. Deuxièmement, parce que le conflit à la OM-FIAT avait affaibli fortement l'axe entre la FIOM et la FIM départementale et avait développé la tendance de la FIM à chercher un point de médiation avec la CISL de Brescia. La section syndicale d'usine de la FIAT pensait que l'état d'affrontement entre la FIOM et le PCI avait empêché un débat serein sur les vrais points de la plateforme proposée par les confédérations nationales, la consultation s'était donc transformée en un affrontement entre les courants du PCI de Brescia pour vérifier qui commandait vraiment dans le parti. Le « Cas OM-FIAT » avait éclaté quand trois responsables d'usine de la FIM avaient décidé de sortir du conseil d'usine après que les votations sur la plateforme des dix points avaient donné un résultat négatif pour les confédérations. Ils contestaient la méthode de la votation, qui avait empêché tous les travailleurs de participer aux assemblées organisées et ils critiquèrent l'attitude passive d'Aldo Rebecchi, secrétaire général de la CGIL de Brescia, qui avait été envoyé pour présenter la plateforme dans cette grande usine et qui n'avait pas pris parti ouvertement pour la plateforme, mais avait eu la même ligne que la FIOM de Brescia qui consistait à laisser libre choix aux salariés. Dans

---

<sup>331</sup> La consultazione sindacale a Brescia: la maggioranza in realtà ha taciuto, *Giornale di Brescia*, samedi 23 janvier 1982.

<sup>332</sup> Dopo i "no" al documento antinflazione scontro duro all'OM tra FIM e FIOM, *Giornale di Brescia*, mercredi 20 janvier 1982.



cette première phase, la FIM de la FIAT de Brescia appuya la plateforme proposée par les confédérations syndicales nationales, parce qu'elle pensait pouvoir changer au cours du débat les points avec lesquels elle n'était pas d'accord ; et, au fond, elle croyait dans l'idée de pouvoir faire un accord avec les associations des entrepreneurs et le gouvernement où, en échange d'un gel temporaire du salaire, elle pouvait obtenir des réformes économiques et fiscales structurelles favorables aux salariés. Elle changea très rapidement d'idée après la compression salariale, mais ils obtint en échange des promesses assez vagues de réforme qui ne seront jamais mises en place par les pouvoirs publics.

### ***La Convention nationale de la métallurgie de 1982***

A côté de la négociation sur le coût du travail s'inséra la question du renouvellement de la convention nationale de la mécanique – métallurgie en 1982-1983, qui accrut ultérieurement les divisions à l'intérieur de la FLM nationale. C'est à ce moment que l'on constate, pour la première fois, la naissance d'une opposition semi-structurée dans la FIOM même. La FIOM nationale s'était accordée, avec la FIM et la UILM, sur les thèmes principaux de la plateforme pour la convention collective. Celles-ci voulaient donner priorité au salaire, au statut professionnel et à la réduction d'horaire. Cette dernière question était centrale dans un contexte de crise économique et de licenciements massifs, parce que c'était une manière d'ouvrir le débat sur la redistribution du travail existant pour bloquer la hausse du chômage. En effet, il s'agissait d'un thème qui devint en 1983 l'un des objectifs les plus importants de syndicat IG Metal allemand qui, dans la plateforme pour le renouvellement de sa convention collective, réclama le passage à 35h à parité de salaire. Dans cette perspective, les métallurgistes italiens aussi avaient inséré dans leur plateforme la revendication de la réduction

d'horaire, mais ils avaient opté pour les 37 heures et demi à parité de salaire en spécifiant que l'application devait être faite au niveau des entreprises pour la gérer avec flexibilité selon les situations spécifiques. Dans la plateforme, il y avait aussi la demande d'une augmentation de salaire non supérieure au taux d'inflation annuel prévu par les estimations du gouvernement, donc pas supérieure à 16%, avec une requête d'augmentation de 85000 liras pour un ouvrier de troisième niveau. En même temps, une ouverture envers les entrepreneurs, avec lesquels les syndicats proposaient de rediscuter une nouvelle politique de l'évolution professionnelle qui dépassait leur ancienne position des augmentations égales pour tout le monde, mots d'ordre du syndicalisme revendicatif des années 1970, était proposée. Ces deux dernières questions créeront un débat assez fort dans la FIOM nationale où une partie des structures locales, notamment celle de Brescia s'opposèrent<sup>333</sup>.

### ***La FIOM de Brescia dans le débat sur la plateforme pour la convention collective de 1982-1983***

A l'intérieur de la FIOM au niveau national, on constate des différences de ligne politique de plus en plus nettes. Celles-ci portaient d'abord du refus catégorique d'une partie de la FIOM d'accepter un barème sur les augmentations salariales dans la convention collective qui avait été fixée à 16% dans la proposition de la FLM, et sur la question de la réduction d'horaire. Il s'agissait de la même discussion que celle sur la plateforme de dix points, où le dernier point établissait un barème maximum d'augmentation des salaires à 16%, compatible avec le taux d'inflation programmé. En plus, pour certains secteurs de la FIOM plus radicalisés, la proposition de la FLM de réduction de deux heures et demie par semaine n'était pas assez ambitieuse, et la FIOM devait proposer les 35h en

---

<sup>333</sup> ACCORNERO Aris, *La parabola del sindacato*, Il Mulino, Bologna, 1992.

ligne avec les revendications lancées par la Fédération des métallurgistes allemands en 1978<sup>334</sup>.

A la base de cette discussion, il y avait aussi une façon différente de concevoir l'action du syndicat et le rapport de la direction avec la base militante et les travailleurs. Dans le contexte d'une crise du syndicat qui commençait à se développer, les « dissidents » proposaient, dans les groupes dirigeants nationaux, une refondation du syndicat basée sur un nouveau rapport entre base et direction, où la première devait avoir un rôle décisionnel important en donnant une centralité au rôle des conseils d'usine et des assemblées des salariés<sup>335</sup>. En plus, ils proposaient de remettre au centre de la réflexion syndicale le travail dans l'usine, donc la valeur de la négociation d'entreprise et de la capacité du syndicat d'être incisif dans le contrôle de la production et des processus de renouvellement technologique, en partant du contrôle des restructurations industrielles et des licenciements massifs qui affectaient le secteur industriel au début des années 1980. Ce discours fut emporté par la mobilisation nationale contre le décret de la Saint Valentin de 1984, puis repris après la fin de cette mobilisation en 1985 où la FIOM de Brescia, avec d'autres structures locales, choisit de relancer la négociation d'usine<sup>336</sup>.

Pour la première fois, une contestation aboutit à une forme embryonnaire d'opposition dans le comité central de la FIOM nationale avec des propositions alternatives. Les « opposants » n'étaient pas des individus isolés ; c'étaient des structures FIOM territoriales et certains conseils des délégués des grandes entreprises de la mécanique-métallurgie. L'opposition à l'intérieur de la FIOM

---

<sup>334</sup> La settimana a 37 ore e mezza, nucleo della piattaforma FLM, *Giornale di Brescia*, 24 janvier 1982.

<sup>335</sup> « Il y en a certains qui exaltent le syndicat des compatibilités et après ils veulent que les gens participent, peut être aussi en ayant l'air content. On peut tout dire, mais une voie « kabiluste » à la social-démocratie doit encore être inventée. La participation est fondée sur la possibilité, pour qui participe, de pouvoir influencer les décisions. Mais si l'attitude du syndicat dans les assemblées est du genre « pousse-toi gamin et laisse-moi travailler » alors cela ne sert à rien participer. Il suffit d'un peu de soutien passif dans les usines que laisse tranquille une bureaucratie qui vit des logiques internes propres ». Cremaschi: "più produttività se i padroni hanno meno potere", *Bresciaoggi*, mardi 2 février 1982.

<sup>336</sup> Francesco Garibaldi, secrétaire général de la FIOM de Bologne expliqua dans un long article paru sur le journal politique "Manifesto" les motivations du conflit entre une partie de la FIOM et son secrétaire général national Giorgio Galli. Cfr. GARIBALDO Francesco, il vertice confederale è diventato un'oligarchia. O la cambiamo o questo sindacato muore, *Il Manifesto*, dimanche 21 février 1982.

devenait visible, à ce stade, principalement autour de deux pôles : le premier était la FIOM de Bologne où le secrétaire général était Francesco Garibaldi, bras droit de Claudio Sabbatini et la FIOM de Brescia avec son secrétaire Giorgio Cremaschi. Ce dernier aussi était très proche de Claudio Sabbatini, que d'ailleurs avait été secrétaire général de la FIOM de Brescia entre 1974 et 1976. Pour cet ensemble de raisons, ils étaient appelés dans les journaux et dans les milieux syndicaux « i Sabbatiniani »<sup>337</sup>.

Pour l'instant, l'opposition pas encore assez structurée, n'arriva pas à ouvrir une fracture dans les organismes dirigeants nationaux. En effet, le 3 mars eut lieu le CC de la FIOM pour adopter la plateforme pour la convention collective de la métallurgie. La direction nationale décida de suivre la ligne de la CGIL et cette nouvelle gauche syndicale naissante décida de s'aligner sans mener une bataille politique dans l'instance suprême de la FIOM nationale. Giorgio Cremaschi et Gianni Pedò votèrent également le document final où était accepté le plafond de 16% pour l'augmentation du salaire dans la convention collective de l'industrie mécanique<sup>338</sup>. Il s'agissait seulement d'un premier acte du long affrontement entre la direction de la FIOM et de la CGIL nationale avec certaines structures locales de la FIOM<sup>339</sup>.

---

<sup>337</sup> Sur les motivations de l'opposition de Giorgio Cremaschi, à la plateforme pour la convention collective de la mécanique voir : Alla FIOM non va la piattaforma FLM. Netta la frattura con il resto del sindacato, *Giornale di Brescia*, mercredi 3 février 1982.

<sup>338</sup> La FIOM di Brescia si converte al "tetto", *Bresciaoggi*, 5 mars 1982.

<sup>339</sup> LOCATELLI Franco, "Cari compagni, adesso il tetto vale per tutti", *Bresciaoggi*, dimanche 7 mars 1982.

## ***La consultation dans les entreprises***

Dès la fin du mois de mars, les salariés furent appelés à voter la plateforme proposée par la FLM nationale. Les résultats dans le département de Brescia donnèrent une victoire écrasante en faveur de la proposition des syndicats nationaux avec 25095 salariés favorables et seulement 695 contre, mais la donnée la plus intéressante est le nombre énorme des amendements présentés par les salariés et les délégués pendant les assemblées d'usine. En effet, les votes favorables avec amendements furent 17635 et les votes favorables sans amendements 7460. Ces derniers touchaient tous les points les plus controversés du débat qui avait déchiré la FIOM nationale dans les semaines précédentes (le plafond de 16% sur les augmentations des salaires, la réduction d'horaire et les statuts professionnels). Les ouvriers qui avaient décidé de se replier dans le calme pour éviter une collision frontale avec la FIOM nationale, même sans les indications de leurs dirigeants locaux avaient voulu montrer leur perplexité envers les directions nationales des syndicats de la mécanique – métallurgie avec la présentation de milliers d'amendements qui dans les faits mettaient en doute la validité même de la plateforme<sup>340</sup>.

La négociation dura plus de 18 mois et fut l'une des plus longues et difficiles de l'histoire des relations syndicales pendant la Première République, surtout à cause de l'intransigeance de la Confindustria qui voyait dans le renouvellement de la convention un premier banc d'essai pour consolider les nouveaux rapports de force favorables qu'elle avait construit depuis le début des années 1980. En effet, à l'ouverture de la négociation pour la Convention collective, la Federmeccanica (Fédération de la branche métallurgique de la Confindustria) refusa même de discuter avec les organisations syndicales, en expliquant que la situation de crise du secteur ne permettait pas le renouvellement de la Convention. En vérité, l'objectif politique de la Federmeccanica était d'arriver à un accord général sur le coût du travail avec la

---

<sup>340</sup> Pioggia di modifiche sulla piattaforma FLM, *Bresciaoggi*, 26 mars 1982.

médiation du gouvernement et seulement après de signer une convention collective intégrant les décisions prises concernant la maîtrise de l'inflation et donc des salaires.

La Confindustria avait le même objectif. Malgré les mobilisations syndicales, elle avait répondu par la fermeture. Elle avait, en effet, décidé, le 1 juin 1982, la résiliation unilatérale de l'accord Lama-Agnelli de 1975<sup>341</sup>, en bloquant dans les faits l'échelle mobile des salaires. A cause de cela et malgré la poursuite des fortes mobilisations, le renouvellement des Conventions collectives de l'industrie resta bloqué pour toute l'année 1982<sup>342</sup>. La proposition de mener simultanément les négociations générales sur le coût du travail et le renouvellement de la Convention collective ne sera acceptée par la Federmeccanica qu'après la chute du deuxième gouvernement Spadolini tombé le 13 novembre 1982.

### ***La mobilisation départementale pour la convention collective***

Brescia fut l'un des lieux où la mobilisation ouvrière fut plus intense. En plus des mobilisations nationales, il y eut des grèves et des blocages des autoroutes décidés au niveau local. Le 2 juin, plus de 10000 personnes défilèrent dans les rues du centre ville avec le mot d'ordre intransigeant de défendre l'échelle mobile et même de refuser la discussion sur ce point avec les organisations patronales. Il s'agissait évidemment d'une critique indirecte à la centrale syndicale socialo-communiste<sup>343</sup>. L'opposition concernait encore à la fois

---

<sup>341</sup> Il s'agit d'un accord signé entre les syndicats et la Confindustria dirigée par Gianni Agnelli qui prévoyait l'extension à toutes les catégories des salariés du calcul plus favorable de l'échelle mobile des salaires en augmentant sa capacité à couvrir l'augmentation des prix pour tout le monde du travail.

<sup>342</sup> Linea dura della Confindustria. Scala mobile: salta l'accordo, *Giornale di Brescia*, vendredi 12 mars 1982.

<sup>343</sup> Lavoratori davanti all'AIB: "La scala mobile non si tocca", *Giornale di Brescia*, jeudi 2 juin, 1982.

la ligne syndicale mais aussi sa méthode : la centralisation de la négociation dans un cadre national et le chantage de la signature d'un accord, qui devait forcément aboutir à un affaiblissement de l'échelle mobile pour permettre l'ouverture de la discussion sur les Conventions collectives de l'industrie furent refusés. Sur ce thème éclata encore une fois, le 4 octobre 1982, une contestation ouvrière dans les usines du département contre le groupe dirigeant de la CGIL, et notamment envers son secrétaire général Luciano Lama. Un groupe d'ouvriers communistes écrivit un article dans « L'Unità », journal officiel du PCI, pour expliciter les motivations de leurs protestations sur les lieux de travail. Selon eux, la CGIL avait accepté le point de vue de la CISL et de la UIL concernant l'ouverture simultanée de la négociation nationale et des conventions collectives et aussi la proposition de la prédétermination des augmentations de l'échelle mobile, qui aurait entraîné sa réduction substantielle<sup>344</sup>. Cette prise de position forte des sections syndicales FIOM de Brescia avait ultérieurement déchiré en interne la FLM locale, qui, face à l'intransigeance de la Confindustria dans son refus d'ouvrir la négociation pour la convention collective sans la signature préliminaire d'un accord national sur le coût du travail, avait entre temps réussi à retrouver l'unité au Conseil général des délégués départementaux le 9 mars 1982 autour de l'opposition à la fermeture de la association des entrepreneurs. Dans cette assemblée, les délégués syndicaux avaient critiqué fortement les confédérations syndicales qui à ce moment là, semblaient pencher vers l'idée d'accepter le diktat de la Confindustria et qui prenaient des décisions sans consulter la base militante dans les usines.

Dans ce contexte, beaucoup des délégués avaient menacé de déchirer leur carte d'adhésion<sup>345</sup>.

L'affrontement interne à la CGIL continua dans la période successive. Le 6 octobre, une autre réunion du courant communiste de la CGIL de Brescia fut organisée avec la présence d'Antonio Pizzinato et Aldo Rebecchi, secrétaire générale de la CGIL de Brescia. Dans un climat très tendu, les communistes de la FIOM accusèrent surtout Aldo Rebecchi de tenir une ligne peu compréhensible, sinon trop portée au compromis avec la CGIL nationale, et ils demandèrent un

---

<sup>344</sup> In rivolta contro la CGIL di Lama i militanti comunisti delle fabbriche, *Bresciaoggi*, 5 octobre 1982.

<sup>345</sup> La FLM di Brescia raccoglie la sfida della confindustria e si prepara a una lunga lotta : « Garanzie sulla contingenza poi si parla di contratto », *Bresciaoggi*, 10 mars 1982.

engagement majeur dans la bataille que les hommes de la FIOM étaient en train de conduire à l'intérieur des organismes dirigeants pour imposer la votation de la part de tous les salariés des décisions issues de la négociation sur le coût du travail<sup>346</sup>.

### ***La deuxième consultation pour la négociation sur le coût du travail***

Suite aux protestations qui avaient parcouru le mouvement syndical au cours de l'année à cause de la plateforme des dix points, et qui s'étaient généralisées pendant le mois d'octobre dans les grandes usines et certaines FIOM locales, les directions nationales des syndicats confédéraux avaient décidé de proposer une nouvelle votation dans les usines concernant les propositions qu'ils voulaient avancer pour la négociation nationale sur le coût du travail qui devait démarrer le 27 octobre. Il s'agissait de la répétition de la votation sur la plateforme des dix points qui avait eu lieu en janvier 1982, avec peu de modifications, sinon qu'elle fut présentée avec un nouveau nom : plateforme des neuf points<sup>347</sup>. Cette fois, l'attitude de la direction de la FIOM départementale fut plus claire. Elle donna l'indication de rejeter la plateforme et s'engagea dans une bataille dans les assemblées des travailleurs pour faire gagner l'opposition. Pendant les jours de votation eut lieu l'un des événements les plus significatifs et chargés de signification symbolique du début des années 1980. En effet, Bruno Trentin alla défendre la plateforme nationale à l'ATB, usine considérée comme le

---

<sup>346</sup> Pour comprendre la position de médiation de Aldo Rebecchi, secrétaire de la CGIL de Brescia voir : Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 56, étagère VIII S10, « Materiale vario », Dopo Firenze: intervieni il Segretario della Camera del lavoro di Brescia, *Sindacato oggi. Periodico della camera del lavoro di Brescia*, numero 2, avril 1982.

<sup>347</sup> Consultazioni sì, ma chiara e leale. Sconfitti i "falchi" nel sindacato, *Giornale di Brescia*, mardi 26 octobre 1982.



bastion de la contestation ouvrière à Brescia<sup>348</sup>. Bruno Trentin, qui devint secrétaire général de la CGIL nationale au début des années 1990, était un représentant éminent de la gauche syndicale des années 1970 sinon un symbole même des conquêtes de « l'automne chaud ». Cet épisode fut l'un des moments d'affrontement les plus durs entre la direction nationale de la CGIL et la base ouvrière, d'autant plus important qu'il s'agissait d'un moment de confrontation directe entre un éminent dirigeant national de la CGIL et les délégués et les salariés d'une usine très importante. L'assemblée s'ouvrit tout de suite avec la présentation d'un document du conseil d'usine où l'opposition à la proposition nationale ainsi que le refus de participer aux négociations sur le coût du travail étaient réitérés. De plus, le conseil d'usine, à travers ce document, voulait expliquer les motivations pour lesquelles il refusait la proposition des directions confédérales de voter le document, en proposant des amendements correctifs et le lancement d'une grève générale de toutes les catégories, plutôt que d'aller négocier des reculs. Trentin adopta une ligne d'attaque très dure pour défendre la plateforme sans tenter de médiation avec les contestataires<sup>349</sup>. Il accusa les chefs

---

<sup>348</sup> « Lors du vote de la plateforme des 10 points dans les usines, les dirigeants de CISL et UIL ont tenté de me piéger. Je pense aussi que beaucoup de permanents de la CGIL de Brescia étaient impliqués. Ils ont fait venir Trentin à l'assemblée d'usine de l'ATB, pensant qu'il aurait recadré l'aile radicale de la CGIL locale. L'assemblée s'est terminée avec 2000 votes contre Trentin, qui n'a même pas pris un vote. Après, Trentin me répéta à plusieurs reprises que nous lui avions fait une embuscade. Je lui ai répondu que ses amis de la Chambre du travail, qui l'avaient envoyé pour nous réprimer, lui avaient fait l'embuscade. La position critique était déjà claire à Brescia. On était déjà autoconvoqués contre le groupe dirigeant de la CGIL. Après le passage à tabac qui a eu lieu contre Trentin seront organisées 3 soirées de réunion des travailleurs communistes où tous les dirigeants syndicaux et d'usine étaient présents. Pizzinato est venu soutenir la ligne nationale. Il y a eu une pluie d'interventions et nous avons parlé de tout. Pizzinato nous a accusés de remettre en cause la ligne de responsabilité, bref, c'était contre l'extrémisme de Brescia. La réunion a été une catastrophe pour le PCI de Lombardie, dirigé par Cervetti. Ils l'avaient organisé pour me faire le procès et le procès à Brescia. Les camarades de l'usine sont tous venus pour me défendre et lorsque Pizzinato a tiré les conclusions en disant qu'il avait vérifié dans le débat les graves échecs qu'une direction politique erronée avait apportés à ce syndicat, il n'a pas pu terminer car Beltrami, membre du secrétariat de la FIOM de Brescia, s'est levé et il a commencé à aller vers la présidence. Cela a généré un assaut des militants syndicaux locaux de la scène où était assis Pizzinato. La réunion s'est terminée là. Beltrami l'a menacé physiquement » Interview de Giorgio Cremaschi, Secrétaire de la FIOM-CGIL de Brescia entre 1981 et 1988.

<sup>349</sup> Giorgio Cremaschi secrétaire de la FIOM de Brescia raconte un épisode survenu le jour précédent cette assemblée : « La soirée précédente l'assemblée de Trentin à l'ATB, nous sommes allés dîner sur le Lac d'Iseo. Nous étions Trentin, Rebecchi, Paderno (Responsable FIOM à l'usine ATB) et moi. Trentin, à l'instigation de Rebecchi, nous a demandé de ne pas le désavouer en assemblée et de trouver une solution en rédigeant un amendement. Moi, j'ai dit non, Paderno a

de la contestation de ne pas avoir de propositions alternatives, donc d'accomplir un acte d'irresponsabilité et de porter un discours défaitiste de quelqu'un qui « considère désormais la bataille perdue et présent un document pour sauver son âme et avoir un alibi pour quand les responsabilités de la défaite seront attribuées »<sup>350</sup>. Trentin fut battu avec un pourcentage énorme de voix contre. Sur 500 salariés présents à l'assemblée, 478 votèrent contre la plateforme et moins de 10 votèrent positivement<sup>351</sup>. Le document national eut le même sort dans toutes les plus grandes usines historiques de Brescia comme à la OM-FIAT où il y eut 868 voix contre et seulement 124 en faveur, à la Insee et dans plusieurs moyennes entreprises<sup>352</sup>. Les résultats de la votation confirmèrent Brescia comme une anomalie nationale. En effet, dans l'agglomération de Brescia-Vallée Trompia les « non » furent 17500 et les « oui » 15500 toutes catégories confondues. Cette situation fut contrebalancée par les résultats dans les agglomérations du Garda et de la Val Camonica. Dans la zone du Garda, le « oui » gagna avec 5484 voix contre 3174 pour les « non » et en Val Camonica les favorables furent 6250 contre 793 contraires<sup>353</sup>. Cela permit seulement de faire passer la plateforme au niveau du département avec 27234 voix pour le « oui » et 21467 pour le « non ». On constate qu'au niveau départemental l'opposition gagna largement dans quatre branches : le secteur bancaire, l'éducation nationale, le commerce et celle des mécaniciens et sidérurgistes. Cette dernière reste et se renforce en tant que bastion de l'opposition locale pour son poids politique dans les syndicats confédéraux et aussi pour son poids numérique qui la

---

répondit : "Faisons-le comme ça, si tu gagnes, je démissionne de secrétaire de la section FIOM d'usine, si je gagne, tu démissionnes du secrétariat de la CGIL nationale". Le dîner s'est terminé peu après cette déclaration. Cela pour dire qu'il y avait une centralité des ouvriers qui étaient des dirigeants d'usine et des politiciens, vivant dans le débat politique de la ville». Interview de Giorgio Cremaschi, secrétaire de la FIOM de Brescia entre 1981 et 1988.

<sup>350</sup> Om e Atb le roccaforti del dissenso. Anche Trentin sommerso dai "no", *Giornale di Brescia*, 10 novembre 1982.

<sup>351</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 178, étagère AVIII D8, « Stampa e comunicati », La battaglia dei giganti, *Sindacato oggi. Periodico della camera del lavoro di Brescia*, numero 6, novembre 1982.

<sup>352</sup> Breda e Beretta: prevalgono i favorevoli, *Giornale di Brescia*, Mercredi 10 novembre 1982.

<sup>353</sup> Archives historiques Fondazione « Luigi Micheletti », Fond PCI, Consultazione: gli stressati e la gente, *Punto e virgola. Periodico bresciano di informazione e dibattito*, année 1, numéro 6, décembre 1982, Brescia.

plaçait largement en tête comme la catégorie la plus nombreuse au niveau du nombre de salariés et d'adhérents aux syndicats<sup>354</sup>.

Si l'on compare les données de Brescia aux résultats nationaux, on constate un écart très important. En effet, sur 699650 salariés qui ont participé à la votation au niveau de tout le pays, 81,7% approuvèrent la plateforme contre 13,4% de « non »<sup>355</sup>. C'est à ce moment que l'anomalie locale du syndicalisme de Brescia devint un cas national et commença à s'accréditer comme pôle d'opposition aux yeux de tous les conseils d'usines qui dans toutes les régions d'Italie s'étaient opposés ici et là à la ligne concentrative des syndicats confédéraux.

### ***La signature de l'Accord Scotti ( 22 janvier 1983)***

Malgré les protestations et après deux ans de négociations intermittentes, les syndicats confédéraux arrivèrent à un accord avec les entrepreneurs et le gouvernement. Il s'agit de l'une plus longues négociations de l'histoire d'Italie depuis l'après-guerre et de l'une des plus complexes pour le nombre important de thèmes discutés et la superposition avec les négociations des conventions collectives<sup>356</sup>. Cet accord sur le coût du travail signé le 22 janvier 1983, qui prit le nom du Ministre de Travail, Vincenzo Scotti, ouvrit les portes à la signature des Conventions collectives. Il marque le début officiel de la saison des accords triangulaires entre les acteurs sociaux qui continuèrent successivement avec le plus important Accord de la Saint Valentin du 14 février 1984.

---

<sup>354</sup> E' Brescia l'isola del dissenso, *Giornale di Brescia*, jeudi 11 novembre 1982.

<sup>355</sup> E intanto i vertici sindacali litigano sugli emendamenti, *Giornale di Brescia*, mercredi 10 novembre 1982.

<sup>356</sup> Pour récapituler toutes les phases de la négociation sur le coût du travail jusqu'à la signature de l'Accord Scotti voir Costo del lavoro: la lunga marcia dal 7 aprile 1981 al 22 gennaio 1983, *Giornale di Brescia*, lundi 24 janvier 1983.

Après la signature de l'accord Scotti, il y eut une vague de contestations auto-organisées dans plusieurs grandes usines au niveau italien mais qui restèrent assez isolées. L'une des contestations les plus importantes eut lieu à l'usine Ansaldo de Gênes, entreprise symbole du mouvement ouvrier italien, où les ouvriers rejetèrent l'accord en assemblée nonobstant la présence de Bruno Trentin et de nombreux leaders syndicaux communistes présents pour défendre l'accord<sup>357</sup>. A Brescia aussi, la situation dans les usines était tendue. A la ATB, un atelier avait proclamé la grève à l'insu du conseil d'usine et seulement après une assemblée avec la présence de Aldo Rebecchi, secrétaire général de la CGIL de Brescia, les salariés décidèrent de recommencer à travailler. Le conseil d'usine de la INSEE avait aussi organisé une manifestation pour protester contre l'accord. En général, le noyau historique des usines de Brescia exprima un rejet global de l'accord signé par les confédérations syndicales, des grèves spontanées, la présentation de documents critiques ou à travers le rejet lors de la votation de l'accord dans les assemblées d'usine. La contestation ne prit pas d'ampleur et s'arrêta soudainement, parce que la FIOM de Brescia et la plupart des cadres syndicaux communistes d'usine avaient tenu, après la signature de l'accord, une position d'opposition passive sans organiser et coordonner les manifestations spontanées d'opposition dans les usines, estimant impossible de lancer un mouvement de grève au niveau national<sup>358</sup>. Pendant le directif unitaire de CGIL, CISL et UIL de Brescia, convoqué pour approuver les contenus de l'accord national, la plupart des leaders ouvriers de la FIOM de Brescia n'avaient pas participé à la votation, sans pour autant organiser une opposition explicite<sup>359</sup>.

Les raisons de l'opposition à cet accord étaient principalement dues à la réduction de 20% de la portée de l'échelle mobile des salaires avec l'objectif de

---

<sup>357</sup> DE AMICIS Nino, *La difficile utopia del possibile. La Federazione lavoratori metalmeccanici nel "decennio operaio" (1968-1984)*, Op. cit, p.270.

<sup>358</sup> « À Brescia contre l'accord Scotti, ont eu lieu des grèves spontanées. Les Conseils d'usine avaient le pouvoir de les proclamer pour eux-mêmes et ils le faisaient parce que le muscle était entraîné, mais il y avait le syndicat départemental qui le soutenait, non seulement il ne les entravait pas, mais il les poussait, dans un contexte de rupture progressive et de plus en plus évidente de la CGIL entre composante socialiste et composante communiste avec une partie des communistes qui vacillent surtout dans les composantes plus modérées. En tout cas, le courant communiste tient essentiellement ». Interview de Dino Greco, Secrétaire adjoint de la CGIL textile de Brescia.

<sup>359</sup> Amadio (UILM) accusa: scelte ambigue. Scotuzzi e Cremaschi: tutto regolare, *Giornale di Brescia*, dimanche 6 février 1983.

réduire l'inflation de 13% en 1983 à 10% en 1984, et à la fixation d'un barème pour les augmentations salariales des conventions collectives pour les trois ans successifs. Une partie des ouvriers dans les usines contestait aussi la « trêve salariale » de 18 mois imposée au niveau de négociation dans les entreprises, bloquant dans les faits l'autonomie contractuelle des branches, des Unions départementales et des conseils d'usine, les contrôles majeurs contre l'absentéisme, l'appelé nominatif pour 50% des nouvelles embauches<sup>360</sup>. Au niveau des politiques nationales des décisions très controversées avaient aussi été prises comme la baisse des allocations familiales, la création des tickets sanitaires et l'introduction, pour la première fois, d'un certain degré de flexibilité dans les contrats de travail et une majeure mobilité du travail à travers des contrats CDD et des contrats de formation pour les jeunes<sup>361</sup>. En contrepartie, les syndicats nationaux avaient obtenu des résultats que la FIOM de Brescia ne considérait pas suffisants, à savoir le blocage des prix des certains biens de consommation et la promesse d'investissements pour l'embauche.

### ***Organiser l'opposition dans les structures de la CGIL ?***

Une partie de la FIOM ne jugeait pas suffisant les résultats de l'accord. Au final, même la faction la plus radicale de la FIOM, notamment celle de Brescia, accepta tacitement les résultats de l'accord. D'abord parce que dans les mois précédents, elle avait mené une bataille dans les groupes dirigeants, sans réussir à changer la ligne du syndicat et sans arriver à lancer un mouvement d'opposition plus large que le périmètre du département ; elle jugeait donc impossible de lancer tout de suite une nouvelle vague de protestation capable de convaincre la

---

<sup>360</sup> Archives historiques "Bigio savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 183, étagère AVIII D8, « Stampa e comunicati », Mario Grigoletto, Un inverno rosso acceso, quasi caldo, *Punto e virgola*, année 2, numero 9, février 1983.

<sup>361</sup> BRUNO Roberto, *Breve storia del sindacato in Italia. Lavoro, conflitto ed emancipazione*, Ediesse, Roma, 2012, p. 216.

CGIL de retirer la signature de l'accord. La FIOM de Brescia a préféré se concentrer sur la bataille pour les Conventions collectives de l'industrie, vu que la signature de l'accord Scotti devait ouvrir la voie à ces négociations qui s'annonçaient difficiles au vu de la position intransigeante qu'avait adoptée la Confindustria depuis le début de la négociation sur le coût de travail. Les confédérations nationales, de leur côté étaient convaincues qu'après la signature de l'accord du 22 janvier, qui résolvait la question du coût du travail et traçait les lignes d'encadrement sur les augmentations de salaire et sur la réduction d'horaire, la négociation sur le renouvellement des conventions collectives serait une formalité et que l'accord serait signé dans l'espace de quelque jours avec des résultats satisfaisants<sup>362</sup>.

### ***La négociation de la convention collective de la mécanique-métallurgie***

Dans la réalité, les négociations pour les conventions collectives ne s'ouvrirent pas tout de suite. La Confindustria ne voulait pas accepter les revendications des syndicats de la métallurgie et donc la Fédération CGIL-CISL-UIL, sous la pression de ses branches industrielles, commença une longue mobilisation pour faire respecter les décisions prises dans l'Accord Scotti, qui prévoyait la signature immédiate des conventions collectives de l'industrie. L'élément le plus important de blocage était la question de la réduction de l'horaire du travail. Felice Mortillaro, président de la Federmeccanica, s'opposait à la réduction demandée par la FLM. Il déclara dans une assemblée de l'Association des industriels de Brescia le 6 juin 1983 :

---

<sup>362</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 209, étagère AVIII D12, « Documenti sindacali », Ordine del giorno approvato con una astensione dal Consiglio generale unitario della FLM di Brescia il 22 marzo 1983.

« Si l'on tient compte de l'utilisation réelle de la main d'œuvre, l'horaire effectif du travail en Italie est parmi les plus bas des pays industrialisés, avec un peu moins de 1500 heures travaillées. Les syndicats demandent que la réduction de 40h annuelles soit appliquée à tous les salariés, y compris les travailleurs spécialisés et les sidérurgistes, et ils se sont montrés indisponibles à augmenter la flexibilité dans les entreprises. Si ces revendications sont acceptées, elles donneront un coup définitif à la compétitivité de l'entreprise italienne, déjà en difficulté pour la dure concurrence qu'elle rencontre sur les marchés internationaux »<sup>363</sup>.

Le mouvement ouvrier de Brescia participa massivement aux mobilisations pour imposer à la Confindustria la signature des conventions collectives de l'industrie. Après seize mois de blocage de la négociation et 120 heures de grèves au niveau national, les métallurgistes de Brescia décidèrent d'organiser une manifestation le 12 mai aux marges du « 66° Giro d'Italia » pour sensibiliser l'opinion publique aux problèmes de l'emploi consécutifs à la crise économique et pour demander la signature des conventions collectives<sup>364</sup>. Au début, l'idée était de retarder le départ de l'étape, mais l'aile la plus intransigente de la CGIL sous la houlette d'une partie des leaders syndicaux d'usine, décida d'empêcher le départ des cyclistes. L'étape locale du « Giro d'Italia » fut bloquée malgré les tentatives de médiation de Francesco Moser, président du syndicat des cyclistes et de Bruno Boni, président du département, auquel les syndicats avaient assuré que la protestation serait restée dans les limites d'une action symbolique. En effet, il avait négocié avec les syndicats locaux de faire retarder le départ et de faire lire un message des syndicats qui aurait été transmis ensuite aux journalistes présents et provenant de toute l'Italie. Cet événement déclencha une polémique au niveau national et contribua à créer au niveau du pays l'image d'une FIOM locale hostile aux compromis et prête à organiser des formes de protestations éclatantes et explosives. Les dirigeants locaux de la FIOM et en partie de la CGIL furent accusés de n'être pas capables de

---

<sup>363</sup> Mortillaro a Brescia conferma il "no" della Confindustria ai metalmeccanici, *Giornale di Brescia*, mardi 7 juin 1983.

<sup>364</sup> Il "Giro" bloccato da corteo FLM. Brescia ha fatto una figuraccia, *Giornale di Brescia*, vendredi 13 mai 1983.

gérer les protestations qui étaient plutôt organisées par les conseils d'usine qui avaient une autonomie immense et qui très souvent s'exprimaient contre les directives mêmes de la FLM de Brescia<sup>365</sup>. Les attaques des journaux et des institutions furent très violentes aussi contre des dirigeants comme Aldo Rebecchi, secrétaire général de la CGIL de Brescia, que l'on accusa d'avoir exprimé des positions de médiation envers les salariés qui avaient bloqué le « Giro d'Italia ». En effet, le secrétaire de la CGIL de Brescia déclara que les causes de cette protestation éclatante et exaspérée étaient à trouver dans le blocage de la négociation pour la convention collective qui durait depuis un an et demi et dans l'aggravation de la situation des travailleurs du département caractérisée par le gel des salaires, les licenciements massifs et le chômage technique qui affectait des dizaines de milliers de personnes<sup>366</sup>.

Le blocage du « Giro d'Italia » eut l'effet d'affaiblir des rapports entre les confédérations locales déjà très difficiles, et marqua notamment la rupture définitive de l'unité entre FIM et FIOM. En effet, le jour suivant, la FIM de Marino Gamba signa un accord de pacification avec la direction de la CISL de Brescia, qui prévoyait l'élection de Carlo Borio, représentant des mécaniques catholiques au sein du secrétariat CISL<sup>367</sup>. Ce rapprochement fut officialisé lors du congrès départemental de la CISL où Aldo Gregorelli devint le nouveau secrétaire général avec l'accord de la FIM. Marino Gamba déclara pendant un directif de la FIM de Brescia : « les mécaniques n'ont plus un rôle de locomotive à l'intérieur du mouvement syndical. La crise a donné un rôle croissant aux confédérations et donc la FIM doit travailler plus dans la CISL »<sup>368</sup>.

---

<sup>365</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Metalmeccanici: cronache rosa, *Punto e virgola*, juin 1983.

<sup>366</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 180, étagère AVIII D8, « Stampa e comunicati », La manifestazione del 12 maggio scorso. Il Giro bloccato..., *Sindacato oggi. Periodico della Camera del lavoro di Brescia*, année 2, numero 16, mai 1983.

<sup>367</sup> Braghini: così la CISL ha trovato l'unità, *Giornale di Brescia*, samedi 14 mai 1983.

<sup>368</sup> DANESI Silvano, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, *Op. cit.*



## ***La signature de la convention nationale de la métallurgie en 1983***

Après 200 heures de grèves et 22 mois de négociation fut signée le 1 septembre 1983 la convention collective de la métallurgie<sup>369</sup>. La FLM accepta de signer le texte sans enthousiasme vu que, à part l'augmentation salariale, les autres points en négociations n'avaient pas respecté les décisions pré-négociées lors de l'accord Scotti, notamment sur une question centrale comme la réduction d'horaire qui avait été presque totalement effacée<sup>370</sup>. Les dirigeants syndicaux nationaux jugèrent en tout cas assez positivement l'accord d'un point de vue politique, parce que dans un contexte difficile pour les organisations syndicales d'une mobilisation qui durait depuis presque deux ans, la Confindustria n'avait pas réussi à imposer ses prérogatives et elle avait dû accepter une médiation malgré sa position de force<sup>371</sup>.

De son côté, la FIOM de Brescia décida, encore une fois, de ne pas s'opposer à la validation de la signature par le biais de la votation de ses résultats dans les assemblées d'usine. Le bilan que fit la structure territoriale de la FIOM sur le résultat de la convention collective de la métallurgie se trouve dans l'intervention du secrétaire Giorgio Cremaschi dans un directif de catégorie du 12 septembre 1983, où il parle clairement de la signature d'une mauvaise convention collective. Si d'une part il jugeait les augmentations salariales non négligeables dans un contexte difficile pour le syndicalisme, de l'autre côté les résultats sur les autres thèmes de négociation étaient largement inférieurs voire en recul par rapport aux conventions collectives précédentes de la métallurgie. En particulier, il concentra son analyse sur un point qui à son avis était emblématique. Dans la convention des métallurgistes de 1983, était instauré le

---

<sup>369</sup> Pour analyser les résultats de la convention collective de la métallurgie voir Archives historiques « Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani », Fonds FLM, Enveloppe 68, étagère AVII S10, « Stampa e comunicati », FLM notizie. Bollettino quindicinale di informazione e documentazione della Federazione lavoratori metalmeccanici, n.14-15, 30 agosto-15 settembre 1983.

<sup>370</sup> DE AMICIS Nino, *La difficile utopia del possibile. La Federazione lavoratori metalmeccanici nel "decennio operaio" (1968-1984)*, Op. cit, p.273.

<sup>371</sup> BERTOLI Gianfranco, Nel sindacato niente entusiasmo ma solo sollievo per la "non vittoria del fronte padronale", *Giornale di Brescia*, vendredi 2 septembre 1983.

principe de l'imposition non négociée des heures supplémentaires, qui représentait un coup dur au pouvoir du syndicat dans les usines, ce qui touchait surtout les réalités comme Brescia où la négociation des heures supplémentaires avait constitué un élément central de l'expérience des conseils d'usine pendant les années 1970. Selon lui, l'erreur originelle des confédérations syndicales avait été de croire qu'avec la signature du Lodo Scotti, l'offensive des industriels se serait estompée, mais au contraire elle avait été une invitation à attaquer plus fort, en passant du plan général de l'échelle mobile de salaire aux droits syndicaux dans les conventions collectives de l'industrie. A son avis, le syndicat devait reconstruire une initiative autonome, mais surtout une indépendance idéologique basée sur la non acceptation comme inévitables de la brutale réaffirmation des lois du marché et de la loi des entrepreneurs dans les usines que semblait devenir le dogme de la période successive aux mobilisations des années 1970. Il demanda à la CGIL et à la FLM nationales d'ouvrir une réflexion globale, pour tourner la page avec les incertitudes, la subalternité et la culture du « moins pire » qui avaient caractérisé les deux ans précédents de négociations sur le coût du travail et qui avaient affaibli le lien avec les salariés et donc globalement la capacité d'initiative mobilisatrice et de proposition alternative du syndicalisme dans son ensemble<sup>372</sup>.

### ***Un cas d'étude : Le Conseil d'usine de la FIAT de Brescia***

Le Conseil d'usine de la FIAT de Brescia était un organisme syndical d'entreprise, mais son importance allait bien au-delà. Il était capable d'influencer les autres Conseils d'usine de Brescia et aussi les décisions des branches

---

<sup>372</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 174, étagère AVIII D7, « Carte Cremaschi », Intervento introduttivo di Giorgio Cremaschi al Direttivo della FIOM.CGIL di Brescia del 12 settembre 1983.

métallurgiques de CGIL, CISL et UIL. D'abord parce qu'il organisait la mobilisation syndicale dans l'usine la plus grande de Brescia, qui faisait partie du groupe industriel plus important d'Italie et parmi les plus importants d'Europe.

Depuis l'après-guerre, l'usine FIAT de Brescia avait été l'un des carrefours principaux du débat syndical, mais aussi politique. En effet, dans cette entreprise travaillaient des personnages d'envergure départementale et nationale de tous les partis politiques et de ses organisations collatérales (ANPI, ACLI, etc.), en particulier de PCI et DC. Une partie des permanents et dirigeants des partis politiques étaient sélectionnés dans ce lieu, vu qu'il était devenu un véritable vivier. Cela était encore plus vrai dans un département où la présence ouvrière était significative dans les partis politiques et donc aussi au sein de leur direction. Cette concentration de responsables et militants politique et syndicales avait créé une dynamique pour laquelle une partie des débats et des décisions internes aux organisations avait lieu dans cette entreprise.

Le conseil d'usine de la FIAT était élu avec un rapport d'un délégué chaque 15-20 travailleurs selon les élections entre la fin des années 1960 et la fin des années 1980, donc le nombre de ses membres était très élevé avec des centaines d'élus. Ils étaient la partie la plus active et consciente de l'avant-garde d'usine. Dans l'esprit des années 1970, le conseil d'usine devait être un exécutif très large, avec l'objectif d'impliquer dans les décisions et dans la mise en place des actions un nombre très élevé de salariés, en opposition avec les commissions internes, formées par quelques dizaines de travailleurs, mis sur les listes de candidats par les organisations syndicales départementales.

Les Conseil d'usine de la FIAT de Brescia était formé par deux factions principales qui contrôlaient plus de 80% des places dans l'exécutif du conseil d'usine, qui était la direction syndicale d'entreprise. Dans la faction communiste, étaient largement majoritaires les communistes les plus radicaux qui avaient démarré le mouvement des autoconvoqués en 1984. En effet, 20-30% des permanents de la FIOM de Brescia et des dirigeants de la gauche syndicale interne à la CGIL locale furent sélectionnés parmi les militants syndicaux de cette usine.

Gianni Pedò, Pierluigi Guizzi, Giuseppe Benedini, Luciano Betella, Alessandro Beltrami sont les exemples les plus connus parmi des dizaines de permanents et dirigeants du PCI et de la FIOM sélectionnés dans cette usine.

La deuxième faction était la catholique. La majorité de ces membres étaient représentants du courant ouvrier radical présent dans la CISL et aussi dans la DC départementale. Tous les chefs de ce courant étaient travailleurs ou anciens travailleurs de cette usine. C'était le cas des députés élus par ce courant au fil de la deuxième moitié du XXème siècle comme Michele Capra pendant les années 1960 et 1970, de Francesco Lussignoli, pendant les années 1980 ou des chefs du courant comme Giovanni Landi, Lorenzo Paletti et Luigi Gaffurini ou des permanents syndicaux comme Luigi Lamberti. Ils géraient le travail syndical et politique du courant dans la CISL et la DC depuis le contrôle de la section DC et FIM d'usine. On constate que la même dynamique de sélection de la classe dirigeante était valide aussi dans les autres partis politiques.

Une autre cause de cette richesse dans la formation du personnel politique et syndical, peut-être trouvée dans la puissante formation syndicale, et donc politique, que donnait automatiquement le fait d'être syndicaliste à l'intérieur de cette usine. Par exemple cela donnait accès à des organismes syndicaux qui permettaient de côtoyer des délégués d'autres entreprises FIAT comme la Coordination du groupe FIAT, qui devait organiser une réponse syndicale unitaire surtout lors des accords d'entreprise. C'étaient des moments très importants parce que ces accords influençaient ceux des autres moyennes-grandes entreprises au niveau national. En général une partie considérable des délégués devaient être présents dans plusieurs organismes dirigeants et une partie des plus importants parmi eux étaient aussi membres du Comité central de la FIOM et du Directif national de la CGIL, donc ils participaient, voire ils étaient protagonistes du débat national, et donc le transposaient directement dans l'entreprise.

Même si, depuis les années 1970, les communistes avaient une majorité absolue aux élections d'entreprise, la plupart de temps, dans le Conseil d'usine ils formaient une majorité avec les catholiques radicaux qui étaient sur des positions syndicales très proches. Ils lancèrent beaucoup de débats et d'initiatives

syndicales avec le but de pousser les syndicats confédéraux vers une réforme démocratique de leurs structures et vers la mobilisation lors des contre-réformes ou des Conventions collectives surtout pendant les années 1980. L'exemple le plus important fut le mouvement des autoconvoqués en 1984, où le Conseil d'usine de la FIAT de Brescia, joua un rôle de direction politique du mouvement à Brescia, mais aussi dans son extension au niveau national grâce à cette alliance. Une partie importante des militants syndicaux qui sillonnèrent les syndicats locaux ou les usines de toute l'Italie pour convaincre les syndicalistes et les salariés à rejoindre le mouvement venait d'ailleurs de la FIAT de Brescia.

Dans ce Conseil d'usine, il y avait une minorité qui représentait environ 10 à 15% des délégués formés par des socialistes de la FIOM et de l'UILM et par des catholiques plus modérés, mais ils étaient influencés et entraînés par l'autorité politique de la majorité du Conseil d'usine. On constate la même dynamique aussi dans la FIOM locale, où les membres socialistes du secrétariat de la FIOM de Brescia (Ernesto Cadenelli, Livio Melgari ) défendirent toujours des positions plus radicales et proches de la FIOM de Brescia, comparé avec les autres membres du courant socialiste interne à la CGIL de Brescia.

## *2 Brescia berceau du mouvement contre le Décret de la Saint Valentin en 1984*

### *2.1 Les avant-gardes d'usine de Brescia à l'origine du mouvement des « autoconvoqués » en 1984*

#### *Avant à la signature de l'accord de la Saint Valentin*

Le 22 janvier 1983, les trois confédérations syndicales décidèrent de signer un accord avec le gouvernement Craxi et la Confindustria, avec l'objectif de contenir la montée de l'inflation au plafond de 13% pour l'année 1983 et de 10% pour 1984. Cet accord qui prit le nom du ministre du travail Vincenzo Scotti prévoyait, parmi les points plus importants, le blocage de la négociation d'usine et la diminution de 15% de la couverture de l'échelle mobile des salaires pour le secteur privé et public<sup>373</sup>. En outre, le respect strict du plafond de 13% fixé pour les augmentations salariales dans les conventions collectives était prévu.

La situation devient encore plus tendue à la fin de l'année 1983. En effet, en décembre était prévue la vérification de la réalisation des objectifs anti-inflation de l'accord Scotti avec une nouvelle réunion triangulaire entre syndicats, Associations des entrepreneurs et gouvernement italien. Le débat autour de la révision de l'échelle mobile des salaires fut rouvert avec la disponibilité toute de suite affichée de la part de la CISL et de la UIL de discuter

---

<sup>373</sup> L'inflation avait été très importante entre la fin des années 1970 et le début des années 1980. En effet, l'inflation avait été de 17,71% en 1979, de 21,14% en 1980, de 18,70% en 1981 et de 16,4% en 1982. "Documento di Economia e Finanza 2017. Allegato statistico", <https://www.istat.it>

un accord plus large de politique économique globale, dans lequel une nouvelle et plus profonde restructuration de l'échelle mobile des salaires aurait eu lieu<sup>374</sup>.

Dans ce débat, la CGIL se trouva divisée en trois tronçons. La majorité du courant communiste laissait ouvertes les portes à une négociation ample sur la fiscalité, la politique industrielle et la compétitivité des entreprises avec une position assez ambiguë sur la possibilité de révision de l'échelle mobile. Si elle affichait sa contrariété à retoucher l'échelle mobile, en même temps, elle se déclarait disponible à rester en dessous du taux d'inflation programmé de 10% en 1984 et peut être à aller plus loin, mais en échange de la mise en place d'une politique économique et fiscale capable de rééquilibrer la baisse des revenus des salariés<sup>375</sup>.

Le courant socialiste de la CGIL, à travers les déclarations de son porte-parole Ottaviano Del Turco, estimait nécessaire de pousser plus loin la logique de l'accord Scotti et de restructurer plus profondément l'échelle mobile des salaires<sup>376</sup>. De l'autre côté, il y avait la FIOM nationale et surtout celle de la Lombardie, du Piémont et de l'Emilie-Romagne, qui s'opposaient à une quelconque retouche ultérieure de l'échelle mobile. Pio Galli, secrétaire général de la FIOM menaçait, pendant la Conférence nationale d'organisation des métallurgistes de la CGIL qui eut lieu le 30 novembre, de déclarer une grève générale dans le cas d'une retouche à la baisse des automatismes de récupération des salaires soit par l'intervention d'autorité du gouvernement, soit à travers la signature d'un accord avec les confédérations syndicales. Cette déclaration sonnait évidemment comme une menace aussi envers la direction nationale de la CGIL que la FIOM estimait vacillante et trop ouverte sur le sujet, déjà avant d'aller à la table de négociation<sup>377</sup>.

La FIOM, et en particulier ses structures locales plus combatives, dénonçaient la volonté du gouvernement Craxi de mettre en place une politique d'austérité pour les salariés et en général pour les secteurs populaires, sans

---

<sup>374</sup> Quanto pesa il "no" delle fabbriche di Milano e Torino, *Il Sole 24 ore*, mardi 29 novembre 1983.

<sup>375</sup> Scala mobile, il sindacato avanza proposte diverse e contraddittorie, *Paese sera*, jeudi 1 décembre 1983.

<sup>376</sup> "Spetta al governo fare una proposta", *Il sole 24 ore*, mardi 29 novembre 1983.

<sup>377</sup> La FIOM : sciopero generale se il governo manomette la scala mobile, *L'Unità*, jeudi 1 décembre 1983.

envisager de construire une politique économique équitable capable de redresser l'économie. A la fin de janvier 1984, Giorgio Cremaschi déclara que le gouvernement demandait des sacrifices aux travailleurs en échange des promesses sur l'augmentation de l'emploi, d'une politique fiscale plus équitable et de l'augmentation des prix en dessous du plafond maximum de 10% annuel. Il dénonçait le fait que ces promesses étaient déjà prévues dans l'Accord Scotti de 1983 mais jamais appliquées. De son point de vue, la ligne du gouvernement était bien résumée par le ministre socialiste de l'économie Gianni De Michelis. En effet, celui-ci demandait aux syndicats d'accepter des coupes importantes des salaires, sans contreparties substantielles, parce que leur « effort » aurait abouti à un cercle économique vertueux déclenché par la baisse du phénomène inflationniste qui aurait été aussi bénéfique aux travailleurs.

Giorgio Cremaschi refusait ce discours culpabilisant envers les salariés et se déclara même opposé à accepter une négociation sur ces bases. Selon lui, il s'agissait de la tentative des associations des entrepreneurs et du gouvernement de contraindre publiquement les syndicats confédéraux à accepter et même collaborer à une politique antisociale axée sur l'austérité salariale et des coupes budgétaires dans le welfare state. Cette stratégie devait être repoussée avec une vaste mobilisation syndicale, avec l'objectif d'ouvrir une négociation sur la base d'un vrai projet de redressement économique basé sur les investissements en nouvelles technologies et sur une planification réfléchie du développement du système industriel italien en coordination avec la montée extraordinaire du secteur des services<sup>378</sup>.

---

<sup>378</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 174, étagère AVIII D7, "Carte Cremaschi", Accordo su che cosa ?, Intervento di Giorgio Cremaschi au directif de la FIOM de Brescia du 16 janvier 1984.



## ***La naissance du mouvement des conseils d'usine autoconvoqués***

Depuis le début de ce débat, la FIOM de Brescia était parmi les structures locales les plus mobilisés pour critiquer la position des syndicats confédéraux dans la négociation, notamment l'ambiguïté évidente de la direction de la CGIL. En effet, déjà le 27 janvier 1984, après un mois de négociation, certains conseils d'usine de Brescia, avec à la tête celui de la OM-FIAT, avait convoqué une réunion autonome, sans en informer les structures confédérales locales, pour prendre position contre l'attitude des syndicats nationaux dans la nouvelle négociation sur le coût du travail.

L'objectif de cette initiative était de relancer la prééminence des conseils d'usine, évincés même de la possibilité de contrôler la négociation gérée d'une façon centrale par les délégations nommées par les structures nationales des syndicats. Ces dernières n'avaient même pas prévu de consultations avec ses organismes syndicaux de base ou des assemblées informatives dans les lieux de travail, ni sur la plateforme syndicale initiale, ni au cours de la négociation, ou sur l'éventuelle signature d'un accord. La FIOM de Brescia était d'accord avec les conseils d'usine contestataires et elle était disponible à appuyer les voix critiques qui se levaient parmi ses militants de base dans les usines. Les membres des conseils d'usine qui proposèrent cette première assemblée autoconvoqué préférèrent s'organiser en dehors du cadre des structures syndicales territoriales, pour éviter que la fracture qui existait aussi au niveau local dans la Fédération CGIL-CISL-UIL et dans la FLM empêchait le développement d'un mouvement de critique dans les usines où de leur point de vue il y avait un climat unitaire entre la plupart des délégués et des militants de FIM, FIOM et UILM. Selon eux, cela pouvait jouer un rôle décisif pour enrayer la dynamique de désagrégation de la FLM qui était en cours depuis le début de la décennie et, grâce à un sursaut de la base contre la ligne proposée par les directions nationales des syndicats confédéraux et aussi des branches de la métallurgie. Les conseils d'usine avaient même perdu depuis la fin des années 1970 leur rôle

central dans la bataille syndicale avec la centralisation de la négociation nationale. Ils voulaient avoir un nouveau rôle notamment avec la demande d'attribution d'un pouvoir exclusif de décision sur les négociations d'entreprise et la possibilité de jouer un rôle dans la construction des plateformes nationales en exerçant un pouvoir de veto contre la signature des accords qu'ils estimaient mauvais.

Giorgio Cremaschi, à cette époque secrétaire général de la FIOM de Brescia explique les motivations de cette initiative et pourquoi il décida de donner l'appui organisationnel de la FIOM de Brescia en acceptant la demande d'autonomie exprimée par ces premiers conseils d'usine autoconvoqués:

*« Nous étions très méfiants. Il y avait eu 1982-1983. Nous n'étions pas convaincus que la CGIL aurait tenu malgré le fait que la situation avait changé avec le tournant d'opposition de Berlinguer. Le 30 janvier, il y avait eu une grève à Brescia avec un meeting de Sergio Garavini qui était membre de la faction berlinguerienne de la CGIL et qui nous avait assuré que la CGIL aurait tenu jusqu'au bout cette fois. Il y avait une négociation au niveau national sur l'inflation et les coûts de la main-d'œuvre. Le mouvement des « autoconvoqués » est né de cette façon. Bani, l'un des délégués historiques de l'ATB, vient me voir et me dit qu'ils avaient décidé de prendre des initiatives par eux-mêmes. Au début j'étais un peu sceptique. Il m'a dit qu'ils collectaient des signatures dans les usines contre la négociation. Au début de février, il n'y avait pas encore eu la signature du décret de Saint-Valentin. Ils ont décidé de se bouger par eux-mêmes parce qu'ils voulaient mettre l'accent sur le protagonisme des conseils d'usine et pas seulement de la structure FIOM. Les conseils d'usine de Brescia votaient et décidaient de manière indépendante des plates-formes pour la négociation d'usine et, par le biais de cette initiative, ils voulaient relancer les conseils d'usine. C'est eux qui ont tout lancé. Brescia était l'une des dernières réalités syndicales en Italie où existaient encore dans les usines et au niveau provincial des structures unitaires des syndicats de la mécanique-métallurgie.*

*Le mouvement de lutte de 1984 aura un gros succès dans les usines, parce que les délégués avaient compris que ce n'était pas seulement une question de ligne politique, mais aussi de démocratie. Le rôle même des délégués était en jeu, pas seulement des conseils d'usine. En fait, après 1984, il y aura la normalisation des conseils d'usine. J'étais sceptique quant à cette initiative autonome. Je ne comprenais pas le sens, car nous pouvions encore agir au sein de l'organisation et je n'étais pas certain qu'ils auraient pu susciter un fort mouvement des délégués, y compris ceux de la FIM. Mais ils étaient sûrs de le pouvoir faire. Le départ fut explosif et spontané. Pas des travailleurs, je veux le souligner, mais des groupes dirigeants élargis des syndicats d'usine. Des cadres syndicaux qui, à ce moment là, étaient les vraies représentants du protagonisme politique des ouvriers»<sup>379</sup>.*

La première réunion informelle organisée le 27 janvier par ces conseils d'usine, dont la plupart étaient ceux où la FIOM était historiquement majoritaire, se termina avec le vote d'un document adressé aux directions syndicales nationales où la suspension des négociations, l'ouverture d'une discussion avec la base militante pour élaborer une stratégie pour la résolution des problèmes des salariés et un virage à 180° de la ligne syndicale proposée pendant la négociation avec le gouvernement étaient demandés. Cette négociation centrée seulement sur le problème du coût du travail devait être substituée à une négociation axée sur la question du chômage et le rôle des syndicats devait être de faire des propositions alternatives à l'austérité pour les classes populaires. Il s'agissait d'une attaque directe au secrétaire général de la CGIL Luciano Lama et à la majorité du courant communiste national qui étaient jugés incapables d'incarner une opposition réelle aux politiques du gouvernement Craxi. Ils décidèrent aussi d'autoconvoquer, le 1<sup>er</sup> février, une assemblée des délégués de toutes les catégories de CGIL, CISL et UIL de Brescia avec l'objectif d'amplifier le mouvement de protestation. A cette première réunion avait adhéré un échantillon représentatif des plus importants conseils d'usine du département des secteurs métallurgiste, textile et chimique. A la tête du mouvement il y avait les exécutifs des conseils d'usine de : OM-FIAT, ATB, Mairie de Brescia, Redaelli,

---

<sup>379</sup> Interview de Giorgio Cremaschi, secrétaire général de la FIOM de Brescia en 1984.

Apollo, Mival, Caffaro, Metrocast, Idra, Breda, Ideal Clima. Avaient aussi adhéré à titre personnel les délégués Saleri et Ansaldi de la Beretta, Bravo de la Franchi, Barucchi de la Sip (Société publique des télécommunications), Semenzi et Pasina de la Pietra<sup>380</sup>.

### ***La première assemblée publique des conseils d'usine autoconvoqués***

Le 1<sup>er</sup> février eut lieu la première assemblée publique des délégués autoconvoqués. Les syndicats confédéraux donnèrent la couverture syndicale à l'assemblée dans l'espoir de récupérer la protestation aux règles normales de la vie syndicale. De plus, les directions de CISL et UIL voulaient être présentes pour comprendre l'ampleur de l'initiative dans leurs rangs, les motivations et les objectifs de cette assemblée autonome avant de prendre un position explicite<sup>381</sup>. D'ailleurs, les conseils d'usines autoconvoqués avaient invité les confédérations syndicales locales à cette assemblée pour clarifier les positions internes aux différents syndicats à Brescia avec le but de comprendre leur attitude envers une initiative qui attaquait ouvertement les directions syndicales nationales. Cette initiative avait causé une fracture dans la CGIL de Brescia. L'affrontement le plus lourd opposait la FIOM et le courant socialiste, qui appuyait les positions plus ouvertes à la révision de l'échelle mobile présentes dans la CGIL nationale, avec au milieu la direction locale de la CGIL qui avait une position de médiation.

Aldo Rebecchi, secrétaire de la CGIL départementale explique son point de vue concernant les initiatives des conseils d'usine de Brescia et la position de médiation que prit son secrétariat pour éviter la rupture à l'intérieur de la CGIL :

---

<sup>380</sup> DANESI Silvano, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, Ente economico, Brescia, 1993.

<sup>381</sup> Il relatore Lorenzo Paletti spiega l'assemblea dei Cdf. "l'autoconvocazione dei delegati è una proposta non una rivolta", *Giornale di Brescia*, dimanche 29 janvier 1984.

*« La composante communiste de la CGIL à Brescia a soutenu les autoconvoqués. Nous avons décidé de rejoindre les premières assemblées des autoconvoqués et nous sommes également devenus autoconvoqués dans un sens. Il ne s'agissait pas de directifs unitaires normaux des délégués d'usine, mais des assemblées de délégués et de conseils d'usine qui croyaient en la nécessité d'avancer des propositions différentes. Ceci pour expliquer que les décisions n'ont pas été prises dans les lieux officiels du syndicalisme, également parce que déclarer une grève et prendre des positions fortes à ce moment-là aurait créé un fossé irréparable avec les socialistes internes à la CGIL. Contrairement à nous, dirigeants de la composante communiste, qui avons adhéré à toutes les manifestations et qui étions toujours dans la rue à manifester, ces socialistes ont refusé de participer et ont entravé le développement de ce mouvement. Plus de 90% de la composante communiste de Brescia a accepté de lutter contre le décret de la Saint-Valentin. La dissidence était sans importance, il y avait des idées articulées, mais presque tout le monde a accepté de défendre l'échelle mobile des salaires. Nous nous sommes toujours battus pour ne pas rompre avec les camarades socialistes et grâce à ce travail, il n'y a pas eu de rupture radicale et après, il a été possible de récupérer »<sup>382</sup>.*

Suite à la première réunion publique de Brescia, le mouvement avait commencé à prendre de l'ampleur et avoir une résonance nationale en attirant l'intérêt de tous ceux qui ne partageaient pas la ligne proposée par les confédérations syndicales, notamment les conseils d'usine de plusieurs grandes entreprises importantes du nord d'Italie. Déjà à ce stade, la CGIL nationale était préoccupée par cette initiative autonome et c'est pour cela qu'elle envoya à cette assemblée Bruno Trentin, qui avait été secrétaire général de la FIOM entre 1962 et 1977 et était l'un des dirigeants syndicaux de la confédération communiste le plus prestigieux et respecté <sup>383</sup>.

En effet, l'introduction à l'assemblée fut faite par Bruno Trentin, venu à Brescia pour expliquer la position de la CGIL, mais il n'arriva pas à convaincre les délégués de Brescia qui se succédèrent dans des interventions très critiques

---

<sup>382</sup> Interview de Aldo Rebecchi, secrétaire de la CGIL de Brescia.

<sup>383</sup> ARIEMMA Iginio, *La sinistra di Bruno Trentin. Elementi per una biografia*, Ediesse, Roma, 2014.

envers ses propositions. Trentin chercha à proposer une médiation pour convaincre l'assemblée d'adopter la position de la CGIL nationale. Il proposa de suspendre la négociation pour permettre aux directions confédérales une réflexion plus large sur les étapes suivantes, mais les conseils d'usines de Brescia refusèrent la proposition, restant fermes sur la ligne de la rupture de la négociation pour donner la parole aux travailleurs et aux conseils d'usine pour changer méthodologiquement la façon de conduire la négociation et les bases revendicatives<sup>384</sup>.

Pendant l'assemblée, on constate l'émergence visible d'une direction des autoconvoqués formée par les leaders syndicaux de l'usine FIAT de Brescia : Luigi Guizzi, délégué FIOM-CGIL, Giovanni Landi et Lorenzo Paletti, délégués FIM-CISL. La présence des membres de la FIM de la FIAT de Brescia dans la direction du mouvement était jugée centrale pour donner une garantie d'unité à cette opération syndicale dans un contexte où la FIM locale semblait aussi aller dans le sens de la position nationale de la CISL.

Pendant la discussion, un document fut présenté pour exprimer le point de vue des conseils autoconvoqués et signé par plus de 20 conseils d'usine de Brescia. Le mouvement prit de l'ampleur, même si à ce stade, il ne franchit pas le département de Brescia, malgré l'attention qu'il suscitait dans les milieux syndicaux les plus combattifs de toute l'Italie.

La deuxième assemblée des autoconvoqués eut lieu le 8 février, mais cette fois sans la participation des directions locales de la CISL et de la UIL qui ne voulaient pas donner une couverture syndicale à ce type d'assemblées qui ne partageaient pas les objectifs de contestation de la ligne syndicale prise par les syndicats confédéraux lors de la négociation sur le coût du travail. De plus, après avoir participé à la première assemblée, elles avaient compris qu'il n'y avait pas une majorité de sections syndicales d'usine de FIM et UILM qui soutenaient la protestation, mais il s'agissait dans la plupart des cas de militants et délégués individuels, donc elles pensaient pouvoir rompre avec les animateurs de cette

---

<sup>384</sup> Trentin non riesce a ricucire la "strappo" dei CDF bresciani, *Giornale di Brescia*, jeudi 2 février 1984.

initiative et les isoler après dans les groupes dirigeants internes sans provoquer une fracture significative en leur sein.

Dans la CGIL aussi, le débat concernant la participation à l'assemblée fut très lourd et provoqua une fracture nette entre la majorité communiste, qui décida de participer, et la minorité socialiste qui s'opposa en demandant des clarifications sur la nature de cette nouvelle assemblée. Les mille délégués présents votèrent un document où était proposée une mobilisation des conseils d'usine pour informer et consulter les salariés, usine par usine, sur les thèmes centraux de la négociation sur le coût du travail. Le but était de pousser les directions confédérales à adopter le mot d'ordre de la consultation des travailleurs et de la construction d'une nouvelle plateforme revendicative issue du débat dans les lieux de travail et dans les structures locales et de branche des syndicats<sup>385</sup>. La présence de plus de mille délégués avait fait franchir un seuil qualitatif important au mouvement des conseils d'usine au niveau de département. D'ailleurs, les contacts extra locaux commençaient à devenir significatifs. En effet, depuis le début de février, l'objectif des organisateurs de ce mouvement avait été de donner un essor national à la contestation. Il mirent en place un vaste plan de mobilisation des militants et délégués syndicaux de Brescia qui commencèrent à participer aux assemblées syndicales de plusieurs usines partout en Italie pour le convaincre de rejoindre le mouvement où d'organiser des réunions restreintes avec des dirigeants syndicaux de certaines branches locales surtout de la CGIL avec le même objectif<sup>386</sup>.

---

<sup>385</sup> "L'assemblea dei delegati supera i dissensi di vertice. La consultazione a Brescia si farà e sarà unitaria", *Giornale di Brescia*, jeudi 9 février 1984.

<sup>386</sup> Interview de Antonino Zocca, Délégué FIOM de l'usine sidérurgique Stefana F.lli.

## ***L'écho national du mouvement des conseils d'usine de Brescia***

Le mouvement devint vraiment national le 10 février 1984, quand fut convoquée la troisième assemblée, avec la participation de représentants de 107 conseils d'usine en provenance de toute l'Italie. La relation de Lorenzo Paletti qui ouvrit l'assemblée était centrée sur les propositions des autoconvoqués pour redresser l'économie, estomper l'hémorragie occupationnelle sans toucher l'échelle mobile et en général sans pratiquer une politique d'austérité unilatérale envers les salariés. Paletti, délégué de la FIM de l'usine FIAT, tenta de donner des contenus à la protestation dans les usines pour arriver à terme à présenter une proposition alternative à la fédération nationale de CGIL, CISL et UIL ; mais au cours de l'assemblée les interventions des délégués mirent au centre de la discussion d'abord la contestation aux directions syndicales et la demande de donner du pouvoir décisionnel à la base ouvrière et aux structures syndicales d'usine. On constate l'émergence d'un thème qui sera central par la suite : la question de la démocratie à l'intérieur du syndicat et des rapports démocratiques entre structures verticales et horizontales dans les trois confédérations<sup>387</sup>.

Cette assemblée fut un point de rupture entre les conseils d'usine et la direction de la CGIL locale. Aussi, le secrétaire général de la Chambre du travail, Aldo Rebecchi, qui avait eu une position ouverte envers les « auto-convocations », ne partageait pas la ligne d'opposition frontale avec la direction nationale qui aurait provoqué une fracture profonde avec la composante socialiste de la CGIL nationale et locale avec laquelle l'affrontement était toujours plus fort et qui aurait même pu provoquer une scission. Les délégués réunis en assemblée insisteront encore sur l'importance de consulter les salariés pour sonder leurs opinions concernant la négociation en cours. C'est à ce moment que la direction de la CGIL de Brescia vacilla. D'un côté, elle subit la pression de la FIOM et des conseils d'usines de Brescia qui étaient puissants et capables d'influencer les

---

<sup>387</sup> Settecento delegati in rappresentanza di 110 consigli di fabbrica hanno risposto all'invito del CDF OM. E alla fine prevalse il fronte del "no", *Giornale di Brescia*, samedi 11 février 1984.



décisions de la confédération locale, et de l'autre côté les pressions de la structure nationale qui poussait pour qu'elle intervienne pour estomper un mouvement qui était en soi dangereux pour être aux marges de la dialectique syndicale classique. Cette dynamique est expliquée par Marino Ruzzenenti, membre du secrétariat de la CGIL de Brescia avec la responsabilité du secteur industriel :

*« A Rebecchi, il faut reconnaître d'avoir essayé par tous les moyens d'interpréter cette réalité des « autoconvoqués », mais peut-être n'était-il pas convaincu de ces positions, cependant il a dû faire face à une réalité de mouvement fort, une composante communiste vivante au sein de la CGIL de Brescia et dans la mesure du possible de l'interpréter. En même temps, il devait tenir ensemble le secrétariat de la CGIL de Brescia. À ce stade, en fait, pas formellement, il y avait deux secrétariats de la CGIL de Brescia, avec des positions différentes. En général, la position de la « Camera del lavoro » de Brescia a été appréciée. Le secrétariat n'a pas essayé de faire pression sur la FIOM parce qu'ils savaient que cela ne pouvait pas être fait. La FIOM était trop forte. On a réussi à éviter un déchirement fort avec une position de médiation. Les événements qui ont suivi avec l'élection au secrétariat général de la CGIL de Brescia de Gianni Panella, leader du courant socialiste, démontrent les tensions qu'il y avait à l'intérieur de l'organisation»<sup>388</sup>.*

### **Le 14 février 1984 : le Décret de la Saint Valentin**

C'est dans ce climat de fracture entre les syndicats confédéraux et à l'intérieur même de la CGIL, que le gouvernement de Bettino Craxi, le 14 février, jour de la Saint Valentin, présenta un décret qui stérilisait 4 points de l'échelle mobile des salariés avec l'objectif de bloquer le phénomène inflationniste. Le

---

<sup>388</sup> Interview de Marino Ruzzenenti, membre du secrétariat de la CGIL de Brescia en 1984.

décret sera présenté à cause de l'impossibilité avérée d'arriver à un accord avec les syndicats, notamment à cause de l'opposition de la majorité de la CGIL<sup>389</sup>. Le 13 février son exécutif national avait refusé d'accepter une proposition d'accord faite par le gouvernement avec 76 voix contre et 43 pour, un rapport de force plus favorable aux socialistes qui y disposaient de 30% des sièges depuis l'après-guerre. Ces données démontrent que la fracture traversait le courant communiste. La présentation d'un décret, sans passer par un accord signé avec les syndicats, conduira dans l'immédiat à resserrer les rangs communistes derrière le mot d'ordre d'opposition au coup de force du gouvernement<sup>390</sup>.

Ce fut le cas à Brescia, où la présentation du Décret de la Saint Valentin aboutit à ce que le courant communiste soutienne les revendications des conseils d'usine autoconvoqués et surtout rapprocha, au sein du secrétariat général de la Confédération les représentants de la gauche interne et le secrétaire général Aldo Rebecchi. La position de la CGIL de Brescia peut être résumée à travers une lettre ouverte écrite par le secrétaire général et deux membres de son secrétariat, Giuseppe Casella et Marino Ruzzenenti, à la composante socialiste de la CGIL et à CISL et UIL. Dans la lettre, ils attaquaient le décret présenté par le président Craxi pour son caractère autoritaire sans passer par la négociation et la signature des syndicats qui étaient soudainement dépourvus de l'exercice du pouvoir de contrôle et de décision, avec les autres partenaires sociaux, sur les thèmes concernant le monde du travail. Ils prenaient ouvertement position pour le mouvement des conseils d'usine. Ils l'analysaient comme la protestation et la mobilisation de la base syndicale des trois syndicats confédéraux et non seulement de la CGIL, qui voulait réagir à l'attaque contre les prérogatives principales de négociation des syndicats. Ils attaquaient ouvertement les directions de la CISL et de la UIL qui n'avaient pas réagi à l'imposition de l'affaiblissement de l'échelle mobile à travers le décret législatif. Les salariés qui avaient répondu aux appels de grève contre le décret de Craxi lancés par les « autoconvoqués » avaient donné la juste réponse au niveau d'attaque que le gouvernement DC-PSI avait mis en place. La mobilisation des travailleurs avait

---

<sup>389</sup> BRUNO Roberto, *Breve storia del sindacato in Italia. Lavoro, conflitto ed emancipazione*, Ediesse, Roma, 2011.

<sup>390</sup> Scala mobile "tagliata" di 3 punti con decreto. Equo canone bloccato, tariffe sotto controllo, *Giornale di Brescia*, mercredi 15 février 1984.

été spontanée et non pas organisée dans le cadre syndical, pas à cause d'un choix des travailleurs, mais parce que la Fédération CGIL-CISL-UIL n'avait pas pris ses responsabilités et n'avait pas organisé elle-même des mobilisations. Ce « silence » de la CISL et de la UIL, était encore plus grave à Brescia où il y avait un accord entre les confédérations pour se mobiliser dans le cas d'un passage en force du gouvernement sur les thèmes du coût de travail<sup>391</sup>. A la fin de la lettre, eux aussi proposaient une consultation unitaires des salariés du département sur le Décret Craxi, organisée par la Fédération CGIL, CISL et UIL locale comme moment pour retrouver l'unité d'action et lancer une mobilisation massive pour demander de retirer le décret et l'ouverture d'une nouvelle négociation sur le fond centrée sur la crise du système productif<sup>392</sup>. Cette lettre démontre la couverture politique que le secrétariat de la CGIL de Brescia voulait donner aux conseils d'usine autoconvoqués, malgré le fait qu'il n'organisa pas personnellement de mobilisations pour éviter la fracture avec le courant socialiste interne. Cela dit, tous les membres communistes du secrétariat de la CGIL de Brescia participèrent aux manifestations et aux initiatives de protestation organisées par les conseils d'usine contestataires. Le courant communiste n'avait pas une opinion homogène concernant le contenu du décret de Saint Valentin. L'imposition d'un décret, considéré comme une lésion grave du droit des syndicats à négocier avec le gouvernement les politiques industrielles et économiques et la pression de la direction nationale du PCI qui avait demandé publiquement à la CGIL de mettre en place une opposition forte contre le Gouvernement Craxi, avait convaincu la plupart de ses membres surtout au niveau local à s'opposer au diktat du Président du Conseil Bettino Craxi<sup>393</sup>.

---

<sup>391</sup> Caro Gregorelli, il decreto offende anche te. Interviene Aldo Rebecchi segretario della CGIL, *Giornale di Brescia*, mardi 28 février 1984.

<sup>392</sup> "Cari amici della Cisl, compagni socialisti" Un documento di Rebecchi, Casella, Ruzzenenti, *Giornale di Brescia*, vendredi 17 février 1984.

<sup>393</sup> Rebecchi (Cgil) chiede a Cisl e Uil il "referendum" sul decreto-Craxi, *Giornale di Brescia*, jeudi 23 février 1984.

## ***La réaction des conseils d'usine de Brescia***

Le jour même de la présentation du décret, dans plusieurs usines de la mécanique et de la métallurgie, des centaines de conseils d'usines convoquèrent des assemblées contre la décision unilatérale du gouvernement et des grèves symboliques d'une heure. Dans l'après-midi la FIOM rendit publique la liste provisoire des 38 usines moyennes et grandes qui avaient décidé d'exprimer tout de suite leur contrariété avec des grèves de 24 h, auxquelles il faut ajouter des dizaines de petites et moyennes entreprises. Dans la même temps, Dino Greco, secrétaire général de la FILTEA-CGIL confirma une dynamique analogue dans le secteur textile avec la mobilisation des plus grandes entreprises comme la San Paolo de Cremezzano, la N&K, la Manifattura di Pontoglio, la Polistil, la Zucchi de Urago d'Oglio, alla Citman de Pontevico et les Manerbesi<sup>394</sup>. Aux marges de la mobilisation il y eut aussi la participation des autres branches, en particulier le secteur public et des banques de la CGIL de Brescia qui avaient commencé à exprimer une certaine combativité pendant les années 1970.

Leur participation fut numériquement faible et concerna surtout une large couche des délégués et militants syndicaux, mais pas vraiment les travailleurs de base. Cela à cause de la minorité de la CGIL dans ces secteurs et l'absence de structures syndicales de base comme les conseils d'usine dans la branche industrielle, capables d'organiser une participation large dans les lieux de travail. Il existait des conseils des délégués unitaires, mais ils étaient paralysés depuis leur constitution par les positions modérées des autres syndicats, tenant compte aussi de la présence très importante des syndicats corporatistes dans ces secteurs. En plus, ces deux branches n'avaient pas vécu, pendant les années 1970, la dynamique de développement de la syndicalisation et des structures syndicales de base comme les métallurgistes et les autres branches industrielles. Cela

---

<sup>394</sup> Cresce la contestazione operaia ma si sospetta una regia FIOM, *Giornale di Brescia*, mardi 14 février 1984.

entraîna une difficulté même pour déclarer des grèves et faire participer une partie importante des salariés aux initiatives syndicales en 1984.

Graziano Fracassi, délégué syndical à l'INPS (Institut national de la sécurité sociale) et militant de la fonction publique CGIL de Brescia explique les dynamiques syndicales dans son secteur au début des années 1980 :

*« Pendant les jours du décret de la Saint-Valentin la mobilisation dans le secteur public, a été induite et gérée en particulier par les délégués syndicaux plus engagés, donc elle n'a pas eu l'impact immédiat d'une mobilisation directe et généralisée dans les lieux de travail. Ceux d'entre nous qui étaient dans les organismes de direction de la CGIL ont soutenu le mouvement dans le cadre d'une direction locale de la CGIL qui ne voyait pas bien cette initiative, en partie parce qu'elle l'affaiblissait ou l'excluait directement de son rôle décisionnel. Dans les branches, nous avons soutenu le mouvement en tant que dirigeants syndicaux qui étaient également des délégués sur les lieux de travail et nous nous sommes rendus aux directifs de la CGIL locale et aux assemblées dans les entreprises publiques et privées pour soutenir la mobilisation et expliquer aux travailleurs. Nous avons participé aux grandes assemblées des « autoconvoqués » en tant que délégués dans notre branche. La participation a été fortement véhiculée par les délégués et les membres du directif de la CGIL Fonction publique qui étaient dans une position critique et ont donc partagé ces positions. Nous avons participé pour notre subjectivité et pour les critiques que nous avons contre l'organisation syndicale dans un mouvement, en réalité, construit par d'autres. C'était l'industrie qui poussait le mouvement. Nous avons soutenu et introduit dans la catégorie des critiques et des propositions d'initiative dont nous n'avions pas été les initiateurs. Dans le secteur public, le syndicat était organisé différemment par rapport au secteur industriel. Dans la fonction publique, à la suite des luttes des années 1970, nous avons voulu construire des conseils d'usine, nous avons donc créé les conseils des délégués dans de nombreuses moyens et grands établissements. Il y avait des conseils à la municipalité de Brescia, à l'INPS et dans certains hôpitaux. Il y avait un très grand réseau construit sur un mode quelque peu imitatif du syndicat du secteur privé, mais pas comparable au niveau de représentation car il n'y avait pas de*

*reconnaissance formelle des conseils qu'on avait créés de la part de l'autre partie. En tout état de cause, ils comptaient plus sur le plan politique que les RSU (Rappresentanze sindacali unitarie) d'aujourd'hui, car ils jouaient un rôle plus important, mais ils ne disposaient pas des prérogatives de négociation officielles dont disposent les RSU. Les dirigeants syndicaux confédéraux les ont reconnus comme des organes représentatifs des travailleurs et ont partagé avec eux la participation à la négociation. De ce point de vue, nous étions plus proches du monde industriel qu'on ne pourrait le penser. Si on se compare avec le syndicat dans l'industrie, nous pouvons constater une autre faiblesse, nous avons moins de capacité d'initiative et nous étions davantage concentrés sur les thèmes spécifiques de la catégorie et non sur des questions générales. Aux marges de cela, il y avait un large éventail de délégués de la fonction publique qui participaient au débat général et ont donc forcément transmis le débat général également dans leurs lieux de travail»<sup>395</sup>.*

On constate une situation similaire dans le secteur bancaire avec le témoignage de Carlo Colosini, secrétaire des banques de la CGIL de Brescia en 1984 :

*« Lors de « l'affaire » de la Saint-Valentin, les dirigeants de la CGIL-banques ont participé à toutes les initiatives des autoconvoqués. Nous avons organisé des assemblées dans les entreprises, nous avons participé à la manifestation à Rome le 24 mars 1984. Il ne me semble pas de rappeler que nous avons organisé des grèves dans les banques. Dans ces réalités, il était difficile d'organiser et de proclamer une grève, il n'y avait pas les conseils d'usine. Il y avait une forme de conseil, mais ceux-ci fonctionnaient de manière inexacte et la présence et le contrôle des branches départementales étaient très forts. Donc, il était difficile de mobiliser les salariés. À titre d'exemple : à Brescia, il y avait deux très grandes banques: le « Credito agrario bresciano » et la « Banca San Paolo » et la troisième plus importante réalité étaient les banques populaires qui étaient en train de s'unifier durant cette période. Il faut*

---

<sup>395</sup> Interview de Graziano Fracassi, délégué de la Fonction publique CGIL de Brescia.

*savoir que chacune de ces banques comptait environ 2 000 salariés et que le syndicat majoritaire comptait 700 à 800 membres et que rien ne bougeait s'il n'y avait pas l'accord avec les syndicats départementaux. La CGIL était un syndicat minoritaire, alors pour lancer une grève contre l'opinion des autres, on aurait dû forcer dans les assemblées. Je veux dire qu'il n'y avait pas une autonomie complète de ces embryons de conseils d'entreprise, ce n'étaient pas les délégués du personnel qui décidaient. En plus, nous étions en difficulté, à partir de ce mode de gestion centralisée, si nous avions proclamé une grève, nous aurions causé une rupture avec la composante socialiste de la CGIL présente dans le secrétariat départemental de la CGIL Banques et avec tous les autres syndicats qui dans de nombreux cas étaient la majorité écrasante au sein des « conseils d'usine » des banques»<sup>396</sup>.*

Les secteurs de l'industrie furent les plus mobilisés pendant le mouvement des conseils d'usine autoconvoqués, d'abord parce qu'ils avaient été les protagonistes de la saison de mobilisation syndicale des années 1970, pendant laquelle, grâce à l'expansion de la base syndicale et la volonté de mobilisation de larges couches des travailleurs surtout dans les moyennes et grandes usines, ils avaient construit des structures syndicales d'entreprise très puissantes qui encore dans les années 1980 avaient une capacité de mobilisation considérable. Au contraire, dans les autres branches, notamment des banques et surtout dans la fonction publique, secteur numériquement important, il avait été impossible construire de vraies structures syndicales sur le lieu de travail, à cause de la faible participation des salariés et de la présence majoritaire dans les fonctions électives des syndicats corporatistes et des branches de la CISL et de la UIL qui avaient des positions très modérées. Il faut constater que la faible participation était due aussi au statut particulier que les salariés de ces secteurs avaient jusqu'aux années 1970. En effet, les conditions de travail et salariales des travailleurs de ces secteurs avaient été différentes à celles de la classe ouvrière jusqu'au début des années 1970, pour vivre, au cours des décennies 1970-1980, un phénomène de prolétarianisation, en ouvrant pour la première fois un espace pour l'enracinement de la CGIL et la construction d'une activité syndicale

---

<sup>396</sup> Interview de Carlo Colosini, secrétaire des bancaires de la CGIL de Brescia en 1984.

significative qui auparavant avait été très difficile pour les syndicats avec des positions plus combatives<sup>397</sup>.

### ***Spontanéisme ou « spintaneismo » ?***

Cette mobilisation spontanée des usines engendra une fracture très profonde dans la Fédération des travailleurs de la mécanique-métallurgie, en ouvrant un affrontement d'ampleur aussi au niveau des moyens de communications entre la FIOM et en particulier les directions départementales de la CISL et de la UIL. En effet, après les premières grèves spontanées du 14 février émergea dans le syndicalisme de Brescia le débat autour des taux d'adhésions aux grèves et du nombre des usines qui avaient participé à ces mobilisations. CISL et UIL de Brescia étaient très critiques envers la FIOM locale qui jugeait être la vraie organisatrice de ces initiatives. Selon la FIM également derrière la rhétorique de la mobilisation spontanée de conseils d'usine de Brescia il y avait la régie politique de la FIOM de Brescia, avec le projet d'attaquer les directions syndicales nationales sans prendre la responsabilité de lancer un mouvement de grève et de les défier ouvertement en face de l'opinion publique. En effet, les leaders de CISL et UIL, étant aussi des membres des partis politiques du gouvernement, utilisaient souvent les journaux locaux pour attaquer les positions de la FIOM-CGIL, grâce aux liens politiques que le « Giornale di Brescia » et le « BresciaOggi » avaient avec la DC et les autres partis modérés<sup>398</sup>. Si ces leaders avaient une faible audience dans les usines, aussi à cause des rapports difficiles qu'ils avaient avec leurs organisations de branche mécano-métallurgique, ils cherchaient à jouer un rôle dans l'opinion publique grâce au contrôle

---

<sup>397</sup> MUSSO Stefano, *Storia del lavoro in Italia dall'Unità a oggi*, Marsilio Editori, Venezia, 2011.

<sup>398</sup> Archives historiques Fondazione "Luigi Micheletti", Fond PCI, Enveloppe PCI regionale. Atti di convegni e seminari. Seminario "Democrazia cristiana e mondo cattolico a Brescia". Intervento di Claudio Bragaglio, Democrazia cristiana e mondo cattolico. Partito, movimento e istituzioni, 7,8,9 settembre 1978, P.15.



hégémonique que le bloc modéré exerçait sur le monde de la presse et de la culture.

En général, ils critiquaient l'attitude hégémonique et prévaricatrice de la FIOM dans les usines, où, selon eux, les représentants des autres syndicats étaient systématiquement attaqués lourdement et où les délégués de la FIOM exerçaient un contrôle direct sur les votes des travailleurs et orientaient les débats à travers ses délégués. Ils dénonçaient l'impossibilité d'organiser un vrai débat dans les usines, ouvert à toutes les positions et où, donc, était empêché l'exercice des droits syndicaux. La FIOM exerçait son contrôle dans la plupart des moyennes et grandes usines du département, grâce à la présence d'une couche d'avant-garde formée par les délégués et les activistes syndicaux. Cette couche était devenue très importante au fil des années 1970, à la fois parce qu'elle était capable de lancer des mobilisations massives dans les usines plus importantes grâce à un rapport de confiance et de dialogue continu avec les adhérents syndicaux et les salariés, à travers aussi un travail de construction collégiale des plateformes revendicatives et de consultation sur toutes les décisions. Cela avait, effectivement, créé une forme de fidélité très importante des travailleurs en vers leurs délégués syndicaux, surtout à partir des années 1980, quand toute la structure de la FIOM de Brescia était engagée dans une bataille très rude contre les structures nationales de la FIOM et de la CGIL. De l'autre côté grâce au rôle que cette avant-garde avait dans l'anormale structure directionnelle de la FIOM locale, où depuis la moitié des années 1970, le secrétariat avait été formé par les représentants de la FIOM dans les conseils d'usine, donc dans les faits il existait un mélange entre la direction départementale et les membres de la FIOM dans les conseils d'usine. Ces derniers n'étaient pas seulement présents dans le secrétariat, mais avaient un véritable pouvoir de veto sur les décisions du secrétaire général Giorgio Cremaschi, d'autant que vers la fin des années 1980, ce système sera institutionnalisé avec la création d'un exécutif des chefs syndicaux des moyennes et grandes usines qui aura un rôle non seulement de contrôle du travail du secrétaire général de la FIOM de Brescia, mais aussi de direction politique. En effet, à ce moment-là, les pouvoirs dans la FIOM de Brescia seront partagés entre le secrétaire général qui s'occupait de la gestion quotidienne de l'organisation et l'exécutif des grandes usines qui devait prendre les décisions

politiques et syndicales les plus importantes. Dans les faits, le secrétaire général devenait une figure de coordination, de représentation publique et d'exécution des décisions prises par les avant-gardes d'usine<sup>399</sup>.

Les responsables syndicaux d'usine de la FIOM départementale pendant les années 1980-1990 avaient des caractères communs. Dans la plupart des cas, il s'agissait de jeunes travailleurs protagonistes des mobilisations de la fin des années 1960 qu'après avaient intégré le travail syndical en étant élus délégués dans les conseils d'usine. Pendant la première partie des années 1970, ils seront formés syndicalement par les leaders historiques des sections FIOM dans les usines. Ces leaders avaient une autorité politique extraordinaire grâce au rôle qu'ils avaient eu en tant que organisateurs du mouvement de résistance et des commissions internes pendant le second après-guerre. Le dialogue entre les jeunes délégués et anciens leaders d'usine n'était pas toujours facile parce que ces derniers étaient les représentants d'un syndicalisme plus institutionnel basé sur une négociation d'usine très codifié ou le nombre des décideurs syndicaux dans l'usine était très restreint (coïncidait avec les membres de la commission interne) et où la base des travailleurs ne jouait aucun rôle décisionnel. Au contraire ces jeunes étaient le moteur de la construction du syndicalisme des conseils d'usine basé sur une large participation démocratique des travailleurs mais aussi sur l'élargissement important du nombre des délégués du personnel, pas élus sur la base de leur appartenance syndicale, mais sur des listes libres dans la perspective de l'unification syndicale. C'est sur ces jeunes délégués que Claudio Sabattini s'appuiera pour construire le syndicalisme conflictuel et démocratique des années 1970. Il travailla pour les intégrer dans le groupe dirigeant départemental de la FIOM mais aussi les placera à la tête des sections FIOM d'usine en substituant les anciens leaders entre 1975 et 1976.

Presque tous ces jeunes leaders étaient depuis leur plus jeune âge aussi des militants du PCI, d'abord dans les sections de la jeunesse communiste et après dans les respectives sections d'usine dans les quelles ils furent formés politiquement. Leur niveau politique était très élevé grâce à la formation continue

---

<sup>399</sup> Cfr. PORTA Gianfranco, SIMONI Carlo, *Gli anni difficili. Un'inchiesta fra i delegati FIOM di Brescia*, FrancoAngeli, Milano, 1990.

qu'ils avaient dans le Parti communiste local. Il faut tenir en compte du fait que la gauche du PCI contrôlait depuis les années 1960 la FIOM de Brescia. Si officiellement il y avait l'interdiction formelle d'être élus au même temps dans les groupes dirigeants syndicaux et du parti, dans les faits la distinction entre dirigeant politique et syndical n'était pas toujours claire. Un dirigeant syndical de la FIOM participait aux décisions les plus importantes de la gauche du PCI et notamment concernant la nomination d'un des membres dans les groupes dirigeants du PCI et la chose avait lieu aussi dans le sens inverse.

Donc c'est assez naturel constater que, à la fin des années 1970, tous les jeunes responsables des sections FIOM d'entreprise avaient un poids important dans leur section PCI d'usine et aussi dans des différentes structures dirigeants au niveau départemental, même si la gauche interne était sous représentée dans les groupes dirigeants.

Un autre élément commun était leur origine d'une famille ouvrière ou de la petite bourgeoisie urbaine communiste, avec plusieurs de ses membres engagés politiquement dans le PCI. Il s'agissait des familles qui avaient vécu le militantisme clandestin pendant la période fasciste culminée avec la participation à la résistance et qui avaient contribué à la reconstruction et l'avancée électorale du PCI pendant les premières deux décennies de la République italienne. Depuis leur enfance, ils avaient baigné dans cet environnement politique fébrile et ils avaient fréquentés les sections et des organisations de la jeunesse du PCI. Concernant les avant-gardes d'entreprise de la FIOM en sens large (délégués et militants les plus actifs), ils avaient un parcours formatif et professionnel semblable à celui de leurs homologues de la FIM. Ils commençaient à travailler dans des petits ateliers en tant que apprentis pour arriver seulement après dans les grandes usines. Ce parcours était un peu plus difficile pour eux, malgré la forte dynamique d'embauche des années 1960-1970, parce qu'en étant, dans la majorité de cas, fils de militants communistes, souvent ils ne pouvaient pas bénéficier du mécanisme d'embauche du fils après le départ à la retraite du père et des recommandations des prêtres ou des responsables politiques de la DC de leur village parfois nécessaires ou fortement efficaces pour être embauchés dans

les moyennes et grandes entreprises. Cette pratique fut assez fréquente jusqu'à la fin des années 1960.

Un autre élément commun à la majorité des délégués de la FIOM était leur provenance d'une famille ouvrière caractérisée par la présence importante de dirigeants ou de militants communistes parmi les membres plus proches de la famille en comparaison avec le reste de leurs collègues d'entreprise.

Les délégués de la FIOM originaires des familles paysannes étaient sous-représentés si on tien en compte l'importance du premier secteur jusqu'au début des années 1960. Les zones rurales et les plus reculées du département avaient une implantation du PCI et du syndicalisme socialo-communiste très limité pendant les années 1950-1960, sinon presque inexistante dans beaucoup villages même de taille moyenne. Ils étaient originaires et ils vivaient dans la plupart des cas très proches des gros centres industriels où sont présentes la plupart des moyennes et grandes usines et où le PCI était plus enraciné comme le chef-lieu de Brescia et les vallées Trompia, Gobbia et Sabbia. Leur présence était moins forte dans la Bassa bresciana (sud du département), dans les zones des lacs de Garda et d'Iseo et dans l'haute Valle Camonica où la CGIL et le PCI étaient moins forts.

Aldo Gregorelli, secrétaire général de la CISL de Brescia explique son point de vue concernant l'hégémonie de la FIOM de Brescia et le climat hostile qu'il y avait dans les usines envers qui représentait les positions de FIM et UILM locales :

*« Le fondamentalisme de la FIOM était tel que si vous aviez une position modérée, pour eux, vous étiez fasciste. Sur les poubelles, à côté des usines, ils écrivaient: "Mort à Gregorelli". Ils m'ont craché dessus les rares fois où je suis allé manifester. Cremaschi était l'interprète d'un absolutisme exagéré, il refusait la négociation. Nous n'avons jamais été extrémistes. Quand tu as des militants syndicaux dans les usines tellement radicaux, les dirigeants peuvent faire deux choses : chercher de les diriger vers où ils veulent ou essayer de les avoir de leur côté. La direction de la FIOM de Brescia a fait les deux et un idéologue comme Cremaschi les a influencés. Il n'était pas stupide et avait une ligne de rupture totale. Il a imaginé un monde différent. Dans les usines, ils ne faisaient pas de cours de*

*formation sur l'histoire de leur organisation ou sur les questions de travail, ils voulaient seulement former le délégué à être dur et inflexible contre le patron. Un fait me revient à l'esprit. Une fois, je suis allé à une assemblée à l'usine Idra. Casella, un dirigeant de la FIOM, était présent. Lui, avec ses silences, faisait voter tout le monde. S'il me disait que j'aurais pris deux votes, j'en aurais pris deux et pas plus. Dans cette usine, il y avait 5 ou 6 personnes que j'avais fait embaucher au moment où j'étais maire de Villa Carcina, je pensais au moins que, pour solidarité où sympathie ils auraient voté pour moi, mais cela ne s'est pas produit. Casella m'a dit d'éviter de venir quand il y avait des votations et d'envoyer quelqu'un d'autre parce que je ne pouvais pas prendre beaucoup de votes. C'était le fatalisme de l'époque et j'ai toujours été contre cela»<sup>400</sup>.*

La critique de la UIL était plus centrée contre la forme de représentation même des conseils d'usines et du rôle qu'avaient pris les assemblées ouvrières. Ils critiquaient le fait que ces organismes étaient élus non pas sur la base du choix des candidats par les syndicats départementaux, mais sur proposition des salariés qui étaient libres d'écrire le nom d'un collègue qu'ils considéraient plus adapté à les représenter en dehors d'une logique directe de sigle syndical. Cela avait entraîné une perte de pouvoir de la part des syndicats de branche départementaux, et donc posait un problème du rôle politique de la direction syndicale territoriale et du rapport entre le pouvoir décisionnel des inscrits aux syndicats, qui selon la UIL devait prévaloir, et des travailleurs non encartés dans une organisation syndicale qui avec leur vote majoritaire élaient un organisme de représentativité syndicale plénipotentiaire<sup>401</sup>.

---

<sup>400</sup> Interview de Aldo Gregorelli, Secrétaire général de la CISL de Brescia en 1984.

<sup>401</sup> « Il y avait des conseils d'usine avec une marée infinie de gens à l'intérieur, sans filtres particuliers, parce qu'ils étaient élus sur des critères discutables, il n'y avait pas d'élections générales. L'élection était pour « gruppo omogeneo ». Un petit groupe, même de six personnes, qui pouvait élire un délégué selon la préférence des travailleurs, même sans qu'il soit adhérent au syndicat et donc la construction de ces groupes homogènes a révélé des phénomènes étranges. En 1979, la direction de la FIAT a licencié 61 militants de l'usine de Mirafiori à Turin et une personne était directement liée à des groupes armés». Interview de Martino Amadio, secrétaire général de la UILM de Brescia en 1984.

Selon eux, pendant le mouvement des autoconvoqués, la FIOM avait poussé à l'extrême les pires dynamiques de l'assemblée ouvrière pour attaquer la ligne des directions confédérales nationales et isoler les délégués CISL et UIL qui n'étaient pas d'accord avec eux, en arrivant à l'agression verbale et parfois physique comme le constate a posteriori Martino Amadio, secrétaire de la UILM de Brescia en 1984 :

*« Le syndicat pendant cette époque florissante, représentait une partie des travailleurs, les adhérents étaient moins de 50% du total. Si les décisions doivent être prises à la majorité, c'est évident qu'une minorité suffit pour prendre les décisions valables pour tout le monde. A ce moment-là, l'assemblée d'usine s'était développée énormément. Les assemblées d'usine ont des dynamiques particulières. En face d'un public silencieux, si quelqu'un prend la parole et est plus bruyant que les autres, il arrive à s'imposer à la majorité. Les positions minoritaires sont dans beaucoup de cas dominantes. Les mouvement des autoconvoqués est la goutte qui a fait déborder le vase et décréta la fin de l'unité syndicale. En effet, l'année d'après, les ressources furent redistribuées et les sièges furent divisés entre les trois syndicats de la mécanique-métallurgie et tout le monde revint à sa confédération syndicale d'appartenance. Cela a été possible parce qu'il y avait un problème à la base. Une structure comme le conseil d'usine, s'était mise en contraposition directe avec les confédérations syndicales. Elle se comportait comme s'elle était autre chose. La CGIL et surtout la FIOM de Brescia depuis la fin des années 1970 n'acceptaient pas le lignes politiques et syndicales nationales donc ils faisaient pression parce qu'elles voulaient compter dans le choix de la bataille syndicale. Un problème qu'était de rôle et de pouvoir dans leur organisation syndicale»<sup>402</sup>.*

La position des délégués qui ont donné naissance au mouvement des autoconvoqués concernant le débat entre spontanéisme des conseils d'usine et le pilotage caché de la part de la FIOM locale est bien exprimée par Luciano Donnini, délégué FIOM de l'usine ATB, l'usine où le mouvement a eu ses origines :

---

<sup>402</sup> Interview de Martino Amadio, secrétaire général de la UILM de Brescia en 1984.

*« La discussion entre spontanéité et « spintaneità »<sup>403</sup> était assez folklorique et faisait partie du débat syndical. Toutes les initiatives doivent être organisées par quelqu'un, mais s'il n'y a pas de climat propice, une volonté de se mobiliser de la part des masses, vous pouvez passer des appels téléphoniques, mais personne ne répondra. A cette époque, il y avait un véritable ferment. Le « spintaneismo » coordonnait une spontanéité qui était dans les faits, qu'avait une force de propulsion derrière elle. Les « autoconvoqués » sont nés avant la signature du décret de Saint-Valentin. Si ce n'était que l'usine ATB, cela n'avait aucun sens, alors nous avons commencé à nous organiser avec les autres sans se cacher. Nous avons demandé aux autres conseils d'usine de nous suivre pour donner une voix à nos instances. Au début, des contacts informels ont eu lieu entre certains grands conseils d'usine de Brescia. Certains représentants de chaque conseil d'usine sont restés en contact et ont échangé des idées et ont certainement réfléchi à ce qu'il fallait faire dans le pire des cas, c'est-à-dire si l'accord avait été signé ou qu'un décret avait été présenté pour passer en force. Nous avons eu l'idée de synchroniser des situations déjà mûres, il y avait un climat prêt pour le combat, nous devions nous organiser car si nous étions nombreux, la mobilisation aurait eu un sens complètement différent. Pour démarrer le mouvement, la participation de FIM à l'usine FIAT à été déterminante. Si elle n'était pas là, le mouvement aurait semblé une mobilisation seulement d'une partie de la CGIL. Au contraire il y aura une pluralité de participation qui donnait le sens du consensus que les travailleurs avaient envers cette mobilisation syndicale spontanée»<sup>404</sup>.*

Pour revenir aux mobilisations des jours qui suivent la présentation officielle du décret de Saint Valentin et donc aussi sur les polémiques concernant

---

<sup>403</sup> La « spintaneismo » est un neologisme utilisé dans le monde syndical de Brescia en contraposition au spontaneisme. Les dirigeants de la CISL et de la UIL de Brescia utilisaient ce terme ironique pour dénoncer le fait que derriere aux mobilisations des travailleurs dans les usines contre le Decret de la Saint Valentin, présentées comme spontanées par la CGIL locale, il avait une organisation bien orchestrée de la part de la FIOM de Brescia que « spingeva – poussait » le mouvement de lutte.

<sup>404</sup> Interview de Luciano Donnini, délégués FIOM de l'usine ATB.

les taux d'adhésion aux grèves spontanées de la part des travailleurs et sur le nombre d'usine qui avaient adhéré, il faut constater que la réaction à la signature du décret fut immédiate dans la plupart des moyennes et grandes usines du département. Le 15 février, le conseil d'usine de l'ATB demanda, à la direction nationale de la CGIL la convocation d'une grève générale nationale contre les politiques du gouvernement, et le 16 février une nouvelle assemblée locale des autoconvoqués décida d'organiser une grève départementale le 17 février. La manifestation fut l'une des plus importantes depuis la fin des années 1970, avec un niveau élevé d'abstention du travail avec comme épice centre les grandes usines de la Ville de Brescia et les villages limitrophes où entre 70 et 90% des salariés avaient adhéré à la grève selon les différentes estimations<sup>405</sup>.

La manifestation du 17 février fut un succès, avec plus de 15000 personnes qui défilèrent dans les rues de la ville de Brescia, malgré le fait que le cortège fut organisé en moins de 24 heures et que son organisation fut appuyée seulement par la direction départementale de la FIOM et une partie de la CGIL de Brescia (le secrétaire général de la CGIL de Brescia Aldo Rebecchi donna un appui informel à cette initiative). Cette fois, la FIM-CISL de Brescia, qui avait eu auparavant une attitude de dialogue avec les « Autoconvoqués » malgré les distinctions, n'adhéra pas aux initiatives organisées et commençait à faire pression sur les structures FIM internes aux entreprises pour les convaincre d'abandonner la mobilisation.

Si la plupart des FIM d'usine se désolidarisèrent du mouvement des conseils d'usine sur indication de leur structure départementale, une partie importante des adhérents et une partie minoritaire des délégués du personnel, surtout dans certains grandes usines de la ville de Brescia et dans la Vallé Trompia, continuèrent à participer aux mobilisations, sans jouer un rôle direct d'organisation et sans prise de position publique. Dans le courant socialiste de la CGIL, où les positions d'opposition au mouvement étaient différentes, d'un côté il y avait les permanents syndicaux du courant socialiste dans la FIOM qui avaient une position assez positive à l'idée de restructurer l'échelle mobile des salaires,

---

<sup>405</sup> Mobilitazione generale dei comunisti per il buon esito della manifestazione. Ottomila i lavoratori ieri in piazza ma molti sono rimasti in fabbrica, *Giornale di Brescia*, samedi 18 février 1984.



avec en échange des réformes économiques et sociales structurelles, mais ils étaient méthodologiquement opposés au choix de gouvernement Craxi de s'imposer par décret législatif. Ils n'appliquèrent pas une résistance forte aux démarches du mouvement contre le décret de la Saint Valentin. De l'autre côté, il y avait les socialistes présents dans la structure CGIL et dans les autres catégories, qui étaient sur la ligne de défense intransigeante des directions syndicales, et ils appliquaient un boycottage actif des initiatives des conseils d'usine. La différence de ligne exprimée par des membres d'un même courant interne et issu d'un même parti, le Parti socialiste italien, était dû à deux facteurs : d'abord les socialistes de la FIOM subissaient les pressions directes de la FIOM départementale et d'une base syndicale qui dans les usines mécaniques était farouchement opposée à l'affaiblissement de l'échelle mobile. De l'autre côté, les dirigeants socialistes de la FIOM étaient membres du courant « Lombardiana », à l'intérieur du PSI, qui défendait des positions de gauche, pas forcément proches de celle de Bettino Craxi. Au contraire, les dirigeants socialistes des autres branches de la CGIL étaient dans la plupart des cas des membres des courants internes qui soutenaient le secrétariat de Craxi donc aussi son action gouvernementale<sup>406</sup>.

Le témoignage de Livio Melgari, secrétaire de la FIOM dans le secteur du Lac de Garde et personnalité éminente du courant socialiste dans la CGIL explique la position qu'auront les socialistes de la FIOM :

*« La réflexion portait sur l'objectif du mouvement, qui devait aller quelque part et ne pas être une protestation comme fin en soi. Nous nous sommes demandés quel était le but ultime de ce mouvement. Toute la FIOM de Brescia était solidaire de ce mouvement. La composante socialiste de la FIOM avait une position d'abstention et de criticité en quelque sorte. Après, la situation a un peu dégénéré,*

---

<sup>406</sup> Cfr Interview de Livio Melgari, secrétaire de la FIOM dans le secteur du Lac de Garde

*car nos positions, qui étaient plus articulées et ont tenté d'apporter des éléments d'évaluation sur ce qui était déterminé, ont été complètement ignorées»<sup>407</sup>.*

Le témoignage de Ernesto Cadenelli, membre du secrétariat FIOM de Brescia et responsable du courant socialiste parmi les métallurgistes de la CGIL, semble aller dans le même sens de la déclaration de son collègue Livio Melgari :

*« Pendant près d'un an, dans la FIOM, nous avons évité de discuter et de voter sur les questions de fond de la mobilisation contre le décret de la Saint Valentin, simplement pour éviter des ruptures importantes. On a pris acte de la présence de deux positions dans la CGIL et nous avons essayé de vivre ensemble. J'ai fait beaucoup d'assemblées d'usine sur le décret de la Saint Valentin et pour présenter les arguments, nous étions deux membres de la CGIL, avec des idées différentes. C'était du jamais vu. Il y avait une forme de cohabitation acceptée par tout le monde parce que nous savions qu'une fois passée cette tempête on devait recommencer à travailler ensemble. Les dirigeants communistes les plus avertis avaient aussi cette préoccupation»<sup>408</sup>.*

### ***L'assemblée des autoconvoqués du 5 mars 1984 et la question de la démocratie syndicale***

Le 5 mars il y eut une autre assemblée autoconvoquée à laquelle adhèrent 127 conseils d'usine de Brescia. Pendant cette assemblée fut

---

<sup>407</sup> Interview de Livio Melgari, secrétaire de la FIOM dans le secteur du Lac de Garde.

<sup>408</sup> Interview de Ernesto Cadenelli, membre du secrétariat FIOM de Brescia pour le courant socialiste.

confirmée l'adhésion au rendez-vous national du mouvement des autoconvoqués du 6 mars au Palalido de Milan. C'est à ce moment qu'émergea la motivation centrale du mouvement des conseils d'usine qui donna lieu à une mobilisation qui durera toute la décennie 1980 à l'intérieur des confédérations syndicales. Il s'agit de la question de la démocratie syndicale. La FIOM et les conseils d'usine de Brescia présentèrent un document sur ce thème à l'assemblée nationale des autoconvoqués de Milan du 6 mars qui fut voté à l'unanimité, malgré les différences d'appréciation concernant le décret de la Saint Valentin qui subsistaient dans les structures CGIL et les conseils d'usine présents à cette assemblée.

Dans un contexte de négociation centralisée au niveau national géré exclusivement par les directions confédérales, les conseils d'usines, sans nier le rôle des confédérations nationales, proposaient d'ouvrir un débat dans la CGIL pour arriver à la constitution d'un cadre règlementaire clair concernant les procédures décisionnelles où devait être garanti le dialogue continu entre les instances syndicales des base et la Fédération nationale CGIL, CISL et UIL. Ils proposaient de redonner une centralité aux conseils d'usine comme organisme décisionnel plus important concernant les thématiques des négociations et des actions de mobilisation et le droit d'information et de validation des propositions, des décisions et des accords signés de la part de tous les salariés<sup>409</sup>.

Cette volonté de redonner la parole aux délégués et aux salariés à travers les conseils d'usine venait de la conviction de la part des dirigeants autoconvoqués sédimentée depuis le début des années 1980, que la centralisation de la négociation et le virage modéré des syndicats nationaux était en train de creuser un fossé avec les travailleurs. Ils se sentaient de moins en moins membres d'un collectif syndical et ils se sentaient privés de la possibilité de peser sur les choix du syndicat sur des thèmes centraux qui les concernaient à cause des négociations nationales qui concernaient aussi des points importants des négociations d'entreprise.

---

<sup>409</sup> Un migliaio di lavoratori ha risposto all'invito di Atb, Om, Caffaro, N&K, Eaton nova. Gli autoconvocati insistono sulla « centralità dei Cdf, *Giornale di Brescia*, mardi 6 mars 1984.

Maurizio Zipponi, à cette époque permanent FIOM en Vallée Trompia, explique le climat de frustration et de méfiance croissante qui émergeait dans les assemblées ouvrières de Brescia en 1980 et la désillusion des salariés envers la capacité des structures confédérales qui étaient de plus en plus vues comme un facteur externe et pas digne de confiance :

*« La tentative d'organiser les assemblées autoconvoquées avec la présence des dirigeants syndicaux locaux provenait du climat unitaire précédent. Le FLM était un pouvoir respecté car elle avait le consensus des travailleurs. Les assemblées des travailleurs n'ont jamais été simples. Dans l'espace d'une heure, tu devais faire présenter le sujet de discussion, écouter les interventions, puis tenter une conclusion capable de dialoguer avec les instances des salariés et les faire voter. Dans l'espace d'une heure, on exerçait le droit démocratique des travailleurs sur des sujets difficiles à traiter. Je n'ai jamais vu une assemblée où tout s'est bien passé et où les travailleurs étaient heureux. Quand ils intervenaient, au moins, ils commençaient avec trois gros mots, et seulement ensuite ils disaient ce qu'ils pensaient. Le vote décidait la position. C'était une question centrale. Les autoconvoqués voulaient voter et souhaitaient que les dirigeants syndicaux respectent les décisions des travailleurs. En 1984, ils ont défendu une vision du syndicalisme pour laquelle le syndicat était les travailleurs et les travailleurs étaient le syndicat. Après commencera la vraie bifurcation qui deviendra ensuite une véritable rupture. Après comptait seulement le délégué, s'il était respecté ou non, ce n'était plus le collectif qui bougeait »<sup>410</sup>.*

---

<sup>410</sup> Interview de Maurizio Zipponi, secrétaire général de la FIOM du Lac de Garde en 1984.

## ***Le choix d'agir dans les cadres confédéraux***

Malgré la volonté de changer en profondeur le syndicat et de contester la ligne proposée par les directions syndicales, les délégués autoconvoqués ne voulaient pas créer une direction alternative, mais ils se posaient l'objectif de pousser celle existante à écouter la base syndicale.

Anna Sorteni, jeune déléguée de l'usine Idra explique les motivations pour lesquelles elle a décidé de participer au mouvement des autoconvoqués, son point de vue semble être paradigmatique de l'opinion qui circulait entre la base syndicale dans les entreprises de Brescia:

*« Nous sentions l'incapacité de transmettre nos instances à la direction nationale et en particulier au secrétariat général. Les travailleurs estimaient que même les plateformes pour la négociation des conventions collectives proposées par les dirigeants nationaux étaient imposées sans être discutées à la base de l'organisation. Les travailleurs souhaitaient en finir avec ce système. Nous avons fait des milliers de motions et d'initiatives pour changer les plates-formes, pour obtenir leur changement, mais nous avons vu que nos propositions n'étaient jamais prises en compte. Les travailleurs eux-mêmes en avaient assez de cette situation. Les « autoconvoqués » ont pu se développer sur cette base de frustration et de désir de revanche de la part des salariés. Ils ont développé leurs initiatives grâce à la FIOM territoriale qui a également apporté un soutien pratique. Des lieux où discuter, des imprimantes pour tirer les tracts. Ce fut un moment de bouillonnement continu et de discussion très intense. Moi je suis allée dans les petites usines pour parler aux travailleurs, et j'ai senti aussi de leur part la volonté de participer. Tout le monde t'écoutait, ils voulaient s'exprimer, ils voulaient comprendre ce qui se passait. Le problème central pour nous était que la voix des travailleurs était trop faible pour arriver aux dirigeants, tous les projets étaient imposés. Bien que les travailleurs aient proposé des amendements, leurs propositions n'étaient jamais acceptées. Les*

*travailleurs comptaient seulement en usine où ils pouvaient décider les propositions à faire pour la négociation d'entreprise et accepter la signature d'un accord. Les travailleurs en avaient assez de ne pas compter au niveau régional et national. Cela dit, nous, les délégués, avons été très critiques, mais nous n'avions jamais eu l'idée de remplacer la direction nationale. Nous voulions trouver le meilleur moyen de donner la parole aux travailleurs, il ne s'agissait pas d'une question de sujets que représentaient le syndicat. Si ces dirigeants avaient commencé à écouter et appliquer nos demandes de démocratie, nous les aurions suivis. Le problème des « autoconvoqués », qui ne permettait pas leur efficacité, était que nous n'avions pas nos propres ressources financières»<sup>411</sup>.*

Ce constat semble être confirmé par la relation introductive de M. Agnelli, délégué de l'usine Samo de Bergame et de l'écrasante majorité des interventions faites à l'assemblée au Palalido de Milan du 6 mars. Tous soulignaient que le mouvement de lutte qui se reconnaissait dans les auto-convocations ne voulait pas sortir du cadre syndical, encore moins envisager la création d'une nouvelle structure syndicale formée par la scission d'une partie des militants des trois confédérations syndicales. En effet, tous les dirigeants de la fédération unitaire CGIL, CISL et UIL avaient été invités à l'assemblée, mais seulement une partie des chefs du courant communiste étaient présents. Le mot d'ordre sorti de cette assemblée fut « le syndicat, c'est nous ». Ce slogan démontre que l'objectif était plutôt de défendre le modèle syndical né pendant les années 1970 où les conseils d'usine avaient réussi à obtenir un rôle dans la négociation d'usine, mais aussi dans les décisions concernant les plateformes nationales des syndicats. Ce modèle était axé sur un système de direction politique dual. Il était axé sur la direction nationale de la CGIL, mais sur un fort pouvoir de veto de la part des conseils d'usine à travers les assemblées nationales des délégués et le vote des plateformes syndicales nationales de la part des travailleurs. Depuis le début des années 1980, le système de centralisation de la négociation avait cassé aussi le système pour lequel les conseils d'usine étaient les intermédiaires de l'opinion de la base militante concernant les lignes syndicales nationales, et cette dernière

---

<sup>411</sup> Interview de Anna Sorteni, jeune déléguée FIOM de l'usine Idra de Brescia.

jouait un rôle de pression surtout grâce à sa capacité de mobilisation et à la disponibilité à se mobiliser à l'appel de leurs délégués syndicaux. C'est évident que derrière la rhétorique du retour aux origines, il y avait la volonté d'ouvrir une discussion très profonde dans le syndicat avec l'objectif d'arriver à une réforme profonde du fonctionnement de la démocratie dans le syndicat, notamment concernant la légitimité des conseils d'usine et des branches locales à jouer un rôle dans la prise des décisions. L'objectif des autoconvoqués n'était pas d'obtenir des simples aménagements statutaires pour avoir des pouvoirs de codécision des conseils d'usines de la ligne syndicale nationale, mais mettre en place un autre mode de fonctionnement de la Confédération syndicale CGIL, axé sur le rôle prééminent des cadres intermédiaires, notamment des délégués et des branches locales dans les prises des décisions régionales et nationales<sup>412</sup>.

Luigi Guizzi, leader de la FIOM dans l'usine FIAT explique qu'ils ne voulaient pas rompre avec le syndicat, mais au maximum changer certains dirigeants et surtout faire changer la ligne politique générale:

*« Nous avons formulé de très vives critiques, mais nous n'avons même pas pour un moment eu l'idée de quitter le syndicat. Nous avons fait faire une bataille politique très forte, mais en restant à l'intérieur. Les dirigeants nationaux, on voulait les changer tous, à Brescia c'était déjà différent. Même avec le secrétaire général de la CGIL de Brescia, Aldo Rebecchi, il y a eu de grandes discussions, mais il n'a jamais rompu, car il a probablement compris que rompre avec nous, c'était comme rompre avec les travailleurs. Il a compris que derrière nous il n'y avait pas de gens exaltés de Lotta Continua, mais des délégués d'usine du PCI. Nous voulions changer le syndicat de l'intérieur. En effet, lorsque nous proclamions les grèves, la CGIL de Brescia en prenait acte et adhérait. Elle ne pouvait pas refuser de nous suivre, nous avons une très forte dynamique »<sup>413</sup>.*

---

<sup>412</sup> E i CDF autoconvocati riaffermano a Milano: "il sindacato siamo noi", *Giornale di Brescia*, mercredi 7 mars 1984.

<sup>413</sup> Interview de Luigi Guizzi, leader ouvrier FIOM à l'usine FIAT de Brescia.

Les positions très à gauche que la FIOM de Brescia avait exprimé au cours des années 1970-1980 avaient rallié la quasi-totalité de l'avant-garde ouvrière plus radicale derrière ses positions et par conséquent évitant la formation des courants externes de contestation du syndicalisme confédéral. Cela aussi à cause de l'absence historique de groupes d'extrême-gauche avec un enracinement significatif dans les entreprises. De plus, vu le lien entre la direction de la FIOM locale et la gauche interne au PCI de Brescia, la plupart des militants et délégués syndicaux rejoignaient naturellement le PCI pour mener une bataille interne contre la majorité que gérait le parti à Brescia, qui était plutôt sur des positions modérées. Malgré leurs positions très critiques envers les directions des syndicats confédéraux, les dirigeants de cette gauche communiste locale étaient profondément convaincus de la nécessité de rester à l'intérieur et mener un travail d'opposition dans la CGIL. Ils s'étaient farouchement opposés, depuis les années 1960, au sectarisme des organisations d'extrême-gauche (*Lotta continua*, *Potere operaio*, etc) qui proposaient aux travailleurs de sortir des syndicats pour créer des structures autorganisées et autonomes en pleine contraposition avec les structures confédérales dans un moment où la CGIL et les autres syndicats vivaient une augmentation extraordinaire des adhésions et une radicalisation progressive de leur ligne, grâce à la poussée de la mobilisation ouvrière et des conquêtes syndicales. Leur conviction profonde était qu'en dehors des organisations de masse du mouvement ouvrier, donc PCI et CGIL, il n'y avait pas d'espace pour créer d'autres structures capables d'avoir une audience de masse et donc capables de compter dans le panorama politique et syndical. Les dirigeants syndicaux, les délégués et les militants syndicaux de la FIOM de Brescia n'avaient pas le profil des ouvriers qui avaient intégré les organisations d'extrême-gauche dans des autres villes industrielles. Le dirigeant national de la FIOM, Claudio Sabattini, une fois devenu secrétaire général de la FIOM de Brescia en 1974, avait fait un travail d'abord de construction de la direction politique de la FIOM locale et des groupes dirigeants d'usine, avec l'objectif de créer un groupe dirigeant d'usine et départemental formé par des jeunes travailleurs issus de la production, sélectionnés principalement pour leur engagement dans les mobilisations des années précédentes. Ce travail de renouvellement profond du



secrétariat départemental et des sections syndicales d'usine fait au milieu des années 1970, avait changé en profondeur la méthode de fonctionnement même de la FIOM de Brescia. En outre, cela avait eu un impact important sur la radicalité de la structure FIOM locale et sur la marginalisation de la présence des organisations politiques d'extrême gauche.

Le profil type des membres de la direction et des avant-gardes syndicales d'usine de la FIOM de Brescia était celui d'un militant bien intégré dans l'activité syndicale et le débat dans les structures départementales et d'usine, qui participait au débat syndical en utilisant les instruments donnés par son organisation et qui menait un travail acharné de débat et de dialogue avec les salariés dans les usines et les militants syndicaux pour les convaincre à mener une bataille contre la ligne politique proposée par la CGIL nationale, mais dans plusieurs cas aussi de la FIOM nationale. A côté de cela, il menait une bataille contre les positions jugées modérées de la direction du PCI local. Il y avait un mécanisme de recrutement direct des militants syndicaux vers les sections d'usine du PCI où était menée une bataille directe contre la direction départementale ; et aux jeunes ouvriers l'adhésion au PCI était proposée en expliquant ouvertement leurs objectifs de bataille fractionnelle dans les structures du parti communiste. Il ne s'agissait pas du prototype de l'ouvrier contestataire que les organisations d'extrême-gauche recrutaient dans les usines. Le stéréotype de l'ouvrier d'extrême-gauche en Italie était plutôt un adhérent syndical isolé, dans la plupart des cas aux marges de l'activité syndicale, ou même en rupture avec les structures syndicales d'usine de la FIOM à cause des divergences dans l'appréciation de la ligne syndicale nationale où des décisions prises par le syndicat interne à l'entreprise. Ce n'était pas le cas du département de Brescia, où il y avait des rares ouvriers adhérents aux organisations d'extrême-gauche, mais qui partageaient la démarche de contestation nationale de la FIOM de Brescia et donc étaient bien intégrés dans le travail syndical d'usine et au niveau départemental.

En 1984, malgré l'émergence d'une forte demande de démocratie interne de la part des délégués d'usine et de la direction de la FIOM de Brescia, les « autoconvoqués » étaient encore en partie dans une dynamique de fidélité

envers la direction nationale. Ils avaient encore un respect et une confiance substantielle envers les chefs nationaux de la CGIL, qui étaient, au passage, des leaders prestigieux forgés dans les luttes des décennies précédentes et avaient une emprise importante sur des vastes couches des salariés. Malgré cela, à Brescia commençait à faire surface dans certaines couches plus radicalisées de la FIOM le doute que les directions des syndicats confédéraux avaient trahi les revendications des travailleurs et qu'elles faisaient usage de méthodes autoritaires pour imposer une ligne collaborative avec les associations des entrepreneurs.

De ce point de vue, il faut constater que la décision de la part des conseils d'usine d'agir partiellement en dehors du cadre des organisations confédérales représentait une rupture importante qui annonçait un changement de phase dans les rapports entre la base syndicale et les sommets syndicaux.

Maurizio Zipponi, qui ensuite deviendra secrétaire de la FIOM départementale, cherche à expliquer les motivations pour lesquelles, à ce stade, n'émerge même pas un débat sur la possibilité d'abandonner les syndicats confédéraux pour créer une autre chose :

*« La relation entre le délégué et le travailleur était imprégnée d'une conception léniniste. Le travailleur pouvait contester le délégué, peut-être, parce qu'il n'avait pas résolu les problèmes liés à la charge et au temps de travail, mais il le respectait. Le délégué contestait le fonctionnaire, mais le respectait, et ainsi de suite. C'était très pyramidal. Le débat était dans la dynamique du syndicat. Il n'y avait pas une contestation à Brescia qui venait de l'extérieur du syndicalisme confédéral. On pensait qu'avec un travail interne, il était possible de changer la ligne syndicale car cela venait d'une histoire où, lorsque les travailleurs se mettaient en colère, les dirigeants syndicaux locaux, qui venaient tous de l'usine, devaient intervenir. Il n'y avait pas de contestations importantes à Brescia dans les usines, sinon une demande croissante de démocratie dans le syndicat»<sup>414</sup>.*

---

<sup>414</sup> Interview de Maurizio Zipponi, secrétaire de la FIOM dans le secteur Lac de Garde en 1984.

## ***Le document sur la « Démocratie syndicale » des conseils d'usine de Brescia***

Le document sur la démocratie syndicale présenté par les conseils d'usine de Brescia et qui fut voté dans l'assemblée nationale autoconvoquée du 6 mars est aussi la démonstration de la volonté de mener une bataille interne aux confédérations syndicales. Le contenu de ce document est le résumé des objectifs syndicaux des conseils d'usine qui vont bien au delà de la lutte contre la perte de 3-4 points d'échelle mobile des salaires.

Les conseils d'usine demandaient *« une refondation démocratique et pluraliste du Syndicat à travers la reconstruction de la participation des salariés », « nous ne voulons pas accepter comme inévitable la fragmentation du Syndicat, ni son institutionnalisation dans un palais de plus en plus loin des problèmes de tous les jours »*<sup>415</sup>.

Les cinq points sur lesquels les conseils d'usine vont cibler leur intervention et leur bataille interne aux structures confédérales y sont évoqués :

1. Aucun choix concernant les conditions contractuelles et de travail ne peut être négocié par les syndicats sans le mandat préalable des salariés intéressés. Ces choix sont pris en assemblée, aussi à travers le referendum.

2. La représentation des salariés dans les usines et dans les entreprises est confiée aux délégués et aux conseils d'usine élus par tous les salariés au scrutin secret. Les décisions qu'ils prennent sont contraignantes pour les organisations syndicales sous réserve de la vérification du consensus des salariés.

---

<sup>415</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 27, étagère AVIII S4, "Comitato direttivo", Appello per la democrazia e l'unità del sindacato, Brescia, 5 mars 1984.

3. Une fois par an, la Fédération CGIL, CISL et UIL doit convoquer les assemblées des délégués au niveau départemental et national. Ces assemblées doivent être convoquées, en tout cas, quand il faut prendre des décisions revendicatives et contractuelles de caractère général.

4. Les salariés doivent pouvoir décider en pleine connaissance de cause. Les syndicats ont le devoir de garantir des instruments d'information continus et efficaces.

5. La démocratie syndicale doit être basée sur la liberté de choix entre hypothèses différentes, par conséquent dans le cas de positions différentes dans la fédération syndicale, les salariés doivent pouvoir voter les propositions différentes. La position gagnante dans la votation est contraignante pour toutes les organisations syndicales.

6. La CGIL-CISL-UIL ont le devoir de direction et de proposition politique envers les conseils d'usine et les salariés, mais un renouvellement profond de leur fonctionnement interne est nécessaire, avec davantage de décentralisation dans la prise des décisions, en réduisant le poids et le rôle de l'appareil des permanents et réévaluant le rôle du militantisme et des compétences techniques et scientifiques des cadres d'usine<sup>416</sup>.

### ***La manifestation nationale du 24 mars 1984 et le rôle de la CGIL nationale***

A l'assemblée du Palalido fut en outre décidée la convocation d'une manifestation nationale le 24 mars à Rome contre le décret Craxi. Au lieu de proposer une grève générale, les autoconvoqués optèrent pour une manifestation le samedi. Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL décida de faire adhérer

---

<sup>416</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 27, étagère AVIII S4, "Comitato direttivo", Appello per la democrazia e l'unità del sindacato, Brescia, 5 mars 1984.

l'organisation à la manifestation et donc de prendre le relais organisationnel de cet événement. Il déclara, le 7 mars, à la réunion de la direction de la CGIL : « *La coordination des autoconvoqués s'est terminée hier : c'est la CGIL qui prend le relais du mouvement* ». Il s'agit d'un moment central par le développement du mouvement de lutte parce que la puissante structure de la CGIL rentre dans le jeu, pas seulement du point de vue organisationnel, mais aussi avec sa position spécifique sur le décret de la Saint Valentin et sur l'attitude à tenir envers le gouvernement, changeant par conséquence la nature même de la mobilisation. Pour les autoconvoqués, il s'agissait en même temps d'une victoire et d'une défaite. Si d'un côté il s'agissait d'une victoire politique, parce que leur pression avait contraint la CGIL à participer au mouvement de lutte, de l'autre côté, à cause de cela, ils avaient perdu la direction politique du mouvement. Cela avait affaibli fortement leur capacité d'imposer, dans la période successive à la manifestation de 24 mars 1984, un agenda de mobilisation générale pour la branche mécanique, mais aussi pour les autres secteurs qui commença à se mobiliser. C'est à ce moment que dans les conseils d'usine de Brescia commence un débat sur l'appréciation à donner sur l'adhésion de la CGIL nationale au mouvement et sur le rôle qu'elle aura dans le déclin successif du mouvement<sup>417</sup>.

Giorgio Cremaschi synthétise le débat qui a lieu dans la FIOM de Brescia sur ces thèmes :

*« J'étais contre l'idée d'une manifestation nationale. Il y a eu une discussion dans la FIOM de Brescia parce que je pensais que nous n'avions pas la force de le gérer et que nous aurions amené le mouvement sur d'autres pistes. Nous avons voulu dépasser la question de l'échelle mobile des salaires, parler de démocratie dans la CGIL, de revitalisation du rôle des délégués et des conseils d'usine. La CGIL l'a compris et a « essayé de mettre le chapeau dessus ». Nous ne le voulions pas. Il y eut un affrontement avec Pizzinato (qui sera plus tard secrétaire général de la CGIL de 1986 à 1988), un énième affrontement avec lui. En étant secrétaire de la CGIL Lombardie, il défendait les positions nationales. Il disait qu'on devait travailler pour*

---

<sup>417</sup> E i CDF autoconvocati riaffermano a Milano: "il sindacato siamo noi", *Giornale di Brescia*, mercredi 7 mars 1984.

*la manifestation du 24 mars et nous, au contraire, pensions qu'il fallait continuer avec des événements tels que la grande assemblée des délégués du 6 mars pour susciter un mouvement de réappropriation du syndicat dirigé par les délégués avec l'objectif de réaffirmer leur prééminence avec l'organisation des grèves dans les usines. Au lieu de cela, la ligne de Pizzinato a gagné et la manifestation est devenue celle de la CGIL et pas des conseils d'usine autoconvoqués. La décision d'une manifestation le samedi et non d'une grève qui aurait été une rupture totale avec la CGIL et d'autres syndicats a permis à Lama de prendre l'initiative, de rejoindre et d'organiser la manifestation. A travers l'Italie, cela a permis à la direction nationale de prendre la situation en main, à Brescia non, car nous étions majoritaires et nous avons continué les grèves jusqu'au mois de mai»<sup>418</sup>.*

La volonté de contrôle et de normalisation de cette mobilisation perçue comme extra syndicale de la part de la direction nationale de la CGIL est dénoncée aussi dans le récit de Giuseppe Benedini, membre de la délégation des autoconvoqués brescains allés à Rome pour négocier les termes organisationnels et politiques de la manifestation du 24 mars avec Luciano Lama :

*« Luciano Lama avait compris que le mouvement des autoconvoqués pouvait perturber l'opération politique qui était en cours. Par conséquent, quand nous avons organisé la manifestation le 24 mars à Rome, il a voulu « mettre le chapeau », adhérer à la manifestation et l'organiser en personne. Je vais vous raconter un fait. La veille de la grande manifestation, moi, Guizzi, Landi et Paletti, on a participé à une réunion à « Corso Italia », le siège national de la Lama qui nous avait appelés en tant que promoteurs les plus importants du mouvement des autoconvoqués. Les vrais chefs du mouvement étaient à l'usine FIAT de Brescia, même si beaucoup de gens ont pris les mérites avoir lancé la mobilisation.*

*Nous sommes allés à Corso Italia pour présenter nos propositions, car ils voulaient savoir ce que nous voulions. Nous avons parlé de l'organisation de la*

---

<sup>418</sup> Interview de Giorgio Cremaschi, secrétaire général de la FIOM de Brescia en 1984.

*manifestation, mais on a tout suite compris qu'ils voulait faire le meeting de clôture de la manifestation. Notre objectif était de donner cette intervention à Lorenzo Paletti, qui était de la FIM-CISL. Pour nous, c'était un acte de grande importance symbolique. Dans une manifestation pleine des autoconvoqués, des communistes, avec la présence de toute la structure du PCI, il était important de faire parler un délégué de la CISL. On ne faisait pas confiance au discours qu'aurait fait Luciano Lama, même s'il était secrétaire national de notre organisation.*

*En fait, même après Lama signera la proposition de referendum promu par Berlinguer seulement parce qu'il était membre du parti, et non en tant que secrétaire de la CGIL. Ce n'était pas une petite distinction. Cela signifiait qu'il n'était pas d'accord en tant que dirigeant syndical, en fait, la CGIL n'a jamais officiellement pris position pour le référendum abrogatif du décret de Saint Valentin. Pendant cette réunion, il nous a dit: « Je vais faire les conclusions du meeting en tenant compte de vos revendications, » mais ce n'était pas suffisant, il voulait voir le texte de notre intervention, en fait, il nous a envoyé un dirigeant intermédiaire M. Bottazzi, un secrétaire, qui nous a dit qu'il voulait savoir qui on voulait faire intervenir et le contenu de son intervention. Le point central de notre intervention et de notre mobilisation en général était la question démocratique dans le syndicat. Nous disions qu'une tête vaut un vote, que les travailleurs devaient pouvoir se prononcer sur les accords de toute nature et ne pas donner au syndicat un mandat politique aveuglément. Après avoir eu notre intervention, M. Bottazzi, quelques heures après, nous dit : « Lama a lu le texte et il était d'accord, à part trois lignes ». C'était les trois lignes où nous parlions de démocratie syndicale. Nous lui avons dit que c'était la question centrale et que nous n'aurions pas changé les trois lignes.*

*Ayant clôturé l'événement avec son discours, Lama a effectivement pris le contrôle de la mobilisation. À partir de là, les secrétariats départementaux ont été nombreux à travailler pour bloquer toutes les initiatives de la base syndicale. Il faut tenir compte du fait, qu'auparavant il y avait déjà eu des grandes manifestations et la mobilisation avait été totale, donc nous étions aussi un peu usés par la fatigue. C'était déjà un processus de lutte très prolongé. Il y a eu la logique syndicale*

*habituelle, laissez-les se défouler et après quand ils seront calmés nous allons négocier et on va tout décider. C'est comme ça depuis toujours»<sup>419</sup>.*

Malgré l'ampleur de la manifestation et la présence de conseils d'usine venus de toute l'Italie, le sentiment de la plupart des délégués de la FIOM de Brescia qui participaient au mouvement était celui de l'échec. Ils se sentaient dépourvus de la direction du mouvement de lutte et incapables de développer une stratégie pour continuer à jouer un rôle au niveau national pendant la phase successive. Luigi Guizzi, notamment, le leader du mouvement des autoconvoqués de Brescia, voyait déjà dans la composition de la manifestation et dans le déploiement de la machine organisationnelle de la CGIL et du PCI, l'impossibilité pour les autoconvoqués de jouer un rôle dans le mouvement de lutte dans la phase successive. Il déclarera :

*« Le point négatif était que les conseils d'usine qui avaient participé étaient pour la plupart dans le nord, parce que la grande majorité des usines étaient au nord. Au sud il y avait l'Alfa sud de Pomigliano, le port de Palerme il y avait quelque chose, mais pas grande chose. C'était un mouvement fort surtout dans le nord de l'Italie. Nous l'avons réalisé à Rome le 24 mars pendant la manifestation, en voyant le cortège, j'ai tout de suite pensé que nous avons perdu, nous n'avions pas la force d'organiser un tel événement. La CGIL avait tout pris en main au niveau organisationnel. Les Conseils d'usine n'avaient plus un rôle central, il y avait les sections du PCI et les retraités de la CGIL, les grandes délégations de Reggio Emilia et de Modène qui étaient majoritaire dans la manifestation. Secteurs qui ont peu à voir avec le mouvement des « autoconvoqués » et avec les conseils d'usine. Le problème était que nous n'étions pas organisés et j'ai compris que lentement, ils auront repris la situation en main. Pour revenir à la question des « autoconvoqués », je pense que la plus grande erreur a été de remettre l'organisation de l'événement à*

---

<sup>419</sup> Interview de Giuseppe Benedini, délégués de la FIOM à l'usine FIAT de Brescia.



*la CGIL nationale, j'avais peur parce que nous étions encore dans l'état d'esprit de faire un saut qualitatif supplémentaire contre la direction»<sup>420</sup>.*

En effet, après la manifestation du 24 mars, la mobilisation syndicale s'estompa progressivement au niveau du pays. Les motivations du reflux du mouvement sont d'ordre syndical et politique.

Du côté syndical, la reprise en main de la mobilisation par la CGIL nationale changea la nature même du mouvement. Si avant il y avait eu une impulsion très forte de la mobilisation grâce à la réaction spontanée des conseils d'usine avec la participation unitaire des membres aussi des autres syndicats de la métallurgie, dans ce deuxième moment la CGIL devint visiblement le meneur de cette mobilisation en reprenant les formes des querelles habituelles au sommet des organisations syndicales. En perdant la direction politique du mouvement, les conseils d'usine autoconvoqués n'arrivèrent plus à être un point de référence pour la large couche des salariés mobilisés et leurs élaborations et mots d'ordre autonomes reviendront à avoir un écho seulement dans des milieux syndicaux plus étroits.

Même là où il y avait des syndicats d'usine ou de branche très radicalisés, les directions syndicales locales de la plupart des départements réussirent aussi à enrayer le mouvement dans une dynamique syndicale normale, bloquant les grèves et manifestations spontanées dans les usines, sauf à Brescia où les rapports de forces étaient favorables aux conseils d'usine autoconvoqués à l'intérieur de la CGIL locale, et la FIOM joua un rôle organisationnel important pour la continuité politique et organisationnelle du mouvement. En effet, les conseils d'usine de Brescia continuèrent à multiplier les actes de protestation au niveau local aussi pendant le mois d'avril et mai, sans réussir à faire participer des vastes réalités territoriales et syndicales dans le reste d'Italie en dehors de quelques usines très syndicalisées qui continuaient à suivre les mots d'ordre de la

---

<sup>420</sup> Interview Luigi Guizzi, délégué syndical FIOM à l'usine FIAT de Brescia.

direction des autoconvoqués. Déjà quelques semaines après la manifestation du 24 mars, le mouvement des autoconvoqués était isolé dans ses initiatives.

Il faut constater que les autoconvoqués de Brescia furent incapables de reprendre le relais du mouvement, aussi pour le refus de créer une coordination nationale stable capable de proposer des mobilisations alternatives. A ce stade, faire cela aurait représenté une rupture évidente avec la structure CGIL nationale, qui officiellement avait pris le relais de la mobilisation. Si les autoconvoqués avaient lutté pour convaincre la structure nationale à rentrer puissamment dans le mouvement de lutte, ils furent tout de suite insatisfaits par la tournure que prit la gestion. La CGIL nationale lança des dates de mobilisation au niveau local, qui démontrèrent encore une fois des niveaux de mobilisation très importants, mais elle refusa de mettre en pratique la requête des conseils d'usine autoconvoqués de proclamer une grève générale. En dernière instance, les chefs du mouvement des autoconvoqués refusèrent de rompre avec la CGIL et d'ouvrir un parcours avec la création d'une structure stable qui aurait été forcément quelque chose d'alternatif aux syndicaux confédéraux. La motivation est imputable au manque, à ce stade, de l'idée même de sortir du cadre confédéral pour des délégués ancrés dans une culture unitaire et un esprit d'organisation très fort, où il n'y avait pas d'espace même pour l'idée de la création d'une structure alternative et très minoritaire en contraposition avec les syndicats « officiels ». Il faut constater une contradiction entre la fidélité envers leur structure d'appartenance, accompagnée de la volonté de pousser la direction de la CGIL à conduire le mouvement de lutte contre le Décret Craxi, et la méfiance envers la structure nationale qu'ils considéraient sur une ligne syndicale de capitulation envers les prérogatives de la Confindustria et du gouvernement.

Cela est expliqué par Luigi Guizzi, responsable de la section FIOM à l'usine FIAT de Brescia et l'un des leaders les plus importants du mouvement des « autoconvoqués » :

*« Nous savions bien que Lama avait rejoint la manifestation et avait décidé de la faire gérer par l'appareil CGIL car il voulait mettre la main sur le mouvement,*

*le freiner et le faire mourir et non pas parce que nous l'avions convaincu. Sa manœuvre a réussi. Après la grande manifestation à Rome, les mobilisations se poursuivirent à Brescia, mais de moins en moins dans les autres villes. A cela, il faut ajouter que commençaient les premières fractures avec les FIM d'usine qui faisaient partie du mouvement et ne tenaient plus le devant et que certains de ses membres commençaient à avoir de grands doutes. Le mouvement diminuait d'intensité, donc nous n'avons pas lancé l'idée d'un mouvement de coordination au niveau national des conseils d'usine autoconvoqués. Cela aurait voulu dire se mettre en opposition frontale avec la CGIL, chose qui à l'époque n'était pas encore mûre dans nos têtes. Ce n'était pas dans notre mentalité»<sup>421</sup>.*

C'est à ce moment que, constatée l'impasse suite à la prise en main du mouvement par la CGIL et le début du débat de conversion du Décret Craxi au Parlement, le mouvement national des autoconvoqués se déchira dans un débat sur la façon de relancer la mobilisation et le rôle de direction des structures syndicales d'usine et territoriales. D'un côté il y avait les conseils d'usine, surtout de la Lombardie occidentale, qui voulaient trouver le moyen de continuer la lutte au niveau national, de l'autre côté il y en avait d'autres notamment à Brescia qui, vu l'impossibilité de continuer le mouvement au niveau national, proposaient de continuer à soutenir leurs revendications au niveau local à travers des mobilisations dans les entreprises pour obtenir des contrats d'usine capables de récupérer la partie de salaire perdue avec l'accord. La proposition même démontre le rempli des autoconvoqués de Brescia, qui proposent une stratégie de mobilisations locales non extensible au niveau national, mais seulement dans certaines usines avec un syndicat fort et dans un nombre très limité de réalités locales. Depuis le début des années 1980, le syndicat n'était pas capable de développer des négociations d'usine étendues dans le département, sinon dans certains cas isolés comme Brescia, où en effet aussi pendant la restructuration d'une partie de l'appareil productif continuait une négociation d'usine payante au niveau de salaires et en partie sur les nouveaux droits (environnement, contrôle de la production, charge de travail, etc.).

---

<sup>421</sup> Interview à Luigi Guizzi, responsable de la section FIOM à l'usine FIAT de Brescia.

Adriano Taglietti, délégué FIOM de l'usine ATB explique cette stratégie proposée par le mouvement de Brescia et avec le recul des années la présente comme un repli stratégique et un symptôme fort d'impuissance de la direction du mouvement des « autoconvoqués » dans la phase successive à la manifestation du 24 mars:

*« Après la manifestation du 24 mars, il y eut une forte dialectique entre les délégués de Brescia et surtout les délégués de Milan. Nous pensions que la lutte, si on la maintenait au niveau national, était destinée à s'épuiser. Nous pouvions continuer mais cela n'aurait eu qu'une valeur de témoignage et un avertissement pour l'avenir. Au contraire, nous proposons de déplacer la résistance au niveau local pour obtenir des résultats dans les usines grâce à la négociation d'entreprise. Nous ne pouvions pas penser que les travailleurs pourraient se mobiliser en permanence sans résultats ou sans même avoir une perspective d'avoir des résultats. Les gens se mettent en grève s'ils voient un objectif réalisable. Avec du recul, c'était un choix de retrait, mais pour nous, cela semblait la meilleure solution. Si la mobilisation nationale n'avait pas été en mesure d'obtenir immédiatement le retrait du décret, nous ne devons pas considérer la bataille perdue. A ce stade, la seule façon de réagir face à projet autoritaire de Craxi était de récupérer un rôle dans les entreprises et de renforcer le syndicat à sa base. Surtout que dans l'entreprise, nous pouvions récupérer beaucoup au niveau de salaire, mais aussi négocier sur de nombreux autres problèmes tels que l'organisation du travail et les problèmes environnementaux. L'objectif était de relancer les négociations qui avaient connu une période difficile au cours des années précédentes dans tout le pays. Je pense que la problème de la bataille au niveau national était que nous ne pouvions regrouper un consensus capable d'aller au-delà de cette minorité aguerrie et cela a eu un impact. En plus nous n'avons pas été capables d'avoir un impact au niveau politique»<sup>422</sup>.*

---

<sup>422</sup> Interview de Adriano Taglietti, délégués FIOM-CGIL à l'usine ATB de Brescia.

Une autre motivation de la perte de vitesse du mouvement est que, après la manifestation du 24 mars, la parole passa à la politique et la mobilisation syndicale est mise au deuxième plan. Le PCI avait joué un rôle important pendant toute la mobilisation contre la réduction de l'échelle mobile. Depuis le début de la négociation avec le gouvernement, le secrétaire national Berlinguer avait pris une position ferme contre l'hypothèse d'un accord axé sur la réduction de l'échelle mobile comme recette pour résoudre les problèmes économiques que vivait l'Italie et il poussait la CGIL nationale à prendre une position claire d'opposition. Cela ouvrit une confrontation très dure entre Berlinguer et le secrétaire général de la CGIL Luciano Lama, qui au contraire voulait continuer à discuter avec le gouvernement sur les bases proposées par le gouvernement Craxi. C'est aussi à cause de ce veto de Berlinguer que la majorité de la CGIL ne signa pas l'accord proposé par le ministre de l'économie De Michelis, et on arriva à la présentation du décret de la Saint Valentin où le gouvernement passa en force en sautant la négociation syndicale<sup>423</sup>. Le point de vue du PCI était que la présentation du décret et même les propositions faites pendant la négociation de la part du gouvernement étaient une attaque directe contre le mouvement ouvrier organisé et au même parti communiste qui aurait imposé définitivement des nouveaux rapports de force entre capital et travail au niveau politique et syndical comme couronnement de la contre-offensive patronale du début des années 1980. Pour Berlinguer, il fallait répondre avec tous les instruments politiques et syndicaux disponibles.

Derrière cette position ferme de Berlinguer, il y avait aussi des motivations politiques. Il s'agissait d'une lutte entre PCI et PSI pour l'hégémonie dans l'électorat de gauche. Bettino Craxi, depuis son élection au secrétariat du Parti socialiste le 16 juillet 1976, s'était posé l'objectif central de résoudre l'anomalie italienne d'un parti communiste électoralement plus fort que le parti socialiste, situation qui aussi en France n'avait plus lieu d'être depuis les élections

---

<sup>423</sup> «Au début de la négociation Enrico Berlinguer déclara : « *Ils essaient de décharger la crise sur les syndicats et, à partir de cette négociation entre syndicats et gouvernement dépendront de nombreux développements futurs, en particulier pour l'économie. La position de la CGIL doit être considérée comme la dernière tranchée : plus loin, sur le coût de la main-d'œuvre, nous ne pouvons pas aller. Le PCI doit également défendre les positions avec les syndicats* ». BARBAGALLO Francesco, *Enrico Berlinguer*, Carocci, Roma, 2006.

legislatives de 1978 où le PCF avait obtenu 20,61% des voix contre 22,79% pour le PS.

Après la manifestation du 24 mars où un million de personnes avait défilé contre le décret de la Saint Valentin, le parti communiste joua un rôle fondamental, parce que c'est à ce moment que le décret fut voté dans les deux branches du Parlement italien. Le Parti communiste, comme il l' avait rarement fait auparavant, fit appel à l'obstructionnisme parlementaire pour bloquer l'item de reconversion en loi du décret. Le 7 juin lors de la votation finale du décret, les sénateurs communistes abandonnèrent le sénat en signe de protestation contre la votation sur laquelle avait été posée la « questione di fiducia »<sup>424</sup>.

Dans les mêmes jours, Berlinguer proposa de lancer l'initiative d'un referendum abrogatif du décret de la Saint Valentin. Cette proposition sera mise en pratique par le PCI, malgré la mort de Berlinguer survenue le 11 juin, 4 jours après avoir eu un AVC pendant un meeting à Padoue pour la campagne électorale des élections européennes de 1984<sup>425</sup>.

Marino Ruzzenenti, membre du secrétariat de la CGIL de Brescia explique les motivations pour lesquelles, selon lui, le referendum signait la fin de la mobilisation des conseils d'usine :

*« Lama n'était pas convaincu de la possibilité de s'opposer au décret Craxi. Dans le grand affrontement qui a éclaté la Confindustria a également joué un rôle avec sa position intransigeante avec en arrière-plan un solide anticommunisme. Elle voulait marginaliser le PCI au niveau politique, donc il y a eu une réaction de survie nécessaire et Lama a été écrasé par ce mécanisme. L'enjeu était tellement fort que le PCI avait décidé de se tourner vers l'obstructionnisme parlementaire et le référendum. Berlinguer avait pu le proposer car il y avait un mouvement de masse*

---

<sup>424</sup> Le gouvernement peut proposer la « questione di fiducia » sur une loi en le qualifiant comme acte central de son action politique et faisant dépendre de son approbation sa permanence en fonction. Dans la pratique, cette instrument est utilisé par le gouvernement pour compacter la majorité parlementaire qui le soutient et pour bloquer l'obstructionnisme de l'opposition.

<sup>425</sup> Les élections européennes auront lieu une semaine après la mort de Berlinguer. Ce sera la seule fois dans l'histoire républicaine où le PCI (33,3%) arrivera à doubler la DC (30%). VITTORIA Albertina, *Storia del PCI. 1921-1991*, Carocci, Roma, 2006.

*qui voulait peser politiquement. Sans ce mouvement de masse, Berlinguer n'aurait pas pu promouvoir le référendum. Une fois proposé, le referendum est devenu la question centrale. On est rentrés dans le mécanisme de la propagande pour tenter de convaincre les Italiens qu'ils devaient voter pour l'abrogation du décret. Ainsi, la pression exercée par le base des travailleurs s'est atténuée. Tous les espoirs étaient sur le referendum. Les gens se demandaient pourquoi organiser encore des grèves s'il y avait un référendum. Le match politique aussi dans la tête des gens s'est déplacé sur cette question là»<sup>426</sup>.*

En plus, le passage à la sphère politique affaiblit le mouvement des autoconvoqués de Brescia qui vit le départ de la FIM de l'usine FIAT et des membres des sections FIM d'autres usines. Ils ne pouvaient plus soutenir le mouvement parce que l'affrontement devint politique et commença à avoir des enjeux plus larges, notamment la volonté du PCI d'utiliser le referendum sur le décret comme un vote de sanction contre la DC et le PSI avec l'objectif de changer les équilibres électoraux. En effet, le PCI était passé à l'attaque et il était convaincu de pouvoir jouer un rôle gouvernemental après une éventuelle chute du gouvernement Craxi. Pour la FIM de l'usine FIAT s'était une position intenable. En effet, le soutien au referendum l'aurait mise en contradiction avec la position que ses leaders occupaient dans la DC locale et nationale. En effet, les leaders de la FIM de la FIAT, Giovanni Landi et Lorenzo Paletti, étaient aussi responsables politiques d'un courant de la gauche DC et malgré leurs positions radicales, ils étaient complètement intégrés au parti catholique où ce courant jouait un rôle politique majeur en 1984. Ce courant avait un député national et le secrétaire départemental de la DC locale. De plus, elle était présente dans toutes les institutions locales avec des élus et avait des représentants dans les organisations catholiques, notamment les ACLI<sup>427</sup> de Brescia. Pour ce courant, prendre position en faveur du referendum proposé par le PCI, aurait engendré une fracture et une

---

<sup>426</sup> Interview de Marino Ruzzenenti, membre du secrétariat de la CGIL de Brescia en 1984.

<sup>427</sup> «ACLI: Associazioni cristiane dei lavoratori italiani» Les associations chrétiennes des travailleurs italiens est une association qui depuis sa fondation en 1944 s'occupe de former les salariés à la doctrine sociale de l'Eglise catholique. <https://www.acli.it>

crise interne très forte en étant le soutien à une initiative destinée à attaquer frontalement la politique d'un gouvernement à majorité démocrate-chrétienne<sup>428</sup>.

---

<sup>428</sup> Cfr. Interview de Luigi Lamberti, délégué de la FIM à l'usine FIAT.



## 2.2 Démocrates-chrétiens et syndicalistes radicalisés : La gauche DC ouvriériste de Brescia et ses objectifs politiques

Les fractions recensées dans la CISL de Brescia en 1980	Présence dans les branches et au sommet de la Confédération CISL	Ligne syndicale	Position dans la DC	Leaders
<i>Alliance des secteurs modérés</i>	Majoritaire dans les branches des retraités, commerce et fonction publique  Ils arrivent à contrôler la CISL de Brescia en 1980	Lien avec la DC pour supporter sa politique de gouvernement  Fin de la collaboration avec la CGIL, surtout concernant la FLM (Fédération des métallurgistes)	Ils étaient fortement liés à la DC et ils étaient présents surtout dans le courant « Base ». En général, ils étaient sur une position de centre-gauche dans le parti catholique.	Aldo Gregorelli, Emanuele Braghini.
<i>Courant « autonomiste »</i>	Majoritaire dans la FIM et dans le syndicat de l'Education nationale et des électriciens  Ils contrôlaient la CISL de Brescia	Autonomie de la DC et de tous partis politiques  Unité organique avec les autres syndicats notamment ceux de la	Il s'agit d'une formation hétérogène entre ceux qui refusaient d'être la courroie de transmission avec la DC. Il y avait des socialistes, des	Franco Castrezzati, Marino Gamba.

	entre la fin des années 1960 et le 1980 en collaboration avec le courant « ouvrieriste »	métallurgie  Ligne combative dans la négociation d'usine	« catholiques de base » et même des membres de la DC mais défenseurs de l'autonomie du syndicat. Ces derniers étaient surtout dans la partie du courant « Forze nuove » qui avait rallié les positions de Carlo Donat-Cattin.	
<i>Courant catholique « ouvrieriste »</i>	Majoritaire dans les sections FIM des usines FIAT et S.Eustacchio. Elle était présente dans certaines sections FIM de la Vallée Trompia et dans certaines usines de la chimie et du textile.  Ils participaient à la majorité qui a contrôlé la CISL de Brescia entre la fin des années 1960 et le 1980 avec le courant « autonomiste »	Nouveau rapport avec la DC pour déplacer sa ligne à gauche.  Unité organique avec les autres syndicats notamment ceux de la métallurgie  Ligne combative dans la négociation d'usine	Il s'agit d'un courant local avec des idées autonomes qu'elle exprimait à travers l'élection d'un député au parlement. D'abord Michele Capra et après Francesco Lussignoli. Au niveau national, elle était liée à la partie du courant « Forze nuove » que en 1980 avait suivi Guido Bodrato.	Michele Capra  Giovanni Landi, Luigi Gaffurini, Lorenzo Paletti, Francesco Lussignoli.

Les courants internes à la CISL de Brescia en 1980

## ***Les trois tendances internes au syndicalisme catholique***

Au congrès de la CISL de Brescia de 1980, il y avait eu un changement des rapports de forces internes qui avait produit un changement de majorité. Pour toutes les années 1970, la CISL avait été conduite par le secrétariat de Melino Pilitteri et après par Franco Castrezzati qui représentaient la ligne d'unité d'action avec la CGIL et notamment la FIOM, et ils avaient proposé une politique revendicative très agressive dans les usines. La branche mécanique-métallurgie de la CISL avait été le moteur de cette majorité.

La nouvelle direction représentait la partie la plus modérée de la CISL de Brescia. Emanuele Braghini et Aldo Gregorelli étaient les leaders de cette majorité. Le premier s'était formé au « Centro studi CISL » de Firenze et dans la FIM de Turin pendant la seconde moitié des années 1950. En 1963, il était revenu à Brescia pour intégrer le secrétariat de la FIM, qu'il avait abandonné quelque temps après, pour incompatibilité avec la ligne intransigeante mise en place par sa direction. Suite à cela, il avait fait partie du secrétariat de la branche agricole et après de celle du bâtiment où il était devenu l'une des opposants majeurs au secrétariat de Franco Castrezzati. Le deuxième avait eu une formation politique, d'abord en tant que conseiller municipal et maire de Villa Carcina (Vallée Trompia) et après membre de la direction départementale de la DC. Il était arrivé à la CISL à la fin des années 1970 en intégrant le syndicat de la fonction publique qui voulait renforcer ses liens avec la DC et préparer ses structures à une bataille pour renverser la domination des métallurgistes de la FIM sur la Confédération catholique<sup>429</sup>.

Ils étaient politiquement proches des courants de la gauche interne au parti catholique, qui avaient des positions plus modérées, notamment une partie du courant « Base » et de « Nuove Cronache » de Amintore Fanfani.

---

<sup>429</sup> GREGORELLI Aldo, BELLOMETTI Gigi, *Ombre lunghe*, Edizioni lavoro, Roma, 1986.

Au congrès de la DC de 1980, il y avait eu une fracture dans l'alliance des courants de la gauche interne qui avaient élu secrétaire national de la DC Benigno Zaccagnini (1976-1980) pour pratiquer une politique d'ouverture envers le PCI. Un nouveau secrétaire, Flaminio Piccoli, avait été élu avec une nouvelle alliance entre les courants de gauche les plus modérés et une partie de la droite interne (les "Dorotei" de Flaminio Piccoli et Antonio Bisaglia, le courant "Nuove cronache" d'Amintore Fanfani et Arnaldo Forlani, et la moitié du courant de "Forze nuove" qui faisait référence à Carlo Donat Cattin) avec l'objectif d'abandonner la politique de rapprochement avec le PCI et de tenter une nouvelle alliance avec le PSI.

Braghini et Gregorelli, en étant liés à ces secteurs de la DC, prônaient un rapprochement du syndicat au parti catholique dans l'optique de créer une nouvelle courroie de transmission entre les deux, après dix ans d'autonomie totale de la politique qui avait été l'emblème de la CISL de Castrezzati. En effet, ils pensaient qu'un rapport direct avec la DC, parti majoritaire, aurait renforcé l'importance du syndicat. En outre, ils pensaient que le rôle du syndicat catholique dans cette phase de passage était de soutenir l'action gouvernementale qui visait le redressement du système économique italien avec la proposition d'une nouvelle alliance du parti catholique avec le Parti socialiste.

Ils pensaient qu'un changement de ligne syndicale était nécessaire parce qu'aussi à Brescia, à la fin des années 1970 s'était ouverte une période de crise et de restructurations profondes, donc il n'était pas possible de continuer une politique d'affrontement avec les entrepreneurs basée sur des requêtes salariales importantes. Leur objectif était de représenter à Brescia la ligne de la CISL et de la FIM nationale qui à la fin de la décennie 1970 avaient proposé une nouvelle plateforme de revendications syndicales moins revendicatives et axées sur la cogestion de la crise du système productif avec les entrepreneurs dans une optique de modération salariale et revendicative. Le syndicat catholique de Brescia était l'une des dernières réalités locales à être sur la ligne intransigeante caractéristique de la CISL des années 1970.

L'un des premiers objectifs de la nouvelle direction issue du congrès CISL de Brescia de 1980 était de se distinguer de la ligne syndicale de la Fédération des travailleurs de la métallurgie de Brescia. Ils estimaient que la direction départementale de la FIM était emprisonnée dans une unité organique où sa ligne politique était subordonnée aux impositions de la FIOM. Selon eux, la FIM de Brescia s'était dissoute dans la structure syndicale unitaire des métallurgistes et n'était plus capable d'exprimer une ligne autonome. Elle s'était déplacée sur des positions trop maximalistes qui avaient créé une distance énorme avec les autres catégories CISL départementales, mais aussi avec une partie importante de la FIM surtout des petites et moyennes usines pour lesquelles sa ligne intransigeante n'était pas acceptable. En plus, en 1980, le PCI était de nouveau passé à l'opposition et il se préparait à s'opposer aux politiques menées par le gouvernement DC aussi à travers les organisations syndicales qu'il contrôlait, donc la CGIL mais aussi la FLM, qu'il dirigeait grâce au rôle majoritaire qu'exerçait la FIOM. A leur avis, si la FIM restait dans la FLM, elle aurait été un instrument de la nouvelle politique du PCI d'opposition au gouvernement, donc il était nécessaire de travailler pour détacher la FIM de la structure unitaire et arriver à sa dissolution<sup>430</sup>.

### ***La naissance du courant ouvrieriste catholique***

Le courant « ouvrieriste » de la FIM de Brescia n'était pas un courant syndical au niveau national et il était né à Brescia pendant les années 1950 à l'usine FIAT où la FIM avait fait une élaboration syndicale tout à fait autonome de la structure FIM et CISL départementale sous la gestion de la section syndicale d'usine de la part de Michele Capra. C'était un ancien combattant de la résistance qui devint un important représentant de la DC locale en étant aussi membre de la

---

<sup>430</sup> Interview de Aldo Gregorelli, Secrétaire général de la CISL de Brescia entre 1983 et 1987.

direction départementale à plusieurs reprises dans les années 1950-1960, puis député au Parlement entre 1968 et 1976. Il avait progressivement réuni autour de lui un nombre de jeunes militants syndicaux sur une ligne syndical tout à fait particulière. D'un côté, il avait combattu les positions syndicales de la CISL nationale des années 1950 axées sur le refus de travailler avec le syndicat communiste et trop connivent avec la direction de la FIAT. Il avait lancé le premier pacte d'unité d'action au niveau italien en 1958 avec la FIOM contre la discrimination des communistes et contre la prime antigrève instituée par la direction de la FIAT. En plus, il avait participé à la bataille avec la majorité des délégués de la FIM et Franco Castrezzati, d'abord pour conquérir la majorité de la FIM locale et après pour changer la ligne modérée de l'union locale CISL au cours des années 1950-1960<sup>431</sup>. En même temps, il garda des différences très importantes avec le courant « autonomiste » représenté par Franco Castrezzati. La principale concernait sur le rapport entre syndicat et parti catholique. Il était convaincu que la distance de la politique et surtout de la DC que proposaient les « autonomistes » de la FIM aurait été une faiblesse pour leur bataille contre la modération de la ligne de la CISL, parce qu'une bataille parallèle dans le parti contre la modération et l'hégémonie qu'avaient les secteurs entrepreneuriaux et conservateurs au niveau national était nécessaire. Au contraire, un engagement massif des masses catholiques dans le parti pour en changer la ligne et pour

---

<sup>431</sup> Giovanni Landi, successeur de Michele Capra à la tête de ce courant ouvrier catholique et délégué FIM à la FIAT de Brescia décrit le rôle qu'ils ont joué dans la formation d'une majorité dans la CISL de Brescia avec le courant "autonomiste" de Franco Castrezzati dans les années 1950-1960: "J'ai rejoint l'OM en 1952 avec un cours pour apprentis, puis j'ai rencontré Michele Capra. Dans les années 60, j'ai participé à un travail, avec d'autres cadres de base qui venaient des ACLI. Nous avons créé un mouvement participatif et nous avons réussi à conquérir la tête la FIM avec un programme radical. Franco Castrezzati, un permanent syndical à la CISL des paysans, est devenu le secrétaire de la FIM de Brescia et le point de référence pour le renouvellement au sein du syndicat catholique. Ce renouveau a commencé à Brescia, tandis que d'autres villes telles que Turin et Milan étaient fortement en retard. Par la suite aussi les autres villes ont commencé à bouger et Pierre Carniti, un petit fonctionnaire du département de Monza (si je me souviens bien) est devenu notre point de référence. Castrezzati, grâce à quelques amitiés nationales, a réussi à amener une jeune cadre à Brescia pour occuper le poste de secrétaire général de la CISL. Il s'appelait Pillitteri. Il avait ses propres positions, même s'il était un peu plus prudent dans les relations avec les patrons. Mais à long terme, nous n'avons pas réussi à gagner la bataille contre l'aile modérée et quelques années plus tard, les structures nationales ont pu normaliser diverses villes où la FIM était radicale et finalement elles sont arrivés aussi à Brescia». Interview de Giovanni Landi, délégué FIM de l'usine FIAT de Brescia entre 1965 et 1995.

donner importance aux instances des classes populaires et transformer vraiment la DC en un parti progressiste basé sur les idéaux de la doctrine sociale de l'Eglise et du syndicalisme catholique progressiste qui émergeait dans les années 1960 au niveau national était nécessaire. Cela était possible seulement à travers une action active du syndicat catholique pour pousser la DC vers une ligne politique différente<sup>432</sup>. La nécessité d'un front unique avec le courant « autonomiste » pour battre l'aile modérée dans le syndicat catholique avait mis au second plan les différences entre les deux factions concernant les rapports avec la DC jusqu'aux années 1980.

### ***Un engagement syndical et politique***

Leur engagement politique dans la démocrate-chrétienne influençait fortement leur façon de mener la bataille syndicale. Ils ne se limitèrent pas à faire des propositions sur la vie interne au syndicat et à critiquer le décret de la Saint Valentin, mais ils cherchèrent à ouvrir le débat vers les questions politiques nationales. C'est pour cela qu'ils étaient très actifs comme structure FIM d'usine dans l'organisation des journées d'étude aussi sur des thèmes culturels, sociaux et politiques où l'objectif était aussi de faire dialoguer les dirigeants et les délégués syndicaux avec les intellectuels et les professionnels de différents secteurs. Pour eux, l'un des points centraux, depuis la fin des années 1970, était la réflexion autour d'un projet de réforme économique et institutionnelle globale capable de représenter une alternative à la politique d'austérité pour les classes populaires proposée par les gouvernements qui s'étaient succédés. L'objectif politique primaire était de donner un fond théorique à leur proposition de relancer un gouvernement progressiste DC-PCI dans le cadre de la tentative de

---

<sup>432</sup> FAPPANI Antonio, CAPRA, Giovanni, *Michele Capra. Un partigiano intransigente*, Fondazione civiltà bresciana, Brescia, 2012.

changement de la majorité dans la DC nationale, qui au congrès de 1980 avait pris un tournant de fermeture au PCI et de relance de l'idée d'une alliance avec le PSI<sup>433</sup>.

En effet, le courant catholique « ouvrieriste » à Brescia était lié au courant « Forze nuove ». Ce courant pendant le congrès national de la DC de 1980, avait vécu une séparation en deux tronçons. Le premier était conduit par Carlo Donat Cattin et avait rejoint la nouvelle majorité contraire à la collaboration avec le PCI ; et l'autre, conduit par Guido Bodrato, avait décidé de continuer à soutenir l'idée de la collaboration avec les communistes en se positionnant à l'opposition interne. Le courant « ouvrieriste » catholique de Brescia avait rejoint ce dernier courant<sup>434</sup>. Les choses commencèrent à évoluer graduellement après le congrès de 1982 où il y eut un changement ultérieur de majorité. Ciriaco De Mita fut élu secrétaire par une alliance hétérogène formée par une partie des « dorotei », (Flaminio Piccoli), du courant de Giulio Andreotti, (les deux représentaient la droite interne du parti), d'une partie de « nuove cronache » (Aminore Fanfani), et de la partie de « Forze nuove » conduite par Guido Bodrato. La ligne politique proposée par De Mita était la compétition avec le PSI, pourtant allié dans la coalition. Cela engendra un dualisme de pouvoir entre un gouvernement DC-PSI

---

<sup>433</sup> Entre 1976 et 1980, la gauche interne avait été unie et elle avait gagné le congrès de 1976 en élisant Benigno Zaccagnini secrétaire national de la DC contre une alliance des courants modérés (doroteni, fanfaniani, andreottiani). Le dénominateur commun était la proposition de l'ouverture gouvernementale au PCI. Cette nouvelle majorité interne dite du « préambule » était formée par une alliance des courants de la droite et de la gauche interne (les « dorotei » de Flaminio Piccoli et Antonio Bisaglia, le courant « Nuove cronache » de Amintore Fanfani et la partie du courant « Forze nuove » qui avait comme leader Carlo Donat Cattin) unies par l'idée d'en finir avec la tentative de collaboration avec le Parti communiste. La nouvelle majorité était née sur les cendres de l'alliance entre tous les courants de la gauche interne qui avaient élu secrétaire de la DC Benigno Zaccagnini en 1976 en battant le bloc des courants modérés. Son objectif politique était de réaliser un gouvernement avec la participation du PCI, stratégie qui déboucha sur la création des gouvernements de la « non sfiducia » et de la « solidarité nationale » à la fin des années 1970. GALLI Giorgio, *Storia della DC. 1943-1993: mezzo secolo di Democrazia cristiana*, Kaos, Milano, 2007.

<sup>434</sup> Le fractionnement du courant « Forze nuove » a eu lieu à la fin de l'expérience de collaboration avec le PCI. Après avoir soutenu la politique de dialogue avec le PCI, qui caractérisait les choix faits après le vote du 20 juin 1976 par la DC, Donat Cattin (qui avec Bodrato avait été "limogé" du secrétariat politique du parti, par Fanfani, parce qu'il ne partageait pas la stratégie adoptée à l'occasion du référendum sur le divorce) n'adhère pas au courant dit « Area Zac », car il craint qu'avec Zaccagnini une phase de colonisation progressiste aurait commencée par le parti communiste qui, à son avis, n'a pas coupé les liens qui le lient au communisme soviétique. CAPPERUCCI Vera, *Il partito dei cattolici. Dall'Italia degasperiana alle correnti democristiane*, Rubettino, Roma, 2010.



expression de l'ancienne majorité dit du « préambule » et le secrétariat de Ciriaco De Mita, adversaire de Craxi et disponible à chercher d'autres alternatives gouvernementales, notamment la collaboration avec le PCI<sup>435</sup>. Il s'agissait d'une direction nationale proche de la stratégie politique du courant « ouvrieriste » de Brescia qui voulait en finir avec les gouvernements « pentapartito » axés sur l'alliance DC-PSI qui avait déplacé à droite l'action gouvernementale de la Démocratie-chrétienne. Le fond de leur proposition politique était une réforme profonde des institutions et de la structure économique italienne. Ils croyaient en particulier dans la nécessité d'une profonde auto-réforme de la DC, qui était la principale responsable de la situation, ayant gouverné l'Italie les 30 années précédentes. Elle avait engendré une crise globale du système bloquant même son fonctionnement démocratique<sup>436</sup>.

La DC avait axé son action gouvernementale sur des redistributions clientélistes envers certaines catégories entrepreneuriales et de la moyenne bourgeoisie (commerçants, artisans, etc.) avec l'objectif d'avoir leur soutien électoral, mais qui avait eu comme conséquences d'augmenter la dette publique et faisaient exploser le phénomène de la corruption et des inégalités sociales<sup>437</sup>.

Pour eux, un plan pour l'économie et l'occupation basé sur le relance de l'innovation et la modernisation de l'appareil industriel était nécessaire sans attaquer les droits et les salaires des travailleurs qui étaient le maillon le plus faible et ceux qui avaient plus payé par le passé. De plus, ils proposaient une réforme de la fonction publique basés sur la rationalisation de la dépense publique à travers la lutte contre les gaspillages et la corruption avec le but même de potentialiser les services publics pour les classes populaires et la classe moyenne inférieure<sup>438</sup>.

---

<sup>435</sup> CAPPERUCCI Vera, *Il partito dei cattolici. Dall'Italia degasperiana alle correnti democristiane*, Rubettino, Roma, 2010.

<sup>436</sup> Archives personnelles de Lorenzo Paletti, Per un piano del lavoro e per una consultazione unitaria, Lettre de la FIM de l'usine FIAT de Brescia à Pierre Carniti, Secrétaire général de la CISL nationale, 02 février 1984.

<sup>437</sup> Archives personnelles de Lorenzo Paletti, Convegno di studio promosso dal consiglio di fabbrica della OM-FIAT di Brescia su "spesa pubblica inflazione caso italia" Brescia, 11 mai 1984.

<sup>438</sup> MARTINELLI Emore, spesa pubblica: appunti di un delegato di fabbrica, *Quaderni per il confronto e il dialogo. Mensile di cultura e politica della Coopertiva culturale Michele Capra*, Brescia, mai 1984.

Lorenzo Paletti, délégué syndical FIM de l'usine FIAT de Brescia explique le point de départ de leur réflexion sur la fonction publique qui sera un point central des propositions faites pendant le mouvement des autoconvoqués:

*« Nous ne voulions pas une simple protestation, mais nous avons toujours mis en avant la proposition. Un plan national pour le travail, une réforme fiscale, le baisse de la dette publique par le biais d'une intervention sur les dépenses publiques, nous avons des propositions sérieuses. La FIOM nationale n'était pas intéressée par nos propositions et celle départementale s'intéressait seulement à la protestation. Pour nous proposer était une stratégie. Nous protestions aussi, mais nous avons organisé une journée d'étude nationale sur la dette publique à Brescia, organisée par nous de la FIM de FIAT de Brescia. Sans les rappels de l'Union européenne que nous avons aujourd'hui, les gouvernements démocrates-chrétiens et socialistes de l'époque ont fait ce qu'ils voulaient et tout en terme de clientèle. Pour donner un exemple, les employés du secteur public prenaient leur retraite après 19 ans, six mois et un jour de travail. Je suis allé à un conseil d'usine en 1973 pour expliquer cela et les délégués syndicaux étaient sans voix. Dans les propositions pour la réduction de la dette publique, il y avait aussi l'idée de faire des coupes importantes dans des privilèges comme celui-là, les « baby pensioni ». Ce genre de politique pouvait avoir du sens dans les années 1950. Alors les fonctionnaires n'avaient pas l'échelle mobile des salaires, ils avaient peu de droits et étaient mal payés, mais successivement ils ont lentement atteint un certain niveau de droits. Au début, travailler pour l'Etat garantissait la sécurité de ne pas perdre l'emploi et justement le fait de partir tôt à la retraite. Dans les années 1970 et 1980, la « baby pensione » était un scandale car, la preuve d'une politique économique sérieuse était un projet général pour l'emploi »<sup>439</sup>.*

Dans l'interview de Giovanni Landi émerge la tentative des membres de ce courant de proposer le débat sur la réforme de l'Etat et de l'économie dans le

---

<sup>439</sup> Interview de Lorenzo Paletti, délégué syndical FIM de l'usine FIAT de Brescia.

cadre syndical par le biais du mouvement des autoconvoqués, mais aussi dans les années précédentes dans la CISL départementale. Ils eurent des difficultés à cause de la fermeture de la FIOM locale plutôt intéressée à donner la priorité à l'opposition au gouvernement et au décret de la Saint Valentin et la fermeture générale du mouvement syndical à se projeter dans une réflexion plus large qui était normalement laissée aux organisations politiques. Cela était vrai surtout pour la FIOM de Brescia, qui jugeait la ligne d'opposition et le programme politique proposé par le PCI de Berlinguer très proches de son point de vue, donc n'envisageait pas de construire une proposition de politique économique autonome.

Giovanni Landi, leader du courant « ouvrieriste » de la CISL de Brescia explique les motivations de leurs propositions concernant la politique économique et la réforme des institutions :

*« Nous avons une vision syndicale plus large parce que nous étions aussi politisés. Sur de nombreux thèmes, même celui du sud d'Italie, nous disions nos opinions. Nous avons une certaine sensibilité sur les grandes questions de dépenses publiques et dans l'Union départementale ce débat a été coupé car tout le monde faisait partie de sa catégorie, nous ne pouvions pas faire un véritable discours d'ensemble. Déjà à l'époque, vous avez perçu que depuis qu'ils étaient sous l'Etat, certains secteurs gaspillaient beaucoup. Avec les autoconvoqués, nous avons essayé de donner une réponse globale, pas seulement sur l'échelle mobile des salaires. Il faut inclure la question des dépenses publiques et le thème de l'économie générale. Nous avons compris qu'il y avait des problèmes avec le fonctionnement de l'économie, mais nous n'avons pas accepté le coup de force de Craxi qui a imposé le décret de la Saint Valentin. Il a notamment été soutenu au niveau syndical par Pierre Carniti (secrétaire général de la CISL italienne), qui a appuyé cette opération. Même chez les métallurgistes des syndicats confédéraux, il était difficile de parler de ces problèmes. Ils n'ont pas perçu que les dépenses publiques et le gaspillage constituaient également un problème majeur pour nous. Nous avons essayé de ramener ces points au débat syndical avec beaucoup d'efforts. À la CISL, les branches syndicales de l'État et parastatale étaient très fortes, elles comptaient*

*de nombreux membres, il était donc très difficile d'ouvrir le débat sur ces problèmes, de faire un raisonnement global. Je n'ai donc pas vu un syndicat qui se préparait à affronter les problèmes de l'Italie, de la question du Mezzogiorno, à l'abîme des dépenses publiques* 440 *».*

Le courant « ouvrieriste » défendait les démarches du syndicalisme des années 1970 axé sur la volonté d'intervenir sur toutes les questions politiques grâce à la pression que pouvait exercer la mobilisation d'usine. Cela malgré leur ancrage profond dans la Démocratie-chrétienne, qui était tout à fait différent du rapport qu'avaient certains branches de la CISL (notamment la Fonction publique) où le secteur plus modéré du syndicalisme catholique, qui à son tour proposaient un rapport très étroit avec le parti catholique. Ils étaient contre ce type de syndicalisme qui était concentré dans une défense presque corporatiste des intérêts de leur branche sans jamais connecter leurs revendications à la situation politique et économique globale. Ils critiquaient les secteurs modérés pour leur conception du lien avec la DC qui était soutenir les politiques des gouvernements DC sans être capable de les critiquer et donc défendre les intérêts globales des salariés. Ils fustigeaient cette attitude surtout depuis 1980, quand les négociations centralisées entre syndicats confédéraux nationaux, Confindustria et gouvernement avaient effacé la possibilité même d'intervenir pour les syndicats locaux et les branches nationales dans la discussion et la prise de décision.

Depuis 1980, quand la majorité des courants qui faisaient partie de la gauche DC appuya l'idée d'abandonner la ligne de rapprochement avec le PCI, le courant « ouvrieriste » catholique de Brescia et son homologue au niveau national, le courant « Forze nuove » de Guido Bodrato furent les seuls à continuer à prôner cette hypothèse en prenant une position centrale dans le débat interne au monde catholique. En effet, ils devinrent les premiers opposants internes à la DC au moins jusqu'à l'élection de Ciriaco De Mita à la tête de la DC nationale en 1982.

---

<sup>440</sup> Interview de Giovanni Landi, délégué FIM à l'usine FIAT de Brescia et leader du courant catholique radical.

C'est grâce à leur rôle de seule opposition surtout pendant la période 1980-1982 et leur présence historique autonome dans le parti catholique local, qu'ils jouèrent un rôle de plus en plus important dans la DC et furent visibles au niveau public pendant les années 1980, encore plus que dans la phase précédente.

Il faut aussi constater qu'ils exprimaient des positions autonomes vis-à-vis de leur courant national. La principale différence se trouve dans la définition qu'ils se donnaient eux-mêmes de courant « ouvrieriste ». Ils donnaient une centralité au rôle politique du salariat. Ils voulaient donner un rôle décisionnel direct au monde de travail qui devait exprimer ses positions autonomes aussi dans les hautes sphères politiques et intellectuelles et avoir la capacité d'influencer les décisions politiques. En effet, depuis le début de leur histoire dans les années 1950, ils avaient entamé un travail pour ouvrir un dialogue entre les syndicalistes, le monde politique et les intellectuels (économistes, juristes, etc.) à travers l'institution de la « Cooperativa culturale Michele Capra », nom que cette association prit après la mort du fondateur de ce courant. Si au début ce cercle culturel était le lieu de rencontre de toute la gauche syndicale de la CISL, donc entre ce courant et la fraction autonomiste qui avait géré la CISL et la FIM de Brescia dans les années 1970, il deviendra dans la décennie successive le lieu de débat et de rencontre de toutes les différents composantes du courant catholique ouvrier (les syndicalistes, les militants DC, de l'associationnisme catholique et du monde culturel catholique local). Une fois pris le contrôle de la « Cooperativa culturale Michele Capra », ils élaborèrent une stratégie pour créer un lien organique avec une partie de la culture catholique au niveau national. Le but était de jouer un rôle actif d'élaboration politique et culturel autonome à la fois dans leur courant DC national, dans les structures politiques de la DC grâce à leur présence dans les lieux de débat de l'intelligentsia intellectuelle catholique<sup>441</sup>.

---

<sup>441</sup> GHEZA Franco, LOVAZZI Maurilio, *Lavoro e politica. Il circolo culturale Michele Capra a Brescia (1958-1989)*, Fondazione Civiltà Bresciana, Brescia, 2017.

## ***Le courant catholique radical de Brescia et la "Lega democratica"***

Leur capacité d'élaboration politique autonome unie à leur volonté de se brancher avec les hautes sphères du milieu intellectuel catholique progressiste national, les amenèrent à participer et avoir un rôle moteur dans la « Lega democratica ». Il s'agissait d'une association culturelle italienne qui publiait une revue homonyme. Elle était née en 1975, créée par un groupe d'intellectuels catholiques comme Pietro Scoppola (directeur de *Il Mulino*), Giuseppe Alberigo, Paolo Prodi et Achille Ardigò qui avaient partagé la décision de s'opposer au référendum proposé par la DC pour l'abrogation du divorce en 1974. Après la fracture avec la direction de la DC, une partie de ce groupe d'intellectuels catholiques dissidents avait décidé de quitter le parti catholique et s'était présentée dans les listes du PCI aux élections de 1976 comme Mario Gozzini, avec l'objectif de stimuler le PCI dans son évolution et dans le processus de relativisation du marxisme en considérant impossible changer la ligne conservatrice du Parti catholique. Au contraire, le noyau qui décida de continuer l'expérience de la Lega democratica s'opposa à cette décision et choisit de mener une lutte plus déterminée à l'intérieur de la DC pour en changer la ligne politique. Ils deviendront, dans la deuxième partie des années 1970, les théoriciens principaux des gauches internes à la DC qui s'étaient unifiées avec le mot d'ordre de la nécessité de faire un accord de gouvernement avec le PCI. Pietro Scoppola, en particulier, devint l'un des plus grands théoriciens de ce virage tactique vers le parti communiste. Il voyait dans l'alliance entre le PCI et la DC la possibilité de sortir de l'impasse du système politique italien avec la construction d'une nouvelle base commune axée sur un programme de réformes institutionnelles et économiques. Le but était aussi d'arriver à la dédramatisation du PCI avec l'ouverture de la possibilité d'une alternance gouvernementale pas traumatisante. En effet, il pensait que la motivation majeure du blocage du système politique était l'impossibilité de l'alternance au gouvernement entre les deux partis majeurs, (PCI et DC) et la conséquente transformation de la DC dans

un parti-état bureaucraté et incapable de donner des nouvelles formules par crainte de perdre le pouvoir<sup>442</sup>.

Entre 1980 et 1984, le courant catholique radical de Brescia et son homologue national le courant « Forze nuove » de Guido Bodrato devinrent des interlocuteurs centraux pour les intellectuels de la Lega democratica à cause du passage de la plupart de la gauche interne au parti catholique vers l'opposition à la proposition d'une nouvelle alliance avec le PCI. Les journées d'étude organisées par le courant « ouvrieriste » catholique à Brescia et leurs propositions politiques pendant le mouvement des autoconvoqués démontrent la volonté de participer au débat interne à l'association traversée par les élaborations concernant le changement des règles électorales et institutionnelles, les voies d'auto-réforme des partis politiques majoritaires et les questions liées à la gestion de l'Etat-providence dans les années 1980. Ses réflexions contribuèrent à la réunification partielle des différentes gauches internes à la DC dans la période successive au congrès DC de 1982 où De Mita était devenu secrétaire avec le mot d'ordre de réduire le pouvoir du parti socialiste et de réformer la Démocratie-chrétienne pour la faire devenir successivement l'axe central d'une nouvelle proposition globale de système institutionnel et économique où était envisagé une nouvelle forme de collaboration avec le PCI<sup>443</sup>.

---

<sup>442</sup> Archives personnelles de Lorenzo Paletti, DC e Chiesa scendono in campo, *Bresciaoggi*, 17 mars 1984.

<sup>443</sup> L'élection de De Mita au secrétariat de la DC en 1982 amena quelques membres éminents de la « Lega democratica » à se présenter au Parlement dans les listes du parti catholique (Scoppola, Ruffilli et Lipari); mais Scoppola partira en 1987 après une seule législature, de moins en moins convaincu de la réformabilité interne de la DC et de l'ensemble du système des partis. D'autres poussèrent pour faire devenir la « Lega democratica » une association à part entière en tant qu'association indépendante. Elle ne saurait jamais avoir beaucoup de membres, au-delà de la stimulation culturelle généralisée qu'elle parviendra à donner. Tant dans l'un que dans les autres, il resta une forte méfiance envers le nouveau cours socialiste, mais le groupe était divisé en deux choix politiques très importants dans lesquels le PSI joua un rôle décisif: l'installation des euromissiles et la coupure de l'échelle mobile des salaires, avec Scoppola assez favorable, avec les secteurs plus libéraux et « morotei », et Ardigò et les secteurs mouvementistes les plus opposés. La méfiance du PSI, cependant, a également été réciproque par le feeling tactique de ce dernier avec le groupe « Comunione e liberazione » et avec les composantes les plus conservatrices de la DC.

Dans l'interview de Luigi Lamberti, délégué FIM à l'usine FIAT émerge le rôle qu'ils jouèrent dans la formation de cette association et dans la promotion de ces activités culturelles et politiques :

*«À l'époque, il y avait une revue qui s'appelait « Lega democratica », qui rassemblait le meilleur de l'intelligence catholique nationale, de Ruffilli à Prodi, de Tarantelli à Massacesi et Martinazzoli, bref, ce groupe. Nous avons eu la coopérative culturelle Michele Capra, qui est née à FIAT et qui a organisé cette chose à Brescia. Ce groupe était fort à la OM-FIAT et à l'usine San Eustacchio. Nous étions le point d'organisation. Cette façon de faire de la politique est née de Michele Capra, un homme forgé dans la résistance. C'était une veine culturelle. Nous ne pensions pas que les communistes étaient les démons. Dans la DC en général, l'anti-communiste était répandu, moi aussi j'étais anti-communiste en théorie, mais pas contre les communistes en tant que personnes. Il y a très peu de vrais communistes en Italie, si nous voyons la théorie communiste»<sup>444</sup>.*

Leur engagement dans la Lega democratica, petite mais très liée aux hautes sphères de l'intelligence DC permit à ce courant d'augmenter sa force dans la DC départementale et nationale comme cela est démontré par l'appui d'une partie importante du monde catholique local au mouvement des autoconvoqués.

En 1984, le courant local avait un parlementaire, Francesco Lussignoli, (1983-1987) ancien salarié et militant syndical FIM de l'usine FIAT et contrôlaient la place de secrétaire départemental de la DC avec Gervasio Pagani (1981-1984). Il avait des dizaines de conseillers municipaux, secrétaires et militants des sections DC locales. Ils avaient l'appui des ACLI de Brescia, qu'ils contrôlaient depuis les années 1950 et le soutien de la structure nationale dans la bataille contre le Décret de la Saint Valentin. En plus, pendant le mouvement des autoconvoqués, ils auront aussi l'appui, de la « Lega democratica », qui influençait une partie importante de la culture catholique locale et nationale, jusqu'à

---

<sup>444</sup> Interview de Luigi Lamberti, délégué FIM à l'usine FIAT pendant les années 1980..



l'intérieur de la structure de l'Église catholique. En effet, ils reçurent l'appui public de la « Voce de popolo », hebdomadaire du diocèse de Brescia qui publia plusieurs éditoriaux de soutien aux catholiques engagés dans le mouvement des autoconvoqués et contre la ligne de la CISL et de la FIM de Brescia signés par le directeur Mario Cattaneo<sup>445</sup>. Cela n'était pas anodin, si on constate le travail que, depuis les années 1950-1960, ils avaient conduit pour acquérir un poids important dans les différentes structures du mouvement catholique local et pour tisser des liens au niveau national dans le vaste et hétérogène mouvement catholique<sup>446</sup>.

### ***Les courants « autonomiste » et « ouvrieriste » se déchirent après le congrès de la CISL de Brescia en 1980***

---

<sup>445</sup> Archives personnelles de Lorenzo Paletti, La curia di Brescia: "forzatura romana" che non risolve problemi, *L'Unità*, dimanche 19 février 1984.

<sup>446</sup> « Nous étions dans la DC une sorte de courant de la classe ouvrière, mais avec des connexions très importantes dans la dimension culturelle, avec des sociologues comme Ardigò, des professeurs d'université comme Tarantelli. Il y avait des gens qui n'était pas de la CISL, mais dans la grande zone du catholicisme progressiste. Nous avons beaucoup de secrétaires de section. L'usine comptait 6000 employés. Il suffisait que j'envoie un message pour trouver des personnes disponibles pour remplir les rôles et les gens étaient là. Nous avons des cadres, des gens préparés qui travaillaient aussi dans les administrations municipales en tant que conseillers, tout cela avec une énorme facilité. Si nous arrivions à être mis dans la liste des candidats d'une élection, nous étions élus. La première fois que nous avons mis Michele Capra sur la liste électorale de la DC au Parlement, nous avons fait la campagne avec 400 mille liras. Après lui, nous avons envoyé un ouvrier au parlement, Lussignoli, qui a fait trois législatures. Nous avons des gens de tout le département, même dans les congrès du parti, nous avons beaucoup des voix. Le groupe des ACLI de Brescia s'est également joint à nous, notamment en ce qui concerne le débat sur le renouvellement du syndicat. Nous avons eu l'occasion de connaître la crème de la culture catholique démocratique qu'il y avait alors en Italie. Dans les années suivantes, nous avons commencé à imprimer à Brescia le journal de la « Lega democratica », composé d'intellectuels très importants et de gens normaux comme nous. Cela nous a permis de voir plus large, d'entendre les cloches qui sonnaient en dehors de la dimension stricte du parti catholique. Nous avons aussi des relations étroites avec ces prêtres un peu avant-gardistes comme Père Turolfo. En 1984, il y avait un conflit dans le monde catholique, avec un plan anticommuniste à l'intérieur» Interview à Giovanni Landi, délégué FIM de l'usine FIAT entre 1965 et 1995.

La défaite au congrès CISL de 1980 avait engendré la fracture de l'ancienne majorité de la CISL de Brescia des années 1970. En effet, l'ancienne majorité était formée par deux courants avec des points de vue assez différents concernant notamment les rapports avec la DC. Si au niveau des branches, le secrétariat général de Franco Castrezzati avait été élu avec une alliance entre les mécaniques-métallurgistes, les électriciens et le syndicat de l'Education Nationale, il y avait des subdivisions idéologiques internes qui resurgiront d'une façon visible après 1980<sup>447</sup>.

La partie majoritaire était incarnée par la direction de la FIM de Brescia qui représentait la ligne de « l'autonomie syndicale ». Ce courant avait contrôlé aussi la FIM nationale pendant les années 1970 et avait basé son action sur l'idée de l'autonomie totale des partis politiques, en particulier de la DC.

Une fois que Emanuele Braghini fut élu secrétaire général de la CISL de Brescia, la FIM passa à l'opposition, posture qu'elle tint jusqu'à 1982-1983 où il y eut un rapprochement progressif entre la direction de la CISL et la FIM suite au commencement du processus d'effondrement de la Fédération unitaire des métallurgistes et la nécessité de la FIM de retrouver sa place au sein de la Confédération catholique.

Le premier rapprochement officiel eut lieu suite au blocus du « Giro d'Italia » par les ouvriers FIOM pour protester contre le manque de signature de la Convention collective de la métallurgie. Le 13 mai, le jour après cette manifestation, la direction de la CISL de Brescia et celle de la FIM signèrent un pacte qui prévoyait l'élection de Carlo Borio, ancien secrétaire du syndicat des électriciens CISL et proche de la FIM, dans le secrétariat, avec l'objectif de créer une gestion unitaire de l'Union locale CISL<sup>448</sup>.

Les motivations du changement de ligne de la majorité de la FIM départementale au cours des premières années 1980 sont bien exprimées par son secrétaire général Marino Gamba :

---

<sup>447</sup> COSTA Guido, BELLOMETTI Gigi, *A viso aperto. I sessant'anni della CISL di Brescia nel segno dell'autonomia e della partecipazione*, Bibliolavoro, Milano, 2010.

<sup>448</sup> DANESI Silvano, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, Ente economico, Brescia, 1993.

*« Dès le début des années 1980, la FIM nationale s'oriente résolument vers l'idée qu'il fallait changer de cap en faisant de nouvelles propositions concernant le thème de l'innovation, pour mieux défendre l'emploi et le pouvoir d'achat, en tenant compte du fait que, le début des années 1980 est caractérisé par les grandes crises de l'industrie italienne. Le syndicat gérait des processus très compliqués. L'un des secteurs les plus touchés par la crise a été l'industrie sidérurgique qui, à Brescia, était un secteur moteur et c'est à cause de cela que notre ville a été impliquée dans le plan de réduction de la production d'acier proposée par la CEE. La communauté européenne a estimé qu'il y avait une surcapacité de production et a commencé à verser des fonds pour la fermeture des aciéries et, en général, pour la réduction des tonnes d'acier produites. Même dans l'automobile et l'électronique, deux secteurs importants, il y a eu une profonde restructuration de la production. Les premières rénovations m'ont convaincu qu'il fallait avoir une stratégie non seulement d'opposition frontale mais aussi capable de jouer dans les dynamiques et les mécanismes économiques, avec une vision participative du syndicat. Pour nous, c'était une question centrale. Il fallait contraindre les entreprises à revoir leurs stratégies industrielles et donner une partie du pouvoir. Nous voulions un rôle participatif dans les limites permises, dans les limites des rôles dévolus à l'entrepreneur et du syndicat»<sup>449</sup>.*

Ce rapprochement ferma ultérieurement les espaces à la Fédération unitaire des métallurgistes à Brescia et prépara le détachement de la FIM de la FLM pendant le mouvement des autoconvoqués en 1984. La formation du secrétariat unitaire entre la direction de la FIM et la nouvelle direction modérée de la CISL de Brescia, même s'il n'aboutira pas à une participation permanente des représentants de la FIM dans le secrétariat CISL, laisse seuls dans l'opposition les représentants de la deuxième fraction de l'ancienne majorité.

---

<sup>449</sup> Interview à Marino Gamba, secrétaire générale de la FIM-CISL de Brescia entre 1977 et 1985.

Il s'agissait d'une mouvance de la gauche syndicale locale dit courant « ouvriériste »<sup>450</sup> catholique qui s'engagea dans un affrontement direct contre la direction CISL et FIM lors du mouvement des autoconvoqués dont elles furent le principal créateur avec plusieurs conseils d'usine contrôlés par la FIOM.

Le mouvement des autoconvoqués fut l'occasion pour ce courant syndical catholique de défier en particulier la direction de la FIM. En effet, après être rentrée dans le secrétariat unitaire CISL en 1983, la FIM locale avait commencé à exprimer des opinions positives envers le blocus de l'échelle mobile des salaires et de la négociation d'usine, en diminuant parallèlement les critiques envers la direction nationale CISL. Au contraire, le courant « ouvriériste » reprochait à la direction nationale CISL de conduire des négociations avec le gouvernement sans consulter les travailleurs en acceptant d'axer la discussion sur les revendications des associations des entrepreneurs, où la première cible étaient les salaires des travailleurs, sans avoir de propositions pour une politique économique générale équitable<sup>451</sup>.

### ***Le rôle des ACLI***

Le débat sur les rapports entre syndicat catholique et la Démocratie-chrétienne se développa et eut sa genèse intellectuelle dans les ACLI départementales. Le courant « ouvriériste » catholique et les différentes

---

<sup>450</sup> Les membres de ce courant local catholique radicalisé se définissent operaistes. Ils ne font pas référence au courant marxiste italien dit operaïsme né en 1961 autour de la revue *Quaderni Rossi*, de laquelle Mario Tronti et Toni Negri furent les principaux théoriciens en créant une nouvelle revue *Classe Operaia* en 1963. Ils font plutôt référence à leur tentative de donner un rôle au salariat et en particulier à la classe ouvrière industrielle dans le processus de décision politique et faire intervenir les délégués syndicaux et les travailleurs syndicalisés dans les débats du monde de la culture en les reléguant non pas dans le seul débat syndical, mais au contraire en cherchant à créer une osmose entre le débat syndical et celui politique et de la culture en sens large.

<sup>451</sup> Archives personnelles de Lorenzo Paletti, Documento finale – Assemblea delegati e dei consigli di fabbrica dei grandi gruppi, Brescia, 10 février 1984.

mouvances de « l'autonomisme » s'affrontèrent pour deux décennies sur ce thème. Pendant les années 1960, les ACLI nationales furent parcourues par un débat très intense sur leur positionnement au regard de la Démocratie-chrétienne et en général sur le sens de leur intervention dans la sphère politique. En 1969, ce débat aboutit dans la décision de leur secrétaire national Livio Labor de quitter la DC pour fonder l'Acpol, une association culturelle et politique, qui se présenta aux élections politiques de 1972 avec le nom de « Movimento politico dei lavoratori » avec un résultat décevant<sup>452</sup>. Ce débat traversa aussi les ACLI des Brescia et Michele Capra fut l'un des protagonistes de la discussion dans ces sphères dirigeantes, en tant que secrétaire départemental entre 1955 et 1959 et en ayant un rôle dirigeant aussi dans la phase successive. C'est dans ce cadre que se forma ce courant ouvriériste, qui, partant des positions syndicales radicales de Michele Capra, refusa d'accepter l'éloignement de l'association de la DC et surtout à la fin de la décennie le choix de Livio Labor d'abandonner le parti catholique. Michele Capra était profondément convaincu de la nécessité et de l'efficacité d'un travail fractionnel dans la DC et il fustigeait la décision d'abandonner le parti catholique pour son caractère stratégique erroné qui aurait produit un virage à droite très net de la ligne politique du parti catholique et l'isolement des secteurs les plus à gauche qui en dehors du cadre de l'immense structure du parti se seraient isolés des masses catholiques fortement organisées dans la DC et ses structures collatérales. Le groupe de Michele Capra, grâce à cette bataille, arriva à contrôler les ACLI de Brescia et c'est depuis sa structure que au début de cette expérience ils menèrent leur bataille culturelle et politique dans la DC et dans le syndicat<sup>453</sup>.

---

<sup>452</sup> LABOR Livio, *Scritti e discorsi*, M&B Publishing, Milano, 2003.

<sup>453</sup> Cfr Interview de Giovanni Landi, délégué syndical FIM de l'usine FIAT de Brescia et successeur à la tête du courant "ouvriériste" catholique après la mort de Michele Capra.

## ***Les ACLI comme lieu de recrutement pour la gauche interne à la DC***

Il semble évident que les ACLI de Brescia ont joué un rôle dans la formation de ce courant aussi du point de vue du recrutement de ses adhérents surtout pendant les années 1950-1960. En effet la plupart des ses militants, mais surtout des dirigeants, qui hériteront la bataille de Michele Capra comme Giovanni Landi, Lorenzo Paletti et Luigi Gaffurini, étaient issus de cette expérience et avaient eu leur première formation intellectuelle et politique dans les structures de cette association qui jusqu'à la fin des années 1960 avait un rôle de formation intellectuelle pour les travailleurs catholiques<sup>454</sup>. Il faut ajouter que, dans le département, il y avait une forte présence de prêtres antifascistes qui avaient participé à la résistance à l'occupation allemande et à la « Repubblica sociale italiana » de Benito Mussolini installée à Salò, village situé dans le département de Brescia. Ces prêtres avaient développé dans l'après-guerre une intervention dans le monde catholique avec des positions qui, si elles n'étaient pas classistes, prônaient un changement en profondeur de la société et de la condition des travailleurs en partant d'une bataille dans les structures conservatrices de l'Eglise et du parti catholique. Ces prêtres, qui dans la plupart des cas étaient aussi des intellectuels reconnus, avaient des liens très forts avec les ACLI et l'Action catholique pendant les années 1950. En effet, ils étaient assistants spirituels ou même les animateurs dans leurs paroisses des sections locales de ces organisations. C'est par ce biais qu'ils formèrent des jeunes qui par la suite sont devenus les militants syndicaux de la CISL et qui pour la plupart d'entre eux adhèrent aux positions du courant « ouvriériste » catholique en partageant ses valeurs progressistes et leur volonté de mener une bataille dans les structures historiques du mouvement catholique, sans en sortir comme firent

---

<sup>454</sup> CORBARI Costantino, *Memorie in tuta blu. Gli anni caldi dei metalmeccanici bresciani*, Edizioni Lavoro, Roma, 2005.

certaines couches du catholicisme de base qui prirent une trajectoire différente en s'approchant de l'extrême gauche extraparlamentaire ou du PCI<sup>455</sup>.

Dans le livre « *Memorie in tuta blu. Gli anni caldi dei metalmeccanici bresciani* » de Costantino Corbari émerge dans le témoignage de plusieurs militants syndicaux le rôle de formation politique joué par ces prêtres progressistes dans leurs activités pastorales parmi les jeunes générations dont la plupart deviendront par la suite salariés des usines mécaniques et sidérurgiques, comme on peut constater dans ce témoignage d'un ouvrier catholique :

*« La famille, l' Azione cattolica et les ACLI m'ont poussé vers l'engagement social, heureusement j'ai trouvé un curé très sensible et intelligent qui m'a dit qu'il vaut mieux essayer de redresser les choses qui ne vont pas, plutôt que de se retrouver le soir à dire le chapelet »*<sup>456</sup>.

L'origine sociale des délégués de la FIM de Brescia reflète le contexte géographiques et historiques du département depuis l'après-guerre. La plupart des ouvriers non qualifiés ont une origine paysanne en étant protagonistes du puissant phénomène d'exode rurale qu'avait caractérisé les années 1950-1960. Dans les vallées et dans la plaine padane au sud du département on aura aussi le développement de la présence du « Metalmezzadro ». Il s'agissait d'un ancien paysan, que travaillait à l'usine, mais au même temps, maintenait un lien avec la terre, en continuant à travailler dans des champs pendant le temps libre ou les vacances.

Au contraire, la plupart des ouvriers spécialisés provenaient d'une famille ouvrière. Cela était du aux nombreux cas de transmission du poste de travail de père en fils qu'était assez fréquent dans les entreprises de toutes les tailles surtout dans les petites et moyennes usines des vallées au nord du département

---

<sup>455</sup> BREGOLI Lucio, *L'apporto delle ACLI al movimento operaio bresciano*, Tipografia Bondaschi, Brescia, 2004.

<sup>456</sup> CORBARI Costantino, *Memorie in tuta blu. Gli anni caldi dei metalmeccanici bresciani*, Op. cit, P.28-29.

mais aussi dans les grandes entreprises du chef-lieu. L'ouvrier qui partait à la retraite et qui savait qu'un poste de travail était réservé à son fils, le poussait vers des expériences de travail et des formations, depuis son plus jeune âge, avec l'objectif de le faire rentrer à l'usine en tant que ouvrier qualifié et donc avec un salaire plus élevé.

En général, ce parcours formatif et professionnel fut typique dans les familles ouvrières les plus anciennes, pendant les premières décennies du deuxième après-guerre. Les jeunes fils d'ouvriers travaillaient et se formaient grâce à des cours d'initiation au travail ou à des parcours scolaires de deux ans dans des écoles techniques publiques. Dans les cas des très grandes industries comme la OM-FIAT de Brescia, il y avait de cours de formation professionnelle interne à l'entreprise, surtout ouverts aux enfants de ses salariés, mais pas exclusivement.

De toute manière, la majorité écrasante des militants et délégués catholiques ont commencé en tant que apprentis dans des petites forges ou ateliers avec des salaires très bas et des conditions de travail très difficiles. C'est dans ce contexte, qu'ils commencent à murir un intérêt important pour la défense des droits des salariés que dialogue avec leur participation aux organisations catholiques de la jeunesse ou des « Oratori » de leurs villages, environnements largement influencés par la doctrine sociale de l'Eglise et par l'antifascisme catholique bresciane.

Presque tous, arrivent à travailler dans une moyenne ou grande entreprise, avec le double objectif d'améliorer leurs conditions de travail et économiques et pour participer à l'activité syndicale départementale depuis un des grands bastions de la classe ouvrière qui jouaient un rôle politique important pendant les années 1960-1980<sup>457</sup>.

---

<sup>457</sup> *Ibid*, P. XIV-XV.



## ***La nouvelle direction du courant catholique « ouvrieriste » après la mort de Michele Capra***

Les années 1979-1980 sont une période de changement très important pour ce courant. En effet en 1979, quelques mois après la fin de son mandat parlementaire, Michele Capra mourut et une nouvelle génération des militants dut prendre le relais de ce courant « ouvrieriste » catholique. On constate que la nouvelle direction formée des jeunes de la deuxième génération sortit des rangs de la FIM de la FIAT de Brescia. Ils étaient, dans la plupart des cas, aussi militants et dirigeants des ACLI départementales. Cela fut possible pour plusieurs raisons: d'abord Michele Capra avait été pour 30 ans employé dans cette usine et donc c'était là-bas qu'il avait eu la possibilité de construire au fil du temps un groupe de militants soudés et encore plus important, suivre de près la formation des jeunes cadres. De plus, ils se formèrent politiquement et syndicalement dans une usine qui était de plusieurs points de vue l'épicentre du débat politique et syndical de la ville et aussi en partie national. C'est dans cette réalité que ce courant avait pu mettre en pratique sa conception de l'action syndicale et à travers le contrôle de la section FIM interne se positionner dans le débat local et national à l'intérieur du syndicat catholique, mais aussi en général des trois syndicats confédéraux.

L'importance de leur présence dans l'usine FIAT de Brescia est expliquée par Luigi Lamberti, délégué FIM à l'usine FIAT :

*« C'était une réalité forte à laquelle ils devaient faire face, nous n'étions pas des ultra-minorités. Nous étions respectés, parce que nous avons un maître spirituel comme Capra et une autorité intellectuelle comme Landi. Nous étions bien placés. Nous avons un député, nous n'étions pas les derniers arrivés. Gardez à l'esprit que le syndicat à la FIAT a produit beaucoup des dirigeants. Il y avait 4000 travailleurs, sur la quantité il était simple de trouver des têtes brillantes. L'usine FIAT de Brescia*

*est une synthèse de tout le département. Les travailleurs provenaient de toutes les vallées, du Lac de Garda et de la Bassa bresciana. C'était un lieu de rencontre et de discussion, de création de liens. C'est grâce à cela que nous avons des terminaux dans tout le département, quand il y avait des congrès, c'était important. Depuis l'usine, nous pouvions comprendre l'ambiance générale et des gens à envoyer partout sur le territoire. C'étaient des travailleurs FIAT qui, quand ils rentraient chez eux, étaient des maires, conseillers municipaux et des militants DC qui gardaient nos idées vivantes et jouaient un rôle dans leurs réalités politiques. La quantité fait aussi la qualité. Capra et Lussignoli ont été élus députés sur la base de ces rapports à la FIAT»<sup>458</sup>.*

En effet, l'usine FIAT de Brescia était le plus grand établissement productif du département avec entre 4500 et 5000 salariés dans les années 1970-1980, et il avait toujours été un haut lieu d'élaboration syndicale, capable d'avoir un rôle dans l'élaboration des positions des syndicats départementaux et d'influencer le débat politique général au niveau de tout le département. Partant de ce constat, il semble normal que la plupart des permanents et des dirigeants syndicaux locaux (c'est vrai aussi pour les partis politiques en partie) venaient de cette réalité. La FIAT de Brescia faisait partie du plus grand groupe industriel du pays, donc forcément les cadres syndicaux internes ne se formaient pas seulement à la négociation dans une réalité fermée sur des enjeux quasi exclusivement locaux, mais dans un contexte plus large où il fallait tenir compte des dynamiques économiques et politiques au niveau national sinon international. Un des hauts lieux de discussion syndicale nationale auquel avaient accès les dirigeants syndicaux d'usine était la Coordination syndicale FIAT, où se réunissaient tous les délégués syndicaux du groupe FIAT pour discuter des enjeux au niveau de groupe et coordonner l'intervention syndicale<sup>459</sup>.

De ces constats découle la formation d'un courant catholique dans le syndicat avec un approche très revendicative, qui allait à contre courant des

---

<sup>458</sup> Interview de Luigi Lamberti, délégué FIM à l'usine FIAT.

<sup>459</sup> Pour avoir plus d'informations concernant le "Coordinamento sindacale FIAT", consulter DE AMICIS Nino, *La difficile utopia del possibile. La Federazione dei lavoratori metalmeccanici nel -decennio operaio-*, Ediesse, Roma, 2010.

démarches du catholicisme progressiste « autonomiste » de l'époque, en proposant la primauté de l'action dans le parti catholique non seulement par des membres isolés du syndicat mais par les structures syndicales mêmes avec une bataille d'idées visible. Il s'agissait d'une position anormale, qui n'était pas organisée dans le syndicat national et qui deviendra une partie importante de l'anomalie syndicale de Brescia au cours des années 1970-1980. Une fois que le courant « autonomiste » puis un tournant de modération revendicative après la destitution de Castrezzati du secrétariat général de l'Union locale et se rapprocha de la nouvelle direction modérée de la CISL de Brescia, ce courant ouvriériste émergea comme la seule opposition dans les structures syndicales catholiques en se rapprochant toujours plus de la direction de la FIOM de Brescia pour lancer un attaque ouverte contre la modération des syndicats confédéraux<sup>460</sup>.

Les témoignages de Lorenzo Paletti et de Luigi Gaffurini, délégués FIM à l'usine FIAT démontrent la particularité de cette expérience politique :

*« Nous, de l'usine FIAT, étions la clé de voûte du scandale. Nous étions des catholiques, des syndicalistes et des chrétiens-démocrates qui combattaient très radicalement en usine. Beaucoup n'ont pas compris cette chose. La FIOM a utilisé ce sujet un peu pour faire des ravages. Quand ils l'ont raconté à Berlinguer, il s'est demandé si nous existions vraiment. Il était difficile de trouver des gens qui étaient engagés dans une bataille commune avec les communistes contre le reste du monde à cette époque là. Nous étions un peu des cygnes noirs, en Italie tout cela n'existait pas »<sup>461</sup>.*

*« Nous étions un peu une anomalie. Nous étions une aiguille dans la poche pour signaler, critiquer et entrer en conflit avec les leaders. Nous avons une façon assez conflictuelle de nous confronter aux dirigeants syndicaux et de parti. Malgré cela, nous n'avons jamais eu l'idée de quitter la DC. Au niveau quantitatif nous n'étions rien, sans le parti nous étions morts. Dans le parti, nous embêtons*

---

<sup>460</sup> FAPPANI Antonio, CAPRA Giovanni, Michele Capra. *Un partigiano intransigente*, Op. cit, P. 73.

<sup>461</sup> Interview de Luigi Gaffurini, délégué FIM de l'usine FIAT.

*beaucoup de gens, mais on a continué notre critique pour ouvrir des espaces de débat et de réflexion. Les figures les plus importantes de notre courant dans l'usine FIAT étaient Santo Minessi, Carmelo Di Blasi, Gaffurini qui étaient un employés, et Lussignoli, tant qu'il était dans l'usine, avant de devenir un député. Nous ne restions pas calmes. Nous avons écrit en tant que section DC d'usine aux dirigeants politiques nationaux, nous sommes sortis avec des lettres et des annonces sur de nombreuses questions nationales. Andreotti et Fanfani nous ont répondu et beaucoup d'autres. Nous avons aussi un poids dû au fait que nous étions à l'établissement de la FIAT à Brescia»<sup>462</sup>.*

### ***Le courant ouvrieriste catholique dans le mouvement des autoconvoqués de 1984***

En 1984, le courant « ouvrieriste » commença une critique ouverte de l'attitude des syndicats confédéraux lors de la négociation sur le coût du travail et donna naissance, avec d'autres sections syndicales FIOM, à un mouvement de contestation des conseils d'usine de Brescia qui devient aussitôt un mouvement des conseils d'usine au niveau national.

Cette initiative avait aussi l'objectif d'attaquer les positions modérées de la nouvelle direction de la CISL départementale et la normalisation de la FIM locale gérée par Marino Gamba vers les positions du secrétariat, très loin de la volonté de reconstruire une politique unitaire de la FLM. En même temps, ils menèrent une bataille d'opposition politique dans la DC départementale contre les secteurs, de la gauche interne qui appuyaient les positions de la majorité de la CISL de Brescia pour soutenir les politiques d'austérité du gouvernement Craxi duquel la DC était le partenaire majeure. A ce stade, la gauche syndicale catholique autonomiste majoritaire dans la FIM locale et la majorité de la CISL étaient

---

<sup>462</sup> Interview à Lorenzo Paletti, délégué FIM de l'usine FIAT.

désormais sur les mêmes positions aussi dans le parti catholique. Elles étaient pour soutenir le gouvernement DC-PSI, en étant la première sur les positions de la partie du courant national DC « Forze nuove » conduite par Donat-Cattin et la deuxième sur les positions de la gauche DC plus traditionnelle qui faisait référence au courant « Nuove cronache » de Amintore Fanfani et du courant dit « Base ». Dans l'affrontement interne à la CISL pendant le mouvement de contestation de 1984 se reflétait l'affrontement politique plus général dans le parti catholique<sup>463</sup>.

Dans ces motivations, à la fois politiques et syndicales on trouve les raisons de l'engagement de ce courant dans le mouvement contre le décret de la Saint Valentin qui naquit officiellement le 14 février 1984, jour de la signature du décret de la part du Président du Conseil des ministres Bettino Craxi.

Officieusement, l'alliance entre ce courant catholique et la FIOM de Brescia s'était déjà formée pendant les mois précédents, quand ils avaient mené ensemble une critique sur la conduite de la négociation des structures syndicales confédérales.

Le 3 février, dans le cadre de la négociation qui avait aboutit 10 jours après à la présentation du décret de la Saint Valentin, Giovanni Landi, leader de la FIM à l'usine FIAT et 14 militants syndicaux démocrates-chrétiens écrivirent une lettre à Pierre Carniti, secrétaire général de la CISL nationale pour critiquer la position de la Confédération concernant la négociation et pour exprimer leur préoccupation pour la fracture entre la CISL et la CGIL.

Sur la base de cette alliance informelle, le 27 janvier 1984, il y avait eu la première réunion des conseils d'usine autoconvoqués en dehors de la couverture syndicale des confédérations. A la tête de ce rassemblement, il y avait le conseil d'usine de la FIAT de Brescia, grâce à l'alliance entre la FIM interne, dirigée par le courant « ouvrieriste » catholique et la section syndicale FIOM<sup>464</sup>.

---

<sup>463</sup> GALLI Giorgio, *Storia della DC. 1943-1993 : mezzo secolo di Democrazia cristiana, Op.cit.*

<sup>464</sup> Archives Personnelles de Lorenzo Paletti, Rendiconto riunione dei Consigli di fabbrica, 2 février 1984.

L'objectif de cette réunion était de discuter des démarches à suivre dans le cas de la signature d'un mauvais accord de la part des dirigeants confédéraux nationaux ou dans le cas de la présentation d'un décret législatif de la part du gouvernement pour surmonter le blocage de la négociation sur le coût du travail. En effet, le 14 février, le gouvernement, vu l'impossibilité de trouver un accord entre organisations des travailleurs et des entrepreneurs, présenta le décret de la Saint Valentin où les points principaux étaient l'amputation de quatre points de l'échelle mobile des salaires et le blocus partiel de la négociation d'usine. C'est à ce moment que les structures syndicales d'usine de la FIOM de Brescia et le courant « ouvrieriste » catholique lancèrent publiquement un mouvement de protestation des conseils d'usine autoconvoqués avec le but de l'étendre aux conseils d'usine de toute l'Italie.

Dans ce contexte, le courant « ouvrieriste » catholique voulait d'abord convaincre les autres sections FIM d'usine et les sections syndicales CISL des autres secteurs de participer à cette protestation de la base militante. Ils réussirent à convaincre seulement quelques militants FIM isolés, certaines sections d'usine de la FIM et de la CISL-Textile et deux usines importants de la chimie : la Caffaro et l'Ideal Standard. Ces réalités seront, de tout manière, à la traîne des positions et des décisions de la FIM de la FIAT de Brescia et ne résisteront pas longtemps aux pressions de la structure CISL départementale et abandonneront le mouvement très tôt. En effet, la FIM et la CISL ouvrièrent pour isoler la FIM de l'usine FIAT en attaquant d'abord les sections FIM d'usine qui avaient adhéré au mouvement des conseils autoconvoqués. Ils le feront à travers l'interdiction formelle pour les sections FIM d'usine d'utiliser le logo de l'organisation pour organiser des grèves et des manifestations en dehors de la couverture syndicale des structures départementales de FIM et CISL, avec la menace d'exclusion de l'organisation pour ceux qui adhéraient à ce mouvement et en déployant les permanents syndicaux dans ces usines pour convaincre les délégués à abandonner le mouvement. On constate que leur adhésion avait eu lieu grâce à la pression des militants du courant ouvrieriste, vu qu'ils étaient présents dans les sections FIM d'un bon nombre d'usines de Brescia

principalement par le biais de la présence dans ces réalités des structures associatives des ACLI de Brescia<sup>465</sup>.

### ***L'affrontement dans la CISL départementale***

Cette situation engendra des tensions à l'intérieur de la CISL départementale et l'intervention directe de la structure nationale dans le débat du syndicat catholique de Brescia. La CISL nationale voulait éviter la contamination à la fois des sections d'usine FIM de Brescia et celle des autres départements. En effet, depuis le début du mouvement le courant « ouvrieriste » cherchait à être un point de ralliement pour toutes les poches de résistance qui restaient à l'intérieur des structures FIM et CISL locales au niveau italien ; et c'est dans ce cadre que ce courant lança des polémiques directes contre la structure nationale CISL et qu'il organisa des rencontres avec certaines sections d'entreprise FIM, surtout des usines du nord d'Italie. Ils n'eurent pas un suivi important au niveau des autres structures départementales du syndicat catholique, mais partout en Italie, plusieurs membres des conseils d'usine de la FIM et des militants participèrent individuellement au mouvement, en se limitant à organiser des grèves dans leurs usines et en participant aux réunions nationales du mouvement des autoconvoqués, sans jouer un rôle dans la bataille interne au syndicat catholique. C'est à cause de cela que l'on peut parler d'un relatif isolement de la FIM de l'usine FIAT de Brescia dans le syndicat catholique au niveau national. Depuis la fin des années 1970, il avait eu un processus de normalisation de la FIM nationale qui avait engendré un virage de modération revendicative des structures FIM locales, après la vague de radicalisation des années 1970. Pierre Carniti, élu secrétaire de la CISL en 1979, fut le promoteur de ce virage qui aboutit au le soutien convaincu de la structure confédérale au

---

<sup>465</sup> Braghini : « Nessuna scomunica ai dissidenti ». La CISL ora punta tutto sull'unità d'azione, *Bresciaoggi*, 17 février 1984.

Décret de la Saint Valentin en 1984. Il avait été suivi dans cette nouvelle ligne syndicale par la FIM nationale. En effet, Carniti avait été secrétaire général de cette organisation entre 1970 et 1974 et l'un des plus importants inspirateurs de sa ligne conflictuelle pendant les années 1960-1970. On constate que le virage modéré dans la FIM et la CISL nationales n'est pas dû suite à un changement de majorité, mais à un changement de ligne des plus importants dirigeants de la gauche syndicale catholique du courant « autonomiste » qui géraient les plus importantes structures nationales à la fin des années 1970.

Les rapports de force favorables à la majorité CISL, qui avait l'appui de la FIM nationale et de l'écrasante majorité des structures locales FIM avaient permis d'étouffer un peu partout les poches résiduelles d'opposition. Au contraire de Brescia où, malgré les pressions de la FIM et de la CISL locales et nationales et les menaces d'expulsion, le courant « ouvriériste » catholique avait la force non seulement de résister, mais aussi de défier les structures dirigeantes supérieures de syndicats confédéraux grâce à sa structuration en courant à la fois syndical et politique qui avait une longue histoire de bataille fractionnelle dans les différentes structures du mouvement catholique. L'événement qui marqua les esprits et resta comme un symbole fort dans la tête de tous les protagonistes du syndicat de Brescia fut la présence sur la scène de la manifestation du 24 mars de Lorenzo Paletti, délégué FIM de l'usine FIAT de Brescia. Il y tint un discours au nom du mouvement des autoconvoqués juste avant le discours de clôture de la manifestation par le secrétaire général de la CGIL Luciano Lama<sup>466</sup>.

Lorenzo Paletti explique l'importance de cet événement symbolique et de la réaction qu'il a provoquée dans les structures CISL au niveau national et départemental :

*« On n'a pas réussi à entraîner des conseils d'usine entiers dans le mouvement. Il y a eu une petite usine ou deux dans la Val Trompia, et puis des individuels isolés. Parce que la position de la fédération CISL était que nous étions*

---

<sup>466</sup> Inchiesta sui delegati operai. "Il sindacato? Lo vorrei più intellettuale" parla Lorenzo Paletti, il cislino che ha parlato in Piazza San Giovanni, *il Manifesto*, 30 mars 1984.



*« les islamistes » ; et puis il y avait le reste du monde avec la pensée correcte. Je veux donner un exemple. J'étais en train de partir pour aller à Rome pour la manifestation du 24 mars 1984. Le secrétaire général de la FIM Scotuzzi m'appelle pour me demander de ne pas intervenir sur la scène au nom des autoconvoqués. Je lui ai dit que c'était une intervention équilibrée, mais il ne voulait entendre aucune raison. Puis j'ai reçu un télégramme de la FIM nationale signé par Morese où j'ai été menacé d'expulsion. J'ai défié les dirigeants de m'expulser, ils m'auraient donné un argument redoutable. Ils y ont probablement pensé, mais ils ne l'ont pas fait. Je pense que les dirigeants de la FIM à Brescia n'ont pas partagé nos idées, mais ils nous ont protégé et apporté de la sagesse à la FIM nationale. Ils se sont aussi protégés parce que si on m'expulsait, il y aurait eu l'enfer à Brescia. Pour n'avoir pas tout le temps une guerre ouverte dans la CISL de Brescia ils ont tempéré les choses. Nous avons subi des pressions de la part des certains dirigeants de Brescia, ils voulaient nous convaincre, parce que la FIM de Brescia était alignée sur les positions de Pierre Carniti. Ils n'ont pas réussi à nous convaincre»<sup>467</sup>.*

La critique que faisaient les directions de la CISL et de la FIM locales était qu'en participant au mouvement et surtout en s'affichant sur la scène d'une manifestation qu'ils considéraient de la CGIL, ils donnaient une garantie unitaire à un mouvement qui avait des buts principalement politiques. Pour eux, il s'agissait d'une manœuvre politique de la CGIL avec le but de faire sortir le PCI de l'isolement où il se trouvait depuis la formation d'un gouvernement où le secrétaire du PSI Bettino Craxi était Premier Ministre et démontrait un activisme législatif important notamment sur le thème de la politique économique et internationale. Au contraire pour la direction des autoconvoqués (donc FIM et FIOM de la FIAT de Brescia), il était fondamental de mettre en avant la participation d'une partie du syndicat catholique pour donner au mouvement une aspect unitaire ; et ils n'acceptaient pas l'argument selon lequel les initiatives syndicales des autoconvoqués étaient organisées par la CGIL, en ayant des militants et des structures FIM en première ligne malgré leur faible visibilité. Cette opération syndicale était d'autant plus symbolique qu'elle partait d'une

---

<sup>467</sup> Interview de Lorenzo Paletti, délégué FIM à l'usine FIAT de Brescia pendant les années 1980.

entreprise où avait eu lieu la première expérience d'unité syndicale dans les années 1950, quand au niveau italien, la CISL et la CGIL étaient en contraposition directe<sup>468</sup>.

### ***La démocratie syndicale : antidote à la bureaucratisation de la CISL***

Le courant « ouvrieriste » catholique avait trouvé un terrain d'entente avec les communistes de la FIOM de Brescia autour de l'objectif de relancer le rôle des conseils d'usine comme organe principal de négociation et de contrôle des directions syndicales locales et nationales, en étant le terminale dans les usines du point de vue des travailleurs syndicalisés. Les relancer était aussi une tentative de répondre à la contre-offensive patronale débutée au début des années 1980 et à la crise de la mobilisation syndicale qui à leur avis était liée aussi à la ligne de capitulation des directions nationales et à la centralisation des décisions qui s'étaient accentués depuis 1980 et qui avaient créé un fossé entre les directions nationales et la base syndicale.

Mise à part la volonté de s'opposer au décret de la Saint Valentin, d'autres raisons avaient poussé ses deux courants très différentes à lancer le mouvement des autoconvoqués, en particulier la question de la démocratie syndicale.

L'analyse sur le thème de la démocratie syndicale faite par le courant « ouvrieriste » catholique allait plus loin par rapport aux analyses du mouvement des autoconvoqués. En plus de la critique de la gestion centralisée des structures nationales confédérales, elle était axée sur la critique de la dérive bureaucratique des structures syndicales locales et nationales qui avait ses origines aussi dans des choix organisationnels en vigueur depuis deux décennies. Déjà, pendant le

---

<sup>468</sup> Archives personnelles de Lorenzo Paletti, SASSOLI David Maria, "E io della CISL, ero a Roma perché voglio che i vertici sindacali siano vicini alla loro base più che al governo, *L'Espresso*, 30 mars 1984.

mouvement des autoconvoqués, la FIM de l'usine FIAT avait proposé une réforme organisationnelle des structures syndicales à tous les niveaux. La FIOM de Brescia, à ce stade, n'avait pas encore développé une analyse sur ce sujet, axant son intervention sur la critique de la ligne syndicale nationale et sur le manque de démocratie et de dialogue entre les différents niveaux verticaux des syndicats confédéraux. De plus, la FIM pensait que, à ce moment-là, il était nécessaire de trouver des mots d'ordre unificateurs, capables de parler à un public plus large et donc, partant d'une réflexion tactique, il fallait éviter de disperser la critique sur plusieurs sujets qui avaient plus les caractéristiques d'un débat interne aux structures syndicales pendant l'année 1984.

Giovanni Landi, responsable de la FIM de l'usine FIAT de Brescia et leader reconnu de ce courant catholique radicalisé explique leur point de vue concernant le rôle qu'avaient joués certains choix organisationnels dans la crise générale des syndicats confédéraux en partant du cas de figure de la FIM locale :

*« Nous étions contre l'idée de déléguer, nous voulions que les travailleurs participent. Le syndicat a d'abord eu une structure légère et s'est progressivement rempli de gens à temps plein qui ne sont jamais revenus à l'usine. Nous avons envoyé à l'Union départementale 3-4 cadres de notre courant, pour devenir des permanents syndicaux. Gaffurini, Bonafini et Lamberti, par exemple, sont restés quelques années au syndicat et sont ensuite retournés à l'usine. Pour nous, il était important de former des gens et de les intégrer dans les organismes dirigeants. L'épanouissement professionnel de ces personnes était fondamental. Après venait tout le reste. L'idée était de donner à ces délégués syndicaux la possibilité de réfléchir sur les problèmes d'autres secteurs, mais pour nous, ce fut un point essentiel que à un moment donné, ils devaient retourner à l'usine. Mais dans les années 1980-1990 cela ne se produisait pas, et beaucoup ne sont jamais revenus à l'usine apporter les connaissances qu'ils avaient acquises dans l'expérience de permanents syndicaux. Plutôt que de recruter les gens de l'université, des économistes et des experts dans d'autres domaines, le syndicat a alourdi ses ailes engendrant un phénomène de bureaucratisation. Je pense que c'est le problème du syndicat aujourd'hui. Je n'étais pas communiste, j'ai grandi dans l'environnement*

*catholique. Mais le père d'un de mes amis m'a raconté que pendant l'après-guerre, Italo Nicoletto, député du Parti communiste de Brescia, faisait des sacrifices énormes pour donner de l'argent à « L'Unità », le journal national du Parti communiste. Les premières fois qu'il est allé à Rome, il ne dépensait pas l'argent de la Chambre des députés. Il prenait le train Rome-Florence, car là il y avait un lit offert par un militant et le matin il prenait le Florence-Rome pour aller travailler au Parlement. Ils étaient des formes, disons, de sainteté laïque »<sup>469</sup>.*

De ce constat, le courant « ouvrieriste » dégagait une proposition globale de réforme organisationnelle des structures syndicales qui ont été proposées dans les réunions du mouvement des autoconvoqués. Leur proposition était basée sur 4 axes :

1) Rotation des permanents syndicaux pour faire en sorte que ce soit pour eux un moment de formation temporaire, à utiliser une fois rentrés à l'usine, sans créer une couche de permanents à vie inamovibles contrôlés idéologiquement par la direction syndicale locale en étant son employeur direct. L'objectif du retour des permanents syndicaux à l'usine était aussi de créer une osmose entre la direction locale et le syndicat d'usine.

2) Le renforcement de la formation syndicale pour les délégués syndicaux et la création des formations pour les salariés. Ils proposent la création des formations qui ne concernent pas seulement des thèmes strictement liés à la vie quotidienne d'usine ( négociation d'usine, fiche de paie, etc.), mais aussi sur des thèmes syndicaux et politiques nationaux et internationaux.

3) La création des quotas importants des délégués et des salariés syndicalisés dans les structures dirigeantes à tous les niveaux, surtout dans les structures de direction nationale.

3) L'embauche par les structures locales des syndicats d'experts comme des économistes, juristes, historiens, médecins du travail et en général un rapport

---

<sup>469</sup> Interview de Giovanni Landi, responsable FIM-CISL à l'usine FIAT de Brescia.

direct entre ces structures syndicales et les intellectuels à travers des journées d'étude et l'intervention ponctuelle de certaines personnalités dans les réunions syndicales d'usine.

4) Un barème maximal de salaire pour tous les permanents syndicaux qui ne soit pas plus élevé que la paie d'un ouvrier qualifié, pour éviter un éloignement du niveau de vie des travailleurs à l'usine<sup>470</sup>.

### ***Les enjeux politiques de l'alliance entre la FIOM et le courant catholique radicale***

Les deux sections syndicales FIOM et FIM de la FIAT avaient aussi des motivations politiques pour créer cette alliance. La FIOM de Brescia voulait lancer une bataille syndicale et parallèlement politique contre le PSI qui était dans un moment de révision idéologique important et voulait abandonner définitivement les dernières vestiges des anciennes positions de classe pour devenir le représentant des secteurs plus progressistes de la bourgeoisie entrepreneuriale. En effet, depuis la présidence du Conseil des Ministres, le secrétaire du PSI Craxi avait lancé un vaste débat sur la modernisation productive et institutionnelle du pays qui avait eu son application dans plusieurs réformes du monde du travail et de l'économie visant à réduire le coût du travail et la dette publique. L'objectif du PSI était de devenir le premier parti à gauche, après une hégémonie du PCI qui durait depuis l'après-guerre, à travers l'activisme législatif du gouvernement qu'ils conduisaient.

La FIM de la FIAT était historiquement sur la position d'impliquer les communistes dans un gouvernement avec la DC. Depuis les années 1950, ils

---

<sup>470</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani", Enveloppe 65, étagère AVIII S10, , Proposte e contributi dei consigli di fabbrica alle Autoconvocazioni, *Quaderni della cooperativa Michele Capra*, N.12, Brescia, avril 1984.

s'étaient battus contre l'anticommunisme de certains secteurs de la DC, parce que, de leur point de vue, les communistes étaient les alliés naturels pour un projet politique de changement de la société. Ils combattaient le pacte entre la DC et le PSI parce que le jugeaient accueillir des positions de la Confindustria et des secteurs plus modérés du parti catholique qui voulaient imposer une politique de réduction salariale et de redimensionnement du rôle du syndicat dans le débat public national. S'ils partaient des deux constats et de deux objectifs différents, leur position convergait dans le but de combattre le gouvernement DC-PSI et ceux qui dans le syndicat appuyaient ce projet politique à travers le soutien du décret de la Saint Valentin, premièrement Pierre Carniti secrétaire national de la CISL et aussi Luciano Lama, secrétaire national de la CGIL.

Ils étaient personnellement opposés aussi à Bettino Craxi, qui était selon eux, bien avant l'éclatement de l'opération judiciaire « Mani pulite »<sup>471</sup>, un personnage lié aux les secteurs plus malhonnêtes de la politique et de l'entrepreneuriat, donc ils partageaient le constat de Enrico Berlinguer concernant la dégénérescence des institutions et des représentants politiques qui affectait tous les partis au gouvernement et la nécessité de créer un gouvernement entre le PCI et les secteurs démocrate-chrétiens plus progressistes<sup>472</sup>.

---

<sup>471</sup> Mani pulite en français « Mains propres » désigne une série d'enquêtes judiciaires réalisées au début des années 1990 et visant des personnalités du monde politique et économique italien. Ces enquêtes mirent au jour un système de corruption et de financement illicite des partis politiques surnommé Tangentopoli (de tangente, « pot-de-vin » et de polis, « ville » en grec). Des ministres, des députés, des sénateurs, des entrepreneurs et même des ex-Présidents du Conseil furent impliqués. Cette affaire judiciaire conduira à l'effondrement de la Première République italienne.

<sup>472</sup> Luigi Gaffurini, délégué FIM de l'usine FIAT évoque dans son interview les motivations politiques de leur opposition au gouvernement et leur opposition au projet politique de Bettino Craxi: « *Nous étions contre le gouvernement de Craxi-DC avec le premier comme Président du Conseil. Dans le parti, moi avec le député M. Lussignoli, nous étions parmi les membres les plus importants de ce courant de DC qui gravitait autour du « Circolo culturale Michele Capra ». Notre adversité à Craxi était tout à fait évidente car il représentait l'accord de la CAF et le discours du préambule. Nous pensions qu'il était un politicien compétent, mais nous n'étions pas d'accord avec sa façon de faire et nous n'étions pas convaincus de sa transparence. Je tiens à le signaler, nous n'en étions pas convaincus à l'époque. La vraie bataille a eu lieu parce que nous étions contre l'axe DC-PSI. Nous avons fait une bataille continue dans le parti contre l'accord Craxi-Forlani-Andreotti. Tout cela localement, parce que nous étions un courant local. Ils nous connaissaient comme ceux de l'OM-FIAT qui avaient un représentant au Parlement* ». Interview de Luigi Gaffurini, délégué FIM de l'usine FIAT.

## ***Les contradictions politiques de l'alliance FIM de la FIAT et FIOM locale***

Du point de vue politique, cette alliance entre ce courant de la DC et la FIOM de Brescia dirigée par la gauche du PCI pourrait paraître contradictoire. Le premier était convaincu de la nécessité d'un nouveau compromis historique entre PCI et DC au niveau national et le deuxième était la partie du PCI qui avait combattu la stratégie proposée par Berlinguer au début des années 1970 de ce rapprochement à la Démocratie-chrétienne pour créer un gouvernement d'unité nationale. C'est pour cela qu'il serait plus correct de parler d'un front unique basé sur des buts politiques et syndicales très précises. Au niveau politique, ils étaient unis par la seule idée de s'opposer politiquement au gouvernement, expression politique de la contre-offensive patronale et reflet d'une alliance entre le PSI et la partie plus conservatrice de la DC nationale.

C'est à cause de cela que la fracture entre les deux courants survint une fois que la bataille politique reprit le dessus sur celle syndicale. En effet, l'axe entre ce courant catholique radicale et la FIOM locale tomba une fois que de la mobilisation syndicale le débat dériva vers l'affrontement politique, d'abord avec l'obstruction parlementaire menée par le PCI pour empêcher l'approbation du décret de la Saint Valentin et surtout après avec la proposition du PCI d'un referendum abrogatif du décret. Le PCI voulait exploiter ce referendum, non seulement pour faire tomber le gouvernement Craxi, mais aussi pour capitaliser électoralement le mouvement d'opposition sociale précédent pour se proposer comme force alternative du gouvernement en cherchant à faire déboucher la stratégie de l'alternative démocratique proposée par Berlinguer en 1980. Ce courant catholique ne pouvait plus cautionner une manœuvre politique qui avait le but d'affaiblir la force électorale de la DC et donc refusera de participer à la campagne référendaire. Cela après les élections européennes de 1984 où le PCI,

pour la première fois dans l'histoire de la République italienne, arriva à doubler la DC même de 0,36% seulement<sup>473</sup>.

---

<sup>473</sup> Archives personnelles de Lorenzo Paletti, Document "*Referendum e occupazione*", présenté par des membres de la FIM de l'usine FIAT de Brescia qui avaient adhéré au mouvement des autoconvoqués en 1984, 20 avril 1985.



### *3. Les nouveaux horizons stratégiques de la FIOM de Brescia et l'émergence de pratiques originales (1985-1987)*

#### ***3.1 La dissolution de la « Federazione lavoratori metalmeccanici »***

##### ***Les causes de l'éclatement de la FLM***

1985 fut l'année de la séparation officielle des syndicats de la métallurgie de Brescia, parallèlement à la dissolution de la FLM nationale. Les événements liés au Décret de la Saint Valentin en 1984, avec la CISL et la UIL favorables à l'action du gouvernement Craxi, et la CGIL divisée en interne sur la position à prendre ont eu pour effet d'accélérer le retour des syndicats métallurgistes aux confédérations respectives. Cet événement eut un impact encore plus fort à Brescia, qui avait été le centre d'impulsion du mouvement de protestation contre le décret avec à sa tête la FIOM locale et les plus importants conseils d'usine des moyennes et grandes usines. (FIAT, ATB, Beretta, etc.).

De plus, la longue campagne électorale du referendum proposé par le PCI pour abroger le décret de Craxi, entre le printemps 1984 et l'été 1985, avait contribué à la montée des tensions internes à la FLM de Brescia. L'opposition claire au referendum de la FIM locale et surtout de la FIM de l'usine FIAT qui

avait été l'un des piliers du mouvement des conseils d'usines autoconvoqués, avec la FIOM de Brescia en 1984, avait créé une situation de tension continue et avait brisé l'axe historique que gérait la fédération unitaire des métallos, à savoir la FIOM, avec les secteurs plus radicalisés de la FIM locale. L'effort de synthèse entre les positions de la FIM et de la FIOM était devenu de plus en plus difficile et engendra une paralysie de la structure unitaire au cours des années 1983-1985. Ces événements avaient aussi déclenché au passage une fracture verticale entre la direction de la FIM départementale et les structures d'usine FIM qui avaient soutenu le mouvement des conseils d'usine autoconvoqués, en rendant la situation encore plus tumultueuse dans la FLM de Brescia<sup>474</sup>.

Tout cela déclencha un divorce avec un litige très long et très dur entre les différents sigles syndicaux, caractérisé par des affrontements lourds entre syndicalistes, aussi au niveau personnel.

Dans la fracture progressive de l'unité des syndicats de la métallurgie, la situation difficile du système productif du département depuis le début des années 1980 avait également joué un rôle. Cette période fut caractérisée par des plans sociaux massifs et par des plans profonds de restructurations industrielles dans plusieurs usines importantes (Innse, Pietra, Berardi et Idra et ATB, etc.). La gestion de ces conflits sociaux rendit évidente la différence d'approche entre les organisations des métallurgistes avec le virage de la FIM sur une position plus ouverte envers les prérogatives des entrepreneurs. Elle commença à mettre en doute la ligne de la FLM départementale de défense des usines avec des présidium et des blocages permanents des établissements industriels concernés, pour en éviter la fermeture et les licenciements massifs. La UILM fut le syndicat qui opéra le plus d'ouvertures sur ce sujet. Sa nouvelle position fut développée et résumée au congrès de la UIL de septembre 1985, quand le secrétaire sortant Vincenzo Forino parla de la FLM comme d'un syndicat qui avait affronté la crise du début des années 1980, avec des positions de principe comme le refus inconditionné des licenciements même dans des situations où l'idée de sauver tous les employés avait amené à la fermeture des sites industriels. Il s'agissait

---

<sup>474</sup> DE AMICIS Nino, *La difficile utopia del possibile. La Federazione lavoratori metalmeccanici nel "decennio operaio" (1968-1984)*, Ediesse, Roma, 2010, P.273-278.

d'une interprétation très proche de celle qu'avancait l'Association des industriels de Brescia. Le secrétaire Forino, en appuyant la ligne de l'UILM locale, proposa que sa confédération soit le fer de lance d'une nouvelle façon de négocier avec les entrepreneurs. Cette nouvelle stratégie devait être axée sur l'ouverture à négocier des plans sociaux et sur l'objectif de trouver des solutions moins traumatiques pour les salariés, à travers l'utilisation d'amortisseurs sociaux et un travail de relocalisation professionnelle avec l'intervention directe des institutions publiques. Il s'agissait d'une rupture avec la ligne qui avait caractérisée la FLM auparavant que préparait un déchirement très lourd aussi avec les structures FIOM d'usine<sup>475</sup>.

### ***La longue agonie de la FLM à Brescia.***

Dans une situation de fracture syndicale entre les organisations locales, incapables de trouver une ligne commune ni dans la négociation d'usine ni dans la composition d'un nouveau équilibre unitaire au niveau organisationnel et syndical, naquit la prise de position du secrétaire général de la FIOM Giorgio Cremaschi, qui annonça en février 1985 que la FLM aurait désormais des budgets séparés par organisation. Il s'agissait d'un acte fort de la part de la FIOM de Brescia, parce que les syndicats de la métallurgie de Brescia avaient été les premiers au niveau national, au début des années 1970, à proposer un pacte d'unité organisationnelle avec notamment la répartition de l'argent des cartes d'adhésion et l'adhésion unitaire. Cette séparation des budgets fut l'acte symbolique qui déclencha un processus rapide d'éclatement de la structure de la FLM de Brescia.

---

<sup>475</sup> DANESI Silvano, *L'autonomia sognata. La Uil di Brescia dall'Italia del Dopoguerra all'Europa del 2000*, P.208-209.

En effet, seulement un mois après, en mars 1985, la UILM de Brescia et de la zone du Lac de Garde décidèrent de lever la légitimité de la FLM en décidant d'interdire au secrétariat de la Fédération unitaire de sortir avec des documents et de prendre des positions sans la signature explicite du secrétariat de la UILM de Brescia. Cette décision bloquait dans les faits les initiatives syndicales du secrétariat de la FLM et le rapport direct avec les délégués qui dorénavant devaient répondre seulement aux prises de décision de leur organisation et pas à celles de la Fédération unitaire<sup>476</sup>.

Giorgio Cremaschi, conscient de l'attachement des travailleurs des usines à l'unité syndicale et de la nécessité de maintenir un front unique entre les structures de base du syndicat, proposa un nouveau pacte d'unité d'action qui sera accepté par le secrétaire de la FIM Marino Gamba et de celle de la UILM, Martino Amadio. Cette initiative aboutit seulement à un accord sur la division des propriétés et des biens meubles qui sanctionna la fin de la structure unitaire du point de vue organisationnel. L'éclatement de la FLM se propagea jusqu'aux structures syndicales d'usine. En effet, le 3 juillet, quelques semaines après la débâcle du referendum pour l'abrogation du décret de la Saint Valentin où 54,32% des électeurs italiens s'étaient exprimés contre la réintégration totale de l'échelle mobile des salaires proposée par le PCI et la Démocratie-prolétaire, la FIM locale décida de nommer une représentation syndicale d'usine autonome à la FIAT en substitution à la structure unitaire qu'il y avait auparavant et qui s'incarnait dans le conseil d'usine. La séparation impactera surtout le niveau départemental, dans les entreprises, les conseils d'usine continuaient à fonctionner plus ou moins efficacement dans un climat unitaire plus fort que dans les directions départementales. Cela grâce à une action que, dans le quotidien, restait plus axée sur les questions internes à l'entreprise, notamment la négociation d'usine.

Il s'agissait d'un acte de rupture très fort de la part de la FIM locale de plusieurs points de vue. D'abord, parce que la nomination d'une RSA représentait la désignation des délégués syndicaux de la part des structures syndicales

---

<sup>476</sup> I documenti sindacali devono recare tre firme. La UILM adesso paralizza i metalmeccanici del Garda, *Giornale di Brescia*, dimanche 17 mars 1985.

départementales sans passer par le vote des salariés de l'entreprise. L'objectif était de mettre fin au système de représentation précédent né parallèlement à la Fédération unitaire des métallurgistes. La représentation était basée sur l'élection des délégués sur une liste unique, sans distinguer les candidats par l'organisation d'appartenance ; cela aboutit à la création d'un conseil d'usine qui trouvait sa légitimité dans la présence très large des travailleurs (il y avait un délégué pour 5 à 15 salariés selon la taille de l'usine). La FIM voulait ainsi récupérer son pouvoir décisionnel qu'elle estimait érodé. En effet, la discussion de la ligne syndicale avait lieu dans les réunions des conseils d'usine où, dans la plupart des cas la FIOM était majoritaire ; celle-ci était ensuite votée dans les assemblées de tous les travailleurs qui avaient pris un rôle de plus en plus important au détriment des syndicats départementaux<sup>477</sup>.

Dans le cas du Groupe FIAT à Brescia, la nomination des RSA de la FIM avait aussi des raisons liées à la bataille interne à l'organisation syndicale catholique. La direction de la FIM locale voulait reprendre le contrôle sur son syndicat d'usine, qui avait été le chef de file de l'opposition interne dans la phase précédente, notamment pendant le mouvement des autoconvoqués en 1984. En effet, elle n'avait pas nommé dans la RSA Giovanni Landi, chef reconnu de la FIM interne et leader des autoconvoqués catholiques à Brescia. Son exclusion illustre la volonté de la FIM locale de rompre définitivement avec cette faction interne qui poussait pour l'unité d'action avec la CGIL et voulait continuer ainsi dans le rapprochement avec la CISL départementale, rapprochement d'autant plus nécessaire si l'on tient compte du fait que la fin de la FLM poussera en octobre la FIM en octobre à revenir dans le siège du syndicat catholique en Via Zadei, et donc à quitter le siège unitaire de la FLM en Via Creta<sup>478</sup>.

---

<sup>477</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 174, étagère AVIII D7, "Carte cremaschi", Relazione di Giorgio Cremaschi, segretario generale di Brescia all'Attivo FIOM del 31 ottobre 1985.

<sup>478</sup> DANESI Silvano, *l'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, Ente economico, Brescia, 1993.

## ***La UILM opte pour des représentations syndicales autonomes***

Malgré le revirement partiel de la FIM quelques mois plus tard, avec l'ouverture d'une négociation avec la FIOM pour arriver à un pacte d'unité d'action le 29 octobre, c'est l'UILM qui nomma des représentations syndicales d'entreprises séparées dans cinq entreprises de la Vallée Camonica, aggravant ainsi la situation de polémique continue entre les groupes dirigeants de FIOM-FIM-UILM. Désormais, l'affrontement était devenu public, avec des interventions quotidiennes sur les journaux de la ville.

La FIM et la UIL furent poussées à aller plus loin dans la rupture dans les usines, à cause des mauvais résultats lors de la campagne d'adhésions séparées qui avait été lancée au début de l'année 1985 et où la FIOM avait eu des résultats exceptionnels. Ils espéraient ainsi arriver à récupérer des adhérents, avec une politique agressive basée sur l'identité d'organisation. Selon eux, les raisons des mauvais résultats étaient à chercher dans l'hégémonie que la FIOM exerçait dans la FLM de Brescia, où elle dictait la ligne et contrôlait la plupart de la structure organisationnelle en étant l'organisation la plus grande et la mieux structurée<sup>479</sup>. Le 31 octobre 1985, quand la campagne d'adhésion se conclut formellement, la FIOM avait obtenu 64% des adhésions dans les usines, la FIM 29% et la UILM 4% au niveau du département. Il faut constater aussi l'important taux d'absentéisme qui était autour de 25% des travailleurs anciennement syndicalisés dans la FLM, Auxquels il faut ajouter 3% du total des syndicalisés qui avaient décidé, malgré les indications des trois organisations des métallurgistes de renouveler leur adhésion à la FLM comme acte de protestation contre la dissolution de la structure unitaire. En effet, il y eut dans presque toutes les assemblées des grandes usines des contestations ouvertes en opposition à la désagrégation de la FLM. Tout cela prouve, l'attachement de la base militante au syndicat unitaire qui avait représenté un instrument formidable de conquêtes de droits dans les usines

---

<sup>479</sup> Nella FLM la tensione supera i livelli di guardia. Gamba: "La Fiom vuole l'egemonia, non l'unità", *Giornale di Brescia*, 26 octobre 1985.

dans la période précédente. Cela engendra dans une partie importante des anciens syndicalistes un phénomène de désillusion et de désarroi. En effet, une partie de ces syndicalistes décidèrent de ne pas renouveler leur adhésion aux syndicats et une petite partie des ces militants et des délégués syndicaux décidèrent même d'arrêter leur engagement militant en signe de protestation contre une fracture qu'ils jugeaient causé par des divisions entre les directions syndicales nationales dues plutôt à des divisions politiques.

La décision de la UILM de nommer des représentations syndicales d'entreprises autonomes avait brisé les dernières possibilités d'arriver à un pacte unitaire entre les trois syndicats de la métallurgie à Brescia. En effet, dans la lettre qu'elle adresse à l'AIB (Association des industriels de Brescia), outre le fait de méconnaître les délégués unitaires et de nommer ses représentants d'usine, elle demande aux entreprises l'obtention du 1/3 des ressources financières, des heures de délégation syndicale et des places des délégués pour ses structures d'entreprise. Sur le moment, l'AIB ne fit pas suite à cette requête. Elle répondit avec une lettre datée du 21 novembre 1985 qu'elle ne pouvait accepter ce principe parce qu' aucune loi ou accord syndical entre les trois organisations ne le prévoyait. Malgré cela, la UILM de Brescia avait ainsi lancé dans le débat syndical une question qui deviendra explosive jusqu'au niveau des confédérations syndicales nationales surtout pendant l'année 1986, et qui affectera les rapports entre les syndicats locaux pour longtemps<sup>480</sup>.

La FIOM-CGIL en particulier réagira avec la dénonciation de ces décisions unilatérales et plaidera pour une intervention des structures syndicales nationales vu la signature de la part de ces dernières d'un règlement défini « Nuovo Patto Unitario » le 13 février 1985 pour le fonctionnement des conseils d'usine et des rapports entre sigles syndicaux au niveau local. Elle voulait son application aussi à Brescia, où le processus de désagrégation de la fédération unitaire était plus marqué notamment parce que le processus de fusion avait été plus profond au niveau syndical mais aussi organisationnel.

---

<sup>480</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 239, étagère AVIII D17, "Elezioni RSA-RSU", Consigli di fabbrica, RSA e regole di democrazia. Nota riassuntiva sul "Caso Brescia", FIOM-CGIL de Brescia, 2 février 1987.

La FIOM de Brescia, dans un premier temps, refusa de nommer des représentants d'usine de son organisation (RSA) dans les usines<sup>481</sup>. Son objectif était de défendre l'unité des organisations syndicales au moins dans les usines, où la base militante avait moins de problèmes à gérer une activité unitaire défendu comme la base des conquêtes faites au niveau des négociation d'usine, en sachant que la rupture totale aurait engendré des problèmes supplémentaires de tenue du syndicalisme dans les usines en face des directions d'entreprises<sup>482</sup>. La FIOM fit appel aux délégués de toutes les organisations syndicales de la métallurgie pour défendre entreprise par entreprise les conseils d'usine, en empêchant leur démembrement déclenché par les décisions unilatérales de la UILM.

Dans une deuxième phase, quand l'impossibilité de rejoindre un accord syndical local sur ce sujet fut avéré et quand les autres organisations procédèrent à la constitution de représentantes autonomes, (la FIM aussi commença à le faire dans plusieurs entreprises importantes) la FIOM fut contrainte de changer de ligne et nomma ses RSA dans toutes les usines où les autres l'avaient déjà fait.

Elle le fit seulement pour éviter d'être en retard dans la guerre des cartes d'adhésion et d'influence dans l'usine qui s'était ouverte et était de plus en plus forte à chaque étape de la désagrégation de la Fédération unitaire. En plus, l'AIB, dans une lettre de juillet 1986 rendit caduc les délégués de la FIOM parce que la nomination de la part de FIM et UILM de leur représentation avait mis en discussion l'existence même de l'institut du conseil d'usine. Donc en plus de nommer ses représentants dans les usines, la FIOM proposa d'organiser des élections pour voir le niveau de représentativité de chaque structure dans les usines.

La sauvegarde des conseils d'usine s'étant avérée impossible, la FIOM fit cette proposition pour permettre aux travailleurs d'élire des nouveaux représentants vu que les RSA étaient nommées par les directions départementales des syndicats; et pour refaire fonctionner une dynamique

---

<sup>481</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 209, étagère AVIII D12, "Documenti sindacali", Comunicato della segreteria della FIOM di Brescia, 24 octobre 1985.

<sup>482</sup> Cremaschi (FIOM): "Non intendiamo nominare rappresentanti aziendali", *Giornale di Brescia*, vendredi 6 décembre 1985.



syndicale démocratique de base qui était bloquée dans plusieurs usines à cause de cette impasse<sup>483</sup>.

### ***La bataille de la UILM de Brescia pour les « quotas 33% »***

Malgré cette décision, la situation était bien loin d'être résolue. En effet, le 26 décembre 1986, la UIL signa un accord avec la direction de la Bisider de Lucchini sur le chômage technique, rompant ainsi le front unitaire contre la stratégie antisyndicale que le Président national de la Confindustria avait mis en œuvre dans cette usine depuis qu'il l'avait achetée en 1980, en refusant même de négocier avec la FIOM. Après 270 heures de grèves pour obtenir la plateforme syndicale rédigée unitairement par FIM, FIOM et UILM, cette dernière décida de signer un accord avec la direction, malgré sa présence ultra minoritaire dans l'usine. Il s'agit du premier accord séparé après 20 ans à Brescia<sup>484</sup>.

Suite à cet accord, le 8 janvier 1987 le quotidien national la « Repubblica », rendit publique la demande faite par la UILM à la direction de la Bisider d'avoir 33% des heures de permis syndicaux, des places de délégués et la disponibilité de Luigi Lucchini à appliquer dans toutes ces usines cette logique de représentativité.

Le 5 mai 1987, la direction de l'usine FIAT de Brescia annonça également l'application de la règle des 33%. C'est la UILM de Piero Imberti qui l'avait demandé à la direction de la FIAT. Cette décision comportait la répartition des ressources économiques, des délégués et des heures de permis syndicaux en parties égales, malgré la force différente des organisations syndicales. L'objectif

---

<sup>483</sup> Con una lettera inviata alle organizzazioni imprenditoriali. La Fiom "legittima" Fim e Uilm e chiede la rielezione del CDF, *Giornale di Brescia*, 11 juillet 1986.

<sup>484</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Enveloppe 210, étagère AVIII D12, "Documenti sindacali", Comunicato stampa delle segreterie di FIM-CISL e FIOM-CGIL sull'accordo separato alla Bisider", 18 décembre 1986.

de la UILM était d'imposer ce système dans toutes les moyennes et grandes usines malgré le fait qu'à ce stade, la FIOM avait 71% des adhérents au niveau départemental, la FIM 25% et la UILM seulement 3,5%<sup>485</sup>.

La stratégie de la UILM allait plus loin ; à côté de l'application de la règle des 33% convenue avec la direction de la FIAT, elle décida de faire de élections à l'intérieur de l'usine sans les autres syndicats. Le résultat fut de 691 votants sur 3596 employés et la UILM procéda à l'élection de 24 délégués sur 72 places disponibles selon la règle des 33%, malgré le refus de la FIM et de la FIOM d'accepter ce principe et de participer à ces élections. Même scénario à la Falck de Vobarno où la UILM organisa des élections séparées où 240 salariés sur les 600 participèrent et élurent 5 délégués. Au même moment, Piero Imberti, secrétaire de la UILM de Brescia demanda de faire de même dans toutes les industries du groupe Lucchini<sup>486</sup>. Quelques semaines après, la FIM et la FIOM ripostèrent à cette stratégie.

A l'usine FIAT, FIM et FIOM internes organisèrent des élections unitaires auxquelles participèrent 2688 sur 3596 salariés, avec 3296 salariés présents en usine. Les résultats donnèrent, pour la première fois depuis les élections internes de 1955, la majorité à la FIOM qui obtient 1542 voix, soit 57,3% des votants, et la FIM 1107 soit 33,5%. Il s'agissait d'une délégitimation de la stratégie de la UILM et de la direction de la FIAT de la part des salariés ; et en plus cette élection rendit évidente la disproportion de ce système des 33%. En effet, en faisant une projection, la FIM et la FIOM démontrèrent que selon le « quota 33% » la FIOM aurait eu un délégué toutes les 44 voix obtenues aux élections internes, la FIM toutes les 24 et la UILM chaque 7,5<sup>487</sup>.

Avec la requête de 1/3 des heures syndicales et des places de délégués, la UILM, organisation présente dans 44% des usines syndicalisées et dans la moitié de celles-là avec un seul adhérent, aurait eu les mêmes ressources de la FIOM qui avait l'écrasante majorité des adhérents aux syndicats et était présente dans

---

<sup>485</sup> DANESI Silvano, *l'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, Op.cit, P.23.

<sup>486</sup> LORANDI Giorgio, *Improvvisa rottura del consiglio di fabbrica della OM. Bliz Uil a Brescia con l'appoggio della Fiat*, Repubblica, mercredi 28 janvier 1987.

<sup>487</sup> Archives historiques " Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 349, étiquette AIX S14, "Varie Iveco-Fiat", Riepilogo elezioni OM-FIAT.

98,5% des usines syndicalisées. Au niveau des heures de délégation, de l'application de cette méthode en résulta un rapport moyen pour lequel où adhérent, la FIOM avait 1,32 heures de délégation syndicale et la UILM 21,12, à savoir 16 fois plus.

La FIOM et la FIM pensaient qu'il s'agissait d'une opération politique précise destinée à affaiblir et à donner la représentativité à un syndicat ultra minoritaire et docile envers les instances des directions d'usine. C'était l'objectif de Lucchini, de la direction de la FIAT et de toutes les directions des usines de Brescia qui avaient accepté ce principe inéquitable de représentativité des adhérents, des votants et des ressources financiarisées.<sup>488</sup> Selon eux, ce n'était pas par hasard si cette attaque de la UILM était partie dans les usines du groupe Lucchini, après un accord séparé minoritaire entre la direction et la UILM, et avec l'exclusion de la FIOM de la négociation sous prétexte de son refus de négocier avec un syndicat conflictuel et intransigeant<sup>489</sup>.

La thèse de la FIOM de Brescia semble véridique si l'on tient compte des événements de quelques jours plus tard, le 2 mars 1987, quand la UILM présenta un document avec la signature de 186 salariés sur 290 et qui donnait mandat à la UILM pour négocier avec la direction de la Bisider sans la présence des représentants de la FIM et de la FIOM. Ce document fut utilisé par la UILM pour se déclarer majoritaire parmi les salariés de l'usine, et donc légitime à signer d'autres accords avec l'entreprise. Par la suite, la plupart des salariés nieront avoir signé ce document et dénonceront des pressions de la part de la direction de Ugo Calzoni pour abandonner la FIOM et adhérer à la UILM sous peine d'être licencié ou d'être déplacés sur des postes plus pénibles<sup>490</sup>.

L'initiative de la UILM, après la délégitimation des salariés de l'usine FIAT, fut bloquée aussi à la Falck de Vobarno, usine du groupe industriel privé de la grande sidérurgie présent à Brescia, où la direction fit marche arrière en se

---

<sup>488</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 239, étagère AVIII D17, "Elezioni RSA-RSU", Consigli di fabbrica, RSA e regole di democrazia. Nota riassuntiva sul "Caso Brescia", FIOM-CGIL de Brescia, 2 février 1987.

<sup>489</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 210, étagère AVIII D12, "Documenti sindacali", Comunicato della segreteria Cgil e Fiom di Brescia, 6 février 1987.

<sup>490</sup> Centosessanta firme in calce ad un mandato a trattare. La Uilm è maggioranza alla Bisider, *Giornale di Brescia*, mardi 3 mars 1987.

déclarant indisponible à accepter les « quotas 33% », et en demandant aux syndicats de trouver un accord. La raison de cette prise de position était l'impossibilité de la part de la direction de gérer une situation où la FIM et la FIOM largement majoritaires parmi les travailleurs étaient sans représentation syndicale et donc dans les faits la direction n'avait pas d'interlocuteur réel avec lequel négocier<sup>491</sup>. La UILM et toutes les directions d'entreprise qui avaient adhéré à cette initiative abandonnèrent la bataille à cause de l'impossibilité d'imposer ce principe aux deux autres organisations syndicales, vu qu'elles représentaient 96% des salariés syndiqués au niveau départemental et qu'elles avaient signé un accord extraordinaire pour régler la question de la nouvelle forme de représentation, poussées par la stratégie de délégitimation de la UILM<sup>492</sup>.

### ***Les répercussions de la fin de la FLM dans les rapports de force internes aux Confédérations syndicales***

La rupture de la FLM eut aussi des répercussions immédiates sur les équilibres internes aux confédérations syndicales locales. Cependant, le retour des syndicats de la métallurgie dans les sièges confédéraux respectifs engendra un long processus de refroidissement des rapports entre les structures confédérales départementales, qui conduira à l'immobilisme de l'activité unitaire vu leur incapacité de prendre des décisions ensemble, même sur des thèmes locaux.

Entre 1984 et 1988, les rapports entre les confédérations furent marqués par des tentatives continues de dialogue et de fracture successive, qui donnèrent

---

<sup>491</sup> Presa di posizione del maggiore gruppo siderurgico privato. La Falck non legittima la Rsa Uilm, *Giornale di Brescia*, 20 février 1987.

<sup>492</sup> Archives historiques " Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 201, étagère, AVIII D11, Per una forte unità d'azione. A Brescia FIOM e FIM rinnovano i Consigli di fabbrica. Testo dell'accordo sulla rappresentanza sindacale nella provincia di Brescia, 1988.

l'impression d'être presque des dynamiques ritualisées et répétitives. Ainsi, les convergences pour la proclamation de grèves départementales, pour l'organisation de journées d'étude, ou la présentation des plans pour l'économie locale, ou pour la résolution des conflits syndicaux locaux plus importants, ne survivront pas longtemps, démontrant l'incapacité de trouver une ligne commune dans un moment caractérisé par une profonde restructuration industrielle et une crise du système institutionnel démocrate-chrétien local, comme ce fut le cas dans la seconde moitié des années 1980.

Le retour de FIM, FIOM et UILM dans les sièges respectifs de CGIL, CISL et UIL aura un impact sur la vie interne de ces confédérations parce que représentera le retour des branches plus puissantes et plus politisées, ouvrant un processus de réadaptation des lignes syndicales et, évidemment, dans les équilibres internes aux groupes dirigeants.

### ***Les nouveaux équilibres internes à la CGIL après le retour de la FIOM***

Le retour de la FIOM dans le siège central de la CGIL sur la Piazza della Repubblica accéléra visiblement des effets qui étaient déjà en cours du fait des événements du mouvement des autoconvoqués en 1984. Les effets de son retour ne seront pas traumatiques, comme dans le cas du retour de FIM et UILM dans les confédérations respectives. En effet, malgré son départ dans la Fédération unitaire de la métallurgie, la CGIL n'avait jamais vraiment rompu sa dépendance politique et culturelle vis-à-vis de sa branche plus puissante et influente. La FIOM avait continué à jouer un rôle de premier plan dans la Confédération socialo-communiste ce depuis les années 1970.

Ainsi, le secrétariat général de la CGIL de Brescia, géré par Aldo Rebecchi (1981-1987) élu pendant la période d'engagement de la FIOM dans le syndicat unitaire de la métallurgie, fut le fruit d'une médiation entre la FIOM et les autres catégories de la CGIL. Son attitude de médiation avec la FIOM de Brescia pendant

le mouvement des autoconvoqués était la posture nécessaire d'un syndicaliste issu d'une branche mineure et plus modérée, celle des électriciens, qui devait faire face à la présence d'une branche qui jouait un rôle disproportionné et avait une influence majeure sur de nombreuses autres branches et dans le secrétariat général de la confédération communiste, malgré son absence partielle de la vie interne de la CGIL bresciane.

Manifestement, une fois revenue, la FIOM avait commencé tout de suite un travail pour tisser des rapports encore plus étroits avec certaines branches et pour rééquilibrer des rapports de forces qui avaient forcément mutés pendant sa participation à la FLM. En effet, deux événements marquèrent ce repositionnement de la FIOM dans la confédération socialo-communiste. D'abord, le 26 avril 1985, l'exécutif de la FIOM élit un nouveau secrétariat composé par Alessandro Beltrami, Giorgio Cremaschi et Umberto Duina pour les communistes et Livio Melgari et Gianbattista Garza pour les socialistes. Le déplacement de Cadenelli dans la branche textile témoigne de la tentative de tisser un lien plus étroit entre la FIOM et cette branche proche de ses positions avec la présence de Dino Greco dans son secrétariat. Celui-ci était un membre de la gauche du PCI et pendant le mouvement des conseils d'usines autoconvoqués il avait engagé la branche textile dans le soutien de la mobilisation conduite par la FIOM et les usines du secteur mécanique-sidérurgique<sup>493</sup>.

Ensuite, le 23 octobre, l'exécutif de la CGIL convoqué pour la préparation du congrès de la CGIL de Brescia du 19-21 décembre 1985 décida d'un remaniement du secrétariat désormais composé par Aldo Rebecchi, Gianni Panella, Marino Ruzzenenti, Giuseppe Casella, Sergio Consolini et Gianni Pedò.

Gianni Pedò rentra dans le secrétariat. Après avoir été secrétaire de la FIOM de Brescia à la fin des années 1970. C' était l'un des jeunes militants de la section FIOM de l'usine FIAT que le secrétaire Claudio Sabbatini avait formé et avait inséré dans le secrétariat de l'organisation pour le renouveler. Au début des années 1980, il avait été envoyé dans le secrétariat régional de la CGIL, une structure qui n'avait pas un rôle politique central, mais qui était plutôt utilisée

---

<sup>493</sup> DANESI Silvano, *l'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, Op. cit, P.3.

pour éloigner les dirigeants incommodes des structures départementales. Son élection au secrétariat de la CGIL de Brescia avait donné un poids encore plus important à la FIOM de Brescia dans le nouveau secrétariat de Aldo Rebecchi, qui sera reconfirmé dans la place de secrétaire général quelques mois plus tard. Aldo Rebecchi était intervenu pour rendre possible le retour de Gianni Pedò à Brescia. Son objectif était de donner à la FIOM une place centrale dans l'organigramme de la confédération, pour obtenir sa fidélité mais aussi réduire l'autre puissante gauche interne qui avait pris de l'ampleur pendant la période de la participation de la FIOM à la FLM. Cette gauche avait des positions semblables à celles de la FIOM de Brescia dans le parti et dans la CGIL. Son leader était Marino Ruzzenenti, membre du secrétariat de la CGIL et cette gauche avait des militants importants dans plusieurs branches comme Dino Greco au textile, Franco Balducchelli dans la chimie avec une forte présence dans le syndicat de l'éducation nationale, la fonction publique et la santé. Les rapports avec la FIOM étaient de collaboration étroite, mais en même temps de concurrence. La structure de la FIOM était une réalité très identitaire et jalouse de son autonomie et de son rôle de moteur dans la confédération communiste, donc elle n'acceptait pas facilement la présence d'un courant en CGIL avec des idées très proches mais pas issu de ses rangs. De plus, Marino Ruzzenenti avait été le représentant des idées de la FIOM dans le secrétariat de la CGIL de Brescia pendant la première moitié des années 1980, mais une fois que la FIOM était revenue dans le secrétariat de la Confédération elle n'accepta plus d'être représentée par des autres<sup>494</sup>.

---

<sup>494</sup> *Ibid.*

## ***L'opposition à l'élection du socialiste Gianni Panella au secrétariat général de la CGIL de Brescia (1986-1987)***

La différence d'attitude de ces deux factions de la gauche syndicale est visible dans les événements liés à la succession d'Aldo Rebecchi, secrétaire général de la CGIL de Brescia. Cet événement ouvrit un affrontement et une crise très lourde dans la structure départementale de la Confédération, à cause de la candidature de Gianni Panella, leader des socialistes de la CGIL à la place de secrétaire général au congrès territorial de la CGIL en 1987. La question fut posée par le secrétaire général de la CGIL du courant socialiste du Lac de Garde, Ezio Marsadri, le 8 octobre 1986, et sera acceptée ouvertement par le secrétaire Aldo Rebecchi lors de la réunion de l'exécutif de la CGIL de mars 1987. De son intervention émerge l'existence d'une négociation au niveau régional et national entre le courant communiste et socialiste. La CGIL régionale avait accepté le principe que le secrétariat général de la CGIL de Lodi et du Lac de Garde soit confié aux communistes, alors que celui de Brescia devait être donné aux socialistes. En mai, la question devint urgente<sup>495</sup>. Aldo Rebecchi annonça ses démissions pour accepter la candidature au Parlement dans les listes communistes lors des élections générales de 1987. La direction de la CGIL de Brescia était vacante<sup>496</sup>.

Le 3 juin, Ezio Marsadri, du courant socialiste, laissa la place du secrétariat de la CGIL du Lac de Garde à Marco Fenaroli de la partie plus modérée du courant communiste. En réaction à cela, le courant communiste se réunit pour proposer comme candidat au secrétariat général Gianni Pedò, ouvrant un long bras de fer avec la CGIL nationale et régionale<sup>497</sup>. Le 9 octobre, dans une réunion élargie du courant communiste de la CGIL de Brescia, le secrétaire général de la CGIL ,

---

<sup>495</sup> DANESI Silvano, La successione sul Garda sarà affidata alla segreteria regionale. Il "caso Marsadri" riapre la corsa Psi alla Cgil di Brescia, *Giornale di Brescia*, jeudi 9 octobre 1986.

<sup>496</sup> Elezioni: riuniti fino a notte fonda gli organismi dirigenti dei due maggiori partiti. Il Pci ha scelto, la Dc quasi, in "Bresciaoggi", 4 mai 1987.

<sup>497</sup> Il reggente sarà il comunista Fenaroli. Marsadri lascia la Cgil del Garda, *Giornale di Brescia*, 3 juin 1987.



Antonio Pizzinato, dut même intervenir pour défendre la candidature du socialiste Gianni Panella au secrétariat général de la CGIL de Brescia, avec Gianni Pedò, en tant que vice-secrétaire<sup>498</sup>. Sa proposition fut rejetée par la majorité du courant communiste qui s'organisa dans une opposition avec l'objectif de faire barrage à l'imposition nationale d'un secrétaire général socialiste. Les chef de file furent Marino Ruzzenenti, Franco Torri, secrétaire de la fédération du bâtiment, Giuseppe Casella, membre du secrétariat de la CGIL de Brescia, Dino Greco, secrétaire adjoint des textiles, Franco Balducchelli, secrétaire des chimistes et Carlo Borgogna, secrétaire de la Fonction publique avec l'appui de Guido Bussi, nouveau secrétaire du PCI départemental<sup>499</sup>. Il s'agit des membres de la gauche du courant communiste et aussi d'une partie plus modérée, mais il n'y avait pas la FIOM de Brescia. En effet, quelques jours plus tard, la FIOM signa un accord avec la CGIL nationale et régionale et avec le courant socialiste qui prévoyait l'élection de Gianni Panella au secrétariat général et l'élection successive de Gianni Pedò au secrétariat général lors du congrès de 1991. Pendant le mandat du secrétaire socialiste, Pedò eut la charge de secrétaire adjoint pour mieux contrôler l'action de Panella, vu qu'il s'agissait d'un secrétaire minoritaire. Le 4 décembre, Gianni Panella fut élu secrétaire général de la CGIL de Brescia<sup>500</sup>.

---

<sup>498</sup> Il leader della Cgil tenterà venerdì di fare eleggere Panella segretario generale della Camera del lavoro. L'equazione di Pizzinato, *Giornale di Brescia*, 7 ottobre 1987.

<sup>499</sup> I socialisti della Camera del lavoro sparano a zero sui comunisti. Cgil: è quasi scissione, *Bresciaoggi*, 21 novembre 1987.

<sup>500</sup> L'élection de Gianni Panella eut lieu avec l'appui déterminant de la FIOM et de la CGIL textile de Dino Greco et l'opposition du reste du courant communiste (Franco Torri, Franco Balducchelli, Carlo Borgogna)<sup>500</sup>. Il fut élu secrétaire général avec 58 voix, 47 voix contraires et 12 abstentions et Gianni Pedò fut élu secrétaire adjoint avec 82 voix, 14 contraires et 14 abstentions<sup>500</sup>. Le 19 décembre, Marino Ruzzenenti envoya une lettre au directif de la CGIL de Brescia pour démissionner de son post de membre du secrétariat. Dans cette longue lettre émergent les positions de la partie du courant communiste qui s'était opposé à l'élection d'un secrétaire socialiste. En effet, Marino Ruzzenenti attaqua la direction nationale de la CGIL, responsable de son point de vue d'avoir voulu punir les communistes de la CGIL de Brescia pour avoir critiqué et mis en difficulté le secrétariat national lors du mouvement contre le Décret de la Saint Valentin. De son point de vue, l'objectif était de normaliser une réalité qui avait un groupe dirigeant capable d'exprimer des positions autonomes de la ligne nationale. Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 174, étagère AVIII D7, "Carte Cremaschi", Lettera di dimissione da membro della segreteria della Camera del lavoro di Brescia, Marino Ruzzenenti, 19 décembre 1987.

## ***Les relations difficiles entre la CISL et la FIM de Brescia (1984 - 1987)***

La rupture de la FLM généra aussi une difficulté très importante pour la FIM de Brescia. D'abord parce qu'après la première campagne d'adhésion séparée dans les usines, la FIM perdit la moitié de sa force numérique, affaiblissant ainsi son poids de négociation dans la Confédération catholique au moment où celle-ci était devenue l'interlocuteur principal après l'effondrement du syndicat unitaire des métallurgistes. La FIM de Brescia tenta, lors de son congrès du 22-23 avril 1985, de se rapprocher à la CISL avec l'appui à la candidature d'Aldo Gregorelli au secrétariat général de la Confédération. Elle obtint la promesse de la part de la direction sortante conduite par Emanuele Braghini d'avoir un représentant dans le secrétariat de la CISL départementale. Cependant, une fois élu secrétaire général, Aldo Gregorelli ne respecta pas cet accord politique. Il proposa un secrétariat composé de Diego Peli et de Carlo Borio, sans un représentant issu de la branche des mécaniques. Son objectif était de proposer un secrétariat pluriel, sans faire entrer un représentant direct de la FIM, à cause des positions politiques trop éloignées de celles de la structure confédérale qui les maintenaient encore en 1985 et qui d'ailleurs n'avaient pas permis la construction d'un secrétariat unitaire malgré plusieurs tentatives depuis 1983<sup>501</sup>. Le secrétariat de Gregorelli fut caractérisé par une oscillation continue entre la négociation et l'affrontement avec la FIM départementale. Cette même attitude fluctuante caractérisa les rapports avec la CGIL de Brescia. Sa gestion fut marquée, d'un côté, par la tentative continue de trouver un terrain d'entente avec les autres organisations syndicales, en étant encore influencé par la période précédente unitaire. De l'autre côté, il était tenu par l'exigence de marquer la différence avec une CGIL, comme celle de Brescia, caractérisée par des positions radicalisées aussi au cours des années 1980 du fait de l'influence très forte

---

<sup>501</sup> En effet, Diego Peli et Carlo Borio étaient issus des branches des électriques et de l'éducation nationale, deux réalités historiquement proches de la FIM ; et ils étaient des anciens soutiens du secrétariat de Franco Castrezzati, qui entre 1978 et 1980 avait géré la CISL avec les positions de la gauche interne. *Aperti ieri i lavori del decimo congresso bresciano: un sindacato protagonista che vuole guidare il cambiamento in fabbrica e nell'intera società. Cisl alla svolta, quasi un cambio di pelle, Giornale di Brescia, vendredi 3 mai 1985.*

qu'avait la FIOM. Cela avait donné à la ligne syndicale de la CISL de Brescia une incertitude qui n'avait pas permis de déployer la ligne de pleine autonomie des autres sigles syndicaux. Il resta en charge jusqu'au 11 mai 1987, quand il démissionna pour se présenter dans les listes de la DC aux élections politiques donnant alors la charge de secrétaire général à un membre de son secrétariat, Diego Peli. L'élection au Parlement d'Aldo Gregorelli et d'Aldo Rebecchi et donc leur démission des secrétaires de la CISL et de la CGIL clôtura définitivement cette période caractérisée par une tentative continue de dialogue entre les confédérations, pour ouvrir une nouvelle période entre 1987 et 1991 de politique indépendante de la part des différentes confédérations et du manque même de dialogue entre leurs structures<sup>502</sup>.

### ***Le rude affrontement entre les sociaux-démocrates et les socialistes dans l'UIL***

La fin de la FLM eut aussi des répercussions dans la UIL de Brescia. Il s'agissait d'une structure locale très particulière. C'était la seule au niveau italien à être contrôlée par un social-démocrate du PSDI ; partout ailleurs elles étaient contrôlées par les socialistes du PSI. C'est pour cela que la UIL de Brescia fut l'une des plus réticentes à suivre le processus d'unité syndicale au cours des années 1970. A cause de cette position de la structure départementale, le secrétaire national de la UIL Giorgio Benvenuto envoya à Brescia Piero Imberti, jeune syndicaliste socialiste de Bergame, pour créer une UILM à direction socialiste qui devait participer au processus d'unification des syndicats de la métallurgie en provoquant un déchirement dans la structure locale des métallurgistes. En effet, une partie consistante de la UILM opposée à l'unification créa une UILM parallèle pour résister au processus de réunification. Evidemment, le rapprochement entre

---

<sup>502</sup> CHEULA Alessandro, CISL : né ricucitura né rottura prevale la linea Gregorelli, *Giornale di Brescia*, mercredi 24 octobre 1984.

la UIL et la UILM à direction socialiste sera problématique, si l'on tient compte du fait que les deux entités n'acceptaient même pas d'être dans le même bâtiment. En effet, lorsque la UILM laissa le siège de la FLM de Brescia, elle s'installa dans un siège autonome de Via Pavoni et pas dans le siège historique de la UIL de Via Vantini. Il ne s'agissait pas d'un problème au niveau de la ligne syndicale. L'épuisement de la FLM avait mis un terme au conflit sur la question de l'unité syndicale qui avait été centrale pendant toutes les années 1970. Lors du congrès de la UIL de Brescia du 13 septembre 1985, le secrétaire Vincenzo Forino avait appuyé le choix de la UILM de procéder à la nomination des représentantes syndicales autonomes dans toutes les entreprises et donc à la fin des conseils d'usines comme outil de construction de l'unité syndicale dans les usines. Il s'agissait plutôt d'un problème de rapports de forces au sein de la Confédération où depuis longtemps cohabitaient deux factions antagonistes. Le courant socialiste était minoritaire dans la UIL départementale, mais majoritaire dans la UILM<sup>503</sup>, dans les branches des transports, des banques, du PTT et de la Fonction publique. Les socialistes avaient tenté plusieurs fois de prendre la tête de la confédération au détriment du courant social-démocrate qui la gérait depuis l'après-guerre. En effet, les socialistes demandèrent un remaniement au cours des deux années 1985-1987. Cela engendra une fracture dans le courant social-démocrate<sup>504</sup>. Le secrétaire Vincenzo Forino était parmi ceux qui étaient d'accord,

---

<sup>503</sup> En 1969, la UILM de Brescia était conduite par le courant social-démocrate et était contre la création d'un syndicat unique. Elle proposait une collaboration dans les limites de l'unité d'action et de l'indépendance de l'organisation. L'année suivante, plusieurs délégués des grandes usines comme Paride Bani de la S. Eustacchio, Roberto Bino, Abele Folani, Piero Brodini et Giovanni Belletti de l'usine FIAT entrent en conflit avec la direction de la UILM et en 1971 forment un cercle culturel de Via Pavoni qui se transforme en une structure UILM parallèle autonome de la Confédération UIL. La force de cette UILM pro unitaire étaient les adhérents de la UILM de la FIAT qui représentaient 1/3 de tous les adhérents de la UILM de Brescia. Le secrétaire national de la UILM Giorgio Benvenuto de tendance socialiste envoya Piero Imberti en tant que commissaire. La situation fut résolue en 1973 avec un accord national signé à Bologne le 26 juin 1973 par Giorgio Benvenuto, Luigi Alberti, Piero Imberti, Abele Folani e Mario Sala. La UILM de Brescia fut réunifiée en donnant raison à la structure de Via Pavoni qui avait travaillé pour la construction de la FLM. DANESI Silvano, *L'autonomia sognata. La Uil di Brescia dall'Italia del Dopoguerra all'Europa del 2000*, Op. cit, P.127-130.

<sup>504</sup> Il faut constater que déjà pendant le 9e congrès de la UIL de Brescia l'affrontement interne au courant social-démocrate avait rendu difficile l'élection de Vincenzo Forino à la charge de secrétaire général. En effet, lors de l'élection du directif il avait été élu membre de cette instance avec un nombre de voix moindre que les deux membres plus importants de l'aile dure du courant social-démocrate Aldo Podavini et Edoardo Rossi. Il s'agissait d'un avertissement à Forino qui se démontrait trop ouvert à l'idée d'une médiation avec le courant socialiste interne. Si pone ora il problema della nomina del nuovo segretario provinciale. Voto a sorpresa nel congresso Uil: Podavini su tutti, Forino « bocciato », *Giornale di Brescia*, 15 septembre 1985.

mais Edoardo Rossi, secrétaire de l'Éducation Nationale et Aldo Podavini, secrétaire de la Fédération locale du bâtiment, numériquement très puissante, s'opposèrent ouvertement. Le secrétaire Forino, pris entre la demande de la UILM locale de faire rentrer dans son secrétariat deux représentants socialistes, Imberti et Meini, avec l'appui du secrétaire national de la UIL Giorgio Benvenuto, et le refus intégral de la majorité du courant social-démocrate, démissionnera de son poste. La situation était devenue pour ingérable<sup>505</sup>.

L'aile dure social-démocrate força la main en élisant secrétaire général de la UIL Aldo Podavini<sup>506</sup>. Quelques mois plus tard, vu la situation d'affrontement continu, le secrétaire national Giorgio Benvenuto décida d'envoyer en tant que commissaire Mario Caprini du courant social-démocrate, pour tenter de sortir la structure locale de l'impasse<sup>507</sup>.

---

<sup>505</sup> DANESI Silvano, Scontro tra la componente socialista e socialdemocratica. Vincenzo Forino si è dimesso. La Uil resta senza segretario, *Bresciaoggi*, 26 mars 1987.

<sup>506</sup> Ieri l'elezione in un clima polemico. Aldo Podavini segretario Uil, *Bresciaoggi*, jeudi 9 avril 1987.

<sup>507</sup> La UIL nationale décide d'envoyer un commissaire parce qu'elle estime que "*malgré les nombreuses tentatives de recomposition politique, le secrétariat de la UIL de Brescia résulte incomplet par rapport aux modèles de gestion unitaire de la UIL*". Le secrétariat national a estimé que l'absence des représentants du courant socialiste dans le secrétariat de la UIL de Brescia n'était pas en ligne avec la ligne nationale de l'organisation concertante les rapports internes entre courants. Salta Podavini. Benvenuto commissaria la Uil di Brescia, *Bresciaoggi*, samedi 1 août 1987.

### ***3.2 La FIOM de Brescia isolée ? La recherche d'une nouvelle stratégie après le mouvement de 1984***

#### ***La FIOM de Brescia : relancer les négociations d'usine***

Le 2 juillet 1984, la CGIL de Brescia organisa un séminaire pour à la fois faire un bilan du mouvement des conseils d'usine autoconvoqués et discuter des perspectives de l'activité syndicale locale, notamment de la question de la négociation d'usine au niveau départemental. La FIOM et les textiles CGIL de Brescia étaient à l'origine de cette initiative et ils avaient proposé à la CGIL départementale d'organiser ce séminaire. Ils voulaient inaugurer une nouvelle stratégie syndicale en proposant une vaste négociation dans les entreprises. Après la phase de forte mobilisation contre le décret de la Saint Valentin avec la grande manifestation des conseils d'usine du 24 mars à Rome, deux événements avaient en effet contribué à estomper le mouvement au niveau national. D'abord, l'attitude du secrétaire général de la CGIL Luciano Lama, qui, après avoir adhéré et pris en main la mobilisation, avait refusé de pousser plus loin le conflit en organisant d'une grève générale de toutes les branches ; puis la décision du PCI de proposer un referendum abrogatoire du décret Craxi. Cela avait affaibli la mobilisation syndicale pour donner un élan à celle politique, de collecte des signatures, puis de l'organisation de la campagne référendaire. Cette situation avait isolé les structures syndicales locales et d'usines plus combattives qui voulaient continuer la mobilisation ouvrière nationale pour défendre l'échelle mobile des salaires, et avait notamment poussé la FIOM locale à réfléchir à un changement stratégique pour sortir de cette impasse.

Le séminaire de la CGIL du 2 juillet 1984 était une occasion importante d'échange entre les différentes branches de la CGIL de Brescia et l'occasion pour

la FIOM locale de mettre en avant ces propositions, qui avaient été discutées en amont avec Aldo Rebecchi et acceptées par le secrétariat de la CGIL départementale. En effet, Marino Ruzzenenti, membre du secrétariat de la CGIL de Brescia et proche des positions de la branche des métallurgistes, fut chargé d'introduire les travaux de ce séminaire en proposant l'ouverture d'une campagne de négociation dans toutes les entreprises de Brescia pour récupérer la partie de salaire qui avait été enlevée aux travailleurs à travers le décret de la Saint Valentin. L'objectif était aussi de donner un nouvel élan à la stratégie syndicale de la CGIL de Brescia qui était dans une impasse à cause de son incapacité à convaincre la CGIL nationale de sortir de la logique de la négociation centralisée sur le coût du travail. Il déclarera :

*« Trois ans d'abstinence et de réabsorption presque exclusive dans la négociation centralisée ont formé en interne des mauvaises habitudes. En plus, s'est diffusée parmi nous une attitude culturelle dans les faits conforme à la mode des théories économiques dominantes qui ont induit une attention prépondérante aussi de notre part, à la dynamique des tailles monétaires. C'est pour cela que, après trois ans de blocus de la négociation d'usine au niveau national, il faisait revenir au niveau local. Il faisait reprendre le salaire et les droits syndicaux que l'on a perdu dans les négociations nationales pour reconquérir la confiance des salariés envers le syndicat et défendre notre pouvoir syndical dans les usines, ce que les entrepreneurs veulent principalement détruire pour stériliser l'action syndicale »<sup>508</sup>.*

Claudio Sabattini, ancien secrétaire général de la FIOM de Brescia et responsable du bureau de la négociation d'usine à la FIOM nationale, fut invité pour donner de l'épaisseur idéologique et la couverture syndicale de la structure nationale à cette proposition. Pour lui, la reprise de l'activité de négociation dans les usines était nécessaire pour contrer la stratégie des entrepreneurs qui utilisaient la crise pour affaiblir les syndicats et les rendre impuissants dans les

---

<sup>508</sup> BARCA Gianluca, Il comunista Sabattini e il socialista Celata su sponde opposte al seminario di Ome, Riemergono le due anime della CGIL, *Giornale di Brescia*, 3 juillet 1984.

usines en licenciant les militants syndicaux et politiques et l'en évinçant le syndicat des décisions concernant la production et l'organisation du travail dans la foulée d'une immense processus général de restructuration industrielle qui impactait surtout les moyennes et grandes usines. Derrière cette proposition de la FIOM de Brescia, l'objectif était aussi politique. La gauche de la FIOM voulait critiquer la ligne de la CGIL nationale concernant les négociations des restructurations industrielles. Ils jugeaient que la direction de la CGIL était incapable de donner une ligne nationale capable d'orienter les structures locales vers une bataille pour empêcher les fermetures et les licenciements et surtout d'estomper le projet des entrepreneurs de marginaliser les syndicats d'usine dans leur rôle contractuel et de contrôle de l'organisation du travail et du processus productif. Au contraire, le secrétaire général de la CGIL Luciano Lama était accusé de proposer une logique de repli, où en échange de la sauvegarde des installations productives, la CGIL était disposée à mettre de côté toutes ses revendications syndicales, notamment en acceptant les licenciements. Claudio Sabbatini, le plus représentatif des dirigeants de la partie « gauche » à l'intérieur de la FIOM nationale déclara à ce sujet :

*« Plusieurs syndicalistes pensent que la conquête des « contratti di solidarietà » et les conséquentes réductions d'horaire auraient signifiées à terme pour les travailleurs une augmentation des postes de travail et donc était acceptable, faire un échange avec la renonciation à intervenir dans le processus productif. Il n y a pas une logique plus subalterne que celle-ci, qui nous met dans une position de défense et d'aggravation dans les faits des conditions de travail à l'usine »<sup>509</sup>.*

De son côté, Dino Greco, secrétaire adjoint des textiles CGIL avait invité Giovanni Celata, membre du secrétariat national de cette branche et représentant du courant socialiste interne. Celata, malgré sa contrariété aux positions intransigeantes de la FIOM de Brescia et de Claudio Sabbatini, était ouvert à la

---

<sup>509</sup> *ibid.*



possibilité d'ouvrir un conflit large dans les usines textiles de Brescia et prônait le lancement d'une mobilisation dans tous les départements avec l'objectif de donner un rôle contractuel réel aux syndicats dans les processus de restructuration qui affectaient lourdement aussi le secteur textile. Pendant le séminaire, il proposa des points prioritaires sur lesquels devaient être axées les négociations : la diminution des heures de travail, la négociation des rythmes et des charges de production et la négociation sur les niveaux d'emploi. Selon lui, cela était nécessaire pour récupérer des conditions de travail qui dans la restructuration productive presque générale des usines s'étaient dégradées depuis le début des années 1980. Ce séminaire et l'intervention du secrétaire de la CGIL textile, Giovanni Celata, souleva encore une fois un débat à l'intérieur de la CGIL nationale concernant l'anomalie de l'Union départementale brescienne. La direction de la CGIL nationale critiqua la proposition de la FIOM de Brescia qu'elle considérait comme une façon de critiquer la ligne syndicale nationale de la CGIL, sans passer par un débat et surtout des votations dans les organismes dirigeants.

Dino Greco, membre du secrétariat des textiles CGIL de Brescia, explique les objectifs des propositions faites par la FIOM et la FILLEA de Brescia au séminaire du 2 juillet 1984 :

*« La thèse était que nous devions défendre l'échelle mobile d'une autre façon à travers la négociation d'usine. De plus, c'était une façon de rompre le blocus de la négociation qui était imposé par des accords nationaux. À Brescia, la prime de production a été négociée lorsque les obligations contractuelles nationales stipulaient déjà que les primes devaient être liées aux indices de production et de productivité. Le « Sole 24 ore » pendant dix ans a demandé à la CGIL nationale de normaliser et d'intervenir contre la CGIL, la FIOM et la FILTEA de Brescia qui ne respectaient pas le blocus de négociation. La FILTEA à Brescia a ouvert 50 négociations d'usine au même temps dans une phase de moratoire de la négociation, peu de temps après le mouvement des autoconvoqués. J'ai invité Gianni Celata qui était membre du secrétariat des textiles nationaux, à couvrir l'initiative depuis la structure nationale. Le « Sole 24 ore » a fait un titre de 9 colonnes "le socialiste Gianni Celata couvre les communistes de la FILTEA". A ce moment le*

*thème était : "il y a des pyromanes repentants et il y a des pyromanes persévérants". C'était le fond de l'article du « Sole 24 ore ». Après la fin du mouvement à Brescia, nous avons commencé une autre stratégie. « Praticare l'obiettivo ». La négociation se défend en la pratiquant. Puisque vous voulez nous enrégimenter, vous voulez nous bloquer et vous avez affaibli l'échelle mobile, nous mettons en place une telle pression conflictuelle dans tous les lieux de travail pour obliger chaque patron à voir comme préférable un accord qui allait au-delà des accords nationaux, plutôt que de voir leur usine bloquée. Jusqu'au jour où on a eu la force on l'a fait »<sup>510</sup>.*

### ***La relance de la mobilisation pour la négociation d'usine***

Sur la base de ce séminaire, le 10 juillet, la FIOM annonça l'ouverture d'une saison de négociation d'usine qui devait débiter en septembre. L'objectif était démanteler le blocus de la négociation d'usine décidé au niveau national avec l'accord Scotti de 1983. La FIOM de Brescia voulait négocier dans toutes les entreprises et pas seulement dans les usines en difficulté où, depuis le début de la crise de 1980, elle avait mis en place des revendications minimales basées sur la volonté d'éviter les fermetures et les licenciements collectifs et où les marges de manœuvre pour la négociation sur des autres points étaient très serrées. La FIOM de Brescia proposerait deux plateformes revendicatives : une pour les usines pas impactées par la crise et une autre pour les usines en crise productive ou financière.

La plateforme de négociation de la FIOM dans les usines sans problèmes financiers proposait de relancer en particulier la négociation des augmentations de salaire et le droit d'information syndicale. Elle voulait ainsi poser les bases pour développer la capacité d'intervention des syndicats sur l'application des nouvelles technologies. Une des revendications centrales était la proposition de mettre en place des réductions d'horaire généralisées pour pouvoir embaucher

---

<sup>510</sup> Interview de Dino Greco, secrétaire général adjoint des textiles CGIL de Brescia.

de nouveaux salariés, en particulier ceux issus des usines en crise. L'objectif politique était d'enrayer la tendance présente dans plusieurs usines du département par laquelle les entrepreneurs profitaient de la faiblesse des syndicats et de leur engagement prioritaire dans les usines en crise pour appliquer une gestion unilatérale du salaire en proposant de plus en plus des négociations individuelles et la mise en place de primes de présence ou de productivité et l'application de profondes restructurations technologiques sans négocier avec les organisations syndicales. Selon la FIOM de Brescia, il s'agissait d'une tendance généralisée au niveau italien, causée par le blocage de la négociation d'usine et la centralisation de la négociation entre les organisations syndicales et entrepreneuriales nationales. Ces deux phénomènes avaient engendré l'affaiblissement du rôle des conseils d'usine. Ils avaient, en même temps, perdu leur rôle de négociation dans les entreprises et leur pouvoir d'intervention dans les décisions des directions nationales des syndicats confédéraux concernant les lignes syndicales et la signature des accords nationaux avec les associations des entrepreneurs ou le gouvernement italien. C'est aussi pour cela que la FIOM de Brescia voulait redémarrer la négociation d'usine. C'était une façon de revitaliser le rôle des conseils d'usine de négociation et d'intervention dans les entreprises, avec l'objectif final de lancer une mobilisation syndicale nationale de grande ampleur à partir des plateformes élaborées par les sections syndicales d'usine, avec un fort rôle moteur de coordination des CGIL départementales pour redonner un rôle politique fort aux structures syndicales territoriales et d'entreprise et estomper la toute puissance du secrétariat national de la CGIL et des autres syndicats confédéraux<sup>511</sup>.

---

<sup>511</sup> BERTOLI Gianfranco, Cremaschi apre il seminario sulla contrattazione a Brescia. La Fiom-Cgil rompe la tregua con richieste azienda per azienda, *Giornale di Brescia*, 10 juillet 1984.

***La base militante de la CGIL de Brescia conteste Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL***

La base syndicale de la FIOM de Brescia avait démontré de vouloir continuer la mobilisation contre le décret de la Saint Valentin avec des grèves et des initiatives locales pendant les mois de mai et juin 1984 même une fois qu'il était évident que la mobilisation s'essouffait dans les autres départements et que la bataille politique prenait le dessus sur la lutte syndicale. Aussi, après la décision de la FIOM de Brescia de changer de stratégie et de passer à la mobilisation dans les usines, la base syndicale de la FIOM continua à contester la direction de la CGIL nationale.

En effet, on le constate lors d'une réunion publique le 13 juillet 1984, où pour la première fois après la fin du mouvement contre le décret de la Saint Valentin, les militants syndicaux de la CGIL de Brescia purent discuter avec le secrétaire national de l'organisation Luciano Lama. La plupart des interventions des salariés adhérents à la CGIL furent très polémiques. Elles concernaient la motivation pour laquelle la CGIL nationale n'avait pas proposé la grève générale après la manifestation du 24 mars à Rome, et l'opposition à la décision de la CGIL qui s'était déclarée neutre envers la proposition de referendum sur le décret proposé par le PCI de Berlinguer. Les critiques de la base militante se projetaient aussi dans le présent et démontraient l'appui des militants syndicaux à la ligne de la FIOM locale pour lancer un vaste programme de négociation d'usine, qui devait être adopté au niveau national et proposé dans tous les départements. Les délégués et les militants présents à cette assemblée critiquaient l'attitude de la CGIL qui, pendant l'été 1984, proposait de continuer la négociation centralisée avec le gouvernement, pour trouver une médiation in extremis qui aurait empêché la tenue du referendum abrogatoire. Pour ces militants, le problème était plus profond : il s'agissait de répondre à la crise de confiance des travailleurs envers le syndicat ; et dans ce contexte, selon eux, la seule façon de sortir de la crise syndicale était de redonner la parole aux structures locales de branche et

d'usine, en proposant un plan national de négociation d'entreprise pour reconquérir la partie de salaire perdue et repartir à l'offensive contre les entrepreneurs. La continuation de la négociation nationale aurait eu des résultats encore une fois très négatifs pour les salariés. Cette assemblée démontra que malgré l'impossibilité par la FIOM de Brescia de jouer un rôle premièrement au niveau national après la fin du mouvement des autoconvoqués, la base militante ne voulait pas baisser le niveau de contestation à la ligne syndicale proposée par la direction nationale<sup>512</sup>. D'ailleurs, depuis entre le mois de mai et de juin 1984, il y aura une vraie dialectique entre la direction locale de la FIOM et la large couche d'avant-garde d'usine formée par les délégués et les militants syndicaux les plus actifs.

Si la direction locale réfléchissait à une nouvelle stratégie axée sur la négociation locale et sur la réouverture du dialogue avec l'association des entrepreneurs, la base militante voulait aussi continuer la bataille nationale et considérait comme un pas en arrière le retour à la seule mobilisation locale. Malgré cela, elle n'était pas capable de proposer une stratégie alternative surtout à cause de la dégradation de la situation nationale et finira par se rallier aux propositions du secrétaire général Giorgio Cremaschi, en acceptant la nécessité prioritaire de relancer la présence du syndicat sur les questions d'usine et après avoir compris que la proposition de lancer un dialogue avec l'association des entrepreneurs n'était pas une façon de proposer une ligne stratégique plus modérée, mais un virage tactique temporaire. Le débat entre les deux instances n'atteignit jamais un niveau très fort d'affrontement, mais resta dans la dynamique habituelle de débat rude entre la direction locale et les sections syndicales FIOM d'usine. Le directif départemental était depuis la moitié des années 1970 le lieu de cette négociation continue et de ce rapport dialectique entre les deux instances. C'était dans le directif que le secrétariat proposait la ligne politique aux délégués et après un débat parfois houleux était établie la ligne syndicale à suivre, qui était ensuite acceptée par toute l'organisation selon le principe du centralisme démocratique.

---

<sup>512</sup> Il faccia a faccia del leader della CGIL con gli operai bresciani. "Compagno Lama sono sfiduciato", *Giornale di Brescia*, 14 juillet 1984.

Il faut constater que ce débat, dura tout une partie de l'année 1985, et il se concentra sur la question de l'attitude à tenir envers l'Association des industriels de Brescia. La fermeture au dialogue de l'Association des industriels de Brescia, qui refusa même de dialoguer avec la FIOM au niveau d'usine et au niveau départemental, jouera un rôle important, provoquant un durcissement de l'affrontement syndical vers la fin de l'année 1985 et donc fermant la parenthèse de la tentative de dialogue proposée par le secrétariat de la FIOM de Brescia.

En effet, on constate aussi quelques jours après, ce rapport dialectique entre les différentes instances de la FIOM notamment entre le secrétariat départemental et le conseil d'usine de la FIAT de Brescia. Ce dernier appuya publiquement la proposition de la FIOM d'ouvrir une saison de mobilisation d'usine à étendre au niveau national, mais au même temps gardera une attitude intransigeante envers la direction FIAT, en se déclarant indisponible de principe à dialoguer sur les points proposés par la direction d'entreprise.

En effet, le conseil d'usine de la FIAT de Brescia, influencé par la FIOM interne envoya une lettre aux secrétaires nationaux de CGIL, CISL et UIL et des branches métallurgiques pour demander l'ouverture d'un conflit dans le groupe FIAT pour s'opposer à l'imposition du travail le samedi et pour négocier les niveaux d'emplois dans le site industriel. Ils demandaient d'associer cela à une vaste mobilisation de tous les secteurs productifs avec l'ouverture d'une négociation d'usine généralisée dans les entreprises de toute l'Italie portée par les trois syndicats confédéraux. Il s'agissait d'un acte important, parce que malgré la rupture de l'unité entre la FIOM et la FIM de l'usine FIAT, suite à la proposition du référendum abrogatoire de l'échelle mobile des salaires faite par le PCI, la FIM de la FIAT avait décidé d'appuyer la proposition de la FIOM de Brescia d'ouvrir un nouveau front de combat dans les usines, et elle était disponible à appuyer politiquement cette proposition dans le syndicat catholique au niveau local et national<sup>513</sup>.

C'est à cause de cela que la FIM départementale intervint rapidement contre cette lettre en désavouant l'adhésion à cette initiative de la FIM de l'usine

---

<sup>513</sup> Con una lettera ai vertici sindacali. Il Cdf dell' Om chiede una vertenza nazionale, *Giornale di Brescia*, 20 juillet 1984.

FIAT. L'objectif de fond était de prendre position contre la proposition faite par la FIOM locale de redémarrer la négociation d'usine dans tous les départements. La FIM était contre parce qu'elle estimait que c'était une initiative unilatérale actée sans la consulter et parce qu'elle voulait respecter le blocus de la négociation d'usine signé par les syndicats confédéraux dans l'Accord Scotti de 1983. La raison syndicale profonde était une différente conception de l'action syndicale à mener. La FIM de Brescia, en ligne avec sa structure nationale, refusait de demander des augmentations salariales dans les entreprises dans une situation générale où les perspectives productives et de croissance économique n'étaient pas les meilleures à cause de l'instabilité de l'économie locale et nationale. En plus, la FIM ne voulait pas charger les usines qui n'étaient pas en crise manifeste avec des requêtes salariales trop lourdes, avec le but de récupérer les points d'échelle mobile de salaire perdus avec le Décret de la Saint Valentin, vu qu'elle avait été d'accord avec la coupe de l'échelle mobile des salaires décidée par le gouvernement quelque mois auparavant.

Pour elle, le centre de la négociation devait être axé sur la résolution des situations des entreprises en crise où les syndicats devaient avoir une souplesse majeure et une combativité mineure en comparaison à une période normale concernant les augmentations des salaires et la volonté de jouer un rôle dans les restructurations. Aussi dans les entreprises florissantes du département la FIM proposait d'intervenir pour augmenter en priorité l'efficacité et la productivité en mettant en deuxième plan les augmentations de salaire et la négociation des droits syndicaux.

Le refus de la FIM laissa seule la FIOM locale dans le lancement de cette vaste campagne de négociation, affaiblissant le front syndical dans les usines, malgré le fait que dans une bonne partie de ces dernières, les sections syndicales de la FIM acceptèrent de construire des plateformes revendicatives communes et de se mobiliser pour obtenir la signature des accords d'amélioration<sup>514</sup>.

---

<sup>514</sup> La FIM-CISL esce allo scoperto sui contratti aziendali. Gamba: la Fiom sbaglia a chiedere più salario, *Giornale di Brescia*, 18 juillet 1984.

## ***L'accord sur les niveaux de productivité à l'usine FIAT***

La rupture du front syndical sur la question de la négociation interne aux usines et la faiblesse général du mouvement syndical après la fin du mouvement des conseils d'usines autoconvoqués poussa la direction FIAT à attaquer les syndicats FIM et FIOM d'usine qui étaient parmi les plus puissants et radicalisés du département. La direction de l'usine FIAT annonça que la productivité horaire de chaque salarié devait être de 133 comme dans le reste du groupe FIAT au début de juillet 1984. En effet, les syndicats internes de la FIAT de Brescia avaient réussi à imposer pendant les années 1970 un rendement plus bas au niveau 127 et la direction avait accepté ce principe, en se limitant à pousser les salariés à augmenter la productivité avec des promesses d'avoir un poste de travail meilleur ou d'avoir des passages de qualification professionnelle. Début juillet 1984, la direction FIAT annonça que le niveau de productivité devait être de 133 pour tous et commença à donner des amendes aux salariés qui ne le respectait pas. L'usine FIAT de Brescia était le dernier établissement industriel FIAT où ce niveau de productivité plus faible était appliqué<sup>515</sup>. Dans l'espace de moins de deux mois, la direction avait infligé 2000 amendes à 500 travailleurs, arrivant aussi à des diminutions de salaires substantielles, atteignant dans certains cas le maximum de 200000 liras<sup>516</sup>. Le cas d'une soixantaine de travailleurs était particulièrement difficile, parce que ils risquaient le licenciement pour faible productivité. Les syndicats internes appelèrent plusieurs fois à la grève et à l'intervention de la magistrature, en dénonçant l'objectif antisyndical de la décision de la direction qui voulait cibler plutôt les activistes syndicaux et les personnes avec des problèmes de santé. La négociation qui s'ouvrit après presque deux mois des grèves et de blocages partiels révéla une fracture à l'intérieur de la FIOM entre le secrétaire général Giorgio Cremaschi et les

---

<sup>515</sup> Alla vigilia dell'incontro sindacale l'azienda rompe il silenzio. Om: con un po' di buon senso ora l'accordo si può trovare, *Giornale di Brescia*, 26 juillet 1984.

<sup>516</sup> Le vertenze sul rendimento 133. A quota duemila le multe alla Om. Mercoledì corteo, *Giornale di Brescia*, 13 septembre 1984.



membres plus radicaux de son secrétariat avec à la tête Umberto Duina et Alessandro Beltrami, ce dernier était permanent syndical responsable de l'usine FIAT de Brescia<sup>517</sup>.

En effet, Cremaschi était pour accepter une médiation entre la perte du principe de productivité à 133 et la promesse de la part de la direction de n'appliquer pas le chômage technique pour au moins 12 mois. Cela semble contradictoire avec la stratégie agressive de la FIOM de Brescia mais Giorgio Cremaschi décide que, dans un moment d'isolement politique et syndicale très fort au niveau local et national, était nécessaire, pour poursuivre la stratégie historique de la FIOM de Brescia d'accepter des compromises avec les entrepreneurs. Cela était nécessaire notamment dans le cas du conflit à l'usine FIAT de Brescia où la FIOM locale menait une bataille solitaire sans la perspective d'étendre la mobilisation dans les autres usines du groupe industriel.

Il s'agissait de la tentative du secrétaire de la FIOM de Brescia de tenir le front d'unité syndicale avec la FIM et l'UILM d'usine qui étaient d'accord pour accepter ce compromis dans un moment de fracture verticale de la FLM. Le 14 novembre fut signé un accord sur ces bases avec l'ajout du caractère stratégique de l'établissement FIAT de Brescia et le retrait des amendes aux travailleurs qui n'avaient pas respecté le niveau de productivité de 133<sup>518</sup>. Cet accord créa un débat à l'intérieur de la FIOM de Brescia avec une partie des délégués et aussi du cadre dirigeant qui ne voulaient pas accepter la ligne proposée par le secrétaire Cremaschi. Le secrétaire général de la FIOM, de son côté, proposait la signature de cet accord, que lui même jugeait modeste, avec l'objectif d'ouvrir une nouvelle saison de négociation moins conflictuelle avec les entrepreneurs et pour ne pas briser l'axe avec la FIM d'usine, qui était la plus proche de la FIOM au niveau départemental. A ce stade, une partie des militants syndicaux d'usine jugeait contradictoire ce mot d'ordre avec la proposition parallèle de mettre en place un vaste plan revendicatif pour obtenir la récupération des augmentations salariales

---

<sup>517</sup> I retroscena del rinvio della trattativa di mercoledì. Om : Cremaschi era d'accordo ma Duina ha imposto il veto, *Giornale di Brescia*, 3 novembre 1984.

<sup>518</sup> Firmato ieri in Aib l'accordo tra azienda e sindacato dopo sei mesi di vertenza. Om: passa la produttività, *Giornale di Brescia*, 15 novembre 1984.

et du pouvoir du syndicat dans l'usine, mais ils finiront presque tous par se rallier à la proposition de Giorgio Cremaschi dans les mois qui suivront<sup>519</sup>.

### ***L'isolement politique et syndical de la FIOM de Brescia***

La réflexion du secrétaire général Cremaschi sur la nécessité d'un changement de stratégie dans les relations industrielles fut expliquée pendant l'année 1985. Son idée était de maintenir les mots d'ordre caractéristiques de la FIOM sans faire un pas en arrière sur les principes constitutifs de sa radicalité, mais d'opérer un virage tactique vers une attitude plus ouverte aux compromis avec les entrepreneurs et publiquement moins virulente vu la situation difficile des relations syndicales et l'isolement général des positions de la FIOM de Brescia suite à la défaite du mouvement des autoconvoqués, à la dissolution de la FLM et la mort d'Enrico Berlinguer. Cette ligne qui avait provoqué de la perplexité d'une partie des cadres de la FIOM de Brescia fut acceptée par tout le monde suite au referendum sur l'échelle mobile des salaires. En effet, l'année fut marquée par la célébration le 10 juin du referendum pour l'abrogation du décret de la Saint Valentin proposée par le PCI de Berlinguer. La victoire du large front opposé au referendum, avec 54,3% des voix au niveau italien, accentua l'isolement des positions de la FIOM de Brescia, surtout à cause des pourcentages encore plus larges d'opposition à l'abrogation constatés au nord de l'Italie notamment dans les épencentres de la contestation des conseils d'usine autoconvoqués. Dans le département de Brescia, le « non » l'emporta avec 64,52%<sup>520</sup>. Dino Greco,

---

<sup>519</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 362, étagère AIX S16, "Pubblicazioni", L'accordo è stato accettato ma la discussione continua. Una lettera di Mario Benini, *Sindacato oggi. Periodico della Camera del lavoro di Brescia*, décembre 1984.

<sup>520</sup> « Nous avons perdu le référendum au nord et nous l'avons gagné au sud. Dans les zones où le mouvement de lutte était plus fort, le nord industrialisé, nous avons connu une défaite. Cela a évidemment ouvert une réflexion dans le FLM de Brescia et dans les conseils d'usine. L'erreur qui a été faite est qu'on était sûrs de gagner. Nous avons supposé que personne ne voterait pour réduire le

secrétaire adjoint de la FILLEA de Brescia qui avait partagé les positions de Giorgio Cremaschi et expliqua la situation d'isolement politique dans laquelle se trouvait la FIOM de Brescia :

*« Pour comprendre les motivations de cette réflexion, nous devons élargir notre point de vue. Il y avait une situation générale dans le pays de recul du mouvement syndical et politique de gauche, dont la mort de Berlinguer fut un élément non négligeable. Il est décédé dans une phase d'affrontement fort au sein du PCI, au cours de laquelle Giorgio Napolitano a joué le rôle de détracteur des positions de Berlinguer. Le thème était « changer le PCI ». La confrontation interne a pris des proportions énormes. Berlinguer a ouvert une réunion de la Direction nationale du parti en 1984 en déclarant: "Je sais qu'il y a parmi nous, même ici, qui veut faire du PCI un parti social-démocrate. Mais sachez que je suis totalement contre cette proposition et que je ne voudrais plus être secrétaire d'un tel parti ". Napolitano, qui était à l'époque à la tête du groupe communiste au Parlement, avait écrit une lettre de démission que Berlinguer ne verra jamais car il est décédé à Padoue lors d'un meeting. Après le ressac modéré s'est installé, même si apparemment avec le secrétariat de Natta, il existait un élément de continuité avec Berlinguer et aussi avec l'élection ultérieure d'Achille Occhetto, qui avait la réputation d'être un membre de la gauche du parti. Le secrétaire Achille Occhetto, celui qui a amené le PCI au tournant de la Bolognina et à la dissolution du parti. En réalité, le processus de transformation du groupe dirigeant du PCI était déjà en place en 1984. Le contexte politique dans lequel même la situation syndicale s'est déroulée a donc été fortement influencé. Le parti communiste subissait une changement en profondeur et cette situation a été terriblement ressentie par la*

---

*salaires des travailleurs. Même dans le département de Brescia nos adversaires ont gagnés. Il est vrai que 46% des votes peuvent être considérés comme un bon résultat si l'on considère que cela va bien au-delà de la somme des deux partis qui l'ont soutenu : PCI et Démocratie prolétarienne. Il est également vrai que sur une question sociale comme celle-ci, on ne peut pas faire de sommes algébriques froides. Il y a d'autres dynamiques qui sont installées. Après nous avons fait une réflexion sur le niveau social. Nous nous sommes dit que la population pensait que les salaires devaient être réduits pour faire face à la crise. Je tiens à vous rappeler qu'à Brescia, en 1985, il y avait plus de 30 000 travailleurs en situation de chômage technique extraordinaire. Peut-être que les gens pensaient que la baisse des salaires pouvait créer des emplois. Et peut-être que les travailleurs le pensaient aussi. À Brescia, 75 à 80% des membres du corps électoral étaient des employés et des retraités». Interview de Osvaldo Squassina, Responsable du secteur sidérurgie dans le secrétariat de la FIOM-CGIL de Brescia.*

*partie la plus sensible, la plus politisée et culturellement équipée des avant-gardes des travailleurs»<sup>521</sup>.*

### ***Le débat autour des résultats du referendum sur le décret de la Saint Valentin***

Suite au referendum du 10 juin 1985, dans la CGIL et en particulier dans la FIOM de Brescia s'ouvrit un débat profond.

Le débat sur la défaite au referendum d'abrogation du décret de la Saint Valentin fit émerger la frustration de la partie la plus radicale de la CGIL de Brescia qui considérait l'utilisation de cet instrument d'une façon globalement négative.

Pour eux, le referendum était une limitation de l'action syndicale d'abord parce que la gestion du conflit leur avait été définitivement enlevée. Et dans les faits il avait contribué à estomper la vague de mobilisation, en concentrant les espoirs au niveau politique dans la victoire électorale et au niveau organisationnel il avait concentré l'engagement de la FIOM dans le recueil des signatures et dans la campagne référendaire. L'implication fut de plus en plus forte, surtout après la mort de Berlinguer, quand la FIOM de Brescia et les secteurs plus radicaux de la CGIL, devinrent ses soutiens les plus acharnés, dans un contexte où une partie de la CGIL et du PCI avaient une attitude très froide, sinon de boycottage passif de la campagne référendaire. D'ailleurs, à cause de ces fractures internes, la CGIL déclara officiellement sa neutralité concernant le referendum pour éviter une scission avec le courant socialiste interne et à cause des forts doutes qu'avait le secrétaire général de l'organisation Luciano Lama et

---

<sup>521</sup> Interview de Dino Greco, secrétaire adjoint des textiles CGIL de Brescia pendant les années 1980.

donc une partie significative du courant communiste dans la CGIL sur le referendum.

De plus, cette proposition, avait brisé l'unité entre la FIOM de Brescia et les secteurs de la FIM de Brescia et national que soutenaient le mouvement des conseils d'usine autoconvoqués et donnaient une couverture politique plus large à la contestation. Ce ralliement avait été l'un des points de force principaux de ce mouvement parce qu'il permettait de donner un souffle plus large au mouvement même, qui pouvait se présenter comme une mobilisation plurielle au niveau de la provenance politique et syndicale et donc pas seulement de la CGIL, mais comme un sursaut des bases syndicales des trois syndicats confédéraux contre la ligne des confédérations nationales. Il faut aussi constater que le referendum ne concernait plus seulement les salariés mais tous les citoyens (retraités, artisans, entrepreneurs, chômeurs), qui n'étaient pas tous concernés par la baisse de salaire causée par l'affaiblissement de l'échelle mobile des salaire.

Pierluigi Guizzi, délégué de la FIOM à l'usine FIAT et responsable de la section du PCI d'usine, explique cette dynamique :

*« Nous n'avons pas très bien pris la proposition référendaire parce qu'elle a été gérée par le PCI et cela a créé des problèmes au sein de la FIM. C'était normal. Une fois que la question devient politique, tout le monde retourne chez lui. Nous l'avons ressenti comme une limitation, ce n'était plus une bataille syndicale entre les mains des conseils d'usine, mais une question politique entre les mains des partis. Ce phénomène était devenu évident à tout le monde. Le PCI au niveau local, à l'occasion du référendum, a fait quelques manifestations et rassemblements, mais il était clair qu'il n'y avait pas de conviction. Les Berlinguériens étaient minoritaires à Brescia où les « miglioristi », la droite du parti, avaient toujours gouverné. A pousser vraiment pour gagner le référendum étaient les sections d'usine du PCI. À la FIAT, par exemple, il y avait des travailleurs qui vivaient dans tout le département et qui organisaient des initiatives dans leur communauté locale, beaucoup de fois c'était moi qui allais faire le meeting ou expliquer la situation dans une réunion. Le PCI a fait peu, peu. Nous sommes allés voter avec un PCI et une CGIL déchirés. La*

*CGIL nationale n'a même pas soutenu le référendum. À Brescia, elle a donné l'adhésion, comme dans d'autres réalités comme Bologne, où les conseils d'usine étaient forts et les dirigeants locaux ne pouvaient pas rompre avec eux »<sup>522</sup>.*

De son côté, Bruno Campovecchi, partageant les analyses de Pierluigi Guizzi concernant le rôle dans la défaite au référendum de certains secteurs du PCI, notamment les organisations professionnelles et en général de la droite interne au parti, explique comment cet instrument était vu aussi par une partie des militants syndicaux comme étranger à la culture du mouvement ouvrier. De son témoignage émerge également la volonté de soutenir la démarche référendaire pour aider le secrétaire général Berlinguer. Cela avait créé une sorte d'alliance symbolique entre la faction berlinguerienne dans le PCI et les secteurs plus à gauche de la CGIL et du Parti communiste qui dans les années précédentes avaient partagé plusieurs batailles dans le parti communiste et le syndicat. Bruno Campovecchi, délégué de la CGIL chimie dans l'usine Caffaro S.P.A. explique cette dynamique :

*“ Le référendum a été un moment de volonté et d'engagement extraordinaire, quelque chose qui nous a fait sentir des protagonistes. La défaite a été très lourde, car elle mettait en évidence une profonde fracture dans le pays, pas tellement au niveau politique, mais au niveau de l'opportunisme et de la commodité. Nous avons perdu parce que nous avons contre la COOP, la CNA (Confédération nationale des artisans liée au PCI), les associations commerciales et artisanales qui se référaient à la gauche. Dans le pays une énorme dynamique avait été créée contre nos idées.*

*Notre raisonnement était simple. Le nombre de travailleurs était évidemment plus élevé que le nombre de patrons en Italie. Pour nous, les travailleurs auraient voté contre un décret qui enlevait de l'argent de leurs poches. Au lieu de cela, ce n'était pas comme ça. Dans l'imaginaire collectif, l'échelle mobile*

---

<sup>522</sup> Interview de Pierluigi Guizzi, délégué FIOM à l'usine FIAT de Brescia.

*était devenue un instrument pour créer l'inflation. Ensuite, nous avons vu qu'après la disparition de l'échelle mobile, l'inflation continuait à progresser et malgré l'annulation de cet automatisme salarial, la négociation d'usine n'était jamais libre. Les citoyens ont été enterrés par des mensonges et encore des mensonges. Avoir enlevé le barrage d'une dérive inflationniste sur les salaires et les retraites a été une des raisons de l'appauvrissement du pays. Puis est arrivé le blocage de l'augmentation des retraites pendant deux ans et tout ce qui est arrivé plus tard. Par rapport au référendum lui-même, la culture du mouvement ouvrier n'a jamais été le recours à des instruments juridiques et institutionnels. Vous changez les choses et obtenez les résultats uniquement avec le mouvement et le combat. Il était hors de question d'aller voir un juge pour demander une intervention. Cela signifiait confirmer la faiblesse du mouvement et déléguer le choix à une institution autre que notre propre histoire. Je vais chez un juge? Non, ici je bloque l'usine, avec l'autogestion des installations industrielles. Gagner sur un plan légal restait une défaite sur le plan politique, du point de vue de ma génération"<sup>523</sup>.*

Un autre point de vue est donné par Alberto Cavedo, délégué FIOM de l'entreprise sidérurgique Alfa Acciai. De son témoignage émerge la vision de la couche des délégués les plus jeunes et périphériques à la bataille syndicale et politique générale, qui ne jouaient pas un rôle central dans le cadre dirigeant élargi de la FIOM de Brescia. Son point de vue concernant le virage de la FIOM de Brescia envers la négociation d'usine est fait d'ombres et de lumières. Si d'un côté il estime que la défaite au référendum et l'isolement de la FIOM avaient poussé obligatoirement cette organisation à un changement stratégique vu l'impossibilité de continuer le mouvement des autoconvoqués. De l'autre côté, malgré les bons résultats de la négociation dans les usines à forte syndicalisation, il constate le repli stratégique qu'impliquait cette décision qui signifiait l'abandon partielle et temporaire du plan de lutte nationale et les limites de cette négociation qui était incapable d'être efficace dans une bonne partie des petites et moyennes usines où le syndicat était faible :

---

<sup>523</sup> Interview de Bruno Campovecchi, délégué CGIL chimie à l'usine Caffaro S.p.a. de Brescia et conseiller au conseil municipal de la Ville de Brescia pour le Parti communiste.

*«Je ne pense pas que les travailleurs étaient fatigués, mais la défaite du référendum avait compté. Les journaux, les chaînes de télévision ont aidé les permanents à maintenir le calme dans les usines. Dans les milieux syndicaux de Brescia, il a été dit que la perte de l'échelle mobile devait être récupérée par la négociation d'usine et aurait été la même chose, mais ce n'était pas vrai. On pouvait le faire dans des usines comme la mienne, où le syndicat était fort et où on pouvait négocier, mais dans la plus grande partie ce n'était pas possible. En 1987, nous avons conclu un accord qui prévoyait l'introduction de la 14e mensualité dans la branche métallurgique. On ne pouvait pas l'appeler ainsi pour des raisons politiques. Les patrons ne voulaient pas accepter publiquement le principe, même s'ils étaient disponibles à le donner. Alors on l'a appelée « prime », mais le fond était là. Nous avons été boycottés par les socialistes de la CGIL. Ils n'étaient pas d'accord avec un accord de ce genre, parce qu'ils disaient que nous étions hors du monde et des compatibilités économiques. Pendant le mouvement des autoconvoqués, ils étaient d'accord pour affaiblir l'échelle mobile des salaires parce qu'ils étaient contre les automatismes salariaux et pour faire la négociation de l'entreprise. Quand on a commencé la négociation d'usine, ils étaient contre. C'est contradictoire. Malgré leur opposition, nous avons pris 14 mensualités, puis nous avons également conclu d'autres importants accords d'usine»<sup>524</sup>.*

Il faut constater, que malgré les doutes, l'engagement de la partie la plus radicale de la CGIL de Brescia dans la bataille référendaire partait aussi du fait qu'ils pensaient pouvoir avoir la majorité des voix exprimées. Après les mobilisations massives et transversales des mois précédents contre le coup de l'échelle mobile, ils pensaient que la population avait pris conscience que le Décret de la Saint Valentin était une attaque directe du monde de travail et du niveau de vie des tous les salariés, sinon un choix politique clair pour faire payer aux travailleurs les effets de la crise économique et le redressement du système productif. Si le choix d'appuyer la proposition de referendum venait des

---

<sup>524</sup> Interview de Alberto Cavedo, Délégué FIOM à l'usine Alfa Acciai de Brescia.



motivations évoquées précédemment, il faut aussi constater qu'il s'agissait d'un signal de faiblesse de la part de la FIOM de Brescia dérivé de la désorientation causée par l'essoufflement de la mobilisation syndicale aussi dans les départements plus industriels où auparavant elle avait été très puissante.

La mort prématurée du secrétaire du PCI Enrico Berlinguer avait privé le referendum de son promoteur majeur et isolé la FIOM de Brescia qui avait dans cette figure un interlocuteur direct après son virage à l'opposition à la DC en 1980 et son appui aux luttes défensives engagées contre l'offensive patronale dans les usines. Le nouveau secrétariat de Alessandro Natta, malgré sa volonté affichée de continuer la bataille de Berlinguer, n'avait pas l'autorité politique pour gérer un parti toujours plus divisé sur la ligne de « l'Alternative démocratique » et donc incapable de gérer la bataille référendaire, devenant dans les faits un secrétariat de transition qui débouchera ensuite sur le secrétariat d'Achille Occhetto, celui qui actera la dissolution du PCI et la création du PDS – Parti démocratique de la gauche<sup>525</sup>.

Cela dans un contexte de division syndicale nationale et locale avec la FIM et la UILM qui poussaient pour la rupture de la FLM avec l'aide des confédérations syndicales respectives qui voulaient détacher leurs branches mécaniques de la FIOM. Au niveau local, il y avait une fracture profonde à l'intérieur de la CGIL où, depuis le mouvement des autoconvoqués, les socialistes étaient en rupture publique et en boycottage de la ligne exprimée par la FIOM départementale qui dirigeait la CGIL départementale.

La FIOM de Brescia estimait que la seule façon de sortir de l'impasse provoquée par la défaite au referendum et de l'isolement politique et syndicale était relancer les mots d'ordre de la FIOM de Brescia dans les usines avec une attitude plus ouverte à la discussion avec les entrepreneurs et les autres syndicats. L'objectif était surtout de contraindre les entrepreneurs de Brescia qui depuis le début des années 1980 avaient une attitude très agressive envers les métallurgistes de la CGIL de Brescia et refusaient de créer un cadre de discussion générale avec les syndicats d'usine, en brisant leur objectif de pousser plus loin

---

<sup>525</sup> ALBERTINA Vittoria, *Storia del PCI 1921-1991*, Roma, Carocci, 2006.

l'isolement de la FIOM à travers le refus même de négocier avec cette organisation<sup>526</sup>.

### ***Le congrès de la FIOM de Brescia en décembre 1985***

La réflexion concernant la période précédente se cristallisa pendant le congrès de la FIOM de Brescia de décembre 1985, où Giorgio Cremaschi dans sa relation mettra partiellement de côté les critiques envers la direction nationale de la CGIL surtout sur la gestion de la phase précédente, pour se concentrer sur les difficultés et les responsabilités de l'intervention locale. Selon lui, les directions locales de la CGIL et de la FIOM avaient aussi une responsabilité dans la crise de la force du syndicat, parce qu'en étant trop concentrées sur les questions nationales, elles avaient laissé partiellement de côté l'intervention sur les questions d'usine dans un moment de profondes restructurations industrielles qui ont affecté la capacité d'intervention du syndicat à sa base, à savoir son pouvoir de négociation et d'intervention dans les entreprises. Il prônait la reconstruction d'un fort syndicalisme en partant des thématiques d'usine, avec une intervention qui soit capable de comprendre et d'utiliser le renouvellement technologique en poussant les entrepreneurs à impliquer la FIOM dans le processus de décision à tous les niveaux, et donc il était aussi nécessaire de mettre en place parallèlement un programme de formation pour les délégués et les activistes syndicaux sur les innovations technologiques et l'évolution de l'organisation du travail<sup>527</sup>.

---

<sup>526</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi -Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, numero envelope inconnu, Carte di Giorgio Cremaschi, Bilancio sulle relazioni industriali a Brescia, Giorgio Cremaschi, 1985.

<sup>527</sup> La relazione di Giorgio Cremaschi al congresso dei metalmeccanici. Autocritica della Fiom bresciana: "La fabbrica è cambiata, noi no", *Giornale di Brescia*, 13 décembre 1985.

Il évoqua aussi la mise en place de relations industrielles moins conflictuelles à travers la proposition d'étendre au secteur privé l'accord dit « Protocollo IRI ». En effet, il s'agissait d'un accord qui prévoyait des mécanismes automatiques pour bloquer l'affrontement entre les partenaires sociaux, avec le but d'éviter d'arriver à des escalades dans les rapports entre industriels et syndicats. La proposition fut très rapidement abandonnée, mais est révélatrice de la réflexion qui était en cours à l'intérieur du secrétariat de la FIOM de Brescia. La proposition fut abandonnée aussi à cause de l'opposition des structures FIOM d'usine dans le département, qui refusèrent de travailler dans ce sens, vu que cet accord prévoyait des limitations au droit de grève et des séances de négociation obligatoires en cas de conflit syndical. Au passage, il faut aussi constater que depuis la fin des années 1970 concomitant avec la fin de la vague de mobilisation nationale et l'attaque toujours plus organisée des entrepreneurs dans les usines contre les organisations syndicales, la FIOM de Brescia décida de faire recours de plus en plus à l'intervention de la magistrature. La mise en avant de l'intervention de la magistrature dans les conflits syndicaux fut contestée par une partie des militants et permanents syndicaux, que la voyaient comme un raccourci pour cacher la faiblesse organisationnelle et politique du syndicalisme, mais qu'avait comme seul résultat de provoquer la démobilisation des travailleurs.

Cette ligne qui sera ensuite acceptée par toute la FIOM fut définie par Giorgio Cremaschi même « d'intransigeance dans l'ouverture ». Cette formule assez vague avait le sens d'un virage tactique plutôt d'un profond changement de stratégie. Il s'agissait de la recherche désespérée et contradictoire d'une issue après la défaite du mouvement contre le décret de la Saint Valentin et l'isolement politique de la FIOM de Brescia aussi dans le Parti communiste italien de plus en plus fort après la défaite au referendum abrogatoire de 1985. L'ambiguïté résidait entre la nécessité de rouvrir un dialogue avec les entrepreneurs pour sortir de l'isolement des autres syndicats et des organisations politiques qui la considéraient comme extrémiste et permettait aux entrepreneurs de continuer à l'exclure des négociations, et la nécessité de l'autre côté de remobiliser pour imposer des négociations d'entreprises débouchant sur des résultats avec l'objectif ultime d'obtenir la reconnaissance de son rôle par les directions d'entreprises.

Si une partie de la presse et du syndicalisme locale parla de tournant modéré de la FIOM de Brescia et de fracture à l'intérieur de la partie la plus intransigeante du courant communiste de la FIOM, les résultats de l'élection des groupes dirigeants semble montrer une autre vérité. D'abord les conclusions de Giorgio Cremaschi furent votées par 271 personnes et 3 contre. Les premiers cinq élus dans le directif furent les représentants de l'aile plus intransigeante avec à la tête Giorgio Cremaschi, Umberto Duina (256 voix), Osvaldo Squassina, responsable du secteur sidérurgique (248 voix), Alessandro Beltrami (240 voix) et Luciano Betella. Les représentants du courant socialiste furent rejetés en bloc. Leur représentant au secrétariat Livio Melgari fut élu septième sur la liste avec 199 voix. Pour trouver le deuxième socialiste élu il faut descendre à la vingtième place avec le fonctionnaire Carlo Legori avec 134 voix et le membre du secrétariat Gianbattista Garza à la trente-deuxième place et tous les autres après la quatre-vingt-dixième place. Les membres de l'exécutif étaient 113 donc beaucoup d'entre eux ne furent pas élus<sup>528</sup>. La ligne proposée par Giorgio Cremaschi était bien évidemment une tentative de rouvrir une discussion avec l'Association des industriels et les autres syndicats de la métallurgie sur des nouvelles bases, mais il ne s'agissait pas d'un virage modéré qui aurait déchiré la direction élargie de la FIOM de Brescia, en créant notamment un affrontement lourd entre le secrétariat général et les représentants des plus importantes sections syndicales FIOM d'usine. Les résultats non équivoques du courant socialiste dans l'élection du directif départemental démontrent la présence à l'intérieur de l'organisation d'un front compact pour les pénaliser, qui allait bien au-delà de la partie plus intransigeante de l'organisation qui lors de l'accord sur la productivité 133 à l'usine FIAT avait exprimé une ligne plus dure que le secrétaire Cremaschi, même si au final elle avait accepté la signature de l'accord dans les termes proposées par le secrétaire général.

---

<sup>528</sup> Cremaschi accetta con riserva la nomina a segretario. A sorpresa l'urna penalizza i socialisti, *Giornale di Brescia*, 17 décembre 1985.

## ***La proposition nationale de la FIOM sur la négociation d'usine***

Dans le cadre du congrès de la FIOM de Brescia de 1985, le secrétaire sortant Giorgio Cremaschi demanda de fermer la phase de négociation centralisée d'urgence sur tous les thèmes qui était encore en cours avec l'intention de trouver un accord équilibré pour la résolution de la question de l'échelle mobile des salaires. En effet, après la défaite au referendum, la Confindustria voulait aller plus loin dans l'affaiblissement de cet institut de récupération salariale et la CGIL avait aussi accepté de continuer la négociation.

Pour la FIOM de Brescia, il était nécessaire d'abandonner la table de négociation en affichant son refus de continuer une discussion basée sur les prérogatives d'une austérité salariale. La CGIL devait plutôt se concentrer sur la mise en place d'un projet de négociation d'usine au niveau national. Elle devait partir de la construction d'une plateforme démocratique et participative dans les usines que devait être aussi l'occasion de parler avec les travailleurs et de comprendre leurs attentes, comme la FIOM était en train de faire à Brescia. La direction nationale devait jouer un rôle de coordination et d'orientation au début et à la fin du processus dans le but de la construction de cette plateforme revendicative au niveau national. L'objectif devait être reconquérir le rôle du syndicat de négociation dans les usines et de représentant des instances des travailleurs, qui avait été la base du pouvoir syndical dans les années 1970. La CGIL nationale devait donner l'impulsion à la construction dans chaque usine d'une plateforme revendicative à côté d'un grand plan d'enracinement du syndicat dans les nouveaux secteurs. L'objectif devait être reconquérir des positions dans les bastions classiques durement affectés par les restructurations et la défiance envers la politique des syndicats confédéraux et qui avait éloigné les salariés de l'activité syndicale. Ce dernier plan devait être géré par les structures départementales et de branche de la CGIL pour permettre la participation de la base syndicale et des salariés en général à l'élaboration des idées. La FIOM de Brescia et celle de la Lombardie lancèrent cette proposition en

expliquant qu' il devait y avoir une rupture avec la centralisation des décisions mise en place par les directions des syndicats confédéraux les 4 années précédentes. En effet, ils auraient été contre la proposition d'une plateforme pour la négociation d'usine issue de l'accord entre les secrétariats confédéraux nationaux. Cela aussi parce qu'ils estimaient nécessaire d'avoir des plateformes d'usines particulières construites sur les besoins de chaque réalité d'usine et coordonnées par les branches au niveau départemental, mais surtout parce que l'objectif premier était de remettre en place un syndicalisme basé sur les besoins et la participation des salariés et des délégués dans les entreprises.

### ***L'échec de la tentative de dialogue de la FIOM locale avec ses homologues de la FIM, de l'UILM et avec l'association des industriels***

Dans la période 1984-1987, le projet de Giorgio Cremaschi de construire des relations industrielles et des rapports avec les autres sigles syndicaux plus collaboratifs avorta à cause de plusieurs facteurs :

D'abord l'impossibilité de signer un accord d'unité d'action même avec les syndicaux. Les années 1985-1987 à Brescia furent plutôt caractérisées par l'augmentation des fractures et des affrontements entre les syndicats de la métallurgie<sup>529</sup>. Cela rendit impossible la construction d'interventions syndicales coordonnées dans les usines en crise et la construction d'une proposition commune pour le redressement de l'économie locale et pour contraindre les institutions locales à intervenir et à faire sortir les entrepreneurs de leurs attitude de gestion individuelle de la situation de crise dans leur entreprise. En effet, ces derniers refusèrent même de discuter d'un plan départemental en

---

<sup>529</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi -Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 23, étagère AVIII S4, "Comitato direttivo", Relazione di Umberto Duina e Livio Melgari alla riunione del direttivo FIOM Brescia del 17 luglio 1985.

collaboration avec institutions locales et syndicats pour affronter la question des licenciements et le développement d'une stratégie industrielle au niveau local (formation, renouvellement technologique, etc).

Le deuxième élément est l'intransigeance de la Confindustria de Brescia qui refusait même de dialoguer avec la FIOM. Elle considérait comme inacceptable l'attitude agressive de la FIOM dans la négociation d'usine, puisqu'elle demandait des augmentations salariales importantes dans les usines non affectées par la crise. Cette démarche n'était pas acceptée par les entrepreneurs qui estimaient impossible d'augmenter les salaires dans un contexte général de difficulté. En plus, ils jugeaient intolérables les mots d'ordre que la FIOM avançait dans les usines en restructuration productive, en particulier le refus catégorique des licenciements et des fermetures d'usine et le refus de l'application du chômage technique à zéro heures travaillées. La ligne stratégique générale de l'association des industriels de Brescia était de briser la capacité de contrôle du processus productif de la FIOM dans les usines et non de trouver des accords de médiation pour la mise en place des restructurations industrielles. Cela aurait limité leurs prises de décisions concernant leurs installations dans un moment central de changement de tous les aspects de la production et de l'organisation du travail et aurait donné au syndicat une légitimation à négocier après 3 ans de négociation centralisée et de faiblesse de son intervention dans les usines<sup>530</sup>.

En outre, la situation des relations industrielles au niveau italien joua aussi un rôle central. En effet, l'élection de Luigi Lucchini, sidérurgiste de Brescia, à la présidence de la Confindustria italienne, donna à cette organisation une continuité dans la ligne intransigeante. Un exemple parmi d'autres est la décision de la Confindustria de congeler l'échelle mobile des salaires, le 10 juin 1985, jour où se célébrait le référendum du PCI, pour réintégrer les 4 points d'échelle mobile retirés par le décret de la Saint Valentin. Cette décision était non seulement une façon de décrédibiliser une potentielle victoire des référendaires, mais aussi

---

<sup>530</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi -Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 13, étagère AVIII S2, « Congressi 1981-1991 », Relazione al 2 congresso territoriale della FIOM - CGIL di Brescia, 12-13 décembre 1985.

d'afficher la volonté coûte que coûte d'aller plus loin dans l'affaiblissement de cet institut de réintégration automatique du salaire selon l'inflation<sup>531</sup>.

Malgré l'isolement, la FIOM de Brescia continua à travailler pour mettre en place son vaste projet de négociation d'usine, qui s'étendit de la fin 1984 à toute l'année 1987.

Déjà au début de 1986, seulement un an après le démarrage de la négociation d'usine dans le département, avaient été ouverts 150 conflits d'usine avec la signature de 30 accords. Il s'agissait d'un résultat significatif, compte tenu du contexte expliqué précédemment, malgré le fait qu'il s'agissait d'accords signés surtout dans des petites et moyennes usines et seulement dans 2-3 entreprises importantes de la sidérurgie. Dans ces accords avaient été conquis des augmentations salariales et des améliorations sur les horaires de travail et sur les effectifs employés. La difficulté de négociation dans les moyennes et grandes entreprises était due, dans cette première phase, à l'interdiction formelle de signer des accords d'entreprise de la part de l'association industrielle de Brescia. L'accord le plus important, pour l'instant, avait été signé dans une usine d'armement, la Breda Meccanica. Les syndicats avaient obtenu 92000 liras d'augmentation, l'obtention du contrôle sur les processus de réorganisation productive avec des pouvoirs de vérification pour les syndicats internes et l'embauche de quelques dizaines de travailleurs.

En général, c'était une situation que la FIOM jugeait assez positive parce qu'elle démontrait une reprise de la combativité dans les usines malgré les difficultés dues à la fermeture de la Confindustria locale. Selon les statistiques fournies par la FIOM, un accord coûtait en moyenne 40-50 heures de grève pour arriver dans certains cas aussi à 150 heures<sup>532</sup>. Cette première période avait démontré la capacité du syndicat de se battre et de tenir aussi dans les situations

---

<sup>531</sup> La decisione già presa è stata comunicata solo ieri per non influire sui risultati referendari. La Confindustria annuncia: disdettiamo la scala mobile, *Giornale di Brescia*, 11 juin 1985.

<sup>532</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 366, étagère AIX S17, "Pubblicazioni", Bilancio accordi dell'osservatorio economico della FIOM di Brescia, 1986.



plus dures comme dans les usines du groupe Lucchini<sup>533</sup>. Dans un deuxième temps, la capacité de la FIOM à mettre en place des conflits dans la plupart des grandes et moyennes usines poussa une partie importante des entrepreneurs à signer des accords d'usine avec ce syndicat. Ces accords furent signés sans l'autorisation de l'AIB qui continuait à prôner le refus de négocier avec la FIOM et surtout à défendre la position du président de la Confindustria, Luigi Lucchini, qui continuait à demander le respect de l'Accord Scotti de 1983 que imposait le blocage de la négociation d'usine. Ces entrepreneurs, qui dans la plupart des cas étaient d'accord avec la ligne de l'Association des entrepreneurs de Brescia, devront signer ces accords pour permettre à l'usine de redémarrer la production qui était bloquée par la force de mobilisation de la FIOM avec des grèves et manifestations internes continues et sur plusieurs mois.

### ***La négociation d'usine dans le textile***

La CGIL textile de Brescia avait vécu une trajectoire semblable à celle de la FIOM locale. Elle avait été la branche industrielle de la CGIL de Brescia la plus influencée par la réforme organisationnelle de Claudio Sabattini au milieu des années 1970. En effet, pendant la seconde partie de la décennie, sous impulsion directe de la FIOM, une partie des jeunes délégués et permanents syndicaux avaient commencé à travailler pour substituer la direction départementale incarnée par le secrétariat général d'Italia Andreoli, représentante de l'aile modérée du PCI et d'un syndicalisme considéré par les jeunes générations comme assez institutionnel et routinier, donc incapable de représenter les nouvelles instances qu'avaient émergé.

---

<sup>533</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 174, étagère AVIII D7, "Carte Cremaschi", Intervento di Giorgio Cremaschi, segretario generale della FIOM di Brescia sullo stato della contrattazione in Provincia di Brescia, février 1986.

En 1980, le congrès local de la Filtea de Brescia, fut un tournant politique majeur pour l'organisation. Dino Greco, représentant de la gauche interne, fut élu secrétaire général et il commença tout de suite travailler pour impulser un changement profond de la structure et du fonctionnement syndical sur le modèle de la FIOM locale. D'abord il substitua les anciens permanents et responsables d'usine avec des jeunes déléguées combattives. La plupart des salariés de ce secteur étaient des femmes, donc la majorité des nouveaux dirigeants et responsables de l'organisation devaient être des femmes. Il s'agissait d'un acte de rupture symbolique avec l'ancienne direction que, même si avait une femme à sa tête, avait une structure dirigeante formé à l'écrasante majorité par des hommes. L'objectif était faire rentrer les revendications spécifiques des femmes dans l'organisation comme est bien expliqué par Rosa Piantoni, ancienne ouvrière du textile et membre du secrétariat de la Filtea de Brescia entre 1981 et 1991 :

*« Dans mon usine textile, où nous étions en majorité des femmes, nous avons compris qu'étaient toujours des hommes à aller à la table de négociation et que les choses que nous proposons ne passaient jamais. Nous avons l'impression de proposer toujours des choses hors-sujet et certaines parmi nous commencèrent à penser qu'il y avait un problème parce que les femmes étaient transparentes dans le syndicat même s'elles étaient la majorité dans l'usine. Les arrêts maladies à cause des menstruations, la question du part-time pour les mères de famille étaient vues par les hommes comme questions banales. Aux négociations étaient des arguments tabous. La chose la plus importante que on a fait est une recherche détaillée sur l'organisation du travail, par exemple dans mon atelier ont participé toutes les femmes. On a parlé de beaucoup de thèmes. Après on est allées à la négociation avec la direction d'entreprise. Les directeurs restaient à bouche bée. En tant que femmes on voulait aussi un salaire plus élevé, parce que les femmes étaient partout payées moins que les hommes. Nous cherchions de rester dans les problèmes concrets. Nos batailles étaient sur la qualité du travail, de l'environnement d'usine et beaucoup d'autres thèmes peu abordés à l'époque comme la question de l'ergonomie »<sup>534</sup>.*

---

<sup>534</sup> Interview à Rosa Piantoni, membre du secrétariat de la Filtea-Cgil de Brescia pendant les années 1980.

La reconstruction de la trajectoire socio-biographique typique des femmes ouvrières dans le textile à Brescia, nous aide à comprendre sur quelles thématiques fut axé la négociation d'usine pendant les années 1980. Beaucoup de femmes originaires d'une famille ouvrière, après le collège ou quelques années dans des lycées professionnels cherchèrent leur place dans le monde du travail.

La plupart d'elles étaient devenues des travailleuses du secteur textile parce que dans la mécanique était très difficile être embauchées pour des femmes. C'était le secteur masculin par excellence et d'ailleurs presque aucune femme n'était acceptée dans les formations professionnelles de la mécanique et de la métallurgie et encore moins dans les parcours qui permettaient de devenir ouvriers spécialisés dans ces secteurs, qu'étaient pourtant dans une phase ascendante. Le textile était considéré un secteur plus féminin, parce que prévoyait beaucoup de patience et de précision, des qualités considérées exclusivement féminines. Les salaires étaient plus bas parce que les entrepreneurs considéraient le travail des femmes juste comme un complément du salaire des époux. La situation des femmes était bien plus complexe, déjà pendant les années 1970, avec la présence dans les usines de femmes célibataires, divorcées sans ou avec enfants ou mères de famille obligées à travailler parce que désormais un deuxième salaire était nécessaire pour le budget familiale. Les jeunes femmes arrivées à l'usine à la fin des années 1960 souffrent ces dynamiques générales et cherchent de les combattre dans la foulée de la mobilisation ouvrière générale. Elles constatent aussi l'absence totale d'une négociation axée sur les questions de genre. En particulier les problématiques liées au nouveau rôle des femmes dans la société, qui, en plus de la casquette de femmes de famille devaient ajouter un travail à temps plein. Elles commencent à faire pression dans le syndicat pour mettre à l'ordre du jour des négociations la question du part-time, des congés familiaux pour soigner les enfants et les anciens, les arrêts maladies pour les menstruations et la modulation différente du temps de travail pour permettre de gérer aussi la vie de famille. Cette dernière réflexion mena à la signature d'accords historiques sur la diminution du temps de travail à parité de salaire.

Le point de vue des jeunes femmes déléguées de la CGIL est bien résumé par Oriella Savoldi, ancienne ouvrière et membre du secrétariat de la Filtea de Brescia entre 1986 et 1997 :

*« Il faut tenir en compte que, à cette époque, les femmes étaient toujours encadrées dans la partie plus basse des grilles salariales prévues par la convention collective, parce que leur travail était considéré peu spécialisé et facile à faire. Alors on a commencé à faire une reconstruction détaillée du travail des femmes. Les patrons donnaient aux femmes des travaux de grande précision et patience, mais cela n'était pas reconnu par les patrons et non plus dans les conventions collectives et aussi par nos représentants syndicaux qu'allaient à négocier. Ils pensaient qu'on faisait des taches simples »<sup>535</sup>.*

La gauche syndicale de Brescia réussit à faire concorder ses instances de renouvellement des pratiques démocratiques et organisationnelles du syndicat, avec les revendications des femmes qui remontaient puissamment des usines avec la médiation d'une importante couche de jeunes ouvrières. C'est sur cela, que le nouveau secrétariat dirigé par Dino Greco travailla depuis le début des années 1980. Donc après le mouvement des autoconvoqués, la CGIL textile de Brescia adhéra avec enthousiasme à la proposition de la FIOM locale de lancer un large plan de mobilisation d'usine, parce que, après une période de consolidation, les nouvelles directions d'usine et celle départementale, pouvaient commencer à mettre sérieusement en pratique leurs nouvelles revendications plus proches de la réalité du terrain et leur idée de négociation plus démocratique et plus soucieuse d'impliquer la base ouvrière dans les décisions.

Dans le secteur textile de Brescia, les entrepreneurs opposèrent moins de résistance aux revendications syndicales que dans le secteur mécano-sidérurgique. Après d'importantes mobilisations d'usine, les textiles de la CGIL obtiendront des accords syndicaux globaux où mis à part les augmentations

---

<sup>535</sup> Interview à Oriella Savoldi, membre du secrétariat de la Filtea Cgil de Brescia entre 1986 et 1997.

salariales seront discutés des thèmes qui étaient considérés comme interdits dans la négociations, à savoir les diminutions d'horaire de travail et le contrôle et la participation décisionnelle du syndicat sur les questions liées à la productions et à la productivité, la situation environnementale et les investissements technologiques.

Dino Greco secrétaire général de la Filtea-Cgil de Brescia entre 1980 et 1987 explique comment sa branche a décliné les mots d'ordre de la FIOM de Brescia:

*« Dans le secteur filature-tissage-coton, qui était un secteur primaire, nous avons conclu des accords qui prévoyaient le passage de 40 à 32 heures de travail à rémunération égale et cela a duré 15 ans, avec une attitude qui a poussé les patrons à faire de gros investissements en mécanique et électronique, avec une très forte relation avec le secteur des machines pour le textile. Grâce à cela, le secteur est arrivé à des niveaux de saturation productive presque complets autour de 8000-8200 heures. Nous avons conquis la diminution des heures travaillées jusqu'à 32 heures, ce qui signifiait que les salariés faisait plus de jours à la maison qu'au travail. Et pas seulement ... vu que les installations industrielles étaient plus utilisées et grâce l'innovation technologique dans ces usines, on a libéré une puissance économique formidable dans d'autres secteurs. Nous avons conclu des accords tels que le « Protocole IRI », qui étaient très avancés du point de vue des relations syndicales. Nous avons fait des accords sur les niveaux professionnels qui était interdits par des accords nationaux. Nous avons réussi à obtenir le passage au troisième niveau professionnel des tisserands, bien que nous ne puissions pas le faire car cela était réservé à la négociation de la convention collective. Nous avons signé des accords sur les « superminimi » collectifs, totalement indépendants du niveau de productivité individuelle. C'était une phase dans laquelle nous avons fait face aux patrons de cette façon. La philosophie était de faire les accords sur le terrain, d'agir comme si ... d'agir comme si ces accords nationaux, cette chape de plomb n'existait pas. Nous ne voulions aucune médiation, nous voulions simplement agir»<sup>536</sup>.*

---

<sup>536</sup> Interview de Dino Greco, membre du secrétariat de la branche textile de la CGIL de Brescia.

Le témoignage de Dino Greco aide à comprendre le point de vue des dirigeants de l'aile radicale de la CGIL de Brescia. Selon lui, ce recul tactique vers la négociation d'usine était l'instrument pour reconstruire l'enracinement du syndicat sur les lieux de travail même là où précédemment il n'y avait pas de présence stable. Pour lui, c'était une façon nécessaire de sortir de la situation d'isolement syndical et politique au niveau national, de récupérer l'écoute d'une classe travailleuse fatiguée par les restructurations industrielles, les défaites syndicales et la modération des directions syndicales nationales. Greco explique que cette reconversion de la FIOM et des autres syndicats de l'industrie CGIL à Brescia devint le facteur qui donna de l'élan à l'anomalie syndicale de ce département. En effet, dans les années suivantes, la FIOM de Brescia devint un point de référence pour des dizaines des sections syndicales combattives partout en Italie et pour certaines branches départementales des syndicats de l'industrie CGIL qui voulaient relancer l'action syndicale avec un programme de négociation territoriale et de syndicalisation dans les entreprises après la phase de difficulté.

Pendant la période entre la fin de 1984 et 1987, surtout, d'un des points centraux du débat syndical au niveau de CGIL de la Lombardie et nationale fut la question de la relance générale de la négociation d'usine :

*«La défaite du référendum a eu de fortes répercussions, car dans la partie la plus avertie du syndicat, il était entendu que non seulement certains points d'échelle mobile étaient attaqués, mais un processus général de reflux s'ouvrait aussi du point de vue de l'ordre symbolique. C'était important. On a réagi en termes syndicaux. Nous avons subi une défaite, il n'était pas possible de continuer l'affrontement front contre front, par exemple en proposant encore une fois la grève générale. Il fallait donc articuler la résistance sur les lieux de travail, en pratiquant l'objectif au niveau de la stratégie contractuelle locale. À Brescia, on pouvait tenir un combat à ce niveau. Après cela, Brescia est devenue encore plus une anomalie syndicale. Je me souviens qu'il y avait des négociations nationales pour le renouvellement des conventions nationales de la métallurgie et de la branche textile*

*qui s'ouvraient avec la délégation des entrepreneurs qui posait le problème de « Brescia ». La promesse de notre normalisation de la part des syndicats nationaux était placée presque comme préalable pour commencer la négociation. La Confindustria demandait des interventions des structures nationales parce que nous ne voulions pas respecter le blocage de la négociation d'usine établie dans les conventions collectives. Brescia était toujours présente. Brescia a tenu le coup lorsque les autres s'étaient déjà rendus, nous avons poussé la résistance politique, syndicale et culturelle à la limite extrême possible, même dans le temps, dans un contexte totalement adverse. Ce n'était pas une ligne Maginot contournée par les forces ennemies. Tout cela était très important pour la vie réelle et pour les marges de démocratie et de liberté vécues par les travailleurs et ne devrait pas être sous-estimées»<sup>537</sup>.*

### ***La Convention collective de la métallurgie de 1985-1986***

On constate aussi le changement de stratégie de la FIOM de Brescia dans son attitude envers des événements syndicaux d'envergure nationale entre 1985 et 1987. Elle n'arrêta pas de prendre position contre les décisions de la FIOM et de la CGIL nationales, mais choisit de ne pas mener des batailles jusqu'au bout dans les organismes dirigeants ou avec des fortes polémiques publiques sur les médias. Cela est vrai dans deux situations temporellement contemporaines qui d'ailleurs marqueront pour leur importance cette période : la convention collective de la mécanique-métallurgie de 1986-1987 et le Congrès de la CGIL de 1986.

La FIOM de Brescia critiqua les résultats de la négociation pour la convention collective nationale de la mécanique-métallurgie de 1986-1987. Elle

---

<sup>537</sup> Interview de Dino Greco, membre du secrétariat de la CGIL textile de Brescia.

critiqua la distance énorme entre les requêtes des FIOM, FIM et UILM et les résultats de l'accord.

Pour en venir au fond de l'accord, on constate que la FIOM de Brescia jugeait négativement la signature d'une convention collective où le résultat au niveau d'augmentation du salaire était bien en dessous de la requête de 100000 liras d'augmentation. Elle considérait cet objectif comme le minimum à obtenir pour récupérer au moins une partie du pouvoir d'achat perdu par les salariés avec le coup de 4 points d'échelle mobile établi dans le décret de la Saint Valentin<sup>538</sup>.

De plus, elle jugeait le contrat profondément injuste parce qu'il n'établissait pas de vrais droits d'information et d'intervention du syndicat dans les processus de restructuration et parce qu'il n'arrêtait pas le blocus de négociation dans les entreprises, qui avait été établi auparavant avec l'accord Scotti de 1983, et qui devait être un préalable pour relancer au niveau national la négociation dans les entreprises.

Au début, la plateforme de FIOM, FIM et UILM avait été jugée positivement par la FIOM de Brescia qui la voyait comme la possibilité d'ouvrir une discussion plus large entre entrepreneurs et syndicats sur l'état du système productif en Italie, en particulier après une phase de lourde restructuration productive (1980-1985). Elle voulait utiliser cette négociation pour institutionnaliser le droit du syndicat à négocier les processus de restructuration productive à l'intérieur de laquelle il y avait tous les aspects plus importants de la vie des travailleurs dans les usines (nombre des travailleurs, horaires, situation environnementale). Cela pouvait être possible grâce au fait que la plateforme des syndicats de la métallurgie demandait l'institution de droits clairs d'information et de participation des syndicats à la mise en place des restructurations industrielles. La FIOM de Brescia avait jugé positivement aussi la requête de passage aux 38h hebdomadaires de travail avec l'ajout de 32h de réduction annuelles à celle déjà

---

<sup>538</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 23, étagère AVIII S4, "Comitato direttivo", Sintesi della relazione al comitato direttivo del 4 aprile 1986, FIOM Brescia, 1986.



prévues dans la convention collective de 1983, et aussi suffisante la revendication concernant les augmentations salariales.

Son jugement changea une fois l'accord pour la convention collective signé. En effet, après une longue négociation caractérisée par des mobilisations importantes dans les usines et pendant les jours de grèves organisés par les syndicats de la métallurgie, l'accord prévoyait des augmentations salariales et des diminutions d'horaires bien en dessous des requêtes des syndicats. En plus, dans l'accord était prévue une clause qui liait la mise en place des augmentations salariales à l'énième table de négociation sur le coût de travail qui devait s'ouvrir peu après, et où la Confindustria voulait pousser plus loin l'affaiblissement de l'échelle mobile des salaires après la défaite du referendum abrogatif du décret de la Saint Valentin<sup>539</sup>. La FIOM de Brescia considérait négativement l'attitude de la structure nationale FIOM qui avait signé une mauvaise convention collective pour clôturer une longue et difficile mobilisation caractérisée par la fermeture de la Confindustria et acceptait encore une fois d'aller négocier l'affaiblissement de l'échelle mobile des salaires. Plutôt que de signer tout suite l'accord, la FIOM de Brescia estimait nécessaire d'intensifier la mobilisation pour obtenir des résultats meilleurs dans un contexte où dans les usines était en train de se déployer une mobilisation massive et que l'objectif affiché des organisations des entrepreneurs était d'imposer dans la convention collective son point de vue pour faire passer l'idée que dorénavant la gestion unilatérale des entrepreneurs dans les usines et lors des tables de négociation nationales était la normalité.

Malgré les critiques, la FIOM de Brescia ne mena pas une bataille organisée dans les structures dirigeantes de la CGIL nationale, se limitant à afficher ses critiques et son opposition à la signature de la convention collective parce qu'elle voulait se concentrer sur la mobilisation pour la signature des accords d'usine. Aussi lors de la votation dans les usines de l'accord, la FIOM de Brescia n'organisa pas une opposition pour faire gagner l'opposition à l'accord. Cela démontre un changement d'attitude de la FIOM de Brescia qui ne voulait pas rouvrir tout de suite une confrontation frontale avec la structure CGIL nationale après la fin du

---

<sup>539</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 238, étagère AVIII D16, "Consigli di fabbrica", Schema introduttivo per le assemblee unitarie sul contratto nazionale, FIOM Brescia, 1986.

mouvement des conseils d'usine autoconvoqués de 1984 et la débâcle du referendum abrogatif de 1985, estimant les rapports de force trop faibles pour contraindre la direction nationale à changer de ligne. Si l'on compare les résultats de la votation dans les usines de la plateforme pour la convention collective et de la votation pour la validation de l'accord de la convention collective, on se rend compte de l'opposition grandissante que suscitait la signature de cet accord parmi les salariés. En effet, si au début la plateforme proposée par FIM, FIOM et UILM avait été validé par plus de 85% des travailleurs, l'accord final sera validé seulement par 66% avec aussi une baisse très importante des votants qui passe de 900000 en juin 1986 à 800000 en février 1987. En Lombardie, où la FIOM régionale et en particulier celles de Brescia et de Milan avaient été très critiques envers l'accord, sans pourtant appeler les travailleurs à voter contre la signature, les résultats démontrent une opposition importante dans les usines<sup>540</sup>. A Brescia en particulier, si en 1986 83% des travailleurs avaient voté la plateforme pour la négociation de la convention collective proposée par les syndicats de la métallurgie, seulement 58% avait voté la validation de l'accord en 1987. Cela représentait une baisse du 25% des salariés favorables<sup>541</sup>.

### ***Le Congrès de la CGIL de 1986***

La faction radicale de la CGIL de Brescia aura la même attitude critique, sans arriver toutefois à la rupture lors du congrès national de la CGIL en 1986. Les motivations sont en partie les mêmes qui l'avait poussée à ne pas mener une

---

<sup>540</sup> La Fiom lombarda bocchia il contratto e a Brescia soffiano venti di guerra, *Giornale di Brescia*, jeudi 22 janvier 1987.

<sup>541</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 185, étagère AVIII D9, "Varie - Ambiente di lavoro e CCNL", Contratto nazionale di lavoro: risultati del referendum tra i lavoratori metalmeccanici della Lombardia, FIOM Lombardia, 1987.

bataille contre la signature de la convention collective nationale de la métallurgie pendant la même période. En effet, malgré la présence d'une opposition de plus en plus visible à la politique de la structure nationale dans plusieurs structures départementales de la FIOM et d'autres branches de la CGIL surtout en Piémont, Lombardie et Emilie-Romagne, Ils estimaient ne pas pouvoir provoquer un changement de ligne de la CGIL nationale avec une bataille frontale et générale sur des thématiques nationales comme ils l'avaient fait pendant le mouvement des conseils d'usine autoconvoqués. Ils avaient plutôt, après l'exemple de la FIOM de Brescia, concentré leurs efforts sur la négociation d'usine dans leurs départements.

Il faut constater qu'au milieu des années 1980, la CGIL était encore divisée en trois courants (communiste, socialiste et troisième courant) et tous les acteurs évoluaient dans le contexte de cet organigramme qui tenait compte aussi du lien historique avec les grands partis de la gauche des différents composants internes de la confédération. La FIOM de Brescia, à ce stade, n'envisageait pas la rupture avec ce schéma qui organisait la vie interne du syndicat depuis le deuxième après-guerre, et donc pendant le congrès national de 1986 elle critiqua la ligne proposée par la direction nationale avec la présentation des amendements au document d'orientation, sans penser à présenter un document alternatif. A aucun moment ne fut envisagée la possibilité de rompre avec la direction nationale, avec la proclamation d'une grève générale autoconvoquée, avec la demande de démission du secrétaire général Luciano Lama ou avec la création d'une coordination stable des conseils d'usine autoconvoqués pour chercher à peser à l'intérieur de la CGIL comme sujet autonome en se proposant comme direction alternative à celle qui était en place.

La FIOM de Brescia se considérait comme partie intégrante du courant communiste et était encore dans une logique de fidélité et de respect de la direction nationale, malgré le fait que progressivement venait à la surface une critique toujours plus virulente et des propositions alternatives de plus en plus structurées.

Giuseppe Benedini explique « l'esprit » avec lequel la FIOM de Brescia avait participé au congrès de la CGIL de 1986 et la réflexion différente qui commence à être élaborée après cette expérience :

*« Nous avons adhéré au document présenté par la majorité pour essayer de proposer des amendements et de virer à gauche l'axe politique du document. Nous savons, cependant, qu'il est très difficile avec des amendements venant des usines de changer un axe politique national. À la fin, le document est écrit par le chef. Comme disait Martinazzoli, qui sera le dernier secrétaire national de la DC italienne : "Vous écrivez les documents que vous voulez, mais c'est moi qui décide tout. Tu peux faire ton document, je garde en tête que tu es une personne bien, mais je le jette à la poubelle ". C'était la logique démocrate-chrétienne et c'était la même que celle de la direction nationale de la CGIL. C'est pour cela que les amendements ne servaient à rien. Nous étions dans une phase de réflexion et nous avons essayé un peu tout »<sup>542</sup>.*

Seulement après le congrès de la CGIL de 1986 s'ouvrit une longue période de changement des paradigmes syndicaux et politiques, où la crise du PCI aura un rôle central. Le parti communiste, après la mort de Berlinguer, rentra dans une crise stratégique et de leadership profonde qui cachait une rupture verticale entre qui voulait transformer le parti dans une grande organisation social-démocrate et qui voulait relancer le rôle d'opposition du parti communiste avec un projet communiste renouvelé capable d'affronter les défis de la nouvelle époque qui s'ouvrait d'abord avec les tentatives faites par Mikhaïl Gorbatchev de reformer le bloc soviétique et après avec la chute de l'URSS.

Cela provoquera parallèlement le déchirement graduel du courant communiste de la CGIL, pour ouvrir, à la fin des années 1980, la perspective de la formation d'une nouvelle organisation des courants dans la CGIL. L'effondrement du PCI et la dissolution du courant communiste dans le syndicat au début des années 1990 ramèneront la CGIL à voir en 1991 le premier congrès national avec

---

<sup>542</sup> Interview de Giuseppe Benedini, responsable de la section du PCI de l'usine FIAT de Brescia.

la présence de deux documents en opposition où le deuxième était l'expression de la nouvelle gauche syndicale formée par les secteurs plus à gauche du PCI et de la gauche extra-parlementaire. La FIOM de Brescia joua un rôle central dans la formation de cette nouvelle gauche syndicale interne à la CGIL qui se forma entre 1987 et 1990.

Dino Greco explique l'impossibilité, en 1986, de créer une opposition stable dans la CGIL et de la façon dont cela le sera aussi dans la période successive à cause de facteurs politiques nationaux internes au PCI déjà évoqués et de l'aboutissement de la réflexion de la FIOM de Brescia et de plusieurs autres structures syndicales locales qui comprendront la nécessité de la rupture des logiques précédentes. En effet, la période 1987-1989 fut un moment de structuration idéale et organisationnelle d'une nouvelle gauche syndicale :

*“ Au congrès de la CGIL de 1986, la dissidence ne s'est pas cristallisée en un document alternatif à la majorité de la CGIL. Nous n'avions pas une dimension nationale suffisante et il y avait toute la discussion interne au sein du PCI et le débat était toujours ouvert. « Democrazia consiliare », cette première forme d'opposition à la CGIL, n'a pas été de nature à pouvoir compter à l'échelle nationale et en plus elle n'a pas été l'expression du mouvement autoconvoqués, qui alors politiquement s'était épuisé. Seule la dissolution du PCI a ouvert la faille qui puis a influencé aussi la CGIL et qui a conduit au congrès de la CGIL de 1991 avec deux fractions opposées. Nous n'avons pas gagné le Congrès au niveau national, car il était trop tard et cette initiative d'opposition est née après un virage à droite de la CGIL. En plus il n'y avait pas une mobilisation poussée dans les usines comme au milieu des années 1980. Dans tout ce processus, la mort de Berlinguer a compté, car pour nous c'était un soutien politique fort. Si Berlinguer n'était pas mort, nous aurions probablement eu l'occasion d'ouvrir des fronts plus larges au sein de la CGIL. Après sa mort il y a eu un retour en arrière, une normalisation, et nous l'avons subie et on a été incapables de capitaliser. Nous « bresciane » étions un référent au niveau national. On l'a été pour toutes les années 1980, mais nous n'avions pas la force de compter un niveau*

*national ou de conduire un processus de changement de ligne dans la CGIL. Nous avons besoin d'un interlocuteur au niveau national qui n'existait pas en 1986. Fausto Bertinotti, lui aussi, au milieu des années 1980 était encore dans le cadre de l'équilibre des courants (socialistes et communistes) et ne pouvait pas jouer un rôle à cet égard*"<sup>543</sup>.

---

<sup>543</sup> Interview de Dino Greco, secrétaire adjoint de la CGIL textile de Brescia pendant les années 1980.

### ***3.3 1985-1987: la transition vers la construction d'une nouvelle gauche syndicale***

#### ***La naissance de « Democrazia consiliare » en 1984***

La genèse d'une opposition structurée au sein de la CGIL eut lieu pendant la période successive au mouvement des conseils d'usine autoconvoqués de 1984. En effet, on constate l'émergence de deux courants d'oppositions au niveau national, qui étaient formés par les sujets qui avaient animé ensemble la mobilisation contre le Décret de la Saint Valentin. Ces deux oppositions se développèrent parallèlement sans se rencontrer véritablement, au moins jusqu'en 1987.

Le premier courant naquit déjà à la fin de 1984, seulement quelques mois après la grande manifestation du 24 mars 1984 à Rome. Un groupe de militants et dirigeants CGIL décida, dans un contexte de contestation généralisée du groupe dirigeant national, d'organiser une assemblée pour faire un bilan de la situation syndicale. C'est ainsi que, en novembre 1984, fut organisée l'assemblée d'Ariccia, localité dans la banlieue de Rome où habituellement avaient lieu les formations pour les dirigeants de la CGIL. Cette assemblée donna naissance à « Democrazia consiliare ».

Cette nouvelle formation de l'opposition interne naît de la crise de la « terza componente »<sup>544</sup>. En effet, depuis le début du débat sur le coût du travail,

---

<sup>544</sup> La « troisième composante » est le nom que l'on a donné à tous ceux qui, dans la CGIL, pendant la Première République, ne se reconnaissaient pas dans les positions des courants communiste et socialiste et qui donc ne faisaient pas partie d'une de ces deux organisations politiques. En général, la « troisième composante » est identifiée avec les membres des organisations politiques à gauche du PCI actives pendant les années 1960-1970. Cette composante rentre dans une crise profonde au début des années 1980, quand il y eut une fracture profonde à son sommet, entre ceux qui voulaient s'opposer à la ligne souple de la CGIL dans le cadre de la négociation sur le coût

les dirigeants historiques de la troisième composante, comme Antonio Lettieri avaient assumé des positions d'ouverture envers la signature des différents accords d'affaiblissement de l'échelle mobile des salaires en ligne avec la direction de la CGIL nationale. Cela avait engendré le départ de la « Terza componente » d'une partie importante des militants et dirigeants qui voulaient s'opposer à la ligne politique de la confédération communiste entre autres de Gian Paolo Patta, dirigeant de la CGIL Lombardie qui deviendra par la suite un leader important de la gauche syndicale dans les années 1980-1990. Ces militants estimaient d'être privés d'instruments politiques internes au syndicat pour manifester leur mécontentement. C'est à cause de cela qu'ils avaient développé un « Comité de coordination provisoire » en 1984 qui avait pour but de représenter l'aile gauche à l'intérieur de la CGIL et qui avait tout suite organisé l'assemblée d'Ariccia pour développer ce projet.

Les 18 syndicalistes qui avaient donné naissance à cette première coordination étaient issus surtout des structures régionales de la CGIL, en particulier de la Lombardie et du Piémont, et des branches des banques, du secteur de la santé, des transports et en partie du secteur mécanique et sidérurgique.

Ruggiero Flora, membre du directif national du syndicat bancaire de la CGIL et dirigeant du même syndicat dans la structure locale de Brescia, explique la réflexion personnelle qui l'avait poussé à participer à la création de cette nouvelle composante interne à la CGIL :

*« Le rapport des composants syndicales du PCI et du PSI dans la CGIL était depuis longtemps en crise et il étouffait beaucoup d'entre nous. Par exemple, moi je ne savais pas où me placer et si tu ne savais pas où te placer, il était difficile d'avoir un rôle politique. Les rôles politiques étaient partagés entre le PCI et le PSI. Dans*

---

du travail (1981-1984) et ceux qui appuyaient la ligne du secrétaire général Luciano Lama. Cette crise marquera la fin de cette composante. Après 1984, une partie de ces membres rejoignirent une deux courants historiques et des autres s'engagèrent dans la construction d'une nouvelle gauche syndicale avec le projet de « Democrazia consiliare ». Pour connaître l'histoire de la "Terza componente" voir LORETO Fabrizio, *L' "anima bella" del sindacato. Storia della sinistra sindacale (1960-1980)*, Ediesse, Roma, 2005.



*mon secteur (bancaire CGIL), plus qu'ailleurs, des gens issus du mouvement étudiant et des petits groupes de l'extrême gauche ont commencé à arriver. Ils sont rentrés avec un certain désir de changer les choses dans le syndicat et ont eu du mal à trouver un espace politique. Nous pensions pouvoir compter dans la CGIL et ne pas être simplement les spectateurs d'une ligne politique forte. Ces personnes se sont réunies parce qu'elles pensaient que c'était seulement en changeant la ligne de modération du syndicat que nous pourrions renverser la situation difficile. C'est à ce moment que naît l'expérience de « Democrazia consiliare ». Derrière il y avait Democrazia proletaria, qui n'était pas exhaustive. Cette réalité (Democrazia consiliare) s'était détachée de la troisième composante qui était en pleine crise à l'époque. Elle avait un rôle plutôt marginal et de plus en plus subordonné au PCI. Cela n'était pas acceptable ni pour nous ni pour les militants de « Democrazia proletaria ». « Democrazia consiliare » a duré plusieurs années. Au début, nous n'avions pas une présence dans les secrétariats nationaux d'aucune branche, mais nous étions un courant d'idées qui était fort dans le secteur bancaire, dans la fonction publique, et avait quelques militants dispersés dans les autres catégories. Nous étions presque inexistantes dans la FIOM. Il a toujours été plus difficile de faire une politique de gauche dans la structure des métallurgistes. La FIOM se considère presque de droit divin "la gauche". J'ajoute que la « troisième composante » a cherché à empêcher la création de « Democrazia consiliare », parce qu'elle nous considérait comme des concurrents. En effet, il en a été ainsi, elle a ensuite été effacée par cette nouvelle gauche syndicale émergente. Ces militants se sont divisés, beaucoup d'entre eux ont fini par entrer dans le courant communiste, d'autres sont venus avec nous et ceux qui restaient sont rentrés chez eux»<sup>545</sup>.*

Le groupe qui avait organisé cette assemblée était majoritairement formé par des militants des groupes extra-parlementaires qui avaient donné naissance en 1975 à Démocratie prolétaire. La plupart des militants de Démocratie prolétaire actifs dans la CGIL faisaient partie auparavant de la Troisième

---

<sup>545</sup> Interview de Ruggiero Flora, membre du directif national du syndicat bancaire de la CGIL et parmi les 18 fondateurs de « Democrazia consiliare ».

composante<sup>546</sup>. La décision de former cette coordination était née après que, depuis le début des années 1980, la nécessité de mener une bataille structurée à l'intérieur de la CGIL pour construire une gauche syndicale capable d'aller au delà des militants de cette petite formation de la gauche extraparlamentaire s'était développée dans cette formation. Ce virage stratégique ne fut pas un choix évident, si l'on constate que jusqu'en 1983 la position de la plupart des dirigeants de DP était très critique sinon hostile envers la CGIL. En effet, une partie d'entre eux, étaient actifs dans la CISL et surtout dans la UIL, un petit syndicat qui pendant les années 1970 avait donné des espaces aux groupes à la gauche du PCI. Après un débat interne à DP très fort, fut choisie une orientation de travail exclusive dans la CGIL. Il faut constater que la motivation de ce virage était due aussi à la difficulté accrue qu'avaient les syndicalistes de DP de travailler dans la CISL et la UIL qui depuis la fin des années 1970 avaient pris un tournant clair de modération revendicative au niveau national et appliquaient un travail systématique de normalisation des structures locales contestataires et donc aussi d'isolement des couches d'extrême gauche<sup>547</sup>.

Pour eux, l'objectif n'était pas de construire un courant de Démocratie prolétaire dans le syndicat, mais une gauche syndicale large. En effet, pendant le mouvement des autoconvoqués, ils s'étaient rapproché des certains cadres syndicaux moyens de la gauche du PCI avec lesquels ils avaient ensuite donné naissance au Comité de coordination provisoire. Dans toutes les structures territoriales et de branche de la CGIL il y avait déjà à la fin de 1984 un affrontement interne au courant communiste tellement fort qu'il semblait impossible de trouver un point de médiation entre les différents nuances présentes.

---

<sup>546</sup> Démocratie prolétarienne (en italien, Democrazia Proletaria, abrégé en DP ; parfois traduit en français en Démocratie prolétaire) est une formation politique italienne d'extrême gauche qui a existé entre 1975 et 1991. Démocratie prolétarienne a d'abord été une coalition électorale, réunissant le Parti d'unité prolétarienne pour le communisme et divers autres partis d'extrême gauche, Avanguardia Operaia, le Movimento Lavoratori per il Socialismo, ainsi que plusieurs autres groupes de moindre importance, notamment trotskistes. La coalition, rejointe en 1976 par Lotta continua, a pour ambition de représenter, lors des élections générales de 1976, la part de l'échiquier politique située à gauche du Parti communiste italien. Lors du scrutin, la coalition obtient 1,5 % des suffrages nationaux. [www.democraziaproletaria.it](http://www.democraziaproletaria.it)

<sup>547</sup> ANDRUCCIOLI Paolo, *Spine rosse. Breve storia della minoranza congressuale della CGIL (1978-2006)*, Ediesse, Roma, 2008.

L'idée proposée par ce nouveau comité de coordination des oppositions de dépasser les courants liés aux partis politiques avait donc une validité aux yeux au moins d'une partie des syndicalistes de la gauche du PCI en 1984 et conquit de plus en plus du terrain dans la période 1985-1987. Cette idée s'imposa définitivement au début des années 1990 avec la décision du Secrétaire général de la CGIL Bruno Trentin de dissoudre le courant communiste suite au changement de nom du Parti communiste italien, mais surtout à cause de la présence en son sein de positions inconciliables.

L'assemblée du Comité de coordination provisoire du novembre 1984 approuva un document politique qui devient la base de la nouvelle opposition en CGIL. Le titre du document « Per la democrazia consiliare » donna le nom à cette gauche syndicale qui s'appela « Democrazia consiliare ».

La nouvelle formation était petite et pas très influente dans les sphères dirigeantes de la CGIL et faible dans la FIOM, qui était la branche numériquement et politiquement plus importante dans la CGIL. Elle mena une bataille politique interne sans pour autant arriver à la présentation d'un document alternatif au congrès de la CGIL de 1986. Pendant cette première période elle se concentra sur le travail de construction d'une présence dans les groupes dirigeants et d'enracinement dans les entreprises. Cela permit le lent avancement du rapprochement avec les secteurs de la gauche du PCI. C'est notamment pendant la période 1986-1987 que « Democrazia consiliare » commença à dialoguer avec Fausto Bertinotti, secrétaire adjoint de la CGIL du Piémont et futur leader national de la gauche syndicale à la fin des années 1980 et avec d'autres moyens dirigeants des structures régionales et territoriales de la CGIL du nord d'Italie<sup>548</sup>.

---

<sup>548</sup> LORETO Fabrizio, *L' "anima bella" del sindacato. Storia della sinistra sindacale (1960-1980)*, Op. cit, P. 265.

## ***Une deuxième base d'opposition : Les structures départementales dans la FIOM***

Le deuxième courant d'opposition s'était développé à l'intérieur des structures locales de la FIOM-CGIL, branche dans laquelle la dynamique de rupture du courant communiste était moins évidente et globalement la dialectique entre les opposants, et la direction de la FIOM n'avait pas atteint le niveau d'affrontement qu'il y avait dans les structures CGIL ou dans certaines branches.

En effet, depuis la signature de l'Accord Scotti,, la présence de pôles de contestation locaux organisés à l'intérieur des structures régionales de la FIOM Lombardie, du Piémont et de l'Emilie-Romagne où les structures FIOM départementales jouaient un rôle prédominant était de plus en plus claire. En particulier, on y trouvait la FIOM de Brescia et de Bologne et en partie celle de Milan et de Turin où étaient présents des noyaux importants d'opposition même s'ils étaient minoritaires au sein de leur structure territoriale.

Au début de l'année 1985, la FIOM de Brescia avait fait un virage tactique vers l'engagement local avait été fait avec l'objectif de récupérer la partie de salaire perdue avec l'affaiblissement de l'échelle mobile des salaire acté avec le Décret de la Saint Valentin et pour détourner la situation d'impasse créé par l'impossibilité de continuer le mouvement des autoconvoqués au niveau national (où la CGIL avait désormais repris le contrôle de la situation). L'idée était aussi de mettre en pratique une politique revendicative gagnante au niveau local malgré le fait que la CGIL au niveau national continuait à envisager de centraliser les négociations<sup>549</sup>.

La poussée de ces structures locales avait relancé la négociation d'usine dans certains territoires surtout du centre-nord d'Italie. Au comité exécutif de la

---

<sup>549</sup> PORTA Gianfranco, SIMONI Carlo, *Gli anni difficili. Un' inchiesta tra i delegati FIOM di Brescia*, FrancoAngeli, Milano, 1990.

FIOM nationale du 9 décembre 1985 fut actée la présence d'une forte négociation d'usine, malgré le fait que de nombreux accords signés n'étaient pas reconnus par les unions des industriels locales qui appliquaient le blocus de la négociation d'entreprises décidé par la Confindustria au niveau national. On constate que la négociation d'usine était concentrée surtout dans trois régions. Entre Lombardie et Piémont il y avait eu 1200 accords qui concernaient 350000 travailleurs et en Emilie-Romagne la négociation avait aussi été très intense.

Cette stratégie axée sur la négociation d'usine comme vecteur de la reprise du conflit syndicale avait eu ces origines dans la structure de la FIOM de Brescia et elle avait été adoptée par plusieurs autres structures territoriales de la FIOM des régions concernées. Cela démontre la présence d'une discussion régulière entre ces structures territoriales d'opposition qui aboutira de plus en plus pendant les deux années 1986-1987 à une forme de coordination qu'on verra émerger dans les débats concernant la crise du syndicat et la démocratie syndicale qui enflammeront la FIOM pendant ces deux années.

Malgré cette nouvelle stratégie de repli au niveau local, ces structures locales FIOM continuèrent à contester les décisions de la CGIL nationale sans chercher à généraliser la contestation. Elles choisirent une attitude d'opposition interne dans les structures dirigeantes de bas profil concernant par exemple la négociation centralisée sur le coût du travail qui eut lieu aussi pendant le 1985-1987.

Les deux exemples les plus importants de pôles de contestations sont la FIOM de Bologne et celle de Brescia qui représentaient une partie des structures régionales ou territoriales FIOM parmi les plus significatives pour leur nombre d'adhérents. Cela leur donna un rôle central dans les débats que se développèrent pendant cette période à l'intérieur de la FIOM nationale.

En effet, certaines structures locales de la FIOM étaient depuis la fin des années 1970 des centres d'oppositions visibles, et depuis ce moment ils avaient mené un combat à l'intérieur des structures dirigeantes de la FIOM et de la CGIL. Leur attitude les avait fait devenir des cas anormaux, dans une posture d'opposition systématique depuis le tournant de modération revendicative pris

par les directions des syndicats confédéraux en 1977-1978. Leur force venait du fait de représenter une structure départementale de la FIOM, depuis laquelle, à part mener une opposition interne systématique, ils pouvaient mettre en pratique une forme différente d'action syndicale et développer un débat alternatif à celui qui était imposé dans les structures supérieures. Grâce à cela, ils développèrent un rôle de gauche interne à la FIOM et au courant communiste dans la FIOM, déjà à la fin de la décennie 1970, dans un contexte où le syndicat était encore strictement organisé autour du courant communiste, socialiste et du troisième courant<sup>550</sup>.

C'est pour cette raison qu'ils jouèrent un rôle central dans la contestation interne pour arriver en 1984 à être les meneurs du mouvement des conseils d'usine autoconvoqués en étant les véritables centres organisationnels et politiques.

C'est grâce à leur capacité à développer des réflexions syndicales autonomes qu'en 1985 ils étaient déjà très visibles et connus par les dirigeants et les délégués de toute l'Italie et ils auront l'autorité politique pour participer et même pour lancer des débats dans les deux années successives à l'intérieur de la FIOM nationale<sup>551</sup>.

### ***Les différences entre « Democrazia consiliare » et l'opposition interne à la FIOM***

---

<sup>550</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani"; Fond FLM, Enveloppe 353, étagère AIX S15, "Seminari, corsi di formazione", Consiglio nazionale FIOM Ariccia 29-30 aprile 1980, Il contributo della FIOM: Per la strategia di cambiamento. Per il rinnovo del sindacato. Per l'avanzamento dell'unità. Relatore: Pio Galli.

<sup>551</sup> ANDRUCCIOLI Paolo, *Spine rosse. Breve storia della minoranza congressuale della CGIL (1978-2006)*, *Op. cit.*

Le processus de construction de la nouvelle gauche syndicale passe par deux expériences parallèles d'opposition internes avec des caractéristiques tout à fait différentes à plusieurs niveaux. C'est à cause de ces différences que dans un premier temps, entre 1985 et 1987, ces réalités se regardent de loin sans se coordonner dans la bataille politique au sein de la CGIL, notamment dans le Congrès de la CGIL de 1986 où elle se limitèrent à présenter des amendements séparés au document présenté par la majorité communiste conduite par le secrétaire général Luciano Lama. La distance et la méfiance étaient telles qu'elles ne réussirent même pas à développer des convergences sur des thématiques programmatiques ou sur la présentation des amendements communs<sup>552</sup>.

« Democrazia consiliare » était un produit de l'évolution politique de plusieurs groupes de la gauche extraparlamentaire qui avaient décidé de mener une bataille à l'intérieur de la structure CGIL et des branches où ils étaient présents pour imposer des thèmes programmatiques différents et pour ouvrir l'espace à des agrégations internes différents de celles classiques basés sur la division entre les partis politiques de gauche. Il s'agissait donc d'une opposition premièrement politique et qui axait son intervention sur la critique de la politique nationale de la confédération communiste, développant tout de suite un brouillon de programme alternatif de ligne syndicale. Son objectif était de dialoguer avec la partie du courant communiste qui n'acceptait pas la ligne exprimée par le secrétaire général Luciano Lama. Il s'agissait au début d'un groupe de dirigeants moyens et des militants éparpillés dans plusieurs branches de la CGIL qui ne pouvaient en aucun cas jouer un rôle dans les prises de décision de leur structures locales ou de branche et encore moins dans la CGIL nationale où dans le directif national ils n'avaient qu'un seul représentant en 1985.

Ils se concentrèrent dans un lent travail d'enracinement basé sur un travail d'opposition interne dans de petits groupes de militants présents dans les structures territoriales. L'objectif était le recrutement de petits groupes d'opposition parmi les délégués et les militants syndicaux dans les entreprises. Si en 1985 ils réussirent à dialoguer seulement avec certains membres radicaux du courant communiste qui étaient isolé dans leur structure d'appartenance où ils

---

<sup>552</sup> BONI Pietro, *FIOM: 100 anni di un sindacato industriale*, Meta Edizioni, Roma, 1993.

s'étaient mis à l'écart de la composante communiste à cause des divergences politiques majeurs, déjà en 1987 avec l'ouverture de plus en plus importante de la fracture dans le courant communiste, ils arrivent à ouvrir un dialogue avec des secteurs importants de l'aile gauche du PCI avec lesquelles surtout dans les branches au niveau territoriale où dans les structures régionales en particulier du nord d'Italie ils développent des premières oppositions unitaires<sup>553</sup>.

L'opposition dans la FIOM existait mais avait des caractéristiques différentes. Elle se développa autour de certaines structures FIOM départementales contrôlées par la gauche du PCI. Entre 1985 et 1987, celle-ci n'exprimaient pas une opposition globale avec le but de changer la direction de la CGIL et de la FIOM, mais étaient encore dans une posture de dialogue et dans la recherche d'un compromis dans le courant communiste qui dans la structure des métallurgistes avait encore des positions plus ouvertes avec la partie plus à gauche de l'organisation.

En plus, en étant des structures départementales de la FIOM, elles étaient confrontées à des problématiques différentes et pas liées seulement à des questions politiques. Leur réflexion et action étaient intimement liées à la gestion de la vie syndicale locale donc ils avaient tendance à exprimer une partie de leurs prérogatives et de leurs idées au niveau local en travaillant pour la construction d'un syndicalisme plus combatif dans les usines avec des pratiques démocratiques plus développées dans la structure territoriale qu'ils contrôlaient et dans la bataille fractionnelle qu'ils menaient parallèlement dans les Fédérations locales du PCI. Celui là sera un frein important dans cette période de transition pour l'ouverture d'un dialogue avec « Democrazia consiliare ». Il faut constater aussi que « Democrazia consiliare » jusqu'en 1986 n'existait même pas dans les structures locales et nationales de la FIOM et donc les occasions de dialogue et de rencontre étaient limitées.

C'est vers la fin de 1987, quand les espaces d'intervention et de discussion internes au courant communiste de la FIOM se fermèrent que ces pôles locaux commencèrent à chercher d'autres interlocuteurs. Dans ces structures locales

---

<sup>553</sup> Voir l'interview de Ruggiero Flora, membre du directif national du syndicat bancaire de la CGIL et parmi les 18 fondateurs de « Democrazia consiliare ».



l'idée qu'il fallait construire une opposition globale était en voie de maturation ; et elles commençaient à envisager aussi la possibilité de construire une nouvelle direction de la FIOM et de la CGIL avec une autre ligne syndicale plus combative. En 1987 aussi « Democrazia consiliare » s'était développée dans plusieurs structures verticales et horizontales de la CGIL en élargissant son champ d'intervention et son influence grâce au recrutement de militants dans les entreprises ou dans les groupes dirigeants locaux de différentes branches de la CGIL. Ils avaient commencé à faire front commun avec plusieurs membres du courant communiste comme s'était le cas de Fausto Bertinotti, secrétaire adjoint de la CGIL du Piémont. Ces membres du courant communiste furent les premiers anneaux de jonction entre des secteurs plus amples de la gauche du PCI et « Democrazia consiliare » donc aussi avec ces structures départementales de la FIOM. Un tournant important pour le développement de ce dialogue fut l'élection d'Angelo Airoidi comme secrétaire général de la FIOM en 1988. Cela acta la conquête de l'organisation de la part des secteurs plus modérés du courant communiste et la fermeture d'un dialogue de médiation qui plaça ces FIOM départementales dans un isolement politique dans leur organisation que les poussera à chercher la façon de construire un projet alternatif.

Ces FIOM locales avaient cru être autosuffisantes grâce à la force du contrôle de leur structure locale et se croyaient distantes de « Democrazia consiliare » à cause de l'appartenance politique différente des directions des deux oppositions et la méfiance que la plupart des membres de la gauche du PCI avaient envers les représentants des petits groupes de la gauche extraparlamentaire qui dans la plupart des cas pendant les années 1970 avaient eu une position de critique de l'extérieur de la CGIL dans une période de conquêtes importantes et n'avaient même pas tenté le dialogue avec les secteurs plus à gauche de la FIOM.

En plus il faut constater une autre raison qui avait freiné le dialogue entre ces FIOM départementales et « Democrazia consiliare » : la présence d'un orgueil d'organisation qui caractérisait en général les membres de la FIOM. En étant membres de l'organisation qui avait dirigé les mobilisations des années 1970, elles pensaient, dans cette phase, que la FIOM devait reprendre son rôle d'avant-

garde de la classe ouvrière. Il faut tenir compte aussi que entre 1984 et 1987 « Democrazia consiliare » était très minoritaire et bien loin de contrôler des structures internes au syndicat ; donc selon la façon de penser des structures de la FIOM locale, ils n'étaient même pas des interlocuteurs valables. De plus, dans un premier temps ils soupçonnaient Démocratie prolétaire de mener une offensive hégémonique dans la CGIL à travers la constitution de Democrazia consiliare<sup>554</sup>.

### ***Le secrétariat de Sergio Garavini : les années de transition***

La situation de dialogue majeur à l'intérieur du courant communiste et les rapports de force plus favorables à la partie gauche de la FIOM est démontrée par l'élection du secrétaire général en 1985. En effet, au comité central de la FIOM du 27 mars 1985 fut élu secrétaire national Sergio Garavini à la place de Pio Galli, qui, après une longue carrière syndicale, avait décidé de mener une activité politique dans le Parti communiste.

Sergio Garavini avait une longue histoire syndicale. Il avait été secrétaire départemental de la FIOM de Turin après la défaite aux élections internes à la FIAT de 1955 et depuis cette place de responsabilité il avait travaillé pour reconstruire le mouvement syndical interne aux usines FIAT du Piémont pendant les années difficiles où la direction du groupe industriel faite par Vittorio Valletta imposait une politique antisyndicale très dure caractérisée par le licenciement des activistes syndicaux et une politique de marginalisation de la FIOM dans les usines. Il avait été ensuite l'un des protagonistes du syndicalisme revendicatif des années 1970 en devenant l'un des leaders syndicaux les plus respectés par les

---

<sup>554</sup> ANDRUCCIOLI Paolo, *Spine rosse. Breve storia della minoranza congressuale della CGIL (1978-2006)*, Op. cit.

militants syndicaux communistes<sup>555</sup>. Ensuite, il avait commencé son engagement dans les structures nationales en étant secrétaire général des textiles de la CGIL. Au milieu des années 1970, Garavini fut élu membre du secrétariat de la CGIL nationale. Il s'agissait d'une des places les plus prestigieuses à l'intérieur de la Confédération communiste. Pendant cette expérience qui durera jusqu'à 1985, il avait développé une critique de la politique de la majorité conduite par le secrétaire général Luciano Lama sans pour autant adhérer aux positions de la partie plus à gauche de la CGIL.

Il était dans une position d'équidistance. D'un côté il critiquait la politique de négociation centralisée sur le coût du travail conduite par la CGIL nationale pour les dégâts qu'elle avait créé dans les rapports avec les salariés avec une modération revendicative évidente. De l'autre côté, il critiquait l'attitude de la partie plus à gauche de la CGIL qui malgré tout travaillait justement pour récupérer des positions de classe en proposant une politique de la survie basée sur des luttes héroïques et déterminées, mais déconnectées d'un projet général capable de relancer un syndicalisme en crise. Selon lui, leur ligne syndicale manquait d'une analyse profonde et réaliste des changements internes à la classe ouvrière, dans un contexte de crise économique et de bouleversement à 180 degrés du système productif au niveau national et international survenu entre la fin des années 1970 et les débuts des années 1980.

Pour lui, le problème central était de relancer une politique syndicale qui, en partant d'un dialogue retrouvé avec les salariés, soit capable de développer un projet syndical compatible avec la nouvelle situation économique et politique. Au contraire des secteurs plus à gauche à l'intérieur de la FIOM, il ne proposait pas la fin de la négociation centralisée avec le gouvernement et les entrepreneurs, mais plutôt la continuation de ce dialogue, en partant d'une nouvelle capacité du syndicat à faire des propositions plus ouvertes envers les instances des associations entrepreneuriales, avec l'objectif premier de récupérer le rôle contractuel du syndicat au niveau national, donc sa capacité d'influencer la mise en place des politiques économiques et sociales.

---

<sup>555</sup> Cfr PUGNO Emilio, GARAVINI Sergio, *Gli anni duri alla FIAT*, Einaudi, Torino, 1975.

Avec les entrepreneurs il fallait être disponible à avoir un dialogue moins idéologique et plus ouvert envers l'expérimentation de nouvelles formes d'organisation du travail, comme l'introduction des mécanismes de flexibilité, pour augmenter la productivité et la qualité du travail, vu le contexte de concurrence accrue des années 1980, sans pour autant mener une politique de modération revendicative<sup>556</sup>.

### ***L'élection de Sergio Garavini à la tête de la FIOM***

Ses positions modérément critiques envers la ligne syndicale exprimée par la majorité du secrétariat de la CGIL l'avaient placé entre 1980 et 1985 dans la position de représentant dans le plus important groupe dirigeant de la CGIL des instances syndicales de la FIOM. Cela avait propulsé sa candidature au secrétariat général de la FIOM.

Sa tâche était difficile du départ. Le nouveau secrétaire devait garantir l'unité et le leadership du courant communiste dans la FIOM, en cherchant une ligne de médiation avec les positions politiques de la partie plus à gauche de l'organisation sans rompre avec la direction nationale de la CGIL dirigée par le secrétaire général Luciano Lama. Cela pouvait être possible grâce au prestige de ce dirigeant syndical qui était respecté aussi par les secteurs plus contestataires de la FIOM et pour sa position de jonction entre les positions de la CGIL nationale et celles des instances de renouveau du syndicat qui représentaient certaines structures locales importantes de la FIOM qu'il avait publiquement partagé depuis le début des années 1980.

---

<sup>556</sup> BALLONE Adriano, LORETO Fabrizio, *Sergio Garavini. Il sindacalista « politico »*, Ediesse, Roma, 2010.

Les positions plus combattives que la direction nationale de la FIOM avait exprimé en comparaison à la structure confédérale CGIL depuis l'époque où la FIOM s'était mobilisée contre le tournant de l'Eur en 1977-1978 donnait au courant communiste interne un caractère unitaire majeur qui pouvait permettre d'éviter de sombrer dans la situation de fracture profonde dans laquelle se trouvait déjà en 1984-1985 la structure de la CGIL nationale. En effet, l'hégémonie dans le courant communiste et donc dans la CGIL nationale des secteurs plus modérés du Parti communiste avait créé une situation d'affrontement accru dans la mouvance communiste, qui n'était plus capable d'exprimer des positions unitaires à cause d'une dialectique interne toujours plus importante vu la présence de positions syndicales et politiques trop distantes.

La tentative de dialogue entre les pôles locaux plus contestataires et la direction de la FIOM nationale fut faite parce que tous les acteurs acceptaient encore la logique de gestion qui avait caractérisée la CGIL depuis l'après-guerre, à savoir la construction de la ligne majoritaire à travers le débat entre les différentes fractions du courant communiste. mais le courant communiste était en train d'éclater malgré l'absence des majorités alternatives<sup>557</sup>.

Il faut constater que, dans cette phase, ces pôles locaux contestataires dialoguaient encore dans une logique de proposition, en étant encore convaincus de pouvoir intervenir sur la ligne syndicale avec le débat interne. L'arrivée au secrétariat général de Sergio Garavini avait donné l'espoir à ces FIOM locales d'avoir, sinon un interlocuteur ouvert à leurs instances, du moins un médiateur entre les différentes fractions du courant communiste qui se souciait de trouver des solutions à la crise du syndicat. Sergio Garavini était considéré comme le dirigeant qui grâce à son prestige et à ses capacités d'analyse syndicale reconnues pouvait démarrer une réforme profonde de la FIOM capable d'influencer et de faire pression sur la direction nationale de la CGIL pour faire le même, en redonnant à la FIOM son ancien rôle d'avant-garde à l'intérieur de la CGIL<sup>558</sup>.

---

<sup>557</sup> Cfr l'interview de Giuseppe Benedini, délégué FIOM de l'usine FIAT et dirigeant de la gauche dans le PCI.

<sup>558</sup> BALLONE Adriano, LORETO Fabrizio, *Sergio Garavini. Il sindacalista « politico »*, *Op.cit.*

## ***Les prémisses du congrès de la FIOM nationale de 1986***

Ces espoirs seront confirmés à l'occasion de la première assise importante de débat pour cette organisation syndicale, le congrès de la FIOM nationale du 12-15 février 1986 à Naples. Il s'agira de la tentative la plus aboutie de construction d'un plan de refondation de la FIOM, capable de tenir compte des instances des différences tendances internes au courant communiste.

Le secrétaire Garavini démontra, à cette occasion une ouverture importante envers les instances des secteurs plus à gauche dans la FIOM. D'abord il voulait donner au syndicat un plan global pour la négociation d'usine avec le but de reconstruire un nouveau rôle prééminent de la FIOM dans les territoires. C'était la façon de réagir à l'immobilisme qui avait caractérisé la période précédente où ce type de négociation s'était quasiment estompé à cause de la centralisation des négociations.

Un débat sur le rôle de la FIOM dans le contexte politique et économique du milieu des années 1980 sera ouvert pendant le congrès. Il s'agissait d'un débat attendu depuis longtemps, qui devait servir de base à la réorientation organisationnelle et politique de la FIOM après les profondes mutations survenues dans la structure productive du pays et donc dans les relations entre syndicats et associations des entrepreneurs. En particulier après la vague d'innovations technologiques qui avaient eu d'importantes conséquences sur l'organisation du travail et la composition sociale de la classe travailleuse en mutant de plusieurs points de vue les lieux de travail et les rapports de force que le syndicalisme pouvait mettre en place.

A l'issue de ce débat, la FIOM reconnut la diminution numérique de la classe ouvrière industrielle, mais elle estimait qu'il y avait eu parallèlement une

extension du modèle de travail industriel dans plusieurs branches du secteur tertiaire, donc elle refusait la remise en question globale du rôle historique de la classe ouvrière dans la société et donc de la FIOM même. C'est pour cela qu'elle relançait la nécessité d'un renouvellement de fond en comble de ses restructures syndicales, pour reconquérir le rôle qu'elle avait eu pendant les années 1970 d'avant-garde capable de diriger l'action syndicale de la CGIL par sa capacité à développer des propositions générales pour le pays. Il s'agissait d'un premier point de divergence avec la direction de la CGIL nationale, qui au contraire commençait à théoriser la naissance d'une époque post-industrielle où les paradigmes du syndicalisme combatif des années 1970 avaient changé et où la classe ouvrière classique avec ses dynamiques revendicatives avait laissé la place à une classe ouvrière avec une composition sociale totalement différente et avec une vision plus pragmatique et cogestionnaire du syndicalisme.

En plus, le document conclusif du congrès mettait aussi l'accent sur la nécessité d'ouvrir un grand chantier de refondation des pratiques démocratiques à l'intérieur de ses structures et celles de la CGIL, en partant d'une analyse approfondie des négociations nationales centralisées et arrivant à l'approbation d'un nouveau règlement interne capable d'institutionnaliser le rôle décisionnel des travailleurs, des délégués et des structures locales ou de branche du syndicat dans les plus importantes décisions de la FIOM et de la CGIL nationales<sup>559</sup>.

---

<sup>559</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani"; Fond FIOM, Enveloppe 353, étagère AIX S15, "Seminari, corsi di formazione", Documento conclusivo del XVIII Congresso della FIOM-CGIL del 12/15 febbraio 1986, Naples.

## ***Les contradictions du secrétariat de Sergio Garavini***

Malgré le fait que les débuts du secrétariat général de Garavini notamment au congrès FIOM de février 1986 furent caractérisés par ses prises de positions plutôt ouvertes envers les instances des pôles locaux de la FIOM plus combatifs, les actions du secrétariat de Garavini ne satisferont pas la partie plus à gauche de l'organisation.

Si sous l'impulsion de la direction de la FIOM, se développa dans les territoires un important mouvement revendicatif dans les usines, la structure nationale ne fut pas capable de construire un plan général de relance de la FIOM axé sur le rôle des conseils d'usine comme organe démocratique de base et sur le travail généralisée des structures locales pour renforcer la présence organisée de la FIOM dans les entreprises.

Ce plan, pour ses objectifs affichés, devait être un instrument indirect de polémique avec la CGIL nationale et une façon pour la FIOM de redevenir le point central pour toutes les branches de la CGIL embourbées dans la crise de mobilisation et de perspectives. Même sur la question de la « démocratie syndicale » il n'y aura pas des avancements significatifs concernant les rapports entre les structures verticales, la direction nationale, la base militante et les travailleurs.

En effet, le secrétaire Garavini fut pris en tenaille entre les instances des puissantes FIOM locales combattives et la nécessité de garder ouvert un dialogue et un lien avec la structure nationale de la CGIL qui semblait se diriger très vite vers l'idée d'un réformisme cogestionnaire dans les entreprises et vers la compatibilité économique des revendications syndicales, sans vouloir mettre en discussion sa politique de modération revendicative et la construction d'un plan de démocratisation décisionnelle. Cela aboutit à une ligne politique assez confuse et parfois contradictoire qui d'un côté démontrait la volonté de Sergio Garavini de réformer en profondeur le syndicat, mais de l'autre faisait émerger le refus du



secrétaire général de la FIOM d'engager un affrontement direct avec la CGIL nationale.

En effet, après les déclarations de principe du congrès FIOM de 1986, la nouvelle direction de la FIOM avait cherché à mettre en place des décisions partielles prises de façon improvisée par le secrétariat général, surtout sous la poussée des structures FIOM locales<sup>560</sup>.

L'impossibilité pour Sergio Garavini d'être un médiateur entre les positions de la gauche interne à la FIOM et de la direction de la CGIL nationale qui était d'ailleurs représentée par un secteur important de la FIOM, se constate déjà quelques mois après son élection au secrétariat général, lors de la signature d'un accord entre Confindustria et syndicats confédéraux au début de mai 1986.

L'année 1985 avait été caractérisée par l'intransigeance de la Confindustria, qui réussira à rouvrir le débat sur le coût du travail en demandant la tenue d'une nouvelle négociation nationale sur l'occupation et le coût de travail, où son objectif était de réduire ultérieurement la récupération de l'échelle mobile des salaires. Le gouvernement Craxi intervint en proposant au syndicat la signature d'un nouvel accord (18 décembre 1985) dans le cadre de la convention nationale de la fonction publique qui prévoyait la création d'une nouvelle échelle mobile des salaires, valable aussi pour le secteur privé. Cet accord avec le gouvernement fut signé aussi par la CGIL. Il s'agissait d'un recul important de la capacité de récupération de l'échelle mobile, qui passait de 65-70% à 51-52% avec le nouveau système de calcul semestrialisé de l'inflation. Malgré cela, l'association patronale estimait que la réduction établie dans cet accord n'était pas au niveau de ses exigences, donc elle demanda la convocation d'une table de négociation triangulaire accompagnée du refus de négocier les conventions collectives du secteur privé, expirés à la fin de 1985, dans le cas de l'incapacité d'arriver à un accord satisfaisant.

En effet, cette énième négociation fut ouverte tout de suite et la décision soudaine de la part de la CGIL nationale de signer un nouvel accord sur le coût du travail fut l'objet d'une nouvelle contestation à l'intérieur du syndicat

---

<sup>560</sup> BALLONE Adriano, LORETO Fabrizio, *Sergio Garavini. Il sindacalista « politico »*, *Op.cit.*

communiste. Encore une fois, la décision de signer un accord qui diminuait la couverture de l'échelle mobile des salaires, déjà fortement endommagée par les négociations précédentes, sans organiser des mobilisations et sans consulter les travailleurs puisqu'il était issu d'une négociation centralisée entre le gouvernement et les structures nationales des syndicats confédéraux et de la Confidustria était critiquée<sup>561</sup>.

En plus, l'accord qui fut signé établit l'acceptation de la part des syndicats des compatibilités économiques des revendications salariales avec l'objectif de limitation de l'inflation et une extension des « Contratti formazione e lavoro » introduits en 1984. Il s'agissait d'une première forme de contrat précaire, qui dans les deux ans d'application avait déjà démontré son utilisation instrumentale pour embaucher à moindre coût et pour de brèves périodes sans avoir vraiment un sens de formation et de spécialisation des travailleurs.

La FIOM de Sergio Garavini accepta la signature de l'accord sans s'opposer ni publiquement ni dans les structures dirigeantes nationales de la CGIL, estimant que seulement l'acceptation de cet accord aurait permis l'ouverture des négociations des conventions collectives entre lesquelles il y avait celle de la branche mécanique - sidérurgique. Cette attitude du secrétaire général de la FIOM engendra de fortes critiques à l'intérieur du Comité central de la FIOM.

Cette décision représentait pour Garavini la façon de contourner l'affrontement avec la CGIL nationale et de reprendre en main la situation avec l'ouverture de la négociation pour la convention collective qui était gérée par la direction nationale de la FIOM. Cela représentait pour lui la première occasion de mettre en pratique cette nouvelle façon de faire du syndicat à travers la conduite d'une négociation plus transparente et avec une ligne plus revendicative, donc de prendre ces distances vis-à-vis de l'attitude centralisatrice et modérée de la CGIL nationale. A son avis, l'obtention d'une convention collective avec des résultats importants était possible grâce aux performances de l'économie qui commençaient à s'améliorer après 5 ans de crise profonde. L'inflation était

---

<sup>561</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - livia Bottardi Milani"; Fond FIOM, Enveloppe 174, étagère AVIII D7, "Carte Cremaschi", Sindacato e lavoratori: la crisi di rappresentatività. Intervento di Giorgio Cremaschi. Segretario generale della FIOM di Brescia, 1985.

descendue à 7%, le PIB était retourné autour de 3% de croissance et les profits de plusieurs grandes entreprises commençaient à redémarrer.

En plus, il y avait des prémisses syndicales importantes. Le secrétaire Garavini avait conclu un accord avec la FIM et l'UILM pour la présentation d'une plateforme avec des revendications importantes : augmentation salariale moyenne de 110000 liras, réduction d'horaire de 32 heures annuelles et la requête de la négociation préventive des innovations technologiques dans les entreprises.

En plus, les organisations des métallurgistes s'étaient accordées pour l'expérimentation de deux referendums, dans les usines : le premier pour valider la plateforme proposée par FIOM, FIM et UILM et le deuxième pour valider la signature de l'accord avec les organisations des entrepreneurs<sup>562</sup>.

C'est grâce à ces premiers résultats que la contestation interne à la FIOM s'était affaiblie. En effet, ces décisions avaient été accueillies positivement par les structures FIOM locales qui avaient des positions plus critiques et les avaient saluées comme un premier signe de rénovation de l'action syndicale d'autant plus important parce que dans le cadre d'une unité retrouvée avec les autres sigles, ils continuaient malgré tout à considérer les objectifs de la plateforme unitaire assez modestes.

Toutes les FIOM départementales s'engagèrent résolument dans l'organisation du referendum sur la plateforme prévue le 12 juin 1986. Les résultats de la consultation démontrèrent une reprise des rapports entre salariés et les syndicats avec 918.012 votants, correspondant à 80% des travailleurs de la branche, avec 77,5% qui validèrent la proposition des organisations syndicales. Grâce à l'élan d'enthousiasme donné par la consultation et le large débat dans les usines, les mobilisations syndicales donnèrent aussi des signaux importants de remobilisation des travailleurs derrière les objectifs syndicaux. Une grève générale organisée le 14 octobre 1986 eut des résultats positifs au niveau national, notamment dans la plus grande usine FIAT d'Italie, Mirafiori, où le taux

---

<sup>562</sup> Referendum, referendum. Intervista a Sergio Puppo, *Meta. Mensile della FIOM-CGIL*, n.4, avril 1986.

d'adhésion fut de 60%. Dans la phase qui suivit, entre octobre 1986 et la signature de la convention le 18 janvier 1987, ne furent organisées que 28 heures de grève. Il s'agissait d'un niveau de mobilisation très faible en comparaison avec les conventions collectives des 15 ans précédents, malgré l'effervescence de la base syndicale qui voulait se mobiliser pour reconquérir ce qu'elle avait perdu dans les 5 ans précédents.

Le niveau de combativité élevée des travailleurs à l'occasion de la négociation sur la convention collective nationale de la mécanique-métallurgie émergea aussi d'une étude promue par l'« Istituto superiore di sociologia » de Milan qui avait distribué plus de 2000 questionnaires dans 250 entreprises représentatives du tissu productif de la région Lombardie pour sonder les opinions des salariés sur l'attitude syndicale lors de l'ouverture imminente de cette négociation. 77,5% des salariés (ouvriers, employés confondus) estimaient nécessaire la construction rapide d'une plateforme avec des revendications qualitativement et quantitativement importantes. En outre, 64,5% pensait que les grèves étaient les seules formes de lutte efficaces en cas de négociation<sup>563</sup>.

La signature de l'accord prévoyait l'obtention de résultats bien au-dessous des propositions faites dans les trois points principaux de la plateforme : contrôle des innovations technologiques, réduction d'horaire et augmentations salariales.

Le comité central de la FIOM du 22-23 juin 1987 exprima un avis globalement positif de l'accord vu le contexte de fermeture de la Confindustria qui s'était mise dans une attitude de fermeture et avait fait durer la négociation plus de 13 mois en s'opposant frontalement à l'introduction des droits d'information pour les syndicats et aux requêtes d'augmentations salariales jugées incompatibles vu la concurrence internationale. La signature de cet accord brisa définitivement la tentative de dialogue avec les pôles locaux plus radicaux, qui s'ils n'organisèrent pas une opposition structurée lors de la votation de l'accord dans les usines, élevèrent leurs voix dans les structures dirigeantes de la FIOM pour dénoncer la signature d'un mauvais accord dans un contexte

---

<sup>563</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani"; Fond FIOM, Enveloppe 185, étagère AVIII D9, "Varie - ambiente di lavoro - CCNL", Le opinioni dei lavoratori metalmeccanici lombardi sul rinnovo del contratto nazionale di lavoro, sous la direction de l' Istituto superiore di sociologia - Archivio dati e programmi per le scienze sociali, Milano, 1986.

économique et syndical propice pour obtenir davantage. La critique majeure qu'ils développèrent fut d'avoir signé un accord qui acceptait la compatibilité économique des revendications avec les profits des entreprises et avec des résultats faibles sur tous les points proposés. En particulier sur la question qu'ils estimaient centrale, encore plus de la question salariale, à savoir l'acceptation de la part des organisations patronales de négocier préalablement les renouvellements technologiques avec les conseils d'usine et d'arrêter la politique de blocus des négociations d'entreprise. Selon eux, c'était la seule prémisse capable de donner de nouveau un pouvoir contractuel réel aux structures d'entreprises de la FIOM, donc la seule voie pour redonner la prééminence de la FIOM dans les usines. De son côté, Sergio Garavini défendit l'accord en expliquant qu'il représentait, après des années de négociation centralisée, le rétablissement des relations industrielles directes entre les organisations des entrepreneurs et les syndicats de la branche mécanique-métallurgique. En ce sens, il estimait que cette reconquête de l'autonomie de négociation de la FIOM pouvait être la prémisse pour développer ultérieurement le pouvoir contractuel du syndicat à tous les niveaux dans les mobilisations ultérieures.

La votation dans les entreprises de l'accord qui eut lieu entre le 16 et le 20 février 1987 aura aussi des résultats décevants. Malgré le fait que la partie plus à gauche interne à la FIOM ne mena pas une bataille ouverte pour voter contre l'accord, le pourcentage des travailleurs opposés fut de 33% avec une diminution parallèle des votants qui se situèrent autour 830000 salariés de la branche<sup>564</sup>. Cela arrêta définitivement cette tentative de rapprochement avec la base syndicale et la masse des travailleurs, en élargissant le gouffre entre salariés et syndicats confédéraux que l'on constate dans une importante enquête de l'Institute Eurisko conduite en 1986, où émerge clairement que 70% des salariés italiens était insatisfaits de l'action de syndicats pour défendre leurs intérêts. Les salariés avaient l'impression que les syndicats confédéraux nationaux plutôt de défendre leurs intérêts en mettant en place une ligne conflictuelle étaient devenu des médiateurs entre les salariés et le gouvernement pour lui permettre la mise en place de politiques économiques et sociales finalisés à redresser les comptes

---

<sup>564</sup> REGALIA Ida, La democrazia rimediata. Ovvero, il sindacato dopo il referendum, *Meta. Mensile della FIOM-CGIL*, n.1, janvier 1987.

publiques. La colère des travailleurs était plus forte parce qu'ils estimaient que les gouvernements ciblaient toujours leurs salaires et l'état providence, duquel ils étaient les premiers utilisateurs<sup>565</sup>.

### ***L'ouverture du débat sur la démocratie syndicale dans la FIOM***

Le congrès de la FIOM de 1986 et la signature de la convention collective de la métallurgie au début de 1987 furent deux événements centraux qui enclenchèrent un débat profond à la fois dans la FIOM nationale mais aussi dans la CGIL nationale sur le thème de la démocratie syndicale. Il s'agissait d'un thème qui avait été débattu tout au long de la première partie des années 1980, notamment dans les moments clefs comme pendant le conflit syndical à la FIAT de Turin en 1980 et pendant la période de la négociation centralisée sur le coût du travail (1981-1984), mais ce débat « s'institutionnalisait » seulement à ce moment en devenant le centre de la réflexion de la FIOM. La motivation était que ce thème était devenu le pilier de l'affrontement interne et le carrefour de tous les débats : la convention collective, la négociation d'entreprise, la crise du syndicat, la réponse syndicale aux restructurations industrielles et aux renouvellements du système productif italien.

Autour de ce débat se cristallisa l'affrontement interne à cette organisation syndicale et en particulier à l'intérieur du courant communiste qui commença à démontrer des signes importants de déchirement, à l'image de ce que se passait dans la CGIL. Ce débat fut caractérisé par l'affrontement entre certaines structures locales de la FIOM et la partie plus modérée de la structure nationale alliée sur plusieurs thèmes au courant socialiste dans la défense de la politique de médiation du secrétaire Garavini.

---

<sup>565</sup> CALVI Gabriele, *indagine sociale italiana. Rapporto 1986-1987*, Franco Angeli, Milano, 1986.

En effet, les pôles locaux d'opposition dans la FIOM, en particulier la FIOM de Brescia et de Bologne, ayant constaté la débâcle du projet d'un plan de renouvellement du syndicat proposé auparavant par le secrétaire Sergio Garavini, décidèrent de proposer un large débat sur la « démocratie syndicale ». Ce fut un long débat qui traversa la FIOM nationale de septembre 1986 jusqu'à la fin du secrétariat de Garavini. Si au début il s'agissait de la tentative de leur part de forcer la main au secrétaire général pour le contraindre, par le biais de la pression interne qu'ils pouvaient exercer, à démarrer une nouvelle politique syndicale, ce débat deviendra au cours de l'année 1987 le lieu symbolique d'un règlement de comptes dans le courant communiste.

Un moment clef et symbolique de la naissance de la gauche syndicale à l'intérieur de la FIOM est justement le lancement de la part de Giorgio Cremaschi (secrétaire général de la FIOM de Brescia) et Francesco Garibaldo (secrétaire général de la FIOM de l'Emilie-Romagne) du débat sur la « démocratie syndicale » fait qui en soit démontre encore une fois qu'un degré plus élevé de coordination des débats et de mobilisation de l'opposition était en train de se mettre en place. En effet, leur intervention joua pour la première fois le rôle de présentation d'une analyse globale et alternative à la ligne de la direction de la FIOM qui deviendra plus claire au fil du développement de ce débat interne, à l'image de ce qui s'était passé dans la CGIL nationale avec la présentation du document « Per la democrazia consiliare » par le « Comité de coordination provisoire » en novembre 1984.

Ils publièrent un article commun sur « Meta », le mensuel de la FIOM nationale, en septembre 1986. Au début, ils reconnaissaient que le mouvement des autoconvoqués, malgré sa mobilisation autour de l'opposition du décret de la Saint Valentin, avait comme thème fondamental la question de la démocratie dans le syndicat et dans les lieux de travail. Ils l'avaient fait sans réussir à faire une analyse et une proposition alternative structurée, mais cela avait permis à la FIOM nationale de commencer depuis 1985 un parcours de réflexion ouverte pour sortir de la crise syndicale en plaçant le thème de la « démocratie syndicale » au centre de la réflexion.

Il s'agissait d'un document qui avait l'objectif affiché de pousser plus loin l'analyse et l'effort fait par la FIOM, avec la mise en place du referendum de validation de la plateforme pour la convention collective nationale de la métallurgie. Pour eux, il n'était pas suffisant d'intervenir sur ces aspects « visibles » de prise de décision des travailleurs et de rapport dialectique entre la base et la direction nationale. Ils proposaient la refondation de l'action syndicale autour d'un large projet démocratique pour tout le syndicat, capable de proposer des règles fermes pour l'élection des dirigeants et la vérification systématique des décisions prises par tous les niveaux de l'organisation avec les salariés et les militants syndicaux. La base de ce projet devait être la relance des conseils d'usines entrés en crise par la fin de la structure unitaire des métallurgistes. Ils devaient être relancés pour leur capacité à être des instruments larges de représentation des travailleurs grâce à leur élection sur la base du groupe de travail, et pas selon le sigle syndical et le nombre important d'élus qui garantissait la représentativité des travailleurs et la capacité des délégués à être présents dans la discussion avec les travailleurs et être en dernière instance les terminaux politiques avec les organisations syndicales externes. La crise du syndicat passait par l'affaiblissement de ses institutions, qui avaient le monopole de la négociation interne à l'usine donc une autorité réelle vis-à-vis des salariés. La centralisation nationale de la négociation sur le large éventail des questions qui avant été auparavant dévolues à cet institut à été l'une des causes majeures de la crise de crédibilité du syndicalisme dans les lieux de travail. Dans ce processus, l'effondrement de la FLM et la décision des organisations syndicales de la métallurgie de nommer des Représentations syndicales d'entreprise où les organisations syndicales départementales nommaient leurs représentants en usine, liquidant ainsi l'élection des représentants par les travailleurs avait aussi joué un rôle. Ainsi, le débat sur la syndicalisation des nouveaux secteurs de travail et celui destiné à bloquer l'hémorragie d'adhésion dans les bastions historiques d'enracinement du syndicat avait, comme préalable, cette opération de restructuration des rapports démocratiques entre toutes les structures syndicales au niveau vertical et horizontal. Selon Cremaschi et Garibaldi, un changement profond de ce côté était la seule façon de relancer un syndicat capable de regagner des espaces de confiance dans les usines et d'être



protagoniste dans les négociations nationales sur les politiques économiques, grâce au fait que c'était la seule façon d'avoir de nouveau un rapport de forces avec les entrepreneurs et le gouvernement. Cet article fut suivi de plusieurs articles de réponse qui élargiront le débat à toutes les composantes de la FIOM mais aussi de la CGIL<sup>566</sup>.

Ce débat est à la fois le début d'un moment de rupture et de fondation d'une nouvelle attitude d'opposition des pôles locaux de contestation. Pendant la première moitié des années 1980 existaient des réalités comme la FIOM de Brescia et de Bologne qui prenaient position sur des thèmes spécifiques liés à des événements syndicaux ou à des débats précis à l'intérieur des structures dirigeantes. Les choses changèrent partiellement avec le mouvement des conseils d'usine autoconvoqués en 1984, quand la contestation de la ligne de médiation de la CGIL envers la coupe de l'échelle mobile des salaires et le manque de démocratie à l'intérieur de l'organisation aura pour la première fois la forme d'une contestation globale. N'ayant pas pour but de changer la direction nationale et n'ayant pas développé un travail capable d'impliquer tous les acteurs de la contestation (conseils d'usine, syndicats locaux ou parties des structures de branche) elle n'aura pas la capacité à aboutir à un programme alternatif pour la gestion du syndicat communiste. C'est exactement dans cette phase successive de débat ouvert et profond à l'intérieur de la FIOM et de la CGIL en général, qu'ils commencèrent à développer les idées et les propositions qui verront déjà en 1988 la formation d'une opposition structurée à l'intérieur du comité central de la FIOM et aussi dans une moindre mesure à l'intérieur du directif de la CGIL nationale. C'est dans cette gauche syndicale naissante que l'on peut trouver les origines du processus d'agrégation de différents réalités qui aboutira à la présentation du document alternatif « Essere sindacato » au congrès national de la CGIL de 1991. C'est autour de Giorgio Cremaschi et de Francesco Garibaldo que commença à se coordonner la gauche syndicale dans la FIOM dans la phase successive commencée à la fin de 1987<sup>567</sup>.

---

<sup>566</sup> CREMASCHI Giorgio, GARIBALDO Francesco, *Democrazia sindacale ? Facciamo un patto: costituzionale*, *Meta. Mensile della FIOM-CGIL*, n.9, septembre 1986.

<sup>567</sup> ANDRUCCIOLI Paolo, *Spine rosse. Breve storia della minoranza congressuale della CGIL (1978-2006)*, *Op.cit.*, p.107-113.

Plusieurs dirigeants communistes intervinrent pour critiquer les positions exprimées par Garibaldi et Cremaschi dans l'article sur « Meta », le mensuel de l'organisation. Leurs argumentations se rapprochaient de l'analyse de la situation syndicale interne et externe au syndicat communiste que faisaient les membres du courant socialiste interne à la FIOM.

Pour eux, la crise des conseils d'usine était due à l'explosion de la contradiction qu'il y avait en leur sein : la fonction de représentation générale et unitaire des salariés et celle de structure de base du syndicat, qui lui donnait une ambiguïté qui pouvait être franchie par la vague immense de mobilisations des années 1970 et par l'avancement très rapide du processus unitaire des syndicats de la métallurgie. Les crises économiques répétées des années 1970 avaient détérioré l'unité syndicale et même la capacité du syndicalisme d'avoir une ligne unitaire sur des points fondamentaux de politique économique et d'intervention dans les usines. Pour eux, le changement de la situation économique, et les positions de plus en plus ouvertes de la CISL et de la UIL envers l'idée de sacrifices salariaux pour les travailleurs avaient affaibli et isolé la CGIL. C'est pour cela que, au début des années 1980, la CGIL avait dû participer aux tables de négociation sur le coût du travail, avec l'objectif de trouver un point de médiation avec les entrepreneurs et aussi les autres syndicats confédéraux pour ne pas rester isolés et réussir à jouer un rôle dans le débat sur les politiques économiques à mettre en place. Selon ces dirigeants communistes, l'analyse de Cremaschi et Garibaldi ne tenait pas compte de la situation de crise économique, sociale et politique en cours dans le pays. Le virage de la CGIL vers une position de médiation majeure et de diminution de la conflictualité était la seule façon de répondre à un changement de phase politique, économique et syndicale évident sans rester isolée dans la défense d'une ancienne ligne qui n'était plus d'actualité. A la lumière de ces analyses, on peut constater à quel point désormais les positions à l'intérieur du courant communiste de la FIOM étaient inconciliables<sup>568</sup>.

---

<sup>568</sup> Ezio Gionco, secrétaire général de la FIOM-CGIL Lazio, *Democrazia sindacale ? Parliamone : Fuori dai denti, Meta. Mensile della FIOM-CGIL*, n.3-4, mars-avril 1987. Elio Triolli, fonctionnaire de l'appareil politique national et du Bureau organisationnel de la FIOM nationale, *Democrazia sindacale. Seconda puntata, Meta. Mensile della FIOM-CGIL*, n.10-11, octobre-novembre 1986.

Le niveau d'affrontement et la fracture dans le courant communiste sont démontrés aussi par le long débat interne qui s'ouvrit pour le choix du nouveau secrétaire général, après que Sergio Garavini avait décidé de se présenter dans les listes du PCI pour les élections politiques de juin 1987. Le 25 juin 1987 fut élu secrétaire général Angelo Airoidi, représentant de la partie plus modérée du courant communiste. Il fut élu avec 107 voix sur 147 membres du comité central de la FIOM. 30% des membres communistes du comité central, notamment les secrétaires de la FIOM de la Lombardie et de l'Emilie-Romagne avaient voté contre son élection. L'élection du nouveau secrétaire général ouvrit une nouvelle phase dans la branche des métallurgistes de la CGIL. Cette phase fut caractérisée par la fracture ouverte dans le courant communiste où les pôles locaux d'oppositions commencèrent à se rencontrer avec les membres de « Democrazia consiliare » pour mener une bataille fractionnelle de plus en plus ouverte contre la ligne syndicale exprimée par le nouveau secrétaire<sup>569</sup>.

### ***Les contributions de la FIOM bresciane à la structuration idéologique d'une opposition syndicale***

Le rôle d'opposition locale presque isolée avait contraint la FIOM de Brescia à être capable de développer des analyses et des propositions de façon autonome, pour réussir à contre argumenter les positions syndicales des dirigeants de la majorité de l'organisation. D'ailleurs, ses dirigeants, forts du contrôle d'une importante structure territoriale intervenaient dans toutes les différentes assises nationales de la CGIL et de la FIOM pour défendre leurs positions politiques qu'étaient considérées comme trop revendicatives aussi par une partie des autres FIOM départementales et par les secrétariats de la CGIL et de la FIOM.

---

<sup>569</sup> BONI Piero, *FIOM: 100 anni di un sindacato industriale*, Op.cit.

On constate au fil du temps l'effort accru pour développer d'abord des propositions concrètes pour mettre en place des règles fixes sur des parties spécifiques de la vie démocratique interne au syndicat communiste, puis sur la place centrale que prend la réflexion sur la construction d'un projet large et détaillé pour la refondation démocratique des structures syndicales, capable de toucher tous les étages de l'édifice syndical.

Si l'on analyse les documents des congrès et des directifs locaux de la FIOM et de la CGIL de Brescia entre 1981 et 1985, on constate cette évolution vers la construction d'une véritable plateforme pour la démocratie syndicale. La chose la plus étonnante est de constater l'engagement de tous les acteurs (délégués d'usine, militants syndicaux, responsables de la FIOM d'usine) et pas seulement des dirigeants syndicaux locaux dans ce débat et dans la construction des idées et des propositions de la FIOM de Brescia, vu la présence d'un débat large et continu sur ce thème<sup>570</sup>.

Les argumentations qui serviront de pilier aux propositions émergées dans le débat interne à la FIOM nationale de 1986-1987 sur la démocratie syndicale sont largement débitrices du processus de réflexion de la FIOM de Brescia. Il faut aussi constater le rôle important joué par la FIOM de Bologne et de l'Emilie-Romagne dans la contestation de la ligne syndicale nationale et dans le processus de formation des idées de l'opposition. Cela grâce aussi à la présence d'un dirigeant syndical comme Francesco Garibaldi, qui sera un pilier central de la direction, d'abord de la FIOM de Bologne en étant son secrétaire général au milieu des années 1970, et après de la FIOM régionale de laquelle il sera secrétaire général pendant les années 1980. Il s'agissait d'un dirigeant syndical avec un parcours assez anormal. Après sa carrière universitaire à la faculté de sciences politiques à l'université de Bologne avec un master intitulé: « De l'automation de Détroit à l'automation flexible. Vers quelle organisation du travail ? », il avait été embauché par la FIOM de Boulogne à la fin des années 1960 grâce à l'intervention de Claudio Sabattini, qui était l'un des ses majeurs dirigeants pour devenir ensuite secrétaire général de l'organisation entre 1970 et

---

<sup>570</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani"; Fond FIOM, Enveloppe 362, étagère AIX S16, "Pubblicazioni", Strutture e strategia. Parlano i quadri sindacali, *Sindacato Oggi. Periodico della Camera del lavoro di Brescia*, Année II, N.21, octobre 1983.

1974. Francesco Garibaldo joua un rôle important surtout pour le travail, qu'il menait à côté de l'activité syndicale, d'écriture des articles et livres concentrés sur l'analyse de la structure productive, de l'organisation du travail et sur l'innovation technologique que contribueront à développer les analyses de la gauche syndicale<sup>571</sup>.

Les théorisations de la FIOM de Brescia exprimées dans les assises nationales, la plupart du temps par son secrétaire général Giorgio Cremaschi, furent de plus en plus spécifiques et globales plus on s'approche de l'année 1985. Les principaux points de ce débat et surtout de proposition pourraient se résumer ainsi :

1. Rapports démocratiques entre structures syndicales et base travailleuse : La fixation de règles et modalités strictes pour permettre aux salariés de participer activement au débat syndical. Les assemblées en usines devaient être les lieux de vérification de la ligne syndicale et donc en dernière instance de décision générale du syndicat. Pour renforcer ce principe la FIOM de Brescia avait proposé de créer un droit de veto de ces assemblées sur les décisions syndicales. Dans le concret, il fallait définir des règles précises pour le referendum, de sorte que non seulement les dirigeants, mais surtout les salariés, sur la base des collectes de signatures avec des quorum définis par usine, par territoire, par branche et au niveau national, puissent intervenir directement dans le débat national.

2. Mode d'organisation des assemblées : donner la possibilité aux travailleurs et aux conseils d'usine de poser des questions en ordre du jour ou demander des convocations extraordinaires.

3. Relance des conseils d'usine : Ils devaient rester le carrefour de rencontre entre la « démocratie du mouvement », à savoir la démocratie de tous les travailleurs indépendamment de leur adhésion syndicale, et de la « démocratie d'organisation », le lieux de rencontre des positions et les

---

<sup>571</sup> <http://www.francescogaribaldo.it> pour consulter le curriculum vitae de Francesco Garibaldo et toutes ses expériences de travail dans le syndicat et dans des associations culturelles.

propositions des différents organisations syndicales. La FIOM de Brescia proposait l'élection des conseils d'usine directement par les salariés sans quotas cooptés dans l'organisme par les organisations syndicales départementales. La représentativité sociale du Conseil d'usine garantissait dans la plupart des cas aussi celle politique et syndicale. La vraie émergence sur laquelle il fallait tout de suite intervenir était de donner une représentativité aux salariés qui ne se sentaient pas représentés par les organisations syndicales, par exemple en réservant un espace sur les listes pour l'élection de conseil d'usine.

4. Le vote secret pour établir la pleine liberté d'opinion dans les organismes unitaires comme le conseil d'usine : Dissocier le vote de la discipline d'organisation en introduisant le vote secret. Cela était nécessaire pour éviter que les assemblées restent dans la logique des rapports entre les directions des différents sigles syndicaux. Dans le concret il faut affirmer qu'un membre de la CGIL pouvait voter avec quelqu'un d'un autre syndicat, même éventuellement contre les propositions du secrétariat de son organisation d'appartenance.

5. Information entre les différents niveaux de l'organisation : Une information meilleure et plus rapide, une majeure transparence entre militants et cadres de la CGIL concernant le débat réel existant dans le groupe dirigeant.

6. Fin du rôle traditionnel des courants internes : le dépassement des schémas rigides des courants était possible, en imposant aux dirigeants de chaque composante interne de se confronter à tous les membres de l'organisation ; encore une fois avec le vote secret pour permettre de construire des majorités différentes autour d'une proposition sans tomber dans les prises de décisions préconçues selon la position de son propre courant. Cela demandait la volonté de franchir l'étape de l'assignation de pourcentages définis aux différents courants dans les organismes dirigeants et dans les congrès de branche et de la CGIL, donnant ainsi aux congrès la possibilité d'être un vrai moment de vérification du groupe dirigeant et des lignes politiques. Un premier pas, mais d'importance primordiale était de donner plus d'espace dans les groupes dirigeants et parmi les permanents des militants embauchés non pas pour leurs appartenance à un courant, mais pour leurs capacité professionnelles.

7. Rapport entre direction nationale FIOM et structures locales de branche : introduction d'une règle consultative sur des grands thèmes généraux

et revendicatifs avant d'arriver aux délibérations du comité central de la FIOM ou du directif national de la CGIL. La restructuration de la FIOM régionale qui n'avait pas de pouvoirs et de tâches bien définies. Il faisait décentrer du niveau national des pouvoirs directionnels vers la structure régionale, en laissant à la structure nationale la responsabilité directe de la politique industrielle de la branche<sup>572</sup>.

8. L'entrée et la sortie des fonctionnaires de l'appareil syndical doit être accompagnée d'une discussion dans les directifs des organisations de branche où confédérale sur la base du point de vue du secrétariat qui doit expliquer les motivations du choix. Cela pour éviter des formes de cooptation entachées de personnalismes ou des ostracismes contre des fonctionnaires qui expriment des idées différentes ou des critiques envers des dirigeants syndicaux de niveau supérieur<sup>573</sup>.

La FIOM de Brescia avait ce rôle central parmi les structures locales FIOM contestataires qui regardaient vers elle pour la construction des idées et des propositions alternatives à la ligne syndicale des directions nationales de la FIOM et de la CGIL. Grâce au contrôle granitique de la structure FIOM de la part des secteurs plus à gauche de l'organisation, elle avait pu développer, depuis la moitié des années 1970, des pratiques démocratiques et une action syndicale différente. Cette anomalie s'était formée avec la réorganisation de la FIOM de Brescia faite par Claudio Sabattini. Après la fin de son secrétariat se travail avait été continué par la direction locale de la FIOM, désormais conduit par Gianni Pedò, ancien salarié et délégué syndical de la FIOM à l'usine FIAT, pour assurer un contact strict entre les structures du syndicat départemental et les travailleurs dans les usines. Un élément central pour le rendre possible était la nomination dans le secrétariat de la FIOM de Brescia de travailleurs issus directement des entreprises et la présence d'une couche de délégués des moyennes-grandes entreprises dans le directif de la FIOM de Brescia, qui jouaient un rôle décisionnel à côté du secrétariat départemental grâce à leur prestige personnel et au rôle

---

<sup>572</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani"; Fond FIOM, Enveloppe 197, étagère AVIII D11, "Tematiche nazionali", Contributo al dibattito congressuale di Primo Minelli della FIOM di Busto Arsizio.

<sup>573</sup> Cfr. Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani"; Fond FIOM, Enveloppe 174, étagère AVIII D7, "Carte Cremaschi", Intervento Giorgio Cremaschi al direttivo della FIOM di Brescia del 3 mars 1983.

qu'ils avaient dans des structures syndicales d'usine très puissantes et numériquement importantes. Cela avait créé dans les faits, une gestion collégiale et plus élargie des décisions dans la FIOM de Brescia, où le secrétariat ne pouvait pas prendre de décisions sans consulter le directif de l'organisation et les chefs de la FIOM des usines plus importantes.

Dans la phase successive à la fin du mouvement des conseils d'usine autoconvoqués de 1984, la FIOM de Brescia émergea encore plus comme un lieu d'expérimentation de nouvelles pratiques au niveau local concernant les deux thèmes centraux de la crise du syndicat et de la démocratie syndicale.

En effet, en 1985 la FIOM de Brescia commença à développer un plan local pour affronter la crise de mobilisation et de crédibilité syndicale, à travers la revitalisation de la négociation d'usine. Si au niveau politique il s'agissait d'un virage nécessaire, une fois constatée la fin du mouvement des autoconvoqués et donc l'impossibilité de continuer à jouer un rôle d'attaque ouvert envers la CGIL nationale, il s'agissait à un autre niveau d'une façon de renouer le contact avec les travailleurs et de redonner au syndicat le rôle contractuel qu'il avait partiellement perdu pendant la saison de la négociation nationale centralisée (1981-1984) et le blocus de la négociation d'usine<sup>574</sup>.

L'objectif était d'élargir son enracinement dans les lieux de travail en récupérant le terrain perdu dans les usines qui avaient vécu, entretemps, de profondes restructurations industrielles, en construisant une présence plus forte dans les petites et moyennes entreprises jouaient un rôle numérique et substantiellement plus important dans le panorama du système productif du département.

A côté seront poussées plus loin les pratiques démocratiques internes à l'organisation qui avaient caractérisée la FIOM de Brescia depuis une décennie, avec la construction progressive d'un système de démocratie syndicale locale tout à fait particulier. Si elle n'avait pas réussi à pousser les directions nationales de la CGIL à prendre des décisions profondes concernant ces thèmes, elle avait

---

<sup>574</sup> Cfr. Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani"; Fond FIOM, Enveloppe 13, étagère AVIII S2, "Congressi 1981-1991", Contribuzioni dei delegati bresciani della FIOM per il XIX Congresso della FIOM nazionale di Verona del giugno 1988.



décidé de continuer à participer au débat et à l'affrontement interne national, mais en mettant en pratique ses théorisations dans les structures qu'elle contrôlait<sup>575</sup>.

Sur le plan de la démocratie syndicale interne à ses structures et au syndicalisme de Brescia, la FIOM départementale travailla sur deux aspects principaux :

1) Les rapports entre délégués syndicaux et FIOM départementale : présence d'un directif FIOM très large pour représenter toutes les entreprises et donc aussi celles de petite taille. Place centrale donnée au Directif FIOM comme organisme de discussion et décisionnel principal, où le secrétariat proposait son point de vue et se soumettait à son vote sur les thèmes plus importants. Présence d'un exécutif informel formé par les représentants les plus importants des grandes usines qui avait un pouvoir de veto sur le secrétariat FIOM dans l'exercice quotidien de l'activité de direction syndicale. Il s'agissait d'un véritable dualisme de pouvoir. Formation des délégués syndicaux sur des thèmes non seulement syndicaux, mais aussi politiques, économiques et sociologiques ; notamment un programme large de formation sur les nouvelles technologies et le nouveau rôle du syndicat dans les entreprises parallèlement au plan de négociation d'usine en 1985 fut lancé. Information de tous les délégués sur les thèmes de discussion politique et syndicale dans le secrétariat de la FIOM de Brescia et dans le directif, avec le but de rendre le travail plus transparent, mais surtout élargir la discussion à un nombre plus important de militants de l'organisation pour après être capable d'élargir le débat à une couche plus ample des travailleurs en usine. Cela avec l'objectif de revitaliser le débat dans les assemblées d'entreprise. Imposition du principe que le dirigeant syndical, mais surtout le fonctionnaire rattaché à une usine soit au service des délégués et des travailleurs de l'usine même et non pas les chefs du syndicat interne.

---

<sup>575</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani"; Fond FIOM, Enveloppe 174, étagère AVIII D7, "Carte Cremaschi", Una risposta locale alla crisi sindacale. Intervento di Giorgio Cremaschi, 1986.

2) Rapport entre les structures FIOM locales et d'usine avec les travailleurs : Souveraineté de l'assemblée d'usine dans les prises des décisions internes à l'entreprise. Referendum d'usine sur les thèmes et les décisions plus importantes notamment les plateformes locales du syndicat ou celle de la négociation d'usine et aussi la consultation sur les accords avec le pouvoir de veto des travailleurs à travers le referendum. Organisation fréquente d'assemblées informatives et de tractages sur les thèmes du débat syndical et politique les plus importants, avec notamment le but de faire émerger les débats et les différentes positions présentes dans le syndicat à tous les niveaux. En général, il s'agit de la tentative d'établir des règles claires pour donner aux travailleurs un pouvoir de décision ou de veto sur les structures syndicales. Dans ce cadre était proposé aussi de voter sur des thèmes nationaux comme acte politique, pour pousser la direction nationale de la CGIL à consulter les travailleurs<sup>576</sup>.

Cela poussera plus loin l'organisation démocratique anormale interne à la FIOM de Brescia, qui sera de plus en plus caractérisée par d'amples débats où les délégués syndicaux et en partie aussi les militants syndicaux avaient un rôle prépositif et décisionnel réel, en arrivant aussi à critiquer et imposer au secrétariat des changements de ligne politique dans plusieurs situations. Cela fut possible aussi grâce à l'introduction du vote secret lors des assemblées et referendum d'usine et des réunions des organismes dirigeants, pour permettre l'expression libre des opinions des délégués et des militants syndicaux.

Cela dit, il faut analyser d'une façon plus ponctuelle l'expérimentation de démocratie syndicale de la FIOM de Brescia dans ses avancements mais aussi dans ses contradictions.

En effet, si l'élément central qui émerge est la capacité de la part de la FIOM de Brescia d'impliquer une vaste couche de délégués et militants syndicaux dans les débats à travers un rôle central donné aux assemblées d'usine et au directif de la FIOM départementale, il restait des contradictions dans ce

---

<sup>576</sup> Cfr. Interview de Giorgio Cremaschi, Giuseppe Benedini et Maurizio Zipponi pour reconstruire certains éléments de la structuration démocratique de la FIOM de Brescia. Sont aussi disponibles les enregistrements audio des Comités directifs départementaux de la FIOM de Brescia entre 1974 et 1999 aux Archives historiques "Bigio Savoldi-Livia Bottardi Milani" de Brescia, structure créé par la CGIL locale.

processus. En effet, on constate que la plupart des travailleurs présents dans les assemblées n'étaient pas informés et n'avaient aucun engagement réel dans l'action du syndicat. Ils prenaient position dans le vote sans intervenir selon une logique de confiance dans le délégué syndical ou dans l'équipe des délégués syndicaux de la FIOM d'usine. Il faut nuancer aussi la valeur de cette expérience démocratique aussi dans le directif de la FIOM de Brescia qui était présenté dans plusieurs publications de la FIOM comme le carrefour décisionnel de l'organisation locale. S'il est vrai que le directif avait une représentativité large et exhaustive des réalités syndicales d'usine de la FIOM et qu'il y avait un débat substantiel où les thèmes étaient affrontés ouvertement et souvent avec une dialectique très forte entre le secrétariat de la FIOM brescienne et les membres du directif, il faut constater le rôle déterminant que jouaient dans le noyau des responsables des syndicats d'usine et les délégués plus importants surtout issus des usines plus grandes. Ce constat est fait aussi dans la relation de Livio Melgari, membre du secrétariat de la FIOM de Brescia lors de la réunion de l'exécutif de l'organisation du 30 juin 1987, quand il fait un bilan de la participation aux organismes dirigeants en prenant pour exemple l'année 1987 :

*« En 13 réunions du Directif de la FIOM de Brescia, cette année on a enregistré une présence de 75%. Encore plus significatif sont les données des interventions, où 64% des membres n'ont jamais pris la parole. Parmi les 36% qui ont parlé, seulement 8 délégués d'usine, à savoir 6% des 102 membres du Directif départemental à détenir 53% des interventions totales »<sup>577</sup>.*

Si on ajoute à cela la présence d'un comité exécutif informel formé par les délégués des usines plus importantes, qui avait le rôle d'accompagner et de contrôler les prises de décisions quotidiennes du secrétariat, il semble évident que le rôle de l'exécutif dans son ensemble était affaibli. Il faudrait plutôt parler de la présence d'une direction très élargie qui prenait les décisions et d'un

---

<sup>577</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani"; Fond FIOM, Enveloppe 22, étagère AVIII S4, "Comitato direttivo", Relazione di Livio Melgari al Direttivo della FIOM di Brescia del 30 giugno 1987.

nombre très important des délégués et militants impliqués dans la discussion syndicale au sens large, sans avoir vraiment une influence sur la prise de décision finale.

Cela dit, il reste vrai que la FIOM de Brescia, malgré le contexte de reflux généralisé des mobilisations et de perte de confiance de la part des travailleurs pour le syndicalisme au niveau de tout le pays, a réussi à être une réalité syndicale en contre tendance. D'abord elle parvint à maintenir une forte présence dans les usines au niveau des adhérents et des forces des structures syndicales, et elle réussit aussi à élargir la couche des délégués et militants syndicaux impliqués dans le travail syndical, grâce à son engagement pour faire participer des couches plus larges dans le processus de discussion et de prise de décision.

Il faut constater qu'une autre raison de la tenue numérique du syndicalisme communiste dans la branche mécanique-métallurgique est due aussi à la trajectoire particulière que prit l'évolution du système productif de Brescia. En effet, malgré la profonde restructuration qui avait traversé le département pendant la période 1980-1986 et qui avait diminué l'emploi à cause des licenciements dans plusieurs grandes usines, le secteur mécanique ne vivra pas le phénomène massif de fermeture d'entreprises qui connurent d'autres départements comme celui de Milan, de Gênes ou de Turin. Ces anciens symboles du « triangle industriel » et locomotives du développement industriel italien jusqu'au début des années 1970, avaient vécu, déjà depuis la fin des années 1970, un fort phénomène de désindustrialisation et en particulier dans le cas de Milan une reconversion soudaine vers le secteur des services<sup>578</sup>.

On constate la tenue de la FIOM de Brescia si l'on compare les données afférentes au nombre des adhérents de la FIOM locale et celles des autres structures FIOM départementales ou du niveau national. En effet, la FIOM de Brescia avait commencé depuis la fin 1983 à analyser sous branche par sous branche le secteur mécano-métallurgique pour avoir une carte complète des zones de difficultés, soit dues à une difficulté historique de pénétration du

---

<sup>578</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani"; Fond FIOM, Enveloppe 364, étagère AIXS16, "Pubblicazioni", Daniela Bandera, Sindacato e rappresentanza. Nota per un dibattito intorno allo stato della sindacalizzazione nella realtà bresciana, Brescia, 1987.

syndicat soit à une restructuration profonde qui avait diminué le nombre des travailleurs à cause des licenciements et avait convaincu des autres à abandonner le syndicat. La crise de la FLM de Brescia et la désaffection des travailleurs à la ligne syndicale des organisations confédérales avaient causé la chute du nombre des adhérents de la FIOM de Brescia, qui étaient passés de 19658 en 1981 à 12.150 à la fin de 1984. La situation était en ligne avec la trajectoire descendente prise par toutes les autres FIOM départementales. Cette sonnette d'alarme avait presque coïncidé avec la fin définitive de la fédération unitaire des métallurgistes dans le département, expirée quelques mois après au début de 1985.

La remobilisation de la FIOM, comme on l'a constaté, a lieu autour de trois axes : le lancement d'une vaste négociation d'usine, un plan de syndicalisation et le renouement des rapports démocratiques entre les différentes structures syndicales et la base ouvrière. Cela engendra un résultat très important au niveau des adhésions, avec une augmentation moyenne de 1000 adhérents par an. Des 12000 adhérents de l'année 1984, on constate une légère augmentation de plus de 1000 adhérents en 1985, ensuite on passe à 15425 en 1986 et à un peu plus de 16000 en 1987. Le résultat est encore plus important si on le compare avec le nombre global des adhérents aux syndicats des métallurgistes dans le département qui passe de 30050 en 1983 à 22935 en 1985, avec une légère reprise en 1986 avec 23600 adhérents. Une comparaison avec la FIM de Brescia est aussi éclairante. Si en 1983, la FIOM et la FIM étaient côte à côte avec respectivement 14965 et 12861, à la fin de la période analysée, en 1987, la FIOM a 16200 adhérents et la FIM 7200 ; le même discours peut être fait en comparaison avec la UILM qui passe de 2224 adhérents en 1983 à 1400 en 1987<sup>579</sup>.

Une situation totalement différente de celle de la FIOM au niveau national, qui sur la période 1983-1987 connut une chute continue de nombre des ses adhérents, à part entre 1986 et 1987 quand il y eut une augmentation de 168 adhérents, donc une stabilisation plutôt qu'une reprise. En effet, la FIOM nationale passe de 493943 adhérents en 1983 à 449360 en 1987 avec une perte

---

<sup>579</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani"; Fond FIOM, Enveloppe 128, étagère AVIII D1, "Tesseramento FIOM", Schema e quadri riassuntivi. Tesseramento e dati organizzativi, FIOM Brescia, juin 1987.

nette de 44583 adhérents<sup>580</sup>. Même constat pour les résultats de la FIOM au niveau de région Lombardie où l'organisation passe de 132548 en 1985, 129177 en 1986 et à 127592 en 1987, entraînée par les mauvais résultats en particulier de la plus grosse FIOM départementale, celle de Milan, en forte crise d'adhésions syndicales dans le secteur, causée par la profonde restructuration qui était en cours depuis la seconde moitié des années 1970<sup>581</sup>.

---

<sup>580</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani"; Fond FIOM, Enveloppe 13, étagère AVIII S2, "Congressi 1981-1991", La FIOM da un congresso a l'altro. Materiali del 19 congresso nazionale FIOM-CGIL, Verona, 1-4 giugno 1987.

<sup>581</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani"; Fond FIOM, Enveloppe 130, étagère AVIII D1, "Tesseramento FIOM", Documento dati tesseramento CGIL di Brescia. Scorporo per settori di attività, gennaio 1988.

## TROISIEME PARTIE :

### **Le rôle de la FIOM de Brescia dans la structuration d'une gauche syndicale nationale à l'aube des années 1990**

## **1. L'émergence d'une gauche syndicale dans les groupes dirigeants de la CGIL et de la FIOM nationale (1988 - 1990)**

### ***Le secrétariat d'Airoldi et l'entrée de Giorgio Cremaschi au secrétariat national de la FIOM en 1988***

Pour la succession de Sergio Garavini, une consultation fut ouverte parmi les membres du comité central de la FIOM. 99 membres proposèrent la candidature d'Angelo Airoldi, qui sera élu secrétaire général au comité central du 25 juin 1987 avec 107 voix sur 147. Il avait reçu les voix des socialistes et de la partie la plus modérée du courant communiste. Plus d'un tiers des membres du courant communiste avaient voté contre à ce candidat qui était considéré comme compatible avec les positions de la direction de la CGIL nationale, malgré le fait qu'il avait mené toute sa carrière dans la FIOM, d'abord en tant que permanent dans l'appareil politique national, et après en tant que secrétaire général de la FIOM Lombardie. Ceci est le signal d'une fracture désormais insurmontable aussi à l'intérieur du courant communiste de la FIOM nationale.

Cette fracture fut évidente à la fin de 1987, quand en préparation du Congrès national de branche qui devait avoir lieu en 1988, fut prise la décision de proposer un document d'orientation avec des thèses contradictoires à soumettre au vote des adhérents<sup>582</sup>. La minorité interne qui avait proposé les « thèses B » avait mis l'accent sur quatre points principaux : la critique des accords inter-confédéraux sur l'échelle mobile et donc de la ligne syndicale de la CGIL

---

<sup>582</sup> Il s'agit d'un document d'orientation avec un tronçon central commun, mais aussi la présence de deux textes différents (thèse A et thèse B) à soumettre au vote sur les thèmes qui suscitaient la plus grande division au sein du comité central de la FIOM nationale. Cette décision démontrait l'impossibilité de trouver un accord politique à l'intérieur du courant communiste qui gouvernait la FIOM depuis l'après-guerre. Cfr BONI Piero, *FIOM. 100 anni di sindacato industriale*, Meta edizioni, Roma, 1993.



nationale, la proposition de mener une bataille intransigeante pour obtenir les 35-36h travaillées par semaine lors de la négociation pour la convention collective de la mécanique-métallurgie qui devait avoir lieu en 1988, et la proposition du referendum comme instrument primordial pour l'expression des salariés et de la base syndicale.

Pendant le XIX Congrès national qui eut lieu à Vérone entre le 1 et le 4 juin 1988, le nouveau secrétaire général de la FIOM, Angelo Airoidi, chercha à trouver un accord politique avec l'opposition interne. D'abord avec des ouvertures programmatiques : en effet, le document final du congrès sanctionna la décision de placer au centre des requêtes de la FIOM lors de la négociation collective de 1988 la réduction de l'horaire à 35h hebdomadaires.

La clôture unitaire du congrès fut possible grâce à la négociation d'un accord politique avec la minorité. Cet accord prévoyait la formation d'un secrétariat unitaire avec l'entrée dans l'organisme de Giorgio Cremaschi, secrétaire général de la FIOM de Brescia et membre de l'opposition la plus importante dans l'organisation et l'élection d'un nombre important de représentants de l'opposition dans le nouveau comité central<sup>583</sup>.

Malgré cette décision votée à la quasi-unanimité, dans la commission électorale du congrès il y avait eu des discussions très vives concernant l'élection de Cremaschi dans le secrétariat. La motivation est très bien expliquée par un délégué interviewé par « L'Unità », journal du PCI. Ce délégué qui s'était opposé à la nomination de Cremaschi déclara :

*« Cremaschi représente une étape de la FIOM que moi je veux franchir. Il est le fruit des conditions dans lesquelles il a travaillé, il est le fruit de l'après conflit qu'il a vécu dans sa ville. Tout cela l'a transformé en un dirigeant très dur. Je crois que dans sa région les rapports avec FIM et UILM sont très dégradés. Je crois que son*

---

<sup>583</sup> Le nouveau secrétariat de la FIOM sera formé par Angelo Airoidi, Walter Cerfeda (secrétaire adjoint), Carmelo Caravella, Guido Bolaffi, Carlo Festucci, Paolo Franco, Gianpaolo Mati, Luigi Mazzone et Giorgio Cremaschi. Cfr BONI Piero, FIOM. 100 anni di sindacato industriale, Meta edizioni, Roma, 1993, P.267.

*extraction lui empêche de prendre en compte les nouveautés que l'on a devant nous »*<sup>584</sup>.

L'élection de Cremaschi entraîna aussi un changement de l'organigramme de la FIOM de Brescia. Maurizio Zipponi, auparavant secrétaire de la FIOM du Lac de Garde, devient le nouveau secrétaire de la FIOM départementale. La présence de Cremaschi dans le secrétariat national donna à la FIOM de Brescia un rôle encore plus important de contestation et de proposition dans les groupes dirigeants nationaux. Elle soutint toutes les batailles de l'opposition interne à la FIOM pendant la fin des années 1980. Depuis cette nouvelle position de pouvoir Cremaschi soutenait les revendications de la FIOM de Brescia, outre que de jouer dans les faits le rôle de représentant des différentes oppositions internes<sup>585</sup>.

Cet accord politique pour la formation des groupes dirigeants nationaux ne durera que quelque mois ; parce que, à la base, restait un désaccord profond sur la ligne syndicale à proposer pour relancer l'initiative syndicale à l'intérieur du courant communiste. A partir de l'élection de Angelo Airoidi, on constate d'une façon évidente que la majorité commença à changer de physionomie d'une façon évidente. Elle n'était plus formée comme auparavant par le courant communiste, mais les décisions étaient prises par la partie la plus modérée du courant communiste, appuyée par le courant socialiste.

---

<sup>584</sup> Una contrastata elezione per il leader di Brescia, *L'Unità*, samedi 4 juin 1988.

<sup>585</sup> FIOM : chi sale e chi esce, *Meta. Mensile della FIOM nazionale*, n. 6-7, juin - juillet 1988, P.15.

## ***Le débat et le conflit sur le « salaire variable » à la fin des années 1980***

Un premier affrontement entre la FIOM de Brescia et les organisations des entrepreneurs, mais aussi entre l'opposition interne à la FIOM et la nouvelle direction nationale de Angelo Airoidi eut lieu pendant la saison de négociation d'entreprise entre 1988 et l'ouverture de la négociation de la convention collective vers la fin de 1989. Si la plupart des négociations d'usine dans le département de Brescia eurent lieu sur des thématiques classiques comme l'augmentation salariale, des investissements productifs et des primes de production, une minorité donna lieu à un affrontement sur la proposition faite par les entrepreneurs de lier une partie du salaire à des paramètres nouveaux comme la productivité, la présence ou la marge de profit de l'entreprise.

Entre 1988-1989, il y eut la négociation d'un accord dans 367 entreprises du secteur mécanique-métallurgique de Brescia avec 43330 salariés concernés. La question du salaire lié à la productivité, à la présence individuelle ou aux bénéfices de l'entreprise était présente seulement dans 27 accords, donc dans une petite minorité, mais avec une signification politique très importante.

Dans le cadre de la région Lombardie, la situation était semblable. On dénombre 1315 accords d'usine signés en décembre 1988, pour 198400 salariés intéressés. Seulement 50 accords (4,5%), prévoyaient de lier une partie du salaire à l'augmentation de la productivité. Il s'agissait d'accords signés surtout dans des moyennes entreprises. Cependant si l'on exclut 4 accords qui lient explicitement l'augmentation de la rétribution à l'évolution générale de l'entreprise, la plupart se limitent à renvoyer à des vérifications successives la possibilité de lier une partie du salaire aux augmentations de productivité. De plus, seulement 11 accords, valables pour 1264 salariés, établissaient des augmentations de salaire liées à la présence individuelle<sup>586</sup>.

---

<sup>586</sup> BLANDA Fernando, PETRUCCI Sabina, Contrattazione aziendale. Leggendo gli accordi, *Meta. Mensile della FIOM nazionale*, n.11-12, novembre-décembre 1988.

L'affrontement à Brescia fut parallèle au débat qui avait lieu au niveau national sur le même thème. La présence à Brescia d'entrepreneurs très importants comme Lucchini ou Beretta et leur habitude de chercher à imposer des innovations dans les négociations d'abord dans leurs établissements, comme instrument pour faire pression pour leur application au niveau national, faisait encore une fois du département de Brescia un centre névralgique de l'affrontement et un laboratoire syndical de première importance. Pour les entrepreneurs intransigeants du département, réussir à imposer dans les usines des Brescia leurs revendications en faisant plier une des FIOM locales les plus combatives d'Italie était l'antichambre pour l'imposer au niveau italien.

La FIOM de Brescia prit tout de suite position pour la défense du « salario variable indipendente ». C'était l'une des revendications phare des années 1970. Il s'agissait de l'idée que le salaire devait être un droit pour le travailleur et qu'il ne devait pas être lié à des fluctuations comme par exemple les bénéfices d'une entreprise ou à la présence individuelle.

L'affrontement devint très important quand à l'usine Lucchini de Sarezzo fut signé un accord qui prévoyait de lier une partie du salaire aux résultats de l'entreprise. En général, dans l'accord était négocié un système d'augmentations salariales lié à la présence individuelle, à la quantité produite et aux résultats productifs et économiques de l'entreprise. Dans l'accord était aussi prévu une clause selon laquelle aucune revendication salariale ne pouvait être avancée par les syndicats internes pour deux ans, sous peine de l'annulation de l'accord signé.

Piero Imberti, secrétaire général de la UILM de Brescia, avait été l'artisan majeur de cet accord<sup>587</sup>. Il pensait que pour participer aux décisions concernant les nouvelles exigences de flexibilité des horaires et de renouvellement technologique des entreprises, le syndicalisme devait accepter un échange avec les entreprises, sans se limiter à une conflictualité permanente et de principe, cela

---

<sup>587</sup> Pour connaître le point de vue de la UILM de Brescia concernant le salaire variable dans les accords signés pendant la négociation d'usine de 1988-1989, lire Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 67, étagère AVIII S10, Relazione del segretario Martino Amadio, 9 Congresso Provinciale UILM, Brescia, 13-14 avril 1989.

pour éviter que les entreprises décident d'une façon unilatérale en excluant les syndicats des moments décisionnels les plus importants<sup>588</sup>.

De l'autre côté, il y avait la FIOM de Brescia qui était contre la proposition de lier une partie du salaire à des paramètres variables, ouverture à la fixation arbitraire du salaire de la part des entreprises. Selon eux, il s'agissait d'une importante ouverture à la différenciation des salaires qui pouvait aussi être un instrument pour les entrepreneurs pour encourager avec des augmentations les salariés plus dociles. Cela enlevait aussi au syndicat la possibilité d'avancer des requêtes unitaires d'augmentations des salaires, capables de toucher tous les travailleurs.

Mis à part le cas emblématique de l'usine Lucchini de Sarezzo, le salaire variable devint une source d'affrontement très lourd entre entrepreneurs et syndicats et un argument de débat dans la sphère publique départementale, d'abord à l'usine Ocean de Verolanuova, société de Gianfranco Nocivelli, président de l'Association des industriels de Brescia en 1988 et à la Beretta de Gardone Val Trompia. Dans les deux cas, la FIOM réussira à imposer que la prime de productivité de l'entreprise liée à la présence soit collective et pas individuelle.

Le cas du conflit syndical à la Beretta de Gardone V.T. est emblématique du niveau d'affrontement entre directions d'entreprise et syndicats pendant les deux années 1988-1989. Après 240 heures de grèves, la FIOM et la FIM obtinrent un accord de compromis qui laissera insatisfaits surtout les salariés qui avaient participé avec plus de conviction à la mobilisation interne. En effet, lors de la votation de l'accord sur 750 travailleurs, 350 votèrent contre la signature, soit 46% du total. Dans l'accord final, l'objectif des syndicats d'obtenir l'institution d'un quatorzième mois de salaire fut abandonné et on accepta la proposition d'augmentation avancée par la direction d'entreprise de 104000 liras, bien en dessous des 140000 liras demandées dans la plateforme de la FIOM et FIM internes. La prime liée à la présence fut au cœur de l'affrontement. La direction voulait lier une partie du salaire à la présence individuelle, mais les syndicats

---

<sup>588</sup> DANESI Silvano, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia, terza parte*, Ente economico, Brescia, 1993, p.12.

arrivèrent à imposer le fait que la prime de présence soit collective<sup>589</sup>. Malgré le mécontentement d'une partie significative des salariés pour les résultats du conflit syndical, la direction de la Beretta n'avait pas réussi à imposer la présence individuelle et elle avait compris qu'elle ne pouvait pas isoler les conseils d'usine et les exproprier de leur rôle de négociation et de contrôle de la vie dans l'usine. Cela permit à ces derniers de conquérir dans les années successives l'abolition totale de la prime de présence et l'institution d'un quatorzième mois<sup>590</sup>.

Le conflit syndical à l'INSEE fut aussi un des plus durs de la période. Le 21 mars 1989 fut signé un accord pour les deux établissements de Brescia et de Milan. Il prévoyait de lier une partie du salaire au bilan financier de l'entreprise. Le socialiste Gianbattista Garza, membre du secrétariat de la FIOM de Brescia fut envoyé à la négociation et signa l'accord. Le nouveau secrétaire Maurizio Zipponi et le secrétariat de la FIOM s'opposèrent à cette signature. Cela engendra un affrontement à l'intérieur de la FIOM de Brescia entre courant socialiste et communiste. Le conflit se termina avec le maintien de la signature de l'accord, malgré le fait que le directif de la FIOM locale vota un document où il était stipulé que sa signature avait été une erreur politique de taille. Quelque mois après, surtout suite à cet affrontement interne, Garza abandonna le secrétariat de la FIOM de Brescia.

Dans les autres secteurs de l'industrie du département aussi furent signés des accords où était introduit le concept de salaire variable. Par exemple, dans le secteur textile à l'usine Santi Confezioni, propriété de Gino Santi, président de l'AIB textile fut mis en place une prime liée à l'évolution de la production.

Dans le secteur de la chimie à l'usine Caffaro, la partie variable de la prime de production fut liée à la présence et à la réalisation des objectifs productifs convenus entre les syndicats et la direction<sup>591</sup>.

---

<sup>589</sup> La prime collective de présence était une partie variable du salaire qu'était donnée à tous les salariés si le niveau d'absentéisme collectif ne franchissait pas des pourcentages négociés entre syndicats et direction d'entreprise.

<sup>590</sup> ROCCHI Nicola, *La FIOM di Brescia. Le lotte, il dibattito, i progetti dal 1988 al 1996*, FIOM-CGIL Brescia, 1996, p.74.

<sup>591</sup> DANESI Silvano, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia, terza parte*, *Op.cit.*, p.13-14.

## ***Le conflit syndical pour le contrat d'usine dans le groupe FIAT (1988-1989)***

Au niveau national, mais aussi dans le département de Brescia, le conflit syndical dans le groupe industriel FIAT de 1988-1989 joua un rôle central dans la question du salaire variable.

Après la défaite à la FIAT de Turin en 1980 et la première partie des années 1980, caractérisées par l'utilisation du chômage technique comme instrument pour laisser en dehors des usines les plus importantes les militants syndicaux de la FIOM et du PCI, le syndicalisme était en difficulté, à cause aussi de la paralysie des conseils d'usine et le faible niveau de mobilisation des salariés démoralisés par les défaites. La FIAT était pleinement concernée par cette dynamique. Depuis 1979, le groupe de Turin n'avait pas renouvelé les contrats d'entreprise, se limitant à une augmentation automatique de la prime de productivité ; donc le renouvellement du contrat d'usine dans le groupe FIAT était très important<sup>592</sup>. Les syndicats et en particulier la FIOM décidèrent de lancer un conflit syndical, avec l'objectif d'imposer à la direction de la FIAT une négociation à 180 degrés. La FIOM voulait ainsi reconquérir un espace pour le syndicat à travers sa capacité d'imposer la négociation, surtout pour jouer de nouveau un rôle dans le contrôle de l'organisation du travail, du cycle productif et aussi sur la question salariale.

La direction FIAT voulait éviter cette négociation d'ampleur, donc elle proposa en juillet 1988 une prime de « performance » d'un million de liras pour clôturer le conflit, sans négocier sur aucun autre point de la plateforme syndicale. La FIOM refusa de signer l'accord en demandant une garantie, avec l'institution d'un socle mensuel fixe sur la prime de performance. Les autres syndicats (UILM, FIM et SIDA) signèrent l'accord en laissant la FIOM dans l'isolement. La direction nationale de la FIOM proposa d'organiser un referendum unitaire pour permettre

---

<sup>592</sup> La FIOM contro tutti per il contratto FIAT. Bocciata la richiesta di un aumento di 150 mila lire, *Giornale di Brescia*, jeudi 21 janvier 1988.

à tous les salariés de trancher. Dans tout le groupe FIAT fut organisée une vaste mobilisation pour appuyer cette proposition, comme par exemple à l'usine FIAT Rivalta de Turin où plus de 4700 travailleurs signèrent un appel pour demander à UILM, FIM et SIDA la convocation d'un referendum. Malgré ces initiatives et notamment l'organisation d'assemblées massives des salariés FIAT dans les plus importants établissements (FIAT Aviation de Brindisi, Weber de Bulogne, OM-FIAT de Brescia, Alfa de Arese, Lancia Iveco de Bolzano, FIAT auto Termoli, etc), cette proposition fut abandonnée aussitôt en raison de l'opposition déterminée des trois syndicats signataires<sup>593</sup>. La FIOM de la FIAT de Brescia fut la seule à s'opposer avec la mobilisation. En effet, des grèves et des manifestations avec la participation de presque la totalité des salariés de l'établissement furent organisées.

Au contraire, la FIOM nationale refusa la voie de la grève et sa nouvelle stratégie fut de demander la réouverture de la négociation en septembre pour apporter des modifications à l'accord. Cette stratégie ne mènera pas à une réouverture de la négociation. La signature de la FIOM sera ajoutée six mois après, quand la FIAT accepta d'introduire une partie fixe de 80000 liras de prime pour chaque salarié<sup>594</sup>.

La FIOM de Brescia considéra les résultats de ce conflit syndical comme très décevants parce que les syndicats n'avaient pas réussi à imposer une négociation large à la direction de la FIAT, et par conséquent aussi l'objectif plus important, à savoir reconquérir un rôle de négociation et d'intervention pour le syndicat n'avait pas été atteint. Sans compter le fait qu'une partie de la CGIL et de la FIOM avait démontré des ouvertures envers la signature de l'accord et l'acceptation de lier une partie du salaire à la productivité et à la présence.

Giorgio Cremaschi mena une bataille dans les groupes dirigeants de la FIOM nationale, encore une fois avec l'appui de la FIOM de Brescia. Il déclara à proposition de la proposition de lier une partie du salaire à l'efficacité à la FIAT :

---

<sup>593</sup> FIAT: I due fronti dell'iniziativa FIOM, *Meta. Mensile della FIOM nazionale*, n.8-9, août-septembre 1988, p.8.

<sup>594</sup> ROCCHI Nicola, *La FIOM di Brescia. Le lotte, il dibattito, i progetti dal 1988 al 1996*, *Op.cit.*, p.14.



*« Nous nous sommes opposés à lier une partie du salaire aux objectifs d'efficacité. Nous nous sommes opposés quand cela a eu lieu à travers la proposition de formes plus ou moins déguisées de l'ancien « cottimo », c'est à dire en proposant l'intensification simple et directe des rythmes de travail pour les salariés. Les objectifs productifs naissent de l'intervention sur l'organisation du travail, et donc requièrent un rapport avec la contrepartie qui nous permet de contrôler et négocier effectivement l'efficacité de l'entreprise dans tous ses aspects. Sinon, on en est encore à la pure réaffirmation du contrôle unilatéral de l'entreprise sur l'organisation du travail. On est à l'ancienne soupe des dernières années. Si tu veux gagner plus, tu dois travailler plus. Pour ces raisons nous avons combattu l'hypothèse à la FIAT de lier une partie du salaire à la productivité : parce que dans ce groupe industriel il n'y avait pas les conditions pour une négociation efficace sur l'organisation de travail d'égal à égal, capable de conduire à des résultats salariaux pour les travailleurs. Par conséquent, le risque d'échanger des ultérieurs dégradations des conditions de travail pour un peu de salaire était évident. Ce genre de problèmes était en train d'émerger aussi à Brescia dans les négociations pour les accords d'entreprise »<sup>595</sup>.*

### ***Le Contrat d'entreprise de la FIAT s'invite au Congrès de la FIOM de 1988***

Le conflit syndical dans le groupe FIAT fut aussi occasion d'affrontement au Congrès de la FIOM nationale à Vérone. En effet, l'un des points de débats les plus forts étant la question de la négociation d'usine dans le plus grand groupe industriel italien. Paolo Franco, membre du secrétariat de la FIOM nationale et

---

<sup>595</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 174, étagère AVIII D7, "Carte Cremaschi", Documenti congressuali, Relazione introduttiva del Segretario generale Giorgio Cremaschi, 3 Congresso territoriale FIOM-CGIL Brescia, 11-13 mai 1988, Brescia.

proche de la gauche de l'organisation demanda lors d'une intervention en plénière que le Congrès s'engage avec un vote formel à réserver la négociation du aux sections syndicales dans chaque établissement FIAT. L'objectif était de donner une partie du pouvoir de négociation aux conseils d'usine qui étaient totalement absents de la table de négociation centralisée<sup>596</sup>.

Cette prise de position eut lieu après la votation du referendum national sur la plateforme syndicale pour la négociation d'usine dans le groupe FIAT. Malgré l'approbation de la proposition au niveau national, l'opposition l'avait emportée en Lombardie à l'écrasante majorité, avec le vote massif de l'Alfa Romeo de Arese, de l'usine Autobianchi de Desio et dans les établissements de Brescia. La FIOM de la Lombardie, en polémique ouverte avec la structure nationale suite au résultat dans la région, avait proposé la création d'une coordination régionale du groupe FIAT avec l'objectif d'obtenir une partie importante des places dans la délégation nationale pour la négociation de l'accord d'entreprise et donc contrôler rigoureusement l'attitude de la direction nationale dans la négociation<sup>597</sup>.

Les sections syndicales FIOM de la Lombardie avec en tête celle de Brescia, critiquaient la plateforme proposée par FIM, FIOM et UILM parce qu'elle mettait trop l'accent sur le salaire et pas assez sur les conditions de vie et les rythmes de travail. De plus, négocier seulement le salaire signifiait accepter dans les faits la logique de la FIAT qui voulait échanger des augmentations de salaires avec la stérilisation de l'intervention du syndicat à l'usine. Justement selon les FIOM lombardes, la plateforme devait plutôt être un tremplin pour relancer la présence du syndicat dans le groupe FIAT.

La proposition de Paolo Franco au Congrès de la FIOM de Vérone était aussi une façon de détourner le problème de la présentation d'une plateforme syndicale qu'ils estimaient dangereuse. En laissant la possibilité aux FIOM de chaque établissement FIAT de mener la négociation avec les directions sur une partie des points, les FIOM les plus combattives auraient pu négocier sur des

---

<sup>596</sup> E' scontro nella FIOM. Polemiche nell'area comunista, inquieti i socialisti, *La Stampa*, vendredi 3 juin 1988.

<sup>597</sup> La FIOM lombarda contro la FIAT. Nasce il coordinamento regionale, *Italia Oggi*, vendredi 3 juin 1988.

questions qui étaient totalement oubliées dans la proposition nationale, mais qu'elles estimaient centrales. Cela au risque de briser la cohésion syndicale à l'échelle du groupe industriel en fragmentant les revendications et la force de mobilisation globale des travailleurs au niveau national<sup>598</sup>.

De plus, l'objectif très ambitieux de Francesco Garibaldo, secrétaire de la FIOM d'Emilie-Romagne et soutien de la proposition de Paolo Franco était de transformer ces « mille feux de révolte » à savoir les conseils d'usine et les délégués qui ont voté « non » à la plateforme syndicale, en un mouvement général d'opinion des salariés du groupe FIAT capable d'imposer à la direction de la FIOM nationale et même des autres syndicats internes un changement de ligne dans la négociation avec la direction d'entreprise. Cela dans un moment où, depuis des années de reflux, la combativité des travailleurs de la FIAT dans la plupart des établissements semblait augmenter. L'objectif était de repousser en particulier la logique syndicale de négociation centralisée, qui s'était imposée aussi dans la négociation FIAT, et en général la ligne considérée modérée des directions de FIOM, FIM et UILM sur le conflit à la FIAT, mais aussi sur les nouvelles négociations sur le coût du travail qui allaient s'ouvrir avec la Confindustria<sup>599</sup>.

Encore une fois, cette proposition avait été avancée au début par la FIOM de Brescia déjà en janvier 1988, à la sortie publique des premières hypothèses de plateforme revendicative de FIM, FIOM et UILM. Umberto Duina, membre du secrétariat de la FIOM de Brescia déclara au « Giornale di Brescia » le 21 janvier 1988 :

*« La FIOM de Brescia pense que proposer un contrat d'usine pour 228000 salariés qui opèrent dans des secteurs différents est un choix non justifiable. Il y a des risques de centralisation et on éloigne la mobilisation des grandes transformations qui ont investi dernièrement les différents secteurs du groupe FIAT. On risque de présenter une plateforme soit trop abstraite des différentes réalités soit trop défensive, fondée sur l'idée de revendiquer le plus petit dénominateur*

---

<sup>598</sup> Vertenza FIAT. "Non riusciranno a dividerci", *L'Unità*, vendredi 3 juin 1988.

<sup>599</sup> Nella FIOM è scontro sulla piattaforma FIAT, allo scoperto l'ala dura, *L'Avanti*, vendredi 3 juin 1988.

*commun capable d'unir toutes les réalités FIAT. Alors, c'est évident que la dimension du groupe est trop vaste, trop générique pour éviter que le rapport entre syndicat et entreprise soit tout à la faveur de l'entreprise. Donc, on propose la négociation par secteur. C'est un premier pas pour rapprocher la négociation dans les grands groupes industriels avec les problèmes et les conditions réelles des travailleurs, pour arriver à la construction d'une nouvelle expérience revendicative et de contrôle des conditions de travail jusqu'aux problématiques de chaque établissement industriel FIAT »<sup>600</sup>.*

Elle avait ensuite été adoptée le 24 janvier 1988 par plusieurs centaines de délégués des établissements FIAT de Turin (Rivalta, Comav, Mirafiori, Lancia Chivasso) et de l'Alfa Romeo de Milan, qui s'étaient autoconvoqués pour discuter du renouvellement du Contrat d'usine. Dans cette assemblée de Turin fut validée la proposition faite par la FIOM de Brescia, à savoir la négociation centralisée sur l'horaire de travail et sur le salaire et des négociations par secteur de toutes les autres revendications. Malgré la pression autour de cette proposition, elle fut rejetée par la direction de la FIOM nationale<sup>601</sup>.

### ***Le débat sur la convention collective nationale de la métallurgie de 1989-1990***

Le débat autour de la négociation intégrative dans le groupe FIAT n'avait pas été la seule cause de l'affrontement. Une autre fracture entre le secrétaire Airoidi et la gauche syndicale en FIOM eut lieu sur l'application de la proposition de « coodeterminazione ». Le secrétaire Airoidi s'inspirait du modèle de cogestion allemande. Pendant le congrès de la FIOM de juin 1988, Angelo Airoidi avait axé son premier discours sur la proposition de la « coodeterminazione ». Il s'agissait encore d'une proposition assez vague. L'objectif était de construire un nouveau

---

<sup>600</sup> Duina: "Per 150 mila lire d'aumento Iveco non rischia certo di fallire", *Giornale di Brescia*, vendredi 22 janvier 1988.

<sup>601</sup> E alla FIAT rispuntano gli autoconvocati. Malumore e dissenso tra i lavoratori sulla piattaforma del contratto aziendale, *Giornale di Brescia*, 24 janvier 1988.

système de relations industrielles capable d'ouvrir un vrai dialogue sur les questions les plus importantes de production et d'organisation à l'usine, sans forcément déboucher sur un conflit syndical. Cela devait être proposé au moment de la signature de la convention collective que devait avoir lieu en 1989.

Cette proposition sera clarifiée à l'assemblée de Chianciano tenue en décembre 1988, avec la présentation d'une proposition globale pour de nouvelles relations industrielles qui devait être une base de débat d'abord avec CISL et UIL. L'objectif devait être de bâtir un nouveau système de relations avec les entrepreneurs basé sur l'égalité entre les deux instances et la recherche du consensus des salariés concernant les plus importantes décisions dans les entreprises. De plus, la FIOM demandait l'approbation d'un paquet de lois pour élargir les droits syndicaux aussi dans les très petites entreprises et pour la fixation des critères pour la représentativité syndicale.

L'opposition interne à la FIOM avait accepté de voter le document de Chianciano, malgré le fait qu'il s'agissait de la recherche explicite de relations industrielles moins conflictuelles, en comptant sur une meilleure reconnaissance réciproque entre syndicats et organisations des entrepreneurs et sur l'acceptation de la part du syndicat de la centralité des bénéfices dans les critères de fonctionnement d'une entreprise.

Elle ne voulait pas s'engager dans une bataille de principe contre des documents qui définissaient des propositions abstraites, surtout parce qu'ils étaient proposés par un nouveau secrétaire qui au Congrès de 1988 s'était démontré disponible envers les oppositions avec des ouvertures programmatiques partielles et avec la décision d'accepter l'entrée de Giorgio Cremaschi dans le secrétariat nationale de la FIOM.

Les leaders de l'opposition en FIOM avaient plutôt cherché de travailler pour la refondation des relations industrielles, en menant une bataille politique pour pousser la FIOM nationale à adopter leur façon d'entendre la codétermination. Si, pour la majorité de la FIOM, la codétermination était l'acceptation des prérogatives économiques et productives des entreprises et donc la recherche d'un espace d'information et d'intervention partielle des syndicats dans les décisions des directions d'entreprise, pour les opposants la codétermination devait être la reconquête des espaces de décisions des conseils

d'usine qui avaient été perdus depuis la fin des années 1970. Cette reconquête ne pouvait être basée que sur la création d'un nouveau rapport de forces favorable aux salariés dans les usines. Pour eux, en aucun cas l'obtention de droits d'information ou de décision ne pouvait être conquis grâce à un échange avec d'anciennes conquêtes salariales ou des droits syndicaux.

Giorgio Cremaschi, expliqua bien le point de vue de la gauche de la FIOM lors du Congrès de la FIOM de Brescia du 11-13 mai 1988 en préparation du congrès national. Dans la relation introductive Cremaschi dit :

*« Les industriels sont en train de mesurer à leurs dépenses que le gouvernement unilatérale absolu de l'usine à travers les nouvelles technologies est une illusion. Le robot ne substitue pas l'ouvrier et l'usine restructurée devient encore plus délicate de celle du passé. Pour son fonctionnement la collaboration des travailleurs est nécessaire, pas l'obéissance pure. Cette nouvelle phase demande aussi une direction d'entreprise qui se rend finalement compte que l'innovation principale est celle organisationnelle, que les nouvelles technologies nécessitent un changement du modèle de gouvernement de l'usine et que l'idée de liquider la conflictualité en détruisant avec la technologie la mémoire, les idées, l'expérience collective des travailleurs, ne mène nulle part. Aujourd'hui le patron a besoin de la culture, de l'intervention consciente des salariés pour gouverner une usine qui est plus complexe pour lui aussi »<sup>602</sup>.*

L'affrontement continua juste après avec l'ouverture de la négociation pour la convention collective de la mécanique-métallurgie où la proposition de la « coodeterminazione » fut mise en pratique par le secrétariat national de la FIOM. Le conflit syndical sur la convention collective fut très difficile. FIOM, FIM et UILM trouvèrent un difficile compromis, en présentant une plateforme revendicative qui était la somme confuse des revendications de chaque organisation syndicale. Le 9 mars 1990 elle fut votée par les conseils généraux unifiés des trois

---

<sup>602</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani, Fond FIOM, Enveloppe 174, étagère AVIII D7, "Carte Cremaschi", Documenti congressuali, Relazione introduttiva del Segretario generale Giorgio Cremaschi, 3 Congresso territoriale FIOM-CGIL Brescia, 11-13 mai 1988, Brescia.

syndicats<sup>603</sup>. La plateforme prévoyait une augmentation moyenne du salaire de 250000 liras, une réduction d'horaire de 64h annuelles avec le but d'arriver à 37,5 h travaillées par semaine, et la mise en place des règles pour garantir la consultation préventive des syndicats concernant les décisions sur la stratégie globale de l'entreprise et sur l'introduction des innovations technologiques. De plus la mise en place d'un droit d'information des syndicats sur les éléments plus importants de la production et de l'organisation du travail était demandée<sup>604</sup>.

Après des mois de négociation, en septembre 1990, les directions syndicales acceptèrent de diminuer leurs revendications sur le temps de travail et sur les salaires. Sur la diminution d'horaire, ils proposèrent d'étaler sur deux conventions nationales la réduction de 37,5h demandée et sur le salaire ils acceptèrent de baisser leurs revendications jusqu'à 230000 liras, mais la négociation continuait à stagner parce que la délégation des entrepreneurs restait rigide sur sa proposition d'augmentation de 200000 liras en fonction des échelons d'ancienneté et sur le blocus de la négociation d'entreprise<sup>605</sup>.

Après une négociation longue et difficile qui avait coûté 90 heures de grève aux salariés de la branche, le 14 décembre 1990 sous la pression d'une grève générale de FIOM, FIM et UILM et grâce à l'intervention du ministre du travail Donat-Cattin fut signée la convention collective avec Federmeccanica.

L'accord prévoyait une augmentation salariale de 217000 liras moyennes, une prime de 840000 liras brutes, 16h de réduction d'horaire. Pour la partie normative, les syndicats avaient obtenu la promesse d'un renforcement des droits d'information en entreprise et la mise en place de nouvelles relations industrielles. Puis, l'augmentation de la durée de validité de la convention collective à 4 ans et demi et le blocus de la négociation d'usine pour deux ans avaient été décidés.

---

<sup>603</sup> Pour lire le texte de la plateforme de FIM, FIOM et UILM pour la Convention collective de la mécanique - métallurgie voir Archives historiques "Bigio Savoldi-Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 6, étagère AVIII S1, « Congressi regionali e territoriali », La piattaforma definitiva per il rinnovo del contratto. Approvata dagli organismi dirigenti nazionali di FIM, FIOM, UILM a Roma, 9 mars 1990.

<sup>604</sup> BONI Piero, *FIOM. 100 anni di sindacato industriale*, *Op.cit*, P.271.

<sup>605</sup> SIRCANA Giuseppe, *Contratto: Rompere il muro*, *Meta. Mensile della FIOM nazionale*, septembre-octobre 1990, Roma.

La signature de la convention collective provoqua une crise à l'intérieur de la FIOM. En effet, si l'augmentation de salaire avait été plus ou moins proche des requêtes des syndicats, les résultats concernant la réduction d'horaire ou la partie normative étaient décevants, et marquaient un recul évident en comparaison avec l'ancienne convention collective. Le 15 janvier 1991, le comité central de la FIOM accepta les résultats de la négociation contractuelle mais en mettant l'accent sur l'existence de fortes limites quantitatives et qualitatives. Pendant la votation, sur 83 présents, 42 votèrent pour l'approbation, 20 contre et 20 s'abstinrent. Le contrat avait été accepté avec deux voix d'écart ouvrant un affrontement interne qui débouchera lors des Congrès de la CGIL du 23-27 octobre 1991 à Rimini et de la FIOM, à Chianciano, sur la présentation de documents alternatifs à ceux des directions nationales.

### ***La contestation de la Convention collective de la métallurgie***

La FIOM de Brescia coordonna son action avec celle de Giorgio Cremaschi, actif dans les groupes dirigeants de la FIOM nationale. Dans cette phase, où les opposants internes à la FIOM étaient encore assez divisés et intervenaient d'une façon encore assez désorganisée, Cremaschi jouait un double rôle : d'abord de représentant d'une réalité locale qui faisait pression sur la direction nationale de la FIOM ; et deuxièmement, il était de plus en plus une charnière entre tous les différents noyaux de contestation présents dans les syndicats territoriaux et les entreprises.

Quelques jours après la votation de la plateforme que FIM, FIOM et UILM voulaient présenter à la table de négociation, le 22 mars 1990 l'assemblée des délégués de la FIOM de Brescia vota un document avec trois propositions méthodologiques pour la conduite de la négociation :

« 1) L'élection de la part de l'assemblée nationale des délégués FIM, FIOM et UILM d'une délégation avec un espace important pour des délégués d'usine pour rendre transparent tout le déroulement de la discussion, pour rendre visible



les passages plus difficiles, et organiser d'amples consultations dans les usines dans le cas d'éventuelles corrections d'approche de la négociation du côté syndical.

2) Aucun échange entre salaire et flexibilité ou entre salaire et droits individuelles et collectifs ; donc en particulier aucun échange entre augmentations salariales et blocages de la négociation d'usine ou même de branche avec la prolongation de la durée du contrat.

3) Opposition à des nouvelles négociations centralisées et annuelles sur le salaire et le coût du travail.

4) Le jugement contraignant des salariés qui doivent pouvoir s'exprimer à la fin du parcours de négociation de la convention collective, à travers en premier lieu un referendum<sup>606</sup>.

Si le secrétariat de la FIOM n'organisa pas une campagne pour voter contre la plateforme, dans certaines grandes usines comme la FIAT de Brescia, la proposition de FIM, FIOM et UILM fut rejetée par la votation des salariés avec 330 « non », 90 « oui » et 10 abstentions. La motivation de ce vote était, selon Maurizio Zipponi, la volonté de protester contre l'absence d'un parcours démocratique pour la construction de la plateforme décidé par les secrétariats nationaux des syndicats de branche<sup>607</sup>.

La FIOM de Brescia présenta un document très dur contre la décision du secrétaire général Angelo Airoidi de signer la Convention collective :

*« L'assemblée des délégués de la FIOM de Brescia considère l'hypothèse d'accord sur la Convention collective signée au Ministère du travail comme une profonde injustice. Cette idée dérive aussi de la mauvaise gestion de la négociation de la part du groupe dirigeant qui a changé plusieurs fois les positions des syndicats sans avoir le mandat des travailleurs. [...] Malheureusement l'accord représente un nouveau recul par rapport aux positions considérées incontournables surtout concernant le salaire et l'horaire. Tous les droits demandés sont restés exclus de l'accord, avec plutôt le risque d'une diminution de ceux déjà acquis. Le point le plus*

---

<sup>606</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 72, étagère AVIII S10, Documento conclusivo dell'assemblea dei delegati e delle delegate FIOM di Brescia, 22 mars 1990, Brescia.

<sup>607</sup> Contratto dei metalmeccanici : Piattaforma bocciata alla Iveco di Brescia, *Giornale di Brescia*, vendredi 23 février 1990.

*incroyable de l'accord est l'acceptation de l'harmonisation de la Convention collective à l'accord inter-confédéral sur le coût du travail qui devra être négocié en 1991. [...] De plus on ne comprend pas pourquoi le groupe dirigeant de la FIOM nationale a renoncé à son rôle dans la partie finale de la négociation, déléguant la conclusion aux directions confédérales qui ne sont plus capables de représenter les travailleurs de l'industrie, n'ayant pas fait de la revalorisation du travail industriel le centre de leur initiative. En découlent des graves responsabilités et incapacités de FIM-FIOM-UILM nationales à cause d'erreurs tactiques répétés, accompagnées de la totale absence d'objectifs stratégiques énoncés dans la plateforme : les nouvelles relations industrielles, l'extension des droits dans les petites entreprises et la réduction d'horaire »<sup>608</sup>.*

La FIOM de Brescia demanda donc à la fin du document de prendre des mesures d'urgence pour ouvrir le débat sur la convention collective mais plus en général sur les résultats du secrétariat d'Angelo Airoidi. Elle exigea la convocation de l'assemblée nationale des délégués entre le 15 janvier 1991, l'anticipation du Congrès national de la FIOM et de celui de la CGIL avant la négociation sur le coût du travail pour pouvoir clarifier la ligne syndicale à tenir lors de cette négociation<sup>609</sup>.

Giorgio Cremaschi avec Paolo Franco furent les porte-parole des positions des FIOM locales combattives, en particulier de la FIOM de Brescia et avancèrent leurs revendications dans le secrétariat et le comité central de la FIOM. Les représentants de la minorité critiquèrent aussi les directions nationales de FIOM, FIM et UILM à cause de leur décision de signer la convention collective en se limitant à organiser des assemblées dans les entreprises, sans mettre en place la votation d'un referendum général dans toutes les usines mécano-métallurgiques d'Italie.

---

<sup>608</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi – Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 72, étagère AVIII S10, Documento approvato dall'assemblea dei delegati FIOM del 17 dicembre 1990.

<sup>609</sup> DANESI Silvano, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia, quarta parte, Op. cit, P.12.*

## ***La nouvelle négociation sur le coût du travail et l'unification des oppositions dans la FIOM***

Juste après la signature de la convention collective eut lieu un autre affrontement entre les directions nationales de FIOM et CGIL et les minorités internes. Entre 1988 et 1992 Sergio Pininfarina fut secrétaire national de la Confindustria. Depuis le début, son objectif était de rouvrir le débat sur le coût du travail pour obtenir une baisse ultérieure de la couverture de l'échelle mobile des salaires. En effet, le 27 juin 1989, il décida d'annuler le dernier accord de 1986 sur le coût de travail pour pousser les syndicats à une nouvelle négociation centralisée contraignante. Depuis ce moment-là, seront signés des accords pour reporter la négociation et ce n'est qu'en 1992 sera signé un accord définitif.<sup>610</sup>

Cette décision déclencha aussi une réponse unitaire des différentes oppositions de la CGIL. Un acte important qui poussa à leur unification fut la parution, le 24 mai, dans le journal « Manifesto » du document des 39. Le 16 juin 1990, en prévision d'une nouvelle négociation entre organisations des entrepreneurs et syndicales sur le coût du travail, 39 dirigeants syndicaux signèrent un document pour demander que cette négociation ne soit pas menée par la direction nationale seule. Ils demandaient la participation des groupes dirigeants intermédiaires (de branche et locaux) aux décisions et aussi des salariés à travers l'organisation de discussions dans les usines et la votation de la plateforme que la CGIL entendait présenter à cette table de négociation. Parmi les 39 signatures, il y avait celle de Fausto Bertinotti, secrétaire adjoint de la CGIL du Piémont et quatre secrétaires des organisations de branche : Giorgio Cremaschi, leader de l'opposition dans la FIOM et des mécano-métallurgistes de Brescia, Paolo Franco membre du secrétariat de la FIOM, Adriana Buffardi de la FLAI et Scipione Semeraro de la CGIL Education nationale. Il y avait aussi des membres de la fraction « Democrazia consiliare »<sup>611</sup>. Quelques mois après le document des 39, ceux-ci se réunirent à Milan, le 2 décembre 1989, avec l'objectif d'aller plus

---

<sup>610</sup> Accordo sulle scala mobile. Sottoscritto a sorpresa dal Presidente degli industriali e dai sindacati confederali, *Giornale di Brescia*, vendredi 30 juin 1989.

<sup>611</sup> L'assemblea dei 39: democratici e ostinati, *Meta. Giornale nazionale della FIOM*, n.5, mai 1990, P.8.

loin dans la réflexion. Il en sortit un nouveau document appelé Charta '90, qui devint la base du document alternatif présenté par les oppositions au Congrès de la CGIL de 1991.

Ce document explique clairement les objectifs de refondation de la CGIL à travers un changement radical de la ligne syndicale. Le document Charta '90 dit :

*« Pour reporter le syndicat sur son terrain naturel de lutte, abandonné unilatéralement par ses sommets, il faut d'abord restituer aux salariés un rôle actif de protagonistes dans un conflit de classe désormais déclaré au niveau mondial. [...] A cause d'une politique de concertation et d'échange politique catastrophique décidée en 1978 à l'EUR, on est passé d'une époque dans laquelle le syndicat était visiblement caractérisé comme sujet politique et non corporatiste, dans la société, à une époque dans laquelle le syndicat a un rôle subalterne, interne aux logiques du pouvoir capitaliste et des bureaucraties étatiques. [...] Pour que les organisations syndicales ne se transforment pas définitivement en organes subordonnés au patronat, et la CGIL, dans les faits, s'uniformise à CISL et UIL, avec le bouleversement des rapports d'hégémonie précédents, il est donc nécessaire que adhérents, militants et dirigeants syndicaux, comme nous ici réunis, discutent d'une reconstruction de classe, conflictuelle et démocratique du syndicat, capable de se battre pour un nouveau modèle de développement alternatif d'un Etat de démocratie sociale »<sup>612</sup>.*

---

<sup>612</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi-Livia Bottardi Milani, Fond FIOM, Enveloppe 73, étagère AVIII S10, CHARTA '90. Per una CGIL di lotta e democratica, Milano, 2 décembre 1989.

## ***2. Le Congrès de la CGIL de 1991 : La cristallisation de l'opposition autour du document alternatif « Essere sindacato »***

### ***La dissolution du courant communiste interne à la CGIL***

Après l'été 1990, en plein affrontement interne concernant la ligne syndicale à tenir pendant la négociation sur le coût du travail et la Convention collective de la mécanique-métallurgie, il est évident que la majorité historique de la CGIL formée par la composante communiste est définitivement compromise à cause de la présence à l'intérieur de positions inconciliables sur les sujets les plus importants de la vie syndicale. Le secrétaire général de la CGIL Bruno Trentin décida de dissoudre le courant communiste au sein de la confédération et cette décision sera appliquée officiellement le 18 octobre 1990.

A Brescia, tous les membres du courant communiste et de celle socialiste furent d'accord avec l'idée de la dissolution. Par exemple, le secrétaire général de la CGIL de Brescia, Gianni Panella, pensait que la dissolution des courants était propédeutique à la construction d'une nouvelle majorité avec un programme réformiste. Il s'agissait d'un acte nécessaire pour clarifier les positions dans la CGIL où, depuis des années, la ligne syndicale était confuse à cause de la présence d'une majorité divisée.

Gianni Pedò, secrétaire adjoint de la CGIL de Brescia et considéré comme l'éminence grise qui gérait l'organisation, considérait la dissolution du courant communiste comme un acte de clarification qui arrivait même très en retard. En effet, les mécanismes internes de formation des décisions des groupes dirigeants étaient en crise depuis des années. Pedò préconisait la construction de différentes règles d'organisation de la vie interne du syndicat avec des nouvelles majorités et

minorités en dehors de la « cage idéologique » des composantes historiques. Selon lui, le modèle devait être totalement différent. Il pensait à des majorités et des minorités qui pouvaient se former sur des problèmes concrets ou des décisions ponctuelles et même concernant les choix stratégiques de ligne syndicale sans se cristalliser dans des courants fixes avec des liens politiques contraignants<sup>613</sup>.

### ***La victoire de la gauche syndicale à Brescia à l'occasion du congrès de 1991 de la CGIL***

La crise aiguë de la CGIL et de la FIOM se manifesta dans toute sa force déjà pendant la préparation du XII<sup>e</sup> Congrès national de la CGIL qui devait avoir lieu à Rimini entre le 23 et le 27 octobre 1991<sup>614</sup>.

Le conseil général de la CGIL de mars 1991 approuva avec 194 oui, 27 non et 4 abstentions le document « Tesi congressuali » présenté par le secrétaire général Bruno Trentin et par le secrétaire adjoint socialiste Ottaviano del Turco. Il s'agissait du document présenté par la partie la plus modérée de l'ancien courant communiste et du courant socialiste. L'objectif du document était d'orienter la CGIL vers un dialogue ouvert et pas préconçu avec les institutions politiques et les organisations des entrepreneurs, avec l'objectif de jouer un rôle de premier plan dans la réforme du système politique et économique italien. Parmi les premiers objectifs il y avait la nécessité de renouveler le système des relations industrielles dans un sens moins conflictuel et de renouer des rapports unitaires avec CISL et UIL sur la base des positions réformistes d'une CGIL qui avait complètement accepté la compatibilité économique des revendications

---

<sup>613</sup> DANESI Silvano, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, Ente economico, Brescia, 1993, P. 9.

<sup>614</sup> Cgil, scontro continuo, *Il manifesto*, mercredi 3 avril 1991.

syndicales et donc la nécessité de collaborer avec les entrepreneurs pour augmenter la compétitivité globale de l'économie italienne<sup>615</sup>.

Le document alternatif « Essere sindacato » était l'addition des différentes oppositions qu'étaient apparues à l'intérieur de la CGIL et de ses branches au cours des années 1980. Son plus important représentant au niveau de la Confédération était Fausto Bertinotti, membre du secrétariat de la CGIL nationale.

Le document dénonçait la politique de la direction de la CGIL pendant la décennie précédente. Selon les signataires du document, la politique de négociation centralisée sur le coût du travail avait conduit à la dégradation des conditions de vie des travailleurs et avait déclenché une crise profonde des rapports entre les salariés et les organisations syndicales, vue l'impossibilité même pour les adhérents de participer au processus décisionnel sur les choix les plus importants concernant la ligne syndicale ou les accords nationaux. En outre le faible soutien de la direction de la Confédération aux branches industrielles pendant le renouvellement des conventions collectives entre 1989 et 1990 était critiqué, ainsi que son intervention finale pendant la négociation de la Convention de la mécanique-métallurgie pour appuyer la signature d'un accord qu'ils considéraient mauvais<sup>616</sup>.

A Brescia aussi, l'affrontement entre les deux factions fut très lourd. En effet, la dissolution du courant communiste avait annulé le pacte interne qui avait permis l'élection du socialiste Gianni Panella au secrétariat général de la CGIL de Brescia. L'accord entre la FIOM de Brescia et la direction nationale de la CGIL, qui avait avancé cette proposition, prévoyait l'élection de Gianni Panella au Congrès de 1987 et l'élection de Gianni Pedò au Congrès suivant de 1991<sup>617</sup>.

Giuseppe Benedini, responsable de la FIOM dans l'usine FIAT de Brescia au début des années 1990 explique l'histoire de l'accord qui mena à l'élection d'un socialiste au secrétariat général de la CGIL de Brescia en 1988, jusqu'à la décision de la FIOM de Brescia d'appuyer le document alternatif « Essere sindacato » :

---

<sup>615</sup> BONI Piero, *FIOM. 100 anni di sindacato industriale*, Meta Edizioni, Ediesse, Roma, 1993, P.275.

<sup>616</sup> SIRCANA Giuseppe, *Cgil: due tesi per un congresso*, *Meta. Mensile della FIOM nazionale*, n.5, mai 1991, P.12.

<sup>617</sup> DANESI Silvano, *Cgil, congresso senza rete. Il segretario della Camera del lavoro apre ufficialmente i giochi*, *Bresciaoggi*, mercredi 10 avril 1991.

*« Essere sindacato » nait de l'expérience des autoconvoqués de 1984. C'est Giorgio Cremaschi qui l'a emmené à Brescia. Il y a eu des groupes de personnes qui ont commencé à se bouger à Brescia, Bologne et dans d'autres réalités territoriales comme Trente, mais ce n'était pas une réalité très organisée à travers l'Italie. La situation de la bataille au Congrès de 1991 vient des élections précédentes à la CGIL de Brescia, où avait été conclu un accord entre Pedò et Panella. Ce dernier deviendra secrétaire général de la CGIL de Brescia malgré le fait qu'il était socialiste et Pedò devait devenir secrétaire à l'élection suivante. Le problème était que, entretemps, les courants internes avaient été dissous donc l'accord était annulé. C'est à cause de cela qu'au congrès de la CGIL de 1991, il y aura cette bataille furibonde entre nous et l'aile modérée pour contrôler la structure CGIL départementale. En 1988, nous avons fait cet accord pour sortir de l'impasse la CGIL de Brescia qui était bloquée sans secrétaire. Le PCI de Brescia, dans toutes ses composantes, était farouchement opposé, ne voulait pas un socialiste à la direction de la Camera del lavoro de Brescia.*

*Au congrès de 1991, la bataille fut très âpre. Dans les autres branches nous n'avions pas beaucoup d'appui. Nous avons des contacts, un peu dans la fonction publique et dans le syndicat des professeurs. Dans la CGIL chimie aussi, nous avons Campovecchi, mais c'était un personnage un peu désorganisé. Il faisait ce qu'il voulait, tu ne savais jamais où il allait »<sup>618</sup>.*

Donc à cause de cette situation locale particulière, le Congrès de la CGIL de 1991 eut lieu dans une atmosphère de règlement de comptes. Il s'agissait d'une bataille au dernier vote pour obtenir le contrôle de la structure CGIL départementale. Au congrès participèrent 36092 salariés représentant 96848 adhérents à la CGIL de Brescia. Le document « Tesi congressuali » obtiendra 12356 voix et 165 délégués contre les 18185 voix et 195 délégués du document

---

<sup>618</sup> Interview de Giuseppe Benedini, responsable de la FIOM-CGIL à l'usine FIAT pendant les années 1990.



« Essere sindacato », qui était majoritaire<sup>619</sup>. Les rapports de forces étaient inversés au niveau national où le document « Tesi congressuali » obtint plus de 70% et le document alternatif 17%. La Camera del lavoro de Brescia fut la seule où le document alternatif obtint la majorité confirmant la CGIL de Brescia comme un foyer d'opposition à la politique de la CGIL nationale.

Le congrès départemental de la CGIL donna lieu à des affrontements très durs, ponctués d'accusations entre les deux factions. Marco Fenaroli, leader local de « Tesi congressuali » et Ottaviano del Turco voyaient dans la victoire d'Essere sindacato à Brescia un repli dangereux vers des positions radicales qui auraient isoleraient la CGIL. Pour Dino Greco, l'un des leaders locaux les plus importants d'Essere sindacato, leur victoire était due au mécontentement envers une majorité nationale de la CGIL<sup>620</sup>.

Gianni Pedò, candidat au poste de secrétaire général de la CGIL de Brescia, continua la réflexion de Dino Greco, en annonçant l'objectif de la nouvelle direction de la CGIL de Brescia, à savoir intensifier, l'opposition contre la direction nationale de la CGIL qui semblait disponible à signer un énième accord destiné à détruire définitivement l'échelle mobile des salaires. Il lança aussi un avertissement clair au secrétaire général Bruno Trentin : si l'objectif de la direction nationale était de normaliser la CGIL de Brescia, ils étaient prêts à mener bataille. C'était aussi un message pour les « trentiniani » locaux. Pour lui, la

---

<sup>619</sup> « Au congrès, composé de 380 délégués, les branches sont représentées de la manière suivante : les métallurgistes avec 21009 adhérents, égale au 21,8% du total des adhérents de la CGIL de Brescia, portent au congrès 83 délégués, desquels 22 pour Trentin et 60 pour Bertinotti. Les chimistes avec 1880 adhérents, égal au 1,87% des adhérents auront 9 délégués, 5 pour Trentin et 4 pour Bertinotti. Les textiles avec 5400 adhérents, 5,6% de la population auront 21 délégués, 9 avec Trentin et 12 avec Bertinotti. La branche de l'agro-industrie avec 2377 adhérents aura 10 délégués, 9 pour Trentin et 1 pour Bertinotti. La branche de la construction avec 5296 adhérents, égale au 5,5% des adhérents de la CGIL de Brescia aura 21 délégués, 7 pour Trentin et 14 pour Bertinotti. La CGIL Commerce avec 2422 adhérents égale au 2,51% des adhérents à la CGIL de Brescia aura 7 délégués pour Trentin et 3 pour Bertinotti. La CGT Transports avec 2121 adhérents aura 6 délégués pour Trentin et 3 pour Bertinotti. La CGIL Banques avec 887 adhérents, avait droit à 8 délégués, desquels 2 seront pour Trentin et 6 pour Bertinotti. La CGIL Fonction publique avec 4881 adhérents, égale au 4,98% des adhérents de la CGIL de Brescia aura 19 délégués, 9 pour Trentin et 10 pour Bertinotti. Le syndicat des écoles avec 2068 adhérents, aura 2 délégués pour Trentin et 6 pour Bertinotti. La CGIL des retraités avec son armée de 42500 adhérents et 137 délégués, aura 73 délégués pour Trentin et 64 pour Bertinotti ». DANESI Silvano, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, Op.cit, quatrième partie, P. 15.

<sup>620</sup> La calda estate della CGIL. I centomila iscritti impegnati in vista del congresso di luglio, *Giornale di Brescia*, jeudi 13 juin 1991.

gestion unitaire de la CGIL à Brescia ne pouvait pas être basée sur l'obéissance à Rome prônée par les minoritaires<sup>621</sup>.

*« Vous ne pouvez pas – déclare Pedò au Congrès, en s'adressant à l'intérieur de son organisation et aux partenaires des autres organisations syndicales – nous demander de traire nos adhérents. Si la condition de l'unité est d'obéir à CISL, UIL ou au national de la CGIL, je vous répons Non »<sup>622</sup>.*

Après le congrès fut convoqué le nouvel exécutif de la CGIL de Brescia et il apparut tout de suite évident que les deux factions n'arriveraient pas à trouver un accord ni programmatique ni sur le nom du prochain secrétaire général. La composante Essere sindacato proposa la candidature de Gianni Pedò et renvoya la décision pour la formation du secrétariat à plus tard, afin de permettre une négociation avec la minorité de « Tesi congressuali ». La décision d'élire tout de suite le secrétaire sans consulter la minorité provoqua la protestation des socialistes et des communistes trentinians. Ils s'abstinrent et quittèrent la salle juste après le vote<sup>623</sup>.

Marco Fenaroli chef de « Tesi congressuali » à Brescia déclara :

*« A notre avis une clarification sur le sens de la marche, sur la méthode de travail et sur le pluralisme concret est nécessaire, donc notre vote sur la proposition sera un vote d'abstention. Nous lui attribuons une signification non pas de jugement sur la personne, mais sur les conditions politiques dans lesquelles a eu lieu l'élection. Notre abstention veut être une forte sollicitation à la clarification, afin de pouvoir*

---

<sup>621</sup> "Come ne uscite?" A Fenaroli l'applauso più lungo, *Bresciaoggi*, 5 juillet 1991.

<sup>622</sup> DANESI Silvano, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, Op.cit, quatrième partie, P. 20.

<sup>623</sup> Divisi dll'unità. Bertinotti candida Pedò segretario, *Bresciaoggi*, samedi 6 juillet 1991.

*créer les conditions pour une recomposition unitaire et pluraliste de la Camera del Lavoro »<sup>624</sup>.*

Suite à une négociation qui dura environ un mois, le 13 octobre, un accord fut conclu sur la formation d'un secrétariat unitaire, élu le 14 octobre. Il était formé par le secrétaire général Gianni Pedò, les représentants d'Essere sindacato Donatella Alberti et Dino Greco et Marco Fenaroli et Ernesto Cadenelli pour la minorité de « Tesi congressuali ». Un véritable pacte fut signé. Ces deux points principaux étaient la volonté de s'engager à construire un parcours de travail unitaire avec CISL et UIL et l'ouverture à la discussion avec l'Association des entrepreneurs de Brescia.

### ***Le congrès de la FIOM de 1991 et la fracture de la gauche syndicale historique***

En même temps devait avoir lieu le XX Congrès de la FIOM nationale. Il s'agissait du congrès de branche le plus important pour la CGIL, vu que la FIOM avait 447000 adhérents. Plus que FIM et UILM réunis. Il se tint du 7 et au 9 octobre 1991 à Chianciano Terme<sup>625</sup>. Dans la FIOM était présente la même division que dans la CGIL. Le secrétaire général Airoidi et son adjoint socialiste Cerfeda présentèrent un document titré « Per il rinnovamento del sindacato » qui avait l'appui de la majorité des membres du comité central. Il y avait aussi un document alternatif intitulé « Essere sindacato dei metalmeccanici » présenté par Giorgio Cremaschi et Paolo Franco, secrétaires nationaux de la FIOM et 17 membres du comité central.

---

<sup>624</sup> DANESI Silvano, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, Op.cit, quatrième partie, P. 22.

<sup>625</sup> Dopo le polemiche sul referendum. FIOM tormentata va al congresso, *Giornale di Brescia*, jeudi 17 février 1991.

Le Congrès fut l'occasion d'un règlement de comptes concernant la signature controversée de la Convention collective de la mécanique-métallurgie. En effet, le document de la majorité portait sur la défense de la signature de l'accord, en expliquant que la volonté de construire des relations industrielles et des rapports avec FIM et UILM moins conflictuels avaient rendu nécessaire cette signature.

Le document de la minorité était un résumé des critiques que Cremaschi et Franco avaient fait à la direction de l'organisation depuis le Congrès de Vérone de 1988. La critique se concentrait sur la Convention collective et sur l'impossibilité pour les salariés et les militants syndicaux d'exprimer leur point de vue. De plus, ils critiquaient l'incapacité de la direction nationale à structurer et donner une direction politique au mouvement de négociation d'usine qui se développait depuis 1987 ; et portaient aussi un jugement négatif sur la politique proposée par Airoldi vis-à-vis de la FIM et de l'UILM, caractérisée par l'acceptation de leurs positions défensives au nom de l'unité syndicale<sup>626</sup>.

Au Congrès de la FIOM dans les entreprises votèrent 228163 salariés sur un total de 447300 adhérents, soit 51% des ayants droit au vote.

Les « Tesi congressuali » de Airoldi et Cerfeda eurent 67%, soit 152911 votants ; « Essere sindacato metalmeccanico » eut 27% soit 61470 votants. Les abstentions furent 5,74%, soit 13095 adhérents. Le document de la minorité gagna dans des structures FIOM locales importantes comme celle de Brescia et de Livorno, mais aussi dans des petites réalités locales du Piémont comme Alessandria, Novara, et Verbania, de la Lombardie comme Legnano, de l'Emilie-Romagne comme Ferrare et de la Toscane comme Pistoia. « Essere sindacato » eut des résultats importants dans d'autres FIOM parmi les plus importantes pour leur poids numérique et politique. A Milan le document de Airoldi eut 46,05% et celui de Cremaschi 42,01% et les abstentions 11,76%. A Turin, Airoldi eut 55,77% et Cremaschi le 42,04%. Globalement, le document de la minorité

---

<sup>626</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 17, étagère AVIII S3, "Congressi 1991-1996", Contributi al 12esimo congresso della Cgil e al 20esimo Congresso della FIOM, *Meta, mensile della FIOM nazionale*, supplemento al Congresso, n.4, 1991.

représenté par Cremaschi et Franco était relativement plus puissant au nord d'Italie où il obtint 30,36% des votes, 3% supérieur à la moyenne nationale<sup>627</sup>.

La seule FIOM locale importante, avec ses 21000 adhérents, ou le document « Essere sindacato » fut gagnant était Brescia avec 73% des votes<sup>628</sup>. Une partie des structures FIOM contestataires décidèrent de rallier le document majoritaire craignant que la présentation d'un document alternatif aurait pu engendrer une fracture profonde dans l'organisation et l'ouverture d'une énième crise interne. Ces dirigeants syndicaux très importants craignaient aussi de soutenir un document très minoritaire et donc se trouver dans un isolement complet après le congrès.

C'est le cas de Claudio Sabattini, leader historique de la gauche syndicale et secrétaire adjoint de la CGIL du Piémont ; de Francesco Garibaldo, secrétaire général de la FIOM de l'Emilie-Romagne, pour ne citer que les deux les plus célèbres. Leur adhésion au document « Tesi congressuali » entraîna le ralliement de la plupart des dirigeants syndicaux et militants de leurs territoires et de tous ceux qui les voyaient comme des points de référence. Il faut constater aussi qu'une partie des dirigeants et militants syndicaux lombards sur des positions critiques avaient décidé de rejoindre le document de Airoldi-Cerfeda en présentant de nombreux amendements ; parmi eux, le plus important était Riccardo Terzi, secrétaire général de la FIOM Lombardie. Ce phénomène sera fort à Milan, Varese, Bergame et Legnano<sup>629</sup>.

Le XX Congrès de Chianciano fut caractérisé par des tensions. Il s'ouvrit avec la décision de Airoldi et de Cerfeda d'accepter la proposition avancée par le secrétariat de la CGIL de renouveler le secrétariat de la FIOM. Pour ce faire, Airoldi et Cerfeda comme Cremaschi et Franco devaient être destinés à d'autres fonctions et le secrétariat de la CGIL proposait la candidature au secrétariat général de la FIOM du secrétaire confédéral CGIL Fausto Vigevani et de Cesare Damiano comme secrétaire adjoint. Cette proposition ne fut pas acceptée par les représentants d' « Essere sindacato » parce qu'ils ne voulaient pas se voir

---

<sup>627</sup> Il XX congresso della FIOM, *Meta. Mensile della FIOM*, n.6-7, juin-juillet 1991, P.37.

<sup>628</sup> Brescia: Vince la minoranza, *Il Manifesto*, samedi 22 juin 1991.

<sup>629</sup> FIOM: Quattro passi nella galassia alternativa, *Meta. Mensile della FIOM*, n.3, Roma, 1991.

imposer un renouvellement de la direction de la FIOM proposé par la Confédération qui impliquait aussi ses représentants dans le secrétariat.

La fin du Congrès fut caractérisée par l'élection du nouveau comité central sur des listes opposées. La majorité obtint 119 sièges contre 47 à la minorité<sup>630</sup>.

Le 10 octobre le nouveau comité central élit le socialiste Fausto Vigevani secrétaire général de la FIOM nationale. Il s'agissait d'un changement de taille pour l'organisation, vu l'ancienne division du pouvoir interne qui donnait toujours la place du secrétariat général à un membre du courant communiste. De plus, au comité central du 3 février, fut élu un secrétariat formé seulement par les membres du document majoritaire à cause de l'impossibilité avérée de trouver un accord politique entre les deux tendances<sup>631</sup>.

Giuseppe Benedini, membre du comité central de la FIOM nationale en représentante de la FIOM de Brescia décrit ainsi la situation de la FIOM entre la fin des années 1980 et les années 1990 :

*« Après la gestion de Airoldi – Cerfeda de la FIOM nationale, sera proposé le tandem Vigevani (il était socialiste) et Damiano. Les deux continuèrent à proposer des choses semblables à la codétermination avancée par Airoldi, le secrétaire précédent. Nous à Brescia, nous voulions l'affrontement avec les patrons, nous ne voulions rien faire avec eux. Le problème était que nous étions un peu isolés aussi dans la FIOM nationale. Il y avait la Camera del lavoro de Bologne, de Modène et de Reggio d'Emilie qui étaient sur nos positions comme la quasi-totalité de l'organisation de l'Emilie-Romagne. Après il y avait quelqu'un en Toscane avec Piombino et aussi en Campanie avec Bassolini et Ciccio Ferrara. Le Piémont a été toujours hybride, il y avait Airaudo qui une fois était avec nous et une fois contre. Le Piémont était la « maison » de Cesare Damiano, qui était secrétaire régional de la FIOM et après deviendra l'adjoint du secrétaire Vigevani en 1991.*

---

<sup>630</sup> FIOM per la prima volta a liste contrapposte, *Giornale di Brescia*, 10 octobre 1991.

<sup>631</sup> FIOM: Eletta una segreteria di maggioranza, *Meta. Mensile della FIOM nazionale*, mars 1991.

*La Camera del lavoro di Torino était une réalité difficile à comprendre. Il y avait des personnages qui faisaient des batailles politiques de gauche, mais dans les moments importants étaient toujours hésitants. En Vénétie la FIOM n'avait jamais été très efficace. Il y avait des réalités comme Porto Marghera qui exprimaient quelque cadre intéressant, mais globalement rien d'important »<sup>632</sup>.*

### ***Le Congrès de la FIOM de Brescia***

La particularité du congrès de la FIOM de Brescia était la présence d'une partie des dirigeants syndicaux parmi les promoteurs du document « Essere sindacato » qui avaient rejoint le PDS. Au niveau national, la quasi-totalité des syndicalistes qui avaient adhéré au PDS avaient choisi ensuite le document « Tesi sindacali », même s'ils étaient sur des positions plus critiques envers la politique de Bruno Trentin et d'Angelo Airoidi. En effet, parmi les membres du secrétariat sortant de la FIOM, les socialistes, Livio Melgari et Eros Tiberti, étaient sur les positions de Airoidi et Trentin et Maurizio Zipponi, le secrétaire général, Osvaldo Squassina et Adriano Taglietti, un proche et l'autre adhérent du PDS avaient rejoint le document « Essere sindacato dei metalmeccanici »<sup>633</sup>. Cette anomalie n'était pas réservée qu'à la FIOM locale mais aussi à d'autres branches. En effet, parmi les dirigeants syndicaux de la gauche du PCI qui avaient décidé d'adhérer à un parti politique, la plupart avait décidé de rejoindre le PDS né des cendres du PCI et de ne pas aller dans le Parti de la refondation communiste, qui était vu comme une organisation destinée à rester minoritaire, et aussi pour ne pas se couper des 60-70% des militants de l'ancien parti communiste qui avaient rejoint le PDS. Ces dirigeants avaient décidé de suivre Pietro Ingrao, le leader national le

---

<sup>632</sup> Interview de Giuseppe Benedini, responsable de la FIOM-CGIL à l'usine FIAT pendant les années 1990.

<sup>633</sup> Nella FIOM, Zipponi con Cremaschi. Bertinotti sfonda tra i quadri della CGIL di Brescia, *Bresciaoggi*, 27 mars 1991.

plus important de la gauche du PCI, dans sa volonté de faire opposition de l'intérieur au nouveau parti social-démocrate PDS. Ce fut le cas par exemple du secrétaire des textiles Dino Greco, du secrétaire de la CGIL de Brescia Gianni Pedò et plusieurs cadres de la CGIL fonction publique et celle des retraités.

Seule une partie minoritaire des syndicalistes CGIL autrefois membres de la gauche du PCI adhéra au PRC pour reconstruire un parti communiste avec les anciens membres de Democrazia Proletaria. Les plus importants étaient Giorgio Leali, Président de l'INPS, Livio Soppa, secrétaire des Bancaires CGIL, Dino Bozzi, membre du secrétariat de la CGIL retraités et Ermanno Borghesi, secrétaire de la CGIL Bâtiment<sup>634</sup>.

### ***La CGIL de Brescia et les accords sur le coût du travail de 1992-1993***

Depuis le nouvel avant-poste du secrétariat de la CGIL de Brescia, la gauche syndicale locale se préparait à l'affrontement imminent pour défendre l'échelle mobile des salaires.

Le 29 juillet 1992, le directif national de la CGIL<sup>635</sup> se termina avec la constatation qu'il n'y avait plus les conditions politiques pour arriver à un accord avec le gouvernement Amato et Confindustria sur le coût du travail.

Après deux jours, sous la menace de la chute du Gouvernement Amato, le secrétaire général Bruno Trentin signa l'accord. Il prévoyait la fin de l'échelle

---

<sup>634</sup> Tra Panella e Pedò c'è un voto segreto. Verso una conta senza mediazioni, *Bresciaoggi*, 12 avril 1991.

<sup>635</sup> Le directif national de la CGIL était formé pour 30% de "Occhettiani" (Angelo Airoidi), 30% de socialistes ( Ottaviano Del Turco, Giuliano Cazzola, Anna Carli, Guglielmo Epifani), 15% de Miglioristi du PDS (Sergio Cofferati, Francesca Santoro), 4% de Bassoliniani du PDS (Alfiero Grandi et Paolo Lucchesi), 1% de la ex-troisième composante (Antonio Letteri et Fiorella Farinelli) et de 20% de la gauche syndicale (Fausto Bertinotti, Giorgio Cremaschi). La lunga notte che spaccò la CGIL, *L'Unità*, dimanche 2 août 1992.



mobile des salaires, le blocus de la négociation d'entreprise jusqu'à la fin de 1993 et un programme de réduction de l'inflation pour la période 1993-1995<sup>636</sup>.

Trentin réunit d'urgence le secrétariat de la CGIL au Palais Chigi, siège de la présidence du Conseil des ministres italien, pour prendre la décision. Ottaviano del Turco, Sergio Cofferati et Francesca Santoro votèrent pour signer l'accord et Fausto Bertinotti, Paolo Lucchesi et Alfiero Grandi votèrent contre. Vu la situation d'égalité le vote de Trentin fut déterminant pour choisir la signature de l'accord<sup>637</sup>.

Trentin fit suivre la signature de ses démissions vu qu'il n'avait pas le mandat du directif CGIL pour signer. Cela ouvrit une crise profonde dans la direction nationale de la CGIL et qui relança pour la énième fois le débat sur le rapport entre sommet syndical et base militante<sup>638</sup>. C'est seulement le 4 septembre lors du premier exécutif de la CGIL après la signature de l'accord, que Bruno Trentin fut confirmé au secrétariat général de la CGIL, sans la participation des minorités au vote.<sup>639</sup>

L'échelle mobile était encore une fois au centre d'une négociation nationale. Depuis mai 1992, les entrepreneurs refusaient de payer cette indemnisation parce que, pour eux, l'accord du 10 décembre 1991 comportait la fin de l'échelle mobile des salaires à partir du 31 décembre 1991. Pour la CGIL, il s'agissait d'un protocole d'intention, base d'une vraie négociation à venir. La CGIL nationale, pour faire valoir son point de vue soutint une cause légale de 9 salariés de l'ENEL de Bologne qui demandaient au préteur du travail le paiement de l'échelle mobile, mais en juillet, la demande fut rejetée<sup>640</sup>.

---

<sup>636</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 309, étagère AIX S8, « Vari fabbriche », Appunti per la relazione all'assemblea dei delegati dell'11 settembre 1992.

<sup>637</sup> MASCINI Massimo, RICCI Maurizio, *Il lungo autunno freddo. Padiografia delle nuove relazioni industriali*, Francoangeli, Milano, 2008, P.115.

<sup>638</sup> Bruno Ugolini, E Trentin dice: "Me ne vado", *L'Unità*, dimanche 2 août 1992.

<sup>639</sup> Confermato Bruno Trentin, *Giornale di Brescia*, samedi 5 septembre 1992.

<sup>640</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 309, étagère AIX S8, « Vari fabbriche », Lettera del Presidente Gianfranco Nocivelli dell'Associazione industriale di Brescia agli associati, 15 avril 1992, Brescia.

## ***L'action en justice des salariés de l'usine Palazzoli***

La FIOM de Brescia joua un rôle déterminant dans cette bataille légale. En effet, Maurizio Zipponi secrétaire de la FIOM, Martino Amadio, secrétaire de la UILM et Lorenzo Torri, secrétaire de la FIM du Lac de Garde, envoyèrent 600 lettres aux associations des entrepreneurs et aux mêmes directions d'entreprise pour demander le paiement de l'échelle mobile. Armando Scotuzzi, secrétaire de la FIM de Brescia refusa de signer cette pétition. Une fois constatée la fermeture totale de l'Association des entrepreneurs, la FIOM décida d'appuyer une démarche légale<sup>641</sup>.

Le 19 mai, des salariés de l'usine Palazzoli, appuyés par la FIOM locale, présentèrent au tribunal d'instance un recours pour demander le paiement. Cette poursuite judiciaire fut d'autant plus importante qu'elle se termina par la victoire des salariés. Le 18 juillet le juge du travail de Brescia ratifia le droit des salariés de cette entreprise de recevoir l'indemnité de l'échelle mobile jusqu'à la signature d'un accord accepté par Syndicats et Confindustria sur le sujet<sup>642</sup>. Tout de suite après le jugement, la FIOM lança le mot d'ordre aux délégués de toutes les entreprises de demander le paiement de cette indemnité. L'Association des entrepreneurs de Brescia rejeta cette interprétation et déclara que le jugement était valable seulement pour l'entreprise Palazzoli, mais une semaine après aussi le juge de Viterbo imposa à l'entreprise Ceramica La Primula de Civita Castellana le paiement de l'échelle mobile. La situation qui semblait favorable à la stratégie mise en place par la FIOM de Brescia s'avera impraticable dans l'espace de quelques jours.

---

<sup>641</sup> Il sindacato scende in campo per la scala mobile di maggio, *Giornale di Brescia*, 14 avril 1992.

<sup>642</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 322, étagère AIX S11, "Vertenze fabbriche", Comunicato degli avvocati che hanno assistito i lavoratori della Palazzoli S.p.a. di Brescia nella causa relativa al pagamento dell'indennità di contingenza, 18 juillet 1992, Brescia et Sentenza della Pretura circondariale di Brescia sul pagamento scatto di contingenza del maggio 1992 e successivi.

## ***L'accord inter confédéral du 31 juillet 1992***

L'accord du 31 juillet 1992 sur le coût du travail ouvrit une autre polémique entre l'Association des entrepreneurs et la FIOM de Brescia. En effet, si la première pensait que la signature de l'accord annulait le jugement et donc l'obligation de payer l'échelle mobile, la FIOM de Brescia refusait d'accepter la signature de cet accord en demandant à la CGIL nationale de retirer la signature et donc continuait à réclamer le paiement de l'échelle mobile pendant les mois d'août et septembre.

Dans les jours suivants la démission de Trentin du secrétariat général de la CGIL, il y eut une mobilisation interne à l'organisation pour s'opposer à l'accord qui avait franchi les rangs de l'opposition d'Essere sindacato pour arriver même au cœur de la majorité trentiniane<sup>643</sup>.

Encore une fois le département de Brescia était un des centres les plus importants de dissidence.

La résistance de la FIOM de Brescia était axée sur deux points principaux qui deviendront les requêtes de tous ceux qui s'opposaient à l'accord : l'exigence d'un large débat et d'une consultation de tous les salariés sur l'accord signé et le refus d'accepter le blocus de la négociation d'usine établi dans l'accord. Le secrétaire de la FIOM de Brescia Maurizio Zipponi déclara : « *La négociation d'usine on ne l'arrête même pas avec l'intervention des Carabinieri* »<sup>644</sup>. Pour la FIOM de Brescia, bloquer les négociations d'usine en cours dans des dizaines

---

<sup>643</sup> Pioggia di "No" dalla periferia. Ma Del Turco insiste: "Abbiamo salvato i primi posti di lavoro", *Il Messaggero*, mardi 4 août 1992.

<sup>644</sup> Zipponi : « Via quella firma. La contrattazione non si ferma nemmeno con i carabinieri », *Bresciaoggi*, mercredi 26 août 1992.

d'entreprises pour respecter un accord national aurait été une véritable trahison envers les militants syndicaux et les salariés.

Au fil des jours, la contestation et la requête de consulter les salariés s'accroît dans les rangs de la CGIL. D'abord grâce à la prise de position des structures territoriales de la CGIL de Lombardie, Piémont et Emilie-Romagne qui pourtant, au congrès de la CGIL, avaient soutenu le document de la majorité<sup>645</sup>. Au niveau politique aussi, Achille Occhetto, secrétaire du PDS, parti majoritaire à gauche avait pris position contre l'accord et cela avait eu des répercussions dans la majorité en CGIL où les membres du PDS avaient un rôle important.

Le 9 septembre 1992, le directif de la CGIL de Brescia vota un document de médiation entre majorité et minorité. Le document exprimait un jugement très négatif concernant l'accord, mais sans pour autant demander le retrait de la signature confédérale. Cela permit l'adoption du document à la quasi-unanimité, avec 63 favorables, 3 contraires et 8 abstentions<sup>646</sup>.

Même si le document n'évoque pas la question d'un referendum dans les entreprises sur l'accord, celui-là démontre encore une fois la volonté de la direction de la CGIL de Brescia d'engager un rude combat. En effet, dans les paragraphes successifs est demandé à la CGIL nationale d'ouvrir rapidement un large débat dans l'organisation. La CGIL de Brescia confirma sa volonté de continuer la négociation en désobéissant au blocus de la négociation imposé au niveau national. A Brescia, entre juillet 1992 et juin 1994 furent signés 167 accords d'entreprise furent signés, intéressant 20000 salariés<sup>647</sup>.

A cause de cela, le 30 octobre 1992, 200 entrepreneurs de l'Associazione industriale bresciana organisèrent une marche contre les syndicats de Brescia, en particulier de la CGIL et de la FIOM qui, loin de respecter l'accord du 31 juillet 1992, intensifiaient au contraire, la mobilisation interne dans les entreprises. La nouvelle prit une ampleur nationale après que *Il sole 24 ore*, journal de la Confindustria nationale dédia sa une à cet événement dans le but d'attaquer la

---

<sup>645</sup> TORREALTA Maurizio, "Quell'accordo è indifendibile". Proteste dalla FIOM dell'Emilia, *Il Manifesto*, 14 août 1992.

<sup>646</sup> ROCCHI Nicola, La FIOM di Brescia. Le lotte, il dibattito, i progetti dal 1988 al 1996, *Fiom-Cgil Brescia* 1996, P.87.

<sup>647</sup> *Ibid*, P. 89.

CGIL de Brescia considérée idéologique, révolutionnaire et même hors-la-loi à cause de ses méthodes de lutte<sup>648</sup>.

Le Gouvernement Amato, né après les élections du 5 avril 1992, avait l'objectif de réduire le déficit du budget public. En septembre 1992, il proposa une maxi économie de 93000 milliards qui prévoyait l'augmentation de l'âge de la retraite à 65 ans pour les hommes et à 60 pour les femmes, le gel de la réévaluation des retraites et de l'embauche des fonctionnaires et des coupes budgétaires pour les hôpitaux et l'augmentation du coût des prestations sanitaires pour les citoyens<sup>649</sup>.

En réaction, les confédérations syndicales décidèrent d'organiser une mobilisation unitaire le 22 et 23 septembre pour demander des modifications du maxi décret du Gouvernement Amato. La mobilisation au niveau national fut imposante. A Brescia eut lieu la manifestation la plus grande depuis la fin des années 1970 avec la présence de 30000 salariés<sup>650</sup>. Cette mobilisation fut caractérisée aussi par une rude et parfois violente contestation des dirigeants syndicaux qui intervenaient lors des meetings syndicaux. Le 22 septembre Bruno Trentin intervint à une manifestation syndicale à Florence. Il fut d'abord agressé physiquement par un ancien adhérent de la CGIL et puis, il fut la cible de jets de tomates, de boulons et de monnaies par la foule<sup>651</sup>. Des contestations importantes eurent lieu dans plusieurs villes italiennes, notamment dans les principales. Elles furent particulièrement grandes à Milan, Rome et Turin où Sergio Cofferati fut contesté et la foule chargée par la police pour protéger les syndicalistes. Cette courte période sera appelée « Stagione dei bulloni ». Cela fait référence au très fréquent jet des boulons des ouvriers contestataires contre les dirigeants syndicaux pendant les manifestations<sup>652</sup>.

Après cette mobilisation, « Essere sindacato » demanda à CGIL, CISL et UIL la poursuite de la mobilisation pour arriver à l'organisation d'une grève générale. Le secrétaire général de la CGIL de Brescia Gianni Pedò invita aussi la CISL et la

---

<sup>648</sup> La marcia silenziosa degli industriali, *Giornale di Brescia*, vendredi 30 octobre 1992.

<sup>649</sup> MAMMARELLA, Giuseppe, *L'Italia contemporanea 1943-2007*, Il Mulino, Bologna, 2008, P. 525.

<sup>650</sup> Sciopero, trentamila in piazza, *Giornale di Brescia*, jeudi 24 septembre 1992.

<sup>651</sup> A Firenze aggredito Trentin, *Giornale di Brescia*, 23 septembre 1992.

<sup>652</sup> Anche a Torino fischi contro il sindacato, *Giornale di Brescia*, samedi 26 septembre 1992.

UIL de Brescia à demander l'organisation d'une grève générale nationale à leurs confédérations syndicales nationales respectives.

Le refus de la part des Confédérations syndicales nationales de mettre en place un plan de mobilisation fit monter le niveau des critiques et des mobilisations dans beaucoup d'entreprises. Cela mena à la naissance d'un nouveau mouvement des conseils d'usine autoconvoqués suite à deux événements déclencheurs.

Le 1 octobre le Conseil d'usine du journal « Corriere della sera » publia dans le quotidien même un appel qui invitait les délégués de toute l'Italie à discuter une plateforme sur quatre points : défense de l'Etat providence, maintien de la retraite après 35 ans de travail, rétablissement de l'échelle mobile des salaires et liberté de négociation d'usine. L'objectif était de proposer une réflexion et une assemblée pour relancer une initiative autonome des conseils d'usine et des salariés mécontents qui risquaient d'abandonner le syndicat en signe de protestation ou pour manque de perspectives. A cet appel répondirent tout de suite les conseils d'usine de la Pirelli, Cgt, Zanussi de Solaro, Siemens de Cologno Monzese, Maserati, Hewlett Packard, Manitoba, Exportex, Baruffaldi, Alcatel, Aeg, Agfa et Usl 57<sup>653</sup>.

Le 5 octobre 1992 fut présenté un autre appel public signé par 22 délégués de certaines grandes usines italiennes. Parmi eux figuraient 5 délégués syndicaux de Brescia : Zocca, Guarnieri, Benedini, Pedersoli et Saleri. Encore une fois, plutôt que la question de l'échelle mobile des salaires, la question de la démocratie syndicale était centrale dans la réflexion de ces militants, notamment le rôle des conseils d'usine et des délégués qui devaient reconquérir leur pouvoir de négociation en agissant sous mandat des salariés.

Ces appels trouvèrent un grand écho et le 20 octobre une assemblée des conseils d'usine autoconvoqués fut organisée à Milan en présence de 600 délégués. L'assemblée décida que la bataille contre l'accord sur le coût du travail et contre les coupes budgétaires du gouvernement Amato devait se poursuivre

---

<sup>653</sup> Dossier: Consigli in movimento, Tutto cominciò al Corriere della sera, *Meta. Mensile della FIOM nazionale*, n.11, novembre 1992, P.25-30.

avec un plan de lutte au niveau territorial et de branche et dans la perspective d'une grande manifestation nationale à Rome.

La décision des conseils d'usine de construire un mouvement de lutte en partant des réalités locales et de branche fut confirmée le 21 octobre après que la direction nationale de la CGIL ait fermé la porte d'une mobilisation nationale. La confédération déclara que la lutte contre les contre-réformes économiques du gouvernement Amato et pour l'amélioration de l'accord du juillet 1992 devait se poursuivre sans organiser de grèves, mais aux tables de négociation avec le gouvernement pour conserver une attitude proactive<sup>654</sup>.

Le 24 octobre, une nouvelle assemblée de 160 conseils d'usine réunie à Milan proposa une grève le jeudi 29 octobre avec manifestation à Milan, à laquelle participèrent 40000 personnes.

Le 2 novembre une autre assemblée se tint à Milan autour du slogan « Syndicat : tourne la page » et en présence de plus de 500 délégués principalement des moyennes et grandes usines du nord d'Italie. L'assemblée dénonça l'attitude de CGIL, CISL et UIL.

L'objectif de l'assemblée était surtout de construire un projet élaboré par les acteurs du syndicalisme dans les entreprises pour changer les 3 confédérations. Un document intitulé « Sindacato : Voltare pagina » et à la rédaction duquel les militants de Brescia prirent part, formula des propositions concrètes en matière de démocratie syndicale. Il faut constater le rôle central que jouèrent la CGIL et la FIOM de Brescia dans la rédaction de ce document vu leur expérience décennale. Le document était axé sur 7 points principaux :

1. La présentation d'une charte constituante et d'un nouveau statut pour élaborer des nouveaux droits démocratiques capables de garantir les prérogatives des délégués et des salariés envers les structures syndicales supérieures.

---

<sup>654</sup> Il "no" dei sindacati: scioperi articolati, per ora, *Il manifesto*, 18 octobre 1992.

2. La réduction du nombre des permanents en encourageant le militantisme et le bénévolat.

3. La décentralisation des pouvoirs et des ressources économiques envers les Camere de lavoro et des branches dans les départements, mais aussi une décentralisation des pouvoirs des Coordinations des grands groupes industriels du centre national aux structures syndicales périphériques.

4. La présence majoritaire des salariés en production dans tous les niveaux de direction des syndicats confédéraux.

5. Le dépassement de la division en courant et la formation de majorités différentes selon le thème sans cristalliser le débat.

6. Les pouvoirs de coordination syndicale des grands groupes industriels doivent être déplacés des centres nationaux aux structures périphériques.

7. L'abolition de l'article 19 du Statut des travailleurs qui confie aux syndicats confédéraux le monopole de la représentation générale des salariés, pour arriver à des élections libres et proportionnelles avec aussi la participation des petites organisations syndicales<sup>655</sup>.

La mobilisation se poursuit et ne s'affaiblit pas. Elle fut tellement forte que mêmes certaines structures nationales de la CGIL commencèrent à prendre position sous la pression des conseils d'usine. L'assemblée nationale des délégués FIOM à la mi-novembre, malgré la prudence de son secrétaire général Fausto Vigevani, approuva à la quasi-unanimité un document où était explicitée la nécessité d'organiser rapidement une grève et une manifestation nationale des métallurgistes.

Depuis l'élection de Fausto Vigevani au secrétariat général, la FIOM n'avait pas joué un rôle déterminant dans le débat interne à la CGIL et au mouvement syndical général pendant la mobilisation contre l'accord du 31 juillet 1992 ou contre les coupes budgétaires du Gouvernement de Giuliano Amato. Elle avait suivi les positions du secrétaire général Bruno Trentin. Au point de devenir un

---

<sup>655</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 238, étagère AVIII D16, "Consigli di fabbrica", Sindacato: Voltare pagina. Incontro nazionale dei delegati sindacali, Milano, 2 novembre 1992.



acteur secondaire lors du grand affrontement entre les conseils d'usine autoconvoqués, certaines FIOM locales et la direction nationale de la CGIL. L'assemblée nationale des délégués FIOM témoignait de la crise profonde de direction politique que traversait l'organisation et qui devait conduire les 10-11 octobre 1995 à l'élection de Claudio Sabattini au secrétariat national de l'organisation pendant l'assemblée nationale des délégués FIOM de Maratea dans le département de Potenza<sup>656</sup>.

Le 27 novembre, 316 conseils d'usine réunis à Milan décidèrent d'organiser une semaine de mobilisation entre le 11 et 17 décembre. En même temps fut lancée la proposition d'un referendum pour l'abolition partielle de l'article 19 du statut des travailleurs qui accordait le monopole de la représentation syndicale aux 3 confédérations. Le 18 décembre, la demande de referendum fut déposée à la Cour de cassation. La collecte des signatures devint un pilier de la mobilisation des conseils d'usine pendant la première partie de l'année 1993<sup>657</sup>.

Le 27 février 1993 eut lieu la manifestation des métallurgistes promue par les conseils d'usine contre le Gouvernement Amato, avec l'adhésion aussi de la plupart des organisations politiques de gauche comme le Parti Démocratique de gauche et le Parti de la Refondation communiste, les Verts et la Rete de Leoluca Orlando. La manifestation fut très suivie avec la présence de 300000 personnes selon la FIOM nationale.

Entretemps, la collecte de signatures pour le referendum sur laquelle se concentrèrent les conseils d'usine pendant le printemps 1993 aux dépens de la mobilisation continua. En juillet furent consignées 700000 signatures à la Cours de Cassation, à Brescia 43000 personnes avaient signé pour ce referendum sur la démocratie dans les lieux de travail.

---

<sup>656</sup> Relazione di Claudio Sabattini Per un sindacato democratico e indipendente all'Assemblea nazionale della Fiom-Cgil, Maratea 10-11 ottobre 1995, in Per un sindacato democratico e indipendente, Fondazione Claudio Sabattini, Bologna, 1998.

<sup>657</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia - Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 238, étagère AVIII D16, "Consigli di fabbrica", Il coordinamento dei consigli unitari CGIL, CISL-UIL lancia un appello per una settimana di mobilitazione dall'11 al 17 dicembre, décembre 1992.

## ***L'accord inter confédéral du 23 juillet 1993***

Le 23 juillet 1993, syndicats et Confindustria signèrent un nouvel accord sur le coût du travail qui modifiait en partie l'accord de l'année précédente. S'il maintenait la compatibilité des augmentations salariales avec les objectifs de lutte contre l'inflation, il ouvrait la possibilité de négociations d'entreprise. Les syndicats obtinrent aussi la promesse que, à chaque renouvellement des conventions collectives un point de la négociation serait dédié à la réévaluation du salaire selon l'inflation à titre d'indemnisation de la suppression de l'échelle mobile intervenue en 1992. Mais comme le démontre déjà le cycle de renouvellement des conventions collectives de 1994, ce point ne sera jamais discuté et rempli des contenus. De plus, dans l'accord était institué le travail intérimaire pour le secteur industriel et des services et les contrats de premières embauches prolongés jusqu'à 32 ans.

Dans l'accord était aussi reconnue une nouvelle forme de représentation des salariés, les RSU, Représentations syndicales unitaires, qui se substituèrent définitivement aux conseils d'usine. En mars 1991 CGIL, CISL et UIL, avaient signé un accord pour la constitution des RSU avec des pouvoirs de négociation. Tous les syndicats pouvaient se présenter aux élections à condition de collecter la signature de 5% des inscrits. 67% des sièges était attribués selon les résultats et le 33% restant étaient divisés paritairement entre les trois syndicats confédéraux, dont les candidats étaient choisis par les directions départementales. L'accord établissait encore le principe d'une consultation des salariés sur les plateformes syndicales et les accords. La FIOM de Brescia exprima tout de suite son désaccord concernant deux points. D'abord, elle condamnait le fait que 33% des sièges soient attribués aux 3 confédérations syndicales indépendamment du vote des salariés. Elle critiquait ensuite l'absence de règle explicite sur les modalités de consultation référendaire des salariés contraignante pour les organisations syndicales sur les plateformes et les accords syndicaux.

La CGIL, la CISL et l'UIL organisèrent des assemblées dans toutes les entreprises en vue de consulter 20 millions de salariés sur le contenu de l'accord avant de le signer<sup>658</sup>.

La CGIL de Brescia refusa d'adhérer à la consultation unitaire, car il avait été décidé de présenter dans les assemblées seulement le document politique approuvé par CGIL, CISL et UIL nationales où était demandé aux salariés d'approuver l'accord et avait été formellement interdit aux permanents syndicaux d'exposer les argumentations contraires<sup>659</sup>.

Le 12 juillet 1993 l'assemblée nationale des délégués autoconvoqués qui eut lieu à Brescia exprima son avis en ces termes :

*« Cela c'est produit à cause de la défiance qu'il y avait contre le syndicat qui consulte les salariés après deux ans de négociation et seulement à la fin d'un parcours où il ne reste aux salariés qu'à prendre ou à laisser. En outre, dans le pays, les moyens de communication et les bureaucraties ont créé un climat pour obtenir un résultat plébiscitaire à la consultation. Selon eux, l'accord était nécessaire pour sauver l'économie du pays et nous permettre de rentrer en Europe. Une musique que nos oreilles ont entendu aussi après l'accord du 31 août, pour découvrir après que l'économie n'était pas améliorée. La conscience des salariés que leur jugement n'influencera pas beaucoup les décisions du syndicat a créé la résignation parmi les travailleurs et cela est pire que les explosions de rage »<sup>660</sup>.*

Lors du vote, auquel participèrent seulement 1327290 salariés : les « oui » obtinrent 67,05%, les « non » 26,98% et les abstentions 5,98%. Dans plusieurs grandes entreprises syndicalisées des secteurs industriels l'opposition l'emporta,

---

<sup>658</sup> Costo del lavoro, tocca alle fabbriche, *Giornale di Brescia*, mardi 6 juillet 1993.

<sup>659</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 238, étagère AVIII D16, "Consigli di fabbrica", Documento conclusivo del direttivo della CGIL territoriale di Brescia del 8 juillet 1993.

<sup>660</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 238, étagère AVIII D16, "Consigli di fabbrica", Assemblea nazionale delegati e delegate FIOM "Voltare pagina", Brescia, 12 juillet 1993.

surtout dans les régions du centre nord d'Italie. A Brescia, 42000 salariés votèrent ; 48,6% contre, soit 20210 votes et 45,4% pour, soit à 17410 votes<sup>661</sup>.

Les conseils d'usine autoconvoqués contestèrent la méthodologie de la consultation. En effet elle avait été organisée dans l'espace d'une semaine pour vingt millions de salariés, sans prévoir ni assemblées préliminaires ni l'envoi de documents contradictoires aux votants. Ils accusèrent les directions de CGIL, CISL et UIL de vouloir organiser un vote plébiscitaire sans aucune vraie discussion avec les salariés et sans se soucier de faire participer le plus grand nombre. Selon eux, le nombre très faible de participants démontre la volonté des directions confédérales d'organiser une consultation avec un nombre très restreint d'assemblées dans les entreprises pour éviter l'ouverture d'un large débat dans les lieux de travail. Il faut constater aussi que le vote avait lieu aux marges des assemblées d'entreprises et non avec l'ouverture de bureaux de vote, donc forcément il impliquait une partie très minoritaire des salariés.

Le nouvel accord, malgré les avancements, sera critiqué aussi sur le fond par les conseils d'usine autoconvoqués et la FIOM de Brescia qui décidèrent d'organiser une manifestation nationale pour le 25 septembre et le 23 juillet 1993 à laquelle participèrent 100000 travailleurs. La participation était en nette baisse à cause de la fracturation interne au mouvement des conseils d'usine. Une partie était dorénavant moins convaincue de la perspective de continuer la mobilisation après la signature et la votation d'un accord où avaient été amendés une partie des points considérés comme les plus négatifs. Il s'agira de la dernière grande manifestation organisée par le nouveau mouvement des conseils d'usine autoconvoqués.

La bataille continua avec la campagne référendaire. Le 12 janvier 1994, la cour de Cassation déclara admissible le referendum sur la représentation syndicale. Le 11 juin 1995, le referendum fut approuvé par les citoyens italiens.

La signature de l'accord du 23 juillet 1993 avec son approbation par les salariés affaiblit la mobilisation des conseils d'usine qui depuis l'automne 1993

---

<sup>661</sup> Costo del lavoro: Brescia bocchia l'accordo, *Giornale di Brescia*, vendredi 23 juillet 1993.

avaient commencé à se concentrer plutôt sur la campagne référendaire et en 1994 à répondre aux attaques du nouveau Gouvernement Berlusconi.

### ***La réforme de la CGIL et de la FIOM de Brescia pendant la première moitié des années 1990***

La FIOM de Brescia chercha à mettre en place des changements dans sa propre structure en guise d'expérimentation de nouvelles formes de rapport entre la structure départementale et les structures d'usine, mais aussi pour encourager la participation de couches toujours plus larges de travailleurs.

Le point le plus important et le plus réussi de cette expérimentation fut la tentative d'assouplir les rapports hiérarchiques. En septembre 1993, la FIOM de Brescia abolit le rôle de décision politique et de pouvoir exécutif du secrétariat départemental, en constituant officiellement un organisme de direction collégiale composé par le secrétariat, les coordinateurs des zones syndicales, et certains délégués d'usine. Ces derniers étaient choisis parmi les plus représentatifs des usines plus importantes de chaque zone syndicale (Brescia, Bassa bresciana, Palazzolo, Lago di Garda, Valtrompia, sidérurgistes). A ces délégués il fallait ajouter un représentant de l'usine FIAT, en raison de son importance. Cette décision sera prise aussi pour avancer dans l'objectif de décentrer les pouvoirs et les ressources économiques.

Il y eut aussi des changements destinés à rapprocher le secrétariat départemental des militants d'usine. Les membres du secrétariat de la FIOM de Brescia commencèrent à suivre directement les usines, alors qu'auparavant c'étaient seulement les permanents qui animaient les assemblées syndicales dans les entreprises.

Par la suite, il sera décidé que les membres du directif de la FIOM de Brescia devaient être élus au niveau des assemblées organisées dans les 6 zones syndicales dans lesquels était divisé le département de Brescia. La FIOM voulait élargir la votation à tous les adhérents de la FIOM qui auraient voulu participer. Le dernier objectif du secrétaire départemental Maurizio Zipponi était de changer la méthode de choix des permanents qui suivaient les zones syndicales, en donnant le pouvoir de les choisir aux adhérents des zones syndicales<sup>662</sup>.

Depuis la seconde moitié des années 1980, la FIOM de Brescia avait surtout misé sur la formation des jeunes délégués d'usine. Pour cette formation avaient été engagées des forces et des ressources financières très importantes. La formation devint un objectif prioritaire parce que ses dirigeants étaient convaincus de la nécessité d'avoir des délégués préparés sur les thèmes syndicaux et politiques, donc capables aussi de comprendre et le cas échéant de contester les décisions, même celles de leur direction départementale. Selon eux c'était la base pour pouvoir mettre en place un vaste programme de décentralisation des pouvoirs.

Ensuite, un plan de travail spécifique fut mis en place. La formation de base consistait en un cours de six jours divisé en deux. La première partie était basée sur un entraînement syndical notamment sur les lois du travail, les conventions collectives et tout le statut des travailleurs. L'idée était de donner aux délégués des instruments pour intervenir dans le quotidien sur la question salariale, les fiches de paie et les conditions de travail. La deuxième partie était basée sur l'histoire et l'identité du syndicat. Le cours commençait avec une rapide explication de l'histoire syndicale entre 1940 et 1980. Ensuite était abordée d'une façon approfondie l'histoire syndicale plus récente, avec un focus sur les restructurations industrielles des années 1980 et sur l'évolution du système industriel du département.

Dans le but d'analyser en particulier les évolutions technologiques récentes, la FIOM locale avait créé en 1984, sous l'impulsion déterminante de son secrétaire général Giorgio Cremaschi, « L'Osservatorio della FIOM bresciana ».

---

<sup>662</sup> FIOM: "Il potere agli operai". Sette capi storici della base alla guida del sindacato, *Giornale di Brescia*, samedi 3 juillet 1993.

L'objectif était produire de textes indépendants d'analyse économique et des nouveautés technologiques avec la collaboration d'économistes, d'experts des relations industrielles et des syndicalistes. L'objectif de cet observatoire était de produire de documents d'analyse, organiser des colloques et participer activement à l'organisation des nombreuses formations syndicales. C'était le seul cas en Italie d'une structure territoriale de la FIOM capable de créer un centre d'étude et de formation au niveau local.

Une fois gagné le congrès de la CGIL de Brescia en 1991, la nouvelle direction issue des rangs de la FIOM de Brescia chercha à diffuser les méthodes organisationnelles et démocratiques de la branche métallurgique de la CGIL de Brescia.

Le nouveau secrétaire général de la CGIL de Brescia Gianni Pedò proposa un plan de travail détaillé du secrétariat pour les deux ans 1992-1993. L'objectif était d'appliquer à la Camera de lavoro les méthodes de travail et les pratiques démocratiques de la FIOM de Brescia, en espérant que cela aurait aussi impulsé un changement dans les autres syndicats de branche.

Le plan était divisé en 4 thèmes principaux :

- Projet de décentralisation avec l'ouverture de structures territoriales jouant un rôle d'organisation syndicale et dérogation d'assistance légale et fiscale avec l'ouverture de nouveaux sièges à Gardone Val Trompia et Desenzano del Garda.

- Mise au centre d'un plan pour renforcer la présence de la CGIL dans les petites entreprises du secteur industriel et dans les nouvelles entreprises du secteur des services. Organisation de réunions périodiques de toutes les branches pour vérifier l'avancement de ce travail.

- Renforcer l'information et la participation de tous les adhérents avec l'organisation de réunions fréquentes des comités des adhérents dans toutes les entreprises avec une présence de la CGIL.

- Création des Coordinations territoriales des salariés de l'artisanat et élection de représentants inter-entreprises territoriaux pour garantir une présence syndicale organisée dans les petites entreprises<sup>663</sup>.

Pendant la première partie des années 1990, grâce à ce travail il y eut des changements qui contribuèrent à identifier, encore plus, la CGIL de Brescia comme une structure locale atypique pour ses pratiques militantes et démocratiques, mais cela ne permit pas, comme le souhaitait la gauche syndicale locale, un changement profond des pratiques de la plupart des branches internes à l'organisation. L'autonomie décisionnelle de chaque branche par rapport à la direction confédérale locale, lui permettra de rester imperméable aux changements impulsés par la direction de la CGIL de Brescia. De plus, dans les branches où avait gagné le document « Tesi sindacali », se développa une dynamique de fermeture envers la nouvelle direction de Gianni Pedò à cause de la virulence de l'affrontement pendant le Congrès. En effet, le Congrès de la CGIL de Brescia avait été caractérisé par des affrontements très forts pendant les assemblées d'entreprise qui dans une minorité de cas avaient presque tourné à l'affrontement physique. Cela à cause d'un climat de tension insoutenable entre les deux camps, exacerbé pendant les congrès de base et surtout à cause des accusations réciproques d'organiser des fraudes électorales (bourrage d'urnes, adhésions fictives juste avant le congrès pour augmenter le nombre des votants d'une liste, etc.).

Cette situation est confirmée par Paolo Franzoni, délégué syndical FIOM des industries Lucchini :

*« Je ne peux pas dire que dans la phase successive la victoire du Congrès de la CGIL de Brescia de 1991, nous avons réussi à diffuser notre méthode de travail et notre ligne syndicale dans toutes les branches de la CGIL, mais il y a eu des batailles*

---

<sup>663</sup> Archives historiques "Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani", Fond FIOM, Enveloppe 355, étagère AIX S15 "Seminari, corsi di formazione", Piano di lavoro della segreteria della Camera del lavoro territoriale per il 1992 e l'inizio del 1993.



*syndicales nationales importantes entre 1992 et 1995 qui furent menées grâce au fait que l'on contrôlait cette position »<sup>664</sup>.*

Malgré la réconciliation officielle entre les deux camps quelques mois après la fin du congrès, les représentants du document « Tesi congressuali », appuyés par la majorité de la CGIL nationale, commencèrent à pratiquer une opposition systématique aux décisions prises par la nouvelle direction de la CGIL de Brescia, surtout quand elle cherchait à critiquer publiquement la ligne syndicale et les décisions prises par le secrétaire général Bruno Trentin. Le but était de chercher à endiguer une structure locale qui avait eu et pouvait encore avoir un rôle d'avant-poste national de la contestation interne à la CGIL. C'est évident qu'une telle polarisation interne sur la ligne syndicale se reflétait aussi dans le refus de la minorité de mettre en place les changements organisationnels et démocratiques décidés par la direction locale de la CGIL, dans les branches où « Tesi congressuali » était majoritaire.

***La rupture entre la FIOM de Brescia et la direction nationale d' « Essere sindacato ».***

Le document « Essere sindacato » était formé principalement par trois composantes : une composante politico-syndicale liée à la gauche ingraiana du PDS et à Refondation communiste ; une composante territoriale importante surtout en Lombardie, Piémont et Emilie-Romagne avec des épïcètres dans les branches de la métallurgie, de l'Education nationale et dans la Fonction publique, et une troisième composante formée par les militants de Democrazia proletaria,

---

<sup>664</sup> Interview de Paolo Franzoni, délégué syndical FIOM des usines Lucchini.

groupe d'extrême-gauche qui avait créé Democrazia consiliare au milieu des années 1980<sup>665</sup>.

Malgré les différences, ces composantes décidèrent de s'unir pour s'opposer au document « Tesi congressuali », formé par la partie la plus modérée du PDS et par les socialistes. Un personnage central dans la présentation du document alternatif fut Fausto Bertinotti. Depuis 1985, il était membre du secrétariat de la CGIL nationale où il avait de plus en plus acquis le rôle de représentant de l'aile gauche le plus célèbre aussi dans l'opinion publique au sens large. C'est pour cela que Bertinotti devint le chef de file de ce courant dans la CGIL jusqu' en 1994, année de son élection au secrétariat général du Parti de la refondation communiste.

Les deux leaders plus importants du document « Essere sindacato », Fausto Bertinotti et Giorgio Cremaschi décidèrent après le Congrès de la CGIL de 1991 de donner une continuité organisationnelle à cette expérience et commencèrent à travailler pour la structuration d'un courant interne<sup>666</sup>. Cette décision sera contestée surtout par la nouvelle direction de la CGIL de Brescia, seule structure territoriale où le document de la minorité avait gagné.

Luciano Fracassi, membre du secrétariat de la CGIL Fonction publique de Brescia et soutien du document « Essere sindacato », explique les raisons de ce débat :

*« A un moment donné, après le mouvement des autoconvoqués, est né un débat centré sur l'idée de structurer une gauche syndicale capable d'avoir une incidence dans les groupes dirigeants. Nous, de la CGIL Fonction publique à Brescia, on pensait qu'il fallait une masse critique syndicale à la base pour pouvoir affronter la bataille dans l'organisation syndicale. Il y en avait qui voulaient créer une composante organisée et qui pensaient devoir maintenir un niveau de mobilisation et de liaison mais pas dans la logique d'un courant : une lutte debuta sur les*

---

<sup>665</sup> ANDRUCCIOLI Paolo, *Spine Rosse. Breve storia della minoranza congressuale della CGIL (1978-2006)*, Ediesse, Roma, 2008, P. 221.

<sup>666</sup> Cgil: "Essere sindacato" continuerà, *Giornale di Brescia*, vendredi 20 septembre 1991.

*contenus et sur les formes démocratiques dans le syndicat. Ces deux factions, entre 1993 et 1994, se sont séparées. La première a continué à travailler à l'intérieur des lieux de travail pour maintenir élevée la mobilisation et le niveau de critique, au contraire la deuxième organisa un courant syndical en CGIL appelée « Democrazia consiliare » dont Gianpaolo Patta était l'un des responsables. Cette réalité se retrouvera des années après dans « Essere sindacato ». A Brescia, après la victoire du congrès de la CGIL de 1991, réapparaissent ces deux positions dialectiques que j'ai évoqué précédemment. La majorité des syndicalistes de Brescia qui avaient soutenu « Essere sindacato » au congrès refusèrent de transformer cette expérience dans un courant structuré et organisé et donc il y eut une rupture.*

*La Camera del lavoro de Brescia rompit avec « Essere sindacato » sur ce thème. L'idée était qu'un travail en plein champ sur les propositions était nécessaire, sans se cristalliser dans un bloc contre bloc. A ce moment-là, l'expérience d' « Essere sindacato » s'est transformée et ensuite a donné naissance pour le congrès successif à un autre document alternatif. D'abord ils s'appellèrent « Alternativa sindacale », en se structurant officiellement en courant au Congrès de la CGIL de Naples et après ils se sont appelés « Cambiare rotta » vers la fine des années 1990 »<sup>667</sup>.*

Le secrétaire de la CGIL de Brescia Gianni Pedò fut le chef de file de ceux qui refusaient de s'organiser dans une nouvelle composante. Il craignait que, comme dans l'ancien régime des composantes communiste et socialiste, l'organisation du débat interne autour des composantes aurait cristallisé les positions sans permettre une élaboration libre des membres des instances dirigeantes. Il ne voulait pas la réapparition des phénomènes comme l'élection des groupes dirigeants à travers la répartition selon des quotas pour chaque courant et le régime de la cooptation depuis les groupes dirigeants supérieurs des nouveaux membres, qui selon lui devaient être choisis plutôt par les groupes dirigeants inférieurs pour permettre un contrôle démocratique des places de responsabilité. Pedò était plutôt pour ouvrir un large débat pour trouver des

---

<sup>667</sup> Interview de Luciano Fracassi, permanent de la CGIL Fonction publique pendant les années 1980-1990.

nouvelles formes d'organisation, notamment concernant la formation des groupes dirigeants et de la décision politique à tous les niveaux. Les structures locales et les militants de la FIOM qui avaient adhéré au document « Essere sindacato » furent les plus actives dans l'opposition à l'idée de construire une nouvelle composante en publiant aussi un appel public à Fausto Bertinotti et Giorgio Cremaschi<sup>668</sup>.

Depuis le début des années 1980, dans la minorité de la FIOM était très forte l'idée que l'un des problèmes principaux de l'organisation était la présence de courants contrôlés par des partis politiques, qui empêchaient le développement d'une réflexion autonome de la FIOM, vu que le débat était prédéterminé par les positions fixées par les organisations politiques<sup>669</sup>.

L'opposition à la formation d'un courant est exprimée aussi par Maurizio Zipponi, secrétaire de la FIOM de Brescia :

*« A Brescia nous n'avons jamais utilisé le mot gauche syndicale, parce que nous étions la FIOM, nous étions la CGIL ; en effet une des ruptures successives dans « Essere sindacato » fut la décision de la direction nationale de construire une espèce de courant. Cela provoqua ma rupture avec Cremaschi et Bertinotti au Congrès de Livorno. Les courants dans le syndicat sont négatifs. Il y a un congrès avec une bataille d'idées et si tu as la majorité tu peux gouverner et ainsi le congrès d'après. Il ne faut jamais se cristalliser dans un courant après le congrès. L'idée de l'organisation d'un courant a toujours divisé Brescia, aussi parce que les courants avaient tendance à se lier aux partis politiques et donc à être influencés »<sup>670</sup>.*

En 1992, suite à ce débat interne au Document « Essere sindacato », la direction de la CGIL et la FIOM de Brescia se dissocièrent de Fausto Bertinotti et

---

<sup>668</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 315, étagère AVIII D16, "Vari fabbriche", Praticare il superamento delle componenti per la riforma democratica della Fiom e della Cgil,

<sup>669</sup> Archives historiques « Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani », Fond FIOM, Enveloppe 239, étagère AVIII D16, "Consigli di fabbrica", Essere sindacato : è utile ed è necessario continuare.

<sup>670</sup> Interview de Maurizio Zipponi, secrétaire de la FIOM de Brescia en 1991.

Giorgio Cremaschi, qui continueront le travail de construction d'une nouvelle composante. La CGIL de Brescia continuera à jouer le rôle de structure locale contestataire, en acceptant de faire cause commune avec « Essere sindacato » sur des thèmes précis comme l'opposition à la signature des accords interconfédéraux de 1992-1993 et aux coupes budgétaires des gouvernements de Giuliano Amato et de Carlo Azeglio Ciampi.

Après la dissolution du PCI et du courant communiste au sein de la CGIL, la FIOM de Brescia se caractérisa aussi par la volonté de garder une autonomie totale à l'égard des organisations politiques, notamment du PDS, malgré l'adhésion au parti d'une partie de ses cadres dirigeants. Encore une fois, il s'agissait de se passer de la médiation des structures politiques ainsi que l'explique Umberto Duina, permanent de la FIOM de Brescia :

*Dans la FIOM de Brescia la majorité absolue des permanents n'adhèrera pas au PDS. Dans cette phase on a brisé le lien avec la classe dirigeante du parti. Pendant la première phase aussi, Refondation communiste ne sera pas choisie par beaucoup de militants et permanents de la FIOM. Cela a été possible à Brescia, je sais que dans les autres FIOM locales ce n'était pas si simple de ne pas avoir la carte d'un parti. L'autonomie et l'indépendance envers le parti on les a apprises grâce à Claudio Sabattini. Il nous a appris à ne pas considérer le parti comme un patron qui une fois qu'il prenait la décision nous devons suivre, mais nous devons réfléchir par nous-mêmes et défendre nos positions »<sup>671</sup>.*

---

<sup>671</sup> Interview de Umberto Duina, permanent de la FIOM de Brescia pendant les années 1990.

### ***3. L'émergence du « Sindacato autonomo lombardo » : symptôme de la crise d'identité du monde du travail en Lombardie ?***

#### ***La naissance du Syndicat autonome lombard***

L'apparition des syndicats autonomes, parfois liés à des organisations politiques fut un autre symptôme de la crise des organisations syndicales.

Au milieu des années 1980, les salariés de certaines branches commencèrent à s'organiser en comité de base, principalement dans l'Education nationale, et ensuite dans le secteur ferroviaire, avec la naissance du « Coordinamento macchinisti uniti » formations que défieront par la gauche les syndicats confédéraux. Ces mouvements naquirent pour critiquer la politique modérée des syndicats confédéraux au niveau national et aussi dans leur branche où ils menaient une politique de paix syndicale.

Les directions nationales des syndicats confédéraux critiquèrent farouchement ces nouvelles coordinations syndicales, qu'ils estimaient être corporatistes, et leurs méthodes syndicales caractérisées par l'organisation de grèves sauvages et semi-spontanées.

La CGIL et la FIOM de Brescia eurent une position d'ouverture envers ces formes de coordination qui selon eux s'étaient développées à cause de la ligne syndicale erronée des organisations confédérales ; et elles proposèrent à la CGIL nationale d'accepter la confrontation avec eux pour chercher à travailler contre la fragmentation syndicale en changeant de ligne syndicale.

Dans les années 1990, les comités spontanés de différents secteurs s'organisèrent dans une nouvelle organisation syndicale appelée COBAS. Ce

syndicat de base ne réussit jamais à défier numériquement les syndicats confédéraux et joua un rôle marginal dans le panorama syndical national avec l'organisation de grèves séparées.

La naissance du Syndicat autonome lombard qui critiquait depuis la droite les syndicats confédéraux fut un phénomène jugé par la FIOM plus alarmant et insidieux. Il proposait la protection des salariés lombards et une vision interclassiste des rapports entre entrepreneurs et travailleurs.

C'est à la fin de 1990 se formèrent dans les usines les premiers noyaux du *Sindacato autonomo lombardo*. Il s'agissait du syndicat de la *Lega Lombarda*, qui était le phénomène politique de l'année. En 1990 les adhérents étaient seulement 492 à Brescia<sup>672</sup>, mais la FIOM de la Lombardie s'était intéressée à ce phénomène et avait distribué à un nombre élevé de métallurgistes de la région un questionnaire en collaboration avec l'Institut supérieur de sociologie de Milan.

Selon ce sondage rendu public au début de 1991, 50% des salariés de la région voyaient positivement l'idée de créer un syndicat pour défendre les intérêts des salariés lombards et 30,7% déclaraient vouloir voter pour la *Lega lombarda* aux élections successives. Ce pourcentage montait à 46,4% dans la tranche d'âge entre 18 et 29 ans. La principale motivation pour voter *Lega Lombarda* était le désir d'autonomie administrative pour la Lombardie, lié à la volonté de liquider les forces politiques traditionnelles considérées comme responsables de la grave situation économique et institutionnelle dans laquelle l'Italie était plongée avec la crise de 1991 et l'opération judiciaire « Mains propres » qui avait fait apparaître la présence d'un système de corruption politique et de financement illicite aux partis politiques.

La FIOM de la Lombardie était inquiète surtout parce que cette volonté de renverser le système politique semblait impliquer aussi le monde syndical, avec la naissance d'un syndicat qui se donnait ouvertement comme objectif de faire concurrence aux syndicats confédéraux.

---

<sup>672</sup> Les adhérents de Brescia au « *Sindacato autonomo padano* » sont 164 ouvriers, 30 employés, 41 infirmiers, 15 employés de banque, 30 médecins, 54 commerçants, 47 artisans, 25 retraités, 40 exploitants agricoles et 34 enseignants. Le secrétaire du SAL de Brescia est Flavio Bonafini en 1991. DANESI Silvano, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia, Ente economico, Brescia*, 1993, quatrième partie, P. 30.

En effet, 40% des salariés était complètement d'accord sur le fait que les syndicats se ressemblaient toujours plus et défendaient toujours moins les intérêts des salariés et 48% pensait que le syndicat était trop centralisé et prenait pas assez en compte les spécificités locales. De plus, les salariés pensaient que les syndicats n'étaient pas cohérents, entre les objectifs affichés et les résultats obtenus, lesquels étaient toujours présentés comme positifs et importants<sup>673</sup>.

### ***L'irruption de la « Lega lombarda »***

C'est dans ce climat de contestation politique et syndicale généralisé que prospèrent des nouvelles formations politiques, surtout la Lega Lombarda. Elle avait commencé sa percée électorale au nord de l'Italie aux élections européennes de 1989, en obtenant 636242 voix, correspondant à 1,83% au niveau national. Dans la circonscription nord-occidentale, elle avait obtenu 5,63% et dans le département de Brescia le 7% des votes. Il s'agissait d'une surprise qui avait préannoncé le tremblement de terre des années successives avec la dissolution du PCI et l'effondrement électoral de la DC, qui gouvernait l'Italie depuis 1945<sup>674</sup>. Le résultat fut amplifié aux élections régionales de mai 1990 où la Lega lombarda atteignit 5,1% au niveau national et devint le deuxième parti en Lombardie avec 20.2% des votes et à Brescia avec 25,5%<sup>675</sup>.

La ville de Brescia devient l'un des centres nationaux de crise politique. En effet, à cause des divisions internes à la Démocratie chrétienne entre 1990 et 1991, il y eut des élections anticipées qui entraînèrent la désignation de trois maires successifs. La deuxième élection anticipée eut lieu le 25 novembre 1991 et eut un effet national, en permettant à la Lega Lombarda de devenir le premier

---

<sup>673</sup> Dossier Legami! Lombardia: i metalmeccanici e la Lega, *Meta. Mensile della FIOM nazionale*, n.1-2, janvier-février 1991.

<sup>674</sup> La sorpresa è la Lega Lombarda, *Giornale di Brescia*, lundi 19 juin 1989.

<sup>675</sup> Un bresciano su quattro ha votato la Lega Lombarda, *Giornale di Brescia*, martedì 8 mai 1990.



parti politique de la ville avec 24,4% des voix contre 24,3% de la liste de la Démocratie chrétienne. Les partis traditionnels subirent une hémorragie impressionnante de voix. Dans l'espace d'un an et demi, la DC a perdu 12000 voix et 12 sièges au Conseil municipal, le PCI 10000 voix et 4 sièges et le PSI 4000 voix et 2 sièges<sup>676</sup>.

Cela provoqua une paralysie de l'administration municipale, mais aussi une crise politique au niveau national. Les partis traditionnels s'interrogeaient sur la possibilité d'un effet de contagion lors des élections municipales et politiques de l'année suivante<sup>677</sup>. Aux élections législatives du 6 avril 1992, le système politique entra définitivement en crise à cause de l'impossibilité de former une majorité « quadripartito » DC, PSI, PSDI, PLI suite à l'effondrement de la DC passée sous les 30% tandis que la Lega nord-Lega Lombarda bondissait à 8% au niveau national et à 23,5% dans le département de Brescia<sup>678</sup>.

La crise municipale au niveau local fut résolue le 27 janvier 1992, un jour avant le délai qui aurait entraîné de nouvelles élections anticipées. Gianni Panella, ancien secrétaire de la CGIL de Brescia, fut élu maire de Brescia avec les 21 voix de la DC, du PSI, du PLI et de la Lega casalinghe e pensionati. Auxquels il faut ajouter les 3 voix du Parti Républicain italien et voix individuels de Maria Fida Moro, ex conseillère du PRC et Mario Abba, ancien conseiller PDS. Les deux conseillers étaient démissionnaires de leurs partis qui avaient refusé d'entrer dans l'alliance. Il feront ce choix pour pouvoir soutenir l'élection de Gianni Panella et surtout faire barrage à l'élection d'un maire de la Lega Lombarda<sup>679</sup>.

---

<sup>676</sup> La Lega è il primo partito a Brescia, *Giornale di Brescia*, mardi 26 novembre 1991.

<sup>677</sup> Colloquio con il prof. Giovanni Bazoli sul significato delle elezioni del 24 novembre : « Il voto di Brescia ha rilievo nazionale », *Giornale di Brescia*, lunedì 2 dicembre 1991.

<sup>678</sup> La DC perde ma è prima. La Lega cresce, ma rallenta, *Giornale di Brescia*, martedì 7 avril 1992.

<sup>679</sup> TEDESCHI Massimo, *Il palazzo e la città. Storia del consiglio comunale di Brescia (1946-2006)*, Grafo Editore, Brescia, 2008.

## ***L'affrontement entre FIOM de Brescia et Syndicat autonome lombard***

Ces succès électoraux laissaient aussi pressentir un exploit dans la sphère syndicale. C'est pour cela que la Lega lombarda décida de créer son syndicat.

Le syndicat de la Lega lombarda n'arriva pas pendant la première partie des années 1990 à s'enraciner à Brescia, malgré le fait qu'était en train de recueillir des succès électoraux très importants. Les résultats des élections des RSU de 1994 confirmèrent le caractère résiduel de la présence de ce syndicat. En août 1994, 13000 salariés dans une centaine d'entreprises et sièges publics qu'occupant 18000 votèrent et donnèrent 97% des leurs suffrages à la CGIL, la CISL et l'UIL contre 1,84% au Syndicat autonome lombarde. La CGIL eut 255 délégués, la CISL 207, l'UIL 48 et le SAL 5. Dans le secteur métallurgique, la FIOM obtint 59,55%, la FIM 33,2%, la UILM 8,97% et le SAL 1,66%. Les résultats des années suivantes confirmèrent le manque de dynamisme du syndicat de la Ligue du Nord. En 1996, l'élection des délégués eut lieu dans 313 entreprises pour un total de 26129 salariés concernés. Sur un total de 1134 délégués élus, 729 appartenaient à la FIOM, 251 à la FIM, 48 à l'UILM et 3 au Syndicat autonome lombard<sup>680</sup>.

Celui-ci chercha aussi à concurrencer les syndicats confédéraux, sur le plan des interventions syndicales dans les usines, surtout dans la période 1992-1994. L'affrontement le plus important entre SAL et FIOM eut lieu dans l'usine OMAP. Il faut constater que le faible enracinement du Syndicat autonome lombard dans les entreprises de la région, ne lui permettra pas d'intervenir dans plus d'une dizaine de situations.

La Omap était une usine productrice de systèmes d'injection pour moteurs diesel, avec des établissements à S. Eufemia, Montichiari et Rovereto. En 1990, cette usine rentra dans une crise financière prolongée et commença à accumuler de lourds retards dans le paiement des salaires, des primes et des cotisations

---

<sup>680</sup> ROCCHI Nicola, *La FIOM di Brescia. Le lotte, il dibattito, i progetti dal 1988 al 1996*, Fiom-Cgil Brescia 1996, P.121.

sociales. Le retard atteignait jusqu'à 6 mois de salaire. En janvier 1992, la négociation entre syndicats et direction de l'Omap à propos du chômage technique échoua. L'entreprise refusa d'accepter la rotation du chômage technique, des garanties de paiement des salaires arriérés, et même de donner une explication transparente des difficultés financières de l'entreprise. Jusqu'à septembre 1993, les syndicats organisèrent des grèves, des sit-in et des manifestations grâce auxquels ils obtinrent la signature d'accords régulièrement transgressés par la direction d'entreprise.

En décembre 1992, suite à l'énième accord pour le paiement des salaires non versés, la FIOM déclencha une grève illimitée. Après quelques semaines de grève, deux dizaines de salariés retournèrent au travail, et les grévistes décidèrent alors d'organiser des piquets de grève jour et nuit.

Le 2 décembre, 60 ouvriers appuyés par le SAL forcèrent violemment le blocus des grévistes et rentrèrent dans l'usine en frappant les opposants. L'action avait été préparée lors d'une réunion des anti-grévistes tenue au siège de la Lega lombarda. Le parti continua ensuite à appuyer les ouvriers opposés à la grève, en demandant aussi la convocation d'un conseil municipal extraordinaire pour dénoncer la violence des grévistes qui empêchaient les autres de travailler.

Le 16 décembre, il y eut une assemblée des travailleurs très importante où, à une voix d'écart (102 contre 101), la énième proposition de la direction de la Omap pour relancer l'entreprise fut rejetée par les salariés appuyés par la FIOM d'usine et départementale. Le 21 décembre, le tribunal de Brescia déclara la faillite de la Omap. Entretemps s'était tenue la session du conseil municipal réclamée par la Lega lombarda. Ce parti soutint publiquement que la FIOM était la responsable de la faillite de la Omap, ayant refusé le dernier plan de redressement financier.

Pendant les mois suivants, l'affrontement entre la FIOM et la Lega lombarda continua avec des prises de position publiques dans les journaux et avec des conflits au sein d'autres entreprises en crise comme la Petitepierre où, en février 1994, le Syndicat autonome lombard accusa la FIOM d'avoir signé un

accord négatif pour les salariés<sup>681</sup>. Mis à part des épisodes similaires dans quelques usines du département de Milan et Varese, le SAL échoua à s'enraciner durablement dans des entreprises et disparut en 1996.

### ***La mutation des métallurgistes lombards au cours des années 1990***

La crise politique de la Première République fut caractérisée par la montée de nouvelles formations politiques comme les Verts, la Rete de Leoluca Orlando et la Lega lombarda<sup>682</sup> et par l'effondrement de la plupart des partis politiques traditionnels. Parallèlement eut lieu le bouleversement du monde syndical des années 1980, sous les coups de la contre-offensive des entrepreneurs et des négociations centralisées qui accélèrent la déconnexion entre les directions syndicales et les salariés. Cela ouvrit au début de la décennie suivante une large réflexion sur le changement des valeurs des travailleurs et sur la façon de voir l'action du syndicalisme. Entre 1990 et 1995, la FIOM de la Lombardie et du Piémont furent les structures locales les plus actives dans l'analyse des changements, avec l'organisation d'enquêtes et de sondages dans les entreprises avec la collaboration des universités publiques et des instituts de sociologie.

La recherche susmentionnée sur la pénétration de la Lega lombarda parmi les salariés de la mécanique et de la métallurgie lombarde, rendue publique en janvier 1991, fut la première d'une longue liste.

L'enquête la plus significative organisée par la FIOM Lombardie avec la collaboration de l'ISPO, Institut pour les études sur l'opinion publique s'intitule « valeurs, identité, appartenances ». Elle donna lieu à la distribution d'un

---

<sup>681</sup> *Ibid*, PP. 51-55.

<sup>682</sup> La Lega lombarda était un parti politique fondé en 1982. En 1991 elle fusionna avec d'autres mouvements autonomistes (la Liga veneta, Piemont Autonomista, Uniun Ligure, Lega Nord Emilia-Romagna), donnant naissance à la Lega nord guidée par Umberto Bossi.

questionnaire à 1504 salariés des entreprises métallurgiques lombardes selon des critères représentatifs de la branche.

L'enquête démontrait que la classe ouvrière lombarde ne se présentait plus comme un groupe social homogène et en opposition avec le reste de la société. Désormais les salariés exprimaient d'abord leur appartenance au groupe familial, puis au groupe national et enfin au groupe des travailleurs. Il s'agit d'un recule significatif qu'il faut ajouter à un autre élément important et parallèle. Le lieu de travail, hier facteur central de socialisation politique et syndicale des ouvriers, semblait perdre sa centralité. Seul un travailleur sur quatre, souvent les plus anciens, comptait maintenant des amis parmi ses collègues de travail et voyait dans l'entreprise un endroit où forger ses opinions politiques.

Avec la crise de la force syndicale dans les entreprises et de la mobilisation collective, les attitudes individuelles et familiales reprenaient le dessus. Les valeurs typiques de la classe moyenne (famille, patrie) semblent se mélanger avec les valeurs historiques du mouvement ouvrier, en donnant lieu à une combinaison inédite<sup>683</sup>. La plupart des réponses, 66,4%, exprimaient ainsi une aspiration à la solidarité dans la continuité de la tradition du mouvement ouvrier. S'agissant du syndicat, le 62% jugeaient encore utile d'y adhérer. Cette opinion était élevée parmi les travailleurs de gauche, intégrés dans l'entreprise, d'un âge avancé et d'instruction faible. Pour autant, l'utilité de la syndicalisation renvoyait au rôle de référent individuel et collectifs de l'organisation et allait de pair avec une certaine passivité consécutive au désengagement, au fatalisme et même à la défiance. Elle traduisait le doute éprouvé à l'encontre des structures supérieures des confédérations, de leur capacité à comprendre leurs problèmes et même de leur volonté de défendre les travailleurs.

La vision positive du syndicat résultait plutôt du contact quotidien avec les structures syndicales les plus proches d'eux, à l'instar des conseils d'usine et des

---

<sup>683</sup> BERTA Giuseppe, *La via del nord. Dal miracolo economico alla stagnazione*, Il Mulino, Bologna, 2015, P.128.

délégués d'entreprise qui, malgré les difficultés, parvenaient encore à jouer un rôle de défense déterminante aux yeux des salariés<sup>684</sup>.

Dans les recherches de la FIOM Lombardie, le changement de l'identité ouvrière était plus marqué parmi les jeunes salariés. C'est chez eux que l'on constatait la tendance plus nette à chercher une issue individuelle aux problèmes de salaire et de conditions de travail à travers la négociation directe avec l'employeur et la recherche d'une promotion rapide dans l'entreprise. Même les jeunes syndiqués avaient tendance à considérer l'action de négociation dans les entreprises et la défense individuelle comme plus importante que les mobilisations nationales, à cause de la défiance envers les structures nationales des syndicats et des partis politiques de gauche et du fait du doute entretenu sur la possibilité d'une grande victoire collective nationale après 10 ans de reculs ininterrompus.

Ce travail était mené aussi par des structures territoriales. La FIOM locale plus active dans ce travail fut la FIOM de Brescia, à travers son centre d'étude, « l'Osservatorio economico », et la multiplication des collaborations avec des professionnels externes comme médecins du travail, économistes, historiens, sociologues et des structures de recherche publiques et privées.

Son objectif était de jouer un rôle dans le travail d'analyse des trajectoires de la société et de l'économie sans être dépendante des recherches organisées et payées par des sujets qui n'étaient pas politiquement neutres, comme par exemple l'AIB, d'autres associations patronales, des commerçants et des artisans qui détenaient le quasi-monopole des enquêtes et des études sur l'économie et les secteurs productifs. Les enquêtes étaient utilisées activement pour la formation des militants et des dirigeants syndicaux.

La FIOM de Brescia consacra trois enquêtes sur les valeurs et les points de vue des jeunes salariés en 1980, 1989 et 1995. La recherche la plus significative et complète fut réalisée en 1989 à l'usine FIAT, parce qu'elle intervint au terme d'une période de reconversion industrielle et d'embauche massive de jeunes.

---

<sup>684</sup> Metalmeccanici lombardi: Non siamo più un mondo a parte, *Meta. Mensile della FIOM nazionale*, n.7-8, juillet-août 1993.

L'étude qui impliqua près de 300 jeunes travailleurs de l'usine fit ressortir les tendances partiellement différentes de celles de la moyenne des jeunes salariés lombards. Elles furent confirmées par d'autres enquêtes menées dans des usines locales à faible syndicalisation<sup>685</sup>.

Les jeunes de l'usine FIAT de Brescia, considéraient comme positive, à écrasante majorité de 85%, la présence du syndicat dans l'entreprise pour sa fonction de négociation interne, afin d'organiser la solidarité entre les travailleurs notamment la défense contre les abus des chefs, thème très important pour des jeunes embauchés avec des contrats précaires. La plupart évaluaient positivement l'activité des délégués d'atelier, quoique sur un mode atténué, 66,7% de « assez positives » et 19,6% de « très positives ». Les délégués étaient considérés comme les piliers du syndicat en raison de leur proximité et de leur rôle de premier recours. On constatait globalement une attitude plus prononcée à la conflictualité et à la volonté de s'organiser collectivement que dans l'enquête régionale de 1990.

Les opinions négatives sur le syndicat tournaient toujours autour de l'évaluation négative de la politique des confédérations, que les jeunes salariés partageaient avec les militants de la CGIL et de la FIOM de Brescia. Les trois éléments les plus importants de leurs critiques portaient, par ordre d'importance, sur l'absence d'une autonomie effective des organisations syndicales vis-à-vis les partis politiques, la basse propension à la conflictualité des confédérations et leur tendance à prendre des décisions d'une façon non transparente et à ne pas informer et ne pas souhaiter la participation des salariés.

La défiance envers les partis politiques se révélait, en revanche très élevée. Parmi les jeunes sondés, la proportion des adhérents à un parti politique était plus grande que dans les autres recherches nationales et régionales sur le même groupe d'âge. En effet, 12,1% appartenaient à un parti politique. Evidemment, cela ne correspond à aucun niveau d'engagement politique, mais souligne plutôt une forte identification à un parti politique spécifique, due au fait que la

---

<sup>685</sup> En effet, on constate des conclusions comparables lors des enquêtes menées dans d'autres entreprises comme à la Ocean de Verolanuova, usine productrice d'électroménagers et à l'usine sidérurgique Lucchini de Sarezzo, et dans des autres entreprises de la sidérurgie, mécanique et textile comme la Stefana F.lli de Nave.

recherche a été menée dans une usine où la majorité des partis politiques étaient présents avec des puissantes sections organisées depuis l'après-guerre et qui était l'un des épacentres politiques du département de Brescia. Mis à part cela, seulement 5,7% des jeunes salariés adhérents à un parti politique déclare participer à des débats politiques, 3,2% participe à l'activité du parti et seulement 2,5% fait partie d'organismes politiques.

Il s'agit d'un pourcentage extrêmement bas, qui démontre la quasi-totale absence d'intérêt des jeunes générations pour l'activité politique et pour la participation aux initiatives des partis, qui s'insère dans la dynamique de contestation généralisée des partis politiques historiques depuis la fin des années 1980. Le parti socialiste italien était considéré, depuis le début des années 1980, comme le fer de lance des politiques économiques d'austérité, principalement à cause de sa participation à tous les gouvernements « pentapartito » des années 1980 caractérisés par l'exigence de couper dans la dépense publique et d'estomper la dynamique de l'inflation avec des politiques de compression salariale<sup>686</sup>.

---

<sup>686</sup> PALTRINIERI Andrea, *Giovani e lavoro in movimento. Una ricerca sui neoassunti all'OM Iveco di Brescia*, Fiom-Cgil, Brescia, 2001.



## ***Conclusion***

### ***L'anomalie organisationnelle et démocratique de la FIOM de Brescia***

Après avoir reconstruit les trajectoires économiques et syndicales déjà très atypiques dans les années 1960 du département de Brescia, je me suis concentré sur le cas de la FIOM entre 1975 et le début des années 1990. L'objectif était d'expliquer les causes profondes de son anomalie et l'impact de celle-ci sur le syndicalisme local, mais aussi sur les structures nationales de la FIOM et de la CGIL.

La FIOM de Brescia a vécu une réforme organisationnelle profonde avec l'arrivée d'un important dirigeant syndical national et de la gauche du PCI, Claudio Sabattini, envoyé à Brescia pour renouveler des structures en difficulté. Depuis les années 1950, la FIOM locale élisait des secrétaires généraux et parfois des membres de son secrétariat issus d'autres départements ou de la direction nationale. Cela tenait à l'indisponibilité des responsables et des délégués refusant d'exercer des fonctions susceptibles de les éloigner des usines considérées comme le cœur du syndicalisme et dont ils dirigeaient les commissions internes. Dans ce contexte, la FIOM départementale était politiquement très faible et incapable de coordonner le travail syndical. Cela tenait aussi à la présence, dans les entreprises, de syndicalistes charismatiques, qui avaient acquis une grande autorité auprès des travailleurs en raison de leur rôle dans la résistance, puis lors des rudes conflits sociaux des années 1950. Si la plupart admettaient publiquement les prétentions coordinatrices de la FIOM, en pratique, ils n'en tenaient aucun compte et rejetaient toute autorité syndicale supérieure à la leur. Il en résultait une balkanisation de la FIOM et affaiblissement préjudiciable dans ce bastion du syndicalisme lombard.

L'une des faiblesses de la FIOM résidait dans le fait qu'elle ne parvenait pas à franchir le pas des commissions internes à partir desquelles les chefs syndicaux d'usine avaient construit leur pouvoir. Instances de représentation syndicale, elles réunissaient un nombre limité de délégués élus sur la base de leur appartenance syndicale et fonctionnaient d'une façon pyramidale. En cela, elles constituaient un obstacle au développement du syndicalisme plus démocratique et participatif initié à l'aube des années 1970.

Bien qu'elle ait été de courte durée, entre 1974 et 1976, sa gestion de la FIOM est considérée par les acteurs comme le point de départ de l'anomalie bresciane. Tout d'abord, il renouvela les directions des sections FIOM d'usine qu'il confia aux jeunes ouvriers combattifs, qui avaient été à la tête des mobilisations explosives du tournant des années 1960-1970 et qui s'efforçaient de créer des conseils d'usine. Il fit la même chose dans le secrétariat de la FIOM départementale. Les jeunes délégués ainsi promus n'avaient pas vécu les désillusions de la Libération et de la défaite subie en 1955. Nés au début des Trente glorieuses, ils avaient vu la classe ouvrière améliorer son niveau de vie, mais à un rythme inférieur à celui de la tumultueuse croissance économique de la période. A leurs yeux, le syndicalisme était l'instrument de conquête immédiate d'importantes augmentations salariales et de nouveaux droits syndicaux et, à moyen terme, des profondes transformations sociales et politiques. En cela aussi ils se distinguaient des anciens responsables syndicaux d'usine habitués à voir dans le syndicat un contre-pouvoir institutionnalisé à force de dures souffrances et batailles sociales.

Entrés à l'usine dans la deuxième moitié des années 1960, les jeunes délégués avaient participé au regain de combativité ouvrière. Ils voulaient changer le syndicalisme des commissions internes et associer la base ouvrière à la vie syndicale dans un processus d'unité syndicale. Cette orientation coïncidait avec celle proposée par Claudio Sabattini. Cela passa par la « construction participative » de plateformes pour les négociations d'usine au moyen d'assemblées précédées par la distribution de questionnaires et avec le concours de nombreux délégués élus dans les nouveaux conseils d'usine comme des collecteurs des propositions de la base ouvrière. Il s'efforça d'inverser l'habitude

prise de s'en remettre au délégué pour expliquer à la base l'attitude du syndicat lors des négociations. Parallèlement fut mis en place un système de contrôle des équipes syndicales qui, pendant la négociation informaient et consultaient les travailleurs sur son déroulement et son éventuelle conclusion. Il en alla de même pour la définition de la politique syndicale départementale. Celle-ci y gagna une légitimité inédite, qui rejaillit sur l'autorité de ses dirigeants et permit l'élection en 1977 d'un jeune membre du secrétariat départemental de la FIOM, Gianni Pedò, le premier issu, depuis 1956, du milieu syndical local<sup>687</sup>.

Ancien ouvrier de l'usine FIAT de Brescia, Gianni Pedò avait été à la tête des mobilisations spontanées de l'atelier « Sala prova motori », il avait poussé les vieux membres de la commission interne de la FIOM à soutenir cette mobilisation et il était entré au secrétariat de la FIOM de Brescia sur décision de Claudio Sabattini. Même après son départ, celui-ci continua d'influencer la FIOM locale jusqu'aux premières années 1980. Entre 1976 et 1988, le secrétariat de Gianni Pedò, puis celui de Giorgio Cremaschi s'inscrivirent dans le sillage des réformes sabattinistes, qu'il s'agisse de l'étranglement des liens noués avec les délégués et la base ou des restrictions apportées au droit de veto des directions départementales sur les choix des structures syndicales d'usine. Ils cherchèrent également à associer aux débats et décisions les adhérents des entreprises les moins syndicalisées et les plus petites. Ils poussèrent à l'ouverture de négociations sur des bases offensives et à l'enracinement de l'organisation à travers une politique systématique de formation syndicales fondée sur l'apprentissage des méthodes de négociation et sur l'instauration de procédures démocratiques au sein de la FIOM locale.

---

<sup>687</sup> En effet, Paolo Morchio fut élu secrétaire de la FIOM de Brescia entre 1956 et 1962, après avoir été responsables des dockers de Gênes. Pio Galli fut secrétaire à Brescia entre 1962 et 1964, après avoir été secrétaire général de la CGIL de Come et avant de devenir un dirigeant national en rentrant dans le secrétariat national de la CGIL en 1963 en tant que responsable organisationnel. Après fut élu secrétaire Bruno Sacerdoti entre 1964 et 1970, qui avait été auparavant responsable des textiles de la CGIL de Come. Dernier secrétaire de la FIOM de Brescia, avant Claudio Sabattini, avait été Gastone Sclavi, entre 1970 et 1974, après avoir été dans le secrétariat de la CGIL de Milan. Cfr. BONI Pietro, PORTA Gianfranco, *Cento anni con i lavoratori. La Fiom di Brescia dal 1901 al 2001*, Grafo, Brescia, 2001

Cette structure locale chercha de continuer le parcours de construction d'un syndicalisme conflictuelle basé sur la participation toujours plus large à l'action et aux décisions de la base syndicale et ouvrière, qu'avait été commencé après les mobilisations de l'automne chaud de 1969, mais le contexte économique et syndicale avait changé radicalement.

En effet, les directions confédérales italiennes, suite à la crise économique développée au cours de la deuxième moitié des années 1970, avaient accepté de jouer un rôle plus institutionnels en cogérant les restructurations dans les entreprises mais aussi au niveau de politiques gouvernementales. Cela était évidemment incompatible avec le syndicalisme conflictuel prôné par certains syndicats locaux comme celui de Brescia, mais ouvrait la voie à un syndicalisme plus collaboratif et institutionnel. Le syndicat d'entreprise plutôt d'être un terminal des instances des salariés auprès des entrepreneurs avec une attitude conflictuelle, au contraire devait être le médiateur entre les exigences des directions d'entreprise et les travailleurs, tenant compte du contexte de crise économique et de l'exigence première de restructurer les productions pour garantir le survie de l'entreprise<sup>688</sup>.

### ***Le syndicalisme de la FIOM de Brescia entre mythe et réalité : Les limites d'une expérience***

Si on ne peut pas nier l'influence qu'eut cette « réforme » sur la structure locale de la FIOM il ne faut pas en surestimer l'impact ni entretenir la légende dorée d'un syndicalisme alliant collégialité et ouverture à la spontanéité d'une base ouvrière idéologiquement homogène et capable d'élaborations théoriques et pratiques autonomes. Malgré des avancées indubitables, le principal obstacle à la rénovation fut justement la difficulté de s'émanciper des pesanteurs déléguaires,

---

<sup>688</sup> Cfr DEVOLDER Conny, CAUSARANO et autres, *Syndicalismes à l'entreprise. Des avancées à l'ambiguïté*, dans PIGENET Michel, PASTURE Patrick, ROBERT Jean-Louis (Dir.), *L'apogée des syndicalismes en Europe occidentale*, Editions Sorbonne, Paris, 2005, p.188.

d'élargir la participation aux débats et aux prises de décision au-delà de la sphère des délégués. Concrètement, les choix majeurs relevèrent toujours du secrétariat de la FIOM et des délégués des usines moyennes-grandes du département, que leur poids numérique et leurs capacités d'élaboration politique et syndicale plaçaient en situation de discuter d'égal à égal avec l'appareil syndical local. Ce rapport de forces est confirmé, par Gianni Saleri, délégué de l'usine Beretta. Dans un entretien il explique qu'au sein du directif départemental la discussion était parfois dure, mais que les positions n'étaient jamais imposées par le secrétariat de la FIOM de Brescia, qui risquait souvent d'être mis en minorité et dû parfois changer de position sous la pression des délégués. Il arriva que ces derniers organisent des initiatives autonomes (grèves, sit-in, meetings) dans le but de faire pression non seulement sur la FIOM, mais encore sur les syndicats FIM et UILM ainsi que sur la Fédération départemental de CGIL-CISL-UIL afin de les amener à soutenir leurs revendications auprès des confédérations nationales. Les exemples les plus célèbres sont les grèves et les assemblées spontanées de 1983 contre la signature de l'Accord Scotti, les premières réunions des conseils d'usine de janvier 1984 en vue d'obliger les syndicats locaux à exiger le retrait des directions nationales de la table de négociation et d'organiser des grèves générales pour la défense de l'échelle mobile des salaires. L'affrontement interne plus spectaculaire eut lieu entre 1987 et 1988, quand Cremaschi proposa une ligne d'ouverture de discussion avec les employeurs sur les rythmes de production à l'usine FIAT de Brescia.

Ce pouvoir partagé entre le secrétariat de la FIOM et les syndicalistes des usine fut consolidé par la création, à la fin des année 1980, d'un exécutif élargi aux délégués des sections décentralisées. Loin d'entraîner la paralysie de l'organisation, cela permit de corriger en temps réel des erreurs et d'obtenir rapidement le consensus nécessaire aux adaptations urgentes. Il n'empêche, si la participation de la base s'élargit, dans les faits, la prise de parole dans les assemblées d'usine resta monopolisée par les délégués les plus actifs, cependant que le gros des syndiqués et des salariés présents demeuraient dans une logique de confiance envers leurs porte-paroles. A plus forte raison, la base mobilisée sur des thèmes nationaux ne participa guère aux débats ouverts hors des entreprises

(conférences, meetings, formations, débats) par les syndicats confédéraux et les partis politiques.

En tout état de cause la FIOM de Brescia fut une expérimentation réussie finalisée à l'élargissement important de la couche militante qui participait à la consultation et la prise de décision et de la participation des adhérentes syndicaux et des salariés.

Le dialogue ouvert et franc dans tous les niveaux de l'organisation, même dans les assemblées d'usine où les syndicalistes de la FIOM appliquaient la règle de présenter les différents points de vue présents dans les groupes dirigeants locaux et nationaux et la proximité des dirigeants aux sections d'usine et aussi aux salariés qui participaient à la vie syndicale avait créé une dynamique pour laquelle les décisions et les actions étaient partagées et défendues par des très larges couches de base ouvrière qui se sentaient très impliquées, même s'ils ne participaient pas à la vie syndicale dans l'entreprise.

La solidité de la participation des salariés était possible grâce à la présence d'une large couche de militants syndicaux actifs et la tenue globale des conseils d'usine qu'aussi pendant les années 1980 continuaient à jouer un rôle centrale en tant que moteurs des mobilisations d'usine, au contraire du niveau italien où la crise syndicale bâtit son plein.

Le militantisme syndical intégral et démocratique proposé par la FIOM de Brescia pendant les années 1980, était en contre-tendance à la situation italiennes mais aussi de la plupart des pays d'Europe, notamment du cas français.

En effet, le militantisme syndical français des années 1980 fut caractérisé par le rétrécissement important des avant-gardes syndicales dans les entreprises, au point que la section syndicale était souvent constituée que des élus du personnel. Cette distance entre les syndicalistes et la base ouvrière, eut un impacte important sur l'implication des salariés dans la prise de décision et dans l'implication dans l'action syndicale, en accentuant l'isolement et parfois les incompréhensions avec les équipes syndicales. Même la conception de l'« être militant » avait changé radicalement, en passant d'un militantisme sans limites à

l'investissement personnel à une forme plus légère, où le syndicalisme était un des centres d'intérêt du militant, que donc n'était plus disponible à mettre de côté sa vie familiale et ses activités récréatives et associatives<sup>689</sup>.

### ***La trajectoire socio-politique des dirigeants de la FIOM de Brescia et leur impact sur la base ouvrière et syndicale***

L'évolution intervenue à la FIOM de Brescia avait été facilitée par les traits atypiques de ses dirigeants. Leur profil était celui d'ouvriers de moyennes et grandes entreprises, dotés d'une expérience de militant et de délégué, connus à ce titre par les autres travailleurs qui pouvaient s'identifier à eux. Ils avaient conservé le niveau et le mode de vie des salariés et refusaient catégoriquement d'utiliser leurs anciennes responsabilités pour devenir, une fois leur carrière syndicale terminée, consultants ou des conseillers externes des Ressources humaines des grandes entreprises. Leurs comportements étaient conformes au stéréotype de la classe ouvrière locale : d'abord assez rudes et directs, prompts à donner leur avis, tant dans les assises syndicales que dans les documents publics, lors d'interviews ou de meetings. Les salariés appréciaient ces manières, aux antipodes du « syndicalese », langue de bois obscure, technique et sans intonation chère à beaucoup de dirigeants syndicaux.

Après dix ans passés à la direction de la FIOM de Brescia, avaient néanmoins acquis un réel capital social et culturel, qui les poussait à côtoyer les élites politiques et intellectuelles locales et nationales. Le parcours de dirigeants tels que Gianni Pedò, Beppe Benedini, Luigi Guizzi, Alessandro Beltrami de la OM-

---

<sup>689</sup> GEORGI Frank, BOLLE Francine, PENNETIER Claude et PUISSANT Jean, Être militant syndical des années 1960 aux années 1980, en France et en Belgique. Pour une histoire comparée des militantismes européens, dans PIGENET Michel, PASTURE Patrick, ROBERT Jean-Louis (Dir.), *L'apogée des syndicalismes en Europe occidentale*, Editions Sorbonne, Paris, 2005, p.188.

FIAT, Gianni Saleri de l'usine Beretta, Adriano Taglietti de l'usine ATB ou Antonino Zocca de l'usine sidérurgique Stefana F.lli, sortait de l'ordinaire. animateurs de l'opposition syndicale interne, leurs interlocuteurs dans les moments de mobilisations intenses étaient désormais les secrétaires nationaux de la CGIL (Luciano Lama, Antonio Pizzinato, Bruno Trentin) et des autres syndicats ou organisations politiques.

Un autre élément favorable au maintien de liens étroits avec la base syndicale et ouvrière était que celle-ci voyait dans l'organisation l'outil indispensable pour résister à la montée en puissance des employeurs, aux plans de licenciements, aux fermetures des entreprises et au refus des entrepreneurs de négocier des accords. Après l'échec du mouvement des conseils d'usine autoconvoqués, la FIOM de Brescia s'était repliée sur une ligne de résistance dans les usines afin d'obtenir la signature d'accords d'entreprise en rupture avec les concessions consentis par les accords nationaux. L'objectif était de faire sauter le blocus de la négociation d'usine par des résultats susceptibles d'encourager les autres FIOM territoriales à reprendre l'offensive. Sur cette ligne, les travailleurs de Brescia arrachèrent des hausses de salaires et des améliorations des conditions de travail (cadences, pauses hebdomadaires, hygiène, règles de sécurité, pollution et ergonomie).

### ***La FIOM de Brescia dans un contexte national et internationale hostile***

L'une des singularités anciennes du syndicalisme à Brescia était l'existence d'une large fraction de délégués catholiques favorables, depuis le milieu des années 1950, à une collaboration avec la FIOM. Par ailleurs, malgré la vague de restructurations industrielles, la région échappa à forte montée du chômage qui



affecta l'Italie dans les années 1980. Au sommet de la crise, en 1986, le département de Brescia comptait 7,1 % de chômeurs, contre 11,1 % pour l'ensemble de la péninsule. En 1991, il frôlait le plein emploi, avec un taux de 2,8%, contre 10,9% dans le reste du pays. La FIOM de Brescia, structure de ville moyenne, bénéficia de ce contexte dans le combat qu'elle menait contre les concessions de syndicats nationaux affaiblis et désorientés par l'évolution du marché du travail. Dans ce cadre, l'expérience de Brescia et sa combativité offraient une perspective à la frange la plus combative des militants et des conseils d'usine.

Les syndicalistes de Brescia commencèrent à prendre leur distance avec les orientations nationales de la CGIL, de la CISL et de l'UIL dès la fin des années 1970. Une première occasion leur fut donnée lors du tournant de l'EUR qui vit les confédérations opter, en 1977-1978, pour la modération revendicative, puis, en 1981-1982, contre l'acceptation de politiques d'austérité salariale négociée avec les gouvernements Spadolini et Fanfani. Les années 1982 - 1984 virent la FIOM de Brescia structurer une opposition interne et externe à l'attitude des directions confédérales dans les négociations pour les accords triangulaires inter-confédéraux (gouvernement-associations patronales-syndicats). Ils se distinguèrent alors par des positions radicales exprimées de façon déterminée et sans précaution excessive à l'égard des hautes sphères dirigeantes. Beaucoup de délégués syndicaux firent connaissance, alors, avec les « bresciani » qui intervenaient au comité central de la FIOM, au directif ou lors des assemblées nationales de la CGIL. Ils furent attentifs à leurs propositions tirées d'expérimentations locales au feu de rudes affrontement avec les entrepreneurs, dont le célèbre président de l'AIB, Luigi Lucchini. Le rôle tenu par la FIOM de Brescia dans la coordination du mouvement des conseils d'usine autoconvoqués en 1984 et l'organisation des grèves à l'origine de la mobilisation fut déterminant pour sa visibilité nationale. Aussi bien, ses cadres s'attelèrent-ils à la rédaction des documents politiques importants, notamment le « Manifesto per la democrazia sindacale ». C'est pendant cette période que ces dirigeants de la FIOM de Brescia purent conquérir une autorité extraordinaire aux yeux des avant-gardes d'usine et des structures CGIL contestataires au niveau local et d'usine. Ils cherchèrent à coordonner physiquement le mouvement, en organisant partout en

Italie des réunions avec les exécutifs des Conseils d'usine, des assemblées de salariés et d'adhérents à la FIOM, pour expliquer leur point de vue ou pour échanger sur la suite à donner au mouvement. Indice de l'autorité acquise, Giorgio Cremaschi, secrétaire de la FIOM de Brescia, fut le représentant de la gauche syndicale dans le secrétariat de la FIOM, après le congrès nationale de Vérone en 1988.

Cette influence grandit encore par la suite. Entre 1988 et 1990, Cremaschi, au secrétariat national de la FIOM, et Zipponi, à la tête de l'organisation locale, travaillèrent en tandem. Les initiatives de l'un servaient de caisse de résonance à l'autre et réciproquement. On le vérifia lors du conflit pour le Contrat d'entreprise à la FIAT, en 1988-1989. Fort de l'exemple de Brescia, Cremaschi poussa la direction nationale à lancer une plateforme revendicative en vue d'obliger la FIAT à une vraie négociation, en rupture avec l'acceptation par les syndicats des hausses de salaires fixées unilatéralement par les employeurs. Cremaschi et la FIOM de Brescia engagèrent d'autres batailles, par exemple contre la ligne de la « coodeterminazione » ou en opposition à la convention collective des métallurgistes de 1989 proposée par le secrétaire général Angelo Airoidi.

### ***La FIOM de Brescia un exemple de pan-syndicalisme ?***

Depuis les années 1970, les militants de la FIOM donnaient la priorité à l'action syndicale sur leur engagement dans le PCI local. Au départ, ce fut en réaction au contrôle qu'exerçait la droite du parti, qui les avait d'ailleurs écartés de la direction communiste. De fait, les syndicalistes se souciaient alors davantage des mobilisations en cours et de la construction de la Fédération des travailleurs de la mécanique-métallurgie (FLM). Les choses changèrent dans la première partie des années 1980, suite au tournant d'opposition aux gouvernements démocrates-chrétiens décidé par le secrétaire national du PCI Enrico Berlinguer. Les syndicalistes appuyèrent le renversement de la majorité

au sein de la Fédération communiste de Brescia, qui se traduisit par l'élection de Claudio Bragaglio à son secrétariat général comme représentant de la majorité nationale berlingueriane et du centre du PCI. Il s'agissait d'un choix tactique en l'absence de perspective de succès dans l'appareil régional du parti. En 1980, Berlinguer avait soutenu la lutte à la FIAT, il s'était opposé aux politiques d'austérité salariale et de réduction du coût du travail et avait soutenu le mouvement des conseils d'usine de 1984. En réalité, les syndicalistes de la FIOM continuaient de privilégier la lutte syndicale. Leur conviction de ne pas pouvoir diriger le PCI fut renforcée après la mort d'Enrico Berlinguer en 1984. Le PCI entra alors dans une période d'incertitude. Le débat tourna autour de la nécessité d'une profonde réforme du PCI et de perte de repères face à la vague internationale néo-libérale et à l'entrée en crise d'un bloc soviétique au seuil de l'implosion. La majorité des dirigeants nationaux du PCI prônaient la construction d'une force politique progressiste plus large, ouverte à d'amples révisions théoriques, à commencer par l'abandon des références idéologiques au communisme. Ceux qui s'y refusaient furent cantonnés dans une défense de l'expérience historique de l'URSS ou dans la formulation de perspectives socialistes aussi vagues que dépourvues d'orientations programmatiques concrètes de résistance à la contre-offensive du patronat et de la droite. Ce débat interne aboutit à la dissolution du parti en 1991 et à la création du PDS, Parti démocratique de gauche.

Ce processus politique s'était accéléré après la mort d'Enrico Berlinguer, dont a vu qu'il avait été un interlocuteur des secteurs plus combatifs de la CGIL en s'efforçant de donner une traduction politique à la défense des droits conquis dans les années 1970. Sa disparition marqua le début de l'isolement politique de secteurs syndicaux désormais privés de relais partisans. A quoi les syndicalistes répondirent par un surcroît d'investissement dans mobilisations sociales et les luttes internes à la CGIL. Cette ligne, assurément combative, trahissait aussi la faiblesse et le désarroi des factions dispersées de la galaxie communiste qui ne se résignaient pas à l'effacement du communisme comme instrument de transformation économique et sociale. Plutôt que de découler d'une croyance dans la supériorité de l'action syndicale sur l'organisation politique, le militantisme syndical procédait d'une suppléance politique. Plus que de pan-

syndicalisme, il s'agissait d'une forme confuse et circonscrite de résistance à outrance, politique et syndicale. La véritable anomalie résidait dans sa capacité à porter cette résistance à un niveau politique et syndical national avec le concours des avant-gardes d'usine et de militants de gauche. Celles-ci étaient encore largement présentes dans l'Italie des années 1980 et trouvaient un point d'appui dans les expériences syndicales de Brescia. Face à un parti communiste en voie de social-démocratisation et à l'écroulement du modèle soviétique, elles estimaient qu'une nouvelle vague de mobilisation ouvrière puissante serait la seule façon de régénérer leur parti et de rouvrir une perspective à l'idéal communiste. Elles attendaient d'un renversement du rapport des forces sociales l'émergence d'un programme et d'un horizon d'attente. En foi de quoi, elles se contentèrent de critiquer le fonctionnement et l'action des syndicats et de la gauche politique en passe de céder aux logiques capitaliste. Cette orientation par défaut précipita l'isolement de la gauche syndicale de Brescia et l'affaiblissement de sa capacité d'intervention nationale. Cette faiblesse était la motivation des fractures successives, notamment dans la gauche syndicale.

Les dirigeants et militants d'Essere sindacato qui n'étaient pas rentrés dans le PDS voulaient créer un courant interne à la CGIL. Pour eux, c'était la seule façon de mener une bataille efficace dans le syndicat où ils voulaient s'ancrer en l'absence de force politique de référence, rôle que le Parti de la refondation communiste n'était pas en mesure de revendiquer. L'objectif était de faire contrepoids à la majorité de la CGIL, solidement contrôlé par le gros des anciens courants communiste et socialiste, dorénavant entrés au PDS. Les militants de la gauche syndicale qui les y avaient suivis, à l'appel de Pietro Ingrao, refusaient pour leur part de constituer « Essere sindacato » en courant par crainte de transposer les affrontements partisans à l'intérieur du syndicat. Ils rejetaient, en outre, la logique de courroie de transmission syndicat/parti hérité de l'ancienne CGIL. L'objectif des différentes fractions était bien, d'ailleurs, de disposer dans la CGIL d'une base sociale et organisationnelle. La démonstration fut éclatante en janvier 1994, avec le passage direct et fulgurant de Fausto Bertinotti de la direction du courant « Essere sindacato » au secrétariat général du Parti de la refondation communiste, ce qui ne fut pas sans conséquences pour la gauche syndicale, en premier lieu à Brescia. La CGIL locale, Gianni Pedò en tête, prit

position contre la proposition, soutenue par Cremaschi, de structurer “Essere sindacato” en courant interne. Pour Fausto Bertinotti et Giorgio Cremaschi, l'évolution visait la construction d'un courant capable de défier la direction de la CGIL depuis les bastions territoriaux de la gauche syndicale. La structuration d'un cadre dirigeant élu relevait aussi d'une préoccupation démocratique par l'organisation de débats internes et l'élection d'une direction reconnue. Ils voulaient sortir de l'informalité et de l'amateurisme qui avait caractérisé la phase précédente. Les syndicalistes de Brescia n'était pas opposée à cette approche, mais refusait les logiques de courants qui, autour des socialistes et des communistes, avait prévalu jusque-là dans la CGIL au détriment, pensaient-ils, d'un libre débat syndical débarrassé des disciplines partisans.

La question n'était pas de nier la coexistence de différences idéologiques, mais de permettre leur expression libre, hors de cristallisations étrangères au syndicat, qui avaient conforté la majorité modérée sortie gagnante du congrès de 1991.

### ***Pistes pour le prolongement de l'étude***

Au terme de travail, de nouvelles pistes apparaissent, qu'il y aurait lieu d'explorer, notamment pour ce qui concerne l'expérience de la gauche syndicale de Brescia à la tête de la structure confédérale locale ou sur la manière dont ces responsabilités modifièrent les conceptions des dirigeants. La première période, entre 1991 et 1993, rapidement abordée dans la thèse, mériterait un étude à part entière au regard des événements politiques nationaux qui l'accompagnèrent (effondrement de la première République) et influencèrent le monde syndical. Pris dans un mouvement incessant d'affrontement, celui-ci ne fut pas plus en mesure de réformer le fonctionnement de la CGIL locale que les rapports entre structure confédérale et de branches, ce qui l'exposa aux critiques des directions nationales de la FIOM et de la CGIL et de leurs soutiens brescians. Une partie des

branches locales boycottèrent ouvertement, un temps, ses décisions. Même si après quelque mois le boycottage diminua d'intensité, la collaboration entre la nouvelle direction de la CGIL de Brescia et certaines branches fut impossible, cela à cause du fait qu'elles étaient devenues le fer de lance interne de la position de la majorité nationale de la CGIL par exemple en occasion des affrontements entre la CGIL de Brescia et la structure nationale au début de l'année 1992. L'affrontement était sur la ligne à tenir concernant les politiques d'austérité du gouvernement Amato et la signature des accords inter-confédéraux de 1992 et 1993 où l'échelle mobile avait été supprimée définitivement. La tentative de développer les pratiques initiées à la FIOM progressa dans des branches où le processus était déjà engagé, à l'instar de celle de la Banque et du Textile, mais aussi dans d'autres où, défaut d'avoir une majorité stable, la gauche syndicale était active, à l'exemple de la Fonction publique et de l'Education nationale. Il y aurait lieu, également, d'analyser de quelle manière et jusqu'à quel point cette réforme fut mise en œuvre au gré des branches.

La deuxième période, entre 1994 et 1999 est un terrain d'étude totalement inexploré. La situation interne à la CGIL de Brescia changea radicalement à cause des bouleversements de la situation politique italienne, notamment avec l'élection soudaine de Silvio Berlusconi à la présidence du Conseil en 1994. Les contre-réformes continues et le refus de négocier avec les organisations syndicales amenèrent la CGIL, la CISL et l'UIL sur des positions plus conflictuelles, cependant que les partis de gauche cessèrent de polémiquer pour faire bloc contre les attaques de la droite. A Brescia, les affrontements internes diminuèrent de façon significative et le secrétariat de la CGIL locale pourra gérer l'organisation avec plus de sérénité et bénéficier de la collaborations de toutes les branches. La période fut aussi celle de l'abandon définitif du courant « Essere sindacato » par la direction et l'écrasante majorité des militants de la gauche syndicale bresciane. Le secrétariat de la CGIL locale évolua dans un contexte du retour au local et d'éloignement de ses interlocuteurs syndicaux nationaux, dont Giorgio Cremaschi. L'identité de groupe forgée dans l'adversité antérieure conduisit à vouloir mieux comprendre ce qui c'était passé. Cela avait fait émerger la volonté d'analyser et d'expliquer à l'extérieure la décennie d'histoire militante et

d'opposition de la gauche syndicale dans la CGIL bresciane. Cela favorisa le souci de mettre en place une politique d'archivage, de collectes de témoignages et d'enregistrement systématique des réunions des instances de direction et des assemblées de délégués. La CGIL de Brescia veilla à la diffusion de son histoire par l'organisation de colloques et d'initiatives de vulgarisation scientifique en partenariat avec des instituts historiques, des syndicats et des associations ainsi que par l'élaboration d'un nouveau programme de formation. Celui-ci, conçu pour aller au-delà des formes classiques de pédagogie syndicale s'articule sur deux axes nouveaux : l'histoire syndicale nationale récente et le rôle joué par la FIOM de Brescia dans le débat et les mobilisations nationales et les expérimentations organisationnelles et démocratiques depuis le secrétariat de Sabattini au milieu des années 1970. En s'appuyant sur l'expérience l'Osservatorio economico della FIOM, la CGIL de Brescia encouragea par ailleurs la production d'études, de publications et de conférences en coopération avec des spécialistes et dans l'objectif de produire ses propres analyses économiques et syndicales sur les thèmes d'actualité. Au milieu des années 1990, une radio des métallurgistes de Brescia fut inaugurée, mais l'expérience ne dura que quelques mois.

Une étude sur la FIOM et la CGIL de Brescia dans les années 1990 devrait se pencher enfin sur la construction de l'identité de groupe parmi les dirigeants et les militants de la gauche syndicale bresciane. En dépit des changements intervenus dans la perception des événements survenus au cours des trois dernières décennies, les entretiens réalisés entre 2017 et 2019 témoignent de la force et de la longévité de cette identité. Tous partagent ainsi, pour l'essentiel, le même bilan de leur expérience au sein de la gauche syndicale régionale et au cœur de la résistance syndicale nationale, quitte à verser dans une glorification acritique et identitaire des résultats obtenus. Il faut aussi constater que même pendant les trois décennies successives la FIOM de Brescia se caractérisera par un orgueil et une identité d'organisation très développée.

### ***Les 1992-1993 : la fin d'une époque***

La fin de la thèse coïncide avec la formation du gouvernement Ciampi et la signature du dernier Accord inter-confédéral en 1993, qui modifiât partiellement l'accord antérieur du 31 juillet 1992 abolissant l'échelle mobile des salaires et bloquant les négociations d'entreprise. L'année 1994 fut un moment clé de la mutation du panorama politique italien avec l'irruption sur la scène politique de l'entrepreneur Silvio Berlusconi, la formation de Forza Italia et de son alliance avec la Ligue du nord et Alleanza nazionale, héritière du Movimento sociale italiano. Silvio Berlusconi polarisa le champ politiques en deux camps principaux au profit de la coalition de centre droit (Polo delle libertà au nord et Polo del buon governo au sud) qui gagna les élections de mars 1994 avec 42,84% des votes contre 34,34% à l'alliance de centre-gauche, Alleanza dei progressisti. Silvio Berlusconi devint Premier ministre.

Cela changea aussi le cadre des relations industrielles et syndicales, mettant fin aux négociations triangulaires où les confédérations étaient parties prenantes de décisions qui les érigeaient en partenaires de gouvernements auprès desquels ils se portaient garants de l'acceptation par le monde du travail de politiques d'austérité salariale et budgétaire. Berlusconi entama en effet une réduction drastique de la dépense publique et refusa de négocier avec les directions confédérales. Il refusa même de les rencontrer et n'hésita pas à les provoquer. L'affrontement commença avec la proposition d'une réforme des retraites, des profondes coupes budgétaires dans l'Etat providence en parallèle d'avantages fiscaux offerts aux entrepreneurs et aux indépendants. L'ampleur des attaques et la méthode suivie pour les mener contraignit toutes les fractions de la CGIL à former un front unique qui atténua les polémiques internes.

Les syndicats organisèrent des mobilisations massives, dont le point culminant fut la manifestation du 12 novembre 1994 à laquelle participèrent un million de personnes à Rome. L'événement contribua à la chute du gouvernement près d'un mois plus tard. Il poussa aussi la direction de la CGIL de Brescia à réorienter ses énergies militantes et la bataille politique vers la lutte contre les attaques du gouvernement Berlusconi. L'organisation perdit son statut de leader de l'opposition à la direction nationale, que son virage conflictuel réinstalla en chef de file des mobilisations contre les mesures antipopulaires du



gouvernement. Le nouveau contexte transforma également les rapports entre partis de gauche, en particulier entre les héritiers du PCI, à savoir PDS et PRC. Si la période précédente avait été caractérisée par un affrontement continu entre les deux partis, l'arrivée au pouvoir de Silvio Berlusconi enclencha une dynamique de rapprochement. On le constata lors des élections anticipées de 1996, quand le Parti de la refondation communiste signa un accord de « désistement électoral » avec le PDS dans les circonscriptions uninominales qui permit la victoire de la coalition de centre-gauche et la nomination de Romano Prodi comme Premier ministre.



# Bibliographie générale

## Histoire syndicale mondiale

ANDOLFATTO Dominique, *Les syndicats en France*, La Documentation Française, Paris, 2004.

ANDOLFATTO Dominique et LABBÉ Dominique, *Histoire des syndicats (1906-2010)*, Seuil, Paris, 2011.

ANDOLFATTO Dominique et LABBÉ Dominique, *Sociologie des syndicats*, Editions La Découverte, Paris, 2000.

ANDOLFATTO Dominique et LABBÉ Dominique, *La CGT : organisation et audience depuis 1945*, La Découverte, Paris, 1997.

ANDOLFATTO Dominique et LABBÉ Dominique, *Toujours moins ! Déclin du syndicalisme à la française*, Gallimard, Paris, 2009.

ANTONIOLI Maurizio, *Per una storia del sindacato in Europa*, Mondadori Bruno, Milano, 2012.

BAGLIONI Guido, *Le relazioni industriali in Italia ein Europa negli anni '80*, Edizioni Lavoro, Roma, 1989.

BEROUD Sophie, BRESSOL Elyane, PELISSE Jérôme, PIGENET Michel (dir.), *La CGT (1975-1995) Un syndicalisme à l'épreuve des crises*, Ed. Arbre bleu, Nancy, 2019.

BEROUD Sophie, et MOURIAUX René, «Conflictualités et évolutions de la conflictualité sociale ». In *Le conflit en grève?: tendances et perspectives de la conflictualité contemporaine*, La Dispute, Paris, 2005, pp.121-144.

BEROUD Sophie, BOUFFARTIGUE Paul (Dir.), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, La Dispute, Paris, 2009.

BEROUD Sophie, GIRAUD Baptiste, KAREL Yon, *Sociologie politique du syndicalisme*, Armand Colin, Paris, 2018.

BIBES Geneviève, MOURIAUX René (Dir.), *Les syndicats européens à l'épreuve*, Presse de la FNSP, Paris, 1990.

BIHR Alain, *Dall'assalto al cielo all'alternativa : la crisi del movimento operaio europeo*, BFS, Pisa, 1995.

BIRINDELLI Lorenzo, D'ALOIA Giuseppe, MEGALE Agostino, *La politica dei redditi negli anni '90. Potere d'acquisto, contrattazione e produttività in Italia e in Europa*, Ediesse, Roma, 2003.

DAHRENDORF Ralf, *Il conflitto sociale nella società moderna*, Laterza, Roma-Bari, 1989.

DREYFUS Michel, *Histoire de la CGT. Cent ans de syndicalisme en France*, Editions Complexe, Paris, 1995.

GEORGI Frank, *L'identité en questions. Regards sur un demi-siècle (1964-2014)*, Arbre bleu Editions, Nancy, 2014.

GEORGI Frank, *L'invention de la CFDT, 1957-1970. Syndicalisme, catholicisme et politique dans la France de l'expansion*, Editions CNRS, Paris, 1995.

HATZFELD Nicolas , PIGENET Michel, VIGNA Xavier, *Travail, travailleurs et ouvriers d'Europe au XXe siècle*, Editions universitaires de Dijon, Dijon, 2016.

HATZFELD Nicolas, *Les gens d'usine. 50 d'histoire à Peugeot Sochaux*, Editions de l'Atelier, Paris, 2002.

HETZEL Anne-Marie, LEFEVRE Josette, MOURIAUX René, TOURNIER Maurice, *Les syndicalismes à mots découverts. Dictionnaire des fréquences (1971-1990)*, Syllepse, Paris, 1998.

LABBÉ Dominique, *Syndicats et syndiqués en France depuis 1945*, L'Harmattan, Paris, 1996.

LABBÉ Dominique, COURTOIS Stéphane (Dir.), *Regards sur la crise du syndicalisme*, L'Harmattan, Paris, 2001.

LABBÉ Dominique, CROISAT Maurice, *La fin des syndicats ?*, L'Harmattan, Paris, 1993.

LANDIER Hubert, *Demain, quels syndicats ? Essai sur la crise du syndicalisme en France*, Le livre de poche, Paris, 1981.

LETTIERI A., ROMAGNOLI U., *Europa e sindacato. Politica dei redditi e contrattazione* FrancoAngeli, Milano, 1991.

MOURIAUX René, *Crises du syndicalisme français*, Montchrestien, Paris, 1998.

MOURIAUX René, *La CGT*, Seuil, Paris, 1982.

MOURIAUX René, *Les syndicats dans la société française, XIXe-XXe siècle*, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, Paris, 1983.

MOURIAUX René, *Le syndicalisme depuis 1945*, La Découverte, Paris, 1994.

MOURIAUX René, *Syndicalisme et politique*, Editions ouvrières, Paris, 1985.

NOIRIEL Gérard, *Les ouvriers dans la société française XIXe-XXe siècle*, Seuil, Paris, 2002.

PERNOT Jean-Marie, *Syndicats : Lendemain de crise ?*, Editions Gallimard, Paris, 2005.

PIGENET Michel, DREYFUS Michel (Dir.), *La CGT en question(s). Regards croisés sur 125 années d'un syndicalisme de transformation sociale*, Editions universitaires de Dijon, Dijon, 2019.

PIGENET Michel, PASTURE Patrick, ROBERT Jean-Louis, *L'apogée des syndicalismes en Europe occidentale*, Editions Sorbonne, Paris, 2005.

PIGENET Michel, TARTAKOWSKY Danielle, (Dir), *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte, Paris, 2012.

SIROT Stéphane, *La grève en France. Une histoire sociale (XIXe-XXe siècle)*, Odile Jacob, Paris, 2002

VIGNA Xavier, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, Perrin, Paris, 2012.

VIGNA Xavier, *Les ouvriers. La France des usines et des ateliers (1880-1980)*, Les Arènes, Paris, 2014.

VIGNA Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, PUR, Rennes, 2007.

## Histoire syndicale et des relations industrielles italiennes

ACOCELLA Giuseppe, *Storia della CISL*, Edizioni Lavoro, Roma, 1993.

ACCORNERO Aris, *Era il secolo del lavoro*, Il Mulino, Bologna, 1998.

AMATO Fabrizio, MATTONE Sergio, *Il sindacato alla svolta degli anni '90 : contrattazione, rappresentanza, democrazia*, FrancoAngeli, Milano, 1989.

ANDRUCCIOLI Paolo, *Spine rosse. Breve storia della minoranza congressuale della Cgil (1978-2006)*, Ediesse, Roma, 2008.

ARIEMMA Iginio, *La sinistra di Bruno Trentin, Elementi per una biografia*, Ediesse, Roma, 2014.

ARMENI Ritanna, *Gli extraconfederali cobas e autonomi : chi sono, cosa pensano, cosa vogliono*, Edizioni Lavoro, Roma, 1988.

BAGLIONI Guido, *Analisi della CISL. Fatti e giudizi di un'esperienza sindacale*, Edizioni Lavoro, Roma, 1980.

BAGLIONI Guido, *L'accerchiamento. Perché si riduce la tutela sindacale tradizionale*, Il Mulino, Bologna, 2008.

BAGLIONI Guido, *La lunga marcia della CISL 1950-2010*, Il Mulino, Bologna, 2011

BAGLIONI Guido, *La politica sindacale nel capitalismo che cambia*, Laterza, Roma-Bari, 1991.

BALDISSERA Alberto, *La svolta dei 40000: dai quadri Fiat ai Cobas*, Comunità Edizioni, Roma, 1988.

BALDISSERA Alberto, *Ricerche sui lavoratori manuali e il sindacato in Italia*, FrancoAngeli, Milano, 1983.

BALLISTRERI Maurizio, *Sindacato e riformismo*, P&M Associati, Milano, 1991.

BERNOCCHI Pietro, *Dal sindacato ai cobas. La ribellione del lavoro dipendente e l'autogranizzazione fra pubblico e privato*, Erre emme, Roma, 1993.

BERTA Giuseppe, *Conflitto industriale e struttura d'impresa Fiat 1919-1979*, Il Mulino, Bologna, 1998.

BERTA Giuseppe, ANNIBALDI Cesare, *Impresa, partecipazione, conflitto. Considerazioni dell'esperienza Fiat*, Marsilio Editore, Venezia, 1994.

BERTA Giuseppe, *Mirafiori*, Il Mulino, Bologna, 1998.



BERTUCCELLI Lorenzo, PEPE Adolfo, RIGHI Maria Luisa, *Il sindacato nella società industriale*, Ediesse, Roma, 2008.

BIANCHI Gianfranco, LAUZI Giorgio, *I metalmeccanici. Documenti per una storia della FIOM*, De donato, Bari, 1981.

BIANCHI Gianfranco, *Storia dei sindacati in Italia*, Editori riuniti, Roma, 1984.

BONAZZI Giuseppe, *Il tubo di cristallo. Modello giapponese e fabbrica integrata alla Fiat auto*, Il Mulino, Bologna, 1993.

BONI Piero, *FIOM : 100 anni di un sindacato industriale*, Ediesse, Roma, 1993.

BREZZI C., CAMERINI I., LOMBARDO T., *La Cisl 1950-1980*, Edizioni Lavoro, Roma, 1980.

BRUNO Roberto, *Breve storia del sindacato in Italia. Lavoro, conflitto ed emancipazione*, Ediesse, Roma, 2012.

CAPO Giuseppe, *Quarant'anni nel dialogo sociale. Dal conflitto alla concertazione*, Il Mulino, Bologna, 1998.

CARINCI Franco, *Il sindacato come soggetto di contrattazione dei processi di ristrutturazione produttiva*, FrancoAngeli, Milano, 1983.

CARRIERI Mimmo, DONOLO Carlo, *Il mestiere politico del sindacato*, Editori Riuniti, Roma, 1986.

CARRIERI Mimmo, PERULLI Paolo, *Il teorema sindacale : flessibilità e competizione nelle relazioni industriali*, Il Mulino, Bologna, 1985.

CARRIERI Mimmo, *L'incerta rappresentanza : sindacati e consenso negli anni '90*, Il Mulino, Bologna, 1995.

CASCELLA Pasquale, *Cari compagni*, Ediesse, Roma, 1996.

CASCELLA Pasquale, LAUZI Giorgio, NEGRI Sergio, *Fausto Vigevani : La passione, il coraggio di un socialista scomodo*, Ediesse, Roma, 2004.

CASELLA Roberto, *La crisi sindacale degli anni' 80*, Edizioni LottaComunista, Milano, 1989.

CASTRONOVO Valerio, *Cento anni di imprese : Storia della Confindustria 1910-2010*, Laterza, Roma-Bari, 2010.

CASTRONOVO Valerio, *Fiat 1899-1999 : un secolo di storia italiana*, Rizzoli, Milano, 1999.

CAUSURANO Pietro, FALOSSÌ Luigi, GIOVANNINI Paolo, *Mondi operai, culture del lavoro e identità sindacali. Il novecento italiano*, Ediesse, Roma, 2008.

CAZZOLA Giuliano, *C'eravamo tanto amati*, Sperling & Kupfer, Milano, 2001.

CERESA Giovanna, FRISONE Anna, VARLESE Laura, *Non è un gioco per ragazze. Femminismo e sindacalismo : i coordinamenti donne FLM*, Ediesse, Roma, 2010.

*Crisi, conflitto e protagonismo operaio. I movimenti autoconvocati degli anni' 80 e '90*, (brochure), AC Editoriale, Milano, 2011.

CRAVERI Piero, PIGNATELLI Giuseppe, *Per una riforma delle relazioni industriali. Dieci anni con la UIL (1979-1989)*, FrancoAngeli, Milano, 1990.

DE AMICIS Nino, *La difficile utopia del possibile. La Federazione lavoratori metalmeccanici nel « decennio operaio » (1968-1984)*, Ediesse, Fondazione Di Vittorio, Roma, 2010.

DE SANTIS Gustavo, ZANINELLI Sergio, *Sessant'anni del « sindacato nuovo ». la Cisl tra storia e interpretazioni*, Edizioni Lavoro, Roma, 2012.

DI IACOVO Benedetto, *30 anni di UIL*, Edizioni prospettive meridionali, Cosenza, 2005.

FELTRIN Paolo, *La sindacalizzazione in Italia, (1986-2004). Tendenza e dinamiche di lungo periodo*, Edizioni Lavoro, Roma, 2005.

FILIPPINI R., *Fiat: l'accordo della discordia*, Francoangeli, Milano, 1988.

FORBICE Aldo, *Robot, computer e nuovi operai*, FrancoAngeli, Milano, 1985.

GALLI P., PERTEGATO G., *Fiat 1980. Sindrome della sconfitta*, Ediesse, 1994.

GARIBALDO Francesco, *Lavoro, innovazione, sindacato*, Costa&Nolan, Genova, 1988.

GHEZA Franco, *La CGIL e il mondo cattolico*, Ediesse, Roma, 2004.

GHEZZI Carlo, *Angelo Airoidi. Il sindacalista gentile*, Ediesse, Roma, 2010.

GIUGNI Gino, *La lunga marcia della concertazione*, Il Mulino, Bologna, 2003.

GIOTTO L., *La fabbrica totale. Paternalismo industriale e città sociali in Italia*, Feltrinelli, Milano, 1979.

LANZARDO Liliana, *Classe operaia e partito alla Fiat. La strategia della collaborazione: 1945-1949*, Einaudi, Torino, 1971.

LORETO Lorenzo, *L'anima bella del sindacato: storia della sinistra sindacale : 1960-1980*, Ediesse, Roma, 2005.

LORETO Fabrizio, *Storia della CGIL. Dalle origini ad oggi. Manuale per la formazione di delegati, lavoratori, dirigenti*, Ediesse, Roma, 2009.

MAGNO Michele, *Bruno Trentin : Lavoro e libertà*, Ediesse, Roma, 1994.

MASCINI Massimo, RICCI Maurizio, *Dai decimali ai Cobas. Come cambiano le relazioni industriali*, Cedis Editrice, Roma, 1988.

MASCINI Massimo, *Profitti e salari: venti anni di relazioni industriali, 1980-2000*, Il Mulino, Bologna, 2000.

MASCINI Massimo, RICCI Maurizio, *Il lungo autunno freddo: radiografia delle nuove relazioni sindacali*, FrancoAngeli, Milano, 1998.

MASCINI Massimo, RICCI Maurizio, *La cruna del referendum: vinti, vincitori e spettatori della svolta sindacale*, Cedis, Roma, 1987.

MASCINI Massimo, RICCI Maurizio, *La grande sfida: sindacati, imprenditori e governo dal settembre 1983 al luglio 1984*, Cedis, Roma, 1985.

MASCINI Massimo, RICCI Maurizio, *Lo scambio alla prova. Imprenditori e sindacati nel 1983: dal lodo Scotti al contratto dei metalmeccanici*, Cedis, Roma, 1985.

MESSINA Antonio, *Storia e storie dei metalmeccanici. Quarant'anni di Uilm*, FrancoAngeli, Milano, 1990.

MOSCATO Antonio, *Cento anni di Fiat: dagli Agnelli alla General Motors*, Massari, Bolsena, 2000.

MUSSO Stefano, *Storia del lavoro in Italia dall'Unità a oggi*, Marsilio Editore, Venezia, 2011.

ORIOLO Alberto, *L'accordo di San Tommaso*, Ediesse, Roma, 1994.

PANZIERI Raniero, *Lotte operaie nello sviluppo capitalistico*, Einaudi, Torino, 1976.

PARODI Lorenzo, *Crisi del sindacato subalterno*, Edizioni LottaComunista, Milano, 1998.

PASSARO Antonio, *Alla ricerca del salario perduto*, Tullio Pirotti Editore, Roma, 2014.

PELLACANI Alberto, *Azione organizzativa del sindacato. Uno studio sulla CGIL*, Franco Angeli, Milano, 1991.

PEPE Adolfo, *Il sindacato nella società industriale*, Ediesse, Roma, 2008.

REGINI Marino, *I dilemmi del sindacato*, Il Mulino, Bologna, 1981.

REVELLI Marco, *Lavorare in Fiat. Da Valletta ad Agnelli a Romiti*, Garzanti, Milano, 1989.

RICCI Maurizio, *Anni di ferro. Merloni alla Confindustria*, Ediesse, Roma, 1984.

RIVA Massimo, *Lama. Intervista sul sindacato*, Laterza, Roma-Bari, 1976.

SANGIOVANNI Andrea, *Tute blu: la parabola operaia nell'Italia repubblicana*, Donzelli, Roma, 2006.

SAPELLI Giulio, *Impresa e sindacato. Storia dell'Intersind*, Il Mulino, Bologna, 1996.

SCALVI Marianella, *Lotta di classe e organizzazione operaia. Pirelli Bicocca Milano (1968-1969) – OM Fiat Brescia (1954-1972)*, Mazzotta Editore, Milano, 1974.

TERZI Riccardo, *Trentin e il nostro futuro*, Fondazione "Di Vittorio", Roma, Ediesse, 2011.

TURONE Sergio, *Storia del sindacato in Italia. Dal 1943 al crollo del comunismo*, Laterza, Roma-Bari, 1998-

TURONE Sergio, *Storia della UIL*, FrancoAngeli, Milano, 1990.

VALLAURI Carlo, *Storia dei sindacati nella società italiana*, Ediesse, Roma, 2008.

VECCHI Simone, *L'assalto al cielo. Claudio Sabattini, i lavoratori della FIAT e le loro lotte nella seconda metà degli anni settanta*, Meta, Roma, 2008.

## **Histoire syndicale de Lombardie et de Brescia**

AA.VV, *La Fim di Brescia. Per una storia del metalmeccanici bresciani*, Bibliolavoro, Milano, 2008.

BAGLIONI Guido, CORBARI Costantino, *Autonomia e contratti. Storie di sindacalisti della Cisl in Lombardia*, Edizioni Lavoro, Roma, 2006.

BANDERA Daniela, *Sindacato e rappresentanza tra coscienza di classe e nuove forme di razionalità*, FrancoAngeli, Milano, 1988.

BELLOMETTI G., COSTA G., *A viso aperto. I sessant'anni della CISL di Brescia nel segno dell'autonomia e della partecipazione*, Edizioni Lavoro, Roma, 2010.

BERTUCCELLI Lorenzo, *Nazione operaia. Cultura del lavoro e vitadi fabbrica a Milano e Brescia 1945-1963*, Ediesse, Roma, 1997.

BREGOLI Lucio, *L'apporto delle Acli al movimento operaio bresciano*, Tipografia Bondaschi, Brescia, 2004.

CARRIERI Mimmo, BRAGA Adolfo, *Delegati a Milano. Il « capitale sociale » del sindacato nel cuore padano*, Donzelli, Roma, 2001.

CORBARI Constantino, *Memorie in tuta blu. Gli anni caldi dei metalmeccanici bresciani*, Edizioni Lavoro, Roma, 2015.

CORTELLA Giorgio, *Storia della Cisl di Brescia. La fase della nascita e della consolidazione (1948-1962)*, Edizioni Lavoro, Roma, 1990.

CUCCHINI Roberto, FORNORI Enrico, *L'energia e la pazienza : L'Ideal Standard di Brescia : dalla « caa de l'or » alla fabbrica snella (1952-1997)*, Monografico Studi Bresciani, Brescia, 2002.

CUCCHINI Roberto, *L'ambiente di lavoro tra razionalità tecnologica e ragioni dell'uomo. L'esperienza bresciana negli anni settanta, Altronovecento. Ambiente, Tecnica, Società*, revue on line de la Fondazione « Luigi Micheletti », de Brescia, n.3, juin 2000.

DANESI Silvio, *L'anomalia dissolta. Il sindacato bresciano tra cronaca e storia*, Ente economico bresciano, Brescia, 1991.

DANESI Silvio, *Il movimento sindacale a Brescia*, Edizione Provincia di Brescia, 1999.

DANESI Silvano, *L'autonomia sognata. La Uil di Brescia dall'Italia del dopoguerra all'Europa del 2000*, Edizione Uil, Brescia, 1997.

DEL BARBA Massimiliano, *Storia del distretto gardonese. Il caso della Vincenzo Bernardelli (1865-1997)*, « Studi Bresciani ». Quaderni della Fondazione Michelletti, Brescia, 2008.

GRANATA Mattia, TORRE SANTOS Jorge, *Sindacato e territorio. Storia della Cgil Lombardia (1960-1984)*, Ediesse, Roma, 2014.

MASTAGLIA Luigi, *Periferia protagonista. I trent'anni del comprensorio Cisl Vallecamonica-Sebino (1980-2010)*, Bibliolavoro, Milano, 2010.

PETRILLO Gianfranco, *Profondo nord: La camera del lavoro di Brescia, 1892-1982*, Ediesse, Roma, 1985.

PORTA Gianfranco, *Cento anni con i lavoratori. La Fiom di Brescia dal 1901 al 2001*, Grafo, Brescia, 2001.

SCIOLA Gianni, *Classe operaia pci e sindacato a Brescia nel periodo della ricostruzione 1945-1950*, Thèse : histoire, Prof. M. Legnani, Università degli studi di Bologna. Facoltà di lettere e filosofia, 1978-1979.

TACCOLINI Mario, BUSI Michele, *Aperti al futuro. Sessant'anni di ACLI bresciane*, Ancora, Milano, 2005.

ZANOTTI E., *Giuseppe Beretta. Imprenditore di umanesimo e modernità*, Tipografia camuna, Brescia, 2010.



## Histoire économique mondiale et européenne

ALDCROFT H. Derek, *L'economia europea dal 1914 al 2000*, Laterza, Roma-Bari, 2004.

CAMERON Rondo, NEAL Larry, *Storia economica del mondo. Dal XVIII secolo ai nostri giorni*, Il Mulino, Bologna, 2002.

CASTRONOVO Valerio, *Il capitalismo ibrido. Saggio sul mondo multipolare*, Laterza, Roma-Bari, 2011.

CAVAZZA Stefano, SCARPELLINI Emanuela, *La rivoluzione dei consumi. Società di massa e benessere in Europa 1945-2000*, Il Mulino, Bologna, 2010.

NAPOLEONI Claudio, *Il pensiero economico del 900*, Einaudi, Torino, 1963.

POLLARD Sidney, *L'economia internazionale dal 1945 ad oggi*, Laterza, Roma-Bari, 1999.

## Histoire économique italienne

AA.VV., *Società, economia, istituzioni in Lombardia. Dinamica di una regione sviluppata alla svolta degli anni novanta*, FrancoAngeli, Milano, 1994.

ACCORNERO Aris, *Il mondo della produzione*, Il Mulino, Bologna, 1994.

AMATO Giuliano, *Dualismo e sviluppo nella storia d'Italia*, Marsilio editore, Venezia, 1989.

AMATORI Franco, COLLI Andrea, *Impresa e industria in Italia, Dall'unità ad oggi*, Venezia, Marsilio, 1999.

BARCA Fabrizio, *L'industria fra capitale e lavoro. Piccole e grandi imprese dall'autunno caldo alla ristrutturazione*, Il Mulino, Bologna, 1989.

BARCA Fabrizio, *Storia del capitalismo italiano. Dal dopoguerra a oggi*, Donzelli, Roma, 1997.

BATTILANI Patrizia, FAURI Francesca, *L'economia italiana dal 1945 a oggi*, Il Mulino, Bologna, 2014.

BERTA Giuseppe, *L'Italia delle fabbriche. La parabola dell'industrialismo nel novecento*, Il Mulino, Bologna, 2014.

BERTA Giuseppe, ANNIBALDI Cesare, *Grande impresa e sviluppo italiano. Studi per i cento anni della Fiat*, Il Mulino, Bologna, 1999.

BERTA Giuseppe, *La via del nord. Dal miracolo economico alla stagnazione*, Il Mulino, Bologna, 2015.

BERTA Giuseppe, *Metamorfosi. L'industria italiana fra declino e trasformazione*, Egea, Milano, 2004.

BIAGIOLI Mario, *Inflazione, struttura del salario e contrattazione. Indagini empiriche sull'esperienza degli anni '70 e riflessioni sui problemi di politica contrattuale degli anni' 80*, Ires-Cgil, FrancoAngeli, 1982.

BRUNETTA Renato, *Il modello Italia. Analisi e cronache degli anni '80*, Marsilio Editore, Venezia, 1991.

CALZONI Ugo, LOCATELLI Franco, *Imperi senza dinastie. La straordinaria avventura imprenditoriale di Luigi Lucchini e dell'industria bresciana dell'acciaio*, La compagnia della stampa, Roccafranca (Brescia), 2014.

CASTRONOVO Valerio, *L'Italia della piccola industria. Dal dopoguerra a oggi*, Laterza, Roma-Bari, 2013.

CASTRONOVO Valerio, *L'industria italiana dall'ottocento ad oggi*, Arnoldo Mondadori, Milano, 1990.

CAVAZZA Stefano, *Consumi e politica nell'Italia repubblicana*, Il Mulino, Bologna, 2013.

CIOCCA Pierluigi, TONIOLO Gianni, *Storia economica d'Italia*, Laterza, Roma-Bari, 2004.

CHIARINI Roberto, *Brescia industriale: una corsa lunga un secolo (1910-2010)*, La compagnia della stampa, Roccafranca (Brescia), 2010.

COLLAJANNI Napoleone, *L'economia italiana dal dopoguerra a oggi*, Sperling&Kupfer, Milano, 1990.

CRAINZ Guido, *Storia del miracolo economico italiano. Culture identità trasformazioni*, Donzelli, Roma, 1996.

DE ROSA Luigi, *Lo sviluppo economico dell'Italia dal dopoguerra a oggi*, Laterza, Roma-Bari, 1997.

DEAGLIO Mario, *La nuova borghesia e la sfida del capitalismo*, Laterza, Roma-Bari, 1998.

DOLFO N., MANINETTI L., SIMONI C., *Ritratti di città. Brescia com'era, com'è: conversazioni sugli ultimi cinquant'anni*, Grafo, Brescia, 1995.

FANFANI Tommaso, *Scelte politiche e fatti economici in Italia nel quarantennio repubblicano*, Giappichelli, Torino, 1987.

GALLI Giorgio, *Gli Agnelli. Il tramonto di una dinastia*, Mondadori, Milano, 2003.

GALLINO Luciano, *La scomparsa dell'Italia industriale*, Einaudi, Torino, 2003.

GRASSO Ennio, ROMANO Aldo, *Aspetti del settore terziario in Italia: strutture e prospettive nella società postindustriale*, Edizioni Lavoro, Roma, 1981.

LANARO Silvio, *L'Italia nuova. Identità e sviluppo (1861-1988)*, Einaudi, Torino, 1988.

MICOSSI Stefano, VISCO Ignazio, *Inflazione, concorrenza e sviluppo. L'economia italiana e la sfida dell'integrazione europea*, Il Mulino, Bologna, 1993.

PACI Massimo, *Il mutamento della struttura sociale in Italia*, Il Mulino, Bologna, 1992.

ROSSI Salvatore, *La politica economica italiana. (1968-2007)*, Laterza, Roma-Bari, 2008.

SALVEMINI Maria Teresa, *Le politiche del debito pubblico*, Laterza, Roma-Bari, 1992.

SALVATI Michele, *Alle origini dell'inflazione italiana*, Il Mulino, Bologna, 1980.

SALVATI Michele, *Economia e politica in Italia dal dopoguerra ad oggi*, Milano, Garzanti, 1984.

SALVATI Michele, *Occasioni mancate. Economia e politica in Italia dagli anni '60 ad oggi*, Laterza, Roma-Bari, 2000.

SAPELLI Giulio, *Economia, tecnologia e direzione d'impresa in Italia*, Einaudi, Torino, 1994.

SAPELLI Giulio, *L'Italia di fine secolo. Economia e classi dirigenti: un capitalismo senza mercato*, Marsilio, Venezia, 1998.

SAPELLI Giulio, *Storia economica dell'Italia contemporanea*, Bruno Mondadori, Milano, 1997.

SCARPELLINI Emanuela, *L'Italia dei consumi: Dalla Belle Epoque al nuovo millennio*, Laterza, Roma-Bari, 2013.

SCOTTI Gino, *Fiat auto e non solo. I dilemmi strategici degli Agnelli dalle origini alla crisi di oggi*, Donzelli, Roma, 2003.

SYLOS LABINI Paolo, *Le classi sociali negli anni'80*, Laterza, Roma-Bari, 1986.

SYLOS LABINI Paolo, *La crisi italiana*, Laterza, Roma-Bari, 1994.

## **Histoire économique de Lombardie et de Brescia**

ADORNO Salvatore, NERI SERNERI Simone, *Industria, ambiente e territorio. Per una storia ambientale delle aree industriali in Italia*, Il Mulino, Bologna, 2009.

ALIPRANDI Alberto, *Lo sviluppo dell'industria siderurgica a Odolo nel secondo dopoguerra*. Thèse : histoire, Prof. A. Fontana. Università degli studi di Brescia. Facoltà di economia e commercio, 1986-1987.

BELFANTI Carlo Marco, MACCABELLI Trenzio, *Un paradigma per i distretti industriali, Radici storiche, attualità e sfide future*, Grafo, Brescia, 1997.

BELLICINI Andrea, *La siderurgia bresciana : storia, aspetti, geografici, problemi economici*, Astra, Pavia, 1987.

CANESI Marco, CHIARAMONTE Franco, *Lavorare in Lombardia. Mutamenti strutturali e nuovi obiettivi di sviluppo*, Il Mulino, Bologna, 2002.

DEGANI Katia, *Trasformazioni tecnologiche nella siderurgia italiana dalla ricostruzione a oggi. Analisi di una fonte " la metallurgia italiana"*. Thèse : histoire, Prof. G. Pedrocchi. Università degli studi di Bologna. Corso di laurea in storia contemporanea, 1998-1999.

DOLFINI Marco, *La Lega Lombarda a Brescia. Eletti e organizzazione*, Thèse : histoire, Prof. Marco Marafi, Università degli studi di Milano. Facoltà di Scienze Politiche. 1992-1993.

GAMBARI Gloria, *L'evoluzione storica della siderurgia bresciana e fattori di localizzazione*, Incontri di storia bresciana, Gruppo aziendale dei dipendenti delle aziende del gruppo

Cab-Credito agrario bresciano, Atti del 1 incontro di storia bresciana 12 dicembre 1992, Brescia, 1993.

MACCABELLI Terenzio, *Economie di fine secolo. L'industria bresciana fra realtà locale e dimensione globale*, Grafo, Brescia, 1995 .

MOR Renato, *L'industria armiera nell'economia bresciana*, Thèse : Histoire, Prof : F.Feroldi, Università degli studi di Parma. Facoltà di economia e commercio. 1964.

PANIZZA Celestino, « Impatto ambientale della siderurgia elettrica da rottame », *Medicina Democratica*, n. 159/161, janvier-juin 2005, pp. 13-21.

PEDROCCO Giorgio, *Bresciani. Dal rottame al tondino. Mezzo secolo di siderurgia bresciana (1945-2000)*, Jaca book, Milano, 2000.

PORTERI Antonio, *Il commercio bresciano. Gli uomini, i luoghi e le forme dello scambio*, Grafo, Brescia, 1993.

PROVASI Giancarlo, *Lumezzane terra di imprenditori*, Edizioni Camera di commercio, industria, agricoltura e artigianato di Brescia, Brescia, 1995.

SAVELLI Carlo, *Lo sviluppo economico e sociale del Sebino nel secondo dopoguerra*, Thèse : Histoire, Prof. Sandro Fontana, Università degli studi di Brescia facoltà di economia e commercio, 1985-1986.

SILEI Gianni, *Le politiche sociali del partito comunista italiano negli anni settanta*. Thèse : histoire, Prof. Maurizio degli Innoncenti, Università degli studi di Siena. Facoltà di scienze politiche, 1999-2000.



TALLONE Oria, *I distretti industriali in Provincia di Brescia, Teoria e realtà*, Notiziario economico della Banca San Paolo di Brescia, 1995.

TONNI Stefano, *Il distretto bresciano della rubinetteria-valvolame: le nuove sfide competitive*. Thèse : histoire, Prof.: Marco Fortis, Università cattolica del sacro cuore. Sede di Milano. Facoltà di scienze politiche, 2009.

ZANE Marcello, *Fatto a Brescia. Marchi e prodotti che hanno reso grande l'industria bresciana*, Liberedizioni, Brescia, 2013.

ZOLI Franca, *Analisi delle mappe di rischio e dei nuovi rischi per la salute psico-fisica dei lavoratori determinati dall'innovazione tecnologica : una ricerca operativa sul rapporto tra lo stress e il lavoro ai video-terminali*, Thèse : Histoire, Prof. Vincenzo Majer, Università degli studi di Padova. Facoltà di magistero, 1985-1986.

ZUCCA Celina, *La democrazia cristiana a Brescia tra ricostruzione e centrismo*, Thèse :histoire, Prof. Egidio Walter Crivellin, Università cattolica del sacro cuore. Sede di Brescia. Facoltà di lettere e filosofia, 2003-2004.

## **Histoire politique mondiale et européenne**

DETTI Tommaso, GOZZINI Giovanni, *Storia contemporanea. Il Novecento*, Bruno Mondadori, Milano, 2002.

FORMIGONI Guido, *Storia della politica internazionale nell'età contemporanea*, Il Mulino, Bologna, 2000.

HOBBSAWM J. Eric, *Il secolo breve 1914-1991*, Rizzoli, Milano, 1995.

HOBBSAWM J. Eric, *Intervista sul nuovo secolo*, Laterza, Roma-Bari, 2008.

MAMMARELLA Giuseppe, CACACE Paolo, *Storia e politica dell'Unione Europea 1926-2013*, Laterza, Roma-Bari, 2013.

HARDT Michael, NEGRI Antonio, *Multitude*, Paris, La Découverte, 2004.

HARDT Michael, NEGRI Antonio, *Empire, Exils*, Paris, 2000.

ROMERO Federico, *Storia della guerra fredda. L'ultimo conflitto per l'Europa*, Einaudi, Torino, 2009.

SABBATUCCI Giovanni, VIDOTTO Vittorio, *Storia contemporanea. Il novecento*, Laterza, Roma-Bari, 2008.

SALVADORI Massimo, *Storia dell'età moderna e contemporanea 1815-1990*, Loescher editore, Torino, 1991.

VARSORI Antonio, *Storia internazionale. Dal 1919 a oggi*, Il Mulino, Bologna, 2015.

VIDOTTO Vittorio, *Guida allo studio della storia contemporanea*, Laterza, Roma-Bari, 2011.

## **Histoire politique italienne**

AA.VV, *La società italiana degli anni ottanta*, Laterza, Roma-Bari, 1987.

ACCORNERO Aris, MANNHEIMER Renato, *L'identità comunista*, Feltrinelli, Milano, 1983.

ACQUAVIVA Gennaro, COVATTA Luigi, *La grande riforma di Craxi*, Marsilio editore, Venezia, 2010.

AGOSTI Aldo, *Storia del partito comunista italiana 1921-1991*, Laterza, Roma-Bari, 2000.

ALBERTINA Vittoria, *Storia del Pci*, Carocci, Roma, 2006.

ALLIEVI Stefano, *Le parole della Lega*, Milano, Garzanti, 1992.

AMATO Giuliano, *Due anni al tesoro*, Il Mulino, Bologna, 1990.

AMATO Giuliano, *Economia, politica e istituzioni in Italia*, Il Mulino, Bologna, 1976.

AMATO Giuliano, *Una repubblica da riformare*, Il Mulino, Bologna, 1990.

ARIEMMA Igino, *La casa brucia. I democratici di sinistra dal Pci ai nostri giorni*, Marsilio editore, Venezia, 2000.

BACCETTI Carlo, *Il Pds*, Il Mulino, Pds, 1996.

BAGNASCO A., *L'Italia in tempi di cambiamento politico*, Il Mulino, Bologna, 1996.

BANTI Alberto Mario, *L'età contemporanea. Dalla grande guerra a oggi*, Laterza, Roma-Bari, 2015.

BARBAGALLO Francesco, *Enrico Berlinguer*, Carocci, Roma, 2006.

BERTOLINO Simone, *Rifondazione comunista*, Il Mulino, Bologna, 2004.

BERTOLINI Sergio, SONCINI Massimo, *Umberto Bossi, i suoi uomini, le sue donne. Luci e ombre del leghismo*, Sogedi, Milano, 1992.

BIONDI Lorenzo, *La Lega democratica*, Viella, Roma, 2013.

BIORCIO Roberto, *La Padania promessa. La storia, le idee e la logica d'azione della Lega nord*, Il saggiatore, Milano, 1997.

BOCCA Giorgio, *Storia della Repubblica italiana. Dalla caduta del fascismo ad oggi*, Rizzoli, Milano, 1982.

BUSI Roberto, *Padre Marcolini. Dalla casa per la famiglia, alla costruzione della città*, Gangemi Editore, Roma, 2000.

CAFAGNA Luciano, *C'era una volta...Riflessioni sul comunismo italiano*, Marsilio editore, Venezia, 1991.

CAFAGNA Luciano, *Duello a sinistra. Socialisti e comunisti nei lunghi anni '70*, Il Mulino, Bologna, 1982.

CAFAGNA Luciano, *La grande slavina. L'Italia verso la crisi della democrazia*, Marsilio editore, Venezia, 1993.

CAFAGNA Luciano, *Una strana disfatta. La parabola dell'autonomismo socialista*, Marsilio editore, Venezia, 1996.

CALISE Mauro, *Dopo la partitocrazia. L'Italia tra modelli e realtà*, Einaudi, Torino, 1994.

CAPPERUCCI Vera, *Il partito dei cattolici. Dall'Italia degasperiana alle correnti democristiane*, Rubettino, Roma, 2010.

CARBONI Carlo, *Classi e movimenti in Italia. 1970-1985*, Laterza, Roma-Bari, 1986.

CASSESE Sabino, *Maggioranza e minoranza. Il problema della democrazia in Italia*, Garzanti, Milano, 1995.

CAVALLI Luciano, *Governo del leader e regime dei partiti*, Il Mulino, Bologna, 1992.

CHIARANTE Giuseppe, *Da Togliatti a D'Alema. La tradizione dei comunisti italiani e le origini del Pds*, Laterza, Roma-Bari, 1996.

CICCHITTO Fabrizio, *Il Psi e la lotta politica in Italia dal 1976 al 1994*, Spirali/Vel, Roma, 1995.

CIOFFI Paolo, LIGUORI Guido, Enrico Berlinguer. *Un'altra idea del mondo. Antologia 1969-1984*, Editori riuniti, Roma, 2014.

COLARIZZI Simona, *Biografia della Prima Repubblica*, Laterza, Roma-Bari, 1996.

COLARIZZI Simona, *Storia del novecento italiano*, Rizzoli, Milano, 2000.

COLARIZZI Simona, *Storia politica della Repubblica (1943-2006)*, Laterza, Roma-Bari, 2013.

COLARIZZI Simona, GERVASONI Marco, *La cruna dell'ago. Craxi, il partito socialista e la crisi della Repubblica*, Laterza, Roma-Bari, 2006.

CRAINZ Guido, *Autobiografia di una repubblica*, Donzelli, Roma, 2009.

CRAINZ Guido, *L'Italia repubblicana*, Giunti, Firenze, 2000.

CRAINZ Guido, *Il paese mancato. Dal miracolo economico agli anni ottanta*, Donzelli, Roma, 2003.

DEGLI INNOCENTI Massimo, *Storia del Psi. Dal dopoguerra ad oggi*, Laterza, Roma-Bari, 1993.

DE ANGELIS Alessandro, *I comunisti e il partito: dal partito nuovo alla svolta dell'89*, Carocci, Roma, 2002.

DE LUNA, G., *Figli di un benessere minore. La Lega 1979-1993*, La nuova Italia, Firenze, 1994.

DE MARCHI Luigi, *Perché la Lega. La rivolta dei ceti produttivi in Italia e nel mondo*, Mondadori, Milano, 1993.

DELLA PORTA Donatella, *I partiti politici*, Il Mulino, Bologna, 2009.

DELLA PORTA Donatella, *Lo scambio occulto. Casi di corruzione politica in Italia*, Il Mulino, Bologna, 1992.

DELLA PORTA Donatella, *Movimenti collettivi e sistema politico 1960-1995*, Laterza, Roma-Bari, 1996.

DIAMANTI Ilvo, *Il male del nord. Lega, localismo, secessione*, Donzelli, Roma, 1996.

DIAMANTI Ilvo, *La Lega. Geografia, storia e sociologia di un nuovo soggetto politico*, Donzelli, Roma, 1995.

DIAMANTI Ilvo, RICCAMBONI Gianni, *La parabola del voto bianco. Elezioni e società in Veneto (1946-1992)*, Neri Pozza editore, Vicenza, 1992.

DORMAGEN Jean Yves, *I comunisti: dal Pci alla nascita di rifondazione comunista. Una semiologia politica*, Koine, Roma, 1996.

FAVILLI Paolo, *In direzione ostinata e contraria: per una storia di rifondazione comunista*, Roma, Derive Approdi, 2011.

FINETTI Ugo, *Storia di Craxi*, Boroli Editore, Milano, 2009.

FLORES Marcello, GALLERANO Nicola, *Sul Pci: un'interpretazione storica*, Il Mulino, Bologna, 1992.

FOA Vittorio, *Questo novecento*, Einaudi, Torino, 1996.

FOCCILLO Antonio, *La politica dei redditi: utopia, mito o realtà?*, Edizioni lavoro italiano, Roma, 2007.



FOLLINI Marco, *L'arcipelago democristiano*, Laterza, Roma-Bari, 1990.

FONTANA Sandro, *La riscossa dei lombardi*, Marsilio editore, 1996.

FLORES Marcello, GALLERANO Nicola, *Sul Pci. Un'interpretazione storica*, Il Mulino, Bologna, 1992.

GALASSO Giuseppe, *Seguendo il PCI*, Costantino Marco Editore, Lungrano (CS), 1998.

GALLI Giorgio, *I partiti politici italiani (1943-2004)*, Rizzoli, Milano, 2010.

GALLI Giorgio, *Mezzo secolo di Dc*, Rizzoli, Milano, 1993.

GALLI Giorgio, *Storia del Pci*, Kaos edizioni, Milano, 1993.

GALLI Giorgio, *Storia del socialismo italiano*, Laterza, Roma-Bari, 1980.

GAMBETTA William, *Democrazia proletaria. La nuova sinistra tra piazze e palazzi*, Edizione Punto Rosso, Roma, 2011.

GIANNI Alfonso, BERTINOTTI Fausto, *Le due sinistre*, Sperling&Kupfer, Milano, 1996.

GINSBOURG Paul, *L'Italia del tempo presente*, Einaudi, Torino, 1998.

GINSBORG Paul, *Storia d'Italia dal dopoguerra ad oggi*, Einaudi, Torino, 1989.

GIOVAGNOLI Agostino, *Il partito italiano : la Dc dal 1942 al 1994*, Laterza, Roma-Bari, 1996.

GUALTIERI Roberto, *Il PCI nell'Italia repubblicana 1943-1991*, Carocci, Roma, 2001.

GUERRA Adriano, *La solitudine di Berlinguer. Governo, etica e politica. Dal no a Mosca alla questione morale*, Ediesse, Fondazione Di Vittorio, Roma, 2010.

IGNAZI Piero, *Dal PCI al PDS*, Il Mulino, Bologna, 1992.

IGNAZI Piero, *Il potere dei partiti. La politica in Italia dagli anni settanta ad oggi*, Laterza, Roma-Bari, 2002.

LABINI SYLOS Paolo, *La crisi italiana*, Laterza, Roma-Bari, 1994.

LAGORIO Lelio, *L'esplosione. Storia della disgregazione del Psi*, Edizioni Polistampa, Firenze, 2004.

LANARO Silvio, *Storia dell'Italia repubblicana*, Marsilio Editore, Venezia, 1996.

LANDOLFI Antonio, *Storia del Psi. Cento anni di socialismo in Italia. Da Filippo Turati a Bettino Craxi*, SugarCO edizioni, Milano, 1990.

LEPRE Aurelio, *Storia della Prima Repubblica. L'Italia dal 1943 al 1998*, Il Mulino, Bologna, 1993.

LEVI Arrigo, *La DC nell'Italia che cambia*, Laterza, Roma-Bari, 1984.

LIGUORI Guido, *Qui a tué le parti communiste italien?*, Editions Delga, Paris, 2011.

LOTTI Luigi, *I partiti della Repubblica. La politica in Italia dal 1946 al 1997*, Le Monnier, Firenze, 1997.

MAFAI Miriam, *Botteghe oscure, addio*, Baldini&Castoldi, Milano, 1996.

MAGRI Lucio, *Il sarto di Ulm- Una possibile storia del Pci*, Il saggiatore, Milano, 2009.

MALGERI Francesco, *La sinistra democristiana (1937-1945)*, Morcelliana, Brescia, 1982.

MALGERI Francesco, *Storia della Democrazia cristiana*, Cinque lune, Roma, 1989.

MAMMARELLA Giuseppe, *L'Italia contemporanea 1943-2007*, Il Mulino, Bologna, 2008.

MANNHEIMER Renato, *Il mercato elettorale in Italia*, Bologna, Il Mulino, 1987.

MATTARA Paolo, *Storia del Psi 1892-1994*, Carocci, Roma, 2010.

MELIS Guido, *Storia dell'amministrazione italiana 1861-1993*, Il Mulino, Bologna, 1993.

MERKEL W., *Prima e dopo Craxi. Le trasformazioni del Psi*, Liviana Editrice, Padova, 1987.

MILLEFIORINI Andrea, *La partecipazione politica in Italia. Impegno politico e azione collettiva negli anni ottanta e novanta*, Carocci, Roma, 2002.

MORLINO Leonardo, *Costruire la democrazia. Gruppi e partiti in Italia*, Il Mulino, Bologna, 1991.

MULE' Rosa, *Dentro i DS*, Il Mulino, Bologna, 2007.

NAPOLITANO Giorgio, *Dove va la Repubblica : 1992-1994. Una transizione incompiuta*, Rizzoli, Milano, 1995.

ORFEI Ruggero, *Gli anni di latta. Osservazioni sull'epilogo della Dc*, Marietti, Genova, 1998.

ORSINI Giovanni, *Il partito liberale nell'Italia repubblicana*, Rubettino, Soberia Mannelli, 2004.

PACI Massimo, *La struttura sociale italiana. Costanti storiche e trasformazioni recenti*, Il Mulino, Bologna, 1982.

PADELLARO Antonio, *Processo a Craxi. Ascesa e declino di un leader*, Sperling&Kupfer, Milano, 1993.

PARLAGRECO Salvatore, *La guerra delle due sinistre. Dal frontismo alla diaspora*, Rubettino, Catanzaro, 2001.

PARISELLA Antonio, *Cattolici e democrazia cristiana nell'Italia repubblicana. Analisi di un consenso politico*, Gangemi, Roma, 2000.

PASQUINO Gianfranco, *Crisi dei partiti e governabilità*, Il Mulino, Bologna, 1980.

PASQUINO Gianfranco, *Degenerazioni dei partiti e riforma istituzionale*, Laterza, Roma-Bari, 1982.

PASQUINO Gianfranco, *La politica in Italia. 1946-1996*, Laterza, Roma-Bari, 1997.

PASQUINO Gianfranco, *Lenta marcia nelle istituzioni : i passi del PCI*, Il Mulino, Bologna, 1988.

PASQUINO Gianfranco, *Restituire lo scettro al principe. Proposte di riforma istituzionale*, Laterza, Roma-Bari, 1985.

PIRETTI Maria Serena, *Le elezioni politiche in Italia dal 1848 a oggi*, Laterza, Roma-Bari, 1995.

PIZZORNO Antonio, « Le trasformazioni del sistema politico italiano 1976-1992 », in *Storia dell'Italia repubblicana*, vol.3, Einaudi, Torino, 1997.

PONS Silvio, *Berlinguer e la fine del comunismo*, Einaudi, Torino, 2006.

RICOLFI Luca, *L'ultimo parlamento, sulla fine della Prima Repubblica*, La nuova Italia scientifica, Roma 1993.

RUBBI Antonio, *Il mondo di Berlinguer*, Napoleone, Roma, 1994.

RUMIZ Paolo, *La secessione leggera. Dove nasce la rabbia del profondo nord*, Editori riuniti, Roma, 1997.

SABBATUCCI Giovanni, *Il riformismo impossibile. Storie del socialismo italiano*, Laterza, Roma-Bari, 1991.

SABBATUCCI Giovanni, VIDOTTO Vittorio, *L'Italia contemporanea. Dal 1963 ad oggi*, Laterza, Roma-Bari, 1999.

SALVADORI Massimo, *La sinistra nella storia italiana*, Laterza, Roma-Bari, 1999.

SALVATI Michele, *Interessi e ideali: interventi sul programma del nuovo Pci*, Milano, Feltrinelli, 1990.

SALVADORI Massimo, *Storia d'Italia e crisi di regime (1945-2000)*, Il Mulino, Bologna, 1994.

SANGIORGI Giuseppe, *Piazza del Gesù. La Democrazia cristiana negli anni Ottanta: un diario politico*, Mondadori, Milano, 2005.

SANTARELLI E., *Storia critica della Repubblica. L'Italia dal 1945 al 1994*, Feltrinelli, Milano, 1996.

SCOPPOLA Piero, *La Repubblica dei partiti. Profilo storico della democrazia in Italia*, Il Mulino, Bologna, 1991.

TURI Paolo, *L'ultimo segretario. Vita e carriera di Antonio Natta*, Cedam, Padova, 1996.

VACCA Giuseppe, *Tra compromesso e solidarietà. La politica del Pci negli anni settanta*, Editori Riuniti, Roma, 1987.

VACCA Giuseppe, *Vent'anni dopo. La sinistra tra mutamenti e revisioni*, Einaudi, Torino, 1997.

VIMERCATI Daniele, *I lombardi alla nuova crociata. Il fenomeno Lega dall'esordio al trionfo*, Mursia, Milano, 1990.

WOOLF Stuart, *L'Italia repubblicana vista da fuori (1945-2000)*, Il Mulino, Bologna, 2007.

## **Histoire politique de la Lombardie et de Brescia**

CORSINI Paolo, NOVATI Laura, *Eversione nera. Cronache di un decennio (1974-1984)*, Franco Angeli, Milano, 1986.

CORSINI Paolo, ZANE Marcello, *Carisma democristiano. Bruno Boni sindaco e politico (1918-1998)*, Editrice La Scuola, Brescia, 2018.

CORSINI Paolo, ZANE Marcello, *Storia di Brescia. Politica, economia, società 1861-1992*, Laterza, Roma-Bari, 2014.

CORSINI Paolo, MARTINAZZOLI Mino, *Valore e limiti della politica*, Cittadella, Assisi, 2012.

FAPPANI Antonio, GHEZZA Franco, CAPRA Giovanni, *Un partigiano intransigente*, Fondazione civiltà bresciana, Brescia, 2012.

FIORI Giuseppe, *Vita di Enrico Berlinguer*, Laterza, Roma-Bari, 1989.

FONTANA Sandro, *Mario Pedini 1918-2003*, Fondazione civiltà Bresciana, Brescia, 2010.

GIANNARINI Marina, *Alle origini dell'egemonia democristiana a Brescia*, Fondazione civiltà bresciana, Brescia, 1998.

MATTINA Liborio, *Gli industriali e la democrazia. La Confindustria nella formazione dell'Italia repubblicana*, Il Mulino, Bologna, 1991.

ONGER Sergio, *Brescia nella storiografia degli ultimi 40 anni*, *Annali di storia bresciana*, Morcelliana, Brescia, 2013.



PAGGI Leonardo, *Le memorie della repubblica*, La Nuova Italia, Firenze, 1999.

PERRINI Filippo, *Luigi Bazoli : La città la politica*, Morcelliana, Brescia, 2006.

RUZZENENTI Marino, *Un secolo di cloro...e Pcb. Storia delle industrie Caffaro di Brescia*, Jaca Book, Milano, 2001.

SIMONI Carlo, *La città, la fabbrica, la memoria*, Grafo Edizioni, Brescia, 2008.

TEDESCHI Massimo, BENDINELLI Thomas, *Il palazzo e la città. Storia del Consiglio comunale di Brescia (1946-2006)*, Grafo, Brescia, 2008.

ZANA T., *Martinazzoli, Marcolini, Boni : l'epopea del novecento nel pensiero e nell'azione di tre illustri personaggi bresciani*, La compagnia della stampa, Roccafranca (Brescia), 2013.

ZANE Marcello, *D'incolto costume e laboriosa tempra. Per una storia del carattere bresciano*, Liberedizioni, Brescia, 2001.

## Histoire sociale et du mouvement ouvrier

BOUFFARTIGUE Paul, *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, La Dispute, Paris, 2004.

CASTEL Robert, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, Paris, 1995.

DUBET Francois, « Que faire des classes sociales ? », *Lien social et politiques*, n.49, 2003, pp. 71-80.

LEVI Giovanni, « A proposito di microstoria », dans BURKE Peter, *La storiografia contemporanea*, Laterza, Roma-Bari, 1993.

PASSERON Jean-Claude, « Biographie, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, vol. 31, 1, 1990, pp. 3-22.

PIGENET Michel, « Aux fondements d'une identité. Retour sur deux siècles de travail ouvriers », *Historiens et géographes*, n.350, octobre, 1995.

PIGENET Michel, « Histoire du travail, une histoire en chantier, » entretien avec Sylvie April et Anne Jollet, *Cahiers d'histoire*, revue d'histoire critique, n.83, 2001, pp. 99-122.

PIGENET Michel, Christian Chevandier, "L'histoire du travail à l'époque contemporaine: clichés tenaces et nouveaux regards, *Le mouvement social*, n.200, juillet-septembre 2002, pp.163-169.

PIGENET Michel, « L'histoire sociale en question. Perspectives et enjeux, *Histoire et sociétés*, Hors série n.1, juin 2004.

PIGENET Michel, « Jalons pour une histoire sociale et politique de l'entreprise », *Histoire et sociétés*, n. 14, mai 2005, pp. 6-8.

PIGENET Michel, *Les ouvriers du Cher (fin XIX Siècle-1914) Travail, espace et conscience sociale*, Editions de l'ICGTHS, Paris, 1990.

PIGENET Michel, « Modalités et enjeux des politisations ouvrières aux XIX et XX siècles », *Les cahiers du CHATEFP*, n.14, juin 2011, pp.64-71.

PINCON Michel, *Désarrois ouvriers. Familles de métallurgistes dans les mutations industrielles et sociales*, L'Harmattan, Paris, 1987.

REVEL Jacques, *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Seuil, Paris, 1996.

ROSSI Pietro, *La teoria della storiografia oggi*, Il Saggiatore, Milano, 1988.

VERRET Michel, *La culture ouvrière*, L'Harmattan, Paris, 1988.

VERRET Michel, *L'espace ouvrier*, Armand Colin, Paris, 1979.

VERRET Michel, *Le travail ouvrier*, Armand Colin, Paris, 1982.

## Histoire orale

BEAUD Stéphane, WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, « Repères », Paris, 1998.

BEAUD Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », *Politix*, 35, septembre 1996.

BERMANI Cesare, *Introduzione alla storia orale*, Odradek, Roma, 1999.

BERMANI Cesare, « Storia e antropologia : Appunti di lavoro », dans BOTTA R., CASTELLI F., MANTELLI B., *La cultura delle classi subalterne fra tradizione e innovazione*, Edizioni dell'Orso, Alessandria, 1988.

BERTAUX Daniel, "L'approche biographique : sa validité méthodologique, ses potentialités", *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LXIX, 1980.

BOURDIEU Pierre, CHARTIER Roger, *Il sociologo e lo storico. Dialogo sull'uomo e la società*, Edizioni Dedalo, Bari, 2011.

CASELLATO Alessandro, *Il microfono rovesciato. Dieci variazioni sulla storia orale*, Istresco, Treviso, 2007.

CONTINI Giovanni, MARTINI Alfredo, *Verba manent. L'uso delle fonti orali per la storia contemporanea*, Carocci, Roma, 1993.

COVINO Renato, *Fonti orali e storia d'impresa*, Rubbettino, Catanzaro, 2000.

DESCAMPS Florence, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone : de la constitution de la source orale à son exploitation*, Comité pour l'histoire économique et financière, 2001.

FERRAROTTI Franco, *L'Italia tra storia e memoria. Appartenenza e identità*, Donzelli, Roma, 2001.

JEAN Bruno, MILLAR David, JUNEAU Marcel, *L'Histoire orale, Méthode de sciences humaines*, Edisem inc, Quebec, 1978.

JOUTARD Philippe, *Ces voix qui nous viennent du passé, Les temps et les hommes*, Hachette, Paris, 1983.

JOUTARD Philippe, « L'histoire orale entre science et conscience », *XXe siècle*, Revue d'histoire, janvier 1990, pp.113-115.

JOUARD Philippe, "Le document oral, une nouvelle source pour l'histoire", *l'histoire*, n.12, 1979, pp.106-113.

LANZARDO Liliana, *Storia orale e storie di vita*, FrancoAngeli, Milano, 1989.

LAURENS Sylvain, « Pourquoi et comment poser les questions qui fâchent ? Réflexion sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec les imposants », *Genèses*, n° 69, 2007, pp. 112-127.

PASSERINI Luisa, *Storia e soggettività. Le fonti orali, la memoria*, La Nuova Italia, Firenze, 1988.

PASSERINI Luisa, *Storia orale. Vita quotidiana e cultura materiale delle classi subalterne*, Rosenberg & Sellier, Torino 1978.

REVELLI Nuto, *Il mondo dei vinti*, Torino, Einaudi, 1977.

REVELLI Nuto, *L'anello forte. La donna: storie di vite contadine*, Einaudi, Torino, 1985.

RIOUX Jean-Pierre, « L'histoire orale : essor, problèmes et enjeux », *Cahiers de clio*, 75-76, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 1983, pp. 29-48.

SCHNAPPER Dominique, « Questions impertinentes aux « historiens oraux » », *Commentaires*, N.23, automne, 1983, pp.655-660.

TERRAIL Jean-Pierre, *Destins ouvriers. La fin d'une classe ?*, PUF, Paris, 1990.

TONKIN Elizabeth, *Raccontare i nostri passati: la costruzione sociale della storia orale*, Armando, Roma, 2000.

VOLDMAN Danièle, « La bouche de la vérité ? La recherche historique et les sources orales », *Cahiers de l'IHTP*, n° 21, novembre 1992.

# Sources

## *Sources d'archives*

### **Archives historiques “ Bigio Savoldi e Livia Bottardi Milani”**

*Les Archives historiques “Bigio Savoldi - Livia Bottardi Milani” sont les fonds d'archives de la Camera del Lavoro de Brescia depuis 1980.*

#### **Fonds Fiom-Cgil**

Enveloppes 6-7, étagère VIII, S1 - Congressi regionali e territoriali (1978-1981)

Enveloppes 8-9-10-11-12-13-14, étagère VIII, S2- Congressi 1981-1991



Enveloppes 15-16-17, étagère VIII, S3 – Congressi 1991-1996

Enveloppe 18, étagère VIII, S3, Congressi 1988-1996.

Enveloppes 22-23-24-25-26-27-28, étagère VIII, S4 – Comitato direttivo

Enveloppes 29-30-31-32-33, étagère VIII, S5 – Materiale vario

Enveloppes 52-53-54-55-56, étagère VIII, S6 – Materiale vario

Enveloppes 57-58-59-60-61-62-63, étagère VIII, S9 – Materiale vario

Enveloppes 64-65-66-67, étagère VIII, S10 – Materiale vario

Enveloppes 72-73-74-75, étagère VIII, S11 – Senza nome

Enveloppe 86, étagère A VIII, S13 – Contributi e quote sindacali

Enveloppes 128, étagère A VIII, D1 – Tesseramento Flm 1979-1981

Enveloppes 145-146, étagère A VIII, D3 – Dati tesseramento 1984-1985-1986

Enveloppe 164, étagère A VIII, D6 – Dati tesseramento 1987

Enveloppe 165, étagère A VIII, D6, Dati tesseramento 1988.

Enveloppe 169, étagère A VIII, D7 – Dati tesseramento 1989-1990

Enveloppes 170-171-172, étagère A VIII, D7, Tesseramento 1991-2001

Enveloppe 174, étagère A VIII, D7 – Carte Cremaschi

Enveloppe 175, étagère A VIII, D7 – Carte Massimo Bresciani e Osvaldo Squassina

Enveloppes 177-178-179-180-181-182-183, étagère A VIII D8 – Stampa e comunicati

Enveloppes 185-186-187-188-189, étagère A VIII, D9 – Varie (ambiente di lavoro, Ccnl)

Enveloppes 190-191-192-193-194-195-196, étagère A VIII, D10 – Varie (orario di lavoro, donne, analisi)

Enveloppes 197-198-199, étagère A VIII, D11 – Tematiche nazionali

Enveloppes 201-202-203, étagère A VIII, D 11 – Tematiche nazionali

Enveloppes 208-210, étagère A VIII, D12 – Documenti sindacali

Enveloppes 212-213-214-215-216-217, étagère A VIII, D13 – Donne e coordinamenti femminili

Enveloppes 218-219, étagère A VIII, D14 – Elaborazioni coordinamenti femminili

Enveloppes 223-224, étagère A VIII, D14 – Accordi

Enveloppes 237-238, étagère A VIII, D16 – Consiglio di fabbrica

Enveloppes 239-240, étagère A VIII, D17 – Elezioni Rsu

Enveloppe 292, étagère A IX, S6 – Rapporti sindacali con aziende bresciane (1970-1985)

Enveloppes 304-305-306-307-308, étagère A IX, S8 – Varie fabbriche

Enveloppes 309-310-311-312-313-314-315, étagère A IX, S9 – Varie fabbriche

Enveloppes 316, étagère A IX, S10 – Varie aziende bresciane

Enveloppes 322-323-324-325, étagère A IX, S11 – Vertenze fabbriche

Enveloppe 327, étagère A IX, S11 – Dismissioni aziende

Enveloppe 330, étagère A IX, S12 – Accordo e carteggio Fiom

Enveloppes 331-332-333-334-335-336, étagère A IX, S12 – Carteggi Fiom

Enveloppes 337-338-339-340-341-342-343, étagère A IX, S13 – Carteggi Fiom-aziende fino al 1993

Enveloppes 344-345-346, étagère A IX, S14 – Carteggio fabbriche

Enveloppe 349, étagère A IX, S14 – Iveco varie 1996

Enveloppes 352-353-354-355-356-357, étagère A IX, S15 – Seminari, corsi di formazione

Enveloppes 358-359-360, étagère A IX, S16 – Formazione e convegni

Enveloppes 361-362-363-364, étagère A IX, S16 – Pubblicazioni

Enveloppes 365-366-367, étagère A IX, S17 – Pubblicazioni

Enveloppes 370-371, étagère A IX, S17 – Carte ideal Standard (Ambiente)

Enveloppes 376-377, étagère A IX, S18 – Carte Om iveco

### **Fonds Flm – Federazione lavoratori metalmeccanici**

Enveloppes 1-2-3-4, étagère A VII, S1

Enveloppes 7-9-12-13-14, étagère AVII, S2

Enveloppes 17-18-19-20, étagère A VII, S3

Enveloppes 22-23, étagère A VII, S4 – Atti della segreteria

Enveloppes 64-65-66-67, étagère A VII, S10 – Tesseramento

Envelope 68, étagère A VII, S10 – Stampa e comunicati

Enveloppes 73-74-75-76-77, étagère A VII, S11 – Corrispondenza telex gino al 1983

Enveloppes 78-79-80, étagère A VII, S12 – Corrispondenza 1983-1985

Enveloppes 83-84, étagère A VII, S12 – Contrattazione generale

Enveloppes 85-86, étagère A VII, S13 – Contratto nazionale di lavoro 1986

Enveloppes 87-88, étagère A VII, S13 – Accordi interconfederali

Enveloppe 89, étagère A VII, S13 – Scioperi e manifestazioni

Enveloppe 90, étagère A VII, S13 – Tematiche generali

Enveloppes 121-122-123, étagère A VII, S18 – Formazione sindacale

Enveloppes 125-126, étagère A VII, S18 – Studi di settore

Enveloppes 127-128, étagère A VI, D6 – 150 ore

## **Fondation « civiltà bresciana »**

*Les archives de la Fondation « civiltà bresciana » sont dédiées aux multiples aspects de l'histoire du mouvement catholique en Italie, avec une attention particulière pour la situation du département de Brescia au cours des XIXème - XXème siècle.*

## **Fonds « Michele Capra »**

Boite I

Raccolta interventi Michele Capra in conferenze (Associazione, DC)

Boite II

A) Studi per la formazione di un sindacato cristiano

B) Questioni sindacali

C) Pensioni combattenti (discorso alla camera), Lettera di C. Trebeschi su costi delle aziende municipalizzate, Giornali

D) Attività parlamentari, attività sindacali (CISL), Lettere ad autorità e amici sindacali e politici, Eco della stampa

E) Problemi sindacali (CISL) ritagli di giornali, lettere circolari

F) Argomenti vari dell'Onorevole Capra (sindacato, rapporti col governo, note politiche

Boite III

A) Note politiche (pubblicate)

B) Note politiche (non pubblicate)

C) DC Congresso D.C. Provinciale

D) Giornali, documenti, foglio matricolare esercito

E) Documentazione rottura con l'ACLI

F) Corrispondenza varia

G) Questioni sindacali, statuto DC, Compromesso storico

H) Problemi fra sindacato e politica

Boite IV

- A) Il Cittadino e giornali vari
- B) B) Comitato provinciale DC
- C) Sinistra DC
- D) Liti e beghe DC
- E) Corrispondenza varia, manifesti murali, liste precongresso DC
- F) Situazione sindacale nel complesso FIAT-OM

Boite V

- A) Giornali e note varie
- B) Documenti della sinistra DC
- C) Assemblee nel sindacato
- D) Proposta di legge obiezione civile per un rilancio democratico della DC bresciana

Boite VI

- A) Problemi interni DC 1968-1977
- B) Problemi interni DC 1967
- C) 1966
- D) 1963-1964-1965
- E) 1960-1961-1962
- F) Carteggio con gli Onorevoli Salvi e Padula

Boite VII

- A) Elezioni politiche 1972-1976
- B) Ritagli giornali, riviste, lettere
- C) Note con pensieri, Diario della vita di Michele Capra, Presenza Democratica
- D) Materiale per elezioni politiche 1968 (Giornali, depliant e appunti vari)

Boite VIII

- A) Relazioni, discorsi, appunti per convegni ACLI, Forze Nuove, CISL, anni 1958-1959.
- B) Anni 1960-1973
- C) Anni 1970-1971

Boite IX

- A) Relazioni, discorsi, appunti per convegni ACLI – Forze nuove, corrente CISL, anni 1968-1978
- B) Anni 1972-1973

Boite X

- A) Documentazione attività culturale Cooperativa Michele Capra (Depliant, corrispondenza, relazioni, etc)
- B) Cooperativa Michele Capra (Relazioni e convegni)

## **Fondation “Luigi Micheletti”**

*La Fondazione Luigi Micheletti est un centre de recherche de l'époque contemporaine, fondé en 1981. Il est spécialisé dans histoire politique, l'histoire de la technique, l'histoire de l'environnement et de la muséologie.*

## **Fonds “Partito comunista italiano”**

Etagère Pci, Enveloppe 1 - Partito comunista italiano nazionale 1982-1988

Etagère Pci, Enveloppe 2 - Federazione bresciana dal 1965

Etagère Pci, Enveloppe 3 - Atti e convegni regionali (Lombardia)



Etagère Pci, Enveloppe 4 - Atti e convegni regionali (Lombardia)

Etagère Pci, Enveloppe 7 - Materiale della struttura regionale

Etagère Pci, Enveloppe 11 – Federazione di Brescia 1979-1982

Etagère Pci, Enveloppe 12 – Federazione di Brescia 1983-1988

Etagère Pci, Enveloppe 15 – Federazione di Brescia 1989

Etagère Pci, Enveloppe 18 – Federazione di Brescia (Commissioni e comitati)

Etagère Pci, Enveloppe 21 - Partito comunista italiano nazionale (Atti di convegni e seminari)

Etagère Pci, Enveloppe 22 – Partito comunista italiano Regione Lombardia (Atti di convegni e seminari)

Etagère Pci, Enveloppe 23 – Raccolta carte varie “Movimento per le rifondazione comunista”

Etagère Fgci, Enveloppe 1 - Federazione giovanile comunista italiana nazionale

Etagère Fgci, Enveloppe 3 - Vari Federazione giovanile comunista italiana Brescia

Etagère Fgci, Enveloppe 4 – Vari Federazione giovanile comunista italiana Brescia

## **Fonds “Partito socialista italiano”**

Etagère Psi, Enveloppe 1 – Partito socialista nazionale 1970-1990

Etagère Psi, Enveloppe 2 – Campagne elettorali

Etagère Psi, Enveloppe 5 – Federazione di Brescia

Etagère Psi, Enveloppe 6 à 9 – Varie provinciali

Etagère Psi, Enveloppe 22 – Federazione giovanile socialista italiana Brescia

## **Fonds “Associazione industriale bresciana”**

Etagère Aib, Enveloppe 2 – Raccolta bollettini 1960-1980

Etagère Aib, Enveloppe 3 – Raccolta bollettini 1980-1995

Etagère Aib, Enveloppe 5 – Ciclostilati e comunicazioni varie (senza periodizzazione)

Etagère Aib, Enveloppe 6 - Circolari dal 24 gennaio 1980 al 28 settembre 1988

Etagère Aib, Enveloppe 8 – Comunicazioni esterne Associazione industriale bresciana

## **Fonds “Nuova sinistra”**

Etagère “Nuova sinistra”, Enveloppe 3 – Carte nazionali 1975-1990

Etagère “Nuova sinistra”, Enveloppe 4 – Circolari interne varie organizzazioni

Etagère “Nuova sinistra”, Enveloppe 5 – Carte miste provinciali 1975-1985

Etagère “Nuova sinistra”, Enveloppe 7 – Carte varie Democrazia proletaria

## **Fonds “Partiti vari”**

Etagère “Partiti vari”, Enveloppe 1- Carte nazionali Democrazia cristiana 1970-1980

Etagère “Partiti vari”, Enveloppe 2 – Carte nazionali Democrazia cristiana 1980-1987

Etagère “Partiti vari”, Enveloppe 3 – Carte varie Democrazia cristiana locale

Etagère “Partiti vari”, Enveloppe 4 – Carte varie Democrazia cristiana locale

Etagère “Partiti vari”, Enveloppe 11 – Carte sparse Partito liberale italiano

Etagère “Partiti vari”, Enveloppe 13 – Carte sparse Partito repubblicano italiano

Etagère “Partiti vari”, Enveloppe 15 – Carte sparse Partito socialista democratico italiano

### **Fonds temporairement indisponibles**

Fonds “Archeologia industriale”: Contiene dati statistici, economici sulla storia dell’industria e dei processi produttivi.

Fonds “Ivan Giugni”: Documenti sugli organismi cattolici di base fino al 1985.

Fonds “Mario Pedrini”: Materiale sindacale Fiat-Iveco fino agli anni’90.

Fonds “Sindacato”: Materiale sindacale vario tra gli anni’60 e gli anni ’90.

Fonds “Vincenzo Cottinelli”: Carte personali del pretore del lavoro sulla sicurezza del lavoro a Brescia tra il 1970 e il 1990

## ***Sources imprimées et publiées***

### ***Syndicats et mouvement ouvrier***

AA.VV, *L'internazionale comunista sui sindacati 1920-1922*, AC Editoriale, Milano, 1994.

AA.VV, *Le relazioni sindacali in Italia. Rapporto annuale predisposto con il patrocinio del Consiglio Nazionale del Lavoro, Rapporto 1989-1990*, CESOS. Centro studi sociali e sindacali, Edizioni Lavoro, Roma, 1991.

AA.VV, *Le stagioni del lavoro. Saggi scelti da "Prospettiva sindacale" 1970-1994*, Edizioni Lavoro, Roma, 2008.

AA.VV., *1974-2004 : trent'anni della Fiom di Brescia riletti attraverso la figura di Claudio Sabattini : la vicenda sindacale, la pratica democratica, l'autonomia e l'indipendenza raccontati da coloro che hanno guidato l'esperienza Fiom*, Brescia, 2005.

ARISIO Luigi, *Vita da capi. L'altra faccia di una grande fabbrica*, Etas libri, Milano, 1990.

BANDERA Daniela, *Sindacato e rappresentanza tra coscienza di classe e nuove forme di razionalità*, FrancoAngeli, Milano, 1988.

BENENATI E., SABATTINI. C. *Sindacato e potere contrattuale*, Ediesse, Roma, 1986.

BENVENUTO Giorgio, *Far funzionare bene l'Italia*, Edizioni Procom, Roma, 1989.

BENVENUTO Giorgio, *La seconda giovinezza*, Rizzoli, Milano. 1986.

BERRUTI Mario, *Il manuale del delegato sindacale*, Brochure Cgil Brescia, 2008.

BIAGIONI Eligio, PALMIERI Stefania, PIPAN Tatiana, *Indagine sul sindacato. Profilo organizzativo della Cgil*, Editrice sindacale italiana, Roma, 1980.

CARNITI Pierre, *Remare controcorrente*, Edizione Lavoro, Roma, 1985.

CHIARINI Roberto, *Falco e colomba. Luigi Lucchini si racconta*, Marsilio editore, Venezia, 2009.

DEALESSANDRI T., MAGNABOSCO M., *Contrattare alla Fiat*, Edizioni Lavoro, Roma, 1987.

LAMA Luciano, *Discorsi parlamentari*, Il Mulino, Bologna, 2004.

LENINE, *Textes sur les syndicats*, Editions du progrès, Moscou, 1970.

MORTILLARO Felice, *In principio fu il conflitto*, Il Sole 24 ore libri, Roma, 1994.

PANSA Gianpaolo, ROMITI Cesare, *Questi anni alla Fiat*, Rizzoli, Milano, 1988.

PIZZINATO Antonio, *Viaggio al centro del lavoro*, Ediesse, Roma, 2012.

POLO Gabriele, SABATTINI Claudio, *La restaurazione italiana. Passato e presente dei 35 giorni alla Fiat nel 1980*, L'ancora del mediterraneo, Napoli, 2010.

SABATTINI Claudio, *Per un sindacato democratico e indipendente. Scritti di Claudio Sabattini dal 1995-2002*, Fondazione Claudio Sabattini, Roma, 2014.

SABATTINI Claudio, *Autonomia sociale, conflitto, democrazia*, Liberetà, Roma, 2014.

SCHEGGI MERLI Lorenzo, *Il ritorno del gigante. Intervista a Giorgio Benvenuto*, FrancoAngeli, Milano, 1985.

TRENTIN Bruno, *Da sfruttati a produttori: lotte operaie e sviluppo capitalistico dal miracolo economico alla crisi*, De Donato, Bari, 1977.

TRENTIN Bruno, *La libertà viene prima*, Editori riuniti, Roma, 2005.

TRENTIN Bruno, *Il sindacato dei consigli*, Editori riuniti, Roma, 1980.

UGOLINI Bruno, *Bruno Trentin, il coraggio dell'utopia. La sinistra e il sindacato dopo il taylorismo. Un'intervista*, Rizzoli, Milano, 1994.

## ***Syndicats brescians***

AA.VV., *I mutamenti del lavoro e dell'identità: ricerca nelle fabbriche metalmeccaniche di Bologna, Brescia e Reggio Emilia*, Ires Cgil, Ediesse, Roma, 1995.

AA.VV., *Lavoro e sindacato in Lombardia*, Ires Lombardia, FrancoAngeli, Milano, 2002.

AA.VV., « Lavorare sì, ma per vivere meglio. Risultati di un'indagine sui giovani e il lavoro, promossa dalla Federazione Cgil-Cisl-Uil presso alcune aziende della provincia di Brescia », *Studi bresciani*, Quaderni della Fondazione Micheletti, n. 2, mai-aout 1980.

AA.VV., « Sindacati sveglia! », *Periferia*, Anno V, n. 18-19, Fondazione Luigi Micheletti editore, Brescia, 1984.

BAGLIONI Guido, CORBARI Costantino, *Autonomia e contratti. Storie di sindacalisti della Cisl in Lombardia*, Edizioni Lavoro, Roma, 2006.

MONTANARI Elio, *Desiderio di libertà. La FIOM di Brescia e l'autunno caldo del 1969*, Fiom-Cgil, Brescia, 1999.

PALTRINIERI Andrea, *Giovani e lavoro in movimento: ricerca sui neoassunti all'OM iveco di Brescia*, Fiom-Cgil Brescia, 1991.

PANELLA GIANNI, *L'unità complessa. Viaggio nel sindacato bresciano*, Stabilimenti tipografici Colombo, Roma, 1987.

PORTA Gianfranco, SIMONI Carlo, *Gli anni difficili. Un'inchiesta tra i delegati Fiom di Brescia*, Franco Angeli, Milano, 1991.

ROCCHI Nicola, *La Fiom di Brescia. Le lotte, il dibattito, i progetti dal 1988 al 1996*, Fiom-Cgil Brescia, 1996.

SOANA Marco, RUZZENENTI Marino, *Il pericolo non è il mio mestiere: la cultura della prevenzione per un lavoro sicuro*, Edizione Provveditorato allo studio - Azienda sanitaria locale, Brescia, 1999.

TEDESCHI Massimo, MONTANARI Elio, *Liberare il lavoro. La FIOM di Brescia negli anni '70*, Fiom-Cgil, Brescia, 2001.

## ***Economie italiane et lombarde***

AA.VV., *Brescia produce*, Associazione industriale bresciana, Puntografico, Brescia, 1989.



AA.VV., *Brescia 2000: l'industria bresciana tra presente e futuro*, Associazione industriale bresciana, Editrice La Scuola, Brescia, 1985.

AA.VV., *I lavoratori dentro le innovazioni tecnologiche: uomini, macchine e società*, Commission nazionale di formazione della FIOM-CGIL, Torino, Rosenberg&Sellier, 1991.

AA.VV., *L'industria bresciana e le sfide del cambiamento*. Ricerca promossa dalla Associazione industriale bresciana in collaborazione con la Facoltà di Economia dell'Università di Brescia, SIPI, Servizio italiano pubblicazioni internazionali, Roma, 1997.

AA.VV., *Mezzo secolo di sviluppo dell'economia bresciana. Dinamiche settoriali e mutamenti territoriali nei dati dei censimenti dal 1951 al 1996*, Centro studi AIB, Quaderni di Brescia&impresa, n.2, Brescia, 2001.

AA.VV., *Rapporto sull'internazionalizzazione delle imprese bresciane*, Centro studi AIB, i Quaderni di Brescia & impresa, n.2, Brescia, 2000.

CARLI Guido, *50 anni di vita italiana*, Laterza, Roma-Bari, 1993.

LUCCHINI Luigi, *Quattro anni di presidenza, 1984-1988: discorsi e interventi*, Roma, Sipi, 1988.

MONTANARI Elio, *Aspetti della ristrutturazione industriale a Brescia (1981-1986)*, Camera del lavoro territoriale di Brescia, 1987.

MONTANARI Elio, *Il terziario bresciano. La diffusione dei servizi qualificati al sistema produttivo*, Camera del lavoro territoriale di Brescia, Poligrafica bresciana, Brescia, 1991.

MONTANARI Elio, *Il lavoro dei bresciani. Materiali per la riflessione sulla evoluzione della struttura delle professioni*, Poligrafica bresciana, Brescia, 1996.

MONTANARI Elio, *L'usura del lavoro nell'economia di fine secolo. Inchiesta sulle condizioni delle lavoratrici e dei lavoratori bresciani*, Grafo, Brescia, 1999.

PROVASI Giancarlo, *Lumezzane terra di imprenditori*, Edizioni Camera di commercio, industria, agricoltura e artigianato di Brescia, Brescia, 1995.

SCALFARI Eugenio, *Carli. Intervista sul capitalismo*, Laterza, Roma-Bari, 1977.

VENTURINI Mario, *Analisi di comparto : La siderurgia minore. Convegno nazionale sulla siderurgia minore*, Facoltà di Medicina, 13-14 ottobre 1981, Ufficio studi FLM, 1981.

### ***Partis et acteurs politiques***

BERTINOTTI Fausto, *La democrazia autoritaria*, Danews, 1991.

BERLINGUER Enrico, *La crisi italiana. Scritti su Rinascita*, Editrice Unità SPA, Roma, 1985.

BOSSI Umberto, *Discorsi su Federalismo e Padania*, Speling&Kupfer, Milano, 1996.

BOSSI Umberto, *Vento del nord. La mia lega, la mia vita*, Sperling&Kupfer, Milano, 1992.

CORSINI Paolo, *Biografie della città, Civitas, ricordo, memoria*, Grafo Edizioni, Brescia, 2003.

CORSINI Paolo, *Dalla Loggia. Tra cronaca e storia*, Grafo Edizioni, Brescia, 2005.

CORSINI Paolo, *Rosso di sera : un nuovo inizio per il PCI : Interventi tra storia e politica 1986-1990*, Città&dintorni, Industrie grafiche bresciane, Brescia, 1990.

CRAXI Bettino, *L'Italia che cambia. Viaggi e discorsi di Bettino Craxi 1983-1985*, SugarCo, Milano, 1985.

GARAVINI Sergio, *Le ragioni di un comunista*, Datanew, Roma, 1991.

INGRAO Pietro, *Volevamo la luna*, Einaudi, Torino, 2006.

LABOR Livio, *Scritti e discorsi*, M&B Publishing, Milano, 2003.

MACCANICO Antonio, *Intervista sulla fine della Prima Repubblica*, Laterza, Roma-Bari, 1994.

MACALUSO Emanuele, *50 anni nel Pci*, Rubettino, Soveria Mannelli, Catanzaro, 2003.

MARX Karl, ENGELS Friedrich, *Manifesto del partito comunista*, AC editore, Milano, 2010.

NAPOLITANO Giorgio, *Dal Pci al socialismo europeo. Un'autobiografia politica*, Laterza, Roma-Bari, 2005.

PEDINI Mario, *Quando c'era la Democrazia cristiana. Ricordi personali di vita politica 1945-1984*, Fondazione civiltà bresciana, Grafo Brescia, 1994.

PANIGHETTI Alberto, *Gli occhi su Brescia. La città trent'anni alla ribalta tra concilio e la fine dei partiti*, Liberedizioni, Brescia, 2016.

SCOTTI Vincenzo, *un irregolare nel palazzo : diario minimo*, Edizioni memorie, Roma, 2005.

TATO' Antonio, *Caro Berlinguer. Note e appunti riservati*, Einaudi, Torino, 2003.

TERRAROLI Adelio, *PCI, lotte operaie, trasformazioni sociali*, Grafo Edizioni, Brescia, 2004.

## **Journaux et revues**

*Giornale di Brescia* : Premier journal du département de Brescia. Fondé en 1945 et toujours en activité.

*Bresciaoggi* : Deuxième journal du département de Brescia. Fondé en 1974 et proche de la gauche DC pendant les années 1970-1990.

*Meta* : Mensuel national de la FIOM-CGIL. (Federazione operai impiegati metalmeccanici). Périodicité : Années 1980-1990.

*Fabbrica '80* : Mensuel des sections d'usine du PCI brescian. (Partito comunista italiano). Périodicité : 1981-1985.

*Città e dintorni* : Revue de culture et politique de la gauche DC bresciane. Fondée par Cesare Trebeschi, Maire de Brescia entre 1975 et 1985. Périodicité : 1987-2005.

*Atlante bresciano* : Revue trimestrielle de la maison d'édition Grafo de Brescia. Périodicité : 1984-Aujourd'hui.

*Punto e virgola* : Revue politique fondée par des ouvriers et étudiants du courant gauche du PCI de Brescia. Périodicité : Années 1980.

*Sindacato oggi* : Bimestriel de la Camera del lavoro de Brescia. Périodicité : 1982-1992.

*UIL Brescia* : Revue de la UIL bresciane (Unione italiana del lavoro).

*Cooperativa cattolico democratica di cultura* : Revue de la Cooperativa Cattolico-democratica di Cultura, fondée en 1976.

*Quaderni del Centro studi Michele Capra* : Périodicité : 1980-1984.

*Brescia CSIL* : Revue de l' Union syndicale territoriale UST-CISL de Brescia. Périodicité : 1981-1998.

*Argomenti Cgil* : Mensuel de la Camera del lavoro de Bergame. Périodicité : 1988-1991.

*Rassegna sindacale* (poi) *Nuova rassegna sindacale* : Mensuel de la CGIL nationale. Périodicité : 1955-Aujourd'hui.

*Garda notizie* : Revue de la CGIL du Lac de Garde. Périodicité : 1982-1983.

*Sindacato e territorio* : Revue du Conseil de zone CGIL Val camonica. Périodicité : 1980.

*Impegno sindacale* : Revue de la FIM-CISL de Brescia. Périodicité : 1970-1981.

*Battaglie sociali* : Mensuel départemental des ACLI de Brescia. (Associazioni cristiane dei lavoratori italiani). Périodicité: Années 1960-1980.

*Appunti di cultura e politica* : Revue de la Lega democratica fondée en 1978. Elle a été ensuite éditée par l' Associazione per la cultura politica di Brescia entre 1988 et 2001 et depuis 2002 par l'Associazione la «Città dell'uomo», fondée en 1985 à Milano par Giuseppe Lazzati. Périodicité : 1978-Aujourd'hui.

*La sinistra* : Mensuel du Parti de la Refondation communiste de la Vallée Trompia. Périodicité : 1992.

*Franciacorta operaia* : Per una tendenza di classe nel sindacato : Bulletin de Lotta comunista en Franciacorta. Périodicité: 1980-1982.

*Brescia nuova* : Mensuel de la Fédération bresciane du PSI. Périodicité: 1987-1992.

*Brescia domani* : Bulletin informatif de la Fédération du PCI de Brescia. Périodicité : 1968-1986.

*Città e centro* : Revue des sections PCI de la Ville de Brescia.. Périodicité : Années 1980.

*AIB notizie* : Revue de l'Associazione industriale bresciana. Périodicité : 1976-2014.

*Orientamenti nuovi* : Revue du Comité PCI Lombardie Rivista. Périodicité : 1974-1982.

*La voce del popolo* : Hebdomadaire d'information de la culture catholique de Brescia avec des documents et des informations sur le Diocèse et la curie épiscopale. Périodicité: 1980-1994.

*Il cipputti* : Bulletin de liaison pour une bataille de classe, après, Bulletin brescian de liaison pour une bataille de classe. Périodicité : 1983-1984.

*Giovani operai* : Bulletin du groupe jeunes ouvriers adhérents à l'organisation Lotta comunista en Franciacorta. Périodicité :1992.

*Impegno di classe* : Bulletin du groupe des jeunes de l' usine OM-FIAT, après, de la Coordination des jeunes travailleurs de Brescia. Périodicité :1991.

*Kannibale* : Mensuel de contre-information du Cercle politique « Guernica», Périodicité: 1991.

*Azione comunista* : Revue du Coordinamento operaio Franciacorta, après de la Lega comunista rivoluzionaria Franciacorta. Périodicité : Années 1980.



*Barricata* : Revue des jeunes de Democrazia proletaria. Périodicité : 1990.

*Bollettino di Democrazia proletaria* : Mensuel de la Fédération de Democrazia proletaria de Brescia. Périodicité : 1984-1985.

*Il lavoratore lombardo* : Revue d'information des ACLI Lombardes. Périodicité : 1983-1984.

*Il cittadino* : Bimensuel de la Démocratie-chrétienne de Brescia. Périodicité : 1984-1989.

*La verità* : Bulletin hebdomadaire d'information de la Fédération bresciane du PCI. Périodicité : 1986-1990.



# Table des sigles

## Organisations syndicales

*CGIL* : La Confédération générale italienne du travail (Confederazione Generale Italiana del Lavoro, CGIL) est un syndicat italien créé en 1944 avec un pacte unitaire entre différentes tendances politiques prenant la suite de la Confederazione generale del lavoro (CGdL) créée en 1906 et dissoute par le fascisme en 1925. Après la scission de 1948, les démocrates-chrétiens et une partie des socialistes fonderont d'autres syndicats.

*CISL* : La Confédération italienne des syndicats des travailleurs est un syndicat fondé à Rome le 30 avril 1950 par la tendance catholique qui avait fait scission de la CGIL en 1948.

*UIL* : La UIL est une Confédération syndicale italienne fondée par la tendance social-démocrate et socialiste réformiste de la CGIL, qui avait fait scission de la CGIL en 1948.

*FIOM* : La Fédération employés ouvriers métallurgistes est le syndicat de la branche métallurgique de la CGIL.

*FIM* : La Fédération italienne des Métallurgistes est le syndicat de la branche métallurgique de la CISL.

*UILM* : L'Union italienne des travailleurs métallurgistes est le syndicat de la branche métallurgique de la UIL.

*SAL* : Le Syndicat autonome lombard qui s'appellera par la suite « Sindacato padano » est un syndicat fondé le 31 mai 1990 par des anciens militants de la UIL avec l'objectif de fonder un syndicat proche des idées de la Lega Lombarda.

*SIDA* : Ancien nom de l'actuel syndicat FISMIC. Il s'agit d'un syndicat autonome, créé après une scission de la FIM et présent dans le Groupe FIAT à Turin pendant les années 1950 avec l'objectif de créer un syndicat plus collaboratif avec la direction. Il se diffusera ensuite dans tout le Groupe industriel.

*CISNAL* : Le CISNAL était un syndicat proche du Mouvement social italien, fondé à Naples en mars 1950. En 1996, le CISNAL avec d'autres forces syndicales autonomes, donna naissance à un autre syndicat, l'UGL, Unione generale del lavoro.

## **Organisations politiques**

*DC* : La Démocratie chrétienne est un parti politique catholique centriste, fondé en 1942 par des membres de l'ancien PPI Parti populaire italien, dissous par le fascisme.

*PCI* : Le Parti communiste italien (PCI) était un parti politique italien, issu d'une scission de l'aile gauche du Parti socialiste italien au congrès de Livourne le 21 janvier 1921. De 1945 à 1991, le PCI fut le deuxième parti politique du pays, derrière la Démocratie chrétienne.

*FGCI* : La Fédération de la jeunesse communiste italienne était l'organisation des jeunes du PCI. Elle fut active entre 1921 et 1990.

*PSI* : Le parti socialiste italien a été fondé en 1892 par Filippo Turati. Dans les années 1960 le PSI s'éloigna du PCI et entra dans la majorité avec la DC. Dans les années 1980, son leader Bettino Craxi devint Président du Conseil d'août 1983 à avril 1987. Le parti fut dissous en 1994 suite à la fuite de Bettino Craxi en Tunisie et sa défaite aux élections législatives de 1994 (2,5% des voix).

*PSDI* : Le parti socialiste démocrate italien était un parti politique né d'une scission du Parti socialiste italien en 1947. Il fut fondé par le dirigeant socialiste Giuseppe Saragat.

*PRI* : Le parti républicain italien est un parti fondé en 1895. Il s'agissait d'un parti laïque et libéral, qui fit partie de la majorité d'une façon quasi-continue de 1945 à 1992. Les deux leaders plus importants de la Première République furent Ugo la Malfa et Giovanni Spadolini qui fut Président du conseil des ministres entre juin 1981 et décembre 1992.

*PLI* : Le parti libéral italien était un parti politique fondé en 1922, puis refondé en 1943 par Benedetto Croce après sa dissolution par les autorités fascistes. Le parti est dissous en 1994 après l'enquête judiciaire « Mani pulite ». Sa position politique était de centre-droit et il fit partie de la majorité avec la DC à plusieurs reprises.

*MSI* : Le Mouvement social italien était un parti politique néofasciste italien, fondé en décembre 1946. Ses dirigeants plus importants seront Giorgio Almirante, son fondateur et Gianfranco Fini, que déclencha le processus de révision idéologique et de changement de nom en « Alleanza nazionale » en 1995.

*DP* : Démocratie prolétarienne était une organisation politique d'extrême gauche qui a existé entre 1975 et 1991. Au début, il s'agissait d'une alliance de différents partis d'extrême gauche (PDIUP, Movimento Lavoratori per il socialismo, avanguardia operaia, Lotta continua et des autres formations mineures). La DP rejoignit le Parti de la refondation communiste en 1991.

*PSIUP* : Le Parti socialiste italien d'unité prolétarienne est une organisation politique née en janvier 1964 par une scission de la gauche du PSI. Ce parti fut actif entre 1964 et 1972, quand il décida de fusionner avec le PCI. Ses leaders les plus importants furent Lucio Libertini, Vittorio Foa et Lelio Basso.

*LL Lega Lombarda (puis Lega Nord)* : La Ligue du Nord naît en 1991 de la fusion de deux partis régionalistes : la Ligue lombarde et la Ligue Vénète. Elle fut dirigée jusqu'en 2013 par son fondateur Umberto Bossi. Elle était l'alliée historique de Silvio Berlusconi, Président du Conseil des ministres de 1994 à 1995, de 2001 à 2006 et de 2008 à 2011.

*PRC* : Le Parti de la Refondation Communiste à été fondé en 1991 suite à la décision de la majorité du PCI de dissoudre le parti et de fonder une nouvelle organisation, le Parti démocrate de la gauche. La minorité refusa le tournant social-démocrate pris par le PDS et fondera le PRC.

## **Organisations patronales**

*Confindustria* : La Confédération générale de l'industrie italienne est la plus importante organisation représentative des entreprises italiennes. Fondée en 1910, elle représente 150000 entreprises de l'industrie et du tertiaire.

*Federmeccanica* : La Federmeccanica est la Fédération des entreprises mécaniques et métallurgiques italienne. Fondée en 1971, elle représente 16000 entreprises avec 800000 employés. Elle adhère à la Confindustria.

*Intersind* : L'Intersind était l'organisation qui représentait en Italie les entreprises publiques. Elle fut fondée en 1958 parallèlement à la création du Ministère des Participations de l'Etat et dissoute en 1998 ; et les entreprises adhérentes passèrent alors sous la tutelle de la Confindustria.

*AIB* : L'Associazione industriale di Brescia est la plus ancienne association des industriels locale d'Italie, née en décembre 1892.

## **Autres sigles**

**INPS** : L'Istituto nazionale della previdenza sociale, en français Institut national de la Sécurité Sociale est le plus important organisme de la sécurité sociale italienne auquel tous les salariés du public et du privé et une partie des travailleurs indépendants doivent adhérer.

**CCNL** : Contratto collettivo nazionale del lavoro - Convention collective nationale du travail

**CdLT** : Camera del lavoro territoriale – Bourse du travail territoriale



**UNIVERSITE PARIS I PANTHÉON SORBONNE**  
**École doctorale d'histoire ED 113**  
Centre d'histoire sociale des mondes contemporains  
(UMR 8058)

THÈSE  
Pour l'obtention du titre de Docteur D'Histoire  
Présentée et soutenue publiquement  
le 26 novembre 2020 par  
**Marco GIOVANESSI**

**Le syndicalisme de Brescia de 1980 à 1993.  
Une anomalie italienne entre  
restructurations industrielles, austérité et  
déclin de la « centralité ouvrière »**

Volume II (Annexes)

**Sous la direction de M. Michel PIGENET**

Professeur émérite d'histoire contemporaine, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne.

**Jury**

**M. Frank Georgi**, Professeur d'histoire contemporaine, Université d'Evry Paris Saclay (rapporteur).

**Mme Isabelle Lespinet-Moret**, Professeure d'histoire contemporaine, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne.

**M. Ferruccio Ricciardi**, Historien, chargé de recherche au CNRS.

**M. Xavier Vigna**, Professeur d'histoire contemporaine, Université Paris Nanterre (rapporteur).



# Table des illustrations

---

"La Repubblica" 22 Aprile 1987

## Qui si produce il 2,3% del reddito nazionale

<b>TERRITORIO</b>	4.777 kmq. dei quali il	55,5% è montagna 15,7% è collina 28,8% è pianura
<b>ABITANTI</b>	1.017.000 al 1985 di cui 205.241 nel comune di Brescia Il 48,8% sono maschi, il 51,2% femmine	
<b>POPOLAZIONE OCCUPATA</b>	407.000 unità di cui 194.000 nell'industria, 186.000 nelle attività terziarie (commercio e servizi pubblici e privati) e 27.000 nell'agricoltura. (Dati a fine 1985)	
<b>REDDITO</b>	IL 2,3% del reddito nazionale italiano è prodotto in provincia di Brescia, dove concorrono alla sua formazione per il 53% l' industria per oltre il 42% i servizi pubblici e privati e per circa il 5% l'agricoltura. (Dati 84)	
<b>STRUTTURA ECONOMICA Numero delle imprese</b>	Settore manifatturiero ..... 18.000 di cui imprese industriali ..... 4.000 imprese artigiane ..... 14.000 Settore agricolo imprese agricole e zootecniche ..... 31.000 Settore commerciale e servizi ..... 36.000 di cui imprese commerciali ..... 31.000 imprese trasporti ..... 3.000 imprese credito, servizi alle imprese ..... 2.000	

**Annexe 1** « Les données économiques du Département de Brescia en 1987 ».

Tav. 4 - Provincia di Brescia: evoluzione degli addetti nel settore manifatturiero

18

	1951	%	1961	%	1971	%	1981	%
alimentari	4,087	4,8	5,374	4,8	6,651	4,5	6,464	3,5
tabacco	295	0,3	19	0,0	15	0,0	1	0,0
pelli e cuoio	877	1,0	721	0,6	619	0,4	1,040	0,6
tessili	26,558	31,2	18,398	16,3	19,645	13,1	18,674	10,1
vestiario	5,257	6,2	7,770	6,9	15,924	10,7	22,025	11,9
legno	5,023	5,9	6,453	5,7	6,886	4,6	7,604	4,1
carta	1,174	1,4	1,407	1,2	1,715	1,1	1,711	0,9
poligrafiche	739	0,9	1,319	1,2	1,648	1,1	2,489	1,3
metallurgiche	9,943	11,7	15,175	13,5	19,790	13,2	19,545	10,6
meccaniche	25,332	29,7	46,410	41,2	56,619	37,9	77,422	41,9
non metallurgiche	2,512	2,9	4,331	3,8	4,350	2,9	4,871	2,6
chimiche	2,019	2,4	2,387	2,1	2,447	1,6	3,489	1,9
gomma	120	0,1	249	0,2	524	0,4	1,318	0,7
altre manifatturiere	1,236	1,5	2,608	2,3	12,627	8,4	18,298	9,9
<b>TOTALE</b>	<b>85,172</b>	<b>100,0</b>	<b>112,621</b>	<b>100,0</b>	<b>149,460</b>	<b>100,0</b>	<b>184,951</b>	<b>100,0</b>

BRESCIA 2000

Tav. 5 - Provincia di Brescia: evoluzione delle unità locali nel settore manifatturiero

	1951	%	1961	%	1971	%	1981	%
alimentari	949	9,3	781	7,1	718	6,1	791	4,0
tabacco	8	0,1	4	0,0	1	0,0	1	0,0
pelli e cuoio	134	1,3	102	0,9	67	0,6	149	0,7
tessili	1,010	9,9	855	7,8	856	7,2	1,861	9,4
vestiario	3,045	29,8	2,513	23,0	1,272	10,7	2,190	11,0
legno	1,608	15,7	1,578	14,4	1,562	13,2	2,111	10,6
carta	30	0,3	55	0,5	101	0,9	126	0,6
poligrafiche	65	0,6	115	1,1	183	1,5	321	1,6
metallurgiche	83	0,8	171	1,6	262	2,2	537	2,7
meccaniche	2,880	28,2	4,093	37,4	5,360	45,2	9,452	47,6
non metallurgiche	221	2,2	314	2,9	423	3,6	475	2,4
chimiche	60	0,6	82	0,7	86	0,7	199	1,0
gomma	41	0,4	43	0,4	74	0,6	134	0,7
altre manifatturiere	95	0,9	232	2,1	892	7,5	1,531	7,7
<b>TOTALE</b>	<b>10,229</b>	<b>100,0</b>	<b>10,938</b>	<b>100,0</b>	<b>11,857</b>	<b>100,0</b>	<b>19,878</b>	<b>100,0</b>

LA TRASFORMAZIONE STRUTTURALE DELL'INDUSTRIA BRESCIANA

19

**Annexe 2** « Evolution du nombre d'employés et d'entreprises dans différentes branches du secteur industriel ».

d) mancano nel quadro esposto le imprese di servizio al sistema produttivo, classificate come "terziario", fortemente aumentate a Brescia fra il 1981 e il 1986 sia come numero che come addetti

La dinamica occupazionale negativa più consistente è stata quella delle imprese con più di 500 addetti:

	ADDETTI 1981	ADDETTI 1986	VARIAZIONE %
O.M. IVECO	5.200	3.600	-30,8%
PIETRA S.P.A.	1.580	594	-62,4%
A.T.B.	1.384	906	-34,5%
BERETTA	1.253	1.034	-17,5%
INNSE BS.	1.080	700	-35,2%
MARZOLI F.lli	960	820	-14,6%
BREDA MECC. BS.	831	770	-7,3%
FRANCHI ARMI	813	480	-41%
OCEAN	590	700	+18%
FERALPI	552	495	-10,3%
EATON NOVA	550	465	-15,6%
TRAFILERIE GNUTTI C.	<u>540</u>	<u>603</u>	+11,6%
	15.333	11.167	-27,2%

Il calo occupazionale nelle grandi imprese bresciane ( con l'eccezione delle Trafilerie di Chiari e dell'OCEAN ) è confrontabile per entità a quello di tutte le grandi imprese italiane.

### Annexe 3 « Evolution du nombre d'employés dans les grandes entreprises entre 1981 et 1986 ».

Tabella 3.3

*Professioni con maggiore incremento assoluto.  
Provincia di Brescia. 1971-1981.*

Cod.	Professioni	Valore Assoluto		
		M	F	T
436	Operai metallurg. non class.	12.004	3.863	15.867
239	Impieg. ammin. non class.	1.892	4.830	6.722
229	Contabili economi e simili	1.855	2.869	4.724
221	Impieg. amministrativi	913	2.949	3.862
612	Muratori	3.112	10	3.122
537	Operai tessili non class.	313	2.474	2.787
211	Imprenditori ind. e serv.	2.203	490	2.693
192	Tec. esecutivi (escl. agricoltora)	2.225	410	2.635
146	Infermieri e assimilari	390	1.866	2.256
963	Commessi uscieri bidelli	520	1.603	2.123
442	Meccanici montatori	1.353	602	1.955
116	Insegnanti non classif.	570	1.246	1.816
191	Tecn. concetto (escl. agricoltura)	1.278	272	1.550
552	Calzolai	337	1.095	1.432
723	Rappresentanti, commessi viaggiatori	1.138	294	1.432
623	Elettrotecnici	904	360	1.264
722	Commessi vend., banconieri	73	1.156	1.229
541	Biancheristi e camiciai	53	1.164	1.117
814	Autisti	1.135	81	1.216
113	Professori scuola media e sim.	377	790	1.167
112	Professori scuola second. superiore	502	619	1.121
212	Imprenditori imp. comm.	883	223	1.106
579	Lavoratori chimici non class.	873	218	1.091
114	Insegnanti scuola elementare	- 207	1.236	1.029
453	Lamieristi e ramai	1.033	- 5	1.028
575	Plasticisti	574	410	984
744	Camerieri rist. caffè	260	670	930
545	Lav. abbigliamento non class.	75	812	887
732	Esercenti bar, caffè e sim.	415	454	869
742	Cuochi alberghi, pubbl. esercizi	306	511	817
176	Geometri e periti edili	722	49	771
731	Esercenti alberghi e ristoranti	472	280	752
633	Idraulici stagn. termoidr.	746	- 4	742
148	Assistenti e tecnici sanitar.	150	580	730
622	Elettricisti	603	71	674

116

Segue Tabella 3.3 segue

Cod.	Professioni	Valore Assoluto		
		M	F	T
182	Commercialisti e sim.	489	172	661
451	Carpentieri in ferro	623	33	656
942	Smacchiatori, tintori e sim.	91	562	653
141	Medici chirurgi generici	461	187	650
178	Disegnatori tecnici cartografi	586	57	643
941	Barbieri, parrucchieri, manicure	- 152	775	623
177	Periti industriali e chimici	518	77	595
713	Commercianti ambulanti	368	217	585
322	Lavoratori agricoli specializz.	520	21	541
545	Ricamatrici, ornatori e sim.	10	528	538
965	Guardiani, custodi aziende e sim.	439	66	505
566	Carpentieri in legno	492	10	502
724	Rappresentanti credito e assicurazioni	330	153	483
617	Conduttori macchine edili	443	4	447
951	Spazzini disinfestatori	75	349	424

Fonte elaborazione su dati ISTAT.

117

## Annexe 4 « L'évolution du nombre d'actifs selon la profession entre 1971 et 1981 ».

**Tabella 1.4**

*Popolazione residente attiva in condizione professionale per posizione nella professione. Provincia di Brescia . 1981-1991.*

<b>POSIZIONE NELLA PROFESSIONE</b>	1981 valore assoluto	1991 valore assoluto	1991 $\Delta$ v.a.	1981 $\Delta$ v.a. %	1981 composizione %	1991 composizione %
Imprenditori e liberi professionisti	16.169	31.514	+ 15.345	+ 94.9%	3.9	7.0
Lavoratori in proprio, coadiuvanti, soci di coop.	88.807	94.673	+ 5.868	+ 6.6%	21.6	21.0
Dirigenti, quadri e impiegati	89.617	100.611	+ 10.994	+ 12.3%	21.8	22.3
Altri lavoratori dipendenti	217.016	223.795	+ 6.779	+ 3.1%	52.7	49.7
TOTALE	411.609	450.593	+ 38.984	+ 9.5%	100.0	100.0
di cui indipendenti	104.976	126.187	+ 21.211	+ 20.5%	25.5%	28.0%
di cui dipendenti	306.633	324.406	+ 17.773	+ 5.8%	74.5%	72.0%

**Annexe 5** « Evolution du nombre d'activés par position dans la profession ».



## Dinamica della forza lavoro in provincia di Brescia

Il quadro risultante dal censimento del '91 in provincia di Brescia è il seguente:

	MASCHI	FEMMINE	TOTALE
*OCCUPATI INDUSTRIA (di cui nella trasf. industriale)	158.000 (112.000)	63.000 (60.000)	221.000 (172.000)
*OCCUPATI AGRICOLTURA	20.000	5.000	25.000
*OCCUPATI ALTRE ATTIVITA'	109.000	91.000	200.000
TOTALE OCCUPATI	287.000	159.000	446.000
TOTALE DISOCCUPATI	5.000	8.000	13.000
TASSO DISOCCUPAZIONE	1,7%	4,8%	2,8%
POPOLAZIONE	508.000	34.0000	1.042.000 (ISTAT)

**Annexe 6** « Nombre d'emplois dans les trois secteurs en 1991 ».

Note sull'andamento del mercato del lavoro

La disoccupazione: un quadro generale

Tasso di disoccupazione

	1981	1986	1991	1993
Brescia	4,9	7,1	2,8	(5,8)
Lombardia	5,2	7,4	4,1	7,2
Italia	8,4	11,1	10,9	13,6
Piemonte	-	-	7,4	9,6
Liguria	-	-	8,9	10,8
Veneto	-	-	4,8	6,5
Trentino	-	-	2,4	4,2
Emilia Romagna	-	-	4,8	6,6

**Annexe 7** « Taux de chômage à Brescia, en Lombardie et en Italie entre 1981 et 1993 ».

**Tabella 3.14**

*Popolazione attiva in condizione professionale.  
Provincia di Brescia. 1971-81-91*

grande gruppo di professioni	1971	1981	1991
1) legislatori, dirigenti e imprenditori	3.416	7.822	12.353*
2) professioni intellettuali, scientifiche e di elevata specializzazione	8.451	14.386	20.003
3) professioni intermedie (tecnici)	35.578	58.702	56.794
4) professioni esecutive relative alla amministrazione e gestione	17.589	24.408	38.425
5) professioni relative alle vendite e ai servizi per le famiglie	43.253	48.469	67.417
6 e 7) artigiani operai specializzati agricoltori, conduttori di impianti e di macchinari fissi e mobili e operai di montaggio industriale	212.569	232.491	222.923
8) personale non qualificato	30.215	24.353	29.771
9) altre	1.031	978	2.907
<b>TOTALE</b>	<b>352.102</b>	<b>411.609</b>	<b>450.593</b>

**Annexe 8** « Population active selon sa condition professionnelle en 1971, 1981 et 1991 ».

**Tabella 3.2**

*Popolazione attiva in condizione professionale.  
Raffronto: provincia di Brescia- regione Lombardia.  
Variazione 1971-1981.*

aggregato	variazioni assolute		variazioni percentuali	
	Brescia	Lombardia	Brescia	Lombardia
professioni agricole	- 11.717	- 52.568	- 33,0%	- 28,5%
professioni operaie e artigiane	+ 22.219	- 49.308	+ 12,5%	- 3,2%
professioni terziarie	+ 48.799	+ 438.304	+ 35,0%	+ 27,0%
<b>TOTALE</b>	<b>+ 59.534</b>	<b>+ 336.644</b>	<b>+16,8%</b>	<b>+ 10%</b>

Fonte: elaborazione su dati Istat.

**Annexe 9** « Population active selon le secteur en 1971 et 1981 ».

PROSPETTO ISCRITTI F.I.O.M. AL 31.10.1979 - PROVINCIA DI BRESCIA

( Per i Congressi di Zona FIOM e Regionale FIOM )

ZONA	ISCRITTI F.I.O.M. 1970	ISCRITTI F.L.M. 1970	ISCRITTI F.L.M. 1979	ISCRITTI AGG.FLM 1979	ISCRITTI AGG.FIOM 1979	ISCRITTI * F.I.O.M. 1979	N° DELEGATI AI CONGRESSI DI ZONA	N° DELEGATI AL CONGRESSO REGIONALE
CITTA'	8.677	15.910	15.237			7.721	154	22
VALLE TROMPIA	2.764	5.610	6.689	1.079	537	3.067	61	9
PALAZZOLO	1.758	4.316	7.436	3.120	1.554	3.077	61	9
VALLE CAMONICA	1.114	1.556	2.842	1.286	640	1.630	33	4
NAVE - ODOLO	1.662	2.613	4.746	2.133	1.062	2.531	51	7
BASSA BRESCIANA	1.058	1.826	6.066	4.240	2.112	2.946	59	8
DESENZANO	1.244	2.240	4.045	1.805	899	1.991	40	6
LUMEZZANE	1.735	3.281	3.446	165	82	1.688	34	5
TOTALI						24.651	493	70

\* Iscritti FIOM 1979 rapportati a 24.651

**Annexe 10** « Adhérents FIOM, FIM, UILM à Brescia entre 1970 et 1979 ».

DIMENSIONI	TOTALE OCCUPATI	OCCUPATI		TOTALE ISCRITTI	FIOM	FIM	UILM	ex FLM	TOTALE AZIENDE	AZIENDE		TOTALE AZIENDE SINDACALIZZATE
		INDUSTRIA	ARTIGIANI							INDUST.	ARTIG.	
NAZIONALE	1730.000	1.250.000	480.000	739.000	449.000	202.000	88.000	60.000 (già contabilizzati)				
REGIONALE	580.000	430.000	150.000	206.504	129.177	63.924	13.400			5000		3.775
TERRITORIALE	60.000	46.250	13.750	23.600	15.425	6.600	1.200	375		834		437
PERCENTUALI												
NAZIONALE	100	72,3	27,7	100	60,76	27,34	11,90					
REGIONALE	100	74,1	25,9	100	62,6	31,0	6,4					
TERRITORIALE	100	77,1	22,9	100	65,4	28,0	5,0	1,6				

**Annexe 11** « Adhérents FIOM, FIM, UILM à Brescia, en Lombardie et au niveau italien en 1986 ».

Brescia		QUADRO RIASSUNTIVO TESSERAMENTO 1980-87 (Comprensorio di Brescia)											
ANNO	NUMERO FABBRICHE	TOTALE OCCUPATI	TOTALE ISCRITTI	FIOM	FIM	UILM	% FLM	TOTALE DELEGATI	FIOM	FIM	UILM	% FLM	
1980	602	56.250	39.475	19.658	16.895	2.922		2.300					
1981			36.920	18.386	15.802	2.732							
1982			31.393	15.637	13.439	2.323							
1983			30.050	14.965	12.861	2.224							
1984			28.363	14.200	12.150	2.013							
1985	348		22.935	14.214	5.437	873	763						
1986	437	40.328	23.600	15.425	6.600*	1200*	375						
1987	LATI CONVENZIONATI		24.900	16.000	7.200	1.400	300	4.161	781	302	74	4	(Rilevazione Giugno 87)
PERCENTUALI													
1980-84 FLM			100	49,8	42,8	7,4							
1985			100	66,6	25,6	4,2	3,6						
1986			100	65,4	28,0	5,0	1,6						
1987								100	67,3	26,0	6,4	0,3	

**Annexe 12 « Evolution nombre adhérentes de la FIOM, de la FIM et de l'UILM entre 1980 et 1987 ».**

All. 2

F.I.O.M. CGIL

L'ANDAMENTO DEL TESSERAMENTO F.I.O.M.  
Tesseramento '85, '86 e '87 (flm87E)

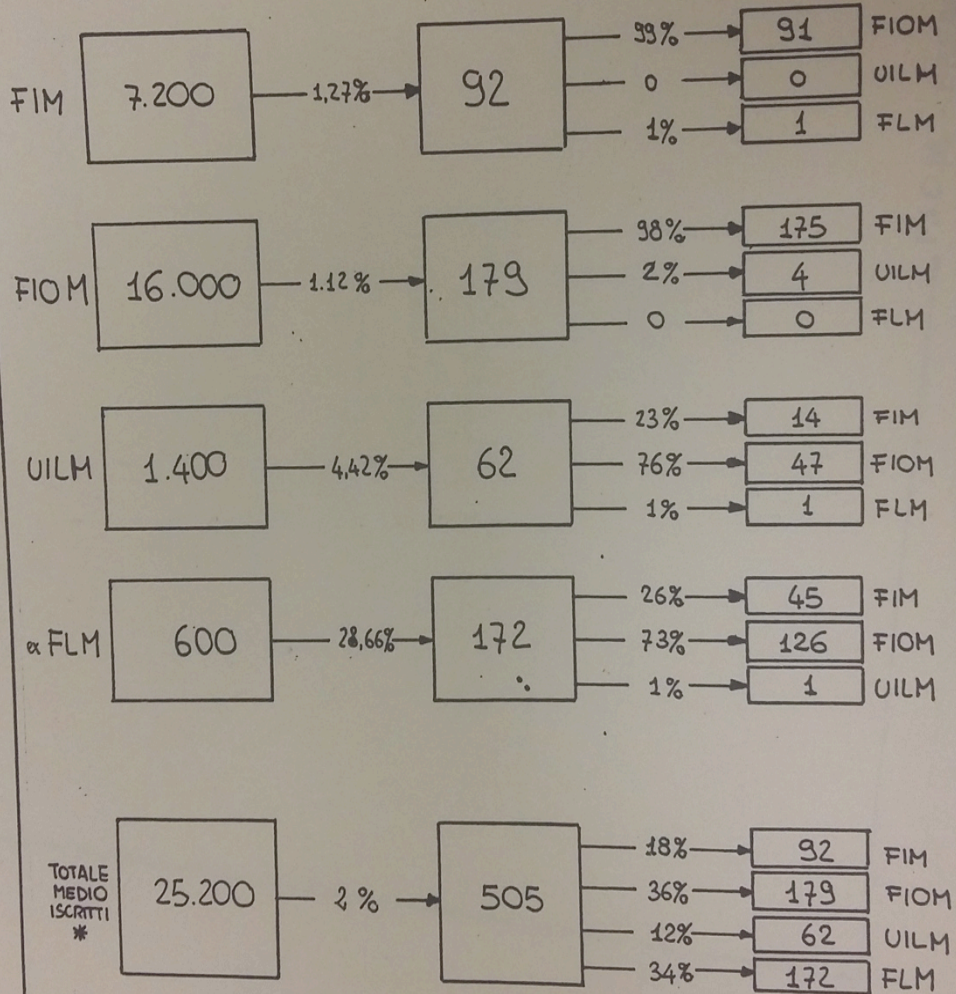
cod	regioni	Iscritti in valori assoluti				% sul totale della F.I.O.M.		differenze %		DIFFERENZE IN VALORI ASSOLUTI	
		FIOM '85	FIOM '86	FIOM '87	'85	'86	'87	85/86 (85 = 100)	85/87	85/86	85/87
A	PIEMONTE	54598	55262	55336	11,95%	12,30%	12,31%	101,22%	101,35%	664	738
B	VALLE D'AOSTA	1113	958	938	0,24%	0,21%	0,21%	86,07%	84,28%	-155	-175
C	LIGURIA	21260	20760	20762	4,65%	4,62%	4,62%	97,65%	97,66%	-500	-498
D	LOMBARDIA	132548	129177	127592	29,01%	28,76%	28,39%	97,46%	96,26%	-3371	-4956
E	VENETO	24903	25626	27402	5,45%	5,70%	6,10%	102,90%	110,03%	723	2499
FA	TRENTO	2255	2365	2790	0,49%	0,53%	0,62%	104,88%	123,73%	110	535
FB	BOLZANO	1210	1107	1090	0,26%	0,25%	0,24%	91,49%	90,08%	-103	-120
G	FRIULI - VENEZIA GIULIA	12640	12250	12335	2,77%	2,73%	2,75%	96,91%	97,59%	-390	-305
H	EMILIA - ROMAGNA	67739	67058	67860	14,83%	14,93%	15,10%	98,99%	100,18%	-681	121
I	TOSCANA	32947	32006	31499	7,21%	7,13%	7,01%	97,14%	95,61%	-941	-1448
J	MARCHE	7422	7665	7933	1,62%	1,71%	1,77%	103,27%	106,88%	243	511
K	UMBRIA	6400	6635	6400	1,40%	1,48%	1,42%	103,67%	100,00%	235	0
L	LAZIO	17422	17646	18180	3,81%	3,93%	4,05%	101,29%	104,35%	224	758
M	ABRUZZO	5333	5402	5303	1,17%	1,20%	1,18%	101,29%	99,44%	69	-30
N	MOLISE	836	960	930	0,18%	0,21%	0,21%	114,83%	111,24%	124	94
O	CAMPANIA	30364	26758	25837	6,65%	5,96%	5,75%	88,12%	85,09%	-3606	-4527
P	PUGLIA	17078	16956	16973	3,74%	3,77%	3,78%	99,29%	99,39%	-122	-105
Q	BASILICATA	1232	1100	1040	0,27%	0,24%	0,23%	89,29%	84,42%	-132	-192
R	CALABRIA	2775	2758	2683	0,61%	0,61%	0,60%	99,39%	96,68%	-17	-92
S	SICILIA	10906	10608	9869	2,39%	2,36%	2,20%	97,27%	90,49%	-298	-1037
T	SARDEGNA	5896	6135	6608	1,29%	1,37%	1,47%	104,05%	112,08%	239	712
Z	TOTALE ITALIA	456877	449192	449360	100,00%	100,00%	100,00%	98,32%	98,35%	-7685	-7517

**Annexe 13 « Nombre adhérentes FIOM par région en 1985, 1986 et 1987.**



## QUADRO RIASSUNTIVO CAMBIO DELEGA

DAL 31.10.85 AL 1.6.87 (20 MESI)  
(Elaborazione relativa ai dati pervenuti)



\* I dati relativi agli iscritti sono dedotti e convenzionali in quanto:  
a) dati in continuo movimento (dimissioni, nuovi iscritti, ecc.)  
b) Fime Uilm non danno dati, se non molto approssimativi.

F.I.O.M. - BRESCIA

Annexe 14 « Tableau récapitulatif des changements de syndicat ».

	1981	1982	1983	1984	1985	DIC. 86
FIOM	18967	16596	16060	14200	15000	16500
FILCEA	2100	2000	1830	1830	1800	1670
FILTEA	5800	5400	5120	4920	4700	4572
FILZIAT	1200	1000	850	750	720	720
FILIS	391	363	371	380	370	380
FILLEA	5691	5270	4672	4675	4600	4103
FNLE	1060	1050	1050	1050	1000	1000
<b>TOTALE INDUSTRIA</b>	<b>35209</b>	<b>31679</b>	<b>29953</b>	<b>27805</b>	<b>28190</b>	<b>28945</b>
TOTALE FEDERB.	1380	1250	1100	1004	880	900
FILCAMS						
<b>TOTALE COMM.</b>	<b>2120</b>	<b>2000</b>	<b>2000</b>	<b>1900</b>	<b>1900</b>	<b>1900</b>
FILT	2020	2000	2070	2000	1930	1930
FILPT	568	613	670	700	740	725
FISAC	825	854	837	900	900	800
<b>TOT. SERVIZI</b>	<b>3413</b>	<b>3467</b>	<b>3577</b>	<b>3600</b>	<b>3570</b>	<b>3455</b>
F.P	3899	3800	3800	3662	3700	3650
S.N.S	1400	1400	1500	1500	1450	1450
<b>TOT. PUBBL. AMM.</b>	<b>5299</b>	<b>5200</b>	<b>5300</b>	<b>5162</b>	<b>5150</b>	<b>5100</b>
SINAGI GIORNALAI	210	220	270	240	200	240
VARIE	31	27	30	30	34	38
<b>TOTALE VARIE</b>	<b>241</b>	<b>247</b>	<b>300</b>	<b>270</b>	<b>234</b>	<b>278</b>
<b>TOTALE ATTIVI</b>	<b>47662</b>	<b>43843</b>	<b>42230</b>	<b>39741</b>	<b>39924</b>	<b>40578</b>
<b>TOTALE DISOCCUPATI</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>318</b>	<b>300</b>
<b>TOTALE PENSIONATI</b>	<b>11225</b>	<b>11950</b>	<b>13600</b>	<b>14600</b>	<b>17000</b>	<b>20000</b>
<b>TOTALE GENERALE</b>	<b>58887</b>	<b>55793</b>	<b>55834</b>	<b>54341</b>	<b>57242</b>	<b>60878</b>

**Annexe 15** « Evolution nombre d'adhérentes des différentes branches de la CGIL à Brescia entre 1981 et 1986 ».

Provincia di Brescia

	REGIONALI 1970	POLITICHE 1972	REGIONALI 1975	POLITICHE 1976	EUROPEE 1979	POLITICHE 1979	REGIONALI 1980
PCI	17,62	18,59	162.550 25,14	26,66	24,40	169.195 25,1	164.697 25,10
PSIUP	4,40	3,23	-	-	-	-	-
PDUP	-	0,82	-	1,86	1,14	13.635 2,0	9.477 1,44
DP	-	-	11.947 1,85	-	0,74	* 5.358 0,8	6.467 0,98
PSI	10,95	10,17	80.784 12,50	10,62	10,57	67.411 10,0	75.231 11,46
PSDI	6,48	5,42	36.292 5,61	3,44	4,49	24.756 3,7	31.841 4,85
P.RAD.	-	-	-	0,97	2,61	17.649 2,6	-
PRI	1,43	1,74	12.459 1,93	2,18	1,75	13.870 2,1	13.263 2,02
DC	50,40	50,72	300.767 46,52	49,33	47,32	322.903 47,9	309.334 47,15
PLI	4,56	3,78	16.021 2,48	1,42	3,33	13.712 2,0	17.278 2,63
DN	4,16	4,93	25.666 3,97	3,51	0,28	2.919 0,4	25.959 3,95
MSI	-	-	-	-	3,15	21.634 3,2	-
ALTRI	-	0,59	-	-	-	1.049 0,1	2.411 0,36
TOTALE			646.486			674.866	655.958
B+N			24.525			25.720	39.256
AST.			29.816			34.919	49.448

\* nel 1979 la lista era NSU

ELETTORI 80: 744.662 VOTANTI 80: 695.214

7

Annexe 16 « Résultat élections dans le Département de Brescia entre 1970 et 1980 ».

ANDAMENTO GENERALE DELLA CAMPAGNA DI TESSERAMENTO E RECLUTAMENTO  
 A LIVELLO PROVINCIALE NEL PERIODO COMPRESO TRA IL 1969 E IL 1980

FEDERAZIONE ITALIANA COMunisti di Brescia

anno	iscritti	media valore tessere
1969	18.722	L. 1.402
1970	19.225	L. 1.551
1971	20.534	L. 1.728
1972	23.781	L. 1.911
1973	25.423	L. 2.100
1974	26.610	L. 2.660
1975	29.320	L. 3.436
1976	31.105	L. 4.276
1977	30.832	L. 5.650
1978	30.618	L. 7.362
1979	30.076	L. 8.821
1980	30.100	L. 10.385

**Annexe 17** « Nombre d'adhérents au PCI de Brescia entre 1969 et 1980 ».



<b>Camera - Città e provincia</b>						
Partiti	Vot. '87	%	Vot. '83	%	Region. '85	%
Pci	159.708	21,8	176.257	25,8	173.417	24,8
Dp	13.179	1,8	12.088	1,8	12.023	1,7
Alleanza	577	0,1	—	—	—	—
Lista verde	18.888	2,6	—	—	—	—
Msi	33.929	4,6	—	—	15.328	2,2
Psdi	17.092	2,3	32.709	4,8	37.828	5,7
Pri	22.121	3,0	26.070	3,8	21.695	3,1
Pensionati	5.485	0,7	35.345	5,2	22.701	3,2
Lega Lombarda	9.656	1,3	—	—	3.429	0,5
Pli	14.476	2,0	—	—	3.914	0,8
Partito sardo	759	0,1	21.032	3,1	14.832	2,1
Pal	112.212	15,3	—	—	—	—
Dc	305.937	41,8	72.901	10,7	86.813	12,6
Pr	17.404	2,4	284.725	41,8	308.568	43,8
Altri	—	—	15.109	2,2	—	—
Totale	731.401	—	4.390	0,6	2.457	0,3
Blanca/nulla	—	—	680.626	—	705.005	—
			39.245	5,5	40.575	5,4

**Annexe 18** « Résultats des élections à Brescia entre 1983 et 1985 ».

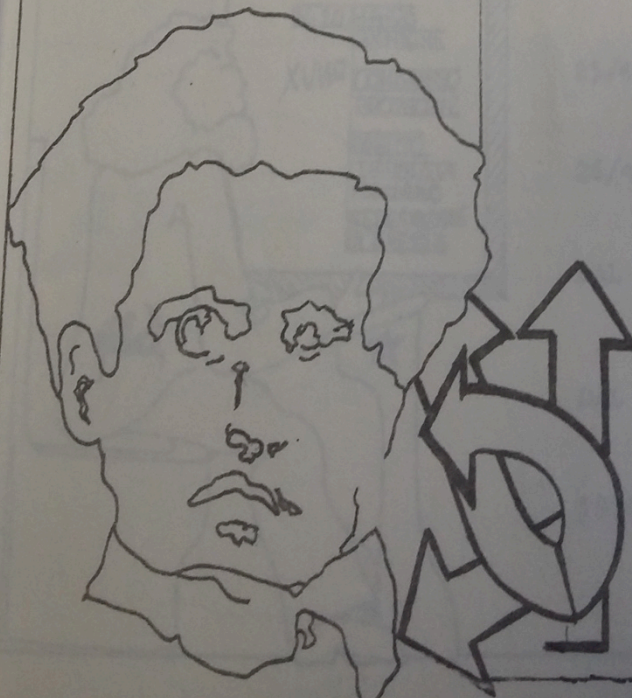
<b>Il confronto fra il voto al PCI e quello alla DC nelle provinciali</b>						
	PCI			DC		
	1980	1979	Diff.	1980	1979	Diff.
Piemonte	32,7	30,5	+ 2,2	31,6	33,9	- 2,3
Lombardia	27,9	27,8	+ 0,1	38,8	39,2	- 0,4
Liguria	37,3	35,5	+ 1,8	30,1	32,2	- 2,1
Veneto	22,8	21,7	+ 1,1	48,6	50,1	- 1,5
Friuli - Venezia Giulia	22,2	22,7	- 0,5	35,7	37	- 1,3
Emilia - Romagna	49	47,2	+ 1,8	25,8	27,6	- 1,8
Toscana	47,3	45,8	+ 1,5	28,3	30,1	- 1,8
Marche	38,5	38,1	+ 0,4	35,7	37,9	- 2,2
Umbria	46,3	45,5	+ 0,8	27,2	29,4	- 2,2
Lazio	25,7	25,8	- 0,1	36	44,7	- 8,7
Abruzzi	29,5	31,1	- 1,6	42	45,7	- 3,7
Molise	19,3	21,5	- 2,2	43,4	54,7	- 11,3
Campania	26,4	24,9	+ 1,5	33,6	42,2	- 8,6
Puglia	24,9	25,5	- 0,6	38	43,2	- 5,2
Basilicata	27,9	28,9	- 1	39,6	42,6	- 3
Calabria	26,7	26,7	—	35,9	42,8	- 6,9
Sicilia	20,6	21	- 0,4	42,3	43,7	- 1,4
Sardegna	29,5	31,7	- 2,2	34,3	38,1	- 3,8
<b>MEDIA NAZIONALE</b>	<b>31,1</b>	<b>30,4</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>36</b>	<b>39</b>	<b>- 3</b>

**Annexe 19** « Les résultats de la DC et du PCI dans chaque région en 1979 et 1980 ».

**COMPOSIZIONE SOCIALE  
ETA'  
ANZIANITA' DI PARTITO  
DEGLI ISCRITTI**

**1976**

CATEGORIE SOCIALI	1976 % sul tot. iscritti	1974%
OPERAI	63,56	59,84
SALARIATI AGRICOLI	1,26	2,51
COLTIVATORI E MEZZADRI	0,75	1,64
COMMERCianti	3	3,08
ARTIGIANI	5,09	5,43
TECNICI - IMPIEGATI	4,41	1,8
INTELLETTUALI - PROFESSIONI.	2,32	0,96
STUDENTI	1,64	0,97
CASALINGHE	7,98	8,72
PENSIONATI	9,63	14,85



**Annexe 20** « Adh rentes au PCI de Brescia selon la catégorie sociale en 1974 et 1976 ».

in preparazione del Seminario provinciale sullo stato del Partito

CATEGORIA SOCIALE	INDAGINE COMPIUTA SU N. 3310 MEMBRI DEI COMITATI DIRETTIVI DI CUI UOMINI N. 2889 (87.4%) DONNE N. 421 (12.6%)		INDAGINE COMPIUTA SU N. 271 SEGRETARI DI SEZIONE DI CUI UOMINI N. 238 (87.82%) DONNE N. 33 (12.17%)	
	N.	%	N.	%
OPERAI	1.856	56.1	158	58.30
BRACCIANTI E SALARIATI	12	0.37	1	0.36
CONTADINI	32	0.96	-	-
COMMERCianti	79	2.38	5	1.85
ARTIGIANI	207	6.25	22	8.11
PICCOLI IMPRENDITORI	7	0.21	-	-
LAVORATORI A DOMICILIO	1	0.03	-	-
IMPIEGATI E TECNICI	450	13.6	50	18.45
INTELLETTUALI - INSEGNANTI	172	5.2	12	4.42
STUDENTI	84	2.53	2	0.73
CASALINGHE	82	2.48	5	1.85
LIBERI PROFESSIONISTI	39	1.17	1	0.4
PENSIONATI	253	7.64	10	3.69
ALTRI	36	1.08	5	1.84
TOTALE	3.310	100.00	271	100.00

**Annexe 21** " Groupe social d'appartenance des secretares de section et des membres du Comité directif du PCI de Brescia en 1978 ".

ZONA DI FABBRICHE					
SEZIONI	1979		PROPOSTE 1980		SOTT. STAMP.
	TESSERE	N. VAL.	TESSERE	N. VAL.	OBBIETTIVO
APOLLO	9	10.100		12000	100.000
A.T.B.	361	10.910		13000	3.000.000
O.M.	358	10.793		13000	2.800.000
LONGHI	106	12.350		14500	1.100.000
IDEAL STANDARD	280	8.080		12000	2.600.000
PIETRA	214	8.857		12000	1.800.000
IDRA	119	9.465		12000	1.200.000
PETIT PIERRE	28	9.357		12000	250.000
SIP	64	17.678		20000	800.000
SMI	24	5.706		10000	250.000
BREDA	57	11.250		13000	700.000
OSP. CIVILE	116	16.250		16000	1.000.000
DIP. COMUN.	60	10.815		12500	550.000
METALARS	11	8.638		10500	100.000
A.S.M.	98	9.638		12000	800.000
REDAELLI	36	5.967		10000	—
CAFFARO	116	13.800		16000	1.200.000
ICEB	17	11.280		13000	300.000
SAMO	54	8.700		10500	650.000

**Annexe 22** « Sections d'usine du PCI de Brescia en 1979 (1) ».

ZONA DI FABBRICHE

SEZIONI	1979		PROPOSTE 1980		SOTT. STAMPA 1979	
	TESSERE	N. VAL.	TESSERE	N. VAL.	OBBIETTIVO	VERGATO
BERETTA	170	7637		10500	1300.000	820.000
TRW	106	11940		11000	1300.000	626.000
LMI	137	9607		11000	1900.000	1900.000
GLISENTI	98	8700		10500	900.000	320.000
FAINI SPA	61	10700		12500	550.000	550.000
ITALSIDER	36	11470		13500	500.000	500.000
FALCK	78	6650		10500	700.000	—
POSTELEGRAF.	52	7518		10500	500.000	516.000

**Annexe 23** « Sections d'usine du PCI de Brescia en 1979 (2) ».

ZONA DI FABBRICHE

SEZIONI	1979		PROPOSTE 1980		SOTT. STAMPA 1979		PROPOS
	TESSERE	N. VAL.	TESSERE	N. VAL.	OBBIETTIVO	VERGATO	
FRANCHI	91	11390		12000	1.000.000	1.000.000	1300
ENEL	78	16.035		18000	900.000	900.000	1200
BERARDI	46	8260		10500	500.000	161.000	600
FERROVIERI	61	14200		16500	600.000	600.000	800
AMM. PROVINC.	15	11500		14000	200.000	50.500	250
PERANI	21	14095		16000	300.000	300.000	300
ORIZIO	41	11680		16000	400.000	473.000	500
CINEMATIC	19	11470		13000	150.000	95.300	180
INPS	7	12000		14000	150.000	136.500	150
IRCOOP	27	15670		18000	250.000	78.500	300
ZOO PROFILAT.	20	9750		12000	200.000	188.000	200
CIP 200	14	9635		11000	—	86.500	200
ASPED. BAMB.	6	13500		15000	120.000	—	100
OMAP	62	10800		12500	550.000	477.500	600
CASA DI DIO	15	10600		12500	100.000	100.000	100
SIDERAL	27	10700		12500	350.000	—	300
PALAZZOLI	28	11250		13000	200.000	200.000	200
RUGGERI	53	7400		10500	350.000	328.000	300
GNUTTI	46	6660		10500	450.000	30.000	300

Annexe 24 « Sections d'usine du PCI de Brescia en 1979 (3) ».

Brescia, 27 gennaio 1984

COMUNICATO STAMPA

I seguenti esecutivi dei Consigli di Fabbrica riuniti in assemblea per discutere il problema della trattativa Governo-Sindacato-Padroni, hanno deciso:

- 1) piena adesione allo sciopero del 31 a Brescia, che ha al suo centro i problemi dell'occupazione come emergenza prioritaria del Paese, ed invitano i lavoratori a partecipare massicciamente alla manifestazione indetta dal sindacato;
- 2) decidono di convocare una assemblea dei delegati di tutte le categorie e invitano la CGIL-CISL-UIL e il segretario generale GARAVINI a partecipare attivamente ai lavori, dove al centro della discussione verranno collocati i problemi della disoccupazione e non del costo del lavoro;
- 3) di fronte alla trattativa tra governo-sindacato-confindustria, chiedono alla CGIL-CISL-UIL di sospendere la contrattazione in quanto non esistono allo stato attuale le condizioni per la continuazione. Essa potrà riprendere quando l'oggetto del confronto sarà diventato il problema dell'occupazione e non del costo del lavoro;
- 4) si invitano le confederazioni a ritornare fra i lavoratori per avviare una riflessione in merito ai problemi drammatici del Paese, per elaborare una strategia all'altezza dei problemi che vedano i lavoratori protagonisti di una linea che nel progetto per il lavoro abbia la sua centralità.

Aderiscono:

gli Esecutivi del Comune di Brescia  
della O.M. IVECO  
della REDAELLI  
della APOLLO  
della MIVAL  
della CAFFARO  
della METROCAST  
dell'IDRA  
della BREDA  
dell'IDEAL CLIMA

e i delegati dei Consigli di Fabbrica:  
Saleri-Ansaldi (BERETTA)  
Bani (A. T. B.)  
Bravo (FRANCHI)  
Barucchi (SIP)  
Semenzi-Pasina (PIETRA)

Clamorosa iniziativa «nazionale» di un gruppo di cdf guidato dall'Om

# Leaders sindacali alle corde: i delegati si «autoconvocano»

Assemblea per i quadri di tutta la provincia con «invito» esteso alle Confederazioni e a Garavini per martedì - Stop alle trattative e ridiscussione dalla base con l'occupazione al centro delle richieste

L'iniziativa è clamorosa ed è destinata a lasciare un segno profondo nella storia del movimento sindacale bresciano, e forse, nazionale. I «vertici» di alcuni autorevoli consigli di fabbrica guidati dall'Om - Iveco hanno di fatto sconfessato il comportamento delle confederazioni nella trattativa del governo e la Confindustria, chiesto di sospendere la contrattazione, suggerito di «tornare» a discutere l'argomento dalla «base» tenendo come punto di riferimento l'occupazione e non il costo del lavoro e infine «autoconvocato» un'assemblea dei delegati di tutte le categorie e di tutta la provincia, scavalcando di fatto il ruolo e l'iniziativa di Cgil - Cisl - Uil.

Il testo integrale del documento è riportato a parte. Dal punto di vista operativo c'è da registrare la data della delicatissima assemblea che è fissata martedì, appunto nel pomeriggio, per permettere a Garavini di intervenire dopo il comizio che il dirigente nazionale terrà in mattinata in occasione dello sciopero generale. Nel frattempo anche negli altri comprensori qualche segnale di insofferenza viene alla luce e proprio ieri gli edili della Cgil del Garda non hanno nascosto la loro dura critica all'atteggiamento del governo e alla posizione «morbida» del sindacato nel corso della snervante trattativa.

Lo scollamento tra le «punte di diamante» del movimento operaio e i vertici confederali sembra ormai arrivato a un punto di non ritorno. **ASS. VIA MONTEGRAPPA**

Nel lungo e articolato dibattito di ieri nella sede della circoscrizione di via Monte Grappa si è cercato di non drammatizzare la «forma» dell'iniziativa («nessuno vuole andare contro il sindacato, tutti vogliamo che il sindacato non commetta altri errori che lo porterebbero alla rovina...») ma alla fine il documento parla chiaro, soprattutto là dove dice che i consigli di fabbrica «decidono di convocare un'assemblea dei delegati». In altri tempi l'indicazione sarebbe risultata un «invito alle confederazioni a convocare l'assemblea dei delegati...».

Invece è passato il principio dell'«autoconvocazione», la tesi cioè che ha trovato d'accordo Guizzi e Landi, i due capi storici della Om, uno della Fiom e l'altro della Fim, mentre molte perplessità — o



I delegati all'assemblea

meglio dissociazioni dall'iniziativa — sono venute dai delegati di area socialista (Cimaschi, Pedersoli, Belletti). Il «distinguo» di questi ultimi riguarda non solo l'«autoconvocazione» ma il dubbio che il tutto parta «senza un progetto» e che non ci sia chiarezza di alcuni delegati di area dc sulla questione della scala mobile («siete a no d'accordo per una sua modifica?»).

La sequenza del dibattito è comunque significativa. Dopo l'introduzione di Paletti è subito intervenuto Corsini per dichiararsi «d'accordo, soprattutto sulla verifica da chiedere su cose concrete come il salario e sull'applicazione dei contratti di solidarietà».

Cimaschi (Innse) ha subito replicato a titolo personale criticando sia il metodo («stiamo costruendo un controaltare alla Fim e alle confederazioni»; «perché non avete invitato anche i dirigenti sindacali?») che il merito della proposta («va bene la solidarietà ma bisogna che anche chi ha il posto sicuro, i pubblici dipendenti ci diano una mano...»). L'autoconvocazione — ha concluso Cimaschi — distruggerebbe il sindacato!.

Campovecchi (Caffaro) ha espresso alcune perplessità, ma alla fine ha convenuto che «i cdf devono ritrovare all'interno del sindacato il ruolo centrale, quello in grado di affrontare in prima istanza le richieste dei lavoratori». «Non possiamo — ha sostenuto — continuare a discutere cose già decise: dobbiamo capire chi deve pagare la crisi e che tipo di accordo sta per realizzarsi al di fuori degli spazi lasciati aperti il 22 gennaio».

Guizzi ha riconosciuto e nel contenuto respinto l'idea «che la ri-

nione debba essere vista come un golpe contro il sindacato». «Non stiamo organizzando — ha detto — una rivolta, nè vogliamo rifondare il sindacato. Vogliamo solo incidere all'interno dell'organizzazione, esaltare il ruolo dei cdf, decidere e non seguire supinamente indicazioni contro i nostri interessi». «Chiediamo — ha continuato Guizzi — una svolta a 180° della linea del sindacato anche perché oggi l'unica cosa concreta sulla quale si discute è il taglio della scala mobile e non i problemi occupazionali». Sì, dunque, all'autoassemblea dei delegati di tutte le categorie con la «logica avvertenza di invitare alla manifestazione le segreterie di Cisl - Cgil - Uil».

Un caloroso consenso è venuto anche dalla delegata Zanotti. «Non vedo — ha detto — problemi di scavalco nei confronti dei vertici, anche se il metodo usato a livello nazionale è degenerato». «Si stanno facendo — ha concluso — trattative e non verifiche sul famigerato accordo del 22 gennaio... Un balletto assurdo e indecoroso, che ci fa sentire solo numeri e non lavoratori in grado di decidere».

Per Landi il sindacato anche in Italia «sembra non aver più collegamenti con proposte originali». Una dirigenza rassegnata alla quale realtà come quelle dell'Om («di diverse aree culturali ma sostanzialmente unitarie negli obiettivi») devono suonare la sveglia. L'autonomia del sindacato e i contratti di solidarietà sono i punti di riferimento di Landi per il quale si rende però necessario «costruire velocemente una proposta concreta». «Tentiamo dunque — ha continuato — la strada delle convocazioni programmate e pilotate con il sindacato: i dirigenti devono capire l'iniziativa in termini di apporto positivo al movimento, mentre da parte nostra dobbiamo trovare le energie per incidere anche a livello nazionale riproponendola in tutte le città d'Italia». Una frecciatina a Carniti («diciamogli pure quello che pensiamo») e una al Pci («risolvano al loro interno i rapporti con alcune realtà della Cgil») hanno concluso il suo intervento.

Saleri (Beretta) ha analizzato con molta lucidità la situazione venutasi a creare dopo l'accordo del 22 gennaio, le inadempienze del governo, i «giochetti» della Confindustria, mettendo in guardia dalla possibilità «che i lavoratori decidano sempre più numerosi di ri-

nunciare alla tessera e di risparmiare subito 90 mila lire...».

Semenzi (Pietra) ha accusato la Cisl di procedere sulla strada «della divisione dei lavoratori» e ha riconosciuto all'iniziativa dell'esecutivo del Cdf dell'Om «lucidità di impostazione e capacità di colpire nel segno». Il sindacalista era visibilmente commosso per il recente incidente sul lavoro verificatosi da poche ore alla Pietra.

Pedersoli (Om) si è dichiarato contrario alla proposta perché «c'è il rischio che venga letta come un'iniziativa contro il sindacato».

Anche Belletti (Om) ha denunciato la sua «insensibilità» nei confronti della proposta di Paletti e Guizzi. «In ogni caso — ha aggiunto — non sono radicalmente contro l'iniziativa: bisogna vedere cosa si vuole e come si realizza la manifestazione». Sul problema dell'occupazione Belletti ha tenuto a precisare che ci vuole chiarezza. «Lo si affronta — ha spiegato — solo con sacrifici anche da parte dei lavoratori, di tutte le categorie dei lavoratori». Ha concluso Peli (Om).

Non hanno preso la parola due membri dell'esecutivo del consiglio di fabbrica dell'Om: Taesi (Uilm) e Scutra (Fiom).

o.r.

Bresciaoggi sabato 28 gennaio 1984

Annexe 26 «Article du Brescia oggi sur le mouvement des autoconvocqués du 28 janvier 1984».



# LAVORATORI - CITTADINI

«Gli esecutivi dei Consigli di Fabbrica riuniti in assemblea per discutere il problema della trattativa governo - sindacato - padroni, hanno deciso:

- 1) piena adesione allo sciopero del 31 a Brescia, che ha al suo centro i problemi dell'occupazione come emergenza prioritaria del Paese, ed invitano i lavoratori a partecipare massicciamente alla manifestazione indetta dal sindacato;
- 2) decidono di convocare una assemblea dei delegati di tutte le categorie ed invitano la CGIL-CISL-UIL e il segretario generale GARAVINI a partecipare attivamente ai lavori, dove al centro della discussione verranno collocati i problemi dell'occupazione e non del costo del lavoro;
- 3) di fronte alla trattativa tra governo-sindacato-confindustria, chiedono alla CGIL-CISL-UIL di sospendere la contrattazione in quanto non esistono allo stato attuale le condizioni per la continuazione. Essa potrà riprendere quando l'oggetto del confronto sarà diventato il problema dell'occupazione e non del costo del lavoro;
- 4) si invitano le Confederazioni a ritornare fra i lavoratori per avviare una riflessione in merito ai problemi drammatici del Paese, per elaborare una strategia all'altezza dei problemi che vedano i lavoratori protagonisti di una linea che nel progetto per il lavoro abbia la sua centralità.»

L'ASSEMBLEA SI TERRA' MARTEDI' 31 GENNAIO ALLE ORE 14.30 presso la  
CAMERA DI COMMERCIO;  
O.d.G.: discussione sulla trattativa tra sindacato-governo-imprenditori  
TUTTI I DELEGATI SONO INVITATI

bs.30/1/84 Gli esecutivi dei CdF: COMUNE DI BRESCIA-OM IVECO-REDAELLI-APOLLO-MIVAL-CAFFARO METROCAS-ICRA-BREDA-IDEAL CLIMA-COMF.SANTI e i delegati SALERI e ANSALDI della Beratta; BANI A.T.B.; BRAVO della Franchi; BARUCCHI (SIP); SEMENZI e PASINA della PIETRA; MARTINAZZI e ROVERSI dell'INNSE.

MILLE DELEGATI DI FABBRICA IN ASSEMBLEA CON I VERTICI SINDACALI

# Trentin non riesce a ricucire lo «strappo» dei Cdf bresciani

I rappresentanti delle maggiori fabbriche hanno così varato un documento che chiede l'immediata sospensione della trattativa romana sul costo del lavoro - Netta frattura tra la base e il vertice nella Cgil

BRESCIA — Non passerà tanto facilmente agli archivi questo primo febbraio 1984 e l'assemblea generale dei delegati che ha riunito oltre mille rappresentanti sindacali per tutta una giornata nel salone della Camera di commercio. Anzi, questo appuntamento provocato da un gruppo di consigli di fabbrica e recepito senza grande entusiasmo dalle segreterie territoriali, peserà parecchio nel futuro dei rapporti dentro il sindacato e ancor di più nella Cgil.

E' accaduto infatti che al termine di sette ore di discussione assembleare, che ha fatto rivivere a molti gli happenings sessantottini (non è mancato neppure un episodio di intolleranza nei confronti di un delegato dissidente, Cimaschi della Uilm, zittito con urla insulti e fischi), l'esito unitario che pareva profilarsi è stato seccamente rifiutato dalla maggioranza dei partecipanti ed in particolare dalla base operai-sta comunista e da alcuni gruppi della Fim-Cisl.

## Inutili appelli dei leaders

A nulla sono serviti gli appelli di leader importanti dell'ala operaista sindacale, come Cremaschi e Guizzi, del segretario generale della Cgil bresciana Rebecchi e neppure di un capo storico stimato ed amato come Bruno Trentin: nella bagarre finale hanno prevalso gli umori più intransigenti ed è stato bocciato un emendamento al documento del gruppo di consigli di fabbrica promotori dell'iniziativa.

E' stato indubbiamente questo il momento più delicato dell'intera giornata giacché l'emendamento, frutto

d'una lunga riunione di segreteria e vergato in parte dallo stesso Trentin, era la traduzione bresciana della mediazione intercorsa a Roma tra i socialisti ed i comunisti della Cgil nella mattinata di ieri che aveva salvato l'unità dell'organizzazione.

Mentre il documento presentato dai Cdf e firmato da centinaia di delegati proponeva, in virtù delle richieste confindustriali sulla scala mobile e delle mancate risposte governative, la «sospensione immediata della trattativa» e l'avvio di una fase di consultazione nelle fabbriche, l'emendamento (letto da Panella) proponeva «una interruzione della trattativa» non subito, ma «al termine di questa tornata di verifiche» (cioè sabato), interruzione «che consentisse all'inizio della prossima settimana, prima della ripresa degli incontri triangolari, di tenere apposite assemblee per definire unitariamente una piattaforma e le condizioni alle quali riprendere il confronto e portarlo a positiva conclusione».

Da una parte si chiedeva l'abbandono immediato del tavolo e dall'altra una interruzione procrastinata di qualche giorno, dando respiro al Governo e al sindacato, facendo proprio di peso un telex arrivato in mattinata alla Camera del lavoro quale indicazione della Cgil nazionale.

Su questa seconda indicazione si erano trovati d'accordo, durante una improvvisata riunione svoltasi nel primo pomeriggio, i socialisti della Cgil la Uil, la Cisl e, dopo mille tentennamenti e l'intervento di Trentin, anche i comunisti. Proprio a loro toccava però il compito di convincere i consigli



Bruno Trentin

di fabbrica. CARNIT

Il documento finale è rimasto nella originaria stesura con l'aggiunta, in verità un po' contraddittoria, dell'approvazione della relazione e delle conclusioni di Trentin. Il messaggio politico che esce da questa assemblea è dunque quello di una insoddisfazione dei lavoratori per l'andamento del confronto, della loro volontà di interromperlo fin da subito e di ricostruirlo su basi e contenuti diversi, cioè non sul costo del lavoro, ma sullo sviluppo dell'occupazione.

## CAVIL I contraccolpi nel sindacato

I contraccolpi dentro il sindacato riguardano invece innanzitutto la Cgil che si è vista sconfessata dalla sua base, e la Uil, che ha dichiarato di non sentirsi vincolata al pronunciamento dell'assemblea ed ha chiesto l'immediata convocazione degli «esecutivi».

La Cisl, pur sostenendo l'emendamento per il suo valore unitario, ha invece pre-

so atto che si trattava di un problema interno di comunisti e socialisti, e si è limitata a «coprire» anche il voto di chi, come la Fim dell'Om, ha scelto di astenersi sull'emendamento decisivo. Aldo Gregorelli, al termine della seduta, ha però espresso il suo convincimento sulla bontà della linea che faticosamente era stata costruita per recuperare lo «strappo» dei consigli di fabbrica e mandare un messaggio non di sola contestazione ai vertici: «Non mi piace questo sindacato di pazzi — ha sostenuto infatti il segretario della Cisl — ma neppure mi piacciono i monarchici». Si è posto così in polemica con Pierre Carniti che ha confermato ieri la necessità di continuare la discussione con il governo e di arrivare ad un accordo senza una consultazione.

E pensare che dopo la lunga introduzione (poco meno di due ore) di Bruno Trentin le condizioni per un pronunciamento di rilievo da parte di tutto il mondo sindacale ed operaio bresciano c'erano. Il segretario della Cgil aveva infatti puntigliosamente ricordato i fatti positivi e negativi del negoziato in corso (riportati quotidianamente dai giornali) arrivando alla conclusione che ora non si poteva firmare, ma che andavano costruite nel confronto con i lavoratori le richieste e le disponibilità, su cui far ripartire il dibattito col governo e la mobilitazione unitaria.

Non ha convinto neppure totalmente i suoi. L'appuntamento è ora fra sette giorni, l'8 febbraio: il documento dei Cdf si conclude infatti con una riconvocazione dell'assemblea per quella data.

Gianfranco Bertoli

GIORNALE di BRESCIA 2.2.1984

Annexe 28 « Article du Giornale di Brescia sur la participation de Bruno Trentin à l'assemblée des autoconvoqués de Brescia ».

CHIESTA UNA CONSULTAZIONE DELLA BASE SULLA TRATTATIVA ROMANA

## La Fim - Om scrive a Carniti: «Caro Pierre, così non va...»

«Esprimiamo la più aperta critica al modo con il quale stai conducendo il confronto» - «Al centro deve stare il problema del lavoro»

BRESCIA — Agli attivisti ed ai lavoratori cislini della Om non è assolutamente piaciuta la scelta presa dal loro segretario nazionale Pierre Carniti di proseguire la trattativa con il governo e di tentare in queste ore l'«affondo» per raggiungere l'accordo senza consultare la base.

Così, rinverdendo una tradizione che ha segnato di lettere e telegrammi tutta la cronaca sindacale della fabbrica, hanno preso carta e penna ed hanno espresso con chiarezza e senza infingimenti la loro opinione. La mossa era nell'aria da qualche giorno ed è figlia a suo modo dei pronunciamenti della scorsa settimana, della contestata iniziativa di «autoconvocazione» e del documento fatto votare all'assemblea dei delegati di mercoledì.

Con «schiettezza e preoccupazione» il gruppo di lavoratori e delegati vicini alla Fim-Cisl e rappresentati da uomini come Landi, Paletti e Gaffurini ha infatti espresso al leader nazionale «la più aperta critica al modo con il quale stai conducendo il confronto con il governo e la Confindustria». Un messaggio secco ed inequivocabile che traduce, secondo i firmatari della lettera, il pensiero ed il disagio quasi palpabile che si avverte nella più grande fabbrica cittadina.

Dopo aver ricordato come proprio la Fim dell'Om ne-

gli anni scorsi si era battuta «contro ogni forma di burocratizzazione, denunciando comodi opportunismi e rifiutando demagogiche acquiescenze al sinistrismo di maniera», i lavoratori cislini avvertono Carniti che non pare «rioriero di luminosi sviluppi nemmeno il dibattito aperto dalle conferenze organizzative (dove è emerso un forte spirito di bandiera e la necessità di rendere più conoscibile la proposta dell'organizzazione - n.d.r.) qualora non fosse improntato ad uno sforzo di analisi e proposta: ancora una volta scopriremo — chiedono retoricamente i firmatari della lettera — l'autonomia e il coagulo della Cisl nell'anticomunismo?».

Il rinnovato orgoglio di bandiera, dovrebbe invece tradursi nella preoccupazione «di far vivere veramente quei valori ai quali diciamo di richiamarci». E da questa tirata d'orecchi a tutta l'organizzazione la Fim dell'Om fa discendere una linea operativa per il negoziato aperto a Roma che passa attraverso «la modifica decisa dei contenuti e delle modalità del confronto in atto». In sostanza viene rilanciata l'idea già esposta più volte da tutto l'esecutivo della Om e ufficializzata come espressione della base operaia bresciana dall'assemblea dei delegati di mercoledì e cioè la consulta-

zione di base con la modifica dell'oggetto stesso della trattativa: «Al centro deve stare il problema del lavoro e dell'occupazione: le nostre disponibilità per ulteriori sacrifici devono finalizzarsi alla creazione dei posti di lavoro rifiutando le logiche clientelari, demagogiche, assistenziali e dissipatrici di ricchezza che animano le offerte governative (150 mila posti lavoro ecc.)».

Dopo il benservito alle proposte socialiste ed in particolare al piano De Michelis, la Fim dell'Om passa a rilanciare la propria ricetta, quella del convegno di novembre, e cioè: alternativo utilizzo della Cig in una logica di solidarietà e secondo un progetto generale, part time, ferie scaglionate, flessibilità contrattata riforma del collocamento, apprendistato e formazione professionale. Idee non nuove, anzi vecchie di anni; «ci hanno detto che siamo bravi, che le proposte sono interessanti; ma che fine hanno fatto?».

In chiusura un forte richiamo al metodo, alla necessità di un immediato confronto con la base: «E' necessario recuperare un rapporto con i lavoratori e la società, non ad accordo raggiunto o nelle piazze fredde e vuote, ma su un progetto e nel confronto aperto con i lavoratori».

Gianfranco Bertoli

GIORNALE di BRESCIA 3-2-1984

Annexe 29 « Article du Giornale di Brescia sur l'affrontement entre la CISL nationale et les autoconvocqués catholiques de Brescia ».

# Venerdì la Om convoca a Brescia i consigli dei grandi «gruppi»

## Rebecchi esprime a Lama il disagio della base

ROMA - «L'unità con la Cisl e con la Uil è fondamentale ma non le si può sacrificare tutto». Lo sfogo è del segretario della Camera del lavoro di Brescia, Aldo Rebecchi in una pausa dei lavori del Direttivo nazionale della Cgil nel corso del quale ha preso la parola per manifestare la preoccupazione e l'insofferenza della Cgil bresciana verso l'andamento del negoziato anti - inflazione. Rebecchi ha informato il «parlamentino» della Cgil dell'iniziativa assunta ieri dal Consiglio di fabbrica della Om (astenuiti i socialisti Fiom) di autoconvocare venerdì a Brescia i delegati dei grandi gruppi industriali di tutta Italia per reclamare (possibilmente alla presenza di esponenti della segreteria nazionale della Federazione unitaria che è già stata informata con una delega del Cdf) l'interruzione delle trattative col governo e con gli imprenditori, l'avvio della consultazione di base e lo sviluppo di una intensa iniziativa di lotte. Giovedì la Om terrà le assemblee di fabbrica alle quali è stata invitata la Flm nazionale. «Stiamo attenti — ha ammonito Rebecchi — perchè, se non correggiamo in fretta la rotta, rischiamo una clamorosa divaricazione tra il sindacato e i delegati di fabbrica e tra il sindacato e la gente. Per risalire la cima bisogna costruire una piattaforma di lotta vera, che abbia al primo posto l'occupazione e non la scala mobile». Ma — ha chiesto il nostro giornale a Rebecchi — se l'effetto immediato di questa linea fosse il mancato pagamento a febbraio dei decimali di contingenza da parte degli industriali? «Non è così scontato — ha risposto il segretario della Camera del lavoro — e ci batteremmo, fabbrica per fabbrica, per ottenere il pagamento anche dei decimali. Comunque, pur essendo ovvio che preferiremmo non perdere nemmeno una lira, se proprio fossimo davanti all'alternativa drammatica tra la perdita dei decimali per decisione unilaterale della Confindustria e la perdita di un pezzo di scala mobile per effetto del patto anti - inflazione da noi concordato col governo e gli imprenditori, io non ho paura di dire che, alla fin fine, sarebbe meno negativo perdere i decimali. Così non logoreremo la credibilità del sindacato». f.l.

martedì 7 febbraio 1984 **Bresciaoggi**

Annexe 30 Article du *Brescia oggi* sur le débat syndicale à Brescia ».

# Documento finale dell'assemblea autoconvocata tenutasi a Brescia il 10/2/84

L'assemblea dei delegati e degli esecutivi dei consigli di fabbrica approva la relazione del compagno Paletti.

1) considera indispensabile che la trattativa con il Governo e la Confindustria venga sospesa senza nessuna conclusione dopo aver raccolto entro la giornata di lunedì tutte le proposte delle controparti.

Da lunedì i lavoratori dovranno essere messi a conoscenza nelle assemblee sia dello stato del negoziato, sia delle eventuali valutazioni e proposte esistenti nel movimento sindacale anche se diverse fra loro.

Solo per il pronunciamento dei lavoratori può venire al sindacato il mandato sulla base del quale proseguire il confronto.

2) occorre in ogni caso ribaltare il senso del confronto con il Governo e la Confindustria spostando l'asse del confronto dal costo del lavoro al diritto al lavoro, anche con le necessarie iniziative di lotta.

Occorre infatti una terapia d'urto contro la disoccupazione e la CIG a zero ore.

Su questo piano è indispensabile per lo meno tenere:  
— una chiara normativa che allarghi il controllo sindacale e pubblico sul mercato del lavoro, modificando radicalmente il progetto governativo 665 e battendo la concezione della Confindustria di una gestione privatistica delle assunzioni e della mobilità.

Va altresì respinto il progetto governativo di trasformare i cassaintegrati in disoccupati assistiti provvisoriamente.

— una normativa operativa che renda immediatamente possibile, anche attraverso un diverso uso della CIG e appositi finanziamenti, i contratti di solidarietà

— progetto chiaro e definitivo per tutti i settori in crisi e le realtà più colpite dalla disoccupazione

— superamento delle discriminazioni verso gli handicappati.

3) riteniamo non possibile qualsiasi scambio tra salario e occupazione, occorre invece finalizzare le iniziative al reperimento delle risorse finalizzando all'occupazione anche attraverso misure quali l'istituzione della patrimoniale e la tassazione sul BOT, la piena restituzione del fiscal-drag, ed altri chiari ed efficaci blocchi dei prezzi e delle tariffe.

Ribadiamo (come già molti Cdf si sono espressi) la non disponibilità a riduzioni del salario ed a nuovi raffreddamenti della scala mobile.

4) per queste ragioni i Cdf e i delegati presenti all'assemblea

fanno appello a tutto il sindacato perché ci si muova respingendo la logica dell'accordo subito e a tutti i costi, per impedire ed evitare il rischio di drammatiche rotture con i lavoratori che frantumerebbero il sindacato stesso proprio di fronte alla più pesante offensiva padronale;

— fanno appello ai consigli di fabbrica perché si mobilitino realizzando nelle fabbriche le assemblee di tutti i lavoratori, con la presenza del sindacato affinché nei prossimi giorni in tutto il paese vi siano chiari pronunciamenti dei lavoratori. Si impegnano a realizzarle nelle proprie aziende;

— chiedono alla federazione unitaria di convocare entro la fine della prossima settimana l'assemblea nazionale dei delegati nella quale si dovranno eleggere le modalità della consultazione che dovrà essere unitaria e il più capillare possibile;

— danno mandato a 10 delegati di consegnare questo appello alla segreteria nazionale nella giornata di domani;

— proponiamo alla CGIL, CISL, UIL di preparare un convegno nazionale per un «progetto di lavoro» che deve diventare nella linea del sindacato la questione centrale, in cui vanno mobilitate intelligenze, idee e proposte finalizzate a questo problema.

il manifesto  
venerdì 17 febbraio 1984

COMUNICATO STAMPA DELLA F.I.M. DI BRESCIA

---

La FIM NON HA ADERITO ALL'ASSEMBLEA AUTOCONVOCATA DAL C.D.F. OM IN DATA 10.2.84. TUTTAVIA ALCUNI DIRIGENTI DELLA FIM STESSA HANNO PARTECIPATO PER ASCOLTARE E RIFLETTERE, DOPO ESSERE INTERVENUTI UFFICIALMENTE ALLE DUE PRECEDENTI ASSEMBLEE (1.2.84-8.2.84). La FIM, MENTRE APPREZZA LA RELAZIONE DI PALETTI E L'INTERVENTO DI AIROLDI, RILEVA CHE PURTROPPO IL DIBATTITO E LE CONCLUSIONI SONO STATE DI SEGNO CONTRARIO. NON E' PIU' POSSIBILE CONTINUARE A VOTARE ASSIEME UNA RELAZIONE E NELLO STESSO TEMPO VOTARE UNA CONCLUSIONE CHE LA NEGA. RESTIAMO PERCIO' FORTEMENTE PREOCCUPATI DEL RIPETERSI DI INIZIATIVE AUTOCONVOCATE CHE OGGETTIVAMENTE SONO UN SURROGATO PARALLELO DELLA DEMOCRAZIA DEL PATTO UNITARIO. E' NECESSARIO QUINDI RIPORTARE TOTALMENTE DENTRO LA CGIL-CISL-UIL LA DISCUSSIONE E LA PROPOSTA, A PARTIRE DAI C.D.F. E DALLE ASSEMBLEE GESTITE UNITARIAMENTE DAI LAVORATORI.

F.I.M. - BRESCIA

BRESCIA, 11 FEBBRAIO 1984

**Annexe 32** « Communiqué de presse de la FIM de Brescia du 11 février 1984 ».

Oggetto: Comunicato.-

PRESA DI POSIZIONE DELLA OM-IVECO DI BRESCIA

*1° Turno e sociale*

L'Assemblea del 2° turno della O.M.-IVECO di Brescia a fronte di elaborazioni fatte, negli ultimi mesi, in merito al drammatico tema della occupazione esistente nel nostro Paese e dopo avere sollecitato, in più occasioni e in tempi non sospetti, CGIL-CISL-UIL ad impostare una trattativa, con il governo e imprenditori, che avesse al centro " un progetto per il lavoro" ritiene complessivamente inaccettabili le proposte governative.

In esse emerge con chiarezza il tentativo di:

- Ridurre i salari attraverso un sostanzioso taglio della Scala Mobile.
- Affidarsi alle sole volontà in materia di fisco, prezzi e tariffe, mercato del lavoro, politica industriale e del mezzogiorno.
- Tamponare la domanda dei giovani disoccupati ( 1.700.000) con "piani straordinari" secondo la logica della approssimazione e senza una prospettiva sicura e duratura.

L'Assemblea della OM-IVECO chiede con forza a CGIL-CISL-UIL di non firmare nessuna ipotesi di accordo prima di avere ottenuto il parere vincolante dei lavoratori, anche attraverso un referendum generale.

L'Assemblea è stata prolungata con 1 ora di sciopero, di protesta.

L'ASSEMBLEA LAVORATORI  
O.M.-FIAT-IVECO

*vedere el. 10. 1. 1984 1 art.  
e 1 carta.*

Brescia, 13.2.1984

*solo usare inf. 15-16. 1984 Cd.F. 16. 2. 1984 e 1 volta  
finale*

*5 carte. e 3 art.*

COMUNICATO STAMPA.-

Le più grandi e significative fabbriche metalmeccaniche di Brescia sono scese in sciopero nella giornata di oggi Lunedì 13 febbraio, contro la proposta avanzata dal governo; ad esse si sono unite decine di piccole e medie aziende.

Le prese di posizione e gli ordini del giorno approvati sono espliciti e così sintetizzabili:

- 1- No a qualsiasi ultimatum governativo
- 2- Rifiuto della proposta avanzata dal governo
- 3- Interruzione della trattativa
- 4- Consultazione di tutti i lavoratori e referendum decisionali.

Le fabbriche che hanno dichiarato sciopero nella giornata di Lunedì e martedì sono:

- |                              |                      |
|------------------------------|----------------------|
| 1- OM-FIAT                   | 21- MIR              |
| 2- BREDA M.B.                | 22- ICEB             |
| 3- INNSE                     | 23- GOZIO            |
| 4- IDRA                      | 24- BIGNAMI          |
| 5- IDEAL CLIMA               | 25- BERTUETTI        |
| 6- SAMO                      | 26- INOX PRAN        |
| 7- STEFANA F.lli Nave        | 27- STEFANA ANTONIO  |
| 8- STEFANA F.LLI OSPITALETTO | 28- O.C.S.           |
| 9- METRA                     | 29- ALNOR            |
| 10- ORIZIO                   | 30- POLAR            |
| 11- EREDI GNUTTI -Lumezzane  | 31- GNUTTI TRANSFERT |
| 12- GHIDINI TRAFILERIE       | 32- CIB              |
| 13- ALMAG                    | 33- PEDRETTI         |
| 14- T.R.W.                   | 34- BORRA            |
| 15- METROCAST                | 35- ALCOLORS         |
| 16- VALCO                    | 36- SETA S. Zeno     |
| 17- GLISENTI                 | 37- FIAS             |
| 18- CIDNEO MECC.             | 38- MIVAL            |
| 19- PROFILATI NAVE           | EXTRAL               |
| 20- OMAP                     | MERAS                |
|                              | ILLUON               |
|                              | EMPE CISE            |

CFRGA  
CFPRA  
ITALPESSE  
RIDI

Riprese  
lavoro  
poliziale  
diplomati  
Anf. C.F.  
Pet. d. h. m.  
Or. d. h. m.

Altre fabbriche hanno convocato o riunito i Consigli di Fabbrica e stanno predisponendo scioperi e fermate per i prossimi giorni.

Brescia, 13.2.1984

**Annexe 34** « Communiqué de presse des Conseils d'usine de Brescia sur les grèves spontanées du 13 février 1984 ».



# Scioperi contro Craxi

Ieri la Om-Fiat ha incrociato le braccia e così hanno deciso di fare decine di aziende grandi e piccole - Oggi nuove agitazioni spontanee - Critiche della Uilm e dei socialisti Cgil  
Del Turco attacca Brescia - La Fim scrive a Fiom e Uilm: «referendum sul lodo Craxi»

CHI SCIOPERA? →  
LO SCIOPERO VAITALE?  
DEL TURCO  
ITALIA  
LA CGIL  
PROTESTATORI

## Ma l'Innse aderisce al 18 %

Primi scioperi contro la mediazione proposta da Bettino Craxi sul costo del lavoro. Tra ieri e oggi una quarantina di aziende grandi e piccole della provincia di Brescia si fermeranno per agitazioni proclamate dai Consigli di fabbrica o da gruppi di delegati, spesso aderenti alla Fiom, corrente comunista. La protesta più importante si è svolta alla Om-Fiat dove è stata fatta un'ora di sciopero e l'assemblea del secondo turno ha approvato un documento che respinge le proposte di Craxi.

Analoga presa di posizione alla Breda Meccanica bresciana in sciopero. Al Mollificio di San Felice del Benaco, 237 lavoratori su 300 hanno condannato l'azione del governo. Sono scese in campo le «fortezze rosse» battute in breccia dalla crisi economica come l'Idra, l'Ideal Klima, la Samo, l'Orizio di Rodengo, l'Omap. Sono mobilitate l'Eredi Gnutti, le Trafflerie Ghidini, l'Almag di Lumezzane, la Stefana Fratelli di Nave e Ospitaletto, la Stefana Antonio di Bovezzo, la Profflatinave, l'Inoxpran di Concesio, l'Alnor di Leno, la Seta di San Zeno, la Glisenti di Villa Carcina, l'ex Filatura di Cogozzo, le Confezioni San Paolo di Comezzano e le Carrozzerie Ruggieri di Montichiari. Si accingono a decidere — si riunisce oggi il Consiglio di fabbrica sotto la spinta di una petizione di oltre 100 firme — fabbriche come l'Atb che, in altre occasioni, avevano dato il la alla protesta.

Ma gli scioperi a macchia di leopardo — spontanei secondo molti delegati, «spintanei» secondo la Cisl e la Uil — incontrano anche resistenze che in altre analoghe occasioni — ad esempio quando la Confindustria diede la disdetta della scala mobile — non erano emerse. Alla Redaelli e alla Beretta di Gardone Valtrompia, sostengono alla Cisl di Brescia, lo sciopero è praticamente andato buco. Mentre all'Innse — la storica Innocenti Sant'Eustachio, una delle fabbriche a più alta tradizione sindacale — su 405 operai e 216 impiegati presenti in fabbrica sono rimasti fuori dai cancelli 109 lavoratori, quasi esclusivamente tute blu.

Il grosso della protesta, tuttavia, potrebbe maturare nei prossimi giorni quando le notizie sulle trattative romane saranno più precise e definitive. Intanto, bisogna registrare l'accavallarsi delle reazioni a questi primi scioperi e, in genere, alla protesta operaia bresciana.

Un attacco esplicito ai comunisti della Cgil bresciana viene da Ottaviano Del Turco, segretario generale aggiunto nazionale della Cgil. «A chi si rivolge la maggioranza della Cgil?», si chiede Del Turco alludendo al verbale approvato sabato mattina dal direttivo della Camera del Lavoro nel quale venivano «assunte» anche le proteste dei 107 Consigli di fabbrica autoconvocati venerdì dalla Om alla Camera di Commercio. «Può la maggioranza assumere tutto e dire che le valutazioni espresse dall'assemblea di Brescia stanno dentro l'ultimo congresso della Cgil, imperniato sulla riunificazione del mondo del lavoro? Certo, la maggioranza va incontro alle valutazioni di Brescia. Ma a Brescia ciò non basta: Brescia vuole un sindacato che nemmeno comincia la trattativa per un patto contro l'inflazione, vuole una Cgil che salta la sua storia, da Di Vittorio all'Eur al 22 gennaio».

A Del Turco hanno fatto eco i delegati socialisti della Cgil della Om. Bruno Pedersoli e Giuliano Peli hanno criticato il modo «pasticciato» con cui è stata convocata l'assemblea e lo sciopero. Gianmartino Armadio, segretario Uilm, giudica gli scioperi «una forzatura antiunitaria che crea il caos mentre serve una discussione pacata». La Fim ha scritto a tambur battente a Fiom e Uil. Una nota di Armando Scotuzzi e Martino Troncati propone con urgenza una gestione unitaria e comune di questa fase incandescente mentre a Roma e in periferia la federazione Cgil-Cisl-Uil sembra andare in frantumi. L'appello è rivolto in particolare modo alla Fiom alla quale si ricorda lo spirito delle assemblee dei delegati autoconvocate dalla Om-Fiat: quella del primo febbraio e «in particolare quella del 10» alla quale la Fim aveva partecipato sfidando le ire della Cisl.

La Fim chiede che si evitino ulteriori scioperi «in assenza di una ricomposizione unitaria».

Ma quale prospettiva offre la Fim? In pratica il referendum. «La discussione — conclude infatti la nota — se pacata e di merito evita le prese di posizione preconcepite e prepara i lavoratori ad una probabile, decisiva, referendum a fronte di una proposta globale e definitiva del governo».

BRESCIA OGGI 14.2.1984

IN RIFERIMENTO AGLI ULTIMI FATTI:

## LAVORATORI DELLA O.M.!

Ci siamo tutti impegnati per avere il diritto ad essere consultati per tutte le decisioni che riguardano le nostre condizioni di vita e lavoro.

IL DECRETO GOVERNATIVO VUOLE COLPIRE QUESTO DIRITTO DEMOCRATICO CHE CI SIAMO CONQUISTATI CON TANTI ANNI DI LOTTA, PER QUESTO DOBBIAMO MOBILITARCI TUTTI, SIA CHI PENSA CHE IL TESTO DEL GOVERNO SIA INACCETTABILE, SIA ANCHE CHI PENSA CHE POSSA ESSERE ACCETTATO.

INFATTI CIO' CHE IL DECRETO DEL GOVERNO VUOLE METTERE IN DISCUSSIONE E' IL NOSTRO DIRITTO A DECIDERE E A CONTRATTARE, COSI' COME DA TEMPO HA IN PROGRAMMA DI FARE LA CONFINDUSTRIA.

PER QUESTO DIRITTO DOBBIAMO MOBILITARCI TUTTI !

DIAMO APPUNTAMENTO A TUTTI I LAVORATORI E CONSIGLI DI FABBRICA PER  
VENERDI' 17 ALLE ORE 9  
IN PIAZZA REPUBBLICA PER MANIFESTARE IN CORTEO FINO IN PIAZZA LOGGIA.

IL CONSIGLIO DI FABBRICA OM-FIAT LANCIA UN APPELLO AI LAVORATORI DELLA O.M. DELLA CITTA' E DELLA PROVINCIA, DI TUTTE LE CATEGORIE, PERCHE' LO SCIOPERO DI VENERDI' SIA UNA GRANDE MANIFESTAZIONE DI UNITA' E DEMOCRAZIA.

VENERDI 17 FEBBRAIO 1984 ORE 9:00  
SCIOPERO CITTADINO CONTRO IL DECRETO

Brescia, 16.2.1984

**Annexe 36 « Tract du Conseils d'usine de l'usine OM-FIAT de Brescia du 16 février 1984 ».**

C  
I  
S  
L

# FEDERAZIONE ITALIANA METALMECCANICI

SINDACATO TERRITORIALE DI BRESCIA

25100 Brescia, li 23/2/84  
Via Creta 78  
Telef. 220061-2-3 - 220319 - 220325Ufficio segreteria  
Prot. n.  
Oggetto: comunicazioniLETTERA POLETICA DI  
SCIOZZI CON LA FIM OM  
PROTESTATARIA

Cari amici e compagni della FIM della O.M.,

ricevo per l'ennesima volta una lettera di invito a partecipare alla riunione del vostro Consiglio di Fabbrica, e parallelamente ritrovo sui giornali che l'esecutivo a maggioranza ha già deciso le assemblee, le votazioni e un prossimo convegno sulla spesa pubblica.

Mi sorprende il fatto che nell'esecutivo si decida completamente contro una componente sindacale e in presenza di dimissioni politiche di autorevoli delegati della FIM e della UILM.

Non ho mai mancato a nessun appuntamento con il Consiglio di Fabbrica e con le assemblee dei lavoratori, ed ho sempre cercato di dare il mio modesto contributo, nel massimo della lealtà e nello spirito di servizio.

Da alcuni incontri però, le mie argomentazioni e i miei avvisi, non sortiscono alcuna considerazione minimamente apprezzabile, non solo nei confronti della componente FIM comunista del Consiglio di Fabbrica, ma soprattutto nei dirigenti più autorevoli della mia organizzazione che io dovrei rappresentare.

Ciò avviene semplicemente perchè quando arrivo io avete già deciso tutto compresi i documenti da votare.

Certo la FIM è grande, tollerante e pluralista, ma questo è già costato le dimissioni di una nostra delegata e l'imbarazzo e il disagio di diversi altri nostri delegati.

Pensate di essere nel giusto e volete continuare costi quel che costi?

Da parte mia nessuna abiura ma anche nessun atteggiamento di copertura.

A Sciozzi potete anche chiedere di correre nuovamente per mettere assieme un nuovo convegno, ma alla FIM non potete chiedere di ripercorrere una strada di autoconvocazioni e di autoproclamazioni di scioperi contro se stessa.

F.I.M. CISL

CRITICALE,  
PROPOSTE SULL'  
OCCUPAZIONE  
DEL CDFOM

Una volta è più che sufficiente. Nel merito sapete bene quanto io sia d'accordo con i contratti di solidarietà, con la riduzione dell'orario di lavoro, con il part-time ecc. La FIM però non può pensare di viaggiare con chi dice di credere a queste scelte e poi sceglie solo una difesa miope dell'esistente.

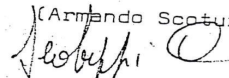
Anche per voi verrà il giorno della scelta e quel giorno scoprirete come una "democrazia diretta" che oggi praticate è consentita proprio perché c'è una democrazia delegata e delle organizzazioni che la sorreggono.

La "democrazia diretta" funziona bene ed è utile quando si svolge dentro un sostanziale flusso di un patto unitario. Quando la "democrazia diretta" entra duramente in conflitto con l'organizzazione la stessa è obbligata a difendersi per esistere.

Forse è più utile, che ognuno sviluppi le proprie convinzioni dialetticamente e se ne assuma le responsabilità, nella speranza di ritrovare, a breve, nuovi motivi unitari di confronto e di impegno.

Resto in ogni caso a vostra disposizione per tutti i problemi della fabbrica e del coordinamento.

(Armando Scotuzzi)



**Annexe 37** « Lettre de Armando Scotuzzi, secrétaire de la FIM de Brescia, à la FIM de l'usine OM-FIAT ».

"CATEGORIE INDUSTRIA CISL SU AUTOCONVOCAZIONI E SCIOPERI"

---

CISL AMMONISCE I C.D.F.  
SULL'AUTOCONVOCAZIONE

Le Segreterie Nazionali delle categorie dell'industria della CISL ribadiscono la necessità di realizzare le assemblee dei lavoratori esclusivamente per informarli e discutere della manovra per la lotta all'inflazione e per la ripresa dell'occupazione e delle iniziative che possono consentire un recupero della unità dei lavoratori e del sindacato.

In questa direzione vanno le intese unitarie di alcune categorie dell'industria che rappresentano un atto politico positivo e mettono in evidenza la responsabilità della componente comunista che, in altre categorie dell'industria della CGIL, su quelle stesse posizioni, non intende definire soluzioni operative comuni.

Questo modo di rapportarsi con i lavoratori può avere un seguito nelle strutture unitarie e ridare prospettiva all'iniziativa del sindacato.

L'assunzione da parte della componente comunista della CGIL, degli orientamenti espressi dalle "autoconvocazioni", rappresenta un'alternativa inaccettabile ad una pratica di rapporti unitaria.

Per questo le segreterie nazionali delle categorie dell'industria della CISL ritengono che, i C.d.F. che decidono a maggioranza e in contrapposizione con una o più organizzazioni della federazione unitaria, rendono politicamente inagibile l'attività del C.d.F. e perdono la rappresentanza unitaria dei lavoratori.

E pertanto le categorie dell'industria della CISL assumeranno tutte le conseguenti decisioni politiche e organizzative.

---

# APPELLO PER LA DEMOCRAZIA E L'UNITA' DEL SINDACATO

La profonda ristrutturazione in atto nel lavoro impone cambiamenti generali nelle condizioni di vita di noi tutti.

Nostro impegno è quello di lottare perchè dalla conoscenza delle diverse condizioni che oggi viviamo nelle fabbriche e negli uffici, sorga un nuovo patto di solidarietà in cui ognuno di noi faccia la sua parte per affermare il diritto al lavoro, un lavoro che sia anche più libero.

Occorre perciò unire gli occupati ai disoccupati, ai giovani, alle donne, agli anziani e tutti coloro che lottano contro l'emarginazione.

Per fare questo è però necessaria una rifondazione democratica e pluralista del Sindacato ricostruendo la partecipazione dei lavoratori ad esso.

Non ci rassegniamo pertanto alla frantumazione dei nostri interessi, alla guerra fra poveri, al corporativismo.

Così come intendiamo combattere ogni tentazione autoritaria che voglia alimentare ed usare la rottura tra i lavoratori come giustificazione per decidere sulla testa di tutti.

Per queste ragioni non intendiamo accettare come inevitabile la frantumazione del sindacato, nè la sua istituzionalizzazione in un palazzo sempre più lontano dai problemi di tutti i giorni.

Nè intendiamo passivamente subire il disegno padronale volto a distruggere ogni rappresentatività reale del sindacato stesso.

Vogliamo invece lottare per riconquistare un sindacato che sia unito perchè unito ai lavoratori, democratico, perchè fondato sulla democrazia di base, forte perchè forte della partecipazione dei lavoratori.

Ci impegnamo quindi a lottare per riaffermare i seguenti principi:

- 1) Nessuna scelta riguardante le condizioni contrattuali e di lavoro può essere trattata dal sindacato con le controparti senza il mandato preventivo dei lavoratori interessati ad essa.  
Tali scelte sono assunte nelle assemblee anche attraverso il referendum.  
Il dovere di solidarietà che lega i lavoratori impone di non sottoporre a referendum i licenziamenti.
- 2) La rappresentanza dei lavoratori nelle fabbriche e nelle aziende è affidata ai delegati ed ai Consigli dei delegati eletti da tutti i lavoratori con voto segreto, su scheda bianca.  
I consigli dei delegati non sono divisibili tra le varie organizzazioni sindacali, ma rappresentano unitariamente i lavoratori.  
Le decisioni sono impegnative per le organizzazioni sindacali nelle aziende previa verifica del consenso ad esse dei lavoratori interessati.  
Almeno una volta all'anno la CGIL CISL UIL convocheranno le assemblee di tutti i delegati.  
Tali assemblee dovranno essere convocate in ogni caso di fronte alla necessità di assumere scelte rivendicative e contrattuali di carattere generale.
- 3) I lavoratori hanno diritto di decidere sulla base di una piena conoscenza.  
Dovere del Sindacato è organizzarsi in modo da garantire tale piena conoscenza.
- 4) La democrazia si fonda sulla libertà di scelta tra ipotesi diverse. Pertanto in caso di diversità di posizioni nelle Federazioni Sindacali, queste hanno il dovere di sottoporle alla decisione con voto dei lavoratori interessati. Queste decisioni sono vincolanti per le Organizzazioni Sindacali.
- 5) La CGIL CISL UIL hanno il compito di direzione politica e proposta nei confronti dei Consigli e dei lavoratori.  
Pertanto è necessario un profondo rinnovamento della loro vita ed il loro funzionamento interno, con maggiore trasparenza e decentramento nella formazione delle decisioni, riducendo il ruolo ed il peso dell'apparato a tempo pieno e rivalutando quello della militanza e delle competenze tecniche e scientifiche.

Su questi principi affermiamo il nostro impegno ad una battaglia politica, tra i lavoratori, nei Consigli, nelle CGIL, nella CISL, nella UIL. In ogni caso ci sentiamo impegnati a rispettarli per quello che riguarda le nostre responsabilità.

Per questo chiediamo ai lavoratori di rafforzare la CGIL CISL UIL con l'iscrizione e con la partecipazione. Per questo ci impegnano nello stesso tempo a lottare per il ritiro del decreto del governo che taglia la scala mobile, perchè esso rappresenta un attacco politico a tutti quei principi che qui vogliamo affermare, una violazione della libertà e dei diritti sindacali.

E' in questo senso che il valore del movimento oggi in atto è anche quello di lottare non solo sui problemi nostri, ma anche per difendere quella libertà, di tutti, che oggi viene messa in pericolo. Altrimenti, domani, tutti saremo un po' meno liberi.

Approvato da 1200 delegati bresciani il 5-3-1984

Assunto per acclamazione dalla assemblea dei delegati del Palalido di Milano del 6-3-1984.

Si approfondisce la rottura fra i metalmeccanici

# La Om boccia i decreti La Fim «avverte» i cdf

Nel principale stabilimento della provincia, che manderà una folta delegazione alla manifestazione di Roma, 1197 no e 26 sì alla manovra economica di Craxi

## Nei referendum no plebiscitario

La rottura tra i metalmeccanici rischia di approfondirsi ancora. Ieri le assemblee della Om-Fiat hanno opposto un plebiscito di no alla manovra economica del governo Craxi, mentre la Fim di Marino Gamba ha diffuso un lungo documento nel quale minaccia, per la prima volta esplicitamente, di nominare le rappresentanze sindacali aziendali, di seppellire cioè i consigli di fabbrica. Vediamo dunque i fatti.

Alla Om-Fiat, il più grande stabilimento della provincia con i suoi 4000 dipendenti, si sono celebrate le riunioni plenarie dei lavoratori alla presenza di Cremaschi e Cadenelli (Fiom), Rossi (Uil) e Amadio (Uilm). Vi hanno partecipato 1232 lavoratori, quasi tutti operai. Prima del dibattito, i capi storici del consiglio di fabbrica, il democristiano Giovanni Landi e il comunista Pierluigi Guizzi, hanno confermato all'inviato dell'«Espresso» la loro volontà di continuare assieme. Al termine del dibattito il consiglio proporrà alla folla la seguente domanda: siete d'accordo sulla manovra complessiva antinflazione del governo e sul decreto che taglia la scala mobile? Le mani alzate per il no sono state 1197, per il sì 26. Nove gli astenuti. Intanto, già dalla sera prima erano cominciate le raccolte di firme contro i decreti di Craxi. Finora i delegati ne hanno collezionate 1500. L'assemblea ha anche dato mandato al consiglio di proseguire nella mobilitazione e di organizzare una delegazione di massa — si parla di 200 persone — per la manifestazione del 24 marzo a Roma lanciata dai consigli autoconvocati e poi assunta dalla Cgil.

Benché non ancora terminata, la consultazione di massa ha ormai lasciato intravedere quale sarà il bilancio finale. Le lacerazioni interne alla federazione Cgil-Cisl-Uil hanno impedito un giro di assemblee dove la volontà della base venisse rilevata con criteri omogenei. Una consultazione dunque a macchia di leopardo: una sessantina di assemblee concluse con votazioni palesi. Quindici invece, fra i metalmeccanici, i referendum a scrutinio segreto, fra i quali si segnalano quelli celebrati all'Inse e alla Breda. Su 327 lavoratori pre-



Operai al cancello Om di via Fiume

senti nelle fabbriche, hanno votato in 2219. Contrari alla manovra economica 1585, favorevoli 609, astenuti e nulle 75.

Questo plebiscito non ha impressionato la Fim. I metalmeccanici cislini hanno approvato — nel direttivo 34 i favorevoli, 7 i contrari e 5 gli astenuti — un documento di un certo rilievo. Vi vengono fissati i prossimi passi della Fim in quella che in via Creta viene ormai ama-

ramente chiamata la «gestione della divisione».

La Fim prende atto che i comunisti della Fiom e gli esecutivi dei consigli autoconvocatori hanno lasciato cadere la proposta di consultazione lanciata dal sindacato cattolico che, come è noto, non escludeva il ricorso al referendum ma lo collocava alla fine di una serie di riunioni politiche e informative a partire da quelle degli organismi dirigenti. Gli uomini di Gamba rievano la «fretta» della Fiom di arrivare comunque alla conta. Infine l'avvertimento più importante. «La Fim, se vedrà impediti gli spazi di agibilità nei consigli di fabbrica o nelle assemblee, sarà costretta in quelle sedi a difendere la presenza della propria organizzazione ricorrendo, laddove fosse necessario, alla nomina dei propri rappresentanti».

Ma c'è dell'altro. La Fim «impegna a coerenti comportamenti i propri delegati e i propri militanti». In particolare, la Fim contesta la manifestazione nazionale della Cgil del 24 marzo. Questa presa di posizione veniva approvata l'altra sera a tarda ora. Ma ieri mattina veniva nei fatti smentita dai militanti della Om che non hanno rotto l'unità d'azione con la Fiom.

Interviste all'Espresso

FIM LA DIVISIONE DEI CDF/DIRI

BRESCIA  
OGGI

15-3-1984

PHIN  
Bilancio  
e assemblee  
ai voto

Annexe 40 « Article du Brescia Oggi du 15 mars 1984 sur les assemblées d'usine à la OM-FIAT de Brescia ».

Il segretario ha chiesto il ritiro del decreto-Craxi

# La Dc in subbuglio: sconfessato Pagani

La Dc in rivolta sconfessa il suo segretario Gervasio Pagani «reo» di avere pubblicamente dichiarato che il decreto Craxi sulla scala mobile va ritirato. Ieri sui tavoli di redazione sono piovute una dopo l'altra diverse prese di posizione, non una a sostegno del segretario compresa quella dell'area Zac, che è la sua componente. Nello stesso momento in via Tosio si intrecciavano pesanti commenti.

Pagani, la bufera l'aveva prevista e si aspettava anche da che parte sarebbe arrivata: dalla Direzione, convocata per il pomeriggio di ieri per esaminare le liste della Dc alle elezioni anticipate di Darfo. Se non che il segretario, giocando d'anticipo, si è sottratto al probabilissimo «processo»: in mattinata ha annunciato che un'influenza lo costringeva a letto, pertanto la Direzione era spostata ad altro giorno. «Una malattia provvidenziale» è stata la prima reazione in via Tosio, ma subito ne sono seguite altre, risentite: «Se Pagani non c'è, fa niente, la Direzione si tiene lo stesso all'ora prevista». E l'on. Bruno Ferrari, che è vice segretario, si è assunto il compito di informare tutti i membri che non ci sarebbe stato cambiamento di programma. Da Roma gli davano man forte anche alcuni deputati con telefonate cariche di preoccupazione:

Ma non era ancora finita. Alle diciotto, ora della convocazione, l'area Zac comunicava ai membri già arrivati in via Tosio che non avrebbe preso parte alla Direzione in segno di rispetto per la malattia del segretario. Mancava quindi il numero legale e la riunione doveva essere aggiornata a giovedì.

Saltato il «processo» faccia a faccia, la sconfessione del segre-

tario provinciale è stata affidata ai comunicati stampa. Franco Franzoni, l'altro vice segretario, Giampaolo Pezzotti, Tino Bino, Domenico Alberti e Giuseppe Joannes hanno firmato quello dell'area Zac, secondo cui le dichiarazioni di Pagani «devono intendersi a titolo personale». Non c'è la firma di Mario Fappani, molto vicino al segretario, e questo è abbastanza significativo dopo le molte «voci» di una spaccatura all'interno della componente. Per l'area Zac, comunque, il decreto - scala mobile va approvato così com'è nei tempi previsti «senza subire condizionamenti da manifestazioni strumentali che stanno sempre più assumendo, nonostante le significative disponibilità manifestate nel dibattito politico, carattere di pregiudiziale contrapposizione alla politica della maggioranza». Franzoni e gli altri firmatari, inoltre, esprimono solidarietà alle organizzazioni sindacali ed alle parti sociali che hanno positivamente cooperato per la formulazione della manovra anti-inflazione, manifestano «la più viva preoccupazione» per le lacerazioni nel sindacato ed auspicano «che attraverso il pieno riconoscimento dell'autonomia ed il superamento di preconcette contrapposizioni, possa ristabilirsi sui problemi reali dei lavoratori un rinnovato rapporto di dialogo e di costruttiva convergenza, fuori da ogni strumentalizzazione partitica».

Gianni Gei e Diego Ambrosi, a nome di Forze nuove, rilevano a loro volta che le dichiarazioni di Pagani «non possono certo interpretare l'orientamento della Dc». Perché Pagani non ha una maggioranza dietro di sé e soprattutto perché «l'intera Dc

bresciana, se si tralascia la posizione di gruppuscoli, è apertamente schierata con i lavoratori cattolici e con la Cisl... a sostegno dell'azione del governo ed a difesa dell'autonomia del sindacato minacciato dalle interferenze del Pci». Se tuttavia per Forze nuove «possono esistere perplessità in ordine ai contenuti di alcune misure governative» non devono invece esistere «titubanze nel sostenere l'azione del governo e nel respingere tentativi strumentali di indebolimento dell'azione della Cisl in un momento tanto difficile». Gei e Ambrosi concludono con una botta al segretario: «Pagani dovrebbe rivolgere i suoi strali polemicamente contro certi profeti del rigore e certi sostenitori degli interessi del grande padronato».

Anche dal fronte dei dorotei una smentita. Gianfranco Bosio, membro del Comitato provinciale della Dc, che sottolinea di essere «operaio in Cig da tre anni» rileva che le dichiarazioni di Pagani «non impegnano assolutamente la Dc... Il pensiero espresso dal prof. Pagani non è certamente in linea con le tesi approvate da tutto il partito nel recente congresso ed approvate all'unanimità dal Consiglio nazionale, di cui Pagani fa parte». Detto che la componente dorotea aveva già espresso apertamente il proprio dissenso sull'operato del segretario, Bosio conclude: «Coerentemente ribadiamo le tesi che fanno del pentapartito una formula di garanzia democratica, siamo preoccupati delle 'marce su Roma' organizzate dal Pci perché ci richiamano altri difficili momenti».

BDESCIA OGGI

20-3-1984

Annexe 41 « Article du Brescia Oggi sur l'affrontement dans la DC de Brescia ».





«E io, della CISL, ero a Roma perché voglio che i vertici sindacali siano vicini alla loro base più che al governo»

Nella delegazione della OM FIAT-Iveco di Brescia, arrivata a Roma per la «protesta del 24» contro la politica economica del governo Craxi, non ci sono solo i metalmeccanici comunisti. Tra gli «autoconvocati» mancano solo i socialisti ma per il resto ci sono tutti, compresi quelli della Cisl che sono tra i promotori dell'iniziativa.

Un rappresentante cislino del Consiglio di Fabbrica, Lorenzo Paletti, ha anche parlato dal palco degli oratori poco prima di Luciano Lama. Riportano le cronache che è stato l'intervento della base operaia, più seguito.

Dello stesso Consiglio di Fabbrica dell'OM, incontriamo Giovanni Landi, operaio alle presse, sindacalista da sempre della Cisl, iscritto alla Democrazia Cristiana e promotore della Lega Democratica.

*CONTRAS (CARNITI)*  
«Quello che di Carniti non comprendo — dice Landi — è come può ipotizzare, di fronte ai gravi problemi del momento, la diaspora nel sindacato. Credo che occorra sollecitare invece un'analisi della situazione del sindacato, sulla sua capacità di proposta e di aggregazione per rinnovare il modo di essere sindacato in un Paese che sta trasformandosi tecnologicamente.»

Il sindacato ha bisogno di un bagno d'umiltà, e questo vale anche per Carniti, che consenta di recuperare l'unità, che non è solo uno strumento ma un valore del movimento operato. Nel 1948 c'era un momento politico particolare, una situazione internazionale di «guerra fredda», ma pensare oggi, per tre punti di scala mobile, di portare alle massime conseguenze il tutto, è veramente grave.»

— Voi dell'OM, siete stati



tra i primi ad usare la formula della autoconvocazione. In che maniera la base operaia ha risposto all'appello lanciato dai Consigli di Fabbrica?

«La formula dell'autoconvocazione è servita soprattutto a noi per sollecitare la formazione di un movimento tra i lavoratori. Non vorremmo suonare i clacson e i campanelli per tutta la vita. Noi abbiamo usato questo strumento, solo per avvertire che c'è un profondo distacco tra base e vertice nel sindacato.»

— Da più parti si accusa la dirigenza del sindacato di appiattimento sulla politica del governo. Esiste anche il sospetto che dietro ci sia del-

l'altro. In termini politici cosa può significare?

«Tutto questo ci preoccupa, innanzitutto perché nel passato siamo stati quelli che hanno esaltato l'autonomia come valore del sindacalismo moderno. L'autonomia, però, non significa autarchia e anche in altri passaggi ci siamo permessi di contestare la stessa Cisl. L'autonomia è soprattutto capacità di proposta: l'appiattimento attuale, della Cisl e della Uil sul metodo instaurato da Craxi, è pericoloso per la stessa capacità di essere e di fare sindacato. Il sindacato non può essere subalterno alla politica del governo soprattutto quando questa instaura metodi "dirigisti", incompatibili con un



rapporto articolato di comprensione democratica tra società politica e società civile. Quello che non capisco bene, è la posizione di attesa della Democrazia Cristiana in questa fase che, pur con qualche dichiarazione avanzata come quella di Bodrato, ha lasciato che la linea del governo non subisse cambiamenti di impostazione».

— Si parla molto, in quest'ultimo periodo, dell'emergere di una «nuova destra». Nel mondo della fabbrica, quali sono i segnali che più emergono alla superficie?

«Esistono tendenze che appropriandosi di valori democratici li cavalcano per disegni diversi. Pensiamo, ad esempio, al senso dell'autorità, dell'efficienza, del rigore, del dovere. Anche l'«egualitarismo» deve essere ripensato dal sindacato per rifondare un rapporto fabbrica-società nell'ambito di una nuova etica dei diritti e dei doveri del cittadino.»

— Cosa cambierà nel sindacato dopo il 24 marzo?

«Credo nell'intelligenza dei dirigenti attuali della Cisl e spero che presto possa essere avviato un serio dibattito autocritico.»

Ci hanno chiamati "dissidenti" ma, questa è una etichetta che non accetto: ci sentiamo dentro la storia del movimento sindacale e la nostra posizione vuole essere un contributo perché, anche in termini dialettici, con il gruppo dirigente della Cisl ci sia un rapporto e un confronto nuovo.

Mi ricordo che l'amico Capra nel dopoguerra, nei momenti difficili con la Fiat si permetteva di scrivere sollecitazioni a Pastore, il quale non faceva passare una settimana per rispondergli. Noi non pretendiamo lettere autografe da Carniti, però pretendiamo risposte dialettiche e non solo organizzative come quelle che alla manifestazione del 24 gli iscritti alla Cisl potevano partecipare solo a titolo personale. Gli iscritti della Cisl hanno tutti i titoli per rappresentare l'organizzazione, non solo all'interno delle fabbriche».

David Maria Sassòli

Annexe 42 « Interview de L'Espresso du 30 mars 1984 à Lorenzo Paletti, délégué autoconvocqué de la FIM de Brescia ».

SI PROFILA UN PROVVEDIMENTO CONTRO IL RIBELLE

## «Caro Paletti, dimmi che a Roma non c'eri»

BRESCIA — Dopo gli applausi di piazza San Giovanni a Lorenzo Paletti, delegato cislino dell'Om, dissenziente rispetto alla linea del suo sindacato, ed oratore ufficiale alla manifestazione di sabato a Roma, è giunta puntuale la «scomunica».

Invero non si tratta, almeno per ora, di un provvedimento definitivo, ma di un avvertimento, che nel paludato stile degli apparati sindacali prelude alla condanna, lasciando però uno spazio di mediazione.

Ed in effetti il telegramma che è stato recapitato ieri mattina a Manerbio, dove Paletti abita, sta tutto in questa procedura tradizionale: «Caro Paletti — scrive infatti Paparella, responsabile organizzativo della Fim-Cisl nazionale — avendo appreso dalla stampa della tua partecipazione in qualità di oratore ufficiale alla manifestazione della Cgil di sabato, ti invito a smentire la notizia ed a destituirla di ogni fondamento, giacchè altrimenti

si prefigurerebbe per te una palese incompatibilità con l'appartenenza al Consiglio generale di questa organizzazione. Fraternamente».

Come si vede, pare che la Fim voglia prendere l'argomento molto alla lontana, attendendo probabilmente, prima di decidere in via definitiva l'allontanamento dagli organismi dirigenti, la conclusione della vicenda parlamentare del decreto.

L'avvertimento non è piaciuto neppure alla Cisl bresciana, che pure una settimana fa durante l'assemblea con Crea aveva alluso a provi dissidenti. Gregorelli, ad esempio, fa capire di non aver alcun interesse a creare dei martiri e comunque di non essere d'accordo con misure che «invece di essere rivolte al ventriloquo (Landi, n.d.r.) si abbattono sui pupazzi». Il riferimento è chiaramente rivolto a Paletti e Pagani, i quali nell'analisi del segretario cislino, non sarebbero altro che pedine di Landi. (g. f. b.)

GIORNALE di BRESCIA

30-3-1984

Annexe 43 « Article du Giornale di Brescia du 30 mars 1984 sur la menace d'expulsion de Lorenzo Paletti de la CISL ».

# PERCHE' NON PARTECIPIAMO

LO SCIOPERO ANNUNCIATO DAGLI AUTOCONVOCATI BRESCIANI RICHIEDE ALCUNI CHIARIMENTI:

- 1) LA CISL DI BRESCIA RITIENE CONTRADDITORIO IL FATTO CHE A GIUDICARE LE PROSSIME MOSSE DEL GOVERNO NON SIA L'INTERO MOVIMENTO SINDACALE NAZIONALE UNITARIAMENTE, MA L'ASSEMBLEA DEGLI AUTOCONVOCATI
- 2) ALTERNATIVE ALLA PROPOSTA DI ACCORDO DEL 14 FEBBRAIO, A CUI LA CISL HA DATO IL SUO CONSENSO, SONO STATE PRESENTATE COME INTERVENTI STRUTTURALI DI MODIFICA DELLA SCALA MOBILE (SEMESTRALIZZAZIONE, DIFFERENZIAZIONE DEL PUNTO, MANOMISSIONE DEL PANIERE) E LE CONTROPARTITE RICHIESTE SONO LE STESSA GIÀ PREVISTE IN TALE ACCORDO
- 3) ALLORA PERCHÈ SCIOPERARE? FORSE PER CONCEDERE DI PIÙ AL GOVERNO E AI PADRONI DI QUELLO CHE LA CISL HA GIÀ ACCETTATO DI NEGOZIARE?
- 4) LA CISL RIBADISCE LA SUA DISPONIBILITÀ A TROVARE UN'INTESA UNITARIA CHE CI CONSENTA DI SUPERARE IL DECRETO ATTRAVERSO UNA NUOVA PROPOSTA SINDACALE UNITARIA PURCHÈ REALIZZI ALMENO GLI STESSI OBIETTIVI DI RIENTRO DALL'INFLAZIONE
- 5) ECCO PERCHÈ OCCORRE ABBANDONARE LA LINEA DEI MUSCOLI E DELLA DIVISIONE PER RITROVARE UNITÀ NEL PLURALISMO E NELLA MEDIAZIONE
- 6) QUESTO SCIOPERO DEL 18 APRILE NON SERVE, AIUTA SOLO A ROMPERE E A LACERARE ULTERIORMENTE

FIM-CISL . BRESCIA

BRESCIA 13 APRILE 1984

L'ASSEMBLEA DEI DELEGATI DEL COMPRESORIO DI BRESCIA E DEL GARDA DI FRONTE ALLA RIPRESENTAZIONE DA PARTE DEL GOVERNO DEL DECRETO CHE TAGLIA LA SCALA MOBILE ESPRIME QUANTO SEGUE:

*SOPPRIMITO RIFIRO DEL DECRETO*

- 1- Esprime soddisfazione per la caduta del decreto che era uno degli obiettivi che si era dato questo movimento con lotte, mobilitazioni, raccolte di firme e con la Manifestazione di massa a Roma del 24.  
Sono quindi state battute quelle posizioni arroganti che sostenevano l'intangibilità e la immodificabilità del decreto, quindi ancora una volta la lotta dei lavoratori ha dato dei primi risultati.
- 2- Di fronte alla ripresentazione del nuovo decreto con le modifiche si esprime un giudizio negativo sia sul metodo che sul merito.  
Sul metodo in quanto si insiste sui decreti espropriando così la libera contrattazione fra le parti sociali, sul merito in quanto si pensa di condurre la lotta all'inflazione tagliando i salari dei lavoratori.  
Le modifiche quindi le riteniamo nettamente insufficienti e non tali da modificare il nostro giudizio, in quanto il nuovo decreto pur avendo validità per 6 mesi, non prevede il recupero dei punti persi.
- 3- Quindi, l'Assemblea dei delegati ritiene indispensabile una prima risposta di lotta al nuovo decreto del governo, con

2 ore di

SCIOPERO

EFFETTUANDO ASSEMBLEE, DA DOMANI 19.4. AL 14.5.84

IN TUTTE LE FABBRICHE, UFFICI, E LUOGHI DI LAVORO

PER UNA GRANDE CONSULTAZIONE DEMOCRATICA E DI MASSA

PER RACCOGLIERE GLI ORIENTAMENTI E LE INDICAZIONI DEI LAVORATORI SUL COME SI AGGREGHISCONO I PROBLEMI POSTI DALLA RIPRESENTAZIONE DEL DECRETO, SUL COME CONDURRE LA LOTTA ALL'INFLAZIONE, PER L'OCCUPAZIONE E LA DEMOCRAZIA NEL SINDACATO.

Inoltre decide PER IL GIORNO 15 MAGGIO UNA NUOVA ASSEMBLEA DEI DELEGATI per definire ulteriori iniziative di mobilitazione e di lotta e di proposte che scaturiranno dalle ASSEMBLEE dei lavoratori guardando con attenzione all'andamento del dibattito parlamentare.

- 4- Riteniamo necessario ed indispensabile risposte di proposta e di lotta al fine di realizzare gli obiettivi che ci siamo dati. Infatti il problema della occupazione deve rimanere al centro dell'iniziativa e della lotta del Sindacato come questione prioritaria nelle scelte di politica economica ed industriale del Paese.  
Per affermare il principio fondamentale secondo il quale nel momento della formazione delle decisioni la partecipazione dei lavoratori e dei C.d.F. sia effettivamente decisionale va proseguita la nostra iniziativa sulla democrazia nel Sindacato.
- 5- Da questa Assemblea va avviata una discussione nei C.d.F. e nei lavoratori per definire una nuova stagione di vertenze aziendali che abbiano al centro le questioni dell'occupazione, del controllo dei processi produttivi, delle condizioni di vita e di lavoro in fabbrica, e per difendere il potere salariale dei lavoratori.
- 6- Alle Assemblee con i lavoratori e a quella del 15 Maggio invitiamo la Federazione CGIL-CISL-UIL ad essere presente portando il proprio contributo, ed inoltre rivolgiamo alla Federazione un appello affinché il primo maggio sia una giornata di lotta unitaria e di massa.

Brescia, 18.4.84

L'ASSEMBLEA DEI DELEGATI E DEI CONSIGLI  
DI BRESCIA E DEL GARDA

**Annexe 45 « Tract de l'Assemblée des délégués et des Conseils d'usine de Brescia et du Lac de Garde ».**



# unione sindacale territoriale di bresc

della  
Confederazione Italiana  
Sindacati Lavoratori

SEGRETERIA TERRITORIALE

Prot. n. ....

OGGETTO: .....

Brescia, 7 giugno 1985  
25124 - Via Zadei, 64 - Tel. (030) 30 88 61

## COMUNICATO STAMPA

La CISL di Brescia conta 47.000 iscritti.  
Soltanto la faziosità di alcuni giornali della sinistra come l'"UNITA'" ed il "MANIFESTO" possono confondere - l'ipocrisia di una scelta teatrale ed opportunistica della "Compagnia Landi & C.", in scena alla OM, sulla libertà di coscienza con tutta la CISL bresciana.

ATTACCO  
DIRESSITO  
ALLA  
POSIZIONE DI  
LANDI SUL  
REFERENDUM  
DA PARTE  
DELLA CISL

In verità la scelta di Landi è un regalo inutile ai "SI" ed assomiglia piuttosto ad una libertà.....di incoscienza. Questa stampa, che ha riservato oggi la prima pagina all'avvenimento, si dimentica che persino Togliatti ammetteva e tollerava che "ogni migliore stallone abbia delle pulci sulla criniera". Se poi le pulci hanno nidificato nelle ACLI bresciane è un problema loro e non della CISL che è compatta sul NO, confortata in questo da autorevoli contributi, fra gli altri, del mondo sociale cattolico.

Questi "amici che sbagliano" non ci possono arrogantemente ridare una libertà, come quella del voto, che gli italiani ed i lavoratori hanno già conquistato.

Dunque il loro appello è banale.

Proprio essi, del resto, da anni dentro l'OM la libertà di voto non l'hanno mai esercitata nemmeno nelle consultazioni - lasciandola arrugginire - e trovando sempre modo di non contarsi, pilatescamente.

Oggi continuano la farsa del dolore per una inutile unità infranta. La libertà di voto serve per votare e la CISL voterà NO.

Un'organizzazione non è una confraternita di contemplativi, né un gruppo di potere disposto a qualsiasi compromesso pur di garantirsi consensi sia dentro la generosità e la limpidezza dell'animo popolare cattolico, democratico cristiano e sociale bresciano, sia nell'area marxista.

La CISL non può essere nemmeno scambiata come una accademia di "dubbiosi".

Se gli amici Landi & C. fossero almeno onesti nei loro slanci non si farebbero strumentalizzare dal PCI che mai una volta ha registrato una sola "crisi di coscienza" pubblica.

Adesso la CISL bresciana è impegnata a vincere la sua battaglia in favore del NO. Dopo il referendum spiegherà a questa pattuglia di "eroi in bianco" che essi non vanno cacciati dalla CISL perché ci aspettiamo che nella loro grande sensibilità di coscienza sappiano finalmente prendere una decisione.

A proposito di dubbiosi, senza rovistare nei cestini dei rifiuti, esistono anche negli altrui schieramenti ma la CISL non li usa, semmai li rispetta.

Con grande dignità e senza schiamazzi.

P.LA SEGRETERIA UST-CISL

(Aldo Gregorelli)



**Annexe 46 « Communiqué de presse de la CISL de Brescia du 7 juin 1985 ».**

## REFERENDUM

# Se l'operaio bianco dice Sì (sottovoce) Brescia, parlano gli operai democristiani, cislini e autoconvocati. "Noi diciamo libertà di voto, ma l'occupazione, la democrazia..."

Il desiderio è che vincano i Sì e c'è una gran voglia di dirlo. Ma le preoccupazioni per il dopo referendum, la «vitale» necessità di preservare «con tutte le forze» l'unità dei lavoratori («in momenti così tremendi»), induce alla cautela. In un bar a pochi metri dalle Officine meccaniche di Brescia, più note come Om, Giovanni Landi e Lorenzo Paletti, operai democristiani, leader degli «autoconvocati», spiegano perché propongono la libertà di voto.

di Bruno Perini

**BRESCIA.** In una delle rocce forti operai democristiane, l'appello per il no è mal digerito. Il richiamo di Pierre Carniti non è riuscito a frantumare «l'anomalia» di declinabilità che come l'Om dove l'unità tra le diverse anime dei lavoratori è rimasta intatta, la memoria dei guasti che ha prodotto quel «maledetto accordo» del 14 febbraio non si è cancellata. Nel proporre la libertà di voto si tenta l'estremo salvataggio di quell'unità. Lorenzo Paletti, prima di iniziare a parlare, guarda con preoccupazione le prime pagine dei giornali che riportano la notizia dell'attacco sferrato da Craxi alla Corte costituzionale e scuote la testa: «Siamo in presenza di uno scontro radicale e virulento. Si vedono più i muscoli che la ragione. Alcuni passaggi di questa campagna elettorale sono allarmanti: la minaccia di dimissioni del governo lanciata prima da Claudio Martelli, poi raneamente l'incredibile accusa all'operato dell'Alta corte di giustizia. Quella intrapresa dal presidente del consiglio è una strada che fa paura... Già — osserva Paletti — tu vuoi sapere della nostra posizione sul referendum. Non ho difficoltà a parlarne. Un lettore poco attento potrebbe definire la proposta di libertà di voto una posizione da Ponzio Pilato. Ma non è così. Vorrei innanzitutto ricordare che noi come membri di area cattolica dell'es-

ecutivo del consiglio di fabbrica dell'Om, in accordo con la presidenza delle Acli di Brescia, abbiamo deciso di differenziarci dalla posizione nazionale delle Acli che si è espressa per il no. Per parte nostra abbiamo fatto un documento firmato da me da Giovanni Landi, Fausto Bianchetti, Mario Prandelli. Ma non è tanto questo. Noi tentiamo soprattutto conto del dopo referendum. Comunque vadano le cose, si dovrà tornare a dialogare e a parlare in un paese in cui ci sono tre milioni di disoccupati».

Su cosa si basa il vostro ragionamento? «Potrà sembrare noioso, ma il punto è ancora l'accordo del 14 febbraio e i suoi effetti politici. Quello fu un accordo che non teneva conto del tema dell'occupazione. Sigato senza il consenso dei lavoratori portava in sé i germi della spaccatura sindacale. Un altro nocciolo duro è stata la risposta del Pci con la scelta del referendum sui 4 punti. A difficoltà si sono aggiunte difficoltà. Fin qui le regole del gioco non erano definite. Poi la Corte costituzionale ha dichiarato la legittimità

della scelta referendaria. Lo schematismo del sì e del no ha preso il sopravvento ma noi siamo convinti che i punti critici della drammatica situazione che stiamo vivendo hanno una consistenza superiore a quella contrapposizione che si è creata».

Il ragionamento non sembra affatto in contraddizione con un voto per il sì. I delegati presenti alla discussione sorridono e insistono che «è meglio pronunciarsi per la libertà di voto». «È comunque — aggiunge Bianchetti dell'esecutivo del consiglio di fabbrica — non è un referendum di tipo ideologico. Anche se si vota sì non si va contro una verità di fede».

Giovanni Landi ha una gran voglia di ritornare alle vicende che hanno portato al referendum e alla frantumazione dell'unità sindacale: «Se è nato un «fastidio» nei confronti dei consigli di fabbrica, bisogna chiedere a Carniti cosa propone. Non vorrei prenderla alla lontana — dice con una certa rabbia Landi — ma ricordo che la P2 aveva previsto scissionsi sindacali e autoritarismo».

Oggi riscontriamo quel disegno senza il contributo della P2. I nostri dirigenti dovrebbero riflettere su questo. Il movimento degli autoconvocati e il rinnovato protagonismo dei consigli di fabbrica non erano nati solo per una battaglia contro il decreto. I temi centrali erano — e sono — l'occupazione e la democrazia. E oggi si capisce quanto questi temi siano decisivi per le sorti del nostro paese. Comporre un'unità sociale — aggiunge Landi — è la premessa indispensabile per dar gambe alla politica progressista in Italia. Il governo deve governare ma non frantumare il sociale. Carniti, invece, dopo le esperienze passate, ha pensato di costruire altre alleanze».

Il sospetto che la Cisl abbia trovato «convergenze parallele» con i socialisti è molto diffuso tra gli operai cattolici, ma di questo preferiscono non parlare. Paletti e Landi ci tengono a far conoscere la posizione delle Acli bresciane sul referendum. La considerano una «trasfessione» importante. «Perché — scrive il presidente delle Acli — non tentare di credere nella maturità

dei lavoratori e dei cittadini e mantenere quella libertà di scelta di voto che potrebbe essere un elemento di continuità rispetto all'atteggiamento assunto dalle Acli nei confronti dell'accordo del 14 febbraio e che può rappresentare per noi uno spazio possibile per ricostruire un confronto che sappia dare risultati positivi sul versante dell'occupazione? È sicuramente un passaggio difficile — prosegue il documento — ma questa è una battaglia che richiede una dose di maggiore coraggio affinché si possano superare in positivo schematismi pericolosi che rischiano di eludere un necessario dialogo delle realtà del mondo del lavoro nella stagione contrattuale».

Alla fine dell'incontro uno dei delegati mi fa capire che, comunque, a questo punto l'esito del referendum è decisivo per fermare i desideri autoritari del governo. Dice un delegato: «Qualcuno sostiene che Craxi è coerente, ha compiuto la scelta autoritaria del decreto ed ora se passano i al se ne va. Parafraendo Don Milani, credo che la coerenza all'eccezzo non è una virtù».

IL MANIFESTO 7-06-1985

**IL 9 GIUGNO VOTA COSÌ**

**NO**

**IL REFERENDUM DEL PCI È CONTRO**

- I LAVORATORI DIPENDENTI**
- I PENSIONATI**
- I DISOCCUPATI**
- I GIOVANI**
- GLI INQUILINI**
- I CONSUMATORI**
- I LAVORATORI AUTONOMI**
- I RISPARMIATORI**

**NEL TUO INTERESSE VOTA**

**NO**

**AL REFERENDUM DEL PCI**

**Comitato per il NO - BRESCIA: DC, PSI, PRI, PSDI, PLI, CISL, UIL**

**Annexe 48** « Tract du Comité pour le NON au Referendum sur l'échelle mobile des salaires du 9 juin 1985 ».



Ma l'ipoteca della componente socialista rimane un dato insuperabile

## Cgil: nella lunga marcia per la successione si fa strada la candidatura di Ruzzenenti

Sempre più insistenti le voci di un incarico romano per Cremaschi - Pedò dovrebbe prendere la via del Garda  
Scambio tra Greco e Duina alla Fiom e ai tessili - A Desenzano il segretario potrebbe essere comunista

Con i ritmi di una telenovela, la storia della successione alla massima carica della Cgil bresciana, si dispiega, rivelando ad ogni capitolo nuovi scenari.

Il tam-tam degli ultimi giorni conferma la concreta possibilità che il segretario della Fiom, Giorgio Cremaschi, prenda la strada di Roma, per entrare in qualche segreteria generale nazionale.

Cremaschi dal canto suo smentisce, sostiene di non avere alcuna fretta e ribadisce categorico: «resto a Brescia».

Fuori gioco, per altro, appare sempre di più anche Gianni Pedò, legato alla categoria dei metalmeccanici da antichi e mai rinnegati amori, essendo stato il segretario a Brescia e al Regionale milanese. Per lui sarebbe aperta la strada del comprensorio del Garda.

A questo punto rimarrebbero in gioco Marino Ruzzenenti e Dino Greco, ma per quest'ultimo, indiscrezioni ben accreditate indicano la leadership della Fiom, in sostituzione di Giorgio Cremaschi.

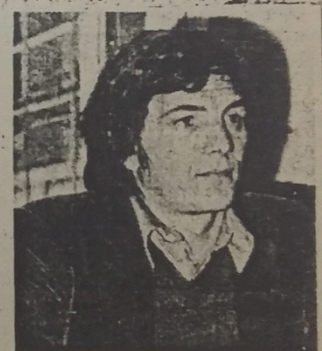
L'arrivo alla testa della categoria dei metalmeccanici dell'attuale «secondo» segretario del tessili, lascerebbe questi ultimi senza un autorevole esponente della componente comunista (la segreteria generale è del socialista Ernesto



Dino Greco



Marino Ruzzenenti



Umberto Duina

Cadenelli).

Ma l'organigramma, che secondo i soliti bene informati, è in fase di avanzata elaborazione, prevede l'innesto al vertice di un sindacato come la Filtea, che in questi anni ha dato prova di una elevata capacità contrattuale nell'ambito delle compatibilità aziendali, di un sindacalista con un forte retroterra di lotta come Umberto Duina, uno dei leaders storici della Fiom.

Fatto lo scambio incrociato tra tessili e metalmeccanici, verrebbe così a cadere anche la candidatura, che altri vorrebbe sostenuta dal placet romano della componente comunista, di Dino Greco.

A questo punto la via alla sedia di segretario della Camera del lavoro sarebbe totalmente sgombra per il vero candidato: Marino Ruzzenenti.

Questo l'organigramma della componente comunista secondo le indiscrezioni.

Ma ad ostacolare il disegno c'è il macigno, difficilmente superabile, della rivendicazione da parte della componente socialista della massima carica della Cgil. I sindacalisti di tessera Psi recitano all'unisono che vogliono la sedia di segretario generale, sorretti nelle loro richieste dal vertice romano della Cgil di area socialista.

Gianni Panella e compagni, sempre stando al tam-tam, non arretreranno di un centimetro e se la componente comunista insisterà nella sua rivendicazione della segreteria generale, voteranno — si dice con insistenza — contro quella che ritengono una prevaricazione.

I movimenti bresciani si rifletteranno anche sul Garda, dove Ezio Marsadri, socialista, dovrebbe lasciare il posto di segretario generale dopo la sua nomina all'ente economico. Al suo posto dovrebbe andare un comunista, nell'ambito di un rimpasto di responsabilità che coinvolgerebbe anche alcune categorie. s.d.

Dopo la «presa d'atto» del Direttivo di venerdì a Ome

# Prende quota nella Cgil la segreteria socialista

*La candidatura di Gianni Panella appare ormai come un dato certo  
Giorgio Cremaschi «a disposizione per incarichi nazionali»*

di SILVANO DANESI

Con la sola astensione di alcuni esponenti dell'«area», la componente che riunisce Dp, Quarta internazionale ed altri gruppi minori della sinistra, ieri, nel salone Di Vittorio della Camera del lavoro è stato approvato il documento finale di due giornate intense di riunione del Direttivo.

Il bilancio dell'organizzazione diretta da Aldo Rebecchi è stato anch'esso approvato a grande maggioranza, con la significativa astensione «di stimolo» del segretario della Fiom Melgari.

Ma ieri, negli ambienti sindacali, si è continuato a discutere della frase contenuta nella relazione letta, venerdì scorso, da Rebecchi al Direttivo riunito a Ome, con la quale il segretario della Camera del lavoro, per la prima volta, rendeva pubblica la posizione della Cgil riguardo alla successione alla segreteria generale. «Abbiamo da affrontare — aveva detto il segretario della Cgil in stretto sindacalese — dentro il contesto regionale, i legittimi problemi, ancorché condivisibili, che riguardano equilibri politici che sono pur sempre una delle basi dell'unità pluralistica della nostra organizzazione».

Decodificata, la frase di Rebecchi significa che la componente comunista, a cui è spettata per 25 anni la carica di segretario generale, è ora disponibile a discutere del passaggio di mano ai socialisti? Lo stesso inserimento del «contesto regionale» nella bilancia degli equilibri farebbe

pensare di sì; ma ieri Rebecchi, sollecitato a dare precisazioni in merito, ha corretto il tiro, sostenendo che nelle sue affermazioni «non c'è alcuna apertura, ma solo una presa d'atto».

La componente comunista, insomma, per bocca del segretario della Camera del lavoro, si limiterebbe, per ora, a prendere atto che esiste il problema di una richiesta della componente socialista per la successione.

Ben diversa, invece, l'interpretazione di Pino Cova, segretario socialista del Regionale milanese della Cgil. L'esponente sindacale, presente al Direttivo di Ome, ha spiegato a Bresciaoggi che le affermazioni di Rebecchi sono il segnale del fatto che «non esiste più un privatismo comunista e una pregiudiziale locale».

«Il problema della segreteria della Camera del lavoro di Brescia — ha aggiunto Cova — non è più una questione locale, ma riguarda il quadro regionale e, viste le sue dimensioni non piccole, anche quello nazionale».

Del resto, pare che a sbloccare la questione bresciana siano state alcune riunioni nazionali tra le componenti comunista e socialista, come del resto conferma Cova quando afferma che «le riunioni nazionali sono servite a togliere le pregiudiziali».

Allo stato dei fatti, dunque, le possibilità che sia un socialista a dirigere la Cgil di piazza Repubblica si fanno sempre più concrete. Pino Cova, nel riaffermare con decisione la richiesta della sua componente, e nell'escludere

qualsiasi succedaneo (si era parlato di un passaggio di mano alla Fiom), spezza più di una lancia nei confronti dei socialisti della Cgil bresciana.

«In piazza Repubblica — ha dichiarato ieri l'esponente regionale della Cgil a Bresciaoggi — c'è una buona componente, che fa un ottimo lavoro e che, per di più, è diretta bene».

Nessuno fa nomi, ma la candidatura di Gianni Panella, quantomeno nella sua area, appare ormai come un dato di fatto.

Nel frattempo, in casa Fiom, gira con insistenza la voce che Giorgio Cremaschi avrebbe comunicato a Roma la sua «disponibilità» a ricoprire incarichi nazionali. La mossa dell'esponente sindacale bresciano non sarebbe isolata, ma farebbe parte, secondo fonti solitamente bene informate, di una strategia concordata all'interno del gruppo che si richiama alle posizioni dell'ex segretario della Fiom bresciana Claudio Sabattini.

Con quella di Cremaschi, sul tavolo romano della Fiom, sarebbero arrivate anche le «disponibilità» di Cesare Damiano, segretario della Fiom del Piemonte e di Francesco Garibardo, segretario della Fiom dell'Emilia.

Se alla disponibilità di Cremaschi conseguisse un'analoga disponibilità della Fiom nazionale, a Brescia si effettuerebbe, in tempi brevi, il cambio della guardia, con l'arrivo alla segreteria generale del metalmeccanici dell'attuale segretario dei tessili, Dino Greco.

Annexe 50 « Article du Brescia Oggi du 24 mars 1987 sur la proposition d'un secrétaire général de la CGIL de Brescia socialiste ».

Ieri al convegno delle Acli sulla democrazia sindacale

## Segreteria della Cgil: no del Pci ai socialisti

*Per Lombardi è l'unica sede in cui i comunisti intervengono direttamente  
La relazione di Paletti - Le conclusioni di Rosati*

Intervenendo ieri mattina al convegno nazionale «Democrazia sindacale: un valore da promuovere», organizzato dall'Acli di Brescia presso il Centro pastorale Paolo VI, Mirko Lombardi, membro della segreteria e responsabile della commissione fabbriche del Pci bresciano ha seccamente risposto no alle richieste della componente socialista di ottenere la segreteria della Camera del lavoro.

Sostenendo il grande interesse del suo partito per il convegno, Lombardi ha sottolineato come la richiesta dei socialisti corrisponda alla tendenza, emergente in questi giorni dalle vicende legate alla soluzione della crisi di governo, di esclusione del partito comunista da qualsiasi rappresentanza istituzionale.

Per Lombardi, infatti, nella nostra città, tale tendenza si traduce nel togliere l'unica sede in cui il Pci intervenga direttamente. A Lombardi ha risposto successivamente il segretario della Cgil Gianfranco Rastrelli, assicurando l'opponente comunista che il sindacato ha regole ben precise per l'elezione dei suoi organismi in piena autonomia e che non si lascerà influenzare dal Pci.

Il convegno, era stato aperto dalla relazione di Lorenzo Pa-

letti, dell'Acli, che ha evidenziato come il tema dello sviluppo della democrazia sindacale trovi proprio a Brescia, dove la Uil ha avocato per sé il 33% dei posti disponibili per l'elezione dei consigli di fabbrica, il luogo ideale di discussione. La diffusione di tale atteggiamento comporterebbe, secondo Paletti, la distruzione degli organismi di base.

Rino Caviglioli, segretario confederale della Cisl, ha sostenuto che la riflessione dovrebbe incentrarsi soprattutto sulle funzioni dei consigli di fabbrica, i quali dovrebbero sdoppiarsi, come già avviene in altri paesi europei: un ruolo per i rapporti con i lavoratori e uno per quelli con le organizzazioni sindacali.

Galbusera, segretario confederale della Uil, ha giudicato «poco chiare le proposte che vengono dalle Acli bresciane» per la soluzione della crisi sindacale. Egli ha sottolineato come la democrazia si salvi principalmente salvaguardando il pluralismo delle organizzazioni; quindi «se non vi è il consenso per una gestione comune è doveroso seguire un'altra strada».

Che questo sia il primo dibattito che si fa, sul tema della democrazia sindacale, è quanto ha detto Gianfranco Rastrelli,

segretario organizzativo della Cgil. Fra i tre sindacali confederali, ha detto Rastrelli, si deve stabilire un patto di unità d'azione, basato sul rispetto fondamentale di tre regole: la convivenza ed i rapporti, le strutture di base, l'utilizzazione delle risorse umane.

Nel dibattito sono poi intervenuti Amadio, Uil, («come ci orienteremo se veramente dovessimo attribuire, nel sindacato, una rappresentanza proporzionale?»), Ruzzenenti, della Cgil, il quale ha evidenziato la necessità che non si ripropongano gli accordi separati e Scotuzzi della Fim.

Leone, dell'Acli di Mantova, ha sollevato una questione chiave, spostando l'attenzione sul modo con il quale vengono formati i direttivi dei sindacati. A questo problema si è collegato, nell'intervento conclusivo del convegno, Domenico Rosati, presidente nazionale dell'Acli, il quale ha rilevato che la parola partecipazione, mai usata nel corso della mattinata, sia da considerare come apporto fondamentale della democrazia e quindi come scopo del sindacato. «Se il sindacato ridurrà la propria conflittualità interna — ha detto Rosati — c'è la possibilità che possa maggiormente dedicarsi ai propri doveri istituzionali».

r.m.

**Annexe 51** « Article du *Brescia Oggi* du 12 avril 1987. L'affrontement dans la CGIL de Brescia concernant l'élection du nouveau secrétaire ».

## Pizzinato a Brescia per Panella segretario



Antonio Pizzinato, segretario nazionale della Cgil, oggi sarà tutto il giorno a Brescia per cercare di convincere l'ala «dura» del Pci ad approvare la scelta del socialista Gianni Panella alla segreteria della Camera del lavoro di Brescia.

In gioco la segreteria della Cgil

## E oggi tocca a Pizzinato

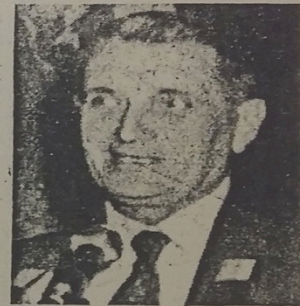
Il leader nazionale a Brescia per convincere i «duri» del Pci ad eleggere Gianni Panella

A distanza di un anno, Antonio Pizzinato ritorna a Brescia. Il 14 ottobre del 1986 il leader della Cgil parlò in piazza della Loggia, durante lo sciopero unitario sulla «vertenza Brescia» (poi passata nel dimenticatoio e fagocitata dalla voragine dei dissensi tra le tre confederazioni), mentre oggi rimarrà chiuso tra le mura della Casa del Popolo di via Gerre, per cercare di risolvere, con i membri della componente comunista della Camera del lavoro, il groviglio della elezione del segretario generale.

La riunione inizierà alle 15, dopo che, nella mattinata, in piazza Repubblica, si sarà tenuto il Direttivo della Cgil, per il quale è prevista una relazione di Gianni Pedò sui temi dell'iniziativa sindacale dopo l'assemblea nazionale dei delegati, conclusasi ieri sera a Viareggio, e sulla questione bresciana. Difficile pensare che il Direttivo possa affrontare le questioni locali, anche se dovrà dare una risposta ad un'iniziativa di Democrazia Proletaria che mette benzina sul fuoco del già surriscaldatissimo clima interno della Cgil.

La componente della Camera del lavoro che si richiama a Democrazia Proletaria, con una lettera inviata ai segretari confederali e di categoria, ha posto un aut aut: o si elegge il segretario subito, oppure si deve convocare il Congresso straordinario della Cgil bresciana.

La richiesta, come si può ben capire, tende a stringere in un angolo la componente comunista, per costringerla a sciogliere le sue divisioni interne, ma, nel contempo, tende anche ad



Antonio Pizzinato

alzare il tiro, mettendo in discussione la globalità degli equilibri interni alla Camera del lavoro. Democrazia Proletaria si inserisce, dunque, in una situazione tesissima e resa tale da due opposte rigidità difficilmente componibili: da una parte la richiesta socialista, nota da tempo e «irrinunciabile», di avere per Gianni Panella la segreteria generale della Cgil e, dall'altra, la posizione intransigente dei comunisti, il cui segretario Guido Bussi ha minacciato le dimissioni nel caso la massima carica della Camera del lavoro non venga attribuita ad un uomo del Pci. Nel frattempo Giorgio Cremaschi (leader della Fiom) ha negato decisamente di essere interessato ad entrare nella segreteria camerale: una smentita che, se non è di circostanza, rivela come il gioco alla «bruciatura» sia, nella vicenda odierna, particolarmente pesante.

s.d.

Annexe 52 « Article du *Brescia Oggi* du 9 octobre 1987 sur la venue à Brescia du secrétaire général de la CGIL nationale, Antonio Pizzinato ».

Lunga ed inconcludente discussione dei comunisti della Cgil per l'elezione del segretario della Camera del lavoro

# Pizzinato: il mio segretario è Panella

*La Fiom allineata sulle posizioni del leader nazionale - Maggioritaria la posizione degli 'intransigenti' che chiedono la massima carica di piazza Repubblica per un uomo del Pci - Giorgio Leali, solitario amendoliano, attacca sulla politica - Alla fine di 12 ore di dibattito la decisione di un rinvio delle scelte*

di SILVANO DANESI

Il socialista Gianni Panella segretario generale della Camera del lavoro di Brescia ed il comunista Gianni Pedò segretario generale aggiunto. Tutti e due nel direttivo nazionale della Cgil.

Questa, nuda e cruda, la proposta che Antonio Pizzinato, segretario nazionale della Cgil, ha squadernato venerdì, intorno alle 15,30, ai dirigenti comunisti bresciani riuniti a gran consulto, nella Casa del popolo Romano a Fiumicello, per risolvere la questione dell'assetto del gruppo dirigente della Camera del lavoro, 'decapitato' dalla candidatura al Parlamento nelle liste del Pci dell'ex segretario generale Aldo Rebecchi.

Il leader nazionale non è dunque venuto a Brescia per mediare. Ha proposto e poi ha ascoltato pazientemente, sino quasi all'una della notte scorsa, la raffica di interventi che ha visto la componente comunista della Camera del lavoro dividersi in tre schieramenti.

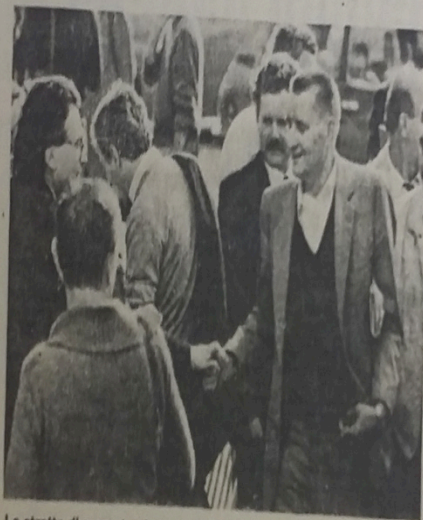
Da una parte la Fiom di Giorgio Cremaschi, d'accordo con la linea venuta da Roma. Dall'altra il truppe degli intransigenti, forte e compatto, con in testa Franco Torri (edili), Marino Ruzzenenti e Giu-

seppe Casella (membri della segreteria), Franco Baiducchelli (chimici) e Dino Greco (tessili) e con l'appoggio esplicito della Federazione comunista di via Corsica. In posizione autonoma l'amendoliano Giorgio Leali, presidente dell'Inps.

Alla fine della maratona oratoria il Pizzinato nazionale, prendendola alla larga e appellandosi alla storia, ha gratificato i presenti con un intervento in stretto sindacale, la cui sostanza, liofilizzata, può essere così riassunta: ho capito, questa sera non si cava un ragno dal buco, meglio prendere tempo e aggiornare a tempi migliori.

Meglio un rinvio che niente. E poi, di solito, i rinvii mettono d'accordo tutti. Ma ieri mattina (la mezzanotte era ormai passata da un bel po') i comunisti della Cgil sono riusciti a dividersi anche sul rinvio. Da una parte chi voleva tempi stretti (sabato prossimo, ancora con la presenza di Pizzinato) e dall'altra chi preferiva tempi lunghi, arrivando come minimo a fine mese.

Tuttavia, la riunione di venerdì non è stata inutile. Una cosa essenziale l'ha messa in chiaro: il segretario nazionale della Cgil la pensa in un modo preciso e l'ha detto chiaramente. I bresciani potranno condi-



La stretta di mano tra Antonio Pizzinato (a destra) e Giorgio Cremaschi pare preludere all'alleanza tra la Fiom ed i vertici nazionali

vedere o non condividere, ma a questo punto sanno quali sono le loro responsabilità. Inoltre, nella lunga nottata, sono stati stabiliti due cardini sui quali dovrà appoggiarsi la prosecuzione del confronto: non deve spaccarsi la corrente comunista e non si deve eleggere il segretario della Camera del lavoro contro i socialisti. In apparenza paiono le coordinate dell'ennesimo tentativo di quadratura del cerchio. Di fatto, a ben vedere, i due cardini portano in una direzione obbligata: Gianni Panella, con una mediazione interna ai comunisti, i

quali non hanno bisogno di dire che non devono dividersi, in quanto lo sono già.

Ma vediamo più da vicino quali sono le posizioni che dividono la componente di maggioranza della Camera del lavoro bresciana.

La prima posizione, minoritaria, vede la Fiom, allineata sulla proposta di Pizzinato, preoccupata della paralisi nella quale si trova da tempo l'iniziativa sindacale a Brescia anche in conseguenza dell'impasse nella quale è impantanata la Camera del lavoro. La debolez-

za numerica (all'interno della componente) della pattuglia guidata da Giorgio Cremaschi e compensata da due punti di forza: l'alleanza, strettasi nella notte di venerdì, con il gruppo dirigente nazionale ed in particolare con il suo leader e, cosa di non poco conto, il peso dei metalmeccanici all'interno degli equilibri della Cgil bresciana.

La seconda posizione, decisamente maggioritaria e appoggiata da via Corsica, raggruppa gli 'intransigenti': quelli che vogliono un comunista alla guida della Camera del lavoro e sperano che il tempo operi il miracolo della quadratura del cerchio.

Guido Bussi, segretario del Pci bresciano, a questa posizione, pur sottolineando l'autonomia del sindacato, ha portato venerdì il conforto del partito, che sull'argomento è da tempo schierato in modo netto, anche se con qualche dissenso interno, comunque minoritario.

Infine, la terza posizione, è rappresentata dal solitario amendoliano Leali, che nella notte di venerdì l'ha messa in politica, dribblando cerchi e quadrati, per andare dritto e senza timidezze al cuore del problema: la linea della Camera del lavoro. Giorgio Leali

ha chiesto che venga spezzata la continuità della politica della Cgil bresciana, per giungere ad una profonda modificazione della linea, differenziandosi in tal modo sia dalla Fiom, sia dal gruppo degli 'intransigenti', che sulla linea hanno invece più di un punto di convergenza.

Leali ha poi messo il dito nella piaga della divisione della componente comunista: una divisione che c'è e che ha impedito, sino ad ora, di esprimere una qualsiasi proposta realistica e tale da risolvere il problema dell'elezione del segretario generale e, quindi, della definizione di un assetto stabile del gruppo dirigente della Camera del lavoro. Da qui la condivisione da parte di Leali, per necessità, dell'unica proposta sul tappeto: quella di Pizzinato.

Sin qui le posizioni dei bresciani. Per quanto riguarda i «regionali», Roberto Vitali, segretario del Pci della Lombardia, ha tentato una mediazione che, a quanto si capisce, non ha sortito risultati apprezzabili.

I giochi sono dunque del tutto aperti. La lunga attesa della Cgil non è finita, mentre diventa sempre più pesante il silenzio con cui i socialisti della Camera del lavoro, ed in primo luogo il loro leader Gianni Panella, hanno seguito la vicenda.

**Annexe 53** « Article du *Brescia Oggi* du 11 octobre 1987 - Le secrétaire général de la CGIL Antonio Pizzinato prend position pour l'élection d'un secrétaire socialiste de la CGIL de Brescia ».

Brescia Oggi sabato 5 dicembre 1987  
Il socialista Gianni Panella eletto segretario con 58 sì 47 no e 12 astenuti

# La Cgil ha scelto il capo

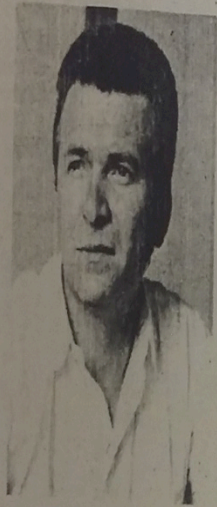
*Il disco verde acceso dall'astensione dei tessili di Dino Greco - Il comunista Gianni Pedò è il nuovo 'aggiunto' - Gli uomini del Pci nelle votazioni si sono divisi in tre schieramenti Tra i contrari Marino Ruzzenenti e Franco Torri*

di SILVANO DANESI

Poteva finire peggio, con Gianni Panella bocciato per un voto. L'esponente socialista della Camera del lavoro invece l'ha fatta ed è stato eletto segretario generale, ma una parte consistente della componente comunista lo ha avvertito che potrebbe essere un segretario dimezzato.

Ieri, nella sede della Cgil di Piazza Repubblica, il Direttivo della Camera del lavoro, dopo mesi di discussioni (soprattutto all'interno della componente comunista), ha nominato il nuovo vertice che dirigerà fino al prossimo congresso la maggiore confederazione sindacale bresciana. A Gianni Panella sono andati 58 voti a favore, 47 contro e 12 astensioni. Gianni Pedò (comunista), eletto segretario generale aggiunto, ha avuto 82 voti di consenso, 14 voti contrari e 14 astensioni.

Ad accendere il disco verde all'elezione di Gianni Panella sono stati i tessili della componente comunista, con il segretario Dino Greco in testa, mentre su posizioni di contrarietà (del resto note e più volte esplicitate nei mesi scorsi) si sono attestati autorevoli esponenti dell'area comunista, come i segretari degli edili Franco Torri, dei chimici Franco Balducci, dei dipendenti pubblici Borgogna. Contro hanno votato anche due colleghi di Panella nella passata segreteria: i comunisti Marino Ruzzenenti e Giuseppe Casella.



Gianni Pedò

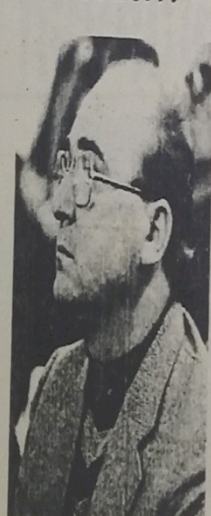
Questi, in sintesi, i dati più significativi della giornata che ha visto la Camera del lavoro dare ragione alle posizioni della segreteria nazionale (a difenderle venne a Brescia il segretario Antonio Pizzinato), voltare pagina e riconsegnare, dopo 23 anni di leadership comunista, la massima carica della Cgil bresciana ad un uomo del Psi.

L'ultimo (ed unico) segretario generale socialista della Camera del lavoro è stato infatti, fino al 1964, Gianni Savoldi, che 23 anni fa declinò l'incarico per sopravvenuta incompatibilità con l'elezione alla Camera dei deputati. A Savoldi subentrò allora il comunista Giovanni Poppoli, che tenne l'incarico



Marino Ruzzenenti

fino al 1971, quando gli subentrò Franco Torri, attuale segretario degli edili, rientrato a Bre-



Franco Torri

scia dopo essere stato segretario della Camera del lavoro di Milano. Fu poi la volta, nel

## Vent'anni da sindacalista

La storia sindacale di Gianni Panella inizia nel lontano 1967, quando il giovane sindacalista, appena diciannovenne (essendo nato il 7 gennaio 1948), ancora fresco di Scuola alberghiera (si diplomerà successivamente in ragioneria) e da poco impegnato nel sindacato, dopo la morte prematura del padre, viene scoperto dal comunista Pio Galli, allora dirigente

della Fiom romana, dopo esserne stato il segretario a Brescia.

Panella, in quegli anni, opera nella nativa Val Sabbia (è di Roè Volciano); poi, passati gli «esami», nel 1971 diventa segretario della Fiom.

Nel 1976 passa alla Cgil ed entra nella segreteria con la carica di segretario aggiunto.

1978, di Ermanno Borghesi, uomo proveniente dalla Fiom, che lasciò la segreteria della Camera del lavoro di Brescia nel 1980, per assumere un importante incarico nazionale nella segreteria dei metalmeccanici della Cgil che, a quel tempo, era guidata dal «bresciano» Pio Galli (il sindacalista che guidò i primi passi di Gianni Panella prima nella Fiom e poi nella Cgil). A sostituire Borghesi (attualmente segretario degli edili del Garda) nel 1980 fu eletto Aldo Rebecchi, il quale lasciò l'incarico nella primavera di quest'anno per candidarsi al Parlamento nelle file del Pci.

Ora, con l'elezione di Gianni Panella, la Camera del lavoro di Brescia torna nelle mani di un socialista, ma i numeri espressi ieri, con voto palese (una richiesta di voto segreto è stata bocciata con 59 voti contro, 47 a favore e 5 astensioni), mettono una pesante ipoteca sul suo mandato, nonostante la stretta alleanza tra il nuovo segretario e la Fiom, che ieri ha votato compatta a suo favore. Ed è proprio l'alleanza con la categoria dei metalmeccanici (stretta, secondo i soliti ben informati, durante un convegno sull'innovazione tecnologica al quale partecipò l'ex leader della Fim bresciana Claudio Sabbatini), che avrebbe creato (stando al tam tam di piazza Repubblica) i maggiori contrasti tra Panella ed una parte dei comunisti.

Dietro lo scontro sulla leader-



Gianni Panella

ship della Camera del lavoro si nasconderebbero mai sottile divergenze in casa comunista, tra uno schieramento che si riconosce nel modo di «far sindacato» proprio della Fiom di questi anni ed un secondo, che ha i suoi esponenti di punta tra coloro che ieri hanno votato contro Panella, che è oggi maggiormente legato alla casa madre di via Corsica, non a caso schierata contro la nomina di un socialista al vertice della Cgil. Tra i due, si è inserito ieri, con effetto determinate, il gruppo degli astenuti.

Per il momento i numeri, anche se di stretta misura, hanno dato ragione al primo schieramento, sul quale hanno finito con il convergere anche gli assenti di uomini come Giorgio Leali e Gianni Pedò, che durante questi mesi avevano espresse posizioni autonome sia sulla linea di politica sindacale che sul merito della questione dell'elezione del vertice della Cgil; ma per Gianni Panella e per l'intero vertice della Camera del lavoro i problemi non sono certamente finiti. La votazione di ieri non ha sanato i contrasti ed ha lasciato molti feriti sul campo, tra i quali il grande sconfitto della giornata: Marino Ruzzenenti, l'uomo che durante le consultazioni in casa comunista ebbe il maggior numero di indicazioni per la candidatura.

Ora a Gianni Panella spetta l'arduo compito di dimostrare, giorno per giorno, di non essere un segretario dimezzato, ma il leader di tutta la Cgil.

Si è dimesso dalla segreteria Cgil

## Ruzzenenti se ne va contro l'imposizione del leader Pizzinato

La normalizzazione dell'anomalia bresciana

di SILVANO DANESI

«Un atto di coerenza che segnala a tutta l'organizzazione il punto di degrado a cui siamo giunti». Questa la definizione che Marino Ruzzenenti ha dato delle sue dimissioni dalla segreteria della Camera del lavoro: un atto politico, comunicato ai membri del direttivo della Cgil con una lettera datata 17 dicembre, che rimette in discussione l'assetto dirigenziale di piazza Repubblica a pochi giorni dall'elezione di Gianni Panella (socialista) alla carica di segretario generale e di Gianni Pedò (comunista) a quella di segretario generale aggiunto. E proprio ai suoi due colleghi di segreteria, pur senza nominarli, Ruzzenenti riserva i graffi più pesanti. «Non è stato possibile - dice Ruzzenenti a proposito dell'elezione di Panella - discutere se ed eventualmente quale significato politico avesse proporre, da parte della segreteria nazionale, proprio chi, come è stato detto, rispetto alla peculiarità dell'esperienza bresciana ha sempre teso a distinguersi e che ha inteso rendere riconoscibile la propria consonanza con le 'linee ufficiali', anche con la recente pubblicazione di un testo autobiografico». Dell'elezione del proprio rivale e compagno di componente Gianni Pedò alla carica di segretario generale aggiunto, Ruzzenenti mette in evidenza lucidamente la valenza politica interna al gruppo dei comunisti della Camera del lavoro: una valenza che non ha caso è stata il motivo principale della divisione della componente comunista e di una lunga lotta intestina. «Si è parlato di mandato 'ad personam' a tempo indeterminato - ricorda Ruzzenenti - e si sono sussurrate 'staffette', avvalorate dall'inserimento



Marino Ruzzenenti

straordinario nel direttivo nazionale». Decodificato, il passaggio della lettera significa in sostanza che l'elezione di Panella, se da un lato soddisfa le esigenze della componente socialista, dall'altro fa il gioco di quella parte dei comunisti che hanno votato Gianni Pedò come aggiunto, sapendo con questo di mettere un'ipoteca sulla carica di segretario generale per il 1990, anno in cui si celebrerà il congresso della Cgil. La leadership di Pedò rappresenta la sconfitta del gruppetto dei comunisti «intransigenti» e in qualche modo anche della Federazione di via Corsica, che aveva puntato su Ruzzenenti. Ed è proprio in via Corsica - come si sussurra nei corridoi della sede della Camera del lavoro - che potrebbe andare a finire l'autodimissionato Ruzzenenti, non appena conclusa la parte di aspettativa che gli consentirà, com'egli scrive, di non gettare la spugna, di «non sbattere teatralmente la porta» e di «garantire la continuità di impegno e la massima disponibilità» finché non sarà individuato il suo successore, al quale, anche dopo, l'ex segretario darà la sua «collaborazione».

Le otto pagine ciclostilate con cui Ruzzenenti comunica la sua decisione di dimettersi sono, quasi in un percorso catartico, una presa di coscienza della sconfitta dell'anomalia bresciana, della fine

dell'epoca degli autoconvocati, della scomparsa della temperie culturale e politica che permise ai «bresciani», come li chiama il dimissionario segretario della Cgil, di distinguersi dalle linee nazionali; ma sono anche una atto d'accusa ai dirigenti del sindacato, locale e nazionale, condotto senza risparmio di sostantivi e di aggettivi. Nella lettera si parla di «arroganza di componente», di «accordi di potere», di «aggregazioni spurie», di «trasformismo» di «aspettative di carriera», di «degenerazione burocratica».

Per Ruzzenenti non il sindacato si sarebbe di fronte «al deterioramento dei meccanismi che presidono alla elaborazione ed alla gestione delle politiche, alla costruzione dei gruppi dirigenti e al rapporto con i lavoratori rappresentati», ma «quel che forse più conta è che in questi anni il sindacato sarebbe stato «neutralizzato in quella che i «consiglieri Usa» chiamano «guerra di bassa intensità», dove l'unico territorio che interessa controllare è quello, tanto piccolo quanto strategico, che va da un orecchio all'altro».

I «bresciani», secondo Ruzzenenti, avrebbero avvertito «con particolare sensibilità» quanto stava accadendo e vi si sarebbero opposti con una generosità che ora viene ripagata con l'inflazione di «una lezione a chi nel recente passato si è dimostrato troppo riottoso, non disponibile ad omologarsi alla tendenza prevalente a livello nazionale». L'operazione Panella sarebbe dunque la normalizzazione, voluta da Antonio Pizzinato e da Ottaviano Del Turco, dell'anomalia bresciana o, per dirla con le parole di Ruzzenenti, contraddirebbe «l'eredità positiva di quella esperienza 'bresciana' e qualsiasi processo di 'rinnovamento' o di 'rifondazione' della Cgil».

Sicuramente, nei prossimi giorni, la lettera metterà a rumore il sindacato, imbozzolandolo ancora una volta in una discussione interna che contribuirà a mantenerlo nel recinto nel quale si è messo da qualche anno. Forse, in questo senso, le dimissioni di Ruzzenenti sono un segno dei tempi; l'emblema, dichiarato, di un passato che ci ha consegnato un sindacato in grandi difficoltà ed ha messo fuori gioco un soggetto essenziale per il confronto democratico.

Annexe 55 « Article du Brescia Oggi du 20 décembre 1987 sur la démission de Marino Ruzzenenti, du secrétariat de la CGIL de Brescia ».

La base ha già dato la vittoria ai bertinottiani

# La Fiom a congresso Ma i giochi sono fatti

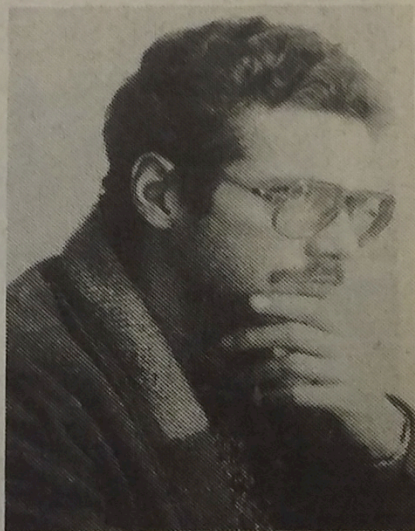
## Squassina: « C'è bisogno di sindacato »

E' il primo congresso dei metalmeccanici della Cgil a tesi contrapposte, quello che si apre giovedì mattina alla Camera di commercio con una relazione del segretario generale della Fiom bresciana, Maurizio Zipponi.

Preparato, come ha spiegato ieri mattina durante una conferenza stampa Osvaldo Squassina (segreteria Fiom), da 1045 assemblee di base e da 620 congressi, tenutisi nel periodo che intercorre tra il 5 maggio e il 7 giugno, il congresso provinciale ha coinvolto il 68,83 per cento degli iscritti. Su 20.731 tesserati a fine '90, i votanti sono stati infatti 14.270 e hanno dato un'ampia vittoria alla lista di minoranza nazionale, quella che si riferisce al sindacalista torinese Bertinotti.

A Trentin (maggioranza nazionale) i metalmeccanici bresciani hanno riservato 3730 voti, pari al 26,87 per cento, mentre a Bertinotti sono andate 10.150 preferenze, pari al 73,11 per cento.

I delegati al congresso, che in tutto sono 366, si divideranno nella schiera dei 268 bertinottiani e dei 98 trentiniani, mentre per quanto riguarda la delegazione al congresso della Camera del lavoro, la Fiom invierà 22 trentiniani, 60 bertinottiani e quattro «fuori quo-



Maurizio Zipponi

ta» (extracomunitari, handicappati, ecc.).

In perfetta proporzione anche le delegazioni ai congressi regionale e nazionale della Fiom. Al primo andranno 84 delegati bresciani, dei quali 23 trentiniani e 61 bertinottiani e al secondo 8 trentiniani e 22 bertinottiani, per un totale di 30.

Questi i dati, ma dietro alle cifre si nasconde una realtà politica che vede ancora una volta il sindacato bresciano, uno dei migliori dei metalmeccanici in Italia, con Milano, Bologna e Torino, schierarsi su posizioni difformi da

quelle del centro romano. I bresciani, insomma, sono «anomali», ma lo sono anche, ha voluto rimarcare ieri Squassina, per la capacità di coinvolgimento degli iscritti e dei lavoratori, dal momento che nel periodo dei congressi di base le tessere per l'organizzazione sono cresciute di 602 unità.

Soddisfazione Squassina ha espresso anche per un altro dato rilevante, qual è quello della partecipazione alle assemblee, a dimostrazione che i lavoratori esprimono un «bisogno di sindacato» che compensa largamente la crisi dello stesso ormai in atto da qualche anno.

«La Fiom - ha detto Squassina, non senza orgoglio - ha garantito in tutte le assemblee di fabbrica la presenza delle due tesi. Il congresso è dunque un appuntamento vero, come dimostra la vitalità rappresentata dall'alta partecipazione al voto».

Il gioco dunque è fatto. Le proporzioni tra le due liste sono quelle che sono e difficilmente qualcosa si sposterà. Il congresso comunque sarà un'occasione per mettere a punto le strategie. Non a caso, ai delegati viene fornita una quantità di materiale informativo e di studio sulla realtà economica della provincia.



# Chi c'è, chi manca

*Spulciando nelle adesioni all'assemblea sul documento alternativo*

di Marco Contini

## ROMA

«Se ci fossero solo gli apparati non riempiremmo nemmeno le prime quattro file». La battuta di Dino Tibaldi, coordinatore del settore auto della Fiom, non va certamente presa alla lettera; ma un'indicazione la fornisce: in un cinema pieno in ogni ordine di posti, il documento alternativo della Cgil non ha attratto solo dirigenti sindacali e funzionari, ma anche semplici iscritti. Un segnale che «Essere sindacato» — questo il nome del documento alternativo, preso in prestito da alcune iniziative delle donne — suscita curiosità e interesse.

A tutti i partecipanti, ieri mattina, era stato chiesto di riempire un modulo per poter costruire un indirizzario; compito che è stato eseguito da un

po' meno della metà dei presenti. Ma 325 schede, su circa 800 persone, rappresentano comunque un campione sufficiente per cercare di capire qualcosa circa la composizione dell'assemblea: innanzitutto per quanto riguarda il genere, con 253 uomini e 72 donne (e qui bisognerebbe riaprire il discorso sulle difficoltà a spostarsi, a volte insormontabili per le donne).

Il secondo dato che emerge è la regione di partenza. A eccezione di quelle più vicine — Lazio e Toscana — da cui per ovvie ragioni provenivano oltre metà dei presenti, per quanto riguarda i centri più distanti le indicazioni delle schede sono di qualche interesse. 37 moduli «lombardi» e 36 dal Piemonte, segnalano una partecipazione nettamente superiore rispetto ad altre aree fortemente sinda-

calizzate ma dove la maggioranza della Cgil ha le sue roccaforti più solide: Emilia Romagna (10 attestati di partecipazione) e Veneto (3). Per le regioni del Sud, guida la classifica la Calabria, davanti a Puglia e Campania.

Quanto alla categoria di appartenenza, anche qui la maggiore partecipazione dei romani segna notevolmente la composizione, con una forte presenza della funzione pubblica. Forte è stata la partecipazione dei metalmeccanici — principalmente lombardi —, dei settori scuola e università, e dei trasporti. Significative anche le presenze degli edili, dei pensionati, dei postelegrafonici e dei lavoratori del credito. Tra le categorie meno rappresentate, chimici e tessili.

L'ultimo aspetto che emerge, è la presenza di lavoratrici e la-

voratori rispetto agli apparati. Qui — va detto — i dati devono essere presi col beneficio d'inventario, in quanto spesso i membri dei comitati direttivi di zona sono ancora impegnati in produzione. Né è possibile, per quanto riguarda i funzionari, scindere i dipendenti del sindacato dai lavoratori in distacco sindacale. Ad ogni modo, all'appello hanno risposto 215 tra i membri dell'apparato ai vari livelli e 106 tra iscritti e delegati.

A margine, un'annotazione: tra i dirigenti sindacali che non hanno aderito al documento alternativo, l'unica che ha ritenuto valesse la pena di ascoltare il dibattito è stata Adriana Buffardi, segretaria dei braccianti e degli alimentaristi. Alla faccia del «congresso dialogante» tanto invocato nelle ultime settimane.

## CONTRATTI

**Annexe 57** « Article de Rassegna sindacale du 20 juin 1991 sur le Document alternatif Essere sindacato au congrès de la FIOM nationale ».

BERTINOTTI STRAVINCE NELLE ASSEMBLEE DI BASE: VERIFICA DAL 20 GIUGNO

## Per la Fiom congresso senza storia

BRESCIA — 1045 assemblee in un mese, 620 congressi, 14.270 votanti. Con questi «numeri» la Fiom si presenta al congresso che si terrà dal 20 al 22 giugno alla Camera di commercio.

Per «Tesi» di Trentin-Del Turco ha votato il 26,42% per «Essere sindacato» di Bertinotti il 71,88%; ricalcolando le schede bianche 26,87% a Trentin e 73,11 a Bertinotti.

Le assemblee hanno eletto 366 delegati (98 espressione delle tesi di Trentin e 267 di quelle di Bertinotti, 1 agli «astensionisti»); dal congresso comprensoriale usciranno

a scrutinio segreto i nomi del nuovo direttivo (portato da 104 a 80 componenti) che sceglierà i cinque nuovi componenti la segreteria (a conferma o sostituzione degli attuali: Maurizio Zipponi, Osvaldo Squassina, Adriano Taglietti, Livio Melgari e Eros Tiberti).

Ma al congresso della Fiom spetterà anche l'elezione — in forza dei 20.731 iscritti — degli 86 delegati che andranno al congresso della Cgil che si terrà nel primo week-end di luglio: 86 delegati che sull'esito finale avranno sicuramente un peso notevole.

La macchina organizzativa della Fiom è in movimento da tempo per due scadenze (il congresso e l'appuntamento provinciale della Camera del lavoro) «che fin dalle premesse — dice Osvaldo Squassina — testimoniano la voglia di sindacato che c'è ancora: la percentuale di partecipazione è stata del 68,83%; a Trentin Del Turco sono andati 3730 voti a «Essere sindacato» di Bertinotti 10.150; 241 le schede bianche 150 quelle nulle».

Per il congresso, Fiom ha preparato il primo quaderno di settore: una radiografia

della siderurgia «con la quale i quadri di fabbrica possono venire a conoscenza delle principali esperienze di ricerca».

Quaderno, quello sulla siderurgia «al quale seguiranno quelli sull'industria armiera e su quella meccanica». Se il congresso della Fiom avrà — visti i risultati e la composizione dei delegati — un esito scontato, quello della Cgil lo appare meno: in Camera del lavoro anche ieri si chiedevano: «Ce la farà Pannella, portabandiera bresciano di Trentin?».

c. fa.

**Annexe 58** « Article du Brescia Oggi du 21 juin 1991 sur le Congrès de la FIOM de Brescia ».

*Con Livio Melgari il primo bilancio politico. Quale futuro per questa categoria?*

## «A BRESCIA NON ESISTE PIU' UNA FIOM OPERAISTA E MONOLITICA»

(Er. Ard.) - «Il dato politico più evidente di questo nostro IV Congresso è che l'idea di una Fiom bresciana monolitica, operaista non esiste più».

E' questo il commento di Livio Melgari, segretario generale aggiunto uscente della Fiom di Brescia, al termine della tre giorni di Congresso. Dopo 620 congressi (per un totale di 1045 assemblee) il documento "Essere sindacato" ha raccolto oltre il 70 per cento delle preferenze mentre alle tesi di Trentin-Del Turco è andato il 27 per cento dei voti.

Melgari, quali problemi si pongono oggi nella Fiom bresciana non solo di carattere interno ma anche di rapporti esterni con la realtà che vi circonda?

Innanzitutto comincerei col dire che la minoranza uscita da questo congresso, che ha raccolto il 27 per cento dei voti, non è affatto risicata ma ha piuttosto un'ampiezza che fa capire come sia ricca al suo interno, non solo dal punto di vista della composizione politica, ma anche culturalmente e di razza (non dimentichiamo infatti che nella Fiom bresciana sono 500 gli extracomunitari tesserati mentre nelle fabbriche ne sono stati assunti più di un migliaio, ndr). Ciò non toglie che la Fiom oggi debba confrontarsi col fatto che la maggioranza che si è formata ha un atteggiamento di totale preclusione nei confronti di alcune questioni nazionali di grande rilievo come la riforma della struttura salariale, quella dello stato sociale, le nuove relazioni sindacali. Si tratta quindi di una linea che rende molto difficile una qualsiasi gestione unitaria.

E nelle fabbriche cosa pregiudica il prevalere di una simile maggioranza?

Si è persa una grossa occasione per favorire un processo di crescita e inoltre una simile situazione non permette di costruire rapporti più solidi con Fim e Uilm. Abbiamo già invitato la maggioranza che ha vinto a riflettere sulla situazione che si è creata. Se non si assumono chiaramente impegni

unitari sulle linee politiche da seguire sulla trattativa con la Fiat come su altre questioni, la Fiom è destinata all'isolamento. Purtroppo dobbiamo registrare che il Congresso non ha risposto positivamente a questo invito.

Nell'attuale maggioranza della Fiom bresciana ci sono tensioni, è una maggioranza composita che potrebbe sfilacciarsi o ha una sua compattezza?

Per quanto composita (nella maggioranza c'è infatti un'area ingraiana, Rifondazione comunista, DP, IV Internazionale), per quanto percorsa da tensioni è comunque una maggioranza che si consolida nelle sue radici operistiche degli anni '80 e che fino a poco tempo fa ha viaggiato con percentuali bulgare del 90%.

Quindi il risultato del 27% è comunque un buon risultato...

Sì. Bisogna distinguere tra la realtà della gente nelle fabbriche e quello che è il quadro intermedio fatto di militanti. Oggi abbiamo bisogno di rinnovare i quadri dirigenti, di introdurre più giovani. Le assemblee hanno registrato un alto livello di partecipazione, fino al 66%, e il dibattito ci ha premiato più di quanto possano dire i risultati in percentuale, su cui ha giocato molto anche il rapporto diretto fra delegati del consiglio e operai di una fabbrica.

Il Congresso si è chiuso sabato con la rielezione di Maurizio Zipponi nella carica di segretario generale. La proposta è venuta dalla sola maggioranza (lo confermano le 18 schede bianche) che non ha voluto accogliere la proposta della minoranza d' eleggere un coordinatore, come era stato fatto nell'85, per costruire poi un gruppo dirigente che risponda alle esigenze permettendo anche il dissiparsi delle tensioni. Un futuro denso di battaglie dunque? Non si sa ribatte Melgari, certo è che "questo congresso per i suoi livelli di asprezza ha fatto saltare luoghi comuni e ha contribuito a saldare interessi diversi anche politici fra l'area del socialista e quella del PDS".

**Annexe 59** « Interview à Livio Melgari, membre socialiste du secrétariat de la FIOM de Brescia sur l'Avanti du 25 juin 1991 ».

# ECONOMIA E LAVORO

Dopo l'elezione: amarezze e soddisfazioni, problemi e progetti del segretario della Cgil bresciana  
La 'rottura' con Panella, i rapporti con Trentin, le condizioni per recuperare l'unità dentro e fuori

## Pedò: 'Non siamo in quarantena' Brescia non è appestata, ha solo cambiato maggioranza

di GIANNI BONFADINI

Il partito degli anti-tabacco in questi giorni ha perso un adepto. - Erano anni che non fumavo. Purtroppo le tensioni di queste settimane mi han fatto ricominciare. - L'incontro con Gianni Pedò è in Camera del lavoro. Al primo piano, sulla destra, si aprono gli uffici della segreteria generale. Nell'ingresso tavoli e sedie. Sono i mobili (vecchi) del suo nuovo ufficio, quello di segretario generale della Cgil che occuperà non appena gli imbianchini avran finito l'opera di ritinteggiatura. Gianni Panella, l'ex sbucca da un corridoio, sorride somione in giacca e cravatta, come suo stile. Sentiamo Pedò.

Oltre al piacere-dispiacere di aver ripreso il vizio del fumo che cosa l'ha amareggiato di più al congresso Cgil?

Che alcuni delegati, al termine dei lavori, abbiano abbandonato l'aula quando ho preso la parola. E stato uno sgarbo che credo non meritassi.

E la cosa che le ha fatto piacere?

Gli auguri di buon lavoro che mi ha fatto Sandro Beltrami (suo 'allievo' alla Fiom, oggi fra i leader del trentiniano, ndr.) ci divide la visione politica ma la stima è reciproca.

E i suoi colleghi di Cisl e Uil? Non ho avuto il piacere di sentirli.

Nei tre anni trascorsi lei è stato segretario generale aggiunto. E stato un periodo, lo ha detto sempre lei, 'complessivamente positivo'. Perché allora si è arrivati alla rottura e ad un cambio-shock del segretario generale?

Che Gianni Panella dovesse lasciare era previsto da un accordo nazionale. Inedito è stato semmai il modo col quale si è arrivati al ricambio. Ma Gianni Panella non è più segretario generale non in virtù di quell'accordo ma perché lo stesso Panella ha ritenuto opportuno aderire ad un documento congressuale che a Brescia, al momento delle votazioni, non ha avuto i supporti necessari per esprimere il segretario generale.

Tutto qui.

Sempre lei, al termine del congresso, indicò in Panella-Fenaroli i promotori di una nuova componente dentro la Cgil. Perché?

Che sia nata una componente lo attesta la modalità del voto congressuale: tutti, in blocco compatto ad astenersi, riscoprendo, oltretutto, il vecchio ingiungimento dell'astensione. Perché non votare contro se si è convinti? A Brescia il programma generale della Cgil è stato votato da tutti, con un solo contrario. In più occasioni abbiamo detto e ripetuto ai sostenitori delle tesi Trentin-Del Turco che le segreterie di categoria sarebbero state pluraliste, che avrebbero rispettato i rapporti fra le due tesi espresse dal congresso. E già oggi tutti i segretari di categoria eletti sono stati insediati con il consenso di tutti. Perché dunque il voto obbligato sull'astensione? Mi permetto di ricordare che tre anni fa, al momento della elezione di Panella, l'allora componente comunista ebbe il coraggio di spaccarsi e di votare lasciando libertà di voto.

Dunque, nessuno spazio alle componenti. Neppure quella che fa capo, per così dire, a Rifondazione comunista? In qualche modo, pur se con soli 8 delegati, Rifondazione è determinante per i futuri assetti.

Spazio a quelli di Rifondazione? Non mi risulta. Nessuno è mai venuto da me parlando a nome di Rifondazione.

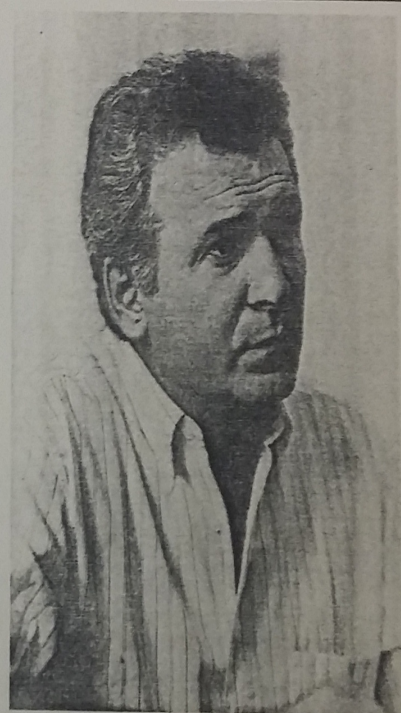
Si è scritto, abbiamo scritto, che la Cgil, dopo la sua elezione, è in mezzo al guado. Come si sta lì in mezzo?

L'immagine mi sembra forte. Con la nomina del segretario generale mi pare abbiamo raggiunto la sponda.

Ma su quell'altra di sponda c'è quasi mezza Cgil. Vi sono le condizioni per ritrovare l'unità?

Secondo me sì. Però serve un patto che contempli due ordini di problemi: il primo è che non vi possono essere discriminazioni fra segreterie e segreterie. Tutte devono essere improntate al pluralismo: è una regola

Gianni Pedò, 45 anni; sposato; un figlio, Stefano, universitario ad Agraria a Milano. Ama la montagna e la musica classica, con una netta predilezione per Beethoven. Per Pedò l'incontro con la fabbrica è precoce: a 17 anni è alla Om; due anni di scuola interna e poi nei reparti: d'estate nella vecchia sala motori; alla catena d'inverno. Subito aderisce al sindacato; la prima tessera è Fim; lo iscrive Giuseppe Gregorelli, allora leader dell'organizzazione cislina. L'anno appreso Pierino Valsecchi lo convince a passare alla Fiom. Da allora è rimasto coerente: fin troppo, dicono gli avversari. Dopo un breve distacco sindacale, nella primavera del '73 rientra in Om confinato - al reparto invalidi -, dice. Si licenzia. Approda nella struttura del sindacato; nel '74 è in segreteria della Fiom, allora dominata da Claudio Sabbatini; tre anni dopo è lui il segretario generale della più potente delle categorie cigiellina che controlla fino all'80 quando va a Milano, al Regionale, da dove rientra nell'86. Da allora è nella segreteria della Camera del Lavoro di Brescia, la 4° per importanza su scala nazionale; da sabato 6 luglio ne è segretario generale al termine di una tre giorni congressuale tesa come mai era accaduto nella pur vivace Cgil bresciana che ha sanzionato una spaccatura fra l'ala bertinottiana, che Pedò rappresenta, e quella di Trentin, dell'ex Panella.



Gianni Pedò

(A2 Foto)

che deve valere per tutti. Secondo aspetto: non possiamo perdere tempo, avere vuoti di direzione. Non si capirebbe la ragione del ritardo.

Possiamo azzardare una data...?

Una data? Prima del congresso regionale, quindi entro la fine di settembre gli assetti della Camera del lavoro di Brescia dovranno essere definiti. Brescia non ha nessuna malattia, nessuna peste, ha solo una maggioranza diversa: quindi non ha bisogno di quarantena.

A proposito di quarantena. C'è chi sostiene che la Cgil di Gianni Pedò corre un rischio serio: l'isolamento.

Non mi pare. La Cgil è oggi

una organizzazione preoccupata sì ma molto viva, strutturalmente forte.

Ma Cisl e Uil non mi pare siano particolarmente disponibili verso il nuovo corso. Soprattutto, dicono, non vogliono che si restauri la liturgia del mediare a Brescia quel che già è stato mediato (e deciso) a Roma.

Mi spiace che Cisl e Uil abbiano tali posizioni. Ma il vero problema è che a Brescia il processo unitario è ormai ridotto ai minimi termini. Non siamo riusciti a trovare l'accordo neppure sul nome dell'oratore che avrebbe dovuto tenere il comizio in piazza Loggia lo scorso 28 maggio. Ma Cisl e Uil non possono chiederci di essere d'acc-

cordo con Roma se d'accordo non siamo. Non romperemo sull'unità d'azione (scioperi, ndr.) ma sulle idee politiche ci riserviamo libertà di pensiero.

E col centro, col vostro centro, con Bruno Trentin, col quale lei ha una questione, per così dire, personale, che tipo di rapporti pensa potrà avere?

Vale quanto già detto: prima di dire sì (o no) Brescia vorrà vederci dentro. Il centralismo democratico è un impoverimento per la Cgil. La storia del sindacalismo bresciano è una storia lunga e gloriosa, fatta di vivacità e di critiche. Non sarò io che porterà indietro l'orologio di questa storia.

Ma questo, lei se ne rende

ben conto, rende praticamente impossibile realizzare, a Brescia, quell'unità d'azione auspicata con Cisl e Uil?

L'unità d'azione non deve essere di facciata. Cisl e Uil si guardino anche loro, come abbiamo fatto noi, al proprio interno. Che aspetta la Cgil bresciana a tornare a rischiare in proprio senza attendere le 'coperture' dei nazionali? Il sindacato bresciano deve molto alla Cisl e grazie anche alla Cisl se a Brescia su mezzo milione di lavoratori duecentomila sono tesseraisti nelle diverse organizzazioni. Perché, dunque, la Cisl non riscopra la tradizione che la fece grande?

La chiacchierata si avvia alla conclusione. Tre domande per così dire 'fuori-schema'. Posso chiederle quanto guadagna il segretario della Cgil?

Un milione e 700 mila lire al mese, più 290 mila lire per l'indennità di carica.

Lei avrà conosciuto molti imprenditori. C'è ne uno che stima in particolare?

Molti no. I rapporti li ho semmai tenuti con le direzioni, col management. Ricordo però positivamente Mauro Stefana, della Fratelli Stefana di Nave e Ospitaletto. Ha dimostrato di essere capace di mantenere gli impegni. Anche in momenti non facili.

Che cos'è che umilia di più un operaio?

Oggi è la sensazione di non contare nulla: in fabbrica e dentro il sindacato. Ne ho avuto una prova nel mio giro fra le fabbriche preparatorio al congresso. Tutti, tanti, troppi, aspettano la pensione.

Non è sempre stato così?

No, non sempre. Negli anni '80 il sindacato e gli operai contavano di più. Ecombe.

A qualcosa da aggiungere a quanto sin qui detto?

Ribadisco un concetto: a settembre ci attendono appuntamenti importanti. Mi auguro una ricomposizione rapida dei gruppi dirigenti della Cgil per dare piena titolarità e agilità alla nostra azione. Ritengo vi siano tutte le condizioni per arrivarvi.

Annexe 60 « Interview à Gianni Pedò, membre communiste du secrétariat de la CGIL de Brescia sur le Giornale di Brescia du 18 juillet 1991 ».

TELEGRAMMI DELLO STATO  
**TELEGRAMMA**  
 TELEGRAMME  
 TELEGRAMM  
 TELEGRAM

Qualifica Destinazione Provenienza

Numero Parole Data Ora Via o altre indicazioni di servizio

Indirizzo corretto: consegna più rapida / correct address: faster delivery / adresse exacte: remise plus rapide / richtige Adresse: schnellere Zustellung

**STAMPATELLO / BLOCK LETTERS / CARACTÈRE D'IMPRIMERIE / BLOCKSCHRIFT**

Destinatario / to  
 destinataire / Anschrift  
 Indirizzo / address  
 adresse / Adresse

BRUNO TRENTIN SEGRETERIA CGIL  
 CORSO ITALIA 25  
 R O M A

C. A. P. / P. L. Z. Località / place / localité / gegenù (Stato / country / pays / staal)

**TESTO / TEXT / TEXTE**

ESPRIMIAMO SODDISFAZIONE TUE DIMISSIONI  
 CHIEDIAMO INTERO GRUPPO DIRIGENTE NAZIONALE DI FARE  
 ALTRETTANTO VISTO CHE INDEGNAMENTE CI RAPPRESENTANO STOP  
 PROVIAMO VERGOGNA PER QUELLA PARTE DELLA CGIL CHE CON  
 CISL E UIL CONDIVIDONO L'ACCORDO SUL COSTO DEL LAVORO STOP

DELEGATI FIOM  
 INNSE BRESCIA

Indirizzo corretto: consegna più rapida / correct address: faster delivery / adresse exacte: remise plus rapide / richtige Adresse: schnellere Zustellung

Indicazioni obbligatorie ad uso dell'ufficio / Compulsory indications for official use only / espace réservé aux services administratifs  
 Indications obligatoires à l'usage officiel du bureau / Nur für Amtszwecke vorgeschriebene Angaben

Cognome / nome e domicilio del mittente  
 Sender's name and permanent address  
 Nom/prénom et domicile des Absenders

Amministrazione non assume alcuna responsabilità civile in conseguenza del servizio telegrafico / The P.T. Administration declines all responsibility for the telegraphic service / L'Administration ne prend sur soi aucune responsabilité civile en conséquence du service télégraphique / Die Verwaltung übernimmt keine Haftung für den telegraphischen Dienst.

**Annexe 61** « Télégramme des délégués de l'usine INNSE pour se féliciter de la démission de Bruno Trentin du secrétariat général de la CGIL ».

## Brescia «bertinottiana» dà fuoco alle polveri

BRESCIA - Mentre a livello nazionale, dopo la firma dell'accordo sul costo del lavoro e le dimissioni del segretario Bruno Trentin, la Cgil si dilacera, a Brescia la maggioranza «bertinottiana» della Camera del lavoro dà fuoco ai suoi cannoni, invitando esplicitamente alla consultazione dei lavoratori ed al ritiro della firma nel caso di una vittoria del no. E' una storia che, vichianamente, si ripete: pare di colpo di essere tornati indietro di alcuni anni, al clima che infuocò Brescia dopo l'accordo di San Valentino e che vide affermarsi nella nostra città il fenomeno degli autoconvocati. Con la differenza che la chiusura feriale delle fabbriche mantiene la protesta nell'ambito ristretto di quanti - e non sono davvero molti - sono rimasti al lavoro. La verifica effettiva si potrà avere pertanto solamente al rientro dalle ferie.

Intanto comunque partono i primi siluri: «*Indignati per contenuto accordo* - è scritto in un telegramma dello Spi, il sindacato pensionati cigiellino, inviato alla segreteria nazionale della Cgil - *chiediamo ritiro firma della Cgil e convocazione assemblee lavoratori e pensionati*». Il fax che riporta il testo del telegramma giunge in redazione accompagnato da una presa di posizione dei segretari Giovanni Deiai e Renato Lanzini: il titolo, eloquente, è «*La disriatta*».

Toni altrettanto accesi nel comunicato del Cdf della Mir di Brescia, dove i rappresentanti dei lavoratori, «*indignati e traditi, condannano le segreterie nazionali per aver incondizionatamente accettato un accordo che è ricatto inaccettabile, attacco al salario ed alla libertà contrattuale*». Anche per i segretari della Funzione pubblica Cgil Franzoni, Pavaneili e Filippini l'accordo è da respingere in quanto rappresenta «*una sconfitta per il sindacato e per la democrazia sindacale*».

guer.

**Annexe 62** « Article de *Sindacato Oggi* sur la mobilisation de la CGIL de Brescia contre l'accord inter-confédéral du 31 juillet 1992 ».

COMUNICATO URGENTE SUGLI SCIOPERI NELLE FABBRICHE BRESCIANE  
CONTRO I PROVVEDIMENTI DEL GOVERNO

Dopo aver subito l'accordo del 31 luglio che toglie la scala mobile e la beffa della successiva svalutazione con l'aumento dei prezzi i lavoratori bresciani delle fabbriche metalmeccaniche sono scesi questa mattina spontaneamente in sciopero chiedendo con rabbia e grande tensione lo sciopero generale per far tornare indietro il Governo sulle pensioni, sulla sanità e sul fisco. Sono scesi in sciopero questa mattina con adesioni vicine al 100% la OM IVECO di Brescia (4.200 dip.), in questa fabbrica gli scioperi sono partiti spontaneamente dai reparti e hanno fermato tutta la produzione. Alla Beretta (800 dip.) i lavoratori e il coraggio dei delegati hanno vinto le resistenze di alcune Organizzazioni Sindacali e hanno scioperato al 99%.

Alla ATB (400), alla Metra (250), alla Borgonova (450), alla Nuova Perani (150), alla Stanadyne (350), all'Eural (250), alla Sangiacomo (250), alla Elma (25), alla Berardi (450), alla Alcolors (130), alla Petitpierre (200), alla U.O.P. (50), alla Ideal Clima (210), all'Innse (400) e alla Falck (650) tutti i lavoratori sono scesi in sciopero facendo assemblee volanti sui luoghi di lavoro approvando ordini del giorno che chiedono lo sciopero generale per fare arretrare la vergognosa azione del Governo. Alla Breda FIM e FIOM di fabbrica hanno dichiarato lo sciopero e con un corteo numeroso si sono recati alla Camera del Lavoro chiedendo ai dirigenti sindacali di impegnarsi per la procamazione dello sciopero generale nazionale. l'elenco delle fabbriche è assolutamente incompleto e verrà aggiornato man mano che i delegati comunicheranno le iniziative nelle loro fabbriche.

Fiom Brescia

*U. Lottori*



**Annexe 63** « Communiqué de presse de la FIOM de Brescia sur les grèves spontanées dans les usines de Brescia ».

## La Cgil di Brescia: «Consultazione»

BRESCIA - La Camera del lavoro di Brescia non è chiusa per ferie, ma certo i ranghi sono ridotti. Gianni Pedò, rientrato dalla ferie in gran fretta, ieri non ha convocato il direttivo rimandando le valutazioni collegiali e i pronunciamenti della Confederazione all'ultima settimana di agosto. Da lunedì 24, infatti, parte delle fabbriche riaprirà i battenti e l'attività sindacale riprenderà a pieno regime.

Sull'accordo per il costo del lavoro firmato venerdì sera, il segretario generale prende posizione con un documento firmato insieme a Maurizio Zipponi segretario della Fiom. Eccone il testo. «La gestione oligarchica e non autonoma della Cgil ha portato a questo disastro annunciato. Ottaviano Del Turco, anziché dimettersi, minaccia con tardivamente, ha cercato di opporsi alla resa. Senza coraggiose modifiche del gruppo dirigente nazionale e di linea e senza regole democratiche esigibili, si preparano altri drammi sociali e altre rotture con gli iscritti della Cgil e con i lavoratori. È somma ingiustizia che lo sfascio prodotto dai governi a guida democristiana e socialista, da una borghesia inetta e da un sistema corrotto, siano pagati per intero dal lavoro dipendente e in parti-

colare dai pensionati e dai lavoratori del settore privato. Con gli stessi propositi il governo e la Confindustria preparano, attraverso la delega ricevuta, i provvedimenti per le pensioni e la sanità. Davvero, malgrado questa batosta, si può ancora tentare di recuperare credibilità, se la Cgil promuoverà la consultazione e, se l'esito sarà negativo, ritirerà la propria firma. Per noi a Brescia il pronunciamento della magistratura relativo alla scala mobile e la decisione di aprire la contrattazione articolata, restano punti imprescindibili», conclude il documento.

Preso di posizione anche dai pensionati della Cgil. Con un telegramma alla segreteria nazionale della Confederazione, le segreterie dello Spi-Cgil di tutte le zone della provincia chiedono il «ritiro della firma e le assemblee di tutti i lavoratori e pensionati». In un documento Giovanni Delai e Renato Lanzini, segretari dello Spi, dopo aver bocciato l'accordo ricordano che «titolari della contrattazione articolata sono i lavoratori». Infine prende posizione sull'accordo per il costo del lavoro anche la segreteria bresciana di Rifondazione che chiede al presidente Amato di «non dichiarare valido l'accordo».

**Annexe 64** « Article du *Brescia Oggi* du 4 août 1992 sur la demande de la CGIL de Brescia d'une consultation des salariés sur l'accord du 31 juillet 1992 ».

## Cgil, ancora «no» all'accordo

BRESCIA - Continuano le prese di posizione dentro la Camera del lavoro di Brescia - anche se con toni di volta in volta diversi - contro l'accordo sulla riforma del salario che ha portato alla abolizione della scala mobile. Un accordo che, lo ricordiamo, ha provocato una profonda frattura dentro la Cgil.

Marco Fenaroli, segretario trentiniano della Camera del lavoro, dice un chiaro 'no' all'intesa. «Venerdì a mezzogiorno da Brescia avevamo inviato un fax alla segreteria nazionale della Cgil chiedendo di non firmare l'accordo proposto dal governo. Cgil, Cisl e Uil hanno firmato, ma è una sconfitta delle proposte del sindacato, non solo della Cgil, anche delle proposte unitarie su struttura del salario e contrattazione. Perché uno scarto così radicale dalla piattaforma sulla difesa dei salari reali al risultato del blocco e del taglio? Io trovo una sola ragione, puramente politica: una verticale caduta di autonomia nei confronti del governo. L'Italia ed il suo sistema produttivo versano in gravissime condizioni, ma qui non siamo in presenza né di un patto sociale classico, cioè uno scambio tra abbassamento

dei salari ed occupazione, né di scambio politico». «Così ora le contraddizioni si sono spostate al nostro interno, liberando il governo da tante difficoltà. Obiettivamente le dimissioni di Trentin non possono riguardare solo lui, chiamano in causa tutto il gruppo dirigente. Sulla base del necessario chiarimento si dovrà tentare la ricostruzione di un rapporto con i lavoratori, tentare la definizione di vincoli unitari, non solo nei documenti, ma anche nelle trattative, così che la ripresa del confronto non ripeta a fotocopia la sconfitta del 31 luglio».

Sull'accordo intervengono anche Silano Franzoni, Rosa Pavanelli e Vincenzo Filippini (funzione pubblica). Per i tre segretari «l'accordo deve essere respinto per due ragioni: è una sconfitta del sindacato; è una sconfitta della democrazia sindacale». «Non è accettabile - scrivono i segretari - per la Cgil la rinuncia al ruolo contrattuale». Sergio Savoldi e Luciano Pedrazzini (coordinatori Cgil in Provincia e Comune) chiedono «l'immediato ritiro dell'adesione al protocollo dell'intesa, favorendo le condizioni per un'ampia consultazione».

**Annexe 65** « Article du *Brescia Oggi* du 5 août 1992 sur la position de la CGIL de Brescia ».



Cresce la protesta contro la firma dell'intesa sul costo del lavoro. Riunioni infuocate in tutto il Nord

# Pioggia di «no» dalla periferia

Ma Del Turco insiste: «Abbiamo salvato i primi posti di lavoro»

- Si estende però anche il sostegno a favore di Trentin. Decine di telegrammi per chiedere il ritiro delle sue dimissioni
- Grandi, segretario confederale, torna a chiedere il congresso straordinario e attacca i dirigenti di area socialista

di DIODATO PIRONE

E' già autunno caldo per la Cgil. Schiacciata fra l'accordo sul costo del lavoro e la crisi occupazionale in arrivo, senza segretario, afflosciata su se stessa mentre Borsa e Banca d'Italia si sono già tuffate nella nuova fase aperta dall'intesa appena firmata, l'organizzazione sindacale più importante d'Italia continua a macerarsi in vista di un settembre decisivo. Che ne scolpirà il profilo per i prossimi anni. Solo il segretario aggiunto Ottaviano Del Turco, in serata, trova il tempo per cogliere al baizo la palla lanciata da Carlo Azeglio Ciampi con la riduzione del tasso di sconto per rilasciare alle agenzie una penetrante dichiarazione. «E' il segno che l'accordo è stato utile - ha detto Del Turco - Riducendo gli interessi abbiamo salvato i primi posti di lavoro».

Ma lo stesso Del Turco, in mattinata, era stato protagonista di un primo duello all'arma bianca con il bassoliniano Grandi che aveva chiesto un congresso straordinario della Cgil e, di conseguenza, il rinnovo degli incarichi. Fra i due sono volate parole pesanti. Già perché in Cgil non si è aperto solo il caso Trentin. E' forte fra i quadri dirigenti legati alle varie anime pidiessine anche il malumore verso Del Turco, accusato di scarsa autonomia verso un governo guidato da un socialista e di aver messo i bastoni fra le ruote (ma lui lo ha smentito ieri al *Messaggero*) al tentativo di Trentin di modificare l'accordo.

E questo mentre in periferia consigli di fabbrica e

organismi regionali e provinciali sfidano l'estate e si ostinano a non farsi risucchiare dalle ferie per far rullare minacciosamente i propri tamburi. Impossibile fare un quadro completo delle posizioni e soprattutto capire qual è il peso effettivo di riunioni e comunicati moltiplicatisi nel corso della giornata. Ma dalla Lombardia, dal Piemonte sono davvero molti i messaggi favorevoli al ritiro della firma della Cgil dall'accordo e qualcuno si spinge fino al rifiuto della solidarietà a Trentin. Per il segretario dimissionario, comunque, non si contano più le richieste di restare al suo posto.

Comunque nell'agenda della Cgil gli appuntamenti di fine agosto, quando di riunirà il Comitato direttivo, si infittiscono e pesano tutti come macigni: cosa fare sull'intesa sul costo del lavoro? E come sciogliere il nodo Trentin? Dalle risposte a queste domande arriverà un possibile riassetto degli equilibri interni. E' sempre più chiaro, infatti, che le dimissioni di Trentin hanno un triplice significato: da una parte tendono a far uscire Amato allo scoperto per "costringerlo" a far pagare il risanamento non solo ai lavoratori dipendenti, dall'altro riaprono il capitolo dell'autonomia del sindacato (non solo la Cgil) dai partiti ed in particolare dell'autonomia dei dirigenti Cgil e, infine, cercano di assorbire i possibili contraccolpi antisindacali di frange di lavoratori inviperiti per il placet sindacale ad un accordo duro per operai e impiegati.

Da questo punto di vista a settembre si aprirà un

altro capitolo di polemiche sindacale in Italia. C'è l'accordo firmato vane scorso il sindacato confederale italiano ha accettato una sorta di pace sociale, contratti integrativi e aumenti salariali per tutti '93) che spunta le sue ghie. Ma l'accordo riguarda solo Cgil, Cisl e Uil. Ma faranno gli autonomi. Non a caso già lo Sn, sindacato autonomo di scuola, ieri ha lanciato i suoi strali contro l'accordo e contro i sindacati che hanno firmato.

La Confindustria, ne affida le proprie considerazioni al direttore generale Innocenzo Cipolletti. «Dispiace quello che accadendo nella Cgil-Cipolletti-Ma sono convinto che il sindacato perderà presto questo momento». Poche parole esortatorie l'incubo di settembre con le fabbriche in rivolta.

2  
IL MESSAGGERO  
MARTEDI'  
4 AGOSTO 1992

## PER UN SINDACATO DEMOCRATICO

MANIFESTO

18.9.92

L'assemblea dei delegati metalmeccanici di Brescia ritiene gravissima la crisi delle Organizzazioni Sindacali CGIL-CISL-UIL nel rapporto con i lavoratori.

Tale crisi si è manifestata in tutta la sua portata con l'accordo del 31 luglio 1992 nel quale si è verificata una rottura profonda con ognuno degli iscritti al sindacato.

Rottura che parte innanzitutto dalla sfiducia ormai esplicita verso un gruppo dirigente che viola costantemente le regole democratiche previste dai congressi.

Siccome nei luoghi di lavoro i lavoratori hanno bisogno del sindacato, noi respingiamo l'idea della scissione o di nuove componenti o correnti. Anzi, riteniamo che sia ormai insopportabile il legame ed il rapporto tra alcuni dirigenti sindacali e i partiti, così come è grave la caduta di autonomia.

Per noi esiste quindi un problema democratico, l'esigenza di un sindacato generale e la necessità di far valere sempre più l'esperienza e la politica sindacale a partire da ciò che siamo nei luoghi di lavoro.

Per queste ragioni riteniamo importante controbattere la rassegnazione, lo scoramento e l'abbandono con l'idea di iniziare una fase costituente per un sindacato democratico, regolato per legge, che abbia come base i diritti dei lavoratori ad eleggere i propri rappresentanti, a votare sempre sul mandato e sulle condizioni a trattare.

Dopo l'accordo del 31 luglio si

pone il problema di chi ha il diritto a trattare e del mandato. Oggi questo diritto viene affidato ai sindacati maggiormente rappresentativi dallo statuto dei diritti dei lavoratori. Questo autorizza qualsiasi organizzazione sindacale a firmare accordi senza che questi siano approvati dagli interessati, violando la libertà del cittadino-lavoratore. Vogliamo verificare se questa norma può essere abrogata con un referendum nazionale.

Sindacato democratico e autonomia dal centro nazionale spostando risorse e poteri, sono i cardini della proposta che vogliamo costruire e proporre ai delegati delle fabbriche italiane.

Perciò nominiamo un gruppo di lavoro di soli delegati di fabbrica i quali hanno il compito di preparare una proposta chiara di carta costitutiva dei diritti dei lavoratori e delle lavoratrici nel sindacato, oltre che preparare proposte concrete per l'autonomia politica organizzativa.

Tale proposta la vogliamo discutere nei prossimi giorni con tutti i Consigli di Fabbrica italiani in un appuntamento nazionale.

### I DELEGATI DI BRESCIA:

Zocca Antonio (Stefana F.lli)  
Saleri Giovanni (Beretta)  
Benedini Giuseppe (Om-Iveco)  
Guarneri Enrico (Ocean)  
Barbieri Giuseppe (Ocean)  
Pedersoli Bruno (Om-Iveco)  
Mazzetti Adelino (Gnutti Transfer)

## LAVORATORI METALMECCANICI

La notte del 31 luglio Governo sindacati e imprenditori hanno firmato un protocollo d'intesa che prevede:

- la definitiva soppressione della scala mobile, che sarà "compensata" da un aumento salariale di 20.000 lire mensili per 13 mensilità dal 1° gennaio 1993. Si prevede nella seconda parte del negoziato, che dovrà riprendere nel corrente mese di settembre, la definizione di un non meglio identificato sistema di "parziale difesa del potere d'acquisto dei salari", che dovrebbe intervenire in caso di pausa troppo lunga tra un contratto e l'altro.
- Una tregua nella contrattazione salariale aziendale fino al 31 dicembre 1993.

Questi sono in estrema sintesi i fatti. Quello che è accaduto è di una gravità eccezionale: si è deciso senza colpo ferire la scomparsa della scala mobile in contrasto con l'impostazione della CGIL, fondata sulla riforma e non sulla cancellazione della contingenza; si rischia un ulteriore blocco della contrattazione aziendale proprio mentre migliaia di lavoratori e lavoratrici riprendono le vertenze in fabbrica dopo una già lunghissima tregua.

La Fiom di Brescia ribadisce che la contrattazione aziendale non è a disposizione delle Confederazioni CGIL-CISL-UIL. Pertanto le vertenze aziendali, laddove sono state aperte o si deciderà di aprirle, si dovranno svolgere regolarmente. Peraltro questa indicazione è contenuta nella lettera spedita dal Direttivo CGIL al Presidente del Consiglio.

Il Governo non solo non ha svolto alcun ruolo di mediazione, ma ha sostanzialmente favorito le posizioni oltranziste della Confindustria, esercitando inaudite pressioni sul sindacato perchè accettasse un'intesa che ridurrà il salario dei lavoratori. Nessun impegno riformatore è contenuto nell'intesa, che interviene unicamente sul reddito del lavoro dipendente. Anzi il Governo si prepara oggi a colpire le pensioni e il sistema sanitario.

Tutto questo è avvenuto al di fuori di un qualsiasi percorso di discussione con i lavoratori minimamente democratico.

Le regole di democrazia vanno quindi ripristinate.

E' necessario interrompere la seconda parte del negoziato prevista nei prossimi giorni e procedere ad un'ampia discussione in tutti i luoghi di lavoro che esprima un giudizio sull'intesa e un mandato sulla prosecuzione del negoziato.

Milioni di lavoratori e lavoratrici si sentono nel nostro paese oggi più di ieri vittime di una grande ingiustizia. Bisogna ascoltarli prima che sia troppo tardi mettendo in campo la mobilitazione fino alla proclamazione dello sciopero generale contro il Governo e Confindustria.

Il grave errore dell'accordo del 31 luglio ha generato sentimenti di sfiducia, rassegnazione ed abbandono tra i lavoratori verso il sindacato.

La Fiom di Brescia intende reagire tornando nelle fabbriche, parlando e decidendo con i lavoratori.

**PER QUESTE RAGIONI È CONVOCATA UNA  
IMPORTANTE ASSEMBLEA DEI DELEGATI  
FIOM IL GIORNO 11 SETTEMBRE ALLE ORE 9  
PRESSO LA CAMERA DI COMMERCIO A CUI SE-  
GUIRANNO LE ASSEMBLEE DI FABBRICA.**

**Annexe 68** « Tract de la FIOM de Brescia contre l'accord du 31 juillet 1992 ».

# LAVORATORI METALMECCANICI

- I delegati e le delegate della Fiom di Brescia si sono oggi riuniti in assemblea per valutare il protocollo del 31 luglio e per discutere sul ruolo e l'iniziativa del sindacato nell'attuale difficile situazione economica e sociale.
- La discussione si è svolta nella generale consapevolezza di essere giunti a un punto di crisi drammatico nel rapporto che ha finora legato vaste masse di lavoratori e lavoratrici al loro sindacato e in particolare alla CGIL.
- E' in questo contesto che l'assemblea esprime con nettezza un giudizio negativo sul protocollo del 31 luglio; la soppressione della scala mobile, i limiti posti alla contrattazione articolata, sono concreti esempi della pretesa del governo e degli industriali di governare la crisi economica del Paese scaricandone i costi quasi esclusivamente sui lavoratori dipendenti. Con l'aggravante di aggiungere ai costi materiali l'umiliazione di un movimento dei lavoratori che non ha voce in capitolo nel Paese e che ancora una volta non è stato ascoltato dal sindacato.
- Gravissima è la situazione economica del Paese, giunta probabilmente a un punto di non ritorno: è finito lo stato assistenziale così come l'abbiamo conosciuto dal dopoguerra ad oggi, perchè non ci sono più le risorse necessarie al suo mantenimento; ma la fine dello stato assistenziale non può, non deve diventare la fine dello stato sociale, una sorta di americanizzazione nella quale anche i diritti fondamentali come la salute sono riservati a chi se li può pagare. E' un ciclo nuovo che si deve aprire, nel quale le risorse saranno certamente più limitate, ma proprio per questo è vitale per la nostra democrazia che energici provvedimenti all'insegna dell'austerità vengano presi anzitutto verso i ceti sociali privilegiati. Il 31 luglio si è scelta una direzione diversa e la drammatica crisi del Paese è stata ridotta ad un pretesto che male nasconde una politica profondamente conservatrice.
- A questa offensiva, è mancato l'argine dei gruppi dirigenti di tutti i tre sindacati, e la stessa CGIL ha firmato il protocollo violando consapevolmente il mandato a trattare la riforma, e non l'abolizione della contingenza, commettendo un errore che poteva e doveva essere evitato. Cresce tra gli iscritti e tra i lavoratori un diffuso sentimento di ingiustizia subita, mentre si riapre più acuto che mai un problema di democrazia. Lo strappo è stato violento e i delegati metalmeccanici di Brescia mandano a dire alla CGIL che le parole non bastano a sanarlo.
- Si apre ora la seconda parte della trattativa, sul sistema contrattuale, su pensioni e sanità, con il rischio evidente che possa andare avanti una nuova offensiva contro lo stato sociale che comporterebbe pesantissimi prezzi per i lavoratori e i pensionati. Questo esito può ancora essere evitato, anche se la strada si presenta tutta in salita, ma prima di ogni altra cosa è necessario restituire la parola ai lavoratori, aprendo in ogni fabbrica una discussione sul protocollo del 31 luglio e sulla piattaforma con la quale il sindacato si presenta alla trattativa di settembre con governo e Confindustria. Decisiva sarà quindi la consultazione che si dovrà chiudere con un mandato vincolante e dovrà anche essere una verifica per i gruppi dirigenti a tutti i livelli.
- La salvaguardia del sistema pensionistico e sanitario, la conquista di un sistema di indicizzazione dei salari, la difesa dei lavoratori da ulteriori aumenti della pressione fiscale, la definizione di un sistema contrattuale che garantisca con certezza due livelli di contrattazione, sono elementi imprescindibili da una iniziativa sindacale che deve far tornare in campo lavoratori e lavoratrici. Sono in particolare indisponibili i diritti al pensionamento a 35 anni di contribuzione, il rendimento annuo del 2% pari al 70% della retribuzione. Su queste questioni la CGIL dovrà promuovere tutte le lotte necessarie fino allo sciopero generale.
- Nel contempo i delegati metalmeccanici di Brescia affermano con chiarezza la loro indisponibilità ad ogni ulteriore tregua nella contrattazione aziendale, dopo quella già molto lunga conclusasi lo scorso mese di aprile; oltre 11.000 metalmeccanici bresciani sono in vertenza, 2.000 di essi hanno già rinnovato il contratto aziendale. Le vertenze aperte devono essere condotte a buon termine e nuove piattaforme dovranno essere varate in ogni azienda nella quale i lavoratori interessati decideranno di farlo. Assieme a questi lavoratori ci saranno la Fiom e la CGIL di Brescia.
- I delegati e delegate della Fiom di Brescia, decidono di organizzare in tutte le fabbriche le assemblee raccogliendo ovunque e verbalizzando quanto hanno da dire i lavoratori.
- Non può però essere sottaciuto che questa non sarà una normale consultazione, essendo a tutti drammaticamente presente che lo strappo del 31 luglio potrebbe non essere risanato.
- Se così fosse, le stesse istanze generali di giustizia e solidarietà su cui si fonda il movimento dei lavoratori, verrebbero pesantemente compromesse, aprendo fors'anche il varco ad avventure autoritarie.
- Per questo la Fiom di Brescia e i suoi delegati rivolgono agli iscritti e ai lavoratori un appello pressante e non lasciare il campo, a far sentire la propria voce, a sconfiggere la rassegnazione, a restare nel sindacato. Molto c'è ancora da fare e troppo prezioso è quello che potremmo perdere.

**Assemblea delegati Fiom - CGIL Brescia  
11 settembre 1992**

Approvato a maggioranza con 10 voti contrari e 13 astenuti.

**Annexe 69 « Document final de l'Assemblée des délégués de la Fiom de Brescia du 11 septembre 1992 ».**

**MOZIONE CONCLUSIVA APPROVATA DALL'ASSEMBLEA NAZIONALE  
DEI CONSIGLI DI FABBRICA UNITARI CGIL-CISL-UIL**

MILANO, TEATRO LIRICO 27 NOVEMBRE '92

L'Assemblea nazionale dei CdF unitari, riunita a Milano al Teatro Lirico, il 27 novembre 1992, esprime le seguenti valutazioni;

① – l'iniziativa intrapresa dai CdF sui temi della lotta contro la politica economica del governo e l'attacco confindustriale a salario e occupazione, registra sempre maggiori consensi tra le strutture di rappresentanza nei luoghi di lavoro e una sempre maggiore diffusione sul territorio nazionale;

② – questa iniziativa inoltre ha trovato un significativo punto di incontro con altre esperienze sviluppatesi in queste settimane e mesi: quello rappresentato dalla necessità, ormai improcastinabile di rifondare su basi democratiche il sindacato in questo paese, a partire dalla costituzione di una rappresentanza, democraticamente eletta e dotata di poteri contrattuali, in tutti i luoghi di lavoro. Su questo tema il giorno 4/12 a Milano si riunirà il Coordinamento dei Consigli Unitari per valutare i risultati dell'Assemblea Nazionale per confrontarsi e decidere in merito alla necessità di superare il "monopolio di rappresentanza" anche con l'utilizzo dello strumento referendario, valutando la possibilità di costituire un apposito Comitato;

③ – l'iniziativa dei Consigli Unitari ha inoltre e finora impedito che, anche nel sindacato italiano, i processi di istituzionalizzazione e distacco irreversibile dalla propria stessa base associativa, si compissero fino in fondo, tuttavia, a fronte della profondità della crisi sociale del paese, l'assemblea ritiene che il sindacato confederale non abbia tratto le necessarie conseguenze, sia in termini di individuazione degli obiettivi, che in termini di indicazione di lotta;

④ – l'assemblea ritiene allora che il ruolo del movimento dei CdF sia ben lontano dall'essere esaurito e, a partire dalla piattaforma elaborata nella scorsa assemblea del 9 novembre, individua le seguenti priorità:

- recupero del Fiscal Drag, non è infatti accettabile questa decurtazione del salario reale, che sarà concretamente palpabile con la tredicesima mensilità, che tra l'altro porterà ad una drammatica moltiplicazione degli effetti recessivi della attuale politica economica con i suoi devastanti impatti occupazionali;
- introduzione di un meccanismo automatico, universale e permanente di adeguamento dei salari e salvaguardia della contrattazione articolata: Confindustria, Governo e vertici di CGIL-CISL-UIL devono sapere che il movimento dei CdF si batterà contro gli effetti del "31 luglio" e contro qualsivoglia tentativo di sua riedizione e da questo punto di vista l'assemblea ribadisce che CGIL-CISL-UIL non hanno nessun mandato né a trattare né tantomeno a chiudere su alcuna ipotetica "fase due";
- la difesa dell'occupazione passa attraverso il superamento della difesa parziale e settoriale da un lato e dall'altro, deve considerare come suo momento necessario la sconfitta della politica economica del governo Amato, con i suoi contenuti recessivi e le sue scelte di dissennata privatizzazione.

**Annexe 70 « Document final de l'Assemblée nationale des Conseils d'usine unitaires de CGIL-CISL-UIL du 27 novembre 1992 ».**

**DOCUMENTO SULLA DEMOCRAZIA SINDACALE  
ASSUNTO DAL DIRETTIVO FIOM DI BRESCIA DEL 1 FEBBRAIO 1993**

I sottoscritti delegati/e della Fiom di Brescia ritengono improrogabile affrontare la riforma del sindacato con ogni mezzo a disposizione.

Infatti dopo che sono state violate le regole democratiche nella conclusione del nostro Contratto Nazionale di Lavoro e nell'accordo del 31 luglio si è registrata una profonda rottura con i lavoratori.

A questo disagio non vi è stata ancora nessuna risposta da parte delle Organizzazioni Sindacali Nazionali.

Solo i delegati nelle fabbriche e alcune strutture sindacali, tra cui la Fiom di Brescia, si sono messe in moto per cambiare davvero il sindacato.

Il punto centrale intorno a cui tutte le proposte devono ruotare è quello di ridare il diritto di voto ai lavoratori e alle lavoratrici sui propri rappresentanti, sulle piattaforme e sugli accordi.

Per queste ragioni riteniamo fondamentale che nella discussione aperta nel Paese sulle riforme istituzionali vi sia una proposta di legge che ristabilisca un corretto e democratico rapporto con i lavoratori.

A questo scopo si deve sostituire il monopolio della rappresentanza di CGIL-CISL e UIL con regole certe e esigibili.

La proposta e l'approvazione di una legge deve essere incentivata da un Referendum abrogativo di quella parte dell'articolo 19 dello Statuto che garantisce a CGIL-CISL e UIL la possibilità di rappresentare i lavoratori e firmare accordi senza mai verificarne il consenso.

A tal fine un gruppo di delegati sindacali delle realtà più importanti di Italia, tra cui la OM-IVECO e la STEFANA F.lli di Brescia hanno depositato il quesito referendario presso la Corte di Cassazione ed hanno definito una proposta di legge.

Nei prossimi mesi verranno raccolte le firme sia per i referendum abrogativo, sia per la proposta di legge popolare per la democrazia sindacale.

I delegati di Brescia si impegnano ad estendere il dibattito e le iniziative su questo tema in tutte le zone della provincia appena sarà costituito il Comitato Nazionale per il referendum previsto per i primi giorni di febbraio.

Riteniamo che questa iniziativa insieme alla lotta per difendere lo stato sociale e la libertà di contrattazione sia l'unica strada per ricostruire l'unità, salvare l'idea di sindacato e di ripristinare la fiducia dei lavoratori.

Brescia, 1.2.1993

(seguono firme)

**Annexe 71** « Document sur la démocratie syndicale de la FIOM de Brescia du 1 février 1993 ».

## VOLTARE PAGINA

I metalmeccanici hanno subito la rottura dell'unità e la crisi totale della democrazia. La mancata consultazione sull'accordo del 31 luglio, sul contratto nazionale, su tanti accordi aziendali e sui delegati, rappresenta il punto più grave della crisi sindacale. Mentre la Confindustria persegue un evidente progetto di destra sul piano sociale e di imposizione autoritaria in fabbrica, dimostrata nella trattativa sul costo del lavoro, noi non abbiamo un riferimento generale nazionale che permetta di costruire, anzi di ricostruire, il sindacato in fabbrica.

Il successo della campagna per la democrazia sindacale promossa dai Consigli di Fabbrica Unitari, il referendum sull'art.19, la proposta di legge della CGIL intervengono su tutto questo. Ma la lotta per restituire ai metalmeccanici il diritto di voto deve toccare anche la vita interna delle Organizzazioni. Come delegati sindacali e militanti della Fiom non ci sentiamo più di aspettare che leggi e contratti ci restituiscano il diritto a decidere su chi ci rappresenta e su quali accordi fare. Il contratto nazionale è alle porte e prima di partire vogliamo che nella nostra Organizzazione il ripristino della democrazia sindacale sia la regola alla quale sin d'ora si attengano tutti i gruppi dirigenti.

Nella Fiom proprio per la nostra esperienza la questione democratica è stata il punto di maggiore crisi nel rapporto con i militanti e gli iscritti. Per questo vogliamo ripartire proponendo poche e semplici regole:

- a) la Fiom non firmerà accordi senza il mandato espresso con il voto dei lavoratori interessati;
- b) la Fiom non nominerà propri rappresentanti sindacali aziendali senza libere elezioni democratiche tra i lavoratori;
- c) la Fiom supera nella propria vita interna le correnti di partito. Viene per questo abolita la figura del Segretario generale aggiunto ;
- d) la Fiom decide di spostare risorse e poteri alle strutture di fabbrica rilanciando così l'azione di delegati e delegate nei luoghi di lavoro.

La parola che ci accomuna è "ricostruzione";

- ricostruzione del sindacato dei Consigli di fabbrica che contratta davvero,
- ricostruzione di un sindacato generale che sia rappresentativo e democratico,
- ricostruzione di un nuovo gruppo dirigente che rilanci la Fiom.

Di questo i metalmeccanici hanno bisogno.

Su questo appello firmandoci con nome, cognome e fabbrica intendiamo raccogliere le adesioni di delegati/e sindacali al di fuori di vecchie e nuove componenti, di vecchie e nuove maggioranze e minoranze.

Di un congresso che ormai non esiste più noi delegati e delegate, iscritti/e alla Fiom, pensiamo sia giunto il momento di "voltare pagina" e ci riuniamo il giorno

**12 luglio a Brescia alle ore 10**

**presso la Camera del Lavoro (a 100 metri dalla stazione FF.SS).**

**Annexe 72 « Appel –Voltare pagina- des Conseils d'usine de Brescia ».**





# Table des interviews

---

# ***Interviews aux militants et dirigeants syndicaux et politiques concernant le Mouvement des salariés « Autoconvocati » de 1984***

<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Date</b>
CAVEDO	ALBERTO	15/07/13
CAMPOVECCHI	BRUNO	18/07/13
RAVA	ROBERTO	11/09/13
BOSIO	CLAUDIO	11/09/13
FILIPPINI	DARIO	12/09/13
BENEDINI	GIUSEPPE	17/09/13
SCALI	NICODEMO	17/09/13
PAPA	ADRIANO	18/09/13
ZOCCA	ANTONINO	20/09/13
FRACASSI	GRAZIANO	20/09/13
SQUASSINA	OSVALDO	20/09/13
GUIZZI	PIETRO	23/09/13
PEDRONI	LUCIO	24/09/13
CADENELLI	ERNESTO	25/09/13
CREMASCHI	GIORGIO	25/09/13
BETELLA	LUCIANO	26/09/13
FLORA	RUGGIERO	27/09/13
COLOSINI	CARLO	28/09/13
MELGARI	LIVIO	29/09/13
BELLETTI	GIANNI	30/09/13
BELTRAMI	ALESSANDRO	30/09/13
MAZZETTI	ADELINO	02/10/13
TAGLIETTI	ADRIANO	03/10/13
BORTOLINI	RENZO	04/10/13
LANDI	GIOVANNI	07/10/13
ZIPPONI	MAURIZIO	07/10/13
AMADIO	MARTINO	09/10/13
PALETTI	LORENZO	10/10/13
SEMENZI	LUIGINO	10/10/13
IMBERTI	PIETRO	14/10/13
SCOTUZZI	ARMANDO	15/10/13
GAFFURINI	LUIGI	15/10/13
LAMBERTI	LUIGI	16/10/13
SALERI	GIOVANNI	16/10/13
GAMBA	MARINO	23/10/13
DONINI	LUCIANO	24/10/13
MATTIA	FRANCO	24/10/13
RUZZENENTI	MARINO	25/10/13
GRECO	DINO	26/10/13
SORTENI	ANNA	28/10/13
GREGORELLI	ALDO	29/10/13
REBECCHI	ALDO	31/10/13
GATTI	MARSILIO	13/11/13
SAVOLDI ( et femmes de la CGIL)		09/11/13
CINQUE	SALVATORE	21/11/13
FENAROLI	MARCO	25/11/13

***Interviews aux militants et dirigeants syndicaux et politiques concernant les évolutions politiques et syndicales du début des années 1990***

<b>BERTOGLIO</b>	MANUELA	18/05/2017
<b>BOZZI</b>	DINO	20/05/2017
<b>PANIZZA</b>	CELESTINO	24/05/2017
<b>PELUCCHETTI</b>	ACHILLE	26/05/2017
<b>DUINA</b>	UMBERTO	03/06/2017
<b>FRANZONI</b>	PAOLO	03/06/2017
<b>BENEDINI</b>	GIUSEPPE	05/06/2017
<b>CAIM</b>	GIUSEPPE	08/06/2017
<b>SORIO</b>	SEBASTIANO	08/06/2017
<b>FRERA</b>	GIORGIO	09/06/2017

# Extraits des Interviews 1984 – 1990

---

## **Interview de Alberto Cavedo**

### **Délégué FIOM-CGIL à l'usine Alfa Acciai**

Sono nato a Manerbio nel 1955. Mio padre faceva l'ambulante e mia madre la casalinga. Dopo la scuola dell'obbligo a 14 anni, ho cominciato a lavorare come manovale in un'impresa edile e poi alla Fonte Tavina di Salò, azienda di imbottigliamento di acque minerali. In seguito ho lavorato al Mollificio bresciano di San Felice del Benaco che produceva balestre per autotreni e autovetture. Solo nel 1977 entrai all'Alfa Acciai, fabbrica di produzione di acciai speciali situata nel comune capoluogo. Sono stato eletto quasi subito delegato e nel 1979 entrai nel consiglio di fabbrica. Sono sempre stato iscritto del PCI.

*Partiamo dal decreto di San Valentino. La mattina del 14 febbraio 1984 a Brescia centinaia di fabbriche entrano in sciopero, organizzano manifestazioni e iniziative spontanee. Il motore di tutto questo è il consiglio di fabbrica dell'ATB (Acciaieria tubificio bresciano), azienda storica della nostra città, che lancia un appello alla mobilitazione cui rispondono decine e decine di consigli di fabbrica a cui segue un'ampia mobilitazione nazionale. Che cosa successe nella tua azienda?*

Quel mattino arrivò una telefonata all'Alfa Acciai dove si disse che poche ore dopo ci sarebbe stata una manifestazione in Piazza della Loggia. Noi essendo una fabbrica siderurgica non potevamo proclamare uno sciopero immediatamente, allora chiedemmo all'azienda un permesso sindacale in modo che 4-5 delegati potessero andare a vedere quello che stava succedendo. Ad andare fummo io, Gaffurini della FIOM e Scotti della UILM. Ovviamente facevamo parte della FLM, ma ognuno aveva la sua etichetta.

Arrivammo in Piazza Loggia e c'era molta gente. Chiaro che chi poteva scioperare come la meccanica generale lo aveva fatto, per i siderurgici c'erano solo i delegati in permesso sindacale per capire cosa stava accadendo. Ci fu un comizio e si decise di fare delle assemblee retribuite in fabbrica, che iniziarono due o tre giorni dopo. L'obiettivo era spiegare ai lavoratori cosa stesse accadendo, anche perché le televisioni e i giornali davano delle indicazioni diverse rispetto a quello che stava succedendo realmente nel paese.

Io feci l'assemblea per il turno di notte, dove spiegai che il governo Craxi aveva tagliato i punti della scala mobile, dicendo ai lavoratori che era ingiusto che questo si facesse per via di un decreto, che si sarebbe dovuto fare via un accordo sindacale dove le parti avrebbero potuto mettersi d'accordo.

L'assemblea fu molto movimentata perché c'era il PSI che contava molto a livello politico, ma anche a livello sindacale e un po' nelle fabbriche. Molti lavoratori erano iscritti al Partito socialista. Mi ricordo che fui ripreso da due o tre vecchi lavoratori che probabilmente votavano Partito socialista, perché dissi, che gli unici gruppi parlamentari a votare contro furono quello di Democrazia proletaria e del Partito comunista. Questi lavoratori mi attaccarono in assemblea.

La mia fabbrica, a quell'epoca, non era in prima linea nelle lotte. Il sindacato provinciale ci chiamava poco perché pensavano che fosse una fabbrica FIM, cioè gestita dalla FIM, ma non era vero. In ogni caso quando è cominciato il movimento degli autoconvocati siamo subito entrati nel vivo, ci siamo resi disponibili, abbiamo organizzato assemblee fuori dall'orario di lavoro e degli scioperi. Mi ricordo il giorno

della grande manifestazione del 24 marzo 1984 dalla mia fabbrica organizzammo 3 pullman pieni di lavoratori per la manifestazione, questa fu il frutto di un mese e mezzo di grandi discussioni in fabbrica e di convincimento da parte dei delegati.

*Perché la contestazione si sprigiona proprio in quel momento? E non nel 1978 con la strategia dell'Eur o nel 1980 con il voltafaccia del sindacato che accettò di firmare l'accordo con la Fiat? nemmeno in occasione del decreto Scotti nel 1983 la reazione fu così furibonda...E' un momento in cui vennero in superficie i nodi accumulati nel quinquennio precedente o ci sono altri motivi politici e sindacali?*

Alla fine degli anni '70 il sindacato venne in fabbrica a spiegare che in Italia c'era la crisi e si stava vivendo un momento di difficoltà. Io portavo ancora i pantaloncini corti quando sentii per la prima volta dire che l'Italia era in difficoltà e c'era la crisi, ora siamo nel 2013 ed è la stessa cosa. Nel 1984 erano già parecchi anni che i sindacati venivano a spiegarci che si dovevano fare sacrifici. Vennero anche a dire che dovevamo tagliare le festività e non avremmo più maturato i punti di scala mobile sul trattamento di fine rapporto.

Questo era un po' il senso della strategia dell'Eur. La grande madre del discorso sindacale sull'austerità. La "buona" motivazione era che i soldi risparmiati dai padroni, sarebbero stati accantonati da qualche parte per fare gli investimenti nel nostro paese. Dopo tre anni di sacrifici, nel 1980 la Fiat chiese il licenziamento 23mila operai a Torino, altro che investimenti.

Il movimento scoppia nel 1984 perché in seguito alla strategia dell'Eur, alla Lotta alla Fiat del 1980, tra i lavoratori e soprattutto nella base era rimasto un forte sentimento di rabbia. Si trattava di un attacco preciso al mondo del lavoro e ai suoi diritti, a quel punto i lavoratori non li tenevi più e uscivano da soli per scioperare. E' stato un momento di orgoglio, per far capire che c'eravamo ancora e che erano sempre i lavoratori a essere sotto attacco. Chiaro che molto probabilmente la FIOM non si voleva immischiare nell'organizzazione di questa mobilitazione, ha fatto in modo che nelle fabbriche succedesse questo, che i lavoratori spontaneamente reagissero. Esisteva ancora la FLM quindi la FIOM doveva mantenere un approccio unitario e di gestione dell'ordine sindacale nelle fabbriche. E' stato questo che ha permesso di far esplodere la mobilitazione, poi in giro di poco tempo si è deciso di farla rientrare.

*A questo proposito, che ruolo ha il sindacato provinciale nell'organizzazione del movimento? Vennero nella tua fabbrica dei funzionari a spiegare cosa sta accadendo?*

Il problema vero era che il sindacato era spaccato, l'ala socialista della CGIL e della FIOM era d'accordo con il governo, l'ala comunista del sindacato era con noi. In ogni caso per far capire... eravamo noi che gestivamo le assemblee degli autoconvocati, non era il sindacato provinciale. Era una cosa nostra.

I lavoratori riconoscevano i loro delegati in virtù dell'impegno in questa battaglia. Noi dicevamo che il sindacato generale stava fuori. Ricordo un'assemblea del 1984 dove vennero due rappresentanti della CGIL e questi due litigarono davanti ai lavoratori, da quel momento noi delegati non abbiamo più voluto che venisse nessuno in assemblea perché dava un brutto segnale ai lavoratori. Noi volevamo l'unità dei lavoratori della base, non l'unità dei vertici. I dirigenti e funzionari non sono più venuti fino a che le cose non si sono messe a posto, tempo dopo.

*E rispetto al ruolo dei Consigli di fabbrica nella mobilitazione?*

Nel corso degli anni '70 e inizio anni'80 si diceva che i consigli di fabbrica cominciavano a svuotarsi, nel 1983-1984 ci fu un'inversione di tendenza oggettiva. I consigli di fabbrica diventano nel 1984 lo strumento di una classe lavoratrice che vuole battere il governo e spingere un sindacato, che è fortemente spaccato, a prendere posizioni più chiare rispetto alla controffensiva che i padroni portavano a livello generale. La spaccatura era grossa perché anche alcuni uomini del Partito comunista all'interno del sindacato boicottarono questo tipo di lotte, non condividendole.

La lotta era forte perché era dei lavoratori, era una lotta trasversale, nelle fabbriche la spaccatura era molto diversa che ai vertici; per esempio Luigi Scotti, un compagno del consiglio di fabbrica, era un socialista della UILM, ma raccoglieva le adesioni per venire alla manifestazione di Roma il 24 marzo 1984. Era socialista, ma non si era schierato con il suo sindacato. La UILM di Amadio lo richiamò all'ordine, ma lui rispose che non gli interessava, era dalla parte dei più deboli se no non avrebbe fatto il delegato. Lui rispose al segretario generale della UIL di Brescia che era stato eletto dai lavoratori non dal sindacato, quindi rispondeva a loro.

*Ebbero un ruolo particolare nel movimento degli autoconvocati bresciano le fasce critiche del PCI e di Democrazia proletaria o le aree di dissidenza CISL?*

Da non in fabbrica non c'erano forze politiche organizzate in quel periodo. C'era solo la FLM. Sulla scorta del decreto di San Valentino e della grande manifestazione del 24 marzo, un gruppo di lavoratori decise di fondare la cellula del Partito comunista italiano, perché si doveva fare battaglia politica oltre che sindacale. E' nata proprio in quel momento la voglia di avere una cellula politica. Inoltre nelle altre grosse fabbriche esistevano delle cellule. Avere un'organizzazione politica organizzata in fabbrica dava maggiore possibilità al sindacato di crescere a livello qualitativo e quantitativo. Il nome della cellula fu "24 marzo", prendendo il nome dal giorno della grande manifestazione contro il Decreto di Craxi.

*In quel periodo, fuori dalle aree politiche classiche organizzate, si crea Democrazia consiliare, che successivamente confluirà in Essere sindacato, che a Brescia vincerà il congresso della CGIL nel 1991 e a livello nazionale avrà un ruolo molto importante di opposizione alle politiche sindacali dei primi anni'90. Gli avvenimenti di quel periodo hanno un ruolo nella maturazione di questo tipo di esperienza?*

Essere sindacato lo ricordo bene. I due firmatari furono Fausto Bertinotti e Gianni Pedò a Brescia. Mi ricordo che Bertinotti venne a Brescia a presentare questo documento. In seguito lessi i due documenti, quello della mozione di maggioranza e quello di "Essere sindacato". Io mi schierai subito con quest'ultimo come fece la maggior parte dei delegati della FIOM di Brescia. All'Alfa Acciai prendemmo, se non ricordo male, il 93% dei voti.

*Nel movimento degli autoconvocati c'erano due linee differenti? Banalizzando. C'era chi vedeva il movimento come un pungolo per le dirigenze sindacali perché si schierassero su posizioni maggiormente di lotta e chi vedeva gli autoconvocati come l'embrione di un movimento che doveva portare alla caduta e alla sostituzione dei dirigenti sindacali nazionali dell'epoca?*

Gli autoconvocati sono stati un pungolo per la CGIL e Il PCI di quel tempo, fino ad arrivare alla manifestazione del 24 marzo, poi la forza propulsiva poco a poco si spense. Nelle fabbriche avevamo discusso molto del ruolo del sindacato nazionale e non penso a quell'epoca si pensasse di sostituire i dirigenti nazionali quando ci si mobilitava, ma è vero che si era molto critici. Penso che il movimento abbia perso forza perché a un certo punto della discussione, dopo la manifestazione del 24 marzo, si comincia a pensare che poiché era stato presentato un decreto si poteva abrogare solo con un referendum. Vi fu una grande discussione sul fare o non fare il referendum, dopo che il PCI lo propose. Era l'unica via a livello giuridico, a livello politico c'era stata la battaglia sindacale che a Brescia volevamo continuare accanto al referendum. La FIOM bresciana soprattutto venne criticata perché voleva continuare la lotta nonostante ci si fosse già avviati sulla strada del referendum.

Non so se questa decisione fu un errore tattico. Si poteva continuare la lotta, si poteva lottare ancora di più. Penso, però, che sia passata la logica di calmare i gruppi dirigenti di fabbrica con l'impegno del PCI e della CGIL comunista a raccogliere le firme per avere il referendum, ripeto per calmare questa forza immensa che rappresentavano. I delegati si calmarono perché erano sicuri che un referendum su un tema del genere lo avremmo vinto. Io ero dubbioso su questa ipotesi, poi ho pensato che la popolazione essendo formata da lavoratori avrebbero risposto positivamente contro un attacco diretto al salario. Abbiamo raccolto le firme, un anno dopo la morte di Berlinguer. Penso che abbiamo perso il referendum perché una parte del Partito comunista, la destra del partito, non ha dato il contributo che doveva dare. Per esempio nella CNA, un'organizzazione degli artigiani legata al Partito comunista, nessuno ha votato per il mantenimento della scala mobile, anche se erano artigiani comunisti. Inoltre dopo la decisione di fare il referendum, non c'è stata la mobilitazione adeguata nelle fabbriche per sostenerlo.

*Alcuni dirigenti comunisti non sostenevano il referendum, anche Lama era molto dubbioso, riteneva che fosse un ostacolo per i tavoli di trattativa dove si doveva decidere cosa ricevere in cambio del taglio dei punti di contingenza. Il referendum fu perso con il 46%, fu una sconfitta quel risultato ?*

In termini giuridici il referendum è stato perso. Dal punto di vista politico è stata una vittoria nel senso che una parte dei lavoratori non comunisti ha votato per la scala mobile, quello è fuori discussione. Il bicchiere puoi sempre vederlo mezzo vuoto o mezzo pieno. Era un periodo difficile, con i boicottaggi dei dirigenti e una parte della CGIL schierata apertamente contro. In ogni caso i 3 punti della scala mobile non li abbiamo recuperati anche se analizziamo il risultato positivamente o negativamente.

*Il 18 dicembre 1985 venne firmato un accordo del pubblico impiego, dove la scala mobile veniva semestralizzata. Successivamente l'accordo venne esteso al settore privato. Perché nel 1984 ci fu l'esplosione e nel 1985-1986 i lavoratori non risposero?*

Non penso che i lavoratori fossero stanchi, ma la sconfitta del referendum aveva contato. I giornali, le televisioni aiutarono i funzionari a mantenere la calma nelle fabbriche. Negli ambienti sindacali bresciani si diceva che si doveva recuperare il perduto della scala mobile con la contrattazione e sarebbe stata la stessa cosa, ma non era vero. Si poteva fare in fabbriche come la mia dove il sindacato era forte e si riusciva a contrattare, ma nella maggior parte non era possibile. Nel 1987 abbiamo fatto un accordo che prevedeva l'introduzione della 14esima in siderurgia, non si



poteva chiamare così per motivi politici, quindi fu chiamato premio, ma la sostanza era quella. Noi siamo stati boicottati dai socialisti della CGIL, non davano il consenso per fare questo tipo di accordo, perché dicevano che eravamo fuori dal mondo e dalla compatibilità economica. Durante il movimento degli autoconvocati erano per depotenziare la scala mobile perché erano contro gli automatismi e per la contrattazione aziendale e quando contratti in fabbrica si schierano contro. E' contraddittorio. Nonostante la loro contrarietà prendemmo comunque la 14 mensilità e poi facemmo anche altri accordi integrativi importanti

*A Brescia solo i metalmeccanici diedero vita al movimento degli autoconvocati? O altri seppur piccoli pezzi del sindacato parteciparono?*

Il 90% del contributo lo diedero i metalmeccanici, il resto i tessili, i chimici e altri a piccoli gruppi sparsi provenienti da diverse categorie. Come si diceva una volta la spina dorsale del movimento operaio erano i metalmeccanici e anche nell'1984 diedero questo tipo di apporto, dando vita agli autoconvocati. Le discussioni e le assemblee si facevano alla FLM, le altre categorie non erano coinvolte, si tenga conto anche del fatto che il movimento era sorretto dai delegati di fabbrica che erano i veri promotori. Per fare un esempio a supporto di questa tesi, il giorno della grande manifestazione del 24 marzo, non esistevano i pullman delle varie categorie, i singoli membri delle altre categorie che partecipavano si aggregavano ai pullman delle grandi fabbriche metalmeccaniche.

## **Interview de Bruno Campovecchi**

### **Délégué syndical CGIL Chimie à l'usine Caffaro de Brescia**

Io sono nato il 2 marzo del 1944 a Iseo. La mia prima esperienza lavorativa è stata all'Om, allora l'IVECO-FIAT si chiamava così e io sono stato forse l'unico caso di licenziamento prima di essere assunto, una notazione agiografica a cui tengo. Ho fatto il corso allievi, ero arrivato secondo, però mio padre lavorava al reparto dei cattivi, era comunista, militante e visto che la FIAT di Valletta allora aveva le spie, dei servizi segreti interni veri e propri, hanno ricostruito che ero figlio di quella persona e mi hanno tolto dall'elenco. Non c'era il TAR, non si poteva far ricorso a quei tempi. La vita è continuata, ma è stato un tratto che mi ha segnato, non che non le sapessi le cose, in famiglia fin da piccolo mi dicevano che ero nato da una parte e quelli dell'altra parte facevano di tutto per tenerci in quelle condizioni lì. Una semplificazione incredibile che però ti faceva capire dov'eri e cosa potevi sperare. Successivamente feci degli studi alle scuole serali ottenendo il diploma superiore ed entrai alla Caffaro dove sono rimasto per 30 anni.

*Hai ricoperto dei ruoli sindacali alla Caffaro e a livello provinciale?*

Io ho la presunzione di aver guidato il movimento sindacale alla Caffaro fin dalla nascita. Io entrai alla Caffaro nella metà degli anni '60, mi fece la tessera un compagno socialista che si chiamava Luciano Torri, che è il figlio del segretario della CISL e mi propose di entrare subito nella Commissione interna. Io feci l'esperienza dell'ultima commissione interna nella mia fabbrica. Visto che alla Caffaro in quegli anni erano entrati moltissimi giovani, si era creata una cesura tra la vecchia generazione che veniva dalla fine della guerra con una forte sensibilità politica ma una bassissima scolarizzazione e che lavorava in un'ambiente di cui non conoscevano minimamente le caratteristiche e quella nuova, scolarizzata, ma senza educazione politica. I vecchi conoscevano i nomi convenzionali, di mercato, dei prodotti, ma che cosa producessero non lo sapevano. Da quel momento vennero assunti laureati chimici, operai specializzati per la produzione, ma anche per gli uffici e per il laboratorio ricerche. Si trattò di un momento di passaggio. Non si voleva uscire da una logica un po' paternalistica della commissione interna staccata dalla produzione, che stava dentro nel suo ufficio, un retaggio, una concessione del dopoguerra per pacificarsi con i padroni. Questo non ha impedito nel 1955 alla FIOM di essere battuta a Mirafiori nelle elezioni interne, ma nelle fabbriche normali dove non imperava il clima FIAT, l'equilibrio si basava su un patto di questo genere. Le stesse sedi del PCI, come la Chiminelli, dove io ero iscritto dall'età di 16-17 anni, era nella soffitta di un palazzo meraviglioso, era stata una concessione di un aristocratico, personaggio che forse aveva qualcosa da farsi perdonare. Era la sezione di San Bartolomeo.

L'ultima commissione interna aveva dentro una parte di giovani e quelli che erano alla fine della loro esperienza lavorativa e che capivano che non potranno gestire la fase successiva. Noi terminammo l'esperienza della commissione interna con l'avvento del consiglio di fabbrica, quindi non si scioglie la commissione interna, ma nacque il consiglio di fabbrica e si sommarono. Lì cominciò un vento nuovissimo e alla Caffaro cominciammo la vera contrattazione con un accordo, forse era il primo nel suo genere. Io ho cercato nella storia della contrattazione a Brescia, ma oltre a un accordo che faceva riferimento a un aumentino di qualcosa non c'era traccia di altro.

Era l'accordo chiamato del socialismo reale, si istituiva la 14 mensilità uguale per tutti, cioè la media ponderale degli stipendi diventava la quattordicesima per tutti i lavoratori. Lo facemmo perché non potevamo immaginare che qualcuno potesse guadagnare più di noi.

Poi cominciai la contrattazione più avanzata. Si cominciò a indagare sulle condizioni di salute, sulla fabbrica come era composta, e mentre gli altri, all'Ideal Standard che comunque era un'azienda all'avanguardia, discutevano sui 4 grandi fattori di rischio, noi abbiamo cominciato a discutere sul processo produttivo. Cioè dietro il nome convenzionale cosa c'era, abbiamo ricercato la formazione molecolare della sostanza, come si sviluppava nel processo di produzione, quali erano le caratteristiche chimiche e fisiche del prodotto finito, e da questa descrizione capire cosa si verificava nell'ambiente. Da lì nacque l'esperienza che ci portò ai libretti ambientali biostatistici, una contrattazione unica nella sua storia. Io ho l'orgoglio di aver conosciuto l'unico vero sindacato contrattuale. Abbiamo tolto lo scambio tra salario e ambiente, abbiamo contrattato dicendo di mettere le maschere antigas agli impianti e non agli operai, e creare un processo di trasformazione della fabbrica. Gli anni '70 sono stati un processo di studio e di approfondimento che ci portarono a costruire un dossier totale a partire dagli impianti, a partire dal Fenclor e l'Apirolio che sono i due prodotti del Pcb, e ottenemmo nel 1982 il blocco della produzione di quella sostanza. 1982, il medioevo. Non facemmo solo questo. Dentro la fabbrica la discussione sulla contrattazione, sulla democrazia nel sindacato era fortissima. La Caffaro era l'unica azienda dove sostanzialmente l'organismo contrattuale era il consiglio di fabbrica, non l'esecutivo.

*Come affrontaste la fase precedente al Decreto di San Valentino? Quale dibattito ci fu alla Caffaro sulla Strategia dell'Eur e sulla lotta alla Fiat nel 1980?*

Dentro ci sono altri fatti, c'è la strategia della tensione, ci sono i Napo e l'assassinio di Aldo Moro. La storia nostra, del movimento operaio è lì. Io quando rapirono Moro, ero a Porto Marghera a un coordinamento sindacale, e l'impulso è stato di uscire immediatamente dalla fabbrica. Io ero in Piazza Loggia anche quando è esplosa la bomba. Mi ricordo quel giorno c'era accanto a me un giovane compagno, era il suo primo giorno di lavoro e mi chiedeva se si poteva scioperare, io risposi: "Da noi si sciopera tutti non ci sono problemi, non ci saranno ripercussioni". Eravamo accanto al negozio di Ranzanici e guardavamo verso i portici perché stavamo arrivando da Corso Goffredo Mameli e mentre arriviamo lì ci fu l'esplosione, e io ero davanti e sentii lo spostamento l'aria. Un'esperienza che ha segnato tutto il movimento operaio della città.

*Che ruolo aveva il consiglio di fabbrica alla Caffaro alla fine degli anni '70?*

Il fatto che l'organismo contrattuale fosse il consiglio di fabbrica significava che c'era un concetto di democrazia che assegnava al delegato di reparto e non all'esecutivo il ruolo contrattuale, perché diversamente dalla RSU tu venivi eletto nel tuo reparto, eri delegato del tuo gruppo omogeneo. Quel gruppo omogeneo che utilizzammo con il professor Apostoli, facendo assemblee giorno e notte, per costruire la storia e l'anamnesi della condizione di salute delle persone, per arrivare alle indagini epidemiologiche e ad avere tutti i dati biostatistici. Lì interviene il Pretore del lavoro Cottinelli e ci presentammo come parte civile contro l'azienda. Fu un compendio di fattori unici nel suo genere, perché la Caffaro per le sue caratteristiche è stata un laboratorio sindacalmente parlando, che noi abbiamo saputo interpretare credo al

meglio, e vorremmo che la CGIL di questo si facesse carico di farlo diventare una storia sindacale, al di là dei nomi. Noi siamo l'unica azienda che nel centenario, ha gestito le celebrazioni, non sulla base retorica, come fanno le aziende che parlano di loro, noi abbiamo parlato degli operai, li abbiamo intervistati. Anche quelli assunti all'inizio degli anni '40 come sono entrati, cosa hanno fatto, come hanno vissuto, abbiamo raccontato la storia dei lavoratori oltre che la storia sindacale, anche quello per noi è un fatto singolare.

*E cosa avvenne invece nella fase successiva che partì nel 1981 con la proposizione del Governo Spadolini di intervenire sulle dinamiche del costo del lavoro?*

C'era la crisi. Noi eravamo alla Caffaro, che aveva dei prodotti che per la nicchia della sua attività avevano comunque un reddito o un plusvalore molto ma molto significativo. C'erano dei margini di redditività che consentivano sul piano economico e anche su quello degli investimenti. Noi arrivammo al punto di aver doppie squadre in turno. La crisi che nasceva nel kibbutz, con la guerra di Israele contro l'Egitto, partì nel 1972 e la trascinammo, fino ad arrivare alla proposta di Berlinguer della politica di austerità, che da noi alla Caffaro venne respinta in assemblea. A presentarla era Rebecchi. E lì scatta il meccanismo. Anche i 10 punti della piattaforma dell'Eur furono respinti totalmente perché introducevano un principio di restrizione delle richieste della contrattazione e del ruolo dei lavoratori nella decisione e nelle scelte che era inaccettabile. Da quel momento e anche poco prima, tutti i rinnovi contrattuali vennero respinti, parlo dei contratti nazionali e gli unici contratti approvati dalle assemblee dei lavoratori erano quelli aziendali, e questo è singolare, è la rappresentanza basata sulla visibilità. Tu mi rappresenti, so chi sei so cosa fai, vedo cosa stai facendo. Noi abbiamo fatto anche delle ritirate incredibili. Ci sono stati errori sindacali incredibili, per esempio quando la manutenzione ha deciso di fare lo sciopero da sola, una scelta che oggi non farei più nemmeno sotto tortura, ma allora l'entusiasmo e l'esuberanza giovanile ti portava ad andare involontariamente oltre le righe. Abbiamo saputo capire a un certo punto che avevamo contro la fabbrica, ho fatto un passo in dietro e per ironizzare una frustrazione abbiamo messo la bandiera bianca fuori dai reparti. Però avevamo concordato con l'azienda una ritirata strategica che non fosse umiliante, avevamo fatto un accordo dove ci si impegnava ad affrontare i problemi, a recuperare in un altro modo e lì è stata l'intuizione. Noi quando andavamo a trattare parlava uno solo. Ero io a parlare, se c'erano dei problemi si sospendeva e se ne discuteva. I documenti e le piattaforme erano costruite nelle riunioni del partito e del consiglio di fabbrica, poi si presentavano nell'esecutivo. Era un esecutivo rosso, tutti comunisti. Per noi i socialisti erano "spurchignu", abbiamo anche fatto un manifesto in tutta la città contro Mansadri perché Bourguiba, il presidente della Tunisia aveva messo in carcere i dirigenti sindacali e faceva parte dell'internazionale socialista. Allora il settarismo e il massimalismo arrivavano a certi punti, ora una cosa del genere sarebbe impensabile contro Berlusconi, allora lo facevi contro quelli che erano i tuoi compagni, che facevano parte della tua organizzazione sindacale.

*E cosa successe nella fase precedente alla firma del decreto di San Valentino all'interno della tua fabbrica?*

Arriviamo al 1982-1983. C'è una frizione tale tra me e il sindacato che io mandai delle lettere per dimettermi dal consiglio di fabbrica perché ritenevo non ci fossero più le ragioni e le condizioni per continuare, perché quello era un organismo che non aveva

più nessuna rappresentatività, si arriva addirittura ad episodi di disimpegno da parte di alcuni a causa della disillusione. Eravamo contrari al Lodo Scotti e contrari a una situazione dove sempre di meno veniva riconosciuto il ruolo di decisione dei lavoratori e dei delegati. I delegati non hanno mai assunto un'idea culturale per la quale potevano sulla base della loro elezione rappresentare i lavoratori. Noi non ci siamo mai presi in capo una responsabilità di dire noi vi rappresentiamo, ma era l'assemblea che decideva. C'era una cultura dell'assemblearismo totale e della democrazia diretta. I delegati nella loro situazione intermedia non potevano colmare e rappresentare totalmente i lavoratori.

Rispetto alle altre fabbriche ognuno di noi viveva un proprio orgoglio aziendale, e non c'era uno scambio di esperienze interne ma c'era uno scambio di discussione politica sull'esterno. Io in quel periodo non facevo parte di organismi sindacali provinciali, perché c'era l'incompatibilità tra le cariche politiche e sindacali. Entrai in consiglio comunale di Brescia nel 1980 indicato dal PCI in rappresentanza del mondo del lavoro. In quel periodo ero nella direzione provinciale del PCI. Uscii dall'esecutivo e restai solo nel consiglio di fabbrica. Fui il trait d'union tra la fabbrica e il consiglio comunale quando era Sindaco l'avvocato Trebeschi.

Nel 1984 mi ricordo bene del movimento degli autoconvocati. La discussione nacque fuori e in particolar modo dentro la FIOM, si cominciò a discutere della rappresentanza sindacale. La discussione partì dagli apparati, non ci fu una fiammata aziendale che disse: "esplodiamo, andiamo fuori". Era impensabile che un delegato o un consiglio di fabbrica potesse assumersi un compito del genere ma Cremaschi che allora era a Brescia sollecitò una sorta di insurrezione perché venisse data voce a un dissenso che fino a quel momento rimaneva chiuso nei luoghi di lavoro. Si costituì un esecutivo delle maggiori fabbriche che era l'embrione, il nocciolo duro del movimento degli autoconvocati. Quando cominciò a formarsi strutturalmente un'organizzazione che coordinava gli autoconvocati, le fabbriche erano 4. 3 metalmeccaniche e una chimica. Gli altri settori dal tessile agli edili non partecipavano. Le fabbriche erano l'ATB con Adriano Taglietti, la FIAT con Gigi Guizzi e la Eaton Nova di Desenzano del Garda di cui faceva parte Adriano Papa.

Alla Caffaro la FIM si riconobbe nelle posizioni del consiglio di fabbrica e la linea degli autoconvocati passò a maggioranza. Noi della FIOM che eravamo maggioranza relativa e il rappresentante più autorevole della Cisl che condivideva le ragioni e aderì alle iniziative del movimento. La stessa cosa che succede all'Iveco. Fu molto importante la partecipazione di questi membri della FIM Bresciana come il fatto che Lorenzo Paletti parlò dal palco della manifestazione del 24 marzo a Roma, perché diede un imprimatur di visibilità e di unità all'iniziativa, al contrario sarebbe stata vista come una cosa esclusivamente della FIOM.

La CGIL nazionale assunse una posizione di neutralità, così come la dovrà assumere quando si discuterà dei punti di scala mobile, perché dentro l'organizzazione c'erano manifestazioni di idee opposte tra comunisti e socialisti, mentre Lama parlava a Roma, Del Turco parlava a Milano. Fu uno dei momenti di rottura più ampi della storia sindacale della CGIL. Le ricomposizioni avvennero successivamente, in quel momento c'era ancora la cinghia di trasmissione, c'erano i partiti, c'era una situazione di collocazione politica dove il PSI era al governo e il PCI all'opposizione. Il nodo si sciolse con l'intervento di Lama e l'impegno di sostenere la manifestazione romana degli autoconvocati.

*Il giorno dell'approvazione del decreto di San Valentino dove si tagliavano i punti di contingenza della scala mobile cosa successe a Brescia?*

La FIOM organizzò la mobilitazione. Anche la mobilitazione politica e il sostegno economico senza il quale non fai iniziative, non paghi le sale, le strutture e i volantini.

Lo fece la componente comunista della FIOM, con Cremaschi in prima fila. Cremaschi parlava con i metalmeccanici, loro parlavano con le altre categorie ed è in quel momento che la Caffaro aderì. L'ATB fu la fabbrica che lanciò l'appello alla mobilitazione, ma la regia era in Camera del lavoro, che scriverlo non sia nobile è anche ragionevole, serve sempre un po' di romanzato. Le cose sono state fatte in modo spontaneo, chi si potrebbe assumere la responsabilità di partire senza sapere cosa si fa? La prova è che le sedi di quelle assemblee erano i luoghi classici del sindacato. All'inizio partirono i delegati che prevalentemente aderivano al PCI, poi vennero quelli della CISL che erano aperti.

*Luciano Lama diede l'adesione della CGIL alla manifestazione del 24 marzo decisa dall'assemblea autoconvocata dei consigli di fabbrica. A tuo avviso voleva recuperare il movimento o aveva capito che si doveva aderire e sposare le loro idee?*

L'iniziativa di Lama era un'iniziativa politica che trovava una giustificazione per il fatto che la CGIL non poteva farsi scavalcare dal movimento. Se fosse passato tutto quello che stava accadendo si sarebbe aperto un problema a livello dirigente ancora più grande. Ha dovuto obtorlo collo mettere il cappello sulla manifestazione, dargli una sua patente di riconoscibilità e farla diventare un'iniziativa della CGIL. Lama si salvò facendo questa operazione. Io a Roma il 24 marzo non sono andato, perché non ero d'accordo sul fatto che venisse Lama a mettere tutto a tacere, quindi non vedevo molto senso alla mia partecipazione. Per avere il peso e la forza del cambiamento l'iniziativa doveva essere solo nostra. Se no era "cambiare tutto per non cambiare niente".

*Che rapporto c'era tra la maggioranza comunista della CGIL bresciana e la FIOM di Cremaschi?*

Quando facciamo la manifestazione a Roma vedi Berlinguer con in mano l'Unità con scritto "Eccoci". Quella manifestazione era caratterizzata dalla corrente comunista. Allora il partito condivideva le nostre idee, perché si doveva tenere aperto un conflitto sulla democrazia e sulla possibilità di fare la contrattazione. Non puoi fare una battaglia politica a livello di partito se non hai un movimento in piedi a livello delle fabbriche. Il partito aveva una forza e la fabbrica era un punto di riferimento, quindi doveva difendere il movimento in fabbrica. La centralità della classe operaia significava essere punto di riferimento per l'opinione pubblica. Poi c'era la questione politica. Il movimento aveva una sua caratterizzazione che non era solo di natura sindacale vi era anche la frattura tra Lama e Berlinguer. Nel 1984 muore Berlinguer e Lama passa il testimone. Avviene tutto in quel periodo lì. E' un periodo di cambiamento.

*Nel movimento degli autoconvocati bresciani coesistevano anime differenti?*

Nel movimento degli autoconvocati non c'erano anime differenti, quelli che erano contro erano fuori. Tra l'altro erano invisibili, perché la forza delle nostre ragioni e tutti i ragionamenti che facevamo erano sul concetto di democrazia sindacale, essa ha senso sé, esiste sé. Eravamo cresciuti dentro il culto della rappresentanza assembleare o comunque dell'espressione assembleare della democrazia, per noi era impensabile che i lavoratori fossero espropriati del diritto di espressione. Volevamo

resistere e resistere anche dentro i patti sindacali. Questo ragionamento era tenuto in considerazione fino a che la spinta era fortissima, poi quando è scemata, è scemato anche il ragionamento.

Dopo il 1983 alla Caffaro non venne più approvato un accordo nazionale, venne pure Gastone Sclavi che fu segretario della FIOM di Brescia e poi ebbe un ruolo importante nel comparto chimico. Venne e nonostante il suo intervento la proposta di contratto nazionale venne respinta. La CISL interna invece rifiutava di mettere in discussione gli accordi che venivano in successione, perché non ne passava più neanche uno. Sia i contenuti, che le metodologie non erano condivisibili. Erano piattaforme costruite a tavolino.

Lo scontro tra CISL e CGIL si stemperò successivamente quando morirono i consigli e nacquero le RSU. Con le RSU si propose una rappresentanza di nominati che non erano né del gruppo omogeneo né della fabbrica, non conoscevano né l'uno né l'altro. I lavoratori non li riconoscevano. Era una forma di rappresentanza ibrida, arrivai anche io al punto alla Caffaro di intervenire per bloccare l'ipotesi di accordo firmata dall'RsU sul premio presenza. Questo accadeva perché non c'era più un rapporto diretto con il gruppo omogeneo. Era saltato tutto. Il 1984 è stato il canto del cigno, abbiamo tentato con tutte le nostre forze di difendere un criterio di democrazia, che realizzato per un periodo breve è stato poi di nuovo messo in discussione senza colpo ferire espropriando il lavoratore del suo diritto di espressione.

*Quale fu il ruolo della CISL nel movimento di contestazione sindacale del 1984?*

La FIM-CISL non partecipò al movimento degli autoconvocati. Parteciparono i singoli delegati che così consentirono in alcuni casi l'utilizzo della sigla del consiglio di fabbrica. Se non c'erano la CISL e la CGIL non potevi utilizzare la sigla Cdf, perché ci sarebbe stata solo una componente sindacale. Quindi se era presente la FIM potevi dire che tutti avevano aderito. I delegati della CISL che aderirono al movimento alla Caffaro furono subito sconfessati dalle segreterie rispettive.

Come consiglio di fabbrica solo quello della Caffaro aderì ufficialmente nel settore chimico e partecipò al movimento degli autoconvocati, ma come singoli delegati parteciparono in molti.

*Che ruolo ebbe in tutto questo processo la terza componente ?*

La terza componente non esisteva nelle fabbriche, non esisteva nemmeno nella mia fabbrica. Esisteva a livello politico per le figure che la rappresentavano. Un po' come Lotta comunista che abbiamo presente negli organismi perché usano la CGIL come contenitore per avere una loro visibilità nelle fabbriche.

Anche Democrazia consigliare all'inizio fu un'esperienza ultra minoritaria anche a Brescia, non aveva peso nelle fabbriche e poi assieme ad altre realtà della sinistra sindacale vinse il congresso della Cgil bresciana nel 1991 presentando il documento "Essere sindacato", ma questo successe dopo varie evoluzioni.

A Brescia quello che mise insieme quell'area era Gianni Pedò. Faceva parte degli organismi nazionali. Io entrai nel direttivo della Camera del lavoro nel 1990 dopo la fine dei mandati consiliari al Comune di Brescia vista l'incompatibilità tra cariche sindacali e politiche. Fino agli anni '90 io ho vissuto la fabbrica, conoscevo la vita sindacale, ma marginalmente, vivevo più quegli eventi dal punto di vista del partito. Al congresso di Essere sindacato, Pedò mi chiamò, ai chimici c'erano 4 funzionari tutti schierati sulle tesi di maggioranza, e la Caffaro era l'unica azienda che aveva una vocazione più a sinistra delle altre, e mi resi disponibile a fare i congressi di fabbrica

riuscendo ad avere il 40 % nell'intera categoria. Successivamente Pedò mi chiese di uscire dalla fabbrica per rappresentare l'area nella categoria, ma gli dissi di "no" in un primo tempo e dopo tre mesi mi chiamò di nuovo e a quel punto accettai ed uscii dalla Caffaro in aspettativa sindacale. Uscii in aspettativa perché volevo mantenere la mia autonomia decisionale e poter tornare in fabbrica quando volevo.

Anche il documento dei 39, è stato costituito a livello ristretto quasi carbonaro. "Essere sindacato" nacque nel momento in cui si riescì a fermare il processo del gioco delle componenti. Fino a Panella il gioco delle correnti vigevo al 100%, tanto che lui è l'ultimo segretario espressione di una corrente. Pedò al momento dell'elezione di Panella segretario, fece un'operazione anti naturale, antidemocratica e vergognosa, perché pur avendo contro la maggioranza dei compagni comunisti, fece una forzatura facendo un accordo con Cremaschi, con Dino Greco perché convincessero i direttivi delle loro categorie a sostenere la proposta di Panella segretario generale. Alla Caffaro molti compagni diedero la disdetta delle tessere e la giurarono a Pedò. Per dirti che nessuno è immacolato. Era fuori dal mondo che la Cdl di Brescia fosse consegnata a una minoranza espressione di una componente politica, quella socialista, con la quale si avevano avuti scontri fortissimi fino al giorno prima. Anche nei luoghi di lavoro lo scontro era stato fortissimo soprattutto durante la fase del movimento degli autoconvocati. I socialisti si distinguevano in maniera verbale, non accettarono in silenzio. Anche dopo il 1984 la situazione rimase abbastanza tesa al punto che ricordo che quando dei lavoratori socialisti vennero a chiederci delle informazioni rispetto a degli aumenti contrattuali, noi delegati rispondemmo "andate a farvi dare i punti di scala mobile perché i soldi per voi non ci sono". Insomma ci fu per tutto un periodo un atteggiamento conflittuale che non abbiamo avuto problemi a reggere.

*Dopo la manifestazione del 24 marzo cosa fecero gli autoconvocati bresciani? Quali riflessioni furono fatte a livello di gruppo dirigente?*

La riflessione al nostro interno fu che con la manifestazione di Roma si sarebbero esaurite le iniziative spontanee. Noi cercammo di far vivere quel messaggio sulla base della pratica, nella formazione dei gruppi dirigenti nei luoghi di lavoro e in tutte le occasioni in cui vale il concetto di democrazia. Ma non ci fu un momento successivo dove si tentò di tenere in vita la struttura di lotta degli autoconvocati, soprattutto dopo che la FIOM cedette, perché è lei che ha le informazioni sul territorio.

In altre città nacque e si sviluppò una sensibilità degli autoconvocati, un'emulazione, ma l'originale nacque qui, e nello scemare qui finì in tutta Italia. Fu un declino continuo fino alla nascita delle RSU, che fu la morte di un'idea di democrazia e rappresentanza.

*E rispetto all'Idea di Berlinguer di tentare la carta del referendum abrogativo?*

Il referendum fu un momento di straordinaria volontà e impegno, una cosa che ti faceva sentire protagonista. E' stata una sconfitta pesantissima, perché ha messo in evidenza una spaccatura profonda del paese, ma non tanto sul piano politico, ma sul piano dell'opportunismo e della convenienza. Abbiamo perso perché abbiamo avuto contro le COOP, la CNA, le associazioni di categoria artigianali e commerciali che facevano riferimento alla sinistra.

Nel paese si era creata una dinamica enorme contro le nostre idee. Il nostro ragionamento era semplice. Il numero dei lavoratori era ovviamente superiore al numero dei padroni in Italia. Gli stavano togliendo dei soldi quindi avrebbero votato



per l'abrogazione. Invece non fu così. Nell'immaginario collettivo la scala mobile era diventata uno strumento di creazione dell'inflazione. Poi lo abbiamo visto dopo che quando la scala mobile non c'era più, l'inflazione ha continuato ad andare avanti lo stesso e malgrado la cancellazione di questo automatismo salariale, la contrattazione non si è mai liberata. I cittadini furono seppelliti da menzogne su menzogne. Aver tolto l'argine di una deriva inflattiva sui salari e pensioni è stata una delle ragioni dell'impoverimento del paese, poi siamo arrivati al blocco dell'aumento delle pensioni per due anni e a tutto quello che è venuto dopo.

Rispetto al referendum in sé, la cultura del movimento operaio non è mai stata quella di ricorrere a strumenti di tipo giuridico e istituzionale. Tu cambi le cose e ottieni i risultati solo con il movimento e con la lotta. Era fuori dall'immaginario andare da un giudice per chiedere di intervenire. Quello significava certificare la debolezza del movimento e la delega a un istituto diverso da quella che era la tua storia. Vado da un giudice? No, qui blocco la fabbrica, con l'autogestione degli impianti. Potevi vincere sul piano giuridico ma era comunque una sconfitta su quello politico, dal punto di vista della mia generazione. Penso che anche oggi serva il riconoscimento del valore dell'intransigenza, che non è arroccarsi, non è massimalismo, è la coerenza con gli obiettivi che ti poni. Se la resistenza non avesse avuto tratti di intransigenza, se fossero scesi a patti con i nazisti e i fascisti col cavolo che arrivavano alla vittoria. Se tu credi nei valori il tratto dell'intransigenza è fondamentale, però devi avere dietro le truppe, devi saperglielo spiegare.

*Che bilancio fai del movimento degli autoconvocati?*

Dopo queste vicende e soprattutto all'inizio degli anni '90 ci fu una caduta verticale del movimento sindacale, congiunta anche con la trasformazione della rappresentanza, e attraverso questo abbiamo indebolito l'organizzazione sindacale a livello complessivo.

E' una menzogna che negli anni '70 ci fu una flessione dei Consigli di fabbrica. La legge 300 è del 1970, non è che nel 1971 c'erano i consigli di fabbrica dappertutto, anzi fu un processo lungo. La commissione interna fungeva da segretariato. Era una componente di lavoratori che si staccavano dalla produzione ed andavano in un ufficio per sbrigare delle pratiche, tra cui andare all'INPS per portare il certificato della mutua. Era una sorta di regalia che l'azienda si accollava come onere. Quando si arriva ai consigli di fabbrica, il primo passaggio sono le RSA, le segreterie nominano le RSA. Furono nominati dei personaggi sconosciuti, perché erano quelli che conosceva il segretario provinciale. Erano nominati. Successivamente alla loro nomina si cominciò a ragionare su come formare i gruppi omogenei. Ogni 15 operai si eleggeva un delegato, perché lo Statuto dei lavoratori diceva che potevi avere 1 delegato ogni 15 operai. Alla Caffaro sono passati 2 anni, in altri posti anche 4, in altri non li hanno fatti mai, non c'è stata un'esperienza uniforme. Il consiglio di fabbrica continuava a crescere, c'era una contrattazione quotidiana, non ogni 1-2 anni, perché in particolar modo da noi si era impegnati sulle questioni di sicurezza e di ambiente sul luogo di lavoro. Per esempio la commissione ambiente, si riuniva, discuteva, stendeva una lista che doveva diventare un documento di richieste per il padrone. Il nostro Consiglio di fabbrica era un laboratorio di costruzione di progetti idee e proposte. L'esecutivo si riuniva tutte le settimane. Il declino vero dei consigli di fabbrica fu dopo il 1984. L'ultimo grande accordo alla Caffaro lo feci nel 1988 con la Conferenza della produzione per trovare il modo di riqualificare l'azienda. Furono gli operai a proporre un piano industriale, quali produzioni chiudere, quali delocalizzare e quali si dovevano fare a Brescia. Sul problema dell'ambiente eravamo in prima linea. La commissione ambiente non aveva orari per fare le riunioni, poteva girare l'Italia per prendere informazioni e aveva un contatto diretto con i lavoratori.

## **Interview de Claudio Bosio et de Roberto Rava**

### **Délégué FIOM-CGIL à L'usine Breda meccanica bresciana**

### **Délégué FIOM-CGIL à l'usine Samo**

CLAUDIO BOSIO: Sono Claudio Bosio. Ero dipendente della Breda meccanica bresciana. Ho cominciato nel 1976. Sono diventato delegato subito dopo essere tornato dal servizio militare tra il 1978 e il 1979. Allora si eleggevano i delegati su scheda bianca e ce n'era uno ogni 15 lavoratori. Eravamo una valanga. Nella mia fabbrica eravamo circa 37-40 delegati.

Io mi ero iscritto alla FGCI a 14 anni e poi ho partecipato al movimento studentesco dal quale sono uscito dopo un anno e mezzo perché sono andato a lavorare. Nel 1984 ero delegato della FIOM, ma non ero ancora nell'esecutivo. Sono stato rappresentante dei lavoratori in maniera ininterrotta fino all'inizio del 1992, quando mi fu chiesto di uscire in FIOM come funzionario sindacale sul Garda e sono rimasto fino al 2000. Nel 2001 sono tornato in fabbrica in seguito a problemi miei di salute e anche lì fui rieletto delegato sindacale. Nel 2004 Michela Spera mi chiese di ritornare in FIOM e feci prima il coordinatore della val Trompia e poi della Franciacorta e poi c'è stata la mobilità della Breda nella quale sono finito anch'io.

ROBERTO RAVA: Mi chiamo Roberto Rava. Sono entrato nella FIOM alla Samo, un'azienda storica bresciana. Nel 1974 la fabbrica fu occupata per più di 15 mesi. Ho fatto il delegato sindacale dall'età di 19 anni, poi sono entrato nel direttivo della FIOM e sono diventato funzionario a Palazzolo poi responsabile di zona del Garda e infine sono ritornato a fare il responsabile di zona di Palazzolo. La mia esperienza finale nel sindacato sono stati i 4 anni come organizzatore nella FIOM di Brescia. Ora sono alla Federconsumatori.

*Come vive il sindacato bresciano la lunga stagione di discussione sul taglio del costo del lavoro che va dal 1981 al 1993?*

C.B: La lunga vicenda del taglio del costo del lavoro fu vissuta a Brescia in maniera molto intensa. Da noi ci furono iniziative di tutti i tipi. Ricordo ci furono anche delle vertenze legali in occasione della disdetta della scala mobile nel 1990. La cosa particolare era che la vertenza la doveva fare il lavoratore, esponendosi in prima persona. Tutto partì alla Palazzoli e poi via via si fece anche in altre aziende. Le cause legali poi erano state vinte, nonostante questo i sindacati procedettero alla firma degli accordi nazionali. Questo per spiegare come nella FIOM bresciana c'era una storia di non pacificazione nei rapporti con le altre strutture della CGIL e questo fu vero per tutto un periodo. La segreteria CGIL non necessariamente condivideva le scelte della FIOM. Anche all'interno del PCI c'erano discussioni drammatiche e i compagni mi raccontavano di riunioni finite a sediate. Nel 1982-1983 vennero a Brescia dei dirigenti nazionali del PCI per tentare di pacificare i compagni delle fabbriche più calde che erano a capo della rivolta. Quelli che poi sarebbero diventati gli autoconvocati. Ci furono intere notti di riunioni a porte chiuse dove il dibattito era pesantissimo. Venne anche Pizzinato, che poi diventò segretario generale della CGIL, alla Casa del popolo a Urago Mella a presiedere una riunione che durò tre notti consecutive, ma non riuscì a calmare gli animi. Noi continuammo sulla nostra strada,

anche se sapevamo che sarebbe stato difficile. Era difficile fare delle iniziative senza il sostegno del PCI provinciale, non avevi una copertura politica.

R.R: a Proposito del difficile rapporto con le strutture nazionali mi ricordo un fatto. Ci fu una discussione nazionale nel sindacato perché il governo proponeva di diminuire i giorni di festa ai lavoratori. Noi proponevamo al contrario una riduzione d'orario generalizzata. Venne a Brescia Marianetti, della segreteria della CGIL nazionale e a un certo punto dell'assemblea disse: "insomma cosa saranno mai due o tre giorni di ferie persi". Non poté più parlare e dovette andarsene dall'assemblea. Questa era la diversità di Brescia.

C.B: Stessa cosa il giorno che fu convocato lo sciopero contro il Decreto di San Valentino. A Brescia fu convocato di notte. Ci fu un giro di telefonate tra delegati e ci dicemmo che si doveva fare qualcosa e al primo turno si fece sciopero subito. Si tenga conto che fu organizzato in pochissime ore e non si aspettò nemmeno l'avvallo dell'organizzazione sindacale per proclamarlo. A Brescia in quell'epoca la FIOM erano i delegati che agivano e prendevano le decisioni in prima persona. Il ruolo dei delegati era di vero e proprio gruppo dirigente del sindacato. A volte eravamo noi delegati che stuzzicavamo il gruppo dirigente a mobilitarsi e davamo il segnale che la gente era pronta a muoversi e la struttura si muoveva. Si tenga conto che a Brescia non c'era un direttivo di 60 persone, ma di 200 in modo da allargare di più la base della discussione e avere rappresentanti in più fabbriche possibili.

Quel giorno io arrivai in fabbrica (alla Breda) alle 7:30 e c'erano già i cartelli di sciopero. C'era stato qualche delegato del turno delle 6 che era venuto a mettere il cartello e parlare con gli operai.

La Breda in quanto tale non aveva dato l'adesione al movimento degli autoconvocati, ma erano singoli delegati che animavano la mobilitazione. Non potevamo dare l'adesione perché non tutti i rappresentanti dei lavoratori aderivano. In ogni caso tutte le mobilitazioni riuscirono in grande stile. Anche nella FIOM di fabbrica c'erano dei distinguo. Non tutta l'organizzazione aveva aderito. Erano soprattutto i giovani delegati che animavano il movimento. Mi ricordo che si arrivò poi all'assemblea degli autoconvocati di Bergamo dove fu mandato un segretario nazionale che riuscì a impedire il lancio dello sciopero generale nazionale virandola sulla manifestazione a Roma.

*Cosa pensate rispetto al dibattito sullo spontaneismo o spintaneismo del movimento degli autoconvocati?*

C.B: Noi delegati e lavoratori parlavamo in fabbrica. Ci si trovava la sera alla casa del popolo o in un bar a bere qualcosa e si parlava di politica e di sindacato e si decideva quando fare sciopero. Solo in seguito si comunicava la decisione al sindacato provinciale.

In questo senso non puoi non chiamarli spontanei. Lo sciopero nasceva lì. Venivano chiamati spintanei dai detrattori per togliere dignità a quelle iniziative, poi certo è ovvio che in fabbrica serviva una struttura che poteva fare lo sciopero e organizzava. Nei luoghi di lavoro era rarissimo che fossero i lavoratori stessi a organizzarsi, capitava solo nelle situazioni in cui non c'erano delegati o non c'erano delegati riconosciuti. Si faceva quando non si aveva nulla da perdere e si era costretti ad auto organizzarsi.

*Perché nel Congresso della CGIL del 1986 non fu presentato un documento alternativo alla linea di maggioranza?*

La CGIL era ancora divisa in correnti che si spartivano i posti dirigenti con il bilancino, un tot di socialisti, un tot di comunisti un tot dell'area. La spartizione avveniva a tutti i livelli territoriali e questo annullava una qualsiasi esigenza di documenti alternativi. All'epoca c'erano ancora le componenti e un eventuale documento contrapposto sarebbe dovuto nascere lì, invece non succedeva perché c'erano degli accordi tra le varie anime. Erano accordi strutturati da molti anni. I documenti in quegli anni servivano per dare forza alla tua richiesta di essere presente nei gruppi dirigenti. Per esempio, Democrazia consigliere costruiva un suo documento perché poi sulla base dei consensi che avrebbe avuto gli sarebbe stato attribuito un numero di posti nel gruppo dirigente. Una volta che avevi trovato l'accordo sulle percentuali di presenza nei gruppi dirigenti veniva meno il documento. Ti chiedevano di ritirarlo. Il congresso di Essere sindacato anche da questo punto di vista cambiò la storia della CGIL. Almeno fin quando qualcuno non cercò di far ricomparire le componenti, ed è per questo che tutte le componenti mi infastidiscono, perché mi fanno ricordare questo vecchio sistema dove una volta che ti metti d'accordo sulla presenza del tuo dirigente lì dentro non te ne frega più niente del documento. I documenti congressuali valevano fino a che non volevi non avessero più una valenza. Fino al 1991 più che i documenti alternativi, c'erano gli emendamenti. C'erano valanghe di emendamenti ai documenti. Io ricordo il congresso di Verona della FIOM nel 1988, un giorno e una notte a presentare gli emendamenti, una roba pazzesca, poi alla fine uscì il documento unico che dopo tre giorni sparì e i dirigenti andavano avanti con la linea che preferivano. Fu in quel congresso che cominciarono a parlare di codeterminazione che in bresciano si diceva "fregatura".

Io ora non mi ricordo il congresso della CGIL del 1986, non ricoprivo ruoli centrali all'epoca, ma ti posso dire che noi ce la regolavamo, come del resto abbiamo fatto dopo gli autoconvocati, dentro i luoghi di lavoro nella costruzione dei rapporti di forza grazie alla nostra forza di mobilitazione. Per tornare alla realtà locale. Volevo dire che alla FIOM di Brescia la dinamica era totalmente diversa, perché c'era l'impronta che aveva dato Claudio Sabattini alla metà degli anni '70. Lui aveva rotto questi schemi portando avanti l'idea che si doveva ripartire dai delegati ricostruendo il gruppo dirigente. Infatti chiamò dei ragazzi molto giovani dalle fabbriche. Gente con una spinta fortissima di voglia di novità, una spinta rivoluzionaria nel sindacato.

R.R: Per la dinamica di rapporto che c'era a Brescia tra la dirigenza sindacale della FIOM e i delegati, se la prima fosse arrivata a dirci di fare gli autoconvocati e noi non eravamo d'accordo la avremmo mandata a stendere. Eravamo troppo autonomi. In quel periodo lì nacque nei delegati l'idea che si doveva cominciare a parlare e ad avere il consenso dei lavoratori, cioè i dirigenti sindacali non solo dovevano avere il consenso dai delegati di fabbrica, ma anche questi ultimi, dovevano avere il consenso dei lavoratori. Lì nacque l'idea che non si poteva firmare per esempio un accordo sulla scala mobile senza avere il loro consenso. Ed è stata la strada che ha seguito la FIOM fino ad adesso. Anche oggi continuiamo a dire che i lavoratori devono votare le piattaforme e gli accordi sindacali.

C.B: Questo è legato anche alla rottura dell'unità sindacale e il ritorno alla casa madre di tutti i delegati. Dall'inizio degli anni '80 a Brescia avevamo assemblee dei delegati provinciale che approvavano le piattaforme e gli accordi a discreta maggioranza e le fabbriche che li bocciavano pesantemente, quindi si creava una grossa discrepanza ed è per quello che è nato sempre di più il bisogno di far votare i lavoratori. Per quello anche tempo dopo facemmo una battaglia per ottenere una legge che prevedesse che gli accordi potevano entrare in vigore solo se erano votati dai lavoratori. Non riuscimmo mai a ottenere quella legge.

*Che ruolo ebbe l'esperienza di Democrazia consiliare nella formazione di una sinistra sindacale organizzata nella seconda metà degli anni '80?*

C.B: Io sono stato uno dei fondatori di questa esperienza a Brescia. Democrazia consiliare nasceva dall'Area (terza componente), poi c'era gente di Democrazia Proletaria anche se vi fu un piccolo gruppo aderente a quel partito che decise di chiamarsi fuori da questa esperienza. C'erano pezzi in embrione di quello che sarebbe diventato Essere sindacato. A Brescia iniziammo una serie di riunioni tra delegati e dirigenti locali, non solo della FIOM, per creare questa realtà. Queste riunioni avevano un collegamento nazionale e da lì nacque questa esperienza. E' lì che sorse la grande intuizione dello scioglimento delle componenti. La parola d'ordine era di ridare al sindacato autonomia dai partiti e dal quadro politico e sulla base di quello ricostruire i gruppi dirigenti non secondo le appartenenze politiche ma secondo le questioni di merito e la reale rappresentatività.

*Secondo voi già nell'esperienza degli autoconvocati si può intravedere la volontà di sostituire il gruppo dirigente nazionale o nel 1984 la riflessione era ancora ferma sulla necessità di convincere i dirigenti a cambiare linea di intervento e solo successivamente evolvette?*

Gli autoconvocati non criticavano il sindacato per essere pungolo ai dirigenti, ma erano l'embrione di un altro modo di fare sindacato, di un vero e proprio sindacato alternativo. Erano il sindacato che sarebbe dovuto essere. Dentro gli autoconvocati era fortissima l'idea che non ci si poteva legare a una singola questione. Quando tu chiami movimento una cosa, è implicito che il movimento è specifico attorno a un tema, altrimenti è un'organizzazione o un partito, se vuoi dargli continuità non sei più un movimento. Per me chiamarlo movimento degli autoconvocati segna un periodo, ma in generale vi è un filo rosso che unisce la storia di molti lavoratori che hanno deciso di dare una forma organizzativa alla loro battaglia per fare in modo diverso il sindacato. Per dare continuità a un sindacato che avevano in mente e che avevano costruito negli anni '60 demolendo l'esperienza della commissione interna, dando vita al consiglio di fabbrica. Crearono gli autoconvocati per fare in modo che continuasse ad esistere quell'esperienza. Si erano accorti che il sindacato stava cambiando e che i consigli di fabbrica stavano per essere espropriati del loro rapporto con i lavoratori e della loro capacità di contrattazione. Pur essendo giovani, il livello di percezione politica di quei delegati era fortissimo. Le fabbriche allora erano scuole di politica e da lì si capiva cosa avveniva nella società. E' stato straordinario quello che hanno fatto quei giovani delegati di allora. Avevano capito, più dei loro dirigenti che la scala mobile non era una questione legata a qualche punto di contingenza, ma si voleva aprire un'offensiva dove si cercava di colpire il potere d'acquisto e in generale il livello di vita dei lavoratori. Là si apriva lo spiraglio che doveva diventare uno squarcio per indebolire tutto il movimento sindacale.

*Che opinione avevi della proposta del Pci di fare il referendum abrogativo?*

C.B: Chi propose il referendum aveva una cecità politica immensa. Pensare di fare votare i bottegai su uno strumento di tutela del salario del lavoro dipendente era suicida. Potevi pensarlo negli anni '70, dove avevi dei rapporti di forza nella società

che potevano muovere in maniera forte anche il quadro elettorale, ma negli anni '80 questi rapporti di forza non c'erano. Gli stessi partiti della sinistra ti avevano scaricato. Il PSI non c'era in questa battaglia. Penso che lo strumento referendario non fu scelto in malafede, ma chi faceva le lotte sapeva che quello non era il modo giusto. Poi, in ogni caso, una volta che fu sul tavolo lottammo e ci spendemmo fino in fondo perché volevamo vincerlo. Non ci tirammo indietro, ma sapevamo che ci stavano mettendo in un angolo e infatti cominciò una campagna scatenata contro di noi. Ci battevamo anche per quelli che erano più deboli di noi, perché la scala mobile tutelava soprattutto quelli che non avevano la forza di contrattare in fabbrica e i giornali ci definivano corporativi, perché dicevano che non pensavamo a quello che succedeva nella società. Assurdo.

## **Interview de Giuseppe Benedini**

### **Membre de l'exécutif du conseil d'usine de l' OM-FIAT**

Sono Benedini Giuseppe. Dal 1966 al 2002 ho lavorato in FIAT. Nel 1984 ero al reparto ferroviario. Nel 1984 eravamo in un momento di ristrutturazione in fabbrica. Io ero addetto ai cambi idraulici del ferroviario. Era il reparto di produzione di questi due particolari, che poi sono stati superati e c'è stata la terziarizzazione. In quel periodo io ero nell'esecutivo del consiglio di fabbrica con Guizzi, Beltrami, Lo cocco e altri compagni.

Sono sempre stato nel direttivo provinciale della FIOM e nel comitato centrale della FIOM nazionale dal 1992 al 2002. Dopo il 1992 sono rimasto il responsabile della FIOM all'interno della fabbrica. Ho ricoperto anche dei ruoli politici. Per esempio dal 1985 al 1992 sono stato al consiglio comunale di Brescia con il PCI. Fu una legislatura corta perché ci furono le elezioni anticipate e feci un secondo mandato con la giunta Padula e dopo visto che c'era l'incompatibilità tra cariche politiche e sindacali, non mi presentai più alle elezioni. Quindi entrai nell'esecutivo del consiglio di fabbrica nel 1992. Questa fu la mia ultima esperienza.

*Cosa pensavano i membri FIOM del consiglio di fabbrica quando Berlinguer lanciò l'idea del compromesso storico legata anche alla possibilità di un periodo di austerità e di riforma strutturale delle istituzioni e dell'economia del paese?*

Tutta l'esperienza della politica dei sacrifici noi la chiamavamo la politica dell'errore. Era la politica decisa da quelli che oggi chiamano i "miglioristi" del PCI, una volta li chiamavano in un altro modo.... (insultante).

Era l'idea di avere un'impostazione politica virata sui sacrifici, infatti dopo quella data cominciò l'attacco generalizzato al sindacato e ai lavoratori: il Lodo Scotti, l'attacco ai decimali e l'operazione della semestralizzazione della scala mobile, il Decreto Craxi nel 1984, fino all'eliminazione definitiva della scala mobile all'inizio degli anni '90.

*Quindi si vedevate un collegamento stretto tra la strategia dell'Eur, la politica dei sacrifici proposta da Berlinguer alla fine degli anni '70 e la stagione successiva?*

Sì, c'è una linea temporale e politica che unisce gli eventi. L'ala migliorista del PCI ne fu la promotrice: Trentin, Lama, Bufalini, Pajetta, Napolitano....era il filone governativo filocraxiano. Noi invece ci ispiravamo all'ala ingraiana e ci scontravamo spesso con loro. Erano sempre nella logica di utilizzare le masse operai per raggiungere i loro obiettivi politici, poi gestirle come l'ha sempre gestita Napolitano. Una volta perso il congresso del Pci di Genova alla metà degli anni '70, che era caratterizzato dallo scontro di Amendola con Ingrao, è ovvio che l'ala ingraiana è stata emarginata e loro hanno preso il sopravvento.

*I lavoratori bresciani criticarono il sindacato quando propose la strategia dell'Eur?*

La politica dell'Eur ha comportato che la massa critica dei lavoratori ha cominciato a farsi sentire. Nel 1975-1976 ci fu un boom, un momento di consenso in generale per la sinistra a livello nazionale, ma dopo sono cominciate, in effetti, le pene, perché piano piano abbiamo arretrato. Fino ad arrivare al periodo del governo Amato nel 1992 che è un po' la chiusura simbolica di una stagione. Trentin, allora Segretario generale della CGIL, fece un direttivo nazionale dicendo: "andate tranquilli al mare perché non firmeremo nessun accordo prima di settembre", dopo 3 giorni firmò il famigerato accordo proposto dal presidente del consiglio Amato dando le dimissioni dalla sua carica di segretario della CGIL perché non aveva il mandato per firmare. Lo fece sapendo che il direttivo della CGIL le avrebbe respinte. Erano delle manfrine politiche. Tutti dei giochi politici. I lavoratori percepivano all'epoca dell'Eur, che i sindacati stavano tramando qualche cosa di non limpido come lo capirono con l'esperienza del 1980 alla FIAT. Mentre Berlinguer andò sui cancelli a spiegare che avrebbe venduto il patrimonio del partito per sostenere i lavoratori in lotta, c'era chi invece tramava. Napolitano e Lama tramavano con gli Agnelli per fare in modo di bloccare quella lotta. Infatti dopo la marcia dei 40000 quadri e dirigenti della Fiat, che poi erano meno di 20000 tutto il movimento sindacale si bloccò perché le direzioni sindacali nazionali decisero di bloccarlo.

L'ultimo sindacalista vero in quel periodo fu Pierre Carniti e lo dico io che sono sempre stato della CGIL, infatti lui immediatamente dopo la marcia dei capi Fiat contro lo sciopero ad oltranza alla FIAT di Mirafiori, disse che il sindacato avrebbe fatto il giorno successivo una manifestazione con 200000 persone, ma Lama si oppose bloccando la proposta. In quel momento iniziò la frattura tra direzioni sindacali e i lavoratori. Quando si fa la riunione del consiglio di fabbrica della FIAT di Mirafiori che veniva chiamato il "consiglione" per decidere se accettare l'accordo, io ero delegato da Brescia per partecipare alla riunione. Capimmo subito che la scelta di non lottare era imposta dalle nostre direzioni sindacali e da quel momento cominciammo a riflettere su che cosa era la democrazia e su quanto contavano i lavoratori all'interno del movimento sindacale. Nella riunione si stabilì che a maggioranza passava un accordo capestro, che colpiva tutti i lavoratori FIAT generando una sconfitta da cui non ci siamo più ripresi.

La sconfitta è stata costruita non solo dall'avversario politico, quello era dato per scontato, Romiti, Caglieri, Magnabosco e tutto quello che veniva dietro con gli Annibaldi e compagnia, sapevamo chi erano e cosa volevano. Il problema è che la sconfitta è stata costruita anche dal sindacato. Da lì abbiamo cominciato ad avere il sentimento che i lavoratori dovevano contare di più nelle decisioni. Serviva una spinta democratica. Dopo un po' di tempo di riflessione si arrivò al movimento degli autoconvocati del 1984. I delegati della OM-FIAT erano il punto centrale di quella mobilitazione. In effetti l'autoconvocato vero in questa città era Giovanni Landi, membro della FIM-CISL della OM-FIAT che con l'accordo di Giorgio Cremaschi creò questo movimento di autoconvocazione dei consigli di fabbrica.

Certo, questi dirigenti non si esponevano in prima persona, bisognava far vedere che il movimento fosse gestito dal basso, dai lavoratori, ma Landi anche se era un dirigente era in fabbrica, lavorava al mio fianco, era un operaio. Con i delegati della FIM all'interno della fabbrica FIAT di Brescia c'erano incomprensioni e difficoltà. Era normale. Loro democristiani di sinistra di scuola Andreottiana, Donatcateniana, e noi comunisti.

Di supporto all'iniziativa di Cremaschi e Landi, c'era tutto il contorno dell'esecutivo dell'Om. Non si può dire che la FIM della fabbrica fosse tutta su quelle posizioni. C'era una divisione, anche se il dissenso non era visibilissimo, era molto forte. Landi e Paletti avevano una posizione favorevole al movimento, Gaffurini e Lamberti ne avevano un'altra più sfumata e quindi si scontravano e si discuteva molto.

Per quanto riguarda la componente socialista della CGIL e della UIL, quelli erano schierati contro questo movimento, creando una grossa frattura nella Camera del lavoro. Infatti in quel momento i lavoratori si identificavano più con la componente



comunista. La corrente socialista faceva valere le linee del Partito socialista nel sindacato portando avanti delle proposte impopolari nei luoghi di lavoro. Il capo del governo che aveva proposto il decreto di san Valentino era Bettino Craxi, segretario del PSI.

*Una parte dei lavoratori italiani, già nel 1982, contestarono la disponibilità della CGIL a trattare sul costo del lavoro come successe per esempio all'Ansaldo al Porto di Genova. Che situazione c'era a Brescia?*

All' Ansaldo e altrove i lavoratori per contestare dovevano rompere con le strutture, noi a Brescia avevamo la copertura politica, perché la FIOM di Brescia era molto schierata, la segreteria era dalla parte dei contestatori, come lo fu dopo quando promosse l'operazione degli autoconvocati. La prima autoconvocazione vera è stata alla Camera di commercio di Brescia e poi si è esteso a tutta Italia. Abbiamo un po' fatto il giro d'Italia per far estendere il movimento.

A livello di sindacato nazionale noi avemmo grossi problemi. Dopo la sconfitta della FIAT nel 1980 furono eliminati Sabattini e Pio Galli nella FIOM. E arrivarono Airoidi e Cerfeda. Loro ci vedevano come pecore nere, ci scontravamo con loro tutto il tempo. La cosiddetta anomalia bresciana, era un'anomalia perché eravamo autonomi nelle nostre decisioni, nessuno poteva metterci il cappello.

Noi non credevamo alle loro proposte sindacali. In quel periodo dicevano che tirando via i meccanismi di tutela automatici avremmo liberato il potere di contrattazione ma non abbiamo più preso una lira. Tirare via il meccanismo automatizzato di recupero del potere d'acquisto non diede buoni frutti, come del resto dicevamo noi all'epoca. La tesi era che non avendo un automatismo che ti permetteva di recuperare al tavolo di trattativa a livello di fabbrica avresti avuto la possibilità di chiedere un ritorno maggiore a livello di salario, così abbiamo perso la tutela dell'automatismo di adeguamento dei salari e la capacità di contrattazione integrativa a causa della caduta verticale della forza sindacale nel periodo successivo. I problemi derivati da quel ragionamento si trascinano ancora oggi. La causa dei bassi salari, fenomeno che oggi scandalizza tutti, è derivata dal fatto che non si è mai controllato i profitti e quindi non c'è mai stata una vera redistribuzione. Non avendo dei meccanismi automatici i lavoratori dovevamo lottare ogni volta per ottenere ciò che prima si aveva per diritto, ma alla lunga nella lotta vieni strozzato, non puoi continuare in eterno. E si arriva a oggi dove assumere il precario costa molto meno di assumere una persona con un contratto corretto e stabile, quindi tutti sono precari e senza diritti.

*Cosa succede nella tua fabbrica quando viene firmato il Decreto di San Valentino da Bettino Craxi?*

La prima reazione partì dall'ATB, perché aveva un consiglio di fabbrica più monolitico, dove c'era molto parte dei delegati che erano della FIOM-CGIL. Il nostro consiglio di fabbrica alla FIAT era più variegato. Avevamo tutti i confederali, c'era anche il Sida che poi è l'attuale FISMIC, sindacato filo padronale Fiat. L'operazione di partire con un consiglio di fabbrica più monolitico era perché avevi meno difficoltà. Una volta partiti si sono agganciati tutti compresi noi che eravamo il cuore ideale di quella lotta.

*La FIM dell'OM-FIAT partecipò fino in fondo al movimento degli autoconvocati?*

Si, la FIM dell'OM partecipò fino in fondo al movimento. Chi con un po' di puzza sotto il naso, chi invece più convintamente come Landi e Paletti. Fu tra le poche strutture FIM a livello nazionale a schierarsi ufficialmente e senza troppi tentennamenti con il movimento, mi pare che ci furono altri due casi: il consiglio di fabbrica del Corriere della sera e dell'Italtel. La FIM a livello provinciale, invece adottò la posizione ufficiale della CISL nazionale. Questo generò un grosso scontro con la FIM dell'Om che rischiò anche di essere espulsa della CISL.

*Qual era invece la situazione nella CGIL bresciana?*

La segreteria della CGIL bresciana era divisa. C'era chi (Beppe Casella), non ci vedeva molto bene, perché la linea ufficiale della CGIL era quella del segretario generale Lama, anche se in quel momento c'era uno scontro molto forte con Berlinguer. Luciano Lama aveva capito che il movimento degli autoconvocati poteva disturbare l'operazione politica complessiva. Allora quando organizzammo la manifestazione del 24 marzo a Roma, lui ha voluto metterci il cappello da dirigente, aderendo al corteo e organizzandolo in prima persona. Ti racconto un fatto. Il giorno prima della grande manifestazione io, Guizzi, Landi e Paletti, partecipammo a una riunione a Corso Italia, sede nazionale della CGIL, perché Lama ci aveva chiamato come massimi promotori degli autoconvocati. La vera testa del movimento era alla FIAT, anche se dopo molti ci misero il cappello. Devo dire che anche successivamente Lama espresse posizioni molto moderate, come quando disse che firmava per presentare il referendum promosso da Berlinguer contro il decreto Craxi soltanto perché era iscritto al partito, non come segretario della CGIL. Non era una distinzione da poco, significava che non era d'accordo come dirigente sindacale, infatti la CGIL non aderì mai ufficialmente al referendum.

Andammo in Corso Italia a presentare le nostre richieste, perché Lama voleva sapere che cosa volevamo. Abbiamo parlato dell'organizzazione del corteo, ma capimmo subito che la chiusura della manifestazione voleva farla lui, noi volevamo farla fare a Paletti, che era della CISL, cosa che a nostro avviso era simbolicamente forte. Sarebbe stata una piazza di autoconvocati, di comunisti, con schierata tutta la struttura del partito, per questo era importante far parlare uno della Cisl. Lama non accettò.

Lama ci disse: "le conclusioni le faccio io tenendo in considerazione le vostre rivendicazioni", ma voleva vedere il testo del nostro intervento, infatti ci mandò un certo Bottazzi, uno della segreteria, che ci disse che vuole sapere chi interviene e cosa diceva. Il punto centrale del nostro intervento e della nostra mobilitazione era la questione democratica all'interno del sindacato. Noi dicevamo che una testa vale un voto, che i lavoratori dovevano decidere sugli accordi di qualsiasi tipo e non dovevano dare al sindacato un mandato politico alla cieca. Una volta visto l'intervento, questo tale Emiliano Bottazzi, torna dopo un'ora e dice che Lama lo ha letto e il testo va bene salvo tre righe. Erano le tre righe dove si parlava di democrazia sindacale. Gli abbiamo detto che quella era la questione centrale e che non avremmo cambiato il testo e così è stato.

Avendo chiuso la manifestazione con il suo intervento, Lama in effetti ha messo il cappello sulla mobilitazione. Da lì ci fu un grosso movimento delle segreterie provinciali della CGIL per bloccare ogni iniziativa successiva. Tieni conto che prima di arrivare lì c'erano già state grosse manifestazioni e una mobilitazione a tutto campo. Noi eravamo anche un po' sfiancati dalla stanchezza. Era già un processo di lotta molto prolungato. Ci fu la solita logica sindacale, fateli sfogare che dopo loro si calmano e noi ci sediamo ad un tavolo e decidiamo. E' sempre stato così.

Poi bisogna vedere anche il contestata da cui si parte. L'operazione alla FIAT Mirafiori nel 1980 ha segnato anche noi. Noi abbiamo fatto 36 giorni sui cancelli del deposito

merci dello stabilimento di Brescia. A Brescia non arrivammo mai al blocco totale della fabbrica. Facevamo lo sciopero a scacchiera un'ora al giorno, non abbiamo fatto l'occupazione come l'hanno fatta a Mirafiori. Io capisco, là era il centro e dovevi dare un segnale forte, poi però il blocco totale della fabbrica ha dato quel risultato lì. La sconfitta. Un'ora di sciopero al giorno era consentita a tutti. I vari reparti si intercambiavano sui cancelli e di notte stavamo noi militanti a presidiare l'entrata delle merci e l'uscita dei prodotti. Ti ripeto, con la nostra strategia di lotta saremmo andati avanti fino adesso a bloccare, mentre con l'operazione di sfondamento è andata male, però capisco la questione politica. Lì era il centro dello scontro.

*Perché dopo la grande manifestazione del 24 marzo il movimento si spense? Quali temi di dibattito animarono le assemblee bresciane degli autoconvocati?*

A Brescia le manifestazioni si esauriscono poco a poco dopo la grande manifestazione. Il nostro dibattito fu lungo e si proiettò sugli anni successivi e questo ci permise di metabolizzare un bilancio e delle prospettive di continuazione delle nostre istanze nel sindacato. Durante la mobilitazione invece, al centro del dibattito c'era sempre la questione della democrazia sindacale. E' chiaro che non riuscendo a portare a casa dei risultati era un'anitra zoppa. L'obiettivo lo hai in mente, ma la tua idea viene sempre fermata dalla burocrazia centrale del sindacato quando la vuoi mettere in pratica. Lama dopo aver fermato il movimento promettendo uno sciopero generale che non convocò mai, diede mandato alle strutture di controllare gli autoconvocati per evitare che ci fossero ulteriori sfasature, solo Brescia non riuscirono a controllare e forse all'Ansaldo di Genova e altre grosse realtà sparse per l'Italia. In quel momento eravamo sfiancati, eravamo sul campo di battaglia tutti i giorni, non dovevamo combattere solo il padrone, ma anche una parte del sindacato. Si tenga conto che Brescia dava un contributo politico determinante ai dibattiti delle assemblee autoconvocate che avvenivano in tutti i luoghi d'Italia. Alle nostre assemblee autoconvocate vennero a turno un po' tutti e noi andammo in quelle degli altri come a Genova, Bologna e Torino. Anche lì il fulcro del dibattito erano la democrazia e il significato della rappresentanza sindacale. Non era limitata al problema immediato del depotenziamento della scala mobile, avevano un'idea di lungo respiro per dare la parola ai lavoratori. Il nostro slogan era se non c'è democrazia in fabbrica non c'è nel paese.

*Che attitudine tenne la Segreteria della CGIL provinciale durante questo movimento?*

Si può dire che la segreteria della CGIL di Brescia in quanto tale era in soggezione davanti alla FIOM, perché sapevano benissimo che senza di noi ottenere l'elezione alla segreteria della Camera del lavoro era impossibile. Successivamente le strutture della CGIL a vari livelli tentarono di tutto, spostando anche Gianni Pedò alla CGIL della regione Lombardia per isolarlo. In ogni caso senza l'appoggio della FIOM e dello SPI non potevano andare da nessuna parte. Erano le categorie più grosse. La CGIL ha un problema interno che non abbiamo mai risolto, è quello dello SPI, il sindacato pensionati. Lo SPI non dovrebbe esistere, dovremmo fare come in Germania dove i pensionati restano nella loro categoria di appartenenza, perché la massa dei pensionati, non può decidere la linea della confederazione sulle questioni degli occupati. La struttura sindacale dei pensionati ha un peso enorme nei rapporti di forza del sindacato. Non è possibile far votare i pensionati sulle questioni dell'orario di lavoro che non li concernono minimamente. Lo SPI è una leva per vincere il

congresso della CGIL e per imporre delle linee sindacali moderate. Le politiche sindacali attuali vanno avanti con questo meccanismo.

*Che legame c'è tra gli autoconvocati e la genesi della sinistra sindacale che porterà alla presentazione di un documento alternativo delle minoranze nel congresso della CGIL del 1991?*

Noi come autoconvocati CGIL della FIAT di Brescia, siamo quasi tutti andati con Essere sindacato. La linea politica della sinistra sindacale era determinata non da appartenenze politiche in quanto tali, era un movimento che voleva dare un'identità di sinistra e radicale al sindacato, non tanto legata a un partito. In ogni caso noi non aderimmo alle prime esperienze di sinistra sindacale che nacquero nella seconda metà degli anni '80, quindi come FIOM bresciana non aderimmo neanche a Democrazia consiliare. Una volta tarpate le ali agli autoconvocati abbiamo cercato di darci un'identità di sinistra nei metalmeccanici. Non dimentichiamo che nella FIOM in quel periodo c'erano Vigevani, Damiano, Airoidi e Cerfedà. Poi c'era Sateriale. Personaggi che con la sinistra sindacale non avevano nulla a che fare, adesso mi vengono i brividi a sentirli parlare.

*Perché gli autoconvocati non presentarono un documento alternativo al congresso della Cgil nel 1986?*

Noi siamo entrati nella mozione di maggioranza per cercare di spostare attraverso emendamenti e modifiche l'asse politico del documento. Si sa però che è molto difficile con degli emendamenti che arrivano dalle fabbriche cambiare un asse politico. Alla fine il documento lo scriveva il capo. Come diceva Martinazzoli. Mi diceva: "Tu scrivi i documenti che vuoi, dopo però comando io. Tu falli, tengo in considerazione che sei stato bravo, ma li butto nel cestino". Era la logica democristiana. Eravamo in una fase di riflessione e le abbiamo tentate un po' tutte.

*Come prendeste la proposta fatta dal Pci di raccogliere le firme per un referendum abrogativo del Decreto del Governo Craxi sulla scala mobile?*

Il referendum fu visto anche positivamente dai lavoratori e dai delegati, ma avevamo tanti nemici, tra cui quasi tutto il movimento sindacale. Oltre a CISL e UIL anche la maggioranza della CGIL era contraria ovviamente parlo dell'ala migliorista del Pci e la componente socialista. La gestione della FIOM era in mano alla componente socialista e all'ala comunista moderata con Cerfedà e Airoidi. Noi eravamo sempre in minoranza e solo in seguito, alla metà degli anni'90 riuscimmo a conquistare la segreteria eleggendo Claudio Sabattini segretario generale. Per tornare al referendum penso che potevamo vincerlo e lo avremmo vinto se tutta la CGIL si fosse schierata convintamente con Berlinguer e dopo con Natta per fare quella battaglia. Lama stesso chiamò le telecamere e firmò la richiesta di referendum, dichiarando che firmava solo perché era un militante del partito, ma come rappresentante del movimento sindacale non lo condivideva. Mi sembra evidente che lo aveva fatto apposta per lanciare un segnale politico di dissenso alla linea di Berlinguer.

*E il Partito comunista a Brescia?*

Lascia perdere. Io ero segretario di sezione PCI della FIAT. Avevamo 480 iscritti. Io ero nel comitato federale e sono stato l'ultimo operaio rappresentato in consiglio comunale, dopo non c'è più stato un operaio. Nel 1990 gli operai in consiglio comunale eravamo io e Bruno Campovecchi. Lascia perdere. Il PCI a Brescia vedeva gli autoconvocati come una banda di disgraziati. La logica stalinista peggiore. Il misto di stalinismo e il liberismo sfrenato alla Borghini. Per fortuna alla metà degli anni '70 il segretario della Fiom di Brescia era Claudio Sabattini. Lui andava direttamente da Borghini e si mettevano d'accordo loro. Borghini sapeva che era una persona intelligente e quindi faceva affidamento. I segretari del PCI a Brescia erano monopolizzati dalla corrente migliorista, Adelio Terraroli, non ultimo Marco Fenaroli, erano tutti indirizzati sulla componente moderata. Noi li dividevamo alla buona. Li chiamavamo il partito degli avvocati e degli architetti. Nelle strutture dirigenti del partito di operai ce n'erano un po' pochi. Anche perché al massimo ti mettevano la mano sulla spalla, e ti dicevano che eri una brava persona e facevano quello che volevano. Il PCI bresciano non ha mai tentato di fare una politica per far militare gli operai, anzi è sempre stato molto fermo e critico nei nostri confronti. Anche perché l'ala migliorista era schierata con Napolitano e l'altra ala, quella di Loda e dei giuristi, che puzzavano tanto di massoneria, non ci tenevano in considerazione, facevano ciò che volevano. Nel partito avevamo una fetta di compagni che facevano opposizione. Quando ci fu il congresso a mozioni organizzammo una frazione, ma il PCI non ha mai sopportato molto le correnti.

Anche sulla questione del referendum della scala mobile, il PCI a Brescia fece il minimo sindacale, si mosse solo perché era promosso da Enrico Berlinguer. Lui non era un settario estremista, era capace di tenere assieme tutte le varie correnti del partito. L'ultimo Berlinguer, quello che si è schierato con i lavoratori davanti ai cancelli della Fiat nel 1980, lo fece perché vedeva che l'operazione politica che stava venendo avanti erano soltanto affari, una politica senza etica.

Io mi rimprovero di non essere riuscito a tramandare una coscienza critica nei lavoratori, poi c'è l'evoluzione storica che porta i lavoratori a essere continuamente sotto ricatto, quello forse conta più di tutto. Ho l'impressione che dopo il movimento degli autoconvocati e il referendum si presentino le tute blu come un nemico da abbattere. Si aprì una campagna contro noi lavoratori. I lavoratori vanno bene solo perché devono votare.

*Quali gli errori più grossi che commise il movimento degli autoconvocati?*

L'errore più grande è stato la mancanza di continuità ed essersi accontentati della promessa di sciopero generale fatta dalla struttura nazionale della CGIL. Poi ci siamo anche stufati, sono sempre quelli che tirano assieme il movimento, a un certo punto lasciammo, anche l'asino più disgraziato finisce nel fosso.

Avevamo perso lo scontro nelle piazze e volevamo recuperare vincendo il referendum e abbiamo raccolto una miriade di firme. Abbiamo perso anche quello e hanno messo in moto il meccanismo della sconfitta. Anche una parte del PCI era contro all'idea del referendum. Questo era un grosso problema. Non c'era molto spazio per altre linee nella struttura del Pci. Bisogna tenere presente la logica comunista. Se tu perdi un congresso non puoi pensare di andare a fare il telefonista, perché dal telefonista fino a quella che fa le polveri nel PCI erano tutti schierati in una certa maniera. Tanto è vero che quando tu perdi lo scontro, come lo perse Sabattini alla FIAT nel 1980 lo hanno isolato. Lo hanno mandato nel sud estremo. La logica della penalizzazione e della demonizzazione di chi perde la battaglia politica.

*Altre categorie della Cgil si sono schierate con voi a Brescia o a livello nazionale?*

Chi non ci ha visto con totale disprezzo fuori dalle categorie industriali era il pubblico impiego, anche se ci vedevano come le prime donne, mentre invece individualmente ci sono stati membri di varie categorie come chimici e tessili che hanno partecipato. Quando nei tessili c'era Dino Greco la categoria si schierò con noi.

Le categorie nazionali erano un disastro. Nessuna si schierò con noi a livello nazionale. A Brescia era un po' meglio. Brescia è sempre stata un centro di elaborazione politica. Anche nel caso della FLM. Io fino alla 1995-1996 ho fatto tessere in fabbrica alla FLM, soprattutto i cattolici radicali, non volevano saperne di sigle sindacali e ripartivamo le trattenute per le tre sigle, tanto per dirti la forza della cultura sindacale unitaria. Era ispirata all'IG Metal tedesca.

## **Interview de Adriano Papa**

### **Délégué syndical FIOM-CGIL de l'usine Eaton Nova de Desenzano del Garda**

Io sono Adriano Papa. Nel 1984 lavoravo ed ero delegato sindacale alla Eaton Nova di Desenzano del Garda, collaboravo con la FIOM, ma ero ancora un dipendente dell'azienda. In quella fase seguivo in prima persona la questione del Decreto di Craxi. La CGIL non era organizzata secondo territori che coincidono con la provincia, ma aveva operato alcuni anni prima, all'inizio degli anni'80, una riforma organizzativa che aveva creato i comprensori. Vi era il comprensorio Sebino-Val Camonica che sarà mantenuto anche dopo la fine di quell'esperienza, quello del Garda-Altomantovano che comprendeva una buona parte della bassa bresciana e il comprensorio centrale che era ritagliato sulla città e la Val Trompia. Io operavo nel comprensorio Garda-Altomantovano.

Nel 1984 ebbi due proposte di lavoro. Mi chiesero di uscire come funzionario del sindacato o di entrare a tempo pieno nel PCI. Scelsi la seconda perché pensavo che fosse più ricco per la mia formazione personale. Non si limitava alla questione del lavoro ma esercitava un ruolo generale nella società. Seguivo il Garda e la Val Sabbia: era un'area che comprendeva una quarantina di comuni e dovevo organizzare le riunioni serali preparandole di giorno facendo delle letture, si trattava in pratica di organizzare i militanti e gli iscritti. Chiusi questo incarico nel 1990 e lavorai nella società autostrade assunto con contratti precari di 6 mesi sempre rinnovati e restai circa tre anni e nel 1993 tornai alla CGIL. Ero al CAF, facevo l'operatore nei servizi fiscali. Nel 1999 mi fu proposto di diventare Segretario responsabile del SUNIA e rimasi là per dieci anni. Adesso sono in Federconsumatori, Federazione di difesa dei consumatori legata alla CGIL.

*Qual era la tua opinione verso le scelte sindacali che prese la Cgil alla fine degli anni'70?*

E' vero che il 1978 rappresentava, per certi aspetti, un cambiamento delle strategie sindacali precedenti, basate quasi esclusivamente sul momento rivendicativo. Il sindacato negli anni '60-'70 doveva recuperare sul terreno dei diritti e del salario moltissima strada e quindi doveva necessariamente dare più potere ai lavoratori, più diritti e far recuperare un potere d'acquisto che era restato indietro, quindi non poteva che essere un sindacato che rivendicava, strappava. Non dico inevitabilmente, ma indubbiamente quando questo fu acquisito e nell'economia e per fattori internazionali avanzarono delle prime crepe, prevalse l'idea della responsabilità e di stare attorno a un tavolo, conservando le proprie prerogative, ma facendo una politica che guardasse a una logica di redistribuzione e conservazione dei redditi. Questa strategia suscitava malumori e mal di pancia, ma era accettata perché c'era forte anche una volontà di equiparazione sul terreno dei diritti. Io ricordo che alla Eaton Nova e in altre fabbriche metalmeccaniche si chiedevano diritti nuovi: che i genitori lavoratori avessero più permessi per i figli, che le madri avessero permessi retribuiti per accompagnare i figli alla scuola materna o alla scuola dell'obbligo. Queste rivendicazioni para salariali erano molto sentite dai lavoratori e queste azioni di difesa della dignità andavano a compensare quella che era una politica salariale generale più morbida da parte dei vertici sindacali. C'era una comprensione, certo che

se ci spostiamo più in là negli anni, man mano questa compensazione è venuta meno è diventato difficile.

*Cosa successe nel 1982-1983 a livello sindacale?*

Precedente al 1984, non ricordo particolari mobilitazioni autonome e d'avanguardia nel comprensorio del Garda, pur non mancando le critiche a questa impostazione del sindacato. Fu diverso nel comprensorio di Brescia dove le punte di diamante nelle fabbriche già criticavano pesantemente. Nel Garda si viveva diversamente la questione sindacale. Era una situazione più provinciale, più calma, influenzata da una realtà di turismo. Il 1984 invece fu uno schiaffo anche a quella parte del sindacato che si faceva carico di una logica di controllo e di distribuzione del reddito, convinta nell'idea di una trattativa globale dove le parti sociali cercassero di governare la situazione. Il sindacato riformista venne isolato dalla manovra di Bettino Craxi.

Per quanto riguarda la situazione della mia fabbrica, alla Eaton Nova, il lavoro politico e sindacale era facilitato dal fatto che c'era un consiglio di fabbrica di 15 persone (800 dipendenti) con una presenza Fiom quasi del 100%. Potevamo azionare il freno o l'acceleratore quando volevamo a livello di mobilitazione. Avevamo un'egemonia che permetteva un controllo quasi assoluto della forza lavoro.

*Come si mobilitò il comprensorio del Garda in quell'occasione?*

L'azione ha un'escalation. Noi aderiamo all'appello dell'ATB. Cominciamo a inviare dei comunicati, per scaldare il clima con i giudizi sul decreto lanciando l'idea della necessità di pre-mobilitarci e fare i primi scioperi. Nel comprensorio Garda e Altomantovano cominciarono i primi contatti dentro la categoria, ma non solo con le fabbriche metalmeccaniche. Qui in un comunicato che ho riletto trovo il nome della Coop di Castiglione delle Stiviere, poi di una fabbrica del commercio, che aderì all'assemblea dei consigli di fabbrica autoconvocati del Garda-Altomantovano.

Lo scontro con gli altri sindacati era anche sul piano dei numeri e organizzativo. Chi sosteneva che quel decreto non era la fine del mondo e bisognava stare tranquilli diceva che i contestatori e chi dava una lettura critica erano pochi e contavano poco e niente, quindi si doveva essere organizzati e si doveva rispondere su questo terreno spiegando che questa era una posizione maggioritaria non solo di qualche fabbrica a maggioranza Fiom.

La Eaton Nova, la Bpm, la Cervo, le Rubinetterie Rapetti e altre fabbriche metalmeccaniche e una del settore alimentare, la Gandola, lanciarono un appello alla mobilitazione. Si trattava di aziende che erano a maggioranza quasi assoluta CGIL. Prendevano l'iniziativa, facevano il giro del territorio e invitavano a partecipare. Il secondo obiettivo era fare l'assemblea e uscire con un comunicato e promuovere uno sciopero ampio con i presenti estendendo sempre più lo spettro dei partecipanti.

Le assemblee degli autoconvocati mettevano in discussione 6-7 anni di politica sindacale. Più si alzava il tiro più si rischiava di dividersi e allontanarsi dalla CGIL madre, perché c'era un pericolo di rottura all'interno che si doveva scongiurare. Questo era un argomento difficile e scivoloso, invece un terreno dove c'era un consenso totale era la questione della democrazia sindacale. Si chiedevano dei passaggi più coinvolgenti nelle decisioni. I consigli di fabbrica rivendicavano un ruolo e di contare molto di più. Tutti soffrivano sul fatto che le cose ti passavano sulla testa, decidevano le segreterie nazionali o ristretti gruppi dirigenti e nessuno nel sindacato lo sopportava più. L'assemblea del Palalido di Milano del 6 marzo approvò il testo



sulla democrazia sindacale proposto da Brescia con un applauso interminabile. Tutti erano d'accordo.

*E il PCI bresciano che ruolo ebbe in questo frangente?*

La CGIL bresciana e i compagni che nel PCI esercitavano ruoli istituzionali più importanti fecero delle pressioni non tanto per fermare le proteste o cambiare le posizioni, ma si chiedeva di fare di tutto per tenere assieme il sindacato. L'unità è un'idea che pervade la formazione di molti dirigenti. C'era un dualismo tra la radicalità e la necessità di non rompere con la CGIL e gli altri sindacali. La dialettica di fate, ma state attenti ai toni, esisteva. Ripeto i dirigenti sindacali avevano una cultura politica certamente legata all'idea di unità e di conservazione della CGIL. Rebecchi quando venne sul Garda non fece un intervento censorio, ma diede un sostegno preoccupato.

*E il referendum sulla scala mobile?*

Il referendum non era su un terreno squisitamente economico, ma anche su degli aspetti ideologici che riguardano il lavoro. Votarono 50 milioni di italiani di cui 3/4 dei quali non avevano nulla a che vedere e non erano coinvolti. E' una cosa che sul terreno dei rapporti di forza difficilmente si poteva vincere. Non fu un referendum di fabbrica dove votano solo quelli che erano toccati dai cambiamenti che erano proposti e non è vero neanche lì, perché se vediamo i referendum recenti alla FIAT vediamo come si facciano votare gli impiegati negli accordi che centrano con i turni di notte e l'intensificazione dei turni di lavoro degli operai. Vanno a votare la proposta dell'azienda fregandosene delle problematiche lavorative degli altri.

*Nel tuo comprensorio c'era una parte della CGIL che era totalmente schierata contro il movimento degli autoconvocati?*

Il segretario territoriale del mio comprensorio era un socialista. Ha osteggiato tutta la fase del decreto e fece anche delle provocazioni dialettiche importanti. La tensione con questa componente era vera ed evidente da un punto di vista quasi fisico. Non arrivò ad atti clamorosi soprattutto nella fase del referendum ma diceva chiaramente la sua posizione per boicottare lo sviluppo del referendum.

Il PCI stesso, era un partito interclassista che pescava in tutti i suoi settori della società, prese una posizione forte e determinata, ma aveva settori e dirigenti molto meno caldi e entusiasti in questa battaglia.

*Come uscì il sindacato bresciano da questo movimento di lotta del 1984?*

Il sindacato bresciano uscì forte da questa mobilitazione. E' vero che nel risultato finale fu una sconfitta, ma la gente e i lavoratori che avevano visto questa marea di delegati muoversi con passione e determinazione, non lasciando nulla d'intentato, hanno apprezzato. Nel mio comprensorio facemmo una riunione il sabato mattina. Quando tutti erano a casa dal lavoro. Ci riunivamo anche il sabato, la gente vedeva questo nostro entusiasmo e il nostro impegno appassionato. Nonostante la sconfitta

si rinsaldò il forte legame tra delegati e lavoratori e per quanto i delegati fossero critici con il sindacato e facessero una battaglia per la democrazia sindacale erano e restavano la cerniera che legava al sindacato istituzionale. Senz'altro la CGIL di Brescia uscì più forte, forse si può riscontrare anche nei numeri.

Nel mio comprensorio si mobilitarono anche altre categorie, ma la forza organizzata era pressoché inesistente all'infuori dei metalmeccanici, poche realtà e a macchia di leopardo. A una riunione degli autoconvocati del mio comprensorio partecipò un certo Mazzolini Giulio, delegato dell'ospedale di Desenzano. Erano dei singoli che partecipavano individualmente e portavano il sostegno e la rappresentanza di un gruppo limitato di lavoratori senza che questo determinasse una presenza pregnante o fortemente rappresentativa della loro realtà. In ogni caso l'ospedale di Desenzano era importante, aveva un migliaio di dipendenti.

Nel mio comprensorio i rapporti con la UILM e la FIM erano molto tesi. Alcuni di loro tenevano dei comportamenti che andavano oltre il dissenso. Erano provocatori. Ricordo riunioni in cui la tensione era fortissima e lo scontro fisico si è sfiorato. La UILM nelle fabbriche era quasi inesistente, ma nel comprensorio aveva la sua realtà e anche con loro la tensione era forte, nessuno nel mio comprensorio tra la gente della FIM e della UILM appoggiò il movimento.

## **Interview de Antonino Zocca**

### **Délégué syndical FIOM-CGIL Stefana F.lli**

MI chiamo Antonino Zocca. All'inizio ho fatto piccole esperienze in officine e poi sono passato all'utensileria. In quel periodo, il 1963, chi voleva andare a lavorare subito andava in siderurgia. Era un po' il ricovero di tante situazioni. Quando abbiamo iniziato noi non c'erano nemmeno le buste paga. Ti davano il bigliettino con scritto le ore che avevi fatto. Alla fine del mese ti chiedevano se volevi prendere tutti i soldi perché qualcuno era abituato a lasciare lì una parte del salario. L'azienda faceva tipo da banca. A quell'epoca si faceva così a Nave. A quel punto abbiamo cominciato a guardarci in faccia e ci siamo detti che le cose non quadravano. In seguito ho lavorato poi alla Stefana F.lli che aveva 900 operai, e il gruppo complessivamente faceva più di 1300 operai. A Nave, in quel momento, c'erano 3000 siderurgici adesso ce ne saranno 200-250 in totale. Anche la Stefana F.lli ha chiuso lo stabilimento a Nave nel ottobre 1983 e si è trasferita ad Ospitaletto dove aveva comprato un nuovo sito. A livello politico mi sono iscritto al PCI nel 1961 e poi sono entrato nel 1980 come consigliere comunale del PCI a Nave. Dopo lo scioglimento del partito non ho più fatto militanza. Nel PDS confronti di una certa natura diventavano difficile.

La prima volta che abbiamo fatto la votazione per il consiglio di fabbrica tutti volevano entrare, si doveva quasi litigare, perché tu sì e non io? Bisognava fare un consiglio di 100 persone per far tutti contenti, ma poi la gente ha capito che non era possibile.

La lotta era dura, non ce n'erano di storie. I padroni erano disposti a comprarmi una casa fuori dalla fabbrica ma non concedere la sede sindacale all'interno. In quel momento la questione della rappresentanza era centrale. I lavoratori della siderurgia erano duri da muovere, ma quando li muovevi erano da governare, erano molto duri. Era una categoria con dinamiche proprie e un suo carattere particolare.

*Che ruolo sindacale ricoprivi nel 1984?*

Nel 1984 ero ancora alla Stefana F.lli. Ho fatto il funzionario prima nella siderurgia, poi nel settore meccanico. Ho girato una parte della provincia. Ho fatto la Bassa bresciana e la Val Trompia. Anche quella era una zona dove si doveva stare attenti a entrare in fabbrica. Comunque nel 1984 lavoravo in fabbrica e un po' facevo il tappabuchi. Quando c'era il cambio del funzionario, andavo io a coprire il posto al massimo per 1-2 anni e poi rientravo.

Il rapporto tra la FIOM di Brescia e le avanguardie operaie era dialettico. Zipponi ci diceva sempre "voi che la sapete lunga, datevi da fare in prima persona, perché sono capaci tutti a venir qui a fare le prediche". Tanto è vero che agimmo. Venivamo da un periodo dove c'erano i veti per l'elezione della segreteria e sulle sue prese di decisioni da parte dei livelli superiori. Da lì è nata l'idea di fare una segreteria fatta dai rappresentanti delle maggiori fabbriche, così erano finiti i veti. Erano i capifabbrica a controllare l'operato della segreteria e in ultima istanza a decidere.

Nella CGIL a Brescia mancò per molto tempo un segretario capace di proporre un dibattito politico al quadro dirigente della Camera del lavoro. Il dibattito era diventato sempre più difficile. Nei direttivi della CGIL di Brescia si doveva sempre forzare la mano e allertare tutti i lavoratori spiegando che ci si doveva mobilitare su tale o tale tema o prendere in mano una situazione sindacale o politica, soprattutto

nei frangenti più caldi. Questo era il nostro ruolo. Era una dinamica per cui c'erano quelle 10-12 teste pensanti tra virgolette poi una fascia ampia che seguiva a ruota e ci credeva. A convincere i membri del direttivo provinciale della CGIL che si doveva intervenire su un determinato tema non era il quadro dirigente della FIOM provinciale, ma erano alcuni rappresentanti di determinate fabbriche importanti che convincevano a prendere in mano la situazione. C'era una fascia di avanguardie che aveva una forte capacità egemonica. Devo dire poi che questi capifabbrica erano bravi a parlare con la gente. Erano riusciti a creare un gruppo forte. Ormai nelle loro fabbriche l'attività sindacale andava per suo conto e il lavoro più duro lo facevano nel sindacato a livello provinciale e fuori dalla fabbrica. Le grandi fabbriche avevano una capacità attrattiva anche verso le piccole che vivevano un movimento di trascinarsi, ma non riuscivano a reggere 8 ore di sciopero. Partecipavano alle manifestazioni con qualche ora di sciopero. Non era facile, ma la loro partecipazione era importante.

*Che rapporto aveva la FIOM provinciale e queste avanguardie di delegati radicalizzati con gli esponenti della componente socialista?*

I socialisti avevano sempre avuto una posizione di mediazione, se decidevi di fare qualcosa extra secondo il loro concetto non erano d'accordo. Panella finito di fare il Segretario generale della Camera del lavoro cambiò mestiere. Un giorno andai a fare una trattativa in fabbrica e me lo trovo dall'altra parte. Tu puoi immaginare un segretario della camera del lavoro che fa il rappresentante dell'azienda e fa le trattative per il padrone. Mi sono detto che forse avevo sbagliato fabbrica e ho fatto rimandare la riunione. L'ho chiamato e gli ho chiesto se faceva sul serio o per scherzo. Era tutto vero, infatti successivamente, molti della corrente socialisti andarono a fare i rappresentanti delle aziende nel settore delle risorse umane. Questo te la dice lunga su cosa pensavano. Uno può andare a lavorare in un'azienda, ma non a certi livelli dirigenti.

*Come hai vissuto quella fase di lotta entusiasta e di esplosione delle fabbriche cittadine?*

L'esperienza sindacale di quegli anni fu straordinaria. Per un delegato o per un militante non c'erano più le ore di lavoro, avevi fame di sapere e quindi andavi avanti, siamo cresciuti un po' tutti. Abbiamo cominciato mettendo gli operai nelle segreterie e poi siamo arrivati a "Essere sindacato". Noi non l'abbiamo mai vissuta come la sinistra della FIOM. Non ci vedevamo come una frazione interna. Però eravamo aperti alle realtà autonome che emersero negli anni '80. Una volta ho fatto un'assemblea alla camera del lavoro di Milano e c'erano quelli dell'Alfa Romeo che non volevano far parlare i Cobas. Io mi sono opposto, volevo che parlassero. Quelli dell'Alfa Romeo minacciarono di andarsene se parlavano. Noi pensavamo che non si può discutere solo con quelli che vogliamo noi. Volevamo ricostruire il sindacato su nuove basi, quindi avevamo un'impostazione diversa e bisognava imporre un'idea larga di democrazia sindacale. Non potevamo pensare di cambiare qualcosa all'interno del sindacato se non eravamo capaci di dialogare all'esterno.

Alle assemblee autoconvocate mi sono tolto qualche soddisfazione. Avevo davanti i massimi dirigenti ed era un'epoca che volevo dire certe cose, ho mandato "qualche telegramma a qualcuno" e dovettero ascoltare. I rapporti di forza erano dalla nostra parte. Le nostre critiche non volevano dire che noi volessimo distruggere il sindacato, quello non aveva alcun senso, ma noi l'unità sindacale a tutti i costi o i patti per l'Italia ante litteram non volevamo farli. Questi compromessi costavano solo alla classe

operaia ed è normale che i lavoratori non li capissero. Noi i patti li avremmo anche fatti, ma con regole chiare, ma chi gli sviluppava questi progetti? Non ci potevamo fidare di mezzi delinquenti. Volevamo parlare di quello che serviva alla gente, e volevamo fare politica come servizio alla gente comune e come modo di dare delle risposte concrete.

## **Interview de Graziano Fracassi**

### **Secrétaire générale de la Fonction Publique CGIL de Brescia**

Io sono Graziano Fracassi. Sono stato lavoratore dell'INPS dal 1973 fino al novembre 2012. Ho sempre svolto la mia attività sindacale nella CGIL Funzione pubblica. La categoria si unificò nel 1981. Prima c'erano raggruppamenti per settore. Il sindacato CGIL sanità, dello stato, e del parastato. Io come dipendente dell'INPS ero associato a quest'ultimo. Nel 1981 ci fu questa fusione, tra le tante scelte confederali c'era la volontà di rompere il corporativismo dei singoli settori per avere una grande categoria forte capace di interloquire con lo stato. Incisero in quella fase le grandi mobilitazioni del pubblico impiego. E' indubbio che le mobilitazioni della sanità nel 1978 videro anche componenti critiche rispetto a un certo ritardo della CGIL su questi temi. Vi era una forte dialettica con il sindacato confederale.

Nel 1974 sono diventato attivista sindacale sul posto di lavoro, alternando dei periodi come funzionario sindacale.

Sono stato segretario FP-CGIL dal 1984 al 1989, poi assunsi un incarico politico con DP che era incompatibile con l'attività sindacale. Ho ripreso poi l'impegno direttamente a tempo pieno con l'incarico di Segretario della camera del lavoro, quando Dino Greco era segretario generale. Una volta creata Rifondazione comunista nel 1991, ho avuto incarichi di coordinamento provinciale e cittadino. Diciamo che ho alternato momenti di militanza sindacale esclusiva e momenti di convivenza dell'attività sindacale sul luogo di lavoro e l'attività politica.

*Nella galassia della funzione pubblica ci fu un dibattito rispetto alla svolta dell'Eur e in generale sul dibattito che si accese a sinistra in quegli anni sulla necessità di una politica dei sacrifici?*

Nel lavoro pubblico si è dibattuto molto dell' Eur. Essere iscritto alla CGIL nel pubblico impiego in quegli anni era uscire dal tradizionale isolamento della categoria rispetto soprattutto alle problematiche che movimentavano i lavoratori dell'industria. Tutti noi che eravamo delegati e iscritti della CGIL eravamo molto coinvolti nel dibattito, volevamo essere presenti nelle dinamiche e le discussioni generali e riuscire ad avere come sindacato una visione abbastanza generale. Alla fine degli anni '70 era un momento di conquiste per il pubblico impiego. Scoprivamo il contratto nazionale, prima ancora di settore, cominciammo ad avere i primi rapporti con normative di carattere generale. Eravamo molto indietro nella scala mobile rispetto ai privati e quindi puntavamo ad averne una come nel privato alla fine degli anni '70.

Nel momento in cui stavamo conquistando il punto unico con la trimestralizzazione uguale al settore privato è partita in realtà l'idea che bisognava fare dei sacrifici. Le festività si dovevano ridurre, quindi noi siamo stati a pieno titolo coinvolti in questo processo. Certo è che l'avanguardia di queste critiche sono stati i settori industriali del sindacato.

Anche nella funzione pubblica bresciana i settori critici erano molto ampi, probabilmente per una fase non maggioritaria, ma poi quando ci fu il congresso del 1991 vinse la mozione "Essere sindacato". Quell'area minoritaria riuscì a rovesciare la situazione. All'inizio nella Funzione pubblica vi era una CGIL per certi versi debole,

quindi c'era una forte identificazione con l'organizzazione di conseguenza con la sua linea maggioritaria.

In ogni caso, già negli anni '70, al Comune di Brescia, all'INPS, in alcuni settori della sanità la critica alla linea era molto estesa, nonostante questo forte senso di appartenenza che bloccava le critiche alle scelte dei dirigenti.

*Qual era il ruolo della spontaneità dei lavoratori nella tua categoria?*

La funzione pubblica aveva dinamiche di sciopero e di mobilitazione differenti rispetto ai metalmeccanici. La spontaneità non aveva un ruolo fondamentale viste le modalità di esercizio del diritto di sciopero che erano imposte alla categoria. Anche se le norme più rigide sono venute dopo, bisognava garantire i servizi, quindi si preferiva modalità più strutturate di lavoro sindacale. L'ordine del giorno, la raccolta firme, l'assemblea, il partecipare come delegati alle iniziative. Le restrizioni del diritto di sciopero creavano nella funzione pubblica delle difficoltà enormi nell'organizzazione dello sciopero. Lo sciopero spontaneo e immediato non era possibile.

*L'area critica e di contestazione alla linea sindacale confederale era molto presente nella funzione pubblica all'inizio degli anni'80, ma si trattava di un fenomeno circoscritto alle avanguardie o era una necessità sentita da un'ampia fascia dei lavoratori?*

Anche dai noi negli enti più significativi c'era un fermento e una discussione vera. E' vero però che chi sentiva più la necessità di mobilitarsi e contestare era soprattutto un'area di attivisti. Non c'era un fenomeno di massa e di consapevolezza come ci fu nell'industria, anche se le assemblee erano molto partecipate. Le raccolte firme non mancavano e quando i delegati lanciavano un appello c'era una certa risposta da parte dei lavoratori. Il rapporto tra i delegati e le fabbriche bresciane era di simbiosi, cosa che non si riscontrava nella funzione pubblica. Nell'industria i lavoratori rispondevano anche perché venivamo da una lunga fase di contrattazione acquisitiva, quindi con i delegati c'era un rapporto fiduciario, che oggi si è un po' logorato.

*La funzione pubblica bresciana si mobilitò accanto ai settori industriali nei giorni della presentazione del Decreto di San Valentino?*

Durante i giorni del Decreto di San Valentino la mobilitazione nel settore pubblico è stata indotta e veicolata soprattutto da chi aveva già criticato e partecipato prima, quindi non ha avuto l'impatto immediato di una mobilitazione diretta e diffusa nei luoghi di lavoro. Chi di noi era negli organismi sosteneva il movimento nel quadro di una dirigenza camerale che non vedeva bene questa iniziativa anche perché la depotenziava o direttamente la escludeva dal suo ruolo decisionale. Nelle categorie si è sostenuto il movimento come dirigenti sindacali che erano anche delegati nei luoghi di lavoro e andavamo nei direttivi e nelle assemblee a tenere il colpo della mobilitazione e spiegare ai lavoratori. Noi partecipavamo alle grandi assemblee degli autoconvocati come delegati della nostra categoria. La partecipazione è stata molto veicolata da delegati e membri del direttivo che erano in posizione critica e quindi condividevano quelle posizioni. Noi abbiamo partecipato per la nostra soggettività e per le critiche che avevamo nei confronti dell'organizzazione sindacale in un movimento, in realtà, costruito da altri. Era l'industria che spingeva. Sostenevamo e

portavamo nella categoria delle critiche e delle proposte d'iniziativa di cui non eravamo stati gli iniziatori.

A livello di luoghi di lavoro il sindacato era organizzato in maniera differente. Nel pubblico impiego, sull'onda delle lotte degli anni '70, volevamo fare come i consigli di fabbrica, quindi creammo dei consigli dei delegati in molte grandi e medie realtà. Ce n'erano al Comune di Brescia, all'INPS, nelle aziende sanitarie locali. C'era una rete molto ampia costruita su modalità un po' imitative della realtà privata, ma senza un riscontro nella rappresentanza perché non c'era un riconoscimento formale dalla controparte. In ogni caso contavano più politicamente di quanto continuo le RSU adesso, perché avevano un ruolo più forte, ma non avevano le prerogative formali di contrattazione che hanno oggi le RSU. La dirigenza sindacale confederale li riconosceva come organismi rappresentativi dei lavoratori e condivideva con loro la partecipazione alla trattativa, quindi da questo punto di vista eravamo più simili al mondo industriale di quanto si potesse pensare.

Rispetto all'industria scontavamo un'altra debolezza, avevamo una capacità di iniziativa meno ampia, e più mirata ai temi propri della categoria e non alle tematiche generali. Poi vi era una fascia ampia di delegati che partecipava al dibattito generale e quindi veicolava il dibattito generale necessariamente anche nei posti di lavoro.

Nell'impiego pubblico il rapporto con la FIM era difficile. Non solo non parteciparono al movimento degli autoconvocati, ma erano molto legati alle problematiche esclusive di categoria, erano molto estranei ai dibattiti sulla politica economica. C'era in alcune sezioni della sanità una storia di mobilitazione unitaria, ma niente di più.

C'è da dire che la Funzione pubblica nel 1984 era appena nata, quindi non avevamo un grande coordinamento. In maniera informale si faceva ancora riferimento alle vecchie sottocategorie. La nostra fu una partecipazione destrutturata, non organizzata e non di primo piano. Io, per esempio, non partecipai alle assemblee degli autoconvocati come delegato del mio posto di lavoro, cioè con una delega dei lavoratori, ma come singolo che ci credeva, che si identificava in quell'idea, invece nell'industria la maggior parte dei delegati partecipò attraverso mandati assembleari o attraverso l'adesione del loro Consiglio di fabbrica. Maggiore e più difficile è stata l'operazione di trasferire quei contenuti e quelle idee nella continuità dentro le organizzazioni sindacali. Lì abbiamo sviluppato dei contatti forti e dei collegamenti anche nei momenti congressuali. Chi partecipò al movimento del 1984 sviluppò successivamente un protagonismo nel momento di rendere reali i contenuti proposti dentro la vita concreta dell'organizzazione sindacale e nelle battaglie dentro gli organismi dirigenti locali.

*Che posizione prese la corrente comunista bresciana all'interno della CGIL?*

Il gruppo dirigente locale temeva questo movimento. Non lo ostacolò giusto perché non aveva la forza di farlo, ma non lo favorì, perché non voleva arrivare alla rottura con i socialisti. Ricordo Aldo Rebecchi, il segretario generale della camera del lavoro all'epoca che guardava sconsolato Piazza Repubblica riempirsi di lavoratori autoconvocati. La componente socialista nella CGIL, dal canto suo, cercava di tenere le posizioni contro un movimento che cresceva, perché erano stati convinti dell'operazione portata avanti da Craxi. C'era una parte del gruppo dirigente comunista invece che non vedeva l'ora che questo movimento finisse, incassarlo magari nella dialettica dei gruppi dirigenti, ma che lo temeva. Il movimento alla fine durò parecchi mesi e si espanse a livello nazionale. Poi pian piano perse tenuta, ma qualcosa in ogni caso ha lasciato, tutto questo si cristallizzò nella formazione del documento alternativo "Essere sindacato". Dal punto di vista delle vittorie rivendicative non ebbe uno sbocco positivo, perché alla lunga l'idea dei sacrifici passò, ma ha sedimentato l'idea che la CGIL deve essere democratica, se no diventa



un'altra cosa. Idea rappresentata bene dai documenti congressuali della sinistra sindacale nel 1991. Nella Funzione pubblica questo movimento aprì un processo importante, tutto interno alle sue logiche di categoria. Per noi la scala mobile era diventata il simbolo di una conquista e di una vicinanza al mondo del lavoro privato, perché era un elemento unificante. Gli sforzi che erano durati anni per avvicinarci e ottenere condizioni omogenee attraverso la conquista della scala mobile, ci venivano portati via e anche tra i meno sensibili tutto questo aveva il sapore di una beffa. L'identificazione degli autoconvocati bresciani con la FIOM è stata fortissima, quindi era difficile che s'innestasse un dibattito dove si proponeva in maniera più o meno surrettizia l'uscita dalla CGIL o la creazione di un'altra organizzazione sindacale. Può essere invece che in altre realtà, dove lo scontro con le dirigenze locali fu molto aspro, effettivamente ci fu una riflessione sulla possibilità di uscire o di dare vita a forme autonome o semiautonome dai confederali. La CGIL di Brescia ha subito il movimento e non la FIOM, e lì si è aperta una dialettica tra le due strutture, perché la FIOM voleva proiettare nell'organizzazione generale le pratiche che la animavano e che venivano avanti anche nel modo di organizzarsi del movimento degli autoconvocati. Avevano un'altra idea di movimento sindacale.

*Che dibattito ci fu a livello di strutture dirigenti locali della funzione pubblica sull'idea di raccogliere le firme per il referendum?*

In DP c'era un po' il mito del referendum. Il referendum era concepito come un'arma in più. Il problema vero è che avevamo sottovalutato che quel referendum non era sostenuto da una continuità di mobilitazioni ed era diventato uno strumento esclusivamente istituzionale. Si è sottovalutata la posizione della FIM e il peso di chi in fondo stava lavorando da tempo perché il movimento terminasse e che aveva sposato dentro di sé l'idea dei sacrifici.

Per concludere io penso che questa lotta ha lasciato il segno a Brescia anche positivamente, la Camera del lavoro è diventata un luogo sempre più contestatore delle posizioni nazionali moderate e di dibattito sempre più intenso. Sul piano generale la cosa fu diversa. Il movimento sindacale in generale è uscito indebolito. Ha riversato il meglio che aveva in questo movimento, ma non ha ottenuto risultati, anche se ha dimostrato le potenzialità che c'erano, ma fu effimero.

*Quando nasce la sinistra sindacale nella tua categoria?*

A un certo punto, dopo il movimento degli autoconvocati, nacque un dibattito centrato sull'idea di strutturare una sinistra sindacale che fosse capace di incidere negli organismi dirigenti. Noi in funzione pubblica a Brescia pensavamo che servisse una massa critica sindacale alla base per poter affrontare lo scontro nell'organizzazione sindacale. C'era chi voleva creare una corrente organizzata e chi riteneva di dover mantenere un livello di mobilitazione e collegamento ma non nella logica correntizia. Una lotta sui contenuti e sulle forme democratiche nel sindacato insomma. Queste due anime, a un certo punto, si sono separate. La prima continuò a lavorare all'interno dei luoghi di lavoro per tenere alta la mobilitazione e i livelli di critica, mentre la seconda costituì una corrente sindacale in CGIL chiamata Democrazia consiliare, di cui uno dei capofila fu Gianpaolo Patta. Questa realtà confluì anni dopo in Essere sindacato. A Brescia subito dopo la vittoria al congresso del 1991 ricompaiono queste due posizioni dialettiche di cui parlavo poc'anzi. La maggioranza di chi aveva sostenuto Essere sindacato al congresso si rifiutò di farla diventare una corrente strutturale e organizzata e quindi qui ci fu una rottura. La Camera del lavoro ruppe con Essere sindacato su questo tema. L'idea era che si dovesse lavorare in campo aperto sulle proposte e non cristallizzarsi in un muro contro muro. A quel

punto salta l'esperienza di Essere sindacato e i rimanenti di Democrazia consiliare hanno dato vita ad altre aree organizzate. Prima si chiamarono Alternativa sindacale, formalizzandosi in corrente durante il congresso della CGIL svolto a Napoli e poi successivamente divennero Cambiare rotta. Unica variante fu quando in Rifondazione comunista qualcuno teorizzò che si dovesse creare una componente che facesse riferimento al partito, l'area dei comunisti.

*E cosa fu la terza componente nella CGIL?*

La terza componente era figlia della ripartizione in componenti ben stabilite secondo delle percentuali fisse di posti nei gruppi dirigenti. I comunisti il 60%, i socialisti il 30% e loro il 10%. Era una componente non del tutto strutturata. Era formata da intellettuali e sindacalisti di un certo spessore ma facevano riferimento variamente alle forze della sinistra extraparlamentare come il PDIUP e l'area culturale del Manifesto. C'era stato un tacito consenso nel dare spazio a chi non si riconosceva nelle due aree del PCI e del PSI.

*Secondo il tuo punto di vista perché le opposizioni della sinistra sindacale non diedero vita a un documento alternativo nel congresso della CGIL del 1986?*

Nel congresso della CGIL del 1986 iniziò una fase in cui la paura del documento alternativo era legata alla paura della conta dei gruppi dirigenti. Quindi l'idea era che tu dovevi cercare di vincere il congresso portando certe posizioni senza ossificarle in un documento alternativo.

Con Essere sindacato si introdusse un concetto di battaglia frontale. Il congresso a tesi alternative anche se aveva portato un dibattito molto ricco e non preconstituito, dimostrò che alla fine a prendere le decisioni erano sempre quelli, quindi si cambiò radicalmente tattica.

## **Interview de Osvaldo Squassina**

### **Permanent et responsable du secteur sidérurgique de la FIOM-CGIL de Brescia**

Io ho iniziato a lavorare giovanissimo, in una carpenteria come saldatore. Mi sono trasferito alla Petit Pierre quando avevo 17 anni, all'epoca aveva oltre 600 dipendenti. Poi sono andato alla Pietra, una grande azienda siderurgica che aveva 1850 operai. Ero nel consiglio di fabbrica: organismo che era eletto su scheda bianca e ricoprivo il ruolo di coordinatore. Conta che avevo soltanto 22 anni. Da lì è partita la mia esperienza sindacale. Sono stato chiamato al sindacato da Gianni Pedò tra la fine del '76 e l'inizio del '77. Fino al dicembre del 2003 sono stato nella FIOM dove ho fatto anche il segretario generale della categoria locale. Finita la mia esperienza sindacale ho cominciato quella politica. Tra il 2005 e il 2010 sono stato consigliere regionale in Lombardia per Rifondazione comunista e dopo non ho più voluto continuare l'esperienza, perché sentivo troppo forte il distacco della politica con la società e il mondo del lavoro e non mi riconoscevo più nei partiti.

So che l'intervista è sugli autoconvocati, quindi vorrei fare una premessa sul clima politico degli anni'80. Si era appena conclusa la vertenza per il contratto nazionale dei metalmeccanici del 1979 ed era in corso la vertenza FIAT per il rinnovo del contratto aziendale dei 200 mila dipendenti. Nel giugno del 1980 Ciampi fu eletto Presidente della Banca d'Italia e nel discorso di apertura denunciò tutti i meccanismi di rivalutazione del potere d'acquisto e subito dopo Agnelli in piena vertenza FIAT disse che c'era una situazione di crisi e si doveva risolvere con il licenziamento di alcune migliaia di lavoratori. Con la vertenza dei 35 giorni la FIAT riprese in mano tutte le cose che aveva perso negli anni'70. L'accordo firmato dai sindacati non prevedeva nessuna garanzia di rientro dei lavoratori in fabbrica dopo la cassaintegrazione. Vennero lasciate a casa le donne, gli invalidi e tutti gli attivisti sindacali. Iniziò il periodo di "restaurazione" del padrone all'interno della fabbrica. I lavoratori erano stati abbandonati dal sindacato e dai partiti della sinistra. Dopo la sconfitta della FIAT iniziò quindi una fase di cambiamento delle politiche sindacali delle confederazioni. Anche loro cominciarono a dire che si poteva rilanciare l'economia del nostro paese solo se si riducevano i diritti dei lavoratori. La FIAT fu un punto importante di snodo. La vicenda della FIAT fece partire un dibattito tra i lavoratori bresciani sul sindacato, ma anche precedentemente. C'era la consapevolezza diffusa tra gli operai di Brescia che la vertenza FIAT era centrale. Tutti sapevano che quando conquistavi un diritto in FIAT si estendeva in breve tempo a tutti gli altri, ma questo valeva anche in negativo. Una sconfitta della FIAT si ripercuoteva su tutto il paese. Si capiva che era una lotta per la sopravvivenza. Se il padrone poteva cacciare dalla fabbrica 23000 operai senza problemi è ovvio che dopo non potrai chiedere altri diritti se è stato annientato il diritto al lavoro. A cascata tutti gli altri diritti saranno su un periodo più o meno lungo ripresi. E così è stato. E' la fase iniziale per l'aggressione alla rivalutazione dei salari. Il secondo momento importante è nel 1982. L'esperienza del governo Spadolini venne messa in crisi a causa di alcuni franchi tiratori in parlamento, legati alla Democrazia cristiana. Il governo successivo aprì la discussione sul costo del lavoro. E' il governo che scaturì dall'accordo CAF Craxi Andreotti Forlani. Questo accordo fu battezzato dalla lotta persa alla FIAT e dalla controffensiva dei primi anni '80 che

venne fatta da un settore importante della classe dominante per sterilizzare il movimento dei lavoratori. Era un governo che aveva una strategia molto chiara e condivideva le analisi della Banca d'Italia sul costo del lavoro e sulla situazione economica. I padroni decisero di accelerare sulla diminuzione della copertura della scala mobile, sfruttando il momento di debolezza del movimento sindacale. E' da questi fatti che si arrivò al Decreto di San Valentino nel 1984. Il governo trasformò in legge un accordo separato dove era escluso il sindacato più importante d'Italia. Anche la CGIL era spaccata, con l'area socialista interna totalmente schiacciata sulle linee del PSI.

C'era la consapevolezza nel mondo del lavoro che era in corso un attacco alla democrazia nelle aziende. I lavoratori non poterono ne discutere, ne votare quell'accordo e allora cominciarono a riunirsi in tutte le città come autoconvocati e poi si coordinarono organizzando iniziative a livello nazionale.

Sulla questione dei socialisti della CGIL aggiungo che io conoscevo il loro capo a livello nazionale che era Ottaviano Del Turco. Lui era responsabile nazionale della siderurgia per la segreteria generale della CGIL nazionale e io ero un delegato sindacale in quel settore produttivo. Posso dire che in quel periodo era totalmente schiacciato sulle posizioni del PSI. All'epoca si sospettava anche che Craxi avesse finanziato la corrente socialista nella CGIL per fare una battaglia che imponesse nel nostro sindacato l'accettazione di un accordo di questo genere, ma erano voci e non ci sono prove che possano essere fornite.

### *E cosa successe a Brescia?*

Sulla vicenda del Lodo Scotti ci fu una contestazione a Brescia, ma devo dire che non si andò molto oltre nel portare avanti la protesta nel sindacato e nelle piazze. La grande mobilitazione venne con il Decreto di San Valentino, dove il fulcro della contestazione fu lo stabilimento FIAT a Brescia. Nel febbraio 1984 l'accordo prevedeva che se anche aumentavano i prezzi non si sarebbero rivalutati i salari come prima ma venivano tolti tre punti pesanti. Allora era più importante la voce di salario della scala mobile che quella del salario legato alla professione. Se il salario era 100 la scala mobile era 190. Quindi tagliarla significava in prospettiva un massacro sui salari.

Il consiglio di fabbrica dell'Iveco resse per tutto il periodo il livello di scontro e di tenuta unitaria con la FIM di fabbrica grazie a un consolidamento di stima e di fiducia tra i diversi membri. I comunisti lavoravano braccio sotto braccio con la componente cattolica del sindacato. La stima era possibile perché c'era una grande elevazione politica e sindacale e quindi di dibattito all'interno dello stabilimento.

La Cgil di Rebecchi era una CGIL molto ambigua. Lui mal sopportava l'esperienza della FLM, perché era un'esperienza vera di un processo potente di unità sindacale di una categoria. Inoltre non la sopportava perché i consigli di fabbrica erano eletti su scheda bianca e non rispondevano ai confederali ma rispondevano ai propri organismi dirigenti di fabbrica e ai lavoratori dipendenti. Era un'organizzazione sindacale con oltre 40000 iscritti a Brescia. Era un'esperienza autorevole, seria, rappresentativa con dei riferimenti molto forti all'interno dei luoghi di lavoro a livello numerico e di quadri sindacali preparati. Questo metteva oggettivamente in secondo piano le confederazioni sindacali. La CGIL in quel contesto poteva intervenire nella altra categorie, ma non poteva intervenire nel sindacato dei metalmeccanici e non poteva intervenire soprattutto nelle relazioni imprenditoriali, perché quando parliamo di autonomia dei consigli di fabbrica e dell'FLM non era solo autonomia dai padroni, ma era un'autonomia anche della CGIL. La CGIL a guida Rebecchi è sempre stata una CGIL molto opportunistica: in pubblico con gli operai nelle sedi ristrette contro gli operai. A livello nazionale l'organizzazione era a quell'epoca un po'

sull'Aventino rispetto a tutte le grandi battaglie di quel periodo. Non tentò nemmeno di fare rotture, non poteva permettersi di fare pressione troppo evidenti sulla FIOM di Brescia perché i dirigenti sindacali dei metalmeccanici tenevano all'autonomia decisionale degli operai e la difendevano con forza. Tenevamo alla sovranità degli operai.

La vicenda FIAT, la questione della scala mobile, la linea di intervento sindacale nella crisi economica sono questioni che aprirono un dibattito, non solo dentro i partiti della sinistra, ma anche all'interno del sindacato. Erano anni di grandi dibattiti. Nonostante fossero tempi di grande crisi per il movimento operaio, c'era ancora una grande voglia di partecipare, di riflettere e cercare di spostare a sinistra il baricentro politico. I lavoratori volevano abbandonare le linee di austerità e di riduzione delle rivendicazioni sposate da CGIL, CISL e UIL. Il dibattito nei sindacati nazionali era a senso unico. I dirigenti concordavano rinunce sindacali di diritti in cambio di miglioramenti che sarebbero venuti dopo. Era una politica delle promesse. E' chiaro che una politica delle promesse effimere del genere puoi farla 1,2,3 volte, ma a un certo punto la gente si stufa. La gente nelle fabbriche diceva che non ci poteva essere sempre solo il primo tempo del film, dove i lavoratori davano e non avevano in cambio mai niente.

A mio avviso il momento di svolta nella volontà di cambiare le cose nel sindacato è stata la nascita di Essere sindacato. L'idea nasce sulla base della necessità di democrazia e di libertà sindacale in fabbrica. Si pensava che nessun dirigente a livello nazionale o territoriale poteva sostituirsi al voto democratico dei lavoratori e alla loro discussione. Nel movimento degli autoconvocati ho visto una straordinaria capacità di sintesi unitaria. Non c'era la volontà di spaccare il capello in quattro nei dibattiti, per mitigare o trovare punti di mediazione quando le posizioni erano opposte. Avevo trovato questa generosità e capacità di sintesi che era figlia della grande consapevolezza che stava cambiando tutto nel sindacato, che si stava chiudendo una fase storica. Si stava chiudendo l'esperienza dei consigli di fabbrica e stava crollando sulle cose concrete. Si sentiva forte e chiaro un ritorno al passato. Vorrei far emergere una considerazione. Per me quell'esperienza è stata una delle ultime battaglie degli operai. Essi dedicavano il loro tempo non solo al lavoro, ma anche all'attività sindacale e alle battaglie civili per cambiare e migliorare il paese. Fu una battaglia di una generosità immensa da parte dei lavoratori.

*Quale fu la tua riflessione una volta che fu presentata la proposta di un referendum revocativo del decreto di San Valentino?*

Quando parte la raccolta delle firme per il referendum sulla scala mobile il movimento degli autoconvocati si ripiegò su se stesso e entrò nella battaglia per il referendum. Quando poi venne perso, la parte che lo aveva sostenuto subì una sconfitta sindacale, ma che fu anche una sconfitta emotiva e psicologica molto forte. I lavoratori accolsero bene l'idea del referendum e lo videro come uno strumento necessario per arrivare all'abrogazione del Decreto di San Valentino ma questo strumento è stato sottovalutato.

Il referendum lo abbiamo preso al nord e lo abbiamo vinto al sud. Nelle zone dove il movimento è stato più forte, cioè il nord industrializzato a livello di corpo elettorale abbiamo vissuto una sconfitta. Questo evidentemente ha aperto una riflessione nella FLM di Brescia e nei consigli di fabbrica. L'errore che si è commesso è che si dava per scontato la vittoria in questa battaglia. Davamo per scontato che nessuno avrebbe votato per abbassare il salario ai lavoratori. Anche nella provincia di Brescia vinsero i nostri oppositori. E' vero che il 46% dei voti può essere considerato un buon risultato se si considera che va ben oltre alla somma dei due partiti che lo sostenevano. Pci e Democrazia proletaria. E' anche vero che su una questione sociale come questa non si

possono fare delle somme algebriche a freddo. Ci sono altre dinamiche che si installano. Noi avevamo fatto una riflessione sul piano sociale. Ci eravamo detti che la popolazione pensava che per affrontare la crisi si dovevano ridurre i salari. Voglio ricordare che a Brescia nel 1985 c'erano più di 30000 lavoratori in cassaintegrazione straordinaria. Forse la gente pensava che abbassando i salari si sarebbero creati dei posti di lavoro. E forse lo pensavano anche i lavoratori. A Brescia il 75-80% del corpo elettorale erano lavoratori dipendenti e pensionati. Questo elemento fu portato nel nostro dibattito, riflettendo se effettivamente nel paese non c'era in atto un mutamento culturale di valutazione e comportamento. Detto questo non posso attribuire all'area socialista della CGIL i motivi della nostra sconfitta. Non avevano una forza tale da influenzare una parte così importante del corpo elettorale. Dirlo sarebbe una forzatura assurda. C'era un sentimento diffuso nella società. Non a caso scoppia la Lega nord nel 1992. Si sentì un voto politico della cultura solidale, come dimostrerà dopo il referendum dove i pensionati votarono contro la rivalutazione dei salari. Poi il blocco della rivalutazione fu firmato anche per i pensionati, quindi vediamo come nessuno è immune dagli attacchi.

*Come uscì il sindacato bresciano dalla battaglia del 1984?*

Da questa battaglia uscì un sindacato sconfitto. Non si esce più forti da una sconfitta. Allo stesso tempo però uscì più consapevole che quello che era avvenuto sulla scala mobile era solo un punto. Era l'azzeramento di un diritto, ma che questa vicenda apre un'autostrada. Ci trarrà da quella esperienza degli insegnamenti per la FIOM e i lavoratori che continueranno la battaglia alla luce delle analisi fatte in quel momento senza mai dimenticare il punto fermo dell'idea della democrazia sindacale che fu un'eredità che venne proprio da quel movimento e che dura tutt'oggi nei metalmeccanici della CGIL.

Vorrei fare un inciso della situazione interna alla UIL a Brescia. A Brescia nacque la UILM perché la FIOM e la FIM dalle grandi fabbriche come la Pietra, la OM e tante altre realtà avevano dato delle quote di iscritti alla UILM, per permetterle di esistere. Non aveva iscritti. Giorgio Benvenuto che era il segretario nazionale della UILM, per permettere la nascita della FLM a Brescia commissariò la UILM di Brescia di allora e azzerò il gruppo dirigente. In seguito inviò Piero Imberti di Bergamo a gestire la struttura locale Bresciana. Quindi nel 1984, il rapporto che c'era tra la UILM a direzione Imberti e la UIL non era così duro, anche se c'era un leggero contrasto, ma mai come il contrasto che c'era tra FIM e CISL. Era dovuto a due fattori. Il primo era che il peso della UILM era residuale. Il secondo era che c'era ancora la FLM, quindi anche i dirigenti della UILM dovevano dialogare con i consigli di fabbrica unitari, perché dentro quei consigli vi erano anche i loro rappresentanti. Una parte della UILM di fabbrica si schierò con noi, per esempio alla Ocean c'era Poma, delegato della UILM che era d'accordo con gli autoconvocati, quindi, anche a causa della loro residualità non potevano scomunicare il loro delegato.

## **Interview de Pietro Guizzi**

### **Délégué syndical FIOM-CGIL à l'usine OM-FIAT**

Sono Pietro Guizzi detto Gigi. Ho lavorato all' OM-FIAT dal 1969 al 1986, poi mi sono licenziato e ho fatto l'artigiano restauratore. Sono stato eletto nel 1971 nel primo consiglio di fabbrica e dopo sono diventato membro dell'esecutivo e responsabile del nostro sindacato all'interno dello stabilimento. Inoltre ho guidato la sezione del PCI interna alla fabbrica.

Sia chiaro ero militante del PCI e anche del sindacato, ma credevo profondamente nell'autonomia di quest'ultimo. Per esempio andammo a Torino per fare una trattativa con la FIAT e la FIOM di Brescia era contraria a firmare un accordo su quelle basi. Allora interrompemmo la trattativa e ci trovammo come FIOM per discutere della questione. Arrivò Piero Fassino, Segretario della federazione del PCI torinese e disse che per lui era una buona proposta e si doveva firmare. Io risposi: "Fassino, per quanto riguarda il PCI tu puoi dire quello che vuoi, ma questa è una riunione della FIOM, perciò prendi e te ne vai, perché quello che dici tu a noi non ce ne frega un cazzo" Era il sindacato che doveva decidere rispetto a quel problema, non sopportavo ingerenze del partito.

*Partiamo dalla svolta dell'Eur e dalla lotta dei 35 giorni alla FIAT di Mirafiori nel 1980. Fu un argomento molto dibattuto all'interno dello stabilimento bresciano della Fiat?*

Quando fu proposta la politica dell' Eur ci fu una grossa discussione all'interno della fabbrica, e arrivammo fino a un'assemblea dove fu messo in votazione il documento dell'Eur che fu respinto a grande maggioranza. La FIOM di fabbrica era contraria e la stragrande maggioranza dei lavoratori era contro a prescindere. La FIOM locale era sempre stata con noi, diversamente dalla Cgil cittadina. Anche nel 1980 noi votammo contro l'accordo firmato alla FIAT Mirafiori. Partecipammo alla lotta andando a Torino a fare i picchetti davanti a Mirafiori e facendo uno sciopero articolato in fabbrica che durò tre giorni di più del blocco delle portinerie di 35 giorni allo stabilimento torinese. Noi eravamo convinti che le battaglie si fanno, si vincono o si perdono, ma si vincono o si perdono tutti assieme. Se i lavoratori si rendono conto che siamo tutti assieme, che il sindacato sta dalla loro parte, vincere non è una condizione necessaria. I lavoratori si fidavano della FIOM perché sapevano che in qualunque situazione non li avrebbe mai mollati. Questa era la filosofia della FIOM di Brescia. Noi vivemmo la firma dell'accordo di notte come un tradimento. Noi pensavamo che dopo la marcia dei 40000 mila, potevamo portare in piazza 400000 persone il giorno dopo. La decisione era se accettare lo scontro oppure no e Lama in effetti decise di non accettarlo.

I nostri dirigenti nazionali ci hanno mollato in mezzo alla lotta e noi l'abbiamo vissuta male, anche i rapporti con la FIOM nazionale furono molto duri, ma mai abbiamo riflettuto sulla possibilità della rottura pensando di fare una cosa autonoma. Tanto è vero che tutte le lotte più dure erano gestite dalla FIOM di fabbrica, non emersero mai forze autonome fuori e in contestazione al sindacato.

*Cosa successe a Brescia nel periodo del Lodo Scotti e del Decreto di San Valentino?*

Nel momento del Lodo Scotti ci furono prese di posizione ufficiali da parte nostra come sezione Fiom di fabbrica e scioperi sulle catene di montaggio, come successe anche all'ATB, all'Idra e alla Beretta e in quasi tutte le fabbriche più importanti dove eravamo organizzati. La Fiom provinciale era d'accordo con noi, quella regionale e nazionale no. Il giorno del decreto di San Valentino, la mattina, ci fu subito uno sciopero spontaneo con assemblea in fabbrica e ci furono anche dei cortei interni. Lo sciopero nacque dai delegati, non fu deciso dalla Fiom, ma fu gestito da noi in maniera autonoma e devo dire che all'inizio anche i delegati di tendenza socialista parteciparono agli scioperi. Scrivemmo un documento chiedendo di non accettare il decreto e di proclamare lo sciopero generale che invece non fu fatto. Furono fatte due assemblee fuori dalla fabbrica, che a quel punto era completamente ferma. Subito dopo lo sciopero spontaneo, noi come consiglio di fabbrica della Fiat di Brescia ci troviamo con gli altri consigli di alcune grandi fabbriche e cominciammo a stendere i 10 punti per la democrazia sindacale e estendemmo l'invito a firmare questo documento agli altri consigli di fabbrica di Brescia, per dargli forza. Creammo fin da subito una specie di esecutivo informale delle fabbriche autoconvocate formato da me e Landi per la OM-Fiat, Paderno e Taglietti per l'ATB, Modiano per l'Idra e Saleri per la Beretta. Era una specie di coordinamento. Vedendo che c'erano scioperi in alcune significative fabbriche italiane, cominciammo a pensare che si doveva estendere il movimento. Cominciammo a prendere contatti con l'Alfa di Milano, il petrolchimico di Porto Marghera, insomma le realtà più importanti d'Italia, poco dopo i consigli di fabbrica di tutta Italia vennero a Brescia per discutere di come dare vita al movimento e votarono anche il documento sulla democrazia sindacale che avevamo redatto.

*Dove si sviluppò il movimento a livello geografico?*

La cosa negativa era che i consigli di fabbrica che vennero a Brescia, erano soprattutto del nord, perché la stragrande maggioranza delle fabbriche era al nord, al sud c'era l'Alfa sud a Pomigliano, al porto di Palermo c'era qualcosa, ma poca roba. Era un movimento soprattutto del nord Italia.

*Non prendeste bene la decisione di Lama di aderire alla manifestazione del 24 marzo?*

Ce ne siamo accorti a Roma il 24 marzo durante la manifestazione. Vedendo il corteo ho pensato subito che avevamo perso. Noi non avevamo la forza di organizzare una manifestazione di questo genere. La CGIL aveva preso in mano tutto a livello organizzativo. I Consigli di fabbrica non avevano più un ruolo centrale, c'erano le sezioni del PCI e i pensionati della CGIL, le grandi delegazioni di Reggio Emilia e di Modena che egemonizzavano la piazza. Settori che con il movimento degli autoconvocati e con i consigli di fabbrica avevano poco a che spartire. Il problema era che noi non eravamo organizzati e li capii che piano piano avrebbero preso in mano la situazione. Per tornare alla questione degli autoconvocati penso che l'errore più grande sia stato quello di consegnare l'organizzazione della manifestazione al nazionale della CGIL. Io avevo paura perché non eravamo ancora nella mentalità di fare un'ulteriore salto contro la dirigenza.

Sapevamo bene che Lama aveva aderito alla manifestazione e aveva deciso di farla gestire dall'apparato della CGIL perché voleva mettere le mani sul movimento, per frenarlo e per farlo morire, magari fosse perché lo avevamo convinto. La sua manovra riuscì. Dopo la grande manifestazione di Roma, a Brescia continuarono le



manifestazioni, ma via via sempre meno e così avvenne nelle altre città. A questo si aggiunse che si cominciavano ad avere le prime rotture nella FIM di fabbrica che non teneva più il fronte e alcuni membri cominciavano ad avere dei distinguo forti. Il movimento calava. Non lanciammo l'idea di un movimento di coordinamento a livello nazionale, perché avrebbe dovuto dire mettersi in contrapposizione frontale con la CGIL, cosa che all'epoca non era ancora matura nelle nostre teste, non era nella nostra mentalità.

*Qual è il rapporto tra gli autoconvocati e l'ala sinistra del Pci?*

A Brescia a sinistra del PCI c'era qualcosa ma non è mai stata una grande cosa. L'ala operaista del PCI svolgeva il ruolo di organizzazione dei lavoratori alla base che a Mirafiori svolgeva Lotta continua. A Brescia c'erano i piccoli partitini dell'estrema sinistra ma erano insignificanti. Questo ruolo centrale e incontestato lo svolgevano all'interno del sindacato i delegati della FIOM e nel partito le sezioni di fabbrica del PCI. Questi dentro il PCI avevano fatto battaglie vere, come ala sinistra riuscivamo a pesare anche se il partito era sempre stato in mano agli avvocati. Il PCI locale era un partito molto moderato, anche se nel direttivo della federazione c'erano gente come Modiano dell'idra, Paderno dell'ATB e io della FIAT. Già in occasione del compromesso storico a Brescia ci fu una riunione generale perché le fabbriche non erano d'accordo e prima della riunione generale facemmo delle riunioni di sezione per protestare, anche il quel caso ci autoconvocammo. Quindi il Pci inviò il compagno Cervetti della segreteria nazionale (uno stalinista). Io con altri 4 rappresentanti dei consigli di fabbrica prendemmo la parola nel dibattito esprimendo la nostra contrarietà e Cervetti ci rispose: "può darsi che voi abbiate ragione, ma nel partito è pieno di cadaveri che avevano ragione. È meglio avere torto con il partito che ragione contro di esso". A me sono venuti i brividi. Era presente Gianni Pedò, che era il segretario della FIOM, che ci disse di metterci zitti e non parlare più perché rischiamo di essere cacciati fuori. Quando ci fu la famosa assemblea al Lirico di contestazione alla politica dell'Eur, mi arrivò l'ordine imperativo del PCI provinciale di non andare. I delegati potevano andare, io no perché ero segretario di sezione. Mandai affanculo tutti e andai.

Vorrei raccontare un aneddoto. Sono stato candidato al parlamento per il Pci nel 1979. Grazie al grande lavoro di preferenze che avevamo fatto, fui eletto come deputato, ma il partito provinciale non era d'accordo. Avevo scavalcato uno che secondo la decisione del partito doveva essere eletto e i dirigenti di Brescia uno come me, rappresentante delle posizioni combattive della FIOM all'interno del PCI non lo volevano in parlamento e alla fine mi hanno fatto fuori grazie a un gioco di dimissioni dei capolista in varie circoscrizioni. Sono stato parlamentare 15 giorni.

*Dove era radicata l'ala più conflittuale del sindacato a livello nazionale?*

La parte più dura del sindacato era forte a Milano, Torino, Venezia, Genova, Brescia, Bologna e più andavi in giù più era difficile e la nostra debolezza era che non siamo riusciti a coinvolgere nel nostro movimento altre categorie in maniera massiccia a livello nazionale.

*Avanzaste proposte particolari a livello sindacale?*

La questione del Decreto di San Valentino fu solo lo spunto che diede il via alla lotta, ma tutta la discussione era su due questioni: la prima era la democrazia all'interno del sindacato, tema che noi volevamo imporre a livello nazionale e il secondo era l'idea di cercare di far scaturire qualcosa di più politico. E' da lì che abbiamo cercato di analizzare e far partire un ragionamento generale sulla spesa pubblica. Non tutti i delegati erano d'accordo, ma volevamo dare al movimento più aria, non potevamo limitarci alla contingenza. Ci serviva un dibattito politico più ampio che coinvolgesse le forze sindacali e politiche.

*Voi volevate essere un pungolo perché i dirigenti dei sindacati confederali cambiassero linea o volevate sostituire la dirigenza sindacale nazionale?*

Noi facemmo una critica molto forte, ma non si ebbe nemmeno per un momento l'idea di uscire dal sindacato, si pensava di far una battaglia politica anche molto forte, ma stare all'interno. I dirigenti nazionali volevamo cambiarli tutti, a Brescia era già diverso. Anche con il segretario generale della Camera del lavoro di Brescia Aldo Rebecchi ci furono delle grosse discussioni, ma non si è mai rotto, perché probabilmente aveva capito che rompere con noi era come rompere con i lavoratori. Aveva capito che dietro di noi non c'era qualche esaltato, gente di Lotta Continua, ma delegati di fabbrica del PCI. Volevamo cambiare dall'interno il sindacato. Infatti quando proclamavamo gli scioperi, la Camera del lavoro ne prendeva atto e aderiva, non poteva non seguirci avevamo una dinamica molto forte.

*Cosa successe quando venne lanciata l'idea di proporre un referendum per abrogare il decreto di San Valentino? Che posizione prese la FIOM di fabbrica?*

Noi non prendemmo molto bene la proposta del referendum perché la cosa veniva presa in mano dal PCI e questo creò dei problemi all'interno della FIM. Era normale. Una volta che si butta in politica ognuno torna dalla sua parte. Noi l'abbiamo vissuta come una limitazione, non era più una battaglia sindacale in mano ai consigli di fabbrica, ma una questione politica in mano ai partiti. Questo fenomeno era diventato palese a tutti.

Il PCI al livello provinciale, in occasione del referendum, fece delle manifestazioni e dei comizi, ma si vedeva che non c'era convinzione. I berlingueriani erano minoranza a Brescia dove governavano da sempre i miglioristi. A spingere veramente per vincere il referendum furono le sezioni di fabbrica del PCI. Alla FIAT per esempio, c'erano lavoratori che vivevano in tutta la provincia e organizzavano cose nella loro comunità locale, magari ero io che andavo a fare il comizio o a spiegare alla riunione. Il PCI fece poco, poco. Noi andammo a votare con un PCI spaccato e una CGIL spaccata. La CGIL nazionale non diede nemmeno l'adesione al referendum. A Brescia diede l'adesione, come in altre realtà come Bologna, dove i consigli di fabbrica erano forti e i dirigenti locali non potevano rompere con loro.

*Come uscì il sindacato bresciano dal movimento contro il Decreto di San Valentino?*

La FIOM uscì rafforzata. La FIOM aveva retto nel rapporto con i lavoratori in una fase difficilissima e così resse successivamente in fasi altrettanto difficili. Come ho detto prima si può perdere, ma si perde assieme. I lavoratori capiscono queste cose.

## **Interview de Ernesto Cadenelli**

### **Membre du secrétariat FIOM-CGIL de Brescia**

Io sono Ernesto Cadenelli. Sono entrato alla FIOM il primo maggio 1974. Sono stato funzionario in diverse zone e settori e nel 1977 sono entrato nella segreteria della FIOM di Brescia dove sono rimasto fino al 1985. In seguito sono stato Segretario generale dei tessili di Brescia fino al 1990. L'esperienza più importante la feci nella Segreteria della Camera del lavoro per la componente socialista che durò fino al 2000. Ora sono al sindacato pensionati. Sono entrato prima come segretario responsabile organizzativo poi come Segretario generale SPI-CGIL Brescia.

*Qual era la posizione della segreteria FIOM bresciana retta da Giorgio Cremaschi sulla strategia dell'Eur e l'austerità proposta da Berlinguer?*

La FIOM nel suo insieme era abbastanza critica. La strategia dell'Eur era letta come una linea di moderazione salariale e di contenimento della contrattazione, in cambio di riforme abbastanza generali. Era il preludio della politica dei redditi che secondo noi andava a bloccare la libertà della contrattazione nelle fabbriche che il sindacato aveva in quell'epoca. Il sindacato allora e in particolare la FIOM era talmente forte che pensava di non aver bisogno di regole precise. Eravamo talmente forti nei rapporti di forza che ottenevamo senza avere regole di tutela. Era il frutto dell'autunno caldo. Con il senno di poi si potrebbe aprire una discussione. Quella politica era stata preceduta dall'Accordo Lama-Agnelli del 1975 che portò al punto unico di contingenza, che è stato il più grande accordo di redistribuzione del reddito che ci sia mai stato in Italia. Prima la scala mobile era differenziata per settore e grazie a questo accordo diventò un punto unico uguale per tutti. Lo ottenemmo sulla base della parola d'ordine che il costo della vita aumentava in maniera uguale per tutti e quindi non c'era ragione di avere un recupero salariale differenziato secondo la fascia professionale. Lo slogan era che il pane costava ugual per tutti. Grazie a questo, in poco tempo i salari sono aumentati tantissimo, la strategia dell'Eur, in qualche modo, era il pedaggio che si doveva pagare per fare un sistema globale che fosse economicamente compatibile. Allora la CGIL era ancora sulla linea che il salario era una variabile indipendente e solo da quel momento una parte cambiò idea e si cominciò a dire che il salario doveva essere legato alle dinamiche dell'economia. Politicamente, la strategia dell'Eur era funzionale al compromesso storico proposto da Berlinguer. La FIOM che non era d'accordo tanto che organizzò il 2 dicembre 1977 una manifestazione di protesta contro il governo di unità nazionale. Famosa la vignetta satirica di Forattini dove c'era Berlinguer in pantofole che guardava il corteo dei metalmeccanici. In quella circostanza la FIOM era unita. Il dibattito sindacale e politico era intimamente legato. Si era creata una convergenza tra l'ala più dura della corrente comunista che voleva far saltare il compromesso storico e la componente socialista che voleva farlo saltare temendo per il PSI, una sorta di tenaglia fatta dal PCI e dalla DC. I massimalisti della FIOM, dal loro punto di vista, non volevano che il PCI abbandonasse l'opposizione dura.

*Qual era la posizione della corrente socialista bresciana rispetto alla vicenda della lotta alla Fiat di Mirafiori nel 1980?*

Io vorrei sfatare un momentino un'impostazione. La CGIL era articolata in varie anime, ma non c'era meccanicamente, su tutti i problemi, una spaccatura socialisti e comunisti. Perché anche all'interno delle correnti stesse c'erano delle dinamiche articolate. Anche il PSI aveva al suo interno le correnti. C'erano i lombardiani, la corrente autonomista di Nenni e poi di Craxi. Il PCI aveva anch'esso delle correnti. Il gioco era più complicato. La FIOM era uno dei punti dove questa elaborazione era più forte. Da noi anche i punti di unità erano più forti. Per esempio in occasione della lotta alla FIAT nel 1980, tutte queste anime coprirono e sostennero la lotta, però ci furono dei punti di difficoltà che vorrei affrontare e analizzare, perché la categoria del tradimento che utilizzarono alcuni non mi è mai piaciuta e in generale non mi piace quando si fa un'analisi politica o sindacale. Se perdi ci sono sempre ragioni che vanno indagate o delle responsabilità nostre nella mancanza di una risposta adeguata.

In primis la FIAT in quel momento era un'azienda in difficoltà. C'era una situazione di crisi dei modelli e di produzione che la FLM denunciava da tempo. Da lì nacque l'idea dei licenziamenti. Non si può dire che l'azienda utilizzò la crisi come scusa per fare fuori il sindacato, poi certo la usò anche per fare fuori il sindacato, ma questo non era l'obiettivo primario. Un anno prima la FIAT nello stesso stabilimento di Mirafiori, aveva licenziato 61 dipendenti in odore di terrorismo e il sindacato non seppe rispondere e reagire. Non c'erano prove, ma i processi successivi hanno dimostrato che alcuni dei 61 effettivamente erano nell'area del partito armato. Questa fu una premessa.

In seguito quando la FIAT fece i licenziamenti, la FLM di Torino decise di fare lo sciopero ad oltranza e lì cominciarono i nostri guai, perché non si poteva reggere una lotta del genere e la situazione diventò subito pensante. Brescia rispose in maniera egregia, ma non fece lo sciopero ad oltranza. La OM-FIAT all'epoca fece fino a 4 ore di sciopero al giorno, ma con i lavoratori in fabbrica, perché se blocchi tutto perdi il contatto con loro. Brescia non arrivò mai al blocco totale. La difficoltà del sindacato piemontese fu molto evidente perché allora la FIOM della Lombardia organizzò i bus che andavano a Torino a fare i presidi e scoprimmo che la partecipazione dei torinesi era piuttosto scarsa. Il sentore era che la lotta si faceva fatica a reggerla. Ripeto a Brescia non facemmo mai il blocco totale ma facemmo scioperi articolati, anche di 4 ore al giorno, mai totale e così senza perdere troppo riuscivamo a provocare tanti danni. Chiamarlo accordo è un po' esagerato, perché quando perdi perdi, tanto che Luciano Lama disse a Romiti di scrivere lui il testo dell'accordo. Si fece la cassaintegrazione a zero ore su proposta del governo, ma facciamo un passo indietro. Ci fu una crisi del governo e per noi poteva essere l'occasione per passare a una forma di lotta articolata, ma a quel punto dei 23000 c'era dentro tutto il gruppo dirigente aziendale del sindacato e la valutazione che prevalse fu che senza i delegati in fabbrica non si sarebbe potuto organizzare più niente. Quindi è finita in quel modo drammatico. Una riflessione su questa cosa non fu mai fatta. La FIOM di Brescia la chiese più volte, ma anche all'intero della FIOM nazionale non si ebbe il coraggio di farla fino in fondo.

*E rispetto al dibattito sul costo del lavoro dell'inizio degli anni '80, che posizione aveva la FIOM di Brescia?*

Teniamo presente un dato generale. La scala mobile dopo l'accordo sul punto unico del 1975 ha dato un exploit ai salari. In quegli anni l'inflazione è diventata a due cifre, addirittura i buoni del tesoro recuperavano più dell'inflazione con un rendimento al 17-18%. Chi aveva capitali investiti nella finanza viveva un buon momento. La scala mobile aveva un valore trimestrale, ogni tre mesi c'era l'adeguamento in tempo reale

e non teneva conto dell'inflazione importata, dell'andamento del costo delle materie prime. Per capirci, se aumentava il costo del petrolio che in quegli anni era cosa comune, questo aveva un'influenza sulla scala mobile. Poi non fu più così, perché la scala mobile ebbe due o tre correttivi. Fu depurata dall'inflazione importata. Se prima copriva cento, poi copriva ottanta, poi si passò dalla scala mobile trimestrale a scala mobile semestrale, quindi aveva già perso il 50 % della sua forza prima degli accordi che stiamo trattando. Era già stata manomessa, quindi non era una discussione nuova nel sindacato. L'esplosione degli autoconvocati aveva delle ragioni sindacali e anche ragioni di natura politica. Nell'immediato magari non le leggevi, però esistevano. Gli autoconvocati non sono arrivati da Marte, erano il gruppo dirigente delle fabbriche più importanti di Brescia legati alla FIOM. Il gruppo dirigente della FIOM e in parte della CGIL era in piena sintonia con quello delle fabbriche più importanti di Brescia. Si tenga conto che i consigli di fabbrica avevano una loro autonomia finanziaria che veniva dalle tessere fatte, infatti trattenevano una parte della quota del tesseramento. Quindi il gruppo dirigente assecondò questo processo. Senza questo probabilmente non sarebbe esploso in questa quantità e durata e non credo di dire una cosa fuori luogo. Il gruppo dirigente della FIOM e in parte della CGIL avevano la preoccupazione di non arrivare a una rottura dilaniante nella CGIL, nonostante appoggiassero il movimento. Questa fu un'impostazione che si perse negli anni successivi. Nella FIOM per quasi un anno abbiamo evitato di discutere e votare nel merito di quelle vicende, proprio per non arrivare a rotture plateali. Si prendeva atto che c'erano due posizioni nella CGIL e si cercava di convivere. Io ho fatto tantissime assemblee sul decreto di San Valentino e a presentare le argomentazioni eravamo in due, con idee diverse. C'era una forma di convivenza resa accettabile da tutti perché si sapeva che passata quella burrasca si doveva ricominciare a lavorare assieme. I dirigenti comunisti più accorti avevano questa preoccupazione. Il decreto venne fatto perché la CISL e la UIL firmarono un accordo nei giorni precedenti e anche la componente socialista della CGIL era d'accordo, ma non poteva firmare perché la componente comunista si oppose ed era la maggioranza della CGIL. Il rifiuto dell'area comunista di firmare quell'accordo convinse Craxi a passare in forza con lo strumento del decreto. Ti dirò che lo stesso Lama era d'accordo fino al giorno prima, ma intervenne qualche cosa nel dibattito politico e Berlinguer prese posizione contro.

Inizialmente tutta la CGIL partecipò alle assemblee degli autoconvocati, perché si pensava che la cosa sarebbe stata nell'alveo di un breve periodo, poi quando si capì che questo movimento era molto più duraturo e ampio, perché c'erano dietro anche delle strumentalità politica, molti cominciarono a prendere distanze. All'inizio i lavoratori socialisti uscirono in sciopero come gli altri. Io mi ricordo che quando arrivò la notizia ero in assemblea alla Ocean di Verolanuova e uscimmo tutti in corteo per le vie del paese. Noi eravamo contrari alla modalità che aveva utilizzato Craxi, imponendo un decreto, poi però ci fu una fase di riflessione. In un primo momento si pensava di poter trovare un compromesso tra sindacato e governo che limitasse i danni e una rottura traumatica. Era anche un modo per dire ai dirigenti nazionali di non mollare troppo se no diventava complicato gestire i rapporti con i lavoratori.

Tieni conto che dal 1984 fino al 1990 la CGIL è stata in sofferenza, perché c'era una fascia della confederazione, in questo caso non più solo socialisti, ma anche una parte della corrente comunista che puntavano a una riforma della scala mobile, invece la parte radicale era per non toccare niente.

*Quale fu la reazione della segreteria della CGIL di Brescia?*

Il segretario generale della Camera del lavoro Rebecchi era un po' Re tentenna. A livello di segreteria nazionale c'erano due anime. L'area di Lama e i socialisti che erano per trovare una soluzione a questo problema, invece la parte che faceva

riferimento a Garavini era contraria a toccare la scala mobile. Rebecchi era vicino a questa posizione. Tutto il gruppo dirigente comunista partecipò al movimento degli autoconvocati, anche quelli che erano più moderati di me. A un certo punto si buttò tutto in politica, ognuno chiamò a raccolta i suoi. Però all'inizio la CGIL nazionale aveva paura che un movimento così vasto sfuggisse di mano al sindacato e quindi si aveva l'idea che si doveva rimanere dentro a interloquire. Il desiderio era che la CGIL fosse guida del movimento. Fino a quel momento i documenti nella CGIL si erano votati all'unanimità, quindi il fatto che ci fosse questo movimento era traumatico in sé.

L'idea che circolava era che Lama avesse fatto buon viso a cattiva sorte. In quel momento il movimento degli autoconvocati aveva convinto il gruppo dirigente del PCI oppure viceversa, e quindi Lama rischiava di restare spiazzato anche rispetto alle posizioni del partito e quindi tentò in extremis di recuperare attraverso la dichiarazione dell'adesione alla manifestazione, così riuscì a riprendere in mano il governo di tutta la situazione. Penso che Lama con quella vicenda lì segnò il suo declino. Aveva perso vigore già prima con la politica dell'Eur, ma dentro a quella vicenda lì fu più forte perché le dinamiche erano tali che la cosa fu più grave.

La cultura dei consigli che si era affermata negli anni '70 rivendicava il voto determinante dei lavoratori sulle scelte, con la possibilità di avere delle opinioni differenti. Nelle fabbriche vi era un dibattito libero e le piattaforme votate erano votate con favorevoli, contrari e astenuti, quindi si voleva che questa cosa ci fosse anche nei gruppi dirigenti del sindacato.

*Quando i socialisti decisero di abbandonare l'interloquazione con il movimento?*

Noi non partecipammo al corteo del 24 marzo e non prendemmo nessuna posizione. Nemmeno i socialisti all'interno della FIOM parteciparono. Mi pare organizzammo un'assemblea nazionale in qualche città, ma niente di dirimpente e di pubblico. Qualche mosca bianca partecipò, ma la maggioranza no. Certo non si può dire che i partecipanti fossero tutti comunisti, una parte dei lavoratori senza appartenenza partitica partecipò sulla base di rivendicazioni di natura sindacale come la difesa del salario. Noi socialisti in generale portammo negli organismi dirigenti la nostra posizione e la discussione fu a livello di argomentazione. Cercavamo di spiegare che questo accordo poteva stare dentro a un disegno di politica economica generale fatta in maniera differente e di politica dei redditi governata, ma qualcuno la lesse anche come una sorta di riscatto dopo la vicenda Fiat. L'assemblea con Del Turco a Brescia era la risposta della componente socialista agli autoconvocati, far sentire che dentro la CGIL c'erano due opinioni, che erano ambedue legittime e avevano ambedue un consenso. Era una dimostrazione di una presenza organizzata dell'area socialista nella CGIL. Il nostro ruolo era di fornire degli argomenti rispetto alla situazione in campo, poi se questo ha fatto riflettere qualcuno non lo so e non so se la fine della spinta mobilitativa fu legata al nostro intervento. Non abbiamo la pretesa di aver cambiato la testa delle persone, ma di aver giocato un ruolo argomentativo alla luce del sole. Io sono stato d'accordo con il superamento delle correnti, ma con il senno di poi non sono più così sicuro. All'epoca c'era un dibattito di un certo spessore, con un livello politico e culturale enorme, oggi invece c'è la Vandea. Oggi l'antagonismo FIOM e CGIL non ha più un nesso politico chiaro. Questo è un problema perché la CGIL è un sindacato generale e quindi ha bisogno anche delle critiche dentro un disegno di unità della confederazione, se no non conti più niente.

*Che posizione prese la corrente socialista a livello nazionale rispetto alla decisione del PCI di proporre un referendum abrogativo?*

La decisione del referendum è stato un errore clamoroso. Un conto è dire sottoponiamo ai lavoratori la questione della scala mobile. Quello ha senso, ma se tu la sottoponi a tutti, fai votare gli artigiani, i commercianti, le casalinghe, gli stessi industriali che sono cittadini italiani, è chiaro che sei minoranza nel paese. Sei segnato perché è chiaro che dopo una sconfitta al referendum non riprendi più la discussione. Il popolo non vuole e finito il discorso. Noi socialisti non partecipammo alla campagna referendaria, la consideravamo una scelta sciagurata e non eravamo d'accordo sui contenuti. I referendum in Italia si sono vinti quando c'è stato uno schieramento politico e sociale forte, ti faccio l'esempio del referendum sul divorzio, che è stato proposto dal Partito radicale e alcuni del partito socialista come Loris Fortuna ed era stato in grado di coinvolgere perfino una parte dei cattolici, tant'è che erano nati anche i comitati dei cattolici per il "sì", cioè favorevoli al divorzio. Nel caso della scala mobile avevi contro la CISL, la UIL, la componente socialista della CGIL e una parte della stessa componente comunista, quindi era impensabile vincerlo. Poi uno può dire che il 46% è tanto, ma per vincere si deve prendere il 51%, si tratta di un argomento consolatorio. Anche i referendum successivi che gli autoconvocati proposero non ebbero successo perché appunto mancavano di questo ampliamento della base sociale di riferimento e venivano letti come referendum di una parte del mondo sindacale, in particolare della sinistra della CGIL. Il Pci appoggiò il referendum, ma non tutto il Pci era d'accordo. Quando Trentin decide di sciogliere la corrente comunista lo fece anche sulla base del fatto che ormai l'area comunista stessa era divisa in correnti. La corrente comunista era unita solo di facciata, ma frantumata in mille rivoli.

*Quali furono gli errori più grossi degli autoconvocati?*

Parlare di errori è supponente. Loro hanno fatto una battaglia convinta e l'hanno portata avanti. L'errore di fondo della sinistra sindacale è questa radicalità su tutte le questioni, penso che un processo più graduale e più progressista, un po' sul modello socialdemocratico europeo avrebbe consegnato una situazione diversa. L'errore fu non usare lo strumento della contrattazione. Con il senno di poi si potevano trovare equilibri intermedi che potessero continuare a tutelare una parte del salario. Si veda anche uno come Pierre Carniti che oggi fa una riflessione dove dice che alla luce di come sono andati negli ultimi anni i contratti di lavoro, se avessimo un meccanismo di recupero automatico del salario anche solo al 30%, sarebbe un elemento di tutela, ma invece non c'è neanche quello. Quindi hai delle categorie che rinnovano e hanno delle tutele, ma sono poche, poi ne hai altre che da anni non rinnovano, penso al pubblico impiego che ha bloccato il contratto fino al 2017 e quindi non hanno elementi di tutela. E' un dibattito ancora presente. Se avessimo fatto allora un accordo che stabiliva una scala mobile che recuperava il 40% del potere d'acquisto, oggi ce l'avremmo ancora.

*Come uscì il sindacato bresciano da questa lotta? Alcuni autoconvocati hanno risposto che uscì un sindacato bresciano più forte e democratico, che sprigionò una nuova dialettica tra base e vertice. Forse hanno questa opinione perché sentirono che la loro parola era contata davvero e che le loro mobilitazioni incidevano. Tu cosa pensi rispetto a queste riflessioni?*

E' indubbio che il movimento degli autoconvocati fu un movimento assembleare, molto democratico e partecipato. Io credo però che questo processo era già in essere, era già stato innescato dai consigli di fabbrica negli anni '70. Diciamo così che questo movimento non ha fatto male alla salute del sindacato, ma era precedente. Se vuoi la novità di questo movimento è che dava anche formalmente la direzione del movimento in mano ai Consigli di fabbrica e da lì molti dirigenti di fabbrica sono diventati dirigenti sindacali. Molti compagni che erano delegati in quel periodo lì sono usciti dalla fabbrica e hanno fatto carriera sindacale.

*Che ruolo ebbe e che posizioni prese il PSI bresciano rispetto al movimento degli autoconvocati?*

Il PSI bresciano direttamente non ha ruoli, se non dare copertura alla battaglia dei sindacalisti socialisti. Non ci fu un'ingerenza diretta del partito, anche perché in quegli anni era un partito molto articolato per correnti. La componente socialista della CGIL fu abbastanza unita sulle vicende del 1984, nonostante avessimo referenti diversi nel partito. A livello nazionale ovviamente avendo Craxi presidente del consiglio probabilmente qualche discussione in più c'è stata fatta. Noi con la UIL abbiamo avuto un po' di conflittualità. Rispetto a loro, eravamo per l'unità della CGIL e ci richiamavamo di più alla tradizione socialista del '900. La UIL era arrivata dopo la scissione, nel 1948-1950, un po' strumentalmente nel gioco della rappresentanza. Il PSI non riuscì mai a fare il sindacato socialista, proprio per questo nostro spirito unitario. Non accettavamo questa idea del sindacato socialista. Quando ci fu l'ipotesi dell'unità organica delle tre confederazioni, noi consideravamo il fatto che le confederazioni avessero un pluralismo interno fosse una ricchezza.

*Dove era forte la corrente socialista della CGIL a livello di categorie?*

A Brescia la componente socialista era presente in tutte le categorie. Nelle grandi fabbriche c'era il PSI organizzato in quasi tutte le realtà, alla OM, alla San Eustacchio, alla Breda... A livello di categorie eravamo forti tra i ferrovieri, nei trasporti, gli alimentaristi, nel settore della sanità. Anche nella scuola c'era una buona presenza. A Brescia la corrente socialista esprimeva dei personaggi importanti. Avevamo un radicamento reale. I più conosciuti erano Panella, Savoldi, Marsadri, Degani, quelli della FIOM io e Melgari, poi Ferrari, Leali agli edili, Giannesini, Baruffi ai chimici, Larici e Maria Agosti ai tessili. Era una bella squadra.



## **Interview de Giorgio Cremaschi Secrétaire général de la FIOM-CGIL de Brescia**

Ho concluso la mia storia sindacale come presidente del comitato centrale della Fiom dopo essere stato in segreteria nazionale. La mia prima esperienza è stata come militante politico all' università di Bologna. Sono venuto a Brescia negli anni '70 chiamato da Claudio Sabattini, che allora era segretario generale della FIOM locale, per organizzare le 150 ore. I primi corsi di formazione per i lavoratori. Lo conoscevo dall'epoca delle lotte universitarie a Bologna. Decisi di rimanere a Brescia. Dal 1981 al 1988 sono stato segretario della FIOM locale.

*Quali erano la particolarità della FIOM bresciana negli anni'80?*

Il gruppo dirigente della FIOM fino agli anni'90 era fatto da grandi leader operai riconosciuti che facevano politica in proprio, facevano politica autonoma dalle grandi fabbriche. La Innocenti-Sant' Eustacchio aveva Roversi, l'ATB aveva Roversi (gemello dell'altro) e Paderno, l'OM.FIAT aveva Guizzi, Benedini e prima ancora Beltrami. C'erano la Franchi, la Beretta con Saleri e Gitti, la LMI, la Marzoli, poi le aziende siderurgiche, soprattutto a Nave con Zocca. Anche in città c'erano delle grandi fabbriche siderurgiche: la Pietra, l'Alfa Acciai e poi le fabbriche della Bassa bresciana. Ogni fabbrica aveva alcuni grandi leader. Tre o quattro fabbriche, la Beretta, la OM-FIAT e l'ATB erano il vero gruppo dirigente della FIOM, intrecciato ovviamente con l'apparato e la segreteria provinciale. Erano loro che decidevano i segretari. Negli anni '70, Sclavi e Sabattini sono stati mandati dalla FIOM nazionale perché la FIOM di Brescia non esprimeva un dirigente in grado di reggere la struttura locale. Si voleva costruire un gruppo dirigente operando un rinnovamento ed evitando l'eccesso di controllo che le 3 fabbriche avevano sulla FIOM. C'era anche una questione generazionale in qualche modo. I leader degli autoconvocati sono i successori della generazione storica che aveva resistito. E' così che si fece avanti la generazione degli anni'70. Il gruppo dirigente della FIOM non era formato dall'apparato e dai fedeli all'apparato. Dopo il lavoro di rinnovamento fatto da Sabattini, alla fine degli anni'70, diventò segretario generale della FIOM bresciana Gianni Pedò, un operaio della FIAT. Io ero in segreteria con lui e seguivo le grandi fabbriche.

*Che opinione avevate, come segreteria della FIOM bresciana, della strategia sindacale dell'Eur?*

Dalla fine degli anni' 70 il gruppo dirigente della FIOM era in disaccordo con la strategia sindacale, in particolare con la linea dell' Eur. eravamo contro la linea dell'austerità e della concertazione. Questo scontro si trasferiva anche all'interno del Pci bresciano che era a governo sostanzialmente "migliorista". Negli anni'80 il segretario della federazione era Gianpiero Borghini che è attualmente in Forza Italia. Non voglio dire che tutto il gruppo dirigente fosse così. Il loro nume tutelare era Adelio Terraroli, figura storica del riformismo bresciano, che ante litteram reggeva quelle che poi saranno chiamate le "larghe intese" in consiglio comunale con la giunta

Trebeschi. L'ala sinistra del PCI era tutta attorno al gruppo dirigente della FIOM. Eravamo tutti del PCI, ed eravamo su posizioni molto critiche e tra virgolette ingraiane. Noi contestavamo le larghe intese nel consiglio comunale di Brescia, Terraroli, Loda e tutto questo gruppo dirigente del partito bresciano che esprimeva delle posizioni molto moderate. Si tenga conto che in quell'epoca c'era un intreccio profondo tra partito e sindacato. A Brescia non c'era stato il riflusso alla fine degli anni '70 come era successo in molte altre realtà industriali, forse perché le lotte iniziarono dopo. Ci fu lo scontro contro i siderurgici di Nave nel 1974, ma ci furono anche grandi vertenze alla fine degli anni '70. Io appena arrivato feci la vertenza della Beretta nel 1977, che fu uno scontro sul decentramento produttivo e per l'eguaglianza delle paghe che sostenemmo con 200 ore di sciopero e che finì con l'occupazione della Beretta. Vincemmo quella vertenza occupando la fabbrica e la palazzina degli uffici, cosa che non era successa dal 1945. Poi c'era stato lo scontro con Lucchini nel 1978-1979, che continuò nel 1980, quando il reparto siderurgico dell'ATB fu regalato a Lucchini. Fu una privatizzazione ante litteram. L'ATB all'epoca era metà della Falck e metà della Finsider. Ci fu una lotta di 20 giorni, con l'occupazione della fabbrica, che perdemmo, si voleva impedire l'entrata della nuova direzione in azienda. Lì ci fu uno scontro grosso che percorreva tutta la città. Nasce in quel periodo il termine che fu usato molto in seguito, cioè "l'anomalia bresciana". L'anomalia era una FIOM con posizioni critiche rispetto alla linea dei sindacati confederali e anche della FIOM nazionale. Eravamo critici anche nei confronti del Pci fino a che restò sulla linea dell'unità nazionale, invece quando Berlinguer scelse una linea di rottura e di opposizione alla DC, all'inizio degli anni'80, noi sposammo interamente la sua idea e per la prima volta ci potemmo appoggiare al Segretario generale del partito, infatti da quel momento conquistammo alcune posizioni nelle strutture dirigenziali locali del partito. Il movimento degli autoconvocati del 1984 nacque a Brescia perché era stato preparato da 7 anni di opposizione alla linea che oggi chiameremmo concertativa che alla fine degli anni '70 i sindacati confederali avevano proposto. Ci opponemmo anche nel caso della vicenda FIAT del 1980, alla firma di un accordo al ribasso imposto dalla struttura nazionale. I sindacati interni alla FIAT bresciana, soprattutto FIOM presidiarono i cancelli in solidarietà con lo stabilimento Mirafiori di Torino, ma non allo sciopero a oltranza. Una volta firmato l'accordo dai segretari nazionali, alla FIAT fu organizzata una votazione che fu respinto al 90% dalle maestranze.

In quell'accordo era inaccettabile il cedimento di schianto del sindacato che firmava dopo la marcia dei 40000 organizzata dalla FIAT. Per noi bisognava continuare a reggerla quella battaglia, nel nostro modo di vedere il sindacato nazionale aveva ceduto sul campo. C'è da dire che Brescia aveva ancora, a differenza di Torino, della benzina da spendere a livello di mobilitazione. In ogni caso anche a Torino l'accordo non passò, ma i dirigenti sindacali nazionali decisero di far finta che fosse passato e lo firmarono.

Dopo l'accordo a Brescia noi non eravamo stati sconfitti, non avemmo ripercussioni, non subimmo i danni psicologici della sconfitta che subì la realtà torinese. Eravamo ancora sulle barricate. Questa è una delle ragioni per cui Brescia arrivò al 1984 con una grande forza di lotta ancora da spendere. Per noi la vertenza FIAT del 1980 fu un ulteriore momento di crescita, nonostante la sconfitta nazionale. Noi si continuò a fare vertenze e anche a vincere dopo la sconfitta alla FIAT di Torino.

Noi avevamo capito meglio dei torinesi che era uno scontro frontale. Eravamo abituati agli scontri frontali, al disegno di distruggere il sindacato, noi avevamo conosciuto Luigi Lucchini. Infatti nel libro intervista scritto da Gian Paolo Pansa su Cesare Romiti, l'amministratore delegato della FIAT disse che nel preparare la vertenza torinese si ispirò a Luigi Lucchini. Lo disse esplicitamente. Noi avemmo qualche discussione con i compagni torinesi. Anche Claudio Sabattini allora, non pensava che "volevano farci fuori", pensava che la Fiat non era come Lucchini e che avrebbe cercato un accordo a metà strada. Noi tempo prima lanciammo un

avvertimento inascoltato. L'errore nel gruppo dirigente sindacale era quello di credere che la FIAT avesse scelto la strada di contrattare al ribasso, invece stava mettendo direttamente in discussione il potere sindacale. In ogni caso la scelta delle forme di lotta fu obbligata. Quando furono dichiarati i licenziamenti ci fu lo sciopero a oltranza dello stabilimento torinese, ma quando cadde il governo Cossiga sotto i colpi dei franchi tiratori e fu creato il governo Forlani, a quel punto la FIAT, visto che era in un vicolo cieco con l'idea dei licenziamenti e la mobilitazione era al suo massimo fece una manovra intelligente. Nel momento in cui cadde il governo, la FIAT ritirò i licenziamenti. Alcuni dicono che quella crisi governativa fu architettata dagli amici della FIAT per creare l'occasione. In quel momento si decise, in una riunione del consiglio di fabbrica della FIAT di Mirafiori ("consiglione"), il cambio delle forme di lotta. Sennonché mentre si discuteva di questo, arrivò la notizia che la FIAT aveva unilateralmente messo in cassaintegrazione 24 mila persone e la gente tornò da sola a presidiare i cancelli. A quel punto la fabbrica era completamente bloccata e non fu possibile fare scioperi articolati, con metà della gente fuori in cassaintegrazione che non poteva entrare e l'altra dentro. All'epoca non c'era la critica delle forme di lotta. Certo che sapevamo che c'era una debolezza del movimento sindacale a Torino, ma non per questo eravamo per firmare l'accordo, ma per rispondere e rilanciare la lotta.

*Che posizione prese la FIOM di Brescia sulla vicenda della piattaforma dei 10 punti del 1982?*

Fu l'occasione in cui la posizione di opposizione della FIOM di Brescia si formalizzò. Sono gli anni della svolta, dove si passò alla messa in pratica da parte dei sindacati confederali di una prima politica di concertazione. Fu una nuova svolta moderata del sindacato.

In quel momento ci fu la consultazione nelle fabbriche sui 10 punti. Si trattava delle proposte che i sindacati volevano portare alla trattativa che diede origine al Lodo Scotti che fu il primo accordo che comincia a disfare il mercato del lavoro con l'introduzione dei contratti di formazione lavoro. Per la prima volta dalle lotte degli anni '70 si reintroduceva il lavoro precario, anche se in confronto al lavoro precario di oggi, quello dell'epoca sembra lavoro stabile. Mi ricordo degli scontri con Bruno Trentin su questo. Allora lui era in segreteria della CGIL e si occupava del mercato del lavoro. La FIOM di Brescia aveva una posizione totalmente critica sui 10 punti e non eravamo i soli. Nel 1983 ci fu una manifestazione nazionale unitaria in Piazza San Giovanni a Roma dove Giorgio Benvenuto non poté parlare perché la gente fischiava e in testa alla contestazione c'erano gli operai bresciani. Ricordo che sulla piattaforma dei 10 punti ci furono due consultazioni nelle fabbriche a distanza di pochi mesi. La sostanza della piattaforma era di accettare il quadro concertativo e il depotenziamento della scala mobile e poi una lista di riforme per migliorare il mondo del lavoro che sembrava un libro dei sogni. Pensavamo che quelle riforme non sarebbero state mai fatte, infatti fu così. con Brescia che contestava. Nella prima consultazione la piattaforma passò a Brescia con il 55-60 % di sì e oltre il 40% di no e nei metalmeccanici vinse il no. Nella seconda consultazione sulla piattaforma di ritorno a Brescia il "no" vinse con il 55% considerando tutti i luoghi di lavoro e lì la guida della contestazione erano le grandi fabbriche.

Ricordo che quando avvennero le votazioni il gruppo dirigente di CISL e UIL aveva deciso di farci uno scherzo. Penso fossero coinvolti anche molti della camera del lavoro in questa operazione. Fecero venire Bruno Trentin a l'ATB a presentare la piattaforma, pensando che ci avrebbe messo a posto e avrebbe silenziato le proteste. L'assemblea terminò con 2000 voti contro Trentin, che non prese nemmeno un voto. Dopo Trentin mi disse più volte che gli avevamo fatto una cattura ed io rispondevo che la "cattura" l'avevano fatta i suoi amici della Camera del lavoro che lo avevano

mandato per reprimerci. La posizione critica era già limpida a Brescia. La FIOM era già autoconvocata contro le decisioni del gruppo dirigente della CGIL.

In seguito alla batosta che prese Trentin furono convocate 3 serate di riunione dei lavoratori comunisti dove erano presenti tutti i dirigenti sindacali e di fabbrica. Venne Pizzinato a sostenere la linea nazionale. Ci fu una pioggia d'interventi e parlammo di tutto. Lui ci accusò di mettere in dubbio la linea della responsabilità, insomma era contro l'estremismo bresciano. La riunione fu una catastrofe per il PCI lombardo, guidato da Cervetti. L'avevano organizzata per farmi il processo e fare il processo a Brescia. I compagni di fabbrica si presentarono tutti per difendermi e quando Pizzinato fece le conclusioni dicendo che aveva verificato nel dibattito i guasti profondi che una dirigenza politica sbagliata aveva portato in questo sindacato, non riuscì a finire perché si alzò Beltrami e andò verso la presidenza, ci fu l'assalto al palco e finì lì la riunione. Beltrami lo minacciò fisicamente.

Altri episodi ci diedero uno spessore nazionale. Nel 1983 bloccammo il Giro d'Italia durante la lotta per il contratto nazionale. Fu una scelta nata dalle fabbriche, io in quel caso fui travolto. Noi dovevamo restare un'ora e fare un'azione classica, leggere un comunicato prima della partenza del Giro d'Italia, ma i lavoratori non vollero partire e bloccarono tutto. Una volta dire "sono di Brescia" era come dire oggi sono della Val Susa, c'era un immaginario dietro. Tutti i metalmeccanici d'Italia mandarono un telegramma di solidarietà congratulandosi per l'azione di blocco. Brescia era una capitale. Era una capitale del dissenso, ma anche delle lotte. Era riconosciuta nelle fabbriche di tutta Italia. Questo portò al movimento degli autoconvocati.

*Il movimento degli autoconvocati nacque con la presentazione del decreto di San Valentino da parte del Presidente del consiglio Craxi o si preparò nei mesi precedenti? Che ruolo ebbe la FIOM di Brescia nella formazione di questo movimento?*

Noi partivamo molto diffidenti nei confronti dei sindacati nazionali. C'era stato il 1982-1983 dove avevano dimostrato un'apertura troppo grande a concertare delle regressioni dei diritti dei lavoratori. Non eravamo convinti che la CGIL tenesse nonostante la situazione era cambiata con la svolta di Berlinguer e il passaggio del PCI all'opposizione. Il 30 gennaio ci fu uno sciopero a Brescia con comizio di Sergio Garavini, lui era la parte berlingueriana della CGIL e ci aveva assicurato che la CGIL questa volta avrebbe tenuto fino in fondo. In quel momento si stava trattando a livello nazionale su inflazione e costo del lavoro.

*Come nacque il movimento degli autonconvocati a Brescia?*

Il movimento degli autoconvocati nacque così. Bani uno dei delegati storici dell'ATB, venne da me e mi disse che avevano deciso di fare delle iniziative da soli. Io all'inizio ero un po' scettico. Lui disse che stavano raccogliendo adesioni e firme nelle fabbriche. Questo all'inizio del febbraio 1984, non c'era ancora stato il decreto di San Valentino. Si mossero da soli perché volevano riaffermare il protagonismo dei consigli di fabbrica e non solo della struttura FIOM. I Consigli di fabbrica a Brescia votavano e decidevano le piattaforme aziendali in maniera autonoma e attraverso quell'iniziativa si voleva rilanciare il movimento dei consigli. Sono stati loro a lanciare tutto. Brescia era una delle ultime realtà d'Italia dove esistevano ancora nelle fabbriche e a livello provinciale delle strutture unitarie.

I delegati capirono che non era solo una questione di linea politica, ma di democrazia, di ruolo anche dei delegati, non solo dei consigli di fabbrica. Infatti dopo ci fu la normalizzazione e il congelamento anche dei Consigli di fabbrica.

Io ero scettico su questa iniziativa autonoma. Non ne capivo il senso perché comunque potevamo agire nel quadro dell'organizzazione e non ero così sicuro che avrebbero saputo suscitare il movimento dei delegati coinvolgendo anche quelli della FIM. Ma loro erano sicuri di riuscirci. La partenza fu spontanea. Non dei lavoratori voglio sottolinearlo, ma dei gruppi dirigenti allargati di fabbrica. Di quei quadri che allora erano rappresentati veri del protagonismo operaio.

C'era tutto il gruppo dirigente della FIM della FIAT di Brescia che, è inutile nascondere, per motivi politici e per combattere la svolta filo craxiana della DC scelsero di partecipare al movimento degli autoconvocati. Loro erano per tornare alla politica del compromesso storico.

Ti racconto un episodio, perché servono anche questi. La sera prima dell'assemblea che messe sotto Trentin all'ATB, andammo a cena sul Lago di Iseo. Eravamo Trentin, Rebecchi, Paderno (Capofabbrica dell' ATB) e io. Trentin su suggerimento di Rebecchi ci chiese di non metterlo sotto in assemblea e di trovare una soluzione scrivendo un emendamento. Io dissi di no, Paderno rispose: "facciamo così, se vinci tu mi dimetto io, se vinco io ti dimetti tu" e la cena finì così. Questo per dire che c'era un protagonismo di quadri operai che erano leader di fabbrica e politici, vivevano nel dibattito politico della città. I giornali facevano le interviste non solo a me o ai dirigenti sindacali, ma intervistavano anche loro, erano conosciuti. La rabbia della Cisl era questa. Gregorelli una volta mi disse: "ma che cosa andiamo a fare noi a raccontare le cose in fabbrica, sono i capi delle fabbriche che decidono e i capifabbrica stanno con Cremaschi, noi cosa andiamo a raccontare con i nostri 5 cretini". Questo per dire che c'era un gruppo dirigente che si incontrava con una grande disponibilità alla lotta e al conflitto.

*Che posizione prese la segreteria provinciale della CGIL nella fase nascente del movimento degli autoconvocati?*

La CGIL provinciale si divise, ma la maggioranza ci coprì. Panella, capo della corrente socialista nella CGIL bresciana fece un'opposizione strenua, poi lui andò via dalla Cgil quando vincemmo il congresso come Essere sindacato nel 1991 e Gianni Pedò divenne segretario della Camera del lavoro. In seguito andò a fare il sindaco di Brescia, poi l'uomo di fiducia di Luigi Lucchini.

Ci furono a Brescia due scioperi generali proclamati dagli autoconvocati. Lo sciopero nasceva dagli autoconvocati poi la CGIL dava l'adesione, ma non c'era scritto sui cartelli fuori dalle fabbriche che lo sciopero era convocato dalla CGIL. La CGIL dava indicazione ufficiosa di scioperare e tutti i militanti scioperavano, ma formalmente no, per evitare la spaccatura con i socialisti. Anche a Roma, il 24 marzo, organizzammo una manifestazione di sabato e non si proclamò lo sciopero perché si pensava che se si fosse proclamato lo sciopero nazionale, i socialisti interni avrebbero fatto la scissione. La preoccupazione fondamentale a livello nazionale era quella. Quella contro il decreto di San Valentino era una lotta che si poteva vincere ma la CGIL la fece a freno a mano tirato. In tutta Italia c'era ancora una notevole capacità di mobilitazione, sul decreto di san Valentino ci fu una mezza insurrezione. La verità è che la CGIL controllava le lotte, non le osteggiava, ma neanche le guidava.

Io ero contrario all'idea della manifestazione nazionale del 24 marzo. Ci fu una discussione nella FIOM di Brescia perché io pensavo che non avevamo la forza di gestirla e avrebbe portato il movimento su altri binari e la struttura della CGIL nazionale avrebbe preso il sopravvento. Noi volevamo andare oltre alla questione della scala mobile, parlare di democrazia nella Cgil, di ripristino del ruolo dei delegati e dei consigli di fabbrica. La CGIL lo capì e cercò di metterci il cappello sopra. Noi non lo volevamo. Lì ci fu uno scontro con Pizzinato, l'ennesimo scontro che avemmo con lui. Essendo segretario CGIL della Lombardia, amministrata le posizioni ufficiali

nazionali e disse che si doveva lavorare per la manifestazione del 24 marzo, ma noi pensavamo che si doveva anche continuare con manifestazioni come la grande assemblea dei delegati del 6 marzo per suscitare un movimento di riappropriazione del sindacato da parte dei delegati e riaffermare il loro protagonismo con lotte articolate. Invece passò la linea di Pizzinato e divenne una manifestazione della Cgil. La decisione di una manifestazione il sabato e non di uno sciopero che sarebbe stato una rottura totale con la CGIL e gli altri sindacati permise a Lama di prendere l'iniziativa, aderire e organizzare il corteo. In giro per l'Italia questo permise di riprendere in mano la situazione, a Brescia no, perché eravamo maggioritari e scioperammo fino a maggio.

*Perché non presentaste un documento alternativo al congresso della Cgil nel 1986?*

Nel congresso del 1986 l'area del dissenso non si cristallizzò in un documento alternativo alla maggioranza della CGIL. Non avevamo una sufficiente dimensione nazionale e c'era tutta la discussione interna al Pci e il dibattito era ancora aperto. Democrazia consiliare, questa prima forma di opposizione in CGIL, non era tale da poter contare nazionalmente e in più non era l'espressione del movimento degli autoconvocati, che poi politicamente si esaurì. Solo lo scioglimento del PCI aprì la falla che poi arrivò dentro la CGIL e che portò al congresso del 1991 con mozioni contrapposte. Non vincemmo il congresso a livello nazionale perché era troppo tardi e questa iniziativa nacque in seguito a una svolta a destra della CGIL e non c'era più la spinta mobilitativa come a metà degli anni '80. In tutto questo processo la morte di Berlinguer ha contato, perché per noi era un forte sostegno politico. Se Berlinguer non fosse morto probabilmente avremmo avuto la possibilità di aprire dei fronti più ampi all'interno della CGIL. Ci fu un ritorno indietro, una normalizzazione e noi la subimmo e non fummo in grado di capitalizzare.

Noi bresciani eravamo un referente a livello nazionale. Lo siamo stati per tutti gli anni '80, ma non avevamo la forza da soli di contare a livello nazionale o di guidare un processo, avremmo avuto bisogno di un interlocutore nazionale che non c'era. Bertinotti, anche lui, alla metà del decennio '80 era ancora dentro al quadro degli equilibrio delle componenti (socialista e comunista) e non poteva giocare un ruolo in questo senso.

*Che attitudine tennero i rappresentanti della corrente socialista all'interno della FIOM bresciana durante la fase del movimento? Avevano le stesse posizioni dei socialisti presenti nelle altre categorie o furono più solidali con questa lotta?*

Io dissi a Ernesto Cadenelli, rappresentante dei socialisti nella FIOM di Brescia, che noi avremmo fatto le nostre iniziative e gli chiesi di fare opposizione, ma senza boicottare troppo, in modo da non farci troppo male reciprocamente, e, in effetti, dentro la FIOM bresciana si opposero ma non sabotarono. A livello nazionale penso che Del turco fosse stato lì lì a fare la scissione. Penso anche che trattò con il gruppo dirigente della CGIL le condizioni per non arrivare la scissione, infatti dopo la fine del movimento e già quando il movimento perdeva vigore ci fu la restaurazione nella CGIL.

*Cosa pensi della proposta di Berlinguer di un referendum abrogativo del decreto di San Valentino?*

Il referendum lo aveva inventato Berlinguer e serviva lui a guidarlo, ma morì. Il gruppo dirigente del PCI che rimaneva non aveva la forza e l'autorevolezza. La CGIL non si impegnò assolutamente per vincere il referendum, a Brescia un poco di più, ma non troppo. Il PCI bresciano non si impegnò oltre le dichiarazioni formali. Sono ancora stupito dal fatto che arrivammo fino al 46% dei voti per l'abrogazione del decreto Craxi vista la situazione, infatti il referendum arrivava in piena restaurazione padronale. A un certo punto ci furono delle discussioni anche per coordinare il movimento a livello nazionale, ma c'era un problema. I delegati che venivano da fuori Brescia erano controllati o influenzati dalle loro camere del lavoro, non aveva il livello di autonomia che avevano i delegati di Brescia.

Si correva a grandi passi al sindacato che vediamo oggi. Prima c'era il delegato di fabbrica che rappresentava i lavoratori presso il sindacato, oggi il delegato è il fiduciario del sindacato in mezzo ai lavoratori.

## **Interview de Ruggiero Flora**

### **Membre du directif national FISAC-CGIL**

Mi chiamo Ruggiero Flora. sono nato nel 1943. Ho cominciato la mia esperienza sindacale nel settore dei bancari della CGIL bresciana dove sono rimasto dal 1974 al 2002. Nel 1973 sono diventato per la prima volta delegato. Inoltre sono stato 17 anni nel direttivo nazionale della categoria. Lavoravo al Credito agrario bresciano che poi per processi di fusione complicati è diventata UBI banca.

La mia esperienza politica era cominciata quando ero molto giovane, nell'unione inquilini a Francoforte sul menno. Aiutavamo gli immigrati a risolvere il problema abitativo. Tornato in Italia ho militato in alcuni piccoli gruppi, come l'Organizzazione comunista marxista leninista, abbastanza tosto dal punto di vista ideologico, un'esperienza durata fino al 1978 e dopo per parecchi anni non ho militato in nessun gruppo. Nel 1985 mi sono iscritto a Democrazia proletaria che poi è confluita nel Movimento per la rifondazione comunista. Sono stato nel PRC fino alla scissione del 1998 da cui prese vita il PDCI in cui milito tuttora.

*Quale fu il dibattito nella tua categoria sulla strategia dell'Eur nel 1978?*

Nel 1978 i bancari avevano ancora privilegi notevoli, 14 mensilità e premi di produzione molto alti, ed era molto difficile fare un lavoro di sindacalizzazione.

Io entrai in banca nel 1972. Il mio primo stipendio da bancario è stato di 180 mila, nel 1974 era di 400 mila. Per noi l'inflazione era una fortuna, avevamo una scala mobile atipica che ci tutelava moltissimo a livello salariale. Devo dire che i bancari normalmente erano schierati contro in quasi tutte le votazioni su questioni confederali. Il nostro quadro attivo nella CGIL era molto preparato, nonostante pesassimo poco nell'orizzonte sindacale dei bancari. Il motivo della contrarietà alle piattaforme era anche che esisteva nel settore un forte sindacato autonomo anti confederale che se poteva far votare contro alle ipotesi confederali, lo faceva.

Noi della FISAC-CGIL eravamo visti come infiltrati dei metalmeccanici nella categoria. I nostri iscritti avevano una sensibilità politica molto alta ed erano quasi tutti attivi politicamente. Non eravamo tanti, ma agguerriti. Il dibattito visto i nostri numeri esigui e il poco radicamento che avevamo coinvolse una piccola parte dei lavoratori bancari.

Per quanto riguarda la politica dell'Eur pensavamo fosse una politica di cedimento e di presumibile sconfitta. Anche in occasione della lotta alla FIAT nel 1980, noi bancari della CGIL eravamo contrari alla firma dell'accordo dopo la marcia dei 40000, ma il grosso dei lavoratori delle banche se ne disinteressarono. Si ritenevano altro e in effetti lo erano. La loro situazione era molto differente da quella dei metalmeccanici. La musica cominciò a cambiare alla fine degli anni '80 quando cominciò a evolvere il trattamento economico della categoria, ma soprattutto il modo di lavorare, legato anche a una perdita importante della specificità, della professionalità degli addetti e cominciò a installarsi la sensazione che non era più possibile fare carriera o che a farla sarebbero stati in pochi, molte volte secondo parametri non legati al merito o all'impegno lavorativo.



Nel nostro settore i socialisti hanno avuto un peso molto importante, ma i rapporti non erano tesissimi. Inoltre c'è sempre stata una presenza numerosa dei membri dei gruppetti dell'estrema sinistra anche a livello di gruppo dirigente nazionale. Nelle altre categorie non c'era questa presenza o era molto marginale. Il bancario tipico veniva dal ceto medio e il PCI nei ceti medi è diventato forte dopo. Era facile che gli studenti simpatizzassero per i gruppetti, il PCI era visto come noioso, moderato, diciamo più ponderato.

*Dove era più radicata la struttura CGIL dei bancari a livello nazionale?*

A livello di posti di lavoro, i bancari della CGIL erano radicati nelle banche nazionali e nelle banche dove erano forti i rapporti di potere del PCI e il PSI come alla Banca nazionale del lavoro e al Banco di Napoli. Eravamo più deboli nelle banche locali che erano quelle che facevano più contrattazione perché non avevano una presenza nazionale e devo dire che il gruppo dirigente sindacale uscito da lì era più preparato e fu quello che prese la dirigenza della FISAC negli ultimi anni. Facendo contrattazione avevano avuto una possibilità di crescita culturale e politica notevole.

*In che maniera partecipò la vostra categoria all'attività sindacale nel 1983-1984 e alla contestazione che si sviluppa sul Lodo Scotti e il Decreto di San Valentino?*

Nel 1983 si apre in CGIL e soprattutto nella FISAC, una vera dialettica. I gruppettari in quel periodo cominciarono a uscire allo scoperto. Precedentemente avevano avuto dei ruoli nel settore credito, ma erano sempre stati dei ruoli un po' delegati. I membri di questi gruppi non avevano corrente, quindi s'infilavano nella corrente comunista o socialista e questo portava a un congelamento del dibattito. Si tenga presente il peso importante che avevano i militanti di estrema sinistra in questa categoria per capire il ruolo che potevano esercitare.

Più si aggravava la crisi del sindacato e più si apriva il dibattito all'interno della CGIL. Un numero sempre maggiore di militanti e di dirigenti comincia a prendere una posizione critica ed è lì che i gruppettari cominciano a uscire allo scoperto. E' il periodo in cui si radicalizza la linea politica della FISAC, almeno questo è quello che è avvenuto a Brescia.

La categoria partecipa abbastanza poco al movimento degli autoconvocati, anche perché "distratta" da problematiche interne e dai primi segnali che facevano capire che si stava per avere uno sconvolgimento interno del regime cui eravamo abituati.

E' proprio in quel periodo, nel 1984, che rinnovammo il contratto con il blocco della contrattazione aziendale, che per la categoria era una fetta non piccola dal punto di vista del salario e del controllo dell'organizzazione del lavoro. Non partecipammo al dibattito come lo fecero gli altri, ma partecipammo al clima. C'era un fermento forte, una paura di sconfitta, una voglia di cambiare le cose e noi a Brescia apriamo lo scontro per bloccare quel processo che si vedeva arrivare di recessione dei "privilegi" dei bancari. Alla banca San Paolo e alla CAB apriamo uno scontro violentissimo, infatti rifiutammo di firmare l'accordo raggiunto sul contratto nazionale, al contrario degli altri sindacati che lo fecero. Anche grazie a questa iniziativa alla fine tutti i sindacati decisero di riaprire lo scontro sul contratto aziendale che era bloccato. Facemmo il blocco dei centri elettronici che picchettavamo bloccando tutto, e i tutti i bancari finanziavano questa lotta. Alla fine siamo riusciti a riaprire la contrattazione

aziendale. Se vuoi non centrava niente con la battaglia dei metalmeccanici ma partecipava a un clima generale. Questa situazione ha contribuito a riaprire il dibattito nella FISAC, che poi a Brescia è quella che ha fatto nascere la sinistra sindacale.

*Quindi non avete partecipato direttamente alle mobilitazioni sulla scala mobile?*

Di fatto non aderiamo agli scioperi dei metalmeccanici. Può darsi che abbiamo decretato qualche sciopero al quale parteciparono alcuni radicalizzati e sindacalisti, ma il grosso della categoria andava a lavorare. I contatti con la FIOM erano rari. Loro non tentarono molto di creare contatti. C'era nella FIOM un'idea di autosufficienza, l'idea di essere la più forte e la più brava e per questo non cercarono di avere un contatto con noi per estendere il movimento.

*Nella categoria dei bancari esisteva qualcosa di simile ai consigli di fabbrica che esistevano nell'industria?*

Noi nel 1973 abbiamo dato vita ai consigli dei delegati. Non esistevano i consigli di fabbrica. Fu un'esperienza interessante, tentammo di dare voce ai lavoratori. Io prima di andar al consiglio dei delegati, facevo la riunione del mio reparto per farmi dare un orientamento dai lavoratori. Mi sembra che molti delegati avevano questa abitudine, ma la cosa è morta molto in fretta, e si è tornato alla sezione sindacale aziendale, un ritorno indietro rispetto all'esperienza unitaria, che sarà durata massimo tre o quattro anni.

*Qual era la presenza reale dei bancari della CGIL a Brescia nei luoghi di lavoro?*

A Brescia eravamo quasi ovunque il terzo sindacato soprattutto nelle banche locali. Il sindacato autonomo era il primo, era molto corporativo, pensava solo alla categoria contro tutto il resto, era nel solco della DC, il secondo era la FIBA-CISL e quarta la UIL che a Brescia è entrata nelle banche alla fine del 1980 ed era molto piccola.

*Mi parli della genesi della sinistra sindacale a Brescia? Tu partecipasti alla nascita di Democrazia consiliare?*

Il rapporto di componente tra PCI e PSI era da un pezzo in crisi e andava molto stretto ad alcuni di noi. Io per esempio non sapevo dove collocarmi lì dentro e se non sapevi dove collocarti era difficile che tu potessi avere un ruolo politico. I ruoli politici erano spartiti tra il PCI e il PSI. Nel mio settore più che altrove cominciarono a entrare persone che venivano dal percorso del movimento studentesco e dei piccoli gruppi. Entravano con una certa voglia di cambiare le cose nel sindacato e trovavano difficoltà a trovare uno spazio politico. Credevamo di poter contare in CGIL e non essere solo degli spettatori di una linea politica forte. Queste persone si misero assieme perché credevano che solo cambiando la linea di cedimento del sindacato avremmo potuto invertire la situazione di difficoltà. E' in quel momento che nacque l'esperienza di Democrazia consiliare, dietro c'era anche Democrazia proletaria che però non era esaustiva. Questa realtà (Democrazia consiliare) si era staccata dalla

terza componente che in quel momento era in crisi profonda. Aveva un ruolo abbastanza marginale e un po' subalterno al PCI. Questo non andava bene ne a noi ne a quelli di Democrazia proletaria. Democrazia consiliare è durata parecchi anni. All'inizio non avevamo una presenza nelle segreterie nazionali di nessuna categoria, ma era una corrente d'idee che era forte nei bancari, nella funzione pubblica, e aveva alcuni militanti sparsi in giro nelle altre categorie. Eravamo quasi inesistenti nella FIOM. Lì è sempre stato più difficile fare una politica di componente di sinistra. La FIOM si considera quasi per diritto divino "la Sinistra". Aggiungo che la terza componente ha ostacolato la nascita di Democrazia consiliare, perché ci ritenevano dei concorrenti, infatti fu così, successivamente vennero cancellati da questa nuova sinistra sindacale nascente. Molti di loro finirono per entrare nella corrente comunista e molti sono tornati a casa.

*Perché non presentaste un documento alternativo in occasione del Congresso nazionale della Cgil nel 1986?*

Nel 1986 al congresso nazionale della CGIL non avevamo le forze per proporci come mozione alternativa, perché avevamo delle presenze limitate solo ad alcune categorie, quindi prendemmo la decisione di fare una battaglia di contenuti e di gruppo dirigente dentro la CGIL proponendo al congresso delle tematiche di dibattito. Cominciammo a prendere piede dopo il 1986, infatti a Brescia a un certo punto diventammo maggioritari nella categoria dei bancari.

*E che legame c'era tra Democrazia consiliare e "Essere sindacato"?*

Essere sindacato è una sorta di patto fra Democrazia consiliare, DP e pezzi di compagni del PCI che gli stava stretto il sindacato com'era. Con lo scioglimento del PCI nel 1991 la situazione esplose e i malumori si cristallizzarono. Dietro Essere sindacato c'era Rifondazione comunista e una sorta di satelliti che ruotavano intorno. A Brescia non era così. Brescia storicamente giocava un ruolo di critica. I suoi dirigenti sono sempre andati alle riunioni nazionali con una forte carica critica non rompendo mai però con la logica delle due componenti nazionali. Per dimostrare la diversità della situazione bresciana ti dico che alcuni compagni che, a Brescia, non aderirono al Prc, ma al Pds, restarono nell'ala dura del sindacato e diedero vita a "Essere sindacato". Mozione congressuale che vinse solo a Brescia o quasi.

Qui i fondatori di Democrazia consiliare furono: Luciano Pedrazzani che fu uno dei primi che si impegnò. Margherita Recaldini che ora è nei Cobas. Alcuni compagni sono finiti nei COBAS, altri sono rimasti in CGIL.

*Cosa pensi della questione della democrazia sindacale e di Brescia come modello da esportare nella CGIL nazionale?*

Gli autoconvocati sembravano le avanguardie che guardano lontano e dicono di andare verso il sol levante, ma sono andati molto avanti senza porsi il problema che gli altri li seguissero. Era una forma di estremismo, erano avanti rispetto alla coscienza e non hanno fatto nulla per tenersi legati quelli che erano un po' più indietro.

Sulla ventata di democrazia nel sindacato non ci credo molto. Io ho fatto dei congressi nelle fabbriche per "Essere sindacato". Il rapporto con il delegato era di sudditanza. Il

delegato alzava la mano e tutti la alzavano. Non mi sembrava una grande lezione di democrazia. Nel quadro attivo c'era un altro livello di democrazia a Brescia, ma non tra la base e i lavoratori normali.

C'era molto il meccanismo della delega, quando ti chiamano vai, ma non partecipi attivamente. Quindi si può parlare di democrazia delle avanguardie. Io ricordo congressi dove nessuno interveniva se non i 4-5 delegati e poi tutti votavano quello che era indicato dai loro dirigenti sindacali di fabbrica. Ne è un esempio la questione dell'organizzazione del lavoro, infatti il controllo dell'organizzazione del lavoro non fu possibile perché c'era una reale partecipazione della base agli scioperi, ma non a tutta la vita sindacale di fabbrica che poi avrebbe permesso di costruire dei rapporti di forza enormi che capaci di far guidare al sindacato una fabbrica su molti livelli.

## **Interview de Carlo Colosini**

### **Secrétaire général du secteur bancaire CGIL de Brescia**

Mi chiamo Carlo Colosini. Sono stato segretario della CGIL bancari di Brescia fino al 1984-1985. Ero entrato nella segreteria dei bancari della CGIL nel 1975. Dopo il 1985 sono passato alla Funzione pubblica. Nella categoria dei bancari, all'inizio, c'era una preponderanza del sindacato autonomo FABI, che rappresentava la maggioranza degli iscritti al sindacato, poi c'era una discreta presenza della CISL, fatta a macchia di leopardo. Era molto presente in San Paolo e molto meno in altre realtà. La CGIL era la terza organizzazione ed era presente quasi in tutte le realtà. In ultima posizione veniva la UIB che cominciò a radicarsi successivamente visto che era nata a fine anni '70. Vi era poi un sindacato autonomo delle casse di risparmio, molto presente ovviamente nelle casse di risparmio delle province lombarde che si chiamava Falcri. Ci sono state modifiche successive. Una delle modifiche principali è stata la prima unificazione tra il sindacato bancari e quello degli assicuratori della CGIL, infatti cambiò anche la sigla da FIDAC divenne FISAC. Negli anni '70 ci fu anche un tentativo unitario da parte di tutte le organizzazioni sotto la sigla FLB (Federazione lavoratori bancari) nella quale teoricamente c'erano anche i sindacati autonomi. C'erano formalmente ma sostanzialmente le differenze programmatiche e ideologiche rimanevano importanti, anche se abbiamo avuto sempre un canale di dialogo aperto con loro.

*Quali erano i rapporti di forza tra le varie anime della CGIL nella categoria dei bancari a Brescia e a livello nazionale? Erano gli stessi che nella CGIL nazionale, cioè 60% comunisti, 30% socialisti e 10% terza componente?*

I rapporti di forza nella categoria erano differenti che in CGIL. All'inizio era una categoria di volontari non c'era nessun dipendente del sindacato, erano lavoratori del credito in distacco sindacale. Questo già creava degli elementi di autonomia anche sul piano delle divisioni tra le singole formazioni politiche e creava anche delle dilatazioni degli organismi. Essendo una piccola realtà basata sul volontariato, si aveva la tendenza a mettere in segreteria un buon numero dei militanti più attivi. Avevamo una segreteria a 7 e c'era uno solo socialista e lo tenevamo in spolvero perché se andava via lui avremmo avuto un problema forte di equilibri. Per quanto riguarda la terza componente, essa era molto forte a livello numerico nella categoria, ma soprattutto dal punto di vista dei personaggi che esprimeva. Erano persone molto valide, io nella segreteria ho lavorato con Ruggiero Flora. Al di là delle posizioni assunte nei direttivi erano molto collaborativi e attivi nella categoria.

*Esisteva la scala mobile per i bancari?*

All'inizio avevamo una scala mobile molto particolare. Essa aumentava in percentuale e non a punto fisso, dunque non c'era un valore fisso del punto di scala mobile, ma se l'inflazione aumentava del 10% l'aumento era del 10%. C'è stato un periodo che quasi l'inflazione non dico fosse un beneficio, ma non era un elemento di disagio per noi, poi tra il 1976-1978 si è allineata sulla scala mobile normale. Ci fu un grosso dibattito

nella categoria tra chi voleva opporsi a questa decisione e chi diceva che si doveva avere un istituto che fosse uguale per tutti i lavoratori.

Nei bancari bresciani c'era una critica molto forte alle decisioni nazionali prese dalla metà degli anni '70 in poi. Livello di critica che i bancari nazionali non raggiunsero mai; per esempio eravamo molto critici contro l'austerità proposta da Berlinguer e il sindacato alla fine degli anni '70, perché pensavamo che ci potesse essere una politica di contenimento ma doveva essere fatta con un progetto politico ampio per i lavoratori. Avevamo l'idea che ogni progetto doveva essere fatto con i lavoratori. Avevamo una posizione diversa anche nei confronti della FISAC nazionale. Ne è un esempio l'ultima battaglia che ho gestito nella categoria prima di passare all'impiego pubblico nella prima metà degli anni '80. Era la vicenda del contratto integrativo di San Paolo e Credito Agrario Bresciano che allora erano ancora divise. E' stata una battaglia durissima che veniva dopo un'intesa nazionale che metteva in discussione nella sostanza il contratto integrativo stesso, infatti ne limitava in grande quantità le materie delegate sia sul piano economico, che su quello normativo. Abbiamo bloccato il centro elettrocontabile che faceva funzionare i sistemi informatici di tutte le banche. Una volta erano diversi rispetto a quelli di oggi; erano enormi ed occupavano una stanza intera e dovevano essere sempre tenuti in temperatura se no non funzionavano. Adesso le capacità di quel computer ce l'ho nel mio computer a casa. Per un mese abbiamo bloccato il centro elettrocontabile garantendo dei picchetti abbastanza significativi anche sul piano della resistenza tanto è vero che l'azienda ci aveva anche accusato e denunciato per danni al patrimonio, ma siamo riusciti a portare a casa il risultato che volevamo.

Possiamo dire che la categoria dei bancari negli anni '70 e '80 era vicina alle posizioni FIOM. Sull'austerità proposta dal PCI per esempio non avevamo una posizione preconcepita, ma avevamo ben chiara l'idea che non poteva essere un'operazione a perdere come poi si rivelò con le vicende successive dove c'è stata un'accelerazione e mutazione di un sindacato che passò da essere prettamente conflittuale, a un sindacato collaborativo che trovava negli accordi ai tavoli di concertazione il modo per risolvere le tensioni. Noi volevamo l'accordo, ma doveva scaturire dalla scesa in campo dei lavoratori e della categoria, non da trattative private. L'accordo doveva essere un momento di affermazione dei diritti dei lavoratori, anche quando non riuscivi a portare a casa al 100% le piattaforme che proponevi.

*Cosa pensavate del dibattito sul costo del lavoro? E sulla piattaforma dei 10 punti discussa nel sindacato nel 1982?*

A Brescia ci fu un grosso dibattito sul costo del lavoro anche in occasione della Piattaforma dei 10 punti. La proposta nazionale faticò molto a passare e se non ricordo male non passò nelle votazioni alle assemblee dei bancari. Noi abbiamo sempre pensato che il costo del lavoro non poteva essere un punto di partenza delle politiche sindacali. Un conto è l'austerità se nasce da una tua presa di coscienza, che non è un'austerità salariale, ma un'austerità complessiva, dentro la quale ci poteva stare anche una riduzione d'orario importante. Quella piattaforma nacque sull'abbandono dello slogan economicamente stupido, ma politicamente alto che era che il costo del lavoro doveva essere una variabile indipendente. Era un punto fermo forte per un sindacato che voleva essere capace di incidere anche sui processi e i ritmi di lavoro all'interno della fabbrica e voleva partecipare alla costruzione della politica economica nazionale. Si pensava a una politica sindacale che portava il lavoratore a non essere l'elemento comandato, ma l'elemento comandante in azienda, dopo invece c'è stata questa discontinuità ideologica che ha distrutto questo orizzonte che non è mai stato dispiegato pienamente. Fu una cosa che negli anni '70 si tentò veramente di costruire, infatti quando noi parlavamo di organizzazione del

lavoro pensavamo di poter attaccare la struttura e la gestione capitalistica dell'organizzazione del lavoro.

*Perché la FISAC-CGIL a Brescia esprimeva delle posizioni così radicale?*

La categoria dei bancari di Brescia era molto radicale. Le posizioni della FISAC bresciana erano condivise solo da un pezzo della FISAC nazionale, che era formata dall'ala extra parlamentare e la parte più a sinistra del Pci. Queste posizioni erano minoritarie a livello nazionale, ma erano maggioritarie a Brescia tra gli attivisti della CGIL bancari che riuscivano a farle passare nelle assemblee degli iscritti.

I nostri iscritti dividevano la battaglia contro il decreto di San Valentino, perché bisogna tener presente che i tagli che venivano fatti ai metalmeccanici sulla scala mobile concernevano anche noi come categoria, ormai la scala mobile era unificata per tutti i comparti lavorativi. Cominciammo a protestare già nel 1983 all'epoca del Lodo Scotti che prevedeva il taglio dei decimali di punto della scala mobile perché si trattava di una premessa politica importante a delle riduzioni sostanziali del salario. Le proteste comunque in questo primo momento non furono molto forti e precise e quest'accordo passò abbastanza sotto silenzio.

*Come si mobilitano i bancari bresciani in occasione del Decreto di San Valentino nel 1984?*

Quando c'è stato il taglio vero e proprio, la categoria ha vissuto male la situazione, anche a causa delle lacerazioni che vi erano all'interno della CGIL. Durante la vicenda di San Valentino, i dirigenti dei bancari parteciparono a tutte le iniziative degli autoconvocati. Abbiamo fatto alcune assemblee nelle aziende del credito, abbiamo partecipato alla manifestazione a Roma del 24 marzo. Non mi sembra di ricordare che organizzammo degli scioperi nelle banche. In quella realtà era difficile organizzare e proclamare uno sciopero, non esistevano i consigli di fabbrica. C'era una forma di consiglio ma questi funzionavano in modo poco preciso e la presenza e il controllo delle sigle provinciali era molto forte. Quindi mobilitare i lavoratori era difficile.

A titolo di esempio: a Brescia c'erano due banche molto grosse: la San Paolo e il Credito agrario bresciano e la terza realtà erano le Banche popolari che si stavano unificando in quel periodo. Bisogna contare che una di queste banche avevano circa 2000 salariati, il sindacato maggioritario aveva 700-800 iscritti e nulla si muoveva se non c'erano accordi con i sindacati provinciali. Noi eravamo un sindacato minoritario quindi per convocare uno sciopero contro il parere degli altri avremmo dovuto fare delle grosse forzature nelle assemblee. Voglio dire che non c'era una piena autonomia di questi embrioni di consigli, non erano i delegati dei lavoratori a decidere. Noi poi eravamo in difficoltà, partendo da questa modalità di gestione centralizzata, se avessimo dichiarato sciopero avremmo rotto verticalmente con la componente socialista presente nella segreteria provinciale e con tutti gli altri sindacati che in molti casi erano la schiacciante maggioranza all'interno dei "consigli" delle banche.

*E che cosa pensaste della proposta di Berlinguer di raccogliere le firme per un referendum abrogativo?*

Secondo me è stata fatta una scelta sbagliata, che criticai già allora. Io penso che su tutte le questioni che concernono il lavoro e la classe operaia è sbagliato affrontarli con il referendum, dove entrano e decidono altri che non centrano. Le questioni dei lavoratori secondo noi si risolvono con le mobilitazioni, tanto è vero che fummo sconfitti malamente, perché votarono tutti.

Il referendum è stato il tentativo di chi non era d'accordo di smorzare le lotte, perché una volta che lanci l'idea del referendum dislochi tutte le forze su quello e abbandoni le mobilitazioni. La lotta è calata perché non c'era nessun riscontro propositivo di percorso possibile da parte della dirigenza e per farla calare ancora di più è stata buttata sul tavolo l'idea del referendum. E' evidente che poi è stato accettato anche da molti di quelli che erano nella lotta. Noi eravamo contrari a questa idea, ma una volta presa la decisione collettivamente lo sostenemmo con forza fin dalla raccolta firme e fino alla fine.

*Che ruolo ebbero in quel frangente i socialisti della CGIL bresciana?*

Nella categoria c'erano pochi socialisti, qualcuno tra gli iscritti ma quasi nessuno tra i dirigenti. Un conto è il socialista iscritto che fa riferimento all'idea socialista, un altro conto è il dirigente che fa più riferimento alla linea delle strutture superiori che all'idea astratta in sé. Il socialista di base paradossalmente aveva un'autonomia di pensiero e di decisione maggiore, quindi non avvennero grossi scontri. Il movimento degli autoconvocati non nacque solo da una questione economica, ma da una lotta che scaturiva dalla volontà di bloccare la marginalizzazione democratica dei lavoratori del sindacato. Fu una battaglia per mantenere la centralità del lavoro e della dignità di coloro che lavoravano. Da quella esperienza partì un processo contraddittorio che portò alla formazione della sinistra sindacale che presentò il documento "Essere sindacato" al congresso della CGIL del 1991.

*Che posizione prese il PCI bresciano sulla questione del referendum sulla scala mobile del 1985?*

Il PCI a Brescia si era rotto sulla questione della scala mobile. Tra l'altro qui a Brescia c'era una situazione paradossale: la sinistra era tutta nel sindacato, la destra o meglio detto la moderatezza che a me sembrava piuttosto concessione era dentro la federazione provinciale del PCI. Abbiamo avuto dentro dei destri da far spavento, non dimentichiamo che abbiamo avuto come segretario Borghini, che se non erro ora è dentro il Pdl (partito di Berlusconi). Io ricordo di aver avuto dei colloqui con quelli del PCI. Noi del sindacato eravamo mal sopportati e loro erano sempre sulle posizioni più moderate, tanto che secondo me non si impegnarono molto sul referendum della scala mobile. Vorrei fare un'ultima riflessione finale. Una volta il sindacato aveva la scuola della fabbrica, dell'ufficio e del conflitto, di quello che vivevi tu nella tua vita e della contraddizioni della società. Mi sembra che adesso il sindacato sia diventato un'agenzia che da servizi, un ufficio, dove ci saranno anche impiegati molto bravi, ma si tratta di impiegati. Lo scioglimento delle componenti ha peggiorato il quadro democratico del sindacato, prima c'era molto più dibattito e la cooptazione ideologica è stata sostituita da una cooptazione più amicale, si cominciò a mettere gente che aveva condiviso un percorso anche di vita con i dirigenti o per conoscenza, non per una selezione politica e di impegno. Quindi le logiche che si volevano cambiare con lo scioglimento delle correnti sono tornate più forti di prima nella CGIL del post 1991. Se non c'è battaglia ideale all'interno del sindacato non c'è niente.



## **Interview de Livio Melgari Secrétaire FIOM-CGIL du Lac de Garde**

Sono Livio Melgari. La mia prima esperienza di lavoro è stata alla Fad di Carpenedolo. Era una fabbrica meccanica che produceva ruote e assali per l'agricoltura. Sono entrato a 14 anni e sono uscito a 24 per fare il sindacalista. Sono uscito durante la Segreteria di Sabbatini e ho continuato con quella di Gianni Pedò e di Giorgio Cremaschi. Nel 1980, mi spostai sul Garda, perché con la riforma del sindacato di Montesilvano si organizzarono i comprensori e feci il segretario della FIOM del Garda e restai fino al 1985. In quell'anno diventai il Segretario aggiunto di Giorgio Cremaschi, per marcare l'unità di intenti dei lavoratori di esperienza di ispirazione socialista con quelli comunisti nella CGIL. Rimasi alla FIOM fino al 1991 quando ci fu il congresso della CGIL e io come socialista non potevo ambire a diventare segretario della FIOM di Brescia, anche se avevo un attaccamento molto forte per quella organizzazione e mi sarebbe piaciuto continuare lì. Dopo quel congresso dove vi fu una contrapposizione molto forte tra "Tesi congressuali" ed "Essere sindacato", mi fecero una proposta che non potevo rifiutare, cioè di entrare nel sindacato dei pensionati che aveva molte tessere e avevano molta capacità di mobilitazione. Era diventata a Brescia la terza categoria per numero di iscritti all'interno della CGIL. Erano già passati 5 mesi dalla fine del Congresso della CGIL del 1991 e lo scontro non si era ancora calmato all'interno dello SPI. La polemica era tra i membri dei due schieramenti congressuali, particolarmente tra il segretario uscente Giorgio Zubani legato a Essere sindacato e il vincitore del congresso Lanzini. Lo SPI aveva bisogno di qualcuno capace di ricostruire la categoria e fare sintesi. Non fu una scelta facile. Avevo 42 anni, nessuno si sarebbe mai sognato di andare allo SPI così giovane, inoltre era vista ancora come una categoria molto poco importante, al contrario di oggi che è la più potente della CGIL. Ho fatto per 7 anni, fino al 1999, il segretario dello SPI di Brescia, poi sono passato alla segreteria dello SPI-CGIL Lombardia, e da lì ho cominciato il mio interesse per la dimensione internazionale che poi ho cominciato a seguire in maniera organica entrando nell'esecutivo della FERPA; Federazione internazionale dei sindacati dei pensionati. Nel 2006 sono passato alla responsabilità del dipartimento internazionale dello SPI-CGIL nazionale. Avevo la responsabilità del dipartimento, non ero nella segreteria. per esempio oggi il segretario delegato alle questioni internazionali è Carla Cantone il segretario generale che lo sconvolge ad interim.

*Tu eri militante del partito socialista?*

Ora sono iscritto al Partito Democratico, anche se dopo lo scioglimento del PSI, non ho avuto più tessere per lungo tempo. Ho rifatto una tessera nel 2004-2005. Non ero molto convinto, ma mi ero rifatto alla posizione di Giuliano Amato che non si era mai riscritto a nessun partito e diceva: "Io in qualsiasi posto mi sento a casa mia", poi ho capito che la mia diaspora era durata troppo e mi sono iscritto al PD.

Prima ero nel PSI e facevo parte della corrente lombardiana. Riccardo Lombardi mi piaceva molto, faceva un socialismo serio, scientifico, legato all'esperienza di fabbrica. Successivamente il mio riferimento nazionale fu Fausto Vigevani che diventerà anche segretario generale della FIOM. La corrente lombardiana a Brescia arrivò al massimo

all' 8-10% delle preferenze al congresso, Vasco Frati era di questa corrente. La corrente di maggioranza a Brescia era quella di Mancini. La galassia del PSI bresciano era molto variegata. C'era la corrente di De Martino a cui a Brescia era legato l'avvocato Alberini. Dopo l'eredità fu presa dalla corrente craxiana, quando Craxi vinse il congresso del Hotel Midas e vi fu il superamento della corrente di De Martino. Il punto di riferimento a Brescia era Moroni, che sarebbe diventato anche lui craxiano. Gianni Panella era vicino all'onorevole Balzamo. Credo fosse la corrente di Mancini, no anzi penso di fare un errore. Panella in ogni caso era vicino anche all'onorevole Savoldi, che era poi il deus ex machina del PSI di Brescia. Vari membri socialisti della camera del lavoro erano con lui ed era questa la vera maggioranza del PSI a Brescia. La situazione in quegli anni non era molto organica. C'era un'egemonia di Savoldi con attorno quelli della Camera del lavoro. Lui faceva parte della corrente di Nenni-De Martino, più o meno si trattava di una posizione di centro. Questa influenza della componente Savoldi-Marsadri fu forte fino alla metà degli anni'70, poi ci sono tensioni nella maggioranza e si cominciò ad aprire l'esperienza ad alcuni componenti di minoranza come i lombardiani e l'area guidata dall'avvocato Guido Alberini. Quando arrivo alla camera del lavoro di Brescia, voglio dire, quando cominciai la mia esperienza di sindacalista, era una fase molto articolata, non c'era una definizione precisa di alleanze. Io ebbi un rapporto con il partito di dialogo e di correttezza, ne ero fiero. Tieni conto che io vengo da una famiglia storicamente socialista. Uno dei miei antenati è stato uno dei primi sindaci socialisti in Italia, in un paesino del cremonese e dovette scappare in Argentina per evitare le percosse dei fascisti. La sofferenza più grande per me fu vedere il partito trasformarsi e vedere il craxismo cambiare le sue idee. L'avvento di Craxi aprì una fase di grande transizione.

*Cosa pensavate voi socialisti della CGIL della politica dei sacrifici e del dibattito sul costo del lavoro all'inizio degli anni'80?*

Non potevamo nemmeno concepire che delle conquiste venissero messe in discussione. Anche in mezzo a mille mediazioni eravamo riusciti sempre a conquistare. Ci sentivamo in credito con le altre fasce sociali e soprattutto con i padroni. In quell'epoca feci un manifesto dove scrissi che i lavoratori pagavano con la sofferenza fisica e morale, perché avrebbero dovuto dare indietro ancora dei soldi se pagavamo ogni giorno così tanto. Questo non ci impediva di renderci conto che qualcosa si stava determinando, non eravamo ciechi. Noi eravamo disposti ad arrivare a degli obiettivi mettendo qualcosa di nostro senza perdere dei diritti che pensavamo inalienabili e davamo per acquisiti. Per le festività, per dare indietro due giorni di ferie, visto che eravamo tra i paesi che avevano più feste, non c'era problema. Il vero problema era sul punto unico di scala mobile. Capivamo che i padroni ci stavano testando sulla nostra capacità di reggere una svolta che si prefigurava in termini epocali. I lombardiani avevano delle posizioni diverse su questo dalla maggioranza del partito. Eravamo comunque tollerati. Ci consideravano utili per il dibattito interno, c'erano dibattiti forti, era quasi normale che non fossimo d'accordo. Ci dicevano che non esistono solo gli operai, che il PSI era un partito che storicamente guarda la globalità, ma io avevo la necessità di andare nelle fabbriche a spiegare cosa faceva il PSI e che posizioni portava su determinati punti.

*Come hai vissuto la tua esperienza all'interno della FIOM di Brescia all'inizio degli anni'80?*

Al tempo io ero nell'apparato della FIOM di Brescia. La nostra percezione dei vertici sindacali regionali e nazionali era di norma la percezione di qualcuno che ci creava più problemi di quelli che risolveva. Pensavamo che l'essenza vera della nostra capacità di tenuta era nel territorio grazie alle nostre istanze rivendicative. Io ho sempre avuto una grande attenzione e rispetto per quelli che devono decidere, anche io rimasi male, quando fu firmato l'accordo sulla cassaintegrazione a zero ore alla FIAT di Mirafiori, però Lama andò in fabbrica a metterci la faccia per spiegare agli operai perché si firmava l'accordo. Pur trovandomi molte volte in dissenso su una linea troppo accomodante, moderata e rinunciataria, mi veniva difficile considerarli una struttura a cui contrappormi, per questo non ho scelto "Essere sindacato" al congresso della CGIL. Per quanto la linea nazionale potesse essere discutibile io mi sentivo comunque di essere leale fino in fondo nel rapporto con loro, perché la contrapposizione non ci avrebbe aiutato né in un modo né in un altro. Ero d'accordo con il movimento degli autoconvocati, ma non partecipai mai alle manifestazioni perché mi rendevo conto che era un movimento che aveva delle logiche e delle motivazioni importanti, ma che non apparteneva alla mia storia e alla mia cultura. Condivisi molto delle loro aspettative e rivendicazioni e lo feci pubblicamente.

*Che ruolo aveva il sindacalismo bresciano nel panorama nazionale?*

Brescia veniva rappresentata come un'armata rossa, permanentemente contro i vertici sindacali, permanentemente in opposizione, in eterno dissenso con tutti, cambiavano i segretari generali, ma Brescia non cambiava. Io ebbi più di una conversazione epistolare con il giornale "Il manifesto" dove dicevo che stavano dando un'idea caricaturale del movimento operaio bresciano dove c'era solo la FIOM e gli operai erano tutti radicali. Brescia era anche una classe operaia colta, seria e riflessiva, tanto è vero che quando "tesi congressuali" prese il 30% al congresso del 1991, non ci credevano i giornali. 1 operaio su 3 non era con "Essere sindacato", una cosa quasi sconvolgente per quegli anni. La narrazione era tale che tutti erano arrivati ad avere un'idea completamente erronea, per tutti, gli operai bresciani avevano il mitra e il fazzoletto rosso al collo.

*Che iniziative mise in campo la corrente socialista per spiegare ai lavoratori la sua posizione durante il movimento degli autoconvocati?*

Ci fu una riunione con Del Turco in una vecchia sala in Via Musei con i socialisti dei tre sindacati. La nostra riflessione era che il gruppo dirigente comunista non era provveduto, non si faceva travolgere dalle situazioni. Allora c'era il centralismo democratico e secondo noi non era possibile che un gruppo dirigente di qualità e per certi versi lungimirante come quello del partito comunista potesse aver sostenuto, fiancheggiato un movimento che poteva portare alla rottura inevitabile di una già precaria unità sindacale.

La riflessione era su qual era il fine di un movimento che doveva, infine, andare a parare da qualche parte, che non fosse solo la protesta. Ci chiedevamo quale fosse l'obiettivo ultimo di questo movimento. Tutta la FIOM di Brescia era solidale con questo movimento. La componente socialista nella FIOM aveva una posizione in qualche maniera di astensione e di criticità. La cosa degenerò un po', perché alla fine le nostre posizioni che erano più articolate e cercavano di portare alcuni elementi di valutazione su quello che si stava determinando, furono di fatto completamente ignorate. Quando arrivammo al congresso di Essere sindacato i germi di quella rottura erano in quella questione degli autoconvocati.

I socialisti hanno espresso sempre un livello di dirigenza abbastanza ampio. Era abbastanza facile in fabbrica trovare dei delegati di cultura socialista, perché c'era ancora questa idea forte di un partito laico e liberale. L'articolazione dei socialisti secondo le correnti cambiava e si rimodellava a livello di territorio, erano diversi anche a distanza di pochi chilometri. Era una cosa che da giovane trovavo di grande fascino, contro il centralismo democratico del partito comunista che percepivo come una setta, qualcosa di chiuso dove qualcuno decideva e altri eseguivano. Percepivo forte questa spinta alla ricerca della diversità, a muoversi su istanze che non sono definite, anche se era esasperato nel correntismo, dai dibattiti infiniti.

Nella CGIL i socialisti erano tanti nei tessili, negli edili, ed eravamo tanti nella Fiom dove pubblicavamo un giornaletto, che era un elemento di identità che ci permetteva di diffondere nelle fabbriche le nostre opinioni. Ai tempi non c'erano i canali di comunicazione che ci sono oggi, erano importanti degli strumenti come questi giornali.

Durante il movimento degli autoconvocati ci fu una parte dei socialisti che si schierò con gli autoconvocati a Brescia, ma in una seconda fase nessuna partecipò, anche perché eravamo poco considerati in quel momento perché tutto era nel gorgo del movimento.

La mossa del PCI di proporre il referendum, venne vissuta nella Fiom come la mossa vincente, pensavano che il popolo italiano avrebbe votato a occhi chiusi per il ritorno al punto unico della scala mobile. Nessuno avrebbe sospettato che il referendum si potesse perdere. Se qualcuno poneva questa possibilità avrebbe potuto suscitare ilarità, ma il referendum si perse. In Italia qualcosa era successo. L'idea che l'interesse del singolo era l'interesse di tutti, che insieme ci si poteva difendere, che nel momento che tutelavo te tutelavo anche me, erano delle idee che stavano dando posto all'individualismo. L'idea dell'arrangiarsi e del far da sé stava per vincere. Nello stesso tempo l'unità sindacale era già venuta meno fattivamente. Poco prima del voto, anche alla Fiom cominciarono a circolare delle incertezze. Se metti una campagna fatta in un certo modo, aggiungi il fatto che la Cisl e la Uil erano apertamente schierate per l'accordo e che tutti i partiti erano schierati contro il referendum, si capiscono le difficoltà. Nascono lì le prime riflessioni sulla società dei due terzi. Noi pensavamo che una maggioranza di lavoratori era governata da una minoranza di ricchi, potenti e arroganti, dalla Dc e dalla parte più retriva della chiesa, con il referendum scopri che tu lavoratore sei la minoranza perché nel frattempo era emersa una società nuova dei servizi e delle partite iva, non era più quella realtà che ci aveva fatto sognare nel 1969.

I socialisti nel sindacato non fecero campagna per il referendum. Fu una fase dove non dico che ci fosse libertà di coscienza, ci si rifà alle indicazioni di massima del partito, ma ognuno votava un po' come voleva. So che i miei amici socialisti della Cisl e la Uil votarono per il mantenimento del decreto e molti socialisti della Fiom votarono per il ritorno del punto unico. In tutta quella fase lì lo scontro era molto forte, provavamo un grosso disagio. Alla Fiom si respirava lo scontro, si andava sul Piave a respingere l'invasore, a fare una frontiera. L'ala dura della Fiom soprattutto, pensava che da lì cominciasse la riscossa del movimento sindacale. Una delle polemiche degli autoconvocati, che si svolse tra le prime assemblee autoconvocate e la grande manifestazione, fu quando gli stessi autoconvocati proposero di fare un referendum nelle aziende, ma la Cisl e la Uil non accettarono dicendo che era normale che i lavoratori non avrebbero votato per tagliarsi lo stipendio. Il decreto però per loro restava una necessità.

*Che legame c'era tra lo spirito individualista che sorgeva in Italia negli anni'80 e la figura politica di Bettino Craxi?*

Ricordo uno degli ultimi interventi di Riccardo Lombardi in una sede ufficiale del Partito socialista, quando Craxi era già il leader indiscusso del partito. Il PSI era in piena crescita, aveva sostituito la falce martello con il garofano e Pertini era Presidente della repubblica. Un partito che da stampella della DC o del PCI aveva finito per esprimere la sua individualità e centralità. Riccardo Lombardi disse: "io non sono d'accordo con molte delle cose che sta facendo Bettino Craxi ma devo anche dire che molte le condivido". Condivideva le cose legate all'affermazione di un ruolo e di un'identità socialista. Appena eletto, Craxi, disse delle cose condivisibili. Disse che il partito aveva bisogno di autonomia come l'aria che respira, e aveva ragione. Il mio rapporto nei confronti del craxismo fu molto identitario. Condivisi molte cose. Craxi aveva intuito molti dei cambiamenti che stavano avvenendo nella società, una realtà che aveva bisogno di liberalizzarsi e svecchiarsi. Era una società che stava diventando a modo suo europea. Poi queste cose vennero interpretate nel peggior modo possibile da Berlusconi. Io non condivisi la scelta di Craxi di ritirarsi ad Hammamet, per me un dirigente politico serio resta nel suo paese e affronta la giustizia e risolve i problemi. Se vuoi un aneddoto, ti racconto una cosa che successe tra me e Craxi. Lui venne a fare un'assemblea dei lavoratori socialisti a Brescia e dopo andammo a mangiare alla Trattoria "La sosta". Era dicembre e mia moglie era in cinta di quella che poi sarebbe stata mia figlia e venne a pranzo con noi e altri compagni del partito. Fuori dal ristorante, prima di salutarci un compagno lì vicino, Romolo Ferrari indicò mia moglie e disse a Craxi: "secondo te è maschio o femmina?" e Craxi rispose: "Secondo me è maschio però...". E due mesi dopo nacque una femmina. Io feci con tutti la battuta dicendo che speravo che il segretario del nostro partito fosse più lungimirante nelle decisioni politiche rispetto al tentativo di indovinare il sesso di mia figlia che doveva nascere. (Risata)

## **Interview de Gianni Beletti**

### **Délégué UILM à l'usine FIAT de Brescia**

Ho lavorato per molti anni all'Iveco di Brescia. Ero rappresentante della UILM, cioè dei metalmeccanici della UIL. Ho fatto anche parte della segreteria provinciale della UILM di Brescia. Ero tesserato al Partito socialista italiano.

In quegli anni c'era un grande entusiasmo e una grande ricerca di unità. Avevamo capito che più eravamo uniti più eravamo forti e, in effetti, in molte occasioni eravamo stati forti davvero. E' chiaro che quando la nomenclatura sindacale e politica ha capito che eravamo molto forti ci ha messo le mani e ha cercato di ridimensionarci. Noi un giorno si e uno no eravamo in piazza e abbiamo avuto dei grandi risultati. All'epoca in fabbrica si facevano lavori molto ripetitivi che visti adesso sembrano inutili. Negli anni '60, noi eravamo dei giovanotti che venivano dall'artigianato o dalla campagna. Noi entravamo lì ed entravamo 500 persone alla volta. Si poteva cambiare velocemente il DNA della forza lavoro. Questi giovanotti dopo tre mesi che lavoravano in catena di montaggio, alle presse erano già esausti. Facevi otto ore di lavori ripetitivi. Facevi tutto il tempo lo stesso gesto ed era debilitante. Questo ha prodotto una grande rivalse di questi giovani nei confronti della società e del lavoro. Per questo motivo il richiamo del Partito comunista era molto forte. Questi giovani si chiedevano il motivo di un lavoro del genere, con alti ritmi, paghe basse, in ambienti abbastanza vetusti. Coloro che venivano dalla Bassa bresciana, zona caratterizzata dall'agricoltura vivevano la fabbrica come un incubo. Avevano un'estrema difficoltà. Alcuni dopo 15 giorni se ne andarono.

La maggior parte rimaneva e il sindacato era rinforzato da questi giovani. I cattolici prendevano le tessere dalle parrocchie. Il prete ha sempre determinato qualcosa nell'ingresso nelle grandi fabbriche. Quelli cooptati dalle parrocchie entravano nella FIM. I socialisti della UILM tra i due blocchi raccoglievano le briciole. Raccoglievano l'amico intimo, il parente o il soggetto isolato. La UILM era schiacciata. Le nostre ragioni non passavano mai.

*E rispetto al movimento degli autoconvocati che posizioni prendeste come UILM dello stabilimento Fiat di Brescia?*

I confederali capirono che era arrivato il momento di trattare con il governo. Nella vicenda del decreto di Craxi, noi eravamo visti all'interno della fabbrica come i craxiani anche se non era vero. Io sono sempre stato tesserato al Partito socialista, era un'ispirazione che avevo dentro. Io non ero in nessuna corrente. Già allora avevo capito che Craxi non poteva andar lontano. La sua fine era predestinata, non poteva inserirsi tra due blocchi potentissimi, era come in fabbrica per noi della UILM. Avevamo anche intelligenze vivaci, ma le nostre ragioni non passavano mai. Poi un altro problema era che la metà dei socialisti erano iscritti alla CGIL, che furbescamente li presentava anche come dirigenti. Era una vetrina per dire che non era una confederazione semplicemente comunista. Erano strumentalizzati.

*Cosa pensavano i lavoratori UILM del dibattito sul costo del lavoro?*

Per noi solo il fatto che i confederali discutessero di scala mobile sembrava già un tradimento. Era grazie a questa che si garantiva la tutela del salario. Il problema

dell'inflazione era visto come una questione lontana che doveva essere retaggio dei politici. Noi socialisti in fabbrica vedevamo e capivamo la cosa da vicino, eravamo più sensibili rispetto al problema. Non si può pensare di produrre e una volta che il prodotto è venduto si va in perdita. Sapevamo che una logica sindacale di questo genere non poteva durare.

Bisognava avere un governo che organizzasse una politica industriale seria, ma l'economia in Italia è sempre stata libera. Il capitale andava liberamente dove c'era il profitto, l'imbroglio e l'evasione fiscale. Noi eravamo l'anello debole della catena, non potevamo contrastare la forza del capitale. Gli autoconvocati parlavano dei problemi della fabbrica, del salario e anche dell'ambiente.

*I lavoratori socialisti della FIAT come reagirono al decreto di San Valentino?*

Noi non abbiamo reagito. Nel cuore avevamo l'idea della fregatura e del tradimento. I lavoratori ricevevano il recupero mensile della scala mobile e i sindacati volevano fare un accordo che prevedeva il taglio. In un ambiente del genere contrastarlo voleva dire andare alle mani con i lavoratori. Dentro di noi ci chiedevamo: possibile che tutti i nostri dirigenti sono d'accordo? Lo vivevamo come un tradimento. Non eravamo entusiasti della cosa, l'abbiamo assimilata e finiva lì. Nel consiglio di fabbrica eravamo quelli che coprivano di più, anche perché le argomentazioni dei comunisti erano abbastanza estremiste, volevano fare sciopero a oltranza. Noi sapevamo che se facevamo perdere un mese di lavoro alle maestranze, perdevamo di blocco la metà degli iscritti. In quel periodo la gente comprava la casa, si sposava, quindi il lavoro era indispensabile per pagare tutto questo. Eravamo più concreti e posati nel dibattito sindacale. Mi ricordo che quando passavamo nei reparti dopo che all'assemblea avevamo espresso dubbi sulla lotta, ci davano dei venduti. Ci dicevano che eravamo amici di Lama.

La UILM dell'OM era la UILM più forte a livello provinciale, avevamo un bel nucleo, eravamo più del 15% della fabbrica. Avevamo un'opinione meno convinta sul decreto rispetto ai burocrati nazionali del nostro sindacato, anche perché essi inviavano dei documenti fumosi che seminavano la confusione, tutto per far passare l'idea nelle fabbriche senza contestazioni.

*Una parte della UILM bresciana si oppose frontalmente al decreto?*

Oltre alla UIM della FIAT, altre realtà della di fabbrica si opposero al decreto, ma in maniera tiepida. Penso che in alcune di quelle realtà si fosse trovato un *modus vivendi*, non dico che collaborassero con il padrone, però erano morbidi... Queste UILM di fabbrica non andarono oltre qualche documentino dove esprimevano contrarietà. Questa opposizione trovava il tempo che trovava. Mi ricordo si opposero quelli della UILM della Marzoli e della Eredi Gnutti. Alcuni dei nostri erano attratti dal movimento, ma non vedevamo l'interesse a partecipare perché saremmo stati ancora una volta schiacciati dai due grandi colossi. Noi partecipammo alle prime iniziative degli autoconvocati e poi ci rendemmo conto che questa cosa per noi era più un intralcio, tanto che non partecipammo nemmeno al corteo del 24 marzo a Roma.

*Che rapporti avevate con i socialisti della CGIL?*

Abbiamo sempre visto i socialisti della CGIL bonariamente come dei traditori. Eravamo molto freddi con loro quando li incontravamo nelle riunioni del PSI, infatti dentro il partito contavano più loro, perché si pensava che potessero contare qualcosa e arginare le derive estremiste della CGIL, ma non hanno mai contato niente effettivamente. Poi la corrente socialista nella CGIL si è sciolta all'inizio degli anni '90.

*Perché la sinistra sindacale era così forte a Brescia?*

A Brescia c'era un nucleo di preti che senza esporsi più di tanto avevano delle idee a sinistra. Alla OM c'era questo gruppo di amici cattolici praticanti che organizzavano la politica e il sindacato attraverso un circolino in via Musei, con Don Antonio Fappani e Gervasio Pagani, che fu anche segretario della DC di Brescia. Erano brave persone, non arrivisti, anzi rinunciavano anche a cariche che avrebbero potuto avere. C'erano qualche decina di personaggi che lavoravano a questo progetto a livello di provincia. Pensavano che l'ispirazione cristiana e comunista dovevano lavorare assieme per concepire una nuova idea di sviluppo della società e pensavano in grande. L'occasione della lotta contro il decreto fu uno dei momenti massimi di questo accordo simbolico. Si tenga presente che questa realtà cattolica anomala non c'era in altre città. In ogni caso se vediamo la politica italiana nata dopo la caduta del muro di Berlino, vediamo come la sinistra democristiana e una parte degli ex comunisti siano arrivati a fondare assieme il Partito democratico. Questi cattolici aiutarono l'evoluzione che porterà allo scioglimento del PCI e la fondazione di un moderno partito di sinistra.



## **Interview de Adelino Mazzetti**

### **Délégué syndical FIOM-CGIL à l'usine Gnutti Transfert**

Sono Adelino Mazzetti. Ho cominciato a lavorare in piccole aziende che facevano manutenzione nelle grandi fabbriche. Poi sono andato alla Gnutti transfert. Per la mia professionalità facevo il capo e coordinavo 17-20 persone, però la mia coscienza politica è sempre stata a sinistra. Mi ricordo un fatto, mi pare nel 1973-1974, una lavoratore si era fatto male e nel rientrare dopo la malattia il datore di lavoro voleva licenziarlo. Io che facevo un po' il coordinatore, con i miei colleghi, ho smesso di lavorare e ho fatto applicare a quell'aziendina il contratto dell'industria dei metalmeccanici con tutta la serie di tutele che prevedeva. Me ne sono andato da quella fabbrica, perché anche io ho avuto un problema di salute, sono stato in ospedale e quando sono tornato il datore di lavoro aveva cambiato tutto e ho cominciato a porre una serie di questioni. Avevo un buon rapporto con questi lavoratori. Se uno saldava tutto il giorno, quello dopo gli facevo fare altro, lo mettevo al trapano, non lo facevo saldare per paura che si facesse male. In più questo facevo crescere i lavoratori nella conoscenza del ciclo produttivo e imparavano a fare tutto. Questo non è successo quando sono rientrato e mi sono subito licenziato. Il padrone mi ha offerto anche di diventare socio, ma non ho accettato. Sono entrato dopo nella Gnutti Transfer e nel 1980 sono stato eletto nel consiglio di fabbrica.

Il centro del mio fare sindacato era la necessità di diventare protagonisti della richiesta dell'innovazione, se no subivamo perché lasciavamo in mano tutto all'azienda. Mettersi lì con la bandierina in mano non serviva a nulla, perché dopo devi andare a trattare a cose fatte ed eri debole. Su questi aspetti politici io all'interno della FIOM ero abbastanza critico. Un'azienda con un prodotto di alta qualità deve continuare a innovare e aggiornare la professionalità e l'efficienza. Se il sindacato non entra in questi processi beve solo. Il sindacato deve far crescere i lavoratori, farli partecipare e capire i processi, perché se no subisci tutto, non hai potere contrattuale. Se non li anticipi, subisci.

*Che ruolo hai ricoperto nel sindacato provinciale e nazionale?*

Sono entrato quasi subito nel direttivo provinciale Fiom, per fare poi l'esperienza del direttivo provinciale della Camera del lavoro. Nel congresso del 1991 aderii al documento di Trentin. Eravamo rarissimi in FIOM, del vecchio PCI erano pochissimi, forse l'unico ero io ad aver aderito a "tesi congressuali". Brescia c'è stato uno scontro furibondo. Io ho accusato Taglietti e altri di essere andati con "Essere sindacato" per paura di perdere il posto di lavoro in CGIL.

Io sono tornato alla Gnutti Transfert dopo un'esperienza come funzionario. Dopo il congresso del 1991 sono stato eletto al Direttivo nazionale della FIOM che era formato da tutti funzionari e dirigenti salvo io, una ragazza dell'Italtel, uno di Mirafiori e un compagno dell'Ilva di Taranto. Eravamo gli unici in produzione. Da Brescia fummo eletti nel direttivo della CGIL io e Gianni Pedò. Dopo la riunione del direttivo il giorno dopo io tornavo a lavorare e i lavoratori mi chiedevano cosa si era detto e che decisioni avevamo preso.

A volte ho notato che c'erano dei comportamenti non troppo seri da parte di alcuni dirigenti sindacali. Mi ricordo una volta una vicenda in cui fu coinvolto Fausto Bertinotti. All'epoca era nella segreteria nazionale della CGIL e aveva la delega agli accordi con il governo. Ci fu una trattativa a cui doveva presenziare Bertinotti, ma

mandò Betty Leone perché lui era andato a Napoli a tenere una riunione di Essere sindacato, corrente di minoranza nella CGIL. Il costume della CGIL era che chi gestiva la trattativa faceva la relazione al direttivo nazionale. Betty Leone non aveva ancora finito di esporre la trattativa che Bertinotti si scagliò contro di lei chiedendo spiegazione dell'accordo e della sua condotta nella trattativa. Il vecchio Trentin con la pipa in bocca gli diede dell'imbecille, perché lui mandava gli altri per non prendersi la responsabilità e aveva preferito andare a fare la riunione di Essere sindacato e si permetteva anche di criticare.

Gianni Pedò che ha fatto e dato tanto a Essere sindacato a un certo punto ha capito che la Camera del lavoro di Brescia rischiava di essere strumentalizzata per un'operazione politica. L'idea, sempre presente, era di avere un partito del lavoro con riferimento ai metalmeccanici e la camera del lavoro di Brescia veniva usata come apripista. Per questo Pedò ha rotto con Bertinotti. Lui voleva sempre venire a fare le riunioni a Brescia e dopo la rottura con Pedò non venne più.

*Accanto all'attività sindacale militavi in un'organizzazione politica? Ricoprivi ruoli politici a livello di partito o nell'amministrazione pubblica?*

Oggi sono iscritto al PD, non perché io abbia cambiato idea su una società più giusta che redistribuisca le ricchezze e dove ci sia più partecipazione ma credo che il partito sia uno strumento. Prima ero iscritto al PCI, ci chiamavano i miglioristi, ma io non credo di essere stato né migliorista né "peggiorista", ma ho sempre detto la mia opinione. Entrai anche nel Consiglio di amministrazione della Cogeme visto che ero capogruppo del partito in consiglio comunale. Rientrai in fabbrica anche per questo motivo, c'era l'incompatibilità tra cariche sindacali e politiche. Ero tesserato al circolo di fabbrica, ma facevo attività politica sul territorio nel mio comune di residenza, Castegnato.

*Che idea ti eri fatto della proposta berlingueriana di accettare una politica globale di ristrutturazione dell'economia dove si facevano aperture anche a una politica di austerità e quindi di contenimento dei salari e della spesa pubblica?*

Prima del 1980 non facevo il delegato, ma partecipavo comunque all'insieme dell'attività visto il mio impegno politico. Con la politica dei sacrifici volevamo governare i sacrifici per avere uno sbocco in una nuova politica economica d'innovazione, invece oggi questo sbocco non c'è più, perché l'economia è in mano totalmente al sistema economico e il capitalismo in crisi fa e disfa come vuole senza alcun tipo di regola. Non è più possibile spostare risorse verso alcune aree dell'economia per farle sviluppare, non c'è più un ruolo sociale della politica nell'ambito economico. Secondo il mio punto di vista è gravissimo. La politica dovrebbe intervenire in queste questioni, invece lo stato è debole e subalterno al meccanismo del capitale. Io ero d'accordo con Berlinguer su quella politica, come ero d'accordo quando andò ai cancelli della Fiat nel 1980. Il problema è che non abbiamo avuto il coraggio di affrontare i cambiamenti e in particolare abbiamo subito le ristrutturazioni. Se noi avessimo avuto il coraggio di incidere sulle ristrutturazioni, sul modo di produrre e il modo di penetrazione della tecnologia nelle fabbriche le cose sarebbero potute andare diversamente. Noi lavoratori, a causa delle mancanze del sindacato nell'analisi e nell'azione, non eravamo protagonisti, ma degli oggetti nella fabbrica che si modernizzava negli anni '80, nonostante la capacità intellettuale e di lavorare che esprimevamo. Noi non possiamo essere fuori dai processi, se io ho un insieme di economie industriali e un insieme di economie sociali come la sanità e la

scuola, io devo capire i due elementi e analizzarne i meccanismi. Noi non possiamo continuare il discorso e difendere delle produzioni cotte e stracotte, ma le risorse si devono indirizzare verso gli investimenti. Io facevo questa critica all'epoca e la faccio anche oggi.

*Che ruolo doveva avere il sindacato dei metalmeccanici in questo processo di intervento nei processi di innovazione e ristrutturazione del sistema produttivo che si fanno avanti negli anni'80?*

Io sono per la confederalità, perché le categorie nell'insieme del sindacato diventano centri di potere. La categoria più piccola subisce e magari non ha neanche un funzionario che segue la situazione locale, quella più grande va bene, ma diventa una cosa chiusa. Questa è la critica che faccio alla FIOM, di essere diventata una cosa chiusa anche a livello di idee. Dico questo anche se sono legato mani e piedi a un rapporto affettivo molto forte a questa organizzazione. Perché se non hai un'idea chiara su come produrre, cosa produrre, con un programma sensato di come lo produci e sfidi i datori di lavoro e i gestori dell'economia su queste questioni, tu rischi di difendere una parte tutelata del mondo del lavoro tagliando fuori dal processo un'altra. Io ero favorevole ai sacrifici proposti dal PCI alla fine degli anni '70, ma in cambio di una contropartita, perché c'era anche una questione morale dentro alla questione dei sacrifici. All'interno della FIOM sono sempre stato in minoranza, mi ricordo che ebbi degli scontri furibondi con Paderno dell'ATB, Benedini della Fiat, un po' meno con Taglietti.

*Quali erano i motivi degli scontri con questi capifabbrica storici del sindacato bresciano?*

Potrei portarti un esempio divertente. Nella mia fabbrica avevamo fatto un accordo per fare delle formazioni fuori dall'orario di lavoro. Noi avevamo l'ufficio tecnico che progettava, poi il gruppo esperienza all'interno della fabbrica, che è quello che quando tu realizzi macchine complesse come i centri di lavoro, che erano molto costose, si occupava del controllo della progettazione nel ciclo produttivo. Noi avevamo la necessità di fare un accordo sul variabile. Il variabile lo volevamo costruire sulle macchine in garanzia. Noi facevamo degli interventi di installazione di macchinari in tutto il mondo con gli interventi di manutenzione ordinaria e straordinaria che stavano dietro. Si trattava non di grande quantità, ma di grande qualità. Su questo noi volevamo far crescere la professionalità dei lavoratori facendoli interagire con i progettisti. Molte volte delle cose prodotte al computer, quando le costruisci nella realtà, trovi delle difficoltà. Bisogna sempre armonizzare la teoria e la pratica e farle dialogare. Pensavamo che con questo confronto le cose sarebbero migliorate e sarebbe migliorata l'efficienza. Inserimmo accanto alle macchine dei verbali dove i lavoratori potevano annotare le difficoltà in modo da dare dei consigli che indirizzassero i progettisti verso il miglioramento del prodotto e della produzione. Per questi motivi e nel quadro di questo progetto organizzammo queste formazioni che avvenivano fuori dall'orario lavorativo, il sabato mattina pagate il 50% in più come fosse uno straordinario. Io penso che ai lavoratori bisogna dare una formazione continua se no non capiscono cosa avviene in fabbrica e sentono di non servire a niente. Si deve dare la possibilità di evolvere. Squassina, allora uno dei responsabili della FIOM locale, mi chiamò e quasi mi voleva mettere ai proviviri perché diceva che avevo fatto allungare l'orario di lavoro nella mia fabbrica.

Io volevo andare oltre le tematiche prettamente di politica sindacale e questo era un discorso difficile da far passare nel sindacato. In fabbrica noi abbiamo fatto un'esperienza formidabile sulla questione dei cicli di lavoro. Avevamo organizzato un'iniziativa tra i montatori, gli elettricisti, il cablaggio e i trasfertisti dove eliminammo la figura del capo. Si partiva dall'idea che nel nostro gruppo c'era una grande professionalità e ogni lavoratore poteva prendere delle piccole responsabilità e assieme al progettista coordinare un po' il gruppo che nell'insieme si autogestisce. Questa cosa è fallita per colpa dei lavoratori. Dopo poco tempo noi stessi abbiamo chiesto di ripristinare il capo. La dinamica era che il lavoratore con più professionalità si prendeva qualcosa di più a livello di lavoro e di responsabilità, invece tanti altri se ne fregavano un po' e non cresceva la professionalità. Volevano il capo che gli dicesse di andare a prendere il pezzo in magazzino, preferivano ricevere delle direttive. Il concetto di fondo era l'isola, dove tutte le figure professionali facevano in modo che il gruppo crescesse. A suo tempo anche all'Alfa di Milano fu sperimentata questa cosa, ma anche lì l'esperimento fallì.

*Quali furono i motivi di scontro più importanti tra te e i dirigenti sindacali locali?*

A Brescia la contrattazione di secondo livello si è sempre fatta, nel resto d'Italia mica tanto. A un certo punto si pose la questione della riduzione d'orario, per esempio nella siderurgia dove la riduzione poteva permettere di avere più giorni per recuperare la fatica fisica o di passare le pause da 10 a 20 minuti. In molti luoghi la riduzione ottenuta nel contratto nazionale dei metalmeccanici era pagata e non fruita. Questo succedeva senza che i delegati della FIOM si opponessero. Allora era una questione economica non si desiderava veramente ottenere la riduzione d'orario. Se tu guardi gli accordi alla Gnutti Transfert invece, anche quelli degli ultimi anni, anche le 20 ore di riduzione dei turnisti non sono pagate, ma devono essere fruita. Le festività che cadevano il sabato e alla domenica non erano pagate, ma erano accumulate alle ferie. Noi eravamo arrivati ad avere 40-41 giorni di ferie, era una cosa straordinaria, nessuno aveva tanti giorni di riposo. Vuol dire due mesi di lavoro pagati 8 ore. Il nostro ragionamento era questo. Avevamo 20 giorni di ferie di base, il recupero delle festività cadenti il sabato o domenica, le festività soppresse e la riduzione d'orario contrattuale e già facendo fruita queste ai lavoratori arrivavamo a 36 ore settimanali e a quel punto potevamo chiedere un'ora di riduzione nella contrattazione di secondo livello. Questa era una richiesta credibile. Qui alla FIOM ebbi delle discussioni forti con delegati di alcune fabbriche che lavoravano 40 ore perché monetizzavano la riduzione d'orario. Ritenevo irrealistica le richieste esorbitanti di riduzione d'orario che inserivano nelle piattaforme aziendali. Presentavano richieste che andavano anche oltre le tre ore settimanali, cosa irricevibile per un imprenditore. Altro tema su cui lavorammo in prima persona come sindacato aziendale era la questione dell'assenteismo. Noi abbiamo fatto per primi la sperimentazione su questa questione. Cercammo di abbattere l'assenteismo dando la possibilità al lavoratore di avere dei permessi pagati per fare le visite specialistiche, per i prelievi di sangue e anche per un problema familiare, perché se il lavoratore non aveva questa possibilità è normale che andava in mutua e all'epoca i primi tre giorni erano pagati dall'azienda. Essendo un costo economico per il padrone, ci fu permesso di fare questa sperimentazione. Sei mesi dopo l'azienda ha firmato il protocollo d'intesa in maniera entusiasta. Queste cose non ci sono ancora in nessuna fabbrica bresciana.

*Per tornare a temi più prettamente di politica sindacale nazionale. Mi puoi spiegare che tipo di discussione ci fu nella tua fabbrica rispetto al dibattito sul costo del lavoro che agitò il mondo politico e sindacale per tutta la prima parte degli anni'80?*

Nella mia fabbrica abbiamo discusso del Lodo Scotti. Noi partecipavamo alle riunioni degli autoconvocati, ma prima facevamo il consiglio di fabbrica per decidere assieme che linea portare. A queste riunioni io vedevo autoconvocati che rappresentavano solo se stessi e questa cosa mi faceva imbestialire, perché era una tua idea, non un progetto che aveva dietro la fabbrica. Io rispettavo l'impegno individuale, ma non ero d'accordo con questa pratica sindacale. Non puoi aderire a una cosa senza sapere cosa ne pensano i tuoi, puoi proclamare sciopero e non hai dietro nessuno. Noi abbiamo partecipato alle lotte, perché era un taglio del valore salariale. Quando venne promulgato il decreto Craxi ci siamo mobilitati e abbiamo fatto subito sciopero. I pullman per la manifestazione organizzata nel centro cittadino il giorno dopo la promulgazione del decreto partirono anche dalla nostra fabbrica che allora aveva 300 dipendenti, ora deve averne 180. Anche in questo caso non si poté parlare di spontaneo, non esisteva, ci furono sempre gli spintoni ad aiutare. C'era sempre il funzionario che ti chiamava e ti spiegava la situazione e se ti convinceva scendevi in piazza.

*Il movimento degli autoconvocati fu un momento di destabilizzazione e di rottura per le strutture della CGIL a tutti i livelli. Cosa ne pensi della conduzione della situazione di crisi da parte della segreteria di Luciano Lama?*

Mi ricordo che una volta durante la festa dei circoli di fabbrica del PCI in Via dei mille, l'ala dura della FIOM contestò Lama. Lui era una persona intelligente, se fosse stato scavalcato e la cosa fosse riuscita, si sarebbe trovato ingabbiato. Lama ha cercato di riportare nell'alveo il movimento degli autoconvocati, dicendo che gli dava la parola cercando di tenerli legati al rapporto di trattativa. Se li fai partecipare anche loro capiscono le difficoltà perché non quello che chiedi sempre lo ottieni, poi infatti gradualmente la cosa è rientrata. A Brescia eravamo in pochi o pochissimi a tentare il ragionamento di stare dentro la CGIL, non rompere la trattativa e mantenere il filo della discussione. Un movimento come movimento in sé non porta mai alla soluzione, è l'elemento che raccoglie e dà vita a delle istanze che, in sostanza, sono di base. Questo movimento rientrò perché alcune istanze vennero accolte dalla CGIL, ed è giusto che sia così. La CGIL lo riportò nel suo alveo naturale che è la formazione di una piattaforma e lì si vede cosa si riesce ad ottenere.

Il problema vero era che i lavoratori hanno votato al referendum per cancellare, non per tenere la scala mobile. Quando facevamo le assemblee, la gente veniva, ma in fabbrica non c'era continuità nel dibattito. Allora io misi un cartello dove dicevo che l'azienda, per questioni tecniche non poteva pagare i salari. Prima ovviamente avevo comunicato al Capo del personale che volevo fare questo "scherzo". Lo feci perché i lavoratori preferivano discutere di quando la donna di Baggio aveva le mestruazioni ma non dibattevano di temi sindacali in particolare sulla scala mobile. Quando hanno visto il cartello hanno smesso di parlare di Baggio. (Risata) Era per far riflettere.

Mi sono sempre chiesto se nelle altre fabbriche c'era un dibattito vero tra i lavoratori o la gente partecipava e si muoveva perché c'erano dei delegati rispettati per la professionalità che avevano anche nel lavoro. Se il tuo modo di lavorare è contestato presti il fianco al padrone. Penso comunque che solo alcuni facevano il delegato per andare a farsi un giro, ma la maggior parte no, erano seri. Io quando c'era una questione avevo 18-20 persone che interpellavo. Erano una sorta di terminali presenti in fabbrica da cui prendevo consigli e tastavo il polso della situazione. Quando mi dicevano di cominciare tranquillo un'iniziativa, bastava che suonavo l'allarme e tutti si fermavano per scioperare. Noi come FIOM avevamo la maggioranza assoluta nel consiglio di fabbrica e c'era la regola che una volta che si

decideva assieme in riunione si usciva con la stessa linea, anche quelli delle altre sigle. C'era un rapporto di fiducia con le altre organizzazioni molto forte. Quando io ho avuto un problema sono andato in direzione accompagnato dal delegato FIM. C'era un rapporto di amicizia. Ti spiego cosa era successo. Ero un po' isolato in quel periodo. Avevamo fatto quasi 200 ore di sciopero su una vertenza e stavo aggiustando un cilindro su un tornio. Io smetto e vado in bagno un momento. Saltò un compressore a causa probabilmente di uno sbalzo di corrente, niente di grave e lo aggiustai. Nel frattempo incontrai il mio capo che mi chiedeva perché non lo avessi chiamato per il problema del compressore. Io risposi che non volevo disturbarlo per un fatto di quell'entità. Qualche ora dopo mi arriva una chiamata dall'ufficio da una persona di fiducia che mi spiega che volevano incastrarmi, accusandomi d'insubordinazione nei confronti del superiore e per quella cosa potevano licenziarmi. Ci fu un incontro per spiegare questa situazione e mi feci accompagnare da Beppe Reboldi della FIM. Era un punto di forza andare con uno della FIM, con un delegato di un'altra organizzazione. Il padrone capiva che eravamo u

## **Interview de Adriano Taglietti**

### **Délégué syndical FIOM-CGIL à l'usine ATB**

Sono Adriano Taglietti. Ho lavorato all'ATB fin da ragazzo, salvo periodi di aspettativa in cui ho ricoperto incarichi sindacali nella FIOM di Brescia. Nel 1984, periodo in cui si svolse il movimento degli autoconvocati ero delegato sindacale all'Acciaieria tubificio bresciano.

*La manifestazione nazionale della CGIL del 24 marzo 1984 fu allo stesso il culmine e il canto del cigno del movimento degli autoconvocati a livello nazionale? Cosa accadde nella fase successiva a questa mobilitazione?*

Dopo la manifestazione del 24 marzo ci fu una forte dialettica tra i delegati bresciani e soprattutto quelli milanesi. Noi pensavamo che la lotta, se mantenuta sul piano nazionale si sarebbe esaurita. Potevamo farlo ma avrebbe avuto solo un valore testimoniale e a monito per il futuro. Noi proponevamo di spostare la resistenza sul piano locale per ottenere risultati in fabbrica con la contrattazione aziendale, non si poteva pensare che i lavoratori potessero stare permanentemente in mobilitazione senza avere dei risultati o senza nemmeno avere una prospettiva di risultati. La gente sciopera se vede un obiettivo raggiungibile. Con il senno di poi fu una scelta di ripiegamento, ma a noi sembrava la soluzione migliore. Se con la mobilitazione nazionale non si era riusciti ad ottenere subito il ritiro del decreto, non dovevamo ritenere chiusa la partita, ma l'unico modo per reagire al progetto autoritario di Craxi era quello di recuperare un ruolo in azienda e fortificare il sindacato dal basso. Tanto più che in azienda avremmo potuto riprenderci il maltolto a livello salariale, ma anche contrattare su molti altri temi come l'organizzazione del lavoro e le problematiche ambientali. L'obiettivo era far ripartire la contrattazione che aveva vissuto un periodo di difficoltà negli anni precedenti.

Penso che il problema della battaglia a livello nazionale fosse che non siamo stati capaci di aggregare un consenso che andasse oltre a questa minoranza agguerrita e questo ha inciso non poco, in più non siamo stati capaci di incidere a livello politico. In una fase di mobilitazione va bene la minoranza agguerrita ma dopo le cose si devono gestire, e gli autoconvocati non hanno avuto la capacità di governare tutto questo politicamente.

*Che ruolo e che posizioni assunse il Partito comunista bresciano nel dibattito sul costo del lavoro che caratterizzò il periodo tra il 1981 e il 1985?*

Una parte del movimento operaio bresciano pensava che il PCI fosse il fanalino di coda delle mobilitazioni e che avesse anche un ruolo di retroguardia ideologica, ma non fu così. Berlinguer negli anni '80 aveva svoltato di politica chiudendo con il compromesso storico e rilanciando il ruolo di opposizione del partito. Lui ruppe pesantemente anche con Craxi e il pentapartito individuandoli come degli elementi potenti del conservatorismo italiano. Dopodiché che il PCI, soprattutto bresciano, fosse un partito con tanti moderati dentro non posso negarlo. Il partito bresciano era a destra quando invece il sindacato era a sinistra si sarebbe detto una volta ed era più moderato in media rispetto alle altre federazioni locali. Questa fu tutta la storia degli

anni '70, un po' meno negli anni'80 perché Berlinguer diede un'impronta diversa che si riverberò anche a livello locale. A Brescia ci furono delle importanti recriminazioni contro la linea berlingueriana di ritorno all'opposizione da parte dell'ala più legata a Giorgio Napolitano. Una parte del PCI considerava il segretario generale un estremista. In quella fase, a mio avviso si diede vita a una politica governativa molto autoritaria che veniva interpretata da una parte importante della CGIL come un attacco a tutto il movimento operaio e in qualche misura a un attacco alla sinistra italiana, perché Craxi diceva quello che gli imprenditori avevano già detto a livello d'azienda. Lui diceva a livello politico che si doveva fare la ristrutturazione dell'economia e della politica salariale e si doveva fare come diceva lui. La ristrutturazione a livello politico passava attraverso il freno alle rivendicazioni del movimento operaio e il taglio alla scala mobile, per quanto fossero quattro soldi, la cosa importante era che stabiliva i principi secondo cui il governo poteva decidere sul salario superando la concertazione sindacale. Craxi voleva concertare con chi era d'accordo con lui cioè la CISL e la UIL.

All'interno della fabbrica la posizione dei socialisti era diversa. Salvo eccezioni di persone particolarmente inquadrati nella loro idea di partito, i socialisti parteciparono alle mobilitazioni contro il decreto di San Valentino. Erano lavoratori come gli altri e avevano le stesse aspirazioni e preoccupazioni, certo parteciparono tentando di moderare la cosa perché non gradivano che la protesta si trasformasse in un attacco contro il loro leader Bettino Craxi.

Tornando al PCI penso che è semplicistico parlare di un PCI a Brescia che si mosse con eccessiva cautela perché il partito sostanzialmente seguì il movimento. Dentro il PCI c'è sempre stata una dialettica tra i governisti e gli operai. Nella fase del decreto di San Valentino non prevalse a Brescia l'ala moderata. Un po' perché il PCI nazionale era per una reazione molto netta, un po' per la straordinaria reazione della base che costrinse anche i dirigenti più moderati a interloquire. Ci sono delle fasi in cui tacciono i moderati e altre in cui tacciono gli estremisti e dipende dalla situazione reale e i rapporti di forza.



## **Interview de Giovanni Landi**

### **Délégué FIM-CISL à l'usine FIAT de Brescia**

Sono entrato alla OM nel 1952 con un corso per apprendisti, poi ho incontrato Michele Capra. Negli anni '60 ho partecipato a un lavoro, con altri quadri di base che provenivano dalle ACLI. Abbiamo creato un movimento partecipativo e siamo riusciti a egemonizzare la FIM. Franco Castrezzati, un operatore nel settore dei contadini, è diventato il segretario della FIM di Brescia e il punto di riferimento del rinnovamento all'interno del sindacato cattolico. Questo rinnovamento è cominciato a Brescia, mentre altre città come Torino e Milano erano fortemente in ritardo. Successivamente anche le altre città cominciarono a muoversi e Pierre Carniti, un piccolo funzionario penso della zona di Monza divenne il nostro punto di riferimento. Castrezzati, grazie a delle amicizie a livello nazionale, riuscì a portare a Brescia un giovane quadro per ricoprire la carica di Segretario generale della CISL, si chiamava Pillitteri. Lui aveva le nostre stesse posizioni, anche se era un po' più attento al rapporto con il padronato. Però alla lunga non riuscimmo a vincere la battaglia con l'ala moderata e alcuni anni dopo le strutture nazionali riuscirono a normalizzare varie città dove la FIM era radicale e alla fine arrivarono anche a Brescia.

Facciamo un salto indietro negli anni'50. In quel periodo iniziarono anche i primi rapporti con la FIOM. Pensavamo che anche se separati e con idee differenti, si doveva colpire uniti contro il padronato, in particolare alla FIAT. Allora cominciammo a riflettere e campimmo che si doveva fare una battaglia contro il premio antisciopero. Si trattava di un premio in denaro che la FIAT dava a chi non oltrepassava un tot di assenze. Era una misura cucita contro il diritto di sciopero.

All'epoca i rapporti con la FIOM erano abbastanza buoni, con un rapporto di fiducia tra Morchio (Segretario Generale FIOM Brescia anni'60) e Castrezzati molto forte. Grazie a questo abbiamo evitato l'epurazione e i licenziamenti dei comunisti che avvennero negli anni'50 in tutto il resto del gruppo FIAT.

Alla richiesta di abolire il premio antisciopero, la FIAT rispondeva che avendo una produzione rigida, quindi aveva bisogno che la gente fosse in fabbrica, quindi non potevano togliere il premio. Per battere la FIAT abbiamo dovuto recuperare in primis i temi della libertà e della democrazia. A Brescia abbiamo avuto grossi sostegni della realtà religiosa. Padre Bevilacqua che ti diceva che la libertà era una cosa fondamentale. Castrezzati aveva un buon rapporto con questo movimento cattolico avanzato, che ci ha permesso di aver vicino certe personalità. Senza far rumore e senza fare proclami ci aiutavano. Avemmo dei colloqui anche con personalità come il cardinal Montini. Il mondo cattolico, già allora, era molto variegato. C'erano i moderati e quelli meno moderati. Noi per esempio non eravamo d'accordo con l'idea di Carniti del pansindacalismo. Per noi la politica era centrale. Nello stesso tempo il PCI usciva dalla cappa dell'URSS e si avvicinava a riflessioni più europee e vicine alle nostre e questo ci convinceva che un dialogo con i comunisti era necessario.

Ho un po' divagato. Ora continuo a descriverti la mia storia sindacale. All'inizio, quando entravi a lavorare, fui messo al "Montaggio", poi sono andato in manutenzione, che era l'unico reparto i cui membri avevano una medaglietta e potevano girare tutta la fabbrica, questo mi ha permesso di fare anche l'attività sindacale. Giravo a raccogliere le tessere, che era una forma forte di autofinanziamento. Allora la fabbrica era super sorvegliata, non ti potevi muovere da un reparto all'altro liberamente.

Nel sindacato c'erano, negli anni '50, i vecchi operai che venivano dall'esperienza della resistenza e del Comitato di gestione che era stato creato nell'immediato dopoguerra.

Io ero un giovanissimo quando mi hanno messo in lista per la commissione interna con la FIM. Allora la FIAT non si era ancora organizzata per quanto riguarda le relazioni sindacali e le trattative venivano gestite una volta al mese con un incontro tra la commissione interna e la direzione. L'ingegner Beccaria, partecipava a questo incontro con i commissari sindacali. In seguito la FIAT organizzò un coordinamento e istituì i capi del personale. Il capo del personale andava a Torino una volta alla settimana e tornava nello stabilimento bresciano con la linea dettata dal centrale. Da quel momento non abbiamo più avuto il rapporto con l'Ingegnere Beccaria. Era il periodo in cui si stava impostando il discorso di trasformare la OM (Officine meccaniche) in Iveco, quindi passare al gruppo FIAT.

Visto che il padrone si coordinava, anche noi abbiamo cominciato a coordinarci con i torinesi. La Fiat era una realtà molto difficile negli anni '50. Quando c'erano i contratti nazionali, la partecipazione dei lavoratori alle lotte era molto bassa. Abbiamo dovuto lavorarci. Negli anni '60 il clima cambiò. Cominciammo a vedere davanti ai cancelli di Mirafiori i ragazzini che facevano dei discorsi politici. Erano le prime avvisaglie della storia dei gruppetti dell'estrema sinistra. Venivano davanti alle fabbriche e poi facevano la riunione in qualche cantina.

Io facevo parte del gruppo di Michele Capra. Lui aveva fatto il partigiano con le Fiamme verdi, quindi aveva collegamenti in Val Camonica. Faceva parte del gruppo bresciano di riflessione in cui partecipavano alcuni amici della parrocchia di San Faustino, l'avvocato Trebeschi e alcuni padri della chiesa di Via Pace. A un certo punto facemmo anche eleggere Michele Capra in parlamento.

*Quali erano le peculiarità del pensiero politico di questo gruppo di cattolici di sinistra che si sviluppò all'inizio attorno alla figura di Michele Capra e poi divenne un simbolo della radicalità del sindacalismo cattolico bresciano?*

Noi avevamo una visione sindacale più larga perché eravamo anche politicizzati. Su molti temi, perfino quello del mezzogiorno dicevamo la nostra. Avevamo una certa sensibilità sui grossi temi della spesa pubblica e nel sindacato questo dibattito era tagliato visto che ognuno faceva parte della sua categoria, non si riusciva a fare un vero discorso complessivo. Già allora percepivamo che visto che erano sotto lo stato, certi settori sprecaivano molto. Con gli autoconvocati abbiamo cercato di dare una risposta complessiva, non solo sulla scala mobile, bisognava portare a dibattito la questione della spesa pubblica e il tema dell'economia generale. Capivamo che c'erano problemi nel funzionamento dell'economia, ma non accettammo la forzatura di Craxi che impose il Decreto. Tra l'altro era coperto a livello sindacale da Pierre Carniti, che appoggiò in pieno questa operazione.

Anche nei metalmeccanici c'era difficoltà a parlare di questi temi. Non percepivano che la spesa pubblica e gli sprechi fossero un problema primario anche per noi. Abbiamo cercato di riportare questi punti nel dibattito sindacale con molta fatica. Alla CISL lo stato e il parastato erano molto forti, avevano molti iscritti, quindi era molto difficile aprire il dibattito su questi problemi, per fare un ragionamento complessivo. Non vedevo, allora, un sindacato che si preparasse ad affrontare i problemi che aveva l'Italia, dalla questione del mezzogiorno fino alla voragine della spesa pubblica.

*Che opinione avevate rispetto al tema della democrazia all'interno del sindacato e il ruolo decisionale che devono avere i lavoratori nella scelta delle piattaforme e nella votazione degli accordi?*

Eravamo contro l'idea della delega, volevamo che i lavoratori partecipassero. Il sindacato all'inizio aveva una struttura leggera e via via si è appesantito con gente a tempo pieno che una volta uscita dalla fabbrica non ci ritornò mai più. Noi mandammo al sindacato provinciale 3-4 quadri della nostra area, perché diventassero funzionari sindacali. Gaffurini, la Bonafini e Lamberti per esempio stettero qualche anno al sindacato e dopo rientrarono in fabbrica. Per noi era importante il discorso di formare la gente e portarla negli organismi provinciali. Si premetteva la crescita di queste persone, prima di tutto il resto. Era dare a questi delegati sindacali la possibilità di maturare le problematiche degli altri settori, ma per noi era un punto imprescindibile che a un certo punto dovevano rientrare in fabbrica. Invece negli anni questo non avvenne e molti non ritornarono mai in fabbrica a portare le conoscenze che avevano acquisito nell'esperienza sindacale e invece di acquisire gente dall'università, economisti ed esperti in altri campi, ci siamo appesantiti le ali con il fenomeno della burocratizzazione. Penso sia il problema di oggi del sindacato. L'organizzazione sindacale deve avere gente capace di fare analisi a livello europeo, per capire come si muove a livello mondiale il mercato e il mondo del lavoro. Se no sei tagliato fuori e ne paghi le conseguenze. Stessa cosa per il problema del costo della politica. Io non ero comunista, sono cresciuto nell'ambiente cattolico. Però il padre di un mio amico mi raccontava che appena eletto al parlamento, Italo Nicoletto, deputato del PCI di Brescia, faceva dei sacrifici enormi per risparmiare e dare i soldi all'Unità, quotidiano nazionale del partito comunista. Le prime volte che è andato a Roma non spendeva i soldi della camera dei deputati. Prendeva il treno Roma-Firenze, perché là aveva il posto letto e la mattina prendeva il Firenze-Roma per andare a lavorare il parlamento. Erano delle forme, diciamo, di santità laica.

*Voi eravate una sottocorrente locale della sinistra democristiana. Quali erano i vostri referenti nazionali a livello politico e culturale?*

Noi nella DC eravamo una sorta di corrente operaia, ma con collegamenti nella dimensione culturale molti importanti, con sociologi come Ardigò, professori di università come Tarantelli e c'era gente che non era della CISL, ma della grande area del cattolicesimo progressista.

Poi avevamo tanti segretari di sezione. La fabbrica aveva 6000 dipendenti. Bastava che mandavo il messaggio di trovare gente disponibile per ricoprire ruoli e la gente si trovava. Avevamo quadri, gente preparata che operava nelle amministrazioni comunali anche come assessori, tutto questo con una facilità enorme. Se riuscivamo ad andare in lista venivamo eletti. La prima volta che abbiamo messo in lista Michele Capra con 400 mila lire avevamo fatto la campagna elettorale. Dopo di lui abbiamo mandato un operaio in parlamento, Lussignoli, che ha fatto 3 legislature. Avevamo gente di tutta la provincia, anche nei congressi del partito raccoglievamo molto. Schierato con noi c'era anche il gruppo aclista soprattutto sul discorso del rinnovamento del sindacato.

Noi abbiamo avuto la possibilità di conoscere la creme della cultura cattolica democratica che c'era allora in Italia. Abbiamo incontrato Prodi poco prima del movimento contro i licenziamenti alla Fiat nel '80. Quando hanno occupato la fabbrica, noi a Brescia ci siamo opposti a questa linea, da noi si faceva un'ora al giorno di fermata e abbiamo resistito. Ci opponemmo alla linea del blocco della fabbrica proprio perché avevamo parlato con Prodi poco prima. Lui ci aveva fatto un quadro generale, quasi europeo, di come andava la FIAT rispetto al mercato e ci disse: "guardate che in questo momento siete perdenti perché non ci sono buone

prospettive del mercato". Allora qui a Brescia facendo uno scontro violento con la FIOM siamo riusciti a far passare l'idea di fare un'ora al giorno di fermata. A Torino caddero nel tranello e questo permise all'area moderata di organizzarsi e contrattaccare. Quella fu una svolta, da noi non voluta.

Negli anni successivi cominciammo a stampare a Brescia la rivista della Lega democratica, fatta di intellettuali molto importanti e da gente normale come noi. Questo ci ha permesso di vedere più ampio, di sentire le campane che suonavano fuori dalla dimensione prettamente partitica. Avevamo anche rapporti stretti con quei preti un po' all'avanguardia come padre Turollo. In quel momento c'era uno scontro nel mondo cattolico, con uno schema anticomunista all'interno.

## **Interview de Maurizio Zipponi**

### **Permanent FIOM-CGIL Val Trompia**

Entrai alla Franchi Armi che fu acquisita successivamente dalla Beretta e divenni delegato sindacale. Nel 1976 divenni funzionario. Era il periodo in cui c'era Claudio Sabattini a Brescia che voleva puntare su una squadra di giovani operai cambiando tutto il quadro dirigente. La mia prima esperienza da funzionario fu in Val Camonica, poi due anni dopo andai in Val Trompia fino al 1985, dal 1985 al 1989 ricoprii l'incarico di segretario FIOM del Garda, infine dal 1990 al 1998 fui segretario generale della FIOM di Brescia. Poi entrai nella segreteria regionale dei metalmeccanici della CGIL seguendo i grandi gruppi industriali che operavano in regione Lombardia.

Nel 2001 divenni Segretario generale della FIOM di Milano. Nel 2006 mi candidai come indipendente nelle liste del PRC e divenni parlamentare dal 2006 al 2008. Dal 2008 al 2009 fino al 2013 fui responsabile nazionale sui temi "lavoro ed economia" per l'Italia dei valori di Antonio Di Pietro. Punto.

Mi puoi spiegare le specificità della classe operaia valtrumplina?

La Val Trompia è una zona ad alta specializzazione e alta industrializzazione, convivevano le fonderie, le rubinetterie a Lumezzane con aziende altamente specializzate come la Trw, la Redaelli e la Beretta e tante altre. La storia industriale della Val Trompia è antichissima. Ha una delle classi operaie bresciane più consolidate e quindi in un certo senso più conservative perché avendo conquistato con grandi sacrifici dei diritti avevano contemporaneamente un atteggiamento di resistenza alle novità. Era una classe operaia moderata allora, facciamo le giuste proporzioni con oggi, perché all'ora attuale sarebbero dei rivoluzionari. Avevano una cultura del lavoro assolutamente pregante. Il ragionamento che fecero sulla politica dell'Eur non era che non era giusto pagare un prezzo di fronte alla difficoltà, ma pensavano fosse ingiusto che pagassero solo i lavoratori. Esisteva una graduatoria di privilegi che dovevano essere intaccati, poi se toccava ai lavoratori, essi potevano mettere la loro parte. La politica dell' Eur fu vissuta come una messa a disposizione unilaterale delle proprie condizioni non con accanto un attacco ai privilegi, una politica complessiva per lo sviluppo, per la ricerca e l'innovazione.

*All'epoca della politica dell'Eur emerse già una critica alla dirigenza sindacale?*

La critica cominciò lì, poi si sviluppò su altre vicende come la lotta alla FIAT nel 1980. I lavoratori non sopportavano di non essere interpellati dai dirigenti sindacali e politici. Non volevano essere diretti, volevano partecipare. Non gli venne spiegato il perché del sacrificio, chi doveva farlo questo sacrificio e se c'era una graduatoria di categorie interpellate nello sforzo. Sentivano un'imposizione forte che portò una contestazione dei dirigenti non tanto sui contenuti, ma sul metodo, perché non c'era stato un percorso partecipativo!

Il rapporto tra delegato e operaio era permeato da una concezione leninista. L'operaio contestava il delegato, magari, perché non risolveva il problema del carico di lavoro e dell'orario, ma lo rispettava, il delegato contestava il funzionario ma lo

rispettava e così via la catena. Era molto piramidale. Il dibattito era dentro le dinamiche del sindacato, non c'era una contestazione a Brescia esterna. Si pensava che con un lavoro interno si poteva cambiare la linea sindacale perché si veniva da una storia per cui quando i lavoratori si arrabbiavano, i dirigenti sindacali locali, che venivano tutti dalla fabbrica, dovevano interloquire. Non ci furono a Brescia contestazioni di rilievo nelle fabbriche, se non la richiesta di democrazia.

In questo contesto arriva la lotta alla FIAT nel 1980. Il sindacato bresciano partecipò a quella lotta anche con delegazioni di operai ai presidi delle portinerie a cui parteciparono anche i lavoratori della Val Trompia. Noi come si sa avevamo come compito di presidiare alcuni cancelli, perché presidiare Mirafiori era come assediare una città. Noi bresciani siamo molto austroungarici, quindi avevano i nostri cancelli e i nostri numeri e presidiavamo la porta. Ogni fabbrica a turno partecipava. Si viaggiava di notte per arrivare a Torino la mattina. Ai cancelli dove presidiavano i lavoratori della Val Trompia non successe mai niente, perché non passava mai nessuno. Finiva male se qualcuno cercava di entrare. Quando ci fu la firma dell'accordo io ero al cinema Smeraldo dove ci fu l'assemblea del "consigliere" e più del contenuto dell'accordo scioccò il fatto che non c'era Sabbatini sul palco che era stato il capo della battaglia. Alla fine vedendo che i dirigenti sindacali se ne andavano, letteralmente scappavano, perché tutto il consigliere reagì contrariamente alla firma dell'accordo, fu la prima volta che nel dibattito sindacale sentii dentro di me farsi largo la parola tradimento. Ho fatto più di mille accordi sindacali. Un accordo può essere brutto perché non ce la fai, perché non sei stato capace tu, ma non puoi decidere di firmare da solo dopo 35 giorni di sciopero con la partecipazione di altre fabbriche, come fecero le nostre direzioni nazionali. Fu una decisione inspiegabile sapendo che si poteva vincere. Si poteva vincere e questa consapevolezza creò una frustrazione, perché sentivamo il clima. Anche la FIAT non ce la faceva più, non reggeva. Il rinculo di questa situazione, all'inizio più di un fenomeno sindacale, ebbe un impatto sulle persone, scoprirono che un dirigente sindacale poteva tradire una lotta. Cominciarono a vedere il loro e il noi, che prima non c'era.

*E che tipo di dibattito si sviluppò rispetto alla piattaforma sindacale del 1982?*

Dei 10 punti di quella piattaforma, 7 erano condivisibili, ma ne bastava uno per introdurre i sacrifici senza contropartita e questo faceva nascere la contestazione della linea. Un altro dei punti centrali era che i lavoratori cominciano a contestare il fatto che il sindacato non li difende, ma difende piuttosto delle motivazioni di natura politica che non sono sempre comprensibili. Li cominciano i primi livelli di contestazione esplicita, ma mai individuale. Nel 1983 l'azione è a livelli di consigli di fabbrica, che non ci stanno a certe logiche. Ci furono gli albori dell'autorganizzazione. I consigli di fabbrica cominciarono a teorizzare che visto che erano eletti su liste libere, da tutta la massa dei lavoratori e il sindacato procedeva nelle decisioni senza tenere conto delle istanze dei lavoratori e dei delegati dovevano organizzarsi per contestare perché loro erano il potere sindacale.

In Val Trompia la reazione al Decreto di San Valentino fu molto forte. Tanto che nella prima fase la FIM e la UILM territoriali, stettero al gioco, in particolare la FIM che aveva profonde radici in fabbrica, in particolare, quella della Beretta. Tentò di essere ponte tra le politiche generali della FIM con i lavoratori e le loro istanze. Cercavano di far da ponte tra la loro organizzazione e gli autoconvocati.

*E che ruolo ebbe questo movimento nella formazione della sinistra sindacale alla fine degli anni '80?*

A Brescia abbiamo pensato di riuscire a determinare un ricambio di linea politica, perché avevamo dentro la CGIL sindacalisti capaci di individuare qual era il clima dentro l'azienda. Parlando con questi dirigenti a Roma ti chiedevano che clima c'era dentro le fabbriche. Fino al 1993, con il Lodo Ciampi che cambiava le relazioni industriali restava una certa autonomia sindacale e a Brescia prevalse la battaglia per spostare la linea. Poi certo c'era l'idea che si dovesse cambiare la classe dirigente, ma era legata ai singoli dirigenti che incontravi e che non erano capaci di fare nulla, ma erano casi singoli. Incontravi ancora forti e autorevoli dirigenti, autonomi dai partiti politici, che pensavi di poter convincere discutendo, anche pesantemente. Nella nostra testa la linea poteva cambiare con la discussione. A Brescia non abbiamo mai usato la parola sinistra sindacale, perché noi eravamo la FIOM, noi eravamo la CGIL, infatti una delle rotture successive nell'ambito di quest'area fu la costituzione di una sorta di componente in CGIL. Questa fu la mia rottura con Cremaschi e Bertinotti al congresso di Livorno. Non considero un bene le componenti dentro il sindacato. C'è un congresso con una battaglia di idee e se hai la maggioranza governi e così il congresso dopo, ma non devi mai cristallizzarti in una componente post congressuale. L'idea dell'organizzazione di un'area ha sempre diviso Brescia, anche perché poi le componenti avevano la tendenza a legarsi ai partiti.

*Quali istanze esprimevano le assemblee degli autoconvocati di Brescia?*

Il tentativo di organizzare le assemblee autoconvocate con le direzioni sindacali locali veniva dal clima unitario precedente. La FLM era un potere rispettato perché aveva il consenso dei lavoratori. Le assemblee operaie non sono mai state una passeggiata. In un'ora dovevi fare una relazione su un argomento, sentire gli interventi, e poi tentare una conclusione che dialogasse con le istanze e farla votare. In un'ora si esercitava la democrazia su argomenti difficili da trattare. Non ho mai visto un'assemblea dove tutto filava liscio e gli operai erano contenti, quando intervenivano come minimo dicevano tre imprecazioni all'inizio e poi ti dicevano quello che pensavano.

Il voto decideva la posizione. Era una questione centrale. Gli autoconvocati volevano votare e volevano che i dirigenti sindacali dovessero rispettare le decisioni dei lavoratori. Nel 1984 si consumò l'ultimo tratto in cui il sindacato erano i lavoratori e i lavoratori erano il sindacato. Lì ha cominciato la biforcazione che poi divenne una vera rottura. Dopo contava il singolo sindacalista se era rispettato o meno, non era più il collettivo che si muove.

*Quale fu l'atteggiamento della CGIL bresciana verso il movimento degli autoconvocati?*

La segreteria della CGIL bresciana visto che quel movimento in quel momento era il sindacato, decise di dialogare, sempre con l'atteggiamento dei burocrati che venivano da una cultura comunista, con questa cultura pensavano che i movimenti finiscono e i burocrati rimangono. Non ci fu una contestazione contro di loro. Non subimmo molte pressioni, non potevano permetterselo, noi avremmo reagito in modo pesante. Avevamo le idee chiare in testa.

*I lavoratori come presero la firma del decreto di San Valentino da parte del Presidente del consiglio Bettino Craxi?*

La coscienza di tutti i delegati sindacali era che lì si giocava una partita storica. Tutti gli interventi, anche quelli più moderati e più dialoganti con la burocrazia sindacale, chiedevano che fosse rispettata la volontà dei lavoratori, dunque che avessero la possibilità di decidere. Se veniva cancellato il diritto di voto dei lavoratori si rischiava di essere più deboli in fabbrica perché il padrone sarebbe stato più autorevole. Tutti gli interventi andavano nella stessa direzione spiegando che se si continuava così si andava verso un indebolimento generale delle condizioni di lavoro in fabbrica. Penso che quei delegati esprimessero una grande saggezza, infatti le cose andarono come dissero loro. Abbiamo visto la CGIL trasformarsi in un grande patronato e le condizioni di lavoro essere soggette alla gestione unilaterale dell'impresa.

*Cosa pensavi in quel periodo della posizione che prese Lama rispetto al movimento degli autoconvocati?*

Lama è stato l'ultimo dirigente sindacale organico a un rapporto diretto alla politica e quindi con il partito comunista. Lui capì, da dirigente comunista del movimento operaio, che non si poteva generare una rottura drammatica, perché quella rottura se generata avrebbe portato a una crisi di rappresentanza politica. Tentò di far convivere il diavolo e l'acqua santa. Cercò di gestire una linea di sacrifici con un'appartenenza politica dei lavoratori al PCI.

In Lama prevalse il dirigente comunista in cui c'era sempre il sole dell'avvenire e il sacrificio dell'oggi per arrivarci. Non capì che a noi delle nuove generazioni del sole dell'avvenire non ci importava. Noi volevamo sapere quanto si lavorava, quali erano i carichi di lavoro, come cambiare le condizioni di vita e le prospettive per il nostro futuro. Anche i dirigenti di opposizione fecero i loro errori. Alcuni dirigenti sindacali, tra cui me, non hanno avuto il coraggio di dire che si era perso e si inventarono scenari di nemici, complotti e avversari dappertutto. Da quello è nata quella frazione di "Essere sindacato" che ha trasformato la spontaneità del movimento in una lotta tra burocrazie.

*Da quella lotta imponente nelle piazze si arrivò all'idea di Berlinguer di raccogliere le firme per fare un referendum che abrogasse il decreto governativo. Che opinione esprimesti nei gruppi dirigenti rispetto a questa scelta?*

L'idea di fare il referendum fu presa bene perché pensavamo che potevamo giocarcela. Nel momento della raccolta firme eravamo ancora convinti di parlare a tutto il paese. Pensavamo che se colpivano noi colpivano tutti. Pensavamo che il commerciante e il dipendente pubblico capissero che se era colpito il nostro potere d'acquisto di riflesso sarebbe stato colpito anche il loro. Eravamo convinti di vincere dialogando anche con loro. La questione dei quattro punti era un fatto simbolico che indicava una via che sarebbe durata anni, anni e anni. C'è stata un'operazione ideologica che ha indicato la strada. Il lavoratore doveva sapere che in ogni difficoltà e in ogni crisi si sarebbe trovato solo e doveva metterci solo del suo, non potendo chiedere equità e solidarietà, perché avendo abolito i suoi diritti come passo verso la modernità non aveva il diritto di organizzarsi e ribellarsi.

Uno dei motivi della sconfitta fu che noi si dette per scontato che si parlava agli interessi di tutti, non ci si rese conto che era già iniziata una rottura nella società dove si non era automatico che colpire i diritti dei lavoratori era colpire quelli dell'artigiano, di una partita iva e di un commerciante. Noi eravamo figli di una cultura, portata anche da Lama, che diceva che se colpisci uno colpisci tutti, quindi in virtù di questo ci aspettavamo ci sarebbe stata una reazione generale. Ci fu una



debolezza di lettura di quello che era accaduto nella società italiana. Il secondo motivo fu che effettivamente sia la CGIL, che il PCI non erano tanto convinti di vincere il referendum, quindi lo sostennero senza entusiasmo. Anche i funzionari del partito e del sindacato lo promossero in maniera fiacca. E' vero che il sindacato bresciano mantenne dopo il movimento una sua forza non indifferente, ma visto il cambiamento di clima generale, l'arretramento avvenne anche a Brescia dove ci fu un cambiamento abbastanza visibile delle condizioni di vita in fabbrica e a livello di controllo operaio. Di positivo a Brescia ci fu che, avendo vissuto tra coloro che avevano perso quella battaglia, ci si attrezzò, capendo che si doveva riorganizzare la rappresentanza e il dibattito nella FIOM. Brescia, da quella battaglia, ha sviluppato gli anticorpi per reggere gli anni successivi e soprattutto le ristrutturazioni industriali. A Brescia nonostante la caduta del potere sindacale in fabbrica i licenziamenti di massa non passarono mai come risposta alla crisi.

Questo fu possibile anche per la storia della FIOM di Brescia caratterizzata dalla sua autonomia forte. Autonomia anche dalle ingerenze del PCI bresciano. Ricordo che quando fui eletto segretario generale della FIOM di Brescia fui convocato dal PCI in via Corsica. Io risposi che non ci andavo. Dissi che se volevano parlarci venivano loro. In FIOM, anche coloro che erano moderati, non hanno mai dipeso dal PCI bresciano. Non era influente su di noi tanto da determinare e pesare sulle nostre scelte. Dico questo ma si tenga conto che io ero iscritto alla FGCI dall'età di 15 anni e in seguito al PCI e al PDS.

## **Interview de Martino Amadio**

### **Secrétaire general de la UILM de Brescia**

Mi chiamo Martino Amadio. Ho cominciato a lavorare alla Fenotti di Montichiari, era un'azienda siderurgica e dopo sono andato alla Ambac di Castenedolo. Sono stato poi distaccato per attività sindacale, all'inizio come funzionario, successivamente in segreteria e poi segretario generale della UILM. Ero militante del Partito socialista, ma non facevo parte di nessuna corrente e non ho ricoperto ruoli importanti, ero un semplice iscritto.

*Quale posizione aveva la UILM di Brescia sulla politica dei sacrifici lanciata con la svolta dell'Eur?*

Nei primi anni '70 in Italia ci fu una fase di lotta molto intensa perché c'erano dei salari molto bassi, fu anche una fase dettata dalla necessità di adeguamento dei salari rispetto ai meccanismi di competizione internazionale. Gli effetti sono stati gli aumenti dei salari, ma le aziende a un certo punto hanno dovuto ristrutturare per contenere i costi. Questo problema si pose nel 1977 e le premesse politiche furono un accordo politico tra PCI e DC. Con il favore di questo nuovo clima politico si aprì la fase del contenimento delle richieste e dell'austerità.

Il sindacato anche in quell'epoca florida rappresentava una parte dei lavoratori, gli iscritti erano sotto il 50%. Se le decisioni devono essere prese a maggioranza è chiaro che basta una minoranza per prendere decisioni che valgono per tutti, in quel periodo si era molto sviluppata la prassi dell'assemblea in fabbrica. Le assemblee in fabbrica hanno dinamiche tutte particolari. Di fronte a una platea silente, chi dice qualcosa rompe il silenzio ed è più rumoroso degli altri. Quindi emergono maggiormente le posizioni minoritarie, chi gridava di più prevaleva e questo alla lunga è sfociato negli autoconvocati. Il movimento degli autoconvocati è la goccia che fa traboccare il vaso e mette fine all'unità sindacale, infatti l'anno dopo saranno spartite le sedi e le risorse e tutti torneranno a essere organizzati dietro la loro sigla di appartenenza. Questo successe perché una struttura come era il consiglio di fabbrica si poneva del tutto in contrapposizione con le confederazioni sindacali come se fossero altro. La CGIL e soprattutto la FIOM bresciana per tutta la fine degli anni '70 e l'inizio degli anni '80 erano state estranee alle linee politiche e sindacali nazionali, quindi penso ci fosse la voglia di essere inseriti nelle scelte di linea. Un problema che era di riconoscibilità, ma anche di potere detto francamente.

C'erano dei consigli di fabbrica con dentro una marea infinita di persone, senza particolari filtri, perché si eleggevano su criteri discutibili, non c'era un'elezione generale, si costituivano dei piccoli gruppi, anche di sei persone, che potevano eleggere un delegato e quindi la costruzione di questi gruppi omogenei facevano emergere fenomeni strani. Nel 1979 la FIAT licenziò 61 attivisti della fabbrica di Mirafiori a Torino e qualcuno era direttamente collegato a frange armate. Quando c'era stata la necessità nel 1980 di ristrutturare, noi non eravamo abituati a sentir parlare di cassa integrazione e di strumenti come gli ammortizzatori sociali. Fu un duro colpo e la contestazione contro la FIAT anche da parte nostra fu molto forte, ma a un certo punto si ritenne, a livello nazionale, che oltre non si poteva andare nella lotta e firmarono l'accordo della cassaintegrazione dei 20000 e più lavoratori. Partivamo dall'idea che comunque un'azienda doveva dare degli utili o almeno essere in pari se no non poteva continuare a stare in piedi e questo ci spinse a firmare.

*Quale fu la vostra posizione sul Lodo Scotti del 1983 e sul Decreto di San Valentino nel 1984?*

Uso a titolo di esempio la situazione all'OM-FIAT di Brescia. Noi della UILM fummo poco pronti a rispondere e a distinguerci dalle iniziative degli autoconvocati. Dovevamo opporci subito a queste iniziative perché così non avrebbero avuto la copertura del consiglio di fabbrica e sarebbero state senza i membri della UILM e le cose sarebbero state molto diverse. Un conto è presentarsi con la sigla del Consiglio di fabbrica unitario, un altro conto è presentarsi a maggioranza. Il principio della responsabilità è fondamentale. Come è possibile che in una vicenda così complessa un consiglio di fabbrica possa decidere? Loro dicevano che dovevano decidere i lavoratori, ma era un modo per delegare, per far assumere dalla base sindacale delle posizioni e delle decisioni già prese.

*Qual è il ruolo dei consigli di fabbrica in queste mobilitazioni? Che ruolo avevano a Brescia nel dibattito sindacale?*

Fummo troppo lassisti, democratici e rispettosi dell'autonomia dei consigli di fabbrica. Lo fummo più noi della UILM che quelli della FIOM, per questo motivo non ci opponemmo subito al movimento degli autoconvocati. I nostri in fabbrica aderirono subito al movimento. Il movimento fu breve, durò 2-3 mesi, se non ricordo male subito dopo la manifestazione del 24 marzo 1984 ci sfilammo dal movimento, infatti mentre partecipavamo capimmo subito che era un errore, ma arrivammo un po' in ritardo. La UILM nazionale era contraria, ma noi facevamo in totale autonomia, perché c'era una spaccatura tra la UILM locale e nazionale che durava da anni. Noi facemmo sponda con i socialisti della CGIL per fare una pressione politica sul movimento. L'obiettivo era recuperare un rapporto tra le varie sigle sindacali e tra le varie strutture territoriali e nazionali, si era in un momento di sfilacciamento completo.

Poi c'è da dire che il movimento scemò subito, fu un fiore che sfiorò rapidamente, a mio avviso perché non si sapeva bene che fine avessero le iniziative messe in campo, la lotta non aveva sbocco. Si è ottenuto solo di fare un referendum un anno dopo.

*Perché a Brescia il movimento degli autoconvocati ebbe questa forza?*

La FIOM di questa città era egemonizzata ancora dal modo di fare sindacato di Claudio Sabattini. Questo personaggio lasciò un'impronta forte a Brescia. Nella sua visione dei poteri, dal sindacato si voleva arrivare a governare il PCI. Questo ha creato una serie di dinamiche di radicalismo che si sono trascinate nel tempo. Nella vicenda del 1984, non ci fu forse la volontà da parte dei partecipanti di soppiantare l'intero gruppo dirigente della CGIL nazionale, anche se ci fu un dibattito fortissimo, ma questo non preclude il fatto che si deve sempre ragionare su quello che succede nei gruppi dirigenti. Infatti un dirigente per esempio può cavalcare un fenomeno per sostituire un altro dirigente, bisogna ragionare in termini di scontri di potere tra i dirigenti e di soddisfazione che possono avere in un sindacato alcune aree interne. Il ragionamento rispetto ai risultati ottenuti e dei posti di potere conquistati dalle varie anime è fondamentale per capire le evoluzioni interne a un'organizzazione.

*Che posizione prendeste sul referendum per il reintegro dei punti della scala mobile proposto da Berlinguer durante il movimento?*

Rispetto al referendum noi non partecipammo alla raccolta delle firme avvenuta nelle fabbriche e animata dalla CGIL e votammo contro. Fu una scelta lineare perché il paese aveva l'inflazione al 20% ed eravamo storicamente contro a ogni tipo di automatismo salariale, perché creava una rincorsa continua, l'aumento del salario in seguito allo scatto della scala mobile faceva aumentare i prezzi. Con la FIM a Brescia i rapporti erano corretti, perché soprattutto con il referendum avevamo una visione comune.

Il referendum lo perdettero anche nelle città industriali, perché forse l'Italia culturalmente è a sinistra, ma quando si vota questo dato non si riscontra mai. Capisco le motivazioni di difesa degli autoconvocati, ma in quel momento era chiaro che doveva essere mandato un segnale economico forte di abbassamento dell'inflazione, non si poteva fare più sindacato senza tener conto dei bilanci, se no il sindacato era destinato a sparire, prima di tutto si dovevano salvare i lavoratori e l'occupazione, poi il resto.

## **Interview de Lorenzo Paletti**

### **Délégué syndical FIM-CISL de l'usine FIAT de Brescia**

Sono Lorenzo Paletti. Ho cominciato lavorando tre anni dal 1966 al 1969 alla Cip Zoo. Una fabbrica prevalentemente a occupazione femminile, attiva nel settore alimentari, ma ora non c'è più, facevo il caposquadra. Nel 1969 approdo alla FIAT, dove ero l'impiegato, a dire il vero all'inizio facevo il tempista. Entravo nel reparto presse e lastratura e prendevo i tempi. E' nel reparto presse che ho conosciuto l'omone, Giovanni Landi. Fatta una necessaria esperienza sul campo all'ufficio analisi lavoro sono passato a preparare i preventivi e dall'officina sono passato al palazzo di vetro. Lì gli impiegati stabilivano a priori i tempi di lavorazione, con in mano un disegno e i procedimenti di lavorazione e i macchinari previsti stabilivano i tempi di realizzazione. Ho lavorato lì per 30 anni, facevo il preventivista. Non ho fatto carriera, in FIAT soprattutto gli impiegati per la scelta sindacale non facevano carriera. Lo sapevo ed ero cosciente di questo.

La mia esperienza sindacale nasce lì. Nel 1973 ci fu l'elezione del consiglio di fabbrica, alcuni amici, per una comune militanza nella DC e nelle ACLI e in altre realtà dell'associazionismo cattolico, mi proposero di candidarmi. Mi hanno eletto delegato di fabbrica, e sono entrato nell'esecutivo di fabbrica, e sono stato per alcuni anni nel direttivo nazionale della FIAT. Dal 1988 al 1991 sono stato Segretario provinciale delle ACLI.

A livello politico, ho militato soprattutto qui a Manerbio nella DC, a livello provinciale nel 1994 quando la Democrazia cristiana stava esaurendo le batterie ho avuto un incarico provinciale a tempo, ma non era un incarico importante.

Son stato il primo coordinatore del PD a Manerbio e in precedenza assessore dal 1970 al 1975.

*Che dibattito ci fu nella FIM della OM-FIAT sulla politica dei sacrifici e sulla svolta dell'Eur?*

La FIM dell'OM non era contraria a priori alla politica dei sacrifici, ma eravamo disponibili purché fossero equi e tutti facessero la propria parte. La proposta di Lama fu bocciata dalla FIOM dell'OM. Noi avevamo una linea più possibilista.

Si trattava di gestirla nei tempi e modi giusti, ma non è stato così. Temi come produttività, disoccupazione, situazione dei giovani, debito pubblico, investimenti, competitività con macchinari, strumenti e tecnologie sono stati disattesi. Noi avremmo voluto entrare nel merito delle questioni. La FIOM diceva che i sacrifici dovevano farli i padroni e non i lavoratori.

E' scoppiato il movimento degli autoconvocati, perché quella scintilla che non è stata adeguatamente ascoltata nelle sedi deputate dei sindacati nazionali. Si era troppo preoccupati a sedare i fermenti che c'erano nella classe operaia, come se tutto dovesse essere dato dalla classe operaia, come se i sacrifici dovessimo farli solo noi. Gli altri soggetti non hanno fatto la loro parte infatti i problemi sono rimasti intatti e oggi sono anche peggiorati.

*Che riflessioni faceste sulla lotta della FIAT di Mirafiori nel 1980?*

Una lotta gestita male. La FIAT era terrorizzata dal terrorismo, ebbe anche dirigenti gambizzati e in parte la dirigenza assunse questa preoccupazione come pretesto. Sospettivano che nel giro largo delle brigate rosse, magari un giro largo largo largo, ci fossero anche militanti sindacali, anche dirigenti sindacali di primo livello lì a Torino. Noi a Brescia non abbiamo mai avuto problemi, l'unico tentativo di far breccia è stato quando abbiamo trovato nei gabinetti dei volantini che inneggiavano alle brigate rosse, 4-5 in tutto lo stabilimento, ma è successo. Il gruppo dirigente di fabbrica, quelli che pensavano hanno fatto nocciolo. Anche la CGIL a Brescia avrebbe risposto in maniera forte al terrorismo se si fosse diffuso nelle fabbriche. Noi stavamo attenti perché non si diffondesse nelle fabbriche. Noi effettuavamo il controllo in fabbrica su questo tema.

Per quanto riguarda la questione della lotta, l'idea di Berlinguer di andare sui cancelli e dire che avremmo bloccato tutto era sbagliata, visto che era una persona intelligente non capisco perché lo ha proposto. Se blocchi le aziende le fai morire. Lo avrà fatto a causa di una congiuntura politica ed elettorale. A Mirafiori hanno usato forme di lotta talmente esasperate che l'azienda ha potuto lasciare la gente a casa. Se non entrano i materiali, se non puoi costruire a un certo punto... Era un'idea di alcuni della FIOM, come l'idea del salto della scocca, tentarono di farla anche a Brescia, ma poi non si è continuato. La teoria era che non finivi il lavoro su una data postazione così il camion arrivava alla fine della linea e doveva essere recuperato. Questo ti permette di creare un danno, ma queste forme di lotta non possono essere proposte in tempi normali. Chi ha fatto il salto della scocca è stato denunciato ed ha perso, ha dovuto pagare. A Brescia forme assurde di lotta di questo genere non ci sono state, anche il blocco totale dei cancelli, non si è mai fatto. Noi con la FIOM di Brescia abbiamo organizzato una forma di lotta diversa nel 1980, ogni reparto scioperava due ore, in modo che se entrava in sciopero la lastratura, prima c'era stata la bardatura e il reparto dopo aveva sempre lavoro, in questo modo l'azienda non poteva lasciare a casa gli operai con la scusa che non entravano le merci o che la produzione era bloccata. Lo potevamo fare perché avevamo una capacità persuasiva e un controllo totale sui lavoratori. Facevamo ore di sciopero cadenzate, facemmo anche i blocchi ovviamente, ma parziali e a singhiozzo. Abbiamo fatto il blocco come a Torino, ma non abbiamo dato la scusa all'azienda di mettere la gente in cassaintegrazione. Lo abbiamo fatto in modo diverso. Siamo noi della FIM che abbiamo preteso questa forma di lotta differente.

La proposta dei licenziamenti fu una forma di lotta esasperata usata dalla FIAT. Le modalità e le quantità della proposta era esagerata, volevano usarlo come grimaldello per far fuori i radicalizzati e i comunisti dallo stabilimento di Mirafiori. Romiti ha tentato il colpo, non per spaccare, ma addirittura per frantumare il sindacato. In occasione di quella lotta la FIOM di Brescia gestì la mobilitazione e il rapporto con noi e le nostre posizioni in maniera rispettosa, non è sempre stato così, però con loro pur nelle difficoltà e nelle diversità abbiamo trovato sempre, anche a volte con drammi personali, una mediazione. Non era facile convincere i nostri a lavorare con la FIOM, ma avevamo l'idea che per l'unità dei lavoratori davanti al padrone valeva la pena di fare anche qualche piega.

*Eravate d'accordo con le posizioni della FIOM bresciana in occasione della piattaforma sindacale del 1982?*

La classe operaia era disposta a fare dei sacrifici. Erano disposti anche gli imprenditori? E qui cascava l'asino. Si voleva far pagare sempre gli stessi. E' lì che nacque la bocciatura delle piattaforme all'OM-FIAT. I lavoratori a Brescia non accettarono la piattaforma perché si capiva lontano un miglio che parlando di costo di lavoro si parlava di salario, in sostanza si pensava che togliendo qualche lira agli

operai si sarebbe risolto un problema complessivo. Sembravano essere tutti d'accordo su questo. A noi propinavano la ricetta amara, e gli altri non prendevano degli impegni veri. Il problema poteva anche essere salariale ma i problemi strutturali e organici erano l'inflazione e il debito pubblico. Perché se l'inflazione andava avanti a due cifre, anche con una forte scala mobile noi eravamo comunque perdenti. Poi con il debito pubblico si toglievano soldi agli investimenti che per noi erano necessari per creare posti di lavoro, per ristrutturare il settore produttivo. La FIM nazionale ha una posizione diversa dalla FIM della nostra fabbrica. Lei era per negoziare, per trovare sempre l'accordo. Le posizioni della FIM di Brescia erano fotocopie di quella nazionale, poi c'erano i soliti noti, che siamo noi, che ci permettevamo di entrare nel merito delle questioni per trovare delle proposte.

*E sul decreto di san Valentino?*

Il problema era che il decreto Craxi lo hanno fatto di notte senza dire nulla a nessuno, e ci toglievano ogni contropartita. A Brescia già in precedenza c'erano le condizioni per bocciare quegli accordi, nei consigli generali, nei consigli di fabbrica circolava l'idea che se non c'erano condizioni serie non si doveva firmare. Si pensava inoltre che se alla fine si fosse firmato un accordo lo avremmo fatto consultando il parere dei lavoratori. Il 14 febbraio abbiamo preso una mazzata. Noi avevamo già seguito la questione e analizzato la situazione, in qualche modo comunque ce lo aspettavamo un colpo da parte del governo. Allora la misura è stata colma. A Brescia alcuni consigli di fabbrica si erano già autoconvocati qualche settimana prima per riflettere sulla situazione della trattativa. Nacque lì il movimento degli autoconvocati che ebbe un respiro nazionale. Il suo culmine fu il 24 marzo con la manifestazione a Roma.

Noi non volevamo una mera protesta, ma abbinavamo sempre la proposta. Un piano per il lavoro, una riforma fiscale, il rientro del debito e della spesa pubblica. Noi le proposte serie le avevamo.

Alla FIOM nazionale non interessavano le nostre proposte e a quella provinciale interessava solo la protesta. Per noi proporre era una strategia. Anche noi protestavamo, ma abbiamo fatto un convegno nazionale sul debito pubblico a Brescia, organizzato da noi della FIM. Senza i richiami dell'Unione europea che abbiamo oggi, i governi democristiani e socialisti di allora facevamo quello che avevano voglia e tutto in termini clientelari.

Per fare un esempio. I dipendenti pubblici andavano in pensione con 19 anni sei mesi e un giorno. Andai in un consiglio di fabbrica nel 1973 a spiegare questo e i dirigenti di fabbrica erano ammutoliti. Nelle nostre proposte per la riduzione del debito pubblico c'erano anche i tagli dei privilegi come questi, le baby pensioni. La cartina di tornasole era un progetto per l'occupazione.

Questo tipo di politica come le baby pensioni poteva avere un senso negli anni '50. Allora i funzionari pubblici non avevano la contingenza, avevano pochi diritti ed erano malpagati, pian piano hanno raggiunto un livello di diritti. All'inizio lavorare per lo stato garantiva la sicurezza di non perdere il posto e appunto il fatto di andare in pensione presto. Negli anni '70-'80 era uno scandalo perché nel frattempo era stato adeguato ai livelli del settore privato l'orizzonte dei loro diritti.

*Voi eravate gli animatori di un'opposizione nella FIM provinciale da parecchio tempo. Riusciste a trascinare nel movimento altri consigli di fabbrica?*

Non siamo riusciti a trascinare nel movimento consigli di fabbrica interi, una fabbrichetta o due della Val Trompia, e poi singoli personaggi. Perché l'input della

federazione provinciale CISL era che noi eravamo gli islamici e poi c'era il resto del mondo con un pensiero corretto.

Faccio un esempio. Stavo partendo per andare a Roma alla manifestazione del 24 marzo. Mi chiamò il segretario generale della FIM Scotuzzi che mi pregò di non intervenire sul palco a Roma. Io gli ho detto che sarebbe stato un intervento equilibrato ma lui non voleva sentire ragioni. Poi mi arrivò un telegramma della FIM nazionale firmato da Morese dove mi si minacciava d'espulsione. Io sfidai i dirigenti a espellermi, mi avrebbero dato un argomento micidiale. Probabilmente ci pensarono, poi non arrivarono alle estreme conseguenze.

Penso che i dirigenti della FIM di Brescia nonostante non condividessero le nostre idee ci abbiano tutelati e hanno portato saggezza alla FIM nazionale, ma così si tutelavano loro perché se venivo espulso ci sarebbe stato l'inferno a Brescia, quindi per non avere sempre una guerra aperta hanno smorzato la cosa. Ovviamente abbiamo subito alcune pressioni da parte dei dirigenti bresciani. Volevano convincerci a smettere di animare il movimento degli autoconvocati, ma non ce la fecero. La FIM di Brescia era appiattita sulla posizione di Pierre Carniti.

Carniti non ha mai fatto mistero di essere di espressione culturale socialista, per me in quel momento era molto vicino a Craxi e il sostegno a questi sacrifici sul salario erano il prezzo da pagare. Io sono anche convinto che dentro di sé capiva che era stridente la sua posizione, ma probabilmente voleva indirettamente dare una mano a Craxi e la cosa che più gli premeva era il suo forte anticomunismo. Ha visto in questa mossa la possibilità di sferrare un colpo mortale al Partito comunista. Il PCI poi fece l'errore del referendum sulla scala mobile. Avevi con te gli autoconvocati ma avevi contro tutto il resto del sindacato, dei partiti, categorie sociali importanti come gli artigiani. Noi ci opponemmo all'idea del referendum, però non abbiamo fatto battaglia contro la Fiom per farlo fallire. La FIM di Brescia è girata con l'aereo con scritto di votare contro al referendum. Noi abbiamo dato la libertà di coscienza ai nostri simpatizzanti e amici, ma anche in privato non lo sostenevamo. Era una linea completamente fallimentare. Io non mi ricordo cosa ho votato, magari avrò dato il mio voto, ma restava comunque una linea perdente.

Nella DC i dirigenti non erano molto contenti, non si lamentano in maniera diretta con noi, ma lo facevano con il nostro deputato romano, espressione della nostra area, Piero Lussignoli, lui ci diceva: " voi fate bello a Brescia ma quando sono a Roma i nostri parlamentari fanno pressioni per farvi fermare". Noi abbiamo fatto le nostre scelte autonome e siamo andati per la nostra strada.

*Cosa eravate esattamente?*

Noi non eravamo una corrente operaia nella DC. Avevamo come compagni di viaggio qui a Brescia la sinistra DC che erano i basisti: Martinazzoli, Padula, Gitti. Abbiamo fatto un percorso con loro, con difficoltà, in ogni eravamo due anime differenti, tanto che noi avevamo una nostra sede di corrente e loro ne avevano un'altra. Vicini ma distinti. Noi ci vantavamo di rappresentare il cattolicesimo democratico, a livello culturale avevano una comunanza di idee con personaggi di spicco come Ardigò, Scoppola, Gorieri, cioè figure che poi sono confluite nell'esperienza culturale e politica della Lega democratica. A livello locale noi ci ispiravamo a loro e nel nostro circolino culturale ogni settimana facevamo un'assemblea di approfondimento su vari temi generali, a volte anche sindacali e di stretta pertinenza della DC.

Era una realtà forte con cui dovevano fare i conti, non eravamo ultra minoritari nel partito. Eravamo rispettati, perché avevamo avuto un maestro come Michele Capra e una persona autorevole come Giovanni Landi come leader. Eravamo ben piazzati negli organismi di partito, esprimevamo un deputato, non eravamo gli ultimi arrivati.



Si tenga conto che lo stabilimento FIAT di Brescia sfornava dirigenti. C'erano 4000 operai, sulla quantità ne uscivano per forza. La FIAT faceva sintesi di tutta la provincia. I lavoratori venivano da tutte le valli, dal Garda e dalla Bassa bresciana, quindi era diventato un luogo di incontro e discussione, di creazione di legami. Avevamo i terminali in tutta la provincia, quando c'erano i congressi era importante, capivamo che aria tirava e la gente era presente su tutto il territorio. Michele Capra e dopo Lussignoli sono stati eletti al parlamento sulla base di questi rapporti in fabbrica. Erano operai dell'Iveco che quando tornavano a casa erano sindaci, amministratori, comunali e militanti DC che tenevano vive le nostre idee e avevano un ruolo nelle loro realtà politiche. La quantità fa anche la qualità.

*Quindi eravate operai democristiani, ma con posizioni sindacali molto conflittuali...*

Noi della FIM alla FIAT eravamo la pietra dello scandalo. Eravamo cattolici, sindacalisti e democristiani che lottavano radicalmente. Molti non capivano questa cosa. La FIOM usava questo argomento un po' per creare scompiglio. Quando lo hanno raccontato a Berlinguer si è chiesto se esistessimo. Era difficile trovare gente che si impegnava per una battaglia comune con i comunisti contro il resto del mondo. Eravamo un po' delle mosche bianche, nel resto d'Italia non esisteva tutto questo. Le folle le aveva la CGIL, noi servivamo da ariete. Durante il movimento degli autoconvocati noi abbiamo avuto il sostegno delle ACLI nazionali, milanesi e bresciane. La sera prima della manifestazione a Roma, abbiamo incontrato Rosati, segretario nazionale delle ACLI, che all'epoca era considerato vicino ad Andreotti. La chiesa bresciana e la Voce del popolo erano dalla nostra parte, non alla nostra maniera ma con un po' di raffinatezza aveva sposato le nostre tesi. Gli intellettuali della Lega democratica erano per la nostra battaglia.

*Quali erano le vostre posizioni politiche durante il movimento degli autoconvocati?*

I democristiani della FIM dell'OM erano per il compromesso storico tra i rossi e i bianchi, in quell'epoca eravamo contro la strategia di Craxi di eliminare la sinistra per ricavarci spazi ai danni del PCI. Noi nell'attività sindacale avevamo la stessa linea e ci muovevamo nel solco forte dell'unità sindacale bresciana. Anche la FIOM entrò nella lotta come reazione, contro la strategia di emarginazione del Pci e dei comunisti, noi avevamo un'idea sui contenuti ponendo anche domande ai nostri interlocutori padronali e istituzionali. Eravamo un po' anomali, eravamo un ago nella tasca a puntualizzare, a criticare e a scontrarci con i dirigenti. Avevamo un modo abbastanza conflittuale di confrontarci con i dirigenti sindacali e del nostro partito.

Nonostante questo non abbiamo mai avuto l'idea di uscire dal partito. A livello quantitativo non eravamo nessuno, senza il partito eravamo morti. Nel partito davamo noia, ma andavamo avanti, aprivamo spazi di dibattito e di riflessione. I personaggi più importanti sono Santo Minessi, Carmelo Di Blasi, che era un impiegato, Gaffurini, Lussignoli, fin quando è stato in fabbrica. Non stavamo quieti. Scrivevamo come DC di fabbrica ai dirigenti politici nazionali, uscivamo con lettere e comunicati su molti temi nazionali, ci hanno risposto Andreotti e Fanfani e molti altri. Avevamo un peso anche visto il fatto che eravamo alla FIAT.

A livello di fabbrica noi come FIM eravamo sempre antagonisti con il padrone, anche il padrone era stupito di vedere delle dinamiche del genere in una realtà cattolica e democristiana. Era una FIM di fabbrica legata a un'idea forte di unità sindacale.

Nel 1984 non c'era l'intenzione di rompere con i dirigenti, per creare una nuova dirigenza sindacale nazionale. Bertinotti, partendo dagli autoconvocati proponeva

sfide politiche più complessive che poi più avanti vennero avanti e si concretizzarono. Si vedeva già nel suo modo di intervenire sindacalmente, voleva sostituire i partiti. Se noi avevamo una posizione radicale lui ne aggiungeva un pezzo. In ogni caso non c'era un disegno di distruzione del sindacato da parte della maggior parte degli autoconvocati. Cremaschi e Bertinotti erano per la rivoluzione, non si sapeva quale, ma non gli andava bene niente. (risata).

*Cosa pensavate della posizione che prese Luciano Lama sul decreto di San Valentino?*

Lama ha sempre avuto una posizione attendista, lui era per non rompere. Nella fase iniziale ha sofferto il movimento, quando il movimento ha cominciato a camminare lo ha subito, ma non voleva rompere con noi. Io ero stato designato dagli autoconvocati per intervenire sul palco durante la manifestazione del 24 marzo a Roma. Abbiamo preparato un intervento di 12-13 minuti, la sera prima con Benedini siamo andati con il segretario di Lama a concordare la durata, era comprensibile visti tutti gli interventi che c'erano, ma sino al giorno prima a Brescia avevano dato 3-4 minuti, pochissimo tempo. Benedini quasi perse la testa a causa di questo, poi lui quando si arrabbia supera gli argini della decenza, va oltre. Noi volevamo strappare 6-7 minuti, ma ci hanno detto di prendere tutto il tempo che volevamo, alla fine siamo stati nei 9-10 minuti. C'erano anime, personalità all'interno della Cgil, che hanno sofferto un po' questa esperienza degli autoconvocati, avevano paura che l'esperienza sfuggisse di mano, invece tutto è rientrato, perché era una sfida leale. Non c'erano sotto altri motivi, se non le proposte e la rivendicazione di una vera democrazia nel sindacato. Alla manifestazione del 24 marzo le presenze vere erano quelle della CGIL e del PCI. In prima fila, sotto il palco, c'erano quelli dell'Emilia Romagna che sono i più fedeli. Quelli che applaudono sempre, che non contestano mai, che sono gestibili, poi c'erano tantissimi operai. Le prime file venivano dall'esperienza di riformismo emiliano, che era un PCI che contrattava, pragmatico, che non gridava e che non viveva estremismi. A livello di base non ci fu un'immensa presenza di delegati e lavoratori della FIM, ma a livello di immagine serviva che ci fosse presente una FIM vivace, se non Craxi e Carniti avrebbero detto che erano sempre i soliti, i comunisti che riempivano le piazze e non era un movimento composito.

## **Interview de Armando Scotuzzi**

### **Membre du secrétariat FIM-CISL de Brescia et après Secrétaire général de la FIM-CISL de Brescia**

MI chiamo Armando Scotuzzi. Ho lavorato 15 anni alla TLM di villa Carcina, azienda con mille dipendenti. In seguito cambiò nome in LMI, poi venne chiusa. Era una fabbrica tutta sindacalizzata, metà FIM e metà FIOM, poi successivamente entrò la UILM, ma non ebbe mai molto seguito. Riuscì ad avere al massimo un paio di delegati. Io ho fatto l'operatore sindacale in Val Trompia per 5 anni, poi 5 anni di segreteria con responsabilità sulla Val Trompia, Lumezzane e bassa bresciana e poi ho fatto il Segretario generale della FIM-CISL dal 1986 al 1994. In seguito ho fatto 5 anni il Segretario generale della CISL. Finita l'esperienza sindacale ho fatto un'esperienza aziendale, incaricato della direzione delle risorse umane. Adesso faccio il pensionato. A livello politico, io non sono stato mai iscritto a nessun partito. A parte una piccolissima esperienza nella Democrazia cristiana da giovane all'oratorio. Mi diedero la tessera ad honorem del partito. Una volta ho anche votato il PSI, ma mi sono pentito due minuti dopo. Mi aveva convinto un collega della UILM, Tiberti. Noi della FIL avevamo un buon rapporto con la DC. Avevamo rapporti con certi parlamentari bresciani e con il sindaco Trebeschi, un galantuomo. Ti faccio un esempio: la cassaintegrazione era votata al ministero a Roma, quindi dovevi avere contatti per spingere perché doveva essere votata. Anche la FIOM faceva la stessa cosa con i parlamentari comunisti. Agli operai non interessa chi la vota, importante che fosse fatto, perché noi poi dovevamo rendere conto alla nostra base e a tutti i lavoratori delle cose ottenute.

*Qual era a tuo avviso la più grossa differenza tra la FIM e la FIOM Bresciane?*

La FIM ha fatto tutta l'esperienza dello scontro con le aziende ed era d'accordo con questa linea obtorto collo, però qualcuno aveva capito che con le aziende a un certo punto bisognava mediare e a livello nazionale negli anni '80 c'era un'inflazione a due cifre, quindi si doveva negoziare una politica dei redditi. Se noi andavamo avanti con la storia della scala mobile, era un'illusione. Era un cane che si mordeva la coda. Attraverso quel meccanismo gli operai recuperavano meno del 50% dell'inflazione, quindi le parti sociali dovevano fare un accordo dove si imponevano di non chiedere di più di un tetto massimo fissato. Era una politica di concertazione, la politica sindacale dell'Eur era prodromica a questa cosa qui. Nei periodi di crisi la gente è responsabile, se gli chiedono di lavorare un'ora in più e prendere 5 lire di salari in meno, accettano per difendere il loro posto di lavoro. E' la stessa dinamica che vediamo oggi. Cosa vuoi che ti faccia un operaio? E' con le spalle al muro. Vuoi che dica vediamo cosa pensa il mio delegato?

*Ci fu un'opposizione nella FIM di Brescia a questa nuova linea più concertativa?*

A livello regionale il punto di opposizione più forte fu a Milano. Infatti il segretario della FIM locale, Tiboni, contestava e faceva battaglia politica nei direttivi contro

questa svolta. Mi ricordo riunioni infuocate su molti temi sindacali, dove la FIM di Milano esprimeva una linea molto dura. A Brescia la contestazione della FIM all'OM-FIAT cominciò veramente con il Decreto di San Valentino. Lo scontro non era così forte alla fine degli anni '70 e inizio '80.

Alla OM-FIAT negli anni '50 la FIM aveva fatto sciopero con la FIOM contro il premio antischiopero. Furono i primi in Italia a rilanciare la tematica dell'unità sindacale contro la discriminazione della FIAT che metteva i comunisti nei reparti confino per isolarli e perché non dessero problemi.

*Cosa pensi dell'idea di democrazia sindacale della FIOM di Brescia?*

Rispetto alla democrazia sindacale ti dirò una cosa. Gli operai quando gli parli assieme in singolo ti danno ragione, poi nella massa ci sono delle dinamiche differenti. Ci sono i 4 preparati e che gridano che impongono alla massa le idee e gli altri non dicono niente. Quelli della FIOM erano molto lanciati. Questa è la differenza tra noi e loro. Quando sono entrato in fabbrica il primo giorno di lavoro, non avevo ancora timbrato il cartellino e c'erano già lì quelli della FIOM-CGIL a chiedermi di fare la tessera. Era difficile fare un dibattito. Quelli della CISL erano impiccati su tutti gli alberi.

Io sono d'accordo a far votare gli operai sui contratti o sugli accordi, ma loro non hanno tutte le informazioni che hanno i delegati e le RSU. A loro volta i delegati non hanno tutte le informazioni che hanno i dirigenti nazionali e i tempi pieno. Quindi non è così facile.

*Partendo da queste premesse come avete fatto a tenere per 10 anni l'unità sindacale?*

Negli anni '60 c'è stato il boom economico e la crescita economica paga tutti. E' questa la differenza. Tu facevi la rivendicazione, non la concertazione. Rivendicare significa che non mi interessa se il fiume va in giù o in su, queste sono le mie richieste. Gli operai su questo erano tutti d'accordo. C'erano le condizioni, eravamo tanto indietro, bisognava conquistare diritti e salario e anche spazi sindacali. Pierre Carniti ai tempi era Segretario della FIM-CISL a livello nazionale e scavalcava a sinistra la FIOM. I comunisti erano in imbarazzo. C'era lo spazio. Poi questa cosa qui è andata in crisi con il terrorismo, che per il movimento operaio è stata una cosa micidiale. Eravamo in piazza contro il terrorismo, non per aumentare i salari.

*Perché Pierre Carniti si schierò con il Decreto di San Valentino?*

Carniti si schierò con il decreto di San Valentino, intanto perché non era più segretario dei metalmeccanici, ma lo era della confederale, quindi doveva tenere conto dell'opinione di tutte le categorie. Cambiò opinione perché capì che il tempo della rivendicazione era finito e si doveva concertare. Anche Cofferati (Sarà segretario generale della CGIL dopo Bruno Trentin) era d'accordo con noi. Lui veniva qui a Brescia a cercare di frenare un po' i suoi. Gli volevano talmente bene Cremaschi, Pedò e compagnia, che non andavano nemmeno a prenderlo in stazione quando veniva a fare le assemblee unitarie. Andavamo io, e qualche volta Cadenelli. Quelli della FIOM di Brescia non volevano nemmeno parlarci. Era il segretario generale della CGIL. Gli chiedo se non andava a mangiare con i suoi della CGIL di Brescia e lui rispondeva: "I miei? Non mi ascoltano, non capiscono un cazzo".

*Che posizione prendeste sulla piattaforma dei 10 punti del 1982?*

Se tu fai una piattaforma di 10 punti in cui 9 sono richieste e 1 sono disponibilità a dare, è ovvio che la gente non è d'accordo sul decimo, questo è il motivo della contrarietà dei metalmeccanici di Brescia. La concertazione è quella roba lì, devi scambiare qualche cosa, con delle fatiche normali perché la gente non è contenta. Se tu concerti è perché pensi che anche le politiche generali fatte a livello di paese influiscono sul posto di lavoro e sul potere d'acquisto, decidi di arrivare a un compromesso. E' una scelta.

*Quali erano i rapporti di forza all'interno della FIM?*

Nel 1977 il congresso della FIM lo vinse Castrezzati e persero Landi e i suoi amici legati alle ACLI. Quel congresso fu una cosa pesante perché ci fu la defenestrazione di Gaffurini, uomo di Landi e membro della segreteria FIM. Castrezzati e la squadra di giovani che aveva costruito erano sindacalisti puri, erano, anzi eravamo dei negoziatori, assolutamente in autonomia, esasperata forse. Quelli della Om erano molto legati a un pezzo della DC. Loro dicevano che l'autonomia andava bene, ma quando vuoi fare un accordo in una grande azienda o una politica generale, qualche alleanza politica devi farla. Landi era per l'alleanza con il Partito comunista. Castrezzati rispondeva che però noi non potevamo prendere delle posizioni esplicite come sindacato. A noi andava anche bene se si davano delle responsabilità governative al PCI, però quello che ci interessava veramente era che il governo desse delle risposte concrete ai problemi che erano sul tavolo per il mondo del lavoro.

*Che rapporto aveva la segreteria della FIM di Brescia con il gruppo dei Landiani?*

Questi di Landi erano bravi a fare i discorsi pubblici, ma non è che contassero molto in fabbrica. Quelli della FIOM erano capaci a fare le tessere. Sono le tessere che contano. Quando vai da un politico a contrattare, ti chiede chi rappresenti e devi avere dietro gli iscritti se no non conti nulla. Il disastro per noi fu nel 1985 quando ci fu la rottura della FLM e rifacemmo le tessere sindacali per sigla. La FIM, nel 1975, si era sciolta nella FLM portando 17500 iscritti e la FIOM ne portava circa 21000. La UILM gli abbiamo inventato noi, abbiamo messo 2500 iscritti perché facessero la FLM, ma di loro non avevano tessere. Questo a causa del fatto che una parte forte della UILM bresciana non era d'accordo con la scelta unitaria e c'era stata una scissione. Quando siamo usciti dalla FLM 10 anni dopo, i lavoratori ridiedero le deleghe sindacali, quindi chiedemmo di scegliere il sindacato a cui volevano aderire. La FIM uscì con 5500 iscritti, la FIOM arriva con 11-12 mila, la UILM credo non arrivò a 1500-2000. 2000-2500 scelsero ancora la FLM, ma alla fine ci spartimmo quei soldi. Fu un terremoto per la FIM. Questo veniva in parte dalla vicenda degli autoconvocati. Io divenni segretario generale della FIM nel 1985. In un anno riportai le tessere a 11000, con un lavoro enorme di spiegazione paziente nelle fabbriche, dove molti credevano che eravamo noi che avevamo "venduto" la scala mobile. Credo che nello stesso periodo la FIOM arrivò a 17000.

*La direzione della FIM-CISL di Brescia fece pressioni sulla FIM dello stabilimento FIAT perché abbandonasse il movimento degli autoconvocati?*

Noi avemmo forti discussioni al nostro interno con quelli di Landi. Erano in minoranza nella FIM. Nelle riunioni a un certo punto se ne andavano sbattendo la porta. Questa è la democrazia, bisogna accettare le decisioni quando si è in minoranza. Noi abbiamo lasciato la libertà di continuare a dire la loro opinione. Noi non abbiamo espulso nessuno. Non ne abbiamo messo fuori neanche uno. Poi penso che Landi successivamente passò alla CGIL perché la sua linea era troppo diversa dalla nostra, ma è stata una sua decisione. Io chiamai Paletti, per convincerlo di non andare a Roma e parlare dal palco della manifestazione della CGIL il 24 marzo. Era una cosa grossa. All'inizio tenemmo una posizione di dialogo, erano i nostri, dovevamo almeno tentare di capire le ragioni e di riflettere assieme. Dall'altro lato la CISL provinciale ce l'aveva con noi perché avevamo fatto una politica unitaria con la FIOM, quindi gli stavamo un po' stretti e ogni occasione era buona per criticarci.

C'era una motivazione politica dietro agli uomini di Landi. Lui diceva: "Proprio a Craxi dovete fare concessioni". Parlava così perché la viveva da democristiano e c'era anche un antisocialismo forte che serpeggiava in quel periodo. Craxi non era molto simpatico. Era odiato anche dalla FIOM e dal PCI. Si scontravano spesso. Secondo me, che ho un'idea di autonomia del sindacato forte, o una cosa è giusta per tutti, per la gente e per il paese o non lo è. La bontà delle decisioni non dipende da chi le prende. Anche se è un avversario politico non possiamo dagli torto solo per questo.

Ti faccio un esempio sul clima che c'era tra socialisti e comunisti in FIOM. Facemmo una trattativa per la mia fabbrica a Firenze. Nella delegazione era presente Ottaviano Del Turco, che divenne poi vice segretario della CGIL nazionale. Alla mia fabbrica cambiarono il padrone. Quello nuovo era veramente un bastardo più finito. Un padrone tipo Lucchini. Diceva cose del tipo: "Tu mi hai fatto un'ora di sciopero e io ti chiudo la fabbrica": Io ero uscito in aspettativa sindacale, ma la trattativa la feci io per la FIM di Brescia. A un certo punto Del Turco fece delle proposte che mi sembravano ragionevoli e poco dopo Cremaschi (Segretario della FIOM di Brescia) mi prese in parte e mi disse: "Non ti fidarti di quello che dice Del Turco. E' un bastardo. E' un socialista, ma tu non sai quanto sono sporchi quelli lì. Sono intrallazzati con i padroni. Quello lì è peggio di Imberti di Brescia." Era il suo segretario della FIOM-CGIL, mica era il mio. Insomma dico questo per far capire che c'era proprio odio. Io invece volevo giudicare nel merito.

*In quali fabbriche e zone era forte la FIM a Brescia?*

In generale la FIM bresciana era forte alla Gnutti di Chiari dove eravamo maggioranza. Anche alla Beretta eravamo forti, in Val Trompia e Lumezzane eravamo presenti almeno quanto la CGIL. Tra gli impiegati eravamo abbastanza forti in parecchie aziende. Le fabbriche storiche di Brescia come l'ATB erano a maggioranza assoluta della CGIL. Molte volte la maggioranza conquistata in una fabbrica non dipendeva solo dalle politiche nazionali. Se tu hai un delegato bravo dentro, stimato dai colleghi e che fa le tesserine, diventi maggioranza.

*Quali furono i più grossi errori degli autoconvocati?*

Io penso che a un certo punto gli autoconvocati capirono che non avevano sbocco. Anche i nostri, quelli di Landi, capirono che stavano dando acqua a un altro mulino.

Era dura spiegare alla gente, anche in occasione del referendum, che avrebbero perso alcuni punti di scala mobile, ma se l'inflazione diminuiva ci avremmo guadagnato tutti. Noi eravamo contro al fatto di far votare tutti su una cosa che concerneva solo i lavoratori e il referendum fu lanciato come un'iniziativa troppo politicizzata. Il referendum fu perso e lo vincemmo noi. Io avevo un amico pilota che tirava gli striscioni pubblicitari. Mi sono messo d'accordo con lui e ha fatto il giro di tutta la Lombardia con uno striscione con scritto: "Referendum: vota no".

In merito alla rottura della FLM, penso che non sia imputabile al movimento sul decreto di San Valentino. Già dall'inizio degli anni '80 trovare una posizione unitaria nella FLM era difficilissimo, ogni volta c'erano delle discussioni estenuanti. La difficoltà cresceva e pian piano si sarebbe arrivati alla rottura prima o dopo.

## **Interview de Luigi Gaffuri**

### **Délégué FIM-CISL à l'usine FIAT de Brescia**

Mi chiamo Luigi Gaffurini. Sono entrato nel 1963 nella scuola allievi della OM-FIAT e nel 1965 sono diventato operaio a tutti gli effetti. Avevo appena compiuto 16 anni ed ero uno di quelli penalizzati dalle gabbie salariali. Nel 1970, dopo due anni di esperienza sindacale, ero già membro del direttivo provinciale FIM-CISL come rappresentante dei giovani e degli studenti lavoratori. Nel 1970 entrai come tempo pieno alla FIM e restai fino al 1975. Allo stesso tempo ho continuato la mia carriera scolastica, nel 1965 mi ero iscritto all'ITIS e sono diventato perito industriale. Gli studi li ho completati nel 1978 con la laurea in pedagogia presso l'Università Cattolica.

Ho fatto l'operatore sindacale e poi membro della segreteria provinciale, per la quale seguivo il Coordinamento FIAT. Il mio partner sul versante FIOM era Giorgio Zubani. Io ero operaio di terza categoria e quando mi laureai, l'azienda mi propose il passaggio a impiegato, quindi alla metà del 1978 diventai impiegato con il livello più basso. Ero sindacalista quindi venni penalizzato, ma la FIAT teoricamente non era repressiva.

Alla fine del 1975 fui protagonista assieme a Landi e altri amici della FIM di uno scontro nella struttura provinciale. Il dibattito riguardò il ruolo dei consigli di fabbrica nel processo unitario. La questione si aprì con le vertenze della Glisenti e della Lucchini di Sarezzo. Io all'epoca seguivo la zona della Val Trompia come supervisore per la segreteria. Ci fu anche l'occupazione della Lucchini di Sarezzo che si risolse con la mediazione di Bruno Boni richiesta dalla FIOM di Claudio Sabattini, che si concluse dopo solo una settimana di trattativa. Questa vicenda portò a un dibattito all'interno della FIM dove io sostenevo che ai consigli di fabbrica doveva essere riconosciuto un ruolo decisionale autonomo nell'ambito di un coordinamento che doveva essere garantito in un processo di unificazione e di avvicinamento delle varie sigle. A mio avviso se non lo avessimo fatto, i consigli di fabbrica sarebbero morti. I commenti ad altri, guarda cosa è successo successivamente. L'esperienza dell'autoconvocazione 10 anni dopo, nella mia mente, rientra dentro questo processo non assecondato o strumentalizzato di processo unitario che non riusciva a costruirsi realmente. Secondo me non si arrivò perché non si riusciva a determinare le condizioni necessarie per dare voce alla base sindacale. Chiamiamola così. Io non sono mai stato un rivoluzionario, anzi il contrario, ma ero convinto della necessità e dell'opportunità di un processo di unità sindacale che avesse chiaro che si poteva prevedere anche un avvicinamento politico dei partiti di riferimento dei due sindacati maggiori, dunque tra PCI e DC. Il confronto all'interno della FIM implicava anche questo. C'era chi diceva che teorizzare questo significava non essere autonomi dalla DC. Comunque dopo lo scontro politico nella FIM del 1975 tornai in fabbrica. Potevo restare nel sindacato e dedicarmi a un'altra categoria, ma scelsi di rientrare e venni eletto nel consiglio di fabbrica.

*Quali erano le critiche che la direzione della CISL e della FIM muovevano al gruppo di lavoratori che si raccolse attorno alla FIM di fabbrica della FIAT?*

All'interno della mia organizzazione mi accusarono di essere troppo per il dialogo e la mediazione tra FIOM e FIM. Fino al 2003 mantenni il mio impegno sindacale, come



coordinatore del consiglio di fabbrica o come semplice delegato. A me successe una cosa un po' particolare che influenzò il mio comportamento nel periodo degli autoconvocati. Essendomi laureato, gli amici della DC, alla fine del 1978, mi proposero come rappresentante nel consiglio di amministrazione degli Spedali Civili di Brescia. A causa di questo, l'impegno diretto nel consiglio di fabbrica divenne meno pressante. Avevo bisogno di parecchi permessi per ricoprire quell'attività. Io ebbi il compito delle relazioni con il sindacato in quella realtà. Ero spaccato in due tra il ruolo di sindacalista e di rappresentante di un'azienda, seppur pubblica. Era una fase importante nel settore della sanità perché si parlava di un contratto unitario per la sanità in vista dell'attivazione delle USSL. Nel consiglio di fabbrica ho messo a confronto le logiche contrattuali del pubblico impiego che erano legate alla spesa pubblica e all'inflazione con le problematiche del settore privato e in particolare dell'industria.

Quando si cominciò a parlare degli autoconvocati dentro le strutture FIM, subito si innescarono molte accuse. Dicevano che volevamo politicizzazione un conflitto sindacale, che eravamo schiacciati sulle posizioni della FIOM o che volevamo fare i primi della classe. Siamo restati isolati nel sindacato. Scotuzzi ci aveva messo della buona volontà per vedere di non farci andare da soli, ma certamente lo sforzo di Gamba e Scotuzzi nel cercare di non lasciare andare alla deriva il gruppo OM-FIAT non era abbastanza. Anche il processo inesorabile di perdita delle tessere alla OM, fu un fatto che prestò il fianco a critiche. Siamo partiti che avevano 2200 tessere contro le 1000 della FIOM e alla fine i rapporti di forza si erano invertiti. Nel 1985 era esattamente il contrario. Oggi penso che la FIM ne abbia 200-250.

La FIOM aveva la logica dell'egemonia. Arrivavi all'accordo con la controparte e la FIOM non era mai d'accordo, non firmava mai. Andavi in assemblea, passava l'accordo votato dai lavoratori e quindi firmato via votazione. C'era la FIOM che beneficiava dell'accordo e del diritto di critica e noi che prendevamo tutti i colpi. Questo è il motivo per cui la FIM di fabbrica perdeva le tessere. Un metodo applicato sistematicamente, anche nei casi dove anche loro sapevano che non si poteva andare oltre nello scontro, ma si opponevano per principio.

Per tornare agli autoconvocati, la dirigenza FIM fece pressioni su di noi e ci scrissero anche delle lettere di avvertimento, ma era evidente che saremmo andati per la nostra strada. Io mi ero astenuto nella votazione nel consiglio di fabbrica, perché non volevo dare la completa adesione al movimento e allo stesso tempo non incrinare i rapporti con gli amici della FIM dell'OM con cui lavoravo spalla a spalla. In ogni caso nelle varie assemblee sul debito pubblico e le questioni economiche nazionali, organizzate durante il movimento degli autoconvocati dove parteciparono anche delle personalità importanti furono organizzate dal sottoscritto.

La CISL provinciale aveva una posizione molto dura contro di noi. Perché la Confederazione doveva marcare una differenza anche con la posizione FIM di Brescia. Il dialogo era difficile e si continuava a rivangare il passato senza arrivare a risolvere i problemi. La dialettica era sempre stata dura anche tra strutture locali e nazionali, tanto che nel congresso della CISL del 1973 svoltosi a Bergamo, non ci diedero posti nel direttivo nazionale della confederazione. Brescia aveva diritto a 4-5 membri, ma forse, non ricordo esattamente, entrò solo Castrezzati. Dopo si resero conto che la provincia più combattiva d'Italia rischiava di non avere una rappresentanza e fu convocato immediatamente il consiglio nazionale dove fu votata la cooptazione dei bresciani.

*Che posizione prendesti nel Consiglio di fabbrica rispetto al movimento degli autoconvocati?*

Facemmo una votazione nel consiglio di fabbrica e mi astenni sulla questione degli autoconvocati. Maria Teresa Bonafini e Temponi mi sembra che votarono contro. Tutti gli altri votarono a favore.

Fino al 1987 restai dentro l'ospedale, e poi entrai anche nel comitato di gestione dell'USSL 41 che era la più grossa d'Italia. Io ero la controparte di 5000 lavoratori della sanità. Anche il mio giudizio sulla scala mobile era molto influenzato da questa situazione. Divenni consigliere e capogruppo della DC nel consiglio comunale nel 1987 per effetto di un dibattito molto forte nella DC. Anche la tornata successiva fui eletto, ma ci fu lo scioglimento del consiglio comunale alla fine del 1991 a causa di uno scontro ferocissimo nella DC con la corrente di destra dei Prandiniani che volevano imporre la loro linea nel consiglio comunale. Io non mi ricandidai perché la DC bresciana dominata da Prandini, voleva che si vivesse tutti nella logica prandiniana, ma io non ci stavo. Non accettai di candidarmi, ma tempo un mese e gli amici della FIAT insistono perché subentri a Paletti come presidente delle ACLI provinciali, infatti un mese dopo fui eletto presidente delle ACLI bresciane e lo restai fino al 2000. Sono andato in pensione nel 2003, con 40 anni di anzianità di fabbrica vissuti un po' movimentati. Sono andato in pensione che ero ancora delegato sindacale e lo sono stato per tutto il periodo della mia esperienza lavorativa. Nel 2001 feci il coordinatore della Margherita, però nel 2003, mi venne chiesto di candidarmi in consiglio comunale e allora mi dimisi dal ruolo politico nella Margherita e tornai ad essere consigliere comunale, ruolo che ricoprii fino al 2008. Ero in giunta con il sindaco Paolo Corsini. Poi nel 2008 fui rieletto anche se perdemmo le elezioni e dovetti fare il consigliere di minoranza. Non mi sono ricandidato successivamente per una questione di età e di esigenze famigliari. Ora continuo solo l'impegno nel comitato regionale delle ACLI.

*Grazie alla tue molteplici esperienze nella politica, nel mondo associativo e sindacale a differenti livelli, hai potuto dare un contributo qualitativo molto forte al dibattito del Consiglio di fabbrica dell'OM-FIAT?*

Su mia pressione gli autoconvocati della FIAT di Brescia, dopo pochi giorni dall'inizio del movimento scelsero come tema di riflessione la questione del debito e della spesa pubblica. Era necessario affrontare il tema dell'inflazione. Non potevamo andare avanti con un tasso inflattivo del 20%. Era una situazione kafkiana. Noi vedevamo le nostre paghe che aumentavano di molto, ma il potere d'acquisto non aumentava. Venivano a maturazione in quel periodo gli effetti positivi di uno stato sociale che purtroppo era costruito sul debito. Io stavo agli Spedali Civili e vedevo che tutto questo non poteva funzionare e continuare a lungo.

In fabbrica parlavamo di gente che passava 30 anni in catena di montaggio su 35 anni di servizio senza essere mai spostato, cioè si dibatteva sui lavori usuranti. Nel pubblico impiego parlavano di andare in pensione con 16 anni di anzianità. Mi trovavo di fronte organizzazioni sindacali che difendevano a spada tratta questi privilegi. Immaginavano di poter reggere un contratto unitario tra il primario d'ospedale e l'ausiliario assunto per fare le pulizie. Passavi da medici che facevano parte quasi di caste, di famiglie ricche e importanti da molte generazioni, a gente che per avere un lavoro avrebbe accettato di tutto. Riflettevo molto sulla questione dei privilegi in quel periodo.

Mi rendevo conto che c'era una necessità di modificare gli strumenti normativi e contrattuali che regolavano la loro busta paga e la loro condizione di vita, migliorando allo stesso tempo lo stato sociale. Il problema è che noi abbiamo sacrificato la contingenza ma non abbiamo ottenuto un vero cambiamento delle politiche contrattuali e lo sviluppo di una politica economica non attaccata solo al costo del lavoro.

*Perché non aderisti al movimento degli autoconvocati?*

Il motivo per cui rifiutavo in maniera parziale le logiche del movimento degli autoconvocati era la possibilità, che vedevo, di arrivare al massimalismo. Dinamica intellettuale, che, purtroppo, vedevo negli amici e compagni della FIOM. Nella logica da "socialismo reale" che presiedeva il modo di agire di Claudio Sabattini. Per lui il confronto doveva essere tra chi contava da una parte e chi contava dall'altra. Questo determinava che sul versante sindacale tu dovevi essere egemone e da qui partiva lo scontro con la FIM. Lui dava sempre l'impressione nei modi, negli argomenti e nelle procedure di volersi impadronire del sindacato. Dall'altra parte tu avevi la ricerca di chi contava, allora se a Brescia contava Lucchini si doveva fare lo scontro duro con lui e nelle fabbriche accanto si firmavano gli accordi senza problemi. Anche Lucchini aveva quella logica dello scontro frontale. Il rischio di questo modo di procedere è l'esasperazione della vertenza e la ricerca del più esasperato per trattare. La FIM dell'OM-FIAT è stata compressa dentro questa dinamica nel periodo in cui cercavamo di costruire l'unità con la FIOM.

*Nella FIM bresciana chi sostiene il movimento degli autoconvocati?*

La FIM della OM-FIAT sostenne il movimento, non eravamo del tutto isolati, ma quasi. Ci sosteneva qualche persona qua e là, qualche amico. Gruppi compatti di FIM di fabbrica che sostennero non c'erano. Il gruppo O, era visto in un modo del tutto particolare, perché noi avevamo una duplice personalità, eravamo lo stabilimento di riferimento in provincia e allo stesso tempo avevamo una contrattazione con logiche proprie, tipiche del gruppo FIAT e che non si sviluppava in provincia.

Lo stabilimento FIAT ha avuto un ruolo di traino a Brescia. Assieme alla siderurgia e in parte il tessile ha permesso di sviluppare industrialmente la nostra provincia. Le persone fuori non riuscivano a capire perché da noi un provvedimento disciplinare diventava uno scontro durissimo, mentre in un'azienda qualsiasi la questione si risolveva in giro di 2-3 giorni. Per noi era una questione di principio. 3/4 del contratto del lavoro era scritto dalla FIAT e su quei capisaldi, la FIAT non mollava. Nelle altre aziende le dirigenze erano più flessibili.

Nella nostra realtà provinciale la situazione era variegata. Vi erano altre realtà che agivano coordinandosi in un gruppo industriale nazionale o internazionale. C'era chi rispondeva a un padrone americano tipo l'Ideal Standard. La siderurgia aveva dinamiche tutte sue, che molte volte facevano riferimento alla commessa pubblica. Per esempio la Sant'Eustacchio che viveva un dramma continuo. Se per avere il gas dalla Russia bisognava venderle 10 macchine della Sant'Eustacchio che avrebbero installato in una fabbrica che stava nascendo, è evidente che la contrattazione sul gas influenzava il prezzo finale delle macchine. Questo comportava poi che i soldi arrivavano se il governo li dava. Era un continuo mangiarsi la coda.

*Che tipo di battaglia portaste avanti nel partito? E che legame c'è tra la battaglia sindacale e quella politica?*

Nel partito io assieme all'onorevole Lussignoli eravamo tra i membri più in vista di quell'area della DC che gravitava attorno al Circolo culturale Michele Capra. La nostra avversità a Craxi era del tutto evidente perché rappresentava l'accordo CAF e il discorso del Preambolo. Su Craxi pensavamo che fosse un politico capace, ma non eravamo d'accordo sul suo modo di fare e non eravamo convinti della sua

trasparenza. Voglio rimarcarlo, non ne eravamo convinti già all'epoca. Lo scontro vero avveniva perché noi eravamo contro l'asse DC-PSI. Facevamo una battaglia continua nel partito contro l'accordo Craxi-Forlani-Andreotti. Tutto questo a livello locale, perché eravamo una corrente locale. Ci conoscevano come quelli della OM che avevano in parlamento un loro rappresentante. Prima l'Onorevole Michele Capra e poi Lussignoli. Il nostro referente nazionale era la corrente "Forze nuove" e il capo era Donat Cattin, ma a Brescia questa corrente si appoggiava ai fratelli Fontana con cui non andavamo d'accordo, quindi eravamo affini con una parte di quella corrente che faceva più riferimento a Bodrato. A Brescia abbiamo dato vita alla Lega democratica con Scoppola e Ardigò, questo però venne successivamente.

Quando si parla di sindacato si deve distinguere due cose. L'esplosione nella lotta che è un elemento e l'organizzazione che consente di ottenere dei miglioramenti. Si guardi il caso della OM. Per 15 anni all'OM si è retto. Il livello di mobilitazione era altissimo. I lavoratori non hanno mai avuto un mese una busta paga intera. Ogni volta c'era uno sciopero. L'unica volta che abbiamo avuto la busta paga intera è stato nel 1998 quando al governo ci andò D'Alema. A prova di una logica egemonica che c'era nella CGIL. Per due anni non abbiamo scioperato, dopo però ti giochi la credibilità davanti ai lavoratori se fai queste cose.

## **Interview de Luigi Lamberti Délégué FIM-CISL de l'usine FIAT**

Lamberti Luigi, sono del 1943, ho 70 anni. Ho cominciato a lavorare a 13 anni e sono diventato sindacalista a 21 anni. Lavoravo alla Rimorchi Orlandi e poi in una fabbrica elettrica a Roncadelle che ha chiuso e mi sono dovuto occupare del presidio della fabbrica e delle liquidazioni.

Sono un militante delle ACLI, la formazione sociale del mondo cattolico ed ero della corrente sociale della Democrazia cristiana. Nella mia vita ho sempre privilegiato la politica piuttosto che il sindacato. Nel partito sono stato segretario della DC a Roncadelle. Dopo sei mesi che facevo il segretario mi hanno chiesto di fare l'operatore sindacale, ma c'era l'incompatibilità tra le cariche politiche e sindacali, allora mi sono dimesso. Ho fatto l'operatore dal 1981 al 1983 e dal 1979 ero dentro il direttivo della FIM-CISL di Brescia. All'epoca lavoravo all'OM. Dal 1973 al 1980 ho fatto il sindacalista interno e il delegato. Ora sono nel sindacato pensionati della CISL.

*Mi spieghi un po' la storia della FIM alla OM-FIAT?*

All'OM nel sindacato FIM prevaleva la politica. Guardavano a più ampio raggio. Sulla questione del costo del lavoro venne Andreatta, l'economista di Moro, era venuto a Brescia al Franciscanum e aveva detto: "se voi mi date la semestralizzazione della scala mobile (il sindacato) io ve la difendo, se non me la date vi sarà tolto tutto". Si tenga conto che era un grande economista inserito nel gruppo di Romano Prodi. Noi avevamo i contatti con Il Mulino. Lì ho capito che si doveva trovare delle forme per ridurre l'inflazione. Tieni conto che i Bot erano al 18% di interesse. La battaglia per la FIM era distribuire meglio i sacrifici. Avevamo capito che si doveva cambiare un po' linea. Anche sulla vicenda degli autoconvocati, ci dissero che su quella questione stavamo sbagliando, perché il sindacato o contratta o non esiste. Io non ero d'accordo sul punto degli autoconvocati con gli amici come Landi e Paletti.

*Cosa intendi quando dici che nella FIM di fabbrica prevaleva la politica?*

Noi preferivamo un rapporto diretto con la politica che attraverso il sindacato. Ti faccio un esempio. Nel 1983 Scotti era ministro del lavoro, facevamo prima a parlare direttamente con lui piuttosto di passare per il sindacato oppure con Romano Prodi, che in quel periodo era il commissario del governo per l'automobile. C'era una rivista in quell'epoca, che si chiamava Lega democratica, che metteva assieme il meglio dell'intelligenza cattolica nazionale da Ruffilli a Prodi, Da Tarantelli a Massacesi e Martinazzoli, insomma quel gruppo lì. Avevamo la cooperativa culturale Michele Capra, che era nata all'OM e che organizzava questa cosa. Questo gruppo era forte alla OM-FIAT e alla San Eustacchio. Eravamo il punto di organizzazione. Questo modo di far politica derivava da Michele Capra, uomo forgiato nella resistenza. Era un filone culturale. Non pensavamo che i comunisti fossero i diavoli. Nella DC in generale l'anticomunismo era molto diffuso, anche io ero anticomunista nella teoria, ma non

contro i comunisti come persone. Di veri comunisti in Italia ce ne sono pochi, se vediamo la teoria comunista.

### *Cosa pensavate della Piattaforma dei 10 punti del 1982?*

La FIOM diceva che il salario era una variabile indipendente, cioè che il salario doveva essere slegato dalla dinamica economica generale e di un'azienda. Alla FIM della OM-FIAT queste cose le davamo per assodate. Il gruppo di Bologna con Andreatta e Prodi, che era più aperto al dialogo con le sinistre, cercava di trovare delle soluzioni nel quadro delle compatibilità economiche. La definizione migliore l'aveva data Massacesi, che era stato anche ministro, quando disse: "L'impresa deve fare profitti. Il sindacato deve vedere in quali condizioni si deve guadagnare". L'impresa se non guadagna, o paga qualcuno, come è successo in Italia che ha pagato "scarpa grande", cioè lo stato o fallisce.

Noi eravamo contro il punto unico di contingenza all'epoca dell'accordo Lama-Agnelli del 1975. Andreatta aveva spiegato che era un automatismo. Eravamo contro gli automatismi perché appiattivano i salari e perché non si poteva più contrattare il salario e si portava all'isterilimento del sindacato. I landiani erano contro un po' per ribellismo interno e per cercare di stare vicini al PCI, era un motivo politico. Io personalmente ero per l'accordo perché non mi andava l'adeguamento automatico perché portava al blocco della contrattazione del salario. Landi era un che si era immolato per il rapporto con il PCI, tutto quello che andava verso quell'obiettivo andava bene. Il problema di quel movimento era che andava contro le logiche economiche e politiche, senza trovare un'alternativa, ma se non la trovi sei destinato a morire. Anche sulla questione del referendum ero contrario. Era una questione tutta politica. Se vincevi il referendum era una vittoria della politica e non del sindacato. Pensavo che il sindacato doveva essere capace di fare gli accordi senza l'aiuto della politica. Non si trattava di pansindacalismo, che era un po' l'accusa che facevano a Carniti negli anni '70. Il sindacalismo dell'OM-FIAT era in generale un fare politica e il sindacato era una parte della grande questione politica. La politica era talmente debole che era forse una scelta necessaria. Il sindacato allora interveniva su tutto e avevamo un ragionamento complessivo sulla questioni politiche, anche sulla questione dell'inflazione. Il problema è che non fummo capaci di incidere in un contesto in cui i lavoratori poi pagavano comunque, anche se c'era la scala mobile. Non potevano evadere le tasse come facevano alcuni e con un'alta inflazione aumentavano i prezzi, le tasse e il debito bisognava pagarlo e qualcuno doveva pagare.

### *Quali sezioni di fabbrica della FIM aderirono al movimento a Brescia?*

A Brescia solo la FIM alla FIAT e un pezzo della FIM della San Eustacchio erano con il movimento degli autoconvocati. Secondo me avevano esagerato, erano andati oltre, continuando così si andava nella CGIL. La FIM provinciale ha tentato di dialogare all'inizio con gli autoconvocati della FIM, sperando che le cose si sgonfiassero, poi invece no, le cose sono partite e la FIM si è schierata contro il movimento. La FIM aveva anche il problema dei rapporti difficili con la CISL bresciana, fino a pochi anni fa c'era ancora il veto della segreteria CISL per i suoi membri. Questa storia veniva da lontano, quando Castrezzati aveva votato contro al CCNL del 1966 e quando si era deciso di formare la Federazione lavoratori metalmeccanici. Io diventai funzionario come tentativo di risolvere la rottura tra FIM OM-FIAT e FIM provinciale, ma anche questo tentativo fallì e io rientrai in fabbrica.

*Che opinione hai di Carniti? Qualcuno della FIM di Brescia lo ha definito la punta di diamante di Craxi nella CISL.*

L'anticraxismo della FIM era una cosa proverbiale. Anche a me lui non piaceva. Questo uomo di potere con modi autoritari che veniva dal mondo socialista. Tieni conto che noi del Circolo Michele Capra eravamo nella DC con la sinistra democristiana che allora era guidata da De Mita, che aveva cominciato uno scontro duro con Bettino Craxi. Noi eravamo contro al rapporto privilegiato DC-PSI perché eravamo per non perdere un contatto forte con il PCI.

Con gli amici comunisti allo stabilimento FIAT e in generale con quelli della FIOM c'era un rapporto molto cordiale. Ti racconto un aneddoto. Nel 1975 visto che noi eravamo in lite con la FIM andavo con Gianni Pedò e con Giorgio Cremaschi al coordinamento FIAT a Torino. Nel tornare siamo andati a mangiare alla Festa dell'

Unità di Novara. C'erano Pedò, Cremaschi, un segretario della FIOM di Milano e uno di Torino e nel discorso emerse che avrebbero tanto voluto destituire Luciano Lama. ( in dialetto: caa se Lama)

Inoltre ricordo una volta che avevamo sfidato bonariamente i nostri amici comunisti dicendo: "ma che compagni siete se non siete in grado di eleggere un operaio in parlamento, noi siamo democristiani e facciamo eleggere un operaio al parlamento e voi comunisti no". E allora l'ala operaista riuscì a imporre al PCI la candidatura di Gigi Guizzi, ma non riuscì a essere eletto, gli fu impedito da un gioco di dimissioni orchestrato dal PCI. Mi ricordo che avevamo insegnato a quelli della FIOM come si faceva a raccogliere le preferenze.

Un nostro punto di forza erano le ACLI bresciane. Erano in mano al gruppo OM. Il presidente era stato Gaffurini e poi Lorenzo Paletti, ma non avevano una forza reale e non giocavano un ruolo politico vero. Era già diventata, in quegli anni, un patronato. All'inizio avevano avuto un ruolo, fondarono la CISL e furono gli artefici della scissione dalla CGIL unitaria nel dopoguerra. Avevano una capacità di elaborazione politica reale e cercavano di mettere in pratica le encicliche. Poi la questione degli autoconvocati fu uno degli ultimi tentativi di dire qualcosa a livello nazionale, ma non avevano più forza alla metà degli anni'80. Durante il movimento le ACLI qui le avevano fatte un po' schierare. Tutte le posizioni erano decise da tre persone, ma non avevano peso sulla gente. Erano giochi di potere.

*Cosa ne pensi dell'idea di democrazia nei luoghi di lavoro che proponeva il gruppo di Landi?*

Non bisogna considerare le assemblee come un fatto romantico. Nelle assemblee a far emergere degli elementi nuovi erano quelli che facevano politica e sindacato, quelli che sapevano le cose e che erano impegnati tutti i giorni sul terreno della fabbrica e della società. In assemblea erano sempre quelli che parlavano. Gli operai intervenivano raramente e se lo facevano era per far battute, molte volte fuori luogo. I lavoratori ascoltavano i delegati come si ascoltano i parlamentari. Poi in assemblee di quella natura non era facile interloquire. Erano presenti 7-800 persone, non potevano intervenire tutti. Immagina solo la bolgia che si creava. Io durante gli autoconvocati cercavo di spiegare che si doveva partecipare e cercare di avere un buon accordo, ma era difficile spostare delle posizioni erano fortemente precostituite.

## **Interview de Giovanni Saleri**

### **Délégué syndical FIOM-CGIL à l'usine d'armements Beretta**

Mi chiamo Giovanni Saleri. Ho iniziato la mia esperienza sindacale nel 1977-1978 alla Beretta, eletto nel consiglio di fabbrica. A quell'epoca c'era la FLM, poi l'esperienza si è esaurita. Io sono stato uno dei pochi o forse l'unico che al direttivo della FIOM ha votato contro lo scioglimento della FLM, perché venivo da una fabbrica "moderata" e ho verificato di persona che quando parlavi, la gente non guardava la sigla, ma ascoltava le soluzioni che proponevi sui problemi reali. Fino al 2000 sono stato eletto delegato alla Beretta come membro più votato nel consiglio di fabbrica. Questa esperienza mi ha fatto aderire al movimento degli autoconvocati. A livello politico sono stato iscritto al PCI, poi alla Bolognina ho scelto di andare nel PDS, fino all'anno scorso ero iscritto al PD. Quest'anno non so se aderirò.

*Cosa successe a Brescia quando venne presentata la Piattaforma dei 10 punti nel 1982?*

La piattaforma dei 10 punti non viene presa bene a Brescia e nemmeno nella mia fabbrica alla Beretta, perché non eravamo d'accordo con la discussione, non pensavamo di essere il problema, i responsabili di tutti i mali dell'Italia con i nostri salari. Noi venivamo dall'esperienza dei consigli di fabbrica che era stata entusiasmante, ci sentivamo protagonisti sia della crescita del paese, per il lavoro che facevamo, che per la cultura che avevamo portato fuori dalla fabbrica. Non difendevamo solo il salario dentro le fabbriche, volevamo contare su tutte le decisioni da quelle nazionali e fino a quelle comunali. Nel consiglio di fabbrica della Beretta, dopo lo scioglimento della FLM, la FIOM aveva preso 490 voti (io ne presi 247 voti, c'erano 4 preferenze di voto, solo dopo arrivammo alla preferenza unica), la FIM 220 e la UILM 10-12. Era un risultato clamoroso. La Beretta fino a quel momento era considerata una fabbrica moderata e democristiana, chi lavorava in quella fabbrica aveva dei privilegi. Le cose erano cambiate perché da lungo tempo non c'erano elezioni su liste di organizzazione essendoci la FLM. La UILM non è mai stata forte, al massimo è arrivata a 20 voti. Era presente alla Redaelli, dove non entravi in fabbrica se non avevi qualche spinta, era collegata con il datore di lavoro e entravi su raccomandazione. In alta valle Trompia in quel periodo lì la FIOM era presente in tutte le realtà, non solo nelle grandi fabbriche. Questo è stato possibile sull'onda della nascita dei consigli di fabbrica negli anni '70 e grazie alla grande generosità dei compagni di fabbrica. Per esempio ogni delegato della Beretta gestiva tre o quattro piccole fabbriche e parlava come delegato di fabbrica ai suoi colleghi delle situazioni più piccole. Bisogna dire che le piccole fabbriche partecipavano in maniera reale, da noi non c'era una realtà produttiva molto variegata, quindi la partecipazione sindacale era quasi esclusivamente metalmeccanica.

*Perché hai deciso di aderire agli autoconvocati?*

Io venivo dalla cultura dei Consigli di fabbrica. Credevo a un sindacato dove il funzionario non era scelto per amicizia o conoscenza, ma se c'era uno bravo era la fabbrica che decideva se era idoneo a uscire o non lo era. Ogni decisione la



prendevo assieme in fabbrica. Io avevo visto l'iniziativa degli autoconvocati, era una cosa importante per la democrazia sindacale.

Già ero stato promotore di un emendamento al congresso nazionale della FIOM sulla rotazione dei dirigenti, perché nella mia fabbrica e nella mia zona si sentiva questa esigenza. Se uno veniva scelto per uscire dalla fabbrica a portare la propria esperienza, dopo due mandati doveva tornare in fabbrica, perché eravamo convinti che nell'uscire portavi l'esperienza della fabbrica e quando tornavi portavi l'esperienza sindacale. In fabbrica presentammo questo emendamento e prendemmo il 100%. A livello provinciale avevamo preso il 95% e a livello regionale andai sotto. Feci un intervento dove dissi che mi rendevo conto che più andavo su più nella scala dirigente, più uno non poteva votare contro il proprio posto di lavoro. Era una discussione accesa in fabbrica, si diceva che il sindacato non doveva essere un mestiere, ma una scelta, se è il tuo lavoro sei legato da vincoli che ti danno i tuoi superiori, invece il funzionario sindacale ha una delega e devi portare la voce dei lavoratori.

*La FIM della Beretta partecipò alla mobilitazione degli autoconvocati?*

I delegati della FIM erano tormentati, ma non hanno partecipato al movimento degli autoconvocati. Erano coinvolti marginalmente negli scioperi, ma i lavoratori della FIM parteciparono quasi totalmente. La partecipazione in quella fase era quasi totale, superava di molto il livello di sindacalizzazione in fabbrica. L'assenza dei delegati della FIM non ci permise di convocare gli scioperi come Consiglio di fabbrica, quindi sorse l'idea di proclamare gli scioperi come singoli delegati e affiggemmo dei cartelli di sciopero firmati con nomi e cognomi dei delegati della FIOM di fabbrica. Per convincere i lavoratori durante il dibattito sulla scala mobile usavamo uno slogan, dicevamo: "se hai la febbre non rompi il termometro". La scala mobile erano lo strumento di misurazione, non la malattia dell'economia italiana.

*Mi spieghi un po' come funzionava la FIOM a Brescia alla metà degli anni'80?*

Il gruppo dirigente allargato della FIOM di Brescia era straordinario. La prima volta che ho partecipato al direttivo provinciale eravamo un gruppo dirigente che avevamo massimo 28 anni. Gianni Pedò, quando divenne segretario della FIOM locale dopo Claudio Sabattini, aveva quell'età e nel gruppo dirigente c'erano molti delegati di fabbrica. Cremaschi non era solo con la sua segreteria, la FIOM fino a poco tempo fa oltre al direttivo aveva un esecutivo dove c'erano i capifabbrica delle realtà più importanti di Brescia e loro decidevano assieme alla segreteria provinciale. Ci furono molti episodi dove alla relazione del segretario provinciale sulla politica nazionale, dove emergevano luci e ombre, c'era un dissenso nel gruppo dirigente delle fabbriche. Mi ricordo un accordo sul costo del lavoro dove era stato istituito l'assegno del nucleo familiare e Cremaschi che era il segretario provinciale era intervenuto nel dibattito contro questo accordo e io avevo detto invece che c'erano anche delle cose positive, perché il lavoratore di una famiglia monoreddito se aveva due o tre figli aveva un aumento in busta paga di 50 mila lire al mese. La mia fabbrica era caratterizzata da molte famiglie monoreddito. Da quel direttivo si uscì con un documento dove si disse che l'accordo aveva punti positivi e negativi. Questo per dire che c'era una discussione vera nel direttivo, se non eravamo d'accordo con l'opinione del segretario si dibatteva liberamente, non eravamo succubi del gruppo dirigente. C'era un gruppo importante di compagni in fabbrica che se non era d'accordo con il gruppo dirigente lo metteva anche in discussione. La mia visione è che la lotta sindacale è un mezzo e non un fine. Io facevo questa battuta: la lotta di classe è un

diritto sancito all'interno della costituzione. Qualcun altro ha praticato l'odio di classe che è un'altra cosa e ti porta sempre alla sconfitta. Il fine vero è porre dei problemi a livello generale e ottenere delle leggi, infatti una delle sconfitte di quel movimento è di non aver ottenuto una legge sulla rappresentanza sindacale.

*E rispetto al referendum? Perché foste sconfitti?*

Io dico solo una cosa, oltre che lavorare in fabbrica ho sempre avuto un impegno nella Camera del lavoro, mia moglie viene da Pertica alta, un paesino nella profonda Val Trompia dove il PCI prendeva dieci voti. Mi ricordo che sul referendum della scala mobile mi sono impegnato personalmente con mia moglie e avevamo portato a casa 160 voti per salvare la scala mobile, in termini di voti nazionali non contava molto, ma ti dimostra come dove eri convinto e facevi un lavoro sul terreno potevi vincere, ma mancò qualcosa nella campagna, non tutti i dirigenti del PCI e della CGIL erano convinti.

## **Interview de Marino Gamba Secrétaire général FIM-CISL de Brescia**

Mi chiamo Marino Gamba, sono figlio di operai. Ho cominciato a lavorare come operaio a 14 anni alla Marzoli di Palazzolo. Dopo gli studi serali sono diventato impiegato tecnico progettista. Nel 1962 sono andato a lavorare a Milano, mi sono diplomato alle serali poi ho preso la laurea in scienze politiche. Nel frattempo ho cominciato a militare nel sindacato come membro della commissione interna e poi dal 1974 ho fatto il tempo pieno. Nel 1976 sono stato chiamato a Roma per fare il responsabile del settore elettronica di consumo della FLM e nel 1977 sono diventato segretario della FIM di Brescia e poi segretario generale fino al 1985. Finita l'esperienza alla segreteria generale sono andato alla FIM lombarda e ci sono stato fino al 1989. Politicamente ho ricoperto dei ruoli istituzionali. Sono stato sindaco di Palazzolo sull'Oglio. Negli anni '80 ero iscritto alla DC, poi al PPI e adesso sono nel Partito democratico.

*Che rapporto aveva la FIM di Brescia, all'inizio degli anni'80, con i dissidenti della FIM di fabbrica della OM-FIAT?*

Il gruppo della FIM-OM di Brescia era un'emanazione della DC. La FIM di Brescia guidata da Castrezzati e poi da me, aveva un'idea di autonomia molto forte. Rispettava i partiti ma il sindacato aveva la sua strategia. Era geloso della sua strategia e la difendeva con i denti. Cosa non facile. Non era facile perché la CGIL e la FIOM avevano un legame molto forte con il Partito comunista. I landiani erano spalleggiati da settori della CISL che mantenevano un legame con la DC quasi di subordinazione. Il gruppo di Landi pretendeva di dettare legge interna anche nel partito, come farà poi la FIOM di Brescia con il Pci bresciano negli anni successivi al referendum del 1985.

*Negli anni'80 cambiò la linea rivendicativa della FIM di Brescia, rispetto alle tendenze radicali che la caratterizzarono negli anni'70?*

Dall'inizio degli anni '80 si fa forte nella FIM a livello nazionale l'idea che si dovesse cambiare rotta facendo proposte nuove riguardo l'innovazione per difendere meglio l'occupazione e il potere d'acquisto. Si tenga conto che l'inizio degli anni '80 sono caratterizzati dalle grandi crisi dell'industria italiana. Il sindacato stava gestendo dei processi molto complicati. Uno dei settori più coinvolti dalla crisi fu la siderurgia, che a Brescia era un settore di traino ed è per questo che la nostra città fu coinvolta nel piano di abbattimento della produzione dell'acciaio fatto dalla CEE. La comunità europea riteneva che ci fosse una sovraccapacità di produzione e cominciò a versare fondi per la chiusura d'impianti siderurgici e in generale per l'abbattimento delle tonnellate di acciaio prodotte. Anche nell'automobile e nell'elettronica di consumo per fare due esempi importanti, ci fu una profonda ristrutturazione produttiva.

Le prime ristrutturazioni mi convinsero che bisognava avere una strategia non solo di contrapposizione frontale ma che fosse capace di giocare anche nelle dinamiche e i meccanismi economici, con un'ottica partecipativa del sindacato. Si doveva

costringere le aziende a rivedere le proprie strategie e cedere una parte del potere. Solevamo avere un ruolo partecipativo nei limiti consentiti. Nei limiti del diverso ruolo che avevamo.

*Che posizione prendeste sulla piattaforma sindacale sul costo del lavoro del 1982?*

Sulla piattaforma dei 10 punti la FIM di Brescia era d'accordo. Eravamo d'accordo sull'idea di cambiare strategia. Era necessario spezzare la spirale perversa che alimentava l'inflazione e l'impoverimento dei lavoratori. Noi come FIM proponemmo la predeterminazione degli scatti di scala mobile che erano stati proposti da Tarantelli. Per questo verrà assassinato dalle Brigate rosse.

Una volta partito il movimento degli autoconvocati, si capì subito che si trattava di una cosa "spontanea" e organizzata con una regia. Era palese che la FIOM avesse organizzato in maniera capillare tutta la situazione, a partire dai consigli di fabbrica delle fabbriche più grosse dove era egemone e poteva imporre le decisioni. Invece dove la FIM era paritaria o maggioritaria, non c'erano state iniziative di quel tipo lì. Noi non aderimmo al movimento perché per noi si doveva uscire dalla logica dello scontro e si doveva far entrare tutto il sindacato nel ruolo di contrattazione di migliori condizioni per i lavoratori. Giocare una partita tutta di contrapposizione politica, di contrapposizione al sistema politico a noi non interessava. Il PCI era sulla linea dello scontro frontale con tutti, soprattutto con i socialisti, visto che c'era il governo Craxi. Il PCI non aveva digerito che la presidenza del consiglio fosse affidata a un socialista. Noi non eravamo d'accordo con questa visione sindacale tutta politico e partitica che era data dagli autoconvocati alla questione del Decreto di San Valentino. Anche quelli della FIM dell'OM avevano questa posizione anticraxiana, perché una parte della DC non sopportava il fatto che al governo ci fosse un socialista.

La nostra posizione era difficile da spiegare ai lavoratori. Io andai a fare delle assemblee anche nelle grandi fabbriche dove era partito il movimento degli autoconvocati. Notavo in queste assemblee che il merito non interessava molto a chi era contrario, a loro interessava la contrapposizione per la contrapposizione e non entrare nel merito delle proposte. Questo fu un momento di incrinatura forte nella FLM e di lì a poco si consumò la fine della federazione unitaria.

*Quali erano i rapporti tra voi e la segreteria della CISL bresciana? Rimanevano ancora tracce delle tensioni che avevano percorso il rapporto tra le due strutture per tutti gli anni '70?*

La Cisl Bresciana era più a destra di noi quindi ci rimproverava un sacco di cose. Di esser troppo autonomi dai partiti e dalla CISL in quanto tale. La Cisl utilizzò la vicenda degli autoconvocati e della dissidenza della FIM all'OM per calcare la mano su di noi, anche se eravamo ovviamente d'accordo sulla bontà del taglio dei punti di scala mobile. Dopo il movimento degli autoconvocati e in particolare in occasione del Congresso della CISL del 1988, ci fu un riavvicinamento tra noi e la Cisl provinciale. A nostra volta noi tentammo un riavvicinamento con il gruppo di Landi e già nel 1985 ci fu un disgelo importante. Lamberti infatti uscì a fare il tempo pieno e in quel momento e cominciarono a partecipare alla segreteria provinciale.

*I landiani parlano di un secondo Carniti all'inizio degli anni '80 che si differenzia dal primo per una moderazione molto spinta. Cosa ne pensa?*

Non esiste un secondo Carniti. Io l'ho conosciuto a Milano negli anni '60, glielo posso assicurare. È sempre stato pragmatico. Ha sempre giocato la partita dell'autonomia sindacale con grande determinazione, e questo è quello che dava fastidio a quelli dell'OM e poi sapevano che era schierato con il Partito socialista anche se mantenne sempre un profilo sindacale di grande distacco dai partiti. Bisognava capire che la situazione economica e sociale era molto diversa nell'autunno 1969 e all'inizio degli anni '80, non si può paragonare due linee sindacali proposte in due periodi così differenti. Le linee dovevano cambiare necessariamente. Faccio un esempio giusto per definire incidentalmente l'uomo, per far capire il suo grande profilo morale. Quando Carniti lasciò la segreteria della CISL nel 1985 a causa di un infarto, Craxi gli offrì degli incarichi di prestigio come fare il presidente della Rai, ma lui rifiutò per un alto senso dell'autonomia.

Le confesso questa cosa. Io alla fine degli anni '70 avevo nutrito simpatie per i socialisti, ma quando li conobbi da vicino direttamente a Brescia e vidi la gestione craxiana del partito, queste simpatie andarono tutte a quel paese.

*Qual era la posizione della Dc bresciana sulle autoconvocazioni?*

Gervasio Pagani, era il segretario cittadino delle DC ed era uno dei cosiddetti amici di Giovanni Landi. Questi erano molto intelligenti e riuscirono a conquistare la carica di Segretario del partito bresciano, anche perché in quegli anni la DC era spaccata tra la sinistra guidata da Padula e Martinazzoli e la destra dell'ex ministro dell'agricoltura Prandini, l'uomo della bassa bresciana. Loro si richiamavano all'area di Donat Cattin ma allo stesso tempo se ne staccavano anche un po', avevano una posizione autonoma e particolare rispetto alle correnti nazionali. Erano molto forti a Brescia, infatti esprimevano un parlamentare, diversi assessori, sindaci e consiglieri. Landi era un personaggio particolare che rispettavo moltissimo. Dalla fabbrica senza mai voler nulla in cambio ha guidato una vicenda politica che a tratti ebbe spessore nazionale. Sempre lì a fare l'operaio alle grandi presse, non ha mai voluto ne uscire a tempo pieno, ne avere incarichi di prestigio che avrebbe potuto avere. Per questo motivo sono rimasto anche amico con lui, nonostante le divergenze profonde.

Le ACLI provinciali erano controllate da loro, tant'è che Paletti subito dopo il movimento degli autoconvocati ne diventerà Segretario provinciale. Questa struttura nel bresciano prese posizione appoggiando i dissidenti della FIM della Fiat e a livello nazionale erano a metà del guado, un po' di là un po' di qua. Il direttore della Voce del popolo di allora era Antonio Fappani. Don Antonio era contro di noi, storicamente contro di noi, contro Castrezzati perché lui era legato alla DC e Castrezzati era per l'autonomia sindacale. La Voce del popolo considerava la FIM troppo autonoma, troppo a sé stante, troppo di sinistra e troppo svincolata dalla DC. Fappani era più vicino a Landi in quel periodo lì, ma non si può dire che la curia fosse con loro. Il vescovo non prese mai posizione su questa vicenda, anzi alcuni degli alti prelati vicini al vescovo con cui ho avuto rapporti per anni, erano con noi. Non voglio fare nomi perché sono morti, ma mi ricordo uno in particolare che poi è diventato vescovo. Il vescovo di allora aveva troppo rispetto per l'autonomia delle parti sociali per prendere posizione pubblicamente.

## **Interview de Luciano Donini Délégué syndical FIOM-CGIL à l'usine ATB**

Io sono stato impiegato all'ufficio tecnico all'ATB di Brescia. Sono rimasto fino alla pensione, anche dopo che si era trasferita a Roncadelle. Io sono entrato in fabbrica nel 1969 e nei primi anni '70 ero già entrato nel consiglio di fabbrica. Entrai quando venne creato e ci sono stato fino a che ho smesso di lavorare. Fui eletto anche nel direttivo della FIOM provinciale, ma non ho mai avuto nel mio orizzonte di fare il sindacalista full-time, anche se era stato ipotizzato vagamente. Dopo la pensione ho fatto due anni di pausa e adesso collaboro con il sindacato pensionati a Brescia con un ruolo da tecnico, seguo le pratiche fiscali. Sono stato iscritto dai primi anni '80 al PCI e adesso sono ancora iscritto al PD senza soluzioni di continuità. Nel PCI ero segretario della sezione "Ghedda" del quartiere Primo maggio. A livello politico ero molto coinvolto nell'esperienza dei consigli di quartiere e poi di circoscrizione. Anche all'ATB c'era la sezione del Partito comunista. I socialisti erano pochi e non avevano la sezione. Inoltre c'era qualche aclista 3 o 4 persone non organizzati.

*Quali erano le caratteristiche sindacali dell'ATB: fabbrica simbolo del movimento comunista organizzato nel comune capoluogo?*

All'ATB c'era un forte spostamento a sinistra dei sindacalisti. C'era una commistione forte tra lavoro politico e sindacale in fabbrica. Avevamo una sezione molto forte del PCI e la FIOM era maggioranza assoluta. Io militavo nella sezione territoriale del PCI, perché il lavoro sul territorio, mi piaceva di più. Era, di sicuro, la fabbrica più reattiva di Brescia. Una telefonata e la fabbrica era ferma. Io ero in ufficio. I primi dieci anni dal 1970 al 1980 il rapporto operai e impiegati era sul filo del buon vicinato. Allora ero giovane ed ero un po' isolato in consiglio di fabbrica, ero l'ultimo arrivato. All'inizio nel consiglio di fabbrica a rappresentare gli impiegati c'era un cislino che era nel giro di Landi, quindi la sinistra democristiana e un vecchio impiegato storico della FIOM che veniva dall'esperienza della Commissione interna negli anni '60. Questa prima fase l'ho vista più da spettatore, che da protagonista.

*Anche gli impiegati erano radicali all'ATB?*

Tra gli impiegati vi era un massimalismo per quello che era il desiderio di ottenere dei risultati e un minimalismo nei mezzi da mettere in campo per ottenere le conquiste. Poco impegno, ma i risultati non vanno mai bene. La reazione era quasi tutta degli operai. Ci furono borbottamenti ai tempi della scala mobile ma la vera mobilitazione fu quella operaia all'ATB. Tra gli impiegati le posizioni erano personali tra i lavoratori di fabbrica erano collettive e venivano gestite tutti assieme.

*Come ti collochi rispetto alle accuse che avanzò la CISL bresciana definendo il movimento degli autoconvocati come una creatura della FIOM di Brescia e gestita direttamente dalla segreteria dei metalmeccanici? Era un movimento spontaneo o spintaneo?*

La discussione tra spontaneità e spintaneità era abbastanza folclorica e faceva parte del dibattito sindacale. Tutte le iniziative devono essere organizzate da qualcuno, ma se non c'è dietro un clima, una volontà di mobilitarsi della massa operaia, hai voglia di far le telefonate, ma nessuno risponderà all'appello. In quei giorni c'era un fermento vero. Lo spintaneismo coordinava una spontaneità che era nelle cose, aveva una forza propulsiva dietro. Gli autoconvocati nascono prima della firma del decreto di San Valentini. Se fosse stata solo l'ATB non aveva senso, quindi cominciammo organizzarci con gli altri alla luce del sole. Si chiese ad altri di seguirci per dare voce a delle istanze della base. Ci furono dei contatti informali tra alcuni grossi consigli di fabbrica. Certi personaggi di ogni consigli di fabbrica si tenevano in contatto e scambiavano delle idee e sicuramente pensavano a cosa fare nel peggiore dei casi, cioè se fosse stato firmato l'accordo o fosse stato presentato un decreto, che poi effettivamente venne presentato. Si aveva già l'idea di sincronizzare delle situazioni che erano già mature, c'era un clima pronto per la lotta, si doveva organizzare perché se fossimo stati in tanti la mobilitazione avrebbe avuto tutt'altro significato. Per far partire il movimento poi fu importante la partecipazione della FIM dello stabilimento FIAT. Se non ci fosse stata sarebbe sembrato un movimento giusto di una parte della CGIL, invece ci fu una pluralità di partecipazione che diede l'idea del consenso che i lavoratori avevano dietro a questa mobilitazione sindacale spontanea. Anche i frutti politici che vennero dopo e l'avvicinamento tra sinistra democristiana e un pezzo del PCI durante la seconda repubblica, dimostrano il lavoro di discussione che c'era da parecchi anni anche a livello sindacale e non solo politico tra queste due anime. Mi ricordo uno che era nel gruppo di Giovanni Landi che poi fino a qualche anno fa ha fatto il vicesindaco a Brescia. Si trovava con noi a ragionare e se non si toccavano certi temi dell'appartenenza politica, non c'erano problemi. Soprattutto se si parlava di condizioni del lavoro, si parlava più o meno la stessa lingua. Lui lavorava all'OM-FIAT e diceva che tutti noi venivano dallo stesso strato sociale, quindi dovevamo collaborare.

*Che rapporto avevate in fabbrica con FIM e UILM?*

Da noi la UILM non esisteva. Vennero qualche volta dei sindacalisti esterni a partecipare alle assemblee. Ci fu il tentativo di qualche impiegato che faceva più riferimento alla direzione che alla UILM, di candidarsi utilizzando quella sigla per darsi una presenza sindacale, ma niente di che. Con la FIM ci sono stati dei rapporti strani, quando le discussioni erano sul concreto non c'erano grosse differenze. C'erano degli attriti quando ci si doveva sganciare da un'indicazione che arrivava dalle organizzazioni, per cui alcuni della FIM erano più formalisti, intendendo per formale il rapporto con l'organizzazione madre, quindi muoversi in maniera autonoma era più complicato per loro. Gli creava qualche problema di pancia di più. Dal punto di vista della sindacalizzazione, intendendo le tessere... Gli impiegati non erano molto iscritti né alla FIOM né nella FIM. Nella fase dei consigli di fabbrica c'era una prevalenza FIOM, ma non netta in termini di voti. In quella fase lì contava il ruolo che poteva avere un singolo delegato e la sua visibilità nell'ufficio. Gli impiegati votavano chi poteva portargli dei risultati, per banalizzarlo. Nel 1984 c'era un movimento vivace, quindi c'era effettivamente un traino anche degli impiegati, anche se non erano in generale molto entusiasti. Gli impiegati erano molto gregari negli anni '80. Avevamo grosse difficoltà a muoversi e mobilitarsi. La situazione era un filo cambiata all'inizio degli anni '90. Poi è vero, c'è da dire che all'ATB avevamo una situazione più attiva della realtà impiegatizia rispetto all'OM dove era molto più chiusa. In ogni caso anche se avevano dei delegati estremamente bravi, non avevano

moltissimo seguito. Noi impiegati della FIOM dell'ATB eravamo rispettati e ascoltati dalla FIOM ma non molto dai nostri stessi colleghi, salvo qualche caso raro. C'è da dire che la situazione era molto difficile in generale nel mondo impiegatizio.

*E com'era il rapporto tra operai e impiegati della FIOM in fabbrica?*

Gli operai della FIOM oscillavano tra l'innamoramento per l'impiegato bravo che era sindacalizzato e un disprezzo sotterraneo. Pensavano che l'impiegato viveva in un ambiente protetto e non poteva capire certe dinamiche e problematiche. Questo c'è ancora nel mondo del lavoro. L'ATB era per sua natura un'azienda con una forte presenza di impiegati. Noi della FIOM eravamo presenti soprattutto all'ufficio tecnico. Lì gli impiegati avevano una logica diversa. Erano più degli operai al tavolo, i rapporti con la produzione erano più vicini, al contrario l'operaio amministrativo aveva una collocazione in qualche modo più vicina alla dirigenza ed era più portato a pensarla come il padrone. Noi impiegati tecnici facevamo progettazione che in sostanza è produzione, non è un lavoro che è genericamente al servizio della produzione. Poteva essere un prodotto da vendere in quanto tale. Da lì nasceva una leggera differenza.

*Quali sono i caratteri specifici del sindacato bresciano?*

A Brescia avevamo una visione più politica del sindacato, non era solo importante il risultato di fabbrica. Qui c'è sempre stata una rivendicazione di fabbrica che usciva nella società. Il ragionamento non era legato solo alle condizioni strettamente economiche del lavoratore. Anche negli anni '70 sulle questioni ambientali a Brescia c'era un sentire più forte che andava oltre l'idea di scambiare la salute dei lavoratori e dei cittadini con degli aumenti salariali. Il sindacalismo di Brescia è sempre stato meno corporativo che da altre parti. Non la vedevamo mai come una questione locale, ma sempre da un punto di vista generale. Dopodiché la presenza di una FIM o un pezzo della FIM radicalizzata ha permesso di rendere più forte questa spinta, perché era meno targabile come iniziativa esclusiva della CGIL locale. Era più difficile isolare questa radicalità.

Le fabbriche tendenzialmente comuniste, salvo rari e lodevoli casi non hanno prodotto personaggi che sono emersi nella politica cittadina. La FIM dell'Om, ha prodotto una serie di personaggi che in qualche modo sono emersi politicamente, nel PCI non fu così. L'unico che emerse era comunque dell'OM. Avevamo una grande forza e una grande presenza in fabbrica, ma se vai a leggerti le liste dei candidati locali del PCI alle differenti elezioni, non troverai candidati operai se non a fare i portatori di acqua alla fine delle liste. Quando successe qualcosa che non andava bene al PCI e Franco Mattia venne eletto in consiglio comunale alle elezioni del 1980, l'hanno invitato dolcemente a dimettersi. La selezione del personale politico funzionava nello stabilimento FIAT. L'ATB era una fabbrica più muscolare, da questo punto di vista. Più dura se vuoi, ma senza riuscire a fare delle elaborazioni più importanti.

*Perché secondo il tuo modo di vedere il movimento degli autoconvocati a un certo punto si affievolì?*

Il movimento aveva espresso una mobilitazione molto alta. Era poi stato superato da una situazione di fatto. La CGIL aveva cercato di recuperarlo, per diluirlo o per



governare la situazione. Il movimento per sua natura non poteva reggere a lungo termine, non era strutturato, certo aveva dei sostegni, ma era spontaneo e non aveva nelle sue finalità di durare più di tanto. O l'organizzazione lo faceva suo o si perdeva nel niente. Importante nel processo fu il momento in cui venne fatta la proposta del referendum da parte del PCI. I lavoratori la presero come un'idea strana. Nell'esecutivo del consiglio di fabbrica era visto come un modo di far normalizzare una situazione esplosiva nelle fabbriche. Una sorta di trappola per far passare il decreto senza avere responsabilità. Il referendum è uno strumento rozzo e di difficile uso. In quel caso andava a far decidere tutto il mondo su un tema che concerneva solo una parte.

## **Interview de Franco Mattia**

### **Délégué syndical de la FIOM-CGIL à l'usine ATB de Brescia**

Ho lavorato all'Acciaieria tubificio bresciana. Sono stato membro del consiglio di fabbrica e dell'esecutivo. Ero anche militante del Partito comunista italiano e responsabile di settore della 4<sup>A</sup> circoscrizione. Io coordinavo un settore della città, in particolare tre sezioni di fabbrica: l'ATB, la Caffaro e l'Ideal standard.

Ho ricoperto anche un ruolo a livello provinciale, infatti ero nella commissione fabbriche quando Giorgio Zubani era ancora il coordinatore.

*Mi potresti spiegare le caratteristiche del PCI a Brescia negli anni '70-'80?*

La realtà del PCI di quell'epoca era particolare a Brescia. C'era una presenza di molti avvocati e notai, la famosa classe operaia era considerata minoritaria. Una delle battute rimaste impresse nella mia memoria, era quella del segretario regionale che disse che in parlamento bisognava mandare gli avvocati perché gli operai non sapevano fare le leggi e quindi anche se non li mandavamo non era grave. Noi, come classe operaia bresciana, cercavamo in tutte le maniere di avere visibilità. Nelle fabbriche cercavamo di avere una presenza forte e da qui il nostro lavoro nel PCI per essere forti come fabbriche nei rapporti di forza interni al partito. Il segretario era Piero Borghini che poi diventò consulente della destra a Milano negli anni successivi. Non è che la cosa è sbocciata, lui era sempre stato così, non era cambiato. Nel 1980 fui eletto nel consigliere comunale di Brescia in quota PCI, contrariamente a quelle che erano le decisioni del comitato federale del partito, che aveva avanzato una lista chiusa. Io ero stato candidato e avevo preso più voti di Moro che era un architetto. Sapevamo che il PCI lo avrebbe candidato e visto che era già stato implicato nello scandalo del Poggio dei mandorli, come sinistra del PCI facemmo in modo di scavalcarlo nelle elezioni comunali facendo una battaglia di preferenze. C'era un sommovimento per far convogliare le preferenze. Secondo l'idea del partito dovevo risultare il primo dei non eletti, ma non fu così e lì cominciò la guerra stalinista da parte di Borghini, Boretti, tutti personaggini che navigavano all'interno della federazione, per farmi dimettere. Io resistetti per 4 mesi, poi non vedendo uno sbocco chiusi il discorso con il PCI e mi dedicai al sindacato e non feci più la tessera. Dopo il PCI non feci più nessuna tessera. Si può dire che sono morto con Berlinguer. Non ho mai aderito al PDS né al Partito democratico successivamente.

La nostra sponda a livello nazionale era Pietro Ingrao ma Brescia è sempre stata frequentata da destri, Napolitano stesso veniva sempre a tenere le assemblee. Gli unici che eravamo riusciti a invitare al congresso dell'ATB furono Fabio Mussi e Luciano Barca. Era venuta una volta Bassolino. Sulla questione della politica dei sacrifici e sul PCI di governo cercammo di fare delle discussioni, ma non ricordo grandi dibattiti, grosso modo a Brescia c'era contrarietà tra i compagni delle sezioni delle fabbriche.

Il PCI aveva un modo di fare particolare con noi lavoratori dissidenti, mi ricordo che in occasione della piattaforma dei dieci punti, mi chiamò una giornalista dell'Unità che mi voleva intervistare per capire i motivi della mia contrarietà alla proposta confederale. Il giorno dopo apparve una mia dichiarazione sull'Unità totalmente distorta. Io mandai una smentita, ma non fu mai pubblicata, quindi parlai con Borghini chiedendo di intervenire, ma mi disse che non c'era niente da fare. La FIOM bresciana m'interrogò sulla cosa, perché voleva capire cosa fosse successo, perché avevo fatto delle dichiarazioni del genere e io spiegai la realtà dei fatti. Mi sentivo un

po' sotto accusa. Questo fa capire che clima c'era già in quell'epoca e come almeno in una parte della dirigenza del PCI si pendeva già verso una certa politica sindacale moderata.

Nella CGIL bresciana la situazione era diversa, anche perché diversi erano i rapporti di forza. In occasione del decreto di San Valentino per esempio, la CGIL fece delle pressioni molto paludate su di noi. Cose del tipo: "di al compagno di dire al compagno di non dire questo o di non fare quella tal cosa". Non erano mai state fatte delle pressioni forti o delle iniziative chiare.

*E una volta terminata l'esperienza nel partito come hai vissuto la tua militanza sindacale dentro l'ATB?*

Io entrai in collisione con il gruppo dirigente della FIOM locale proprio sulla questione dell'ATB. La fabbrica stava passando periodi di concorrenza con i giapponesi e con gente che sapeva fare lo stesso nostro lavoro, ma a prezzo più basso. C'era un accordo, in precedenza, con l'azienda, dove si diceva che non dovevamo superare una certa quantità fissata di cottimo. Lo scontro si aprì quando l'azienda ci chiese di superare il cottimo prefissato. Io personalmente ero favorevole. Anche perché avevo saputo certe cose su certi operai che dicevano in ATB che non avrebbero fatto un elettrodo in più, poi come secondo impiego, lavoravano in certe aziende, dove la produttività era molto più alta, ma là andava bene.

Io cercai di portare il consiglio di fabbrica su più miti consigli, perché dovevamo salvare gli indiretti non solo i cottimisti. Ci fu uno scontro che mi portò a dimettermi dal consiglio di fabbrica. Poi successivamente mi licenziai dall'ATB, perché nel frattempo l'ATB era andata in concordato preventivo, quindi mi sono trovato a 40 anni a cambiare tutto, sono diventato commerciale e ho interrotto tutti i rapporti sindacali. Dopo 10 anni che ero andato in pensione ho cominciato a collaborare con lo SPI-CGIL.

*Quali erano le peculiarità del movimento sindacale all'ATB? Era veramente la fortezza rossa che viene descritta nelle cronache del Giornale di Brescia?*

L'ATB era una fabbrica straordinaria. In quella fabbrica c'erano dei capi popolo. Giori era il padre di tutti noi. Noi giovani ci si atteggiava, si cercava di entrare in sintonia con questo personaggio, dall'occupazione del 1968 andando avanti. Allora si diceva: "non si muoveva foglia che Giori non voglia". Poi successivamente Paderno, Taglietti e altri, tutte persone che stavano in mezzo agli operai ed avevano un certo carisma. Per quanto riguarda i socialisti. All'interno dell'ATB erano isolati, erano pochissimi, non partecipavano al movimento ma non lo sabotavano. Erano fideisti alla loro organizzazione, quindi intervenivano raramente nelle assemblee, cercavano di stare defilati. Se non ricordo male erano Achilliani e non parlavano bene di Craxi, quindi non furono mai sulla sua linea al 100% anche nei momenti più alti del dominio incontrastato di Craxi. La UILM aveva due iscritti, era molto debole. La FIM era abbastanza corposa e non partecipava agli scioperi durante l'autoconvocazione. Il PCI invece era una realtà importante, infatti aveva circa trecento iscritti.

*L'ATB ebbe un ruolo propositivo forte nella lotta? In generale era un movimento di contestazione o anche di proposizione?*

Dalle assemblee degli autoconvocati fatte nelle fabbriche non uscirono molte proposizioni, si cercava più di sensibilizzare la gente nelle aziende sul tema della scala mobile. I livelli di partecipazione allo sciopero e alla manifestazione erano molto alti, ma il dibattito a livello propositivo non fu altissimo. La gente ascoltava e se ne andava. Anche se gli scioperi andavano molto bene, il giorno dopo lo sciopero le aziende in maniera strumentale dicevano che aveva aderito solo il 10% dei lavoratori. Tutto per indebolire il movimento.

*Perché voi non cercaste di coordinare gli autoconvocati per rilanciare il movimento dopo la manifestazione del 24 marzo 1984?*

Non c'è mai stata l'idea di rilanciare il movimento con un coordinamento nazionale degli autoconvocati. Bisogna capire che cosa è la CGIL. Sì, è una grande macchina da guerra, ma è molto conservatrice, se entri e vuoi cambiare qualcosa ti trovi davanti a un muro di gomma. E' sempre stato così e sempre sarà.

*Quale era il rapporto tra impiegati e operai in azienda? In particolare vorrei capire come vedevano gli operai della FIOM gli impiegati sindacalizzati.*

Io sono entrato in fabbrica nel 1963. Ho fatto l'apprendista, l'operaio, poi l'operaio qualificato. Mi sono diplomato all'ITIS la sera e mi hanno passato come assistente, ma avevo il difetto di dare troppa confidenza agli operai. Allora la direzione mi richiamò e mi mise all'Ufficio acquisti. Non avevo la mentalità degli impiegati, non avevo la loro mentalità. Mi trovai malissimo. La categoria impiegatizia, era una creatura padronale, fatta apposta per contrapporsi agli operai. Storicamente avevano dei privilegi rispetto agli operai. Loro avevano l'ora pagata quando uscivano a fare una visita medica e avevano un salario più alto. Certo non in una ditta di cottimisti come all'ATB. I cottimisti erano meglio pagati che gli impiegati, ma vaci tu a fare il cottimo in un corpo a caldo o robe del genere con condizioni di lavoro durissime. L'impiegato era un passacarte, non tutti con un certo livello scolastico. Io non sono mai riuscito ad entrare nella loro mentalità. Tante volte quando si proclamava lo sciopero mi mettevo a fare i picchetti con alcuni impiegati che avevo convinto, ma gli impiegati non hanno mai veramente partecipato allo sciopero. Pensa che l'ATB era la fabbrica dove gli impiegati erano più attivi. Anche i militanti sindacali in questa categoria erano più moderati nelle loro posizioni. Avevamo militanti al centro elaborazione dati e all'ufficio tecnico, niente di più. Gli impiegati all'epoca erano più di cento e nelle elezioni risultava sempre maggioritaria la FIM. Quelli che dagli uffici partecipavano alle nostre riunioni erano silenziosi. Venivano alle assemblee per ascoltare per poi andare a riferire al dirigente capo. Gli operai erano la forza preponderante del movimento sindacale interno, infatti alle assemblee non avevamo gli stessi diritti. Pensa che alcuni pensavano che FIOM volesse dire Federazione italiana operai metalmeccanici. Io spiegai che voleva dire Federazione impiegati operai metalmeccanici, ma pensavano che stavo raccontando fandonie, non ci volevano credere. C'era un attrito anche con gli operai della FIOM. Per gli operai ero un traditore che era passato dall'altra parte della barricata.

Poi da noi c'erano grandi dirigenti sindacali di fabbrica. Paderno aveva preso l'eredità di Giori. Non era stupido. Era il classico scarpa grossa e cervello fino. Quando il reparto sider fu venduto a Lucchini, e divenne Bisider, facemmo una riunione con Cremaschi per decidere cosa fare e molti volevano occupare la fabbrica. Io risposi che se era già stato fatto l'atto notarile rischiavamo di star fuori dei mesi, senza riuscire ad ottenere niente. Paderno mi saltò in faccia e mi disse: "Ce la facciamo dare

indietro". Tanto per dirti quale era il livello della padronanza della situazione che si pensava di avere.

*Nel consiglio di fabbrica era abitudine discutere le problematiche e le rivendicazioni degli impiegati?*

Nel consiglio di fabbrica si parlava solo dei problemi operai. Per gli impiegati c'erano le commissioni paritetiche. Esse si incontravano con la direzione e portavano le proposte per gli aumenti di categoria individuali spiegandone le motivazioni. Il sindacato all'ATB si è sempre caratterizzato per essere molto contrattualista.

## **Interview de Marino Ruzzenti**

### **Membre du secrétariat de la CGIL de Brescia**

Io sono Marino Ruzzenenti. Entrai nella segreteria della camera del lavoro nel 1979 proveniente dalla segreteria del sindacato scuola della CGIL. Dai primi anni '80 ho coordinato i sindacati dell'industria per la segreteria di Rebecchi. Mi sono dimesso in polemica con l'elezione a Segretario generale del socialista Gianni Panella nel 1988. In seguito ho fatto il cooperante in Brasile e poi sono tornato a lavorare alle scuole superiori all'Abba. L'ultima esperienza che ho fatto fu quella di ricercatore presso la Fondazione Micheletti con cui collaboro tutt'oggi che sono pensionato.

*Qual era la posizione della segreteria della CGIL locale rispetto alla radicalità della FIOM di Brescia?*

La segreteria della CGIL, in parte per convinzione in parte perché non poteva fare altrimenti, ha cercato di interpretare la spinta che veniva dai sindacati dell'industria, anche dal pubblico impiego, ma soprattutto i metalmeccanici. In alternativa sarebbe andata in minoranza. A Brescia il sindacato si caratterizzava per un'attenzione speciale per il rapporto democratico con i lavoratori. Per quanto riguarda la Camera del lavoro si cercava di avere un'attenzione al rapporto con le diverse categorie. Con difficoltà interne e con una discussione continua con i socialisti, la segreteria si fece portavoce di queste spinte che venivano dal basso e manifestò sempre, nei congressi della CGIL e nelle assise nazionali un dissenso forte. Alcuni membri lo fecero per convinzione, altri per opportunità e altri ancora per adeguarsi a una situazione che era quella lì. Ripeto, in alternativa la segreteria della camera del lavoro sarebbe andata in minoranza, quindi in qualche modo doveva interpretare queste posizioni. C'è da dire che la segreteria aveva una composizione variegata. Consolini era socialista, Balducchelli e Rebecchi i centristi, Casella un po' più moderato. Io, se vogliamo essere schematici, ero la componente più radicale, vicino alle posizioni degli autoconvocati e della FIOM.

*E il PCI di Brescia come si rapportava alla FIOM e al sindacato in generale?*

Il PCI di Brescia non era contento delle nostre posizioni. Ce la fecero pagare, infatti nel 1988 imposero la segreteria di Panella come punizione per la nostra radicalità. Fu un evento assolutamente lacerante. Si trattò di una sorta di vendetta, anche se mi rendo conto che è un termine duro. Fu una decisione imposta dal nazionale. Il segretario generale della CGIL Antonio Pizzinato, quando venne a Brescia, spiegò senza mezzi termini che si trattava di una sorta di vendetta. Fu la sanzione del nostro atteggiamento libero e indipendente anche nei confronti del quadro dirigente nazionale della CGIL. Fosse stato Bruno Trentin, segretario della CGIL, la segreteria generale della camera del lavoro di Brescia non sarebbe andata ai socialisti. Era una persona democratica e aperta, con un alto senso morale ed era capace di stare in minoranza. Ricordo che nel 1969, quando il sindacato decise di prendere la posizione degli aumenti uguali per tutti, lui non era d'accordo ma accettò la posizione e la difese anche pubblicamente. I comunisti a Brescia l'unico ruolo importante che avevano era la Segreteria della camera del lavoro e ci fu tolto anche quello per darlo ai socialisti.

*Che posizione prese la segreteria CGIL rispetto al Lodo Scotti del 1983?*

Una parte della Camera del lavoro ha sempre cercato di mantenere aperto un dialogo con queste realtà di base. Seguendo l'industria per la segreteria, io personalmente mi impegnavo molto in questo. E' la fase in cui iniziò la grande ristrutturazione degli anni '80, dove si aprirono in alcune aziende anche dei conflitti molto duri. Si è cercato sempre di avere un rapporto dialettico e positivo. La vicenda del Lodo Scotti è stata rilevante, perché in realtà tutta la questione del costo del lavoro fu venduta all'epoca con una motivazione chiara: il costo del lavoro era il grande ostacolo allo sviluppo dell'industria italiana. Dicevano che per tenere il passo con le grandi economie del mondo si doveva cambiare con interventi sul salario e ridimensionare il costo del lavoro. Volevano rilanciare l'industria con questi cambiamenti, ma la verità è che il declino cominciò proprio lì. In seguito l'economia italiana si è ricavata un piccolo spazio in alcuni settori tecnologici, tentando di essere concorrenziale con le economie emergenti. Una partita persa in partenza. Ci trovammo con interi settori di punta dell'economia italiana in smantellamento. A livello internazionale ora siamo ai margini. Il movimento sindacale è stato sconfitto, ma aveva ragione. Il punto e il problema dell'economia italiana non era il costo del lavoro. Le questioni da affrontare erano altre.

L'economia italiana ha storicamente una base fragile. Il miracolo economico si basò su una manodopera a basso costo, sul petrolio regalato e su, in buona parte, una tecnologia imitativa, copiata da altri e non prodotta dal nostro paese, con una ricerca tecnologica debole, fragile non all'altezza. Il miracolo economico si è fondato sul fatto che l'ambiente e le risorse nazionali sono state regalate all'industria nazionale a titolo totalmente gratuito. Una volta che una serie di questi fattori sono venuti meno, quando il prezzo del petrolio ha cominciato ad aumentare, quando sono stati inseriti dei piccoli vincoli ambientali, sono usciti i problemi strutturali e si è cercato di riversare tutto sul costo del lavoro.

Il movimento dei lavoratori aveva ragione, non era una battaglia corporativa. Quel movimento aveva una debolezza. Andava contro una corrente poderosa che veniva dagli Stati Uniti, dall'Inghilterra della Thatcher, che veniva dal cuore dell'occidente capitalistico, nonostante la forza messa in campo dai lavoratori fosse straordinaria, il rapporto di forza era totalmente sproporzionato.

*Che posizione ebbe Aldo Rebecchi (Segretario della CGIL di Brescia nel 1984) rispetto al movimento degli autoconvocati?*

A Rebecchi va riconosciuto di aver cercato in tutti i modi di interpretare questa realtà, ma forse non era convinto di quelle posizioni, tuttavia doveva fare i conti con una realtà di movimento forte, una componente comunista vivace all'interno della CGIL e nei limiti del possibile ha cercato di interpretarla. nel contempo doveva tenere assieme la segreteria della CGIL di Brescia. In quella fase, di fatto non formalmente, c'erano due segreterie della camera del lavoro ognuna con una posizione diversa.

In generale la posizione della camera del lavoro fu apprezzata. La segreteria non cercò di far pressioni sulla FIOM perché sapevano che più di tanto non si poteva fare. Era troppo forte. Si riuscì a evitare strappi laceranti con una posizione di mediazione. E le vicende successive con l'elezione del leader della corrente socialista Panella alla segreteria generale della CGIL locale, dimostrano le tensioni che covavano all'interno. Il movimento degli autoconvocati esprimeva una pressione che poi doveva trovare uno sbocco politico anche all'interno del Partito comunista, che, in effetti, poi prese

posizione per il movimento e per la convocazione di un referendum abrogativo del decreto di Craxi. Il PCI lo promosse in prima persona.

*Il movimento degli autoconvocati voleva sostituire il gruppo dirigente della CGIL a livello nazionale?*

Era un movimento che non guardava solo alla CGIL e non si poneva l'obiettivo di ribaltare gli assetti di potere a livello di strutture dirigenti, ma guardava alla realtà politica italiana generale. Si contestava la linea di Lama, che poi era condivisa da tutta una parte della CGIL. Io ho conosciuto abbastanza bene Lama, era una persona profondamente moderata. Lo era anche Pizzinato. Mi ricordo che durante una riunione del PCI a livello nazionale nel 1988, disse che il sindacato in Italia aveva preso troppo potere e si era andati oltre, quindi si dovevano fare dei passi indietro, si doveva arretrare. Lama è stato "tirato dentro" nella questione, ma non era convinto della posizione di opporsi al decreto. Nel grande scontro che si sollevò ebbe un ruolo anche la Confindustria con la sua posizione brutale con un sottofondo forte di anticomunismo. Voleva emarginare il PCI a livello politico, quindi c'è stata una necessaria reazione di sopravvivenza e Lama era schiacciato da questo meccanismo. Tanto che il PCI decise di arrivare all'ostruzionismo parlamentare e al referendum. Berlinguer poté proporlo perché c'era un movimento di massa che voleva pesare politicamente. Senza quel movimento di massa Berlinguer non sarebbe stato in grado di promuovere il referendum. Una volta che fu proposto, quella divenne la partita centrale, si entrò nel meccanismo della propaganda per cercare di convincere gli italiani che bisognava votare per l'abrogazione. Così si smorzò la pressione dal basso. Diventò uno sfogatoio. La gente si chiedeva perché fare ancora degli scioperi se c'era il referendum. La partita politica anche nella testa della gente si spostò lì.

*Questo è anche il motivo per cui il movimento degli autoconvocati non cercò di coordinarsi a livello nazionale?*

Il movimento era molto spontaneo, stava in piedi per questo, se proponeva un coordinamento alternativo, quindi alternativo alle confederazioni sarebbe finito male. Sarebbe diventato l'ennesimo Cobas. Questi leader che si sono esposti non erano disponibili a questo tipo di logiche. Erano gente con i piedi per terra, che sapeva far politica con un grande senso di responsabilità anche nei confronti dei lavoratori, quindi accettarono l'idea del referendum senza continuare la lotta fuori dalle logiche confederali.



## **Interview de Dino Greco**

### **Secrétaire adjoint des textiles CGIL de Brescia**

*Potresti farmi una breve presentazione del tuo percorso sindacale e politico?*

Mi chiamo Dino Greco. Sono arrivato al sindacato nel maggio del 1976 dopo una collaborazione da studente con il sindacato edili. La mia prima vera esperienza fu nel sindacato tessili. Sono rimasto per molto tempo ai tessili: prima da funzionario, poi come membro della segreteria e segretario generale aggiunto, fino a quando sono entrato nella segreteria confederale della CGIL bresciana quando fu eletto segretario Gianni Panella nel 1988. Rimasi nella segreteria della CGIL di Brescia anche con la segreteria di Gianni Pedò nel 1991. In seguito divenni segretario generale e ricoprii quella carica per 8 anni dal 2000 al 2008. Terminato il mio percorso sindacale, lasciai la CGIL e assunsi la direzione del quotidiano di Rifondazione comunista "Liberazione" a Roma.

Mi sono iscritto a 16 anni alla Federazione giovanile comunista (Fgci), e dal 1971 al Pci, che ho lasciato o meglio mi ha lasciato quando ha deciso di diventare Pds. A quel punto ho continuato l'impegno politico, ma fuori da un'adesione di partito fino a quando mi sono iscritto al Prc dopo il congresso di Chianciano del 2008.

*Che dibattito solleva la strategia dell'Eur nella categoria dei tessili a Brescia?*

Bisogna fare una premessa fondamentale, senza la quale si rischia di non capire o di non capire tutto il dibattito di allora. Il dibattito sindacale era strettamente intrecciato a quello politico. Nel 1977 Enrico Berlinguer, segretario del Pci che allora era all'apice della sua forza, promuove un convegno degli intellettuali all'Eliseo di Roma e a distanza di un mese sul medesimo tema convoca l'assemblea nazionale dei lavoratori comunisti. Il tema che pone sul tavolo è che il Pci all'apice della sua forza non può più accontentarsi solo di politiche redistributive, che rimangono essenziali, ma non esaustive. Il tema è quello della transizione e della fuoriuscita dal capitalismo e pone la questione di cosa e per chi si produce. Un argomento di straordinaria importanza che mai era affiorato nella discussione politica. I lavoratori che hanno raggiunto un livello di maturazione così forte non possono porsi il problema solo della redistribuzione, ma devono porsi il problema di cosa si produce e di chi orienta la produzione e pone la questione dell'austerità. Nome che non portò molta fortuna a quella proposta che fu nell'interpretazione di destra data dalla CGIL nazionale, una politica dei sacrifici, formula che Berlinguer stesso contestò. Basta vedere i testi della polemica successiva, perché era un'interpretazione pauperistica dell'idea di costruire un nuovo modo di produzione ma anche di un nuovo modo di consumo. Era la necessità di costruire un nuovo umanesimo. Non si ebbe la forza, non la ebbe neanche il Partito comunista di dare seguito a questa proposta, che fu subito contestata dall'interno e che ebbe una versione eccezionalmente riduttiva con la politica dell'Eur. In questa proposta sindacale si proponeva di ridimensionare tutte le conquiste rivendicative degli anni '70, che era stata una stagione straordinariamente acquisitiva. Il movimento operaio aveva conquistato molto anche a livello sociale, infatti la si ebbe subito un riverbero a livello politico, solo per fare qualche esempio si ottenne il superamento delle gabbie salariali, il punto unico di contingenza, la riforma

della casa, della psichiatria, del divorzio e dell' aborto, lo statuto dei lavoratori. Questa fase portò a un formidabile contropotere nella società e una reazione fortissima del padronato e del potere statale che si espresse con la strategia della tensione. Nella Cisl e nella Uil cominciò la tendenza a dire che ci eravamo spinti troppo avanti e che si doveva rifluire. Sono i primi anni '80, gli anni di Craxi che porteranno a una fase di riavvolgimento del tappeto all'indietro.

Per capire come si svolse il dibattito a Brescia si deve tenere conto della peculiarità del sindacato bresciano. L'anomalia bresciana ha come un insediamento operaio molto forte con uno scontro di classe molto ruvido, ferro contro ferro, padroni e operai, un discrimine molto netto già nel periodo precedente agli anni '70. Nel 1974 arriva a Brescia Claudio Sabbatini per fare il segretario della Fiom provinciale. Questo avvenimento è una svolta, assieme alla strage di Piazza Loggia che è un altro spartiacque. Con la strage di Piazza della Loggia c'è una percezione immediata, quasi istintiva della classe operaia bresciana che si stava consumando una vicenda non soltanto di carattere politico, il revanscismo del fascismo che torna a galla, ma che c'era un scontro di classe violentissimo ed era stato colpito una provincia che era simbolo del movimento operaio. L'obiettivo era far tornare indietro i lavoratori in un epicentro della lotta di classe.

*Cosa successe quando Claudio Sabbatini diventò segretario della Fiom di Brescia?*

Quando arriva Sabbatini fu una rivoluzione nel gruppo dirigente della Fiom, saltarono come tappi i vecchi dirigenti sindacali, arrivò una nuova fortissima leva di quadri, quasi tutti giovani dai luoghi di lavoro e questo influenzò anche altre categorie che seguirono un percorso analogo, seppur meno intenso. Per esempio assieme a Claudio Sabbatini arriva Giorgio Cremaschi.

A Brescia vi erano due centri grossi di potere, i metalmeccanici e i tessili; certo i primi erano più forti, anche se i tessili avevano allora 12000 iscritti. Una forza notevole nella provincia bresciana. Questo potere sindacale influenzava il Partito comunista e la Cgil locale.

Oggi è difficile capire la forza di penetrazione che aveva nella società questo potere nelle fabbriche. Per fare un esempio, il dibattito che avveniva alla Om-Iveco aveva un'influenza non solo sul movimento sindacale ma su tutto il dibattito cittadino. Era un dibattito che era sindacale e immediatamente politico. Nei tessili Cgil cosa accade? Nei tessili formalmente c'era il Segretario generale Sergio Consolini, ma, di fatto, a guidare la categoria era la componente comunista. Nel 1978 cambiò tutto il gruppo dirigente dei tessili in un colpo. Cambiarono il segretario uscente Franco Lusardi, c'era Itala Andreoli, c'erano Giuseppe Bignotti, c'erano Maria Agosti. Fu una vera rivoluzione, uscirono tutti ed entrarono operai che venivano direttamente dalla produzione: entrarono Fausto Filippini, Domenico Ghirardi, Donatella Alberti. Io ero l'unico di formazione non operaia, venivo dall'esperienza del movimento studentesco. Erano tutti giovani di 22-23-24 anni. Questo trasformò la cultura di un sindacato tessile che a Brescia era stato tradizionalmente moderato, e in coppia con la Fiom cominciò a portare avanti una battaglia di rinnovamento e di protagonismo diretto operaio con alla base l'idea che la classe operaia poteva essere, e in quegli anni lo fu, direttamente produttrice di politica, senza mediazione, naturalmente in un rapporto dialettico e anche ruvido con la Cgil e il Pci. Il Pci a Brescia era un partito tendenzialmente moderato ma influenzato da questa spinta forte operaia e c'era una confederazione più moderata della Fiom, ma in quanto sindacalisti con la necessità di tenere botta alla domanda di lotta che veniva molto forte dalle fabbriche.

*La vertenza della Fiat '80 influenzò il movimento sindacale bresciano?*

Questa lesione della democrazia, fu una vera rottura di faglia nel movimento sindacale, in particolare a Brescia. Il consiglio di fabbrica ("consiglione") di Mirafiori era molto forte, coeso e connotato politicamente. Aveva alle spalle una storia di lotta, aveva alle spalle gente con un bagaglio di esperienze e culturale molto robusti.

I sindacati confederali firmarono una resa. Lama, segretario generale della CGIL, la definì così, quando si incontrò con Cesare Romiti per firmare l'accordo disse all'amministratore delegato delle Fiat "detti lei i termini dell'accordo".

La cosa peggiore è che la sconfitta non fu mai riconosciuta come una sconfitta, ma come un accordo sostanzialmente positivo, ma fu basato su una prevaricazione. Si parla di organizzazioni sindacali che ebbero nel periodo precedente un rapporto, sempre dialettico, non proprio simbiotico con i consigli di fabbrica, ma mai in conflitto e da lì la situazione salta come il tappo di una bottiglia e si apre una ferita che non sarà mai recuperata tra base sindacale e vertice nazionale.

### *E cosa avviene a Brescia?*

A Brescia l'accordo venne contestato. Brescia era nella fase in cui le categorie sindacali più forti erano nelle mani della sinistra, situazione che si protrarrà per ancora molti anni. Fu una realtà dove per anni vinsero i congressi le minoranze nazionali, la sinistra sindacale.

La tenuta fu forte perché il protagonismo di fabbrica incardinato sulla realtà dei consigli resistette. Essi continueranno anche in seguito ad esercitare un potere reale, sostenuti dai loro dirigenti locali. C'erano ovviamente categorie più moderate, i chimici in primis, il commercio, però il grosso della forza operaia nei settori manifatturieri bresciani tiene la barra in modo robusto.

L'altro momento importante è il protocollo Scotti del 1983. Fu prodromico a quello che succederà l'anno dopo. Inaugurò una stagione non più conflittuale, ma di concertazione. Li cominciò l'imbrigliamento della scala mobile. Venne depotenziato il punto unico di contingenza di un buon 15% e venne stabilita una struttura gerarchica della contrattazione.

Prima vi era una struttura tripartita straordinaria: in primis vi era l'indennità di contingenza con il punto unico. All'inizio era di 2389 lire al punto, quando venne firmato l'Accordo Lama-Agnelli del 1975. Poi c'era la contrattazione articolata e la contrattazione nazionale che potevano svilupparsi senza limiti e sui medesimi argomenti. Il protocollo Scotti sconvolse la struttura della contrattazione per imbrigliarla, mettendo in discussione e depotenziando il protagonismo dei consigli che esercitavano un potere straordinario di contrattazione anche in rapporto al diritto che gli veniva riconosciuto di essere loro soggetti primari di questa contrattazione di fabbrica. Così le organizzazioni sindacali misero un tappo allo sviluppo dei consigli di fabbrica.

All'inizio della discussione che portò al Lodo Scotti, Bruno Trentin venne a Brescia a presentare la piattaforma dei 10 punti stesa dai sindacati confederali per la trattativa. Malgrado l'alea carismatica dell'uomo fosse straordinaria, andò all'ATB a presentare la proposta e perdette clamorosamente. Subito dopo ci fu un comitato direttivo della Camera del lavoro di Brescia con Bruno Trentin e lui stesso commentando la sconfitta disse: "voi siete proprio un esercito prussiano". Interviene Claudio Sabattini e disse: "noi siamo solo un sindacato democratico, ma se proprio vuoi fare un esempio non parlare di esercito prussiano ma di esercito napoleonico perché in quest'ultimo napoleone fece due cose: cacciò via i nobili e i preti e stabilì che ogni soldato poteva diventare generale".

Messo da parte l'aneddoto torniamo alla questione centrale, ci fu uno scontro violentissimo nel sindacato, dove la parte più moderata cercò di mimetizzare l'attacco alla scala mobile, che invece li ebbe il primo elemento di snodo. L'argomento principale era che il salario non poteva essere una variabile indipendente, ma dipendeva da molti fattori. Era la prima affermazione che il principio costituzionale dell' articolo 36 che il salario doveva garantire un'esistenza dignitosa per sé e per la propria famiglia era un elemento relativo e dipendente. La cosa avrà conseguenze drammatiche sul piano della contrattazione, non più premi di produzione e superminimi scollegati ma premi secondo il risultato, quindi il salario subordinato agli utili dell'azienda o ai risultati produttivi. Si perdeva l'idea di garantire un'esistenza dignitosa della classe lavoratrice che permettesse poi di applicare i punti della Costituzione (Diritto alla sanità, all'istruzione, etc.). Veniva ancora una volta sostituita con l'idea del salario da fame capace solo di garantire la sussistenza. Trentin sostenne questa tesi e i famosi 10 punti avevano questa caratteristica. Dei dieci punti della piattaforma presentata dai sindacati confederali, nella trattativa reale con governo e padronato ne rimasero due. I punti potenzialmente positivi non si fecero, restarono invece quelli negativi: l'irrigidimento della contrattazione e il progressivo depotenziamento della scala mobile e cosa di cui molti non si ricordano, l'attacco autolesionistico del sindacato a tutti gli elementi di indicizzazione: basta 14esima, scatti di anzianità dati in cifra fissa e non in percentuale. Tutto questo aveva il senso di depotenziare la forza del sindacato, in primis dei consigli di fabbrica, quindi del terminale organizzativo del sindacato all'interno della fabbrica. La fine della traiettoria è che siamo ai livelli più bassi delle retribuzioni in Europa, quando negli anni '70 eravamo tra i più alti.

A Brescia contro il Lodo Scotti ci furono scioperi spontanei, i Consigli di fabbrica avevano l'autorevolezza di proclamarli da sé e lo fecero perché il muscolo era allenato, ma c'era il sindacato dietro che spingeva e aiutava, non solo non ostacolò, ma spinse, in una situazione di progressiva e sempre più evidente rottura della Cgil tra componente socialista e comunista con un pezzo dei comunisti che traballavano soprattutto nelle loro pezzi più moderato. In ogni caso la corrente comunista a Brescia sostanzialmente tenne.

*Cosa avvenne a Brescia in occasione della presentazione del Decreto di San Valentino? La Camera del lavoro e le categorie più importanti si preparano allo scontro nelle settimane precedenti?*

San Valentino in realtà è un fulmine a ciel sereno. Non se lo aspetta nemmeno il PCI, Berlinguer stava a Londra, e quando fu avvertito del colpo di maglio di Craxi e del fatto che Lama vacillava fortemente, fece una dichiarazione. La dichiarazione di Berlinguer diceva che si voleva scaricare sui lavoratori una cosa che ha le sue ragioni altrove. Tornò in Italia e convocò immediatamente la direzione del PCI con la presenza del segretario generale della CGIL Luciano Lama. Ci fu uno scontro perché Lama voleva dare l'assenso al decreto. All'epoca il rapporto tra partito e sindacato era molto stretto. Berlinguer disse a Lama che se firmava, lo avrebbe fatto contro il parere del PCI e quindi Lama decise di non farlo.

Nella CGIL poi, si consumò lo scontro in campo aperto, però la retrovia, cioè le fabbriche, si scatenarono e li prese corpo il movimento degli autoconvocati.

*I tessili parteciparono al movimento degli autoconvocati?*

Nei tessili, una delle fabbriche più importanti era la Nigler & Kupfer. Grande complesso di tessitura e filatura cotoniera che aveva 8 stabilimenti a livello nazionale, di cui una parte a Brescia. Ne aveva a Capriolo, a Pilzone, a Breno, a Chiari, Manifattura dell'Isonzo, Gemona, Manifattura degli Abruzzi, Pedrengo – Bergamo. Un gruppo molto consistente con migliaia di lavoratori e con un consiglio di fabbrica fortissimo che prese parte a tutto il movimento degli autoconvocati. Poi c'era il Calzificio Apollo di Gussago: una fabbrica di donne, in certe fasi con una capacità di lotta superiore ai metalmeccanici, con un padrone particolare, posso dirti che non ci fu un mese dove i lavoratori portarono a casa uno stipendio intero. Vi furono lotte furibonde, anche articolate facendo anche lo sciopero di un quarto d'ora, cose anche creative. La Frenco Abetz di Orzinuovi, lì si produceva con l'amianto i ferrodì per le auto. Lì ci fu gente che è morta di asbestosi, mesotelioma. Anche quella era una realtà di grande partecipazione. Queste fabbriche fin dall'inizio presero parte al movimento degli autoconvocati.

Nella categoria dei tessili bresciani c'era un pezzo moderato. A livello nazionale i moderati erano maggioranza, a Brescia invece lo erano i comunisti. Al nazionale c'erano Masucci (socialista) e Nella Marcellino (comunista): i segretari generali erano due ed era una coabitazione tra socialisti e comunisti. Dopo la segreteria Garavini fu sostanzialmente moderata.

I tessili della Cisl bresciana non parteciparono al movimento, erano sostanzialmente commissariati, li gestiva Gregorelli direttamente, Panzera, il segretario della Cisl era privo di qualsiasi autonomia. Era una struttura protetta. Non ci fu nemmeno un settore dei delegati che autonomamente decisero di aderire al movimento degli autoconvocati, magari perché influenzati dalle posizioni della Fim della OM-Fiat.

*Cosa successe nelle prime assemblee sindacali unitarie a Brescia dopo la firma dell'accordo di San Valentino?*

Ci fu il tentativo di evitare una rottura. La fase fu molto confusa. I vertici sindacali facevano fatica a governare la situazione e la polemica interna era acutissima. Il tentativo fu quello di costruire una sorta di annodamento tra le posizioni degli autoconvocati e la CGIL, per evitare una rottura verticale con la struttura nazionale, per evitare che la Cgil rinculasse. La cosa avvenne tanto è vero che nella fase successiva, quando gli autoconvocati proclamano la manifestazione nazionale del 24 marzo, Lama diede la copertura della Cgil. Il PCI di Berlinguer spinse fortemente perché questo avvenisse.

A Brescia c'era una situazione di effervescenza. Non si contavano le assemblee che si facevano a livello territoriale; si riunivano anche le piccole fabbriche presso le più grandi. C'era una situazione di tensione straordinaria, che ricordava un po' la fase successiva alla Strage di Piazza della Loggia nel 1974. Si andò a Roma alla manifestazione del 24 marzo devo dire con una partecipazione molto grande anche delle forze intellettuali. C'erano un numero consistente di registi da Cito Maselli, Rosi, Ettore Scola etc. che parteciparono.

Parteciparono facendo un vero e proprio film che si apre con la scena che inquadra il fiume della partecipazione e si chiude con un vero e proprio colpo di genio cinematografico; si vede Luciano Lama che prende la parola dopo Lorenzo Paletti, membro della FIM di Brescia. La cosa è raffigurata così, Lama prende la parola e dice "Compagni" e poi si spegne l'audio e li vedi la folla enorme e la camera che gira zoomando sui manifestanti. Ti fa capire che il soggetto promotore dell'iniziativa era proprio quella gente lì, non c'era nessuno spazio al comizio di Luciano Lama. Nei giorni successivi al corteo nazionale a Roma le mobilitazioni continuarono, Craxi fece marcia indietro parziale, Berlinguer non era per accettare il compromesso e lì si scatenò una discussione politica, anche nel Pci, perché già cominciava a determinarsi

una frattura nel gruppo dirigente. In quel momento Berlinguer propose di fare il referendum.

*Cosa ne pensi della proposta di referendum abrogativo del decreto di San Valentino promossa da Berlinguer?*

Io non credo che il referendum abbia inertizzato la mobilitazione nella fabbriche, già perché la mobilitazione andò avanti per sostenere il referendum, ma soprattutto perché da sempre si era cercato di ottenere una rappresentanza politica nei movimenti che si proponevano. Il referendum doveva servire per mettere un freno alla politica del governo che era venuta a mettere il cappello sui rapporti di classe.

Chi era d'accordo con il Decreto di Craxi diceva che la scala mobile produceva l'inflazione. Ricordo che Berlinguer fece un esempio e citò Esopo e poi Fedro, il lupus et agnus e disse: "la scala mobile scatta dopo, prima c'è l'aumento dei prezzi, quindi le cose non stanno così, l'inflazione non è da salari ma da profitti". Usò l'esempio di Fedro perché il lupo diceva all'agnello che inquinava la sua acqua bevendo nel fiume, ma l'agnello beveva dopo il lupo. Il problema politico era il primato della soddisfazione dei bisogni dei lavoratori, rispetto al processo di accumulazione che invece tendeva a spostarsi sempre di più sui profitti e le rendite. Questo non era solo un grande tema redistributivo, ma anche politico. Su questo si consumò lo scontro. C'era di mezzo questa enorme questione. Il risultato del referendum, malgrado la sconfitta, fu clamoroso. Si arrivò al 46% con tutto il gruppo dirigente dei sindacati confederali che erano contro, anche un pezzo della Cgil e una parte del Pci non si mobilitarono per vincere questa battaglia. Si tenga conto che votavano non solo i lavoratori, ma tutti i cittadini.

*Il PCI bresciano partecipò attivamente alla campagna referendaria?*

Per quanto riguarda il PCI bresciano, devo dire che stette in campo, organizzò il referendum perché era troppo forte la spinta della base. Naturalmente anche nel partito io ricordo le discussioni nei federali fino alle 4 di mattina con pezzi che recalcitravano. C'era tutta la destra, Adelio Terraroli, l'avvocato Loda che pensavano che si dovesse chiudere la partita, ma quelli lo pensavano già dal 1978 con la svolta dell'Eur e poi nel 1980 con la lotta alla FIAT di Torino. C'era la realtà della FIOM e dei sindacati di categoria che tenevano quindi il PCI non poteva sottrarsi, non dico che subì l'egemonia in senso totale, ma l'influenza sicuramente. Altrove non fu così. Eravamo in una fase dove Berlinguer era minoranza nella direzione e esercitava il potere per il suo carisma, aveva un rapporto diretto con le masse. In una manifestazione sindacale, quella del 24 marzo, fa una cosa che normalmente i dirigenti comunisti non facevano, va lui in piazza in mezzo alla folla, dove venne immortalato con la foto dell'Unità che titolava "Eccoci". Un segnale diretto e di conflitto esplicito, una dichiarazione di guerra alla direzione sindacale.

*La maggioranza comunista della Camera del lavoro fa una battaglia vera sul referendum o ci sono dei distinguo?*

Aldo Rebecchi, re tentenna, è tutta la vita che ha cercato di capire da che parte tirava il vento, la sua moderazione comunque è notoria. Ci furono alcuni dirigenti di categoria esplicitamente contrari, ricordo Pasinetti nei chimici con posizioni

totalmente schierate dall'altra parte. Alcuni ci tacciavano e non hanno mai lesinato accuse di estremismo esplicito, anarcosindacalismo e minoritarismo, tutto il ventaglio della critica moderata, poi abbiamo visto nel corso del tempo come sono diventati. Come diceva Marx è dallo scheletro dell'uomo che vedi lo scheletro della scimmia, quando vedi che alla fine che cosa è successo capisci quali erano le premesse di questo dibattito politico.

*Cosa fanno i socialisti nella Camera del lavoro di Brescia?*

Fanno gli sgambetti. Minacciano la scissione della CGIL e c'è un pezzo che spinge. Lavorano sul piano dell'inerzia. Io ricordo periodi dove sembravano consegnati in caserma, non facevano più niente, non continuavano la normale attività sindacale. Durante il movimento andavano nelle fabbriche a parlare con i loro delegati a spiegare che si doveva restare nelle fabbriche. Ce l'hanno messa tutta, anche se devo dire che la loro era una attività molto invisibile nelle fabbriche. Anche la CISL in quella fase ha perso molte tessere nelle fabbriche a causa delle sue posizioni, ha avuto dimissioni al suo interno, tessere disdettate. La CGIL è andata al saccheggio nelle fabbriche.

*Le proposte concrete di politica economica che sono avanzate dal movimento sembrano essere fatte dal gruppo degli autoconvocati democristiani dell'OM. Che ruolo hanno in questo la FIOM e i comunisti della CGIL?*

Lo scontro diventò tutto politico e sostanzialmente difensivo, conservativo delle conquiste realizzate e che venivano frontalmente attaccate. Non ci fu una grande dinamica propositiva per cercare di mediare. La tesi era che dovevamo tenere la scala mobile e cercare comunque di realizzare sul campo la contrattazione articolata che veniva negata. A Brescia si contrattava il premio di produzione quando già i vincoli contrattuali nazionali dicevano che i premi dovevano essere collegati agli indici della produzione. Il sole 24 ore per dieci anni chiese alla CGIL nazionale di normalizzare e intervenire contro la CGIL, la FIOM e la FILTEA di Brescia che non rispettavano il blocco della contrattazione.

La FILTEA a Brescia aprì 50 vertenze tutte assieme in una fase di moratoria della contrattazione, poco dopo il movimento degli autoconvocati. Invitai Gianni Celata che era segretario socialista dei tessili nazionali che venne a coprire dal "nazionale" l'iniziativa. Il sole 24 ore fece un titolo a 9 colonne " il socialista Gianni Celata copre i comunisti della FILTEA". A quel punto il tema era " ci sono i piromani pentiti e ci sono i piromani perseveranti". Questo fu il succo dell'articolo del Sole 24 ore. Dopo la fine del movimento a Brescia partimmo su un'altra strategia. Praticare l'obiettivo, la contrattazione si difende praticandola. Visto che ti vogliono irreggimentare, ti vogliono impedire, hanno fatto fuori la scala mobile... devi mettere in campo una tale pressione conflittuale dentro a tutti i luoghi di lavoro che obblighi ogni singolo padrone a rendere preferibile un'intesa che travalichi gli accordi nazionali piuttosto che subire, e finché abbiamo avuto la forza lo abbiamo fatto.

Nella realtà filatura-tessitura-cotoniera che è il settore primario, noi abbiamo fatto accordi di passaggio da 40 a 32 ore di lavoro pagate uguali e questo è durato 15 anni con un atteggiamento che spingeva i padroni a fare grandi investimenti in meccanica ed elettronica, con un rapporto molto forte con il meccano-tessile, a un livello di saturazione produttiva quasi completa di 8000-8200 ore. Conquistammo un abbattimento dei turni di lavoro fino a 32 ore, che voleva dire che tu stavi a casa dal lavoro più giorni di quelli che lavoravi. E non solo... visto che utilizzavi di più gli

impianti e con l'innovazione tecnologica in quelle fabbriche si liberava una potenza economica formidabile. Abbiamo fatto accordi tipo Protocollo IRI, quindi molto avanzati dal punto di vista delle relazioni sindacali; accordi di aumento delle qualifiche che erano vietati. Riuscimmo ad ottenere il passaggio dei tessitori al terzo livello, nonostante non potessimo farlo perché questa era materia del contratto nazionale. Firmammo accordi sui superminimi collettivi del tutto slegati dal livello di produttività. Fu una fase nella quale tenemmo così. La filosofia era fare gli accordi sul campo, fare come se... fare come se quegli accordi nazionali, quella cappa di piombo non esistesse. Non volevamo nessuna mediazione, volevamo solo agire.

*Che visione avevano gli autoconvocati della direzione sindacale nazionale?*

Nessuno in quel momento si pone l'idea di abbattere il gruppo dirigente nazionale e soprattutto locale. C'era l'idea che noi siamo noi loro sono loro. C'è una repulsione per il gruppo dirigente locale che si oppone alle autoconvocazioni, quindi soprattutto quelli che facevano resistenza. A Brescia fu vissuta così. C'era un pezzo che stava con i lavoratori e viveva in maniera osmotica con loro la mobilitazione. Gli altri erano vissuti come nemici. Io ricordo discussioni di una violenza assoluta sul piano della contestazione dei gruppi dirigenti sindacali.

Il progressivo svuotamento della democrazia portò, in seguito, all'idea di fare un documento alternativo al congresso della CGIL. Ci fu una sterilizzazione troppo forte dei processi democratici. Quando i lavoratori si accorsero che è stata costruita una griglia consociativa dove si svilivano sempre di più i rapporti di democrazia, dove l'organizzazione sindacale era una cosa e le strutture di fabbrica un'altra. Non si tornò alle commissioni interne, ma ci fu un arretramento forte. I consigli di fabbrica furono congelati.

Facciamo un passo indietro. Lo statuto dei diritti dei lavoratori del 1970 che prevedeva l'istituzione delle RSA (Rappresentanze sindacali aziendali), venne superato nei fatti, perché i lavoratori elessero direttamente i loro delegati e avvenne che le organizzazioni sindacali in maniera consensuale fecero coincidere la nomina dei propri rappresentanti con quelli eletti direttamente dai lavoratori. Questi sono i consigli di fabbrica che vennero così legittimati nel loro potere contrattuale. Quando ci fu la spaccatura sindacale, dopo il 1984, la Cisl e la Uil non ci accettarono più questa operazione, quindi congelarono la nomina dei rappresentanti sindacali. Questo determina un contraccolpo fortissimo all'interno delle fabbriche. Bloccarono le elezioni e congelarono un rapporto di democrazia tra gli stessi delegati sindacali e i lavoratori che li avevano eletti, si rischiava di farle diventare burocrazie bloccate e fisse. Negli anni successivi, questo blocco determinò vari tentativi di ricostruire su altre basi la rappresentanza sindacale. Prima il tentativo di inventare i famosi CARC, invenzione di Bertinotti. Poi le RSU che sono realtà formate su base proporzionale elettiva. Non sono più i lavoratori che decidono i loro delegati su scheda bianca con la possibilità di revoca del mandato. Per capirci si trattava del modello della Comune di Parigi e di "Stato e rivoluzione" di Lenin. Quella cosa li saltò e il tema della democrazia si pone nel dibattito in maniera formidabile. Con le RSU la decisione ritorna nelle mani dei sindacati.

*Dopo lo sciopero a Roma del 24 marzo il movimento continuò? Perché non si propose lo sciopero generale o il proseguimento generale della mobilitazione? Anche Guizzi e Landi: leaders del movimento degli autoconvocati non erano entusiasti all'idea dello sciopero generale. Potresti spiegarmi i motivi?*



Teniamo conto che Landi resse lo scontro fino a un certo punto. Alla FIAT di Brescia c'era un patto tra comunisti e democristiani. Landi era un democristiano, anche se aveva una storia particolare e operaia. Finché resse quel patto lì potemmo spingere, ma quando venne meno l'unità d'azione all'interno della fabbrica, Guizzi, leader operaio della FIOM alla FIAT di Brescia, non se la sentì più di spingere. Per capire bisogna allargare il campo. C'è una situazione generale nel paese che rincula, di cui un elemento non trascurabile è la morte di Berlinguer. Muore in una fase in cui c'era uno scontro fortissimo nel Pci al quale partecipava Giorgio Napolitano nel ruolo di detrattore delle posizioni di Berlinguer. Il tema era cambiare il PCI. Lo scontro assunse delle proporzioni enormi. Berlinguer aprì una riunione della direzione nazionale del partito nel 1984 dicendo: "so che c'è tra noi, anche qui, chi vuole fare del Pci un partito socialdemocratico. Ma sappiate che io sono totalmente contrario e di questo partito io non vorrei più fare il segretario". Napolitano, che era capogruppo alla Camera, in quei giorni, scrisse una lettera di dimissioni che Berlinguer non vedrà mai perché morì a Padova durante un comizio. La risacca moderata prese piede, anche se apparentemente con Natta c'era un elemento di continuità con la gestione berlingueriana e anche con la successiva elezione di Occhetto che aveva la nomea di essere uno della sinistra del partito. Il segretario Achille Occhetto, quello che portò il PCI alla svolta della Bolognina e allo scioglimento del partito. In realtà il processo di trasformazione nel gruppo dirigente era già lì nel 1984. Quindi il contesto politico nel quale anche la situazione sindacale si svolse, influì pesantemente. Il partito comunista stava subendo una parabola e questa influenza venne terribilmente avvertita dalla parte più sensibile, più politicizzata e culturalmente attrezzata dei quadri operai.

### *Come reagì Brescia alla sconfitta al referendum?*

La sconfitta nel referendum ebbe un contraccolpo pesantissimo, perché nella parte più avvertita del mondo sindacale si capì che non erano in gioco solo alcuni punti di scala mobile, ma si apriva un processo di riflusso generale che anche dal punto di vista dell'ordine simbolico era importante. Si reagì in termini sindacali. Avevamo subito una sconfitta, non era possibile reggere fronte contro fronte, per esempio nei termini dello sciopero generale, quindi si doveva articolare la resistenza nei luoghi di lavoro, praticando l'obiettivo a livello di strategia contrattuale. A Brescia potevamo reggere uno scontro a questo livello.

Brescia divenne ancora di più un'anomalia sindacale. Ricordo che si aprivano dei tavoli di rinnovo del contratto nazionale dei metalmeccanici o dei tessili con il problema "Brescia", che veniva posto quasi come pregiudiziale per continuare la contrattazione. La Confindustria chiedeva l'intervento nei punti dove si negava di rispettare gli accordi di blocco della contrattazione. Brescia c'era sempre.

Brescia resse quando gli altri avevano già ceduto, abbiamo spinto in là, la resistenza politica, sindacale e culturale fino all'estremo limite possibile, anche nel tempo, in un contesto totalmente avverso. Non è stata una linea Maginot aggirata dalle forze nemiche. Tutto questo per la vita reale e per i margini di democrazia e di libertà vissuti dai lavoratori fu molto importante e non va sottovalutato.

## **Interview de Anna Sorteni**

### **Délégué syndical FIOM-CGIL à l'usine Idra**

Prima dell'Idra ho fatto due anni di Scienze linguistiche a Verona, ma sono dovuta rientrare a casa perché non c'erano più soldi, anche se mi ero trovata qualche piccolo lavoro per arrivare alla fine del mese. Lavoravo in un centro meccanografico e facevo fatica ad avere i permessi per andare a dare gli esami. Chiedevo il permesso, arrivavo e l'università era occupata o in sciopero quindi non riuscivo a dare l'esame.

Tornata a Brescia ho cominciato a lavorare in un deposito di formaggi della Danone dove dalla mattina presto caricavo i furgoni di formaggi che dovevano andare alla distribuzione e li sono stata dal 1969 al 1971.

Nel 1971 finalmente sono andata all'Idra, dico finalmente perché io non cambierei questa scelta. La fabbrica in quell'epoca mi ha aiutato a capire il mondo e mi ha insegnato tutto quello che so. Le fabbriche allora davano molto e mi aiuta ancora adesso a muovermi in questo mondo difficile. La fortuna volle che mi mettessero a lavorare nell'amministrazione. Io sono ragioniera commerciale e mi hanno messo a lavorare nell'ufficio contabilità.

A quel tempo ero digiuna di politica. Erano anni di lotte e di discussione e quando è scoppiata la bomba in Piazza Loggia ho capito che il mio impegno doveva essere diverso e ho accettato di fare la delegata sindacale. Il primo anno, all'ufficio contabilità, ho fatto 5 tessere alla CGIL e questo ha provocato una ritorsione brutale. Hanno cominciato a togliermi la fatturazione clienti e fecero di tutto per farmi dimettere. Mi hanno dato un lavoro dove dovevo mettere dei pallini di colori diversi nell'inventario materiali. Tutto il giorno a mettere pallini, ma non sono riusciti a piegarmi. Alla fine mi hanno tolto il lavoro, dovevo venire in ufficio e non fare niente, quella è stata la parte più dura in assoluto. Abbiamo fatto una lotta contro questo mobbing, perché era un comportamento antisindacale. Abbiamo fermato più di una volta la fabbrica per protestare contro questi atti intimidatori. Durante le mobilitazioni andavo in officina e la direzione ha cominciato a vietarmi di farlo, dicendo che le donne in officina non dovevano andarci. Giusto per quello andavo tutti i giorni nei reparti. In quel periodo sentivo di avere la gente dietro e quindi per me tutto era possibile.

L'Idra era la capofila di un gruppo industriale, noi facevamo presse, pressofusione e stampaggio plastiche. Alle pressofusioni facevamo addirittura i motori completi della Citroen. Il processo produttivo era dall'inizio alla fine, avevamo l'Ital Fond che faceva la base cioè la fonderia, la Olimpo Stampi che faceva gli stampi e poi la Bellometti. Nei tempi migliori solo l'Idra era fatta di 808 persone, più ovviamente c'erano le altre fabbriche. Poi si deve considerare che l'Idra era a copertura mondiale, quindi aveva delle filiali in Germania, Francia, Australia e altri paesi.

Pasotti era un padrone con la P maiuscola. Aveva preso 18 dirigenti, ma la fabbrica andava a picche. Le nostre lotte erano incentrate sul fatto che vedevamo le macchine che andavano avanti con il fil di ferro. Andavano avanti solo per la professionalità degli operai, a quei tempi il nostro prodotto era il migliore in assoluto. Poi hanno cominciato a tagliare sui costi, a investire poco nella qualità del prodotto e a fare il decentramento. Facevano lavorare il pezzo nella piccola officina, perché gli operai venivano pagati di meno, non c'erano le sicurezze che c'erano all'Idra. Certo il pezzo costava di meno, ma le macchine tornavano indietro perché erano difettose, quindi al netto non guadagnavano niente, così si è innescato un circolo vizioso che ha portato al fallimento. Noi come sindacato facemmo una critica a questo modo di produrre e

facemmo una battaglia frontale contro il decentramento produttivo, oltre le battaglie classiche sul salario.

L'idra entrò in crisi negli anni '80. Pasotti era partito dicendo che voleva la cassaintegrazione a zero ore e lì la grossa discussione è stata su come gestire questa crisi. In assemblea abbiamo deciso tutti assieme che non avremmo accettato nessun accordo se non prevedeva che rimanessero tutti con la cassa a rotazione. C'è stata una battaglia durissima. Mi ricordo che abbiamo fatto una trattativa in Broletto, alla presenza del ex sindaco di Brescia Bruno Boni, che aveva un ruolo attivo nel risolvere le crisi delle fabbriche. Abbiamo raggiunto l'accordo sulla cassaintegrazione. La cosa importante è che Lucchini, allora Presidente della Confindustria, saputo dell'accordo dove erano passate le nostre rivendicazioni aveva promesso che ce l'avrebbe fatta pagare. Il suo progetto era stracciare tutte le fabbriche rosse sul territorio. C'è l'ha fatta pagare infatti l'Idra è finita male.

Con l'accordo sulla cassaintegrazione a rotazione c'erano in fabbrica ancora 450 persone attive. Successivamente la fabbrica entrò di nuovo in crisi e cominciò la questione della scelta tra fallimento o concordato preventivo. Noi consultammo gli esperti, per capire su che cosa puntare e alla fine si era deciso di spingere verso il concordato preventivo per salvare la fabbrica.

Quando penso a quell'epoca, ricordo che il sindacato era un'esperienza talmente totale, che anche la famiglia era relegata. Noi passavamo le nostre giornate a lavorare sui diritti, sui problemi dei lavoratori, pensavamo solo a quello.

Per tornare alla vicenda dell'Idra. La fabbrica ha riaperto dopo il concordato preventivo solo con 100 persone, ma la gente non ce la faceva più, siamo stati tutti quanti 4 mesi senza salario e avevamo fatto un accordo per cui prendevamo un anticipo sulla cassaintegrazione dall'azienda, ma il grosso del gruppo di lavoratori si è smembrato e hanno cercato un altro lavoro. Noi comunque abbiamo mantenuto per parecchi mesi il presidio davanti alla fabbrica. L'amara verità è che nessuno dei delegati rientrò in fabbrica, io nel 1988 ho trovato un altro lavoro. Tra i delegati, l'ultima ad andare via sono stata io.

*Partecipaste al movimento degli autoconvocati, nonostante la fabbrica fosse in crisi?*

Nel 1984 durante il movimento degli autoconvocati eravamo in cassaintegrazione. All'epoca c'era ancora tutto il consiglio di fabbrica unito nella lotta per salvare la fabbrica e discutevamo molto dei problemi del sindacato, della mancanza di democrazia e abbiamo cominciato a organizzarci. Sentivamo l'incapacità di far passare le nostre proposte dalla fabbrica al gruppo dirigente e il vertice ristretto nazionale. I lavoratori stessi sentivano che anche le proposte di contratto che erano proposte dai dirigenti erano troppo verticistiche e volevano farla finita con questo sistema. Facemmo mille mozioni e iniziative per cambiare le piattaforme, per far passare le modifiche, ma vedevamo che poi non arrivava mai niente delle nostre proposte. I lavoratori stessi erano stufo di questa situazione.

Gli autoconvocati hanno potuto svilupparsi su quel terreno di frustrazione e voglia di rivalsa dei lavoratori. Svilupparono le loro iniziative grazie alla FIOM territoriale che ha dato anche un appoggio pratico. Delle sedi dove discutere, dei ciclostili per tirare i volantini. Era un ribollire continuo e una discussione mai interrotta. Io andavo in via Stretta a parlare con gli operai delle piccole officine, sentivi anche da sotto che c'era una volontà di partecipare. Tutti ti ascoltavano, volevano dire la loro, volevano capire cosa stesse accadendo. Fu un momento di fermento irripetibile.

Il problema centrale per noi era che la voce dei lavoratori arrivava troppo poco ai dirigenti, anche le bozze dei contratti erano troppo verticistiche. Per quanto i lavoratori portassero avanti emendamenti, le proposte non passavano mai. Il terreno

su cui contavamo erano gli accordi integrativi. I lavoratori erano stufi di non contare nulla. Immagina la gioia che provammo tutti quando la nostra manifestazione a Roma, il 24 marzo, riunì una folla immensa di lavoratori. Sentivamo che potevamo e stavamo cambiando davvero le cose, che tutto poteva cambiare, invece non fu così. C'è da dire che noi delegati eravamo molto critici, ma non avevamo l'idea di sostituire i dirigenti. Volevamo trovare il miglior modo per dare voce ai lavoratori, non era una questione di persone che rappresentavano il sindacato. Se quei dirigenti avessero ascoltato e applicato le nostre istanze di democrazia, li avremmo seguiti.

Il problema degli autoconvocati, che non permise la loro efficacia fu che non avevamo risorse finanziarie nostre. Andammo alla Camera di lavoro di Bologna e ci diedero dei soldi. Noi volevamo i soldi per fare le iniziative, ma non volevamo che nessuno mettesse becco sulle nostre decisioni e l'autonomia delle nostre proposte, invece alla fine il cappello ce l'hanno messo. Quando non hai soldi, strutture e legami è quasi normale che finisca così.

La forza degli autoconvocati era che avevano una spinta meravigliosa. Il mantenere questa spinta se tu non hai una struttura organizzata, un gruppo dirigente assestato che mandi avanti e sviluppi il movimento è molto difficile. I dirigenti di questo movimento erano dei volontari, che basavano la loro forza su l'entusiasmo e ci mettevano l'anima, ma non avevamo creato una struttura tale che poteva continuare nel tempo e sviluppare una riflessione e una tessitura organizzativa importante. Non tentammo nemmeno di creare un coordinamento dei consigli di fabbrica.

### *Qual era il ruolo della donna in fabbrica e nella CGIL?*

A quei tempi creammo il gruppo donne dell'Idra. Era un gruppo di donne che si trovava per discutere di tutto. Il senso era affrontare i problemi delle donne in fabbrica e sulle questioni generali, soprattutto aborto e divorzio che erano di temi fondamentali in quegli anni. Ricordo che riuscimmo a organizzare un'assemblea delle donne in fabbrica, cosa impensabile negli anni '60. Una volta bloccammo la fabbrica per tre giorni, perché non volevano assumere le donne con dei figli. Discutevamo anche di temi importanti legati alla produzione come il part-time. Era un discorso controverso. C'era chi diceva che se le donne cominciavano a fare il part-time sarebbero state considerate ancora meno, in un contesto in cui avevano salari mediamente più bassi degli uomini e faticavano ad accedere a ruoli dirigenziali. Discutemmo molto sulle problematiche della donna legate al territorio, come la questione dei nidi per i bambini. Erano temi interconnessi alle problematiche lavorative. La donna non lavora solo al lavoro, ma anche in casa, quindi il tema doveva essere affrontato in maniera globale. La questione delle donne in fabbrica era legata alla questione delle donne nella società.

Gli uomini all'Idra appoggiavano le rivendicazioni delle donne, ma quando parlavi con le loro compagne, vedevi che non avevano avuto un vero cambiamento nei comportamenti. Rivoluzionari in fabbrica, conservatori a casa. I compagni erano attirati dalla donna autonoma, che faceva attività politica, ma dopo la mal sopportavano, perché tornava tardi a casa, non si occupava delle faccende quotidiane e esprimeva un'autonomia e una parità anche di pensiero a cui non erano abituati.

Anche in Camera del lavoro facemmo una battaglia, ma era difficilissimo far entrare le problematiche delle donne nel dibattito del sindacato, figuriamoci imporre le nostre istanze nelle piattaforme rivendicative. Non ci fu una reale evoluzione culturale degli uomini nel sindacato, anche se ci rispettavano come singole persone e come donne che s'impegnavano, soprattutto alcuni.

## **Interview de Aldo Gregorelli Secrétaire général de la CISL de Brescia**

Ho iniziato la mia carriera politica facendo il consigliere comunale, poi sindaco del mio paese Villa Carcina. In seguito diventai consigliere provinciale e nel contempo ero Presidente dell'Opera nazionale maternità infanzia su delega del presidente Mino Martinazzoli. Negli anni '80 divenni segretario generale della CISL di Brescia. La fine del mio mandato corrispose con il passaggio all'esperienza politica. Venni eletto deputato e poi senatore nel collegio di Brescia.

Quando divenni segretario della CISL, il contrasto non era tanto con la CGIL di Rebecchi e Ruzzenenti, ma soprattutto con la FIOM e in parte con la mia FIM che era ormai un sindacato dello zero virgola, e nell'unità sindacale della FLM aveva perso consensi e identità, infatti la storia mi ha dato ragione. Lo scontro con loro c'è sempre stato. Loro non c'erano nelle fabbriche, erano pochissimi e accettavano sempre lo sciopero della FIOM senza distinzione. Noi come CISL eravamo contrari e lo marcavamo sempre. Quando si andava a fare le assemblee nelle fabbriche sulle varie proposte sindacali, io non trovavo uno che avesse il coraggio di dirsi FIM, perché avevano tutti una specie di soggezione nei confronti della FIOM. Ricordo che quando andavo nelle fabbriche a fare le assemblee, si rivolgevano a me in dialetto come se fossi un impiegato. Parlando tra loro dicevano: "Lui non ha colpa. Non sa niente. E' stato mandato qui in fabbrica dalle strutture provinciali".

*Come erano i rapporti con la FIM dello stabilimento FIAT?*

Quelli della FIM dell'OM erano gli ideologi degli autoconvocati. Era l'integralismo cattolico che io chiamavo cattocomunista. Gente come Landi che aveva l'intelligenza ma era spregiudicato, Paletti che non era nessuno e lo hanno issato addirittura sul palco della manifestazione del 24 marzo. Li hanno strumentalizzati. La storia ha dimostrato che avevamo ragione noi, abbiamo vinto, abbiamo vinto in primis il referendum. L'errore è stato che credevano di essere la maggioranza, ma erano maggioranza nella loro famiglia. Landi faceva il guru, non ha mai avuto incarichi sindacali diretti, perché aveva incarichi diretti nel partito, infatti era membro della direzione. Era uno che contava, ha determinato lui la segreteria di Gervasio Pagani, e quest'ultimo indubbiamente doveva rispondere al gruppo di Landi.

Per i cattocomunisti andare in mensa con l'operaio era fare un bagno nel popolarismo, era essere vicini a loro, ma non era così. Mi vengono in mente i nomi di certi amici della sinistra di base bresciana che stringevano la mano agli operai e quindi pensavano di essere come loro. Io non ho mai pensato che fosse così, i banchieri se stringono la mano degli operai restano banchieri.

*Cosa rendeva così difficili i rapporti con la FIOM bresciana?*

L'integralismo della FIOM era tale che se avevi una posizione moderata eri un fascista. Sui cassonetti scrivevano: "Morte a Gregorelli". Mi sputavano addosso quelle rare volte che andavo in manifestazione. Cremaschi era interprete di un assolutismo esagerato, non era capace di fare alcuna mediazione con nessuno. Noi non fummo mai

oltranzisti. Eravamo rispettosi di una storia di unità sindacale, ma certe posizioni oltranziste non potevamo accettarle, perché la mia gente, la base della CISL certe cose non le accettava e avremmo rischiato di perdere il rapporto con i lavoratori.

In quel periodo i Consigli di fabbrica erano i soviet. Furono i grandi responsabili delle sconfitte, sono loro che hanno inventato Lucchini, che era un modesto siderurgico della Val sabbia. Qui la gente scioperava spesso e volentieri, ogni scusa era buona per scioperare, ma scioperava solo l'industria.

La FIOM non poteva nemmeno approcciare i problemi in maniera differente, visto il gruppo dirigente combattivo che aveva in fabbrica. C'è da dire che erano tutte brave persone. Sindacalmente però era gente che sembrava dire: "ieri eravamo sull'orlo dell'abisso e oggi abbiamo fatto un passo in più", questa era la cultura media dei fiommini. Bisognava spiegargli che il passo in più sull'orlo dell'abisso era nel burrone. Hanno sempre fatto un passo di troppo. Quando hai dei militanti in fabbrica così radicali, i dirigenti posso fare due cose, cavalcarli o cercare di tirarli dalla loro parte. La dirigenza della FIOM faceva entrambi le cose, e un ideologo come Cremaschi li influenzava, non era stupido e aveva una linea di totale rottura. Lui immaginava un mondo diverso. Nelle fabbriche non facevano dei corsi di formazione sulla storia della loro organizzazione o sulle questioni del lavoro, loro volevano solo che fossi duro e che contro il padrone fossi inflessibili.

Mi ritorna alla mente un fatto. Una volta andai a tenere un'assemblea all'Idra. Era presente Casella, un dirigente della FIOM. Lui, lì dentro, con i suoi silenzi faceva votare tutti. Se mi diceva che avrei preso due voti ne avrei presi due e non di più. In quella fabbrica ce n'erano 5-6 che avevo messo apposto io quando ero sindaco a Villa Carcina, pensavo che almeno quelli per solidarietà e simpatia mi avrebbero votato, invece non accadde. Casella mi diceva di evitare di venire quando c'erano delle votazioni e mandare qualcun altro perché non avrei preso voti. Questo era il fatalismo di allora e io sono andato sempre contro questo.

## **Interview de Aldo Rebecchi Secrétaire général de la CGIL de Brescia**

Sono stato Segretario generale della Camera del lavoro di Brescia fino al 1987, già alla fine degli anni '70 ero in segreteria come responsabile dell'organizzazione e poi finita l'esperienza sindacale sono stato eletto al parlamento per 4 legislature e ho continuato a seguire il mondo del lavoro sul versante istituzionale. Ho fatto il vice presidente della commissione industria e ho fatto parte della commissione lavoro. Dopo l'esperienza parlamentare ci fu un'ulteriore evoluzione e ho fatto il vicepresidente della provincia.

*Cosa successe a Brescia in occasione della presentazione della piattaforma degli 10 punti del 1982? Che posizione prese la sua segreteria rispetto alle posizioni della FIOM Bresciana?*

Al congresso nazionale della CGIL che avvenne all'inizio degli anni'80 io sostenni le posizioni di Sergio Garavini che non accettavano le conclusioni moderate del congresso. Avevo in segreteria Mansadri in quota socialista e aver sostenuto quelle posizioni mi creò qualche problema. La Camera del lavoro di Brescia veniva considerata un po' eretica, quindi anche la sua segreteria e il suo segretario generale perché ci dissociamo dalla linea ufficiale. Questo creò qualche tensione post congressuale, ma furono superate poco dopo, infatti Mansadri fu dirottato sul Garda e al suo posto in segreteria della CGIL arrivò Panella.

Noi abbiamo sempre avuto un punto di vista molto radicale, ma volevamo mantenere il lavoro unitario con CISL e UIL. La cosa più interessante in quegli anni era che anche se svilupparammo un grande confronto dialettico e anche contestativo delle scelte nazionali, contemporaneamente siamo riusciti a mantenere un rapporto molto saldo con CISL e UIL a Brescia. Tant'è che fu una delle poche realtà dove riuscimmo anche a fare degli scioperi sui problemi dell'economia e dell'occupazione per tutto l'arco degli anni'80. Furono veri momenti unitari, in una fase difficilissima del dialogo intersindacale.

Quando è venuto Trentin all'ATB a presentare la piattaforma degli 11 punti sapevamo che sarebbe stato messo sotto in assemblea, in quel periodo c'era da parte delle fabbriche un'incomprensione dei problemi economici del paese e quindi del dibattito sul salario. I delegati, che erano il cuore pulsante della fabbrica, ci avevano detto che anche Trentin sarebbe stato battuto nella votazione. Io del resto fui messo sotto all'OM e in altre fabbriche durante la votazione di quella piattaforma nazionale. Il punto non è se io fossi favorevole o contrario a quel tipo di proposte. Avevo contestato e fatto una battaglia in sede congressuale contro un certo tipo di deriva moderata del sindacato, ma una volta che la mia posizione risultò minoritaria non potevo far altro che sostenere con lealtà la posizione di maggioranza.

*Che posizione prese e quale attitudine tenne verso gli autoconvocati la segreteria della Cgil provinciale?*

La componente comunista della CGIL a Brescia appoggiò gli autoconvocati. Decidemmo di aderire alle prime assemblee autoconvocate e diventammo anche noi autoconvocati in un certo senso. Non erano normali attivi dei delegati unitari, ma delle assemblee di delegati e di consigli di fabbrica che credevano nella bontà delle proposte del movimento. Questo per spiegare che le decisioni non erano prese nelle sedi formali del sindacato, anche perché dichiarare sciopero e prendere posizioni forti in quel momento avrebbe creato una spaccatura insanabile con i socialisti. Al contrario di noi dirigenti della componente comunista che avevamo aderito a tutte le manifestazioni ed eravamo sempre in piazza, quelli socialisti rifiutarono di partecipare e fecero ostruzionismo allo sviluppo di questo movimento. Più del 90% della componente comunista bresciana era d'accordo per battersi contro il Decreto di San Valentino. Il dissenso fu irrilevante, c'erano idee articolate, ma erano quasi tutti d'accordo nel difendere la scala mobile. Ci battemmo cercando sempre di non rompere con i compagni socialisti e grazie a questo lavoro non ci fu una rottura radicale e dopo si poté recuperare.

*Come si posiziona rispetto al dibattito che all'epoca lanciò la CISL bresciana dove si accusava la FIOM di gestire e manipolare le scelte del movimento degli autoconvocati presentandolo al grande pubblico come un fenomeno totalmente spontaneo?*

Il movimento a Brescia fu fortissimo, su questo non c'è dubbio. Aveva una spinta particolare nella nostra realtà locale. Rispetto a quella polemica penso si debba essere onesti. Tutti i grandi movimenti sono tali perché davanti a loro ci sono delle avanguardie. Le grandi spinte di masse autonome capaci di assumere loro il governo di una situazione non le ho mai viste. Quel movimento nacque in alcune realtà di fabbrica molto importanti, trovando il consenso pieno dei lavoratori e furono guidate da alcuni leader riconosciuti che erano a capo di tutto.

Allora a Brescia i capifabbrica erano più ascoltati che i leader nazionali. I lavoratori avevano un grande rispetto per loro e si fidavano. Si fidavano più di loro che dei leader provinciali. Quando noi intervenivamo nelle fabbriche ci applaudivano, ma poi ci votavano contro. Come successe a Trentin all'ATB, fu applaudito a scena aperta e poi gli votarono contro. In campo c'erano dei capifabbrica che erano rispettati, in virtù anche delle battaglie che avevano condotto negli anni precedenti che avevano permesso un miglioramento della vita dei lavoratori dal punto di vista sindacale, salariale e di qualità del lavoro. Persone che sapevano parlare meglio di chiunque altro di problematiche del lavoro e delle situazioni quotidiane della gente.

Inoltre il movimento fu forte perché per certi aspetti ebbe un carattere unitario infatti parteciparono delegati provenienti da tutte le categorie e le sigle sindacali. Poi per dirla tutta non ci sono stati molti delegati FIM che hanno partecipato, perché a un certo punto ha vinto il richiamo della loro organizzazione. Stare con noi fino in fondo avrebbe voluto dire attaccare e affossare la propria struttura e mobilitarsi con un'altra, la CGIL.

*Come si spiega questa "anomalia" del movimento sindacale bresciano che sarà presente in tutte le cronache nazionali fino ad anni recenti?*

A Brescia il mondo dell'industria è sempre stato importante. Non solo i metalmeccanici, anche il settore tessile fino a quando venne smembrato e distrutto e quindi perse di peso. Si conti che anche nella CISL la categoria più importante fu per tutta la prima repubblica quella dei metalmeccanici. Brescia esprime dei personaggi e da qui passarono dei dirigenti che ebbero un ruolo nazionale nel sindacato.



Avevamo dei grandi dirigenti sindacali del dissenso, erano dei veri leader, quindi la voce di Brescia era molto forte a livello nazionale anche per questo motivo. A Brescia passarono o nacquero sindacalmente protagonisti della storia sindacale come Gianni Pedò, Giorgio Cremaschi e Claudio Sabbatini, che divenne segretario nazionale FIOM in seguito. Precedentemente erano passati da Brescia persone del calibro di Bruno Sacerdoti, Pio Galli e Gastone Sclavi che in seguito divenne segretario nazionale dei chimici. Questi leader hanno sempre preso posizioni critiche contro il centro nazionale, ovviamente questo ha connotato la città per molto tempo come espressione di posizioni molto forti. Anche la Camera del lavoro è stata influenzata da questa situazione. Doveva confrontarsi sempre con dei leader nelle categorie di spessore nazionale e con una forte capacità intellettuale. Per me fu un'esperienza formativa e piena d'interesse. Io sono passato da Claudio Sabbatini, da Gianni Pedò, Giorgio Cremaschi e Pio Galli.

Al contrario di alcuni di questi dirigenti, io non ho mai creduto nel discorso routinario che si è fatto molto spesso sulla democrazia nel sindacato. Anche a Brescia c'erano dei limiti molto forti alla democrazia nei luoghi di lavoro. Io penso che in generale se il gruppo dirigente resta compatto è quello che orienta. Se è coeso è lui che decide. In quel momento c'era la spaccatura profonda tra due anime che cominciava a emergere in maniera dirompente che portava alla ribalta questi temi. Quando si fa riferimento alla democrazia del sindacato si dovrebbe comprendere di cosa si parla. Noi allora criticavamo soprattutto la dirigenza romana della CGIL. C'è da dire però che anche se la nostra posizione di stare al fianco degli autoconvocati era per convinzione, era anche una posizione comoda, perché ci permetteva di non essere criticati a livello locale dall'ala radicale.

*L'ala più radicale della FIOM locale descriveva il PCI bresciano come un partito storicamente ancorato alle posizioni miglioriste espresse da Giorgio Napolitano. Sei d'accordo con questa analisi?*

Il segretario del PCI bresciano quando io ero segretario generale della Camera del lavoro era Claudio Bragaglio e devo dire che avevamo posizioni molto simili. Chiaramente c'era una dialettica ma sui punti chiave eravamo d'accordo.

Nella fase degli autoconvocati, il "partito degli avvocati" non si espose, anche se è indubbio che ci fu una dialettica interna tra l'ala movimentista della Pci e la parte moderata. Nel 1986 nel congresso del partito ci fu una spaccatura netta, la parte migliorista del partito uscì sconfitta per l'effetto di un forte imprimatur della CGIL e della FIOM durante quella discussione congressuale. Questa svolta portò all'esautoramento anche del segretario provinciale uscente Bragaglio. Questo rovesciamento di fronte poté avvenire per effetto di una conta interna al congresso per cui la lista del comitato federale locale era stata fatta in ordine alfabetico, con un uomo e una donna. La lista, in questa forma, fu messa in votazione a voto segreto e i primi due votati furono una donna disoccupata e un quadro di periferia. Il gruppo dirigente uscì eletto al 20° posto e alcuni risultarono addirittura non eletti soprattutto quelli dell'ala migliorista. Uno degli effetti di questa svolta fu che nel 1987 fui eletto al parlamento. Ero l'unico della pattuglia bresciana degli eletti del PCI non proveniente da un'indicazione nazionale, infatti assieme a me furono eletti Gianfranco Borghini e Ettore Masina, che era un vaticanista che rappresentava l'area catto-comunista. Rimasero esclusi l'avvocato Francesco Loda e Paolo Corsini, che erano due esponenti importanti del PCI locale. Fu grazie a questo che si recuperò la presenza del mondo del lavoro bresciano anche se non era una vera rappresentanza venuta dagli operai in produzione. In ogni caso fu un terremoto.

## **Interview de Marsilio Gatti**

### **Délégué FIOM-CGIL à l'usine Almag de Lumezzane**

Mi chiamo Marsilio Gatti. Ho lavorato come artigiano dal 1969 al 1976 e dal 1976 al 2010 sono passato alla Almag, azienda attiva nel settore dei metalli non ferrosi. Sono stato eletto delegato la prima volta in quota FLM, esistendo ancora a quell'epoca la struttura unitaria, ma ero della componente FIM. Negli anni '80 la Almag non si era ancora trasferita a Roncadelle e si trovava ancora in Val Trompia. A Lumezzane la FIM era particolare, era formata anche da militanti del PDIUP (Partito di unità proletaria), di Democrazia proletaria e del PCI, ma che non accettavano la linea ufficiale e la cappa di unanimità che doveva regnare. Vi erano anche due delegati che militavano nel PSI che a loro volta non accettavano la linea sindacale e politica del loro partito.

Il PDIUP a Lumezzane fu formato da un gruppo di lavoratori della FIM con una decina di studenti. Avevamo un rapporto difficile con il PCI locale, perché la maggioranza di loro era conforme alle logiche della compatibilità di sistema in cui aveva virato il partito. Ci vedevano come traditori, dicevano che facevamo danno, dicevano che eravamo come Trotsky in Urss. Loro erano indottrinati, noi cercavamo di recepire le culture diverse e dialogarci. Io ho cominciato la mia attività politica nel Manifesto. Un gruppo che diede vita a un giornale nazionale molto importante dopo la sua espulsione dal PCI per frazionismo nel 1969. Questi gruppi dissidenti negli anni '70 avevano un ruolo molto importante nei consigli di fabbrica della zona. C'erano molti cattolici sociali, politicamente attivi, che allora erano d'accordo con noi su molti temi. Pensavamo che la vita non doveva essere solo lavoro e quindi dovevamo aumentare il tempo di vita riducendo il tempo di lavoro che all'epoca era fissato a 40 ore settimanali. Per loro era un modo per rivendicare di avere più tempo da dedicare alla famiglia, istituzione centrale nel loro orizzonte ideologico. Nei consigli di fabbrica di Lumezzane il discorso sulla riduzione d'orario era iniziato già negli anni '70, molto prima che a livello nazionale.

*Che ruolo aveva la FIM all'Almag?*

Alla Almag eravamo 370 dipendenti. Riuscivamo a garantire la presenza di un delegato a ogni turno e in ogni reparto, in modo da avere un rappresentante sindacale 24 ore su 24 in fabbrica. Eravamo 13-15 delegati e sapevamo vita, opere e miracoli di ogni lavoratore. I consigli di fabbrica organizzati in questa maniera erano la più grande forza sociale e politica del paese, perché in quell'epoca la vita stessa dell'operaio era permeata dalla fabbrica. Se eri delegato avevi un rapporto molto stretto con l'operaio e conoscevi esattamente le condizioni di vita interne alla fabbrica e il nostro ragionamento sindacale anche sui temi nazionali, non dimenticava mai questo fattore. La fabbrica era un grande momento di democrazia e partecipazione. Il sindacato era diventato un momento anche socializzante. L'operaio era coinvolto, decideva e partecipava attivamente, si prendeva le sue responsabilità. Non è come oggi che abbiamo 3 delegati che non sanno come intervenire e non conoscono bene la gente. Li avevamo delegati che sapevano capire il sistema di produzione per ogni reparto e conoscevano gli umori che circolavano in fabbrica. Si trattava di un sindacato formato da delegati preparati, con un punto di vista globale. Quando facevamo una vertenza, non dicevamo "voglio 10 lire di aumento perché la nostra paga è bassa", ma la costruivamo in base a un ragionamento sulla capacità produttiva e di profitto che aveva il padrone sempre nell'ottica di cambiare i rapporti di forza in nostro favore. Non dimenticavamo mai che il rapporto di forza era

anche riuscire ad ottenere una distribuzione collettiva delle ricchezze. La vertenza, quindi, non era mai uno scontro ideologico sterile, ma partiva dalla capacità di proposte del Consiglio di fabbrica alla dirigenza aziendale. Tu andavi là a trattare e non cadevi dalle nuvole parlando con i dirigenti senza sapere le cose. Noi sfidavamo i dirigenti sulla loro capacità di cambiamento, e loro si sentivano messi in esame, pensavano che noi volessimo dargli degli incompetenti. Lo scontro era sempre duro ma sempre positivo perché se c'erano delle difficoltà si cercava di uscirne con la riflessione e delle proposte.

Noi presentammo svariati progetti anche sul tema dell'inquinamento ambientale. Si trattava di progetti costosi perché prevedevano la conversione parziale della struttura produttiva e anche con queste proposte cercavamo di distruggere la piramide burocratica dell'azienda.

Per fare un altro esempio. All'inizio degli anni '70 abbiamo chiesto che l'1 % degli utili dell'azienda venissero usati per opere sociali di cui potessero beneficiare i cittadini del Comune di Lumezzane. Pensavamo che le aziende creavano molti guasti a chi vi viveva vicino, quindi era giusto che una parte del profitto fosse messa in comune per riparare questi danni e far crescere la comunità. Aprimmo una discussione con la giunta comunale, perché volevamo essere sicuri che sarebbero stati investiti per costruire case popolari, fare scuole, potenziare i servizi pubblici di trasporto o fare dei centri di assistenza per anziani.

Lumezzane era una realtà molto dura, con padroni molto arroganti dove convivevano in un fazzoletto di terra alcune grandi aziende e una miriade di piccole che molte volte erano l'indotto di quelle grandi. Mi ricordo che creammo un coordinamento delle piccole aziende e riuscivamo a fare vertenze anche dove i lavoratori erano 4-5. Io negli anni '70 seguivo queste realtà e dovevo entrare in molte fabbriche scortato dai carabinieri. Ero attaccato ai cancelli e minacciato dai padroni, pesavo 45 kg non avevo molte possibilità di difendermi. Grazie al nostro impegno e nonostante la situazione difficile riuscimmo a fare degli accordi anche in realtà piccolissime.

*Che dibattito ci fu nella FIM della Val Trompia rispetto alla svolta dell'Eur?*

Con la svolta moderata del sindacato all'inizio degli anni'80, abbiamo vissuto sulla nostra pelle il depotenziamento dei Consigli di fabbrica. In quegli anni questo tema divenne un elemento fondamentale di dibattito e lo scontro fu durissimo. Molti delegati si dimisero dalla FIM, non volevano dare la loro professionalità per un sindacato che non li rappresentava, che era sempre meno un fattore utile per i lavoratori e si aveva la sensazione che il sindacato volesse sempre di più dei delegati che fossero portatori inerti della sua voce. Accanto a questo fenomeno pian piano diminuiva il livello di partecipazione dei lavoratori e poi di discussione nelle assemblee di fabbrica. Era un fenomeno che alimentava se stesso.

All'inizio la nostra concezione del sindacato era che in primis il lavoratore si tutelava in azienda. Negli anni'70 tutto il sindacato accettava che dovevano essere i consigli di fabbrica e i lavoratori che decidevano come impostare una vertenza interna. L'operatore poteva venire in fabbrica, poteva dire la sua opinione, ma poi eravamo noi a decidere. Tutti noi eravamo responsabilizzati e lo facevamo assieme. Una vertenza si costruiva in mesi e mesi di lavoro, era partecipata e ricca di consultazioni collettive e individuali di varia natura; non bastavano 15 giorni per costruirla, come succede quando a decidere sono 4 dirigenti sindacali chiusi in una stanza. Dopo l'81-82 anche io ho smesso di fare il delegato e divenni un semplice iscritto. Partecipavo in termini politici. Anche l'area dei dissidenti di Giovanni Landi dopo l'84 non avrà più il peso che aveva un tempo nel consiglio di zona di Lumezzane. Io per esempio come molti altri delegati della zona, dopo la "normalizzazione" completa della FIM provinciale passammo alla FIOM.

## **Interview de Marco Fenaroli**

### **Membre comité regional du PCI de la Lombardie**

Sono Marco Fenaroli. Ho avuto un lungo percorso politico e sindacale. Dal 1972-1974 sono stato nella segreteria del sindacato dei bancari FISAC-CGIL, che aveva 150 iscritti al tempo e allo stesso tempo ero segretario di sezione del PCI a Borgo Trento, quando scattarono le incompatibilità decisi per il partito. Nel 1976 lasciai la banca per fare il funzionario di partito nel comitato cittadino dove rimasi fino al 1982 quando lasciai il comitato cittadino per una crisi di relazioni interne e venni mandato al regionale dove rimasi fino al 1984. In seguito tornai in CGIL nel comprensorio del Garda e una volta sciolto il comprensorio entrai in segreteria della Camera del lavoro di Brescia. Prima della pensione ho militato anche nel sindacato pensionati e per tre anni sono stato Segretario generale della camera del lavoro di Brescia.

*Che posizione aveva il Pci bresciano rispetto alle larghe intese e alla proposta berlingueriana di un compromesso storico con la DC?*

Il PCI organizzò delle grandi assemblee cittadine che intrecciavano i temi della città come l'aumento delle tariffe del teleriscaldamento e gli accordi programmatici con la giunta comunale che caratterizzarono quella fase della politica cittadina. Ci fu una versione rigorosa delle larghe intese. Mi capita di leggere anche in questi giorni che il PCI bresciano sostenne le giunte democristiane. Calma! Il PCI bresciano fece accordi programmatici sulla base dei quali votava i bilanci delle giunte, ma non ha mai votato i sindaci e non faceva parte delle giunte. Non è vero che appoggiava le giunte. Era una posizione chiara. Si votavano solo dei bilanci dove si concordavano delle politiche ben precise per la città.

Le posizioni sulla politica dei sacrifici che si intrecciava alla solidarietà nazionale erano articolate. Vi era chi sosteneva quella politica e vi era una minoranza forte insediata nel sindacato, molto nella FIOM, che contrastava in maniera agguerrita. Le nostre sezioni territoriali avevano 4500 iscritti ce n'erano 18-20 sul territorio. Le sezioni di fabbrica in cui convergevano compagni che venivano da tutta provincia, avevano stretti legami con un sindacato che era molto caratterizzato. Aveva inciso molto la segreteria di Sabattini che aveva portato delle posizioni molto forti a Brescia e questa dialettica si era riversata anche nel partito. C'è da dire che il ragionamento di austerità di Berlinguer e quello della politica dell'Eur proposta da Lama e da CISL e UIL erano differenti, anche se all'epoca erano identificati come un'unica cosa e venivano contrastati come un'unica cosa. Negli anni '80 quando Berlinguer appoggiò la lotta dei 35 giorni alla FIAT e le mobilitazioni sindacali successive quelli che avevano contrastato Berlinguer si identificano alle sue posizioni nel partito. Viceversa chi era stato con il compromesso storico, per il rapporto con la DC e la solidarietà nazionale, dopo il 1980 ebbe una visione critica delle posizioni di Berlinguer o comunque avevano dubbi.

Nel PCI di Brescia c'era un dibattito molto serrato tra delle posizioni differenti e articolate. Non c'era un'univocità, non c'erano contrapposizioni. C'è sempre stata una relazione molto stretta tra la camera del lavoro e il partito. Nonostante i tanti difetti che aveva il centralismo democratico, almeno costringeva sempre le persone ad avere una discussione molto serrata e rispetto reciproco, ma senza semplificazioni di corrente. Costringeva tutti a trovarsi nello stesso luogo. Penso sia uno dei meriti di quell'esperienza politica che venne liquidata con molta superficialità.

*Che posizioni c'erano nel PCI rispetto al dibattito sul costo del lavoro che prese sempre più forza dall'inizio degli anni '80 e che successivamente portò alla firma di numerosi accordi sindacali?*

Il problema del costo del lavoro era intrecciato al dibattito sul debito pubblico e i problemi strutturali dell'economia. La destra interna diceva che il problema del debito pubblico era prioritario. Amendola era capofila di questa posizione. C'erano delle posizioni confuse, come forse quella che avevo io, che pensavo che senza i lavoratori e il loro ruolo non si andava da nessuna parte e non si sarebbe potuto reggere e il partito non avrebbe potuto avere uno sviluppo nazionale. La destra del partito classica diceva che i conti prima o poi si doveva farli ed era possibile uno sviluppo diverso purché fosse programmato. C'erano posizioni operaiste anche nella destra. Io ero su quelle posizioni. Erano minoritarie perché la dialettica era tra le posizioni prevalenti di cui ho parlato.

*Cosa pensi del movimento degli autoconvocati e sulla forma delle assemblee autorganizzate?*

Io non ho mai condiviso la contrapposizione base e vertice. L'ho sempre combattuta. Era l'inversione staliniana. Partiamo dalla base e attraverso quella prendiamo il vertice. Nell'esperienza concreta c'era questo legame molto stretto che io ho sempre visto come spazio vitale. Le prime assemblee autoconvocate furono il tentativo di mantenere l'unità del movimento dei lavoratori. Si può giocare per molto tempo la contrapposizione base-vertice, ma alla fine se uno è iscritto a un sindacato diverso dal tuo ci sono dei motivi.

*Vedi una strumentalità politica dietro al movimento degli autoconvocati?*

Io mi ricordo allora di una forte presenza e intelligenza politica. Il fatto che Paletti parlò a Roma il 24 marzo, essendo un esponente di una determinata area democristiana, non venne giù dalla pianta. E' un percorso politico costruito da alcuni dirigenti del partito comunista, alcuni dirigenti della FIOM e della FIM che non dividevano la politica che allora, persino uno come Carniti stava facendo. C'è stato un importante lavoro politico di relazione che non può essere sottaciuto dopo tanti anni. Se no non si capisce perché Paletti parla in quella piazza. Sono relazioni politiche che avevano attraversato in maniera contraddittoria anche l'esperienza bresciana. Terraroli, Sabattini o Landi hanno avuto posizioni diverse, di fronte a un lavoro che portava a una rottura sindacale e politica cercarono di tenerle assieme attraverso il movimento.

Carniti già negli anni '70, scriveva contro il compromesso storico. Lui aveva una visione molto mobile della funzione politica del sindacato, quindi unitario ma egemone nell'unità. Carniti utilizzava il disegno politico di Craxi per esercitare un'egemonia nel movimento sindacale.

*Quali furono le prime reazioni del PCI bresciano alla firma del Decreto di San Valentino?*

Nel partito il contrasto al Decreto era molto netto. Il giorno dopo il decreto di San Valentino, Lama è venuto alla federazione milanese del partito e ha fatto l'assemblea. Il contrasto di tutti i dirigenti del PCI era molto netto. Dirigenti molto moderati come Airoidi e Gianni Cervetti, assieme a Pizzinato, dissero in quella riunione in Via Volturmo, che le varie mediazioni sul decreto non andavano assolutamente bene e bisognava solo rispondere di "no". Così si mosse allora il Partito comunista e il sindacato.

Poi il movimento scemò, perché c'erano delle regole quasi fisiche della politica. O il movimento ha uno sbocco, se no a un certo punto ci si ritira per mancanza di risultato. Non tutta l'Italia si era mobilitata. Non si poteva continuare una fase di lotta che prevedeva anche una forte tensione nella CGIL. Poi il movimento non era condiviso da tutti. C'era chi pensava che si dovesse accettare un compromesso forte. Nel PCI ci sono state critiche agli autoconvocati, partendo dall'idea di preservare l'unità sindacale, ma non ci fu ostruzionismo contro di essi. Poi a un certo punto il PCI propone il referendum. Il referendum partì da una dichiarazione di Chiaromonte alla camera, non preventivata. Morto Berlinguer si cercò di incarnarne la sua eredità con quella battaglia. Io ero per il "no" anche se credevo a un'idea di unità delle sinistre che mi fece apparire per molto tempo come filocraxiano. Invece non dividevo quel tipo di politica che penalizzava il mondo del lavoro dipendente. Io ero contro i sacrifici solo per i lavoratori, ma avevo paura della sconfitta. A Brescia perdemmo anche il referendum sul divorzio, cioè lo vincemmo a Brescia città e lo perdemmo in provincia con il 49,5%. Al contrario vincemmo il referendum che prevedeva il mantenimento della legge che permetteva l'interruzione della gravidanza. In una situazione come quella dove andava avanti da anni la retorica che si doveva abbassare il costo del lavoro quelle idee in qualche modo dovevano essere penetrate nella popolazione. Si era da anni in una campagna martellante di questo tipo, che era partita con la sconfitta della FIAT nel 1980. Avevo paura che la sconfitta nella battaglia avrebbe isolato il partito comunista.

Era una battaglia difficilissima, giocata molto in chiave settaria. Io nel mio piccolo cercai di mantenerla sulle questioni di merito. Basare la strategia sull'opposizione a Craxi e alla politica della Fiat forse non ha pagato. Erano ragionamenti tutti politici, ma si doveva mantenere la barra sulle questioni precise.

Io non ero infervorato dal referendum, ma l'ho condotto con la disciplina e con il senso di servizio che avevano i vecchi funzionari del partito. Era importante perché consentiva di mantenere una relazione con quelli con cui condividevi la sorte, altrimenti comincia a ingenerarsi la diffidenza. Ripeto la battaglia in sé partiva minoritaria e prevalevano delle pesantezze settarie. L'astio verso Craxi era il dato prevalente nel ragionamento politico del tempo.

Il Pci a Brescia fino al 1968 era il terzo partito e diventò il secondo grazie a una scissione del 50% del Psi bresciano, con una parte consistente che diede vita allo PSIUP. Ricordo che il risultato migliore il PCI lo fece nel 1975, quando venne lanciata la politica del compromesso storico e c'era una proposta unitaria, larghissima. Poi si può dissentire, dire che la solidarietà nazionale era la versione deteriorata del compromesso storico, ma questi sono i dati materiali. L'impronta operaia nel partito bresciano era molto forte. Io dicevo che dall'OM-Fiat si gestiva tutta la provincia. Erano tantissimi i compagni che si radunavano nella sezione o ragionavano in quell'ambito di fabbrica. All'epoca non è che la vita delle sezioni fosse qualcosa di aureo, aveva i suoi difetti. I compagni da lì si diramavano in tutta la provincia. C'era una fiducia reciproca o una non fiducia verso altri derivava dall'esperienza politica comune di fabbrica. Mi ricordo che quando c'erano le sezioni di fabbrica forti, c'era una direzione politica molto caratterizzata. Mi ricordo Giorgio Zubani che veniva dalla FIOM, dava un'impronta molto forte alla commissione fabbriche del PCI. Io ero insieme a lui in consiglio comunale, ero un giovane ragazzo. Insomma c'erano personalità molto importanti che davano vita al dibattito.

## **Interview de Celestino Panizza**

### **Médecin spécialiste en médecine du travail**

Io sono medico del lavoro. Ho concluso gli studi all'università nel 1977 e tra il servizio militare e il tirocinio in ospedale ho cominciato a lavorare come specializzando in medicina del lavoro e poi in epidemiologia. Lavoravo in quelli che allora erano gli SMAL. Erano dei consorzi sanitari di zona, anticipatori della riforma del sistema sanitario nazionale. Mi pare che furono istituiti con la legge 31 del 1972-1974 dalla Regione Lombardia, dando operatività e copertura giuridica ad alcuni servizi che già a Milano erano stati istituiti da alcuni comuni. A Brescia il primo SMAL fu a Salò con dei colleghi che venivano da Verona e nel 1977 fu creato a Brescia con operatori che uscivano direttamente dall'università. Ho lavorato nello SMAL della Bassa Bresciana e poi quello di Gardone Val Trompia. Lì fui responsabile del servizio di medicina del lavoro di Gardone Val Trompia. Le unità sanitarie locali evolvettero e furono aggregate in un'unica unità sanitaria locale con sede a Brescia. Solo la Val Camonica restò autonoma e a quel punto fui trasferito a Brescia.

*Che ruolo avevano gli SMAL?*

Il ruolo era quello di fare i controlli nei luoghi di lavoro. Nello SMAL c'erano delle professionalità diverse: medici, infermieri, tecnici della prevenzione e poi arrivarono anche gli ingegneri. L'impulso della creazione degli SMAL era politico e veniva dalle mobilitazioni precedenti. Quando io feci l'Università di medicina a Brescia eravamo già impegnati sul versante della prevenzione e in rapporto con il sindacato. Nel 1972-1973 partecipammo ai corsi delle 150 ore. Noi avevamo costituito una commissione all'interno del CUB di medicina che seguiva queste problematiche, in cui c'era anche Greotti che poi abbandonò la facoltà per fare il sindacalista e Ettore Brunelli che in quel tempo era in fonderia. Facemmo questi corsi di 150 ore sul modello operaio. Vennero Iva Roddone e i torinesi che avevano un'esperienza avanzata e centrata sul modello operaio. Già nel 1969 crearono una dispensa sindacale promossa dalla FIOM. Dalla loro esperienza nacque il modello sindacale di approcciare il problema con i quattro gruppi di fattori di rischio. Tutto si basava sull'idea della non delega, la validazione consensuale, il registro dei dati ambientali e biostatistici. Era un modello autosufficiente, gestito dai consigli di fabbrica e dal gruppo operaio omogeneo che però nelle rivendicazioni si traduceva nel chiedere una sponda pubblica, quindi avere dei servizi di medicina del lavoro che lo assumessero. Tra l'altro questa modalità nella medicina del lavoro ufficiale era stata assunta come modello e metodo di lavoro per andare a valutare i rischi nell'ambiente di lavoro. Il sindacato si era decisamente impegnato, anche con la nostra spinta, eravamo molto interni al sindacato. Eravamo molto legati ad alcuni settori della FIOM e della FIM locale che erano più sensibili a queste problematiche. Andavamo in fabbrica a fare le inchieste di gruppo omogeneo che poi si traducevano in vertenze per il miglioramento dell'ambiente del luogo di lavoro e una certa spinta alla medicalizzazione, quindi la richiesta delle visite mediche con dei servizi dedicati che fossero diversi dai medici di fabbrica che allora era già tanto se esistevano. Io lavoravo nella zona di Lumezzane che era caratterizzata dalla presenza di piccole fabbriche e là non si sapeva nemmeno cosa fossero i medici in fabbrica. Il rischio era che quello delle visite mediche diventasse il centro della rivendicazione mentre noi pensavamo che la non delega doveva portare

alle bonifiche ambientali, al controllo del processo produttivo, al controllo dell'organizzazione del lavoro.

### *Che ruolo avevano i delegati di fabbrica?*

I delegati ci chiamavano per intervenire. Bisogna tenere presente una cosa, negli SMAL di Brescia non passò mai quello che a Milano era un dato di fatto, cioè che potessimo entrare in fabbrica a controllare su nostra decisione o chiamati dai soli operai. A Brescia si entrava in fabbrica solo sulla base di accordi sindacali e quindi si entrava con molti paletti. Non essendo chiamati come consulenti di parte, ma come risultato di un accordo sindacale era sempre difficile fare il controllo. C'erano sempre degli intoppi anche perché non c'erano dei grandi mezzi autonomi di indagine, mancavano i mezzi materiali. In ogni caso l'esperienza fu decisamente larga. Furono fatti contratti integrativi sistematici in molte fabbriche, c'erano le campagne del sindacato dove c'era sempre il capitolo sull'ambiente di lavoro, certe volte anche in modo ripetitivo. Si tenga presente che il nostro obiettivo era creare dei gruppi operai che sapessero fare le cose in autonomia e capire i problemi che si presentavano. Cominciammo l'esperienza delle mappe grezze. Voleva dire che la valutazione iniziale del rischio era fatta dai delegati stessi che conoscevano la fabbrica e si impegnavano ad analizzare il ciclo produttivo e capire quali erano i momenti più pericolosi della catena produttiva, quali agenti chimici pericolosi erano presenti e il ruolo della fatica, della ripetitività e di tutti i fattori dannosi legati alla fabbrica e lo traducevano in ipotesi di cambiamenti sulle quali costruire le vertenze. Io ero nella bassa bresciana e c'erano molti delegati giovani che si impegnavano a contattare i delegati di fabbrica e facevano con loro le mappe grezze aiutati anche da alcuni funzionari come Martino Troncati della FIM, Franco Lombardi e Zanotti della Ideal Standard.

L'obiettivo era di inviare in tutte le fabbriche qualcuno che spiegasse ai delegati come fare queste mappe del rischio con l'ottica di mettere assieme le vertenze territoriali: da quella di fabbrica fino alla rivendicazione di funzionamento dei servizi pubblici territoriali di controllo e prevenzione. Questo lavoro lo facevamo assieme a questi giovani delegati, era una cosa tra l'istituzionale e il volontario. Per questo fu messo nelle rivendicazioni sindacali che gli SMAL facessero istituzionalmente questo lavoro con i delegati territoriali. C'era un impegno diffuso sostenuto dal sindacato provinciale. Il pericolo era che con il tempo si delegasse questo lavoro ai servizi di medicina del lavoro, magari potenziati, ma era un percorso sbagliato e si doveva evitare di arrivare lì. Per noi i servizi di medicina del lavoro dovevano avere un ruolo informativo di conoscenze legislative, tecniche e scientifiche a supporto dell'azione dei delegati sindacali. Aggiungo che la nostra attività di medicina del lavoro non era molto vista bene in una città governata dalla Democrazia Cristiana. Hanno sempre visto questa cosa come una cosa da fare, ma da tenere sotto osservazione. C'era la politica delle larghe intese quindi doveva esserci un'apertura, ma era tutto tenuto molto sotto controllo. In Val Trompia per esempio era oggettivamente difficile lavorare per lo SMAL locale. Ogni giorno mi veniva chiesto che cosa facevo e perché lo facevo. Nel 1982 diventammo servizi nazionali e assumemmo poteri di polizia giudiziaria, quindi noi operatori avevamo un potere molto forte. Potevamo accedere ai luoghi di lavoro come e quando volevamo, come una polizia che fa accertamenti. Ci furono trasferite le deleghe dell'ispettorato del lavoro per quanto riguarda la salute in fabbrica e questo fu un cambiamento di prospettiva. Lo stesso rapporto con la magistratura divenne molto forte. Allora c'erano i pretori, come Vincenzo Cottinelli e Platé, che da alcuni anni lavoravano sugli infortuni, per loro era un'attività caratterizzante della magistratura. Da quel momento non era più necessario fare degli accordi sindacali per farci intervenire, ma potevamo intervenire direttamente, questo cambiò anche la prospettiva dei servizi. Per cui di fatto i processi di non



delega si indebolirono, si agì di più sul piano istituzionale, quindi l'azione e l'uso degli strumenti che avevamo per ottenere dei cambiamenti, certo sempre anche sulla base di ciò che ci segnalavano i consigli di fabbrica. Il nostro intervento diventava sempre di più un classico intervento ispettivo a volte collegato con l'attività dei delegati sindacali e a volte del tutto autonomo. Pian piano il ruolo autonomo del sindacato sulla questione dell'ambiente di fabbrica andò progressivamente a esaurirsi. La rivendicazione della salute era importante per il sindacato, ma si sapeva che lo si giudicava poi per quello che riusciva a portare a casa nei contratti, in concreto soprattutto dal punto di vista salariale. Poi a Brescia l'evoluzione fu differente. La cosa era certamente legata al modo di essere del sindacato bresciano che era molto rivendicativo e di fabbrica. Il sindacato a Brescia tenne per un lungo periodo una capacità d'intervento sulle questioni dell'ambiente di lavoro, però non fece niente sull'inquinamento esterno legato alla fabbrica. Anche la nostra cultura era di un altro genere a quel tempo. Io sono sempre stato un ambientalista, ma l'ambiente di lavoro non si legava mai alle problematiche esterne causate dalla fabbrica, non c'era ancora una capacità di lettura globale e si trattava di un meccanismo complesso.

*Dopo la caduta della capacità d'intervento del sindacato si è tornati a una politica di monetizzazione del rischio?*

Io penso che la politica di monetizzazione del rischio non è tornata alla fine degli anni '80, perché la salute si è svenduta direttamente. E' cambiato il rapporto in fabbrica, si è persa la forza di intervenire, ma non è tornata una visibile monetizzazione del rischio nella contrattazione. A partire del 1994-1995, il sindacato bresciano ha cominciato a perdere forza di intervento su questi temi. Si sono semplificate le vertenze aziendali. La questione dell'ambiente di lavoro era un titolo che si doveva mettere in contrattazione perché era cult, ma poco riempito di contenuti e dove era pieno di contenuti si limitava a chiedere le visite mediche, di istituire l'indagine ambientale in fabbrica da parte delle istituzioni, ma era un impoverimento sostanziale, dei veri propri passi indietro, quando invece si doveva andare avanti. Si doveva passare al secondo livello dopo il lavoro fatto negli anni '70. Io penso che il problema stava nel modo di far sindacato dell'area Sabattini-Cremaschi-Zipponi. Io non ho mai amato il loro sindacalismo. Vedevo gli operai come massa di manovra per conquistare a livello rivendicativo, più che come soggetti di costruzione di una cultura politica. Me ne sono reso conto quando sono andato in Val Trompia, passando dall'esperienza della Bassa Bresciana, che era considerata un'area sottosviluppata dal punto di vista sindacale, dove invece con dei delegati giovani ho costruito delle vertenze e delle formazioni sui rischi dell'ambiente di lavoro veramente straordinari. Invece nella roccaforte sindacale della Val Trompia ho trovato un'altra situazione. Lì, quello che Zipponi, il segretario della FIOM di Brescia, voleva era che mettessimo giù le bonifiche esemplari da fare nelle fabbriche che avrebbe potuto mettere a ciclostile in tutte le vertenze aziendali. Io non ho mai digerito questa cosa. Secondo me i delegati dovevano analizzare il ciclo produttivo e costruirsi la cultura per intervenire, non fare le vertenze con il ciclostile, perché un approccio del genere non sarebbe durato a lungo. Questi sindacalisti erano fatti così, anche se rappresentavano un sindacalismo radicale. Erano frutto di un operaiismo rivendicativo, ma che vede gli operai come massa di manovra. Volevano costruire gli slogan per mobilitare le masse. Per me questo non bastava. La partecipazione la costruisci edificando una cultura in fabbrica capace di controllare il processo produttivo da tutti i punti di vista e anche sul territorio. Certo una scommessa difficilissima, ma forse era la strada da seguire. Certo sono processi ardui e contraddittori. C'era sempre il rapporto tra l'avanguardia e l'operaio normale con i problemi di tutti i giorni. In Val Trompia il mio lavoro era difficile anche a causa delle

peculiarità del suo insediamento produttivo che era fatto di piccole aziende. Il distretto prima che nel Veneto è nato a Lumezzane. In val Trompia c'erano 20000 unità produttive alla fine degli anni '80 e la maggioranza assoluta erano piccolissime unità produttive. Certe fabbriche sembravano scantinati, quando mi presentai a fare i controlli le prime volte, non mi facevano entrare e dovevamo chiamare le loro associazioni imprenditoriali per convincerli, perché non sapevano chi fossi e cosa rappresentassi. Io sono andato via da Lumezzane quando stava cominciando il declino occupazionale attraverso l'esternalizzazione delle produzioni, il lavoro interinale e a chiamata, la meccanizzazione di alcuni settori, la presenza del lavoro extracomunitario soprattutto nelle fonderie.

## **Interview de Umberto Duina et Paolo Franzoni**

### **Membre du secrétariat de la FIOM-CGIL de Brescia**

### **Délégué des “Acciaierie venete” de Casto (Bs)**

Io sono Umberto Duina e sono nato nel 1946. Ho cominciato a lavorare all'Idra e dopo essere diventato delegato sono diventato il punto di riferimento della FIOM in fabbrica. Nel giugno 1975 mi è stato chiesto di uscire per fare il tempo pieno seguendo la zona della città e dopo 7 mesi Claudio Sabattini mi ha chiesto di andare a Nave a seguire la siderurgia e abbiamo fatto una serie di vertenze storiche per le conquiste che riuscimmo a raggiungere. Nel 1977-1978 mi hanno chiesto di entrare in segreteria della FIOM. Terminato il mandato nella segreteria io ho chiesto di restare funzionario della FIOM perché non mi interessava andare a fare il segretario in altre categorie, ma volevo continuare l'esperienza che avevo maturato in quegli anni nel sindacato metalmeccanico e ho continuato lì fino a che sono andato in pensione.

Io sono Paolo Franzoni. Sono nato nel 1959. Ho iniziato a lavorare nel 1973 alla Lucchini, poi diventata Acciaierie venete di Casto. Ho iniziato a fare il delegato nel 1980-1981 e nel 1990 sono diventato funzionario, poi il responsabile di zona della FIOM. I primi tre anni gli ho fatti a Ospitaletto, assieme ad Umberto che era responsabile di zona e io funzionario di prima nomina.

*Cosa fece Claudio Sabattini quando arrivò a Brescia?*

Umberto Duina: Sabattini è arrivato a Brescia nel 1974, poco prima della strage di Piazza Loggia. E' venuto a Brescia per distruggere l'egemonia democristiana e cislina e c'è riuscito a livello sindacale perché la FIOM di Brescia è diventato il primo sindacato. Eravamo tre volte gli altri sindacati messi assieme. Questo è il capolavoro che ha fatto.

Lui è venuto a Brescia per una profonda rifondazione della FIOM locale e della CGIL bresciana stessa. In giro di un anno e mezzo ha sostituito tutto il vecchio gruppo dirigente, dai membri di segreteria ai funzionari e ha puntato su un gruppo di giovani più o meno della mia generazione che erano i responsabili della FIOM all'interno delle loro fabbriche. Eravamo considerati una banda di estremisti di cui lui era il capo. Noi abbiamo sempre costruito le nostre posizioni discutendo molto al nostro interno e coinvolgendo molto i compagni nelle fabbriche, infatti in quel periodo la radicalizzazione della linea politica della FIOM avveniva su questa base metodologica. Eravamo dei giovani che oltre cambiare la società volevano cambiare la vita in fabbrica, dai problemi d'orario a quelli dei cottimi e dell'inquadramento, solo per fare qualche esempio. Lì è nata la forza della FIOM di Brescia. Dopo delle giornate di formazione, riunioni tra funzionari e segreteria, tra funzionari, delegati e lavoratori si costruivano le vertenze. Si contrattava in maniera diversa che in passato. Si proponevano nuovi temi di contrattazione, quando prima si rinnovavano i premi di produzione e i superminimi e punto a capo, invece cominciammo a lottare anche per mettere le mani nell'organizzazione del lavoro perché volevamo gestire come delegati e lavoratori. Era molto importante il fatto che dalla discussione tra tutti i livelli dell'organizzazione e dalle rivendicazioni e i bisogni dei lavoratori nasceva la piattaforma e si andava allo scontro con i padroni. I lavoratori partecipavano fino in fondo alla lotta perché sentivano che la piattaforma era stata creata attorno ai loro

bisogni ed era stata costruita con la loro partecipazione in prima persona e quella dei loro delegati.

Abbiamo fatto delle lotte lunghissime soprattutto nella zona di Nave dove ero responsabile nel 1975-1977. La gente ha cominciato a seguirci perché hanno visto la nostra determinazione e che le nostre rivendicazioni erano corrette. Da lì abbiamo continuato a portare avanti questa esperienza anche dopo la partenza di Sabattini. Cominciammo a essere visti come delle pecore nere nel sindacato. I padroni stessi ci rinfacciavano che chiedevamo cose che in altre realtà locali il sindacato non si sarebbe mai sognato di chiedere. Dopo lunghe lotte a Brescia riuscimmo a conquistare cose inimmaginabili. Negli anni '80 quando è esploso il fenomeno delle ristrutturazioni legate alla cassaintegrazione per esempio noi abbiamo posto tre rivendicazioni fondamentali: la prima era la rotazione dei cassaintegrati, la seconda era l'anticipo della cassaintegrazione e la terza, ma più importante, l'opposizione alla chiusura delle aziende. In molte altre realtà locali la FIOM firmava degli accordi dove si accettava di tutto, in cambio di molto vaghe promesse di riapertura o di rilancio produttivo. Un'altra battaglia campale e piena di significato era quella del premio legato alla presenza. Noi dicevamo che il pane costava 100 lire per tutti e quindi tutti dovevano prendere lo stesso salario e non legarne anche solo una parte alla presenza. Il panettiere non ti faceva lo sconto se eri presente in fabbrica. Anche in questo caso molte FIOM locali firmavano accordi dove sdoganavano tranquillamente il premio legato alla presenza quindi il concetto di salario variabile dipendente, a Brescia invece tenevano duro su quel concetto. Nel settore siderurgico, dove diventai funzionario io nella seconda metà degli anni '70, aprimmo una prima vertenza generale sulla turnistica e sugli orari di lavoro. Si lavorava 21 turni alla settimana, non c'erano giorni di festa e quando mancava la gente nei reparti, i lavoratori dovevano fare molte ore di straordinarie per tappare i buchi. Arrivato Sabattini abbiamo messo in campo la rivendicazione dei 20 turni, cioè ogni 3 domeniche almeno una doveva essere libera per stare con la sua famiglia e avere del tempo libero per sé. Riuscimmo a ottenerlo in tutte le fabbriche siderurgiche. Altra cosa era stata la vertenza del 21% sulle riserve di squadra. Ci mobilitammo perché volevamo evitare che a causa delle assenze, dei permessi e degli infortuni i lavoratori presenti non dovessero sobbarcarsi carichi di lavoro e orari supplementari per garantire la continuità della produzione.

Paolo Franzoni: La FIOM di Brescia aprì uno scontro molto forte nel settore siderurgico per ottenere il pagamento della 14 mensilità, all'incirca alla metà degli anni '80, anche se noi nel gruppo Lucchini non riuscimmo mai ad ottenerlo. Bisogna contare anche il ruolo che ebbe lo scontro ferocissimo che ci fu tra la FIOM bresciana e Lucchini e fu questa questione a portare a galla la definizione di Brescia come anomalia. Poi la vera anomalia o meglio la forza della FIOM di Brescia era la sua capacità di controllare la produzione e di ottenere accordi aziendali molto buoni per i lavoratori. Questa capacità ha cominciato a erodersi pian piano dagli anni '80 in poi, quando le crisi aziendali hanno cominciato a mettere in ginocchio anche il sindacato, che ha dovuto passare sulla difensiva anche in alcune realtà dove era fortissimo. E' stata una perdita di capacità a livello organizzativo del sindacato. Penso che la FIOM locale ha tenuto fino al 1995 con la riforma Dini delle pensioni e ha avuto una perdita secca alla fine degli anni '90. Lo si può vedere anche dai numeri del tesseramento la FIOM bresciana teneva a livello di tessere, in un contesto italiano dove ormai il sindacato arretrava da 10 anni.

*Come facevate a reggere la contraddizione tra la posizione del sindacato nazionale e quello di Brescia nei luoghi di lavoro?*

Umberto Duina: Per i lavoratori delle fabbriche il sindacato vero era quello che vedevano a Brescia, non era quello nazionale, infatti nelle varie consultazioni a Brescia le piattaforme nazionali erano sempre messe in minoranza anche se venivano a sostenerle dei grandi dirigenti sindacali nazionali come Trentin. I lavoratori sostenevano questa battaglia. Qui a Brescia c'è sempre stato un fronte, lo chiamavano il fronte del "no". Anche i lavoratori nelle assemblee intervenivano con forza, anche davanti ai grandi dirigenti. All'epoca anche i delegati erano molto politicizzati e abituati a fare battaglia politica grazie anche al fatto che erano anche militanti di partito, ora questa esperienza si è un po' persa. La realtà bresciana era unica, forse un po' Reggio Emilia, poi a Milano in alcune fabbriche ma non tutta la FIOM di Milano.

Paolo Franzoni: A Brescia fu creata, unica esperienza in Italia, la direzione locale della FIOM. I capi delle fabbriche più importanti erano membri di questa direzione e le decisioni venivano prese da loro e portate nel direttivo, quindi non erano solo prese dalla segreteria o dal segretario. Queste fabbriche erano molto effervescenti e quindi in grado di intervenire politicamente e prendere delle decisioni. Questo avvenne all'inizio degli anni '90, quando c'era Zipponi segretario, dopo il congresso di Essere sindacato. La forza della FIOM di Brescia era che dicevamo ai lavoratori che al di là di quello che veniva deciso e avveniva a livello nazionale noi saremmo andati avanti per la nostra strada. Noi a prescindere da quello che si sarebbe deciso a livello nazionale avremmo fatto la nostra battaglia politica e sindacale e comunque all'interno delle fabbriche portavamo avanti la nostra linea contrattuale senza cedimenti. Anche nelle fasi più difficili noi portavamo avanti la nostra linea, ma non si è solo detto, si è fatto nei contenuti della contrattazione. La CGIL nazionale ci faceva delle pressioni per cambiare modi e sostenere la linea generale, ma noi andavamo avanti per la nostra strada. Nel 1992 Trentin è venuto in Piazza Loggia per difendere le posizioni nazionali di firmare la cancellazione della scala mobile ed è stato contestato pesantemente. Le abbiamo prese noi per difenderlo.

Inoltre noi abbiamo sempre rimproverato alla segreteria nazionale di considerare Lucchini un moderato e invece era tutto il contrario. Noi a Brescia non trattavamo mai con lui, ma con il suo delegato Ugo Calzoni. Nelle sue fabbriche i lavoratori iscritti alla FIOM erano messi a fare i lavori peggiori e una strategia antisindacale complessiva era messa in campo contro la FIOM. Mi ricordo di un episodio quando lavoravo alla Lucchini di Casto. Lì c'era l'abitudine che quando un lavoratore andava in pensione si assumeva il figlio. Ricordo un lavoratore che venne da me disperato perché in direzione gli avevano detto che se voleva che suo figlio fosse assunto doveva tirar via la tessera della FIOM.

Paolo Franzoni: Il momento culmine della frattura fu il congresso del 1991. Quel congresso fu atipico nel panorama dei congressi del sindacato. Si mandavano nelle fabbriche due funzionari che rappresentavano le due linee proposte e avevano 15 minuti a testa per presentare i documenti. Un funzionario teneva l'urna di voto e l'altro teneva la chiave. Il congresso a Brescia fu fatto così, fu un'esperienza molto dura, perché si scontravano due linee molto diverse, quella conflittuale e quella della concertazione. Noi alla FIOM eravamo forti come Essere sindacato, quindi mandavamo i nostri militanti e funzionari a fare i congressi in altre categorie dove era debole e questo impegno della categoria ha permesso di vincere il congresso a livello di camera del lavoro con una percentuale che si aggirava attorno al 55-57%.

Non posso dire che nella fase successiva si riuscì a irradiare dalla direzione della Camera del lavoro il nostro metodo di lavoro e la nostra linea a tutte le categorie, ma ci furono delle battaglie forti che furono portate avanti grazie al fatto che ricoprivamo quella posizione. Poco dopo la Camera del lavoro rompe con Essere sindacato perché non si voleva trasformare quell'esperienza in una componente organizzata tornando

alle vecchie logiche. Noi volevamo mantenere le posizioni, ma senza creare un'area sindacale, quindi più che una spaccatura con loro fu che non seguimmo quella strada.

*Per la FIOM di Brescia quali erano i rapporti che dovevano intercorrere tra partito comunista e sindacato?*

Umberto Duina: Quando c'era Berlinguer, non avevamo grossi scontri con il partito, anche se a livello nazionale grossa parte della direzione locale del partito era contro Berlinguer. Noi a Brescia li consideravamo filo socialisti. Erano contro Berlinguer, ma pubblicamente non si sono mai azzardati a sconfessare le sue posizioni. Lo scontro grosso è stato sul movimento degli autoconvocati, in quel momento abbiamo avuto un grosso terremoto nel sindacato. Dopo la sconfitta del referendum abbiamo continuato con il nostro lavoro di sindacato, con le nostre parole d'ordine e modi di approcciarci ai lavoratori e questo ci ha permesso nonostante la sconfitta di tenere le posizioni. C'è da dire che noi ci eravamo opposti alla politica del compromesso storico e ci riappacificammo con Berlinguer solo quando andò sui cancelli della FIAT durante la lotta del 1980 quando diede una svolta secca alla linea del partito verso l'opposizione alla DC.

Rispetto al rapporto tra sindacato e partito, noi eravamo un po' pansindacali. Era vero nel senso che per noi al primo posto c'era il sindacato e poi il partito. Penso che a Brescia ci fosse una maggioranza moderata nel PCI e per quanto facessimo le battaglie politiche non eravamo in grado di contrastarla al punto di essere noi maggioranza. Il dato del 41% che nel PCI di Brescia si oppose allo scioglimento del partito non dimostra che noi fossimo quasi maggioritari, ma che una parte che si era sempre schierata con la maggioranza votò la mozione di Ingrao perché era contraria al cambiamento del nome del partito, che è una cosa ben diversa. Nella FIOM la stragrande maggioranza dei funzionari non si iscrisse al PDS. In quella fase si è rotto con la classe dirigente del partito. Nella prima fase anche Rifondazione comunista non fu scelta da tanti militanti e funzionari della FIOM. Questo è stato possibile a Brescia, so che nelle FIOM locali in giro per l'Italia non era così semplice non avere la tessera del partito. L'autonomia e l'indipendenza nei confronti del partito l'abbiamo imparata grazie a Sabattini. Ci insegnò a non considerare il partito come un padrona che una volta che decideva noi dovevamo accodarci, ma dovevamo ragionare con la nostra testa e portare avanti le nostre posizioni.

## **Interview de Giuseppe Benedini (2)**

### **Membre de l'exécutif du conseil d'usine de la FIAT de Brescia**

Io sono Giuseppe Benedini. Vengo assunto nel 1966 alla scuola allievi della Fiat di Brescia. Il primo gennaio 1968 entrai in fabbrica da cui uscii temporaneamente nel 1969 per fare il militare. Gli ex allievi venivano tenuti come in aspettativa durante il periodo del servizio militare. Nel 1970 rientrai e feci esperienza nel reparto attrezzeria, ferroviario e poi entrai a far parte del consiglio di fabbrica nel 1973 come delegato di linea. Dopo ho cominciato tutta la trafila della rappresentanza. Feci tutti i vari passaggi per selezionare i dirigenti sindacali. In quell'epoca era diverso. Nel 1974 mi iscrissi al PCI e c'era bisogno di tre persone che facessero da garanti per l'iscrizione, perlomeno funzionava così nei circoli di fabbrica. Io avevo come garanti Enzo Maccarini, Ezio Maccarinelli e Pierino Valseriati che mi ha fatto la tessera, tanto per far capire com'era stretta la selezione di chi entrava nel partito. Dal 1976 le cose cambiarono e si cominciò a tesserare un po' tutti quelli che volevano. Ricoprii responsabilità sindacali fino agli anni '80 e tra l'altro entrai anche nell'esecutivo del consiglio di fabbrica. Nel 1985 fui eletto nel consiglio comunale di Brescia e c'era il problema della rigidità dell'incompatibilità tra cariche. Chi aveva cariche elettive non poteva avere cariche esecutive, quindi dovetti dimettermi dall'esecutivo del Consiglio di fabbrica per poter entrare in consiglio comunale, dove restai fino al 1992. Feci la legislatura della giunta Padula (1985-1990) e quella corta che finì con elezioni anticipate (1990-1992). Nel 1992 non mi presentai più perché visto che Gigi Guizzi si era licenziato, dovevo andare a fare il responsabile dell'Esecutivo del consiglio di fabbrica e come ho detto prima c'era l'incompatibilità tra queste due cariche.

*Che ruolo avevi all'interno della struttura del PCI provinciale?*

Nel PCI bresciano la lotta per ottenere una forte rappresentanza operaia in consiglio comunale era molto dura. Ricordo che in occasione delle elezioni del 1980 riuscimmo a far eleggere un numero superiore di rappresentanti operai tra cui Franco Mattia, escludendo ovviamente i candidati ufficiali del partito. Questo fu possibile grazie a un grosso lavoro di preferenze. Il segretario provinciale Gianfranco Borghini ci fece il processo. Io fui chiamato dai probiviri della Federazione provinciale (Giulio Dalola, Bregoli, Luzzardi) che mi dissero che avevo organizzato in fabbrica una battaglia antipartito. Questo solo perché non erano stati eletti i candidati indicati dal partito a livello centrale. Noi non avevamo rubato niente a nessuno, avevamo lavorato in campagna elettorale per far eleggere i rappresentanti operai. La quaterna era Polati, Mattia, Campovecchi e forse Sperzagni, ma l'ultimo non lo ricordo. Stessa cosa avvenne poco tempo dopo quando fu candidato alle elezioni politiche Gigi Guizzi. Grazie a un grosso lavoro di preferenze fu eletto, suscitando malumori tra i dirigenti del partito. La situazione fu risolta perché Gino Torri che era stato eletto sia nel collegio di Brescia che in quello di Varese optò per il primo e a quel punto Guizzi risultò primo dei non eletti. Tutto questo avveniva perché eravamo visti come dei movimentisti, gli ingraiani, la sinistra del partito, ci tacciavano di essere vicini alla Rossanda, Castellina e Pintor: gli espulsi del Manifesto. Con Ingrao facemmo tutta la battaglia contro i miglioristi (destra del partito). A Brescia mandavano sempre a fare

il congresso o Maccaluso o Chiaromonte, tutti gli uomini dello staff del migliorismo del partito. Poi nella seconda metà degli anni '70 la sinistra del partito divenne più grossa, perché il partito stesso si stava allargando nella società verso anche settori non operai, ma la nostra base restava sempre la stessa: i nostri rappresentanti nel partito dovevano essere degli operai. E' sempre prevalsa questa logica anche nel comitato federale dove venivano elette le figure più rappresentative delle varie fabbriche. Nel partito eravamo una parte importante. Si pensi che nel 1985 furono eletti 11 consiglieri del PCI e quelli che facevano riferimento alla condizione operaia eravamo io, Dolores Abbiati, che pur non essendo operai aveva un'esperienza molto forte e aveva le nostre posizioni, Mirko Lombardi, che anche lui pur essendo architetto, faceva parte del Sunia, sindacato inquilini legato alla CGIL, poi c'era Campovecchi, che era il leader sindacale di una fabbrica chimica, la Caffaro. In quella fabbrica avevano sempre tenuto ibrida la rappresentanza sindacale e quella politica. Noi alla OM-FIAT eravamo integralmente per l'incompatibilità.

La prima vera battaglia nel partito la facemmo contro il compromesso storico. Anche noi dovevamo aderire pubblicamente a questo progetto perché nel partito vigeva il centralismo democratico, che a noi è sempre stato sul gozzo, non lo potevamo sopportare perché poi loro erano sempre maggioranza, e noi eravamo sempre succubi delle loro posizioni.

*Quali erano le correnti a Brescia?*

C'erano i cosiddetti "miglioristi", l'area di Terraroli che noi chiamavamo anche il partito degli architetti tra cui Abba, Daffini e Straozzini, di cui faceva parte anche Fenaroli. Poi c'erano quelli che io chiamavo i Piduisti o della massoneria come Loda, Berardi, Papetti, Barzellotti. Si trattava di voci di corridoio. In primis Micheletti, il fondatore dell'archivio mi aveva detto che Berardi e Loda erano due membri della P2 e anche successivamente dentro il PCI girava l'idea che i loro due nomi fossero stati trovati in alcuni elenchi della loggia massonica P2. Non so se era vero e non so cosa facessero dentro il PCI. Non li ho mai visti come potenziali sabotatori del partito o come infiltrati. Non hanno mai compiuto atti pubblici contro il partito, ma stavano all'interno in una logica moderata e che per certi versi potremmo definire affaristica, quando c'era l'intreccio con le cooperative non si tiravano indietro e sponsorizzavano delle cooperative vicine a loro piuttosto che per esempio la Unieco che era vicina a Terraroli ed Abba. Gianfranco Borghini che divenne responsabile nazionale del dipartimento "industria" del PCI era legato a certi ambienti economici. Il sentimento che c'era nel partito è che questi gruppi erano organizzati e ragionavano secondo una logica di gruppo di spartizione.

*Che posizione prendeste come sinistra del partito in occasione dell'elezione di Claudio Bragaglio a segretario provinciale del partito?*

Bragaglio è sempre stato piuttosto autonomo. Non faceva parte di nessuna delle correnti, ma per essere eletto aveva bisogno dei voti di queste correnti. E' considerato il centro perché aveva qualche qualità per tenere assieme tutto il partito, anche se noi avemmo anche come sindacato degli scontri incredibili con lui e non appoggiammo la sua candidatura quando fu eletto perché aveva una linea molto critica nei confronti della FIOM. Noi avevamo un fideismo di struttura molto forte che difendevamo contro tutti gli attacchi. Non possiamo considerarlo nemmeno un berlingueriano, anche se ufficialmente si collocava in quella linea, ma lo faceva in maniera ambigua. Poi c'è da



dire che nemmeno la destra del partito, una volta che Berlinguer aveva preso la parola su una questione, non aveva il coraggio di sconfessarlo.

*Come muta l'intervento della sinistra del partito a Brescia, una volta che Berlinguer cambia linea e propone l'Alternativa democratica?*

Noi della FIOM di Brescia e come sinistra del partito con la svolta di Berlinguer che chiuse la stagione del compromesso storico e rimise il PCI su una linea di opposizione e di appoggio forte alle lotte, riuscimmo un po' a uscire dall'isolamento. Anche se restammo un po' interdetti quando fu mandato a Brescia per un congresso Minucci che era un berlingueriano di ferro, posso dire che così tanti attacchi e insulti non li avevo sentiti rivolti a noi, nemmeno quando erano venuti dei rappresentanti dell'estrema destra del partito. Noi pensavamo che sarebbe venuto a darci una mano, invece fu il contrario. Noi eravamo, in quel periodo, una sinistra dell'ala berlingueriana. Avevamo contrastato il Berlinguer del compromesso storico, ma dopo abbiamo appoggiato tutte le sue iniziative anche sulla questione morale.

*Non riusciste mai a ottenere la segreteria del partito?*

Noi non abbiamo mai avuto l'obiettivo di prendere la testa del partito, anche perché come FIOM di Brescia tenevamo distinto il lavoro sindacale da quello del partito. Nel PCI non volevamo veramente "prendere il potere" perché consideravamo il partito un po' un ente estraneo alle nostre condizioni e ai nostri bisogni che riuscivamo ad esprimere e certe volte risolvere con il sindacato. Certo tenevamo sempre un piede nel partito perché capivamo l'importanza di avere una rappresentanza politica per far valere le ragioni operaie, ma avevamo un'idea talmente forte di autonomia sindacale e del ruolo del sindacato che il partito era sempre in secondo piano. Eravamo un po' pansindacali, ultra sindacali, non abbiamo mai avuto l'idea di andare alla carica per conquistare la dirigenza del partito, tanto che nel 1992 non mi ripresentai come consigliere comunale perché l'operazione era quella della centralità del sindacato. Si era creato un vuoto nella rappresentanza della FIOM di fabbrica a causa di una serie di compagni che si erano licenziati o erano andati in pensione, quindi c'era bisogno di un sostegno da parte mia all'interno del sindacato di fabbrica.

*Come nasce Essere sindacato a Brescia?*

Essere sindacato nasce dall'esperienza degli autoconvocati e a portarla a Brescia è stato Giorgio Cremaschi. Ci furono dei gruppi di persone che cominciarono a muoversi un po' a Brescia, Bologna e in altre realtà tra cui Trento, ma non è mai stato una realtà molto organizzata in giro per l'Italia. La questione della battaglia congressuale del 1992 viene dall'elezione precedente, dove si era fatto un accordo tra Pedò e Panella. Quest'ultimo sarebbe diventato segretario generale della camera del lavoro nonostante fosse socialista e l'elezione dopo sarebbe diventato Gianni Pedò. Il problema che nel frattempo le correnti sono state sciolte quindi anche l'accordo saltò. E' per questo che nel congresso della CGIL del 1991 infuriò una battaglia tra l'ala moderata e noi per il controllo della camera del lavoro. Noi avevamo fatto quell'accordo per far uscire dall'impasse la CGIL di Brescia, che era bloccata senza segretario. Il partito bresciano era strenuamente contrario, non voleva che un socialista fosse segretario della camera del lavoro di Brescia.

Al congresso del 199, la battaglia fu molto aspra. Nelle altre categorie non avevamo molti appoggi. Avevamo dei contatti un po' nella funzione pubblica e nella scuola. Anche nei chimici avevamo Campovecchi, ma era un personaggio un po' disorganico che faceva quello che voleva, non sapevi mai dove andava.

*In quel momento cosa accadeva nella FIOM nazionale?*

Dopo la Gestione Airoidi-Cerfeda della FIOM viene proposto il tandem Vigevani (che era socialista)-Damiano. I due continuarono a proporre cose simili alla Coodeterminazione avanzata precedentemente dal segretario Airoidi. Noi a Brescia invece volevamo lo scontro con i padroni, non volevamo aver niente a che fare con loro. Il problema era che eravamo un po' isolati anche nella FIOM. C'era la camera del lavoro di Bologna, Modena e Reggio Emilia che erano sulle nostre posizioni come quasi tutta l'Emilia Romagna, poi avevamo un pezzo di Toscana con Piombino e anche la Campania con Bassolini e Ciccio Ferrara. Il Piemonte è sempre stato ibrido, c'era Airaudò che bisognava prenderlo con le pinze perché una volta era con noi e una volta no. Il Piemonte era fucina di Cesare Damiano, che era il segretario della FIOM regionale e poi fece il salto nella segreteria di Vigevani. La Camera del lavoro di Torino era una realtà difficile da capire. C'erano personaggi che facevano anche delle battaglie politiche di sinistra, ma quando andavi a stringere te li trovavi sempre titubanti. Il Veneto non è mai stato troppo incisivo, c'erano alcune realtà come Porto Marghera che esprimeva qualche quadro interessante, ma complessivamente niente di importante.

*Questa peculiarità contestativa della FIOM di Brescia da cosa deriva?*

Sabattini ha avuto un ruolo centrale. E' arrivato a Brescia nel 1974 e ha ribaltato tutta la struttura del sindacato interno. Ha fatto fuori tutta la vecchia classe dirigente della FIOM locale. Cominciò a valorizzare i delegati di fabbrica. Non doveva essere un'oscura burocrazia del sindacato che determinava gli equilibri e le decisioni. Il nodo centrale dell'intervento di Sabattini era la valorizzazione dei capifabbrica. Poi secondo me una cosa che non si è mai saputa era che qui a Brescia in quel periodo c'era un accordo tra l'ala operaista del sindacato e l'area politica. Sabattini e Borghini parlavano e si accordavano e le cose si facevano, anche se tra due persone su due posizioni così diverse era difficile riuscire ad arrivare all'accordo. Una certa forma di opportunismo politico portava tante volte a dire che non ci si doveva disturbare vicendevolmente nelle operazioni politiche. I vecchi quadri quando c'era un problema nel sindacato si rivolgevano al partito per dirimere le questioni, con l'arrivo di Sabattini fu instaurata anche una forma di distanza e di autonomia decisionale del sindacato rispetto al partito.

Sabattini quando arrivò a Brescia faceva degli accordi con i vecchi capifabbrica e poi faceva di tutto per poterli far fuori. Li isolava uno a uno, quando li aveva fatti fuori tutti cominciò a inserire i nuovi capifabbrica eletti dai consigli per dare più forza a quel processo che era in atto di passaggio dalle commissioni interne ai consigli di fabbrica. Così fece entrare dei giovani radicalizzati che diventeranno i personaggi più importanti della FIOM di Brescia nel periodo successivo. Lui fu mandato a Brescia per portare avanti il processo della costruzione del nuovo sindacato dei consigli di fabbrica. A Brescia in quel periodo era un casino. C'era la vecchia logica della commissione interna dove soprattutto in fabbrica gestivano tutto i capibastone e da quello si voleva passare a un sindacato più partecipativo con una partecipazione maggiore degli iscritti e degli operai.

Sabattini dopo la vicenda della FIAT 1980, dove gestiva la vertenza, andò in tilt con la testa e lo mandarono in esilio prima in Sicilia e poi Catanzaro. Poi è rinsavito e per poter rientrare si ripresentò su una posizione piuttosto moderata, tanto è vero che noi bresciani facemmo degli scontri di non poco conto con questo secondo Sabattini più moderato. Non so se lo fece per calcolo politico. Non so dire se ci fosse del calcolo politico rispetto a certe operazioni che fece che per noi erano incomprensibili. Quando venne eletto segretario generale della FIOM italiana, la sinistra dell'organizzazione lo appoggiò. Si diceva che tutto sarebbe stato meglio che Vigevani.

La FIOM bresciana nonostante tutte le crisi e il ridimensionamento del settore metalmeccanico in qualche modo regge ancora oggi. La FIOM cede quanto manca la credibilità. Un lavoratore ti chiede cosa fa la FIOM? Non come è la FIOM? La cosa più importante è il rapporto di stima che si crea con il lavoratore grazie alla coerenza dei personaggi e delle linee che nel bene o nel male siamo riusciti sempre a mettere in campo nel corso degli anni. I tempi sono anche cambiati. Una volta c'era un gruppo dirigente di fabbrica molto autorevole. Se il delegato fischiava, tutti gli operai uscivano in sciopero senza nemmeno sapere il perché, si fidavano talmente che uscivano a scatola chiusa e dopo si facevano spiegare il motivo. Ora invece prima devi spiegare il motivo e poi fanno sciopero. Il cambiamento è dovuto anche al fatto che nel corso degli anni è cambiata in peggio la credibilità del sindacato. Per noi è sempre stato più forte il problema di spiegare agli operai che noi avevamo una posizione e la CGIL nazionale ne aveva un'altra, quasi sempre di cedimento dei diritti dei lavoratori. Nel 1992 non lottammo per difendere la scala mobile, invece il segretario nazionale della CGIL Trentin, che negli anni '70 era il simbolo della sinistra sindacale, firmò per la sua abolizione. Queste sono contraddizioni che prima o poi paghi davanti ai lavoratori.

## **Interview de Giuseppe Caim**

### **Ouvrier FIAT, adhérent à la FIOM-CGIL de Brescia**

Io sono entrato alla FIAT nell'ottobre 1979. Prima ho lavorato nell'artigianato. E' stata un'esperienza amara. Nell'artigianato se c'è lavoro ti tenevano, se non c'era ti licenziavano senza pensarci due volte, ti indicano il cancello e ti dicevano di uscire. Ho fatto due anni in un'officina meccanica dove lavoravo sulle frese e i torni a Borgosatollo e dopo la fabbrica non aveva più lavoro e il padrone mi ha licenziato. Era un padrone molto paternalistico, faceva quello che voleva, quando era ubriaco entrava in fabbrica e veniva a disturbare e insultare gli operai; poi ho fatto due anni il manovale in una ditta e un altro anno in una piccola fonderia. Successivamente ho avuto l'occasione di entrare in FIAT. La mia domanda era stata respinta 5 volte. Mi sono iscritto subito dalla FIOM perché vengo da una famiglia che ha sempre lavorato, fatto tanti sacrifici e anche lottato.

*Come era la FIOM quando entrasti in FIAT?*

Il sindacato in quei tempi era diverso. A quell'epoca il lavoro c'era ancora. L'Iveco aveva delle commesse enormi, impensabili oggi, si facevano 200 camion al giorno, era una roba fuori di testa e l'azienda assumeva. Adesso sono anni e anni che non assume. C'era ancora il sindacato unitario, la Federazione lavoratori metalmeccanici. Però anche all'epoca purtroppo il sindacato era influenzato dalla politica. Io penso che il sindacato debba fare il sindacato cioè difendere i lavoratori. Un lavoratore può essere rosso, bianco o giallo, ma al sindacato non deve interessare, perché il suo scopo deve essere quello di difendere i diritti dei lavoratori. Comunque era un sindacato forte che riusciva sempre a firmare dei buoni contratti nazionali. Questo era una fortuna per noi, ma anche per la miriade di piccole aziende che facevano parte della galassia dell'indotto FIAT che non avevano potere contrattuale, ma grazie al contratto prendevano gli aumenti in busta paga.

*Quando il sindacato a Brescia ha cominciato a perdere terreno?*

La prima batosta che abbiamo preso è stata in occasione della vertenza alla FIAT nel 1980. Quella è stata la svolta e l'abbiamo sentita soprattutto noi che eravamo nel gruppo FIAT. La seconda è stata nel 1984 quando sono stati tagliati i punti di scala mobile. Lì secondo me si è sbagliato ad arrivare al referendum che fu celebrato nel 1985. Quella scelta portò a votare cani e porci. Hanno votato tutti. Frati, preti, monache, esercenti, vaticano. Se avesse votato l'America avrebbero votato proprio tutti. Dovevamo far votare i lavoratori dipendenti, non il lavoratore autonomo o l'imprenditore. Sono andati anche Agnelli e Berlusconi a votare su un tema che riguardava la decurtazione salariale della parte più debole della società. Di conseguenza hanno vinto. Da lì il sindacato ha perso tanto.

A livello locale era diverso. La FIOM a Brescia ha sempre avuto come politica che voleva sentire anche gli operai prima di prendere le decisioni e questo valeva anche per i delegati. Il delegato negli anni '80 era rispettato, erano uomini veri, avevano i coglioni, non avevano paura di far sciopero, ribaltavano tutto il reparto, adesso in questa degenerazione tutto è cambiato. Sono cambiati tutti i rapporti di forza. Adesso

c'è una situazione dove i giovani non esprimono una capacità di intervento politico. Ma se non ti interessi alla politica, è lei che si interesserà a te.

*Come vivevi da operaio il rapporto con le dirigenze sindacali confederali?*

Dall'inizio degli anni '80, noi lavoratori avevamo la sensazione che il sindacato nazionale stesse mollando. Pian piano si sentiva e si vedeva in fabbrica che cambiava la situazione. Era un processo lento di degenerazione del sindacato. Molti pensavano che il sindacato stesse cedendo, ma fosse in buona fede, altri pensavano che avesse tradito. Io personalmente mi sentivo tradito perché non era possibile chiamare i lavoratori alla mobilitazione e poi firmare degli accordi tremendi. O come avvenne nel 1992, quando la CGIL di Trentin firmò un accordo che cancellava la scala mobile e la contrattazione di secondo livello in fabbrica, senza colpo ferire, senza un'ora di sciopero, dicendo che non si poteva far altro. Errare è umano, ma non si può fare degli errori così grossi. Durante tutti questi passaggi c'è un fenomeno strisciante di disillusione dei lavoratori che si fa avanti e pian piano ci sono anche quelli che decidono di disdire la tessera perché si sentono traditi dai loro dirigenti. Nonostante questo il sindacato a Brescia tiene in capacità di contrattazione e di controllo in fabbrica per tutti gli anni '80, ma alla metà degli anni '90 anche qui le difficoltà vengono a galla in maniera forte. Parallelamente è ripresa in maniera forte la politica di discriminazione classica della FIAT, una volta che è venuto meno il potere di controllo sindacale. Io l'ho vissuto sulla mia pelle. Appena entrato sono stato mandato in un reparto confino. Appena arrivato mi hanno mandato a parlare con un dirigente delle risorse umane. Visto che avevo fatto il militare ed ero graduato, ero sergente, voleva farmi fare subito il capoturno. Io ho rifiutato, volevo fare l'operaio, non volevo fare il capo e poi volevo vedere com'era la fabbrica prima. Era sconcertato, mi aveva detto che nessuno aveva mai rifiutato un posto del genere. Visto che gli avevo detto che avevo lavorato sui torni, i trapani e le frese mi mandò al reparto ferroviario che era un reparto confino dove la FIAT confinava i comunisti, i rompicoglioni, quelli che facevano sciopero, che contestano tempi e modi di lavoro, che non erano dalla parte del padrone e che non facevano i lecchini e le ore straordinarie. Non so forse mi aveva letto in faccia e aveva capito le mie idee e mi ha mandato subito nel reparto confino. In seguito ho fatto 18 mesi di mobbing. Io venivo via dalla plastica che era stata terzariata in un'altra fabbrica, avevano esternalizzato tutti i pezzi di plastica del camion. Successivamente fui riassunto in Iveco.

Appena tornato mi dissero che sarei andato a lavorare in catena, ma io rifiutai perché pensavo che andare a lavorare in catena a 50 anni era troppo duro. Io avevo già fatto 20 anni di catena e in Iveco anche se non era scritto a 50 anni non si mettevano le persone a lavorare in catena. Gli si faceva fare altro. Poi cercarono di impormi di fare il primo e il secondo turno, quando io per motivi di salute dovevo fare il centrale. Il capo non voleva sentire ragioni, ma io avevo il certificato del medico. Lui però si impuntò e cominciarono a farmi delle pressioni. Mi misero a far niente tutto il giorno e una volta al mese mi chiamava il medico per farmi un interrogatorio e poi dovevo andare dal capo del personale. Mi facevano tutte le volte le stesse domande. Anche davanti all'evidenza non volevano accettare che avessi un problema e che non potessi fare quel lavoro. La FIAT ha sempre fatto politica, lavorava anche sulla psiche, volevano distruggermi psicologicamente. Se vedono che hai paura, hai timore, sei debole i capisquadra ti mettono sotto, ti distruggono, pensa più vai su nella gerarchia come sono. In 18 mesi sono rimasto a far niente, fermo vicini alla linea di montaggio. Poi mi misero alle costole un caposquadra, che non mi disse che lo era, io pensavo era un operaio. L'obiettivo era scoprire se facevo degli errori e arrivare ad avere il pretesto per il licenziamento. Alla fine hanno ceduto e mi hanno mandato ai fili. Da notare che se ero iscritto al FISMIC mi avrebbero risolto subito il problema e mi

avrebbero dato un posto di lavoro. L'Iveco di Brescia era una fabbrica dove la stragrande maggioranza aveva il terzo livello e avere anche solo il quarto era difficilissimo. Per avere il quarto o lavoravi in un reparto speciale tipo il collaudo dove si poteva prendere una qualifica oppure dovevi fare il ruffiano, il crumiro, quindi non fare gli scioperi, dovevi sempre dire di "sì" e dovevi essere sempre disponibile e forse forse prendevi la quarta categoria. Se non eri uno dei "loro" non te lo davano anche se eri una brava nei loro standard. Non c'era possibilità meritocratica vera. Un'altra tattica per dissuadere chi non abbassava la testa era quello di fargli girare i reparti. Io ho girato tutto lo stabilimento. Continuare a cambiare reparto non è il massimo.